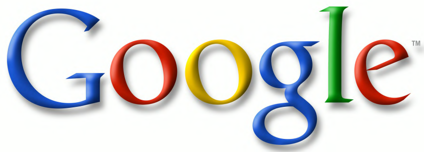





SE TAIRE ET FAIRE


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS



HISTOIRE

D'ALLEMAGNE,

PAR LUDEN;

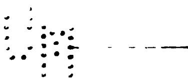
TRADUITE ET CONTINUÉE JUSQU'A NOS JOURS,

D'APRÈS

Schmidt, Pfefel, Menzel, Schiller, Posselt, Heinrich, Pfister, etc., etc.,

PAR M. AUG. SAVAGNER,

Professeur d'Histoire en l'Université, ancien Élève pensionnaire de l'École royale des Chartes,
Membre de plusieurs Sociétés savantes.



TOME CINQUIÈME



PARIS.

IMPRIMERIE DE BÉTHUNE ET PLON,

RUE DE VAUGIRARD, 36.

1844

HISTOIRE

D'ALLEMAGNE.

LIVRE XXIV.

LE TEUTSCHLAND SOUS LES HOHENSTAUFEN FRIEDRICH Ier ET HEINRICH VI. — TRIOMPHE DES LOMBARDS ET DE L'ÉGLISE SUR L'EMPEREUR FRIEDRICH Ier. — CHUTE DU DUC HEINRICH LE LION. — RUINE DES DERNIÈRES ESPÉRANCES FONDÉES SUR L'UNITÉ ET LA PUISSANCE DE L'EMPIRE TEUTSCH.

CHAPITRE PREMIER.

PÈLERINAGE DE HEINRICH LE LION EN TERRE-SAINTE. — L'EMPEREUR EN SAXE ET CONTRE LES POLONAIS. — PRÉPARATIFS POUR L'EXPÉDITION D'ITALIE ET OUVERTURE DES OPÉRATIONS.

De l'an 1172 à l'an 1174.

Plus l'empereur avait à cœur la nouvelle expédition d'Italie, plus il devait souffrir du long retard auquel il se voyait réduit. Considérant l'entreprise comme indispensable, il devait aussi regarder comme nécessaire une prompte exécution. Toutefois il est possible, et même vraisemblable, que s'il ne gagna pas, il ne perdit pas non plus à l'ajournement. Dans les premiers moments du triomphe, de l'affranchissement d'une cruelle oppression, selon la nature des choses humaines, grande était l'exaltation parmi les Lombards. Elle étouffait le souvenir des relations antérieures, et des souffrances multipliées qu'ils avaient subies les uns par les autres ; elle imposait silence aux ambitions, aux jalousies locales, aux intérêts rivaux et opposés. Dans leur enthousiasme, tous les Lombards fédérés s'étaient levés comme un seul homme contre un nouveau danger ; mais à mesure que s'écoulèrent les jours, les mois, les années, nécessairement des changements s'opérèrent. Les plaintes sur les maux endurés retentissaient encore, que déjà les mauvais traitements revenaient. Dans leur joie de fonder et de rétablir, les Lombards n'avaient pas pensé qu'ils étaient sur des ruines, et que leurs constructions étaient cimentées avec du sang.

Maintenant, suivant la coutume des hommes, l'on se mit à peser les chances de l'avenir et les

intérêts des villes prises isolément, et cet examen réveilla le passé avec ses tendances, ses luttes et ses hostilités. Les efforts mêmes des Lombards pour affermir leur ligue donnèrent, par des délibérations bien mûries et de sages résolutions, une force de cohésion aux premières formes produites par la nécessité; ces efforts durent naturellement ramener chaque ville à considérer sa position particulière et ses propres avantages. Comme çà et là s'était élevée la pensée que personne ne devait s'oublier pour la communauté, la ligue put bien prendre encore de l'extension, les principes auxquels on se rattachait purent acquérir de la vigueur, les institutions dont on convenait, s'améliorer; mais on ne pouvait gagner cette force et cette unité qui naissent de l'esprit et de l'âme. Les circonstances du milieu desquelles était sortie la confédération avaient entraîné pour conséquences que la puissance et la force fédérales restaient attachées particulièrement aux villes, et que l'exécution des résolutions communes dépendait toujours du bon vouloir des villes prises isolément. En outre le temps amenait toujours avec lui plus d'occasions de propos et de rapports malveillants, de querelles et de manœuvres secrètes de toute espèce, pour soulever entre les Lombards la défiance mutuelle et la discorde. Pavie persistait dans sa fidélité à l'empereur. Gênes était bienveillante pour la ligue, en exceptant toutefois ses rivaux en commerce, selon sa règle de conduite universelle. La ville cosmopolite n'était pas animée d'un véritable esprit fédéral; elle n'aspirait qu'à mettre à profit sa situation maritime; elle voulait que pas un havre, pas une porte, pas une route de terre ou de mer ne fussent fermés à ses marchands. Il en était ainsi de Venise. Cette cité merveilleuse avait jeté ses filets de tous côtés; elle entretenait des relations avec des peuples en hostilité les uns contre les autres; elle était née, elle s'était développée par l'exploitation la plus habile des circonstances; elle n'était nullement disposée à des sacrifices improductifs, pour une grande pensée, pour un avantage étranger, et de préférence se tournait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. De ces trois villes pouvaient facilement venir des tentatives pour semer la division, ou au moins provoquer des réflexions égoïstes. En Lombardie, les anciens vassaux n'étaient en aucune façon attachés à la cause des villes. Leur importance était évanouie dans le passé; pour l'avenir, ils n'espéraient qu'en l'empereur. Ils ne se hasardaient point à heurter les villes des frontières; mais ils correspondaient avec l'empereur, et pouvaient assurément jeter partout des obstacles, ruiner les combinaisons et les plans. Enfin l'Italie centrale n'était pas avec les Lombards. L'esprit de liberté avait bien pénétré dans cette contrée; mais le petit nombre des villes ne lui avait pas fourni assez de matière pour son développement. Le souvenir de la grande marquise Mathilde vivait toujours, et dans les derniers temps le nom des Guelfes avait résisté à bien des tourmentes, avait maintenu bien des espérances (1). Par ce côté aussi, on pouvait agir sur les Lombards, et sans doute des tentatives avaient dû être faites sur eux en ce sens, non-seulement par les papes impérialistes, mais aussi par les partisans de l'empereur.

Si, d'après ces observations, l'ajournement de la nouvelle expédition entraînait peu d'inconvénients pour la cause de Friedrich, lui-même considérait les choses autrement. La joie triomphante de la Lombardie lui déchirait le cœur. Milan, dont le nom soulevait tant de haines, Milan ne sortait pas seulement de ses ruines, non; il s'élevait bien au-dessus de la situation médiocre dont la colère de Friedrich avait précipité le vieux Milan; chaque jour, croissant en étendue, en puissance, en beauté, en force, en magnificence, la cité nouvelle promettait de devenir la reine de la Lombardie. Alexandria protégeait par de nouveaux ouvrages sa population qui grossissait chaque jour; et comme le nom de cette ville récente était un défi jeté par les Lombards, chaque homme qui établissait son foyer dans l'enceinte était un témoin de la victoire des Lombards sur l'empereur, chaque maison même était un monument de l'humiliation du grand monarque. La ligue entière des Lombards commençait à prendre un langage décidé à l'égard de l'empereur, devant lequel plusieurs des membres qui la composaient, couchés dans la poussière, avaient imploré leur grâce, dont plusieurs autres avaient tenté d'obtenir la faveur à force de démonstrations d'obéissance et de manifestations hypocrites d'une fidélité mensongère. Les institutions qui étaient données à la confédération paraissaient maintenant attester que les pensées, les résolutions, étaient en accord

avec le langage actuel. Enfin il est incontestable que, si les Lombards mêmes tiraient peut-être du retard de l'arrivée de l'empereur en Italie moins d'avantage qu'il n'aurait paru devoir en résulter pour eux, le pape Alexandre gagnerait chaque jour en autorité dans la chrétienté, et que son renversement deviendrait toujours plus difficile : l'exemple du roi Henri d'Angleterre, sur lequel Friedrich avait précédemment fondé de grandes espérances, montrait de la manière la plus claire quel pouvoir immense était entre les mains d'Alexandre (2).

Mais si Friedrich différa sa nouvelle expédition, ce n'est pas sans doute qu'il désirât exercer l'autorité impériale au profit de sa patrie; c'est qu'il ne trouva les princes allemands nullement disposés à une telle entreprise. L'histoire de ce temps est extraordinairement compliquée; les liens se croisent, les nœuds se serrent de telle sorte, que personne ne peut les suivre et les saisir. Ce qui se passait même au grand jour peut à peine être indiqué en quelques mots; les faits ne s'accordent pas avec les paroles. Derrière la main qui pousse la machine, on entrevoit un tissu secret, mais à peine reconnaît-on l'étoffe et rarement le travail. Ce que Friedrich fit ou tenta de faire pour arriver à une nouvelle campagne d'Italie est entièrement ignoré; il n'est pourtant pas douteux qu'il travailla surtout auprès de Heinrich le Lion, pour le déterminer à prendre part à l'expédition. Heinrich continuait d'entretenir avec l'empereur des rapports qu'il ne pouvait rompre sans briser tous les liens qui le rattachaient au suzerain, sans violer même toutes les convenances. Mais dans son cœur vivait toujours un si profond ressentiment longtemps contenu, il nourrissait une défiance si forte contre l'empereur, qu'il dut éluder nécessairement la demande d'une participation à une campagne d'Italie. Il avait un excellent prétexte dans l'état de ses nouvelles acquisitions, qui rendait sa présence nécessaire pour la sûreté de l'empire et l'affermissement de la chrétienté. En effet il gagna quatre années, en amusant peut-être l'empereur par de fausses promesses, et mit ce temps à profit avec la plus grande activité pour l'amélioration de ses domaines anciens et nouveaux. Enfin il se trouvait à bout de moyens dilatoires et d'excuses; il résolut donc, à ce qu'il paraît, d'entrer dans une nouvelle voie pour se dérober plus longtemps, pour toujours peut-être, sans rompre avec l'empereur, sans même le gêner dans l'accomplissement de ses projets. Il entreprit une œuvre de laquelle, suivant les idées religieuses de ce temps, on ne pouvait le détourner, pour laquelle il savait plutôt trouver encouragement et faveur auprès de chacun, un voyage à la Terre-Sainte, au tombeau du Sauveur du monde.

A la vérité, Heinrich le Lion pouvait bien avoir été saisi d'un désir sincère et profond de visiter le saint sépulcre; il vivait dans la croyance de son temps, en homme pieux, courbé devant Dieu. Quand il se rappelait son ancien abandon, les dangers de son enfance et de sa jeunesse; quand il considérait ensuite ce qu'il était devenu, les succès qu'il avait obtenus, il pouvait bien ressentir un pressant besoin d'offrir à Dieu et au fils de Dieu des périls, des fatigues et des sacrifices, et d'aller déposer sur les saints lieux l'ardent hommage de sa reconnaissance pour tant de faveurs et de bienfaits. S'il continuait à suivre par la pensée le cours de sa vie, les rigueurs et les cruautés dont il s'était rendu coupable dans l'aveuglement de la passion, il pouvait être agité d'inquiétudes pour le salut de son âme, et aspirer à une expiation de ses péchés. Ce sentiment de pénitence et de repentir devait être d'autant plus puissant, que sans doute sa confiance était plus faible dans la parole du pardon prononcée par des prêtres frappés de l'anathème du souverain pontife. Peut-être cette disposition de son âme avait-elle été fortifiée par une circonstance : le plus vieux de ses ennemis, le markgraf Adelbert l'Ours, qui jadis avait étendu la main sur le duché de Saxe, et n'avait jamais perdu l'envie de saisir cette haute dignité, venait de mourir sans avoir obtenu la levée de l'excommunication lancée contre lui (3). Aux anciennes excitations qui préparaient les âmes humaines à recevoir les impressions religieuses, étaient venues se joindre certaines circonstances qui ne pouvaient manquer d'exercer une forte influence; dans le cours de trois années apparurent de funestes phénomènes : d'abord en des contrées éloignées, il y eut des tremblements de terre qui engloutirent des villes, et causèrent d'autres désolations; puis, plus près de Heinrich, éclatèrent d'effroyables tempêtes qui, particulièrement sur la côte de Frise, soule-

vèrent de grandes inondations, emportèrent des cantons entiers, et, achevant l'œuvre des grandes marées de 1164, donnèrent, par le Zuyderzée, à la Hollande nouvelle la forme sous laquelle elle est devenue si importante dans le cours du temps (4). Enfin, de grandes sécheresses, des maladies pestilentielles parmi les hommes et les animaux, répandirent partout l'inquiétude, la misère et la terreur.

Sans doute toutes ces considérations paraissent expliquer le désir du duc pour un tel pèlerinage; mais elles n'expliquent nullement le choix du moment où il l'entreprit. Si l'on réfléchit à l'ensemble de sa vie, à ses inclinations et à ses tendances, à ses projets et à ses actions, l'on peut à peine croire qu'il n'ait pu se rendre assez maître de ses sentiments pour laisser encore quelques années le pieux voyage inaccompli. A l'esprit se présente plutôt la pensée que sa situation à l'égard de l'empereur Friedrich, si elle ne provoqua pas la résolution d'entreprendre ce pèlerinage, en accéléra au moins l'exécution, et que son but immédiat était de se soustraire à la campagne d'Italie.

Quelque opinion que l'on se fasse sur cette entreprise, et de quelque façon que la chose se soit passée, Heinrich le Lion régla ses affaires, confia la protection de ses États à l'archevêque Wichmann de Magdebourg, qui jadis avait figuré parmi ses ennemis et jouissait de la faveur de l'empereur, la garde de son épouse et de sa maison au comte Ubert de Wolfenbuttel; et alors, au commencement de l'année 1172, il quitta son cher Braunschweig, où son épouse Mathilde resta pleine d'espérance (5). Une suite bien équipée d'hommes éminents et dévoués se mit en route avec lui. Quelques-uns peut-être ne s'étaient résolus au pieux voyage que sur la demande du duc, et sans doute Heinrich était déterminé par divers motifs à se faire ainsi accompagner. Les conseils de l'un lui étaient indispensables autant que l'épée de l'autre. Il ne voulait pas s'éloigner de celui-ci, dont il connaissait la fidélité éprouvée, à la vie, à la mort; il désirait tenir celui-là sous ses regards, afin de s'en assurer complétement. Les plus connus de ses compagnons étaient l'évêque Kunrad de Lubeck, jadis son ami, puis adversaire acharné, et maintenant revenu à son ancien dévoûment, et dans tous les cas prélat prudent, habile et savant; le prince slave Pribislav, ardent dans sa croyance nouvelle, rigoureux dans la foi jurée : mais sa croyance comme sa foi étaient toutes récentes, et assurément la pensée du destin de son frère, de son père et de son peuple, n'était pas arrachée de son âme; l'abbé Heinrich de Braunschweig, recommandé par la noblesse de ses sentiments et l'élévation de sa piété, non moins que par son savoir et son dévoûment au duc et à la maison ducale; le comte Gunzelin de Zuerin, enfin, mis si souvent à l'épreuve dans les mauvais comme dans les bons jours (6). Heinrich se rendit d'abord en Bavière. Jamais il n'avait négligé ce duché, mais il n'avait pu lui consacrer autant de soins qu'à la Saxe; la Bavière ne lui offrait pas un théâtre assez vaste pour ses forces et son intelligence. En raison des désastres de l'archevêché de Salzbourg, de ses relations avec son oncle Welf, de la situation de son beau-père Heinrich d'Autriche, le séjour de la Bavière ne pouvait guère avoir d'attrait pour lui; en outre il devait reconnaître que la Bavière, en cas de rupture ouverte avec l'empereur, serait beaucoup moins sûre pour lui que la Saxe. Néanmoins, un an auparavant, une grande diète avait été tenue à Mospurg sur l'Isar, pour délibérer sur les affaires publiques du pays et les régler. Maintenant Heinrich réunit les grands vassaux à Ratisbonne, à la fête de la Purification de la Vierge, afin d'arrêter des mesures pour le temps de son absence. Plusieurs de ces seigneurs se joignirent à lui, soit spontanément, soit sur son invitation. De la sorte sa suite s'éleva, suivant certains rapports, à 500 hommes; selon d'autres, à 1,200. Avec cette escorte il poursuivit sa route vers l'Autriche. Le duc de ce pays, beau-père de Heinrich, vint à sa rencontre, et le reçut à Neubourg, au delà du tombeau de Gertrude son épouse, mère de Heinrich le Lion. A Vienne, il s'embarqua avec ses chevaliers, afin de descendre le Danube, ce qui était contraire à son but.

Mais, dans cette route, il était accompagné aussi par un homme qui n'appartenait pas à sa suite, et n'avait nullement l'intention de faire ses dévotions sur le tombeau du Seigneur. C'était l'évêque de Worms, qui avait paru à Ratisbonne ou à Vienne comme député de l'empereur, pour faire avec le duc le voyage de Constantinople. Cette apparition avait quelque chose de mystérieux. L'évêque lui-même

annonçait qu'il était chargé de négocier à Constantinople un mariage entre le fils de Friedrich, le roi Heirich, et une fille de l'empereur Manuel. Toutefois on ne croyait guère à ces paroles : car le roi Hei nric n'avait pas encore huit ans, et entre les deux empereurs Friedrich et Manuel les rapports, ainsi qu'on l'a plusieurs fois rappelé, étaient devenus, dans les derniers temps, très-hostiles. Aussi les amis de l'empereur prétendaient que l'évêque n'avait été délégué que pour obtenir auprès de la cour de Constantinople les moyens de faciliter et d'accélérer le voyage du duc à travers l'empire grec. Mais ce prétexte ne trouvait pas beaucoup plus de crédit; le duc ne paraissait pas avoir besoin de recommandation, et l'empereur Friedrich ne semblait pas être le médiateur naturel auprès de l'empereur Manuel. Le duc et ses amis en vinrent donc à présumer que, sous prétexte d'une mission, l'évêque pourrait bien avoir été adjoint à la suite du duc comme observateur, afin que l'empereur reçût des informations bien exactes sur la continuation du pèlerinage, sur les actes et les mouvements du duc, et particulièrement sur les négociations que Heinrich se proposait peut-être d'ouvrir à Constantinople; et si l'on considère les rapports du duc à l'égard de l'empereur, cette conjecture n'était pas sans fondement. Elle n'est pas repoussée par la circonstance que l'empereur, immédiatement après le départ de Heinrich, parut en Bavière, à Salzbourg, à Passau, partout, comme s'il voulait effacer l'impression que le séjour de Heinrich en Bavière, pour un but si pieux, pouvait avoir laissée sur les esprits, comme s'il désirait renverser l'ordre auquel les grands vassaux du pays s'étaient laissé ramener peut-être par la parole du duc. Dans tous les cas, l'empereur se conduisit en Bavière d'après les mêmes principes qui l'avaient dirigé antérieurement; et la rigueur avec laquelle il repoussa de sa cour le jeune archevêque de Salzbourg, Adelbert, tandis que ce prélat s'approchait de son siége archiépiscopal pour regagner la faveur du suzerain suprême, cette rigueur devait avoir pour conséquence une intimidation générale (7). Ensuite l'empereur tint, le 26 du mois de mars, à Worms, une grande diète qui sans doute était combinée avec le départ du duc Heinrich, soit que Friedrich jugeât à propos de modifier des arrangements antérieurs arrêtés avec certains princes à cause de l'expédition d'Italie, soit qu'il voulût montrer qu'il saurait bien exécuter ses anciens projets sans le duc : car, à cette diète, il proposa l'expédition au delà des Alpes, et il présenta la chose aux princes assemblés d'une manière qui, si elle n'était pas conforme à la vérité, paraissait du moins propre à leur faire sentir la nécessité de l'entreprise, et à leur donner du zèle pour l'accomplir. Les Lombards, dit-il, et tous les partisans de Roland, qui se nommait le pape Alexandre, avaient l'intention d'arracher l'empire à lui le roi des Romains, pour le transférer aux Grecs. Cette pensée, qui put bien paraître inconcevable pour la plupart, contenait incontestablement pour les Allemands, qui songeaient aux temps antérieurs, un si monstrueux outrage, que l'on était disposé à croire qu'il avait soulevé tous les cœurs. En effet, nul des princes réunis ne paraît avoir contesté la nécessité d'une expédition pour repousser un tel affront; et néanmoins tous ne semblèrent nullement disposés à l'entreprendre, car il fut résolu que la campagne n'aurait lieu qu'après l'expiration de trois années. Les motifs sont inconnus : prétendit-on qu'un si long temps était nécessaire pour les préparatifs? demanda-t-on que l'on attendît le retour de Heinrich le Lion, auquel il convenait surtout d'accompagner encore une fois l'empereur, et de maintenir l'honneur de l'empire? ou bien espéra-t-on peut-être, pendant ce délai, trouver l'occasion de se soustraire entièrement aux vues de l'empereur? Quoi qu'il en soit, la conduite de l'empereur semble témoigner que le long ajournement ne vint pas de lui, mais des princes, sinon contre son attente, du moins contrairement à ses volontés et à ses désirs.

Depuis longtemps Friedrich était vivement pressé par ses partisans et amis d'Italie de franchir de nouveau les Alpes avec une armée, parce qu'il était à craindre que bientôt la ligue des Lombards n'engloutît tout. Reconnaissant combien il était nécessaire d'encourager et de fortifier ces fidèles adhérents, d'agir sur les villes qui avaient jusque-là hésité à se réunir à la ligue, combien il était nécessaire enfin de se remuer, de nouer des intrigues, de caresser et d'effrayer, de réconcilier et d'aigrir les esprits, déjà, dans l'automne de l'année précédente, il avait envoyé l'archevêque Christian de Mayence en Italie avec de pleins pouvoirs.

A cette époque, Christian se glorifiait plus que tous de la faveur et de la confiance de l'empereur; et en effet, plus que tous, Christian était digne de cette faveur et de cette confiance. On pouvait aussi soutenir, en toute assurance, que l'empereur n'avait pas envoyé un tel homme en Italie pour l'user dans les intrigues et les luttes; qu'il l'avait plutôt détaché en avant comme un avant-coureur, et pour qu'il annonçât sa propre arrivée; car la tâche acceptée par Christian n'était pas facile; il ne pouvait conduire aucune force au delà des Alpes; aussi emmenait-il une faible suite. A force de rapidité, en évitant et trompant la surveillance, et grâce à une parfaite connaissance du pays, il put échapper aux armes des Lombards. Il ne pouvait compter sur rien que sur les artifices, dans lesquels il était passé maître. Mais, dans ce jeu, il ne put rien fournir que la promesse de l'apparition prochaine de l'empereur en Italie avec une armée; et, pour cette assurance, il s'était fait sans doute donner une autorisation par l'empereur. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'archevêque Christian traversa audacieusement la Lombardie, trompa heureusement la vigilance des villes alliées, et parut, à l'étonnement général, dans Gênes, comme plénipotentiaire de l'empereur. Il parvint facilement à conquérir une grande autorité à Gênes d'abord, puis à Lucques, à Pise, à Sienne. Dans les négociations avec les villes isolées, comme dans les assemblées générales, il réussit à vaincre d'anciennes passions, à en provoquer de nouvelles; il parvint à répandre sur un sol bien préparé une semence qui grandit rapidement, et qui aurait fourni une riche récolte, si le moissonneur n'avait pas manqué. Mais comme jusqu'à l'automne de l'année 1172 la promesse de l'arrivée de l'empereur ne fut pas tenue, alors, et seulement alors, s'élevèrent partout des difficultés, au milieu desquelles l'archevêque Christian ne se laissa pas décourager, multipliant au contraire les efforts de son activité et de son adresse, mais qui finirent par lui faire perdre les fruits de cinq années de travaux et d'habileté.

L'empereur lui-même, dans l'été de l'année 1172, fit une campagne en Pologne; preuve manifeste qu'il était armé, et que si l'expédition au delà des Alpes était ajournée, la faute ne pouvait lui en être imputée. Mais on ne peut se rendre compte de cette campagne de Pologne; elle a quelque chose de mystérieux, et deux écrivains seulement en font mention. Le but est inconnu, comme le motif. Il n'est pas question d'événements militaires; on trouve seulement quelque part que jamais empereur ne conduisit en Pologne une aussi grande armée que celle avec laquelle Friedrich envahit ce pays. Aussi les Polonais, effrayés, n'auraient pas fait une seule tentative de résistance; ils se seraient empressés de se soumettre à l'empereur, lui auraient juré obéissance et payé mille marcs. L'expédition n'a pas eu d'autres suites. Toutefois, comme on ne peut douter que dans tout cela il n'y ait quelque chose de vrai, on peut bien aussi admettre la pensée que l'expédition se rattachait aux rapports de l'empereur avec Heinrich le Lion; que l'empereur se proposait autre chose que de saisir les huit mille marcs qu'il doit avoir enlevés aux Polonais; qu'il avait plutôt cherché une occasion favorable de paraître, pendant l'absence de Heinrich, dans la Saxe, où il était en quelque sorte un étranger. Quelles étaient ses vues? c'est une question que l'on ne peut guère se hasarder à décider. Sans doute l'armée que Friedrich mena en Pologne était en grande partie composée de Saxons; car, encore bien que les Saxons ne soient pas désignés spécialement, ils étaient surtout obligés à la guerre contre les Polonais. Il est certain aussi que, dès ce moment et jusqu'à sa campagne d'Italie, Friedrich se plut à se mêler des affaires de Saxe, à correspondre avec des princes saxons.

Suivant un renseignement qui n'a été signalé que deux siècles plus tard, Friedrich doit avoir employé les menaces et les promesses auprès de quelques grands seigneurs en Saxe, placés par le duc Heinrich dans le commandement de ses villes ou de ses châteaux, afin de les déterminer à s'engager, pour le cas où le duc ne reviendrait pas de son pèlerinage, à remettre à lui l'empereur ces villes ou ces châteaux, avec le pays en dépendant. La chose est grave, et il faut y réfléchir mûrement avant d'y donner une entière créance. Toutefois il ne faut pas rejeter cette assertion par cela seul qu'elle vient d'un écrivain postérieur; car la contemporanéité seule ne garantit pas la véracité d'un témoin, et les moines qui, derrière les murs de leur cloître, ont consigné les événements, en sont toujours restés très-éloignés, encore bien qu'ils vécussent dans les jours mêmes où les

faits se passaient. Mais l'assertion en question est trop invraisemblable en elle-même pour que l'on puisse y ajouter foi. Cependant Friedrich avait déjà été informé que Heinrich, dans sa route vers Constantinople, avait été exposé à de grands dangers; qu'il avait essuyé un naufrage sur le Danube; que, forcé de continuer son voyage par terre, il avait eu à soutenir de pénibles luttes en Servie, tantôt contre la nature du pays, tantôt contre la férocité sauvage des habitants (8). Les périls ultérieurs qui menaçaient encore Heinrich, le sabre des Turcs, les perfidies des chrétiens, étaient assez connus de Friedrich; et ces périls paraissaient d'autant plus redoutables que, d'après l'intrépidité téméraire de Heinrich, l'on devait croire qu'il n'essayerait nullement de s'y soustraire. Il est donc vraisemblable que Friedrich avait songé au cas où Heinrich périrait, et que dans cette supposition il avait travaillé, préparé les choses, afin de gagner une plus grande influence en Saxe, ou se rattacher le pays. Peut-être même serait-il allé plus loin qu'il ne paraît être allé, si deux circonstances ne lui avaient fait obstacle. D'abord, après son retour de Pologne, mourut en Thuringe son beau-frère, le landgraf Louis, dans lequel il perdit un habile auxiliaire; ensuite il entra avec les fils d'Adelbert l'Ours dans une sorte de débat qui, d'un côté, put exciter l'attention des Saxons, et, d'un autre côté, peut bien aussi montrer qu'il n'était pas éloigné d'acquérir des possessions en Saxe. En effet Friedrich arracha des domaines du markgraf Adelbert de Brandebourg l'héritage de Plotzke, échu à celui-ci vingt quatre ans auparavant, après la mort de Bernard, dernier comte de Plotzke; mais les fils d'Adelbert l'Ours opposèrent une si vigoureuse résistance, qu'une lutte se serait engagée entre l'empereur et ses frères, si d'autres princes saxons n'avaient point interposé leur médiation. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il s'éleva des soupçons dans l'esprit des partisans du duc au sujet des vues de l'empereur; et Heinrich le Lion, à son retour de la Terre-Sainte, n'eut aucun motif de repousser ces soupçons ou de les mettre en doute.

Heinrich le Lion arriva au commencement de l'année suivante dans sa patrie, en bon état de santé, mais sans ramener tous ceux qui l'avaient accompagné. Plusieurs avaient trouvé la mort en route, parmi lesquels l'évêque Kunrad de Lubeck. Dans son voyage, le duc n'avait rencontré, peut-être même n'avait cherché aucune occasion de guerroyer contre les infidèles; mais il revenait tout autre qu'il n'était parti, épuré dans ses sentiments religieux par ses longs et fréquents entretiens avec le pieux et savant abbé Heinrich et avec l'évêque Kunrad, éclairé et affermi dans ses vues relatives à l'Église, instruit par de nombreuses expériences, et pourvu de nouvelles connaissances sur les pays et les peuples, les usages et les mœurs.

Au moment de son arrivée, l'empereur se trouvait à Augsbourg. Le cœur de Heinrich ne pouvait éprouver aucune sympathie pour l'homme qu'il paraît avoir considéré désormais comme le dévastateur de l'Italie, le destructeur des églises, comme un ennemi personnel qui non-seulement lui avait arraché l'héritage de son oncle, mais avait encore bâti des plans sur sa ruine. Mais il pensa que les relations de vasselage et les convenances lui commandaient de ne pas manquer de respect à l'empereur. Il se rendit donc à Augsbourg; et les mêmes motifs qui engageaient le duc à paraître à la cour de l'empereur, selon l'ancien usage, déterminèrent aussi l'empereur à recevoir le duc comme par le passé. Tous deux s'étaient abusés dans leurs espérances, s'étaient trompés dans leur attente; tous deux sentaient que la route qu'ils suivaient les éloignerait bien plus l'un de l'autre; mais, aux yeux du monde, ils paraissaient être d'anciens amis, et rien d'étrange ou de nouveau ne semblait avoir surgi entre eux. Cependant Heinrich prit bientôt congé de l'empereur, et courut à Braunschweig rejoindre son épouse, qui lui présenta une petite fille. Aussitôt il se remit à poursuivre les œuvres interrompues par son pèlerinage. Les prêtres et les églises furent enrichis des précieux dons qu'il avait reçus d'un prince turc et de l'empereur grec; il déposa dans les temples de saintes reliques qui étaient parvenues entre ses mains comme présents ou par des achats. Sur le siége épiscopal de Lubeck il plaça, selon les vœux du clergé de cette église, son ami l'abbé Heinrich, malgré sa répugnance à s'en séparer. Mais ce qui l'occupa le plus, ce furent les fondations, les constructions, les embellissements dans sa chère cité de Braunschweig, et dans d'autres villes et châteaux, ainsi que les travaux qui pouvaient améliorer la vie des hommes, faci-

liter, adoucir leurs rapports; et ces occupations réclamèrent si complétement son attention, qu'il ne devait se laisser ramener qu'à grande peine au souvenir de l'Italie et d'une campagne en ce pays.

Et pourtant il était certainement obsédé à chaque instant pour une telle entreprise. L'empereur s'occupait sans relâche, comme il l'avait fait précédemment, de l'expédition au delà des Alpes contre le pape et les Lombards. On peut à peine concevoir que dans cette pensée il ait fait et entrepris tout ce qui arriva par son action. Dans cette année 1173, il renversa du trône, par la force des armes, le vieux roi Wladislav de Bohême, enleva le royaume au fils de ce prince, et en conféra l'investiture, à titre de duché, à un parent du roi détrôné, nommé Sobeslav, qui, pour des motifs inconnus, avait été longtemps retenu prisonnier par Wladislav (9). A la vérité, le vieux roi Wladislav, qui d'ailleurs mourut l'année même où il perdit son royaume, avait nommé pour son successeur son fils Friedrich, sans consulter l'empereur, comme si la Bohême n'avait pas été un fief de l'empire germanique, mais un État indépendant auquel fût attachée une souveraineté héréditaire; et, pour cette prétention, l'empereur avait déclaré le père et le fils frappés de déchéance. Mais il n'est pas moins vrai non plus que jadis Wladislav avait fait preuve de fidélité et de dévoûment envers l'empereur, et combattu pour la cause du grand monarque des deux côtés des Alpes. Il est également vrai que Wladislav était le père de l'archevêque Adelbert de Salzbourg, qui, à cause de son adhésion au pape Alexandre et aux vieux principes de l'Église, s'était attiré la colère implacable de l'empereur. Friedrich pouvait bien être dans son droit; mais si Wladislav, à cause de son fils l'archevêque, n'avait pas été suspect de partialité pour le pape Alexandre, peut-être l'empereur aurait-il su allier à la dignité impériale plus de tolérance envers un vieillard qui d'ailleurs ne paraît pas avoir essayé la moindre résistance.

Cependant, dans le cours de cette année et les premiers mois de la suivante, l'empereur tint plusieurs diètes en Saxe, à Goslar, à Erfurt, à Mersebourg, à Quedlinbourg. Parmi les motifs qui le déterminèrent à des séjours répétés en Saxe, on pourrait aussi ranger le désir de voir plus sûrement le duc Heinrich à sa cour; car, en Saxe, ce prince ne pouvait pas se dispenser de s'y rendre. En effet il paraît qu'il vint constamment à la cour de l'empereur; et partout où il rencontra son suzerain, il est certain aussi qu'il fut question de l'expédition d'Italie, et que Friedrich essaya de déterminer le duc à y prendre part. Peu de temps après les fêtes de Pâques de l'année 1174, l'empereur tint à Nimwegen une diète où tous les princes présents s'obligèrent par serment à l'expédition d'Italie : Heinrich n'est pas nommé parmi ces princes. Ensuite, le 9 juin, Friedrich eut une conférence avec des envoyés des princes et des seigneurs d'Italie, qui attendaient son arrivée dans un lieu en deçà des Alpes, qui est appelé Winclinbourg : les princes lui promirent obéissance, et s'engagèrent à l'accompagner au delà des Alpes (10). Enfin l'empereur se rendit à Ratisbonne, où il avait indiqué une diète générale. Elle fut ouverte le jour de la fête de saint Jean-Baptiste, et il s'y rendit tant de princes, que l'on en vit à peine une semblable en Bavière : Heinrich le Lion y assista aussi. Le but spécial de la diète était la décision des affaires de l'évêché de Salzbourg, que Friedrich ne voulait pas laisser dans un si grand désordre durant son absence. Le malheur avait si profondément courbé les hommes, que très-peu de voix demandèrent si la raison était du côté de l'empereur ou de l'archevêque Adelbert, et que le désir du repos, à quelque condition qu'il fût acquis, avait étouffé tout autre sentiment. Comme on ne devait pas attendre de l'empereur qu'il replaçât l'archevêque Adelbert sur le siége archiépiscopal tant que celui-ci persisterait dans les mêmes principes, on avait essayé de déterminer le prélat à la soumission. Adelbert avait pourtant encore des partisans parmi les ecclésiastiques comme parmi les laïques, mais très-peu d'entre eux se hasardèrent à confesser leur adhésion. Il se trouva dans la situation la plus déplorable, et, chassé d'un lieu vers un autre, il avait souvent à peine un point où reposer sa tête. Jadis il avait trouvé un asile auprès de son père le roi de Bohême; mais, depuis la ruine et la mort de Wladislav, cette retraite aussi lui avait échappé. Néanmoins il ne chancela pas un instant; une seule fois il put sentir quelque incertitude dans son esprit, quand ceux qui, par dévoûment pour l'empereur, ou par fatigue de la marche

des choses, étaient devenus ses ennemis, ne se firent aucun scrupule de porter contre lui de calomnieuses et cruelles accusations auprès du pape Alexandre. Mais Alexandre ne se laissait pas facilement abuser; son légat pour la Bavière, l'archevêque expulsé de Mayence, Kunrad de Wittelsbach, et d'autres fidèles serviteurs du saint-siége, lui exposèrent la vérité. Il maintint donc fermement le malheureux jeune homme, comme Adelbert s'attachait sans réserve au saint-père. A la diète de Ratisbonne, Adelbert se présenta aussi. Il vint dans la compagnie et sous la protection du duc Heinrich d'Autriche, son oncle, et il resta présent sous cette protection pendant toute la durée des négociations. Sans doute le duc Heinrich s'employa pour son neveu auprès de l'empereur; mais, quoi qu'il en fût, ses prières n'aboutirent à aucun résultat : car, lorsqu'il fut question de l'affaire d'Adelbert, maître Richerus, évêque choisi de Brixen, sur la sommation de l'empereur, proposa la déposition de cet archevêque; et tous les assistants, laïques ou prêtres, se tinrent pour obligés d'appuyer la proposition. Le duc Heinrich d'Autriche eut seul le courage de refuser; et en effet ce refus résultait nécessairement de la protection qu'il avait promise à l'archevêque. Aussitôt après cette déposition, les évêques suffragants de l'archevêché de Salzbourg, qui étaient présents (il n'y manquait que l'évêque de Freisingen), élurent pour archevêque le prieur Heinrich de Bercktoldsgaben, homme capable, pieux, savant, jusqu'alors jouissant d'une haute estime auprès des ecclésiastiques et des laïques. Les vassaux séculiers adhérèrent à ce choix, et Heinrich accepta. Le nouvel archevêque fut aussitôt installé; l'empereur lui conféra en grande pompe par le sceptre la collation de toutes les régales de l'église de Salzbourg; et les vassaux de cette église, en offrant l'hommage de la plus humble soumission, sollicitèrent le renouvellement ou la confirmation de leurs fiefs, obtinrent l'objet de leurs prières, et prêtèrent serment à l'archevêque, en présence de l'empereur, comme fidèles serviteurs, Heinrich le Lion le premier de tous. Ainsi Friedrich put bien croire qu'il avait achevé cette entreprise impie, et qu'il avait rétabli l'ordre et le repos. Mais il oubliait que le feu n'est pas éteint toutes les fois qu'il ne jette plus de flammes; il oubliait que l'archevêque Adelbert vivait, qu'il était retiré avec sa douleur et le sentiment d'une injustice éprouvée; il oubliait qu'Adelbert n'était pas isolé, que quelques prélats s'étaient retirés ouvertement avec lui; que, dans l'opinion de certains membres du clergé ou de quelques laïques, sa cause passait pour celle de la justice, et qu'enfin le pape Alexandre, avec toute la puissance de l'Église, tenait pour Adelbert.

Quoi qu'il en soit, Friedrich jugea que dès lors il ne pouvait plus différer la campagne d'Italie. Il se mit donc en route au mois de septembre par la Bourgogne, voulant pénétrer de nouveau en conquérant dans le pays du même côté par où il l'avait abandonné, six ans auparavant, en fugitif, afin que les derniers témoins de ses revers contemplassent maintenant les premiers son triomphe. On dit que son armée était très-forte; on prétend aussi qu'il était accompagné par huit mille cavaliers revêtus d'armures complètes; mais on ne peut savoir comment cette armée avait été réunie. Outre le nouveau duc de Bohême, qui en recevant ses États s'était sans doute obligé à la campagne d'Italie avec toutes ses forces, il paraîtrait que le comte palatin Kunrad du Rhin, frère de l'empereur, et les archevêques et évêques des contrées rhénanes, assistèrent seuls à l'expédition. Tout le reste des forces, Friedrich l'avait levé sur ses propres possessions. Mais en Bourgogne peut-être certains seigneurs grossirent-ils les troupes; il peut se faire aussi que du Brabant, de la Flandre, et d'autres parties de l'ancienne Lorraine, beaucoup d'aventuriers aient été attirés sous ses bannières par l'appât d'une solde et du pillage. Toutefois de Bavière il ne vint que peu de monde, et de Saxe personne, ni Heinrich le Lion, ni un autre prince du pays. Les Bavarois furent peut-être ménagés, à cause du désordre dans lequel était tombé le pays par suite des affaires de l'archevêché de Salzbourg. Les princes saxons peuvent bien être restés chez eux parce que le duc lui-même ne bougea pas; mais Heinrich se refusa-t-il hautement à suivre l'empereur, ou bien demeura-t-il dans sa patrie avec l'agrément de Friedrich? c'est ce qu'il n'est pas facile de déterminer. La première supposition impliquerait une rupture ouverte entre le suzerain et le vassal, et l'on devrait trouver au moins trace d'un tel fait dans les écrivains; mais on cherche en vain

le moindre indice : l'action pacifique de Heinrich en Bavière et en Saxe, après le départ de l'empereur, dépose contre une attitude hostile de sa part. On trouve quelques raisons qui pourraient en quelque sorte appuyer la seconde opinion. L'empereur, égaré par les rapports des anciens vassaux et de ses autres amis en Italie sur l'état des choses en Lombardie, put bien regarder ses forces toutes disposées comme suffisantes pour la soumission des villes confédérées ; il put même croire qu'une plus grande masse d'hommes serait plutôt à charge qu'utile. Dans ce cas probablement il se contenta facilement d'une promesse de Heinrich de le suivre s'il en était besoin. Ou bien on pourrait encore admettre que Friedrich, se proposant de pénétrer en Italie par Suse et Turin, désira laisser croire aux Lombards que Heinrich le Lion menaçait de descendre de la Bavière dans la vallée de l'Adige, afin qu'ils n'osassent point retirer leurs troupes de ce canton pour les opposer à lui-même ; et, dans ce cas, le duc Heinrich aurait bien pu promettre de tenir en Bavière des troupes toutes prêtes, assez fortes pour effrayer les Lombards. Mais d'autres raisons aussi enlèvent toute vraisemblance à cette supposition : Heinrich le Lion ne tint jamais la promesse que nous lui prêtons ici, et jamais il ne lui fut reproché d'avoir violé sa parole. Il ne reste donc plus qu'à présumer que l'empereur, voyant le duc éloigné de toute participation à l'entreprise, affecta une profonde indifférence à ce sujet, feignit de pouvoir se passer du concours du duc, et que les deux princes se quittèrent en observant les convenances de leur dignité, mais avec une froideur réelle. Toutefois l'histoire, quand ses sources ne fournissent rien, doit laisser l'incertain pour ce qu'il est, et chacun libre de prononcer son jugement.

CHAPITRE II.

SIÉGE D'ANCONE PAR CHRISTIAN DE MAYENCE ET LES VÉNITIENS. — L'EMPEREUR POUR LA CINQUIÈME FOIS EN ITALIE. — SIÉGE D'ALEXANDRIE. — ARMISTICE ENTRE L'EMPEREUR ET LES LOMBARDS.

De l'an 1174 à l'an 1175.

Cependant en Italie l'archevêque Christian de Mayence se voyait, non pas oublié, mais abandonné. Les difficultés qui, depuis l'automne de l'année 1172, s'étaient élevées contre lui, parce que l'empereur n'était pas arrivé comme il l'avait annoncé, s'accumulaient toujours et se compliquaient de plus en plus. Il eut à les tourner, à lutter contre elles toute l'année suivante. Épiant les moments, saisissant toutes les occasions, sans scrupule sur le choix des moyens, il sut se maintenir et souvent même se relever. Sachant jouer habilement avec les passions des hommes, qu'il irritait ou calmait avec un art infini, il avait séduit divers esprits ; ses décisions audacieuses frappaient comme une épée à deux tranchants, répandaient une sorte de terreur autour de lui, et ses talents militaires, son intrépidité, lui avaient gagné les hommes les plus vaillants. Il parvint de la sorte, sinon à se rendre maître des affaires, du moins à s'élever au-dessus d'elles ; à maintenir ou ramener non pas dans la fidélité, mais sous la main de l'empereur, les contrées que le duc Welf avait laissées à ce monarque, même presque toute l'Italie centrale, depuis le Rubicon jusqu'à la frontière de la Pouille, depuis Lucca jusqu'à Spoleto ; à braver la ligue des Lombards, le roi des Deux-Siciles, et même le saint-père. En réalité, si l'on pouvait promener ses regards sur les routes tortueuses que le prélat guerrier fut forcé de parcourir, tantôt agneau et tantôt lion, il serait difficile de se défendre d'une sorte d'admiration ; on lui refuserait d'autant moins ce tribut, en pensant qu'il avait été réduit à la nécessité de se former lui-même une force en Italie, et de s'entretenir avec le pillage du pays, exercé assurément non sans de grandes violences. Enfin, dans l'année 1174 (1), il entreprit une tâche dont l'accomplissement lui paraissait devoir contribuer essentiellement à l'apaisement des passions, et il s'en chargea à de telles conditions, que, s'il échouait, aucun préjudice ne fût porté à l'empereur, tandis qu'au contraire du succès devaient sortir des avantages incalculables pour le souverain.

La ville d'Ancône était un objet de haine pour les Italiens, de colère pour les Turcs. Entourée de deux côtés par la mer, d'un accès difficile par-derrière, pourvue d'un bon port sur la mer Adriatique, depuis une suite de siècles Ancône s'était peu inquiétée des troubles d'Italie ; elle avait même contemplé dans un

calme impossible et un doux repos les tempêtes qui bouleversaient sans cesse le beau pays auquel elle appartenait. On pourrait à peine prouver que les rois allemands aient jamais été reconnus par Ancône en qualité d'empereurs romains; cette reconnaissance se fit tout au plus en de vaines paroles; et jamais les empereurs d'Occident n'avaient exercé de pouvoir dans l'enceinte de cette ville. Ancône était plutôt considérée, à Constantinople, comme soumise à l'empereur grec, et elle laissait volontiers la chose dans l'indécision; car la souveraineté de l'empereur grec, depuis qu'il avait perdu entièrement le reste de l'Italie, n'était plus rien de réel. Mais entre l'empereur et Ancône il y avait une union d'étroite amitié, qui tournait au profit de la ville en l'autorisant à demander des secours, à produire mille exigences; car les empereurs avaient fort à cœur de s'assurer l'ouverture du port et de la ville, et de rester pour ainsi dire en possession de la porte de la maison. Ancône était donc plutôt une commune libre jouissant de la protection et de la faveur d'un monarque étranger, qu'une ville sujette. Sa population n'avait guère jamais dépassé 20,000 habitants, et, faute d'espace, elle ne pouvait prendre d'extension considérable. A cause de cela, elle ne pouvait être redoutable à personne, ni dans le voisinage, ni au loin. Mais les citoyens de la ville, au moyen de leur commerce, particulièrement avec l'empire grec, étaient parvenus à un bien-être enviable, et jouissaient sans trouble des fruits de leurs travaux. Par là aussi ils avaient provoqué la jalousie de tous les Italiens, qui connaissaient bien leur situation, et peu à peu de l'envie était sortie la haine. Les Normands eux-mêmes jetaient un regard mécontent sur Ancône, parce que leur vieil ennemi, l'empereur grec, prenant là son point d'appui, pouvait diriger contre eux ses intrigues et ses forces militaires. Cependant c'étaient encore les Vénitiens qui nourrissaient les plus mauvaises passions contre Ancône. Fière de sa grandeur, de sa puissance croissante, pleine d'une audacieuse confiance en sa fortune, Venise ne redoutait pas dans Ancône une rivale, mais elle voulait dominer sur la mer; le beau port d'Ancône était comme un trait qui déchirait le cœur des Vénitiens, et les priviléges dont Ancône jouissait dans l'empire grec, duquel eux-mêmes s'étaient détachés fièrement, excitaient leur envie et leur colère. Enfin, non-seulement les Allemands s'irritaient de l'indépendance d'Ancône, mais encore ils se sentaient blessés par les intrigues grecques qui étaient dirigées d'Ancône contre eux et contre les Normands. En outre, la petite ville avait imprimé sur les armes allemandes une tache que l'on aurait voulu laver. Deux fois depuis un demi-siècle, les Allemands avaient tenté de soumettre la ville, et deux fois ils avaient échoué. D'abord l'empereur Lothaire avait paru devant Ancône, mais bientôt avait abandonné son projet; ensuite Friedrich I[er] lui-même avait entrepris le siége avec une grande vigueur, et s'était vu également réduit à se retirer. . . . .

Toutes ces circonstances étaient connues de l'archevêque Christian. Il gagna facilement les villes qui s'inclinaient devant le nom impérial à une entreprise contre Ancône. Mais la conquête de la ville n'était possible que dans le cas d'une attaque combinée du côté de la mer; en conséquence, l'archevêque s'adressa à Venise, connaissant bien le pouvoir des passions humaines; et Venise, préoccupée de ses vastes projets, gonflée de haine contre Ancône, pleine d'aigreur contre Manuel, l'empereur grec, qui avait maltraité des marchands vénitiens dans ses États; Venise, membre ardent et vigoureux de la ligue des Lombards contre l'empereur Friedrich, ne se fit aucun scrupule d'entrer dans une alliance avec Christian, chancelier et délégué de cet empereur, contre une ville qui ne cherchait qu'à maintenir ce qui était l'objet de tous les efforts des cités lombardes, la liberté et l'indépendance. Elle pouvait espérer même d'arriver à la possession d'Ancône, parce qu'elle se réservait sans doute de contribuer à l'expulsion des Allemands de l'Italie, aussitôt la conquête d'Ancône accomplie. Mais Christian se félicitait certainement de la nouvelle alliance : car elle seule paraissait lui garantir la conquête de la ville d'Ancône, conquête qui devait accroître son autorité et celle de son maître; et de plus elle soulèverait probablement parmi les Lombards la défiance contre Venise, et affaiblirait la ligue par de nouvelles mésintelligences. Les deux nouveaux alliés déployèrent une égale activité. Lorsque, le premier d'avril, l'archevêque s'approcha d'Ancône avec une armée pour l'investir par terre, une flotte vénitienne de 40 vaisseaux parut aussi sur

l'Adriatique, jeta l'ancre à l'entrée du port, et empêcha toute communication des citoyens avec la mer.

Le moment était bien choisi : Ancône était plongée dans une paix profonde; personne n'avait songé à une attaque, moins encore à un blocus du côté de la mer; beaucoup des hommes en état de manier les armes étaient absents, dispersés sur la mer ou dans les pays étrangers, pour les affaires commerciales. Les approvisionnements s'étaient épuisés dans le cours de l'hiver, et personne n'avait pu en faire de nouveaux, ne l'avait même entrepris; on ne songeait qu'aux besoins ordinaires, satisfaits au moyen de convois quotidiens. Surtout, rien n'était préparé de ce qui est exigé quand il s'agit de soutenir un siége, d'opposer une résistance opiniâtre à un ennemi puissant. Les habitants d'Ancône furent donc saisis d'effroi, quand ils se virent investis à la fois par terre et par mer. L'objet de leur plus grande terreur fut la flotte de Venise, et ils se sentirent glacés à la vue du plus gros vaisseau de ce temps, appelé *le Grand-Monde*, appuyé sur ses ancres au milieu de la rade, comme un monstre les menaçant d'une catastrophe. Mais le sentiment de la liberté et de l'honneur, le souvenir de leurs pères, de leurs frères et amis, enfin une sainte colère contre la ligue monstrueuse conclue pour leur anéantissement, les ramenèrent bientôt à la possession de leurs facultés, et déterminèrent la résolution de tout risquer, de tout souffrir pour le salut de la ville. Tous les habitants, jeunes et vieux, hommes et femmes, prêtres et laïques, furent transportés à la fois d'une noble émulation de vertu. On ne chercha plus qu'à se surpasser en activité, en résignation, en audace, en sacrifices. Et c'était une lutte effroyable que les malheureux habitants d'Ancône avaient à soutenir : ils étaient resserrés étroitement par l'ennemi devant leurs portes et dans le havre ; ils étaient torturés de la manière la plus cruelle, dans l'enceinte de leurs murailles, par la faim. On comprend à peine comment il leur fut possible seulement de prolonger leur vie ; l'on ose à peine croire aux traditions, à quelle horrible misère les malheureux furent réduits, à quels moyens ils eurent recours. Ils se maintinrent pourtant plus de six mois contre les ennemis du dedans et du dehors; et si parfois quelque signe d'abattement se laissait voir parmi les gens accablés, épuisés, aussitôt une parole énergique prononcée par un vieillard, ou le sacrifice héroïque de femmes généreuses, suffisait pour rendre à l'âme la domination sur le corps, et faire proclamer de nouveau la résolution de résister toujours. Enfin, au mois d'octobre, la détresse devint si grande, que la dernière espérance s'éteignit même dans les plus fortes âmes; mais au même moment apparut le secours, le salut. Ce secours fut apporté par un noble citoyen de Ferrare, Guillaume Marcheselli, qui dans la suite se signala comme chef de Guelfes, et par la belle et vaillante comtesse Aldruda de Britonovo, de la grande maison des Frangipani de Rome, qui depuis longtemps s'était posée en ennemie constante de la domination allemande en Italie, et par conséquent avait conservé une fidélité inébranlable au saint-siége, toujours prête à déployer toutes ses forces et toute son habileté dans cette cause. Guillaume et Aldruda avaient été tous deux informés de l'état des choses dans Ancône par trois citoyens de cette ville, qui, au plus grand péril de leur vie, avaient traversé la flotte ennemie et pénétré jusqu'à eux pour implorer leur assistance. Ensuite, avec des efforts incroyables, ils avaient réuni une troupe imposante, et s'étaient précipités vers la ville infortunée. Après une course aussi rapide qu'habile et audacieuse, ils parvinrent dans le voisinage d'Ancône. Alors fut déployée la bannière d'or, qui flotta devant leurs bataillons. A la vue de ce drapeau, les assiégés poussèrent des cris de joie en saluant le signe de leur délivrance, et les intrépides libérateurs y répondirent par le cri de bataille. Mais l'archevêque Christian, surpris par ces acclamations mutuelles, hors d'état de pouvoir reconnaître la véritable force des assiégés et celle des auxiliaires qui leur survenaient, craignant d'être attaqué de front en même temps qu'il aurait une sortie à dos, donna aussitôt l'ordre de lever le siége, et opéra sa retraite sur le duché de Spoleto. Le brave Guillaume et la noble comtesse Aldruda entrèrent sans empêchement dans la ville pour y contempler le spectacle de la plus hideuse misère et recevoir mille bénédictions, et mirent fin aux souffrances inouïes des habitants. Ensuite la flotte ennemie fit voile pour Venise, et Ancône fut sauvée. C'était au milieu du mois d'octobre.

A ce moment, l'empereur Friedrich était ar-

rivé déjà en Italie. Franchissant les montagnes à la fin du mois précédent, il avait aussitôt dirigé sa marche vers Suse. Les habitants de cette ville, se rappelant les événements qui s'étaient passés sous leurs murs lors de la dernière retraite d'Italie de Friedrich, incapables de soutenir le premier choc d'une nouvelle et forte armée, sans espoir d'obtenir du secours de leurs amis éloignés, paraissent s'être enfuis en masse et avoir abandonné la ville déserte à l'empereur. Friedrich avait donc l'occasion de montrer aux Lombards, en mettant le pied sur leur territoire, avec quelles pensées il revenait; s'il avait le désir de concilier, de réunir, de gagner les esprits, ou bien s'il apportait la résolution de frapper, de châtier, de se venger, d'assujettir et de dominer. Il fit mettre le feu aux maisons vides de Suse, qui avaient été, non pas cause, mais témoins de son humiliation, sept ans auparavant, et transforma la ville en un monceau de ruines. Il se porta ensuite sur Turin, qui se soumit aussitôt (2). Puis il marcha vers Asti, où se trouvaient déjà, envoyés par la ligue lombarde, quelques hommes formés à la guerre et pleins d'expérience qui durent soutenir cette ville par leurs conseils, relever son courage et sa confiance en lui promettant une prompte assistance. Mais parmi les citoyens d'Asti il n'y avait pas d'âmes énergiques; la sagesse des vaillants auxiliaires perdit sa force à l'approche du danger, et à la vue de l'armée impériale s'éteignit l'espoir de l'assistance de leurs alliés.

Huit jours après l'arrivée de Friedrich devant les murs d'Asti, la ville renonça à la ligue lombarde et se soumit à l'empereur. Cet événement, qui pouvait, en une certaine mesure, adoucir l'amertume de la nouvelle de la levée du siége d'Ancône, avait une grande portée, légitimait en quelque sorte l'espoir de l'empereur que la ligue lombarde, œuvre inconsistante en elle-même, serait bientôt brisée par son pouvoir. Mais il négligea de mettre à profit l'impression produite sans doute sur les esprits de tous les Lombards par la chute de Turin et la défection d'Asti. Au lieu de marcher sur Pavie, qui persistait toujours dans sa fidélité, et de menacer ensuite l'intérieur du pays, où se trouvait le siége et le foyer de la ligue, entraîné par sa passion, il précipita sa nouvelle armée contre Alexandrie. L'on conçoit facilement que le nom de cette cité nouvelle résonnât péniblement à l'oreille de l'empereur; qu'elle-même fût comme un trait qu'il portait dans le flanc; qu'il dût ressentir un désir ardent de l'effacer de la terre. Il est possible aussi qu'il n'ait pas regardé la destruction d'Alexandrie comme une œuvre très-difficile, parce que les ouvrages n'étaient pas encore achevés, et que son armée était forte, qu'elle suivait une marche triomphante. Par la conquête et la ruine d'Alexandrie, il pouvait anéantir le symbole de la ligue lombarde; il espérait aussi déchirer le lien qui unissait ces villes avec le pape. Il oubliait que la ville n'était pas habitée par des bourgeois attachés à la vie sociale des familles précédentes, par des bourgeois en possession de richesses recueillies par héritage ou acquises par le travail, entourés d'objets propres à provoquer de chers souvenirs ou à éveiller le sentiment du beau, des demeures et des tombeaux de leurs pères, des lieux de leur naissance et de leur berceau, des autels du Seigneur, dont ils redoutaient la perte, la souillure et la violation; mais qu'elle était occupée par des hommes bannis qui, aigris par les malheurs des temps, et portant ces malheurs en eux-mêmes, s'étaient réunis en ce lieu de périls, qui n'avait pas de passé, afin de lui donner un nom, et de se préparer à eux-mêmes un avenir. Il oubliait encore que l'endroit où ces hommes devaient se défendre était exposé à d'énormes inondations; que la saison des pluies, que l'hiver même s'approchait; qu'enfin son armée ne pouvait être maintenue avec certitude en bonne disposition que par la victoire et le butin, et nullement par des privations et des fatigues stériles. Quoi qu'il en soit, il est certain que Friedrich parut avec son armée devant la nouvelle forteresse d'Alexandrie, à la fin du mois d'octobre. Probablement quelques troupes étaient arrivées des villes lombardes, pour soutenir la défense avec les citoyens. A l'armée de l'empereur se rendit le marquis de Montferrat avec ses hommes, et les bourgeois de Pavie envoyèrent le convoi demandé : alors s'ouvrit le siége d'Alexandrie.

Mais à peine quelques jours s'étaient écoulés, que survinrent des pluies si violentes, que le pays tout à l'entour fut inondé par le débordement des rivières, et que l'armée impériale se trouva sous l'eau, ou ne put se protéger contre les flots qu'avec de grands efforts. Friedrich demeura inébranlable dans sa posi-

tion. Au fléau de la pluie succéda un très-rude hiver; beaucoup de vivres sans doute furent perdus, et, dans tous les cas, les convois durent être très-difficiles : de là des maladies parmi les hommes, et l'épizootie sur les chevaux. Bien des hommes vaillants perdirent courage, et quittèrent le camp impérial. Néanmoins l'empereur ne fléchit pas; il poursuivit le siége pendant tout l'hiver, et déploya toute l'habileté possible pour mener à fin son entreprise. La résistance des assiégés ne fut pas moins opiniâtre; ils faisaient de continuelles sorties. La lutte devenait de plus en plus acharnée; toutes les horreurs qui s'étaient passées devant Crême et devant Milan furent renouvelées. Les prisonniers étaient ordinairement coupés en morceaux, pendus ou horriblement mutilés. Au milieu de ces atrocités, se produisit une scène que l'on peut rappeler, parce qu'elle est marquée d'un caractère particulier, et qu'elle a été interprétée à la gloire de l'empereur. Trois prisonniers furent amenés devant lui : Friedrich ordonna qu'on leur arrachât les yeux; deux subirent ce supplice. Au troisième, qui était le plus jeune, l'empereur demanda pourquoi il s'était révolté contre l'empire. Le prisonnier répondit : « Je n'ai point pris les armes contre toi, ô empereur, ni contre l'empire; j'ai seulement obéi aux ordres de mon seigneur qui se trouve dans la ville, et je l'ai servi avec fidélité. S'il avait plu à mon seigneur de combattre avec toi contre ses concitoyens, je l'aurais servi avec la même fidélité; et, dusses-tu me faire arracher les yeux, je le servirai encore comme je pourrai. » Une telle fidélité, qui n'était pas éloignée d'un sentiment servile, d'une aveugle obéissance et d'une dépendance volontaire, plut à l'empereur : il laissa les yeux au jeune homme, lui donna la liberté, et lui permit de ramener en ville les deux malheureux qui étaient aveuglés (3).

Quatre mois s'étaient écoulés dans ces actes d'hostilité sauvage et destructive. Dans ce temps il ne s'était rien passé du côté des villes confédérées de la Lombardie; toutefois il est moralement impossible qu'elles ne se soient point inquiétées du sort d'Alexandrie, ou qu'elles aient contemplé avec indifférence la lutte soutenue autour des murs de cette ville. On se sent plutôt incliné à présumer qu'elles agirent de concert avec les habitants d'Alexandrie; que, toujours attentives à l'état des choses, elles tinrent continuellement à leur disposition des armes et des convois, afin de courir à leur aide au premier cri de détresse. Les villes n'avaient ni soldats ni vassaux; leurs ressources consistaient dans leur propre forteresse, leurs forces dans la vigueur des bras de leurs citoyens. Elles ne cherchaient donc pas les dangers par témérité, mais épargnaient les hommes, évitaient les occasions périlleuses, ménageaient l'argent et le sang, jusqu'au moment où un plus long retard aurait été trahison envers la cause de la liberté. Vraisemblablement elles étaient convenues avec les habitants d'Alexandrie que ceux-ci retiendraient et occuperaient l'empereur aussi longtemps que possible, afin que son armée fût affaiblie, découragée par les rigueurs de la saison, les privations et les fatigues, et qu'elles-mêmes, aussitôt qu'il serait nécessaire, marcheraient rapidement contre lui avec des troupes fraîches. La suite des événements appuie cette conjecture.

Au commencement du mois de mars 1175, Alexandrie envoya des députés aux villes alliées, et les somma de commencer la guerre contre l'empereur; non pas, à ce qu'il paraît, qu'elle fût elle-même épuisée, mais parce qu'elle regardait l'armée impériale comme tellement fatiguée, démoralisée, qu'une bataille rangée paraissait devoir être livrée contre elle en rase campagne sans grand péril. Les villes résolurent de marcher aussitôt. Dès le milieu du même mois, les premières troupes, bien armées, bien équipées, exercées, parurent à Piacenza, ville qui avait été désignée pour la réunion générale; et, en peu de temps, il s'était rassemblé de six nombreux bataillons, fournis par quinze villes, qu'ils n'hésitèrent pas à se mettre aussitôt en marche pour Alexandrie. Durant cette marche, des hostilités furent exercées contre le territoire de Pavie, ce qui sans doute ralentit les mouvements. Le dimanche des Rameaux, 16 avril, l'armée établit un camp dans le voisinage de Tortona, à environ deux milles allemands d'Alexandrie.

Cette approche de l'armée ennemie jeta l'empereur dans un grand embarras. A ce moment il avait mené presque à son achèvement un grand ouvrage dont il attendait, non sans raison, la conquête d'Alexandrie. Une mine souterraine avait été conduite avec un si profond silence et une telle habileté jusque dans

l'intérieur de la ville, que les habitants n'avaient pas même soupçonné ce travail. A l'aide de cette galerie, Friedrich espérait jeter pendant la nuit dans la place quelques centaines d'hommes, qui ouvriraient une porte et prépareraient l'entrée à l'armée. Si maintenant il s'éloignait d'Alexandrie pour marcher sur l'armée confédérée des Lombards, qui s'avançait à sa rencontre, il fallait abandonner l'ouvrage presque achevé, et avec lui l'espoir de conquérir et d'anéantir l'odieuse ville; s'il restait devant la forteresse, il courait le danger d'être enveloppé par ses ennemis. Mais les Lombards s'arrêtèrent quelques jours dans le voisinage de Tortona, sans doute pour se concentrer, se rafraîchir, et faire les préparatifs nécessaires pour l'attaque : ces jours suffirent pour compléter la galerie souterraine. C'est pourquoi l'empereur, le jeudi de la Cène, convint avec les assiégés d'une trêve qui devait durer pendant les jours saints; et l'on devait bien s'attendre que les assiégés mettraient à profit ce repos, et s'abandonneraient au sommeil et à d'autres délassements. Dans la nuit du vendredi, l'empereur rangea donc son armée devant les portes de la ville pour diriger le mouvement. L'ouverture de la galerie souterraine s'opéra heureusement, et quelques hommes bien armés sortirent de terre, et se trouvèrent dans l'intérieur de la forteresse.

Mais les habitants d'Alexandrie n'étaient pas aussi négligents qu'on l'avait désiré ou attendu. Des sentinelles découvrirent bientôt les hôtes suspects, et, poussant de grands cris, mirent la ville en mouvement et sous les armes. A ces cris d'alarme, les soldats impériaux s'effrayèrent. Ceux qui étaient encore sous terre n'osèrent sortir; ceux qui déjà se trouvaient dans la ville cherchèrent leur salut dans la fuite. Ces derniers furent massacrés ou réduits à se précipiter des bastions dans les fossés. Les autres, qui cherchèrent, en rebroussant chemin par la galerie souterraine, à regagner le camp impérial, subirent un destin presque aussi cruel; le dessus de la galerie, ébranlé peut-être par la pression des hommes qui revenaient sur leurs pas, s'enfonça, et tous ceux qui se trouvaient encore dans le conduit y moururent misérablement. C'est ainsi que la dernière tentative de l'empereur tourna pleinement à sa honte. Ce qui s'était passé dans la ville et dans la mine paraît avoir causé un grand désordre dans l'armée de l'empereur, car il est assuré que les assiégés, se précipitant hors des portes, massacrèrent beaucoup de soldats impériaux entre les fossés et le camp, qu'ils mirent le feu à une tour de bois qui avait été poussée pour protéger l'entreprise jusqu'aux approches d'une porte, et qu'ils la brûlèrent avec toute la garnison.

Après un tel désastre et dans cette situation des choses, l'empereur ne pouvait plus penser à la continuation du siége. En effet, il le leva à la fête de Pâques, le 14 avril, mit le feu aux machines et aux équipages (4), et emmena son armée. Mais les rapports, ici, sont contradictoires. D'après les écrivains allemands, il marcha à la rencontre des ennemis avec une telle audace, qu'il planta son camp à la portée d'un trait du leur sans être attaqué ou inquiété par les Lombards; car ceux-ci, qui redoutaient toujours la valeur allemande, furent saisis d'une si grande terreur à la vue de cette audace, qu'ils n'osèrent ni combattre ni fuir. Les écrivains italiens, de leur côté, disent que l'empereur avait l'intention, enveloppé qu'il était par l'armée lombarde, de marcher vers la fidèle ville de Pavie, mais que les Lombards, informés des mouvements de l'empereur, s'étaient avancés à sa rencontre, prêts au combat, et, par la supériorité de leurs forces, l'avaient forcé à s'arrêter et à établir son camp près de la villa Guiguella. Personne ne peut contester que les relations allemandes n'ont pas pour elles la vraisemblance; que les Italiens, au contraire, s'accordent avec la situation des choses. Toutefois on peut laisser la question indécise sans inconvénient; car il est certain que la bataille, qui paraissait inévitable, fut évitée, et que les deux partis entrèrent en négociation. Mais on ne s'accorde pas sur la manière dont on en était venu à ces négociations, sur le point de savoir qui fit les premiers pas. Ici les écrivains allemands font preuve d'une impudence qui provoque le dégoût : suivant eux, le mercredi avant la fête de Pâques, toute la terrible armée, portant l'épée sur l'épaule, se rendit au camp de l'empereur, se jeta par terre, criant miséricorde; quelques-uns baisaient le manteau, d'autres les pieds, d'autres encore la tente de l'empereur; tous lui jurèrent fidélité pour l'avenir. De leur côté, les relations italiennes donnent à entendre que l'empereur

se montra d'abord disposé à la paix, et les choses se passèrent d'une manière qui ne blesse nullement l'honneur et la dignité de l'empereur. Des hommes de la noblesse, disent-elles, qui avaient des opinions modérées et n'étaient suspects d'aucune partialité, se présentèrent en médiateurs. Dès le lundi après la fête de Pâques, ils se rendirent d'abord auprès de l'empereur, et lui adressèrent des paroles de paix et de réconciliation; l'empereur fit cette déclaration : « Sous la réserve des droits de l'empire, je suis prêt à laisser décider le débat par des hommes honnêtes des deux partis. » Avec ces paroles les hommes de conciliation se transportèrent dans le camp des Lombards, et tinrent là aussi le langage de la paix. Les Lombards acceptèrent la déclaration de l'empereur, en faisant à leur tour celle-ci : « Sous la réserve de la liberté de l'Église romaine et de la nôtre, nous sommes aussi tout prêts à recevoir la sentence d'un tribunal arbitral. »

Et qui pourrait révoquer en doute ce rapport dans sa généralité? Les hommes qui prenaient ce rôle de médiateurs étaient certainement des Lombards qui, obéissant à la voix et à l'impulsion du temps, s'étaient mis en campagne avec l'armée lombarde, mais qui, se rappelant les jours antérieurs, se sentaient dans leur âme attirés vers l'empereur, moins peut-être par inclination pour sa personne que pour le trône même. Ils se rendirent, à ce qu'il paraît, auprès de lui, sans mission de la part des Lombards, mais pas pourtant à leur insu, peut-être avec de tout autres vues que celles qu'ils poursuivirent effectivement. Ils purent représenter à l'empereur toute l'étendue du danger dans lequel il se trouvait. L'empereur, pour échapper à ce danger, ne fit aucune difficulté de prononcer la déclaration par laquelle il n'abandonnait rien, car il restait toujours à fixer en quoi consistait le droit de l'empire. De leur côté, les Lombards entrèrent très-volontiers dans cette voie. Néanmoins ils pouvaient bien se promettre la victoire si l'on en venait à une bataille; mais il était à présumer que Friedrich et les Allemands auraient soutenu le combat avec l'acharnement du désespoir. En conséquence, les confédérés avaient à redouter de grandes pertes; et la victoire même, personne ne pouvait la leur garantir, puisque les choses humaines dépendent de hasards et de malentendus. Par une négociation, au contraire, ils ne pouvaient pas perdre et n'avaient que des chances de gain. Leur réserve était tellement compréhensive, qu'en réalité ils prenaient aussi peu d'engagement que l'empereur lui-même, et par conséquent pouvaient mettre à profit toutes les circonstances. Plus longtemps l'empereur demeurerait en Italie, plus son pouvoir devait s'affaiblir en face du leur; et si l'on obtenait que l'empereur renvoyât encore dans leurs foyers une partie des troupes qu'il avait menées au delà des Alpes, ils devaient alors rester d'autant plus redoutables.

Cependant, quel que soit le jugement que l'on porte sur ces événements, l'armistice fut conclu encore le même jour dans le camp de l'empereur; et il est bien possible que les députés des Lombards, se courbant devant la pensée de la majesté impériale, ou déterminés par la considération des vicissitudes de la vie humaine, aient montré plus d'humilité que ne paraissait en comporter la situation de leurs commettants relativement à l'empereur; et cette humilité a peut-être donné lieu aux bruits qui nous ont été transmis comme des vérités historiques par les écrivains allemands. Il fut arrêté que l'empereur nommerait trois plénipotentiaires, et les Lombards trois plénipotentiaires; que ces six hommes examineraient toute l'affaire et formeraient leur sentence arbitrale avant le milieu du mois de mai; que, dans le cas où ils ne pourraient se réunir, les consuls de Crémone en décideraient. Car la force militaire de Crémone n'était pas au camp des Lombards à Tortona; mais les consuls de cette ville, hésitant entre les deux partis, avaient retardé le départ de cette troupe; en conséquence ils étaient agréables à l'empereur. Mais la ville obéissait à la ligue, et les Lombards savaient bien que dans cette enceinte vivait l'esprit fédéral; à cause de cela aussi ils ne repoussaient pas les consuls de Crémone. Le traité fut juré des deux côtés, la liberté fut assurée aux prisonniers de part et d'autre, et enfin, à ce qu'il paraît, l'on convint que non-seulement l'armée lombarde se séparerait, chaque division regagnant sa ville, mais aussi que l'empereur ne tiendrait point réunie auprès de lui une armée en état de livrer bataille. Ce dernier article détruisit l'équilibre, fit incontestablement pencher fortement la balance en faveur des Lombards, et leur assura un avantage qui pouvait à peine être apprécié; ils res-

tèrent en état de réunir de nouveau leurs forces à chaque instant, tandis qu'il était, au contraire, très-difficile à l'empereur d'appeler une nouvelle armée d'Allemagne au delà des monts. Aussi est-il à présumer que l'empereur entendit seulement s'obliger à congédier une partie de son armée, qui s'était déjà fondue considérablement, parce qu'il ne pouvait plus tenir un ensemble de forces. Le malheureux siége d'Alexandrie avait produit un grand mécontentement; on assure particulièrement des Bohêmes qu'ils voulaient retourner dans leur pays; d'ailleurs le temps du service feodal était écoulé. Sans l'armistice, Friedrich eût également été forcé vraisemblablement à laisser beaucoup de ses compagnons regagner leurs foyers; il dut donc accepter l'armistice, non pas avec joie, mais avec empressement, et insister d'une manière très-pressante sur le licenciement de l'armée lombarde. Mais les Lombards, tout en se félicitant de cette marche des choses, peuvent avoir couru avec d'autant plus d'empressement au camp impérial, toujours sans doute sous le prétexte de témoigner du respect à leur empereur et seigneur, mais souvent attirés par la curiosité bien pardonnable de voir l'homme puissant qui avait accumulé sur eux tant d'infortunes, et qui maintenant était réduit à un tel armistice.

Après la conclusion de la suspension d'armes, l'empereur congédia les princes et les seigneurs qui désiraient retourner en Allemagne; lui-même, accompagné de son épouse et de quelques-uns de ses enfants, se mit en route, avec la portion de son armée qui restait en Italie, pour Pavie la ville fidèle. En même temps les Lombards commençaient leur mouvement de retraite pour se séparer à Piacenza, où ils s'étaient réunis. Mais cette marche fit la première brèche au parti de l'armistice. L'armée en retraite rencontra en son chemin les forces de Crémone qui ne faisaient que de partir. Ces Crémonais, retenus par leurs consuls, étaient franchement persuadés qu'ils atteindraient l'armée fédérée au temps convenu, et maintenant ils apprirent de leurs alliés, au milieu des plaisanteries, des sarcasmes, des rires et des huées, que tout était fini. Ils reprirent donc, honteux et mécontents, le même chemin par lequel ils étaient venus. Et lorsque, arrivés à Crémone, ils annoncèrent la honte que les consuls avaient jetée sur eux et sur la ville, il s'éleva un tumulte contre ces hommes perfides. Les consuls, entre les mains desquels l'empereur et les Lombards avaient remis la décision définitive de leurs différends, se virent contraints à la fuite; leurs maisons, leurs palais furent pillés et rasés; d'autres hommes furent élus consuls à leur place.

CHAPITRE III.

NÉGOCIATIONS DE L'EMPEREUR AVEC LES LOMBARDS ET AVEC LE PAPE A PAVIE. — ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE ARMÉE DU TEUTSCHLAND EN ITALIE. — ACCORD APPARENT DE HEINRICH LE LION AVEC L'EMPEREUR.

De l'an 1175 à l'an 1176.

Cependant les trois plénipotentiaires choisis par l'empereur et par les Lombards avaient commencé leurs opérations à Pavie. Dans cette ville séjourna aussi l'empereur; peut-être les nouveaux consuls de Crémone s'y rendirent-ils aussi dans des vues d'accommodement, mais nous ne sommes pas tenus au courant de la marche des négociations par les relations de ce temps, et quand bien même elles nous auraient donné des renseignements, elles ne pourraient encore nous inspirer d'intérêt et nous faire tirer une véritable instruction. De part et d'autre on n'avait pas de vues conciliantes; on était animé de sentiments hostiles; en conséquence, ce furent des complications, des ajournements sans fin, d'abord peut-être du côté de l'empereur seul, et plus tard aussi du côté des Lombards.

L'empereur était toujours fermement résolu à s'en tenir aux décisions de Roncaglia, et à ne pas s'en écarter d'un cheveu. Succombant sous la conscience de sa faiblesse momentanée, et seulement pour échapper à la honte d'une fuite hors de l'Italie, il s'était laissé aller à des rapports, à des négociations avec les Lombards. Comment eût-il pu en venir à traiter sincèrement avec des révoltés, avec des hommes qu'il regardait comme des sujets, dont il se croyait le légitime seigneur et maître? Il ne pouvait guère avoir d'autre vue que d'amuser les Lombards afin de gagner du temps, pour les endormir, les diviser, attirer des partisans

et rappeler du Teutschland de nouvelles forces, avec lesquelles il serait enfin en état de les châtier et de les assujettir. Tout cela se conçoit d'après la manière de voir des hommes, de même que, dans l'état des choses et selon les principes de Friedrich, tout cela peut s'excuser.

Mais ce qui est moins compréhensible, c'est la conduite des Lombards. Il est à peu près impossible qu'ils aient eu confiance dans l'empereur; on ne peut admettre non plus qu'ils n'aient pas bientôt remarqué la lenteur préméditée des négociations. Personne ne peut douter non plus qu'ils n'eussent été en mesure d'anéantir l'empereur, s'ils avaient réuni toutes leurs forces devant Pavie, et qu'ils eussent voulu attaquer cette ville avec tous les moyens de l'art militaire. Et ils ne tournèrent pas leurs armes contre Pavie; ils ne firent pas une seule fois de tentative sérieuse pour triompher complétement de l'empereur. Ce qu'ils désiraient de l'empereur, ils le déclarèrent d'ailleurs sans réserve : c'était le contraire de ce que lui-même poursuivait de ses efforts; c'était la révocation des décisions de Roncaglia, et le rétablissement de l'état des choses tel qu'il avait été sous les Heinrich. Ainsi ils voulaient bien reconnaître la suzeraineté de l'empereur, mais sans consentir, par cette reconnaissance, à rien perdre de leur existence indépendante, à être soumis au service et aux impôts, à l'exception toutefois des contributions nécessaires pour l'entretien de la cour et de l'armée, dans le cas où l'empereur Friedrich se montrerait dans ses États d'Italie. Ils continuèrent à maintenir ces demandes sur l'objet du traité, quoiqu'il dût leur paraître chaque jour plus clair qu'ils n'obtiendraient rien par cette voie.

Cette étrange conduite pourrait pourtant s'expliquer par les motifs suivants : d'abord les villes lombardes ne croyaient pas qu'il leur fût possible de subsister juxtaposées en communes libres et indépendantes, sous un chef supérieur commun. La pensée d'une telle existence communale put bien ne pas leur avoir paru étrange ni trop élevée; Venise leur offrait un grand exemple à côté d'elles. Mais le souvenir de leurs anciennes divisions, de leurs anciennes luttes, n'était pas détruit par la conclusion de leur ligue; les rivalités, les jalousies n'étaient pas éteintes; nulle des villes alliées n'avait renoncé à ses projets antérieurs. La ligue n'offrait aux villes plus faibles, quand avait disparu l'ennemi commun qui avait provoqué l'union, aucune sécurité contre la prépondérance et l'orgueil des cités plus puissantes. De là ce sentiment de la nécessité d'un roi dont la suzeraineté fût reconnue de tous; qui, s'il ne devait pas offrir une protection constante, pouvait au moins de temps en temps couvrir de son sceptre l'opprimé et rétablir l'ordre, inspirer au faible de l'espoir, et contenir le puissant par la crainte. Mais, si l'on avait reconnu le besoin d'un chef suprême, sinon partout, du moins dans beaucoup de villes, alors on pouvait difficilement penser à un autre prince qu'au roi des Teutschs. Personne ne disputait au roi des Teutschs le droit à l'empire; pour lui plaidait un passé de quatre siècles; en lui seul se concentrait l'ensemble des rapports actuels. L'on ne pouvait plus s'attacher à l'idée d'un seul peuple italien, comprenant tous les habitants de la belle Péninsule, depuis le sommet des Alpes jusqu'au détroit de Sicile, et même par delà cette île. Les prétentions de l'empereur grec, la puissance des Normands dans la partie méridionale du pays, la position élevée du siége apostolique, les divers intérêts des villes sur les côtes de la mer, des habitants des plaines et des habitants des montagnes, ne laissaient pas subsister cette pensée. Eût-elle même acquis de la consistance çà et là, se fût-elle même répandue partout, personne n'aurait été en état de proposer un lieu où fonder le foyer du peuple italien, où dresser le trône d'un royaume d'Italie. On aurait donc été réduit à recourir à l'empereur, au roi des Teutschs. Et maintenant, en supposant que l'on eût triomphé pleinement de l'empereur Friedrich, qu'aurait-on gagné à une nouvelle fuite de ce prince hors de l'Italie? qu'aurait-on même obtenu par sa ruine? Rien qu'une victoire stérile. Tant que les décisions de Roncaglia avaient une valeur légale, on revenait toujours à l'ancienne situation; Friedrich pouvait venir une sixième fois en Italie, ou son successeur s'y transporter, et tout était encore remis en question. Un accommodement résultant d'un traité était seul de nature à changer les choses. Enfin il serait possible que le pape Alexandre lui-même eût déjà travaillé à détourner les Lombards des partis extrêmes. Alexandre combattait l'empereur Friedrich, mais il n'était pas l'ennemi de l'empire. De toutes les marques de la souve-

raineté et de l'autorité pontificales, nulle ne frappait avec plus d'éclat les regards que la collation de la couronne impériale, et, avec elle, de la plus haute dignité temporelle, par les mains du pape. Il était donc impossible que le pape abandonnât l'empire, et c'eût été de sa part un abandon s'il eût souffert que la Lombardie se détachât de cet empire, dont la couronne était suspendue au saint-siége, que l'on devait venir chercher auprès du souverain pontife, qui la posait sur la tête adoptée par lui. Qu'aurait acquis le saint-siége en compensation de cette perte? Le pape avait grandi à côté et en face de l'empereur; des débats multipliés entre le sacerdoce et l'empire, la chaire apostolique s'était élevée toujours plus éclatante, et les humiliations, les souffrances que certains papes avaient eu à subir n'avaient pas été nuisibles à sa considération et à sa dignité; la lutte actuelle même contre l'empereur Friedrich, quelque redoutable qu'apparût ce prince tout d'abord, avait désormais pris une telle tournure, qu'Alexandre n'avait plus à s'inquiéter de l'issue. Mais réussirait-il maintenant à contenir l'esprit de liberté qui régnait dans les villes, et cela sans l'aide d'un empereur? qui pourrait le garantir à lui et à son successeur? Il y avait à prévoir bien des divisions; déjà il s'en était élevé: cet esprit de liberté avait déjà osé affronter le siége apostolique dans Rome. Le pape avait-il été en état d'abattre l'hérétique Arnold de Brescia? et pouvait-on attendre que les communes, après avoir brisé le pouvoir impérial, se courberaient devant la puissance épiscopale apostolique, en général devant l'autorité ecclésiastique? Quoi qu'il en soit, il est certain qu'en pensant à l'avenir, le pape Alexandre put bien ne pas se sentir très-attaché de cœur à son alliance avec les Lombards. L'on comprendrait donc qu'il eût alors étendu la main pour retenir les hommes jadis lancés par lui; la marche de l'histoire semble témoigner en faveur de cette opinion.

Mais, de quelque façon que ces choses se soient conduites, il n'y a pas de doute que l'empereur, arrivé à peine à Pavie, et peut-être même auparavant, adressa, par les troupes qui s'en retournaient, des lettres aux princes de l'empire, pour les inviter à venir avec de nouveaux guerriers en Italie, à l'effet de sauver son honneur et celui de l'empire, de les venger sur les Lombards audacieux et rebelles, et qu'il ne cessa de répéter cet appel, en prenant un langage toujours plus pressant (1). Toutefois il est incertain si les Lombards connurent ces efforts; mais il est peu croyable qu'ils leur restassent entièrement cachés. Il est donc toujours surprenant qu'ils n'aient pas rompu plus tôt les négociations. Un autre fait est plus surprenant encore. L'archevêque Christian de Mayence, après la levée du siége d'Ancône, au mois d'octobre de l'année précédente, s'était arrêté dans l'Italie centrale, et avait repris ses manœuvres antérieures. Il avait réuni une nouvelle montre, et avait pénétré, vers le printemps de cette année, dans le canton de Bologne. Sur ce territoire il assiégea le château de Santo-Cassano, et poursuivit ses opérations même durant les négociations de Pavie. Bologne réclama les secours de la ligue; de diverses villes, des troupes considérables répondirent à cet appel. A la vérité, elles arrivèrent trop tard; car la garnison du château avait déjà repoussé les assiégeants et s'était fait jour sur Bologne. Christian lui-même s'était retiré avec son armée; mais les hostilités continuèrent, sans que pourtant les négociations de Pavie paraissent avoir été interrompues.

Par quels artifices l'empereur était-il parvenu à maintenir et à ralentir les négociations? c'est ce qu'il n'est guère possible de montrer, faute de rapports concordants. Un point sur lequel il n'y a point de doute, c'est que d'un côté il étendait toujours davantage le cercle des négociations, comme si tout devait maintenant se régler sur des bases solides, et que de l'autre il prenait de nouvelles circonstances qui surgissaient pour en faire des objets de conférence, augmentant ainsi la matière des discussions dans une telle mesure que personne ne pouvait plus en être maître. D'ailleurs on manque en général de dates précises pour les phases diverses parcourues par les négociations.

A Pavie parurent aussi des envoyés de Venise, dont la flotte avait opéré de concert avec l'archevêque Christian de Mayence contre Ancône. Gênes et Pise furent déterminées à porter de nouveau leurs vieilles querelles devant l'empereur et à lui en remettre la décision. Le roi Guillaume de Sicile fut caressé par l'archevêque Christian au moyen de propositions de mariage. Il fut même question de l'empereur

de Constantinople, comme si lui aussi devait prendre part à la pacification générale. Il faut négliger tout ce qui se passa dans ces débats; mais ce qui frappe les regards, c'est qu'on les dirigea avec des vues très-complexes, pour amener des embarras et une confusion qui devaient nécessairement retenir la décision de la question principale dans l'indéterminé, et qu'ils durent offrir assez de motifs pour faire abandonner à chaque instant la négociation entière. On peut mentionner un fait entre tous, non-seulement parce qu'il fut de beaucoup le plus important, mais encore parce qu'il présente quelque chose de frappant et d'équivoque dans la conduite du pape : c'est la négociation entre l'empereur et le pape Alexandre.

Dans le traité de l'empereur avec les Lombards, la liberté de l'Église romaine avait aussi été réservée. On ne pouvait donc se dispenser d'appeler l'Église aux négociations de Pavie. On peut rester dans le doute sur le sens que l'empereur donnait à l'expression : Liberté de l'Église de Rome; mais il est bien certain qu'avec cette réserve les Lombards avaient voulu déclarer qu'ils ne sépareraient pas leur cause de celle de leur ami et soutien le pape Alexandre. Il est vraisemblable aussi qu'ils avaient demandé que le pape fût invité aux négociations. Quoi qu'il en soit, il est certain que Friedrich prit son parti de cette invitation, soit spontanément, soit d'après le désir des Lombards. Il envoya quelques-uns de ses fidèles avec des lettres à l'évêque Ubaldo d'Ostia et à deux autres prélats (2), disant qu'il désirait s'entendre avec eux sur le rétablissement de la paix entre l'Église et l'Empire, et qu'il les invitait à venir en toute sécurité auprès de lui à Pavie. Les trois évêques informèrent aussitôt le pape de la proposition qui leur était faite. Alexandre hésita d'abord; mais enfin il autorisa le voyage auprès de l'empereur, et donna aux évêques des instructions sur la conduite des affaires. Les évêques suivirent diverses routes, et furent partout accueillis aux acclamations du peuple, parce que l'on espérait que l'empereur avait pris enfin la résolution de reconnaître le véritable chef de l'Église, et de laisser ainsi tomber les bénédictions de la religion sur tous les fidèles. A Lodi, deux évêques eurent une conférence avec les recteurs de la ligue lombarde. De Piacenza, où tous les trois se réunirent, ils donnèrent avis à l'empereur de leur arrivée, et sur une nouvelle invitation amicale ils continuèrent leur marche jusqu'à Pavie. Ils trouvèrent un accueil honorable et affectueux.

Le lendemain, l'empereur les reçut publiquement, assis sur un trône, les princes autour de lui, au milieu d'un concours immense de peuple (3). Lorsque les évêques eurent pris place en face de lui, il se découvrit, les salua de la manière la plus bienveillante en langue allemande, et les invita à présenter les propositions dont ils étaient chargés. Alors l'évêque Ubaldo d'Ostia se leva, s'avança devant l'empereur, et prononça un admirable discours dont la dureté blessante formait un contraste tranchant avec son visage calme et serein. Il accepta bien les félicitations amicales de l'empereur comme les compliments d'un prince illustre et puissant; mais il déclara qu'*il ne* pouvait y répondre à cause de la discorde qui régnait entre la très-sainte Église et l'Empire. Il parla de la naissance du schisme, énuméra les griefs de l'Église, et peignit la ruine de l'État avec une douleur si profonde, en traits si puissants, que les assistants, incapables de réprimer leur admiration, s'écrièrent que ce n'était pas un homme qui parlait, mais l'esprit de Dieu le père qui habitait en lui. Enfin il blâma de la manière la plus amère la dureté de cœur de l'empereur, qui seul s'opposait à l'unité de l'Église catholique. Les compagnons de l'évêque Ubaldo continuèrent, sinon avec la même inspiration, du moins sur le même ton, en exprimant les mêmes sentiments. L'empereur écouta les paroles des trois prêtres non-seulement sans s'irriter, mais avec calme et componction. Enfin il leva la séance et congédia l'assemblée, en déclarant que la discorde lui déchirait le cœur à lui aussi, et qu'il donnerait avec joie son assentiment à la paix.

Mais que signifie cette scène? qui pourrait nier qu'elle ne parût avoir été concertée entre les délégués de l'empereur et ceux du pape? Friedrich avait choisi lui-même les représentants du pontife, et sans doute son choix était tombé sur des hommes qui lui étaient bien connus, sur lesquels il pouvait compter. Ce qui rend déjà cette conjecture vraisemblable, c'est que ces hommes s'étaient entendus avec lui sur leur entrée publique à Pavie. Comment est-il croyable que Friedrich eût donné audience aux envoyés du pape, non-seulement en pré-

sence de ses princes, mais au milieu du concours du peuple, s'il n'avait pas été prévenu de ce qu'il aurait à entendre? et comment s'expliquerait l'assurance avec laquelle les ambassadeurs se placèrent en face du trône impérial, l'affabilité de l'accueil impérial à ces personnages, la tranquillité de Friedrich et de ses princes en écoutant les plus fortes accusations, les plus durs reproches; l'attitude enfin de Friedrich quand les évêques eurent achevé leurs discours? Pas de défense, pas de récrimination, mais plutôt une sorte d'aveu tacite de tout ce que les prélats avaient exposé. En réalité, on serait tenté de croire que des deux côtés on s'était proposé de se jouer des Lombards et de les égarer. Au reste, les députés pontificaux demeurèrent encore quelque temps à la cour impériale; mais il n'y eut plus de réunions solennelles. Les évêques eurent de fréquentes conférences, tantôt avec l'empereur seul, tantôt avec l'empereur entouré de ses conseillers, tantôt seulement avec ses fondés de pouvoir, tantôt enfin avec les fondés de pouvoir de l'empereur et les recteurs de la ligue lombarde simultanément. Quel résultat sortit de toutes ces discussions? cela est incertain. Elles ne conduisirent pas à la paix ni entre l'empereur et le pape, ni entre l'empereur et les Lombards. Mais n'y eut-il pas entre l'empereur et le pape certains accords pour le cas où les événements prendraient tel ou tel cours? L'empereur est accusé par les adhérents du saint-siége de s'être opiniâtré dans ses funestes résolutions, d'avoir réclamé de l'Église dans les choses spirituelles beaucoup plus qu'il ne fut jamais accordé à un laïque, et d'avoir poussé ses exigences à l'égard des Lombards bien au delà des limites dans lesquelles s'étaient toujours tenus ses prédécesseurs. Cette assertion ne souffre guère de doute en ce qui concerne les Lombards; elle peut même se justifier quant à l'Église, autant que les choses ont été révélées. Mais tout ce qui fut arrêté dans les promesses de l'empereur aux envoyés pontificaux, ou de ces envoyés aux conseillers intimes de l'empereur, parvint il à la connaissance des hommes dont nous tenons ces relations? c'est encore là une autre question. Dans tous les cas, il est certain que les négociations furent rompues, que les trois évêques s'en retournèrent pour faire leur rapport au pape, et que les choses restèrent extérieurement comme elles étaient auparavant.

Des nouveaux événements qui se passèrent pendant ce temps, et qui donnèrent lieu probablement à une plus grande complication dans les négociations, outre ce qui a été rapporté déjà concernant l'Italie centrale et en dehors de ce canton, deux seulement sont signalés. D'abord le pape érigea en évêché la ville d'Alexandrie, l'objet de la haine implacable de l'empereur, rayée plusieurs fois par lui de la liste des cités comprises dans l'armistice (4), et fit élire pour premier évêque un sous-diacre de l'Église romaine, nommé Ardouin. Cette conduite est peu conciliable avec les observations faites antérieurement; cependant il faut tenir compte d'une circonstance, c'est qu'Alexandre prit cette résolution pendant que ses envoyés se trouvaient à Pavie, et qu'il y fut poussé par les instances pressantes de l'archevêque de Milan, des autres prélats de Lombardie et des recteurs de la ligue lombarde. Sans se défier de lui-même, et sans exciter la discorde dans la confédération, il pouvait à peine éluder la demande. En second lieu, de temps en temps survinrent des collisions et même des hostilités ouvertes entre les Lombards qui tenaient pour l'empereur, comme les Pavesans, les Comasques et quelques marquis, ou qui étaient suspects d'inclination vers l'empereur, comme les Crémonais et les membres dévoués de la ligue. Que les provocations vinssent d'un côté ou de l'autre, peu importe; toutefois les deux partis s'accusèrent mutuellement, et fournirent ainsi ample matière à des recherches, à des retards. Mais ce qui dut donner occasion à des plaintes de toute nature, ce fut la passion furieuse de l'empereur, qui, ne pouvant dompter sa haine contre Alexandrie, commença contre cette ville une guerre de dévastation, comme il en avait fait jadis une contre Milan.

Mais l'atmosphère de l'Italie dut aussi être devenue très-pesante à l'empereur. L'espoir qu'il avait peut-être embrassé au commencement, de pouvoir tirer une nouvelle armée d'Allemagne dès l'automne de cette année, cet espoir s'évanouit bientôt.

Ses appels aux princes allemands ne provoquèrent nulle part une grande sympathie; quelques évêques à peine furent émus de la situation critique de l'empereur, parce qu'ils purent examiner de quelle manière leur avenir serait affecté, si Friedrich était abattu, et si

le pape Alexandre arrivait à la pleine possession de toute la puissance apostolique. Les princes et les seigneurs séculiers s'occupèrent fort peu de l'empereur, à ce qu'il paraît, et l'abandonnèrent sans souci à son destin. Ils poursuivaient ce que la vie apportait avec elle, le bien, le mal, selon leurs vues et leurs inclinations; ils favorisaient, excitaient, ruinaient ou réprimaient, ainsi qu'ont fait les hommes dans tous les temps. Si l'occasion se présentait, ils célébraient avec plaisir des tournois; et, malgré les condamnations de ces jeux périlleux par l'Église, ils risquaient même leur vie dans ces luttes d'honneur et de vanité. Ils ne renonçaient pas non plus à l'usage des guerres particulières, et ne se faisaient pas même scrupule d'entraîner des étrangers dans leurs débats intérieurs. L'Allemagne méridionale, à l'exception peut-être de la Saxe, était agitée, opprimée de mille manières. L'empereur Friedrich avait bien décidé les affaires de l'archevêché de Salzbourg, mais il n'avait pas débrouillé le chaos dans lequel était plongé tout ce qui s'y rattachait, et par conséquent il n'avait rien terminé. Le pape Alexandre ne cessait pas d'agir pour l'archevêque expulsé Adelbert; il n'épargnait pas les paroles d'exhortation et de menace pour fortifier Adelbert, multiplier, affermir ses partisans et terrifier ses ennemis. Prêtres et laïques se tenaient toujours dans un état d'irritation, et se portaient même aussi à des actes d'hostilité. Le duc Heinrich d'Autriche fut attaqué par les Bohêmes; la Hongrie et la Pologne saisirent l'occasion de cette guerre, poussées par les sentiments d'inimitié qui les animaient, ou appelées par la Bohême, pour lancer des bandes dévastatrices, de sorte que l'Autriche eut à souffrir de durs fléaux (5). En Saxe s'élevèrent vers ce temps, sinon même un peu plus tôt, de vifs débats entre les fils du markgraf Adelbert l'Ours et le landgraf Louis III, auquel, pour le distinguer, à ce qu'il paraît, de son père l'Homme de fer, on avait donné le surnom de Débonnaire; et plusieurs autres princes, entre autres le comte Hermann d'Orlamunde, prirent part à ces débats. Les fils d'Adelbert exercèrent de grands ravages dans la Thuringe; Louis se vengea par la dévastation de la ville de Weimar, jusqu'à ce qu'enfin intervînt le duc Heinrich, qui fit sentir sa puissance aux fils de son ancien ennemi, et rétablit la tranquillité, sans toutefois détruire les inimitiés. Qui donc, au milieu de telles circonstances, aurait été disposé à une campagne en Italie? Et, même les choses présentant un autre aspect, il n'y aurait pas encore eu de forte inclination à cette expédition : car personne ne se faisait plus d'illusion sur la situation de Friedrich relativement aux Lombards et au pape Alexandre; personne ne croyait plus que dans cette malheureuse lutte qui ébranlait l'Allemagne, qui avait coûté d'énormes sacrifices, l'honneur ou la sécurité du pays fût engagé. Chacun considérait plutôt la lutte comme une suite des passions indomptables de Friedrich; l'esprit même le plus faible pouvait voir que la partie était irrévocablement perdue, et que désormais il n'y avait plus à espérer en Italie ni renommée ni butin : il n'y avait plus à *recueillir* que la honte et la ruine. L'indifférence des princes allemands et des vassaux ecclésiastiques ou laïques pour la situation de Friedrich s'explique donc assez clairement.

Mais, plus cette indifférence était générale, plus le cercle de dangers multipliés se resserrait autour de l'empereur. Friedrich appela donc auprès de lui à Pavie l'archevêque Christian de Mayence, pour avoir à côté de lui un homme signalé par ses actions et sa fidélité, et il envoya l'archevêque Philippe de Cologne en Allemagne, pour tenter une dernière fois, par le moyen de ce prélat, s'il ne serait pas possible de ramener une armée avec laquelle il fût en état de dompter les Lombards, ou au moins de se délivrer de sa pénible situation. En effet, Philippe parvint à remplir sa mission, mais nullement à la satisfaction de l'empereur. Les archevêques Wichmann de Magdebourg et Arnold de Trèves, les évêques de Worms et de Munster, d'autres évêques et seigneurs du Rhin, et, parmi les laïques, le comte de Flandres, rassemblèrent des troupes et se réunirent à l'archevêque Philippe. Au printemps de l'année 1175, cette armée, dont la force, quoique restée inconnue, dut certainement être de beaucoup au-dessous des espérances de l'empereur, se mit en marche à travers la Bavière, l'Engadine, traversa l'Inn, franchit Cleven au mois de mai, et gagna enfin la fidèle ville de Como. Aussitôt que l'empereur reçut avis de l'approche de ces forces, il quitta Pavie, accompagné seulement de quelques hommes fidèles, dans le silence de la nuit, entièrement

incognito, traversa heureusement le Milanais, et se mit, à Como ou sur le territoire de Como, à la tête de la nouvelle armée.

Les historiens modernes ont généralement adopté l'opinion que l'empereur se donna beaucoup de peine pour attirer à son secours le duc Heinrich le Lion en Italie. Cette opinion n'est peut-être pas fondée non plus. Le nom de Heinrich était honoré en Italie, son épée redoutée; il pouvait mettre sur pied les plus grandes forces parmi les princes d'Allemagne, et son exemple paraissait devoir agir d une manière décisive sur ces princes. Il n'y a donc point de doute qu'une correspondance dut s'engager entre Friedrich et Heinrich, que des messages allèrent de l'un à l'autre. Mais de quelle nature furent ces messages? personne ne le sait. Conclure des relations à l'objet même de ces relations, c'est aller à la vraisemblance, mais non pas à la certitude. D'un autre côté, il y a contre l'opinion en question mainte circonstance qui paraît bien propre à soulever des doutes. Heinrich le Lion s'était montré depuis longtemps opposé aux expéditions d'Italie, qu'il avait reconnues inutiles et funestes à tous égards; Friedrich avait eu bien des occasions de se convaincre de cet éloignement du duc. Si ce prince avait pu être déterminé à une telle campagne, Friedrich l'y eût engagé dans les sept années qu'il passa en Allemagne, où il vit très-souvent le duc, eut avec lui de fréquents entretiens. Heinrich aurait préféré, de même que Friedrich l'eût vu plus volontiers, marcher en Italie avec l'empereur, paraître à ses côtés au milieu des Lombards, partager les premiers triomphes que Friedrich devait attendre, en cas de nécessité effacer avec des flots de sang les affronts faits par les Lombards à l'empereur, en éloigner de nouveaux, détourner les vues du suzerain ou s'y associer. Mais, maintenant, est-il vraisemblable que Friedrich ait espéré réussir par des lettres et des messages dans une tentative où il avait échoué avec des conférences personnelles? Friedrich connaissait trop bien le duc pour avoir pu se livrer à une telle espérance; d'ailleurs il savait que ses rapports avec Heinrich n'étaient pas environnés de confiance et d'amitié; que les soupçons mutuels s'y couvraient des formes d'une diplomatie méticuleuse. Portant en lui-même la conscience des offenses qu'il avait faites au duc, ne pouvant se dissimuler ses sentiments hostiles envers lui, il ne put guère non plus s'abuser sur les dispositions du duc envers lui-même. Et maintenant l'orgueilleux empereur aurait-il adressé au duc Heinrich des prières dont il ne devait pas attendre le succès avec confiance? lui, le glorieux Friedrich, aurait-il obsédé de ses supplications un prince de l'empire, pour qu'il se levât et vînt arracher son suzerain à la détresse où il s'était jeté? Cela est à peine croyable, et il semble que l'on n'aurait plus de respect pour la mémoire de l'empereur, si l'on pouvait lui attribuer une telle conduite, qui annoncerait un défaut d'intelligence ou un manque d'énergie dans la volonté. Au reste, il est de l'équité de laisser à chacun la liberté de son jugement.

Mais il faut encore faire mention de l'adoption d'un autre fait qui se rattache étroitement avec celui qui vient d'être examiné, parce qu'on lui a donné une grande importance, et qu'on l'a regardé comme la véritable source des revers ultérieurs. Tous les historiens modernes regardent comme certaine une entrevue de l'empereur avec le duc Heinrich, qui aurait eu lieu vers cette époque. Dans cette entrevue, l'empereur aurait supplié le duc de lui prêter assistance, sans pouvoir le fléchir; il lui aurait peint sa détresse avec les plus vives couleurs, et lui aurait déclaré que lui seul, son vieil ami, son parent toujours préféré, était en état de sauver l'honneur de l'empereur et de l'empire, et tout cela sans pouvoir l'attendrir; qu'il se serait jeté à ses pieds, aurait embrassé ses genoux, sans l'ébranler. Bien plus, Heinrich, avec une froideur glaciale, aurait opposé un vil intérêt personnel aux prières de Friedrich, et, abandonnant honteusement son empereur et suzerain, il aurait regagné ses États. Les historiens appellent cet événement la défection, l'infidélité, la trahison de Heinrich le Lion envers l'empereur. Jusqu'à cette trahison, ils supposent qu'une honorable amitié avait régné entre Friedrich et Heinrich; mais qu'à partir de ce moment Friedrich était devenu l'ennemi de Heinrich, et, pour tirer une vengeance complète, il avait attiré sur lui les tempêtes qui l'écrasèrent plus tard. L'exposé qui vient d'être fait des rapports de Friedrich et de Heinrich montre quelle amitié avait régné entre eux jusqu'alors. Pour donner l'intelli-

gence des événements ultérieurs, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à cette scène repoussante qui amène en face l'un de l'autre les deux plus grands hommes de ce siècle, pour nous montrer l'un essentiellement mauvais, et l'autre essentiellement vulgaire. Cela tient pourtant à ce qui est donné comme vérité historique dans les relations tirées de ce temps.

Il est vrai que dans les annales qui s'occupent des événements de ce temps il est question d'une telle entrevue de l'empereur avec le duc, et, en la mentionnant, elles traitent des particularités qui ordinairement témoignent en faveur de la vérité d'un renseignement. Mais d'abord il ne faut pas oublier que les écrivains d'Italie ne savent pas la moindre chose de cette entrevue des deux princes; et pourtant en Italie les yeux étaient bien fixés sur l'empereur; un tel fait n'aurait pu échapper aux historiens, et assurément il ne leur aurait point paru insignifiant. D'après les relations italiennes, on doit croire que l'empereur ne quitta pas les environs de Pavie avant son voyage de Como pour aller trouver l'armée nouvellement arrivée, dont il a été question; et en effet il est présumable que l'empereur devait regarder comme très-grave tout éloignement de la ville qui seule n'avait pas encore chancelé dans sa fidélité. En second lieu, il est surprenant que plusieurs écrivains allemands ne sachent rien non plus d'un fait qui, en raison des événements ultérieurs, devait paraître d'une grande importance, et serait difficilement demeuré inconnu à quelqu'un. Mais les annalistes qui en parlent le racontent d'une singulière manière; ils sont en contradiction les uns avec les autres; ils présentent des circonstances incroyables, quelques-unes même repoussantes. La chose la plus étrange, c'est qu'ils ne fixent aucun temps, aucun lieu, ou bien ils diffèrent étrangement entre eux. Le plus souvent aussi ils invoquent le bruit public à l'appui de leur récit.

« Au siége d'Alexandrie, dit l'un de ces écrivains, l'empereur ne fit aucun progrès, car le duc Heinrich de Saxe l'abandonna traîtreusement, sous le prétexte de l'excommunication qui pesait sur l'empereur; mais peut-être avait-il été corrompu. L'empereur, à ce que l'on rapporte, le poursuivit, l'atteignit sur le lac de Como, et le pria avec tant d'humilité de ne point l'abandonner, qu'il parut même vouloir se jeter à ses pieds. Le duc refusa respectueusement; mais l'un de ses officiers, appelé Jordan, aurait dit avec orgueil : « Faites tomber, seigneur, la couronne impériale à vos pieds, car elle parviendra sur votre tête. » Ensuite l'empereur fut réduit à congédier son armée, et se rendit en grande hâte, et avec l'aide des Turinois et des Novarais, d'Italie en Bourgogne, pays de son épouse, serré de si près en quelques endroits, que, déguisé sous le costume d'un valet, il se donna pour tel et soigna les chevaux. Enfin parvenu en Allemagne, il accusa le duc de trahison et du crime de lèse-majesté. » Ainsi parle la chronique que l'on a coutume d'attacher au nom de l'abbé d'Ursberg. Un pareil conte ne mérite aucune justification. Ce serait perdre son temps que de chercher à montrer qu'il n'y a là de vrai qu'une chose, c'est que les événements de ce jour donnèrent lieu à bien des propos.

En voici maintenant un autre : « Quand les Milanais virent que l'armée de l'empereur s'était dissoute, ils ne tardèrent pas à se relever. L'empereur, accablé, envoya des députés en Allemagne pour refaire une armée, et en adressa en même temps à Heinrich, duc de Saxe et de Bavière, pour l'inviter à une conférence avec lui à Cleven. Allant au-devant de lui, il le supplia avec plus d'humilité qu'il ne convient à la majesté impériale de venir au secours de l'empire en péril. Comme à ce moment Heinrich était seul en état, par ses forces et ses richesses, de secourir l'empire, il demanda comme présent la riche ville de Goslar en Saxe. Mais l'empereur, qui regardait comme une honte pour lui de se laisser arracher un tel fief, n'accorda rien. Irrité de ce refus, Heinrich l'abandonna dans la détresse; mais l'empereur s'en revint à Pavie. » Ainsi parle Otto de St-Blaise (6). D'après lui, l'entrevue de Cleven eut lieu. Il laisse d'ailleurs une année entière pour que chacun choisisse le moment qui lui conviendra le mieux. Cleven vit les deux princes après le licenciement de la première armée impériale, et avant l'arrivée de la seconde; car, selon Otto, l'évêque de Worms ne parvint que plus tard en Italie avec d'autres barons des cantons du bas Rhin. Mais aucun autre Allemand ne sait rien d'un voyage de Heinrich, aucun Italien d'un voyage de l'empereur à Cleven. Otto ne peut non plus indiquer comment et où l'empereur se réunit avec l'armée nouvellement arrivée d'Allemagne.

Maintenant écoutons un troisième récit : « On raconte que l'empereur, lorsqu'il assiégeait Milan, et que ses forces étaient déjà bien épuisées, appela les princes de Saxe dans un lieu appelé Bartenkirke, situé à l'entrée des Alpes, et les pria de l'assister dans ses affaires. Tous les autres lui promirent des secours avec empressement; mais le duc, quoiqu'il se fût montré fidèle envers l'empereur dans des entreprises antérieures, refusa cette fois son assistance, parce que déjà il était entré avec les Lombards dans une conspiration contre l'empereur. L'empereur l'implora avec humilité, jusqu'à se jeter à ses pieds. Néanmoins le duc le dédaigna au point qu'il s'abstint de le relever, et ne céda pas le moins du monde à sa prière : de là la haine de l'empereur contre le duc ; la conçut-il à tort ou à raison, le lecteur peut le décider. » Mais ce récit ne serait pas plus admissible, voulût-on même mettre Alexandrie à la place de Milan que l'on fait assiéger ici par l'empereur : car Bartenkirke est bien le Partenkirch d'aujourd'hui, lieu situé dans la Bavière méridionale, non loin de la frontière du Tyrol, le long de la route d'Augsbourg à Inspruck. Mais maintenant il n'est pas seulement invraisemblable, il est impossible qu'entre sa dernière arrivée en Italie et l'entrée de la nouvelle armée que lui amena l'archevêque Philippe de Cologne, l'empereur ait trouvé le temps nécessaire et l'occasion sûre pour appeler les princes de Saxe aux Alpes, et là engager avec eux de vaines négociations.

Celui qui entre dans le plus de détails, et qui ne mérite pas plus de confiance pour cela, c'est Arnold de Lubeck (7). « Vers ce temps, dit-il sans rien préciser, l'empereur était occupé en Italie à des combats sans cesse renaissants; car les Lombards s'étaient révoltés contre lui, et tout était dans le plus grand désordre en ces contrées. L'empereur, très-inquiet sur l'issue de la guerre, quitta ce pays, et, franchissant les Alpes, se rendit dans les États allemands. Il convoqua les princes, leur exposa le trouble de l'empire, et les invita à une campagne en Italie pour soumettre les rebelles. Il essaya aussi de déterminer le duc Heinrich à cette entreprise, et employa les plus vives instances. Sans sa présence, dit-il, il ne pouvait se maintenir contre les Lombards. Mais Heinrich représenta qu'il était accablé par les travaux et les fatigues multipliées de la guerre, comme un vieillard. Il assura qu'il était prêt à fournir à sa majesté impériale de l'or, de l'argent et d'autres objets pour l'équipement d'une armée, mais que lui-même ne pouvait se mettre en route. Là-dessus l'empereur dit : « Le Dieu du ciel t'a fait grand parmi les princes ; il t'a élevé au-dessus de tous par les richesses et les honneurs ; la force entière de l'empire repose sur toi ; il est juste que tu te montres dans cette occasion, pour fortifier les bras de tous, afin que la société, qui commence à chanceler, soit affermie par toi, en qui elle s'est principalement confiée jusqu'ici. Souviens-toi que nous n'avons jamais rien refusé à tes désirs, et que nous avons toujours été disposé à l'accroissement de ton honneur; nous avons toujours été l'ennemi de tes ennemis, et n'avons laissé personne s'élever contre toi. Nous ne voulons pas rappeler le serment de fidélité que tu as prêté à l'empire, mais nous voulons te ramener à la pensée notre parenté. Par là tu es plus obligé que tout autre à nous assister avec une entière fidélité dans notre détresse, nous ton parent, ton seigneur et ton ami. Au reste, tu peux te regarder comme assuré de notre bienveillance à tous égards. » Comme le duc persistait dans son refus, tout en se déclarant disposé en tout point à l'obéissance, mais se défendant de marcher en personne, l'empereur se leva de son trône, et, comme saisi d'un transport de douleur, se jeta aux pieds du duc. Heinrich, profondément ému, éperdu même d'une chose inouïe, de voir ainsi prosterné humblement sur la terre celui devant lequel s'incline le monde, le releva promptement, mais pourtant ne changea rien à sa résolution. » Ici quelques remarques seulement suffiront. L'abbé Arnold ne sait pas le lieu où cette scène se passa ; il la place seulement en deçà des Alpes. On ne peut pas plus fixer le temps où il la transporte. Lorsque Heinrich le Lion fut revenu de la Terre-Sainte, il se rendit, comme l'abbé Arnold l'a raconté, d'abord à Augsbourg, auprès de l'empereur. Depuis ce moment il n'a plus guère songé à l'empereur; la première mention de ce prince se trouve ici. Immédiatement après, Arnold poursuit : « L'empereur se rendit de nouveau en Italie avec une armée qu'il était parvenu alors à réunir. Sa cause était soutenue avec un grand zèle par l'archevêque Christian de Mayence. L'empereur fut heureux : il remporta la victoire; il maltraita la Lombardie, y

promena le pillage et l'incendie, et détruisit toutes les villes fortifiées. » Et après cela il fait porter par l'empereur, qui n'était pas revenu d'Italie, devant les princes rassemblés, une preuve accusatrice contre le duc. Il est donc clair que cet homme, mêlant l'antécédent avec le conséquent, n'avait rien appris de certain, dans ces contrées éloignées, sur la marche des événements, et ne sait rien fixer en particulier.

Enfin, pour que le jugement soit prononcé avec plus d'assurance, il faut citer encore le rapport d'un homme qui a écrit deux générations plus tard, parce que ce récit renferme un trait qui lui est propre. L'abbé Albert de Stade remarque à l'année 1177 : « Vers ce temps, l'empereur offensé par les Milanais, appela les princes à son aide, particulièrement le duc Heinrich. Celui-ci se montrant peu empressé, il se jeta à ses pieds. Le duc négligea de le relever, mais l'impératrice le releva en disant : Lève-toi, seigneur ; rappelle-toi cet abaissement, et que Dieu aussi veuille s'en souvenir ! (1) » Mais l'impératrice n'avait pas quitté Pavie.

Telle est l'incertitude, la diversité, telles sont les contradictions des récits des écrivains sur la fameuse entrevue de l'empereur Friedrich et du duc Heinrich. Quiconque voudra les lire, les peser et les comparer, se sentira disposé à prononcer que ce terrain est trop peu ferme pour que l'on puisse y dresser la colonne infamante du duc Heinrich le Lion ; les matériaux se réduisent trop facilement en poussière pour servir à construire un monument d'accusation.

Comment ne pas reconnaître que l'on n'a pas sous les yeux une histoire, mais, ainsi que la plupart des historiens l'avouent eux-mêmes, des bruits que chacun a transmis comme ils lui étaient parvenus et comme il les pouvait rendre ; des bruits qui n'ont rien de commun entre eux qu'une seule circonstance qui passa facilement de bouche en bouche, que l'empereur s'était jeté aux pieds du duc ? La naissance et l'extension de ce bruit s'expliquent à l'aide de deux ou trois observations. D'abord régnait la croyance presque générale que Friedrich et Heinrich avaient été amis dès leur jeunesse, qu'ils étaient restés amis jusqu'à la dernière campagne de l'empereur en Italie ; leur parenté, leurs relations dans les occasions officielles avec les prévenances de la politesse cérémonieuse des cours, les demandes qu'ils satisfaisaient mutuellement l'un envers l'autre, paraissaient témoigner de cette amitié. L'on ne se faisait dans les cloîtres aucune idée des motifs de la conduite réciproque des deux princes ; on ne s'apercevait pas dans les murs des cellules des menées secrètes produites par une rancune secrète. Mais, après le retour d'Italie de l'empereur, apparurent d'autres rapports ; Friedrich montra une haine envenimée, une hostilité implacable contre son ancien ami. Quelque chose de particulier devait être survenu ; l'empereur devait avoir été blessé jusqu'au fond des entrailles par le duc. D'ailleurs, dans ces temps de croyance ou de superstition, on appliquait une mesure étroite aux événements dans la vie des peuples et dans la vie des individus, des grands comme des petits ; l'on attendait de Dieu une application de la justice répondant aux idées particulières. Dans tout ce qui arrivait, l'on voyait un jugement de Dieu. En conséquence le bonheur supposait la vertu, le mérite ; l'infortune, la culpabilité, le péché. Peu de temps après le retour d'Italie de l'empereur, une effroyable catastrophe frappa le duc Heinrich. De même que Friedrich s'était attiré ses revers en Italie par la déplorable discorde qu'il avait soulevée dans l'Église et par sa terrible lutte contre le successeur de l'Apôtre, ainsi l'infortune de Heinrich devait être venue d'une faute, d'un crime. Dans la vie antérieure du duc ne s'offrait rien qui suffit à expliquer ce point ; ses rigueurs, ses cruautés envers les princes et les peuples slaves ne pouvaient être comptées à sa charge, parce que tout s'était fait pour le christianisme et contre des païens. Il avait produit aussi de très-heureuses impressions par son pèlerinage au tombeau du Seigneur ; mais une trahison envers son empereur et son ami par orgueil du pouvoir, par le délire de l'ambition, répondait pleinement au besoin d'expliquer son destin. Lorsque le malheur fondit sur Heinrich, comme on le racontera plus tard, il se vit réduit à plier le genou devant l'empereur. Cette humiliation du héros orgueilleux donna peut-être lieu aux interprétations, aux inventions les plus absurdes, à toutes ces scènes qui le montraient subissant la même mesure qu'il avait appliquée lui-même. Heinrich se trouvait en Bavière au moment où l'armée sous les ordres de Philippe de Cologne et du comte de

Flandre traversa ce pays (9); il paraît même que des hostilités éclatèrent entre lui et cette armée, qui, par irritation ou par insolence, s'était permis quelques excès dans ses États. Et cette absence du duc de la Saxe prépara, pour les temps postérieurs, les Saxons à l'adoption de la croyance au bruit de son entrevue avec l'empereur.

Au reste, tout peut encore être remis au jugement de chacun. En réalité, les relations de la scène entre Heinrich et l'empereur ne manquent pas de vraisemblance par un certain côté; car ce qui s'était passé en actes, en négociations entre les deux princes, depuis une suite d'années, y a été réuni pour y former un tableau animé de vives couleurs, conforme à l'esprit et à la nature des faits (10).

CHAPITRE IV.

BATAILLE DE LEGNANO. — NÉGOCIATIONS DE FRIEDRICH Ier AVEC LE PAPE ET LES LOMBARDS. — PAIX AVEC LE PAPE. — ARMISTICE DE DIX ANS AVEC LES LOMBARDS.

De l'an 1176 à l'an 1178.

L'approche de la nouvelle armée venant d'Allemagne n'était pas restée cachée aux Lombards; une proclamation les appela aux armes. Les forces réunies de la ligue devaient se rendre à Milan; mais, au moment où l'armée allemande se trouvait sur le lac de Como, cette réunion n'avait pas encore eu lieu, soit que la proclamation eût retenti trop tard, soit que partout ne régnât pas le même zèle. Les troupes de diverses villes étaient en marche, mais il n'était encore arrivé que quelques bataillons de Lodi, Novara, Vercelli, Piacenza, Brescia, Verona, et de la Marche véronaise.

Sans doute les mouvements des Lombards étaient connus de l'empereur; il accourut pour prévenir leur réunion. Lorsqu'il quitta Pavia, il convint avec les citoyens de cette ville qu'à un signal donné ils viendraient au-devant de lui avec toutes leurs forces, s'il s'avançait avec la nouvelle armée (1). Il paraît donc que son plan était de conduire l'armée allemande par delà Milan, à Pavia, et de réunir là toutes ses forces. En effet il poursuivit sans retard sa marche dans cette direction : les bataillons de Como l'accompagnaient. Mais les Milanais, connaissant les vues de l'empereur, ou les devinant, ou plutôt informés de la faiblesse de l'armée allemande, crurent qu'il fallait agir sans retard. Ils n'avaient rien à craindre pour leur ville; mais leur territoire était exposé au danger de nouvelles dévastations. Ils pouvaient bien aussi remporter une victoire sur une armée qui devait être épuisée par les fatigues de la marche à travers les Alpes. Ils résolurent donc de marcher à la rencontre de l'empereur avec toutes leurs forces, infanterie et cavalerie. Leurs confédérés, qui déjà étaient arrivés à Milan, partageaient leur opinion et leurs sentiments valeureux. Ils se mirent en mouvement, et campèrent près de Legnano, entre le Tessino et l'Olona. L'empereur prit sa route par Cairate, où il fit son dernier campement. Le matin du 29 mai, les Milanais détachèrent de leur camp 700 hommes à cheval vers Como pour observer l'ennemi, savoir s'il approchait, et par quel chemin. A peine ces éclaireurs s'étaient-ils éloignés de quelques milles du camp, qu'ils aperçurent l'avant-garde de l'armée impériale, formée de 300 cavaliers qui les reconnurent à leur tour. Aussitôt les deux partis prirent les armes : les Lombards parce qu'ils voyaient leur supériorité, les Allemands parce qu'ils savaient que l'empereur était dans le voisinage avec toute l'armée. Bientôt parut aussi cette armée; et alors les Lombards se mirent à fuir vers le camp. Les Allemands les suivirent. Tandis que tout le camp des Lombards se mettait sous les armes, et que les troupes se rangeaient en ordre de bataille, l'armée allemande s'avança, et aussitôt s'engagea la bataille qui a reçu le nom de Legnano.

Les relations de la marche de cette bataille sont très-incomplètes et à peine intelligibles. Les écrivains allemands ne savent presque rien, et passent, en jetant quelques mots, aux événements suivants. Cependant ils ont avoué la défaite de l'armée allemande, et concédé une victoire signalée aux Milanais et à leurs confédérés (2). Les écrivains italiens, de leur côté, ont altéré les choses; c'est incontestable. Sans doute on accorde une certaine exagération à tous les vainqueurs : ce qui était hasard, ils l'attribuent à leur prudence et à leur habileté; ce qui était nécessité, à leur libre résolution; et l'exaltation fait dépasser toute mesure aux

résultats du triomphe : mais aux Milanais surtout il faut pardonner le délire de la joie, les bravades et les insultes; car, relevés du plus profond abaissement, ils avaient, selon l'expression du prophète, humilié les yeux de l'orgueilleux (3), et contraint leur cruel oppresseur à une fuite honteuse. Même en présence de leurs confédérés, ils pouvaient bien, oubliant toute sagesse et toute modération, se laisser entraîner à augmenter l'éclat de la victoire, en partie pour faire mieux sentir aux Lombards la force de leur union, en partie pour leur montrer par quels services ils avaient payé les services de la ligue, en partie pour prendre dans la confédération la première place, qu'ils avaient occupée antérieurement sans conteste, parmi les villes de la Lombardie. Mais voici à peu près ce qui parait ressortir comme vérité historique des relations sur la bataille de Legnano.

Le combat dura six heures. Les Lombards étaient bien supérieurs aux Allemands par le nombre et la force. Les Allemands manquaient surtout d'infanterie; ils n'avaient guère que les bataillons fournis par Como; aussi n'engagèrent-ils pas volontiers l'action. Friedrich seul insista pour combattre. A ce que l'on assure, il aurait dit, pour justifier son désir, qu'il serait indigne de la majesté impériale de se retirer devant l'ennemi; mais ce qui le poussait surtout, c'était la conviction que ce qui ne réussissait pas aujourd'hui serait à peu près impossible au bout de huit jours. Il put bien aussi être agité par la pensée de sa femme et de ses enfants, qui se trouvaient dans Pavia; car le plus beau trait dans la vie de Friedrich, c'est son amour et sa fidélité pour son épouse, qui rarement quittait ses côtés. Toutefois la première attaque réussit complétement; la plus grande partie de la cavalerie lombarde (et, selon les idées de ce temps, de la cavalerie dépendait le sort des combats) fut mise dans une fuite désordonnée qui se continua bien loin vers la ville de Milan. Mais l'infanterie, qui ne pouvait trouver aucun salut dans la fuite, saisie d'un accès de désespoir, se serra autour de l'étendard de la ville, le *carroccio*, en masse épaisse, éleva les boucliers en tortue, se hérissa de lances, et, comme dévouée à la mort, attendit le choc de l'ennemi. Maintenant, quand les cavaliers de l'empereur, revenus de la poursuite des fugitifs, se tournèrent contre cette infanterie avec leurs chevaux fatigués, ils n'osèrent ou ne purent pénétrer dans la terrible masse; quelques tentatives faites avec les lances n'amenèrent aucun désordre, aucune trouée. Le combat se maintint donc. Sur ces entrefaites les fuyards se réunirent; ils tournèrent la face, se rallièrent, et fondirent de nouveau sur l'ennemi. A leur approche, l'infanterie, qui jusque-là avait défendu si heureusement la bannière sacrée de la ville, s'élança en avant, et alors les Allemands ne purent conserver le terrain; ils cédèrent et s'enfuirent sans résistance. L'empereur, qui, s'il n'avait pas dirigé les mouvements en grand général, avait au moins combattu avec la plus grande valeur, de l'aveu même de ses ennemis; l'empereur, entouré des évêques allemands, s'était jeté dans la direction de Pavia sans être observé par les Lombards, qui avaient le visage tourné vers la masse du côté de Como, et la poursuivirent. Il paraît que la disparition de l'empereur devint extrêmement funeste aux troupes allemandes sur ce point. La retraite fut embarrassée, confuse; personne ne savait si l'empereur avait succombé, s'il était pris, ou s'il était encore engagé dans une lutte éloignée. Les Lombards parvinrent ainsi à compléter leur victoire. Beaucoup d'Allemands furent immolés, beaucoup se jetèrent dans la rivière voisine, un grand nombre fut fait prisonnier; quelques-uns seulement, favorisés par le sort, purent échapper. Les gens de Como qui avaient suivi l'empereur eurent le plus à souffrir; ces malheureux, considérés non pas comme des ennemis, mais comme des traîtres envers la patrie, furent immolés sans miséricorde. Tous les bagages, tous les approvisionnements, le matériel, les effets de campement, tout ce qui était jugé nécessaire, utile, commode ou agréable pour la vie des individus, tomba entre les mains des vainqueurs, qui firent un riche butin. L'empereur, peut-être à l'aide de nombreux détours, atteignit heureusement Pavia avec quelques compagnons, plus pauvre en moyens qu'il n'était parti, plus pauvre en espérances, profondément blessé dans l'âme, et déchu de son ancienne confiance.

L'on peut accorder que la bataille de Legnano en elle-même, quoiqu'elle fût un grand malheur pour des milliers d'hommes, ne fut pourtant pas un grand fait militaire; mais, dans

la situation des choses, telle qu'elle a été précédemment représentée, elle ne pouvait manquer d'avoir des conséquences importantes, et elle en a eu. Les Lombards furent lents à tirer le profit que la victoire semblait leur apporter; mais l'empereur fut jeté par sa défaite dans une tout autre direction; les relations du monde chrétien se modifièrent, et l'Allemagne fut amenée par ces deux résultats à une situation dans laquelle elle-même ne put embrasser la pensée de devenir un seul peuple formé en un royaume fort et puissant.

Les vainqueurs de Legnano, quand ils virent le pays jusqu'aux Alpes libre d'étrangers, prirent la route de Pavia, et plantèrent leur camp sous les murs de cette ville. Là ils restèrent quelque temps inactifs, à ce qu'il paraît; puis ils regagnèrent leurs foyers (4). On ne trouve pas les causes de cette conduite exposées dans les relations du temps; quelques-unes pourtant ressortent de ce silence même, à tel point que ce fait si étrange ne paraît plus insaisissable. La marche sur Pavia fut sans doute entreprise dans l'espoir que les forces de toutes les villes de la ligue se rassembleraient devant cette ville, pour abattre définitivement l'empereur et ses derniers adhérents. Mais il ne vint aucun renfort; les bataillons qui déjà s'étaient mis en marche vers Milan doivent avoir fait halte; ils doivent d'eux-mêmes, ou sur l'ordre de leurs villes, avoir repris le chemin de leurs foyers.

La ligue des Lombards, comme on l'a remarqué très-souvent, était une réunion sans consistance; les confédérés n'étaient pas tous animés du même zèle pour elle. Quiconque se voyait près du danger ne reculait devant aucun effort, aucun sacrifice; quiconque se croyait en sûreté se mettait à l'œuvre avec l'arrière-pensée de ne pas faire plus qu'il n'était nécessaire. En outre, dans toutes les villes, peut-être même sans en excepter Milan, il y avait des hommes qui, à cause d'anciens souvenirs ou par répugnance pour les tendances républicaines, étaient inclinés de cœur vers l'empereur; il y avait les anciens vassaux, auxquels il ne pouvait convenir de se confondre parmi des bourgeois au lieu d'être seigneurs; il y en avait d'autres qui espéraient parvenir au but de leurs désirs par une autre voie que par les vertus civiques. Lorsque arriva la nouvelle de la victoire de Legnano, chacun put commencer les calculs de ses intérêts et de ses passions. L'un regardait la poursuite de la campagne comme peu nécessaire; l'autre regrettait que la renommée et le butin lui eussent échappé; mais tous purent être inquiets et mécontents de ce que Milan, par ce triomphe, paraissait être arrivé à une position, à l'égard de la ligue, avec laquelle l'égalité des confédérés était à peine possible désormais, et qui devait nécessairement faire de Milan la tête de la ligue. Si donc, en suivant les Milanais, on avait marché sur Pavia, on aurait dû également se placer sous la bannière de Milan, et peut-être souffrir que les vainqueurs laissassent tomber des regards de dédain, ou au moins de supériorité, sur les alliés restés auparavant inactifs. Et ces inquiétudes ne furent certainement pas dissipées par les bulletins emphatiques dans lesquels la ville de Milan, s'abandonnant aux premiers transports de joie sur son éclatant triomphe, rendait compte à ses confédérés de ce qui était arrivé. L'on conçoit donc que les Lombards aient interrompu leur marche, et que ceux mêmes qui avaient combattu à Legnano à côté des Milanais aient regagné leurs foyers. Il est même probable qu'ils allèrent plus loin, et amoindrirent la victoire des Milanais. Qu'est-ce donc que l'on avait gagné? demandaient-ils. L'empereur vivait, aucun prince allemand n'avait été pris; l'on n'avait guère changé de situation. Au milieu de telles circonstances, il ne restait plus aux Milanais qu'à lever le camp de Pavia, et à prendre aussi le chemin de leur ville. Il était clair que l'esprit d'unité et l'énergie ne pouvaient être réveillés, dans l'ensemble des confédérés, que par un nouveau danger qui les menaçât tous; mais un tel danger n'apparut plus.

L'empereur maintenant en vint à reconnaître qu'il n'atteindrait pas le but qui avait été le rêve de sa jeunesse, le flambeau de ses plus belles années; il en vint même à se convaincre qu'il n'y avait à attendre que revers et désastres dans la route où il s'était enfoncé jusqu'alors. Il avait encore une petite troupe: car aux hommes qui étaient restés dans Pavia s'ajoutèrent encore de jour en jour, d'heure en heure, des guerriers échappés isolément à la défaite de Legnano; mais ce n'était pas là une armée, et l'ancien esprit militaire était éteint. Il ne pouvait donc rien entreprendre; le lion

lombard, qui paraissait de nouveau se rendormir, pouvait avoir un réveil terrible. Ne pouvant découvrir aucune autre issue, il prit la résolution de se rapprocher de l'homme qu'il avait jadis poursuivi de toutes les manières, qu'il avait constamment repoussé publiquement et avec serment, à l'expulsion, à la ruine duquel il avait obligé la plupart des princes allemands par un serment solennel, du pape Alexandre III, et de le reconnaitre comme chef suprême, unique, apostolique d'une Église universelle, et de reconnaître aussi les droits de cette Eglise, qu'il avait jusqu'alors combattus. Mais, par le moyen d'Alexandre, il espérait sans doute dissoudre la ligue des Lombards, et amener les villes, sinon à la soumission aux décisions de Roncaglia, du moins à un accommodement qui pût sauver les apparences de l'honneur. Les négociations qui avaient eu lieu l'année précédente avec le pape pouvaient bien lui donner la certitude qu'un rejet de ses propositions n'était plus à craindre. Mais il ne fut pas question de l'anti-pape Calixte, qui vivait à Viterbo; Friedrich le laissa dans un complet oubli : il n'y avait plus rien à tirer du malheureux homme; il était usé, hors d'état de rendre aucun service; ses ennemis insultaient sans pitié à sa misère et à ses souffrances.

L'empereur envoya les archevêques Christian de Mayence et Wichmann de Magdebourg, avec l'évêque Pierre de Worms et quelques seigneurs laïques, munis de pleins pouvoirs suffisants, à Anagni auprès du pape (3) Le choix de ces hommes, et surtout de l'archevêque Christian, son chancelier, qui avait succédé sur le premier siége ecclésiastique d'Allemagne à Kunrad de Wittelsbach, réfugié auprès du pape; ce choix paraît déjà témoigner que l'année précédente il y avait eu des conférences à Pavia relativement à la question principale. En effet le pape ne fit aucune difficulté d'admettre les envoyés impériaux; et lorsqu'il les reçut, environné de son clergé et d'une foule de nobles, l'archevêque Christian déclara que leur mission était maintenant d'accomplir les paroles d'union et de paix que les ambassadeurs du pape, un an auparavant, avaient prononcées devant l'empereur. Ensuite, au nom de son souverain, il proclama comme une vérité incontestable l'ancien principe posé par le pape, que d'après la volonté de Dieu le monde doit être gouverné par l'autorité sacerdotale et la puissance royale, et reconnut que de leur union dépendaient la paix et le repos de l'univers. Le pape, n'ayant aucune objection à faire, exprima hautement sa joie et rendit grâce à Dieu. Comme il manifesta le désir que le roi de Sicile et l'empereur grec pussent être aussi compris dans la paix, les envoyés impériaux donnèrent volontiers leur adhésion à cette demande. Les négociations ultérieures furent suivies en secret; afin que personne ne pût les entraver en s'y mêlant avec des intentions de trouble. Les questions qui durent être traitées étaient complexes et difficiles. On s'accordait sur les principes; on reconnaissait que pendant une trop longue lutte la société tout entière avait été ébranlée jusque dans ses fondements, que le spirituel et le temporel s'étaient mêlés et confondus dans un désordre déplorable. Ce qui allait amener les débats les plus odieux, c'est que tant d'hommes importants qui se rangeaient auprès du pape et de l'empereur, tant de grandes familles ayant beaucoup gagné ou beaucoup perdu, allaient figurer comme parties dans l'accommodement. D'un côté, les excommunications du pape formaient un grand obstacle : non point qu'Alexandre prétendît les maintenir en elles-mêmes, mais parce qu'il voulait et devait s'en servir comme de moyens d'accommodement. De l'autre côté s'élevait une grande difficulté : l'empereur avait chassé de leurs siéges beaucoup de prélats dont le rétablissement ne pouvait être refusé, et ceux qui avaient été installés à leur place devaient y rester ou recevoir une juste compensation. Le pape demandait le premier point, l'empereur le second. Les domaines de la marquise Mathilde devaient aussi soulever de grands embarras. Le pape regardait l'occasion comme favorable pour rattacher de nouveau au saint-siége le riche héritage qui lui avait été si longtemps retenu; et l'empereur, qui, en se faisant céder ces États par le vieux Welf, considéra probablement sa situation à l'égard du pape, ne pouvait être disposé à les abandonner. Toutefois les envoyés de l'empereur furent bientôt d'accord avec le pontife et ses conseillers sur les principes d'après lesquels devaient être rétablis les rapports de l'Église avec l'Empire. Ils ne manquèrent pas non plus de s'entendre sur les rapports futurs de l'empe-

reur et des Lombards, afin de travailler en commun à en fixer la base. On s'observa bien au dehors; on craignait d'irriter les Lombards. En conséquence, le pape déclara que les Lombards eux-mêmes devaient être appelés aux négociations, et qu'on ne devait traiter de leurs affaires qu'en leur présence. Il promit de se rapprocher lui-même des Lombards, pour faciliter les communications entre lui, l'empereur et les confédérés; et les ambassadeurs impériaux, assurés du pape, donnèrent volontiers leur adhésion. Après ces conventions, les évêques allemands retournèrent auprès de l'empereur.

Alors il y eut de grands mouvements pour tout conduire et tout préparer. Le pape entra en communication avec tous les partis, et l'empereur ne manqua pas d'en faire autant. Les messages et les lettres se croisaient entre le pape et l'empereur, le pape et le roi de Sicile, le pape et les Lombards, la fédération comme les membres de cette ligue. Les efforts se multiplièrent de la part de tous ceux qui craignaient de perdre ou espéraient gagner; les sentiments nobles et vulgaires se faisaient jour, et l'on voyait éclater aussi de sauvages passions. Les relations entre le pape et l'empereur ne furent généralement point troublées; elles devinrent même de jour en jour plus amicales. On ne peut guère se défendre de penser que ces deux souverains avaient travaillé de concert à conduire de plus en plus les Lombards derrière la lumière, si cette expression vulgaire est admise, et que rien ne fut oublié pour les attirer, les diviser et les désarmer. Ces tentatives réussirent complétement. Un seul fait digne d'attention en ce sens peut servir à montrer l'état de la Lombardie, les dispositions des hommes et la situation des partis. Les deux villes de Crémona et de Tortona firent avec l'empereur une paix particulière, sans se soucier de la ligue et des membres de la confédération. Crémona, jadis ferme dans sa fidélité envers l'empereur, puis zélée pour la ligue lombarde, avait, dans les derniers temps, hésité entre les deux partis. Les classes inférieures nourrissaient des sentiments libres, patriotiques et fédéraux; les riches et les grands, au contraire, avaient conservé leur affection à l'empereur. Sur Tortona tout jugement est difficile. La petite ville avait précédemment donné un glorieux exemple aux Lombards et au monde par une grande résolution, des actes et des sacrifices; deux fois elle avait été livrée à une furieuse destruction, et deux fois elle était sortie de ses cendres. Qui pourrait hasarder de prononcer une dure parole contre une telle ville? Et pourtant, de quelque façon que les choses se soient conduites, Crémona et Tortona se soumirent à l'empereur, et reçurent en récompense le droit d'élire elles-mêmes leurs consuls, et la participation à tous les priviléges qui pourraient être accordés aux autres villes. Les Lombards furent violemment irrités de cette séparation; ils flétrissaient du nom de traîtres surtout les Crémonais. Le pape semblait partager le mécontentement des Lombards, et pourtant on ne trouve pas que les rapports entre lui et l'empereur aient été troublés le moins du monde.

Cependant l'année 1176 s'était écoulée, et 1177 commençait, quand le pape quitta Anagni, et se rendit par Benevento sur la côte de l'Adriatique à Vasto; là l'attendaient onze galères envoyées par le roi de Sicile. Il était convenu que l'entrevue avec l'empereur aurait lieu à Bologna. Les cardinaux qui accompagnaient le pape s'y transportèrent pour la plupart par terre, parce qu'ils craignaient la mer; mais le saint-père fit charger tous ses bagages, ses chevaux blancs sur des vaisseaux, et monta lui-même à bord, sans se laisser troubler par la nouvelle de la défection de Crémona et de Tortona. Une violente tempête jeta la flotte sur la côte de Dalmatie. Après bien des dangers, Alexandre entra enfin, le 24 mars, dans le port de Venise. Cette ville l'accueillit avec la plus grande pompe, au milieu des acclamations publiques; en reconnaissance, il y fit des fondations religieuses qu'il sut accommoder aux pieuses dispositions de la population. Bientôt arrivèrent des députés de l'empereur, qui se trouvait à Cesena: il désirait que leur entrevue n'eût pas lieu à Bologna, parce que son chancelier, l'archevêque Christian, était odieux aux citoyens de cette ville, contre lesquels il avait combattu; en conséquence il priait le pape de vouloir bien désigner un autre lieu, comme Ravenne ou Venise. Cette demande surprit le pape; peut-être la rapprocha-t-il des rapports sur Crémona et Tortona. Il répondit donc que Bologna avait été choisie comme le lieu de réunion par l'empereur, par lui-même et par les Lombards; que nul changement ne pouvait se

faire sans l'accord de toutes les parties. Néanmoins il adressa aussitôt des brefs à tous les ecclésiastiques éminents de la Lombardie, et aux personnages puissants des villes, leur donnant avis de la proposition de l'empereur, et les invitant à se trouver à Ferrare, où il se rendrait lui-même pour s'entendre avec eux. Le pape se dirigea en effet sur Ferrare, où il arriva au temps fixé des fêtes de Pâques. Les invités y parurent en grand nombre; il en vint encore beaucoup plus qui ne l'étaient pas, prêtres ou laïques. Les envoyés du roi de Sicile étaient présents; parmi eux, le personnage le plus important était l'archevêque Ronnaldo de Salerne, l'historien. Le pape ouvrit la grande assemblée dans l'église de Saint-Georges par un discours plein d'onction, qui, adressé à tous les assistants, était pourtant plus particulièrement destiné aux confédérés lombards. Il exprimait sa joyeuse reconnaissance envers Dieu de ce que, après d'effroyables dévastations, ébranlements, bouleversements, et tant d'horribles cruautés de toute espèce, la pierre que les maçons avaient rejetée était enfin devenue la pierre angulaire. Il regardait comme un miracle du Seigneur, comme un jugement manifeste de Dieu, qu'un vieux prêtre, sans défense ait pu résister à la fureur des Allemands, et combattre sans guerre la puissance de l'empereur. Mais il reconnaissait aussi que les Lombards s'étaient dressés comme un mur pour la maison d'Israël, qu'ils avaient su combattre vaillamment pour le maintien de l'Église et la liberté de l'Italie. Aussi n'avait-il pas voulu accepter sans eux la paix que les Lombards lui avaient offerte. Compagnons de ses souffrances et de son oppression, ils devaient aussi partager sa joie, et il accepterait seulement la paix qui recevrait leur adhésion et celle du roi de Sicile. Les Lombards répondirent à ce discours d'une manière remarquable; car, ajoute l'historien, ils étaient forts dans deux espèces de combats, avec l'épée et avec la parole. Il ressort clairement de cette réponse qu'ils n'étaient pas sans inquiétude sur les négociations du pape avec l'empereur. Ils peignaient avec de fortes couleurs, mais en traits vrais et fidèles, leurs peines et leurs sacrifices inouïs, leurs souffrances et leurs actions pour l'honneur et la liberté de l'Italie et pour le maintien de l'Église. Ils lui disaient sans ambages, en face, que ses travaux et ses dangers devaient être supportés encore en une certaine mesure; qu'il avait peu fait pour eux, tandis qu'eux-mêmes avaient fait beaucoup pour lui; qu'il avait pu accomplir son œuvre avec une certaine sécurité, tandis qu'eux, au contraire, en poursuivant la leur, s'étaient exposés avec leurs enfants à la mort. « Et à cause de cela, ajoutèrent-ils, à cause de cela, très-saint-père, nous osons demander que vous n'acceptiez pas sans nous la paix que l'empereur vous a offerte, et même que vous ne l'écoutiez pas sans nous. Il nous a aussi plus d'une fois proposé la paix sans y comprendre l'Église; nous ne l'avons pas acceptée. Il a tenté de faire avec nous un accommodement sans vous; nous ne l'avons pas accueilli. D'après cela, Votre Sainteté et l'Altesse impériale doivent clairement reconnaître que nous accepterons avec reconnaissance la paix de l'empereur, si l'honneur de l'Italie est préservé, et que nous désirons avoir ses bonnes grâces, si notre liberté reste intacte. Nous accordons volontiers que l'Italie lui a d'anciennes obligations, nous voulons bien ne pas contester ses antiques privilèges; mais notre liberté, que nous avons héritée de nos pères et de nos aïeux, nous ne voulons pas y renoncer. Nous préférons mourir libres d'une mort glorieuse, plutôt que de mener une vie misérable dans l'esclavage. » Après ce discours, le pape donna sa bénédiction apostolique à ces hommes courageux, qui n'avaient pas gagné ses affections particulières par de telles paroles.

Trois jours après, parurent sept plénipotentiaires impériaux à Ferrare; presque tous étaient des évêques allemands; Christian de Mayence était leur chef. Aussitôt le pape nomma aussi sept plénipotentiaires, et les Lombards en choisirent autant. Ces vingt-un personnages, appelant à eux les envoyés du roi de Sicile, délibérèrent sur le lieu où l'on négocierait la paix. Les Lombards, soupçonneux, insistèrent sur Bologna, que l'on avait désigné à l'unanimité. Christian de Mayence ne voulut plus entendre parler de cette ville; il proposa Venise. Les Vénitiens étaient suspects aux Lombards; ils avaient violé la ligue, disaient-ils, et, au mépris de leurs engagements, pratiqué des négociations avec l'empereur. Plusieurs jours se passèrent dans ces débats. Cependant le pape se déclara aussi pour Venise, soit qu'il craignît que cette division n'entraînât la rupture de la négociation, ou qu'il fût déjà d'accord avec

l'empereur, et qu'il voulût lui complaire. Enfin les Lombards furent déterminés à céder par les envoyés du roi de Sicile, mais toutefois sous la condition que le duc et le peuple de Venise accorderaient des garanties complètes à eux et à tous ceux qui viendraient dans la ville pour assister aux négociations, et qu'ils s'engageraient par serment à ne pas permettre à l'empereur d'entrer dans la ville sans l'agrément du pape. Le duc et le peuple de Venise firent la promesse et prêtèrent le serment. Aussitôt l'archevêque Christian courut à Venise, prenant les devants sur tout le monde; les autres suivirent peu à peu. Le pape célébra la fête de Pâques à Ferrare, y resta encore quelques jours après, puis s'embarqua; et le 10 mai, au milieu de nouvelles acclamations, de la pompe la plus magnifique, il fit une seconde entrée solennelle dans Venise.

Les négociations, qui dès lors se tinrent dans la chapelle du palais du patriarche, furent ouvertes sous de tristes auspices. Pas une âme n'était sans préoccupation, pas un cœur ouvert et libre. Pour les Lombards, qui avaient pour orateur Girard Pesta, juge à Milan, il était devenu clair, au moins à Ferrare, sinon antérieurement, qu'ils devaient être trompés, et que le pape, depuis longtemps d'accord avec l'empereur, ne s'efforçait plus d'obtenir rien pour eux, sinon un accommodement sans garantie, qui dans tous les cas devait conduire loin de l'ancien but.

La première offre du pape aux médiateurs de la paix dut les fortifier nécessairement dans leur défiance. Il demanda, ou plutôt exigea que l'on s'occupât d'abord de la paix entre l'empereur et les Lombards, parce qu'elle réclamerait de longues conférences; tandis que la paix entre l'empereur d'une part, et l'Église et le roi de Sicile d'autre part, pouvait sans inconvénient être traitée après, car il n'y avait pas d'intérêts à y régler; c'était une simple pacification. Les Lombards devaient se sentir un énorme poids sur le cœur, et ne pouvaient désormais faire un pas en avant sans inquiétude. Mais que leur restait-il? Le lien qui avait uni une grande partie des villes de la haute Italie était déjà rompu; chaque ville était ouverte aux trames et aux querelles. Nulle part il ne manquait d'hommes habiles; mais, comme on l'a déjà remarqué, nulle part non plus il ne manquait d'âmes lâches et vénales, d'esprits disposés à la trahison. Avec le pape ils pouvaient bien résister à l'empereur, avec l'empereur se maintenir contre le pape; mais contre la puissance réunie du pape et de l'empereur ils sentaient bien qu'ils étaient trop faibles : tandis que l'un les menaçait de son épée, l'autre, se mêlant parmi eux, troublait leurs plans, ébranlait leurs résolutions. Les représentants des Lombards tinrent donc à Venise un langage ferme et hardi; mais ils étaient découragés, embarrassés, flottant entre la crainte et l'espérance. Au contraire, les députés de l'empereur et du pape étaient devant eux avec la confiance de lutteurs qui voient chanceler leurs adversaires. Christian de Mayence fit valoir les artifices du langage, dans lesquels il était passé maître comme dans les armes. Le saint-père maintint extérieurement sa position; il sut couvrir habilement ses inclinations du manteau de la religion et de la dignité apostolique. Les envoyés du roi de Sicile avaient seuls des vues sincères et honorables sur la paix; mais ils avaient un rôle secondaire. La cause de leur roi était étroitement liée à celle de l'Église; ils ne pouvaient en aucun cas contrarier le pape; leur rôle devait donc se borner à celui de médiateurs, pour apaiser les passions.

Il est inutile d'exposer les négociations elles-mêmes; les discours et les réponses, les raisons et les répliques sont sans intérêt; elles contiennent à peine quelque chose de nouveau. En résumé, Christian de Mayence demanda, au nom de l'empereur, le maintien de la décision que les juges de Bologna, comme il appelait les légistes, avaient prononcée dans le camp de Roncaglia. Les Lombards rejetèrent cette prétention. Les décisions de Roncaglia, dirent-ils, n'étaient nullement un jugement légal et judiciaire, mais des déclarations arbitraires de l'empereur. Quant à eux, ils reproduisirent les points qu'ils avaient toujours réclamés : ils voulaient bien reconnaître la suzeraineté de l'empereur, le respecter et l'honorer comme leur seigneur et leur roi; mais, dans leurs propres affaires, ils prétendaient être libres, conserver ce qu'ils avaient, et ne pas donner plus qu'il n'avait été accordé jadis par eux-mêmes ou par leurs pères. Les deux parties persistèrent dans leurs réclamations, et, quand on en venait à des démonstrations, les Lombards avaient ordinairement l'avan-

tage. Le pape Alexandre, remarquant cette obstination, et craignant que l'œuvre pacifique n'échouât entièrement, après s'être entendu préalablement avec l'empereur, fit une nouvelle proposition, celle d'une trêve, d'un armistice pour six années. Ce temps paraissait suffisant ou pour peser mûrement tous les intérêts, ou pour mêler tous les fils dans un désordre inextricable. En même temps il demanda aux ambassadeurs allemands si, dans le cas où une paix définitive ne pourrait avoir lieu entre l'empereur et le roi de Sicile, il ne serait pas possible de conclure une trêve de quinze années. Il paraîtrait que les Lombards, embarrassés, gardèrent le silence sur la proposition du pape; mais l'archevêque Christian déclara qu'il était seulement chargé de pouvoir spécial pour négocier une paix, et que sur la proposition d'une trêve il devait en référer à l'empereur. A ce moment Friedrich se trouvait à Pomposa, lieu de plaisance entre Venise et Ravenne. Là se présenta Christian avec les offres du pape. Friedrich affecta de le maltraiter, le renvoya avec colère au pape, lui et ses compagnons, en déclarant qu'il conclurait volontiers une paix avec le pape et avec l'Eglise, mais qu'il ne se laisserait pas décider à une trêve avec le roi de Sicile et avec les Lombards.

Mais à peine Christian et ses compagnons étaient de retour à Venise, que l'empereur envoya, avec un secret bien calculé, d'autres députés au pape, pour dire qu'il était prêt aux deux trêves avec le roi de Sicile et avec les Lombards, si le pape voulait consentir à un désir de l'empereur, qui serait communiqué non au pape, mais à deux cardinaux nommés par le saint-père. Le pape devait promettre que si ces cardinaux lui conseillaient de satisfaire au désir en question, quand ils lui en auraient ensuite transmis l'objet, la concession se ferait aussitôt sans plus d'informations. Le pape y consentit. Le désir impérial fut communiqué aux deux cardinaux, qui conseillèrent la concession. Le pape lui-même allait prendre connaissance de la chose, quand il prétendit s'être ravisé, et déclara qu'il ne voulait rien savoir de la demande de l'empereur, qu'il retirait sa promesse, parce qu'il ne convenait pas à la dignité apostolique de s'engager sur une chose inconnue et incertaine; que l'on pouvait lui communiquer le désir de l'empereur; s'il n'était pas contraire à l'honneur de Dieu et préjudiciable à l'Église, il y satisferait volontiers. Alors les députés de l'empereur, qui sans doute en avaient reçu l'autorisation avant leur départ, découvrirent tout ce grand mystère. L'empereur avait jadis promis au pape, par ses envoyés, probablement à Anagni, que si le pape concluait la paix avec lui, il lui restituerait les États de la marquise Mathilde. Maintenant Friedrich demandait que les revenus de ces domaines lui fussent accordés pendant les quinze années de la trêve avec le roi de Sicile; après l'expiration des quinze années, une négociation s'ouvrirait sur le pays lui-même. Le pape fit aussitôt la concession des revenus, mais en exigeant la restitution des domaines à l'Eglise, à l'expiration des quinze années, sans négociations nouvelles. L'empereur rejeta cette condition; en conséquence il ne fut plus question de l'affaire, à laquelle personne peut-être n'avait songé sérieusement.

Maintenant l'archevêque Christian et ses collègues parurent devant le pape comme s'ils apprenaient à l'instant même la correspondance dans laquelle leur maître venait de s'engager avec le saint-père. Ils affectèrent une grande confusion et une profonde douleur d'avoir perdu la confiance de l'empereur. Assurément, disaient-ils, on avait dû les calomnier auprès du grand monarque; l'envie et la haine s'étaient levées contre eux pour les faire tomber dans la défaveur impériale. Ils voulaient la paix, mais il y avait des hommes pervers qui s'efforçaient de l'empêcher. Ils craignaient que ces hommes ne parvinssent à étouffer dans l'âme de l'empereur les dispositions pacifiques, si le traité n'était bientôt conclu. Aussi croyaient-ils devoir conseiller au pape de permettre à l'empereur de se rapprocher, afin que les messages s'expédiassent, que les courriers revinssent plus rapidement, et que l'on mît fin aux retards actuels. Alexandre s'entendit avec les envoyés du roi de Sicile et les représentants des Lombards, et accorda aussitôt à l'empereur de prendre sa résidence à Chiozza. L'empereur se rendit en ce lieu; mais à peine y était-il arrivé que les Vénitiens y coururent en foule. La plupart étaient poussés par la curiosité de voir le puissant empereur dont le nom était répété depuis une longue suite d'années par toutes les bouches, tantôt la terreur, tantôt l'objet des railleries de l'Italie;

mais, parmi eux il y avait aussi plusieurs hommes qui avaient de tout autres vues, ou qui les adoptèrent à l'aspect de l'empereur. Ceux-ci s'approchèrent du grand monarque, et le pressèrent de venir de sa personne à Venise, sans plus tarder, sans s'inquiéter de l'agrément du pape ni du consentement de la ville. Ils lui promettaient de veiller à sa sûreté, lui disant qu'à Venise il pourrait dicter au pape et aux Lombards la paix selon ses désirs, et s'engageaient à lui porter toute espèce d'appui. Ces offres ne déplaisaient nullement à l'empereur, mais il pensait qu'il fallait réfléchir avant de s'y rendre. En conséquence, il chargea ses amis de préparer l'œuvre, et d'y gagner le peuple de Venise à force d'adresse et de prudence. Les amis n'y ménagèrent pas leurs efforts, ils furent écoutés favorablement. Le peuple de Venise, ambitieux de l'honneur de posséder en même temps dans sa ville le pape et l'empereur; avide des fêtes et des cérémonies pompeuses auxquelles donneraient nécessairement lieu l'entrée de l'empereur et son séjour à Venise; déterminé peut-être aussi par de plus nobles sentiments, le peuple de Venise embrassa volontiers la pensée de tirer de ses embarras le premier prince du monde, dont l'esprit audacieux, la constance et la volonté énergique, dont les grâces et les qualités personnelles étaient reconnues et admirées même par ses ennemis, et de réduire l'orgueilleux pontife à la condescendance. Pour n'être pas retenu par le serment qui obligeait les citoyens à ne point accorder à l'empereur l'entrée de la ville contre la volonté du pape, l'on prétendit que ce serment ne subsistait plus; que le pape en avait relevé en accordant à l'empereur sa résidence à Chiozza, ville située dans l'intérieur des limites de Venise (6). Une grande agitation se fit sentir à Venise. Les représentants des Lombards ne s'y jugèrent plus en sûreté, et quittèrent la ville. Les autorités tremblèrent pour un soulèvement; le vieux doge Giani, infidèle à son serment, ne connaissait plus aucun moyen de contenir ce peuple irrité, et se vit réduit à courber sa tête blanchie comme un suppliant devant la multitude. Le pape Alexandre avait perdu toute présence d'esprit, et se livrait à des plaintes inutiles. Les envoyés du roi de Sicile seuls ne fléchirent pas, et gardèrent tout leur sang-froid. D'abord le noble historien, l'archevêque Romualdo de Salerno, s'efforça de calmer le pape éperdu, en lui montrant les quatre galères bien équipées de son souverain, qui seraient prêtes à le recevoir à chaque instant et à l'éloigner de la ville révoltée. Ensuite il se rendit, accompagné de ses collègues, au palais du doge. Dans une grande assemblée, il parut avec le calme du courage devant le premier magistrat de la république, et lui rappela en termes énergiques le traité juré. Confiants dans son serment et dans celui des Vénitiens, dit Romualdo, ils avaient persuadé au pape et aux représentants lombards de se rendre à Venise, et maintenant ces serments seraient oubliés! Il termina par la déclaration bien positive qu'ils n'attendraient pas l'arrivée de l'empereur à Venise, mais reprendraient la route de leur patrie, et rendraient compte au roi des iniquités et des offenses qu'ils auraient souffertes dans la capitale de la république. Le doge répondit par des paroles mielleuses et dilatoires, et ajouta d'un ton de flatterie plutôt que de menace que l'on ne permettrait pas le départ des ambassadeurs, parce que l'on avait besoin de leurs sages conseils, donnant l'assurance qu'ils pouvaient attendre paisiblement l'arrivée de l'empereur, qu'ils n'auraient rien à redouter. Mais l'archevêque s'éloigna en prononçant ces paroles avec indignation : « Nous sommes venus sans votre permission, nous partirons de même, et nous saurons venger l'offense faite à notre roi, non par des paroles, mais par des actes. » Aussitôt il ordonna les préparatifs du départ. Cette attitude agit sur les esprits. Venise entretenait des relations de commerce étendues et avantageuses avec le roi de Sicile; un grand nombre de citoyens vénitiens étaient répandus pour leurs affaires de négoce dans toutes les parties du royaume; des marchandises et des vaisseaux se trouvaient dans les ports de Guillaume, qui avait ainsi mille occasions de tirer une rude vengeance, profitable à lui-même : il pouvait s'emparer des biens des vaisseaux, et faire retenir prisonniers les citoyens vénitiens qui vivaient dans ses États. Cette crainte saisit une grande partie de la ville; il s'éleva donc un mouvement dans un sens entièrement opposé. L'empereur et les espérances que beaucoup de gens pouvaient avoir attachées à son apparition s'évanouirent devant la pensée du roi de Sicile, et devant la crainte d'exposer à de grands dangers des parents et des richesses. Avant vingt-quatre

heures, Venise était tranquille; personne ne demandait plus d'introduire l'empereur dans la ville; toutes les pensées, tous les désirs étaient tournés vers un seul point, retenir à Venise les ambassadeurs du roi de Sicile.

Ainsi fut déjouée la dernière manœuvre de l'empereur ou de ses amis pour le remettre en position de décider enfin en maître les grandes et difficiles questions qui avaient coûté tant de larmes et de sang, pour lesquelles avaient été déployées tant de prudence et tant de ruses. Informé du tour qu'avaient pris les choses, Friedrich reconnut lui-même que désormais ses moyens et ses artifices étaient épuisés, et qu'il ne lui restait plus qu'à se soumettre sans réserve aux propositions du pape. Que se passa-t-il entre lui et son entourage d'évêques allemands? personne ne peut le raconter. L'on assure que ces prélats, surtout l'archevêque Christian de Mayence, lui auraient déclaré sans ménagement « qu'ils voyaient bien qu'il était égaré par des hommes pervers; qu'il cherchait à revenir sur ce qui avait été arrêté, touchant la paix, à Anagni avec le pape, le roi de Sicile et les Lombards; mais qu'eux, tout prêts à lui obéir dans les choses temporelles, et à lui prêter le service obligé pour leurs régales, ne voulaient nullement perdre leurs âmes et mettre les objets terrestres au-dessus des intérêts du ciel; qu'ils reconnaissaient Alexandre pour pape catholique, et ne voulaient obéir qu'à lui dans les choses spirituelles, et qu'ils étaient bien résolus à ne pas prier devant cette idole qu'il avait dressée dans la Toscane. » Mais cette espèce d'admonestation a bien toute l'apparence d'avoir été composée sur des bruits, ou bien tirée du récit postérieur d'un évêque allemand présent, qui aurait fait volontiers une manifestation bien tranchée en faveur du pape, afin d'obtenir auprès de lui une faveur décidée. Quoi qu'il en soit, il est certain que dès lors Friedrich déclara nettement qu'il voulait observer fidèlement la paix entre l'Église et l'Empire, la paix avec le roi de Sicile et les Lombards, telle qu'elle avait été traitée et résolue, et qu'il la jurerait dans son âme par la bouche du comte Henri de Diessa, comme elle serait jurée aussi par douze princes de l'empire. Les plénipotentiaires allemands coururent avec cette pièce auprès du pape. Aussitôt Alexandre fit rappeler les représentants des Lombards, qui s'étaient éloignés de Venise. Là, le lendemain, le comte Henri de Diessa prêta, devant le pape, les cardinaux, les ambassadeurs siciliens et les députés lombards, et devant une grande foule de peuple, le serment promis dans l'âme de l'empereur. Le chapelain de l'archevêque Philippe de Cologne prononça le même serment dans l'âme des princes présents. Ensuite, d'après les dispositions du pape, des Vénitiens se rendirent avec six galères à Chiozza pour amener l'empereur avec les siens à Venise.

Le soir du 27 de juillet, la petite flotte revint, ayant l'empereur à bord. Le lendemain était un dimanche; le matin, de bonne heure, le pape, accompagné des envoyés siciliens et lombards, et suivi d'une grande foule de peuple, se rendit à l'église de Saint-Marc; de là il dépêcha l'évêque Ubaldo d'Ostia, qui avait joué un rôle très-actif dans les scènes exposées antérieurement, avec deux autres évêques et quelques cardinaux, aux vaisseaux, pour lever l'excommunication qui pesait sur l'empereur et les siens. L'anathème fut révoqué. Aussitôt l'archevêque Christian s'avança, posa la main sur les Évangiles, et dit à haute voix : « Pour montrer que de nom comme de fait je suis un vrai chrétien, j'abjure le faux pape, et j'accepte Alexandre comme légitime souverain pontife catholique. » Les autres prélats présents répétèrent ce serment. Ensuite l'empereur fut conduit à terre par le doge de Venise, par le patriarche et d'autres dignitaires ecclésiastiques, et ensuite à l'église Saint-Marc, escorté par une grande foule de peuple, au milieu des croix, des bannières et d'autres emblèmes de fête. Le pape, entouré d'un clergé nombreux, attendait l'empereur sur le seuil de l'église. Lorsque Friedrich fut arrivé, il jeta le manteau impérial de ses épaules, et se courba de tout son corps jusqu'à terre pour baiser les pieds du pape. Alexandre, voyant son ennemi si redoutable dans cette situation humiliante, éclata en sanglots, le releva et lui donna le baiser de paix. Ensuite l'empereur prit la droite du pape, et le conduisit dans l'église, à l'autel; là il reçut la bénédiction pontificale. Le jour suivant, à la fête de Saint-Jacques, sur la demande de l'empereur, le pape célébra la messe en personne, entouré de toute la pompe de l'Église; et, quittant le costume impérial, Friedrich remplit l'humble fonction de servant dans cet acte sacré : il y montra la plus grande piété. Après l'accomplissement du saint sacrifice,

il reconduisit le pape hors de l'église; et, quand le pontife voulut monter sur sa haquenée blanche, non-seulement il lui tint l'étrier, mais il mena le cheval par la bride à travers la foule curieuse et ravie de ce spectacle de dévotion, jusqu'à ce que le pape, lui donnant la bénédiction apostolique, lui accordât la permission de se retirer. Enfin, le premier août, toutes les parties se réunirent encore une fois dans le palais du patriarche de Venise, où Alexandre avait pris sa résidence. Le pape siégeait sur un fauteuil d'honneur élevé; l'empereur à sa droite; l'archevêque Romualdo, ambassadeur du roi de Sicile, à sa gauche. Les dignitaires ecclésiastiques, archevêques et évêques, étaient rangés tout autour, ainsi que les princes séculiers présents et les députés des villes lombardes. Alexandre ouvrit la séance par un discours étudié, dans lequel il exprima sa joyeuse reconnaissance envers Dieu de ce que la sainte Église avait retrouvé son fils perdu, l'empereur romain, et de ce que lui-même pouvait maintenant serrer son très-cher fils dans les bras de sa mansuétude. L'empereur, peu versé dans la langue latine, se fit traduire le discours par l'archevêque Christian. Ensuite il jeta le manteau impérial, se leva de son siége, et répondit en langue allemande, de sorte que Christian fut encore obligé de servir d'interprète. Friedrich confessa ses erreurs et témoigna de son repentir; il déplora que la majesté impériale elle-même ne préservât pas de l'ignorance et de l'égarement, et déclara que, trompé par des suggestions d'hommes pervers, il avait cru marcher dans le chemin de la vérité, tandis qu'il avait erré çà et là dans les sentiers de l'iniquité; mais que maintenant il sortait de son aveuglement, revenait dans le giron de la très-sainte Église romaine, reconnaissait le seigneur Alexandre comme le pape catholique, et promettait de lui montrer le respect et la vénération qui lui étaient dus comme à un père. Après ce discours, toutes les parties jurèrent encore une fois de la manière la plus solennelle ce qui avait été arrêté : la paix entre l'empire et le saint-siége, une trêve de quinze ans entre l'empereur et le roi de Sicile, et une autre de six années entre l'empereur et les villes lombardes qui s'étaient réunies en ligue contre lui. C'était à peu près la moitié de toutes les cités de la haute Italie, avec quelques anciens vassaux qui, par nécessité ou par conviction, avaient embrassé leur cause.

Avec ces serments se termina enfin la malheureuse lutte qui, engagée vingt-quatre ans auparavant avec une atroce cruauté, poursuivie contrairement à tous les principes divins et humains, avait bouleversé tout le monde chrétien de l'Occident, sacrifié d'innombrables victimes; mais aussi, en soulevant les passions les plus basses dans l'homme, avait en même temps éveillé les plus nobles, et agi si profondément et si puissamment sur l'esprit, que nulle intelligence ne pourrait mesurer son action. Le pape Alexandre avait arraché, au profit du saint-siége et de l'Église de Rome, une victoire éclatante et complète, et il avait mérité ce triomphe par la justice de sa cause, la prudence et la sagesse de sa conduite, par la fermeté, la constance et l'énergie de volonté qui ne l'abandonnèrent jamais dans les jours d'infortune. Si vers les derniers temps il essaya de déplacer le fardeau qui pesait sur lui, et si par cette attitude il ne put guère échapper à une apparence de duplicité ou d'hésitation, la justice ordonne de réfléchir que devant ses yeux était tout le monde chrétien, et que par conséquent la Lombardie devait lui apparaître comme un point insignifiant. Quand la moitié de la haute Italie tenait pour l'empereur; que l'autre moitié, tout en se proclamant réunie en une fédération, était divisée, agitée par mille petites causes de discorde, comment aurait-il pu, dans l'intérêt de ce petit coin du monde, négliger et retarder le rétablissement de l'unité de l'Église, lui que les Lombards eux-mêmes, par leurs divisions, réduisaient à l'impossibilité d'établir son siége sur les tombeaux des apôtres; qu'ils contraignaient plutôt, par leurs agitations intérieures, à planter sa tente tantôt sur un point, tantôt sur un autre, à vivre errant et misérable, à n'avoir que par instants une résidence à peine connue loin de la ville éternelle? Une circonstance grave, et qui mérite de sérieuses considérations, c'est que lui, chef suprême de l'Église chrétienne, plus élevé en puissance que l'empereur lui-même, a fait alliance avec la liberté dans les villes de Lombardie; que par là il a donné une consécration religieuse à cette liberté, et l'a reconnue comme fondée dans la chrétienté; on pourrait même soutenir que par cette alliance le joug du vasselage fut brisé dans tout le monde chrétien de l'Occident. Enfin, ce qui

est digne aussi de reconnaissance, le plus grand service peut-être qu'il pût rendre, c'est qu'il procura aux Lombards un répit de six années pour s'occuper de leurs affaires. Ils avaient parlé de l'Italie, de la liberté de l'Italie : s'ils voulaient réellement une Italie, s'ils étaient décidés à fonder et à défendre une patrie libre, le temps leur était assuré pour travailler à une si belle œuvre. Alexandre avait mis pour ainsi dire leur destin dans leurs propres mains; à ce pontife doit donc rester dans toute sa pureté la gloire qu'il a si légitimement conquise. L'empereur Friedrich, au contraire, on ne peut le nier, avait subi une défaite complète; il avait été courbé par la plus profonde humiliation qui se puisse imaginer. Qui pourrait sans rougir contempler ce puissant souverain abaissé aux genoux de ce pape par lui rejeté, méprisé, persécuté? Qui pourrait le voir en face des Lombards, qu'il avait traités avec tant de dédain et de cruauté comme des esclaves mutilés, leur jurer maintenant une trêve de six années comme à des hommes libres, comme à une puissance indépendante, comme à des égaux, sans être remué jusqu'au fond des entrailles? L'empire romain subsista quant au nom, mais dans son essence intime il fut tué par l'empereur Friedrich. Tandis qu'il négligeait, qu'il dédaignait le trône royal des Allemands comme indigne de lui, pour se dresser en Italie un magnifique trône impérial, par sa faute l'Italie était perdue pour l'Allemagne. La suzeraineté qui lui restait sur la Péninsule n'était plus qu'un vain mot, propre encore à servir de symbole à de nouvelles prétentions et à de nouvelles luttes qui devaient amener encore des infortunes sur l'Italie, mais qui ne pouvait désormais donner ni honneur ni puissance. La ville éternelle même, dont l'empire portait le nom, était perdue, et tout droit sur elle était une vaine prétention. La suzeraineté sur Rome et l'Italie avait eu rarement de l'importance réelle dans les temps antérieurs; mais le nom allemand avait commandé le respect, les armes allemandes étaient tenues pour irrésistibles; et moins les droits impériaux avaient été précisés avant la décision des légistes de Bologne, moins on s'était limité dans les espérances de l'avenir. Une dissolution complète et libre de l'union de l'Allemagne avec l'Italie sous un seul chef serait devenue probablement un malheur pour le siége apostolique; mais, pour la Lombardie, c'eût été peut-être un grand avantage, et il n'y aurait eu aucune perte pour l'Allemagne; les demi-mesures, au contraire, qui étaient chères à Venise, et aux effets desquelles on put à peine remédier même au bout de six années, comme on devait bien le prévoir, devaient être funestes aux deux pays. Le secret de la faiblesse du royaume des Allemands était révélé désormais au monde; si l'Allemagne put encore à bon droit passer pour le premier Etat du monde, elle dut cet honneur à la grandeur du peuple allemand, à ses vertus guerrières, aux anciens souvenirs, et à la faiblesse des nations et des contrées voisines. Enfin, quant aux Lombards, ils avaient obtenu le prix de leurs longs efforts. La pensée d'une patrie italienne leur avait à peine traversé l'âme; ils n'avaient réellement désiré que de former des communes libres sous un pouvoir n'ayant aucune force par lui-même. Ils n'étaient point parvenus à se mettre à l'abri des attaques des étrangers, mais ils avaient gagné la confiance que nulle puissance étrangère ne serait en état de leur imposer une domination durable; et en même temps leur était restée l'espérance que dans l'avenir il leur serait permis de satisfaire sans empêchement leurs passions hostiles les uns contre les autres, les armes à la main, et d'accomplir l'œuvre dans laquelle ils avaient été interrompus par les entreprises de Friedrich contre l'Italie.

Au reste, le pape avait accordé, probablement à Anagni, que les hommes qui, durant le schisme, avaient été élevés par l'empereur en Allemagne à des siéges épiscopaux, conserveraient leurs dignités, si le pape et l'empereur ne prenaient pas de concert des dispositions particulières à ce sujet. On devait s'occuper sans doute, à la première occasion favorable, des prélats déposés et expulsés. En Italie, à ce qu'il paraît, le pape eut la liberté complète de ses mouvements; mais quelques difficultés s'élevèrent au sujet du siége archiépiscopal de Mayence. Le véritable archevêque, Kunrad de Wittelsbach, qui avait échappé par la fuite à la colère de l'empereur, jouissait d'une haute faveur auprès du saint-père, et avait rendu de grands services au siége apostolique; à cause de cela et de ses hautes alliances, le pape ne pouvait l'abandonner. Mais l'autre archevêque que Friedrich avait placé sur le siége de Mayence, Christian, avait combattu précédemment avec tant de vaillance et de fidélité pou

l'empereur, et dans les derniers temps avait déployé une souplesse si active et une si grande habileté pour la réconciliation de son maître avec le pape, qu'il paraissait avoir des droits à la reconnaissance de l'un comme de l'autre; d'ailleurs Christian n'était nullement disposé à renoncer à la première dignité ecclésiastique de l'Allemagne. Mais le pieux Kunrad, considérant les embarras dans lesquels se trouvait le pape en face de cet homme, se retira de lui-même, quoiqu'avec une douleur amère, pour ne pas détruire la paix à peine rétablie entre l'Église et l'Empire. Alors le pape et l'empereur convinrent que Christian conserverait le siége de Mayence, et que Kunrad obtiendrait celui de Salzbourg. Alexandre sacrifia l'archevêque Adelbert, fils du roi de Bohême, qu'il avait essayé si longtemps de maintenir, et Friedrich laissa tomber l'archevêque Heinrich, qu'à la diète de Ratisbonne, avant son départ pour l'Italie, il avait appelé au siége de Salzbourg à la place d'Adelbert.

Après cet accommodement, les princes et les députés quittèrent peu à peu Venise, et retournèrent dans leur pays. Le pape se transporta sur une galère dans le lieu d'où il était venu, pour regagner plus tard Anagni. Partout régnait la joie la plus vive sur le rétablissement de la paix; partout éclatait le respect pour le saint-père, auquel étaient dus de si grands bienfaits. La douleur des Romains était d'autant plus profonde que le pape triomphant ne prit pas sa résidence dans leur ville. Ils commencèrent à calculer ce qu'ils avaient perdu, et ce qu'ils pourraient perdre encore si le saint-père restait éloigné de Rome. En conséquence ils députèrent sept de leurs principaux citoyens au pape, avec des lettres du clergé, du sénat et du peuple, pour l'inviter à revenir. Cette démarche fut extrêmement agréable au pape; mais, dans la situation présente, il crut devoir faire des conditions, afin d'empêcher le renouvellement des offenses antérieures. Sans doute il s'était aussi entendu sur ce point avec l'empereur. Il fit donc lui-même partir avec les députés de la ville une mission chargée de présenter deux demandes : d'abord, les sénateurs romains prêteraient désormais le serment de service et de fidélité au pape leur seigneur; en second lieu, les Romains remettraient entre les mains et au pouvoir du pape l'église de Saint-Pierre et toutes les régales dont ils s'étaient emparés. Non-seulement ces conditions furent à l'instant acceptées, mais les sénateurs, accompagnés d'autres bons-hommes (7), se rendirent à Anagni pour les jurer devant le saint-père et l'assurer de la paix et de la tranquillité la plus complète. Ensuite Alexandre se mit en route pour Rome, et, le 12 du mois de mars 1178, il entra comme en triomphe dans la ville éternelle, et prit sa résidence dans le palais de Latran. Jusqu'à ce moment l'anti-pape Calixte III s'était cramponné à sa dignité; espérant une nouvelle direction des choses, il n'avait tenu aucun compte de la sommation de l'empereur pour qu'il eût à se soumettre sans délai au pape légitime Alexandre, ni des mesures militaires que l'archevêque Christian avait prises contre lui; mais maintenant il perdit de plus en plus le courage et l'espérance. Enfin il parut le 29 août, accompagné de quelques-uns de ses prêtres, à Tuscolo, où s'était rendu Alexandre, pour la fête de la Décollation de saint Jean-Baptiste. Il s'approcha humblement du saint-père, avoua ses fautes qu'il avait commises sous l'autorité de l'empereur contre Dieu, la sainte Eglise et le pape, implora son pardon, et se soumit à la volonté apostolique. Alexandre, cédant spontanément à un noble mouvement, ou engagé par une promesse faite à l'empereur, ne le repoussa point, ne lui adressa aucun reproche, ne prononça aucune parole de blâme contre lui, mais recueillit le pécheur repentant comme un fils bien-aimé dans le giron de l'Eglise, et lui promit d'effacer le mal en considération du bien.

L'empereur ajourna son retour en Allemagne. Sans doute il était retenu par des affaires; il est présumable aussi qu'après de tels événements il n'aspirait guère à revoir sa patrie; qu'il désirait laisser retentir les premiers éclats de joie sur le rétablissement de la paix avec l'Eglise, s'effacer et tomber dans une espèce d'oubli la première impression produite par son humiliation sur les esprits des hommes. Cependant ces conjectures pourraient à peine expliquer le retard du retour de l'empereur, si l'on considère les événements qui s'étaient passés en Allemagne durant son séjour en Italie et en Bourgogne; l'on ne peut se défendre de penser que Friedrich avec les évêques allemands, et non pas à l'insu du pape, avait tramé à Venise des complots que ces prélats

devaient mettre à exécution après leur arrivée dans leur patrie, et qu'il jugea nécessaire d'en attendre le développement. Nous n'avons que très-peu de renseignements sur sa vie et ses actes dans l'année qu'il passa encore hors des frontières de son pays. Au mois de septembre, il quitta Venise; il traita encore quelques questions avec des envoyés pontificaux relativement à certaines possessions en litige qui appartenaient au siége de Ravenne. Il se rendit ensuite dans les domaines de la marquise Mathilde, dont les revenus lui étaient restés, sans doute pour faire des enquêtes et des règlements. Il vint jusqu'à Spoleto. Le 30 de janvier 1178, il se trouvait à Pise. Ensuite il gagna Gênes, où il rencontra son épouse et son fils, le jeune roi Heinrich. Il paraît qu'il resta dans cette ville et dans la contrée jusqu'au printemps. La fidèle Pavia reçut encore une fois l'honneur de sa visite. On assure que sur sa demande le duc Bertold de Zæringen était venu en Italie avec des forces considérables pour escorter l'empereur et la famille impériale au delà des Alpes; mais où l'empereur fut-il joint par le duc? on ne sait. Il se trouvait encore à Turin le 18 de juin; il suivit probablement le même chemin par lequel il était venu, et descendit en Bourgogne par Susa et le mont Cénis. A Arles, ancienne capitale du royaume de Bourgogne, dont cet État avait jadis porté le nom, il se fit couronner le 30 juillet; le 15 d'août, il tint encore une diète à Besançon; ensuite il se mit en route pour l'Allemagne. En septembre, il descendit sur le Rhin et vers Speier. Il avait été quatre années éloigné de son pays.

CHAPITRE V.

SITUATION DE HEINRICH LE LION RELATIVEMENT A L'EMPEREUR. — INTRIGUES SECRÈTES ET ATTAQUES OUVERTES CONTRE LE DUC. — TROIS APPELS DE CE PRINCE DEVANT UNE DIÈTE.

De l'an 1178 à l'an 1180.

Celui qui, durant le tableau des infortunes et des affronts de l'empereur Friedrich en Italie, a pu songer à sa patrie et se rappeler l'état des choses dans le Teutschland; à celui-là, à travers les scènes de Legnano, Pavia, Anagni et Venise, est apparue encore la sombre figure de Heinrich le Lion dans le lointain; et cette vue a dû lui donner quelques préoccupations; car, si ce grand prince fut amené par l'effet de ces événements à une situation tout autre, si ses affaires prirent une direction entièrement nouvelle, cela doit s'expliquer par l'exposé des rapports qui s'étaient formés depuis une longue suite d'années entre lui et l'empereur.

L'examen de ces rapports reporte la pensée sur Tassilo, dernier roi ou duc héréditaire de Bavière, de la souche antiquè des Agilofinges. Karl le Grand, le héros victorieux, le créateur de l'État des Francs et de l'empire, le fondateur des villes, qui exerça son intelligente influence dans toutes les voies de l'activité humaine, ne peut être comparé avec Friedrich Barberousse; ces deux princes ne pouvaient se ressembler que par l'emportement de leurs passions dans la colère et la haine. Pour la pureté des mœurs Friedrich l'emporte sur Karl le Grand, mais à tous autres égards il lui est inférieur. Mais Heinrich le Lion avait bien des points de ressemblance avec le duc Tassilo dans la conduite, et peut-être aussi dans le caractère; il s'abusait aussi peu sur les dispositions hostiles de l'empereur envers lui que Tassilo s'était fait illusion sur les sentiments de Karl. Il savait aussi bien que celui-ci l'avait senti qu'il avait donné à l'empereur des motifs de défiance contre lui; mais il ne pouvait se résoudre à se ranger librement et décidément du côté de l'empereur, afin de le contraindre, par les services et le dévoûment, à une bienveillance légitime, et n'osait pas non plus l'affronter avec toutes ses forces, essayer de lui faire obstacle, de le renverser, de le détruire. Le ressentiment que les destinées de son enfance avaient pu provoquer dans son cœur contre la maison des Waiblingen, il l'avait bien, sinon étouffé, du moins contenu fortement pour quelque temps dans sa jeunesse, quand Friedrich, parvenu au trône, lui avait montré une apparente disposition à la justice, et l'avait aidé à rentrer dans la plus grande partie de l'héritage paternel qu'on lui avait soustrait dans sa minorité. Mais, dès la première campagne d'Italie faite avec Friedrich, ses yeux durent s'ouvrir sur les vues et les projets de l'empereur; et plus Friedrich s'avançait dans la voie où nous avons essayé de le suivre, plus Heinrich dut se confirmer dans l'opinion que le

monarque n'avait point pour objet de ses préoccupations, de ses efforts, la patrie, l'État, le peuple teutsch et la religion chrétienne; mais qu'il poursuivait seulement une domination absolue, sa propre grandeur et celle de sa maison. En changeant ses idées sur les plans de Friedrich, il paraît qu'il les modifia aussi sur l'amitié et la justice de l'empereur envers lui-même; alors le vieux ressentiment se ranima dans son âme, et trouva amplement à se nourrir, comme on l'a déjà fréquemment remarqué. Heinrich paraît l'avoir entretenu de telle sorte, qu'avec le progrès des années son sein était comme gonflé par des orages tout prêts à éclater, s'ils n'avaient été calmés de temps en temps par ses acquisitions dans les pays slaves, par l'amour de sa noble épouse Mathilde, par les influences religieuses de son pèlerinage en Terre-Sainte, par la vue des églises qu'il avait ornées, des fondations qu'il avait faites, du commerce libre des villes qu'il avait appelé à la vie.

Mais Heinrich le Lion est incompréhensible dans ses rancunes. Étant convaincu de la haine de Friedrich contre lui, il aurait dû employer tous ses efforts pour en prévenir les effets, qui devaient enfin se faire sentir; et il ne tenta rien dans ce but. Il ne se montra au monde ni froid, ni ardent, ni indifférent; il se maintint à l'égard de l'empereur dans l'attitude équivoque que celui-ci observait envers lui : de la sorte il irrita ses amis, sans inspirer aucune confiance aux ennemis de Friedrich. On peut à peine se défendre de penser qu'il tint longtemps dans sa main le sort de Friedrich, peut-être même de la maison des Hohenstaufen, et qu'il dépendit de lui de donner à tout l'empire germanique une nouvelle, une plus noble forme. Lorsque Friedrich, pressé par la nécessité, frappé par des affronts multipliés, espérait l'honneur des armes allemandes et la dignité de la couronne de Germanie en Italie, et cherchait à poursuivre avec une passion furieuse une lutte si funeste et si vaine contre l'Église, à la désolation de toutes les âmes pieuses et honnêtes; si, dans ce moment, Heinrich se fût résolu à entrer ouvertement dans la lice avec ses forces pour le pape Alexandre et l'Église; qu'il eût songé en même temps au salut des âmes, et aux objets les plus sacrés dans la vie, à la patrie, à la liberté, à l'honneur du peuple allemand, aux générations futures, on peut à peine douter qu'il eût entraîné toute l'Allemagne de son côté, et que le sort de Friedrich en Italie eût été décidé plus tôt et tout autrement. Et si alors il eût exercé la justice envers tous, envers les prêtres et les laïques; s'il avait appelé à la prospérité les villes à la fois, comme sa chère Lubeck, qui eût été capable de lui arracher ce qu'il aurait saisi, placé sous l'abri de l'Église, et appuyé sur les villes? Mais Heinrich ne fit rien dans une telle tendance; il attendit en spectateur paisible le déroulement des choses. Son cœur était attaché au légitime pontife et à l'Église romaine; mais il reconnaissait ouvertement les noms des anti-papes impériaux; il prêta même son bras à l'empereur pour chasser de leurs siéges de légitimes évêques que l'empereur désirait voir renverser, et pour mettre à leur place d'autres hommes maudits par l'Église. Il assuma donc sur lui une part de l'anathème que l'Église avait prononcé contre Friedrich. Il ne voulait pas tirer l'épée contre les Lombards, mais il ne fit non plus aucun effort pour arrêter l'empereur dans la guerre absurde et cruelle qu'il leur faisait; il n'accorda pas la moindre assistance aux ennemis de son ennemi dans leur plus profonde détresse. Il ne sut donc gagner aucun ami pour le moment du danger, ni dans l'intérieur de l'Allemagne, ni au dehors; il ne paraît pas même avoir essayé la plus faible tentative en ce sens. Il se maintint à l'égard du roi Waldemar de Danemark, avec lequel il avait combattu les Slaves, dans un tel éloignement, qu'il semblait n'avoir plus le choix entre la guerre et la paix, et que Waldemar, se rappelant le passé dans un temps postérieur, ne perdit jamais son ancienne défiance contre lui. L'ancienne inimitié contre son voisin le markgraf Adelbert l'Ours, qui avait convoité son duché de Saxe, ne s'était pas éteinte par la mort d'Adelbert; elle vivait toujours en lui et le fils du markgraf, sans que l'on puisse dire par la faute duquel des deux. Il était en mauvais rapports avec beaucoup d'autres princes qui l'entouraient. Ces rapports en eux-mêmes n'auraient pas une grande importance, parce que, dans cet ordre ou ce désordre des choses, un seigneur puissant avait coutume de les rechercher d'une telle nature, et les évitait difficilement; mais à lui, comme au plus fort, les avantages étaient restés le plus souvent, et

personne n'avait oublié ni pardonné. C'étaient les princes ecclésiastiques que Heinrich avait le moins épargnés. Engagé jadis, contre sa volonté, en des débats avec plusieurs d'entre eux, plus tard il s'était d'autant moins abstenu de ces luttes, que, durant le long schisme de l'Église, la conduite incertaine, équivoque, les vues purement terrestres de la plupart, devaient lui paraître révoltantes.

La confiance de Heinrich dans son droit héréditaire sur les deux duchés de Bavière et de Saxe était-elle assez forte pour lui faire croire qu'il serait impossible de lui arracher, maintenant qu'il était homme d'expérience et guerrier redouté, ce patrimoine qu'on n'avait pas enlevé à lui enfant ou jeune homme? Mais lui-même n'avait pas toujours respecté le droit. Il savait sans doute aussi bien que personne qu'en fait de pouvoir, rarement on reconnaît un autre droit que celui de l'épée; il savait aussi que sa situation en Saxe était très-différente de celle où l'avaient placé, quand il était enfant, la mort prématurée de son père et les grandes alliances de sa mère; il n'ignorait pas davantage que dans la génération nouvelle, par ses propres conquêtes sur les Slaves, par la formation du duché d'Autriche, de nouveaux points de vue s'étaient ouverts. Tenait-il son pouvoir pour si fermement établi, qu'il se crût inattaquable? Mais il avait appris sans doute qu'il y a diverses sortes d'armes, et qu'il n'était pas maître dans toutes. Il serait difficile d'admettre qu'il pût embrasser l'espérance que ceux qui avaient bravé les anathèmes de l'Église, et défié les portes de l'enfer, seraient assez lâches pour trembler devant la vengeance du Lion. Peut-être regarda-t-il comme une impossibilité morale une réconciliation entre l'empereur et le pape, parce que le premier, lié par son honneur et par ses serments, qui avait attiré, attaché à sa cause des milliers d'hommes, était obligé, à la face du monde entier, à ne jamais reconnaître le pape Alexandre, et parce que celui-ci ne pourrait jamais avoir confiance en Friedrich. Il crut pouvoir attendre paisiblement le déroulement des événements, comptant sur l'immensité des dangers qui environnaient l'empereur. Mais pouvait-il ignorer que la force des choses dompte tout, que les défis les plus téméraires s'appuient toujours sur l'espérance, que l'orgueil le plus furieux se courbe sous l'infortune constante, et que l'Église ne repousse aucun pécheur repentant, encore moins un empereur? Redouta-t-il une lutte ouverte contre un roi de la maison des Hohenstaufen? avait-il devant les yeux le destin de son père? Ou bien la constitution de Heinrich admettait-elle à côté d'un courage héroïque une certaine indolence qui avait besoin d'une forte excitation, de sorte qu'il n'avait qu'au moment du danger la conscience entière de sa force, et qu'alors seulement il savait résoudre et agir? Peut-être enfin s'imagina-t-il qu'il n'avait donné à l'empereur aucun motif de mécontentement; qu'il avait plutôt agi en fidèle prince de l'empire; que les rapports entre lui et Friedrich étaient encore sur l'ancien pied au moins d'amitié; et même que Friedrich devait lui savoir gré de ce que, durant l'absence du monarque, il avait par son attitude maintenu la paix dans l'empire, et lui avait ainsi donné la possibilité, après de si effroyables désastres, de rentrer en Allemagne, et d'y reprendre possession du trône qu'il avait si complétement négligé?

De quelque façon que les choses se soient passées, et quelque diversité que le manque de relations claires et intelligibles puisse apporter dans les jugements, il est certain que Heinrich le Lion resta fidèle à son ancien système, lorsque lui fut connue la défaite de l'empereur à Legnano, quand il apprit les négociations de ce prince avec le pape à Anagni, et même la paix de Venise. On trouve, à la vérité, comme observation, que durant l'absence de Friedrich il trama une conspiration contre lui avec les comtes de Zollern, Veringen et quelques autres; mais on ne peut s'y arrêter, car une conjuration avec ces seigneurs ne pouvait mener à aucun résultat. Au contraire, il est hors de doute que dans l'automne de l'année 1177, après la paix de Venise, Heinrich entreprit encore une campagne dans le pays slave. Cette expédition avait été déterminée par de nouvelles pirateries que les Slaves, fidèles à leurs anciennes pratiques, avaient exercées contre les Danois, et pour lesquelles Waldemar avait réclamé satisfaction. Une entreprise en commun pour le châtiment des coupables fut donc concertée. Pendant que Waldemar paraissait sur la côte de Poméranie avec une flotte, Heinrich s'avança par terre avec une armée. Il vint jusqu'à Demmin, et commença le siége de

cette place, dans laquelle les Slaves essayèrent de se défendre. Mais, pendant les opérations, il reçut la nouvelle d'un événement qui lui apparut enfin comme l'avant-coureur d'une tempête; du moins elle était bien propre à l'ébranler et à le mettre sur ses gardes.

Dix-sept ans auparavant, l'évêque Udalrich ou Ulrich d'Halberstadt, à cause de son attachement inébranlable au pape Alexandre, avait été déclaré déposé par l'anti-pape impérial Victor, et le duc Heinrich lui-même, sur l'invitation de l'empereur, avait élevé un autre évêque, appelé Gero, sur le siége d'Halberstadt. Maintenant Ulrich reparut dans cette ville avec des provisions du pape Alexandre et de l'empereur, d'après lesquelles Gero devait lui restituer l'ancien siége et s'éloigner. Cette apparition fournit déjà la plus forte preuve que le pape Alexandre avait aussi été gagné contre Heinrich le Lion, ou au moins avait promis de ne pas s'intéresser à sa cause. Friedrich s'étant efforcé de maintenir sur leurs siéges ceux qui s'y étaient élevés durant le schisme, l'on ne peut guère douter qu'il n'ait voulu renverser l'évêque Gero, seulement parce qu'il se proposait de faire usage de l'évêque Ulrich contre Heinrich le Lion, et que le pape n'ait été gagné à cette occasion, ou qu'il n'ait gardé le silence ou n'ait agi comme s'il ne remarquait pas l'intention de l'empereur. Ulrich fut joyeusement accueilli par les vassaux de l'évêché et les bourgeois de la ville, parce que l'on considérait en lui le catholique sincère, et Gero, l'évêque schismatique, fut contraint de se retirer. A peine Ulrich fut-il assis sur le siége épiscopal, qu'il détruisit à l'instant tout ce que Gero avait établi, réglé, disposé : il déplaça les prêtres qui avaient été installés par Gero, ferma les églises qu'il avait consacrées, réclama sous peine d'excommunication les fiefs qu'il avait conférés. Parmi les seigneurs investis de fiefs de l'évêché se trouvait le duc Heinrich lui-même.

C'étaient là les événements dont Heinrich fut informé devant Demmin. Présuma-t-il aussitôt qu'Ulrich agissait d'après un vaste plan concerté avec l'empereur, ou bien ne vit-il dans la précipitation de ses actes que l'explosion de la colère d'un vieux prêtre passionné? il n'est guère possible de se fixer sur cette question. Mais, dans tous les cas, le duc regarda la chose comme très-grave (1), car il chercha aussitôt à s'accommoder avec les Slaves; et, comme il y parvint facilement, il repassa l'Elbe sans perdre un instant, et rentra dans Braunschweig. L'évêque avait déjà fait bien des pas dans la carrière où il s'était lancé. Les princes ecclésiastiques gardaient encore une attitude d'observation en Saxe; mais déjà plusieurs des seigneurs laïques avaient pris parti pour lui, particulièrement les anciens ennemis du duc dans la Saxe orientale, les markgrafs de Brandebourg, de Meissen et de Lausitz, avec leurs frères ou leurs parents; le landgrave de Thuringe lui-même n'y manqua pas. Soutenu par ces hommes puissants, il se mit à construire une nouvelle forteresse sur l'Hopelberg. Heinrich y courut avec des troupes, chassa tout ce qu'il trouva, et détruisit les ouvrages déjà construits. Mais à peine était-il parti, que les travaux furent repris, et les princes de la Saxe orientale les couvrirent avec leurs forces. Heinrich envoya de nouveau une armée; mais cette armée, qu'il ne conduisait pas lui-même, à ce qu'il paraît, fut repoussée. Beaucoup de guerriers furent pris; un grand nombre périt sans gloire dans un marais.

Tel fut le commencement des revers de Heinrich, insignifiants en eux-mêmes, mais d'une assez grande importance pour la situation où le duc se trouvait. Bientôt il fut frappé par d'autres coups du sort que nulle intelligence humaine n'aurait pu détourner. D'abord mourut son fidèle ami le belliqueux comte Heinrich d'Orlamunde, qu'après la mort d'un autre ami, le comte Adolphe II de Holstein, il avait nommé tuteur du jeune comte, également appelé Adolphe, et qui alors avait épousé Mathilde veuve du comte de Holstein (2). Le jeune comte Adolphe approchait de sa majorité, mais ne l'avait pas encore atteinte, et personne ne savait ce qu'il y avait en lui; sa mère Mathilde, qui se chargea de la tutelle, était une femme intelligente et pieuse; mais, pour le duc, elle ne pouvait remplacer son premier époux ni le second. Ensuite mourut l'évêque Evermod de Ratzebourg, qui, par son savoir, par la pureté de sa vie et les miracles d'un saint, avait acquis une grande autorité. Le nouvel évêque Isfrid, si exempt de blâme qu'il pût être, n'avait pas assurément la même valeur pour le duc. Mais bien plus funeste encore dans ses conséquences pour le duc fut la mort de l'archevêque Baudouin de Bremen, qui, jadis chapelain de Hein-

rich, n'avait été élevé à la dignité archiépiscopale que sur la demande de ce prince auprès de l'empereur, et qui maintenant n'échappa que par la mort à la déposition. Il paraît que Heinrich aurait voulu tirer parti du siége archiépiscopal à son profit d'une autre manière, mais il ne gagna qu'un nouvel ennemi bien puissant; à la place de Baudouin fut élu un ecclésiastique nommé Bertold, qui n'avait pas encore pris les grades nécessaires. Le duc Heinrich saisit cette circonstance; il fit présenter ses observations au pape Alexandre, et proposer à la place Siegfrid, fils du markgraf Adelbert l'Ours, que lui-même, ainsi qu'on l'a raconté plus haut, après la mort de l'archevêque Hartwig, avait repoussé du siége archiépiscopal. Le pape, sachant bien que ce sujet serait agréable à l'empereur, l'accepta volontiers, et Siegfrid d'Anhalt devint bientôt après archevêque de Bremen. Le duc s'était sans doute déclaré et employé pour ce prélat, parce que, trompé par la conduite amicale du frère de Siegfrid, le comte Bernard d'Anhalt, il avait conçu l'espoir de gagner toute cette maison au moyen de l'archevêque. Mais il s'abusa; Siegfrid, comme ses frères, portait dans son sein la vieille haine de son père contre Heinrich, et il ne pouvait lui pardonner de l'avoir exclu lui-même, dix années auparavant, de l'archevêché. A peine se vit-il assis sur le siége de Bremen, qu'il se montra, comme ses frères, ennemi ardent de Heinrich le Lion.

Tandis que les conséquences des morts dont on vient de parler, qui firent sans doute une profonde impression sur l'âme de Heinrich, étaient encore incertaines, un nouvel ennemi redoutable du duc parut sur la scène les armes à la main : c'était l'archevêque Philippe de Cologne, qui avait mené la dernière armée allemande à l'empereur en Italie, soutenu avec lui le désastre de Legnano, et s'était toujours tenu en fidèle compagnon à ses côtés jusqu'après la paix de Venise. Nul doute que ce prince de l'Église n'agît suivant les instructions de l'empereur, ou au moins d'intelligence avec lui. Toutefois lui-même prétendit ne vouloir que combattre pour sa propre cause, et venger les injures qu'il avait subies de la part du duc; car il paraîtrait que Heinrich aurait déclaré que la rive droite du Rhin, près de Deutz, en face de Cologne, appartenait à la Saxe, et Philippe craignait que les droits importants levés sur le Rhin ne fussent affectés. En outre, Heinrich lui avait retenu les héritages de son neveu le comte Otto d'Asle et du comte Christian d'Oldenbourg. Sous ces prétextes, avec une faible cavalerie, mais une nombreuse infanterie dont il avait appris à connaître la valeur à Legnano, il pénétra en Westphalie et poussa jusqu'au Weser (3). Il porta la ruine et la destruction sur les possessions du duc : les villes et les villages furent réduits en cendres; il ne s'abstint pas même du pillage des églises. Le duc paraît ne lui avoir opposé aucune résistance; il sentait le sol trembler sous ses pieds, et, l'œil fixé sur Halberstadt et sur les princes qui avaient pris en main la cause d'Ulrich, il ne voulait pas abandonner le siége de sa puissance, Braunschweig, Lunebourg et le pays slave. Toutefois l'archevêque Wichmann de Magdebourg et l'évêque Éberhard de Mersebourg se rendirent auprès de l'archevêque Philippe sur le Weser, et le déterminèrent à la retraite. On ne sait ce qui poussa ces seigneurs ecclésiastiques à leurs démarches conciliatrices. Wichmann, parent de la maison d'Anhalt, s'était tenu auprès de l'empereur en Italie, et n'était revenu qu'après les traités de Venise. Il n'est donc guère vraisemblable qu'il n'ait pas été initié aux desseins de l'empereur et à ses combinaisons avec l'archevêque Philippe et d'autres. La conduite passionnée de Philippe, ce mélange coupable des intérêts sacrés et profanes, lui parurent-ils odieux ou dangereux; craignit-il que le passage du belliqueux prélat au-delà du Weser ne ruinât toutes choses, ou bien frémit-il de voir poursuivre une lutte commencée d'une manière inhumaine? c'est ce que l'on ne peut décider. Quoi qu'il en soit, il atteignit son but le plus prochain, qui était de déterminer l'archevêque de Cologne à la retraite.

Vers le même temps, l'empereur se trouvait sur le Rhin. Aussitôt le duc Heinrich se rendit auprès de lui à Spire, pour lui présenter ses hommages comme à son empereur et à son suzerain, en même temps pour lui porter des plaintes contre ses ennemis, et surtout à cause des dévastations exercées dans ses États par l'archevêque de Cologne. Il obéissait aux convenances en présentant ses hommages à Friedrich; en réclamant satisfaction auprès de lui pour les injures qu'il avait subies, il se conformait à sa situation, et paraissait ainsi devoir maintenir le droit de son côté. Dans sa préoc-

cupation, il put bien aussi chercher à conserver les apparences comme si rien n'avait été changé entre l'empereur et lui. Comment fut-il reçu? Sans doute avec froideur, et probablement avec une politesse cérémonieuse. La marche ultérieure des choses nous fait présumer que ses plaintes donnèrent lieu à des explications animées, peu amicales entre lui et l'empereur; cela paraît même résulter des rares indications qui nous ont été transmises sur cette entrevue. L'empereur n'adopta point les griefs de Heinrich; il convoqua une diète à Worms, où il devait être entendu avec son adversaire l'archevêque Philippe, qui se trouvait également à Spire. C'était montrer peu de bienveillance, car il eût été facile à l'empereur d'accommoder l'affaire sans procédure politique, de réprimander l'archevêque pour ses actes de violence, et de le déterminer à une satisfaction quelconque. Néanmoins cette conduite ne mérite pas trop le blâme, l'empereur était dans son droit; mais il alla plus loin, il somma le duc Heinrich de se présenter comme accusé devant la même diète pour répondre aux accusations d'autres princes contre lui. Cette sommation dut surprendre le duc et l'irriter : elle dut, non pas lui donner la preuve manifeste que l'empereur le haïssait, car il n'avait plus besoin de preuve sur ce point, mais lui démontrer que l'empereur était d'accord avec d'autres princes de l'empire pour l'humilier, peut-être même l'anéantir. L'empereur était à peine arrivé d'Italie. Où donc, quand, comment, par qui des plaintes avaient-elles pu être portées contre le duc Heinrich? Avant le départ de l'empereur pour les pays étrangers? dans ces pays mêmes? Ou bien cette sommation n'était-elle qu'une invitation aux princes allemands de se présenter avec des griefs contre l'homme odieux qui depuis longtemps, objet de rivalité et d'envie, avait joui d'un pouvoir toujours croissant, et maintenant, en raison de l'âge avancé de Friedrich, semblait menacer tous les princes allemands? Mais, dans le premier cas, pourquoi Friedrich n'avait-il pas fait aussitôt justice? dans le second, comment l'empereur, éloigné de l'empire depuis quatre années, pouvait-il accueillir de tels griefs avant de se voir dans l'empire? Si l'on admettait la troisième supposition, qui oserait déclarer que de tels desseins n'annonceraient pas de lâches artifices plutôt qu'ils ne porteraient l'empreinte d'une pensée élevée, véritablement royale?

Il se peut que Heinrich le Lion, dans le sentiment de sa supériorité, se soit permis à l'égard de petits princes ecclésiastiques et séculiers certains actes qui les aient blessés; qu'il leur ait enlevé par la menace et une sorte de contrainte ce qu'ils ne se souciaient pas de lui abandonner: mais il n'avait rien fait là de bien étrange; de tels procédés se fondaient sur le système féodal, qui de sa nature était envahisseur, oppressif, violent, et ne connaissait pas l'équité. Heinrich, comme on l'a déjà remarqué, montra dans sa prospérité une modération que jamais prince peut-être n'observa ni avant ni après lui. La responsabilité de ses fautes retombait en grande partie sur l'empereur, qui lui avait tout laissé faire, qui l'avait excité contre l'un, sommé d'agir contre l'autre, et qui en général avait négligé les intérêts de l'empire. Le plus grand crime de Heinrich c'était sa puissance, l'orgueil qu'elle lui inspirait, la rigueur avec laquelle il exerçait son droit ducal dans ses États, comme chef suprême de l'armée, contre markgrafs, comtes, et tous sujets, pour maintenir l'ordre et prévenir les guerres privées; l'énergie avec laquelle il repoussait les prétentions des ecclésiastiques, leur enlevait les affaires temporelles qui n'étaient pas de leur ressort, et enfin sa persistance à se tenir éloigné de toute participation aux malheureuses campagnes d'Italie. Il est vrai qu'au roi des Allemands appartenait le droit d'appeler devant une diète les princes de l'empire coupables de méfaits envers leurs collègues, l'État ou d'autres membres de l'association; de les faire juger par la diète, de mettre le jugement à exécution, de déclarer les réfractaires au ban de l'empire, et de les combattre comme ennemis publics. Mais les rois qui devaient leur couronne aux princes électeurs n'avaient guère fait usage de ce droit que contre de petits princes, avec répugnance, beaucoup de réserve, et seulement quand les moyens de conciliation ne réussissaient pas, quand les sommations restaient vaines, après avoir épuisé les avertissements, lorsque la paix publique continuait à être violée par le coupable. Les procédés de Friedrich envers Heinrich étaient inouïs : car le duc n'avait pas rompu la paix; c'était à lui, au contraire, à lui seul que l'empire devait la tranquillité depuis quatre années. Probablement Heinrich considéra la

sommation de comparaître devant une diète comme la preuve qu'il allait être anéanti ; que sa ruine avait été concertée entre l'empereur et les princes qui l'avaient suivi en Italie ; qu'il ne s'agissait pas d'examiner son affaire, mais de l'outrager ; que l'empereur, épuisé par ses folles entreprises, n'osant pas l'attaquer ouvertement, cherchait à gagner du temps, pour traquer le lion, le resserrer de plus en plus, jusqu'à ce que, harcelé, fatigué, il tombât à terre sous le filet que le chasseur jetterait sur lui. Il est donc à présumer qu'il laissa échapper des paroles blessantes contre l'empereur, et que Friedrich y répondit par des insultes. Quoi qu'il en soit, Heinrich quitta la cour de l'empereur plein d'indignation, et avec la ferme résolution de ne paraître ni à Worms, ni à une autre diète qui pourrait lui être assignée, au milieu de telles circonstances.

La diète de Worms eut lieu le 13 janvier de l'année suivante, 1179. Le duc Heinrich ne s'y rendit pas. Ses ennemis, au contraire, y étaient présents en grand nombre : les archevêques de Cologne, Trèves, Magdebourg, Bremen, et les frères d'Anhalt. L'évêque d'Halberstadt n'y manqua pas non plus, ni le vieux duc Welf, oncle de Heinrich, trop satisfait de la générosité de Friedrich pour ne pas étouffer tout sentiment favorable à son neveu. Les passions étaient donc sans frein, et pouvaient se satisfaire en toute liberté contre un prince absent. L'empereur lui-même put laisser tomber d'amères paroles sur le duc, qui, en s'abstenant de comparaître, faisait acte de mépris envers la majesté impériale et envers l'empire ; à ces paroles s'attacha facilement un sens plus général, et l'on put les ramener à des événements antérieurs. Plus l'empereur paraissait offensé, moins les princes présents durent réprimer leurs sentiments malveillants ; et leur irritation se montra sans doute d'autant plus violente que dans plusieurs était allumé le désir de prendre part au butin que l'on se proposait d'arracher au duc. Enfin une nouvelle assignation fut donnée au duc à Magdebourg pour la fête de St-Jean-Baptiste, de sorte que l'on avait du temps pour d'autres conférences et d'autres manœuvres. Mais, dès lors, l'histoire tombe dans une grande confusion ; le fil des événements ne peut se dérouler au milieu des relations embrouillées et contradictoires ; on ne peut même préciser le nombre des diètes disposées par l'empereur, parce qu'il put y avoir plusieurs réunions auxquelles ne vinrent que les princes voisins, et parce que chaque écrivain ne cite que les diètes qui lui sont connues, et paraît avoir supposé que Heinrich y fut invité. Mais de tout ce qui se fit par l'empereur et ses adhérents on voit sortir le même esprit qui avait éclaté à Speier et à Worms.

Cependant il paraît que le duc Heinrich fit des préparatifs pour une vigoureuse résistance, et qu'il chercha à gagner des amis et des auxiliaires. Afin de détourner les princes de la Saxe orientale, qui menaçaient de plus près ses domaines patrimoniaux, et de leur montrer qu'ils auraient encore à craindre d'autres ennemis, il invita les Slaves, qui jouissaient encore de quelque liberté, les Poméraniens et les Luitiziens (4), à faire une irruption dans les États de ces princes. Les barbares n'y manquèrent pas. Les possessions de l'archevêque de Magdebourg sur la rive droite de l'Elbe souffrirent beaucoup des ravages des Slaves ; le pays du markgraf Thiedrich de Landsberg, la Lusace, fut dévasté au loin, et la population obligée de s'enfuir. De l'autre côté, l'évêque Ulrich d'Halberstadt, dans lequel l'âge avait poussé l'irritation jusqu'à la fureur, lança l'excommunication contre le duc Heinrich, et, afin d'exciter l'attention et les ressentiments de toutes les classes, il interdit en même temps tous les actes du culte, toutes les pratiques religieuses dans son diocèse. Cet anathème et ces interdictions ne manquèrent pas leur effet. Dans ce temps probablement Heinrich eut avec le roi Waldemar, sur la rive danoise de l'Eider, une conférence, à laquelle jusqu'alors il s'était toujours refusé. Il voulait tenter d'amener le roi de Danemark à prendre part à la guerre contre l'empereur, qui dès lors était inévitable. Waldemar promit bien d'observer les apparences de l'alliance ; mais il refusa toute assistance active, parce qu'il n'y avait pour lui aucune obligation de défendre le duc, et parce qu'une lutte soutenue à la fois contre l'empereur et le clergé ne lui promettait ni gloire ni profit. En même temps il fit observer toute la gravité d'hostilités contre les prêtres. Frappé peut-être de ces avertissements, Heinrich revint dans ses États, et vit alors l'effet de l'excommunication et de l'interdiction de tous les actes religieux dans le diocèse d'Halberstadt. Il pouvait redouter de semblables mesures de

la part d'autres évêques. Il se rendit donc en pêcheur repentant à Halberstadt, se jeta aux pieds de l'évêque, et accorda ce que celui-ci avait demandé (5). Aussi faible qu'emporté, Ulrich leva l'excommunication et l'interdit; mais il ne devint pas pour cela ami du duc; à la première occasion, il se rangea de nouveau parmi les plus ardents de ses ennemis.

Cependant approchait la nouvelle diète à laquelle le duc avait été assigné. Heinrich ne parut point à Magdebourg; ses ennemis, au contraire, étaient présents, et peut-être en plus grand nombre. Les scènes de Worms furent reproduites, même avec plus de passion. Le markgraf Thiedrich de Landsberg, irrité de la dévastation de la Lusace par les Slaves, accusa le duc de diverses trahisons envers l'empire, et offrit de soutenir cette accusation par le jugement de Dieu, un duel, quoique chacun pût se dire que cette offre n'était pas réelle.

Heinrich méprisa un tel défi. Mais il fut assigné à une troisième diète, qui probablement dut être tenue au mois d'août à Goslar, mais qui en réalité eut lieu dans un endroit appelé le *Koyne*. Heinrich n'y parut pas encore, et n'envoya même pas de députés pour se défendre. Il fallait donc qu'il se fit quelque chose. L'empereur se leva dans l'assemblée : « Que demande la justice à l'égard de Heinrich, qui, assigné trois fois légalement, a récusé le tribunal et s'est refusé à paraître devant lui? » La réponse fut : « Il doit être dépouillé de ses honneurs, frappé de la condamnation publique, déclaré déchu de son duché et de tous ses fiefs. » Malgré l'unanimité des voix, les opinions se partagèrent sur la manière de faire valoir la sentence. Quelques votants se sentirent arrêtés par la générosité, la plupart par la prudence. Personne ne demandait un changement, mais seulement un ajournement. A cette époque on ne pouvait encore être sûr du résultat; Heinrich avait concentré toutes ses forces et se tenait en observation. Le nombre des ennemis du duc était grand, mais on se proposait de l'augmenter encore. D'ailleurs tous n'étaient pas armés, leurs forces étaient dispersées, et l'on ne pouvait songer encore à une entreprise bien concertée; une attaque contre le duc en rase campagne était toujours fort hasardeuse. Et pourquoi se hâter? qu'avait-on à perdre en ajournant? Il fallait que chacun, avant d'agir, sût bien quelle récompense il obtiendrait pour ses actions, et sur cela l'on ne s'était point entendu avec l'empereur, ou les uns avec les autres. Maintenant il paraîtrait que le duc Heinrich aurait dit, sans que l'on sache quand, où et à qui, qu'il était Souabe de naissance, et qu'un jugement ne pouvait être rendu contre lui que dans le pays de sa naissance. Cette déclaration, vraie ou fausse, devint un objet de discussion; on soutint que la réclamation de Heinrich était nulle. L'un des princes aurait même offert de soutenir, par un combat contre tout venant, qu'à l'empereur appartenait le droit de citer tout prince de l'empire, dans un lieu quelconque de l'empire, devant un tribunal de princes; et personne ne se leva pour combattre cette assertion. Mais la plupart des assistants paraissent avoir saisi le prétexte de la prétendue réclamation du duc, pour prier l'empereur de le citer encore une fois, et comme jusqu'alors, outre les princes saxons, très-peu de membres de la diète y assistaient, de transférer l'assemblée dans quelque autre partie de l'empire où Heinrich avait des possessions. Quoi qu'il en soit, il est certain que rien ne fut résolu, et que Friedrich se réserva une quatrième sommation au duc. Il est certain aussi que, bientôt après cette diète, Friedrich quitta la Saxe et se transporta dans l'Allemagne méridionale, où peut-être il fallait encourager les provocations faites contre le duc. Il resta dans ces contrées jusqu'à la fin de l'année, célébra les fêtes de Noël à Ulm, et tint une diète dans cette ville. Il n'est pas invraisemblable que Heinrich y fût encore cité.

A peine Friedrich avait quitté la Saxe, que certains princes, particulièrement des ecclésiastiques, se livrèrent à des hostilités contre l'odieux duc. L'évêque Ulrich d'Halberstadt porta les premiers coups. Le vieillard avait peut-être subi de vifs reproches sur sa promptitude et sa facilité à lever l'excommunication lancée contre le duc Heinrich, et, dans les angoisses de son cœur, il crut peut-être devoir donner des preuves manifestes de ses dispositions et de son zèle pour la bonne cause (6). Par son ordre, des troupes, sortant d'Halberstadt et de la forteresse de Hornbourg, fondirent sur les possessions voisines du duc, y portant le fer et la flamme. Mais il eut bientôt sujet de se repentir de son impétuosité; dès le mois de septembre, Heinrich envoya contre les dévastateurs des troupes bien armées, avec ordre d'exercer de

dures représailles. Les guerriers épiscopaux s'enfuirent; les soldats de Heinrich les poursuivirent, et pénétrèrent, sans trouver pour ainsi dire de résistance, jusque dans la ville d'Halberstadt. L'évêque s'était réfugié avec beaucoup de ses guerriers dans la forteresse. La ville fut pillée, et fournit un immense butin. Les habitants, par prudence, avaient éteint tous les feux; un seul en avait conservé un peu en secret. L'un des vainqueurs trouva ce feu, et, par amusement ou par vengeance, il l'approcha d'une maison. Les flammes s'étendirent avec une grande rapidité, et en peu de temps la ville entière présenta le spectacle d'un immense incendie. La cathédrale de St-Etienne et l'église de Sainte-Marie-Mère-de-Dieu furent réduites en cendres, et beaucoup de prêtres, qui y avaient cherché un asile, y trouvèrent la mort. Le feu pénétra aussi dans la citadelle. L'évêque Ulrich, désespérant de l'efficacité des reliques de St Etienne, qu'il avait emportées, ne crut pouvoir sauver sa vie qu'en se livrant prisonnier avec les siens aux vainqueurs. Lorsqu'il fut conduit devant le duc à Braunschweig, à la vue de ce vieillard, Heinrich versa d'abondantes larmes, déplora hautement le malheur de l'évêque et d'Halberstadt, et protesta devant Dieu et devant les hommes qu'il n'avait ni ordonné ni souhaité les choses qui étaient arrivées. Il envoya Ulrich captif à Ertenbourg; mais il lui montra tout le respect possible, et Mathilde, son épouse, chercha, par les attentions les plus délicates et les soins les plus pieux, à consoler le vieillard de son infortune.

Huit jours après l'incendie d'Halberstadt, l'archevêque Wichmann de Magdebourg parut avec des troupes devant Haldesleben, et commença le siége de cette place ducale. Les princes séculiers de la Saxe orientale étaient avec lui; le landgraf Louis de Thuringe s'y trouvait aussi. L'archevêque Philippe de Cologne, qui n'avait peut-être en vue qu'une nouvelle irruption dévastatrice en Saxe, figurait parmi les assiégeants, pensant que son assistance pourrait être nécessaire. Il amena de fortes masses; et la sauvage infanterie qui le suivait, appelée troupes de Saxons, effaça le souvenir de l'invasion précédente en Saxe par des cruautés qui en firent un objet de terreur et d'exécration pour le pays. Cependant le duc Heinrich fut assiéger Hornbourg, dont la garnison était tombée sur ses possessions, cherchant à venger le désastre d'Halberstadt et de l'évêque Ulrich. Il paraît que lui-même se préparait à une attaque contre les assiégeants d'Haldesleben, et qu'il attendait une occasion favorable; car il savait bien qu'il pouvait compter sur le défenseur de la place, le vaillant comte Bernard de la Lippe. Et il ne se trompait pas; le comte tint ferme, et la ville d'Haldesleben ne fléchit pas davantage. Dans la quatrième semaine du siége, les princes ennemis se séparèrent; chacun regagna son pays. Des luttes qui paraissent avoir été provoquées surtout par l'indiscipline des bandes de l'archevêque de Cologne ou la vanité de leurs efforts, enfin l'approche du duc avec son armée, avaient rendu la levée du siége nécessaire. Leur retraite enleva peut-être au duc l'occasion d'un brillant fait d'armes; mais il exerça une dure vengeance. Il ruina les possessions de ses ennemis en rase campagne, et réduisit en cendres la ville de Calve, qui appartenait à l'archevêque de Magdebourg. Et pendant qu'il poursuivait cette œuvre de destruction, la forteresse de Hornbourg était aussi forcée par ses troupes, qui la livrèrent aux flammes. Enfin l'hiver amena forcément le repos.

Ensuite le duc Heinrich se rendit à Lunebourg. Là il célébra encore une fois paisiblement, avec son épouse et ses enfants, le jour de la naissance du Sauveur et l'ouverture de la nouvelle annee : toutefois il ne vit pas luire ce premier jour sans éprouver de tristes pressentiments. Après la fête, il manda de nouveau l'évêque Ulrich, et aussitôt il conclut la paix avec lui, lui rendit la liberté, et lui permit de se retirer avec une escorte d honneur. Ulrich partit; mais ses forces avaient été brisées par son activité surexcitée et ses revers dans ces dernières années. A Husenbourg, il lui fallut suspendre son voyage. Bientôt après il mourut.

CHAPITRE VI.

HEINRICH LE LION AU BAN DE L'EMPIRE. — PARTAGE DE SES DUCHÉS. — LUTTE OUVERTE ET ACHARNÉE CONTRE LE DUC. — RUINE ET BANNISSEMENT DU DUC.

De l'an 1181 à l'an 1182.

Un an après la diète de Worms, au com-

mencement du mois de janvier 1180 (1), l'empereur tint une nouvelle diète à Wurtzbourg. Là fut prononcée la sentence contre le duc, qui, sommé de comparaître, avait encore fait défaut. A peine est-il besoin d'énoncer les motifs. Heinrich fut déclaré coupable du crime de lèse-majesté, pour avoir opprimé la liberté de l'Église de Dieu et celle de la noblesse dans l'empire, en s'emparant de leurs possessions, amoindrissant leurs droits, et, cité trois fois à comparaître, sur les plaintes de beaucoup de princes et de membres de la noblesse, avoir refusé de se rendre à l'assignation, et, par ce refus et beaucoup d'autres actes, avoir montré son mépris de la majesté impériale. En conséquence il fut déclaré déchu non-seulement de ses deux duchés de Bavière et de Saxe, mais aussi de tous les fiefs qu'il avait obtenus immédiatement de l'empire, ou qu'il tenait de vassaux de l'empire, particulièrement d'évêques et d'autres ecclésiastiques. Il paraîtrait que la sentence ne s'étendit pas à ses propriétés personnelles; elle ne pouvait guère non plus s'y appliquer, attendu que les princes de l'empire n'ont droit de prononcer que sur les domaines et les dignités de l'empire. Mais la condamnation du duc en fit un ennemi public; chacun osa l'attaquer et lui enlever ce qu'il pouvait saisir. Le duc ne conserva de ce qu'il possédait que ce qu'il pouvait couvrir par les armes. C'est ce qui a conduit quelques écrivains, peut-être même presque tous, à remarquer que la sentence frappa aussi son héritage, comprit tout ce qu'il possédait, à quelque titre que ce fût.

Le jugement de Wurtzbourg paraît pourtant avoir été tenu secret; il semblerait même que l'on se proposa d'abuser le duc Heinrich sur l'issue de la diète, car on trouve l'observation que les princes qui revinrent de Wurtzbourg conclurent avec le duc un armistice qui devait durer jusqu'aux fêtes de Pâques. Il est à peine admissible que Heinrich ait pu traiter d'une trêve avec des princes qui l'avaient déclaré leur ennemi et celui de l'empire, et déchu de toutes ses dignités et de ses honneurs. Le motif du secret observé, c'est qu'une nouvelle diète était regardée comme nécessaire, parce que Friedrich ne s'était pas encore entendu avec les princes sur la question de savoir quelles dispositions on prendrait relativement aux dignités et aux honneurs que l'on se proposait d'arracher au duc.

L'empereur Friedrich n'avait jamais voulu sincèrement la réunion des duchés de Bavière et de Saxe entre les mains de Heinrich le Lion; elle était trop peu naturelle, et incompatible avec un pouvoir royal dans le Teutschland. Lorsque dans sa jeunesse, tout rempli de projets audacieux, il conféra la Bavière au duc de Saxe, il est difficile de croire qu'il eût l'intention de la laisser durant vingt-quatre ans aux mains de Heinrich; dans sa pensée, Heinrich devait plutôt l'aider à l'acquisition du pouvoir nécessaire pour lui arracher à lui-même la Bavière dans un moment favorable, et lui assigner dans l'empire une position qui ne présentât aucun danger pour le trône et l'empire. Mais la marche des choses avait amené d'autres rapports dont il n'était plus le maître; les passions avaient soulevé chez l'empereur et chez d'autres de nouveaux projets qui réclamaient leur exécution. La puissance supérieure du duc Heinrich devait nécessairement être brisée, pour rendre l'équilibre au trône impérial, et pour garantir quelque sécurité à la maison des Waiblingen. Le duc Heinrich lui-même, en contemplant dans une sorte d'heureuse quiétude les tempêtes et les désastres que l'empereur et tant de princes de l'empire avaient subis en Italie, avait fait désirer que lui aussi pût sentir à quelles vicissitudes sont toujours soumises les choses humaines, et combien il est facile de renverser la grandeur et la puissance d'ici-bas. Mais les ressources de l'empereur étaient si complétement épuisées, qu'il n'était pas en état d'entreprendre le châtiment du duc. Pour cette entreprise il fallait nécessairement détacher, pousser à la révolte les princes qui jusqu'alors avaient été rangés sous l'autorité de ce souverain. Et aux dépens de qui, sinon du duc, ces princes, ecclésiastiques et séculiers, qui déjà en grande partie croyaient avoir les plus justes prétentions à des récompenses, à de l'agrandissement, auraient-ils entrepris cette nouvelle œuvre? Une séparation des deux duchés, que réclamaient la sûreté de l'empire et la dignité du trône, était désormais insuffisante; il fallait les morceler. De ce morcellement il n'y avait à attendre ni plus d'unité et de repos pour l'empire, ni plus de force ou de dignité pour le trône; la maison des Hohenstaufen elle-même n'avait non plus grand profit à y trouver. Lorsque Karl le Grand supprima les duchés dans son empire, pour faire administrer les

cantons par des comtes; lorsqu'il détruisit le dernier Agilolfing, le duc Tassilo, et plaça un comte sur la Bavière, il put compter avec assurance que ce changement fortifierait réellement le pouvoir royal, et contribuerait à tous égards au repos, à l'unité, à la puissance de l'empire: car alors le système féodal n'était guère qu'à l'état de germe; il n'avait pas encore développé sa nature; les comtes n'étaient que des employés de l'empereur, qu'il plaçait et déplaçait selon son bon plaisir; les évêques et d'autres chefs de l'Église étaient des créatures de sa main qui s'inclinaient humblement devant son trône héréditaire. Karl ne commit qu'une faute, à la vérité fort grande, mais qu'il n'était guère possible d'éviter, et dans tous les cas pardonnable au cœur humain : ce fut de croire que ses successeurs seraient dignes de lui, et sauraient maintenir ce qu'il avait fondé ou ordonné. Au temps de Friedrich il en était tout autrement : les officiers de l'empire étaient assis sur des siéges héréditaires au-dessus desquels le trône royal, transmissible par élection, ne s'élevait que sur des appuis fléchissants; beaucoup de grandes familles s'étaient formées, dont les membres pensaient bien plus à l'agrandissement de leurs nobles maisons qu'à l'État et au roi; la collation des siéges ecclésiastiques avait été enlevée au roi; il pouvait à peine exercer légalement sur eux une faible influence. Qu'aurait pu gagner l'empire en unité et en force à l'éparpillement en une infinité de petites seigneuries appelées fiefs de l'empire, des grandes masses de territoire qui jusqu'alors avaient été réunies sous un duc héréditaire? qu'aurait gagné le roi? Jusqu'alors il pouvait encore trouver dans les petits seigneurs la force nécessaire pour renverser ou abaisser les grands; mais on ne pouvait guère voir d'où il tirerait la puissance pour tenir en bride les petits seigneurs. Enfin, en ce qui concerne la maison des Waiblingen, Friedrich osait à peine réclamer sur les domaines du duc quelque chose pour lui ou les siens; tout au plus pouvait-il acquérir quelque morceau détaché çà et là. Peut-être aussi se proposait-il, comme on paraît l'avoir conjecturé, de s'attribuer les biens patrimoniaux du duc (2), dans le cas où celui-ci serait anéanti; mais les dignités et les honneurs dont Heinrich avait été revêtu, il devait les abandonner à d'autres. Eh quoi! s'il n'y avait plus de duc de Saxe, de duc de Bavière, dans l'ancienne signification du mot, si la dignité ducale en général devenait tout autre, était réduite à une importance bien inférieure à ce qu'elle avait été jusqu'alors, pourquoi donc y aurait-il encore un duc de Souabe ou un duc de Franconie?

Il est très-vraisemblable que depuis longtemps on avait promis aux amis et aux fidèles partisans de l'empereur qu'ils gagneraient tout ce que l'on se proposait d'enlever à Heinrich le Lion, et qu'on leur avait assuré autant que possible ce qu'ils désiraient obtenir. Mais les prétentions pouvaient bien avoir grossi, ou ne s'étaient pas encore bien nettement expliquées. Ainsi, par un motif qui n'était guère tiré de l'équité, l'on caressait l'idée d'une nouvelle réunion, d'une nouvelle diète, afin que l'on pût attribuer authentiquement à chaque prince ce qui devait enfin former son lot; et afin que cette décision ne fût pas ajournée ou contrariée, fut conclue entre les princes saxons et le duc Heinrich la trêve dont il a été question, jusqu'après les fêtes de Pâques.

La nouvelle diète fut tenue à Gelnhausen, vingt-cinq jours avant Pâques. Il paraît que les princes ecclésiastiques ou laïques n'y furent guère nombreux. La plupart appartenaient à l'Allemagne septentrionale, à la Saxe; et ceux-ci, pour les rapports militaires ou judiciaires, avaient été jusqu'alors sous l'autorité du duc Heinrich. Les autres étaient des parents de l'empereur ou de ses favoris, ou avaient été élevés, poussés par lui dans une voie quelconque. Néanmoins à cette diète on tira au sort les dépouilles du duc; mais il s'en fallut de beaucoup que tout fût partagé, et ce que l'on donna ne paraît pas avoir été distribué d'une manière définitive. L'empereur était naturellement chargé de satisfaire les réclamations les plus pressantes; quant au reste, il s'en mettait fort peu en peine; d'ailleurs il ne savait pas à l'avance ce que l'on trouverait peut-être nécessaire dans la suite. Il ne fut donc question d'abord que de la Saxe, où Heinrich se trouvait et où était le siége de sa puissance. Le comte Bernard d'Anhalt, fils du markgraf Adelbert l'Ours, avait déjà été nommé duc de Saxe à Wurtzbourg, et cette nomination fut confirmée à Gelnhausen. Mais nous en savons à peine davantage. L'on ignore si un diplôme fut rédigé pour le nouveau duc, et quelle était la teneur de cet acte. L'on ne connaît pas non plus le

cercle de son action, l'étendue et la nature de ses droits, ni la masse des possessions qui peuvent lui avoir été immédiatement conférées; et pourtant de cette connaissance dépend toute l'importance du titre ducal. La marche des choses devait déterminer sa situation; aussi ne faut-il attacher aucune valeur à cette expression d'un écrivain de ce temps : « Bernard d'Anhalt devint duc à la place de Heinrich. » La suite de l'histoire prouve seule que Bernard d'Anhalt fut duc de Saxe avec une signification tout autre que ne l'avait été Heinrich le Lion ; car il ne fut prince de l'empire que dans un petit cercle qui lui était immédiatement soumis. On lui enleva officiellement beaucoup de droits et de possessions qui avaient appartenu au duc Heinrich : de la partie du duché située entre le Weser et le Rhin, le pays placé pour les choses spirituelles sous les évêques de Cologne et de Paderborn fut détaché; et la puissance temporelle, sous le nom de duché de Westphalie et d'Engern, y fut transmise à jamais à l'église de Cologne, à l'archevêque Philippe et à ses successeurs. A l'archevêque furent attribués tout droit et toute juridiction, tous les comtés, les prévôtés, les gardes, menses, cours, fiefs, serfs et dépendants dans ces domaines. Le transfert se fit de l'agrément de toute l'assemblée, et particulièrement avec l'adhésion du nouveau duc Bernard, par la remise d'une bannière impériale à l'archevêque. Elle eut lieu aussi en considération des services de l'archevêque Philippe pour l'avancement et le maintien de l'honneur de la couronne impériale, dans l'intérêt de laquelle il n'avait épargné ni dépenses ni périls. A cause des vertus guerrières d'un seul prêtre, qui les avait déployées en Italie sans succès, en Saxe pour sa honte, non-seulement le spirituel fut mêlé au temporel pour lui faire une récompense, mais le pouvoir ducal fut à jamais réuni à la dignité sacerdotale dans l'archevêché de Cologne.

Probablement cette réunion des pouvoirs ecclésiastique et séculier se fût aussi étendue aux évêchés en Saxe, si les titulaires actuels s'étaient montrés ennemis du duc Heinrich, rôle que l'évêque de Paderborn n'avait peut-être pas pris avec assez de résolution; mais nous n'avons pas de renseignements suffisants à ce sujet. A l'archevêque Siegfrid fut attribué le comté de Stade. En même temps lui fut donnée, ainsi qu'à l'archevêque Wichmann de Magdebourg et à tous les évêques de Saxe, l'autorisation de rattacher de nouveau à leurs églises les fiefs et les possessions qu'ils avaient jadis abandonnés au duc Heinrich de gré ou de force, sous la médiation ou avec l'agrément de l'empereur. Il faut admettre que dans leurs évêchés il leur fut concédé aussi d'exercer le pouvoir ducal dont avait été investi avec une plus grande extension l'archevêque Philippe; car il n'est guère croyable qu'ils eussent accordé à l'archevêque l'accroissement de sa puissance, si une même faveur, quoiqu'en de plus faibles proportions, ne leur eût été garantie.

L'on ne sait pas plus positivement ce qui fut arrêté relativement aux princes séculiers, si même on disposa quelque chose. Le landgraf Louis de Thuringe, neveu de l'empereur, fut revêtu de la dignité, investi de la succession du comte palatin de Thuringe, Albert de Sommerschenbourg, qui jusqu'au dernier moment s'était montré fidèle partisan du duc Heinrich, et qui était mort sans héritier. Mais quelle situation les landgrafs, les markgrafs dans la Saxe orientale, le comte de Holstein, durent-ils prendre à l'égard du nouveau duc Bernard de Saxe? Cela n'est pas déterminé, ou, s'il y eut des arrêtés à ce sujet, ils n'ont pas été conservés. Probablement on laissa au duc à faire valoir ses droits contre les amis de Heinrich, s'il le pouvait, et aux ennemis de Heinrich à se défendre contre lui, à exercer eux-mêmes les droits de ce prince à leurs risques et périls dans leurs domaines. Il paraît que la même marche fut adoptée quant aux biens patrimoniaux de Heinrich, Braunschweig et Lunebourg; qu'on l'observa aussi relativement à tous les cantons slaves que Heinrich avait conquis à ses propres frais, en exposant sa vie et celle de ses guerriers, qu'il avait donc soumis par serment à sa domination, qu'il considérait et pouvait à bon droit considérer comme des biens personnels. L'empereur négligea volontiers de faire mesurer toutes ces contrées. Comme le lion n'était pas encore abattu, pourquoi avait-on vendu la peau par avance? Au reste, pour clore l'assemblée, l'expédition contre le duc condamné fut indiquée aux princes pour la fête de la St-Jacques. Ensuite l'empereur se rendit à Worms, où il célébra la fête de la Résurrection du Christ.

Mais le duc Heinrich ne jugea pas à propos cette fois d'attendre l'attaque. Huit jours après

la fête de Pâques, aussitôt après l'expiration de la trêve, il entra en campagne, à ce qu'il paraît, avec trois armées. Un corps slave pénétra entre l'Oder et l'Elbe, bien avant dans la Lusace; mais, à l'exception du pillage et des dévastations, on ne sait rien de ses opérations. Lui-même conduisit une seconde division contre Goslar, ville importante à laquelle l'empereur attachait un grand prix. Une troisième armée enfin fut dirigée par les comtes Adolphe de Holstein, Bernard de Razebourg, Bernard de Welpe, Gunzelin de Schwerin, et les frères Ludolf et Wilbrand de Hallermund, vers la Westphalie. Deux armées réussirent contre leurs ennemis. Goslar, à la vérité, ne put être conquis par Heinrich. Il détruisit les forges et d'autres ouvrages de mines, et causa de grands dommages aux bourgeois de la ville; mais il crut nécessaire de renoncer à l'entreprise, et de diriger sa marche vers la Thuringe, sans doute sur l'annonce qu'il s'y rassemblait une armée. Sur sa route il rencontra Norhausen, et brûla cette ville royale. Mulhausen eut le même sort. A Weissensee (3), le landgraf Louis avec son frère Hermann, et Bernard, le nouveau duc de Saxe, vinrent à sa rencontre à la tête de forces considérables. On en vint aux mains. La bataille fut soutenue avec un grand acharnement; mais à la fin les Thuringiens prirent la fuite. Heinrich les poursuivit, et le landgraf Louis, son frère Hermann, avec un grand nombre de leurs guerriers, tombèrent entre ses mains. Le duc Bernard, avec les siens, avait fait les plus grands efforts pour soutenir le combat; mais quand les Thuringiens eurent abandonné le champ de bataille, et que ses bataillons aussi tournèrent le dos, il se vit contraint à les suivre, et à imprimer la honte d'une fuite sur sa nouvelle dignité. Après la victoire, il paraît que Heinrich revint sur ses pas pour mettre en sûreté les prisonniers et le butin à Braunschweig.

Cependant la seconde armée avait franchi le Weser et pénétré fortement dans la Westphalie. Près d'Osnabrück était campée une armée ennemie (4) commandée par les comtes Simon de Teckenbourg, Hermann de Ravensberg, Heinrich d'Arnsberg, Widekind de Schwalenberg. Elles en vinrent aux mains. Les Westphaliens subirent une terrible défaite. La valeur brillante, la vigueur irrésistible des Holsteinais (5) gagnèrent à leur comte, le jeune Adolphe de Schauenbourg, l'honneur de la victoire. Beaucoup de Westphaliens trouvèrent la mort dans le combat; les vainqueurs saisirent en outre une foule de prisonniers, parmi lesquels se trouva le comte Simon de Teckembourg. Si heureuse que parût être la victoire en elle-même pour la cause du duc, elle lui devint pourtant funeste par ses conséquences. Les vassaux fidèles du duc, après le triomphe, retournèrent chez eux avec leurs prisonniers et leur butin : car la guerre, en général, n'avait pour but que le butin, et se passait ordinairement en courses, en pillages. Le duc Heinrich ne paraît pas avoir assez réfléchi sur la gravité des circonstances et les relations du temps; il semble avoir oublié que de tous les comtes et seigneurs de son duché pas un seul ne se croyait obligé de le servir comme par le passé, lui frappé d'une condamnation, de suivre ses ordres; que chacun, au contraire, *pensait* lui faire un sacrifice volontaire, assurer sur lui le danger qui planait sur le duc, et par conséquent croyait pouvoir attendre de la part du duc et réclamer légitimement toute espèce de liberté, de licence, de satisfaction et de faveur. Heinrich voulut maintenir l'ancien ordre des choses; il demanda donc qu'on lui remît les prisonniers faits dans la bataille d'Osnabruck. Le comte Gunzelin et d'autres guerriers qui, ayant leurs honneurs et leurs dignités dans les propriétés personnelles de Heinrich, paraissaient appartenir à sa maison, se conformèrent à ses désirs; mais le comte Adolphe de Holstein s'y refusa, disant qu'il soutenait la guerre à ses dépens, qu'il était donc de toute justice que ses pertes fussent compensées au moyen des prisonniers; qu'il ne serait pas en état d'entretenir une force militaire si cette portion du butin lui était enlevée. Cette opinion obtint l'assentiment des autres seigneurs de l'armée compagnons du comte; ils emmenèrent donc les captifs en masse, et regagnèrent leurs châteaux.

Le duc Heinrich fut informé de ces faits; ce fut une rude atteinte portée à l'orgueil d'un chef accoutumé à l'obéissance et à la soumission, et, dans sa situation présente, disposé à la méfiance. Le comte Gunzelin surtout paraît lui avoir présenté la chose sous le côté le plus odieux. Signalé par sa valeur et sa fidélité, Gunzelin jouissait d'une haute autorité auprès de son maître. Toutefois il était très-jaloux de cette considération; il paraît même, comme l'a montré sa conduite envers les princes

slaves, qu'il ne s'abstenait même pas de manœuvres secrètes pour s'affermir de plus en plus et grandir toujours dans la faveur du duc. Mais le comte Adolphe, dans la joie de son premier triomphe, peut bien ne pas avoir montré tout le respect dû au vieux guerrier, et auquel Gunzelin croyait avoir de justes droits. Il entreprit donc d'indisposer le duc contre le comte Adolphe, afin que celui-ci ne s'élevât pas davantage. Alors parut le comte Adolphe à la cour du duc à Braunschweig, pour lui présenter ses félicitations sur la victoire de Weiszensee, peut-être aussi afin de recevoir de la part du duc des compliments sur le triomphe d'Osnabruck. La réception et les communications paraissent avoir été sur un ton amical. Mais, quand Adolphe allait prendre congé du duc, Gunzelin se présenta pour mettre le feu aux matières par lui préparées. Le comte Adolphe, dit-il en présence du duc, s'était permis beaucoup d'offenses envers le suzerain; il haïssait tous ceux qui faisaient preuve de fidélité envers le duc; enfin il avait montré son mépris pour le duc même, en refusant les prisonniers qu'il avait emmenés violemment. Surpris, confondu, le comte Adolphe répondit d'abord avec embarras; mais, Gunzelin ne pouvant donner ni preuves ni explications, l'indignation du jeune homme ne connut plus de bornes : « J'ai toujours été, dit-il, fidèle à mon seigneur; sur son ordre, je me suis mis en mouvement, je suis revenu, et j'ai repris les armes. A celui qui ose dire autrement je lui prouverai en présence de mon seigneur qu'il en a menti. » Le duc essaya de le calmer, et prononça des paroles d'une affectueuse bienveillance. Il reconnut surtout qu'Adolphe avait fait ses preuves de fidélité et de dévoûment; mais il ajouta qu'en raison même de cette fidélité et de ce dévoûment, il devrait maintenant lui remettre les prisonniers, afin que d'autres ne s'autorisassent point de son exemple. Là-dessus le comte s'écria : « Savez-vous bien, seigneur duc, que pour cette entreprise j'ai dépensé beaucoup du mien, et que j'ai fait une grande perte en chevaux et en valets? Je dois me dédommager avec les prisonniers; ou bien voulez-vous que désormais j'aille à pied? » En prononçant ces mots il tourna le dos au duc, éclata en plaintes amères sur les calomnies de Gunzelin et sur l'iniquité du duc à les écouter, irrita ainsi beaucoup de puissants seigneurs contre Heinrich, et revint dans le Holstein avec la résolution de ne plus soutenir la cause du Welf, et de combattre plutôt contre elle. Ce fut une perte sensible pour le duc, doublement pénible, parce que ce nouvel ennemi allait le prendre à dos, et paraissait pouvoir se rattacher au roi de Danemark. Heinrich ne méconnut pas le danger; il courut aussitôt qu'il le put vers le Holstein, afin d'écraser cet ennemi avant qu'il eût le temps de se préparer, et que ses autres adversaires ne pussent faire une puissante diversion. Le résultat fut aussi rapide que l'exécution de ce mouvement. La forteresse de Ploen fut emportée, la garnison chassée et remplacée par une autre. Markrad, nommé par Heinrich lieutenant dans le Holstein, fixa sa résidence à Ploen, et la soumission du pays suivit sans obstacle. Sigeberg seulement fut maintenu par la résolution de la généreuse Mechthilde, mère du jeune comte Adolphe, qui s'était vu contraint à la fuite. Heinrich fit assiéger Sigeberg par le comte Bernard de Razebourg; mais Bernard ne fut pas plus en état d'abattre le courage de Mechthilde que de briser les murs de la forteresse. Le manque d'eau finit seul par réduire les assiégés à capituler. Mechthilde avec les siens se transporta à Schauenbourg, et Heinrich donna le commandement de Sigeberg à un Bavarois nommé Lippold, homme prudent et rigide; et de la sorte le Holstein parut lui être assuré. Mais toute cette affaire n'avait pas gagné d'amis au duc, et dans le jeune comte Adolphe il s'était fait un ennemi qui, dans la situation des choses, n'était pas à dédaigner.

Pendant ces événements dans le Teutschland septentrional, longtemps avant la chute de Sigeberg, l'empereur s'était rendu du Rhin en Bavière pour tenir une diète à Ratisbonne, et y décider du sort de ce duché comme il avait prononcé sur la Saxe à Gelnhausen. Ici l'affaire était plus facile; non-seulement le duc Heinrich était absent du pays, mais il y était à peu près étranger; car il l'avait visité rarement, et chaque fois pour très-peu de temps. Son cœur restait toujours où s'étaient écoulées les années de sa jeunesse, où il avait rencontré la première fidélité, dans la Saxe. Aussi n'avait-il pas gagné, à peine avait-il tenté de gagner les affections des Bavarois. Il n'avait jamais paru dans leur pays qu'en maître et en seigneur rigoureux, s'y était montré comme un dur guerrier

tout disposé à se saisir de ce qu'il pouvait atteindre, soit par sa parole, soit par son épée. On n'y pouvait guère lui attribuer de fondations; il n'y avait pas encouragé, entretenu la prospérité par des soins donnés à l'administration. Les grands trésors en reliques qu'il avait rapportés de la Terre-Sainte, et qui aux yeux des hommes pieux de ce temps avaient un prix supérieur à tout, furent exclusivement réservés à la Saxe. En Bavière, Heinrich n'avait non plus aucun parent qui pût se lever pour lui; son oncle, le duc Welf, pour une misérable récompense payée à sa défection, l'avait abandonné; son beau-frère, le duc Léopold d'Autriche, tenait de plus près à l'empereur qu'à lui, et lui aurait assurément enlevé très-volontiers tout le duché de Bavière, comme il lui avait déjà soustrait la Marche d'Autriche. Le temps pouvait bien avoir adouci les passions dans Léopold comme dans Heinrich; mais il n'y avait pas lieu à confiance mutuelle entre eux, et aucun d'eux assurément n'était disposé à des sacrifices en faveur de l'autre. D'ailleurs les rapports étaient bien plus simples en Bavière qu'en Saxe; il n'y avait pas cette grande annexe des markgraviats et des pays nouvellement conquis; la dignité ducale y avait reçu une nouvelle signification. La Carinthie, originairement rattachée à la Bavière, était depuis des siècles un duché indépendant. L'Autriche, de markgraviat subordonné, avait été élevée par l'empereur Friedrich lui-même à la hauteur d'un duché affranchi de toute dépendance envers la Bavière. Depuis ce temps, il paraît que le nom ducal devint en usage aussi dans la Styrie. L'Istrie, à ce qu'il paraît, était une Marche de la Carinthie, et non de la Bavière. Le Tyrol enfin et les pays sur la rive gauche du Danube, à cause de leur situation, pouvaient encore, de nom plus que de fait, appartenir au duché de Bavière.

D'un autre côté, en Bavière il n'y avait pas autant de grands seigneurs qu'en Saxe, pour faire valoir des prétentions que Friedrich devait regarder comme nécessaire de satisfaire. Au-dessus de toutes s'élevait la maison de Wittelsbach, souche de l'ancienne famille Scheyern ou Schiren, richement possessionnée des deux côtés du fleuve, et pourvue de hautes dignités ecclésiastiques et séculières. Le chef de cette maison était le palatin Otto l'ancien, dont l'audace et l'abnégation, la fidélité et le dévoûment à l'empereur ont déjà été si souvent mentionnés. Mais plus récemment il n'a guère été question de lui; il n'avait pas assisté aux deux dernières campagnes de l'empereur en Italie. Avait-il si fortement souffert par ses efforts, ses fatigues et ses privations; ses ressources étaient-elles si complétement épuisées par les expéditions d'Italie, que l'empereur ait de lui-même jugé nécessaire de lui accorder du repos pour se refaire? ou bien ces entreprises lui étaient-elles devenues odieuses au point qu'il ait cherché à s'y soustraire? c'est ce que l'on ne peut décider; aucune conjecture ne peut s'appuyer sur une seule relation. Cependant Otto était un seigneur prudent; il n'est donc pas invraisemblable que lui aussi ait reconnu ce qu'il y avait de stérile et de funeste dans les plans et les efforts de l'empereur, et qu'il ne se soit plus soucié d'y prendre part. Sa conscience aussi put être blessée de la lutte impie de l'empereur contre l'Église, dont il avait vu d'effroyables épisodes en Italie, dont l'archevêché de Salzbourg lui présentait des scènes atroces dans sa patrie. Le destin de son frère l'archevêque Kunrad, qui avait abandonné le premier le siége ecclésiastique de l'Allemagne, et avait fui devant les violences d'un empereur qui essayait de déchirer l'Église du Christ par une force sacrilége; ce destin, non-seulement dès le commencement, mais avec les progrès du temps, alors que les conséquences des violences impériales devenaient visibles à tous, ne pouvait être resté sans influence sur son âme. Il est certain que, depuis une suite d'années, à peine se rencontre une trace de rapports d'amitié entre l'empereur et le comte palatin. Otto ne s'était pas non plus rattaché à Heinrich le Lion; on le trouve plutôt en correspondance avec le vieux duc Welf, oncle de Heinrich; mais il n'avait point paru aux diètes tenues par Friedrich dans l'affaire du duc Heinrich, ni à Worms, ni à Gelnhausen, quoique son frère Kunrad, après être devenu évêque de Salzbourg, se fût réconcilié avec l'empereur. De quelque sentiment que Friedrich fût animé, il ne pouvait négliger la maison de Wittelsbach, et il devait tenir compte du palatin Otto, soit qu'il voulût le récompenser de ses services antérieurs, le gagner pour des services futurs soit que, cédant seulement à la nécessité des choses, il se résignât à honorer la position dans laquelle se trouvaient Otto et la maison de Wittelsbach.

La diète de Ratisbonne fut ouverte le 26 de juin; il y eut peut-être à traiter diverses affaires d'intérêt public. Des plaintes furent portées contre le duc Heinrich, et accueillies avec empressement. Il doit même avoir été accusé par l'empereur d'avoir depuis longtemps aspiré à l'empire, et de s'être attaqué à sa vie (6). L'évêque Adelbert de Freisingen présenta des griefs sur des violences que le duc, comme on l'a raconté dans leur temps, s'était permises, vingt-trois ans auparavant, contre la ville épiscopale de Voeringen, au préjudice de l'évêque, pour élever le village de Munchen. Alors Friedrich s'était porté pour médiateur; maintenant il renversa ce qu'il avait réglé jadis. Munchen dut redescendre au rang de village, Voeringen être relevé. Mais ce qui témoigne en faveur de la sage prévoyance du duc, c'est que, par la marche du temps, Munchen est monté, monté de plus en plus, est devenu une grande cité, une ville royale, tandis que Voeringen est resté ce qu'il était dans le passé. Vers la clôture de la diète, l'on prononça sur le sort du duché; Heinrich en fut dépossédé. Ce qui s'en était détaché peu à peu dans le cours du temps fut, à ce qu'il paraît, reconnu comme en étant légalement séparé. Peut-être attribua-t-on aux évêques des avantages comme en Saxe. L'héritage du duc Welf, que l'empereur s'était assuré d'une manière si heureuse, semble aussi avoir reçu de l'accroissement. Les riches seigneurs comtes d'Andech obtinrent quelque chose; en sorte que plus tard, quand le titre ducal fut devenu commun, eux-mêmes se firent appeler ducs de Meran. Ce n'était plus qu'un vain nom pour lequel se trouvait à peine un poteau où l'attacher avec sécurité. Ce qui resta enfin de terres et de sujets fut conféré au comte palatin Otto de Wittelsbach, avec le duché de Bavière; et Otto accepta la dignité ducale, peut-être avec le sentiment qu'elle ne serait soutenue par personne mieux que par lui, peut-être aussi dans l'orgueilleuse pensée que, si Heinrich devait perdre cette dignité, il ne pouvait nullement lui convenir de se placer sous un autre. Maintenant il y avait pourtant encore en Bavière quelques comtes et quelques hommes libres qui se refusèrent à prêter serment de fidélité comme vassaux au nouveau duc, soit qu'ils ne vissent qu'injustice et passions emportées dans les procédés envers Heinrich, contre lequel en réalité personne n'avait porté une seule plainte, si ce n'est l'évêque de Freisingen, sur sa conduite à Voeringen, vingt-trois ans auparavant, et l'empereur lui-même en termes généraux; soit qu'ils se sentissent aussi peu enclins à se ranger sous Otto qu'Otto lui-même aurait été peu disposé à se placer au-dessous de l'un d'eux. Mais le nouveau duc, soutenu par trois frères vaillants et capables, l'archevêque Kunrad de Salzbourg, le comte palatin Friedrich le Barbu, et Otto le jeune, sut faire tête à toutes les tentatives, et donner une valeur à la dignité qui lui avait été conférée et qu'il avait acceptée.

Cependant approchait le jour où les princes devaient avoir achevé leurs préparatifs de campagne contre le duc, ainsi que cela avait été arrêté à Gelnhausen.

Les princes n'avaient pas oublié la convocation : ils attendirent sous les armes le jour fixé et l'empereur. Friedrich, courant de Ratisbonne en Thuringe, se trouva au rendez-vous. Dans les derniers jours du mois de juillet il pénétra en Saxe à la tête des troupes des princes, et personne ne se présenta pour faire obstacle à sa marche. Une partie des forces du duc se trouvait encore devant Sigeberg, et lui-même dans les pays au delà de l'Elbe. Qui aurait-il pu envoyer contre ses adversaires? les grands vassaux de Saxe s'étaient détachés de lui, et il ne pouvait compter sur les petits. Son vaisseau, battu par les vagues, paraissait près de s'engloutir; comment aurait-il pu espérer que quelqu'un hasardât d'y attacher sa chaloupe? Dans le fait, Heinrich paraît avoir été résolu à ne point engager d'action en rase campagne, mais à défendre jusqu'à la dernière extrémité ses villes fortes et ses châteaux, particulièrement Braunschweig et Lunebourg, Bardenwich, Haldesleben et Blalienbourg, Lubeck, Esthenebourg et Stade; à protéger les pays slaves où il était souverain, et atttendre ainsi du temps que les passions exhalassent leur feu, que la division pénétrât parmi ses ennemis, que le hasard amenât un changement, que la fortune se séparât de l'iniquité et passât de son côté. Mais l'empereur ne paraît pas avoir été disposé à vouloir amener une brusque décision en frappant des coups rapides. Instruit par les vicissitudes de la fortune, il regarda sans doute la prudence comme nécessaire : car le duc n'était pas encore abattu. Il put bien aussi faire d'autres réflexions; plus il exigeait des princes qui

étaient avec lui, plus aussi il devait s'appliquer à bien faire. Quelques retards dans les résultats ne pouvaient d'ailleurs entraîner pour lui aucune perte; plus les passions des princes auraient besoin de lui, plus il serait assuré d'eux. Maintenant le duc ne pouvait plus échapper; les grands nerfs étaient coupés, les petits devaient se rompre d'eux-mêmes. Et pourquoi laisserait-il de suite échapper de sa main le destin du duc? En réalité une humiliation profonde de ce prince devait présenter plus d'avantages que son anéantissement. La maison des Hohenstaufen gagnerait-elle plus d'éclat, de majesté, suivant l'opinion des hommes, si elle s'élevait seule sur le tombeau des Welfs, que si la maison des Welfs, sombre, pauvre, ruinée, restait en face d'elle pour rappeler au monde la grandeur et la puissance du premier empereur Waiblingen?

Il est certain qu'à l'entrée de l'empereur en Saxe, vinrent aussitôt au-devant de lui des vassaux qui, jusqu'alors, épiant la marche des choses, n'avaient pas osé abjurer le nom du duc, offrant de se soumettre et de livrer les châteaux qu'ils devaient défendre. Ensuite, le quinze d'août, l'empereur tint une diète dans l'ancien palatinat de Werle, dont il a été si souvent fait mention dans les temps des empereurs saxons. Conformément à la décision de cette assemblée, il fut déclaré que tous les partisans du duc Heinrich qui n'auraient pas rompu avec ce seigneur pour se soumettre à l'empereur, avant le 10 novembre, fête de St-Martin, perdraient à jamais leurs possessions pour eux et leurs enfants (7). Tous ceux qui, hors des forteresses du duc, se montreraient les armes à la main pour soutenir sa cause, paraissent avoir été déclarés brigands, et menacés des peines affectées au brigandage, pour le cas où ils seraient faits prisonniers. Enfin l'empereur ordonna de construire ou de rétablir deux forteresses pour observer ou contenir l'ennemi : Bischofsheim sur l'Hopelberg, près d'Halberstadt, et Hartzbourg, près de Goslar, qui, au temps de Heinrich IV, avait été si odieuse aux Saxons. Maintenant Friedrich crut devoir attendre l'effet de ces mesures, et laisser les choses à leur développement, les princes à leurs passions. En effet il évacua ces cantons, et se rendit immédiatement à Altenbourg, pour donner en ce lieu au nouveau duc Otto de Bavière l'investiture solennelle du duché, et pour traiter aussi et terminer là et en d'autres lieux d'autres affaires. Cependant les princes s'étaient probablement rapprochés davantage de Braunschweig; ils avaient répandu la ruine et la dévastation; mais on ne trouve pas qu'ils aient accompli rien de grand, qu'ils aient même entrepris quelque chose d'important. Peut-être, de concert avec l'empereur, employèrent-ils surtout leur activité et leur adresse à travailler les vassaux et les seigneurs de Saxe qui, jusqu'alors, par fidélité ou par faiblesse, étaient restés dans l'irrésolution, afin de les disposer à éviter l'effet des menaces impériales et à embrasser à propos le parti qui désormais était le plus fort et par conséquent le plus sûr. Dans ce cas leurs efforts ne seraient pas restés sans résultat; car, lorsque l'empereur revint et prit sa résidence à Goslar, sans doute pour diriger et accélérer les constructions qu'il avait ordonnées, seigneurs et vassaux accoururent de tous les points, abjurèrent leur fidélité envers le duc Heinrich, se soumirent spontanément, et offrirent à Friedrich leurs forteresses et leurs châteaux. En conséquence, l'hiver approchant, les princes purent aussi regagner leurs États avec leurs troupes; car ils devaient être assurés, ainsi que l'empereur, que le triomphe arrivevait de lui-même, que dans la Saxe septentrionale et orientale apparaîtraient les mêmes phénomènes qui s'étaient montrés dans le sud et l'ouest. Leurs talents avaient déjà été mis à l'épreuve et suivaient la nature des choses : les hommes qui avaient abandonné leur suzerain se firent prédicateurs de défection. Bientôt on vit que leur action ne s'était pas seulement fait sentir dans les pays slaves, mais qu'ils avaient su la porter aussi au delà des frontières de l'empire germanique.

Comment Heinrich le Lion considéra-t-il ces événements? il est assez difficile de le préciser. Sans doute il fut ébranlé fortement par la défection de tant d'hommes qu'il avait comblés d'honneurs, sur la fidélité desquels il avait compté, et qui lui avaient été attachés au jour de sa prospérité et de sa grandeur. Cette défection put ne lui paraître qu'une coupable ingratitude, une honteuse trahison. Si son âme fut assez forte pour rester calme devant toutes ces trames dont il n'avait point vu les fils, néanmoins il doit avoir pressenti son destin et l'issue de la lutte dans laquelle il était engagé. Peut-être y avait-il en lui assez d'énergie pour main-

tenir extérieurement une attitude digne et fière; mais son cœur doit avoir été agité par la douleur, la colère, le mépris et les sentiments les plus amers. Maintenant l'infortune le frappe coup sur coup. Son beau-père, le roi Henri d'Angleterre, s'était efforcé de pousser le roi de France et le comte de Flandre à une guerre contre l'empereur, pour donner une nouvelle direction à la marche des choses en Allemagne; mais les manœuvres opposées du comte Henri de Troyes, le vieil ami de l'empereur, la mort du roi Louis VII, et les revers qui fondirent tout à coup sur le duc Heinrich, anéantirent bientôt toutes les espérances de ligue européenne en faveur du duc de Saxe. Casimir, prince de Poméranie, dévoué jusqu'alors au duc, mourut subitement, et son frère Bugislav, autre prince des Poméraniens, se laissa aussitôt gagner par l'empereur, dont il embrassa la cause avec ardeur. Le fidèle ami de Heinrich le Lion, le prince des Abodrites, Pribislav, trouva une fin malheureuse dans un tournoi à Lunebourg, par lequel, pour entretenir l'ardeur des siens, il crut nécessaire d'inaugurer la nouvelle année 1181. A cette époque, le malheureux prince crut aussi avoir entre les mains la preuve que le comte Bernard de Razebourg était entré dans une conjuration pour l'attirer à Razebourg et l'immoler avec son épouse. Il reprocha ce complot au comte. Bernard était peut-être aussi peu en état de repousser l'accusation que Heinrich de la démontrer; en conséquence le duc le fit arrêter avec son fils Volrad, et se mit ensuite en marche avec une armée pour se saisir de Razebourg. Mais les gens du comte refusèrent de lui remettre la place. Heinrich entreprit le siége, et les bourgeois de Lubeck fournirent des vaisseaux, des armes et des approvisionnements pour soutenir les opérations de leur duc bien-aimé. Le comte Bernard était témoin forcé de l'entreprise; afin de prévenir la ruine de la place, dans laquelle se trouvaient son épouse et ses enfants, il fit un accommodement avec le duc. Il lui remit la place, et reçut en échange la liberté et la permission de se rendre avec son épouse, ses enfants et ses biens transportables, à Gadoburch. Bientôt s'éleva dans l'âme défiante du duc un nouveau soupçon contre le comte, si cruellement blessé. Il se porta donc sur Gadoburch. Le comte s'enfuit auprès du nouveau duc Bernard de Saxe, et Gadoburch fut saccagé, ruiné par Heinrich le Lion. C'est ainsi que, par une sorte de fatalité, le malheureux duc était poussé de plus en plus à des actes de violence, et qu'il se rendait chaque jour plus odieux en voulant inspirer plus de crainte. Les esprits éclairés dans ses États et en dehors devaient de plus en plus reconnaître que dans cette situation les nouveaux ouvrages qu'il fit ajouter aux fortifications de Razebourg, Sigeberg et Ploen, ne lui assureraient aucun avantage durable.

Cependant le comte Bernard de la Lippe, auquel le duc avait confié la défense de la ville d'Haldesleben, avait mis à profit la trêve régnant dans ces cantons, pour faire des expéditions militaires sur les territoires de l'archevêque de Magdebourg. Dans ces entreprises, les caisses publiques furent saisies, des contributions levées, souvent même des ravages furent exercés. L'archevêque Wichmann appela l'assistance des princes des alentours contre cet ennemi, et, soutenu par quelques-uns d'entre eux, il parut, au commencement du mois de février, devant la ville. Mais ce siége rencontra de grandes difficultés; Haldesleben était situé dans un marais sans consistance qui rendait impossible l'emploi des machines de siége (8). Pour plus de sûreté encore, le comte Bernard tira parti des deux rivières d'Ohra et de Bibra, qui se réunissaient en ce lieu, pour transformer le marais en un lac, et Haldesleben en une île. Mais, au lieu de le sauver, cette entreprise décida sa perte : car il fit naître à l'archevêque la pensée de construire une digue, et de pousser dans la ville l'eau ainsi amoncelée. C'était une œuvre vaste et hardie, mais elle fut achevée avant l'expiration de quatre mois. Aussitôt l'eau pénétra dans la ville, et monta à une telle hauteur, que soldats et bourgeois ne purent sauver leur vie qu'en montant sur les étages des maisons : dans cette détresse, ils offrirent de se rendre. Par humanité ou par un autre motif, l'archevêque accorda aux guerriers et aux habitants la liberté de se retirer en emportant leurs effets. Ensuite la digue fut percée; les eaux s'écoulèrent, la ville fut évacuée, et enfin détruite de fond en comble.

A peine cet exploit était accompli, que l'empereur reparut en Saxe, cette fois à la tête d'une force imposante composée de Bavarois et de Souabes. En même temps entrèrent les princes, auxquels il avait indiqué l'ouverture

de la nouvelle campagne pour la fête de la Saint-Jean; mais sa conduite prouve qu'il savait bien que maintenant le fruit était mûr, et que la moisson approchait. Il laissa en arrière le nouvel évêque Thiédorich d'Halberstadt pour le siége de Blankembourg, l'archevêque Philippe de Cologne en observation devant Braunscheweig, le nouveau duc Bernard et le markgraf Otto de Brandebourg, son frère, avec d'autres princes, à Bardenwik, pour menacer Lunebourg; lui-même, accompagné de l'archevêque de Magdebourg, de l'évêque de Bamberg, des abbés de Fulda, Corvei, Hersfeld, et du markgraf Otto de Meissen, avec leurs troupes, s'avança vers l'Elbe.

Au moment où l'empereur pénétrait en Saxe, le duc Heinrich se trouvait à Lubeck pour veiller et travailler à l'augmentation des ouvrages qui protégeaient sa ville de prédilection. Après l'achèvement de ces travaux, il se rendit à Razebourg, sans doute pour inspecter aussi l'exécution de ses dispositions. A son départ, du côté de l'Elbe, il fut escorté jusqu'à une certaine distance de la ville par la troupe qui formait la garnison; mais à peine cette troupe avait dépassé l'enceinte, que les partisans du comte Bernard expulsé fermèrent les portes, jetèrent hors de la ville les amis peu nombreux du duc qui se trouvaient dans l'intérieur, et s'emparèrent de la place. A cette nouvelle, Heinrich revint sur ses pas; mais il fut repoussé par les adhérents de Bernard, comme un ennemi, avec des paroles insultantes. Aussitôt il expédia des courriers à Sigeberg et à Ploen pour donner l'ordre aux commandants de ces places, Lippold et Markrad, d'accourir avec des Holsteinois, afin de reprendre Razebourg. Mais, avant que cet ordre pût s'exécuter, il apprit que l'empereur était sur l'Elbe. Il renonça donc à son projet, et se porta sur Erthembourg. Ses fidèles guerriers qui l'avaient suivi ou qu'il trouva à Erthembourg le pressèrent de rester en ce lieu et d'attendre l'attaque de l'empereur. Le malheureux duc, cédant à ces instances, demeura. Bientôt s'approcha l'empereur. Aussitôt les vaillants héros qui avaient promis de défendre Erthembourg s'échappèrent pour se soumettre à l'empereur et implorer leur grâce. Le duc, abandonné de tous, sans appui, sans conseil, mit le feu à la ville, peut-être de sa propre main. Ensuite seul, ou accompagné de quelques hommes seulement tirés de la classe du peuple, il se jeta dans un esquif, et descendit l'Elbe jusqu'à Stade. De sa chétive barque il contempla l'incendie d'Erthembourg avec le rire amer d'une âme ulcérée par la fidélité de ses leudes.

L'épouse du duc se trouvait à Lunebourg. L'empereur ne se rendit pas devant cette ville, non qu'il crût devoir épargner la noble dame à cause de ses hautes vertus et de sa qualité de fille du roi d'Angleterre; non qu'il respectât la déclaration de la princesse que Lunebourg était son domaine; mais parce que les manœuvres pratiquées si souvent avec succès n'avaient pas réussi à Lunebourg; parce qu'il devait s'attendre à une vigoureuse résistance, et enfin parce que cette place n'était pas à craindre, en raison de la position de l'armée à Bardenwik. Il franchit l'Elbe, et parut devant Lubeck, la noble ville, qui avait commencé à fleurir en liberté sous la protection de Heinrich. Au même temps arrivèrent des armées de Holsteinois et de Slaves pour grossir les forces de l'empereur. Le vaste plan, bien combiné, se développa d'une manière plus imposante encore. Waldemar, roi de Danemark, arriva avec une flotte nombreuse devant l'embouchure de la Trave, en sorte que la ville fut bloquée par mer et par terre. L'accord secret qui pouvait avoir été fait entre l'empereur et le roi de Danemark ne resta plus longtemps caché; Waldemar parut dans le camp impérial en grande pompe, et Friedrich lui fit une réception solennelle. L'empereur parut avoir oublié la suzeraineté de l'empire germanique sur le Danemark, et Waldemar ne plus songer aux événements de la Saône. Et afin que la nouvelle amitié eût une plus longue durée, on célébra dans le camp les fiançailles du fils de l'empereur, le duc de Souabe, avec la fille de Waldemar, qui était encore au berceau, et la cérémonie fut consacrée par les servants des évêques présents. Une telle union demandait un concert dans les actes.

Lubeck ne fléchit pourtant pas. Les citoyens, reconnaissants de la vie heureuse qu'ils avaient menée jusqu'alors, chérissaient le duc Heinrich, fondateur de leur liberté, et leurs entreprises hardies dans l'industrie et le commerce maritime leur avaient donné de l'adresse, de la résolution et de la constance. Mais il se trouvait aussi des seigneurs puissants à Lubeck,

des princes et des vassaux auxquels dut être confiée la direction de toutes les affaires de la guerre. Peut-être ces seigneurs étaient fermes dans leur fidélité au duc; mais comment oser s'abandonner à la confiance, après tout ce qui était arrivé? On nomme le comte Simon de Teckembourg, qui à Osnabruck avait combattu contre Heinrich, et n'avait embrassé sa cause que dans la captivité; puis les comtes Bernard d'Oldembourg et Bernard de Welfse. Le gouverneur du Holstein, Markrad, était aussi à Lubeck, sans que l'on sache pourquoi il avait quitté Ploen. Les vassaux qui se trouvaient dans la ville étaient des Holsteinois, vaillants et habiles guerriers; mais ces hommes se voyaient en face de compatriotes, peut-être de parents, d'amis, d'anciens compagnons d'armes; il devait leur être pénible de défendre contre eux la cause de Heinrich le Lion, qui déjà semblait perdue; quant aux intérêts des habitants de Lubeck, ils ne s'en souciaient guère. Une chose étrange aussi, c'est que, dès le commencement du siége, les bourgeois de Lubeck envoyèrent une députation à l'empereur pour traiter avec lui. Comme la ville ne pouvait être encore serrée de très-près, on peut présumer qu'ils n'arrivèrent pas d'eux-mêmes à cette pensée, et que le conseil put bien leur avoir été donné par les seigneurs présents : leurs demandes, leurs offres semblent appuyer cette conjecture; car à côté de sentiments honorables et loyaux on voit aussi l'idée d'une capitulation traitée sans défaveur. Sur la demande des habitants, et probablement accompagné par quelques-uns d'entre eux, l'évêque Heinrich de Lubeck se rendit au camp impérial, et adressa en leur nom les paroles suivantes à l'empereur : « Seigneur, nous sommes vos fidèles serviteurs, prêts à servir votre majesté impériale. Qu'avons-nous donc fait pour que nous soyons resserrés si étroitement par vous? Nous avons jusqu'ici occupé cette ville par la faveur de notre seigneur le duc; nous l'avons bâtie, pour l'honneur de Dieu et l'affermissement de la chrétienté, sur un lieu d'épouvante et d'horreur. Nous ne remettrons pas la ville entre vos mains; nous défendrons sa liberté avec toutes les ressources de nos talents et de notre énergie; mais nous implorons de vous une chose : accordez-nous une trêve, et, pendant sa durée, souffrez que nous allions trouver le duc notre seigneur, pour lui demander ce qu'il faut faire et quelle assistance doit être prêtée à nous et à notre ville dans les circonstances présentes. S'il nous promet des secours, il est juste que nous lui conservions la ville; sinon, nous ferons ce que vous désirez. Si vous repoussez notre prière, sachez que nous sommes décidés à mourir honorablement pour la défense de notre ville plutôt que de vivre honteusement comme des traîtres. » A ces paroles des citoyens, le bon évêque ajouta en son propre nom quelques exhortations pour adoucir l'empereur à l'égard de son cousin le duc Heinrich.

Il n'est pas invraisemblable que l'empereur ait été informé par avance de l'envoi de la députation, de la nature de ses prières; peut-être, ayant gardé au fond de l'âme le souvenir des villes d'Italie, reconnut-il tout à coup clairement qu'il avait affaire non pas à des vassaux, mais à des bourgeois. Toutefois, non-seulement il écouta l'évêque Heinrich avec patience, mais il lui fit une réponse bienveillante, amicale, flatteuse même. A la vérité, il traita rudement les orgueilleuses prétentions des bourgeois, qui n'étaient pas venus spontanément lui remettre la ville qui avait été conférée, par une faveur spéciale, en fief à son neveu, et qui, maintenant que les princes de l'empire avaient prononcé une condamnation contre ce neveu, avait fait retour à lui l'empereur, était redevenue sa propre ville; mais il accorda aux habitants l'objet de leurs prières, d'autant plus volontiers que par cette concession il ne risquait pas de perdre, et ne pouvait que gagner. Des députés de la ville se rendirent donc avec un sauf-conduit à Stade auprès du duc Heinrich. Sans doute l'empereur et ses amis ne manquèrent pas de mettre à profit l'intervalle de temps pour agir sur la ville. Il s'engagea des correspondances amicales; Friedrich lui-même envoya son médecin dans la ville, en le chargeant d'adoucir par ses spécifiques les souffrances de l'évêque, tourmenté par la fièvre. Pendant ce temps, que se passait-il entre le duc Heinrich et les députés de Lubeck? on ne le sait. Hienrich ne put secourir les Lubeckois; il avait perdu sa foi à la fortune. Son âme ne pouvait supporter la pensée de vouer à la ruine la jeune cité qu'il avait embellie, l'objet de ses soins et de son amour, qui maintenant encore lui conservait sa fidélité, alors que presque tous ses vassaux l'a

vaient abandonné. Il accorda donc aux bourgeois l'autorisation de se soumettre à l'empereur; mais il leur donna peut-être le conseil de ne se rendre qu'à la condition que l'empereur leur confirmerait tous les droits et les priviléges que le duc leur avait conférés. Il est certain qu'aussitôt après le retour de leurs députés, les bourgeois de Lubeck proposèrent ces conditions à l'empereur, sous la forme de prières, comme il convenait à la dignité impériale. Et Friedrich, qui regardait le séjour dans ces contrées éloignées comme une chose grave, et désirait la prompte conclusion de la grande affaire, accorda tout ce que Heinrich avait jadis donné. Ainsi Lubeck devint une ville impériale qui ne reconnut au-dessus d'elle que l'empire. Friedrich y fit une entrée solennelle, fut reçu sinon avec une joie bien vive, du moins avec une grande pompe, et se montra bienveillant, gracieux, magnanime et reconnaissant envers les ecclésiastiques et les laïques. Non-seulement il rendit au comte Adolphe de Holstein son pays, mais il lui donna aussi, en manière de fief, la moitié du produit des droits de douane, des moulins et des monnaies dans Lubeck, pour le dédommager et le récompenser. Au comte Bernard de Razebourg furent restituées également ses possessions; Waldemar, au contraire, regagna le Danemark, grandement trompé dans son attente, n'ayant gagné que son alliance de famille avec l'empereur. Que devinrent les princes et les seigneurs qui étaient restés dans Lubeck comme s'ils devaient défendre la ville? les relations se taisent sur ce point. Ils ne se montrèrent ni sous les armes ni dans les conseils, et ils ne paraissent pas davantage parmi les favorisés.

De Lubeck, l'empereur revint sur l'Elbe avec son armée, et repassa ce fleuve. Le duc Heinrich l'attendait à Stade; mais Friedrich ne jugea pas à propos de tenter le sort des armes contre le duc; il résolut de poursuivre la même route où il s'était engagé, et d'attaquer son ennemi avec des armes toutes morales, du côté où lui-même pouvait être le plus difficilement blessé. En conséquence il se dirigea sur Lunebourg, et planta son camp devant cette ville, où se trouvaient l'épouse et les enfants du duc; preuve manifeste que la première fois il n'avait pas continué sa route par respect pour la princesse, mais parce qu'il avait craint une vive résistance: et il reconnut bientôt qu'il ne s'était pas trompé. A peine Heinrich eut-il appris le danger de Lunebourg, de sa femme et de ses enfants, qu'il oublia toute pensée de lutte et de résistance pour sauver au moins les êtres sur l'amour et la fidélité desquels il pouvait compter dans la bonne et la mauvaise fortune. Il donna aussitôt l'ordre de mettre en liberté les neveux de l'empereur, le landgraf Louis de Thuringe et son frère Hermann, qui étaient encore en son pouvoir, et adressa à l'empereur la prière qu'il lui fût permis de paraître, sous un sauf-conduit, en la présence impériale. C'était là sans doute ce que Friedrich avait voulu, ce qu'il avait attendu. Il donna volontiers la permission demandée, et Heinrich se mit en route. Mais quitter la place de Stade c'était la rendre; car l'archevêque Siegfrid de Bremen, qui avait épié cet instant, accourut aussitôt pour s'emparer de la ville qui lui avait été concédée, et l'archevêque Philippe de Cologne amena les troupes qui pouvaient être nécessaires à la prise de la place, ce qui l'autorisa ensuite à réclamer 600 marcs d'argent de récompense. Comme le duc s'approchait du camp de l'empereur, beaucoup de vassaux quittèrent ce camp pour voir l'abaissement du duc, par curiosité bien plus que par commisération. Ils le saluèrent pourtant avec convenance, et Heinrich rendit le salut. « Jadis, dit-il, je donnais des sauf-conduits dans ce pays, au lieu d'en recevoir. » Ce fut la seule expression où perçât la douleur à travers la résignation avec laquelle il supporta son infortune. A son arrivée dans le camp, l'empereur lui fit dire: « que ce n'était pas ici, mais à une diète à Quedlinbourg que sa cause devait être décidée par les princes de l'empire selon les règles de la justice. » Après cette déclaration, l'empereur laissa éclater ses passions; car désormais il était indifférent à la possession de Lunebourg, et Heinrich se vit contraint à suivre l'armée sans avoir vu le visage de l'empereur. Sur la route de Quedlinbourg, ou après l'arrivée dans cette ville, il parait que déjà des querelles éclatèrent entre Heinrich et Bernard, qui tous deux s'intitulaient ducs de Saxe. Les relations de ce temps nous laissent dans une complète incertitude sur l'origine et la marche de ces actes; mais, d'après la situation des choses et la nature du cœur humain, l'on ne peut guère se défendre de supposer que

si les scènes qui eurent lieu n'avaient pas été préparées à dessein, le provocateur dut être le duc Bernard. Quoi qu'il en soit, ces scènes furent exploitées avec tant d'adresse, qu'elles purent fournir un prétexte à l'empereur pour ne pas faire plaider l'affaire de Heinrich à Quedlinbourg, et la remettre au contraire à une nouvelle diète à Erfurt. Heinrich suivit l'empereur et l'armée sous la garde de l'archevêque Wichmann de Magdebourg (9), désormais bien résolu, pour ne pas être promené plus longtemps en spectacle à toutes les populations, de laisser décider sur lui tout ce que l'on voudrait, sans remuer. Vers le milieu de novembre, il entra à Erfurt. La diète annoncée fut en effet tenue dans cette ville; mais rien n'est parvenu jusqu'à nous sur ses actes. Il paraîtrait que l'on aurait évité à dessein d'éclairer la postérité sur des faits aussi graves. Voici en résumé tout ce qui nous a été transmis à ce sujet. Le duc Heinrich remit sa cause sans réserve à la décision de l'empereur. Quand, dans l'assemblée des princes, il parut devant le trône de l'empereur, suivant l'usage du temps, il mit un genou en terre; l'empereur le releva et lui donna un baiser, suivant le même usage. On laissa au duc les biens héréditaires de sa maison en Saxe, qui d'ailleurs ne lui avaient pas encore été arrachés, comme une possession libre; il lui fallut renoncer à tout le reste. En outre, il dut promettre, sous la foi du serment, de s'éloigner de l'empire, et de n'y pas rentrer de l'exil, dans l'espace de trois années, sans l'invitation de l'empereur. Enfin l'empereur aussi doit avoir juré aux princes assemblés, soit avant la comparution de Heinrich à la diète, soit après la décision, de ne jamais vouloir rétablir le duc Heinrich dans ses dignités et ses honneurs sans leur agrément, sous peine de perdre le trône. Et pourquoi les princes n'auraient-ils pas exigé ce serment? pourquoi Friedrich n'aurait-il pas dû le prêter? La passion ressent toujours des angoisses dans la possession du bien injustement acquis; elle est sans cesse inquiète pour l'avenir. Dans tous les cas, la condescendance de l'empereur ne tendait pas plus au but que l'exigence des princes.

D'Erfurt le duc Heinrich se rendit à Lunebourg, auprès de son épouse et de ses enfants. Il se reposa et prit toutes sortes de dispositions. Dans l'été de l'année suivante, 1182, il se mit en route avec les siens, et une suite de nobles hommes qui à Braunschweig et Lunebourg lui étaient demeurés fidèles. Il se transporta d'abord en Normandie auprès de son beau-père, le roi Henri d'Angleterre. Là il trouva une protection honorable au pied d'un trône du haut duquel ses descendants devaient donner pendant cinq siècles encore des rois à un empire qui, en puissance, en richesses et en éclat, surpasse tous les royaumes de la terre dont l'histoire fasse mention dans l'antiquité et dans les temps modernes.

CHAPITRE VII.

ÉTAT DE LA SAXE ET DE TOUT L'EMPIRE APRÈS L'ÉLOIGNEMENT DE HEINRICH LE LION. — PAIX DE CONSTANCE. — MÉDIOCRE CONSIDÉRATION DE L'EMPEREUR DANS L'EMPIRE. — DIÈTE DE MAYENCE.

De l'an 1182 à l'an 1184.

Ainsi les deux héros de ce siècle, Friedrich Barberousse et le duc Heinrich le Lion, se voyaient jetés bien loin de leurs rêves de grandeur et de puissance. Il faut bien avouer que tous deux avaient été réduits à l'exil. Heinrich s'était vu contraint d'abandonner ses États héréditaires, le pays qui avait été l'objet de ses soins et de ses affections les plus chères, pour aller chercher un abri dans une contrée lointaine, fuyant devant l'empereur, qui avait adjugé à d'autres son patrimoine en présence de vassaux jadis obligés à le servir. D'un autre côté, les affections de Friedrich étaient ailleurs que dans le Teutschland; ses désirs, ses efforts avaient tendu vers l'Italie, où il prétendait exercer un pouvoir sans contrôle. Dans cette préoccupation il avait sinon abandonné, du moins négligé l'Allemagne, son pays; il était devenu étranger dans la patrie sans prendre racine en Italie; enfin il avait été jeté hors de cette belle péninsule tant convoitée, dans une contrée pour laquelle il n'avait jamais senti battre son cœur. Heinrich fut renversé par les passions de l'empereur parce qu'il s'était refusé à servir ces passions, au risque d'en être, dans tous les cas, victime plus tard. Il fut abattu, enveloppé dans des filets que la ruse avait tendus, et dont la trahi-

son serra la trame; mais il avait gardé sa dignité, qui ne fléchit pas même lorsqu'il fut tombé au pouvoir de ses ennemis, même lorsqu'il fut à terre. Friedrich, égaré, embarrassé dans ses propres plans, avait succombé dans une lutte odieuse et stérile contre l'Église, dans une guerre injuste, cruelle, atroce, contre les villes de la Lombardie; et il ne s'était dérobé à la ruine qu'en n'hésitant pas à descendre aux derniers degrés de l'humiliation. La chute de Heinrich eut de grandes suites. Deux duchés allemands furent morcelés; les parties en furent distribuées en des mains étrangères. L'ancienne souche des Welfs courut le danger ou de disparaître du sol de la patrie, ou de se diviser peu à peu et s'épuiser en des branches insignifiantes. Mais personne ne pouvait calculer à l'avance la première de ces conséquences dans son importance, et même, aux yeux de la prévoyance humaine, elle pouvait entraîner du profit autant que de la perte. La seconde se présentait déjà menaçante; les choses pouvaient subsister ainsi. Le noble duc était encore debout, au niveau des plus grands, sinon en puissance, au moins en dignité; en considération il les surpassait tous. Les vieilles racines pouvaient pousser des rejetons vigoureux. La chute de Friedrich, au contraire, fut immense; l'Italie était perdue pour le Teutschland. La perte en elle-même n'aurait pas été une grande infortune; l'union entre le Teutschland et l'Italie, comme on l'a souvent remarqué, était contre Dieu et contre nature, et le profit que le Teutschland tira peut-être de cette union était au moins d'une nature équivoque; il aurait fallu que la séparation fût complète de nom comme de fait. Si le nom d'empire romain avait disparu entièrement pour le Teutschland, le nom d'empire allemand aurait apparu dans sa pureté et son éclat. Mais le nom d'empire romain demeura lorsque l'Italie était perdue; il ne servit plus qu'à rappeler d'anciens temps, à y reporter les désirs, même à des époques bien postérieures; et l'empire allemand fut dissous, épuisé par les malheureux efforts de Friedrich, de telle sorte que dans la suite on put parler d'un empire unique seulement comme d'un souvenir et d'un objet de regret. Là, l'anéantissement de ses projets fut attaché à celui de l'empire, non pas seulement de nom, mais dans une triste réalité. La vie du peuple teutsch put encore se montrer vigoureuse, énergique et belle dans les membres; mais le corps manqua d'une tête pour gouverner les membres; il manqua d'une âme pour remplir toutes les parties d'un sentiment unique, les pénétrer d'une seule volonté. Les membres allaient vivre d'une vie séparée, et ne pouvaient plus former un tout. De nobles hommes dans la suite s'agiteraient encore et lutteraient pour relever ce qui avait été renversé, ranimer ce qui avait été immolé; mais de la destruction ne peut sortir qu'une vie nouvelle, et jamais l'ancienne n'est réveillée. Un grand et terrible témoignage est porté contre les efforts et les actes de Friedrich par les événements arrivés après la ruine de Heinrich le Lion, et par la situation où se trouva le peuple allemand.

Après avoir rapporté le départ de Heinrich le Lion avec son épouse et ses enfants pour l'Angleterre, l'abbé Arnold de Lubeck se met aussitôt à décrire l'état de la Saxe de la manière suivante : « Dans ces jours il n'y avait pas de roi en Israël, chacun faisait ce qui paraissait juste à ses yeux; car le duc Heinrich avait seul exercé la puissance dans le pays, et maintenu la paix la plus profonde. Il avait si bien mené, dirigé, non-seulement les contrées voisines, mais les pays barbares, que chacun vivait sans crainte dans le repos, et que le pays, à raison de sa sécurité, jouissait d'une surabondance de biens. Après le bannissement de Heinrich, chacun gouverna à sa place d'une manière tyrannique; tous exercèrent des violences, et en subirent à leur tour. Le duc Bernard, qui paraissait avoir obtenu l'autorité supérieure, laissa voir une triste indolence. Jadis, dans son comté, il était le plus actif et le plus belliqueux parmi ses frères; une fois élevé à la dignité ducale, il ne se conduisit plus en vrai prince, se montra énervé comme un intrus, et, sous le prétexte d'amour de la paix, s'endormit dans une lâche indifférence. Il ne fut donc pas considéré par l'empereur comme l'avait été son prédécesseur, ni par les princes ou les principaux du pays. » Dans ces expressions, l'abbé Arnold peut avoir été injuste envers le duc Bernard, car il fait peser sur lui la responsabilité de ce qui était en grande partie la faute des circonstances; mais ce qu'il dit en général de l'état des choses en Saxe, il sait le prouver en citant des faits. Le duc Bernard fit une tentative pour conférer aux comtes du pays leurs honneurs et leurs dignités, et en recevoir le serment de service et

de fidélité. Quelques petits comtes de Razebourg, de Daneberg, Luchow et Zuerin, se rendirent à son invitation, et reçurent l'investiture. Mais le comte de Holstein ne parut point à l'appel du nouveau duc; fier de l'assistance qu'il était autorisé à attendre de l'archevêque Philippe de Cologne, du duc d'Engern et de Westphalie, dont il avait épousé la nièce, il suivit sa propre voie. Il poursuivit tous les adhérents de Heinrich le Lion, et les chassa en exil; il se saisit, les armes à la main, du comté de Ditmarsen, que l'archevêque Hartwich, disposant de ce domaine comme d'un patrimoine de sa maison, avait rattaché jadis à l'Église de Bremen, puis avait abandonné au duc Heinrich, et que maintenant l'archevêque Siegfrid de Bremen cherchait à obtenir pour son frère Bernard; et il agit en général comme s'il n'y avait aucun duc de Saxe, aucun souverain de l'empire. Le duc Bernard ne put même amener les bourgeois de Lubeck à envoyer par l'Elbe leurs marchandises dans sa nouvelle place de Lauenberg qu'il avait fait construire avec les ruines d'Erthembourg, et à se soumettre ainsi à sa douane. Ses rapports avec les seigneurs de Saxe et avec les bourgeois de Lubeck s'aigrirent, devinrent même hostiles; peu à peu il se montra dur, exigeant, oppressif même, envers ceux qui lui avaient refusé le serment de service et de fidélité comme à leur seigneur. Ce fut bientôt une confusion, un chaos, une suite d'actes contradictoires, de violences, de luttes privées, de guerres, dans lesquelles le duc ne gagna rien, mais où se lancèrent aussi les princes slaves Boricin, fils et successeur de Pribislav, gendre de Heinrich le Lion; Niklot, fils de l'infortuné Wertislav, réclamant son héritage paternel; Germar, prince des Rugiens, et Bugislav, prince de Poméranie; et auxquelles prit part enfin Kanut VI, roi de Danemark, également gendre de Heinrich le Lion, et fils de Waldemar, qui était mort bientôt après son retour de Lubeck. Cette lutte confuse, déréglée, se prolongea deux années, et se termina enfin par la reconnaissance forcée de la suzeraineté danoise de la part des princes slaves nommés ci-dessus; de sorte que non-seulement l'île de Rugen et la Poméranie furent perdues pour l'empire germanique, mais que le pays des Abotrites et le Mecklembourg lui furent également arrachés.

Après le renversement du duc Heinrich, l'empereur Friedrich s'était transporté dans l'Allemagne méridionale, et séjourna tantôt sur le Rhin, tantôt en Franconie, tantôt sur le Danube. Il paraît que dans ces contrées il rétablit un meilleur ordre, par sa présence plus que par des mesures particulières; mais de là il contempla d'un œil tranquille le chaos dans lequel était plongée la Saxe. Les plus faibles ne s'abstinrent pas d'avoir recours à lui, et il ne manqua pas non plus de les protéger par des règlements et des proclamations; mais ses ordres ne furent pas suivis, rarement on écouta ses recommandations. Comme jadis il n'avait pu prévenir les fondations, les établissements du duc Heinrich, ainsi maintenant il ne put entraver les princes saxons dans leurs désordres et leur œuvre de destruction; il dut se borner au rôle de médiateur. Il somma le nouveau roi de Danemark de venir lui prêter le serment de fidélité comme vassal de l'empire germanique; mais Kanut ne comprit pas pourquoi il devait rendre hommage, comme à son suzerain, à un prince dont la puissance ne lui paraissait pas très-redoutable. Friedrich n'abandonna pas sa prétention, mais il ne la fit pas valoir; et même lorsque Kanut, après avoir fait reconnaître sa suzeraineté aux princes slaves, osa s'intituler roi des Danois et des Slaves, l'empereur supporta encore cette insolence, et paraît même n'avoir pas élevé une seule protestation contraire (1). Cependant, au milieu de ces tiraillements, il n'avait pas oublié les fiançailles de son fils et de la fille de Waldemar, célébrées devant Lubeck. Il envoya une ambassade solennelle sur l'Eider, et fit demander à Kanut sa sœur, âgée maintenant de 8 ou 9 ans, avec la riche dot que Waldemar avait promise. Sa demande ne fut pas agréable au roi; il déclara qu'il ne consentirait jamais à cette union, s'il ne s'y voyait pas obligé par le serment de son père. Il remit donc sa sœur aux ambassadeurs, mais avec un modeste trousseau; et de la somme que Waldemar avait destinée à la jeune fiancée, il ne paya qu'une mince partie. Friedrich garda l'argent et l'enfant, quoique la faible somme qu'il avait reçue ne pût guère l'aider dans ses besoins, et que la petite princesse ne lui apportât pas davantage.

En général Friedrich se montra maintenant tout autre qu'il n'avait été jusqu'alors. L'on comprendrait facilement de sa part le calme, même une certaine immobilité, après de si vio-

lentes tempêtes; car sa passion s'était déchargée dans les coups terribles frappés sur le duc Heinrich. Mais Friedrich montra beaucoup plus de douceur et d'humanité que par le passé. Est-ce que l'âge exerçait son action sur lui? ou bien se sentait-il assoupi par le sort qu'il avait subi jusqu'ici? Du moins ses vues paraissent être restées les mêmes. Il ne pouvait oublier l'Italie; et quant au teutschland, il n'y gagna maintenant pas un cœur, quelque bien qu'il pût faire çà et là, quelque louable action qu'il pût accomplir. L'Italie devait présenter une belle et noble souveraineté, sinon à lui, à cause de son âge avancé, du moins à sa maison; mais le but ne pouvait être atteint avec les moyens employés jusque-là; il avait désormais reconnu que sa ligne de conduite devait être changée. Toutes ses démarches tendirent donc à regagner la confiance des Lombards, à détruire la ligue dans son essence, à exciter les villes les unes contre les autres. Alors le temps devait offrir des occasions dont on saurait tirer parti.

Cependant la trêve conclue à Venise entre l'empereur et les Lombards pour six années allait bientôt expirer; et plus Friedrich approchait de ce terme, plus grandissait à ses yeux l'importance de la Lombardie, bien propre à réveiller en lui d'anciens souvenirs, ou à provoquer de nouveaux plans pour la soumission du pays. Ainsi qu'on l'a souvent remarqué, la ligue était sortie de la nécessité où se trouvaient tous les Lombards, ou des catastrophes dont ils s'étaient vus menacés. Devant ces périls les passions des anciens jours s'étaient amorties, et tous les souvenirs hostiles s'étaient éteints dans la pensée du salut et du triomphe. Mais aussitôt que le danger parut être passé, avant même la conclusion de la paix de Venise, les liens s'étaient relâchés; et quand le traité fut scellé, après l'éloignement de l'empereur de l'Italie, il paraît que l'union tomba de plus en plus dans l'oubli. Chaque ville avait continué ou repris sa vie sur l'ancien pied d'égoïsme local; mais les prétentions s'étaient fréquemment croisées; il y avait eu des chocs et des collisions; les plaintes et les récriminations n'avaient pas manqué. Les bravades d'un côté avaient provoqué des rancunes de l'autre; et si parfois on songeait encore à la ligue, cette pensée ne venait que de la crainte qu'après l'expiration des six années l'empereur ne reprît son œuvre contre tous, et que l'on n'eût besoin d'une assistance mutuelle. Au milieu de telles circonstances, les amis et les émissaires secrets de l'empereur trouvèrent sans doute de fréquentes occasions d'agir en sa faveur, de mener des intrigues pour diviser, inquiéter, attiser. Peut-être le pape Alexandre travailla-t-il dans la même pensée, sinon pour l'empereur, au moins pour le siége pontifical et pour lui-même; mais il ne nous a été transmis rien de précis. Alexandre faisait l'usage le plus édifiant du pouvoir qu'il avait regagné, pour rétablir l'ordre et la discipline dans l'Église, améliorer la situation du siége apostolique sur tous les points où il avait pu être endommagé par les orages du temps. Mais nous n'avons pas de renseignements sur ses correspondances avec les Lombards. Nous n'en savons pas plus sur les rapports de l'empereur et des Lombards. Il paraîtrait que Friedrich avait évité d'entrer en relations directes avec eux; qu'il aurait cherché au contraire à montrer qu'il était animé de tout autres sentiments que par le passé.

Parmi les princes teutschs, nul n'avait montré plus de fidélité et de dévoûment pour la cause et la personne de l'empereur que l'archevêque Christian de Mayence; aussi nul n'avait été investi d'une plus grande confiance. Mais en même temps personne, sans en excepter même l'empereur, n'avait assumé une haine aussi profonde de tous les Italiens que l'archevêque Christian. Après la trêve de Venise, quand l'archevêché de Mayence lui eut été confirmé par le pape, il était demeuré en Italie, sans doute avec l'agrément de l'empereur, et s'était rattaché au saint-père. Il était allé avec lui à Rome; il avait porté les armes pour sa cause, et combattu tous ceux qui avaient refusé au souverain pontife soumission et obéissance. Alors, dans l'année 1179, il fut pris dans une rencontre par le marquis de Montferrat, qui le retint deux ans dans une étroite captivité. Cet événement est d'autant plus surprenant, que le marquis appartenait au petit nombre de vassaux en Italie qui avaient combattu obstinément pour l'empereur. Ce qui est plus étrange encore, c'est que Friedrich ne paraît pas avoir pris le moindre souci de son ancien et fidèle ami. Il n'aurait eu probablement qu'un mot à dire pour lui procurer la liberté; et ce mot, il ne le prononça point. Au partage des domaines de Heinrich le Lion, où l'archevêque Philippe

de Cologne, qui, à a vérité, avait combattu le duc avec une haine furieuse, reçut une si riche récompense, il ne fut jamais question de l'archevêque Christian. Eh quoi! Christian se serait-il attaché trop étroitement au pape, et aurait-il excité par là la jalousie de l'empereur? Mais pourquoi le saint-père le laissa-t-il se consumer en prison? Ou bien Christian fut-il sacrifié parce qu'il fallait montrer aux Lombards que leurs ennemis étaient aussi désormais ceux de l'empereur? Dans tous les cas, il est certain que l'archevêque Christian ne recouvra la liberté qu'après la mort du pape Alexandre (2), et qu'il n'en jouit pas longtemps. Il ne revit plus sa patrie ni l'empereur, et peut-être ses désirs ne se tournaient ni vers son pays ni vers son souverain. Il ressaisit encore les armes, et combattit les ennemis du nouveau pape avec son ancienne ardeur, jusqu'à ce qu'enfin, fatigué, épuisé, il rendit l'âme en 1183. Le pape Alexandre était mort le 13 août de l'année 1181. A sa place fut élu l'évêque Ubaldo d'Ostia, dont il a été si souvent question. Le nouveau pontife prit le nom de Lucius III. C'était un homme qui, par la piété, le dévoûment à l'Église, le savoir et les bonnes mœurs, n'était nullement inférieur au grand pontife son prédécesseur, mais qui restait bien au-dessous de lui pour la résolution, la fermeté, la force de caractère. Il aurait difficilement soutenu la terrible lutte contre l'empereur Friedrich, et assurément il n'y aurait pas conquis la gloire dont Alexandre se couronna aux yeux du monde et de la postérité. Lucius connaissait bien la mesure de ses forces; aussi toutes ses pensées étaient dirigées sur le maintien de la paix, dans laquelle il pouvait se montrer digne de tous les respects. Aussitôt après son élection, de très-vifs débats s'engagèrent entre lui et les Romains inconstants, et sa cause fut soutenue, comme on l'a déjà remarqué, par l'archevêque Christian. Il ne put donc prendre une fois sa résidence à Rome, et il lui fallut séjourner à Velletri. En cas de renouvellement de la guerre avec l'empereur, les Lombards n'avaient guère à attendre un appui énergique du pape et de l'Église; ils devaient donc d'autant plus désirer d'éviter la reprise des hostilités.

Cependant la dernière année de la trêve avait commencé. Plus la fin approchait, plus la division des esprits éclatait çà et là. Chaque ville parait n'avoir eu de prévoyance que pour elle-même. Là où s'étaient opérées antérieurement des réconciliations, on pouvait envisager avec une sorte de calme et d'indifférence les jours qui allaient venir; là où l'on croyait pouvoir résister, on prit des dispositions pour la défense et pour l'attaque; mais dans les lieux où avait été ressentie la colère de l'empereur, où l'on devait la redouter encore, régnaient les angoisses et l'inquiétude. Venise ne se reconnaissait plus pour membre de la ligue; l'orgueilleuse ville ne s'en détacha peut-être jamais expressément; mais, depuis qu'elle avait vu l'empereur dans l'enceinte de ses murailles, elle ne se souciait guère de ses anciens alliés, et, à partir de la conclusion de la trêve, elle ne figure plus dans la confédération. Bologne y resta encore, mais seulement de nom : préoccupée surtout de son salut, elle cherchait avant tout à couvrir ses derrières pour les éventualités possibles. Tortona, qui deux fois avait subi une ruine complète, et Alexandrie, qui craignait d'être l'objet de la haine la plus ardente de Friedrich, se rapprochèrent de l'empereur, afin de trouver dans leur soumission aux volontés impériales la protection dont n'avait pu les couvrir la ligue lombarde, et qu'elles ne pouvaient guère se flatter d'obtenir maintenant que les confédérés étaient tous désunis. L'empereur accueillit les deux villes avec empressement. Il leur accorda des libertés plus grandes qu'elles n'avaient jamais pu en espérer, et leur promit son appui contre tous leurs ennemis. Seulement il fallut qu'Alexandrie renonçât à son nom détesté, et que les bourgeois reçussent la ville des mains de l'empereur. Ils ne se firent aucun scrupule d'accepter ces deux clauses. De même que maintenant, après la mort du pape Alexandre, la cité glorieuse, pour se réconcilier avec son ennemi impérial, s'obligeait à prendre le nom de Césarée; un jour aussi, après la mort de l'empereur, elle reviendrait à son appellation primitive, et se parerait de nouveau du nom du grand pontife. En sortant un instant de leurs murailles pour y être ramenés par les délégués impériaux chargés aussi de les en remettre en possession, les citoyens crurent se livrer à une sorte de distraction plutôt que subir une condition onéreuse, et n'attachèrent pas à cette cérémonie symbolique la grande importance qu'elle avait peut-être aux yeux de l'empereur (3).

Après ces événements, l'empereur put bien

croire que peu à peu toutes les villes voudraient faire leur paix avec lui ; et en effet, s'il avait marché de nouveau en Italie avec des troupes, il est vraisemblable qu'il aurait poursuivi la lutte avec plus de succès que par le passé. Mais il n'adopta pas une telle pensée ; il n'était pas fatigué de la guerre, mais il manquait des forces nécessaires pour la soutenir ; il était impossible d'en prévoir l'issue avec assurance, et il pouvait se faire que les combats ramenassent à l'union ce que la guerre avait séparé. L'Italie s'était ranimée ; la force des villes sortait de l'esprit dont elles étaient pénétrées ; et de leur activité, de leurs efforts même, elles tiraient une nouvelle vie, un aliment, une énergie sans cesse renaissante. Le Teutschland était épuisé, dans l'anarchie ; la puissance du vasselage, avec laquelle Friedrich poursuivait ses guerres, reposait sur la propriété et le service ; lui-même, l'empereur, et une grande partie des princes allemands ne pouvaient être sans inquiétude sur le retour de Heinrich le Lion, l'homme puissant, profondément ulcéré et cruellement maltraité. Comment n'aurait-on pas frémi à l'idée de la guerre ? Mais une négociation suivie séparément avec diverses villes ne promettait pas un prompt résultat, en supposant qu'il dût être heureux. L'une ou l'autre de ces cités se montrait obstinée, rebelle à toutes les avances ; chaque ville isolément demandait ce qui en définitive devait les satisfaire toutes à la fois. Friedrich prit donc la résolution de ne plus négocier, de ne pas traiter avec des villes à part, mais avec la ligue, tant qu'elle subsisterait de nom, et d'arriver ainsi brusquement à une fin quelconque.

Les recteurs et les présidents de la ligue s'étaient rassemblés à Piacenza, sans doute pour essayer si l'on ne pourrait arriver à une résolution commune, pour le cas où, après l'expiration de la trêve, l'empereur passerait de nouveau les Alpes avec une armée. Friedrich reçut probablement avis de cette réunion, et ne put rester dans le doute sur ce but. Il dut prévoir que les confédérés, s'ils se trouvaient une fois ensemble, pourraient bien se rappeler leurs souffrances passées, le résultat de leur union, et qu'alors, excités par d'ardents orateurs, ils se lanceraient bien au delà de l'objet de la conférence. Il envoya donc une ambassade composée de quatre hommes habiles et fidèles à Piacenza, afin de négocier avec les recteurs et les chefs de la ligue une paix générale et définitive. Les Lombards n'auraient peut-être pas osé faire le premier pas ; mais l'empereur venait au-devant d'eux, ils saisirent volontiers la main qui leur était offerte. Certaines difficultés embarrassèrent probablement encore la négociation, parce qu'il y avait beaucoup de choses à régler ; mais il paraît que les obstacles étaient plus dans les formes que dans les choses. En conséquence, comme des deux côtés on voulait réellement la paix, on en vint à une heureuse conclusion. Aussitôt que l'empereur fut informé de ce résultat, il se rendit à Constance, où il tint une grande diète. Là parurent les députés qui avaient été à Piacenza, avec un grand nombre de représentants des villes lombardes, au moins de la plupart, sinon de toutes ; et maintenant, le 25 du mois de juin 1183, la paix fut définitivement et solennellement conclue entre l'empereur et les cités lombardes, avec cette réserve que les villes qui n'avaient pas envoyé de représentants à Constance ne seraient pas pour cela exclues de la paix, si elles se montraient disposées à y accéder dans l'espace de deux mois.

La paix, dans ses dispositions particulières, fut sans importance pour l'empire germanique et le peuple teutsch ; quoiqu'elle dût être définitive, elle n'était sortie que des rapports actuels, satisfaisant seulement les besoins momentanés des deux parties, et offrant encore pour l'avenir, à l'une comme à l'autre, des prétextes pour rejeter, en cas de changement dans les circonstances, ce qui maintenant était adopté avec empressement. Il suffira de faire les remarques suivantes : d'abord l'empereur et son fils, le roi des Romains, Heinrich VI, préalablement aux dispositions de l'accord, tinrent le langage de hauts et puissants souverains, et pourtant prononcèrent dans des termes extraordinairement affectueux le pardon complet et absolu de toutes les offenses dont les Lombards s'étaient rendus coupables envers eux et contre l'empire ; ils ouvrirent aux Lombards les trésors de leur clémence ; ils reçurent dans la plénitude de leur grâce non-seulement les hommes, mais encore la ligue elle-même et ses fauteurs, et crurent pouvoir les compter parmi leurs bien-aimés et fidèles sujets. On accorda aux Lombards plus qu'ils n'avaient jamais demandé. Leur ligue était reconnue, ainsi qu'il ressort de ces ex-

pressions; elle devait subsister, et ils pourraient la renouveler aussi souvent qu'ils le jugeraient convenable. Les villes obtinrent le droit de se fortifier comme elles l'entendraient, et même de construire hors de l'enceinte de leurs murailles des forteresses sur leur territoire. Elles conservèrent toutes les régales dont elles avaient joui, et recouvrèrent ce qui leur avait été enlevé pour être attribué à d'autres pendant la lutte. Le choix de leurs consuls leur fut laissé; l'administration de toutes leurs affaires leur fut assurée; leurs droits et leurs coutumes restèrent sans altération. De leur côté, les Lombards reconnurent l'empereur comme leur seigneur et maître; tout bourgeois de 15 à 70 ans dut lui prêter serment de fidélité. Si l'empereur venait en Italie, les Lombards devaient mettre les chemins et les ponts en bon état; ils devaient aussi offrir les fournitures d'usage antérieurement, ouvrir les marchés nécessaires pour l'armée impériale, sous la condition toutefois que nulle ville ne serait chargée plus que de justice. Le bourgeois élu consul devait être reçu par l'évêque là où le prélat exerçait le pouvoir du comte, et, dans les autres villes, par l'empereur. Enfin, dans les procès importants, la décision en dernier ressort fut réservée à l'empereur; néanmoins l'appel ne devait pas être porté dans le Teutschland, mais, dans le cas où l'empereur ne se trouverait pas en Italie, aux fondés de pouvoir qu'il instituerait dans chaque ville ou dans chaque évêché.

Tel fut le traité. Quelque peu de garantie qu'il offrît, parce qu'il pouvait être porté atteinte à toutes ses dispositions, aussitôt que cela viendrait à la pensée de l'empereur, grande fut la joie des Lombards sur sa conclusion; car le danger le plus prochain avait disparu, si l'on ne pensait pas à ce que l'avenir pouvait apporter. Dans le Teutschland, la paix répandit aussi la joie, mais peut-être dans une plus faible mesure qu'en Italie. Les princes et les seigneurs, fatigués depuis longtemps des malheureuses expéditions au delà des Alpes, voyaient enfin arriver un temps de repos et de réparation pour leurs forces, et le saluèrent par des acclamations; les villes conçurent sans doute l'espérance qu'elles arriveraient aussi un jour au but atteint par les municipalités d'Italie. Dans tous les cas, ce fut un grand fait que non-seulement la force féodale reculât devant la puissance de la liberté municipale, mais encore qu'elle fût réduite à reconnaître publiquement, officiellement cette puissance. Quoi que la marche du temps dût amener avec elle, un tel fait devait avoir des suites, des conséquences bienfaisantes que personne n'était en état de calculer à l'avance. On pourrait peut-être aller plus loin, et soutenir que tout le monde chrétien prit part à la joie de la paix de Constance. Si la guerre avait recommencé contre les villes en Lombardie, il y aurait eu à craindre le renouvellement des cruautés qui avaient soulevé le dégoût et l'horreur du monde; à peine paraissait-il possible que cette guerre se poursuivît sans que l'Église y fût entraînée, et que la discorde se ranimât entre le pape et l'empereur. Mais Friedrich, en se rappelant ses anciens projets, ne dut pas se résoudre à la signature de la paix sans une profonde amertume. Arrivé une fois à reconnaître qu'il ne lui restait plus qu'à céder à la nécessité, à renoncer à ses plans ambitieux, à entrer dans une voie nouvelle, il fit probablement tous ses efforts pour arranger les choses avec des formes aussi attrayantes que possible, afin que ceux qui lui avaient résisté avec tant d'opiniâtreté, attirés désormais de son côté, lui prêtassent appui et assistance: car l'Italie, avec tous ses charmes, ne disparaissait pas un instant à ses yeux; elle devait appartenir sinon à lui, du moins à ses descendants. Il y avait possibilité de faire passer d'abord le royaume des Deux-Siciles dans sa maison; mais si son fils, le jeune roi des Teutschs, Heinrich, devenait roi des Deux-Siciles, qu'ensuite il fût reconnu roi et seigneur en Lombardie, et qu'enfin, par la couronne impériale, il devînt suzerain de Rome, tandis que l'Italie centrale, les possessions de la marquise Mathilde, lui appartenaient comme en patrimoine, qui oserait braver ce prince chargé de tant de couronnes? qui pourrait lui disputer la domination sur l'Italie et sur l'Allemagne, qu'il lui plût de l'exercer du haut du château de ses pères, ou de la ville éternelle? Mais, pour amener à fin de si vastes plans par les voies pacifiques, il était nécessaire avant tout de montrer au monde son trône entouré de tout l'éclat, de toute la pompe que le temps pouvait offrir, et de se poser au milieu du peuple teutsch et du peuple lombard, non plus en farouche guerrier ou ambitieux conquérant, en juge impitoyable altéré de vengeance, mais en prince calme, magnanime, ami de la paix,

prêt à couvrir la faiblesse d'une protection bienveillante, entouré de la véritable majesté. La disposition des esprits en Allemagne sur la paix de Constance paraissait favoriser une telle attitude, et une belle occasion s'offrit d'elle-même à l'empereur pour préparer une fête nationale, comme il pouvait y en avoir dans ce temps, où l'on n'avait sous les yeux que princes, seigneurs et vassaux. Ses deux fils aînés, le roi Heinrich et le duc Friedrich, étaient parvenus à un âge où ils pouvaient être déclarés majeurs, ou du moins en état de porter les armes (4). Et assurément, au milieu des circonstances présentes, il était habile et opportun de faire de cette cérémonie de l'armement, selon l'usage des ancêtres, une grande et pompeuse solennité. Une fois que Friedrich se serait montré au monde dans tout l'éclat de sa majesté au milieu des princes allemands, il semblait qu'une visite amicale dans l'Italie réconciliée devait être d'autant mieux accueillie.

A peine de telles pensées pouvaient-elles s'être élevées dans l'âme de l'empereur, un malheureux événement sembla menacer de si près sa maison, qu'un hasard seul pouvait empêcher le renversement de ses plans avant qu'ils fussent parvenus à leur maturité. Après la mort de l'archevêque Christian de Mayence, dont il a été question plus haut, l'archevêque Kunrad de Salzbourg, de la maison de Wittelsbach, avait obtenu de nouveau le siége de Mayence, auquel il avait renoncé à Venise au profit de Christian, par amour pour la paix. Entre cet archevêque Kunrad et le landgraf Louis de Thuringe s'étaient élevés des débats dont l'origine et le motif sont inconnus. Pour accommoder ce différend, Friedrich amena les deux princes à convenir d'une entrevue qui devait avoir lieu à Erfurt, à la fête de Saint-Jacques. En même temps l'empereur envoya à Erfurt son fils, le jeune roi Heinrich, pour favoriser la réconciliation. Il paraît que le roi Heinrich et les deux adversaires arrivèrent avec des escortes nombreuses. L'entrevue eut lieu dans la maison du prieur, contre l'église de Notre-Dame, grand édifice à deux étages, et dans la partie supérieure. Tout à coup les poutres cédèrent sous le poids de la foule, et toute l'assemblée fut précipitée avec les débris; le second plancher, ne pouvant résister au choc, suivit le premier; de sorte que l'assemblée roula jusqu'à terre, enfonça même les voûtes, et descendit dans les celliers et les caves. Plusieurs personnes périrent, et parmi elles six comtes; beaucoup furent blessées. Le roi Heinrich et l'archevêque Kunrad s'étaient tenus dans une embrasure de fenêtre, de sorte qu'ils se trouvèrent témoins du désastre dans lequel ils furent complétement épargnés. Ils furent sauvés avec des échelles. Le landgraf Louis avait été précipité avec les autres, sans pourtant recevoir une égratignure. Cet événement fit une profonde impression sur le public, qui le considéra comme un mauvais présage.

Le souvenir de ce désastre n'était pas encore effacé, que l'empereur annonça une grande diète qui devait être tenue, à la Pentecôte de l'année suivante, 1184, à Mayence, ville sur laquelle il avait appuyé lourdement sa main, et qui, à cause de cela même, avait été choisie en signe de paix et de réconciliation. Il fit les plus grands préparatifs pour cette diète. La ville de Mayence ne paraissait ni assez grande ni assez commode pour une telle fête; sur la rive droite du Rhin, en face de Mayence, Friedrich fit donc élever une nouvelle ville en bois seulement, mais façonné, orné avec un tel art, que l'œil pouvait facilement être trompé sur la légère et gracieuse construction. Dans cette ville impériale, création instantanée de la paix, les princes et les seigneurs ecclésiastiques et séculiers devaient avoir leur résidence, tandis que le vieux Mayence serait probablement consacré à loger les gens de classe inférieure, la suite des serviteurs, les bagages. Au milieu de la ville nouvelle s'éleva un palais impérial vaste et magnifique, construit également en bois, et à côté une grande église (5); aux extrémités furent dressées des tentes pour le petit peuple; et, comme le jour de la fête approchait, on amena une telle quantité de vivres de toute espèce, et aussi de fourrages pour les chevaux, qu'il semblait que, pour les hommes et les bêtes de somme, en si grandes masses qu'on les entassât, la disette n'était pas à craindre. Tout ce que les beaux cantons des deux rives du Rhin pouvaient fournir de meilleur, produits délicieux ou grossiers descendirent ce fleuve, furent réunis, conservés, tout prêts à être employés à l'usage convenable. Pour maintenir l'ordre dans une si grande réunion, les rois, les ducs et markgrafs, sans doute sur le désir de l'empereur, se chargèrent de la surveillance

comme écuyers, sommeliers, échansons, maréchaux, afin que personne ne manquât du nécessaire et de l'agréable, que toute confusion fût évitée. On ne peut nier que ces dispositions, cet exercice de telles fonctions dont se chargèrent des personnages éminents de l'empire, ne rappellent fortement le souvenir de la belle fête par laquelle jadis les princes de l'empire germanique célébrèrent moins le couronnement d'Othon premier, qu'ils ne manifestèrent leur respect pour son père, le grand Heinrich de Saxe. Mais la différence entre les deux circonstances, c'est qu'alors les ducs de l'empire donnaient une fête au jeune roi pour exprimer hautement leur reconnaissance envers son père, et les espérances qu'ils fondaient sur lui-même; le roi était l'hôte de l'empire sur le trône duquel on l'avait élevé : tandis que maintenant le vieil empereur donnait la fête aux princes de l'empire pour les gagner, les égayer, les arracher à de funestes complots; les princes étaient les hôtes de l'empereur, et les dignitaires qui jouaient un rôle dans les cérémonies étaient des officiers investis par son autorité.

On s'entretint de ces apprêts non-seulement dans le Teutschland, mais dans les pays étrangers. Il ne faut donc pas s'étonner si les curieux affluèrent de tous côtés à la fête. Quel prince ou quel seigneur, en Allemagne, aurait pu y manquer, à moins qu'il ne fût retenu par quelque obstacle insurmontable? Ce n'était pas le respect pour l'empereur, l'amour pour la patrie et l'empire, qui poussaient tout le monde à Mayence. Beaucoup de personnes étaient attirées par la curiosité vers les scènes extraordinaires qui allaient se déployer; par le désir de voir et d'être vues; par le besoin de prendre à la cour de l'empereur la place qu'elles occupaient ou qu'elles prétendaient occuper dans l'empire. D'ailleurs chacun pouvait bien regarder comme nécessaire de se maintenir au courant des choses, des projets et des efforts poursuivis, afin de n'être pas dépassé ou mis de côté. Ainsi chacun jugeait convenable de paraître avec une suite militaire aussi forte qu'il était en état de la mettre sur pied, et de se montrer avec tout l'éclat qu'il pouvait répandre autour de lui. Enfin, sur l'invitation de l'empereur, des étrangers étaient venus pour jouir des fêtes, ou pour se faire une juste idée de l'état des choses en Allemagne. Les poëtes et les chanteurs ont surtout célébré la gloire de ce jour; car, à cette époque, l'amour de la poésie et du chant, venu des possessions allemandes de la Bourgogne méridionale dans l'Allemagne, s'était répandu surtout dans la Souabe, qui sous Friedrich Ier jouissait d'un plus profond repos et d'une civilisation plus avancée que les autres contrées de l'Allemagne. Les ménestrels ne pouvaient guère manquer à pareille fête, et ils y trouvèrent leur compte à tous égards. Ils contemplèrent la grandeur, la richesse et la pompe; ils goûtèrent toutes les jouissances que l'on pouvait y prendre, et s'en retournèrent très-contents avec de beaux présents. Ils se montrèrent reconnaissants à leur manière. Au reste, grande fut la foule des petites gens qui se trouvèrent à la fête sans avoir été invités, pour avoir le spectacle de la joie des autres, ou pour recueillir les miettes qui pouvaient tomber de la table du riche.

La noble affabilité de l'hôte impérial, la dignité pleine de séduction de l'impératrice Béatrix, et les grâces des jeunes fils de l'empereur, agirent sans doute puissamment sur la grande assemblée; de bruyants vivat, de joyeuses acclamations partirent de tous les rangs. Mais la fête ne se passa pas aussi belle que Friedrich l'avait espéré; dès la nuit du premier jour, veille du dimanche de la Pentecôte, s'éleva un terrible ouragan. Le vent arracha les tentes, renversa plusieurs bâtiments de bois, et abattit même la chapelle qui tenait au pavillon impérial. L'empereur s'échappa avec les siens; mais quinze personnes trouvèrent la mort dans les décombres. Cet accident, rapproché du désastre d'Erfurt, fut considéré encore comme un mauvais présage.

Mais de pareils coups ne pouvaient imposer silence aux passions. Le lendemain, se passa une scène qui nous fait entrer plus profondément dans l'état de l'empire que la fête éclatante avec toutes ses pompes. L'empereur se rendit à l'église, et se plaça sur son siége, ayant à sa droite l'archevêque de Mayence, à sa gauche l'archevêque de Cologne, tout autour les autres princes de l'empire, ecclésiastiques et séculiers. Alors se présenta l'abbé de Fulda, qui demanda audience. L'empereur lui ayant accordé la parole, il éleva l'ancienne prétention des abbés de Fulda. « L'église de Fulda, dit-il, a reçu des empereurs précédents le privilége

que, toutes les fois qu'il y aurait une diète générale à Mayence, le seigneur archevêque de cette ville siégerait à la droite de l'empereur, l'abbé de Fulda siégerait à la gauche. Je prie donc l'empereur de ne pas accorder aujourd'hui à l'archevêque de Cologne la place qui ne peut lui appartenir. » Alors l'empereur, confiant dans le dévoûment du prélat si hautement favorisé, demanda à l'archevêque Philippe de vouloir bien ne pas troubler sa joie, et ne pas refuser à l'abbé le siége qu'il réclamait. Aussitôt Philippe s'élança de sa place en s'écriant : « Comme vous voudrez, seigneur empereur; l'abbé peut s'asseoir; pour moi, je m'en retourne à mon hôtel. » Cependant le frère de l'empereur, le comte palatin du Rhin, Kunrad s'était aussi levé : « Je suis homme de l'archevêque de Cologne, dit-il; avec votre permission, seigneur empereur, il est juste que je le suive. » Ainsi fit le comte de Nassau; ainsi firent le duc de Brabant et beaucoup d'autres. Le landgraf de Thuringe, homme de l'abbé de Fulda, apostrophant ironiquement le comte de Nassau, dit ; « Aujourd'hui, vous avez bien gagné votre fief. — Oui, répondit le comte d'un ton menaçant, oui, je l'ai bien gagné, et je le payerai par d'autres services, s'ils sont réclamés. » Ainsi grondait l'orage dans l'église, sous les yeux de l'empereur, prêt à éclater et à étendre ses ravages. Saisi de cette pensée, le jeune roi Heinrich se jeta au cou de l'archevêque de Cologne, et, le caressant et le flattant tour à tour, il le supplia de ne pas changer la fête en deuil; en même temps l'empereur le pria de rester. « Ce que j'ai dit, déclara Friedrich, je l'ai dit dans la simplicité de mon cœur. » Sur quoi Philippe répliqua : « Je n'aurais jamais pensé que vous pussiez me faire un tel affront en présence des princes. J'ai vieilli à votre service; mes cheveux blancs témoignent que j'ai combattu pour vous au péril de ma vie; bien plus, je me suis exposé pour vous à de grandes agitations de conscience; je n'ai jamais épargné, pour l'honneur de l'empire, ni mes biens ni ma personne. Vous avez vu mon dévoûment en Lombardie; vous avez reconnu ma fidélité devant Alexandrie; et ce que j'ai fait en Saxe, vous le savez aussi. Je n'ai jamais laissé personne s'exposer avant moi au danger, et maintenant vous voulez me préférer cet abbé! Vraiment je soupçonne que vous-même l'avez poussé à cette réclamation; s'il n'avait pas su que vous aviez l'intention de m'humilier, jamais il n'aurait osé lever le pied contre moi. » Alors l'empereur se leva, tout préoccupé de la pensée que l'archevêque était venu à Mayence avec 4,064 hommes armés : « Nous protestons de notre innocence, et si l'on se défie de notre parole, nous n'hésitons pas à la confirmer par serment. » A ces mots, il étendit la main pour la poser sur des reliques. A ce moment enfin, l'orgueilleux prêtre déclara que la parole de l'empereur avait autant de valeur qu'un serment. Mais cette déclaration de l'archevêque n'aurait pas calmé l'assemblée (6), agitée de ressentiments et de soupçons, si Friedrich n'avait prié l'abbé de Fulda de ne pas insister sur la justice de sa réclamation, de laisser la préséance à l'archevêque, et si l'abbé n'avait cédé à une telle prière.

Une scène de cette nature, qui, on ne peut le nier, n'était pas propre à répandre beaucoup d'éclat sur l'autorité impériale, qui plutôt rappellerait les temps de Heinrich IV, une telle scène bannit sans doute la gaîté de l'assemblée, et assombrit les idées de fête. L'empereur fit poser la couronne sur son front et sur celui de l'impératrice, et marcha ensuite en la tenant à son côté dans cette parure : mais son âme devait être remplie d'indignation contre ses hôtes, du moins contre beaucoup d'entre eux; aussi mit-il bientôt fin à la fête. Dès le lendemain, il accomplit la cérémonie qui avait été le prétexte ou l'occasion de la diète. Après quelques passes d'armes auxquelles lui-même prit part, où ses deux fils aînés déployèrent leur habileté, il leur ceignit l'épée sous les yeux de la brillante assemblée, et proclama leur prise d'armes. C'est par là que se termina la fête. A l'instant peut-être ou le lendemain, les princes, les seigneurs et tout le peuple qui s'était réuni regagnèrent leurs foyers, beaucoup sans doute avec d'autres sentiments que ceux qu'ils avaient apportés; nul peut-être ne s'en retourna satisfait de ce qu'il avait vu. Un témoignage assez significatif de la disposition des esprits, c'est que le landgraf de Thuringe, qui n'avait pu contenir sa colère en voyant le débat de l'archevêque et de l'abbé, jugea nécessaire de suivre le premier à Cologne pour adoucir le prêtre vindicatif et regagner sa faveur, et il paraît qu'il n'atteignit pas facilement son but.

L'empereur Friedrich était maintenant seul errant au milieu de ses constructions féeriques

et en partie écroulées de Mayence, pensant aux premiers temps de son empire, se rappelant l'autorité dont il jouissait alors sur les princes, et le pouvoir qu'il pouvait exercer sur les ecclésiastiques comme sur les laïques. Si alors il jetait ses regards autour de lui et qu'il considérât sa situation présente, les rapports dans lesquels il se trouvait maintenant, après avoir porté la couronne une génération d'hommes, il pouvait bien ne pas goûter une pleine satisfaction d'esprit; il est impossible qu'il ait reporté un œil serein sur la route déjà parcourue; et s'il était assez maître de lui-même pour se rendre compte de sa vie, il dut s'avouer que par sa faute l'empire germanique était tombé en dissolution, ou que du moins par sa négligence il ne pouvait être préservé de la dissolution, et que difficilement à la couronne de cet empire seraient rendues la force et l'autorité. Il devait d'autant plus lui tarder d'abandonner cet empire où un prêtre que lui-même avait fait grand pouvait le braver, l'insulter à la face des princes, sans encourir de punition, mais en augmentant ses honneurs. Et, en réalité, qu'était-il donc dans un tel empire, sinon le serviteur des princes qui avaient été et devaient être ses serviteurs? Que pouvait-il espérer encore atteindre?

Il partit bien vite. Dès le mois d'août il franchit les Alpes et descendit dans le pays jusqu'alors témoin et victime de ses exploits, de ses rigueurs, mais qui maintenant, rappelé aux joies de la vie et à la prospérité, promettait un séjour délicieux, où il pourrait se rafraîchir le corps et l'esprit consumés par les fatigues et les passions. Et comme il pensait, à l'abri de la paix, se montrer désormais souverain doux et clément, il n'emmena pas de troupes disposées au combat, mais une suite grave et imposante, comme cela paraissait nécessaire à la dignité impériale.

CHAPITRE VIII.

DERNIER SÉJOUR DE FRIEDRICH EN ITALIE; COMMUNICATIONS AMICALES AVEC LES LOMBARDS; ÉCHANGE DE BONS PROCÉDÉS ENVERS LES PAPES. — MARIAGE DU ROI HEINRICH VI AVEC COSTANZA DE SICILE. — RETOUR D'EXIL DE HEINRICH LE LION. — MANOEUVRES SECRÈTES D'ÉVÊQUES TEUTSCHS CONTRE L'EMPEREUR.

De l'an 1184 à l'an 1187.

Il n'y a point à en douter, le voyage de l'empereur en Italie fut hâté par la dernière expérience qu'il venait de faire en Allemagne; mais il en avait la pensée depuis longtemps, et dut l'embrasser aussitôt après la conclusion de la paix avec les Lombards. Friedrich n'était pas homme à entreprendre un tel voyage sans poursuivre un grand but: ce qu'il se proposait, on peut en partie le reconnaître par sa conduite, en partie le présumer d'après la situation des choses. D'abord, il voulait gagner les villes de Lombardie par des procédés bienveillants, les séparer les unes des autres; à l'aide de cette séparation, fonder sur toutes sa souveraineté ou celle de sa maison, et se préparer appui et assistance dans chacune d'elles. Ensuite, il voulait essayer d'amener à son parti le nouveau pape Lucius et de s'unir étroitement avec lui, afin que désormais le saint-siége favorisât en Lombardie la puissance impériale, jadis contenue et renversée par lui. De plus, il songeait à mener à fin un mariage entre son fils aîné le roi Heinrich et la princesse sicilienne Costanza, pour transporter dans sa maison, par un héritage, le royaume des Deux-Siciles. Enfin il prétendait, par son éloignement de l'Allemagne, éveiller dans Heinrich le Lion le désir d'y revenir, afin que les princes, dans leur inquiétude à l'égard d'un homme autrefois puissant et violemment irrité, sentissent le besoin de l'empereur, et se vissent contraints à lui offrir cette autorité qu'il avait perdue auprès d'eux. C'est en roulant de telles pensées, peut-être, que Friedrich franchit les Alpes.

On peut accorder que les projets tout à l'heure prêtés à l'empereur ne sont pas tous manifestes, et aussi que pas un seul ne mérite un éloge sans réserve; mais on devra pourtant avouer que désormais Friedrich n'était guère en état de poursuivre d'autres plans, et que, dans les circonstances données, ils présentaient quelque chose de grand dans leur ensemble. Son esprit embrassait un monde. L'illusion, bien pardonnable après une telle existence, consistait à croire qu'il était capable de créer ce monde, et que ses descendants auraient la puissance de le maintenir. Mais cette illusion, il la reconnut lui-même; il n'a saisi qu'un seul

objet, et il n'en est résulté rien d'heureux pour lui et sa maison. Tout ce qu'il fit et tenta durant les deux années de son nouveau séjour en Italie, ne peut être qu'indiqué rapidement dans cette histoire; car, s'il se fit encore accompagner par quelques évêques, il n'entreprit rien par l'empire et pour l'empire; il n'agit qu'avec ses propres moyens et pour son propre compte. Désormais l'empereur et l'empire sont séparés l'un de l'autre.

D'abord l'empereur obtint auprès des villes sinon la totalité, du moins une grande partie de ce qu'il s'était proposé. Une communauté ne peut garder rancune comme un individu; elle conserve son amour plus longtemps que sa haine, et, si rarement elle songe aux bienfaits reçus, elle oublie aussi facilement l'oppression qu'elle a endurée. Les hommes industrieux de la Lombardie, charmés de la prospérité de leurs affaires, enchantés de jouir des fruits de leur activité, fiers de la force et de l'ordre de leurs cités, le cœur gonflé à la vue des grandes choses qu'ils fondaient ou rétablissaient, des objets utiles qu'ils acquéraient ou qu'ils livraient, des beaux produits qu'ils créaient ou qu'ils imaginaient, ces hommes ne voyaient dans l'empereur que le prince qui leur garantissait le repos dont ils se réjouissaient, et semblaient ne plus penser que c'était lui aussi qui avait attiré sur leurs têtes les périls, les chagrins et la misère. Partout où il vint, il fut reçu avec de grands honneurs et aux acclamations de la multitude; des présents lui furent offerts, et tout fut employé pour l'entourer d'un appareil de fête : car les communes sont disposées aux fêtes, parce qu'elles-mêmes y trouvent le plaisir le plus vif, et parce que dans chaque fête l'administration publique gagne l'amour des individus. De son côté, l'empereur répondit à l'accueil des Lombards par la condescendance, l'affabilité, avec d'autres intentions peut-être qu'ils ne lui en supposèrent. Partout où il se trouva (et il visita peu à peu les cités les plus importantes, descendit même jusqu'aux frontières des possessions normandes), il se montra bienveillant, et accorda volontiers ce qu'on sollicitait de lui. Il paraissait vouloir effacer toutes les traces des anciennes dévastations; aussi il favorisa le rétablissement de Crême, afin de faire disparaître plus rapidement des âmes le souvenir des atrocités commises dans cette ville. Il s'appliqua à provoquer dans chaque ville la pensée qu'elle jouissait auprès de lui d'une faveur particulière; car de la sorte elle se détachait de la ligue des Lombards, et toutes devaient être animées de jalousies mutuelles. L'objet principal de ses attentions fut Milan : Friedrich avait appris à connaître cette ville. Il l'avait effacée de la terre, et maintenant, après quelques années, elle était relevée si grande et si magnifique, que nul ne pouvait méconnaître qu'elle allait redevenir ce qu'elle avait été avant la première arrivée du César germanique en Italie, la reine entre toutes les cités de Lombardie. Ainsi son âme énergique se tournait de préférence vers la ville la plus énergique. S'il parvenait à gagner Milan, il pouvait se promettre d'anéantir à jamais la ligue des Lombards et de briser entièrement leurs forces. Et pourquoi la tentative n'auraitelle pas réussi? Dans les bourgeois de Milan vivaient les mêmes sentiments qui se manifestaient parmi les bourgeois des autres villes; ils savaient bien que dans la plupart des communes la bienveillance qu'ils avaient trouvée au moment de leurs effroyables malheurs était éteinte, et que les anciennes passions dont Milan avait été victime commençaient partout à se relever. Les Milanais devaient craindre que, s'ils ne se rattachaient pas à l'empereur, une ligue ne se formât contre eux entre ce monarque et d'autres cités; ils pouvaient donc croire que, pour leur conservation et leurs intérêts, il n'y avait rien de mieux à faire que de profiter de l'inclination que l'empereur paraissait avoir pour eux. Friedrich et les Milanais se rapprochèrent facilement. Le monarque paraissait se plaire surtout dans leur ville, et ils lui rendaient toutes sortes d'hommages; le prince accordait ce que les bourgeois demandaient, et ceux-ci promettaient ce que le prince désirait obtenir. Il augmenta leur puissance, leur conféra les objets de leurs réclamations, et n'hésita point à augmenter leur territoire, à en soumettre d'autres à leur domination. Ainsi s'élevèrent partout les rivalités, l'envie, la défiance et le soupçon, d'abord de tous contre Milan, peu à peu de tous contre tous; mais c'était là justement ce qui paraissait le plus favorable aux vues de l'empereur. Les choses allèrent enfin si loin, que Friedrich, à la tête des Milanais, put entrer en campagne contre Crémone, ville qui jadis avait combattu sous sa bannière avec acharnement contre Milan (1).

L'empereur ne fut pas aussi heureux dans ses négociations avec le pape Lucius III que dans ses rapports avec les Lombards, en partie sans doute parce que ces rapports mêmes réagirent sur les relations avec le pontife. Le peuple de Rome, égaré, remué dans ses passions les plus profondes, ne pouvait trouver un instant de repos. Il s'agitait en tous sens, sans saisir un point sur lequel il pût s'affermir. Après la paix de Venise, il avait invité le pape Alexandre à replacer le saint-siége dans la ville éternelle, sur le tombeau des apôtres; mais il avait bientôt reconnu que sous le pouvoir pontifical il n'y avait pas moyen de saisir ce qu'il poursuivait, et ce que personne peut-être n'était capable de déterminer. Aussitôt que parvint à Rome la nouvelle de la mort d'Alexandre, qui avait rendu l'âme à Castellana, la ville fut agitée de si violents mouvements, que le nouveau pape Lucius III n'osa s'y rendre; il demeura à Velletri. Mais après que Christian de Mayence eut pris les armes contre les Romains, parce que, entraînés par de vieilles haines, ils avaient marché contre Tuscolo, ils se trouvèrent dans le plus grand embarras en face du belliqueux archevêque, et conçurent de violents ressentiments contre le pape au nom duquel Christian combattait. Lorsque Christian fut mort, et que les Romains n'eurent plus rien à craindre, leurs rancunes, n'étant plus contenues, éclatèrent avec fureur; non-seulement ils insultèrent le souverain pontife, mais encore les prêtres qui lui étaient attachés, et leur firent subir les plus cruelles persécutions. A l'approche des masses féroces qui le menaçaient, le bon pape ne se regarda plus comme en sûreté dans le voisinage de Rome, gagna la Toscane, et poussa même jusqu'à Bologne, jusqu'à Modène. Cependant il put apprendre la prochaine arrivée de l'empereur en Italie, et entra aussitôt en correspondance avec lui. L'on convint d'une entrevue qui devait avoir lieu à Vérone. Le pape se rendit donc dans cette ville, et l'empereur y vint aussi; pourtant il est difficile de fixer le moment, quoique ce fût, à ce qu'il paraît, dans l'année 1184. Sans doute les vues du pape furent d'abord de déterminer l'empereur à marcher sur Rome et à imposer la soumission aux Romains rebelles; mais, pendant son séjour dans la haute Italie, il reconnut bientôt qu'il n'avait rien à espérer de l'empereur, et qu'il avait au contraire beaucoup à craindre. Friedrich n'avait pas d'armée, et n'était pas, en général, préparé à des opérations militaires. Ses procédés actuels à l'égard des Lombards étaient si différents de sa conduite antérieure, que le pape prévit clairement l'anéantissement de l'influence que jadis le saint-siége avait exercée sur les Lombards. Les efforts de l'empereur enfin pour transférer le royaume de Sicile dans sa maison, efforts qui ne pouvaient rester cachés au pape et dont il va être question, durent nécessairement éveiller en lui de graves inquiétudes: or, si les manœuvres réussissaient, la ville de Rome était également enserrée par la puissance de la maison Waiblingen, et le saint-siége paraissait prêt à tomber à la discrétion de cette maison. La situation du pontife à l'égard de l'empereur devint donc tout autre qu'elle n'avait été depuis la paix de Venise; en conséquence Lucius opposa à l'empereur Friedrich de la défiance, des soupçons, et même des sentiments hostiles.

Et en effet les deux chefs du monde occidental ne s'accordèrent sur aucun des points qui furent traités entre eux, que les difficultés fussent soulevées d'un côté ou de l'autre. L'on s'occupa de l'affaire des ecclésiastiques qui pendant la discorde entre l'Empire et l'Église avaient été consacrés par des schismatiques; car beaucoup de ces prêtres s'étaient rendus à Vérone pour sortir enfin de la situation incertaine dans laquelle les avait placés la paix de Venise. Friedrich essaya de déterminer le pape à mettre un terme aux inquiétudes de ces hommes, et de les reconnaître comme prêtres légitimes dans leurs dignités. Le pontife, ami de la paix, était disposé à satisfaire le désir de l'empereur; mais quand il fut instruit que, dans les rapports de tant de prêtres à l'égard du siége apostolique, il avait entre ses mains un levier avec lequel, en cas de nécessité, il serait en état d'ébranler tout ce que l'empereur pourrait établir ou lier en Lombardie, il montra une résistance si opiniâtre que tout resta sans décision. La question, dit le pape, serait plus tard proposée dans un concile à Lyon.

Dans une autre affaire, ce fut le tour du pape d'être repoussé, comme l'empereur venait de l'être. Friedrich était en possession des biens de Mathilde. Lucius demanda la restitution de ces biens au saint-siége; Friedrich s'y refusa. Le pape invoqua la donation de la

marquise; l'empereur, d'autres actes. Aucun ne céda, et la chose resta où elle en était. Il est à peine croyable que le pape ait mis l'affaire sur le tapis avec espoir de succès. Il voulait seulement opposer réclamations à réclamations, pour n'être pas seul à repousser les propositions, et afin de maintenir les choses dans un certain état d'équilibre. Il rejeta en effet d'autres demandes de l'empereur, lesquelles étaient si importantes en elles-mêmes et touchaient de si près à l'empereur, que nécessairement le pape désirait engager quelque grave débat. A Trèves était mort l'archevêque Arnold, dans l'année 1183, et à sa place avaient été portés, par la division des voix, deux candidats, Volkmar et Rudolf. Volkmar s'était adressé au pape, soutenant qu'il avait été élu d'une manière canonique; Rudolf avait eu recours à l'empereur, auquel, en vertu du concordat de Worms, appartenait la décision dans les cas d'élections contestées. Le pape avait entrepris une enquête pour savoir à qui l'élection devait profiter, d'après les principes de l'Église, mais sans prononcer. L'empereur aussitôt, et sans hésiter, donna gain de cause à Rudolf, et lui conféra les régales de l'Église. Ensuite Volkmar s'était rendu personnellement auprès du pape. Sur ses instances, le pape avait mandé devant lui l'adversaire Rudolf pour répondre de sa conduite. L'empereur avait envoyé l'appelé en Italie, en lui adjoignant des jurisconsultes en droit canon et en droit civil pour soutenir sa cause. Et cela se fit avec tant d'habileté que le pape jugea prudent alors de ne donner aucune décision. Rudolf revint donc trouver l'empereur, et Volkmar resta près du pape : tel était l'état des choses lorsque l'empereur eut son entrevue avec le pape. Cependant l'église de Trèves était tombée dans un grand désordre. Des passions furieuses avaient éclaté; et le jeune roi Heinrich, qui était resté en Allemagne et avait ainsi la première occasion d'agir avec quelque liberté à la face du monde, intervint violemment, déploya un caractère impitoyable dans cette anarchie, et se permit contre les adhérents de Volkmar les plus odieux traitements (2). Informé de ces faits à Vérone, le pape prit la résolution de confirmer, sans plus tarder, l'élection de Volkmar. A cette nouvelle, l'empereur fit bien vite notifier au saint-père que, s'il prononçait la confirmation de Volkmar, il ne pouvait y avoir désormais aucune communication entre eux; et à cette déclaration furent jointes des menaces qui, apportées avec quelque adoucissement aux oreilles de Lucius, retentirent pourtant assez durement pour ébranler l'âme du pontife débonnaire, qui n'avait pas la fermeté du fer et de l'acier. Il s'arrêta donc, mais assurément se sentit blessé au cœur. Il ne faut donc pas s'étonner s'il repoussa la requête de l'empereur tendant à faire placer la couronne impériale sur la tête du jeune Heinrich : « Il ne peut y avoir en même temps deux empereurs, deux chefs de l'empire, » dit le saint-père. Et à cette courte déclaration il ajouta une proposition qui n'était pas sans amertume, qui avait peut-être l'apparence d'un sarcasme : « Si Friedrich désire voir son fils paré de la couronne impériale, il peut commencer par la déposer lui-même ! » Assurément ce trait pénétra profondément dans le cœur de Friedrich.

Ainsi s'élevèrent de nouveaux sujets de querelle entre l'empereur et le pape, et les esprits s'aigrissaient chaque jour davantage. Pendant tout le temps que se poursuivirent les négociations, le pape resta à Vérone. Friedrich pouvait y avoir fait plusieurs voyages; mais chaque fois il n'y resta que quelques instants. Aussi les négociations engagées peut-être oralement se continuèrent par écrit, ou au moyen de plénipotentiaires; et ces intermédiaires purent parfois adoucir quelques expressions, parfois aussi leur donner une forme plus acerbe. Friedrich était habitué à ces sortes de débats, et, quoique dans ses revers il eût reconnu la nécessité de plier, il n'était pourtant pas encore devenu bien souple. Le bon pape, au contraire, ne pouvait se faire à ce genre de rapports dans lesquels il s'était trouvé pour la première fois avec les Romains, et où il se voyait engagé maintenant avec l'empereur. Jadis il avait été champion loyal de l'Église, pour laquelle il avait assumé le fardeau de grandes affaires; il les avait menées avec habileté et vigueur à bonne fin, parce qu'il avait travaillé, agi sous la direction du pape Alexandre, et avait senti qu'il pouvait se reposer fermement sur cet appui; mais, sous le fardeau de la double lutte qu'il devait maintenant soutenir lui-même comme pape, ses forces se brisèrent. Il mourut dès le 25 novembre de l'année 1185, au moment où la discorde entre lui et l'empereu éclatait plus violemment. A la place de

Lucius fut élu Uberto Crivallo, archevêque de Milan, qui prit le nom d'Urbain III. Ce nouveau pape établit sa résidence à Vérone; mais il n'abandonna pas l'archevêché de Milan, qu'il continua d'administrer comme par le passé, sans doute afin d'agir ainsi plus fortement sur toute la Lombardie, et de rattacher la ville et le pays dans une nouvelle union plus étroite au saint-siége, ou du moins les détourner d'une ligue contre la chaire apostolique. Cette intention, que chaque incident rend extrêmement vraisemblable, laissait prévoir qu'il ne voudrait consentir à aucune des réclamations impériales repoussées déjà par Lucius. Mais, comme en outre Urbain III nourrissait une vieille haine personnelle contre l'empereur, parce que lui-même et ses clients durant la guerre précédente avaient subi de mauvais traitements et enduré des pertes considérables de la part de Friedrich, il devait nécessairement entrer dans la lice avec une énergie empreinte d'amertume, et chercher à exécuter ce que le faible Lucius avait ajourné et laissé dans l'indécision.

Mais, avant qu'Urbain pût s'affermir sur son siége élevé et se livrer à la moindre entreprise, l'empereur atteignit le troisième but qu'il s'était proposé par son voyage d'Italie. De la maison de Tancrède de Hauteville le Normand, il ne restait en Italie aucun rejeton mâle légitime, que le roi Guillaume II qui était assis sur le trône de Sicile et régnait sur tous les pays conquis par les Normands. La postérité de Robert Guiscard, s'était éteinte dans l'an 1127, avec son petit-fils le duc Guillaume de Pouille. Du frère de Robert, du comte Roger, conquérant de la Sicile, descendaient les rois qui régnèrent sur les conquêtes des Normands des deux côtés du détroit : Roger, Guillaume Ier, et Guillaume II le monarque actuel. Le premier de ces rois, Roger, avait eu encore un fils, René, qui, de même que Roger, était mort avant son père. De ce Roger, duc de Pouille, il y avait un fils nommé Tancrède; mais il était né en dehors du mariage, et, à cause de cette tache, était regardé comme inhabile à succéder au trône. Le roi Roger avait donné l'être à une fille nommée Costanza, qui était née en 1154, après la mort de son père. Le second fils de Roger, Guillaume Ier, n'avait pas laissé d'autre enfant que Guillaume II, qui lui succéda sur le trône en 1166, étant encore mineur. Onze ans après, ce prince avait épousé Jeanne, fille de Henri II, roi d'Angleterre, sœur de l'épouse de Heinrich le Lion; mais jusqu'alors ce mariage était resté stérile, et personne ne pensait qu'il dût être béni par des enfants, quoique le roi fût jeune et la reine aussi. Si cette présomption était bien fondée, Costanza, fille du roi Roger, restait seule du sang légitime des Normands, et après la mort du roi Guillaume II elle était investie des droits héréditaires sur le royaume de Sicile. C'étaient là les circonstances qui donnèrent à Friedrich la pensée d'unir son fils aîné le roi Heinrich à la princesse Costanza, et il y resta fermement attaché sans pouvoir en être distrait par la mort de sa fidèle compagne Béatrix (3). Il tint peu de compte des rapports embrouillés dans lesquels il allait ainsi jeter son fils, auquel étaient assurées déjà tant de couronnes, en lui donnant une épouse qui deviendrait reine de Sicile; il ne voulut point songer que, par l'acquisition d'un nouveau royaume, Heinrich finirait par être étranger partout; que nulle part il ne recueillerait l'amour, et qu'il serait odieux à tous; il ne voulut pas considérer non plus que le royaume de Sicile était un fief du saint-siége, et que, par l'adjonction de cet Etat, il allait nécessairement engager son fils dans la lutte la plus terrible contre le saint-siége, quoique lui-même n'ait pas été en état d'en soutenir une semblable. Il ne fut pas effrayé par la réflexion que son fils, qui avait déjà montré l'empire effréné de ses passions, était un jeune homme à peine âgé de 21 ans, que la fiancée qu'il se promettait avait dix ans de plus, et, sans être difforme, n'avait pourtant d'autre attrait que des espérances sur le trône de Sicile; car dans la perspective d'un tel héritage disparaissaient peuple et patrie aux yeux de Friedrich, et le bonheur de son propre fils n'arrêtait pas un instant son attention.

Les négociations près la cour du roi Guillaume furent conduites avec tant d'adresse et d'activité, que les fiançailles furent conclues encore avant la mort du pape Lucius. Il ne fut pas en effet très-difficile de gagner cette cour. La vieille énergie normande s'était épuisée avec les premiers conquérants sous le ciel du Midi; elle s'était affaiblie dès le commencement de ce siècle, exhalée en emportements, perdue dans l'irrésolution et l'incertitude; et peu à peu, au milieu de ces faiblesses, s'étendirent les complots, les manœuvres perfides, la fraude.

L'offre de Friedrich put donc être facilement représentée comme une bonne fortune pour l'Etat chancelant, qu'il ne fallait pas négliger. Au moment où le pape Lucius rendait l'âme, la royale fiancée traversa donc l'Italie pour se rendre à Milan, entourée d'un éblouissant cortége, portant avec elle des trésors, des objets précieux de toute espèce. A Milan, dans le palais qui touche à l'église de St-Ambroise, le couple royal fut uni le 27 janvier 1186, au milieu de la plus grande pompe. Friedrich luimême se fit couronner par l'archevêque de Vienne; Heinrich reçut une couronne de la main du patriarche d'Aquilée, et sa jeune épouse des mains d'un évêque allemand. Ensuite il y eut des fêtes magnifiques : la ville de Milan était dans l'allégresse; beaucoup d'hommes éminents du voisinage et de cantons éloignés étaient accourus pour offrir leurs hommages à l'empereur à cette occasion, peut-être aussi pour satisfaire leur curiosité et jouir du spectacle des richesses qui allaient être déployées. Mais la joie était-elle aussi sincère qu'elle était bruyante? il n'est guère facile de le décider. Quelques hommes réfléchis pouvaient bien se dire que l'on venait de serrer un nœud qu'il ne serait pas facile de détacher; que l'on venait d'ouvrir une source d'où sortiraient peut-être bien des infortunes. Et vers qui porter ses regards avec espoir et confiance? Les années n'avaient point passé sur la tête de Friedrich sans y avoir laissé des traces. Sa couronne d'or ne couvrait pas l'empreinte du temps; et si l'homme dans la force de l'âge n'avait pas réussi à conduire le vaisseau solide de l'Etat au port où il avait dirigé sa course, comment la main du vieillard parviendrait-elle à piloter la frêle carcasse surchargée à travers les vagues et le tourbillon qui menaçaient de la mettre en pièces? La vue même des nouveaux époux avait quelque chose de sombre et d'attristant. Le roi n'apparaissait pas là comme un jeune homme dans l'éclat et la fraicheur des belles années, portant dans ses regards la bienveillance et l'espoir, promettant d'exercer l'activité de la force et de l'intelligence; sa taille petite, sa faible complexion, ses cheveux blonds, son visage maigre et pâle, paraissaient n'annoncer rien de bon ni de grand; et l'on savait que le jeune roi avait déjà donné des preuves d'irritabilité et d'emportement.

Bientôt il se manifesta que ce mariage n'avait pas été considéré avec indifférence par le pape. Urbain commença les hostilités contre l'empereur et la maison impériale, en interdisant tous les actes du sacerdoce au patriarche d'Aquilée pour avoir imposé une couronne en Italie sans l'agrément du souverain pontife, et l'exercice de la prêtrise à tous les ecclésiastiques qui avaient assisté à ce couronnement. Maintenant il poursuivit sa route d'attaque en attaque; il attribua le siége de Trèves à l'archevêque Volkmar, et rejeta Rudolf, en faveur duquel l'empereur avait prononcé en l'investissant des régales de l'église de Trèves. Il éleva l'ancienne réclamation du siége apostolique sur les biens de la marquise Mathilde, et demanda à l'empereur la restitution de toutes ses possessions; il accusa l'empereur d'une infinité d'actes de violence et de spoliation qu'il se serait permis à la succession des évêques décédés, et aussi contre des cloîtres, particulièrement contre des couvents de femmes. Ainsi, tandis que Friedrich mettait en œuvre toutes sortes d'artifices envers les villes lombardes, Urbain rassemblait les éléments d'une excommunication dans laquelle paraissait devoir enfin se décharger une telle colère contre l'empereur. Cet amas de matières inflammables devenait redoutable pour Friedrich, parce que les deux premiers princes ecclésiastiques d'Allemagne, les archevêques de Cologne et de Mayence, penchaient du côté du pape, et que l'église de Trèves continuait toujours à être bouleversée. Cette participation de princes ecclésiastiques aux mouvements politiques de l'Allemagne se rattachait à la situation de Heinrich le Lion, qui préoccupait Friedrich au moment où il allait franchir les Alpes.

Le duc Heinrich, lorsqu'il avait été contraint de quitter sa patrie, s'était rendu avec sa femme et ses enfants à la cour de son beau-père, qui se trouvait alors en Normandie. De là il avait fait, l'année suivante, un pèlerinage en Espagne, à St-Jacques-de-Compostelle. Deux ans après son bannissement, il était allé en Angleterre avec son beau-père, à peu près au moment où l'empereur avait rassemblé la brillante diète de Mayence, d'où l'ennemi le plus acharné de Heinrich le Lion, l'archevêque Philippe de Cologne, avait emporté un profond ressentiment contre l'empereur. Bientôt après l'empereur passa en Italie; mais, avant son départ, l'archevêque Philippe, accompagné du comte Philippe

de Flandre, entreprit un voyage au tombeau de St Thomas de Cantorbéry. Ce pèlerinage a droit de surprendre : saint Thomas était resté fidèle au pape Alexandre et à l'Eglise catholique, et Philippe n'avait obtenu son siége archiépiscopal qu'en se rangeant à côté de l'empereur contre le pape et l'Eglise. S'il avait ressenti des remords de conscience, déjà il s'était réconcilié avec l'Eglise, et avait reçu largement le pardon de ses péchés. L'Eglise était remplie d'anciens saints, de sorte qu'un homme inquiet, tourmenté, n'était pas dans la nécessité d'avoir recours aux plus nouveaux. Bien plus, l'archevêque Thomas avait été béatifié, parceque, dans la lutte passionnée de Henrich II contre l'Eglise, il était tombé en victime pour une cause regardée comme sacrée. Il est donc difficile de croire que le roi Heinrich, quoiqu'il se fût humilié devant le pouvoir ecclésiastique, qui alors dominait les esprits par la-foi et la superstition, vît d'un œil favorable un pèlerin qui paraissait en Angleterre pour prier sur les reliques de saint Thomas. Auprès du roi Heinrich se trouvait en haute considération son gendre, Heinrich le Lion, que l'archevêque avait combattu avec la passion la plus emportée, dont les possessions lui avaient été abandonnées en grande partie. On pouvait donc présumer que l'archevêque Philippe, avec de telles circonstances, ne devait pas avoir ressenti un grand désir pour ce pèlerinage en Angleterre, et croire surtout que s'il avait été incapable de résister à l'impulsion de son cœur pour visiter le tombeau de saint Thomas, il aurait au moins entrepris ce pieux voyage entièrement incognito, aurait évité l'attention, afin de ne point blesser le roi et le duc, et de ne pas tomber lui-même dans de grands embarras. Mais il ne s'abstint d'aucun éclat; la réception que lui prépara le roi Heinrich fut réellement signalée, et la correspondance dans laquelle entra le duc Heinrich le Lion avec son ancien ennemi fut si amicale, qu'il faut bien croire qu'il s'était passé quelque chose d'étrange dans le monde. On peut à peine douter que le voyage de Philippe n'eût un autre but, qu'il n'eût été concerté avec les deux Heinrich, et que les reliques de saint Thomas ne servissent que de prétexte. Philippe craignit que l'empereur ne méditât le rappel de Heinrich, et ne prit une attitude hostile contre ceux qui avaient combattu et dépouillé le duc, et il jugea nécessaire de s'entendre avec Heinrich ouvertement ou à l'aide d'artifices; ou bien il se proposa de heurter l'empereur, et de brouiller encore plus les rapports en Allemagne, tandis que Friedrich était en train de jeter une nouvelle confusion en Italie. Au reste ce qui paraît appuyer cette opinion, c'est que le roi d'Angleterre, et comme on l'assure, sur le conseil de l'archevêque Philippe, envoya une ambassade au pape Lucius à Vérone. Le but apparent de cette ambassade était de déterminer le pape à opérer une réconciliation complète de l'empereur avec Heinrich le Lion. Mais assurément l'on n'ignorait pas en Angleterre les rapports qui existaient entre le pape et l'empereur; et sans doute Philippe en était instruit. Ainsi le fond de vérité historique dans tout cela, c'est qu'il avait été question des affaires de Heinrich le Lion auprès du pape, et qu'il y avait alliance à ce sujet entre Philippe et le pontife. Les ambassadeurs peuvent bien encore avoir reçu des instructions secrètes, dont rien n'est resté dans les annales de l'histoire.

Peut-être l'empereur Friedrich ne pénétra pas le plan entier de l'archevêque; mais ce qui ne lui échappa point, c'est que le prélat méditait et tramait quelque chose contre lui. Il voulut donc, à ce qu'il paraît, tenter le prêtre turbulent, et lui montrer qu'il était en état de lui opposer, dans les villes teutsches, des ennemis capables de lui donner à réfléchir, ainsi qu'il avait su trouver des adversaires au pape dans les Lombards. Philippe avait arrêté quelques marchands d'Augsbourg qui s'étaient permis certaines offenses contre lui (4), et il avait mis leurs marchandises sous le séquestre, afin d'avoir un gage pour l'amende. Aussitôt les marchands s'adressèrent au roi Heinrich, qui était resté dans le Teutschland. Heinrich, agissant sans doute d'après les instructions de son père, ordonna à l'archevêque de restituer les marchandises. Philippe refusa, en déclarant que préalablement l'amende devait être payée. A une seconde injonction fut apportée la même réponse. En adressant la troisième sommation, le jeune roi se permit de menacer de la disgrâce royale. Le prêtre provoqué répliqua que personne ne pouvait servir deux maîtres, et que deux princes ne pouvaient régner à la fois. Cette parole mécontenta le roi. Il manda par trois fois l'archevêque devant une diète. A la troisième citation, Philippe parut à Mayence.

Il était escorté d'un si grand nombre de nobles engagés par promesse à défendre sa cause, qu'il était sans inquiétude. Mais il se trompait; les nobles, sur la fidélité desquels il avait compté, se laissèrent gagner par le jeune roi et lui prêtèrent serment de combattre l'archevêque. Philippe se vit donc abandonné et trahi au milieu de ses fidèles et par eux-mêmes. Réduit à cette extrémité, il fit ce que l'on exigeait de lui; il jura que dans son voyage d'Angleterre il n'était entré dans aucune ligue hostile avec Heinrich le Lion contre l'empereur et l'empire; car, dans ces temps, l'on prêtait tant de serments sur des objets divers, qu'il y a autant à s'étonner sur ceux qui demandaient les serments que sur ceux qui les prononçaient. Philippe s'engagea de plus à une amende de 500 marcs, et probablement restitua les marchandises aux marchands d'Augsbourg, quoiqu'on ne trouve aucune indication sur ce point. Dès ce moment sa haine contre l'empereur n'eut plus de frein; il travailla contre lui partout et comme il put, embrassa le parti du pape et de l'Église, et la première chose qu'il entreprit de retour à Cologne, ce fut de fortifier cette ville.

Peu de temps après ces événements expira le terme fixé à l'exil de Heinrich le Lion par la sentence d'Erfurt. Le duc revint donc dans sa patrie dans l'automne de 1185, et prit sa résidence à Braunschweig. Il ne retrouva pas ce qu'il avait laissé; son patrimoine même avait été violemment usurpé pour la plus grande partie. S'il promenait ses regards autour de lui pour compter ceux qui se dressaient en ennemis en face de lui et s'étaient distribué ses biens et ses dignités, son cœur devait se gonfler et se serrer tour à tour. Qui donc avait joui longtemps de ses acquisitions et de la faveur de l'empereur? Otto de Wittelsbach, qui avait pris à la place de Heinrich le titre de duc de Bavière, était mort depuis deux ans; et à grand'peine, au milieu d'agitations et de luttes continuelles, le duché put être sauvé, au profit de son fils mineur Louis, contre l'esprit insurrecteur des comtes et les prétentions des ecclésiastiques. Bernard d'Anhalt, qui se parait du nom de duc de Saxe, était sans considération, sans dignité; en puissance, en honneur, il n'avait rien que Heinrich pût lui envier. Le père du duc Bernard, l'archevêque Siegfrid de Bremen, était mort; le nouvel archevêque Hartwig, jadis secrétaire de Heinrich et appelé par lui au siége de Bremen, s'était montré ingrat et factieux; et il en était encore à attendre le prix que l'on donnerait à son mérite et à ses services. Thiedrich, markgraf de Meissen, n'était plus. Louis, landgraf de Thuringe, vivait encore; mais, engagé dans un labyrinthe de disputes avec l'archevêque de Mayence, il ne trouvait pas non plus un instant de repos dans sa propre maison. Le comte Adolphe de Holstein fut attaqué par l'archevêque Hartwig au sujet de Dikmarsen, et ne jouit que fort peu de son indépendance. Waldemar, roi de Danemark, qui s'était aussi réuni aux ennemis de Heinrich, n'était plus parmi les vivants; et le nouveau roi, Kanut, gendre de Heinrich, vivait avec le duc Bernard en guerre ouverte, avec l'empereur en état d'hostilité à peine déguisée. Les princes slaves avaient peut-être déjà reconnu qu'ils ne se trouvaient pas en meilleure situation que sous la domination de Heinrich le Lion. Enfin l'ennemi le plus acharné du duc, l'archevêque Philippe de Cologne, était devenu son ami parce qu'il s'était fait l'ennemi de l'empereur.

Connaissant pleinement ces rapports et d'autres de même nature, Heinrich le Lion, réinstallé dans son château de Braunschweig, put les contempler à son aise. Il parut s'appliquer à la conservation, à l'administration de ce qui lui avait été laissé, sans laisser percer le moindre souci sur ce qui se passait autour de lui. Personne ne le provoqua, personne ne fut inquiété par lui. L'on comprend facilement qu'il n'ait pas été persécuté. Chacun devait s'avouer que si le vieux héros, saisissant les armes au milieu de conjonctures menaçantes, réclamait ce qui lui avait autrefois appartenu, il causerait du moins un grand ébranlement, et que le frêle édifice que l'on avait non pas construit, mais posé sur les débris de sa puissance, tomberait à la première secousse. Chacun était donc inquiet, et Heinrich fut laissé dans une tranquillité parfaite. Mais il est difficile de s'expliquer comme lui-même s'abstint de toute agression. Est-ce que son âme était toujours remplie de mépris pour les manœuvres du monde? Était-il indifférent, fatigué, épuisé? ou bien était-il arrivé à embrasser cet axiome de la sagesse antique, que la moitié peut valoir mieux que le tout? Crut-il être entré dans ce port assuré, et craignit-il de se relancer en pleine mer? ou bien enfin voulut-il attendre

le déroulement d'autres plans, et prendre son temps? On trouve que l'empereur lui adressa coup sur coup des lettres remplies d'expressions amicales et consolantes, dans lesquelles il l'encourageait à l'espérance, et sans doute lui faisait entrevoir la possibilité de remonter à son ancienne élévation ; mais, en supposant même que ce renseignement ait quelque fondement, on ne peut guère admettre que le duc se soit laissé déterminer dans sa conduite par les lettres de l'empereur. En effet, on ajoute que l'empereur ne prenait pas ses propres paroles au sérieux, parce que, dans tout ce qui avait été entrepris contre lui par le pape, par l'archevêque de Cologne, par le roi de Danemark, etc., il avait toujours soupçonné l'impulsion du duc Heinrich. Mais l'empereur fut coupable d'hypocrisie dans son langage amical envers Heinrich ; assurément celui-ci, de son côté, ne l'écouta qu'avec défiance. On trouve encore que des évêques, parmi lesquels figurait l'archevêque Philippe de Cologne, avaient formé une ligue ou plutôt une conjuration contre l'empereur (3). Il n'est pas certain que le duc ait été informé de cette conspiration, mais on n'en peut guère douter. Peut-être la connaissance qu'il en avait le détermina-t-elle à attendre patiemment la marche des choses. Dans tous les cas, ces dispositions hostiles du pape et même celles des personnages les plus éminents du clergé allemand contre l'empereur ne pouvaient lui être inconnues. Les symptômes et les révélations ne manquaient pas. Peu de temps après le retour de Heinrich de l'Angleterre, le jeune roi Heinrich se rendit en Italie pour célébrer son mariage. A ces fêtes le roi invita de la manière la plus gracieuse et la plus pressante l'archevêque de Cologne, sans doute afin de regagner dans cette occasion ce prêtre rancunier, et l'attirer de son côté. Il descendit jusqu'aux prières instantes, et promit que désormais il ne serait plus question de querelle. Philippe céda et accepta l'invitation. Il se mit réellement en route avec une suite nombreuse. Mais bientôt Kunrad de Wittelsbach, archevêque de Mayence, lui expédia un courrier pour l'avertir « de ne pas se rendre en Italie à la cour de l'empereur, parce qu'il ne reviendrait jamais à Cologne. » On ne sait sur quel motif était fondé cet effrayant avis, mais il est certain qu'il suffit pour faire changer de résolution à l'archevêque Philippe. Il prétexta une maladie, se fit excuser, et regagna Cologne.

Les relations sont pauvres et laissent partout des lacunes. Néanmoins il en ressort clairement que l'état des choses en Allemagne annonçait un effroyable désordre, les divisions les plus profondes : partout on s'agitait, on ourdissait des trames; et il n'y avait ni plan ni but auquel on ne rattachât Heinrich le Lion. Partout on se tenait prêt pour les éventualités, parce que partout l'on redoutait ou l'on appelait de ses vœux une explosion. Mais on se trompa dans ces craintes ou ces espérances. L'on ose à peine conjecturer que le pape retint l'excommunication prête à fondre sur l'empereur, parce qu'il attendait en Allemagne des événements qui forçassent Friedrich à s'éloigner de l'Italie, et qu'en Allemagne il n'y eut pas d'explosion, parce que l'on croyait devoir attendre l'excommunication du pape que l'on tenait pour inévitable. Dans ces hésitations il s'écoula tant de temps, que l'empereur parvint à régler ou embrouiller les choses en Lombardie à un point qui lui permit de quitter l'Italie sans crainte, et d'en laisser l'administration à son fils Heinrich. Cependant, en franchissant les Alpes, il eut la précaution d'en fermer les passages de telle sorte, que nulle communication ne pût s'établir par là entre le pape et les Allemands, et que par conséquent il leur fût impossible de songer à agir de concert. Friedrich et son fils, au contraire, qui n'avaient qu'un but, pouvaient agir dans une même pensée, l'un en Allemagne, l'autre en Italie.

Heinrich, assuré du côté des Lombards, soutenu par les Romains, emporté par la confiance de la jeunesse, violent, dur et cruel par inclination ou par passion, se montra fougueux et impitoyable. Pendant une année entière, il brava, outragea impunément le saint-père, et prit toujours une attitude menaçante envers lui. Le pape, séparé des Allemands, repoussé par les Romains, abandonné par les Lombards, en union très-faible avec les autres peuples, n'osa pas lancer l'anathème qu'il préparait depuis longtemps; et lorsqu'enfin, poussé à bout, il voulut essayer, au milieu de telles conjonctures, d'employer le pouvoir de l'Église, les Véronais retinrent son bras, et le supplièrent de ne point attirer sur eux, amis et serviteurs de l'empereur, la colère de ce monarque, qui les précipiterait dans un abîme de maux. Le pape céda à cette faiblesse. Il quitta Vérone peut-être

sans ressentiment, mais non sans douleur, et se rendit à Ferrare, fermement résolu à exécuter en ce lieu l'acte terrible auquel l'autorisait et l'obligeait le pouvoir pontifical, suivant la croyance de ces temps. Mais avant qu'il pût agir, il fut rappelé de ce monde, qu'il ne quitta probablement pas sans regret. Il mourut à Ferrare, le 9 octobre 1187 (6).

Cependant dans le Teutschland aussi les plans étaient, ici en confusion, là complétement ruinés; et si personne ne renonçait à ce qu'il avait tramé, aux fils qu'il avait noués, personne non plus n'osait faire le premier pas. Cette incertitude ou cette irrésolution servait l'empereur à souhait. Après son retour d'Italie, il convoqua une diète qui devait être tenue à Gelnhausen, et peut-être choisit-il ce lieu pour rappeler sinon le duc Heinrich le Lion, du moins l'archevêque Philippe de Cologne à certains souvenirs. Mais, avant l'ouverture de l'assemblée, il invita l'archevêque Philippe à une entrevue particulière; car il présumait, non sans motifs, qu'en raison de la fermeture des Alpes, le pape avait nommé ce prélat son légat en Allemagne, en l'investissant de grands pouvoirs. Il désirait donc ou ramener l'archevêque à son parti, ou du moins arriver à connaître ce qu'il avait à craindre de lui. Le rusé prélat sut éluder les questions de l'empereur. Quant à sa fidélité et à son dévoûment, il invoqua les jours qui n'étaient plus; relativement au présent et à l'avenir, il eut recours aux généralités. Par le passé, l'empereur savait combien il avait été accoutumé à s'attacher à la justice et à la vérité. Mais il déclara nettement à l'empereur qu'entre lui et le pape il ne pouvait se porter médiateur, si avant tout l'empereur ne renonçait à la succession des évêques décédés. L'empereur, fortifié dans ses soupçons, répondit avec aigreur : « Ces parcelles de notre droit que nous avons recueillies, nous ne souffrirons pas qu'elles nous soient arrachées; contentez-vous du privilége d'élever ces évêques. Sachez-le bien, quand ces choses étaient réglées d'après la volonté de l'empereur, on rencontrait de plus dignes prêtres qu'il ne s'en trouve maintenant que vous décidez le choix. Les empereurs plaçaient des hommes de mérite; les choix se font d'après des faveurs de toute espèce. » Enfin il défendit à l'archevêque de paraître à la diète de Gelnhausen. « Comme il vous plaira, » répondit le prêtre, et il partit.

Ces brusques procédés de l'empereur intimidèrent les évêques qui s'étaient concertés avec l'archevêque Philippe. Celui-ci informa sans doute ses collègues de son entretien avec l'empereur. Peut-être en vinrent-ils à craindre que l'empereur ne fût au courant de toutes leurs trames. Ils jugèrent donc le moment d'autant moins favorable pour tenter quelque chose, et se trouvèrent aussi moins empressés de paraître à Gelnhausen devant l'empereur. Cette disposition des évêques n'échappa point à Friedrich, et il sut en tirer parti. Il leur parla de ses actes relatifs au pape avec une apparente franchise, avec une humilité chrétienne, comme un fils obéissant de l'Église; protesta de son innocence et de sa douleur. Passant les circonstances les plus importantes du débat, il cita diverses réclamations du pape contre lesquelles s'élevaient les anciens usages. Ainsi le pape demandait que nul laïque ne pût lever la dîme, parce que Dieu n'avait accordé ce tribut qu'aux prêtres et aux lévites; et pourtant l'on savait que la dîme avait été donnée perpétuellement en fief par l'Église à des hommes puissants, afin qu'ils se fissent défenseurs de l'Église, qui n'était pas en état de protéger elle-même son bien. Ainsi le pape exigeait que personne ne s'arrogeât le patronat des églises, et ne prétendît l'exercer ni sur les biens ni sur les personnes, quoique les églises eussent été fondées par les empereurs et les princes. Ensuite il rappela cette parole du Sauveur : qu'il faut rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César; et il posa cette question aux chefs de l'Église : Pensaient-ils comme lui ou non? qu'avait-il à craindre d'eux, à espérer de leur fidélité? A cette demande ne pouvait être faite d'autre réponse que celle de l'archevêque de Mayence : « La chose est grave, et il ne nous appartient pas de décider de si grandes difficultés. Nous devons obéissance en toutes choses au pape, notre saint-père, qui est au-dessus de tout; nous sommes aussi obligés de vous assister pour le maintien de tous vos droits, vous que Dieu a élevé à la dignité de prince et d'empereur de l'empire romain, auquel nous avons prêté serment d'obéissance, de qui nous tenons nos possessions temporelles. En conséquence, si vous le permettez, nous, évêques, écrirons simultanément au pape pour l'engager à se montrer pacifique envers vous, et à vous rendre la justice que vous avez droit

de réclamer de lui. » Cette proposition plut à l'empereur, qui permit d'écrire la lettre. Mais, en la recevant, le saint-père, qui avait cru diriger l'affaire des évêques, fut saisi d'un transport d'indignation dans lequel il résolut, en dépit de la défection ou de la pusillanimité des prélats, de prononcer l'excommunication contre l'empereur. Mais on a vu comment il fut arrêté par les Véronais, puis enlevé par la mort à tous ces débats.

Ainsi ces choses restèrent où elles en étaient. Les dispositions ne devinrent pas meilleures; les passions ne furent pas calmées. L'empereur et ses ennemis ne changèrent rien à leurs manœuvres; mais il n'y eut rien de décisif ni dans les paroles ni dans les actes. Chacun se modéra, s'observa, attendant l'occasion d'agir. Il ne manqua pas de querelles, et même d'hostilités particulières; mais l'empereur se garda bien d'y intervenir par les armes. Il proposa sa médiation pacifique, mais ne menaça pas : car il connaissait bien le temps, et devait craindre que l'Italie ne fût perdue, si l'Allemagne s'ébranlait. Une fois, probablement au printemps de l'année 1187, il fit un puissant armement, et prit ses dispositions militaires comme pour aller au secours du roi de France contre le roi d'Angleterre. Mais l'archevêque de Cologne s'imagina que ces préparatifs se faisaient contre lui et contre la ville de Cologne; il prit donc des mesures à son tour, fortifia Cologne de plus en plus, et osa lui-même interdire à l'empereur et à son armée le passage par le territoire de l'archevêché, que Friedrich avait demandé. L'empereur se contenta de se plaindre hautement de cette insulte, et borna sa vengeance à l'interception du passage du Rhin pour la ville de Cologne; mais il ne jugea pas à propos d'exécuter ce que l'archevêque avait redouté (7).

Beaucoup d'esprits ne sauront comprendre l'inaction de Heinrich le Lion, qui ne put être entraîné à aucune autre intervention par des événements qui le touchaient de près, qui devaient éveiller en lui de grands souvenirs. Le comte Adolphe de Holstein éleva un château à l'embouchure de la Trave, pour arracher un péage aux bourgeois de Lubeck. Comme les bourgeois se refusèrent au payement du droit, ils furent gênés, tourmentés de toute façon par le comte dans la jouissance de leurs biens et la pratique de leur commerce. Mais Heinrich le Lion parut avoir entièrement oublié ses ressentiments contre le comte et son amour pour Lubeck. L'empereur essaya de ramener la paix et la concorde par sa médiation. Il accorda au comte plus d'argent, et à Lubeck une extension de liberté. L'archevêque Hartwig de Bremen, autrefois ami dévoué de Heinrich dans la prospérité, et son lâche ennemi dans l'infortune, avait arraché au comte Adolphe le comté de Ditmarsen, comme on l'a déjà remarqué; mais il fut incapable de réduire à l'obéissance cette race d'hommes amis de la liberté, et dut souffrir que les Ditmarsiens se séparassent de l'empire germanique pour se rattacher à l'évêque Waldemar de Schleswig, tandis que lui-même, pour payer les services de ses amis contre les rebelles, se réduisait à la pauvreté. Heinrich le Lion ne parut pas remarquer cela, et l'empereur Friedrich ne prit aucun souci de ce préjudice porté à l'empire. Enfin Friedrich en vint à de nouvelles collisions avec le roi Kanut de Danemark. L'empereur demanda que le roi achevât de payer la dot de sa sœur, qui était destinée pour épouse au second fils de Friedrich. Kanut ne paya rien. Irrité, l'empereur lui renvoya sa sœur; et le landgraf Louis de Thuringe, neveu de l'empereur, répudia la mère du roi, veuve de Waldemar, avec laquelle il avait contracté un second mariage après son divorce avec sa première épouse. Kanut, gendre de Heinrich le Lion, vengea cette double offense par une invasion dans le pays des Wagriens, des Holsates, des Stormares et des Polabes, le fit dévaster par ses sujets slaves jusqu'à l'Elbe, et déclara hautement qu'il lui appartenait. Heinrich le Lion resta tranquille à Braunschweig, et l'empereur laissa tout faire comme si rien ne le concernait.

Quelque étranges que puissent paraître ces faits, il ne faudrait pourtant pas en conclure avec certitude que Heinrich était mort au monde, que Friedrich était tombé dans l'indifférence, que les évêques allemands étaient frappés de découragement, non; chacun se sentait plutôt enlacé dans des filets qui enveloppaient tout le monde, et qui chaque jour se resserraient davantage; et avec ce sentiment personne n'osait rompre la première maille, parce que personne n'en connaissait la force, et ne pouvait voir jusqu'où les autres s'étendraient. Mais ce qu'on ne peut méconnaître,

c'est qu'il était impossible qu'une telle situation eût de la durée, et que de grands événements étaient proches, redoutés par les uns, désirés par les autres. Mais bien loin de tous ces rapports se produisit un fait immense qui ébranla tout le monde chrétien, et qui, sans détourner de l'Allemagne et de l'Italie les orages qui grondaient sur ces deux pays, donna pourtant aux choses une nouvelle direction, et fournit au vieux empereur Friedrich une voie honorable pour échapper à une vie d'agitation et de trouble.

CHAPITRE IX.

CONQUÊTE DE JÉRUSALEM PAR LE SULTAN SALADIN. — RÉCONCILIATION DE FRIEDRICH AVEC L'ÉGLISE ET LE MONDE. — NOUVEL EXIL DE HEINRICH LE LION. — CROISADE ET MORT DE FRIEDRICH BARBEROUSSE.

De l'an 1187 à l'an 1190.

Depuis la malheureuse croisade des rois Kunrad III et Louis VII, à laquelle avait assisté Friedrich, alors jeune homme, 40 années s'étaient écoulées. A cette époque on n'avait oublié la Terre-Sainte ni en Allemagne ni dans les autres pays chrétiens. De temps en temps beaucoup d'hommes pieux se rendaient en pèlerins au tombeau du Sauveur, pour répandre des larmes d'amour et de repentir sur le lieu le plus sacré de la terre; et aussi des relations multipliées de commerce s'étaient établies entre les contrées méridionales de l'Europe et les côtes de Syrie. Mais on n'avait tenté aucune entreprise militaire pour conserver aux chrétiens ce qu'ils avaient, ni pour faire de nouvelles conquêtes; et même, si l'on excepte les dernières années, il ne fut plus guère question d'une nouvelle croisade. Cependant le petit royaume de Jérusalem était frappé de plus en plus de décadence; formé d'une tout autre manière que les États d'Occident, pour prospérer il aurait dû être aussi ordonné et gouverné différemment. Fondé sur l'exaltation religieuse, il n'aurait pu se maintenir que par la plus haute culture morale et l'exercice du culte le plus pur. Mais les âmes y étaient négligées ou traitées par des mains impures; les mêmes forces destructives qui troublaient l'Europe, exerçaient aussi leur action dissolvante sur un sol toujours menacé : la féodalité, tout égoïste, toute négative; la hiérarchie sacerdotale, ambitieuse et amie de la fraude. Ces deux éléments agirent d'une manière d'autant plus funeste, que sur ce sol ils ne s'étaient pas développés peu à peu avec l'ensemble de la vie publique; ils y avaient été transportés tout formés, comme produits exotiques à peu près complets. Aussi le cortége de convoitises féroces et de passions sauvages était encore plus effroyable à Jérusalem que dans les États d'Occident; il rongeait, dévorait tout. D'autres causes s'y joignirent encore pour accélérer la ruine de l'État : l'orgueil de commander et de combattre pour la cause la plus sainte, sur le point le plus sacré de la terre, qui attirait les désirs de tout pieux chrétien, qui portait l'empreinte des pas du Sauveur, au lieu où *lui*-même avait répandu son sang, où il avait été enseveli; la supériorité exclusive et dédaigneuse que s'arrogeaient les ordres de chevalerie, d'autant plus inflexibles qu'ils savaient la couvrir du manteau de l'humilité et de la charité, que l'on ne pouvait guère contester que leur haute valeur ne vînt de la piété chrétienne; la haine, l'intolérance enfin entre les chrétiens orthodoxes venus de l'Occident, et les schismatiques de l'Orient, qui poussaient, d'un côté aux rigueurs, à l'insolence brutale, à l'oppression impitoyable; de l'autre provoquaient la rage, les complots et les trahisons.

Ainsi le royaume de Jérusalem portait en lui tous les germes de dissolution; l'on doit s'étonner qu'il ait subsisté près d'un siècle. Il se serait probablement écroulé plus tôt, s'il avait été possible que les Musulmans ne s'occupassent de lui que pour le renfermer dans ses limites primitives. Mais les hostilités que les Musulmans, également divisés entre eux, enveloppés en des guerres intestines, poussaient faiblement contre lui, ces hostilités qui sans cesse menaçaient et rarement apportaient un danger réel, entretenaient encore quelque vie, arrachaient parfois barons, chevaliers et prêtres à leur train ordinaire, aiguillonnaient le sentiment de la religion et de la vertu. Ce qui devait être l'objet des plus hautes espérances, le but des désirs les plus ambitieux, c'était de périr sous les coups d'un ennemi honorable, afin que

cette création de l'enthousiasme chrétien ne tombât pas entre les mains d'un ramas de brigands comme une proie chétive et méprisable. Le royaume de Jérusalem avait bien mérité une telle fin par le noble enthousiasme qui avait poussé à sa fondation, et aussi par le joyeux sacrifice de tant de milliers d'hommes pieux pour une création dont le salut était impossible.

Le sultan Saladin était le plus noble ennemi qui eût jamais combattu les chrétiens. Comme prince et comme guerrier, il avait la plus grande autorité; comme homme, il était digne de la plus haute estime. Dans son langage et ses actions, il obéissait à une impulsion bien plus chrétienne que celle de la plupart des hommes qui avaient été baptisés et qui s'agenouillaient au nom du Christ. Le 5 de juillet 1187, Saladin anéantit, à la bataille de Tibériade, les dernières forces du royaume de Jérusalem; le 3 octobre il fit son entrée solennelle dans la cité sainte. Quoiqu'un pareil fait ne pût s'accomplir sans de déplorables scènes, Saladin ne songea à aucune vengeance pour les atrocités commises par les premiers croisés à la conquête de cette ville sur les Musulmans; il montra même envers les malheureux vaincus une générosité, une grandeur d'âme telles, que ceux-là mêmes qui le haïssaient comme le sectateur du faux prophète, comme l'ennemi de Dieu et de son fils, ne purent lui refuser le tribut de leur admiration. En réalité, il est possible que pour la vie véritablement chrétienne, pour l'esprit d'amour et de charité, pour la tolérance et la miséricorde, il y ait eu plus de bénéfice, même parmi les chrétiens, par la conquête de la cité sainte sous la direction de Saladin, qu'il n'y en avait eu à la prise de cette ville par les guerriers qui portaient la croix. Il est possible que par l'ennemi de l'Évangile de plus nobles satisfactions aient été données à l'esprit du christianisme que par les ardents prosélytes et les prédicateurs de l'Evangile.

La nouvelle de la perte de Jérusalem et de la profanation du premier sanctuaire de la foi chrétienne par les infidèles remplit l'Occident de douleur et de désolation. Ah! pourtant, l'événement ne devait être inattendu pour personne; dans la Terre-Sainte même, depuis longtemps, on avait reconnu que jamais on n'avait eu à résister à un ennemi aussi redoutable que Saladin, sultan d'Egypte. Déjà cinq ou six ans auparavant, des prêtres, des laïques avaient parcouru les contrées de l'Europe pour obtenir assistance contre le danger menaçant. Le pape Alexandre avait adressé des brefs à tous les princes chrétiens, leur peignant avec chaleur la détresse de la Terre-Sainte; et son successeur, Lucius, avait reproduit, fortifié ces exhortations. Les deux pontifes avaient placé leurs plus grandes espérances dans les rois de France et d'Angleterre; et Philippe et Henri s'étaient montrés tout disposés à prendre les armes pour la sainte cause. Un grand mouvement s'était manifesté surtout en Angleterre et dans les possessions du roi d'Angleterre en France, et beaucoup d'hommes, prêtres et laïques, avaient pris la croix. Mais les relations temporelles des deux monarques dans leurs propres Etats, et l'un envers l'autre, étaient tellement embrouillées, qu'elles comprimaient leurs élans religieux, et qu'ils n'avaient pu s'engager dans une entreprise lointaine pour l'intérêt de leur foi. Et comme eux-mêmes ne prirent pas la croix, la bonne volonté de ceux qui l'avaient reçue s'évanouit sans avoir produit aucun effet. La Terre-Sainte continua donc à trembler à la pensée du terrible sultan; et parmi les peuples de l'Occident retentirent, sans cesse répétées, les prières des fidèles plus ardents, demandant à grands cris que, pour l'amour du Seigneur, fût prêtée bien vite l'assistance nécessaire, afin de détourner un danger si grand et si prochain.

Toutefois la nouvelle de la perte de la cité sainte et de toute la terre de promission et de salut ébranla tout le monde chrétien de l'Occident, comme si un désastre inouï, incompréhensible, eût éclaté tout à coup contre les prévisions humaines; l'impression fut profonde et durable. Dans le premier moment, ce ne fut que le sentiment religieux cruellement blessé; mais peu à peu, quand vint la réflexion, les considérations d'intérêts terrestres prirent place à leur tour, et firent paraître la perte immense, irréparable. Depuis près de cent ans, le royaume de Jérusalem avait été considéré comme un membre important du monde catholique; beaucoup de liens le rattachaient aux peuples et aux individus. Le clergé avait trouvé dans Jérusalem une source abondante d'honneurs et de dignités auxquels il était bien dur de renoncer. Aux ordres de chevalerie étaient

unies les plus grandes maisons, surtout en France, par des liens de parenté. Les ordres avaient dans l'Occident de grandes possessions qui s'augmentaient journellement, et qui offraient pour les fils cadets des nobles familles une vaste carrière où se rencontraient les honneurs et les richesses. Les villes sur les côtes de la Méditerranée faisaient leur commerce le plus productif avec la côte de Syrie; elles-mêmes tiraient de contrées plus éloignées de l'Europe les marchandises qu'elles exportaient avec grand profit dans l'Orient. Les objets qu'elles rapportaient des côtes de Syrie, elles les conduisaient plus loin à travers les États de l'Europe, où elles satisfaisaient les besoins, les commodités et les jouissances. Ces villes s'effrayèrent à la pensée que les communications avec l'Orient fussent suspendues ou entièrement détruites, et, dans leurs inquiétudes, elles attendirent les plus funestes conséquences de la perte de la Terre-Sainte. Enfin il était difficile de trouver dans le monde chrétien un seul homme pieux et croyant, parmi les plus grands ou les plus petits, qui vît avec indifférence le saint-sépulcre retombé dans les mains des infidèles. Là où le salut était apparu, la source de la grâce coulait toujours en ruisseaux abondants. Depuis trois générations d'hommes, l'accès de cette source avait été ouvert à chacun, et le voyage se faisait facilement. Celui qui, par impudence, par orgueil, s'était engagé dans le labyrinthe des passions, était embarrassé dans de malheureuses relations, avait la conscience chargée d'un poids trop lourd, ne pouvait trouver aucun repos, tremblait à la pensée de l'éternité; ou celui qui désespérait de la rémission des péchés par le moyen d'un prêtre, parce que, dans la lutte des papes, il ne pouvait croire aux excommunications opposées entre elles; à celui-là le tombeau du Christ offrait un recours, et rendait à son âme la tranquillité perdue, et regagnée par le repentir et la piété. Certes c'était une pensée cruelle de savoir désormais en la possession des infidèles ce dernier refuge des malheureux; une pensée douloureuse que la sainte croix, sur laquelle le fils de Dieu était mort pour les péchés du monde, du haut de laquelle tant de bénédictions s'étaient répandues sur les pieux chrétiens, se trouvât entre les mains des Turcs, qui ne pouvaient que la profaner et la souiller. On comprend donc comment, les âmes étant pénétrées peu à peu de tous ces sentiments, il y eut comme un soulèvement général, et que l'on regarda comme un devoir sacré de racheter, au prix de tous les efforts et de tous les sacrifices, ce qui avait été perdu par indifférence et lâcheté, par l'effet des vices et des péchés. L'enthousiasme gagna de proche en proche les peuples chrétiens, comparable à celui qu'avaient allumé jadis les prédications de Pierre l'Ermite. Toutefois ce n'était plus cette fraîcheur de sentiments, cet abandon de cœur avec lesquels on avait alors baisé la croix; car cette fois on ne pouvait se dégager de la désolation et de la douleur causées par un désastre aussi effroyable. Les grandes épreuves qui avaient été subies entre ces anciens jours et le temps présent laissaient prévoir d'immenses sacrifices qui pouvaient bien rehausser le mérite d'une nouvelle croisade, mais jetaient pourtant des nuages sur les espérances auxquelles on aurait voulu se livrer. Au moment où la nouvelle de la chute de la cité sainte arrivait en Europe, le pape Urbain III avait déjà quitté ce monde; le bruit du désastre de Tibériade lui était parvenu, et il est possible que la douleur de cet événement, dont il prévoyait les suites, ait hâté sa mort. A sa place fut élu le cardinal Alberto de San-Lorenzo, homme de mœurs rigides, qui prit le nom de Grégoire VIII.

Alors arrivèrent en Italie les fugitifs de la Terre-Sainte qui avaient survécu au désastre, et n'avaient trouvé aucun asile dans les cités maritimes qui étaient encore entre les mains des chrétiens, ou n'avaient pu atteindre aucune de ces villes. Ils furent suivis de près par des députés des places qui tenaient encore contre les païens, de Tyr et d'Antioche. Bientôt l'agitation que ces hommes causèrent par leurs plaintes et la peinture des misères de la Terre-Sainte se communiqua jusqu'aux degrés du saint-siége; le pape lui-même fut pressé de provoquer l'œuvre d'une nouvelle croisade pour la reprise du saint-sépulcre, et d'y employer tous les moyens que l'Église lui offrait. Et comment aurait-il pu se défendre de faire ce que la nécessité commandait, ce qu'exigeait le sentiment religieux des peuples? Pendant que ces députés et ces fugitifs parcouraient les contrées du monde chrétien, particulièrement l'Italie, la France et l'Angleterre, le pape adressa de pieuses exhortations à tous

les vrais chrétiens; peignant la désolation de son âme sur le dur châtiment que la main de Dieu avait infligé à Jérusalem, il attribuait ce châtiment à la corruption des temps, aux péchés de toute espèce commis par les chrétiens de l'Occident comme de l'Orient, et il appelait tous les adorateurs du Christ à prendre la croix, à se mettre à l'œuvre pour effacer leurs fautes et apaiser la colère de Dieu; il promettait à tous ceux qui répondraient à son appel protection pour leurs biens terrestres, remise de leurs péchés, salut pour leurs âmes par l'effet de la miséricorde divine; il ordonnait des jeûnes et des prières, et s'efforçait par tous les moyens de provoquer les réflexions graves, de pousser aux hostilités et de faire entreprendre la tâche sacrée. Ses efforts ne restèrent pas stériles. A la vérité il n'en vit pas les suites, car il mourut deux mois à peine après son élection, le 17 décembre de la même année; mais son successeur, Paulinus, cardinal-évêque de Préneste, intronisé pape sous le nom de Clément III, poursuivit la même route, où il fut entraîné plus rapidement encore par la force des choses. Il envoya ses légats dans toutes les contrées, cardinaux, évêques et prêtres, pour prêcher la croisade; et partout ces députés du saint-père, secondés par les messagers venus de la Terre-Sainte, atteignirent leur but.

Les plus grandes espérances de l'Orient comme du siége apostolique étaient fondées sur la France, parce que les Français se rattachaient par toutes sortes de liens terrestres au royaume de Jérusalem. On se formait aussi de brillantes idées sur les secours à tirer de l'Angleterre, dont le roi régissait une grande partie de la France en vertu de la loi des fiefs. On comptait moins sur l'Allemagne, peut-être à cause de l'épuisement où les coûteuses expéditions d'Italie avaient jeté les Allemands; peut-être aussi à cause de leur lenteur à prendre part aux expéditions saintes dans les temps antérieurs; en partie aussi parce que l'attitude du roi des Allemands en face du siége apostolique était moins pacifique, moins amicale, et la situation moins nette que celle du roi des Français. Le premier prince qui reçut la croix fut le fils aîné du roi d'Angleterre, le comte Richard de Poitou, qui plus tard reçut à bon droit le surnom de Cœur-de-Lion. Bientôt, au commencement de l'année suivante, les deux rois de France et d'Angleterre firent broder cet emblème sur leur poitrine, résolus non pas à abandonner ni à oublier leurs anciennes querelles, mais à les ajourner. A peine fut connu cet accord, regardé comme un miracle du Seigneur, que la foule afflua de toutes parts pour prendre la croix. Prêtres et laïques, nobles et gens du peuple, arborèrent cette enseigne; aucun homme valide ne voulut rester, nul ne l'aurait osé. Les femmes poussaient leurs maris, les mères leurs fils, les jeunes filles leurs fiancés. Quiconque aurait cherché à échapper, par quelque motif et sous quelque prétexte que ce fût, aurait été poursuivi par les railleries et les insultes comme un lâche, comme un misérable.

Il en était autrement dans le Teutschland. Au temps où le bruit de la chute de Jérusalem se répandit en Europe, le pape Urbain III mourait, le bras tendu pour lancer les foudres de l'Eglise contre l'empereur Friedrich. Comment donc les successeurs de ce pontife auraient-ils pu se résoudre aussitôt à se tourner avec la croix du côté de l'empereur, ou à lui adresser des prédicateurs de la croisade? D'ailleurs les débats de l'empereur avec Philippe de Cologne n'étaient nullement accommodés, et les rapports adressés au moyen de voies secrètes en Italie par ce prélat et les autres évêques pouvaient bien encore ne pas produire un effet favorable. Mais, après que la croisade eut été si hautement décidée en France, le nouveau pape Clément IV n'osa pas s'abstenir plus longtemps d'y appeler aussi l'empereur Friedrich. Ce monarque ne pouvait plus se dispenser de répondre à une telle invitation. D'abord, se rendant bien compte des peines et des dangers d'un voyage si lointain, considérant son âge avancé et la confusion qui régnait dans ses États, il paraît que Friedrich fit de graves réflexions. Mais, remarquant combien les prédicateurs de la croisade, les avant-coureurs de plénipotentiaires pontificaux agitaient aussi les esprits dans le Teutschland, comment grands et petits, riches et pauvres, se pressaient pour prendre la croix, il jugea nécessaire de ne pas rester en arrière. Il put bien aussi penser qu'après une lutte si longue et si variée pour lui-même et pour la grandeur de sa maison, il n'y aurait pas de plus digne fin de sa vie que celle que promettait une si grande et si sainte entreprise (1). Et quand il eut embrassé cette idée, et fixé ainsi sa résolution, son premier soin fut d'accom-

moder et de régler ses affaires avec l'archevêque Philippe de Cologne, puis avec l'Église.

Déjà plusieurs fois Friedrich avait mandé devant lui l'archevêque, et Philippe n'avait point paru. La dernière citation fut probablement pour la diète que l'empereur avait rassemblée à Trèves pour les fêtes de Noël; et l'absence du prêtre réfractaire arracha à l'empereur des plaintes nouvelles, disant que dans ses vieux jours il serait forcé par le clergé de Cologne de réunir une armée pour aller, contrairement à sa volonté, dévaster une province de son empire. Il indiqua donc à l'archevêque une troisième et dernière diète, qui devait être tenue à Nurnberg, à la fête de la Purification de la Vierge. Mais, avant cette fête, le roi Heinrich, qui, à la fin de l'année précédente, avait repassé les Alpes, rassembla un grand nombre de comtes et d'autres puissants personnages de Lorraine, et surtout de l'évêché de Cologne, à Coblentz, afin de tenter s'il ne pourrait les attirer tous ou en grande partie à une guerre contre l'archevêque Philippe. Il ne parvint pas même à en gagner un seul à sa cause. Philippe pouvait se hasarder avec d'autant plus d'assurance à venir à Nurnberg, car il comptait bien que nulle sentence rigoureuse ne le frapperait. Mais à ce moment l'empereur était déjà résolu à la croisade, et ne dissimulait pas cette résolution; en conséquence il devint facile à l'archevêque de s'entendre avec lui. L'on convint d'une suspension de tout débat jusqu'à une diète générale qui devait avoir lieu à Mayence le 27 du mois suivant. Ce jour était fixé par l'empereur pour la prise de croix, et par avance Friedrich et son fils le roi Heinrich l'avaient signalé par ce nom de diète de Jésus-Christ (2). Là se rendirent tous ceux qui avaient de l'importance dans l'ordre ecclésiastique ou parmi les laïques. Les légats y parurent aussi, ayant à leur tête le cardinal Henri, évêque d'Albano, dont la parole avait opéré de si grandes choses en France. Les prédicateurs de la croisade obtinrent de faciles succès. Le fils de l'empereur, le duc Friedrich de Souabe, prit aussitôt la croix. L'empereur lui-même posa à l'assemblée la question s'il valait mieux prendre la croix dès à présent, ou bien ajourner, attendu que le voyage ne pourrait avoir lieu que dans l'année suivante? L'ajournement fut rejeté d'une voix unanime. L'empereur se fit donc présenter la croix par l'évêque Gottfried de Wurtzbourg, et il la reçut avec piété et en toute humilité. L'assemblée en témoigna une grande joie, et loua la pieuse résolution. Un grand nombre de princes et de seigneurs des deux ordres suivit aussitôt l'exemple de l'empereur. Un plus grand nombre encore l'imita plus tard : car le cardinal Heinrich et ses compagnons ne crurent pas leur tâche remplie; ils parcoururent au loin les cantons de l'Allemagne, et partout leur appel rencontra des âmes bien préparées. Mais Friedrich, mettant à profit avec sagesse la grande expérience de sa longue vie comme prince et comme guerrier, prit aussitôt des mesures qui avaient été négligées aux croisades précédentes, et qui, sans assurer les résultats de l'entreprise, devaient au moins la faciliter. Ne devaient prendre part à l'expédition que les hommes en état de porter les armes, capables de s'équiper et de pourvoir à leur entretien. Ainsi fut exclu le pauvre peuple, qui avait coutume d'accourir pour butiner sur la sainte cause, qui prenait la croix non-seulement afin de combattre pour le Seigneur, mais aussi afin d'échapper à une vie misérable sous l'étendard sacré, afin d'acquérir et de jouir au moyen du pillage. Il est incontestable que cette exclusion était contre l'esprit primitif des croisades, et leur enlevait la plus noble influence qu'elles avaient exercée sur le développement moral; elle faisait disparaître la proclamation de l'unité, de la fraternité, de l'humanité. D'ailleurs cette exclusion pouvait être bien dure pour beaucoup de pauvres, qui ne voyaient de sincèrement grand et honorable que la cause du Seigneur; et c'était en général quelque chose de triste et d'odieux que la route de la source la plus abondante de la grâce fût fermée à ceux qui avaient à supporter les plus lourds fardeaux de la vie, tandis qu'elle demeurait ouverte pour les riches et les criminels audacieux, ainsi que pour les plus cruels oppresseurs. Mais Friedrich paraît avoir considéré l'entreprise comme ses campagnes d'Italie. Le saint disparaissait devant ses yeux, et le réel, le vulgaire restait. Il fallait faire une expédition militaire avec des hommes aguerris, bien équipés, et non pas se mettre en marche d'une manière désordonnée, avec des masses confuses; et, suivant ces vues, ses dispositions étaient aussi nécessaires que dignes d'éloges. Au reste il fut arrêté que le départ de l'armée aurait lieu vers le mois de mai de l'année suivante.

Mais à la diète de J.-C. il fut question aussi de choses terrestres; comme les querelles de plusieurs princes entre eux furent accommodées, on y réconcilia aussi l'empereur et l'archevêque Philippe de Cologne. Friedrich ayant reçu la croix sur l'exhortation et en présence d'un légat pontifical, on ne pouvait plus parler de débats entre lui et le siége apostolique. Aucun des deux partis n'aurait cédé; l'on n'était arrivé à aucun accommodement. Ainsi toutes les causes de lutte restèrent dans leur ancienne force, mais la lutte elle-même fut suspendue. L'archevêque Philippe pensa qu'il ne devait pas résister plus longtemps. Il jura avec empressement qu'il n'avait pas dédaigné les deux premières citations impériales, ni condamné à des amendes des protégés, privilégiés de l'empereur, pour offenser ou braver son souverain; il se chargea de payer, avec les habitants de Cologne, à l'empereur une amende de 2,000 marcs, et de 260 à la cour impériale; il promit d'ouvrir dans les remparts de Cologne une brèche, et de combler les fossés à quatre places sur une longueur de 400 pieds, en signe de soumission à la majesté impériale. De son côté, l'empereur lui concéda la permission de rétablir les choses dans leur état antérieur dès le lendemain.

Ainsi réconcilié avec l'Église et avec le monde au moyen de la croisade, Friedrich eut dès lors l'œil toujours fixé sur le grand œuvre auquel il s'était obligé. Il déploya la plus grande activité pour conduire à fin les préparatifs de l'expédition sainte. Tandis que les rois de France et d'Angleterre, sans respect pour leurs serments, retournaient à leurs anciennes manœuvres, et, portant le signe sacré, recommençaient de nouvelles luttes, oubliant le Seigneur et le tombeau du Christ, l'empereur essaya de faire des arrangements avec des peuples étrangers pour faciliter l'expédition et amener l'intérieur de l'empire à un état de repos tel, qu'il pût le laisser sans crainte au gouvernement de son fils. Il envoya l'archevêque Kunrad de Mayence au roi de Hongrie, Bela III, pour convenir avec lui du chemin que l'armée des croisés devait suivre à travers ce pays, et en même temps fixer les prix auxquels seraient livrés les vivres. Dans le même but, il envoya des ambassadeurs en Servie, à Constantinople, à l'empereur Isaac l'Ange et au sultan d'Ikonium, auquel obéissait une grande partie de l'Asie-Mineure. Il députa aussi auprès du sultan Saladin, avec lequel il avait été jadis en correspondance, en échange de lettres amicales et de présents, pour lui annoncer que lui, l'empereur, pousserait contre lui l'empire romain et le monde entier, si le sultan n'évacuait aussitôt la terre sacrée de Jérusalem, ne replantait la sainte croix sur le lieu d'où elle avait été arrachée, et ne donnait satisfaction pour les chrétiens tués. Friedrich atteignit complétement son but auprès du roi de Hongrie; un traité fut conclu comme l'empereur l'avait désiré. Le prince de Servie ne se montra pas moins bien disposé à toutes ses demandes. L'empereur d'Orient et le sultan d'Ikonium s'exprimèrent aussi en termes bienveillants. Ils envoyèrent à leur tour des ambassades en Allemagne, pour témoigner leur joie de ce qu'ils participeraient au bonheur de recevoir chez eux un si grand et si puissant prince avec son armée, et promirent de faciliter l'expédition de toute manière; ils ne s'épargnèrent aucune promesse; mais il serait difficile de déterminer la portion de vérité dans leurs paroles, et de sincérité dans les œuvres. Quel résultat Friedrich obtint-il sur Saladin? cela est incertain. Le sultan n'aura point obéi à la sommation de l'empereur; mais il serait possible que Saladin, comme on l'a prétendu, se soit offert à livrer la sainte croix, à remettre tous les prisonniers en liberté, à souffrir un prêtre chrétien sur le saint-sépulcre, à restituer les couvents qui existaient avant l'arrivée des premiers croisés, et à n'opposer aucun obstacle aux pèlerins, si l'empereur voulait donner l'ordre que les trois villes qui étaient encore entre les mains des chrétiens, Tyr, Tripoli et Antioche, fussent aussitôt livrées à lui, le sultan. Quoi qu'il en soit, cette négociation n'eut pas de suite. Il peut se faire pourtant qu'une telle ambassade n'ait pas été inutile, car sans doute elle exerça une grande influence sur les âmes des hommes qui avaient pris la croix, et qui, au milieu des signes et des miracles de toute espèce qui se produisaient, faisaient, à l'exemple de Friedrich, de sérieux préparatifs pour l'accomplissement de leurs serments; ils se sentirent tour à tour calmés, irrités et enflammés d'enthousiasme.

Friedrich passa la plus grande partie de l'été dans la Saxe, surtout dans les provinces sur le Weser. Là il accommoda des différends, mit

fin à de petites guerres particulières; mais il détruisit aussi des châteaux et des forteresses. Il donna pour motif à cette conduite qu'au moyen de ces châteaux s'exerçaient des brigandages, et s'arrachaient d'injustes contributions. En réalité, il n'y a pas de raison d'en douter; cependant il n'est pas invraisemblable que Friedrich ne se proposât encore un autre but. Il y avait surtout à craindre des troubles dans la Saxe; car Heinrich le Lion s'y tenait encore tranquille, en observation menaçante dans son château de Braunschweig. Comme ce duc était l'effroi de quelques princes, il pouvait bien aussi, au milieu des guerres particulières et des querelles incessantes qui agitaient la Saxe, être l'espoir d'autres princes. Le désir de l'empereur d'abattre les châteaux de tous ceux sur lesquels il ne pouvait compter était donc assez naturel. Il n'est pas dit que Heinrich ait élevé aucune prétention, qu'il ait même fait un mouvement suspect; mais Friedrich pouvait bien regarder dans son propre cœur, et y lire que le duc n'avait pas oublié; lui-même avait assez appris à connaître les vicissitudes humaines pour regarder comme possible un bouleversement complet après son éloignement de l'Allemagne. Il put bien aussi reconnaître qu'il ne remédiait à rien par la destruction de quelques châteaux, et juger nécessaire de ne pas souffrir le duc en Saxe, tandis que lui-même s'en allait en des contrées lointaines. Et en effet il le bannit encore une fois du pays de sa jeunesse, de sa grandeur et de ses infortunes, pour l'envoyer en exil. Il est impossible de suivre la marche des choses; on raconte que l'empereur tint une diète générale à Goslar, où il avait désiré aussi la présence de Heinrich. Là il proposa le choix entre trois partis : ou Heinrich renoncerait à ses anciens honneurs pour en recevoir aussitôt une certaine partie; ou il prendrait part à l'expédition de la Terre-Sainte aux frais de l'empereur, et alors il serait rétabli dans la plénitude de ses dignités; ou il s'obligerait par serment avec son fils, appelé aussi Heinrich, à se rendre de nouveau en exil pour trois années. Et Heinrich, pour n'avoir plus de soucis relativement à ses anciens honneurs, et ne pas aller où il ne voulait pas, choisit le nouvel exil de trois années. Ainsi dit la tradition; mais qui peut la comprendre? Comment trouver vraisemblable que l'empereur ait fait de telles propositions en présence et après les décisions des princes aux frais desquels Heinrich avait été abattu, aux dépens desquels il serait rétabli dans ses anciens États, auxquels appartenait aussi la Bavière? Si les choses se passèrent ainsi, il y eut sans doute peu de sincérité dans les scènes que l'on joua, et le duc dut se sentir profondément blessé. On peut bien soutenir que maintenant il ne se trouve plus une seule trace de bienveillance de l'empereur à l'égard de Heinrich; que les vues de Friedrich étaient de chasser de nouveau le duc en exil : et il atteignit son but; mais par quels moyens y parvint-il? on ne sait. Quoi qu'il en soit, il n'est guère possible de douter que Heinrich le Lion n'ait vu dans ce second bannissement une nouvelle iniquité, et qu'il n'ait été saisi de la plus douloureuse indignation qui puisse remplir le cœur de l'homme. Au reste, à Pâques de l'année suivante, 1189, accompagné de *son fils* aîné, il se rendit en Angleterre. Son épouse resta avec ses autres enfants à Braunschweig, probablement parce que l'état de sa santé ne lui permettait pas le voyage; car la duchesse Mathilde mourut cette année-là même; et le ressentiment du duc dut s'irriter encore de ce qu'on le forçât, en de telles circonstances, à quitter sa noble et chère épouse.

Au moment où Heinrich le Lion abandonnait forcément sa patrie, l'empereur Friedrich se mettait en route pour la croisade. Les rois de France et d'Angleterre poursuivirent leurs projets l'un contre l'autre, sans se soucier, à ce qu'il paraît, le moins du monde de leurs serments; et même l'ancienne lutte fut reprise avec plus d'acharnement que par le passé, et reçut un caractère sacrilége; car le comte Richard de Poitou, fils de Henri II, jeune homme audacieux, corrompu, aventureux, dans la poitrine duquel fermentaient les passions les plus opposées, les plus nobles comme les plus basses, prit parti contre son propre père; de sorte que de la France et de l'Angleterre il n'y avait rien à attendre d'important pour la grande entreprise du monde chrétien. Mais le vieil empereur ne se laissa point détourner par ces odieux mouvements des contrées étrangères; attaché fermement à la résolution qu'il avait prise, il agit avec circonspection et avec énergie, comme s'il lui appartenait seul maintenant de maintenir l'honneur de toute la chrétienté; en même temps il manifesta une confiance telle que s'il eût été sûr du succès de

l'entreprise, et que lui et les Allemands n'eussent eu besoin d'aucune assistance d'un autre peuple. Déjà avant les fêtes de Noël il avait envoyé dans l'empire deux comtes aux princes qui avaient pris la croix, pour leur annoncer qu'il se mettrait irrévocablement en mouvement le 23 d'avril, à la fête de St-Georges, en partant de Ratisbonne, ville qui avait été fixée comme le lieu de réunion des croisés, et en même temps pour indiquer aux autres princes une diète solennelle dans la même place, où l'empereur tiendrait conseil avec eux sur les affaires de l'empire. Cette invitation avait mis toute l'Allemagne en grande agitation longtemps même avant les fêtes de Pâques. Le zèle ardent de ceux qui avaient pris la croix remuait tout; les routes se couvraient des soldats du Christ et de ceux qui les accompagnaient (3).

Mais les pèlerins ne suivirent pas tous le même chemin, quoiqu'ils eussent tous le même but devant les yeux. Comme ils n'étaient soumis à aucun ordre, ils prenaient la route qui leur paraissait la plus courte ou la plus commode. Beaucoup se rendirent sur le Rhin et dans les ports du Nord, montèrent des bâtiments bien équipés qui les transportaient sur les côtes de Lusitanie, d'où ils parviendraient à la Terre-Sainte (4). Mais la plupart, après quelques entreprises aventureuses en Espagne et en Afrique, revinrent, à ce qu'il paraît, sans avoir vu la Terre-Sainte. D'autres préférèrent franchir les Alpes et traverser l'Italie, afin de s'y embarquer, soit pour la Grèce, soit pour la côte de Syrie. De ceux-ci très-peu atteignirent le but de leur entreprise; car la plupart, selon les désirs de Friedrich, furent repoussés par le roi de Sicile, parce qu'une telle dispersion des soldats du Christ ne pouvait amener que trouble et désordre, et parce que de petites troupes isolées ne pouvaient effectuer aucune opération et paraissaient devoir aller au-devant d'une perte inévitable. D'autres encore sortirent de l'Allemagne septentrionale, ou peut-être prirent par la Bohême, et, réunis aux pèlerins bohémiens, se dirigèrent aussitôt vers la Hongrie, sans se soucier de Ratisbonne. Mais l'empereur et la plus grande partie des pèlerins allemands, qui entreprirent l'expédition sous leurs princes laïques ou séculiers, se réunirent dans le carême à Ratisbonne. L'armée véritable qui s'y trouva rassemblée est évaluée à 30,000 hommes, dont la moitié de cavaliers bien équipés. Dans une assemblée des princes, l'empereur remit le gouvernement de l'empire à son fils le roi Heinrich; puis il se mit en mouvement. Il descendit le Danube avec son fils le duc Friedrich de Souabe, le duc Bertold de Meran, le markgraf Hermann de Baden, les évêques de Wurtzbourg, Munster, Passau, Osnabruck et Meissen, pendant que l'armée prenait sa route par terre. A Vienne on entreprit de purger l'armée, parce que quantité de canaille s'y était glissée ou rattachée : car la masse grossissait toujours; beaucoup de personnes avaient pris les devants, beaucoup accouraient; il en venait aussi par les chemins de traverse. On fit de même à Presbourg. Là Friedrich réunit encore une fois, le jour de la Pentecôte, les princes qui, sans avoir entrepris la croisade, avaient accompagné leur vieil empereur, pour lui faire honneur, jusqu'aux frontières de l'empire germanique; il leur recommanda l'empire et sa famille. En avant de Gran, Bela lui fit une réception brillante et solennelle. Pendant le séjour de l'empereur et de l'armée croisée à Gran, le duc Friedrich de Souabe fut fiancé à une fille de Bela. Cette union donna lieu à diverses fêtes, et les croisés se livrèrent naïvement encore une fois, et pour la dernière, à la gaîté et à la joie, oubliant tout ce qu'ils laissaient derrière eux, sans soupçon du triste sort qui les attendait. Ensuite le vieil empereur, avec la vigueur d'un jeune homme et la circonspection d'un guerrier riche d'expérience, conduisit l'armée plus loin, à travers des obstacles, des fatigues et des périls de toute nature, luttant sans cesse contre la nature, les privations, la faim, les défiances, les fourberies et les trahisons des hommes, contre des ennemis déclarés et des ennemis secrets, contre des chrétiens et des païens, jusqu'à Constantinople, jusqu'en Asie, toujours semblable à lui-même, jusqu'à ce que, triomphant et couvert de gloire, le 10 du mois de juin de l'année suivante, 1190, il fut soustrait à de nouvelles vicissitudes par une mort subite dans les eaux du Kalykadnus ou du Seleph. Ce qu'il fut comme prince et comme chef dans cette campagne, l'abattement, le désespoir de l'armée après sa mort en donne le plus éclatant témoignage, comme aussi la ruine entière de toute la sainte entreprise, et la déplorable fin de presque tous ceux qui étaient partis avec le vieil empereur.

CHAPITRE X.

LE ROI HEINRICH VI. — RETOUR ET COMBATS DE HEINRICH LE LION. — ACCOMMODEMENT ENTRE LE ROI ET LE DUC.

De l'an 1189 à l'an 1190.

L'empereur Friedrich s'était éloigné la dernière fois de la patrie comme il avait coutume de la quitter quand il entreprenait jadis ses campagnes d'Italie. On peut à peine dire qu'il eût constitué sa maison ; car on ne peut appeler constitution de famille une simple déclaration de volonté dont l'exécution n'est pas garantie. Rien ne fut accompli par lui pour l'empire, dont il était désormais difficile de régler ou de modifier les destinées. Ce que fit Friedrich était plutôt propre à jeter l'empire dans la confusion qu'à y établir ou affermir un ordre quelconque. La suppression de quelques guerres particulières, l'accommodement de quelques affaires, bon et louable en lui-même, n'étaient d'aucune importance pour l'avenir ; quiconque déposait l'épée aujourd'hui savait fort bien qu'il pourrait la ressaisir le lendemain. Le châtiment d'un évêque, au contraire, la démolition de quelques châteaux, repaires de pillards, pouvaient exercer une influence funeste ; c'étaient des actes par lesquels les anciennes flammes recevaient un aliment nouveau. Aucune passion ne fut calmée, aucun besoin ne fut satisfait par l'empereur. Si quelque résultat pouvait être donné à la prévoyance humaine, c'était pour Friedrich de maintenir quelque calme dans l'empire, d'assurer la couronne impériale et toutes ses possessions à la maison de Hohenstaufen. Ce fut justement tout le contraire qui arriva. Friedrich aurait dû se réconcilier honorablement et sincèrement avec Heinrich le Lion, et, afin d'établir la réconciliation sur une base solide, lui restituer le duché de Saxe avec les pays slaves, et le laisser rentrer en Allemagne. Après la dissolution de la ligue des évêques, l'humiliation de l'archevêque de Cologne, et la réconciliation de l'empereur avec l'Église, le rétablissement du duc Heinrich en Saxe n'aurait souffert aucune grande difficulté. Heinrich lui-même, courbé sous le poids des années et de l'infortune, aurait volontiers renoncé à la Bavière ; il aurait même abandonné quelque chose pour satisfaire ceux qui l'avaient dépouillé : car à la Saxe était attachée sa vie ; les pays slaves étaient chers à son cœur, parce qu'il y avait porté la civilisation allemande, fondé la religion chrétienne, et parce qu'il en avait reconnu la grande importance à cause de l'étendue des côtes maritimes. Il avait certainement reconnu depuis longtemps l'impossibilité de la cohésion des deux duchés, de leur fusion dans une seule existence politique; accoutumé à une limitation étroite, à une puissance restreinte, il n'aurait pas reculé devant de grands sacrifices pour jouir paisiblement de ses possessions ; et, dans une telle situation, il ne lui eût pas été difficile de maintenir l'ordre dans l'Allemagne septentrionale, tandis que les forces de la maison des Hohenstaufen auraient suffi pour faire régner la paix sur l'Allemagne méridionale. Mais, au lieu d'agir ainsi, Friedrich, alors parvenu à la vieillesse, portant sur lui le symbole sacré de la croix, était resté fidèle à sa vieille haine, et il avait rejeté de nouveau le duc Heinrich du sol de la patrie, affermissant ainsi dans les ennemis du prince saxon l'opinion que son intention était de l'anéantir entièrement. Mais ce qu'il s'était véritablement proposé, ce qu'il pouvait avoir espéré du serment de Heinrich, à cause de la loyauté et de l'esprit religieux bien connu de ce prince, c'est que la pensée provoquée dans les ennemis de Heinrich était comme un appel fait à leur convoitise, afin qu'après l'éloignement du suzerain, tous se jetassent de nouveau sur la proie qu'on leur livrait, et que chacun enlevât le lambeau qu'il pourrait saisir.

Et maintenant Friedrich emporta-t-il le pressentiment qu'il ne reverrait jamais ses États? affaibli par l'âge et par ses destinées diverses, était-il arrivé à une certaine indifférence à l'égard du monde, de l'empire, de sa propre maison, et aurait-il laissé toutes choses aller comme elles pouvaient marcher, parce que rien ne le touchait plus? Mais, en supposant qu'il eût le sentiment de sa fin prochaine, il n'y a dans sa croisade aucune trace d'affaiblissement d'esprit, et l'indifférence pour les intérêts terrestres, en particulier pour la grandeur et la domination de sa maison, ne dut le gagner que dans les derniers temps, se glisser dans son cœur que sous la croix même. Ou bien était-il pénétré de la sainteté de l'entreprise à

laquelle il s'était consacré, au point de croire que la puissance de l'Église suffirait pour prévenir tous les dommages, protéger toutes les possessions, et maintenir partout la paix dans l'empire? Mais il avait assez appris par l'expérience que les forces de l'Église, si grandes qu'elles fussent, n'avaient pourtant pas assez d'énergie pour dompter les passions, et il n'avait pas moins éprouvé qu'auprès de ce pouvoir, qui lançait l'excommunication, on obtenait aussi la révocation de l'anathème. Dans tous les cas, la protection que l'Église accordait dépendait de sa vie et de celle de son fils Friedrich, et ne pouvait s'étendre par delà la lutte à laquelle les croisés s'étaient obligés pour Dieu et le fils de Dieu. Enfin l'empereur avait-il embrassé une confiance absolue dans son fils Heinrich, au point de croire que ce jeune roi, entre les mains duquel il déposait l'empire, serait en état de dominer les tempêtes qui menaçaient d'éclater sur l'Allemagne et sur les autres contrées de l'empire romain? Mais alors il eût bien mal connu son fils, quoique celui-ci lui eût déjà montré, ainsi qu'au monde, ce qu'il y avait en lui.

Heinrich VI n'était pas à la hauteur de la tâche que son père lui avait laissée. Il paraît que la nature l'avait doué d'assez grandes facultés intellectuelles; il ne manquait pas d'érudition pour son temps; il avait de l'éloquence et aimait la poésie. En ce point seulement, il l'emportait sur son père; pour tout le reste, il était loin derrière lui. On pouvait dire : Prenez à l'empereur Friedrich toutes les belles, bonnes et nobles vertus et qualités de l'esprit et du corps qui le distinguaient, et laissez toutes les infirmités, les défauts et les vices, vous aurez son fils Heinrich VI. Car Heinrich fut élevé au milieu des flatteries dont les courtisans croyaient devoir accabler son père, sa famille et lui-même (1); il avait grandi au milieu de conjonctures difficiles, des plus brusques changements de fortune, entouré de scènes atroces; son enfance et sa jeunesse avaient été nourries de passions furieuses : sa poitrine était donc toute gonflée de ces mauvais aliments; son esprit avait une irritation maladive. L'amour d'aucune espèce n'agissait sur son cœur; jamais une femme chérie n'y éveilla de nobles sentiments. Il était froid, orgueilleux, plein de pensées ambitieuses; il se plaisait aux artifices, aux manœuvres perfides; prenait la roideur pour de l'élévation, la dureté pour de la justice, et goûtait de telles jouissances dans les cruautés, qu'il les poussait jusqu'à se faire atroce, parce que l'abus le plus excessif du pouvoir lui paraissait la preuve la plus manifeste que ce pouvoir ne connaissait pas de limites. Parmi tous les princes qui occupèrent le trône des Allemands, on ne pourrait en trouver un seul qui ait blessé plus cruellement les plus nobles affections que Heinrich VI de Hohenstaufen, le fils de Friedrich Barberousse. Comment un tel roi, dans une telle contrée, aurait-il pu par son règne répandre la prospérité et s'attirer les bénédictions? De plus, son père l'avait enserré avec le royaume lointain de Sicile en des liens si étranges, qu'un autre homme y aurait bien pu perdre toute contenance et le sang-froid nécessaire pour se diriger. De nouveaux troubles étaient inévitables, et, comme on peut le prévoir, ils commencèrent en Saxe.

Aussitôt que l'empereur Friedrich et le duc furent assez loin pour que ni l'un ni l'autre ne parût plus à craindre, les ennemis de Heinrich le Lion tombèrent sur ses possessions, saccageant, pillant les lieux où ils pouvaient pénétrer. On ne peut dire si le roi Heinrich s'attendait à ces actes de perfidie, ou s'il n'y poussa point. On ne voit pas qu'il les ait désapprouvés, qu'il ait fait la moindre tentative pour les prévenir ou les réprimer. A ce moment, le 28 juin, mourut l'épouse de Heinrich le Lion, la noble duchesse Mathilde, et il n'est pas invraisemblable que la nouvelle persécution contre son époux, ses enfants et contre elle-même, ait hâté sa mort. Le duc Heinrich doit avoir reçu, à peu de distance, la double nouvelle de l'invasion de ses domaines, de la mort de son épouse, et presque à la même époque celle de la mort de son beau-père. Ces coups redoublés durent le secouer horriblement; ses infortunes de famille purent l'abattre; mais l'infâme iniquité des hommes réveilla en lui les derniers restes d'énergie. Ses jeunes enfants se trouvaient à Braunschweig, orphelins de leur mère, séparés de leur père, entourés d'ennemis, sans protection, sans appui; devait-il abandonner sans s'émouvoir ces infortunés à leur sort? devait-il, s'enfonçant dans l'indolence, les laisser tomber entre les mains de ceux qui les haïssaient, qui les persécutaient? Le traité de Goslar, qu'on lui avait

arraché, était rompu par le renouvellement de la persécution; il était relevé du serment qu'on lui avait extorqué par l'invasion de ses domaines : pourquoi n'aurait-il pas essayé de sauver ses enfants, de les soustraire à la haine dont ils allaient tomber victimes? pourquoi au moins ne pas tenter de leur conserver l'héritage qui leur était échu par leur mère? Son beau-frère, le nouveau roi d'Angleterre, Richard Ier, auquel le parti le plus audacieux paraissait toujours le meilleur, l'action la plus téméraire la plus digne d'envie, l'excita à profiter du moment pour faire valoir son droit. Son gendre, le roi de Danemark, l'exhorta aussi à détourner de plus grands maux encore (2). Lui avaient-ils promis assistance en cas de nécessité? on ne sait; mais ils ne lui en prêtèrent aucune. L'âme entière de Richard était tournée vers la croisade qu'il devait entreprendre, et dans laquelle il se lança en effet. Kanut peut avoir trouvé dans les affaires de son royaume des empêchements assez graves; quand le premier mouvement de sympathie fut calmé, et qu'il pesa les conséquences possibles d'une intervention, il put bien aussi concevoir des inquiétudes pour ses possessions slaves sur les côtes de la Baltique. En de telles conjonctures, Heinrich le Lion eut bientôt pris son parti. Il envoya secrètement en avant son fils aîné Heinrich, jeune homme doué de hautes facultés, et à cause de cela même compris dans l'exil paternel, à Braunschweig, pour affermir ses fidèles vassaux dans leur dévoûment, surtout pour donner aux bourgeois de la noble ville de Braunschweig un gage de sa considération, de son retour, d'une prompte assistance, pour les fortifier dans leur amour, pour les encourager à persister dans leur confiance. Le jeune Heinrich atteignit Braunschweig, et parvint à remplir le but de sa mission. Le vieux duc jugea sans doute que quelques dispositions, quelques préparatifs, quelques intelligences étaient encore nécessaires; néanmoins, dans l'automne, à la fête de St-Michel, il mit aussi le pied en Saxe.

Quand Heinrich le Lion était revenu pour la première fois de l'exil, l'archevêque Hartwig II de Bremen avait répondu avec une froideur silencieuse au salut de son ancien ami et bienfaiteur : alors ce prêtre ingrat jouissait d'une entière prospérité; il s'abandonnait à de grandes espérances. Mais, ainsi qu'on l'a vu, les Ditmarses, passionnés pour l'indépendance, avaient ruiné la domination de cet homme, et Hartwig avait fait d'inutiles efforts pour les ramener par les armes à la soumission. La guerre lui avait coûté de grosses sommes; il avait été réduit à abandonner pour trois années tous les revenus de son évêché à ses amis venus pour le secourir avec leurs forces, les comtes Adolphe de Holstein et Christian d'Oldenbourg, et à se contenter lui-même du casuel et des produits éventuels de ses fonctions sacerdotales. Ce tour des choses avait donné une leçon d'humilité à l'orgueilleux prélat, et l'avait rendu plus souple. Il n'est donc pas invraisemblable que dans sa détresse il se soit de nouveau tourné vers le duc, et que Heinrich, avec ses nouveaux projets, ait accepté la main que Hartwig lui tendait. Du moins est-il certain qu'aussitôt après son débarquement, *le duc* courut à Stade, où se trouvait l'archevêque, qui lui fit l'accueil le plus empressé, lui abandonna la ville de Stade, et lui restitua le comté. De son côté, Heinrich promit probablement qu'une fois réintégré dans son ancienne puissance, il relèverait aussi l'archevêque, et le remettrait surtout en possession du comté de Ditmarsen.

Le comte Adolphe de Holstein était parti pour la Terre-Sainte avec l'empereur, laissant l'administration du pays pendant son absence à son parent le comte Adolphe de Dasel ou Dassel. Mais les Holsates et les Stormares paraissent avoir été peu satisfaits de l'indépendance de leur comte à l'égard du duc de Saxe; à peine informés de l'arrivée du duc Heinrich et de la remise du comté de Stade à ce prince, les grands vassaux coururent à lui et l'invitèrent à entrer dans leur pays. Heinrich promit des récompenses à ceux qui lui ouvriraient la contrée. Aussitôt les vassaux chassèrent les garnisons du comte de Hambourg, de Ploen, d'Itzehœ, et se saisirent de ces villes. Dès lors tout le Holstein s'agita si fortement et si généralement pour le duc, que le gouverneur Adolphe de Dassel ne se crut pas en sûreté. Il abandonna tout, et se réfugia avec la mère et l'épouse du comte de Holstein dans la ville libre de Lubeck. Là même ils ne paraissaient pouvoir échapper à leurs ennemis. Heinrich ne jugea donc pas à propos de franchir l'Elbe aussitôt; il tourna ses armes plus près de lui contre la vieille ville de Bardenwik. Il avait

de bonnes raisons pour cette entreprise. Tant que Bardenwik était entre des mains ennemies, il devait avoir des craintes pour Lunebourg, et ne pas se hasarder à franchir l'Elbe, à pousser jusqu'à Lubeck. Ce motif fut probablement décisif; mais ce qui put le fortifier encore, c'est que Bardenwik avait été la place la plus importante, dans les possessions de Heinrich, qui fût passée au prince décoré maintenant de son titre, au duc Bernard de Saxe; il lui tardait donc de lui arracher cette place des mains. Enfin Heinrich était-il poussé par une inimitié plus vive contre Bardenwik ? c'est ce que l'on ne saurait décider. Quoi qu'il en soit, Bardenwik était une antique cité, célèbre depuis quatre siècles pour sa foire et son commerce. Mais, après que Lubeck se fut élevée, le commerce de Bardenwik avait baissé. Les marchands étrangers du nord, de l'est et de l'ouest, n'affluèrent plus sur ce dernier marché, et se portèrent vers Lubeck, favorisée par sa position maritime. Mais Lubeck était une création de Heinrich le Lion, et plus elle avait grandi en richesses, en prospérité, en magnificence, plus Heinrich avait senti redoubler son amour pour elle, plus il lui avait consacré de soins. La jalousie, l'envie, l'irritation, s'étaient donc élevées dans le cœur des bourgeois de Bardenwik, et, considérant le duc comme l'auteur de la prospérité de Lubeck, et par conséquent de la décadence de Bardenwik, il est assez présumable que Heinrich leur était devenu odieux, qu'ils virent sa chute avec joie, et qu'ils insultèrent à ses malheurs. On peut croire aussi que le duc n'avait pas d'entrailles paternelles pour les bourgeois de Bardenwik. Mais les deux premiers mobiles éclaircissent suffisamment l'expédition du duc contre la ville, et l'on n'est pas forcé d'y joindre encore l'impulsion de la colère. Si l'on ne peut contester non plus que Heinrich montra une grande rigueur dans sa conduite contre Bardenwik, qu'il fit ou toléra des choses en opposition complète avec ses procédés ordinaires envers les villes allemandes, cette conduite s'explique également par les circonstances, et ne suppose point de colère provoquée par des mésintelligences antérieures.

Les brillants résultats obtenus jusqu'ici étaient bien propres à remplir le duc d'espérances. Les vassaux ecclésiastiques et laïques étaient accourus à lui; si Bardenwik, la ville de son premier ennemi, du duc Bernard de Saxe, l'avait aussi accueilli par des acclamations, il aurait pu regarder son œuvre comme accomplie; car il pouvait compter sur Lubeck; Lauenbourg aurait difficilement opposé de la résistance; les princes des pays slaves inclinaient vers lui; pendant l'absence de plusieurs seigneurs puissants des deux ordres, les petits vassaux seraient probablement passés de son côté, et de bonnes relations s'étaient établies entre lui et son ennemi jadis le plus invétéré, le plus redoutable, l'archevêque Philippe de Cologne. Il n'y a pas de doute, Heinrich envoya des messages à Bardenwik et fit des offres aux bourgeois; mais ils rejetèrent ses propositions, ses sommations, et se préparèrent à le combattre sous le même drapeau que la garnison entretenue par le duc Bernard dans la ville. Cette résolution ne fut sans doute pas seulement une cause d'affliction pour le duc, c'était une circonstance funeste dont il n'était pas possible de calculer les suites. Il ne restait plus qu'à réduire la ville par la force des armes. Heinrich rassembla donc une armée tirée du comté de Stade, du pays des Holsates, des Stormares et des Polabes, et, soutenu par les comtes Bernard de Razebourg, Bernard de Welpe et Helmod de Suerin, il commença l'attaque; il fallait qu'il exécutât bien vite ses résolutions. Il n'avait pas beaucoup à offrir aux princes et aux vassaux qui s'étaient rangés de son parti; il put donc se voir dans la nécessité de leur abandonner le pillage de la ville, dans le cas où elle serait conquise. Et elle fut emportée d'assaut, la malheureuse cité; après une attaque de deux jours, après des efforts inouïs, le mur fut enlevé du côté de la rivière d'Ilmenau, où il était le moins attaquable. Mais, en apercevant l'ennemi dans la ville, les bourgeois ne perdirent pas courage, quoique peut-être ils n'eussent plus aucun espoir. Soit que les menaces lancées par l'indignation les effrayassent, soit qu'ils jugeassent honteux de déposer les armes qu'ils avaient prises pour la défense de leurs biens, de leur vie, de leur liberté et de leur honneur, ils soutinrent un combat désespéré de rue en rue, de maison en maison. Par là ils exaspérèrent leurs ennemis jusqu'à la fureur : le massacre fut grand; la ville fut livrée aux flammes, et d'horribles cruautés furent exercées. Enfin la victoire demeura aux troupes

régulières et aguerries de Heinrich le Lion. Les hommes de Bardenwik en état de porter les armes étaient tombés, ou n'avaient échappé à la mort que par hasard ; les êtres sans défense se remirent à la pitié du vainqueur. La ville fut pillée et réduite en cendres ; les églises seules restèrent intactes. Des habitants survivants, beaucoup de marchands et d'artisans aisés se transportèrent à Lubeck, d'autres à Lunebourg; les plus pauvres se reconstruisirent des abris sur les ruines. Mais le temps de Bardenwik était passé; les circonstances qui avaient fait la grandeur de cette ville étaient changées. Elle s'abaissait avant sa destruction; comment aurait-elle pu se relever après une telle catastrophe (3)?

La conquête de Bardenwik avait sans doute coûté fort cher au duc Heinrich, et avait beaucoup affaibli ses troupes. Néanmoins, dans la première quinzaine de novembre, il franchit l'Elbe et se dirigea vers Lubeck. Aussitôt que les bourgeois de cette ville reçurent avis de son approche, ils lui envoyèrent des députés, non pas sans doute qu'ils redoutassent le destin de Bardenwik, mais parce qu'ils avaient conservé un souvenir de gratitude à leur ancien souverain bien-aimé, et lui firent déclarer qu'ils étaient prêts à lui ouvrir les portes et à le recevoir comme prince et seigneur; mais que le comte Adolphe de Dassel ainsi que la mère et l'épouse du comte Adolphe de Holstein avaient cherché un abri auprès d'eux ; ils priaient donc le duc Heinrich de respecter les droits de l'hospitalité, et d'accorder une libre retraite à ces protégés avec leur suite et leurs effets. Le duc accéda généreusement mais imprudemment à la demande; ensuite il fit son entrée amicale et solennelle dans sa Lubeck bien-aimée. Enfin Lauenbourg tomba aussi en son pouvoir. Après un siége d'un mois, cette place fut livrée par la garnison sous la condition d'une libre retraite. Sigeberg, que les ennemis occupaient dans la Saxe septentrionale, était l'unique forteresse qui ne fût pas rangée à son parti. Il la fit assiéger par Walter de Baldensil, que soutenaient des Holsates de Stormar; mais les Holsates se mutinèrent contre Walter par des motifs inconnus. Il fut assailli, saisi prisonnier, jeté dans la forteresse, et ceux qui étaient chargés de prendre la place entreprirent maintenant de la défendre (4). Cet événement dut être d'autant plus sensible au duc, qu'il était hors d'état de châtier de suite la trahison, et que l'hiver, en empêchant ou embarrassant toutes les opérations militaires, fournissait au comte de Dassel, à la garnison de Sigeberg et à tous les partisans du comte Adolphe de Holstein, ainsi qu'à ses adversaires, mille occasions de s'entendre, et de semer la division et le trouble parmi ceux qui avaient embrassé résolument la cause de Heinrich.

Cependant le roi Heinrich VI était descendu de l'Allemagne méridionale, où il s'était tenu depuis le départ de son père. Poussé par ses propres inquiétudes, appelé aussi par les princes saxons, obsédé surtout par le duc Bernard, il accourut en Saxe, et appela les princes de l'empire à Goslar pour une campagne contre le duc Heinrich. Sans doute il peignit le crime de ce prince avec les plus vives couleurs; sans doute il l'accusa de parjure, et tâcha de soulever dans les princes les alarmes que devait leur inspirer un si terrible ennemi, et des espérances d'acquisitions nouvelles s'ils l'abattaient bien vite. Mais il ne paraît pas que ses paroles aient trouvé d'écho, soit que les princes eussent en général assez de leurs propres affaires, soit qu'ils tinssent pour juste l'entreprise de Heinrich, soit qu'ils n'eussent aucune confiance en ce roi, ou bien enfin qu'ils ne se laissassent point imposer par le nom royal. On trouve seulement l'archevêque de Mayence, l'évêque de Hildesheim et le duc Bernard, nommés comme s'étant trouvés avec d'autres princes et barons (5); mais ces princes, en si petit nombre, ne paraissent pas avoir amené avec eux des forces de quelque importance; car, au moment même où Heinrich le Lion assiégeait Lauenbourg, le roi se mit en marche avec ces princes et leurs troupes vers Braunschweig, mais sans prétendre assiéger cette ville ou la prendre d'assaut; il espérait seulement la surprendre par la rapidité de sa marche, et l'enlever par un coup de main. Peut-être ne savait-il pas que le fils de Heinrich le Lion se trouvait à Braunschweig, ou méprisait-il sa jeunesse, quoiqu'il fût jeune lui-même, et s'imaginait-il que les bourgeois de Braunschweig n'oseraient pas affronter les chevaliers et les seigneurs. Mais, lorsqu'il s'approcha de la ville avec l'archevêque de Cologne, afin de mettre le feu aux faubourgs, qui n'étaient protégés ni par des remparts ni par des fossés, et d'augmenter ainsi la terreur, il vit arriver à sa rencontre des arquebusiers et des lanciers qui paraissaient

résolus à ne pas abandonner la moindre hutte sans un combat sanglant. A cet aspect, le roi se retira bien vite, et se vengea de son affront en dévastant cruellement le pays tout à l'entour. La plus grande responsabilité de cet acte odieux retomba sur l'archevêque, dont la culpabilité fut au moins exagérée. Après ce bel exploit, Heinrich conduisit son armée à travers l'évêché de Hildesheim, promena l'incendie sur le Hanovre, et tenta d'enlever Limbare, château de Kunrad de Rothen; mais là encore il fut repoussé honteusement (6). Il ne lui restait plus qu'à congédier son armée, et à retourner à Goslar, d'où il était venu; la saison de l'hiver couvrait son embarras. De Goslar il partit pour l'Allemagne méridionale, menaçant d'accomplir au printemps quelque chose de grand et de terrible pour le châtiment du parjure et l'honneur de l'empire.

Ce résultat de sa première expédition militaire dut mortifier profondément le jeune roi. Quelque temps avant l'entreprise, dans le mois d'août, il avait tenu une diète à Wurzbourg; là il avait accommodé un scandaleux débat entre le markgraf Otto de Meissen et le fils de celui-ci, débat dans lequel s'étaient mêlés plusieurs princes; mais, à ce que l'on assure, il y proposa une expédition en Italie, afin d'y aller recevoir la couronne impériale. Il avait été convenu que cette expédition aurait lieu après l'expiration d'une année. Maintenant la guerre contre Heinrich le Lion paraissait prendre une tournure telle, qu'il devenait incertain si le voyage au delà des Alpes pourrait s'exécuter. Mais, dans le cours de cet hiver, arrivèrent d'Italie des nouvelles qui causèrent assurément beaucoup d'inquiétude au roi, et qui n'auraient pas été reçues avec indifférence par le vieil empereur, alors même qu'il était le plus détaché des choses terrestres. Le 16 novembre, Guillaume II, roi de Sicile, surnommé le Bon, mourut à l'âge de 36 ans, sans laisser d'enfants, pleuré de ses sujets, qui avaient pour lui l'amour le plus respectueux. Ainsi était survenu promptement le cas sur lequel l'empereur Friedrich avait compté lorsqu'il négociait le mariage de son fils avec Costanza de Sicile. D'après le contrat de mariage, cette Costanza, épouse de Heinrich VI, devait prendre possession du trône de Sicile; et en effet elle avait été reconnue d'avance héritière de son neveu dans tout le royaume, en deçà comme au delà du détroit, par les seigneurs et les vassaux. Il y eut aussi des hommes éminents, prêtres et laïques, qui se crurent obligés à se rattacher à cette succession; mais, pour la plupart, cette pensée était une cause d'infortune et de désolation. La souveraineté de Costanza paraissait être celle de son époux, et cet époux était un Allemand, un Hohenstaufen. De tous les peuples chrétiens, les Allemands étaient les plus détestés en Italie, et de toutes les maisons princières, celle des Hohenstaufen était la plus odieuse. On avait donc horreur d'une domination allemande, du pouvoir des Hohenstaufen, et l'on rejetait le règlement que l'empereur Friedrich avait arraché au bon roi Guillaume à l'aide de négociateurs perfides et rusés, ou qu'il en avait obtenu à force de flatteries. En outre on croyait pouvoir se passer de cette puissance, et même se défendre contre elle. De l'ancienne race normande, il restait encore un prince qui paraissait digne de la couronne: c'était Tancrède, comte de Lecce, petit-fils du roi Roger, dont il a déjà été fait mention, homme de sentiments élevés, doué de riches facultés, d'une grande prudence, et en même temps ami des sciences et des beaux-arts. Le seul défaut qui pût lui être reproché, c'était sa naissance illégitime; pourtant sa mère était une noble dame, et beaucoup de gens croyaient que son père, le duc Roger de Pouille, avait contracté avec elle un mariage secret. Mais, en raison des circonstances, on passait facilement sur ce vice. Tancrède fut appelé à Palerme, salué comme roi, et, au mois de janvier de l'année suivante, 1190, fut paré solennellement de la couronne de Sicile. La joie fut grande et générale dans l'île; et si, dans la Pouille et les autres provinces en deçà du détroit, se montra çà et là quelque hésitation, même quelque opposition, la reconnaissance du nouveau roi se fit pourtant rapidement dans ces provinces, quand le pape, suzerain du royaume, travailla de tous ses moyens contre le prince Hohenstaufen, et conféra même avec empressement l'investiture au roi Tancrède (7).

Ces événements durent agiter fortement le roi Heinrich. Ce n'était pas la princesse Costanza qu'il avait recherchée, c'était le royaume de Sicile; si la couronne était perdue, l'épouse n'offrait qu'une triste consolation. Une campagne en Italie pour expulser le roi Tancrède, qui, aux yeux de Heinrich, était un usurpa-

teur, fut jugée nécessaire. Plus cette expédition serait exécutée rapidement, plus elle paraissait promettre de grands avantages. La guerre avec Heinrich le Lion devait donc être pénible, irritante pour le roi; il n'y avait plus à penser au triomphe sur un vieil ennemi détesté, et il ne restait plus qu'à s'accommoder avec lui. Mais comment amener un arrangement? Le duc Heinrich avait supporté de grandes infortunes; les années pesaient lourdement sur sa tête; mais la vieillesse est moins flexible que la jeunesse, et un prince ne supporte pas facilement la pensée de repousser la vengeance d'injustices souffertes, quand l'occasion l'y appelle, ni la pensée de laisser à ses descendants moins qu'il n'a lui-même possédé. Cependant, au printemps de cette année, se produisit à l'avantage du roi Heinrich un accident qui était bien propre à affaiblir de nouveau dans le duc la confiance à la fortune, dont l'année précédente lui avait amené une sorte de retour. Il s'agit du revers de Sigeberg, qui avait donné matière à réflexion à beaucoup de Holsates et de Stormares attirés sous les drapeaux de Heinrich. Le comte Adolphe de Dassel avait mis à profit dans l'hiver cette incertitude, cette hésitation, et il était parvenu à détacher les esprits de Heinrich. Le duc passa l'hiver à Lubeck, et pendant que cette saison s'écoulait Adolphe se mit à exercer des hostilités contre le commerce de Lubeck; et comme il y avait du butin à gagner, il trouva bientôt de nombreux partisans pour ces sortes d'aventures. Enfin, au commencement du mois de mai, le duc résolut de frapper sur les pillards; il détacha les comtes Bernard de Razebourg, Helmold de Suerin et l'écuyer Jordan, à ce qu'il paraît, pour nettoyer les chemins et disperser les maraudeurs. Soit que, trompé par de faux renseignements sur le nombre des ennemis, Heinrich ait confié à ces chefs de trop faibles troupes, soit que les officiers, par imprévoyance ou par témérité, soient tombés dans une embuscade, il est certain qu'à peu de distance de Lubeck ils furent surpris et entièrement défaits. Bernard échappa par la fuite; Helmold et Jordan restèrent prisonniers. Ce destin fut partagé par beaucoup d'autres; un grand nombre de soldats se noya dans la Trave.

On ne nous dit pas quelles conséquences entraîna ce revers; il est à présumer qu'à la suite de cet événement le Holstein ne fut pourtant pas entièrement perdu pour Heinrich, mais qu'il fut très-incertain. Lorsque l'archevêque Kunrad de Mayence, qui, en sa qualité de Wittelsbach, devait être pour le roi contre le duc, et Philippe de Cologne, qui pouvait être en intelligence secrète avec Heinrich le Lion, mais que le roi, à une diète de Nurnberg, à la Pentecôte, avait transformé d'ennemi en ami au moyen de grandes faveurs, par des concessions de droits de douane et de monnaie; lorsque ces deux archevêques entreprirent la médiation entre le roi et le duc, celui-ci ne se montra pas moins disposé à un accommodement que Heinrich de Hohenstaufen. Il fut convenu que le roi tiendrait une diète à Fulda, que le duc y paraîtrait pour opérer publiquement sa réconciliation avec le roi; car, après toutes les épreuves que Heinrich le Lion avait subies, il n'est pas vraisemblable qu'il se fût rendu avant la conclusion de la paix à la cour du roi pour y suivre des négociations. Le souvenir de Lunebourg, de Quedlinbourg et d'Erfurt, devait l'effrayer. On ne peut pas bien préciser ce qui fut arrêté entre ces deux princes avant la diète de Fulda, et ce qui fut confirmé dans cette assemblée. A peine quelques écrivains mentionnent ces choses, et ils ne s'accordent pas; l'on n'a pas conservé un acte du traité, soit que l'on ne se souciât pas de consigner rien par écrit, afin de ne provoquer aucune hostilité au milieu de la défiance générale, soit que les actes aient été perdus. Cependant, si l'on considère l'état des choses et la situation respective des deux princes, on ne peut s'empêcher d'avouer que le duc Heinrich, malgré les échecs de Sigeberg et de Lubeck, avait à tous égards l'avantage de son côté; il pouvait soutenir la guerre longtemps encore sur les deux rives de l'Elbe. Le roi, au contraire, était rongé d'inquiétudes au sujet du royaume de Sicile; il pensait ne pas pouvoir différer l'expédition vers ces contrées lointaines, et pourtant n'osait pas quitter l'empire germanique tant que le duc y était les armes à la main. Quel prince aurait hasardé, au milieu de telles circonstances, de laisser ses possessions dans l'empire pour accompagner le roi en Italie, à Rome, à Naples, à Palerme? Il est donc à présumer que les indications des écrivains sur un accord fait entre le roi et le duc doivent s'interpréter en faveur de Heinrich le Lion. Voici donc ce que l'on peut adopter : au duc Heinrich fut assurée la possession

de tout ce qui lui était resté et ce qu'il avait conquis ou gagné ; mais, comme le Holstein, en totalité ou en partie, s'était de nouveau détaché de lui, on passa outre quant à ce pays. En outre on lui promit le rétablissement dans tous ses droits et ses honneurs en Saxe, après le retour du roi d'Italie, sous la réserve de quelques indemnités et de quelques compositions. De son côté, le duc s'engagea à laisser reposer ses armes durant l'absence du roi, et probablement il renonça au duché de Bavière. De plus, le duc s'obligea de remettre comme otage son fils Lothaire entre les mains du roi, non pas seulement que le roi se défiât de la parole du duc, mais surtout parce que l'on regardait comme nécessaire d'honorer la dignité royale, et de calmer les princes qui s'intéressaient à cette affaire. Enfin il promit, afin qu'il y eût un signe d'abaissement de sa part devant la souveraineté de l'empire, et que ce signe frappât les regards du monde, il promit que son fils Heinrich, accompagné de cinquante vassaux bien armés, assisterait à la campagne du roi en Italie; et, après la fixation de ces conditions réciproques, Heinrich le Lion parut, probablement dans le mois de juillet, à la cour du roi Heinrich à Fulda, afin que des deux parts fût confirmé ce que les médiateurs de la paix avaient arrangé.

Telle paraît avoir été la substance du traité; et, s'il en fut ainsi, qui peut ne pas reconnaître que tout l'avantage fût du côté du roi? Le duc lui fournissait la garantie la plus sûre pour le repos de l'Allemagne septentrionale, et il n'avait plus besoin de prendre ses précautions pour entreprendre l'expédition d'Italie. Mais il est incompréhensible que Heinrich le Lion ait pu se résoudre à un traité par lequel il remettait deux de ses fils au pouvoir du roi, se réduisait à l'inaction, se faisait même le lieutenant du roi, sans obtenir autre chose que des espérances que le roi, en lui supposant même la bonne volonté, était à peine en état de remplir ; tandis que, s'il avait persisté dans son attitude hostile, il aurait imposé au roi de tout autres concessions. Quoi! avait-il réellement la confiance que le roi tiendrait ce qu'il avait promis? alors il se serait étrangement abusé. Ou bien agissait-il dans le sentiment du décroissement de ses forces? la route qui s'étendait encore devant lui jusqu'au terme de sa vie lui paraissait-elle trop courte, et désirait-il à cause de cela rapprocher ses fils du jeune roi pour les lui rendre chers, et ainsi leur assurer une position pour les jours qui viendraient après lui? Dans ce cas, qui pourrait prononcer des paroles de blâme sur le vieillard courbé par l'infortune et maltraité par les passions humaines? Quoi qu'il en soit, il est certain que Heinrich le Lion se livra de nouveau, avec son ancienne ardeur, à l'administration, à l'encouragement de l'agriculture et de l'industrie dans ses possessions, et fit tout au plus quelques tentatives pour ramener par des voies pacifiques le Holstein sous sa domination (8). Le roi Heinrich, de son côté, travailla aux préparatifs de son expédition au delà des Alpes, et s'efforça d'y attirer autant de princes qu'il était possible d'en gagner.

CHAPITRE XI.

EXPÉDITION MALHEUREUSE DE HEINRICH VI EN ITALIE. — SON COURONNEMENT COMME EMPEREUR PAR CÉLESTIN III. — ACTES EN LORRAINE, GUERRE EN SAXE, TROUBLES ET CONFUSION EN BAVIÈRE.

De l'an 1190 à l'an 1193.

Bientôt après les fêtes de Pâques 1190, le roi Heinrich avait envoyé l'archevêque Kunrad de Mayence et le chancelier Diether en Italie, dans la Pouille, afin d'y observer la marche des choses, et sans doute d'y travailler, par tous les moyens, en faveur de sa cause. Au bout de peu de temps, Kunrad était revenu; Diether était demeuré en Italie. Des disputes s'élevèrent-elles entre les deux envoyés, comme on l'assure, ou bien avaient-ils des missions diverses à remplir? On ne peut se prononcer là-dessus; aucun des deux ne provoqua le mécontentement du roi. Heinrich poursuivit très-activement ses préparatifs pour mettre à exécution l'expédition d'Italie, aussitôt qu'il eut fait son accommodement avec Heinrich le Lion, et il semble que les princes d'Allemagne, peut-être à cause de cet accord, se soient montrés tout disposés en faveur de l'entreprise. Les plus importants parmi ceux qui s'engagèrent à y prendre part étaient l'archevêque Philippe de Cologne et le duc Otto de Bohême.

Cependant les hauts barons de Sicile, dont les plans avaient été déjoués par l'avénement

de Tancrède à la couronne, pressaient le roi Heinrich de toute manière de hâter son arrivée, afin que Tancrède n'eût pas le temps de s'affermir sur le trône par le moyen des armes, des hommes et des bienfaits, et de contracter quelque alliance avec des puissances étrangères. Heinrich était hors d'état de répondre de suite à cet appel; toutefois il fit engager les hostilités par son lieutenant dans la Toscane, afin d'animer l'espoir parmi les mécontents, d'entretenir l'incertitude et la crainte parmi les adhérents de Tancrède, et d'ébranler ainsi le royaume. Mais la guerre commença par de sauvages dévastations, et ne put servir qu'à fortifier les partisans de Tancrède dans leur fidélité, à pousser dans son parti beaucoup de ses anciens adversaires. Cependant le roi Heinrich reçut aussi la nouvelle de la mort de son père (1), ce qui put bien enflammer encore son désir de saisir la couronne impériale, et fortifier sa résolution de se transporter aussitôt que possible en Italie. Mais un autre message, qui lui parvint au même moment où il allait se mettre en route, l'attira d'un autre côté. Le landgraf Louis de Thuringe avait reçu la croix en même temps que l'empereur Friedrich; mais, au lieu de traverser comme lui la Hongrie, il avait pris sa route, avec son frère le comte palatin Hermann, par l'Italie. De Brundusium il s'était embarqué pour Tyr, où il était arrivé heureusement, quand l'empereur quittait à peine Constantinople. Il avait pris part au siége de Ptolémaïs, et s'était signalé par de brillants exploits; mais ensuite, détourné par la maladie, ou des mécontentements, il avait quitté l'armée, et il était allé mourir dans l'île de Chypre. Il n'avait pas laissé de postérité. Son frère Hermann était aussi engagé dans l'expédition sainte, et il était à croire qu'il y trouverait également sa fin. Le roi Heinrich crut donc le moment favorable pour acquérir la Thuringe à lui-même ou à sa maison, et pensa qu'il fallait saisir l'occasion. Peut-être lui parut-il qu'un retard dans l'exécution de ses grands projets sur la Péninsule n'aurait point de conséquences graves, quand son chancelier Diether, revenant d'Italie, lui eut peint l'état des choses avec des couleurs telles, qu'il put bien s'imaginer que la soumission du royaume de Sicile lui serait une œuvre facile. Il fit donc partir en avant pour l'Italie l'archevêque de Cologne, et lui-même courut en Thuringe. Mais là il manqua son but. Soit qu'il y trouvât les seigneurs et les vassaux trop désunis, soit qu'il courût des bruits sur le retour d'Hermann avec les restes mortels de son frère, soit enfin que lui-même revînt à de meilleurs sentiments, il abandonna la Thuringe, et précipita sa marche vers l'Italie. Dans le mois de novembre il entra en Lombardie.

Là il ne trouva plus le pape Clément III; trois ans auparavant, le pontife s'était entendu avec les Romains, et avait repris sa résidence dans la ville éternelle. Mais il vit que tous les rapports étaient en confusion, presque toutes les villes en lutte les unes contre les autres. Comme il se présenta pacifiquement, sans faire aucune menace, partout il trouva un accueil amical : car chaque ville chercha à le gagner contre celles avec lesquelles elle était en guerre ouverte ou en inimitié secrète. Il parvint aussi à faire des accommodements sur ce point, à gagner des esprits sur un autre. Il put donc ainsi, libre dans ses mouvements, favorisé même, encouragé dans sa marche, au commencement de l'année suivante, 1190, descendre plus loin en Italie, grossissant son armée par les forces d'évêques italiens. Il pouvait bien ne pas craindre de grandes difficultés de la part du pape au sujet de la couronne impériale, quoique ses relations avec le saint-siége ne fussent pas restées sans altération. Depuis que l'empereur Friedrich avait fait le serment d'une croisade, une réconciliation complète s'était opérée entre lui et le souverain pontife; Heinrich avait maintenu ce que son père avait établi. Les troubles de l'Église de Trèves furent calmés; chaque parti avait abandonné l'homme qu'il avait destiné au siége archiépiscopal, et un troisième candidat y avait été élevé d'un commun accord. D'autres questions litigieuses avaient été non pas oubliées, mais ajournées.

Après la mort de l'empereur, le jeune roi avait cherché, par une ambassade spéciale, à tranquilliser le pape sur ses intentions, et lui avait promis solennellement de défendre l'Église et tous ses droits. Mais la mort du roi Guillaume de Sicile avait porté une rude atteinte à cette paix; l'investiture du royaume donnée au roi Tancrède ne pouvait être considérée par le roi Heinrich que comme une hostilité ouverte du pape contre lui. Toute correspondance avait donc cessé, et Clément vit sans doute l'arrivée du roi comme celle d'un enne-

mi. Heinrich ne devait pas s'attendre à rencontrer une grande résistance de la part des Romains, parce que la discorde avait de nouveau éclaté entre le pape et les Romains. Les habitants de la ville éternelle n'avaient reçu le pape dans la ville que conditionnellement. Ils lui avaient accordé dans les affaires temporelles un pouvoir qui présentait une forte contradiction avec leurs prétentions au temps d'Arnold de Brescia; mais, d'un autre côté, ils avaient fait certaines stipulations qui devaient rétablir l'équilibre. Le pape avait consenti à ce que Tuscolo, contre laquelle ils étaient animés d'une haine implacable, d'autant plus profonde et envenimée qu'elle était nourrie depuis plus longtemps, leur fût abandonnée pour être rasée. Sans doute Clément avait espéré détourner peu à peu les Romains de cette pensée de destruction, et à cause de cela il n'avait pas rempli sa promesse. Les Romains avaient donc conçu contre le saint-père un vif mécontentement qui paraissait croître de jour en jour. Ainsi le roi Heinrich pouvait espérer que les Romains se déclareraient pour lui contre le pape. Mais qu'arriverait-il, si le saint-père, pour éviter le couronnement et se soustraire à toute collision, prenait la fuite, et cherchait protection auprès de son vassal le roi Tancrède? Dans ce cas, non-seulement la couronne impériale échapperait au roi Heinrich, mais Tancrède, ayant le pape à ses côtés, pourrait acquérir une nouvelle force, contre laquelle Heinrich ne jugeait pas sa puissance suffisante. Il est donc à présumer que le roi ne s'approcha pas de la ville de Rome sans inquiétude.

Mais les choses se passèrent autrement qu'on n'avait pensé. Avant l'arrivée du roi, vers la fin du mois de mars, le pape Clément III mourut à Rome, au milieu des inquiétudes sur le danger qui le menaçait. Trois jours après sa mort, le cardinal Hyacinthe, vieillard de près de quatre-vingts ans, fut élu pape; et peut-être fit-on ce choix parce qu'au milieu de circonstances si graves on voulait entourer l'évêque apostolique du surcroît de respect attaché à la vieillesse; parce que l'on voulait, pour le cas où quelque sacrifice serait arraché au pape au préjudice de l'Église, se ménager à l'avance une excuse dans l'âge avancé du souverain pontife, et qu'alors on désirait avoir la perspective d'une prompte réparation de sa faute. Le pape nouvellement élu se nomma Célestin III. A ce moment arriva Heinrich VI avec son armée devant Rome. Cette circonstance détermina le pape à ne pas recevoir la consécration comme évêque apostolique; il voulut avoir un prétexte de refuser au roi de le parer de la couronne d'empereur, et l'obliger ainsi à faire des concessions qu'il ne faudrait plus attendre après le couronnement. Ce retard engagea le roi, à ce qu'il paraît, à occuper les châteaux des environs de Rome. Il prit possession aussi de Tuscolo; les habitants eux-mêmes l'avaient appelé pour obtenir protection contre les violences des Romains. Aussitôt les Romains demandèrent que le roi leur remît Tuscolo, disant que de leur côté ils décideraient le pape à recevoir la consécration et à lui poser sur la tête la couronne impériale. Le retard était sans doute très-pénible pour Heinrich; son rival Tancrède paraissait gagner chaque jour en autorité et en puissance. Pendant que se passaient à Rome les événements que l'on vient de raconter, il maria son fils Roger, qu'il avait nommé duc de la Pouille, avec Irène, fille de l'empereur grec Isaac, et le fit couronner en même temps comme son successeur. Ce mariage, ce couronnement, et d'autres circonstances qui s'y rattachaient, firent sans doute une forte impression sur les âmes. Heinrich crut donc devoir en finir aussi vite que possible avec Rome, afin de pénétrer dans le pays de son ennemi. Il promit aux Romains ce qu'ils demandaient, au mépris de la confiance que les habitants de Tuscolo lui avaient montrée, sans songer aux nombreux services qu'ils avaient rendus aux empereurs ses prédécesseurs contre les Romains. A peine les Romains eurent-ils reçu la promesse du roi, qu'ils envoyèrent des députés au pape, et représentèrent au saint-père les infortunes qu'il attirerait sur Rome et les alentours, si l'armée du roi se tenait là plus longtemps, irritée de ce retard, exerçant des hostilités contre la ville et contre le pays. Le pape se décida à promettre qu'aux fêtes de Pâques toutes prochaines il recevrait la consécration, et le lendemain il donnerait la couronne au roi Heinrich. Alors le roi et le pape furent bien vite d'accord. Le roi ordonna incontinent à sa garnison de Tuscolo d'évacuer cette ville et de la livrer aux Romains. Et si impétueuse était la fureur des Romains, qu'à peine Tuscolo évacuée, ils s'y précipitèrent le jour du vendredi saint, massacrèrent les habitants ou

les mutilèrent, commirent sur eux d'horribles cruautés, et se mirent à l'œuvre de l'entière destruction. Ces atrocités ne changèrent rien aux conventions arrêtées entre le pape et le roi. Heinrich avait livré Tuscolo, et le vieux pontife n'osa peut-être pas affronter les Romains, exaltés dans leur rage par les scènes de ruine et de carnage. Célestin reçut la consécration à la fête de Pâques, et, le lendemain 15 avril, au Vatican, dans l'église de Saint-Pierre, il posa la couronne d'abord sur la tête de Heinrich, puis sur celle de Costanza, au milieu de la pompe et des cérémonies ordinaires, ou qui avaient été reconnues convenables. Heinrich n'entra pas dans la ville de Rome proprement dite, comme roi ou comme empereur; il vint seulement dans la partie située sur la rive droite du Tibre, soit que cela eût été convenu avec les Romains, soit que ceux-ci, ayant satisfait leur vengeance sur Tuscolo, eussent fermé les portes de la ville et bravé sa puissance. Il est bon, en outre, de remarquer que les relations sur ces événements ne s'accordent nullement, et que l'on vient de raconter ce qui paraît le plus vraisemblable. On trouve encore ici plusieurs observations : le roi remit la ville de Tuscolo au pape; ce fut le pape qui la livra aux Romains, et la destruction n'eut lieu qu'après le couronnement; le pape consentit au couronnement, non pas seulement sur la demande des Romains, mais particulièrement sur les instances du jeune Heinrich, fils de Heinrich le Lion, que le roi doit avoir déterminé, par de grandes promesses, à plaider ainsi sa cause; enfin le pape avait accompli le couronnement à une condition, c'est que le roi rétablirait le duc Heinrich dans tous ses honneurs et toutes ses dignités, et cette condition fut acceptée par le roi. Mais ce ne sont guère là que des propos, en partie à peine croyables, en partie contraires à la vraisemblance, et en général assez peu fondés. D'un autre côté, il paraît qu'il ne fut pas question du royaume de Sicile entre le roi et le pape; tous deux savaient bien que les armes allaient décider.

Peu de jours après son couronnement, l'empereur, sourd aux exhortations du pape, se mit en mouvement vers la Pouille. Il entra dans ce pays en portant la dévastation autour de lui, soumettant, abattant, brûlant, châtiant. Il répandit ainsi un tel effroi, que vassaux et villes s'humilièrent devant lui jusqu'à Capoue, jusqu'à Salerne et par delà. Il fut reconnu comme roi, et reçut le serment de fidélité. Naples seule tint ferme, et ne partagea pas la terreur générale. En peu de temps Heinrich se trouva devant cette ville pour la soumettre par la force des armes et la châtier. Mais Naples fut le terme de sa prospérité; il rencontra une rude résistance, et dut entreprendre un siége qui se prolongea deux mois sans amener la conquête de la ville. Cependant le soleil était à son plus haut point; les chaleurs de l'été, la nature du pays, l'intempérance dans la jouissance des produits de ces riches contrées, engendrèrent dans l'armée impériale des maladies qui bientôt prirent le caractère de la peste, et n'épargnèrent ni les chefs ni les soldats.

Personne n'a compté le nombre d'hommes emportés par cette contagion. L'archevêque Philippe de Cologne y succomba, ainsi que le duc Otto de Bohême et beaucoup d'autres chefs éminents. L'empereur lui-même fut attaqué. Il échappa à la mort, mais ses forces furent épuisées; il reconnut qu'il lui serait impossible de réorganiser son armée et de recouvrer lui-même la santé en Italie. Il leva donc le siége, et opéra sa retraite, très-faible encore, vraisemblablement au commencement du mois de septembre. Toutes ses conquêtes étaient perdues; cependant il laissa dans quelques forteresses de grosses garnisons capables d'entretenir l'incertitude et la division dans le pays, ou de lui servir de point d'appui et de lui en faciliter l'entrée s'il y revenait bientôt.

Ce n'était point assez de cette douleur amère sur l'échec complet éprouvé dans une entreprise par laquelle il avait espéré acquérir un beau royaume; l'empereur rapporta dans son pays une blessure plus cruelle. Entre lui et le jeune Heinrich, fils de Heinrich le Lion, s'était manifestée une grande froideur durant le siége de Naples (2); peut-être faut-il en chercher la cause première dans la défiance que le prince saxon devait avoir contractée dès l'enfance envers l'empereur. Cette défiance avait pu recevoir bien des aliments pendant le cours de l'expédition; car le jeune Heinrich croyait avoir fait de grands sacrifices, et pourtant il ne grandissait pas dans la faveur de l'empereur; bien plus, des promesses qui lui avaient été faites lorsqu'il s'employa auprès du pape relativement au couronnement, pas une seule n'avait été tenue. Maintenant il apprit

que son frère Lothaire, resté comme otage à Augsbourg, était mort. Cette nouvelle, apportée brusquement, paraît avoir soulevé de grands soupçons dans son esprit. En même temps il voyait avec effroi les ravages de la peste dans le camp impérial, et la disparition de tant de princes et seigneurs et d'une masse énorme de soldats. Enfin il est possible que la maladie de l'empereur, qui lui fit craindre ou espérer sa mort, ne restât pas sans influence sur son âme. Au milieu de telles circonstances, le cœur rempli de tristes pressentiments, l'esprit embarrassé par les soupçons et les pensées les plus confuses, se voyant au milieu de scènes de tristesse et de désolation, Heinrich prit la résolution de quitter sans congé l'armée de l'empereur, et de retourner dans sa patrie. Il mit son projet à exécution. On ne peut déterminer s'il s'enfuit dans la ville assiégée pour s'embarquer et gagner la côte de France, ou s'il s'échappa d'une autre manière ; dans tous les cas, il se déroba à toutes les poursuites, à tous les espions, et rejoignit son père en bonne santé. A peine est-il besoin de faire observer que l'empereur fut violemment irrité de cette fuite du jeune Welf. Il n'avait rien à craindre des manœuvres et des artifices du fugitif ; mais ce fait réveilla dans son cœur toute la vieille haine contre le duc Heinrich, et enfanta de nouvelles pensées de vengeance contre la famille saxonne des Welfs : car la faute commise par le fils était à ses yeux l'œuvre du père, et l'autorisait à reprendre la persécution à laquelle il n'avait jamais renoncé sincèrement, que son intérêt seul l'avait déterminé à suspendre. Il put bien aussi s'imaginer que le duc, dont il n'avait plus maintenant un seul fils entre les mains, ne manquerait pas de mettre à profit ses revers en Italie.

A cette cause de chagrin s'en joignit bientôt une autre qui ne paraît pas avoir agi moins profondément sur lui. Les habitants de Salerne avaient mis beaucoup d'empressement à se déclarer pour l'empereur ; pour manifester leur dévoûment, ou par prévision des éventualités, ils avaient prié l'impératrice Costanza de se fixer dans leurs murailles, où elle trouverait une résidence assurée, salubre et agréable. L'empereur et son épouse s'étaient rendus à cette prière, parce que le camp était un séjour pénible pour la princesse, et qu'il n'y avait pas à se fier aux villes soumises. Mais, quand la guerre et les maladies eurent affaibli l'armée impériale, que l'empereur se vit contraint à une retraite précipitée, il lui fut impossible de détacher des troupes assez nombreuses pour escorter son épouse. Vraisemblablement il fit des dispositions pour qu'elle se rendît par mer à Gênes, afin de se réunir à lui dans la haute Italie ; mais, soit que les Salernitains eussent eu des vues perfides dès le commencement, soit qu'ils crussent avoir dans l'impératrice un excellent gage pour obtenir le pardon et regagner la bienveillance de Tancrède, ils s'opposèrent au départ de la princesse, se saisirent de sa personne et la remirent aux mains de Tancrède. Tancrède la reçut et la traita comme la princesse la plus élevée en dignité du monde chrétien, comme la sœur de son père. Mais l'empereur Heinrich fut consterné de cet événement, car il dut craindre avec son épouse d'avoir perdu ainsi le royaume de Sicile. Il était possible, il n'était pas même invraisemblable que Costanza, ayant une fois été revêtue des plus grands honneurs de ce monde, se voyant maintenant au milieu de son peuple, subissant les influences du pays natal, exposée aux séductions de son neveu le noble et beau Tancrède, aux suggestions du pape et du clergé, se détachât du jeune époux dont elle n'avait pas l'amour, afin de conserver la domination à la souche normande, à sa propre famille, par laquelle le royaume de Sicile avait été fondé ; et quand bien même, soutenue par le sentiment de la fidélité, par le respect pour le sacrement de mariage, ou par une passion plus ou moins noble, elle pourrait résister à cette épreuve, l'empereur, qui considérait le roi Tancrède comme un usurpateur, ne devait-il pas naturellement, nécessairement même, penser que ce prince conservait en son pouvoir Costanza, la véritable propriétaire du trône usurpé, afin d'avoir en elle une garantie de plus de la fidélité des Siciliens ? Dans son embarras, il s'adressa au pape, sans doute aussitôt après avoir reçu la nouvelle de la trahison des Salernitains, nouvelle qui ne lui parvint qu'après son arrivée en Allemagne. Il pria le saint-père de déterminer son ennemi à mettre son épouse en liberté, et Célestin accepta cette mission. Quelque funestes pour lui que dussent lui paraître le mariage de Heinrich VI avec Costanza et la réunion de la couronne de Sicile avec celles des Teutschs, des Lombards, et avec la couronne impériale, il avait un sentiment trop élevé de la justice pour tolérer un

acte de la nature de celui par lequel l'impératrice avait été livrée au roi Tancrède. Le cœur de Tancrède repoussait également de telles trahisons; il ne fit donc aucune difficulté de rendre la liberté à l'impératrice. De même qu'il l'avait traitée avec honneur, il la fit transporter honorablement à l'embouchure du Tibre sans rien réclamer d'elle; il la pria seulement de passer par Rome, et de se présenter au saint-père, car le pape se chargerait sans doute de négocier la paix avec elle. Célestin avait espéré avec Tancrède que, dans la situation des choses, il parviendrait, par le moyen de l'impératrice, à effectuer entre son noble cousin et son noble époux une paix qui mettrait fin aux périls de l'Église, et satisferait tous les partis. Mais Costanza trompa les espérances de Tancrède et du pape; elle évita Rome, gagna bien vite Spoleto, puis les Alpes; enfin elle rejoignit saine et sauve son époux (5). Heinrich ne tint aucun compte à Tancrède de sa générosité; sa conduite ultérieure envers la famille de Tancrède témoignerait plutôt que cette noblesse avait encore irrité sa colère et envenimé sa haine.

Cependant l'empereur était arrivé en Allemagne à la fin de l'année 1191. Tandis que son cœur était dévoré par les passions, mille projets occupaient son esprit. Assurément son désir était d'écraser entièrement le duc Heinrich le Lion; mais l'affront qu'il avait subi dans la Pouille pesait trop lourdement sur lui, il convoitait trop ardemment le royaume de Sicile pour ne pas redouter une guerre dans le Teutschland septentrional. De nouveaux rapports s'étaient formés; il s'en établissait de nouveaux encore qui auraient pu nécessiter un séjour dans le Teutschland méridional, si la pensée de la captivité de son épouse et de son odieux ennemi Tancrède ne l'avait pas toujours emporté dans la Péninsule. Déjà dans la Pouille il avait reçu la nouvelle de la mort de son frère Friedrich, qui, après la mort de son père, avait poursuivi la croisade, et avait fini par succomber après de glorieux exploits. Par cette mort, le duché de Souabe était devenu vacant. En franchissant les Alpes pour rentrer dans le Teutschland, Heinrich avait appris aussi la fin du duc Welf. Ce vieux prince, par habitude ou par paresse, était resté dans les résolutions de son ressentiment contre Heinrich le Lion; il ne lui avait pas rendu ses bonnes grâces, ne lui reporta pas un souvenir de bienveillance, et ne fit rien pour lui. Les traités faits avec l'empereur Friedrich subsistaient donc, et l'empereur Heinrich recueillit tout ce que le vieux duc avait possédé d'hommes et de terres. Ainsi les grandes possessions de la maison Welf, dans le Teutschland méridional comme en Italie, furent perdues pour la branche survivante de l'ancien tronc. Par son indigne vie, par ses faiblesses pour les Waiblingen, par l'injuste abandon de ses domaines perdus pour les descendants de son frère, le duc Welf a laissé un si mauvais souvenir, que nul n'a plus porté le nom de Welf, quoique la souche continuât d'être désignée par cette appellation. L'acquisition des biens des Welfs n'apporta pas non plus des bénédictions sur les Hohenstaufen. Pour le moment, ces biens donnèrent un grand accroissement de richesses à l'empereur; et Heinrich sut l'apprécier; son premier soin fut de s'en rendre maître. Il resta donc d'abord dans ces domaines, et personne ne lui fit opposition. Mais bientôt, afin d'affermir plus sûrement le riche héritage dans sa maison, il attribua à son frère Kunrad le duché de Souabe et la succession du duc Welf, pour les joindre à ce que ce prince avait déjà reçu de l'empereur Friedrich leur père. Maintenant il se crut d'autant plus assuré de tout le Teutschland méridional, que le jeune duc de Bavière, fils d'Otto, paraissait devoir se rattacher surtout et nécessairement à lui et aux Hohenstaufen.

Le vieux duc Heinrich le Lion ne voyait pas d'un œil indifférent que les dernières possessions, les fiefs et les biens patrimoniaux de sa maison dans le Teutschland méridional, passassent à la famille ennemie des Waiblingen; et pourtant il se résignait. Peut-être espérait-il que l'empereur, même quand il lui arrachait ses domaines patrimoniaux, reviendrait pourtant à quelque sympathie pour lui, le légitime héritier. Il envoya donc à l'empereur une ambassade composée de pieux ecclésiastiques, pour s'entendre avec lui. Il lui fit représenter que son fils, en quittant la Pouille, n'avait songé à rien moins qu'à une offense envers la majesté impériale; que dans tous les cas lui-même était innocent de ce fait; qu'il était prêt à prouver de toute manière sa fidélité; qu'il était disposé à entreprendre avec lui une campagne pour l'assujettissement de la Pouille, ou pour retirer l'impératrice de l'Italie; que l'em-

pereur n'avait qu'à lui accorder une honorable et sincère réconciliation. Mais le duc s'était fortement abusé dans ses espérances; toutes ses offres furent rejetées avec dédain. L'empereur affecta de n'y voir qu'hypocrisie et trahison, et les conseillers impériaux firent une réponse ironique et insultante. Il arriva donc que l'ambassade produisit un effet absolument contraire au but proposé. A peine les princes saxons eurent-ils acquis la certitude que les dispositions de l'empereur envers le duc étaient encore tout aussi hostiles que par le passé, ils crurent ne devoir pas hésiter à se donner carrière. Ils crurent pouvoir supposer que l'empereur poursuivrait, et qu'il y aurait un nouveau partage de terres. Ils commencèrent donc à se concerter pour attaquer le duc, et ne pas manquer de soutenir l'empereur s'il se mettait en campagne. Le désir de prendre part au butin saisit même des hommes que le duc avait investis de fonctions publiques dans ses domaines héréditaires. Peut-être l'empereur n'avait-il pas négligé de provoquer partout la convoitise des seigneurs et des vassaux; assurément il ne vit pas leur ardeur d'un œil mécontent, sans penser que la perfidie montrée envers son ennemi n'était pas un gage de fidélité envers lui-même; mais il se trouva engagé dans une complication de nouveaux rapports qui ne lui permirent pas de soutenir convenablement le zèle des ennemis de Heinrich le Lion.

L'évêque Ludolf de Liége avait accompagné l'empereur Friedrich à la Terre-Sainte. L'année précédente il s'était décidé à revenir dans la patrie, mais il était mort en route. Il s'en était suivi une élection très-contestée à Liége; deux ecclésiastiques du nom d'Albert furent choisis. L'un, archidiacre de l'église de Liége, était frère du duc Heinrich de Brabant; l'autre, premier prieur de la même église, était frère du comte de Reitesta. Le premier avait eu la grande majorité des voix, et il paraît que c'était un prêtre plein de piété et de talents; l'autre, respectable par son âge avancé, n'avait rien contre lui, sinon d'avoir été élu par un parti, après que l'archidiacre avait déjà été élevé à la dignité épiscopale. Il semblait donc hors de doute qu'Albert de Brabant conserverait la prélature, et qu'il serait reconnu par le pape comme par l'empereur. Mais maintenant, au commencement de février 1192, l'empereur tint une diète à Worms; là il donna au prieur de l'église de Cologne, Bruno, qui avait été élu au siége archiépiscopal de cette église à la place de l'archevêque Philippe, l'investiture avec tous les droits séculiers, les possessions et les honneurs de l'archevêché (4). Là aussi fut plaidée l'affaire de la double élection de Liége. L'empereur rejeta les deux Albert; car un homme riche et ambitieux s'était présenté à lui, en lui offrant trois mille marcs d'argent : c'était Lothaire, prieur de l'église de Bonn, frère du comte de Horstade (5), qui, le premier dans le conseil de l'empereur, avait rendu de grands services dans la campagne de Pouille. En considération de la somme d'argent, et en récompense des services du comte, Heinrich nomma le prieur Lothaire évêque de Liége. Nul des prélats présents n'osa élever la moindre contradiction, comme si l'empereur était autorisé à de tels actes par le concordat de Worms. L'empereur n'hésita donc pas à aller plus loin; il fit conduire son évêque Lothaire avec des troupes bien armées à Liége, et installer dans le palais épiscopal; il lui fit livrer tous les villages et tous les châteaux, et ordonna au clergé et au peuple de Liége de prêter obéissance à l'évêque Lothaire. Celui-ci accomplit avec assurance tous les actes épiscopaux, tandis que l'empereur mettait aussi sur les siéges de Wurtzbourg et de Worms des hommes sur le dévoûment desquels il pouvait compter.

Mais Albert, le frère du duc de Brabant, se revêtit d'un habit de pèlerin, et se rendit à Rome pour plaider sa cause devant le pape. Célestin III appela aussitôt l'évêque impérial Lothaire à venir répondre au pied du saint-siége; Lothaire ne bougea pas. Alors le saint-père déclara l'élection d'Albert légitime, et le renvoya avec une lettre dans laquelle il ordonnait d'abord à l'archevêque Bruno de Cologne de consacrer l'évêque Albert; mais, dans le cas où Bruno, par crainte de l'empereur, n'oserait pas donner la consécration, il transféra la mission à l'archevêque de Reims. Cependant Heinrich avait appris sans doute que l'archevêque de Cologne avait reconnu l'évêque Albert, et que même il l'avait recommandé comme légitimement élu au pape Célestin. Il reçut en outre avis que le frère d'Albert, le duc de Brabant, armait contre Luttich pour repousser l'évêque impérial. Il commença donc des hostilités contre Cologne; il barra le Rhin pour cette ville. En même temps il se

mit en marche avec des troupes vers l'évêché de Luttich pour châtier les adhérents d'Albert, et protéger son évêque contre le duc Heinrich de Brabant. Ce but fut atteint, mais il y eut peu de profit pour la cause de Lothaire. Albert revint de Rome avec la confirmation pontificale et les bulles. L'archevêque Bruno, par crainte de l'empereur, ayant prétexté une maladie pour se dispenser de donner la consécration, Albert se sendit à Reims, et l'archevêque de cette ville ne fit aucune difficulté de lui donner la consécration au mois de septembre de cette année, sous la seule réserve des droits de l'archevêque de Cologne. Ce fait exalta la colère de l'empereur au plus haut degré. Il savait bien que son évêque Lothaire ne s'appuyait sur rien que sur sa propre volonté et ses armes à lui Heinrich. Il avait des craintes pour son autorité impériale, et ne redoutait pas moins les troubles qui allaient éclater, si la querelle continuait. Dans cet embarras, il embrassa la pensée aussi simple qu'atroce de se défaire de l'évêque Albert par un meurtre, s'imaginant follement qu'il parviendrait à maintenir l'évêque Lothaire, si Albert ne lui disputait plus le siége épiscopal. Il envoya donc, comme on l'a cru généralement, quelques hommes liges à Reims pour accomplir le crime. Ces sires chevaliers prétextèrent qu'ils étaient persécutés par l'empereur, qui les avait dépouillés de leur patrimoine. Ils s'insinuèrent donc dans la confiance de l'évêque peu soupçonneux, qui les accueillit dans sa maison, les reçut à sa table. Ils l'attirèrent hors de la ville, sous prétexte d'une promenade à cheval, et, quand ils se virent seuls avec lui, ils tirèrent leurs épées et le massacrèrent. C'était au mois de novembre. Quand ils eurent accompli leur crime, ils s'enfuirent bien vite vers le Teutschland, et revinrent à la cour de l'empereur. A la vue du cheval de l'évêque immolé, que les assassins avaient ramené en témoignage de leur acte, l'empereur Heinrich se réjouit de l'exécution, et il manifesta aux meurtriers toute sa satisfaction par des remercîments et des récompenses.

Mais la joie ne fut pas de longue durée. L'assassinat de l'évêque Albert fit une grande sensation dans tous les pays, et souleva partout l'épouvante et l'horreur. L'on commença à mépriser une cour où des meurtriers étaient en faveur, où ils trouvaient au moins protection. Dans les pays au delà du Rhin se forma une grande ligue dirigée contre l'empereur, à la tête de laquelle se placèrent le duc Heinrich de Brabant et l'archevêque Bruno de Cologne. Beaucoup de princes allemands paraissaient prêts à s'y joindre; l'archevêque de Mayence est nommé, ainsi que le duc de Saxe, Heinrich le Lion, mais seulement par un écrivain étranger. Cette disposition ne put rester longtemps cachée à l'empereur, et il était impossible de la considérer avec indifférence. Qui pouvait prédire où elle conduirait? Et ce n'était pas seulement cette affaire qui préoccupait Heinrich : en Saxe, une lutte confuse s'était élevée entre le duc Heinrich le Lion et ses ennemis; la Bavière était déchirée par des actes de violence et des guerres privées; un autre événement, l'arrestation du roi Richard d'Angleterre, attira fortement son attention; le royaume de Sicile était un objet de tourment; l'Église enfin ne pouvait rester inactive, et serait sortie de son immobilité si la faible main du vieux pontife n'avait pas tremblé de lancer l'anathème. L'empereur pouvait considérer tout cela. Il jugea donc nécessaire de changer d'allure, afin de ruiner au moins la ligue des princes lorrains, et d'amortir le mécontentement général. Après de longues négociations, il parvint à déterminer le duc de Brabant et ses parents à une entrevue à Coblentz. Là il fit beaucoup de protestations, de concessions et de promesses. Il éloigna aussi les meurtriers de sa cour, les bannit même de l'empire germanique, et abandonna entièrement son évêque Lothaire. Il remit le choix d'un nouvel évêque à la disposition du duc, qui dirigea les voix sur Simon, fils du duc Heinrich de Limbourg, uni au duc de Brabant par une étroite parenté. L'empereur donna l'investiture nécessaire au jeune Simon; et si par cet accord peu sincère le repos ne fut pas rétabli dans l'Église de Luttich, du moins Heinrich échappa à la guerre dont il était menacé.

Tandis que ces événements réclamaient les soins de l'empereur Heinrich dans le Teutschland occidental, à ce point que, l'œil tourné vers la Pouille, il ne pouvait s'engager en d'autres entreprises militaires, Heinrich le Lion avait à soutenir la lutte la plus cruelle et la plus compliquée contre beaucoup de princes saxons. Au printemps de l'année 1192, le comte Adolphe de Holstein revint de la Terre-Sainte; informé de la présence de Heinrich le Lion en

Saxe, il avait appris aussi quelques circonstances particulières; mais ce fut seulement à la cour impériale, en Souabe, qu'il connut entièrement l'état des choses. Il reçut de grandes promesses de l'empereur; mais il lui parut difficile de gagner le Holstein, attendu que tous les abords étaient au pouvoir de Heinrich le Lion. Il était donc nécessaire d'attirer l'attention du vieux duc loin de l'Elbe. Adolphe se rendit donc en secret, à ce qu'il paraît, au château de Schauenbourg, berceau de sa famille. Mais les évêques de Hildesheim et d'Halberstadt, l'abbé de Corvei, et d'autres seigneurs et vassaux, furent déterminés, par l'assurance que l'empereur viendrait en Saxe aussitôt que possible avec une armée, à entrer en campagne contre Braunschweig, et à établir un camp fortifié non loin de cette ville, à Leiforde sur l'Ocker; et l'espérance que l'empereur allait paraître pour combattre et anéantir le duc était si grande, que l'abbé Ludolf de Braunschweig lui-même crut que le plus sûr était de s'attacher aux ennemis de son seigneur. Ludolf paraît avoir eu l'intention de provoquer un soulèvement dans Braunschweig, afin de livrer la ville aux ennemis; mais, ce projet ayant échoué, il s'échappa par la fuite dans le camp de Leiforde, et nourrit contre son ancien seigneur une haine d'autant plus active que sa conscience lui faisait de plus vifs reproches, et qu'il s'était rendu indigne de tout pardon. Du camp des princes, la désolation la plus cruelle s'étendait au loin sur le pays (6), car on n'osait pas tenter une attaque sur Braunschweig; et Heinrich le Lion ne se hasardait pas contre ses adversaires en rase campagne, parce qu'il devait épargner ses forces, et ne pouvait savoir jusqu'où le poison de la trahison s'était répandu autour de lui. Mais, derrière le camp, le comte Adolphe se rendit de Schauenbourg auprès du duc Bernard de Saxe; et ce duc, avec son neveu le jeune markgraf Otto de Brandenbourg, lui fit passer l'Elbe en toute sécurité à Arthenebourg. Sans doute des messagers secrets avaient été expédiés à l'avance; car bientôt le comte vit venir au-devant de lui son épouse, sa mère, et le comte Adolphe de Dassel, dont il a été si souvent question. Il ne manquait pas non plus d'une escorte de seigneurs et de vassaux de Stormaren et du Holstein. Et la nouvelle de l'arrivée du comte se répandant, tous les seigneurs et les vassaux accoururent pour lui témoigner leur fidélité et leur zèle. Un grand nombre avaient à réparer leur ancienne défection, toutes leurs hésitations postérieures. Il arriva donc qu'en peu de temps le comte Adolphe se trouva en état de tourner ses armes contre Lubeck, et de serrer de très-près cette noble cité si dévouée au duc Heinrich.

La guerre qui durant cette année et la suivante se continua, mais avec des interruptions, depuis les montagnes du Harz jusqu'à la mer, offre elle-même peu d'intérêt. Il n'est guère possible d'en embrasser la marche; car elle ne présente pas un ensemble d'opérations, mais une confusion, chaque ennemi de Heinrich, sans direction supérieure, obéissant pour son propre compte, selon que l'occasion se montra favorable; d'ailleurs on manque de dates précises au moyen desquelles il soit possible d'arriver à un système. Les faits particuliers sont sans couleur et sans caractère; on ne voit que des actes de cruauté, des courses entreprises pour piller, brûler, massacrer; des actes de perfidie et de trahison qui ne se distinguent en rien des événements précédents. Il est surprenant que le vieux duc Heinrich ne paraisse presque pas sur la scène. Il dirige bien parfois l'attaque ou la défense de Lunebourg, de Braunschweig; mais, en général, il confie l'exécution de ses plans à son fils aîné Heinrich, et aux princes, peu nombreux, qui lui restaient fidèles, comme le comte Bernard de Razebourg, dont les fils, du même nom, figurent parmi les ennemis de Heinrich, comme le comte Bernard de Welpe. Sans doute il était épuisé et ne comptait plus sur ses forces. Mais ce qui n'est pas moins étrange, c'est que cette fois encore il ne lui soit venu aucun secours de ses gendres, ni de Borris le prince slave, ni de Kanut le roi de Danemark. Kanut fit bien une irruption dans le Holstein, mais il n'entreprit pas volontairement la guerre; il y fut contraint parce que le comte Adolphe, après avoir réduit Lubeck à la soumission, était entré dans une ligue contre lui avec l'évêque de Schleswig et le roi de Norwége et de Suède; et moyennant 400 marcs d'argent il accorda la paix au comte, sans faire mention du duc Heinrich. On ne peut savoir si des relations personnelles ou politiques avaient amené cette indifférence. Au reste, le résultat de la lutte de Saxe fut que Heinrich le Lion conserva tout ce qui lui avait

été enlevé lors de son premier bannissement; mais que toutes les conquêtes qu'il avait faites depuis son second retour furent perdues, à l'exception de Lauenbourg.

Ainsi en était-il en Saxe. Et les choses n'allaient pas beaucoup mieux en Bavière, dans l'autre duché qui jadis avait été en la possession de Heinrich. Les actes désordonnés et les guerres privées qui déchiraient ce pays pouvaient bien avoir une autre origine. Dans tous les cas, telles étaient les vues de ceux qui provoquaient et soutenaient ces luttes : ils aspiraient à l'indépendance et à de plus grandes possessions dans les domaines spirituel et temporel; ils avaient en outre un besoin d'agitations violentes, de manœuvres perfides et d'effusion de sang. Les longues disputes sur l'archevêché de Salzbourg avaient engendré un esprit d'inquiétude et de trouble, et provoqué partout d'énergiques passions. Heinrich le Lion avait presque toujours été absent de ce pays, et n'avait pu que par instants comprimer, étouffer le désordre. Les convoitises, les prétentions avaient reçu un nouvel aiguillon par la translation du duché à la maison de Wittelsbach, par le morcellement de diverses portions détachées, par la collation de nouvelles dignités. Le duc Otto de Wittelsbach avait déployé une grande énergie pour rétablir l'ordre; sous son fils mineur, Louis, les vieilles passions éclatèrent de nouveau, quelque habile, quelque intelligente que fût l'administration de sa mère, la duchesse Agnès. Lorsqu'ensuite la pensée de la croisade s'empara des âmes, il y eut trêve aux querelles en Bavière, et la réunion de l'armée des croisés à Ratisbonne contraria tous les complots, poussa grands et petits en d'autres voies. Beaucoup de seigneurs et de vassaux de Bavière suivirent l'empereur, et celui qui resta se crut obligé à ne pas empêcher la sainte entreprise. Mais bientôt l'enthousiasme s'éteignit; les passions au contraire subsistaient toujours. Après que Heinrich VI eut pris les rênes de l'empire, ces passions firent encore explosion, et s'enflèrent toujours pendant sa campagne de Pouille; le retour de l'empereur effraya pour un instant.

En avril de l'an 1192, une grande assemblée fut tenue à Laufen, à laquelle assistèrent tous les évêques du pays et la plupart des comtes, pour amener un accommodement. Bientôt après, à une diète que l'empereur tint à Worms à la Pentecôte, le 24 mai, le jeune duc Louis fut déclaré digne de porter les armes, en même temps que le frère de l'empereur, le duc de Souabe. Mais comme l'empereur était déjà à cette époque embarrassé dans les affaires de Luttich, qui le préoccupaient beaucoup, et comme la lutte était engagée en Saxe, les princes et les seigneurs de Bavière crurent alors avoir la liberté de leurs mouvements relativement au jeune duc. Une effroyable tempête qui éclata le 11 du mois d'août sur le pays, et causa de terribles ravages, ne les retint pas. Bientôt après tous étaient sous les armes contre tous, et une grande partie de la contrée fut désolée avec une fureur si sauvage, que les choses saintes ne furent pas respectées, que l'on n'épargna ni l'âge ni le sexe. La cause immédiate de ce déchaînement fut donnée par le comte Adelbert de Bogen, burgraf de Ratisbonne, qui entra en débats au sujet de rapports de chasse et de fiefs avec les comtes d'Ortemberg; et comme le guerrier redoutable et plein de convoitise pouvait trouver cette lutte trop difficile à soutenir pour lui seul, il attira à son aide le duc Berthold de Méranie, le duc Ottokar de Bohême, et le duc Léopold d'Autriche, auquel venait d'échoir la Styrie par héritage; et les escadrons de ces trois princes, menés par le comte de Bogen, répandirent au loin la désolation et la mort. Le jeune duc Louis ne manqua pas à son rôle; il s'efforça de purger le pays des brigands bohémiens, et de châtier le cruel burgraf; mais sa puissance était insuffisante contre les forces de tant de princes, et il ne restait plus aux Bavarois d'espoir qu'en l'empereur. En effet, les événements de Bavière avaient attiré l'attention de Heinrich; tandis qu'il paraissait ne pas s'occuper de la lutte en Saxe, il rêvait aux moyens d'étouffer les affreux désordres des États bavarois, parce qu'ils menaçaient d'atteindre les possessions de sa propre maison. Aussitôt que cela lui fut possible, il se rendit en Bavière, sans doute avec des troupes. A la fin de cette année et au commencement de l'autre, 1193, il tint deux diètes à Ratisbonne; et, après avoir mis au ban de l'empire le comte de Bogen dans la première, il parvint, dans la seconde, sinon à ramener la concorde entre les princes belligérants, du moins à rétablir quelque repos dont le pays avait un besoin si pressant.

CHAPITRE XII.

CAPTIVITÉ DE RICHARD Ier, ROI D'ANGLETERRE. — MARIAGE DE HEINRICH, FILS DE HEINRICH LE LION, AVEC AGNÈS, FILLE DU COMTE PALATIN KUNRAD DU RHIN. — RÉCONCILIATION DE HEINRICH LE LION AVEC L'EMPEREUR. — SA MORT.

De l'an 1192 à l'an 1195.

Dans le temps que l'empereur s'efforçait d'apaiser les troubles de Bavière, il se passait un événement d'une nature étrange, inouïe. Quoique ce fait n'apporte ni gloire ni honte au peuple teutsch, il mérite d'être rappelé, parce qu'il porte un grand témoignage sur cette époque, et qu'il n'est pas non plus resté sans influence sur les projets de l'empereur.

Le roi d'Angleterre Richard Cœur-de-Lion avait quitté la Terre-Sainte, où il avait conquis l'admiration du monde par de grands et glorieux exploits, mais en attirant sur lui la haine universelle par son orgueil brutal. L'on croyait généralement qu'il avait l'intention de regagner secrètement ses États; mais les traditions qui se trouvent dans les écrits du temps sur son voyage sont si merveilleuses, qu'elles paraissent appartenir à la fable plus qu'à l'histoire, et que difficilement on y ajouterait foi, si la fable n'avait fini par se transformer en une triste réalité. Richard, disent ces traditions, se laissa ballotter six semaines par les flots sur la Méditerranée, sans pouvoir suivre la direction qu'il voulait prendre. Alors il fit voile pour Corfou. Là son bâtiment fut attaqué par des pirates; mais lui-même s'entendit avec ces ennemis, et leur loua leurs vaisseaux pour un plus long voyage. Il fit gouverner vers la mer Adriatique. Entre Venise et Aquilée il fit naufrage, et sut échapper à la mort. Arrivé à terre, il prit un déguisement, quitta bientôt ses compagnons, et se donna pour un marchand nommé Hugo, qui arrivait en pèlerinage de la Terre-Sainte. Il voulait ainsi, à ce que l'on prétendit, rester caché pour ses ennemis; il voulait se glisser comme un malfaiteur poursuivi, et se rendre en Saxe auprès de son beau-père, le duc Heinrich. Mais, au lieu de suivre le plus court chemin, il s'égara, et finit par porter ses pas du côté de Vienne, où le duc Léopold d'Autriche avait sa résidence. Il avait fait le plus cruel outrage à ce duc, qui assurément ne l'avait pas oublié, soit qu'il eût traîné dans la boue l'étendard autrichien, soit qu'il eût frappé du pied le duc lui-même. Mais en route il avait déjà été reconnu pour le roi d'Angleterre, car il portait des bijoux sous le costume de pèlerin, faisait des présents royaux, menait une vie royale. Néanmoins chacun le laissait passer son chemin, ou l'aidait à aller plus loin. Enfin, comme il se sentait fatigué, il s'arrêta dans un village près de Vienne, appelé Erdbourg, y passa plusieurs jours, envoya chaque matin son serviteur à la ville pour y faire des emplettes. Ces achats se firent d'une manière étrange; bien plus, le serviteur, par ses propos et ses gestes, fit remarquer ce qui paraissait devoir attirer l'attention, et enfin, comme personne ne s'occupait plus de lui, il plaça le gant du roi à sa ceinture par-devant. Ayant été arrêté et appliqué à la question, il déclara qu'il était serviteur du roi Richard d'Angleterre, et que le roi se trouvait à Erdbourg. Alors le bailli de Vienne se rendit à Erdbourg; bientôt le duc Léopold y vint lui-même. Le roi remit son épée au duc, et fut mené prisonnier dans la ville (1).

Voilà en substance la tradition. Mais comment comprendre la conduite de Richard, si l'on admet qu'il eût l'intention de se rendre sans être remarqué en Saxe auprès de Heinrich le Lion? Il est vrai que Richard Cœur-de-Lion était téméraire jusqu'à la folie. Méprisant tous les dangers, il paraissait se précipiter dans toute espèce d'aventures; sans souci des périls, négligeant toute précaution, il s'abandonnait indifféremment à tous ses caprices, et attendait avec une tranquillité qui touchait à l'indolence ce que le hasard pouvait amener. Et pourtant Richard était doué d'une grande intelligence; il savait bien mesurer tous les dangers, et assurément il ne laissa jamais jeter sur lui un filet que, dans une confiance orgueilleuse en la force de son bras et de son épée, il ne fût convaincu de pouvoir déchirer ou couper. Mais, dans le voyage de Vienne, cela est incontestable, il se montre en insensé. S'il ne se proposait pas de se faire reconnaître comme roi d'Angleterre, d'aller trouver le duc Léopold; s'il voulait, au contraire, passer inaperçu, sa conduite est simple jusqu'à la niaiserie. Il y a donc, pour ainsi dire, nécessité morale à admettre

l'hypothèse suivante pour l'explication de tout le fait. Dans un transport d'orgueil, le roi Richard avait traité le duc Léopold avec indignité; irrité de l'outrage, le duc avait quitté la Terre-Sainte. Alors Richard, aussi capable du plus bel élan de magnanimité que d'orgueil insultant, reconnut et déplora son injustice. Il résolut donc, à son retour, d'aller s'expliquer auprès de Léopold, de lui donner satisfaction par la remise de son épée, et de se réconcilier noblement avec lui. Mais, amoureux du chant et de la plaisanterie, il eut quelquefois le caprice de se faire passer pour un homme du peuple, afin de montrer ensuite le roi dans tout l'éclat de sa majesté. Il put donc lui venir à la pensée de se rendre à Vienne en marchand pèlerin, afin d'arriver droit au duc, sans négociation, sans médiateur, sans pompe souveraine, ou d'attirer le duc auprès de lui. C'est ainsi qu'il s'arrêta à Erdbourg; c'est pour cela qu'il envoya chaque jour son serviteur à la ville; qu'il ne voulait pas s'échapper quand il apprit qu'on l'avait reconnu; qu'il ne fit aucun usage de son épée, qu'il déclara ne vouloir remettre cette épée qu'au duc en personne, qu'il la lui présenta quand le duc entra dans sa chambre. Mais son erreur et son infortune, c'est d'avoir cru que dans le duc Léopold vivait la magnanimité qui l'animait lui-même; c'est d'avoir espéré que par la remise de son épée la réconciliation était opérée avec le duc, qui, satisfait d'un si noble entraînement, l'accueillerait amicalement, et lui ferait honneur comme à un hôte royal.

Mais, de quelque façon que les choses se soient passées, et quelque jugement que l'on en puisse porter, le roi Richard Cœur-de-Lion, aussitôt qu'il se fut volontairement désarmé, fut arrêté prisonnier par le duc Léopold, et resserré fort étroitement. C'était le 21 décembre 1192; à cette époque même Léopold se rendit à la diète que l'empereur avait indiquée à Ratisbonne, comme on l'a déjà rappelé. Il mena son prisonnier avec lui à Ratisbonne, sans doute pour en être plus sûr, et peut-être aussi dans l'espoir de faire oublier, par une si importante capture, sa criminelle invasion de la Bavière. En effet la captivité de Richard paraît avoir produit une profonde et joyeuse impression sur l'empereur. Il prétendait avoir été aussi gravement offensé par ce prince, car il croyait ou affectait de croire que l'usurpateur de son trône de Sicile avait obtenu l'assistance de Richard pour assurer sa proie. Et maintenant il paraît que l'empereur et le duc s'accordèrent en secret pour retenir le prisonnier, sans se soucier de l'opinion du monde, et ne le remettre en liberté que moyennant une grosse rançon, laquelle serait partagée entre eux, peut-être en portions égales. L'empereur réclama bientôt la remise du prisonnier en son pouvoir, parce qu'il était contraire aux convenances qu'un roi fût retenu prisonnier par un duc. Au bout de quelques mois, le duc amena le roi sur le Rhin, et le remit à l'empereur dans la ville de Mayence, le dimanche des Rameaux, 25 mars de l'année suivante. Et l'empereur ne ressentit pas le plus léger scrupule à retenir un roi qu'il n'avait pas vaincu, dont il s'était saisi d'une manière infâme, à l'aide de perfidies et par un odieux marché. Il fit transporter le royal pèlerin, d'abord à Trifels, puis à Worms. Il le fit traiter convenablement, peut-être même royalement; mais en même temps il recommanda de le soumettre à la surveillance la plus rigoureuse, de crainte de perdre la rançon.

Il paraît que le roi Richard, après avoir surmonté le premier mouvement d'irritation sur le mauvais succès de ses plans, supporta dans le commencement sa captivité avec une grande égalité d'humeur, avec son insouciance habituelle. Il passa le temps à jouer de la viole, à chanter, à faire des sirventes. Il donna volontiers à ses gardes des preuves de sa force corporelle, et se plaisait à trinquer avec eux en faisant les frais de la bouteille. Mais bientôt, sa captivité se prolongeant, la chose dut lui paraître plus sérieuse. Depuis longtemps son indigne frère Jean tramait de dangereux complots pour se saisir de la couronne et du royaume d'Angleterre; ces complots pouvaient maintenant se poursuivre avec un grand succès. Informé par l'empereur de la captivité du roi Richard, le roi Philippe de France crut devoir profiter de l'occasion pour faire tourner les anciennes querelles à son avantage, et se venger des insultes que Richard lui avait faites aussi pendant la croisade. Les suites paraissaient incalculables; le monde commença donc à s'intéresser au sort de Richard. L'Angleterre s'agita. Richard écrivit aux prêtres et aux laïques de son royaume pour entretenir et

animer ces mouvements. L'on délibéra çà et là sur ce qu'il y avait à faire. Des contrées étrangères aussi, des hommes de tous les ordres se remuèrent pour le roi. Poëtes et chanteurs plaignirent son infortune, et portèrent son nom jusque dans les cabanes. Le saint-père lui-même ne resta pas inactif; il réclama la mise en liberté du roi, et menaça de l'excommunication l'empereur, comme le roi de France, à cause de ses attaques sur les possessions anglaises. La mère de Richard surtout, la reine veuve Éléonore, tenta tous les moyens pour obtenir la délivrance de son fils. Elle adressa par écrit au pape d'amers reproches de ce qu'il se contentait de lettres, et ne faisait pas usage du glaive apostolique; de ce qu'il ne se transportait pas de sa personne en Allemagne, qu'il n'envoyait pas même un légat, dans une si grande et si importante circonstance. Mais, ajoutait-elle avec amertume, il ne s'agit ici que de l'obéissance au Christ, de l'honneur de l'Église, de la paix des États, du salut des peuples; il n'y a pas d'argent à gagner. Mais, au milieu de tous ces efforts, l'empereur Heinrich resta inébranlable, et le duc Léopold ne fléchit pas plus que lui; car tous deux avaient supputé la rançon et ne voulaient rien rabattre de leurs comptes.

Richard consentit à recevoir en fief sa couronne de l'empereur, dans la vue peut-être de comparaître devant un tribunal public, afin d'y entendre et d'y repousser les accusations qui avaient pu être produites pour couvrir l'injuste conduite tenue contre lui. En effet l'empereur s'érigea en juge sur lui à Haguenau, comme son suzerain, entouré des princes de l'empire. Il ne manqua pas d'accusations sur les actes d'iniquité que le roi pouvait avoir commis pendant la croisade ou contre le roi des Français. Richard, par ses explications, fit honte à ses accusateurs. L'empereur lui-même et le duc Léopold furent émus par sa défense, et pourtant le plus grand succès qu'il obtint fut un adoucissement de traitement dans la prison, sans que la surveillance fût moins rigoureuse.

Enfin l'empereur se vit si fortement assailli de tous côtés, qu'il exposa au moins les conditions sous lesquelles il voulait accorder la liberté au roi d'Angleterre; car jusqu'alors il s'était refusé à les faire connaître, de crainte d'exiger trop peu. Le 29 juin, fut conclu un traité dans lequel on arrêta les stipulations suivantes : Le roi devait payer à l'empereur cent mille marcs d'argent fin, au poids de Cologne; après quoi il obtiendrait sa liberté. En outre, dans le délai de sept mois après sa délivrance, il devait verser encore cinquante mille marcs, 30,000 pour l'empereur et 20,000 pour le duc Léopold; pour la garantie de cette somme, avant son retour en Angleterre, il remettrait soixante otages à l'empereur et sept au duc Léopold. Cette dernière condition fut, à ce qu'il paraît, réduite à un article tenu secret, portant que Richard ne payerait pas 50,000 marcs, mais que l'empereur donnerait de sa caisse les 20,000 marcs revenant au duc Léopold, si le roi Richard pouvait déterminer son beau-frère Heinrich le Lion à remettre ses deux plus jeunes fils, Otto et Guillaume, entre les mains de l'empereur. Il paraît que dans ce cas l'empereur aurait encore promis d'abandonner de nouveau au duc Heinrich le Lion toutes les provinces qu'il avait jadis possédées sur la rive droite de l'Elbe. Tel fut le traité en ce qui concerne cette affaire. Cependant Richard dut rester plus de sept mois encore dans les prisons de l'empereur; car il n'était pas facile de ramasser une aussi grosse somme en Angleterre, et il paraît qu'en effet on ne put la réunir entièrement. De plus, l'empereur était agité de temps en temps par le regret de n'avoir pas demandé assez, et par l'espoir de réussir à extorquer davantage. Enfin le roi de France fit toutes sortes d'offres pour décider l'empereur à retenir plus longtemps le roi Richard, afin de pouvoir lui-même se saisir plus facilement des possessions de ce prince en France. Cependant l'empereur, pour pousser Richard à de plus larges concessions, l'entretenait dans une séduisante pensée qui paraît avoir enflammé son imagination aventureuse : c'était de lui conférer, suivant l'usage féodal, le royaume d'Arles, qui pouvait à peine se rattacher encore à l'empire germanique. Enfin, une grande partie de la somme ayant été versée, et des otages donnés pour le reste; la mère de Richard étant venue en Allemagne pour implorer la miséricorde de Dieu et la pitié des hommes; Heinrich le Lion, par condescendance peut-être pour sa belle-mère, ayant livré ses deux fils entre les mains de l'empereur; les princes teutschs, saisis d'indignation et de honte, réclamèrent la délivrance du roi avec une telle insistance, que l'empereur ne jugea

pas à propos de persister plus longtemps dans son intraitable avarice. Le 4 février 1194, Richard fut conduit à sa mère par les archevêques de Mayence et de Cologne. Mais si faible était la confiance dans la parole et les projets de l'empereur, que Richard, au milieu des acclamations dont il fut salué dans son voyage, particulièrement à Cologne, resta toujours dans l'inquiétude sur une nouvelle surprise, et préféra se livrer à une mer orageuse plutôt qu'à l'escorte de l'empereur romain; il ne se crut véritablement en sûreté qu'au moment où, le 13 du mois de mai, il mit le pied à Sandwich sur le sol de son royaume.

A peine cette honteuse affaire était arrivée à un tel résultat, deux nouveaux faits se produisirent qui assurément jetèrent l'empereur Heinrich dans un grand trouble; car ils le tirèrent en sens contraire avec une force égale. Mais il ne resta pas longtemps dans cette incertitude; un troisième événement le mit en état de prendre son parti.

D'abord le jeune Heinrich, fils aîné de Heinrich le Lion, parut à la cour de l'empereur, et demanda pour son père les provinces saxonnes sur la rive droite de l'Elbe. Il avait pour instruction de ne pas quitter l'empereur avant qu'il n'eût été satisfait à sa réclamation (2). Mais comment peut-on s'expliquer que le jeune Heinrich, qui, par sa fuite du camp devant Naples, avait soulevé contre lui la colère impériale, ait osé maintenant reparaître à la cour de l'empereur? comment comprendre que le père ait commandé à son fils d'insister si résolument sur sa demande? Assurément il fallait que l'empereur eût fait au duc Heinrich de nouvelles promesses bien obligatoires; et ces promesses quand put-il les faire, sinon à l'occasion de l'accommodement avec le roi Richard, alors que Heinrich consentit à livrer ses deux jeunes fils Otto et Guillaume comme otages à l'empereur? car incontestablement ces jeunes princes devaient être des gages de la tranquillité, de l'attitude pacifique de Heinrich le Lion, plutôt que du payement de la somme. En effet on ne trouve pas que l'empereur ait repoussé comme inconvenante la réclamation du duc, ni qu'il ait rudement traité le jeune Heinrich qui la présentait; il s'entretint plutôt dans l'espérance d'obtenir ce qu'il demandait. La concession n'eut pas lieu; moins, à ce qu'il paraît, parce que l'empereur y était peu disposé, que parce que ses affaires d'Italie réclamaient tous ses soins. Car, sans une campagne en Saxe, il lui eût été impossible de mettre le duc Heinrich en possession des provinces au delà de l'Elbe; et comme l'empereur avait évité jusque-là une telle entreprise, même contre le duc, il devait encore plus s'y soustraire quand elle devait être faite en faveur de cet ancien ennemi. Le second fait dont il a été parlé devait encore détourner l'empereur plus fortement d'une guerre en Saxe. Peu de temps après le départ du roi Richard, en Sicile le roi Tancrède était mort le 20 février. Son fils aîné, Roger, l'avait précédé dans la tombe, et cette perte paraît avoir brisé l'âme paternelle de Tancrède. Un fils mineur, Guillaume, lui survivait seul, et cet enfant n'était pas en état de défendre le droit au trône et à la couronne que son père lui avait transmis. L'empereur devait d'autant plus désirer d'entreprendre une nouvelle campagne en Italie, pour soumettre le royaume de Sicile rapidement, avant que de nouveaux incidents n'enfantassent de nouvelles difficultés; il pouvait d'autant moins penser à une guerre en Saxe. Plus ses embarras étaient grands, plus vif était son empressement à employer tous les moyens pour apaiser par un accommodement le duc Heinrich le Lion, et avec lui le Teutschland septentrional.

Une troisième circonstance entièrement inattendue amena cet accord. Le jeune Heinrich, fils de Heinrich le Lion, épousa Agnès, fille unique du comte palatin Kunrad du Rhin, oncle de Heinrich VI; et ce mariage se fit si brusquement et si mystérieusement, que le monde l'apprit seulement quand Heinrich se montra ayant à ses côtés sa jeune épouse. D'après les relations dans lesquelles l'empereur était engagé, et d'après la marche ordinaire des choses, on ne peut se défendre de penser que cette union avait été convenue entre l'empereur, le comte palatin Kunrad, qui se trouvait à Spire, à la cour de l'empereur, et le jeune Heinrich, envoyé comme plénipotentiaire de son père près de cette même cour, et que l'empereur avait promis de conférer au jeune Heinrich, comme époux de l'héritière de son oncle, l'investiture de tous les biens et de toutes les possessions du palatin, afin de lui accorder ainsi une belle indemnité pour les provinces au delà de l'Elbe. Et le prompt accomplissement du mariage serait aussi facile à

comprendre que le secret même dont il fut enveloppé; l'empereur n'avait pas de temps à perdre, et une négociation publique aurait excité beaucoup de passions, d'intrigues et d'entraves de plus d'un côté. Mais aussi ce dénoûment si prompt et ce mystère, dans un temps qui se montra sensible à la poésie et au chant, et commençait à célébrer l'amour, donnèrent lieu à l'introduction de la fable et du merveilleux, et ce merveilleux est passé dans l'histoire.

L'empereur Friedrich, ainsi dit la tradition, avait déjà promis sa nièce pour épouse au fils de Heinrich le Lion, et les parents donnaient le nom de fiancés aux jeunes enfants. Mais lorsqu'Agnès eut grandi et fut devenue l'unique héritière de son père, beaucoup de princes sollicitèrent sa main. Au premier rang des poursuivants était le roi Philippe de France, qui avait répudié son épouse danoise, Ingelburge. Le palatin et l'empereur consentaient volontiers à ce mariage; mais la jeune princesse s'y refusa, et déclara à sa mère, Irmengarde, que son cœur était à Heinrich, le fiancé de son enfance. Sa mère approuva cet amour, et, pour tranquilliser sa fille, envoya aussitôt un message secret au jeune Heinrich. Celui-ci se rendit rapidement, déguisé, à travers mille dangers, de Spire à Staleck, château dans lequel se trouvait Irmengarde (3) avec sa fille. Aussitôt un prêtre célébra la bénédiction. Alors le palatin fut invité à se trouver dans le château; Kunrad accourut. A son arrivée, Heinrich et Agnès, comme époux et épouse, lui présentèrent leurs hommages. Le palatin fut très-irrité, mais ce qui était fait ne pouvait se changer; il donna sa bénédiction paternelle, et se rendit auprès de l'empereur. L'empereur fut transporté de colère; mais il revint bientôt à considérer que, le mariage étant réellement accompli, le mieux était de prendre les choses telles qu'elles étaient.

Qui peut nier que cette tradition n'appartienne plus à la poésie qu'à l'histoire, qu'elle ne soit en contradiction avec le caractère de l'empereur Heinrich VI, et avec les mœurs et les usages de cette époque? Mais, de quelque façon que le mariage se soit accompli, l'empereur donna son agrément, et promit au jeune prince l'investiture des domaines de son beau-père. Ensuite il indiqua une diète qui devait être tenue à Salfeld, pour arriver aussi à une réconciliation avec Heinrich le Lion. Le comte palatin se rendit en Saxe pour décider le vieux Heinrich à se trouver à Salfeld. Heinrich le Lion ne fit point d'opposition; il se mit en route. Mais à Berthfeld il eut le malheur de tomber avec son cheval, et de se blesser si grièvement à la jambe, qu'il fut hors d'état de poursuivre son chemin (4). La première nouvelle de cet accident surprit l'empereur; d'anciens soupçons se réveillèrent, et il crut à une ruse de son vieux ennemi. Mais il tenait fortement à la réconciliation; il retint donc les princes qui se trouvaient auprès de lui, jusqu'à ce qu'il pût se convaincre. Quand il acquit la certitude que le voyage était réellement impossible pour le duc, il transféra la diète à Dullethe, non loin de Kyffhausen, dans le voisinage du duc malade. Heinrich le Lion se fit porter à Dullethe (5), et là se fit la réconciliation. Heinrich le Lion conserva ce qu'il avait, et acquit la sécurité à l'égard de ses ennemis. Lui-même conçut l'espoir qu'il lui serait rendu quelque chose de ses anciennes possessions; mais on ne peut décider si l'empereur lui fit des promesses positives. Le jeune Heinrich reçut l'investiture solennelle du palatinat du Rhin, comme successeur de son beau-père, et s'engagea envers l'empereur à le suivre dans une nouvelle campagne d'Italie. On ne rendit pas au vieux duc ses deux plus jeunes fils, qui étaient encore comme otages entre les mains de l'empereur et du duc Léopold.

Bientôt après cet accommodement, dès le mois de mai, l'empereur, ainsi qu'on le racontera dans la suite, entreprit une nouvelle campagne de Pouille. Mais le duc Heinrich se rendit à Braunschweig; là il se tint dans son château, seul, privé des consolations que lui donnait jadis sa défunte épouse, privé de ses enfants, accablé par les années, courbé par l'infortune, faible et malade. Mais son esprit était encore frais et vigoureux, et son unique soin était de mettre à profit pour son pays la paix dont enfin il jouissait lui-même. Il se consacra aux plus nobles occupations: il s'appliqua avec ardeur à la justice, et travailla pour l'ordre et le droit; il orna les églises du Seigneur d'objets précieux et de belles œuvres d'art; il travailla à la prospérité des villes, et chercha, par la concession de libertés et par la facilité des communications, à augmenter

leur bien-être, à favoriser le développement de leur industrie. Il n'oublia pas non plus les sciences, et tourna particulièrement son esprit aux méditations sur l'histoire. Il fit recueillir les vieilles chroniques, que l'on transcrivait, qu'on lisait devant lui; et les traditions des anciens jours saisissaient si fortement son imagination, que souvent il passait des nuits entières à ces nobles travaux (6). Il vécut ainsi environ seize mois après la diète de Dullethe. Il eut aussi la joie de revoir son fils aîné, Heinrich, lorsque celui-ci revint d'Italie; et Heinrich fut témoin des derniers moments de son noble père. Le 6 août de l'année 1195, le duc Heinrich le Lion quitta cette terre. Il descendit prendre place dans l'asile du repos à Munster St-Blaise, à côté de son épouse Mathilde; et les larmes de beaucoup d'honnêtes gens accompagnèrent ses restes. Il était âgé de 66 ans.

NOTES DU LIVRE XXIV.

CHAPITRE Ier.

(1) Pour tout ce qui concerne ici l'état des affaires en Italie, je renvoie à MURATORI (années 1168 et suivantes).

(2) Particulièrement après l'assassinat de l'archevêque Thomas.

(3) Le *Chronic. Montis Sereni* rapporte la mort d'Albert l'Ours à l'an 1170; de même le *Chronogr. Saxo.*

(4) GODEFRIDI MONACHI (ad an. 1170) : *Mare vehementia ventorum limitibus suis excussum IV non. novemb. terram frisonam magna ex parte submersit.*

(5) Et cette circonstance même que *Ducissa Mechtildis prægnans erat* ne détermina pas le duc à rester chez lui.

(6) ARNOLDUS LUBEC. cite encore plusieurs noms. Et même *non remansit quisquam majorum, excepto Ecberto de Wolfelebotele.*

(7) *Chronic. Reichersp.* (ad an. 1172).

(8) L'envoyé de l'empereur avait même couru des dangers personnels; il rendit d'autant plus certainement compte à l'empereur.

(9) Selon le *Chron. Pegav. Contin.*, l'empereur tint à Ermindorff la *Curia* pour la déposition du roi. Le nouveau duc est nommé Zibislaus. Le *Chronic. Sampetrin.* l'appelle *Udalricus.*

(10) Aussi bien les événements de Nimègue et de *Wicelinburch* (GODEFRID. an. 1174).

CHAPITRE II.

(1) Au sujet de cette année, voyez MURATORI (*Annali d'Italia,* ad ann. 1172 et 1174).

(2) Il n'est pas vraisemblable que l'empereur soit venu à Turin plutôt qu'à Suse, bien qu'en diverses occasions Turin soit nommé avant Suse.

(3) Cette petite histoire est racontée par GODEFRID. MONACH. (ad an. 1174).

(4) Il fit, selon l'expression d'OTTO DE S. BLASIO, brûler tout le reste des machines de siége, *scilicet talpas, vulpeculas, ericios, catos.*

CHAPITRE III.

(1) Plusieurs chroniques parlent de cette sommation de l'empereur : *Per omne Teutonicum regnum directis nuntiis novum exercitum adunari præcepit.* C'est ainsi que s'exprime GODEFRIDUS MONACHUS (ad an. 1175); mais il n'est pas un seul écrivain qui dise quand furent envoyés les premiers *nuntii.*

(2) Ces deux évêques étaient (selon ROMALD. SALERNIT., col. 214) *Bernardus Portuensis episcopus, et Guillelmus papiensis S. Petri ad vincula.*

(3) *Imperatore cum principibus ac multo populorum concursu celebri in publico residente.*

(4) GODEFRIDUS MONACH. (ad an. 1175).

(5) *Chronic. Reichersperg.* (ad an. 1176).

(6) OTTO DE S. BLASIO (cap. 23).

(7) *Chronic. Slavorum* (cap. 15.)

(8) *Surge, mi Domine, memor esto hujus casus, et memor sit Deus.*

(9) Il était en Bavière *in media Quadragesima* (*Cod. trad. Reichersp.*, dans les *Monum. Boic.*, III, p. 463). Mais, selon le *Chronogr. Sax.* (ad an. 1176), l'armée se mit en route *celebrata prius domi paschali solemnitate.*

(10) La tradition a pour ainsi dire idéalisé la position respective de ces deux princes, que la vie avait peu à peu développée.

CHAPITRE IV.

(1) *Vita Alexandri* (p. 467). Le signal devait être donné *ex quo Mediolanensium fines invasit.*

(2) OTTO DE S. BLASIO (cap. 23) : *Ligures nobili victoria potiti...*

(3) Ces paroles sont rapportées dans la *Vita Alexandri.*

(4) ROMALD. SALERNIT. *Lombardi, tanta potiti victoria, circa Papia castrametati sunt. Sed quia victoria solet elationis spiritum victoribus ministrare, in eodem loco moram facere negligentes, ad propria sunt reversi.* Le fait est là; l'explication ne se comprend pas bien.

(5) Le récit des événements d'Anagni, tel qu'il suit, est tiré de la *Vita Alexandri* (p. 467).

(6) *Postquam ex mandato papæ clozam, quæ intra fines est Venetiæ, imperator intravit : Plane a nostri juramenti sumus vinculis absoluti.*

(7) C'est la vieille expression : *Cum aliis bonis hominibus.*

CHAPITRE V.

(1) *Bella mihi video, bella parantur, ait.* (ARNOLD. LUBEC., cap. 18 [23]).

(2) Dans ARNOLD DE LUBECK (cap. 20 [25]), il est appelé *Vitricus Adolfi comitis, qui adhuc adolescens erat.*

(3) *Usque Wiseram*, selon le *Chronic. Pegav. Cont.*; *trans fluvium Wiseram*, selon GODEFRID. MONACH., *et usque Quernhamele*, selon ARNOLD. LUBEC.

(4) *Slavi Lithewizen et Pomerani*, dit le *Chron. Pegav. Cont.*

(5) C'est là du moins le sens des paroles d'*Arnold. Lubec.* (cap. 26 [31]): *Et sensit cum episcopo et ecclesia illa, ea quæ pacis sunt.*

(6) Cela semble ressortir des termes d'ARNOLD DE LUBECK (cap. 28 [33]).

CHAPITRE VI.

(1) *Annal. Bosov.* ad an. 1180, *post Epiphaniam.*

(2) *Anonymus S.* (MENKEN. III, p. 111): *Feoda* (ducis) *ad dominos suos redierunt, proprietates vero imperatori cesserunt.*

(3) *Juxta Wizinsen*, disent les *Annal. Bosov.*; *juxta Wisenohe*, dit le *Chronic. Pegav. Cont.*

(4) ARNOLD. LUBEC. (cap. 27 [32]): *Concederunt contra Osenbrugge.*

(5) *Saxones* (dit ARNOLD), *qui Holsati dicuntur, viri sunt absque misericordia, et humani sanguinis avidissimi fusores.*

(6) ..... *Quod jam multo tempore et regni et vitæ ipsius imperatoris insidiator fuerit.*

(7) *Annal. Bosov.*..... *Ipsi et filii eorum jure hæreditario adjudicarentur.*

(8) *Le Chron. Mont. Ser.* (ad an. 1181) décrit assez bien ce marais : *Palus circa civitatem porrecta, non patens sed sub cespite latens erat, et cespes ipse non solidus, sed vestigiis cedens, quasi immersionem desuper ambulantibus minabatur.*

(9) *Chronic. Sampetr.* (ad an. 1181) : *Ducatu Wigmanni Magdeb. episcopi.....*

CHAPITRE VII.

(1) Quoiqu'il fût très en colère. Avec ARNOLD DE LUBECK il faut comparer Saxo Grammat. (p. 371.) Du reste il est impossible de déterminer avec certitude l'époque où Kanut prit le titre de *rex Danorum Slavorumque*; mais il est vraisemblable que cela se fit lorsque, selon l'expression d'ARNOLD, *Slavos imperio subditos, suo dominio per tributum et hominium subdiderat.*

(2) En l'an 1181. GODEFR. MONACH. dit, sous cette année, qu'il avait obtenu sa liberté *dato non modico argento.*

(3) MURATORI (*Annali d'Italia*, sous l'année 1182) donne des indications plus étendues.

(4) Heinrich était vraisemblablement né, comme on l'a remarqué en son lieu, vers l'an 1164, selon notre chronologie, et Friedrich vraisemblablement dans la première moitié de l'an 1166.

(5) *Ecclesiam maximam et palatium de lignis honestissime fieri jusserat.*

(6) *Sed tamen hi* (ajoute ARNOLD) *qui causa hujus perturbationis fuerunt non facile ab hac suspicione purgabantur.*

CHAPITRE VIII.

(1) Les preuves de toutes les remarques générales que nous faisons ici se trouvent dans MURATORI (*Annali d'Italia*, ann. 1184, 1185, 1186 et 1187).

(2) *Decanum et canonicos quosdam Confluentiæ, qui pro parte Volcmari stare videbantur, calumniatorie aggressus est, et ablatis stipendiis, domos et possessiones eorum exterminari præcepit.*

(3) Selon GODEFRID. MONACH., l'impératrice mourut en 1185.

(4) ARNOLD. LUBEC. (lib. III, cap. II)... *Pro quadam injuria ab eis sibi irrogata.*

(5) *Annales Bosovienses*, ad an. 1186 : *Quidam episcopi contra imperatorem conjurant*, rel.

(6) Ici je renvoie encore une fois à MURATORI (*Annali d'Italia*, ad an. 1186 et 1187).

(7) La *querimonia* contre Philippe de Cologne fut élevée par Friedrich dans une *curia Wormatiæ in Assumptione S. Mariæ habita. Et a festo S. Jacobi Rhenum claudi jussit Coloniensibus, ne frumenta vel vina solito ad eos descenderent.*

CHAPITRE IX.

(1) ARNOLD. LUBEC. (III, cap. 28). *Præcipuus signifer erat dominus Fridericus...... qui honorem Romani imperii exaltare cupiens, ad expugnandos inimicos Christi robur militiæ suæ convertit; bonam consummationem certaminis sui existimans, quod tam pro Deo quam temporali honore certaverat, si finem dierum suorum tali labore conclusisset.* Et certes Friedrich ne pouvait plus noblement user le reste de sa vie. Du reste, le bon Arnold n'applique sans doute les mots *quod pro Deo certaverat* qu'à la croisade précédente, à laquelle Friedrich avait assisté.

(2) GODEFRID. MONACH. (ad an. 1188) : ...... *Quæ a serenissimo imperatore et filio ejus rege curia Jesu-Christi ante fuit appellata.* Sans doute aussi *curia Dei.*

(3) GODEFRIDUS MONACH. (ad an. 1189). *Ab hoc natali Domini usque in mediam Quadragesimam, ut arena maris atque cœli sidera incompatibiles signatorum catervæ, euntium et equitantium, omnes stratas regias et per ascensum Rheni omnia loca repleverunt.*

(4) GODEFRID. parle de leurs entreprises et de leur retour à l'année 1189, sous ce titre : *Prima expeditio sub Friderico imperatore.*

CHAPITRE X.

(1) Gunther peut servir de témoin. Qu'on lise son introduction, et l'on verra ce qu'il dit non-seulement de l'empereur Friedrich, mais encore de ses fils, les *Cæsari juvenes.*

(2) GODEFRID. MONACH. (ad an. 1189). *Heinricus....*

nationem suam expetiit, adstipulante sibi rege Richardo, cujus sororem habuit, et rege Dacio genero suo.

(3) Selon ALBERTUS STADENSIS (ad an. 1189), *Bardewich a duce destruitur, Simonis et Judæ die*, le 28 octobre. Du reste, les travaux de Sagittarius, de Meiborn et de Schlæpken sont connus.

(4) Ce dernier point est tout au moins vraisemblable; Arnold de Lubeck cependant ne le dit pas.

(5) Dans le *Chronicon Stederburgense*.

(6) Limbard est probablement Limmer, près de Hanovre.

(7) MURATORI (*Annali d'Italia*), aux années 1189 et 1190.

(8) C'est là, pensons-nous, ce qu'ARNOLD. LUBEC. veut dire par ces poroles : *Dux terram Adolfi infestare non cessavit.*

CHAPITRE XI.

(1) Il est pourtant difficile de croire qu'il ne reçut cette nouvelle qu'en novembre.

(2) *Chronic. Stederb.* (p. 863) : *Henricus adolescens.... a familiaritate imperatoris divisus est. Ea propter ira imperatoris in ipsum graviter accensa est..*

(3) Selon GODEFRID. MONACH., l'impératrice ne revint qu'en 1193, et *per Ottonem illustrissimum Romanorum præfectum imperatori reducitur.* Mais c'est sans doute une erreur.

(4) *Duosque ducatus concessit,* ajoute GODEFRID. MONACH. (ad an. 1192); sans doute l'Angrie et la Westphalie.

(5) Le *Chronic. Magnum Belgicum* nomme ce personnage *comes Theodericus de Horstal.* De même ALBERICUS (ad an. 1191). On en a conclu que c'était l'ancien Herstall. Il est vrai que l'*Auctor. æquiv.* écrit *comes de Ostada.*

(6) Lothar ne survécut pas longtemps ; il mourut dès 1194. Mais était-il rentré dans son argent?

(7) Le *Chronic. Stederb.* (pag. 865) fait une description terrible de ce crime.

CHAPITRE XII.

(1) Nous renvoyons à WILKEN (*Histoire des Croisades*, t. IV, p. 597) pour tout ce qui regarde Richard Cœur-de-Lion.

(2) ARNOLD. LUBEC. (IV, cap. 20). *Dux autem Henricus, adhuc expetens auxilium regis, filium suum æquivocum de Brunschwig ad ipsum misit, ut a suo latere non recederet, quousque per eum omnem terram transalbinam obtinuisset.*

(3) Irmengarde était née comtesse de Henneberg.

(4) *Chronic. Stederburg.* (p. 866) : *Dux de equo corruit, et ex contritione tibiæ ab itinere, quod cæperat, impeditus est.*

(5) Dulleda, Tilleda, près de Kiffhausen et Kebra.

(6) *Chron. Stederburg.* (ibid.) : *Et antiqua scripta chronicorum colligi præcepit, et conscribi et coram recitari, et in hac occupatione sæpe totam noctem duxit insomnem.*

LIVRE XXV.

LE TEUTSCHLAND SOUS LES EMPEREURS ET LES ROIS HEINRICH VI, OTTO IV ET PHILIPPE. — OTTO IV ET FRIEDRICH II. — SUITE DE LA LONGUE NÉGLIGENCE DES SOUVERAINS A L'ÉGARD DE L'EMPIRE. — ATTITUDE ET SUPÉRIORITÉ DU PAPE A L'ÉGARD DES ROIS ET DES PRINCES DE L'EMPIRE GERMANIQUE. — DERNIÈRE LUTTE DES WELFS ET DES WAIBLINGEN DANS LE TEUTSCHLAND.

CHAPITRE PREMIER.

CAMPAGNE DE HEINRICH VI EN SICILE. — SOUMISSION DE CE ROYAUME. — MALHEUREUSE DESTINÉE DE LA MAISON ROYALE EN SICILE.

De l'an 1194 à l'an 1195.

Aussitôt que fut terminé l'arrangement avec le duc Heinrich le Lion, l'empereur Heinrich ne différa plus son départ pour l'Italie. Il paraît qu'il mena une armée imposante au delà des Alpes. Les grandes possessions de sa maison étaient fertiles et bien peuplées ; sa réconciliation avec Heinrich le Lion agit aussi sur quelques princes de l'empire, et la participation du jeune Heinrich à l'entreprise était un puissant exemple. Toutefois l'empereur fit cette campagne à peu près avec ses propres forces, comme pour son propre compte. Il lui était facile d'en supporter les frais, grâce aux grosses sommes que la rançon du roi Richard avait fait passer entre ses mains. Au mois de juin de l'année 1194, il se trouvait déjà en Lombardie, même à Gênes.

Il paraît qu'il ne réclama point l'assistance des Lombards ; l'armée qu'il mena au delà des Alpes, à laquelle se joignit une masse toujours croissante de pèlerins (1), était, avec les renforts qu'il put tirer de Toscane, assez grande pour l'exécution de ses desseins : mais il aurait vivement désiré une force navale ; sans cette ressource, il était difficile qu'il soumît les villes maritimes de l'Italie méridionale, impossible qu'il conquît l'île de Sicile. Mais une flotte ne pouvait lui être fournie que par Gênes et Pise. Il parvint à gagner ces deux villes, moins peut-être par l'habileté de ses manœuvres, que grâce aux circonstances qui le servirent à propos.

Transportée d'une noble émulation à l'égard de Venise, pénétrée d'une jalousie haineuse contre Pise, Gênes voyait alors dans un lointain insaisissable le but qu'elle avait proposé à ses efforts. Maintenant il n'y avait pas lieu de croire que l'empereur serait jamais en état d'assurer à sa maison d'une manière durable l'héritage du royaume des Normands, ou même qu'il y maintiendrait longtemps sa domination; mais on pouvait à peine douter que cet Etat ne dût tomber pour le moment entre ses mains. Le suzerain du royaume, le pape Célestin III, se tenait immobile en face de l'avenir; il n'avait pas d'armes temporelles à opposer. Accablé sous le poids des années, il n'osait faire usage des armes de l'Église contre un prince audacieux et impitoyable. Les Normands ne manquaient pas de forces; mais il leur manquait une âme pour les vivifier, pour les diriger, les concentrer. Le roi Guillaume était un enfant; sa mère, Sibylla, régente du royaume, était une femme pieuse, noble et intelligente, qui aurait répandu les bénédictions sur un pays sûr et tranquille, et aurait peut-être fait de Guillaume un roi capable, digne de son père; mais elle n'était pas propre à l'œuvre de la guerre, et, en supposant même qu'elle prévît ce qui allait arriver, elle n'était pas en état de faire face aux nécessités de la situation. Elle n'avait non plus aucune confiance aux familles qui l'entouraient, et ne trouvait de fidélité que dans quelques honorables prélats. Les hauts barons, dans le pays en deçà de la mer, étaient en partie harcelés par les généraux de l'empereur, en partie travaillés par mille adroites manœuvres. En outre, de fougueuses passions les poussaient les uns contre les autres, et entre eux et les villes qui aspiraient à former des municipalités libres il n'y avait aucun intérêt commun. En Sicile, l'esprit militaire avait partout disparu; la nature et la richesse d'un beau climat avaient endormi les hommes de toutes les classes dans un long repos, les avaient énervés, corrompus. Les grandes pensées étaient devenues étrangères aux âmes, et l'objet le plus élevé auquel on aspirât, c'était la jouissance sensuelle. Comment aurait-on pu douter des suites de l'entreprise de l'empereur, là où de telles circonstances étaient connues, appréciées ?

A Gênes assurément l'on n'ignorait pas l'état de la Sicile, on l'avait pénétré; on pouvait donc regarder comme nécessaire d'appuyer l'entreprise de l'empereur. Si ce trône des Normands était abattu, qui pouvait prévoir la marche ultérieure des choses ? Il n'était pas invraisemblable que l'armée allemande, décimée par les maladies, affaiblie par ses propres passions, frappée de tous côtés par la colère des vaincus, ne fût réduite à fuir de la Sicile et de l'Italie. Alors la belle île paraissait devoir devenir la proie de ceux qui, avec la force la plus imposante, seraient prêts à s'en saisir. Les Génois peuvent donc avoir conçu de vastes projets.

Heinrich VI, auquel ces plans ne restèrent probablement pas inconnus, ne négligea pas d'entretenir les ambitieux citoyens dans leurs espérances. Dans une assemblée du peuple de Gênes, il s'exprima ainsi : « Si par votre secours, et avec l'aide de Dieu, j'acquiers le royaume de Sicile, l'honneur sera pour moi, le profit pour vous; car je n'y resterai pas avec mes Teutschs; mais vous y demeurerez vous et vos descendants : ce royaume ne sera donc pas à moi, mais à vous. » Avec de telles paroles et par de grandes et emphatiques promesses, il gagna les hommes des cabanes comme ceux des palais, ainsi qu'il l'espérait, à sa cause. Et comme il n'hésita point à confirmer ses promesses par des actes sous le sceau impérial, les Génois firent un puissant armement avec une telle ardeur, que dès le commencement du mois d'août ils se trouvèrent en état de prendre la mer.

Vers le milieu du mois de juillet, l'empereur était à Pise. Là, sa tâche fut plus facile encore; Gênes s'était décidée, Pise ne pouvait rester en arrière. L'empereur Heinrich fut aussi prodigue de caresses, de promesses et d'assurances officielles envers Pise qu'il l'avait été à l'égard de Gênes; il détermina bien vite les Pisans à prendre part à l'action. Toutefois il eut soin de rédiger ses actes de telle sorte, qu'il était impossible de satisfaire les Pisans si les désirs des Génois étaient remplis. Il s'y prit ainsi probablement dans la vue d'engager les Génois et les Pisans, aussitôt qu'il aurait conquis le pays par l'assistance des deux peuples, en des hostilités qui lui donneraient les moyens de les éliminer facilement, ou de s'acquitter envers eux selon son bon plaisir. Il faut supposer que l'une des villes ignorait ce qui avait été accordé à l'autre. Il est du moins certain que Pise fit tous ses efforts pour n'être pas devancée par

Gênes, et que Gênes ne fut pas moins ardente dans ses armements.

Avant l'expiration du mois d'août, l'empereur franchit les frontières de l'État normand, détachant en avant quelques troupes d'Italiens, faisant couvrir son flanc droit par les flottes de Pise et de Gênes. Il n'y avait pas trace de préparatifs de défense; chaque vassal songeait à son intérêt particulier, chaque ville ne s'occupait que de son propre sort. Les vassaux accoururent pour saluer l'empereur comme leur roi et leur seigneur; quelques villes, désespérant de leur salut, envoyèrent des députés pour protester de leur soumission. Là où la résistance fut tentée, où il y eut hésitation, l'attaque se fit quelquefois sur les flottes, le plus souvent par l'armée de terre, et aussi par les flottes et les troupes de terre en même temps. Les villes qui étaient réduites par la force des armes éprouvaient d'une manière terrible le ressentiment de l'empereur; elles étaient saccagées, ruinées, livrées aux flammes. Le destin le plus dur frappa Salerne, parce que l'empereur crut devoir venger sur la malheureuse ville la perfidie avec laquelle elle avait livré l'impératrice entre les mains de Tancrède, en renversant les édifices, en faisant subir aux habitants des traitements atroces. Cependant il paraît qu'il ne tomba pas beaucoup de villes entre les mains de l'empereur. Heinrich précipitait sa marche vers la Sicile; il ne pouvait ni affaiblir ses forces, ni les exposer aux dangers de siéges longs et multipliés. Pourquoi, songeant à déraciner et à renverser l'arbre, se serait-il épuisé à couper les branches? L'issue du débat dépendait de l'entreprise sur la Sicile. Si cette entreprise échouait, les villes conquises dans la Pouille et la Calabre n'offraient qu'une mince acquisition; si elle réussissait au contraire, les places qui auraient échappé à la conquête dans ces deux provinces n'étaient pas à craindre. Il est donc à présumer que les villes situées non loin de la route de l'empereur vers la Sicile, le long de la côte méridionale de l'Italie, eurent seules à éprouver la terreur de ses armes et sa colère; que celles de l'intérieur au contraire, ou de la côte septentrionale, furent épargnées; quelques-unes, peut-être par crainte, par calcul ou par flatterie, envoyèrent des députés pour protester de leurs bonnes dispositions envers l'empereur, et pour le reconnaître comme leur roi et leur seigneur. Ce qui paraît appuyer cette opinion, c'est qu'Aversa, c'est que Capua même ne furent ni prises ni attaquées.

Les flottes des Génois et des Pisans se portèrent sur la Sicile vers la fin du mois d'août. Le maréchal de l'empereur, Heinrich de Calden (2), se trouvait à bord. Le débarquement s'opéra près de Messine; la ville se soumit. Ensuite le maréchal, à ce qu'il paraît, entreprit de pénétrer dans l'intérieur de l'île. Mais à peine s'était-il éloigné, qu'une violente querelle s'éleva entre les Génois et les Pisans; puis s'engagea un combat sanglant sur terre et sur mer, qui coûta cher aux deux partis. Cet événement retint le maréchal de Calden; à grand'peine parvint-il, non pas à opérer une réconciliation, du moins à amener une suspension d'armes. Ce fut cette circonstance peut-être qui détermina les grands barons du pays, sur l'appel de la reine Sibylla, à faire au moins une tentative pour résister aux étrangers et les expulser. Ces seigneurs, étrangers au combat, rassemblèrent leurs troupes fort peu belliqueuses. Le maréchal marcha à leur rencontre, et remporta sur ces lâches ennemis, près de Catane, une victoire facile, mais dont les conséquences furent immenses. Beaucoup de seigneurs siciliens restèrent prisonniers; Catane tomba entre les mains du vainqueur, fut saccagée sans pitié, livrée aux flammes; et bientôt Syracuse subit un pareil sort. Aussitôt toute ardeur s'éteignit; les esprits furent abattus; la terreur enchaîna tous les bras; le lien social se rompit; l'État s'écroula comme un vieil édifice.

A l'aspect de cette dissolution générale, la reine Sibylla éprouva sans doute des inquiétudes pour sa propre sûreté et celle de son fils. Elle quitta Palerme, et se rendit avec ses enfants, accompagnée de quelques hommes fidèles, dans la forteresse de Calatabellotta, fermement résolue à défendre la place jusqu'à la dernière extrémité.

Cependant l'empereur lui-même s'était embarqué pour la Sicile. Escorté par la flotte génoise, il se dirigea vers Palerme. Quoique abandonnée par la reine, cette ville parut d'abord décidée à la résistance; mais bientôt, l'empereur affectant la clémence, n'épargnant pas même les caresses de toute nature, elle commença à chanceler; enfin, elle déclara sa soumission, et invita l'empereur à prendre possession de la cité royale. Le 15 novembre, il fit

son entrée au milieu de réjouissances inouïes; ce fut sans doute l'heure la plus heureuse de sa vie. Les habitants de Palerme déployèrent une magnificence qui excita l'étonnement, et dut donner à l'empereur la plus haute idée de la grandeur de son acquisition. Poussés sans doute par la crainte, et agissant aussi sous l'influence des mœurs grecques et sarrasines, ils témoignèrent à l'empereur un respect enveloppé dans les formes d'une humilité profonde qui paraissait garantir complétement leur assujettissement. Mais, quand la première émotion de la joie du triomphe se fut calmée, de nouvelles réflexions s'élevèrent dans l'âme de l'empereur. Calatabellotta était pour lui une cause d'inquiétude.

Tant que le jeune roi Guillaume et sa mère se tenaient derrière les murs de cette forteresse, il ne pouvait jouir de ses conquêtes; tout était incertain : le royaume de Tancrède avait un centre, son peuple un point d'appui; mais un siége de la place pouvait offrir des dangers. Le temps était précieux; ce qui n'était pas acquis dans la confusion actuelle pouvait être à jamais perdu, et entraîner même la perte de ce qui avait déjà été gagné. Heinrich entra donc en négociations avec la reine Sibylla. Il lui offrit, contre l'abandon de la couronne et du royaume pour son fils, le comté paternel de Lecce avec la principauté de Tarente; il fit en outre de grandes promesses. Sibylla, voyant tout crouler autour d'elle, sans confiance, sans espoir, n'osa pas rejeter les offres de l'empereur. Elle lui livra la forteresse, et se confia elle-même à sa générosité, ainsi que le roi Guillaume son fils, ses autres enfants, sa bru, la princesse grecque Irène, fille de l'empereur Isaac, veuve de Roger, d'autres parents, et tous ceux qui lui étaient restés fidèles jusqu'à cette heure.

Dès lors l'empereur crut avoir atteint son but, et aussitôt il changea entièrement de conduite. On vit s'élever des jours de deuil et d'horreur; Heinrich donna libre carrière à ses passions, et sa fureur éclata d'une manière terrible. Peut-être y avait-il calcul de prudence dans sa cruauté; il était sur un terrain glissant, au bord d'un précipice; il n'avait pas subjugué le royaume de Sicile par de grands exploits; il s'était saisi du trône des Normands par la surprise et à force d'artifices. Il n'y avait réellement en sa possession que la plus petite partie du pays; rien n'était assuré. Les âmes des hommes n'étaient pas brisées, mais seulement intimidées; les forces n'étaient pas anéanties, mais seulement suspendues. Si l'empereur avait pu maintenant rester en Sicile, il eût été en état de renouveler son armée selon ses besoins et son bon plaisir, et de la maintenir sur un pied toujours égal; toutes les oppositions se seraient dissipées, tous les dangers auraient été facilement surmontés : mais le Teutschland le rappelait au delà des Alpes, et l'armée qui l'avait suivi était à peine à sa disposition; il lui était presque impossible de la remplacer et de la fortifier. En outre, ses guerriers appréciaient leurs services d'après leur mesure, et demandaient que l'on satisfît aux exigences qu'ils ne craignaient pas d'élever suivant leurs propres calculs. Heinrich devait donc faire brusquement, violemment, ce qu'il jugeait nécessaire, et agir de telle sorte que la consternation qu'il avait répandue continuât à tenir les esprits courbés. Il ne lui restait plus guère qu'à enlever au corps les os, au peuple les chefs, et à se saisir des moyens qui pouvaient être employés pour le détruire lui et son armée. Dans cette situation des choses, si l'on réfléchit que l'empereur Heinrich considérait son épouse comme la véritable reine de Sicile, à laquelle on avait soustrait le trône par la révolte et la fraude; si l'on songe en même temps quelles actions odieuses et infâmes se croyaient permises certains hommes qui aspiraient au pouvoir ou cherchaient à se l'assurer; si l'on considère en outre les mœurs de ce temps, et que l'on n'oublie pas enfin au milieu de quelles relations Heinrich avait vécu depuis l'enfance; assurément l'on sera disposé à beaucoup excuser, à accorder même qu'il était à peine possible d'éviter des procédés violents, des actes de spoliation et de brigandage. Mais cette odieuse perfidie dont il se rendit coupable, cette atroce cruauté et cette joie infernale à maltraiter, mutiler, torturer des malheureux, qu'on lui reproche, ne trouvent aucune excuse, ni dans ses projets, ni dans ses relations, ni dans les mœurs de son temps, ni dans les exemples qu'il put avoir sous les yeux. De tels actes lui appartiennent exclusivement, ils soulèvent l'horreur et le dégoût. Heureusement il n'y a pas nécessité de décrire ici les atrocités qui se commirent; les faits suivants ont seuls besoin d'être signalés, parce qu'ils ne restèrent

pas sans influence sur les destinées du peuple teutsch.

Costanza avait suivi son époux au delà des Alpes, mais elle n'était pas allée en Sicile. Elle avait vécu huit ans avec lui sans lui donner d'enfant; maintenant, le jour de St-Étienne, à Jesi, dans la Marche d'Ancône, elle mit au monde un fils qui dans la suite parvint à l'empire sous le nom de Friedrich II (3). Vers le même temps, aux fêtes de Noël, l'empereur avait convoqué les hauts barons de Sicile à une grande assemblée à Palerme, sous le prétexte de recevoir d'eux le serment de fidélité au nom de son épouse, et délibérer avec eux des affaires de l'État. Mais là on produisit de prétendues lettres qui auraient été saisies, et qui auraient témoigné d'une conjuration contre la vie de l'empereur, tramée par quelques barons du pays, sinon de l'aveu de la reine Sibylla, du moins dans son intérêt et celui de son fils. Mais comment croire à la réalité de ces lettres, si l'on pense au peu de temps qui s'écoula entre l'entrée de l'empereur à Palerme, son traité avec la reine Sibylla, et les fêtes de Noël? Le ressentiment, l'irritation, devaient être grands partout: des pensées de vengeance pouvaient s'élever dans l'âme de bien des hommes; mais le temps manquait pour la réflexion, encore plus pour se concerter ou engager une correspondance. Toutefois Heinrich procéda comme si la conspiration était hors de doute, et la culpabilité des prévenus démontrée. A la même heure peut-être où naissait son fils, il fit saisir et incarcérer un grand nombre de personnages éminents, prêtres et laïques, évêques, comtes et autres membres de la noblesse. La famille royale fut également arrêtée et mise en prison. Cette rigueur, qui aurait pu être regardée comme la suite immédiate d'une grande émotion au sujet d'une conspiration découverte, ne fut pas adoucie par la nouvelle de la naissance d'un fils. Les prisonniers furent amenés devant un tribunal impérial, et condamnés à d'horribles peines, au bûcher, à la potence, à la noyade, à l'aveuglement. La sentence la plus douce fut l'exil dans le Teutschland. Un destin affreux était suspendu sur la famille royale. L'on creva les yeux au jeune roi Guillaume, puis on le transporta dans la forteresse d'Ems, au Vorarlberg; et là, au bout de quelques années, le malheureux enfant termina, sans qu'on s'en aperçût, sa déplorable existence. Sa mère, la reine Sibylla, fut également traînée au delà des Alpes, et dérobée aux yeux du monde, avec trois petites filles, dans le château de Hohenbourg, en Alsace. Deux parents de la famille royale furent aveuglés, renfermés dans l'affreuse forteresse de Trifels, qui ne rendait pas facilement un prisonnier à la lumière du soleil et de la vie. La seule princesse Irène, veuve de Roger, fut épargnée, parce que Philippe, frère de l'empereur, avait déjà sollicité sa main (4), à ce qu'il paraît; et en effet il l'épousa. On ne laissa pas même en paix les restes de Tancrède et de Roger. Leurs tombeaux furent ouverts, les couronnes arrachées de leurs têtes, tous les objets de quelque valeur enlevés. Mais il demeure incertain si l'empereur Heinrich avait plus à cœur de maltraiter les cadavres, ou de se saisir de trésors qu'il s'était flatté de trouver dans les tombeaux; car, pendant qu'il persécutait, maltraitait, détruisait les hommes, il étendait une main avide sur les objets qui avaient appartenu ou qui appartenaient encore à ses victimes. Il prit l'ancien trésor que les conquérants et les princes normands avaient amassé depuis un siècle; il arracha tous les joyaux du palais de la reine à Palerme; il fit prendre et piller partout, garda pour lui tout ce qu'il put ou osa conserver, et partagea le reste entre ses guerriers, grands et petits. Le butin fut d'une telle importance, que les relations de ce temps ne trouvent pas d'expression pour donner l'idée de si grandes richesses. Cent soixante bêtes de somme doivent avoir été envoyées au delà des Alpes, chargées d'or, d'argent, de pierreries et de joyaux.

Après de tels actes et l'exercice d'un tel brigandage, au mois de février de l'année suivante, 1195, l'empereur quitta l'île de Sicile, et revint en Pouille. Il comptait sans doute sur l'impression que sa conduite aurait laissée dans l'âme des Siciliens; il comptait aussi sur les dispositions de son épouse, qui, laissant son enfant à Jesi, passa en Sicile et fixa sa résidence à Palerme: car il pouvait espérer qu'elle ne négligerait pas de continuer son œuvre, sinon avec la même énergie, au moins dans le même esprit. Il ne se confiait pas moins dans le zèle avide de troupes bien payées, dont il voyait le trône de Costanza fortement entouré. Il crut sans doute que sa présence en Sicile n'était plus nécessaire pour la conservation du royaume, et que son éloignement de

cette île servirait seulement à séparer les réfractaires des esprits soumis, de telle sorte qu'on pût les réduire facilement à l'impuissance de nuire. Arrivé dans la Pouille, il appela les seigneurs et les vassaux du pays à une grande assemblée. Probablement nul n'osa y manquer; les exécutions, les mutilations de tant de hauts personnages de Sicile, accomplies dans la Pouille, étaient de cruels avertissements de se tenir sur ses gardes, et conseillaient rudement la prudence. En poursuivant sa route en Italie, il évita le pape. Il ressentait peut-être quelque honte de paraître à la vue du saint-père; il pouvait craindre même d'être repoussé de sa présence; il pouvait entrevoir que Célestin, qui l'avait épargné lorsqu'il prononça l'excommunication contre le duc Léopold d'Autriche, à cause de la captivité du roi Richard, serait forcé maintenant, par le soulèvement de l'horreur générale, à lancer sur lui les foudres de l'Église, même d'une main tremblante. Il remit à son frère Philippe les cantons de l'Italie centrale, que l'on appelait toujours l'héritage de la marquise Mathilde. En continuant sa marche vers le nord, il ne négligea aucune occasion d'accommoder les différends, de punir ou de récompenser, d'effrayer ou d'attirer à lui. Il ne dédaigna que ses amis les Génois et les Pisans, et les repoussa rudement quand ils lui rappelèrent ses magnifiques promesses. Naturellement il croyait n'avoir plus besoin de leurs services; pourquoi donc se serait-il souvenu encore de ceux qu'ils lui avaient rendus? Il pensait aussi n'avoir pas à les craindre; ils avaient déjà montré qu'ils étaient tout disposés à laisser éclater leur mécontentement contre lui en se livrant des combats entre eux. En général, il paraît que Heinrich roula de vastes projets en traversant l'Italie; il voulait pousser sa fortune aussi haut que possible. Avec l'argent extorqué au roi Richard, il avait conquis la Sicile; il était convaincu qu'il venait d'assurer à son fils, à peine né, le trône héréditaire d'un beau royaume. Mais il avait fait un butin qui surpassait de beaucoup en valeur l'argent des Anglais; et ce butin devait maintenant servir à procurer une acquisition durable. Ses trésors étaient si grands, qu'il n'y avait pas témérité à les juger suffisants pour assurer l'hérédité du trône d'Allemagne à sa maison; du moins la tentative pouvait en être faite, et si elle réussissait, les moyens se trouveraient bien aussi pour remplir les vides du trésor. Mais tandis que, l'esprit rempli de cette pensée, Heinrich portait ses regards en avant, il n'oubliait nullement ce qu'il laissait derrière lui, le royaume de Sicile et son suzerain le pape. Dans ses succès en Pouille et en Sicile, il avait été secondé, comme on l'a déjà remarqué, par un certain nombre de pèlerins qui s'étaient armés pour une expédition en Terre-Sainte; la croisade paraissait pouvoir lui rendre d'utiles services dans la suite à plus d'un titre. Dès le mois d'avril, il adressa donc aux prélats de l'Église du Teutschland une circulaire dans laquelle il leur faisait savoir : « qu'il avait résolu d'envoyer, au printemps de l'année suivante, 1,500 hommes à cheval et autant de fantassins, à ses frais, vers la terre de promission, et de les y entretenir au service du Seigneur pendant une année; il les priait donc de faire connaître cette résolution aux feudataires et autres bons-hommes dans leurs diocèses, afin que ceux qui, par l'impulsion divine, seraient disposés à s'engager à repousser les outrages qui étaient faits au Christ et à la foi chrétienne, se tinssent prêts avant l'époque fixée pour le départ. » A l'aide de cette lettre, il espérait couvrir du manteau de la piété une grande partie des atrocités commises en Sicile; il se flattait même de calmer le bon vieux pape et de détourner l'anathème. Mais il espérait aussi parvenir à se former un corps de troupes assez redoutable pour amener le complet assujettissement de la Sicile, et se mettre en état de pressurer le pays selon son caprice et ses besoins. Ainsi l'empereur Heinrich s'approcha des Alpes, et franchit ces montagnes en agitant de vastes projets encore indécis et confus. Au commencement du mois d'août, il se retrouva sur le sol de la patrie.

CHAPITRE II.

SÉJOUR DE L'EMPEREUR DANS LE TEUTSCHLAND. — SES NÉGOCIATIONS AVEC LES PRINCES TEUTSCHS SUR L'HÉRÉDITÉ DE LA COURONNE. — SA NOUVELLE CAMPAGNE EN SICILE, ET SA MORT.

De l'an 1195 à l'an 1197.

Pendant l'absence de l'empereur, dans un espace de treize mois, aucun changement impor-

tant ne s'était opéré dans le Teutschland.—Le duc Léopold d'Autriche, son complice dans l'attentat commis contre le roi Richard d'Angleterre, était mort, chargé de l'anathème de l'Église, le jour même où un fils naissait à l'empereur. Léopold, dans une orgie, se blessa si grièvement à une jambe, qu'il désespéra bientôt de sa vie, et n'eut plus d'autre désir que d'être réconcilié avec Dieu par l'Église. Il obtint la révocation de l'excommunication, mais seulement en face de la mort, à force de prières repentantes et de promesses. Cependant cet événement ne parut pas faire plus d'impression sur l'âme de l'empereur que sur celle du fils de Léopold, de Friedrich, qui lui succéda dans son duché. Heinrich le Lion prit congé de ce monde au moment même où l'empereur arrivait. Des espérances du vieux héros, pas une seule n'était remplie, malgré la nouvelle alliance de parenté avec l'empereur, et quoique son fils, le jeune Heinrich, eût pour cette fois acquis la haute faveur de l'empereur. Peu de temps après mourut aussi le comte palatin du Rhin, Kunrad, oncle de l'empereur, beau-père du jeune Welf; et aussitôt celui-ci prit possession du palatinat, sans empêchement et sans opposition. Le nouveau palatin continua de porter le titre de duc, afin de conserver la dignité de sa race, et aussi pour entretenir dans le souvenir des hommes ses prétentions au duché de Saxe. L'empereur ne fit aucune attention au titre dont se parait Heinrich, ou laissa passer un tel acte comme inoffensif, parce que Heinrich se faisait appeler, non pas duc de Saxe, mais duc tout simplement, ou duc de Braunschweig. Au reste, plusieurs princes avaient encore guerroyé les uns contre les autres, selon l'ancien usage; mais ces luttes n'avaient aucun caractère; il suffisait que l'empereur parût pour rétablir partout le repos. Toutefois les événements du markgraviat de Meissen méritent une mention particulière, parce qu'ils peuvent servir encore à montrer la tendance des efforts de l'empereur.

Le markgraf Otto, surnommé le riche, auquel Leipzig dut peut-être sa prospérité subséquente, et Fribourg probablement sa fondation, après la découverte des filons de minerai dans la montagne, avait été retenu prisonnier par son fils aîné Albert, qui l'accusait d'une prédilection trop grande pour Thiedrich, le fils puîné. Heinrich, qui n'était encore que roi, avait fait rendre la liberté au malheureux père. Cependant Otto était mort bientôt après, et Albert l'orgueilleux s'était saisi du markgraviat. Comme il n'avait pas déposé sa haine contre son frère Thiedrich, comte de Weissenfels, ils en vinrent bientôt aux mains, et, durant la campagne de l'empereur en Italie, le comte Thiedrich se trouva serré de si près, que, pour échapper à une ruine complète, il se résigna à épouser Jutta, fille du landgraf Hermann de Thuringe, malgré sa laideur repoussante. Ensuite le landgraf prit les armes, d'abord pour son gendre, et bientôt, à ce qu'il paraît, pour son propre avantage. Il défit le markgraf Albert dans un sanglant combat si complétement, que celui-ci ne put s'échapper vers Leipzig que sous un déguisement, avec deux ou trois compagnons. Sa détresse était d'autant plus grande que des feudataires de l'empereur préparaient une attaque contre lui. Ainsi traqué de tous côtés, il franchit les Alpes, et courut trouver l'empereur pour tenter de gagner sa faveur. Mais il rencontra un accueil si peu amical, que, renonçant entièrement à l'espoir avec lequel il était venu, il conçut même des inquiétudes pour sa vie, et crut devoir chercher son salut dans la fuite. Lorsqu'il se fut convaincu ensuite que l'empereur le suivrait bientôt dans le Teutschland, alors, fidèle à son orgueil, il prit la résolution de tenter une résistance désespérée contre le souverain lui-même, de ruiner toutes les places fortes de son pays, afin de pouvoir concentrer toute la défense dans les trois villes de Leipzig, Lambourg et Meissen. Mais c'étaient là de vains projets; quelques jours avant le retour de l'empereur, il mourut empoisonné, à ce que l'on crut, et son épouse le suivit de près dans la tombe. Cette mort vint fort à propos pour l'empereur (1). Qui eût pu en effet résister désormais à ses troupes? Il prit donc très-facilement possession du markgraviat de Meissen. Au lieu d'y établir un nouveau markgraf, il conserva le pays pour lui, et le fit administrer par des serviteurs dévoués. Ces rapports ne changèrent qu'à sa mort (2).

Il y avait une autre acquisition que l'empereur avait bien plus à cœur, et dont il paraît s'être longtemps occupé : l'hérédité de la couronne de l'empire germanique dans sa maison. Cette pensée se présente si naturellement, et pèse d'un si grand poids, que l'on serait conduit nécessairement à la supposer dans l'empe-

reur, quand bien même elle ne lui serait attribuée par aucune tradition. Dans le fait, il n'y a pas de doute que tous les rois teutschs, sans exception, ont entretenu le même désir; et pour le satisfaire, ils ont fait tout ce qui était possible. Ils ont tous travaillé pour assurer la couronne à leurs fils ou à leurs parents. Et dans cette voie, la seule raisonnable, ils seraient sans doute parvenus à leur but, suivant les combinaisons humaines, aussi bien que les rois de France, si leurs races ne s'étaient éteintes au bout de quelques générations. Pour l'ambition, l'élévation des vues et la vaste étendue des projets, la maison de Hohenstaufen ne le cédait à aucune autre famille royale. Confondue, un siècle à peine auparavant, parmi les princes, placée peut-être au-dessous, dans ce court espace de temps elle s'était élevée à une hauteur d'où elle dominait et répandait son éclat sur tous les autres. Comment aurait-elle renoncé à ce qui avait été poursuivi par les rois précédents? Dans la poussière qui s'éleva des ruines de Milan et de Crême, Friedrich I[er] avait perdu de vue le sentier qu'il s'était proposé de suivre en cas de succès, et il fut donc difficile de reconnaître le but définitif qu'il voulait atteindre. Après que la Lombardie se fut détachée de lui par la force des armes, il avait essayé de faire passer, au moyen d'un mariage, le royaume héréditaire de Sicile dans sa maison, pour abandonner l'empire teutsch; ou plutôt, ainsi qu'on l'a déjà remarqué plus haut, il n'avait en vue que de jeter les fondements d'un nouvel édifice qui devait s'élever et s'étendre à la fois sur toute l'Italie et sur le Teutschland. L'on ne peut donc pas s'étonner que Heinrich VI ait poursuivi la pensée de s'assurer l'hérédité de la couronne; seulement ce que des rois ses prédécesseurs, même après de grands exploits, dans tout l'éclat d'une gloire reconnue, dans le sentiment du respect général, n'avaient espéré ou attendu que dans le cours des temps, et d'habitudes longuement et successivement contractées, Heinrich pensait l'obtenir tout d'un coup par des traités et des engagements authentiques. C'est là ce qui caractérisa ses efforts, et une telle conception résultait d'une extrême infatuation personnelle, de la perversité de son esprit.

A la vérité, Heinrich VI pouvait bien s'imaginer que pour aucun roi précédent les circonstances n'avaient été aussi favorables que les conjonctures actuelles l'étaient pour lui. Dans le Teutschland il n'y avait plus de maison princière qui pût se poser en face de la sienne. Le vieux Lion Welf, le dernier ennemi redoutable de sa famille, reposait dans la tombe; sa puissance était brisée, dispersée. Qui donc, parmi les princes teutschs, aurait désormais la témérité de jeter un regard ambitieux sur le trône royal occupé par les Hohenstaufen? Lui-même, l'empereur Heinrich, avait donné au monde une grande preuve de la supériorité de sa puissance. Avec ses propres forces et ses seules ressources, en une seule campagne il avait conquis un beau et riche royaume. Il faut, pour rendre hommage à la vérité, reconnaître que cette conquête était due à la surprise, à la terreur répandue par d'effroyables cruautés, à d'infâmes artifices, plutôt qu'à de grands et glorieux exploits; mais l'on comprend aussi que Heinrich se présenta comme un homme dans lequel le monde, qui a coutume de distribuer les louanges et le blâme d'après le résultat, devait reconnaître et honorer un héros heureux, un guerrier redoutable fait pour élever sa domination au-dessus des autres puissances. D'ailleurs, comme un grand usurier, il croyait à la toute-puissance de l'argent; et comme il en était abondamment pourvu, tout obstacle qui pouvait surgir lui paraissait facile à surmonter.

Il n'est donc pas incompréhensible qu'il se soit imaginé pouvoir opérer de si grands changements avec des paroles, des serments et des écrits. Il ne pouvait ignorer le peu de valeur dont jouissent les paroles, les serments et les écrits dans les relations publiques, surtout quand il s'agit de domination et de puissance; il n'avait qu'à plonger ses regards dans sa propre vie et dans l'histoire de sa maison. Les princes teutschs, ecclésiastiques ou séculiers, ne pouvaient vouloir loyalement et sincèrement l'hérédité de la couronne de l'empire germanique; c'était un malheur pour le Teutschland, et peut-être le plus grand. Par l'hérédité de la couronne, le Teutschland devait devenir un seul Etat, et aurait pu se dégager de la malheureuse annexe de l'Italie, se tenir calme dans sa forte puissance contre les ennemis extérieurs; sans l'hérédité de la couronne, il était difficile de se détacher de l'Italie, et impossible de conserver la paix intérieure, et d'acquérir l'unité de forces contre les étrangers.

Mais les rapports qui s'étaient formés s'y opposèrent. Les princes séculiers, tous les vassaux même avaient acquis déjà l'hérédité de leurs fiefs, charges et dignités, sinon par actes authentiques, au moins de fait et en toute réalité; tandis que le trône, héréditaire dans aucune maison, était arrivé en la possession de ceux qui l'avaient occupé, rarement par une élection sincère et réelle, parfois au moyen de la force ou de manœuvres habiles, et le plus souvent grâce à des concessions faites aux princes, ou du moins à quelques-uns d'entre eux. Qui pouvait prévoir ce qui arriverait, si désormais le trône passait, comme une propriété, du père au fils? Dans les relations politiques, celui qui possède la force a coutume d'en user; la maison des Hohenstaufen avait une grande supériorité de puissance, et ne jouissait nullement de la confiance publique.

D'ailleurs, dans l'état actuel des choses, la perspective de l'empire n'était pas fermée même au plus petit prince. Dans ces temps, la valeur et l'audace de l'individu exerçaient une immense influence; ce n'était pas chose inouïe que des petits s'élevassent bien haut, tandis que les grands tombaient à terre. Dans aucun cas, un prince, si faible qu'il fût, ne pouvait rester indifférent à cette pensée, qu'il y avait des moments où les plus puissants étaient réduits à solliciter sa bienveillance; et cette reconnaissance de sa dignité et de sa situation devait avoir un grand prix pour lui qui mettait facilement en oubli les dépenses que la mort d'un roi et l'élévation d'un nouveau pouvaient lui causer. Quant aux princes ecclésiastiques, assurément ils n'étaient pas mieux disposés que les princes temporels en faveur de l'hérédité. Parvenus eux-mêmes à leurs dignités par élection, ils avaient toujours exercé sur l'occupation du trône une influence très-grande, parfois décisive; et l'Église s'était fortifiée; eux-mêmes étaient devenus puissants. Ils avaient eu à souffrir des rigueurs ou des indignités de certains rois; auprès d'autres ils avaient joui d'une grande faveur. Ils ne pouvaient pas non plus prévoir où l'on en viendrait, si le roi, assuré du trône pour son fils, avait moins besoin d'eux. Mais s'ils se laissaient gagner, comme individus, comme des hommes sans postérité, par des dons et des promesses, à favoriser l'empereur; en leur qualité de membres de l'Église, ils ne pouvaient sans danger se séparer de son chef. Et il y avait des obstacles insurmontables qui ne permettaient pas au pape de reconnaître l'hérédité de la couronne des Teutschs, au moins dans la maison des Hohenstaufen. Il était arrêté, pour ainsi dire en principe, que le roi des Teutschs seul pouvait et devait être mis à la tête de l'empire romain; mais il n'était pas moins fermement établi que le roi des Teutschs n'était en possession de cet empire qu'au moyen du couronnement accompli par la main du pape. Aux yeux du roi des Teutschs et de ce peuple, la signification de l'acte du couronnement n'était peut-être pas bien claire, et l'on pouvait bien l'expliquer de telle sorte qu'elle parût ou un devoir ou un droit. Mais ce qui n'était contestable pour personne, c'est que jusqu'alors les rois des Teutschs avaient considéré comme une chose très-importante de recevoir la couronne impériale; c'est que plusieurs, négligeant ou ajournant toute autre affaire, avaient franchi les Alpes et précipité leur marche vers Rome, autant que possible, pour atteindre ce but, et que constamment ils n'avaient été parés de la couronne des empereurs par la main des papes qu'au moyen d'accommodements, et souvent au prix de grandes concessions. Depuis longtemps aussi l'on avait acquis dans le Teutschland les preuves les plus claires que, quelle que fût la signification attribuée dans ce pays au couronnement à Rome, cet acte était considéré comme la transmission de l'empire sur le roi des Teutschs, comme l'investiture de l'empire donnée à ce monarque; que par conséquent on ne reconnaissait à Rome d'autre souverain temporel que celui qu'avait élevé le pape. Mais qui avait le droit de conférer pouvait bien aussi réclamer celui de retirer. Et comme le roi des Teutschs seul devait obtenir, de là peut-être cette conséquence que nul ne pouvait être roi des Teutschs auquel l'empire serait refusé ou arraché par le pape. De telles vues, qui pouvaient être fausses, mais qui semblaient résulter de la marche des choses, seraient-elles maintenues, pourrait-on les poser en principe, si cette marche était une fois interrompue; si, sans avis demandé au pape, sans la participation ou l'agrément du souverain pontife, en vertu d'un droit héréditaire, le fils succédait au père comme roi des Teutschs, avec la prétention à l'empire? Ou

l'hérédité du trône royal entraînerait après elle l'hérédité de la couronne impériale, et le couronnement par le pape disparaîtrait entièrement, ou le chef de l'Église l'accomplirait comme un fonctionnaire joue son rôle dans une vaine cérémonie de cour. Un pape ne pouvait jamais exposer le saint-siége à une telle représentation, l'Église à un tel danger. Et Heinrich VI était fils de Friedrich Ier; il s'était saisi du royaume de Sicile contre la volonté du pape, et s'était imposé violemment comme un voisin incommode et redoutable. Le pape actuel, Célestin III, était un vieillard; néanmoins il paraît qu'enfin il avait lancé la malédiction, directement ou indirectement, contre Heinrich, et l'Église attendait de jour en jour un autre pape plus énergique.

En effet, l'on voit que l'empereur rencontra bientôt dans l'exécution de ses projets des difficultés qui se présentèrent comme insurmontables. Plusieurs fois déjà nous avons signalé la manière dont il soutenait sa cause. Nous trouvons : « que Heinrich convint avec les princes que ses enfants obtiendraient l'empire après lui, selon le droit héréditaire; que les princes de Saxe élevèrent de l'opposition; que l'empereur les releva de leur serment et de leurs engagements; » et plus loin : « que l'empereur Heinrich donna aux Teutschs une loi en vertu de laquelle les fiefs passeraient, comme en France et en Angleterre, aux plus proches parents, selon le droit héréditaire, tandis qu'auparavant ils avaient dépendu de la grâce du prince; qu'ensuite il avait fait tourner cette loi à son propre avantage, et obtenu de ses sujets que le royaume aussi passerait à ses descendants sans qu'il y eût élection; » enfin : « que l'empereur Heinrich établit que désormais il n'y aurait plus d'élection, mais que celui qui tiendrait de plus près à l'empereur par le sang deviendrait empereur, comme étant son héritier; qu'ensuite il réunit le royaume de Sicile et la Calabre, ainsi que le duché de Pouille et la principauté de Capua, avec l'empire romain, de sorte qu'à l'avenir toutes ces contrées n'eussent qu'un seul souverain; qu'enfin il arrêta qu'à défaut d'héritier mâle les femmes succéderaient, et qu'à l'avenir l'empereur ne réclamerait plus la succession des ecclésiastiques; que l'Église romaine donna son assentiment à ces règlements, ainsi que cinquante-deux princes qui jusqu'alors avaient élu l'empereur, et que leurs sceaux furent apposés aux actes. » Mais ces détails, si précis qu'ils soient, manquent incontestablement de base. Ils sont en désaccord les uns avec les autres, et chaque mot qui s'applique au passé est une erreur historique; la conduite de Heinrich est en contradiction avec les relations du présent, et ce qui doit être établi pour l'avenir n'a jamais été accompli. Sans doute ces indications viennent d'hommes qui vécurent plus tard ou hors du Teutschland; elles ont été consignées d'après des bruits que chacun adoptait à sa manière. Ces bruits vinrent peut-être de ce que Heinrich ne poursuivit d'abord pas son entreprise ouvertement aux diètes de l'empire ou de la cour, mais de ce qu'il négocia en secret avec les princes en particulier; de ce que, dans ces négociations, des propositions venaient d'un côté ou de l'autre, que certaines étaient adoptées, et de ce que, dans la suite, lorsque la tentative eut échoué, et que le fils de Heinrich, Friedrich, eut été élu, ou après la mort de l'empereur, ces propositions et ces concessions furent agitées. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'hérédité de la couronne des Teutschs ne fut pas prononcée.

Pourtant il peut être vrai que les princes teutschs aient fait à l'empereur la promesse que son fils Friedrich lui succéderait sur le trône des Teutschs; mais il reste encore du doute sur ce point. A la vérité, un écrivain assure que l'empereur, à force d'instances et de prières, obtint de tous les princes de l'empire qu'ils élussent son fils pour roi; que les princes lui engagèrent leur parole et lui en firent serment; que l'évêque Adolphe de Cologne seul ne donna pas son adhésion, mais que dans la suite il prêta serment devant Philippe, frère de l'empereur, à Boppard (3). Un autre écrivain ne dit pas avec moins de précision que presque tous les princes du Teutschland furent déterminés par l'empereur à accepter son fils enfant comme roi, à lui jurer fidélité, et à lui remettre sur ce fait un acte authentique revêtu de leur sceau. Mais personne ne cite le lieu où se fit cette élection ou cette reconnaissance, et, quant au temps, il y a des indications qui ne s'accordent pas bien exactement. D'après le premier écrivain, le petit Friedrich était un enfant à peine âgé de trois ans; selon un autre, il était encore au berceau; un troisième dit

que Friedrich était un enfant qui n'avait pas atteint l'âge de deux ans, et il ajoute qu'il n'avait pas encore été baptisé, circonstance qui par la suite n'est pas restée sans importance. Friedrich naquit à la fin de l'année 1194; sept mois plus tard l'empereur était de retour dans le Teutschland, et, après un séjour d'une année en ce pays, il revint en Italie. Il y a donc maintes choses qui restent incertaines; mais on peut accepter comme vérité historique qu'à une diète tenue par l'empereur, pour les grandes fêtes, à Strasbourg, à Gelnhausen, à Worms, les princes réunis lui assurèrent par acte la succession de son fils à l'empire.

La nouvelle campagne de Heinrich en Italie fut cause que, malgré tous ses artifices et tout son argent, il ne réussit plus dans le Teutschland. Et pourtant non-seulement l'entreprise était nécessaire, mais il fallait la précipiter. En Sicile, il n'avait fait qu'abattre, et n'avait rien édifié; il avait laissé son épouse au milieu des ruines sans lui donner d'instructions pour relever, lui recommandant plutôt de déblayer. Il dut se dire qu'il avait réduit des milliers d'hommes au désespoir; qu'il en avait poussé beaucoup à la fureur, et que bien des poitrines devaient être dévorées par l'ardeur de la vengeance; qu'à l'exception de ceux qui avaient pris part à la grande curée, tous les Siciliens n'aspiraient qu'à se désaltérer dans le sang de leurs oppresseurs; il devait se dire qu'il n'avait semé que du vent, et qu'il aurait à moissonner des tempêtes. L'orage pouvait éclater demain aussi bien qu'un jour plus tard. En outre, peut-être avait-il reçu des nouvelles de Sicile propres à lui donner l'inquiétude que son épouse n'agît pas suivant son esprit à lui, qu'elle ne s'appliquât à comprimer plus qu'à provoquer. Dans le fait, il paraît que l'impératrice Costanza, à la vue des effroyables calamités qui avaient frappé le peuple, et surtout les premières familles de ce peuple, s'était sentie saisie d'une émotion de plus en plus profonde; il paraît qu'elle travailla contre l'œuvre des hommes que l'empereur avait mis à ses côtés, et qu'elle adoucit au moins les maux qu'elle ne pouvait empêcher. C'était elle qui était reine, et il était impossible que son âme ne fût pas oppressée par la pensée que son fils siégerait un jour sur un trône cimenté avec du sang et des cadavres. Enfin survint un incident que l'empereur ne voulait pas manquer de mettre à profit pour sa nouvelle expédition d'Italie.

Avant son départ de la Terre-Sainte, le roi Richard, plein de dégoût et d'irritation, avait conclu avec le sultan Saladin une trêve de trois années qui, blâmée durement par les chrétiens, était pourtant un besoin impérieux pour eux comme pour les musulmans. Par ce traité, la possession de deux places fortes, Ptolémaïs et Joppé, avait été assurée aux chrétiens. Ce fut peut-être un malheur; car à ces deux villes resta encore attachée l'espérance qu'il y aurait possibilité de reconquérir la cité de Jérusalem et toute la terre de promission. Saladin, le grand et noble sultan, était mort peu de mois après le départ de Richard, et la redoutable puissance dont il avait disposé se trouva brisée ou dispersée. D'après ses dispositions, son fils aîné, Malek-al-Afdul, devait être le chef suprême de tout l'empire; mais ses fils puînés, ses neveux et ses oncles devaient avoir l'administration de certaines portions, et jouir des revenus. Probablement Saladin avait reconnu que son fils manquait de la force morale et religieuse nécessaire pour gouverner l'empire et contenir ses parents; il s'était donc proposé de l'étayer sur des appuis ayant une sorte de puissance secondaire. Mais il n'avait fait que jeter le germe des troubles et des discordes qui ébranlèrent son empire peu de temps après qu'il eut quitté ce monde. Les chrétiens de l'Orient crurent pouvoir tirer de grands avantages de cet ébranlement. Ils employèrent donc tous les moyens pour déterminer une nouvelle croisade, et tous les hommes pieux pensèrent qu'il ne fallait pas négliger le moment favorable, quoique, pour la plupart, ils eussent volontiers abandonné l'œuvre aux gens avides de combats, aux audacieux chevaliers et aux coureurs d'aventures. L'empereur Heinrich lui-même, au milieu des atrocités qu'il commettait ou provoquait, ne put méconnaître l'excitation causée par ces circonstances. Considérant donc sérieusement sa propre situation après son retour de Sicile, il avait lancé dans le monde la proclamation dont il a déjà été fait mention. Le pape ne pouvait rester en arrière. Pressé de tous côtés, Célestin III, dans l'année 1195, envoya des légats dans les pays chrétiens pour appeler à l'expédition sainte. En Allemagne parurent deux cardinaux. L'empereur, quoique la croix

ne lui eût pas été présentée, et qu'il ne pût la prendre, appuya l'entreprise par tous les moyens, et promit de la servir plus tard de la Sicile. A la vérité, il pouvait espérer en tirer plus d'un profit. Son activité pour la sainte entreprise paraissait devoir adoucir le jugement du monde sur sa conduite cruelle, parce qu'elle annoncerait des sentiments religieux. Il pouvait lui convenir aussi que plusieurs princes et personnages belliqueux s'éloignassent du Teutschland, surtout au moment où lui-même était résolu à le quitter; enfin il était présumable que la marche des croisés à travers l'Italie servirait ses vues sur la Sicile, s'il se rattachait à l'entreprise; car, dans sa dernière campagne contre cette île, des croisés ayant combattu avec lui et pour lui, les Siciliens devaient attendre le même rôle des pèlerins armés en ce moment, et tomber découragés devant lui. Toutefois, qui pourrait se flatter de pénétrer les vues de Heinrich à travers ses combinaisons, sa dissimulation et ses fraudes? La poitrine humaine est si large, que, d'après le témoignage de l'histoire de l'antiquité comme des temps modernes, elle peut donner place au zèle religieux le plus ardent à côté des passions les plus basses et les plus atroces. Dans tous les cas, il est certain qu'au milieu des faveurs et des promesses versées par l'empereur, beaucoup de princes teutschs, aux diètes de Gelnhausen et de Worms, prirent la croix des mains des deux cardinaux Jean et Grégoire. Les plus considérables étaient les archevêques de Mayence et de Bremen, les évêques d'Halberstadt, de Hidelsheim, de Verden, de Numbourg, les ducs Friedrich d'Autriche et Heinrich de Brabant, le markgraf Otto de Brandenbourg, qui pourtant fut relevé de son serment par le pape, le palatin Heinrich du Rhin, fils de Heinrich le Lion, le landgraf Hermann de Thuringe, les comtes Walram de Limbourg et Adolphe de Holstein; et l'exemple de ces seigneurs exerça une grande influence au loin sur les grands et les petits. Une foule de chevaliers et de feudataires prirent la croix. Les bourgeois des villes ne restèrent pas non plus en arrière. A Lubeck seulement, environ 400 hommes vigoureux se firent attacher le symbole sacré (4). L'on convint qu'une partie de l'armée prendrait sa route par la Hongrie, qu'une autre s'embarquerait de l'Italie pour la Terre-Sainte, et que les opérations commenceraient l'année suivante. L'empereur accéléra ses préparatifs pour sa nouvelle campagne au delà des Alpes; il ne pouvait donc faire que peu de chose pour l'empire ou dans l'empire pour sa propre maison.

Les croisés franchirent les Alpes dans l'été de l'année 1196. L'empereur envoya en avant l'évêque de Worms comme son plénipotentiaire, afin qu'il préparât tout dans la Pouille pour la digne réception des pèlerins. Lui-même, à ce qu'il paraît, suivit l'armée. Au commencement du mois d'août il se trouvait à Milan. Ensuite il ne se pressa plus sur les pas des croisés, s'arrêta au contraire dans la haute Italie et les cantons du centre, aussi longtemps que sa présence pouvait y être de quelque avantage. Il savait bien que dans l'Italie méridionale l'armée des croisés serait considérée comme la sienne, et il ajournait ainsi son arrivée, afin que l'on portât des regards d'autant plus inquiets de son côté, qu'on ne l'attendît qu'avec crainte; car il aimait qu'on tremblât à son approche. En effet les pèlerins furent accueillis dans la Pouille, non pas avec joie, comme les soldats du Christ, mais avec effroi, comme les instruments d'un roi puissant et oppresseur. On leur disait en face : « Votre route est maudite de Dieu; sous le manteau de la religion, vous êtes des loups dévorants. Vous combattez non pour le maître céleste, mais pour un souverain de la terre. Vous êtes venus avec lui pour dévaster et piller la Pouille et la Sicile (5). » Aussi nulle part on ne vint à leur rencontre, nulle part ils ne trouvèrent bienveillance ou appui. Il leur fallut dérober, saisir, pour satisfaire leurs besoins; ils irritèrent encore plus les esprits, et provoquèrent des colères terribles; ils tombèrent donc en de grands embarras. Quelques-uns y échappèrent en parvenant à s'embarquer pour la Terre-Sainte; les autres qui restèrent souffrirent des pertes de toute nature par des maladies que provoquaient le climat et les excès, et aussi par les hostilités des populations. Enfin l'empereur arriva vers la fin de l'année; il dépassa toutes les craintes que l'on avait conçues de lui. Il reprit l'œuvre atroce qu'il avait commencée et menée assez loin, mais non achevée, deux ans auparavant. Il se tint dans une position équivoque à l'égard des croisés, jusqu'à ce que peu à peu ils se fussent embarqués, ou eussent abandonné leur pieuse entreprise. Pour les habitants du pays, il n'y

eut aucune pitié dans son cœur. L'année suivante, 1197, il passa enfin en Sicile.

Et alors il disparaît pour ainsi dire de l'histoire. Nous n'avons que des renseignements très-incomplets sur ses actions et ses manœuvres dans l'Italie méridionale, et sur son passage en Sicile; nous trouvons çà et là seulement quelques indications sur sa conduite en Sicile; les relations sont tellement pauvres, qu'il est impossible d'acquérir une connaissance réelle de l'état ou de la marche des choses. Pas une seule fois on ne peut saisir l'attitude de l'empereur relativement à son épouse. L'on peut à peine s'empêcher de présumer que personne n'osa signaler les faits, ou que plus tard, sous Friedrich II, fils de Henri, ce qui avait été consigné fut anéanti. Il semble ressortir de vagues indications que Heinrich, en Sicile, fut jeté en de grands embarras de natures diverses. Il paraît qu'il n'eut pas toute liberté d'action; que par son épouse furent suscités des obstacles qui se compliquèrent de plus en plus. Son esprit inquiet resta toujours le même. Comme son père, il ne pensa qu'à élever toujours plus haut l'édifice de sa grandeur, sans examiner si la base pouvait le supporter. Par son union avec les croisés, il put bien être poussé à des projets contre l'empire grec; mais il est possible aussi qu'il n'ait adopté, poursuivi ces projets que parce qu'il ne trouva pas sa voie en Sicile, ou parce que ses mouvements n'y furent pas libres. Tous ses plans s'évanouirent tout à coup, quand il fut emporté par une mort subite. Mais tout est encore incertain sur cette fin. Le genre de sa mort, le jour et le théâtre de ses funérailles ont donné lieu à des opinions diverses. Il aurait été empoisonné, et son épouse aurait été complice du crime. Pendant le siége du château d'un comte rebelle, il se serait écarté à la chasse, et dans l'ardeur de cet exercice il aurait pris une boisson froide qui lui devint mortelle. Cependant le bruit d'empoisonnement, qui se répandit généralement, est formellement contredit. Ce qui est le plus vraisemblable, c'est qu'il mourut, le 28 septembre, sous l'anathème de l'Église, et qu'il fut enseveli à Palerme. Il n'avait pas encore 33 ans.

CHAPITRE III.

SITUATION DES CHOSES A LA MORT DE L'EMPEREUR HEINRICH VI. — LES ZÆRINGEN. — LE DUC KUNRAD GUERROIE CONTRE LE DUC BERTHOLD. — LE PAPE INNOCENT III.

De l'an 1196 à l'an 1197.

La mort de l'empereur Heinrich VI remplit toute l'Italie d'allégresse, depuis le détroit de Messine jusqu'aux Alpes. La haine, longtemps contenue, se donna carrière; la colère bouillonnante fit explosion; il fallut se venger des cruautés que l'on avait souffertes, dont on avait été témoin. Au loin, on composa des chants insultants contre l'empereur tombé et ses barbares complices. Plus près, les malheureux opprimés se mirent à épier, à poursuivre les Teutschs, à les maltraiter, à les immoler quand ils pouvaient les atteindre; car ils avaient à satisfaire une soif ardente de sang. Les Teutschs déplorèrent hautement la mort de l'empereur. Aux yeux de l'un s'évanouissaient ses espérances d'honneurs et de profit; l'autre voyait menacer ce qu'il avait cru posséder pleinement; et bientôt se montra le même danger pour tous. Au milieu des lamentations et des malédictions, ils essayèrent de s'échapper d'un pays ensanglanté, assiégé de terreurs, pour retrouver le calme et la sécurité sur le sol de la patrie. La plupart se bornèrent sans doute à des vœux pour leur salut; plusieurs auraient voulu, en de telles circonstances, se trouver dans le Teutschland, afin de veiller à leurs intérêts, de les protéger, ou même de pouvoir se livrer à d'actifs envahissements. Car en Allemagne, ainsi qu'il est facile de le prévoir, la nouvelle de la mort de l'empereur dut produire une impression d'autant plus puissante, que la discorde s'était étendue davantage depuis la nouvelle croisade et la nouvelle expédition de l'empereur en *Italie*. Si personne ne se pouvait trouver qui eût été sincèrement dévoué à l'empereur, qui eût placé en lui une entière confiance, chacun pourtant devait trembler pour la justice, n'y penser qu'avec découragement; nul ne pouvait se dissimuler que l'on allait se replonger dans un vaste chaos. A la vérité, Friedrich, fils de l'empereur Heinrich, avait été reconnu comme son successeur au trône, sinon par tous les princes, au moins par un grand nombre d'entre eux. Mais Friedrich n'était qu'un enfant de trois ans à peine, et n'avait pas même vu

le Teutschland, où son aspect aurait pu exciter l'intérêt et la bienveillance. Il se trouvait encore à Jesi, dans la Marche d'Ancône, aux soins de la duchesse de Spoleto; et des princes qui avaient prêté pour lui au père serment de fidélité, plusieurs, et certes les plus importants, étaient ou en Terre-Sainte ou en Italie. La vieille lutte des Waiblingen et des Welfs n'avait cessé que depuis peu de temps, et les passions, étouffées peut-être, ou comprimées, n'étaient nullement apaisées. D'ailleurs le nom des Hohenstaufen réveillait, chez les prêtres comme chez les laïques, tant de pénibles souvenirs, que bien des poitrines se soulevèrent à cette pensée : maintenant le moment est arrivé d'humilier cette famille insolente et orgueilleuse. Et qui se présenterait pour diriger la cause du petit roi Friedrich? qui le pouvait? qui l'oserait? Sa mère, l'impératrice Costanza, était en Sicile, engagée dans des relations très-difficiles. Elle avait assez à faire pour conserver à son fils enfant le trône héréditaire de ce beau royaume, et se trouvait entièrement hors d'état de se mêler des affaires du Teutschland. Des oncles de Friedrich, il n'y en avait plus qu'un en vie, et encore se trouvait-il au delà des Alpes au moment de la mort de l'empereur.

Des frères de Heinrich VI, l'aîné, le duc Friedrich de Souabe, comme on l'a déjà rappelé, avait trouvé la mort dans la croisade qu'il avait entreprise avec son père; le suivant, Otto, auquel avait été destiné le gouvernement de la Bourgogne, avait quitté la vie sans y laisser de traces, en 1191. Des deux derniers, Kunrad et Philippe, celui-ci était resté en Italie, l'autre s'était trouvé auprès de l'empereur quand ce monarque résida pour la dernière fois dans le Teutschland. Kunrad, le duc de Souabe, n'avait pas franchi les Alpes avec lui; il était resté dans la patrie, parce qu'il devait surveiller en général les affaires publiques, et que l'empereur avait jugé nécessaire une attaque contre le duc Berthold de Zæringen.

Les Zæringen avaient toujours été suspects aux Hohenstaufen; et plus d'une fois, dans cet ouvrage, on a vu combien ils persistaient dans leur inimitié envers la maison impériale, tout en cherchant à éviter des hostilités déclarées contre une puissance trop supérieure; souvent aussi ils avaient subi des vexations. La situation de leurs domaines au milieu des possessions des Waiblingen, avec lesquelles ils se mêlaient, les rendait toujours défiants, parce que les Hohenstaufen devaient en convoiter l'acquisition. Leur position de protecteurs héréditaires et d'électeurs dans le haut pays devait être très-incommode aux Hohenstaufen pour leurs projets sur l'Italie, et donner lieu à maintes collisions. Leur esprit libre et indépendant ne plaisait pas à une famille pour laquelle une domination absolue et sans limites était le plus beau rêve. Il est assez difficile de déterminer si les Zæringen, dans la suite comme au commencement, agirent poussés par un mouvement intérieur, ou bien si leurs rapports quant à la grandeur et à la puissance des Hohenstaufen exercèrent de l'influence sur leurs efforts. Il est certain du moins qu'ils avaient une prédilection bien marquée pour la culture de l'esprit, qui étale ses produits les plus beaux dans le mouvement pacifique des villes, tandis que l'âme des Hohenstaufen, attachée seulement à l'héroïsme chevaleresque, poursuivait les arts de la guerre, trouvait sa joie et la satisfaction de son amour dans les casques, les épées, l'attirail des combats. Le duc actuel de Zæringen, Berthold, cinquième de son nom, marchait avec ivresse sur les traces de ses ancêtres. Depuis le commencement du douzième siècle, diverses villes, particulièrement à l'ouest du Rhin et au sud du Danube, dans lesquelles était demeuré un reste de vieilles institutions romaines, avaient commencé une vie industrieuse qui avait une apparence de liberté, et introduit en même temps, par besoin ou par nécessité, secrètement et comme à la dérobée, des institutions qui n'étaient pas éloignées de l'existence communale. Les empereurs franconiens, Heinrich III et Heinrich IV, avaient favorisé volontiers cette tendance des villes; le premier, parce qu'il entrevoyait que dans les villes jaillirait une nouvelle source de richesses et de puissance, et que la vie demandait un développement intellectuel et pacifique qui ne pouvait profiter que dans les villes, sortir que des villes; l'autre, parce que, blessé par les parjures et les trahisons, il n'avait trouvé de fidélité que dans les cités. Mais ordinairement les efforts et les progrès des villes étaient contrariés par les princes de l'empire, les seigneurs et les vassaux en masse, qui avaient le juste sentiment qu'un redoutable ennemi de leur puissance s'élevait, grandissait par l'esprit, l'action et l'industrie des villes. Aussi les

droits et les libertés qui avaient été assurés ou conférés aux villes par des actes impériaux, dans la faiblesse de l'empire, n'avaient qu'une valeur très-limitée, même lorsqu'ils étaient reconnus par les princes de l'empire. Quelques princes ecclésiastiques, pénétrés des enseignements du Christ, attirés par l'amour des beaux-arts et des nobles jouissances, ou répugnant aux habitudes grossières contractées sous le casque et la cuirasse, ou bien aussi par un sentiment profond des besoins, de la marche et du but de la vie, avaient favorisé la prospérité des villes où leur siége épiscopal était dressé. Ils avaient accordé protection à l'industrie bourgeoise, et cherché de toute manière à étendre le commerce, à multiplier les communications. Parfois les habitants des villes arrachèrent bien aussi des droits réels et des libertés aux seigneurs ecclésiastiques, qui n'osaient pas jeter absolument la Bible pour se consacrer tout entiers à l'épée, ainsi qu'il arriva à Cologne. Les guerres particulières d'ecclésiastiques contre laïques, dans lesquelles il fallait assez souvent réclamer l'assistance des villes, avaient donné aux bourgeois maintes occasions d'insister sur la satisfaction de leurs anciens désirs, et les évêques avaient été réduits à la condescendance. Enfin les croisades avaient puissamment influé sur le sort des villes. En affaiblissant la puissance du vasselage, elles avaient aussi provoqué chez les princes et les vassaux une quantité de besoins qui ne pouvaient être satisfaits que par le moyen des bourgeois. Et pourquoi les princes et les seigneurs, qui, marqués de la croix, avaient porté leurs regards sur un lointain sacré, sur quelque chose d'infini, auraient-ils attaché une grande valeur à des objets terrestres qui avaient disparu presque entièrement à leurs yeux? Ainsi certaines villes avaient obtenu maints avantages qui, par le progrès du temps, pouvaient bien servir à l'établissement d'une véritable existence communale. Mais tout ce qui avait été gagné de la sorte par les villes n'était pas assuré; c'était le résultat du hasard, ou du bon vouloir de quelques empereurs, princes et seigneurs; et, dans la confusion où s'était jeté l'empire, ce que l'on regardait comme bien fondé pouvait être ruiné complétement. En général, les princes et seigneurs séculiers répugnaient toujours à vivre dans les villes; ils étaient hostiles aux efforts et aux progrès des bourgeois; ils méprisaient les artisans et les artistes, dont les productions leur étaient indispensables, et persécutaient les marchands qui travaillaient pour leurs besoins, les commodités et les jouissances de leur existence. Les ducs de Zæringen, dans le Teutschland méridional, appartenaient aux premiers princes temporels qui, par principe et avec constance, favorisèrent, cherchèrent à développer l'industrie dans les villes, et leur accordèrent des libertés par actes authentiques.

Le grand-oncle du duc actuel, Berthold III, dès l'année 1120, déclara par un acte, avec l'agrément de l'empereur Heinrich V, Fribourg en Brisgau, élevé sur son propre sol, pour une ville investie du droit municipal; et il est incontestable qu'il avait l'intention bienveillante de former à une vie véritablement libre, active et industrieuse, les serfs tirés de ses domaines qu'il avait réunis à Fribourg (1). Il ne renonça nullement à sa souveraineté sur la fondation nouvelle; elle restait toujours sa ville, et devait le reconnaître comme seigneur; mais il garantissait aux bourgeois, à l'égard d'une force étrangère, toute sécurité qui serait acquise au moyen d'ouvrages de fortifications et par sa bonne épée. Il n'oublia pas non plus sa cassette. Ses revenus, loin de subir une diminution, devaient être augmentés; mais il accorda tout autour de lui une étendue de territoire dont les bourgeois pouvaient tirer parti pour leurs besoins, et qui leur donnait moyen d'exercer un travail productif, moyennant une juste redevance. Il accorda aux bourgeois une liberté proportionnée à leur civilisation et au développement de leurs forces. Pour cette concession, il se référa à ce qui avait été fait à Cologne. Cette ville a bien pu lui faire naître l'idée de fonder Fribourg, mais à peine lui a-t-elle *servi* de modèle pour ses institutions; car, à la fin du XIIe siècle, Cologne était une grande et riche cité signalée par l'ardeur industrieuse et l'habileté artistique de ses habitants, par le commerce et l'étendue de ses relations, et, au loin comme de près, respectée pour sa loyauté dans ses transactions; c'était la première ville du Teutschland. Il n'y a pas de doute que, favorisée par sa situation, point de rencontre pour le commerce entre le haut et le bas pays sur le fleuve royal, éloignée du théâtre des luttes entre les grands partis, profitant même de l'absence fréquente de ses belliqueux évêques, Cologne avait pris le plus haut développement dans le

cours et vers la fin du XIIe siècle. Mais les conditions qui rendaient possible une telle élévation existaient antérieurement. On peut soutenir en toute assurance qu'au temps de la fondation de Fribourg, Cologne avait déjà beaucoup de ces institutions qui sont nécessaires pour une existence communale; mais ces institutions avaient été établies peu à peu dans le silence, à la faveur d'heureuses circonstances dont on avait su tirer habilement parti; elles étaient sorties du sein même des habitants, et se rattachaient peut-être à des ruines de constitution municipale sauvées des anciens jours. Ces institutions subsistaient; mais ce n'était guère en vertu d'actes authentiques qu'elles s'étaient formées, et dans aucun cas elles ne pouvaient être appropriées à la chétive Fribourg, création de son prince, qui s'éleva brusquement dans ce haut pays, en dehors de l'influence royale. Entre l'antique, la noble Cologne et la jeune fondation, à peine peut-on trouver une analogie dans les relations.

Quoi qu'il en soit, le duc de Zæringen donna, par acte authentique, des institutions communales à sa ville de Fribourg. On peut dire qu'elles étaient incomplètes; mais leur grand avantage consistait dans leur simplicité. C'était assez que Berthold accordât aux bourgeois de Fribourg le droit de délibérer sur leurs affaires intérieures et de les faire administrer par des légistes de leur choix, par des hommes tirés de leur sein, sans se réserver pour lui ou ses officiers une juridiction supérieure; c'était assez qu'il leur mît les armes à la main en les investissant du droit de défense dans l'intérieur de leurs murailles, et de l'honneur de combattre sous ses ordres hors de l'enceinte de leur ville contre ses ennemis et les leurs (2). Enfin ce fut un grand progrès, un développement civilisateur, que Fribourg pût offrir aux serfs étrangers un asile dans lequel ils acquéraient la liberté au bout d'un an et un jour (3). Fribourg grandit bien vite, et sa prospérité était propre à encourager le duc Berthold et ses successeurs à poursuivre leur marche dans la voie où ils étaient entrés. Néanmoins le successeur immédiat de Berthold, son frère le duc Kunrad, fut entraîné hors de cette route. Il posséda le duché pendant que l'empire était sous la direction de Lothaire le Saxon et de Kunrad le Waiblingen. La grande lutte commençait entre les Waiblingen et les Welfs. Kunrad s'y engagea, et y prit sa part des vicissitudes si fréquentes dont cette lutte offrit le spectacle. Le fils de Kunrad, Berthold IV, contemporain de l'empereur Friedrich Ier, revint à l'ancienne ligne de conduite, et ne s'en écarta jamais. Il est possible que son zèle à fonder et à construire fût allumé par les flammes des villes qui s'abîmèrent dans la poussière devant la colère de l'empereur; il est possible aussi que Heinrich le Lion, qui servait de modèle à ce prince, l'ait aussi animé par les faveurs dont il combla Munchen, Braunschweig et Lubeck. Et le duc actuel, Berthold V, fils de celui dont nous venons de parler, agit dans le même sens et avec le même zèle. Il est le fondateur de Berne, la noble ville qui, dans le progrès du temps, est devenue l'ornement et l'orgueil de l'Helvétie.

Cette noble occupation du prince Zæringen déplut peut-être à l'empereur Heinrich, et lui devint un sujet de réflexions de plus en plus sérieuses. Comme Berthold, tout préoccupé de son œuvre terrestre, se défendit de prendre part à la croisade, l'empereur put bien s'imaginer que le duc roulait des projets opposés aux plans impériaux, dangereux même. En partant pour l'Italie, il chargea donc son frère Kunrad de combattre le duc Berthold (4). Kunrad commença la guerre dès l'an 1196; mais, dès les premiers pas dans les possessions du prince Zæringen, il trouva une mort sans gloire à Durlach. On loue le duc Kunrad pour ses talents militaires, sa valeur et sa générosité envers ses amis; mais on assure en même temps que par ses rigueurs il avait répandu partout la terreur. Sa vie fut pleine de souillures; c'était un débauché grossier qui soumettait les femmes et les jeunes filles aux emportements de ses passions brutales. Il paraît qu'il périt victime de cette odieuse luxure, immolé par un époux outragé, ou blessé mortellement par une jeune fille à laquelle il faisait violence. Quoi qu'il en soit, sa fin fut brusque et honteuse, et avec lui se termina la guerre qui avait été entreprise par lui; car le duc Berthold n'avait pris les armes que pour protéger ses créations; il les déposa et revint à ses occupations antérieures, lorsqu'eut disparu celui qui l'avait interrompu dans ces travaux pacifiques.

Il paraît que dans le Teutschland la mort du duc Kunrad fut à peine remarquée. On craignait l'approche d'événements devant lesquels la mort d'un prince immoral, fût-il de la maison

impériale, restait inaperçue; d'ailleurs chacun était trop préoccupé pour soi-même du présent et de l'avenir. Mais l'empereur Heinrich fut violemment ému de la destinée de son frère. Ne pouvant lui-même abandonner l'Italie, il jugea nécessaire d'envoyer aussitôt son dernier frère, Philippe, dans le Teutschland. Avant le départ, il lui donna l'investiture du duché de Souabe, et le nomma son lieutenant dans l'empire. Revêtu de cette dignité, Philippe parut dans le Teutschland. C'était un jeune homme jusqu'alors assez insignifiant par lui-même, qui, sans être aimé, n'avait pas non plus excité de haine. Son arrivée fut donc apprise avec joie, parce que l'on ressentait partout le besoin d'un pouvoir public. Il paraît aussi que sa conduite fut habile et bienveillante, tendant à conserver à lui et à sa maison les anciens amis, et à en gagner de nouveaux. Il plaça, au nom de l'empereur, une couronne royale sur le front du nouveau duc des Bohêmes, Przmist, que les écrivains allemands nomment Ottokar, afin que ce prince restât, dans toutes les circonstances, dévoué à la maison Waiblingen. Il avait eu une entrevue à Boppard, sur le Rhin, avec l'archevêque Adolphe de Cologne, ainsi qu'on l'a déjà rappelé. Là il détermina, on ne sait à quel prix, l'archevêque à reconnaître aussi le petit Friedrich comme successeur de son père à l'empire, et à lui prêter serment de fidélité. Il paraît qu'il s'efforça d'apaiser plusieurs princes de l'empire, employant tantôt un moyen, tantôt un autre. A Pâques de l'année suivante, 1197, pour célébrer son mariage avec la princesse grecque Irène, il donna une fête magnifique dans la plaine de Lech, près d'Augsbourg; il se proposait surtout d'occuper l'attention des hommes, de dissiper les tristes prévisions qui pesaient sur les esprits, et, s'il était possible, d'exciter et de répandre la gaîté.

Mais Philippe n'atteignit pas ce but; la discorde était trop forte. Les tristes pressentiments étaient encore assombris par une grande cherté des vivres les plus nécessaires, par une telle disette, qu'en certains lieux régnait une véritable famine. Les imaginations étaient frappées par ces lugubres circonstances, et les âmes étaient surtout préparées à recevoir toutes sortes d'impressions de crainte. Sur les rives de la Moselle se montra une grande forme courant sur un cheval noir. L'apparition s'approcha des hommes qui l'avaient vue, et leur déclara qu'elle était Théoderich, jadis roi à Vérona, et annonça que bien des infortunes et des misères menaçaient l'empire romain; ensuite elle s'évanouit. Bientôt se produisirent des événements qui parurent justifier la prédiction. Le bruit se répandit que l'empereur était mort. Aussitôt s'élança un peuple sauvage, qui paraissait n'avoir attendu que ce moment pour fondre tout affamé, comme un troupeau de loups dévorants, sur tout ce qu'il pouvait atteindre, pillant, saccageant, détruisant avec une fureur de bêtes féroces, et se livrant à de monstrueux excès. Bientôt il fut reconnu que le bruit était faux, et les hordes dévastatrices rentrèrent dans leurs repaires et leurs cavernes; mais elles avaient répandu l'effroi et montré ce qu'il y avait à craindre (5).

Il n'est pas invraisemblable que l'empereur, ému par ces événements, ait appelé son frère Philippe en Italie, pour lui donner la mission de conduire et d'escorter le petit Friedrich dans le Teutschland, de le faire *couronner* par l'archevêque de Cologne, afin que les Teutschs, dans le cas où lui-même perdrait la vie, eussent leur roi au milieu d'eux. Philippe franchit les Alpes et descendit en Italie. Peut-être avait-il pour instruction de se rendre tout d'abord en Sicile, afin de conférer avec son frère; mais il n'alla que jusqu'à Montefiascone, Viterbe, et Rome. Quoi qu'il en soit, il n'avait pas encore atteint le royaume de Sicile, quand il apprit la mort de son frère. Cette nouvelle ne lui parvint sans doute pas sans un gros cortége de toute sorte de mauvais bruits. Probablement il ne manqua pas de fugitifs qui cherchaient à échapper à la colère des Italiens. Philippe tomba en de grands embarras; le but de son séjour en Italie était manqué. Il prit bientôt la résolution de repasser les Alpes avec sa suite, sans son neveu le petit roi Friedrich, soit que l'enfant, sur l'ordre de sa mère, eût déjà été transporté en Sicile, soit que le duc jugeât périlleux de se mettre en route avec lui, ou bien que, dans l'incertitude de toutes les relations, il ait prévu des vicissitudes au milieu desquelles l'absence de son neveu du Teutschland pourrait être désirable pour lui-même. Dans tous les cas, il est certain qu'il n'avait pas de temps à perdre; autour de lui grondait l'insurrection, et, avec son escorte de 300 cavaliers, il

n'était en état ni de la dompter, ni de se défendre contre elle. Dans son voisinage, des hommes furent massacrés; les cavaliers mêmes de son escorte n'échappèrent pas tous à la mort (6). Le peu de jours qu'il osa demeurer encore furent employés à prendre quelques mesures d'ordre pour la sûreté de la Toscane et de ses autres possessions en Italie. Puis il hâta sa marche à travers des difficultés et des périls. Peut-être porta-t-il dans le Teutschland la nouvelle de la mort de l'empereur; du moins cette nouvelle ne le devança pas de beaucoup; et à mesure qu'elle se répandit dans le Teutschland, se manifesta une grande agitation, non pas toutefois comme à l'époque du faux bruit. Les princes de l'empire, au nord comme au sud, amis ou ennemis de la maison des Hohenstaufen, jugèrent nécessaire d'agir, de se rassembler, de correspondre, d'avoir des conférences, afin d'élever un pouvoir public et de préserver le pays contre le désordre et les excès. Les premiers reçurent l'impulsion du duc Philippe; les autres furent poussés par leurs propres ressentiments. Mais, avant que les efforts des uns ou des autres eussent amené un résultat, surgit un nouvel événement qui exerça une très-grande influence sur tous ces mouvements.

Trois mois après la mort de l'empereur Heinrich VI, le 8 janvier de l'année 1198, mourut le vieux pape Célestin III, qui ne fut accompagné dans la tombe par aucune haine, dont personne non plus ne regretta la trop longue existence. Aussitôt les cardinaux présents à Rome, au nombre de vingt-quatre, se réunirent pour élire un nouveau pape. Dans tous les hommes honorables vivait une seule pensée; il y avait une unité de sentiment qui à peine se retrouva jamais : les temps étaient tristes, difficiles, et gros de nouveaux malheurs; il fallait choisir le prêtre le plus capable et le plus énergique dont le siècle pût se glorifier, et l'élever sur le siége apostolique pour détourner les tempêtes de l'Eglise de Jésus-Christ. Tous étaient d'accord sur cet homme. Si le nom ne fut pas aussitôt prononcé par tous, c'est que dans l'assemblée se trouvaient plusieurs hommes dont la vie pieuse, le vaste savoir, les sacrifices et les luttes soutenues pour l'Eglise méritaient une reconnaissance publique. Mais à peine un de ces glorieux prêtres, refusant l'élévation dont on le jugeait digne, eut prononcé le nom du cardinal Lothaire, ce nom retentit de toutes parts. Lothaire fut élu pape à l'unanimité.

Lothaire, fils d'un comte de Segni, sortait d'une famille ancienne, quoique peu riche. Né à Rome trente-sept ans auparavant, il avait traversé une époque terrible, et, à raison de la situation de sa famille, de ses alliances avec des ecclésiastiques éminents, dès son enfance il avait été mis en contact avec tous les faits de quelque importance qui avaient excité sa sensibilité, occupé son intelligence. Les premiers souvenirs de ses plus tendres années étaient peut-être les lamentations sur la destruction cruelle de la ville royale de Milan par Friedrich Barberousse de Hohenstaufen. Dans son enfance, il vit ce terrible empereur pénétrer dans Rome pour placer un faux pape sur le siége apostolique, tandis que le légitime successeur de St Pierre fuyait la persécution dans des contrées éloignées. Mais il vit aussi comment les armes du puissant se brisent bien vite devant la colère de Dieu, et comment le redoutable héros fut réduit à précipiter sa fuite avec ses bandes guerrières. En grandissant, il entendit crier et répéter par l'Italie et par le monde que l'empereur Friedrich avait eu recours à ce même pontife qu'il avait si souvent maudit, abjuré, persécuté de toute manière; que par sa constance, son attachement inébranlable aux principes établis et développés par Grégoire VII, Alexandre avait remporté un triomphe éclatant sur Friedrich; que l'empereur s'était mis, à Venise, aux pieds d'Alexandre.

Cependant la ville éternelle l'avait nourri, élevé; elle l'avait formé par le spectacle des débris des monuments de la grandeur antique, et de la quantité de saintes œuvres dont le siége apostolique était entouré. Il n'avait pas manqué non plus de maîtres habiles; il était devenu capable de concevoir de grandes pensées et de les suivre. Il quitta donc Rome et l'Italie, et se rendit à Paris, qui alors donnait des leçons au monde, s'élevant au-dessus de toutes les villes par un vaste mouvement scientifique, par le savoir, le goût des beaux-arts et le raffinement des mœurs. Des milliers de jeunes gens affluaient à Paris de toutes les contrées, afin de puiser à la source du savoir, qui jaillissait ici avec force, pour mener une vie plus noble, et pour développer, dans un monde encore grossier, ce que la terre renferme de richesses. Lothaire but à longs traits à cette

source; il se lia bientôt avec beaucoup de jeunes gens qui, par leur famille, leurs relations, leur intelligence, promettaient d'acquérir de l'importance, et en même temps il conserva les principes solides d'après lesquels un homme honnête, et surtout un ecclésiastique, doit régler sa vie entière. Là il apprit aussi à connaître la vie de saint Thomas de Cantorbéry, qui avait subi la mort d'un martyr, et qui, appelé par l'Église au nombre des bienheureux, reçut dans la tombe les plus grands hommages des grands comme des petits, des laïques comme des prêtres. Lothaire lui-même fit un pèlerinage aux reliques du nouveau saint. Après qu'il eut satisfait à Paris son désir de savoir, et qu'il se fut bien préparé à l'explication des saintes Écritures, à l'examen des sources de l'histoire de l'Église, initié aussi à ce que l'on appelait alors la philosophie, il partit pour Bologne, siége de la science en droit romain et en droit canon. L'on ne peut bien préciser s'il appliqua un grand zèle au droit romain; mais ce qui est hors de doute, c'est qu'il se consacra avec une vive ardeur à l'étude du droit canon. Enfin il revint à Rome, on ne sait au juste dans quelle année, pour consacrer désormais toutes ses forces au service de l'Église. Le pape Lucius III lui confia d'abord des affaires à manier; Grégoire VIII lui donna la consécration comme sous-diacre. A l'âge de 30 ans, il reçut de son oncle Clément III la dignité de cardinal-diacre de l'église de Saint-Sergius.

Lothaire s'acquitta de toutes les fonctions qui lui furent confiées par les papes, avec savoir, zèle et intelligence; il se montra au niveau de toutes les dignités. Le temps qu'il avait traversé, les rapports dans lesquels il avait vécu, avaient agi fortement sur lui. Dans la jeunesse, il avait l'expérience d'un homme; dans l'âge viril, celle de la vieillesse. Aussi son âme avait-elle contracté une sorte de sécheresse et de dureté. Il n'avait jamais jeté sur le monde le regard serein de la jeunesse; jamais il n'avait été captivé; jamais il n'avait joui avec abandon, avec naïveté, des beaux jours que la vie peut apporter même dans les temps les plus difficiles. Au contraire, il s'était dressé en face du monde, renfermé en lui-même, avec un certain mécontentement dans le cœur, sans repousser peut-être ce qui était devant ses yeux, mais le considérant en juge, et le plus souvent avec un sentiment de blâme. De la sorte il était arrivé peu à peu à envisager le monde sous un aspect qui n'avait rien que de sombre. Les mouvements des hommes lui paraissaient une suite de tristes égarements. Formés de la matière, et nourris par la matière, faibles, nus, contraints à toute sorte de fatigues et de peines, les hommes, pensait-il, ne se laissaient déterminer à tous les actes et à toutes leurs manœuvres que par des passions basses et communes. L'ambition, la vanité, l'orgueil, la volupté et d'autres désirs, lui paraissaient être les causes de leurs actions; les vices et les péchés, le fruit de ces impulsions. Et nulle part ils ne trouveraient de repos, nulle part de relâche; le tissu d'aujourd'hui préparait seulement un certain nombre de fils à séparer pour demain; la vie n'était qu'une fantasmagorie, et l'œuvre de tous les hommes se perdait sans laisser de traces dans un océan d'efforts inutiles.

Il n'en pouvait être autrement; de ce point de vue, Lothaire devait mépriser le monde avec toutes ses pompes. Les hommes ne devaient exciter en lui ni sympathie ni amour; il devait leur souhaiter la mort plutôt que la vie. Mais, à travers l'affreuse nuit, se laissait entrevoir un port vivement éclairé, où celui qui serait en état de l'atteindre pourrait trouver la fin de ses misères, un bonheur pur pour le temps et l'éternité, une sécurité complète contre les tempêtes de la vie. Ce port, c'était l'Église de Jésus-Christ, illuminée par la doctrine de son divin fondateur. Les ecclésiastiques étaient les guides des infortunés qui, sur les vagues amères et désolées du monde, tournaient tous leurs désirs vers ce refuge. Le maître du port, qui l'ouvrait et le fermait, c'était l'évêque de Rome, siégeant sur la chaire de l'Apôtre, élevé au-dessus de toutes les dominations, de tous les pouvoirs temporels, qui ne tendent qu'aux choses terrestres, à l'inanité, au néant; l'évêque de Rome les juge tous, sans être soumis à aucun tribunal. Avec de telles vues, Lothaire monta sur le siége apostolique sous le nom d'Innocent III.

L'on a rapproché ce pape de Grégoire VII, dont il adopta et appliqua les principes sur la papauté, et sur ses rapports avec l'Église et le monde; l'on a établi un parallèle entre les deux pontifes, donnant l'avantage tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Pour l'intelligence et l'activité,

Innocent était égal à Grégoire VII ; il le surpassait en connaissances, mais pour tout le reste il lui était bien inférieur. Grégoire est toujours pénétré de la vérité de ses prétentions, et convaincu que ses actes sont l'accomplissement de ses devoirs ; il est donc simple, calme, égal à lui-même ; c'est un héros religieux, doux et compatissant, alors même que la plus grande rigueur lui paraît nécessaire. Innocent se pose toujours en dehors de ses vues ; il paraît tenir pour vrai ce qu'il peut défendre, ou ce qu'il espère persuader au monde à l'aide d'une vaine logomachie ; il parle sans cesse de son devoir, et sert assez souvent la passion. Peu désireux d'une vaine gloire, Grégoire ne veut que l'honneur du Christ, et la domination de l'Église : Innocent tend à sa grandeur personnelle, à sa propre domination ; en général, il se montre sans amour, dur et cruel, et l'on pourrait presque dire que, dans certains cas particuliers seulement, et par calcul, il est bienveillant et bon. Il faut tenir compte de la différence des circonstances ; il faut considérer aussi que celui qui cherche à fonder un pouvoir se montre plus juste et plus clément que celui qui, déjà en possession de la puissance, en redoute toute diminution, et croit devoir en poursuivre tout accroissement. Mais il serait nécessaire de pénétrer plus profondément dans la vie de ces deux pontifes. Grégoire était le fils d'un artisan, Innocent était issu d'un comte ; le berceau de Grégoire avait été dans une cabane, Innocent avait été frappé des premiers rayons de la lumière dans un palais. Le premier, en entrant dans la vie, ressentit le besoin, les soucis de l'existence matérielle, et presque la faim ; l'autre, au contraire, nagea dans l'abondance. La première leçon que Grégoire reçut vint probablement des inquiétudes, de l'oppression et de la nécessité, contre lesquelles il n'y avait d'abri que dans l'abnégation, le dévoûment et l'humilité, alors même que le cœur était parfois gros de soupirs et de plaintes. Innocent avait un entourage tout plein de colère, de ressentiment, de haine et de vengeance, qui ne trouvait de soulagement que dans l'orgueil, le dédain et l'insulte. Sans doute un homme distingué par la sagesse, le savoir et le développement des hautes facultés de l'intelligence, est en état de surmonter les impressions de l'enfance et de la jeunesse, et de se maintenir libre et pur ; doué de nobles sentiments, compatissant et généreux, il peut naître indifféremment dans les derniers rangs ou dans les classes élevées de la société. Mais il est plus facile de se dépouiller des formes rudes et vulgaires, sans oublier la misère qui est encore là au-dessous et fait entendre ses cris, que de se dégager des préjugés qui assiégent et pressent les hautes régions, des enivrements de l'orgueil, et de toutes ces vapeurs de la vanité. Grégoire avait appris à connaître les douleurs des grandes masses d'hommes, et comme il n'y avait plus de délivrance à espérer, il désirait au moins amener un adoucissement à des infortunes immenses. Innocent, nourri des passions et des vices des palais, aspirait à devenir le plus grand parmi les grands, à s'élever au-dessus des plus hauts, sans compter pour rien la grande masse des hommes, qui lui était inconnue. Enfin la route que ces deux hommes avaient parcourue avant d'arriver au siége apostolique n'était pas la même. La route d'Hildebrand fut longue, étroite, embarrassée d'obstacles de toute nature ; celle de Lothaire courte, large et facile. Hildebrand dut se rendre digne de son élévation par une grande lutte pour l'Église, et une haute position lui fut accordée seulement lorsqu'il était parvenu depuis longtemps à ce niveau par ses actes et ses travaux. Lothaire parvint à ses dignités, non pas sans se recommander par son mérite personnel, mais sans avoir rendu de services à l'Église ; elles lui furent apportées ; elles vinrent au-devant de lui ; jeune homme, il était déjà, à la grande admiration du monde, sur le degré le plus élevé, où Hildebrand ne parvint que dans sa vieillesse ; et pour cela il était nécessairement autre que Grégoire VII.

A peine Lothaire, après avoir refusé longtemps, avec une modestie vraie ou feinte, le choix des électeurs, eut enfin souffert qu'on lui jetât la pourpre sur les épaules, à peine eut-il reçu les félicitations comme Innocent III, et se fut conformé aux usages pratiqués dans ces sortes de solennités, à l'exception de la consécration, il prit possession du palais de Latran, et déploya aussitôt une activité qui dut animer les amis du saint-siége, et en même temps effrayer ses ennemis. Avant tout, il purifia le palais pontifical ; il en éloigna ce peuple de parasites qui s'était accroché au saint-siége, et que les papes avaient toléré par vanité, par faiblesse, ou en considération des circonstances. En

même temps, sachant bien qu'une vaine pompe ne jette pas d'éclat sur le puissant, et y répand plutôt de l'ombre, il introduisit cette noble simplicité de vie et de mœurs permise par les convenances. Par là il excita l'attention, la joie, l'admiration, d'abord de la ville de Rome, et bientôt de la plupart des hommes vertueux et sérieux. Il alla plus loin : dès le lendemain de sa consécration, il engagea pour sa domination et celle du saint-siége une lutte telle, que nul pape avant lui n'en avait soutenu de pareille.

A cette époque, la chaire de saint Pierre reposait sur une base terrestre très-étroite. Des grands biens qui avaient pu être conférés à l'Église romaine par Pepin le Bref, ou qu'elle avait su attirer à elle auparavant et depuis, il ne restait que de très-faibles parties, et les vastes prétentions qu'elle avait élevées dans les temps antérieurs étaient presque entièrement tombées dans l'oubli. Non-seulement la fortune de la marquise Mathilde se trouvait entre les mains de Philippe de Hohenstaufen, duc de Souabe, mais en outre, par delà la Marche d'Ancône, la Romagne, l'exarchat de Ravenne. Les empereurs Waiblingen avaient disposé de tout en faveur de leurs fidèles chevaliers teutschs. Dans les expéditions de Sicile, l'empereur Heinrich VI avait conféré en fief à ses guerriers des biens situés aux portes de Rome, tandis qu'il s'était mis au-dessus de la suzeraineté du pape sur le royaume de Sicile, comme si elle n'avait jamais existé; et, dans la ville même de Rome, la position du pontife n'était nullement assurée. L'Église du Christ, d'après son enseignement et la profession de foi des fidèles, était fondée sur un rocher contre lequel ne pouvaient prévaloir les portes de l'enfer; et le saint-père, chef de cette Église, se tenait sur le siége de l'Apôtre comme sur une colonne chancelante que les partis, dans la confusion où était jetée la société, avaient secouée, contre laquelle ils s'étaient brisés, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, qu'ils avaient assaillie pour la démolir ou la renverser.

Personne ne paraissait savoir qui devait commander, qui devait obéir à Rome. On pouvait soutenir que Rome obéissait à l'Eglise sous la suzeraineté et la protection de l'empereur; mais ce principe n'était venu que rarement à l'application. Les luttes continuelles entre les empereurs et les papes avaient jeté les esprits des Romains dans tous les sens, et avaient fini par les éloigner de ces deux puissances. Depuis qu'Arnold de Brescia leur avait lancé le mot de liberté, lorsque la bannière de l'indépendance avait été déployée dans les villes de Lombardie, l'envie était venue aussi aux Romains de former une commune libre. Ils n'avaient pas manqué d'occasions pour le tenter; mais toutes ces tentatives avaient abouti à de vaines et confuses agitations : les Romains oublièrent l'obéissance, et n'apprirent pas à être libres. Ainsi il arriva que, jusqu'à l'élévation d'Innocent III au siége apostolique, toute la puissance publique vacillait sur une base étroite, mal assurée, sans équilibre. A Rome et dans le petit territoire en Campanie dont l'empereur Heinrich ne s'était pas encore saisi, la suzeraineté impériale devait être surveillée par un préfet de la ville nommé par l'empereur, ceint de l'épée impériale, obligé envers l'empereur par un serment. Les papes administraient avec des principes ecclésiastiques et à l'aide de manœuvres cléricales, tantôt avec le préfet et par lui, tantôt en opposition avec ce magistrat; enfin le peuple de Rome croyait avoir toujours la représentation d'une commune libre, tantôt dans un sénat, tantôt dans un sénateur choisi d'abord par des hommes qu'il avait élus, et enfin par des électeurs que les papes avaient désignés. Mais chacun usurpait comme il pouvait sur la sphère de l'autre, parce que personne ne connaissait ou ne respectait les limites de ses fonctions et de son pouvoir.

Lorsqu'il fut investi de l'autorité pontificale, Innocent III résolut de mettre aussitôt un terme à ce malheureux état de choses, et cela, comme on le conçoit, au profit du saint-siége. Assurément il pouvait reconnaître que jamais moment n'avait été plus favorable. L'empereur était mort; pour son successeur était nommé un enfant qui se trouvait non dans le Teutschland, mais en Sicile. Le Teutschland était divisé, déchiré, affaibli par de longues discordes; il n'y avait pas à songer à une réunion des Teutschs. La maison des Hohenstaufen était odieuse à beaucoup, enviée par tous; celui qui s'en trouvait momentanément le chef était un jeune homme indolent, sans considération, qui ne jouissait d'aucune confiance, frappé de l'anathème de l'Église. Tous les Italiens étaient animés d'un seul sentiment contre les Teutschs, la haine et la vengeance.

Comptant sur ces circonstances, et en même temps sur l'impression qu'avaient produite son élévation sur le saint-siége et ses premiers actes comme souverain pontife, le lendemain de sa consécration, Innocent manda devant lui le préfet impérial de la ville, le délia du serment qu'il avait prêté à l'empereur, et lui commanda de jurer obéissance à la papauté. Soit qu'il craignît de résister à un tel pape, soit qu'il fût fatigué de l'état des choses, ou qu'il regardât la cause des Teutschs en Italie comme entièrement perdue, le préfet ne fit aucune difficulté de se soumettre à la volonté du pape. Il renonça à ses obligations envers l'empereur, et prêta le serment de fidélité au pape. Dans ce serment fut anéanti le dernier reste de la suzeraineté impériale. Innocent en finit plus vite avec le sénateur. Après que le peuple romain, pour obtenir un riche présent (7), eut juré fidélité au pape, le souverain pontife déposa le sénateur en fonctions, et confia la direction des affaires intérieures de la ville à un autre qui dépendait entièrement de sa volonté; et avec cette place disparut aussi le dernier reste de l'indépendance du peuple romain. Innocent attribua une certaine spécialité d'affaires à deux fonctionnaires; il prit d'autres mesures, fit les règlements qui lui parurent convenables, et fonda ainsi la domination pontificale sur Rome dans les choses temporelles comme elle existait depuis longtemps dans le spirituel.

Ces faits, qui se passaient dans la ville éternelle, causèrent une impression profonde partout où la nouvelle s'en répandit. Chez les Italiens, ils excitèrent la joie et l'espérance; chez les vassaux teutschs, l'inquiétude et l'effroi. Innocent sut tirer parti de ces dispositions; il envoya des légats, cardinaux et autres prêtres, d'abord dans les cantons voisins, et peu à peu dans toutes les provinces italiennes qui avaient jadis appartenu effectivement à l'Église romaine, ou sur lesquelles l'Église romaine avait élevé des prétentions, afin de les amener à la soumission envers le siége apostolique. La tentative ne réussit pas partout, et néanmoins le succès dépassa les espérances. Les fondés de pouvoir furent accueillis aux acclamations des Italiens, qui croyaient voir dans le saint-siége un pouvoir à l'abri duquel ils seraient en sûreté contre la dure domination des étrangers du Nord. Les feudataires teutschs, troublés, éperdus, prêtèrent serment de fidélité au pape, et se détachèrent ainsi de l'empereur, ou se virent obligés de renoncer à leurs belles possessions et de chercher leur salut dans la fuite. Plusieurs sans doute payèrent leur irrésolution de la vie.

Markwald d'Anewiler, dont il a déjà été question, osa résister d'abord par la ruse, ensuite les armes à la main. Vaillant, audacieux, capable de rendre toute espèce de services à celui auquel il avait engagé sa foi, prêt à exécuter même l'ordre le plus rigoureux, ambitieux et avide de récompenses, Markwald avait été tenu en haute estime par l'empereur Friedrich, qu'il avait accompagné à la croisade. Après son retour, il avait d'autant plus facilement gagné la faveur de Heinrich VI, qu'il était resté plus ferme dans sa fidélité envers Friedrich. Il était devenu écuyer et sénéchal de l'empereur. Dans les expéditions de Sicile, il s'était signalé par ses résolutions et ses actes, conseillant ou exécutant les cruautés de l'empereur. En récompense de ces exploits et de ce dévoûment, Markwald avait été fait duc de Ravenne et de la Romagne, et marquis d'Ancône. Maintenant il lui fallait abandonner ces contrées ou les recevoir en fief du pape, et se détacher de l'empereur et de la maison impériale. Markwald résolut de tenter le sort des armes. Une lutte terrible et funeste s'engagea, dans laquelle il employa toutes les ressources de la guerre qu'il avait appris à connaître dans sa vie si active. Mais il ne put se maintenir; il lui fallait combattre avec des troupes soldées, en conséquence il fut bientôt à bout de forces, d'argent et d'hommes. Les ressources du pape, au contraire, étaient inépuisables; pour lui combattait un peuple, la victoire lui était donc assurée. Après une année, tout fut terminé, quoique Markwald, attaché toujours fermement à ses projets de dévastation, espérât trouver encore en Sicile, après la mort de l'impératrice Costenza, un nouveau théâtre pour exercer son intelligence et son énergie. Ainsi le pape Innocent III avait pris une attitude redoutable, et montrait au monde ce qu'on devait attendre de lui.

CHAPITRE IV.

ÉLECTION ET COURONNEMENT DE DEUX

ROIS, PHILIPPE LE WAIBLINGEN ET OTTO IV LE WELF.

De l'an 1197 à l'an 1198.

Pendant que les événements ci-dessus racontés se passaient à Rome ou s'accomplissaient plus loin par l'action du nouveau pape; tandis qu'Innocent III jetait chaque jour ses regards plus loin, négociait avec l'impératrice veuve, Costanza, pour ramener la Sicile sous la suzeraineté du siége apostolique, ou travaillait en Toscane pour arriver enfin à la possession de l'héritage de la grande marquise Mathilde; tandis qu'enveloppant aussi le Teutschland par sa pensée, il cherchait à se faire rendre compte de tous les complots qui se tramaient dans ce pays afin de conserver partout les intérêts de l'Église, le Teutschland était aussi en de grandes agitations. Quand le duc Philippe revint d'Italie, il lui sembla, d'après ses propres expressions, que la patrie était comme une mer battue et soulevée par tous les vents; et il dut s'effrayer à cet aspect. A qui appartenait-il d'opposer une digue à ces vagues mugissantes, sinon à ce jeune prince? Il fit ce qu'il put. Il écrivit aussitôt à tous les princes de l'empire alors dans le Teutschland, afin qu'ils se rattachassent au fils de son frère l'empereur Heinrich, qu'il savaient déjà élu pour roi, auquel ils avaient prêté serment de fidélité; déclarant que lui-même était prêt à se charger de la tutelle du jeune roi, à laquelle il avait des droits naturels et légitimes, jusqu'à ce que Friedrich fût parvenu à l'âge où il pourrait gouverner vigoureusement l'empire. En même temps il les invitait à se rendre auprès de lui à Haguenau, aux fêtes de Noël, pour délibérer sur les affaires publiques.

Mais à cet appel répondirent seulement les fonctionnaires et les feudataires de ses domaines; à peine vit-on en outre quelques princes et barons. Une grande partie de ceux qui se dispensèrent de venir étaient sans excuses; d'autres auraient pu en donner de diverses natures. Quelques-uns déclarèrent que l'élection du petit Friedrich ne pouvait être prise en considération; qu'elle n'avait pas été libre; qu'on s'y était déterminé seulement pour ne pas attirer la colère de son père; que l'on avait bien prêté un serment de fidélité, mais que ce serment était sans force, parce qu'alors le petit Friedrich n'avait pas encore été baptisé. D'ailleurs un enfant n'était pas propre à gouverner l'empire, et il ne convenait ni aux princes ni à l'empire romain de rester sans souverain et sans empereur. Il paraît que l'assemblée de Haguenau adhéra aussi à ces raisons. Philippe put donc se convaincre qu'il lui serait impossible de maintenir la cause de son neveu, et il sut se résoudre d'autant plus facilement à travailler pour lui-même. En effet il put bien croire que, si on laissait de côté le petit Friedrich, personne plus que lui n'était autorisé, obligé à solliciter l'empire. Frère du dernier empereur, fils de l'avant-dernier, il était de la race que l'on appelait royale, et put bien être salué par des flatteurs et de fidèles serviteurs comme souverain héréditaire (1). Il était en possession de tous les ornements, de tous les symboles impériaux (2) qui autrefois étaient rarement livrés, et qui plutôt avaient déterminé l'élection en faveur de celui entre les mains duquel ils se trouvaient. D'ailleurs nul prince de l'empire ne pouvait se glorifier d'une aussi grande richesse en terres et en objets, ni d'une puissance aussi considérable que celle dont il jouissait. Enfin il ne pouvait se dissimuler que, s'il ne réclamait pas le trône et ne protégeait pas de cette élévation ses terres et ses possessions, il descendrait facilement au rang des derniers vassaux de l'empire : car, dans ces temps où spolier c'était gagner, c'était acquérir, il ne manquait jamais d'âmes pleines de convoitise, ni de mains prêtes à s'étendre et à saisir. Contre la maison des Hohenstaufen s'étaient élevées de grandes passions nobles ou condamnables, et bien des regards avides étaient dirigés sur les vastes possessions de cette maison. Il fut donc résolu que Philippe et ses adhérents essayeraient désormais leur influence sur les princes dans un autre sens, afin que dans une nouvelle assemblée une décision pût être prise.

Cependant deux autres assemblées furent tenues, l'une préparée par un prince invoquant son droit, l'autre déterminée peut-être par les instigations de Philippe; et ces deux réunions amenèrent des décisions si importantes, que plusieurs autres qui peuvent avoir été prises avant ou après celles-ci perdent, pour ainsi dire, toute signification. L'archevêque Adolphe de

Cologne, qui croyait avoir gagné l'archevêque Jean de Trèves, soutenait qu'à eux deux appartenait la direction de l'élection royale, sans doute parce que Kunrad de Wittelsbach, archevêque de Mayence, se trouvait encore dans la Terre-Sainte. Il se concerta donc à Andernach avec l'archevêque de Trèves, avec le duc Bernard de Saxe, avec d'autres évêques, comtes et seigneurs influents (3). Lui-même était comme la tête, comme l'âme de l'assemblée. Issu d'une grande famille de Westphalie, il se distinguait encore par une intelligence rapide, une rare souplesse, de sorte qu'il était soupçonné de subtilité et même de ruse. Quant à l'ambition et à l'avidité, il était comme tous les autres. Nul autre siége épiscopal dans le Teutschland n'égalait le sien pour la puissance et les richesses. Cette prépondérance avait été acquise par le prédécesseur d'Adolphe dans l'archevêché, par Philippe, à l'époque de la chute de Heinrich le Lion, comme on l'a déjà raconté : car Philippe avait toujours été disposé à prêter son assistance à l'empereur Friedrich dans la lutte contre Heinrich. Malgré les faveurs dont il le combla en cette occasion, l'empereur n'avait pas acquis la bienveillance et le dévoûment de Philippe. Le prélat avait au contraire conçu une haine profonde contre l'empereur, parce qu'il en était venu à croire que Friedrich se proposait, après le triomphe définitif, de lui arracher ce qu'il lui avait accordé avant la victoire. Il s'était donc refusé à prêter le serment de fidélité au fils de Heinrich VI, au petit Friedrich. Ce fut seulement plus tard, quand il vit que le pape Célestin ne tentait rien, que nul prince teutsch ne bougeait, ni ecclésiastique ni séculier, qu'il se décida enfin à prononcer le serment. Mais le nouveau pape Innocent III paraissait disposé à faire valoir ce que Célestin avait négligé; le moment semblait arrivé d'arracher enfin le trône aux Hohenstaufen. L'archevêque Adolphe dirigea l'assemblée d'Andernach dans ce sens. Il fut décidé que le duc Berthold de Zæringen, dont les dispositions hostiles ne pouvaient être un objet de doute pour personne, serait élevé au trône des Teutschs. Pour l'exécution de cette résolution, l'on fixa une nouvelle réunion à laquelle devaient être invités Berthold lui-même et tous les princes de l'empire. L'on devait se rassembler à Cologne dans la dernière semaine de février, afin que là session pût être ouverte le 1er de mars.

Mais il ne se trouva que peu de princes à l'assemblée de Cologne. Parmi eux était le duc Berthold; le duc Bernard de Saxe n'y parut pas. L'on ajourna donc la grande œuvre que l'on se proposait. Cependant arriva la nouvelle qu'à Erfurt et à Arnstadt s'étaient rassemblés beaucoup de princes, saxons surtout, qui agissaient, en vertu de promesses mutuelles, au sujet de l'élection d'un nouveau roi; qu'à leur tête était l'archevêque Ludolf de Magdebourg; que l'archevêque Hartwig de Bremen était également présent, ainsi que le duc Bernard de Saxe. A cette annonce, l'archevêque Adolphe fut confondu, ainsi que tous ceux qui se trouvaient à Cologne : car les princes saxons, pour la plupart, avaient reçu de la main de l'empereur Friedrich des possessions et des biens; ainsi il était à craindre qu'ils ne préférassent le fils de Friedrich, le duc Philippe de Souabe, à tous les autres princes de l'empire. Adolphe envoya donc aussitôt l'évêque Hermann de Munster, avec quelques autres seigneurs importants, à Erfurt (4). Hermann devait presser les princes rassemblés de ne pas faire une élection en l'absence d'Adolphe et de ses partisans, et les engager au contraire à fixer un lieu où ceux-ci pourraient se rendre aussi, afin d'élire en commun un empereur capable, agréable à Dieu, et protecteur de l'Église. Mais, quand l'évêque Hermann arriva, le choix était déjà décidé. L'assemblée, dans laquelle n'avaient pas manqué les députés et les partisans de Philippe, s'était arrêtée un instant à la pensée de conférer la couronne de l'empire germanique au duc Bernard de Saxe; mais il y avait à peine là quelque chose de sérieux. On s'était proposé seulement de se montrer gracieux envers le prince saxon, qui était bien allé à Andernach, mais ne s'était pas rendu à Cologne; et Bernard, instruit par une longue expérience antérieure, et d'ailleurs lourd de corps et d'esprit, fut assez sage pour décliner cet honneur, reconnaissant bien qu'il n'était pas en état de supporter le fardeau qu'on semblait vouloir lui mettre sur les épaules. Ensuite l'assemblée avait déclaré que le duc Philippe de Souabe devait être roi des Teutschs. Cela s'était passé probablement le 6 du mois de mars.

L'évêque Hermann apporta cette nouvelle à Cologne : elle ébranla l'assemblée. L'archevêque Adolphe fut d'autant plus irrité que les princes saxons eussent osé élever un roi en

Thuringe, sans prendre son avis, ni celui de l'archevêque de Trèves, comme si l'on n'avait nul compte à tenir des premiers électeurs ecclésiastiques de l'empire. Ce dédain lui était insupportable; les conséquences pouvaient devenir bien dures pour lui. Le duc Philippe avait déjà envoyé des députés à l'assemblée d'Andernach et à la présente réunion de Cologne, afin de détourner les assistants de toute démarche à son désavantage, et l'on avait méprisé ses avertissements. Il était à craindre que Philippe, si les rênes de l'empire lui étaient remises, n'oubliât jamais en réalité une telle offense, tout en laissant tomber des paroles de pardon. Adolphe resta donc fermement attaché à sa résolution d'élever le duc de Zæringen sur le trône des Teutschs; mais que faire d'une élection déterminée dans une faible assemblée comme celle de Cologne? Le nouveau roi devait se montrer les armes à la main pour donner aussitôt une réalité à son élévation, et forcer, en cas de nécessité, les réfractaires et les opposants à le reconnaître. Un traité fut donc conclu entre l'assemblée et le duc de Zæringen. Berthold promit de regagner secrètement son pays, d'y réunir bien vite une armée et de revenir à sa tête : à un jour fixé, il voulait être à Andernach. Il scella cette promesse par un serment, et laissa deux de ses neveux, comtes d'Urach, comme otages pour l'accomplissement de sa parole. Il paraît qu'il dépensa 6,000 marcs d'argent (5), sans doute afin que pendant son absence on fît des enrôlements, on gagnât pour lui des esprits, et qu'en général on préparât ce qui était nécessaire. Peut-être aussi certains partisans obtinrent quelques indemnités pour leurs frais, ne voulant pas être dupes de leur zèle. De leur côté, l'archevêque et les autres princes et seigneurs jurèrent au duc Berthold qu'ils seraient aussi à Andernach au jour fixé, et qu'ils le choisiraient pour roi.

Mais, tandis que l'archevêque Adolphe était ainsi arrêté sur sa route, il paraît qu'il y eut une réunion des princes du Teutschland méridional, particulièrement de la Franconie et de la Bavière.

Là parurent peut-être aussi des princes de Saxe et d'autres parties de l'empire; on croit même que le duc Philippe s'y trouva. Il semblerait que d'abord il y rappela les intérêts de son neveu le petit Friedrich, sincèrement, à ce qu'il assura lui-même, avec hypocrisie, comme le prétendaient ses adversaires. Cependant l'assemblée, informée de ce qui s'était passé à Erfurt, reconnut également le duc Philippe comme roi des Teutschs. Néanmoins Philippe s'abstint encore de se présenter en roi. Quoique partout on répandît en son nom de l'argent et des promesses, il se composa, par respect sans doute pour les convenances, affectant de laisser croire que tout se faisait contrairement à sa volonté. Il parut même ne pas s'émouvoir de ce que l'on disait d'un ton de raillerie qu'il n'avait pas le courage de se charger de l'empire. Assurément il avait de bonnes raisons pour agir ainsi. Ses affaires marchaient d'un pas si rapide, qu'il pouvait bien espérer qu'avec de la prudence et de la modération il atteindrait le but en peu de temps; qu'il réunirait les voix de tous les princes teutschs, sans s'exposer aux chances et aux vicissitudes d'une lutte. Une démarche précipitée pouvait l'exposer à des dangers multipliés, car trois ou quatre ennemis étaient encore en face de lui. D'abord l'évêque de Strasbourg et un comte de Dachsbourg avaient engagé contre lui une guerre ouverte, pour venger un frère de l'évêque, qu'Otto, frère de Philippe, avait saisi et fait pendre. Ils dévastèrent les domaines des Hohenstaufen jusqu'aux portes d'Haguenau. Ces hostilités n'étaient pas bien redoutables en elles-mêmes pour le puissant duc; mais elles pouvaient le devenir au milieu de la complication et du désordre des intérêts divers. En second lieu, le duc n'ignorait pas l'accord fait à Cologne entre le duc Berthold et l'archevêque Adolphe. Si l'on en venait à une guerre avec ces princes, un seul revers pouvait anéantir toutes ses espérances. Enfin Philippe devait concevoir de graves inquiétudes sur la conduite du nouveau pape Innocent III. Sans aucun doute il avait reçu des avis sur l'élection, la consécration et les premiers actes du pontife; il ne pouvait se dissimuler que non-seulement Innocent savait intervenir résolument dans les affaires, mais qu'il entendait l'art d'exercer une grande influence sur les âmes des hommes. Ni Philippe ni aucun autre ne doutait que la conduite de Friedrich Ier et de Heinrich VI envers les papes n'eût allumé entre le saint-siége et la maison de Hohenstaufen une haine qui pouvait bien de temps en temps se déguiser à force de prudence, mais qui jamais ne s'éteindrait.

Jusqu'ici Innocent s'était montré l'ennemi de tout pouvoir impérial sur Rome, plutôt que de toute domination temporelle; toutefois ses attaques avaient été dirigées immédiatement contre la maison des Hohenstaufen; elles avaient frappé surtout le duc Philippe. Comme duc de Toscane, agissant suivant l'esprit de son père et de son frère, il s'était permis de violentes atteintes sur les biens de l'Église romaine, avait étendu la main presque jusqu'au seuil de l'Apôtre. Pour cela il avait été frappé de l'anathème de l'Église. C'était à lui, pour ainsi dire, qu'avait été arraché ce qu'Innocent venait de faire rentrer dans les domaines du saint-siége; ce que le pontife aspirait avec le plus d'ardeur à y rattacher, l'héritage de la marquise Mathilde, devait être soustrait à Philippe. Ce prince avait été témoin des explosions de la haine des habitants de l'Italie contre le joug des Teutschs, et particulièrement contre les Hohenstaufen. On pouvait donc prévoir que, s'il n'était pas salué comme roi par tous les princes teutschs, si un rival, quel qu'il fût, réclamait le même titre à côté de lui, le pape Innocent ne manquerait pas d'employer toutes les forces de l'Église pour le renverser lui et sa maison; et, si la tentative échouait, il entretiendrait la guerre civile dans le Teutschland jusqu'à ce qu'il eût donné au siége apostolique le pouvoir suprême sur toutes les affaires temporelles, comme sur les choses spirituelles.

Mais, tandis que Philippe, par ces motifs ou pour d'autres encore, semblait persister dans son refus d'accepter le titre royal, deux circonstances se produisirent presque en même temps, bien propres à le tranquilliser.

D'abord il parvint à gagner le duc Berthold de Zæringen, qui avait promis de se présenter comme son rival, et même à le déterminer à recevoir de lui son duché en fief. Mais nous ne savons comment cet accord fut amené; nous apprenons seulement qu'il en coûta 1,000 marcs d'argent au duc Philippe. Cela est possible; mais on ne comprend pas bien comment Berthold se laissa éblouir par cette somme, si grosse qu'elle fût, au point d'oublier les otages qu'il avait laissés, et de fouler aux pieds le serment qu'il avait prêté. Il paraîtrait que son caractère même amena cette décision. Quoique guerrier valeureux, Berthold n'avait pas les talents d'un général; il redoutait donc la guerre, et préféra un rôle pacifique, malgré son désir d'agrandissement et à élévation. La couronne royale offerte à Andernach pouvait bien avoir des attraits pour lui; qui sait ce que l'archevêque Adolphe lui avait annoncé, quelles perspectives il lui avait ouvertes? Il était donc venu à Cologne. Là, sans doute, il fut salué et considéré comme le futur souverain, et se complut dans les hommages qui lui furent présentés; plus tard, quand on fut informé de la précipitation des princes saxons, il ne put se défendre de partager l'irritation qui saisit l'archevêque Adolphe et toute l'assemblée. L'empire de la passion lui arracha son serment et son argent. Mais, de retour dans son pays, il fit des réflexions; il dut reconnaître que la promesse de paraître à Andernach avec une armée n'était pas facile à tenir. S'il était défait dans sa marche, non-seulement il perdait la couronne, mais peut-être encore ses domaines et ses vassaux. Les dispositions des princes du Teutschland méridional pour l'élection de Philippe amenèrent enfin sa décision; elles lui enlevaient la dernière lueur d'espérance, en raison de la situation de ses domaines. Et comme le duc Philippe vint maintenant au-devant de lui avec des paroles d'amitié, il prit la main qu'on lui tendait, ne voulant pas rester seul en face de tout le Teutschland méridional et d'une grande partie du Teutschland du Nord, prêts à le combattre. Il prit très-volontiers l'argent que Philippe lui offrait, parce que de la sorte il pouvait s'indemniser de ses frais, et, négociant adroitement, il sut prendre 5,000 marcs de plus qu'il n'avait dépensé. La rançon de ses neveux, laissés comme otages au pouvoir d'Adolphe, lui fournissait un excellent prétexte, quoique l'on assure qu'il ne les ait pas délivrés; au reste, cette avidité dont il a été accusé (6) n'était pas plus grande chez lui que chez les autres princes de son temps. Toutefois Philippe put se féliciter de la transaction, persuadé maintenant qu'il déjouerait tous les plans de l'archevêque Adolphe, et les ferait tourner à la honte du prélat.

En second lieu, à cette même époque, l'évêque de Sutri, Teutsch de naissance, vint dans le Teutschland avec une lettre du pape Innocent, adressée aux évêques pour les engager à procurer la liberté et la faculté de retourner en Italie à l'archevêque de Salerne, privé de la vue sur l'ordre de Heinrich VI, et traîné dans le Teutschland, ainsi qu'aux autres

captifs que ce roi avait déportés de la Sicile; leur enjoignant, en cas de nécessité, de frapper de l'anathème ceux entre les mains desquels se trouvaient les malheureuses victimes, et de menacer même tout le pays de l'interdit. Mais en même temps l'évêque avait la mission de relever le duc Philippe de l'obligation de comparaître à Rome pour demander la levée de l'excommunication, et de prononcer publiquement la révocation de l'anathème, aussitôt que le duc aurait mis l'archevêque en liberté, et aurait juré, suivant les formules de l'Église, que dans toutes les choses à cause desquelles il avait été excommunié il prêterait obéissance aux ordres apostoliques. L'évêque parut à Worms, où Philippe avait appelé les seigneurs et les vassaux de Souabe qui déjà s'étaient rassemblés autour de lui à Haguenau, pour les fêtes de Noël. Le duc courut à Worms, et se rendit aussitôt auprès du légat du saint-père, l'honorable évêque de Sutri. Le prélat fut si complétement séduit par les manières et le langage du beau jeune homme, qu'il oublia les instructions du pape, ou crut devoir les négliger. Il oublia qu'il se trouvait en présence, non pas du duc Philippe, auprès duquel il avait été envoyé, mais d'un prince que la plupart des seigneurs avaient salué comme roi des Teutschs. Il oublia qu'il devait relever le duc publiquement de l'excommunication, seulement lorsque celui-ci aurait mis l'archevêque de Salerne en liberté, et aurait engagé par serment son obéissance au saint-siége. Aussitôt que Philippe se fut obligé à la délivrance de l'archevêque et des autres captifs, et qu'il eut promis simplement de satisfaire aux autres réclamations, l'évêque le déclara relevé de l'excommunication, et se montra bienveillant, dévoué, favorable en toute manière envers le jeune prince. Soit que Philippe pensât que l'évêque agissait d'après les instructions et selon les vues du pape, soit qu'il s'imaginât que le pape approuverait au moins ce qui s'était fait par le moyen de son fondé de pouvoir, il est certain qu'il se tint alors pour vainqueur. Il ne fallut donc plus qu'un mot hardi pour l'amener à une décision. Cette parole fut prononcée par l'évêque de Constance, abbé de Reichenau, Diethelm de Krenkrigen, et tous les princes, comtes et barons de la Souabe, y adhérèrent. Ainsi le duc Philippe accepta le titre royal, le 25 avril, et se montra au peuple la couronne sur la tête. Au reste, il fit aussitôt mettre en liberté l'évêque de Salerne; les autres prisonniers, sur l'intervention de l'impératrice Costanza et de l'épouse de Philippe, furent également délivrés; et Sibylla même, la veuve de Tancrède, échappa avec ses filles à la captivité, peut-être grâce aux instances d'Irène, et se sauva en France. De son fils seulement, le petit roi Guillaume, il n'est plus question; il faut espérer que la mort l'avait déjà délivré de ses effroyables infortunes.

Mais Philippe n'était pas encore aussi avancé qu'il se l'était imaginé. Ce qu'il n'avait pu obtenir jusqu'ici par ses efforts et ses artifices échappa aussi à son action royale. Relativement au grand ennemi vers lequel ses regards se portaient dans le lointain, au pape Innocent, il resta encore longtemps dans l'incertitude; mais son ennemi le plus voisin, l'archevêque de Cologne, n'hésita pas un instant. Adolphe et les autres princes de la réunion de Cologne s'étaient trouvés à Andernach au temps fixé avec leurs feudataires; ils avaient fait de grands préparatifs, et attendaient impatiemment l'arrivée de l'homme auquel ils destinaient la royauté, le duc Berthold de Zæringen. Le duc ne vint pas, et la nouvelle arriva qu'il avait pris l'argent de Philippe et reconnu ce prince comme roi. Ce bruit excita le doute, l'indignation, la colère et le ressentiment. Bientôt parurent des députés de Philippe, qui non-seulement confirmèrent la nouvelle, mais encore tentèrent d'amener les princes rassemblés à l'autorité de leur maître. Ils offrirent à l'archevêque de Trèves 2,000 marcs d'argent, à l'archevêque Adolphe une somme beaucoup plus forte, et firent les plus belles promesses aux deux prélats, ainsi qu'à tous les princes et seigneurs. L'archevêque de Trèves, homme sans tenue et sans énergie, commença bientôt à chanceler; l'avidité fut éveillée sans doute dans d'autres; mais l'archevêque de Cologne, cupide peut-être autant qu'un autre, rejeta pourtant toutes les offres avec mépris. Il était surtout furieux du lâche parjure de Berthold; il rougissait de s'être laissé duper. Son âme ne supportait pas encore l'humiliation d'être destiné à marcher derrière le char qu'il s'était flatté de diriger. Il pouvait bien aussi n'avoir aucune confiance dans un Hohenstaufen; car son prédécesseur, Philippe, avait fait de grandes expériences. Enfin Adolphe fut assez éclairé pour

pénétrer les vues du pape Innocent ; il craignit sans doute, en faisant avec Philippe un accord douteux, de perdre à jamais la confiance du pape. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'Adolphe fit aussitôt une nouvelle tentative, espèce de coup désespéré dont il n'attendait guère d'heureux résultats, et qui pourtant était bien propre à préparer de nombreux embarras au duc Philippe, et au pape un levier pour ébranler la maison des Hohenstaufen. Il résolut d'élever un Welf comme rival à la royauté; et comme le fils aîné de Heinrich le Lion, le duc et palatin Heinrich du Rhin, se trouvait en Terre-Sainte, et qu'il n'y avait pas de temps à perdre, il proposa le second fils, Otto, pour roi des Teutschs.

Otto, jeune homme de 20 ou 22 ans (7), avait été, comme on l'a rapporté plus haut, livré avec son jeune frère Guillaume comme otage pour son oncle, le roi Richard d'Angleterre, entre les mains de l'empereur Heinrich VI. Il ne fut délivré de sa dure captivité qu'après la mort de son père. Ensuite il s'était rendu auprès de son oncle, qui lui avait fait l'accueil le plus tendre. « De ce moment seulement, s'écria le roi, je me sens véritablement libre. » Bientôt cette joie, inspirée par l'arrivée d'un adolescent qui avait souffert pour lui, se changea en une affection profonde. Dans son neveu, Richard pouvait à la fois reconnaître lui-même et Heinrich le Lion. Otto portait le caractère de la famille Welf imprimé sur lui par la nature; il avait en outre une taille souple, élancée, une structure nerveuse, une constitution vigoureuse. Il était prompt à l'action, brave jusqu'à la témérité quand sa passion était excitée; mais il était aussi indolent jusqu'à l'indifférence; il laissait passer mainte occasion sans la saisir, et la regardait fuir sans regret. Richard lui avait d'abord accordé le comté d'York; bientôt après, dans ses possessions de France, le comté de Poitou, auquel il joignit plus tard le duché d'Aquitaine. Il paraît que, durant les négociations sur l'élection d'un nouveau roi, il recommanda son neveu et favori à l'archevêque Adolphe de Cologne; du moins dans ce temps une correspondance s'engagea entre Adolphe et Richard, après que ce roi eut échappé aux mains de Heinrich VI, et on pense que Richard appuya l'élection de son neveu par des présents et des protestations de dévoûment. Quel qu'ait été le résultat de cette intervention du roi Richard sur la proposition d'Adolphe, le Welf Otto fut destiné par les princes et seigneurs rassemblés à devenir leur roi, et les deux comtes de Dachsbourg et de Leiningen furent envoyés en Angleterre, où Otto se trouvait auprès de son oncle, pour l'informer de son élection, et l'inviter à venir aussitôt en Allemagne, et à se déclarer prêt à recevoir la couronne et l'empire. Otto se montra tout disposé à ce qu'on lui demandait, ou plutôt, ce qui est plus vraisemblable, le roi Richard, son oncle, agité par la pensée de la haute dignité impériale, poussé peut-être aussi par la haine contre la maison de Hohenstaufen, insista pour qu'Otto prît enfin possession d'un trône qui avait appartenu à la race des Welfs deux générations auparavant. Et le jeune Otto se rendit d'autant plus facilement aux désirs de son oncle, que lui-même n'avait rien fait, ni en actes ni en paroles, pour amener sur lui le choix des électeurs. Conformément à l'invitation, il partit au commencement de mai, entouré d'un brillant cortége, pour la ville de Cologne; et, afin qu'un accueil amical lui fût assuré, son oncle avait envoyé une quantité d'or, d'argent et d'objets précieux sur un grand nombre de bêtes de somme.

Cependant à Cologne, à ce qu'il paraît, s'étaient rassemblés plus de princes qu'il ne s'en était trouvé précédemment. Toutefois leur nombre n'est pas précisé. Les princes qui étaient allés en Terre-Sainte, aussitôt que la nouvelle de la mort de Heinrich VI leur fut parvenue, avaient délibéré pour savoir ce qu'il y avait à faire. Ils furent d'avis qu'il fallait se rattacher au fils de l'empereur, au petit Friedrich, auquel avait déjà été assurée la succession à l'empire par des paroles et des serments. Mais la plupart prirent en même temps la résolution de retourner dans leur patrie aussitôt que possible, l'un jugeant nécessaire d'assurer ses fiefs, l'autre parce qu'il avait de vastes projets, un autre encore parce qu'il ne se fiait pas en général aux princes qui étaient restés dans le pays. Ils exécutèrent cette résolution, selon qu'une occasion de retour s'offrit à celui-ci ou à celui-là. Mais à leur arrivée ils trouvèrent que les choses avaient pris un tout autre tour. Ils entrèrent donc dans des voies diverses, selon leurs relations et leurs espérances. Et les princes qui ne passèrent que plus tard du côté d'Otto, comme son frère le palatin Heinrich du Rhin, ou le landgraf Hermann

de Thuringe, dans la confusion des faits, sont cités comme s'ils avaient été présents à l'élection à Cologne. Dans tous les cas, il est certain que le nombre des princes et des seigneurs à Cologne fut beaucoup plus faible que le nombre de ceux qui peu à peu s'étaient déclarés pour Philippe. Outre les archevêques de Cologne et de Trèves, il n'y avait que quelques évêques de Westphalie, du Weser et du bas Rhin; mais l'évêque Heinrich de Strasbourg n'y manqua pas. Les princes séculiers des Pays-Bas se trouvaient à Cologne, sinon en totalité, au moins pour la plupart. Tous ces princes, ecclésiastiques ou laïques, allèrent bien loin au-devant du jeune Otto, quand se fut répandue la nouvelle de son arrivée, et, au milieu des acclamations et des danses, le conduisirent à Cologne. Dans le dôme de St-Pierre il fut salué roi des Teutschs; et l'allégresse dut être d'autant plus grande dans le peuple, que peu de temps auparavant, en plein jour, une étoile s'était montrée au-dessus de Cologne, et fut considérée comme un présage de bonheur.

Et qui aurait osé signaler comme un malheur l'élévation d'Otto, proclamé roi en opposition à Philippe? qui oserait encore s'en affliger, en considérant les objets les plus essentiels, ce qui nous fait vivre, exister, la liberté, la nationalité, le développement intellectuel et moral? Après la mort de Heinrich V, l'empire et le peuple teutschs se montrent, relativement l'un à l'autre et au dehors, sous de tels aspects, que l'on pourrait croire que sous l'empire et par l'empire le peuple parviendra à la liberté et au développement de ses forces intimes et permanentes. Mais, après la mort de Friedrich Ier, on peut rester dans le doute si l'empire recevra des secours du trône, s'il pourra être amené par le roi à la puissance et à l'unité; on pourrait difficilement soutenir que le trône, tel qu'il s'appuyait sur le système féodal, fût en état d'offrir ou de procurer au peuple les ressources, de lui ouvrir les voies dont il avait besoin pour son développement. Ce que l'avenir tenait en réserve pour le peuple devait se faire par le peuple. Il fallait attendre le salut, non plus de haut en bas, mais de bas en haut, et surtout des villes, jusqu'à ce que la civilisation et le bien-être, le savoir et l'industrie, l'art et le commerce enfin, eussent transformé complétement les palais des princes, et que les seigneurs du pays, saisis par le changement, fussent obligés de tourner les yeux là où ils ne les avaient jamais portés, pour encourager, seconder ce qu'ils avaient précédemment dédaigné ou négligé. Cependant nous ne prétendons troubler les vues de personne; chacun doit avoir la liberté de son jugement.

Quoi qu'il en soit, pour le moment, la double élection entraîna nécessairement de grandes complications qui agirent d'abord d'une manière destructive; mais les intérêts opposés, se croisant, opérèrent sur tous les rapports de la vie, pénétrèrent dans les relations spirituelles et temporelles, se glissèrent dans l'intérieur des familles, et, suivant la nature des choses humaines, se firent sentir même sur l'avenir. Il ne restait plus aux deux rois qu'à tenter le sort des armes. Il serait même difficile d'expliquer pourquoi Philippe ne prit pas les devants. Depuis six mois il se retrouvait dans la patrie; plus il trouvait le pays agité, plus il devait sentir la nécessité d'un pouvoir résolu, soit qu'il prétendît diriger la cause de son neveu, soit qu'il se proposât de mettre la couronne sur sa propre tête. A raison de l'étendue de ses propres domaines, des ressources immenses dont il disposait, il ne pouvait lui être difficile d'établir ce pouvoir. On comprend que d'abord il ait contemplé le déroulement des choses; on comprend encore qu'il ait mis de la réserve et de l'hésitation à se parer du titre royal; mais il est inconcevable qu'il ait hésité à faire usage de ses forces, après avoir reçu comme roi les hommages de la plus grande partie des princes teutschs, quand il n'avait en face de lui d'ennemis que le petit nombre de ceux qui manquaient même de chefs dans leur camp de Cologne. A la vérité, nous n'avons que des renseignements très-incomplets, tirés des relations placées sous nos yeux; mais on peut à *peine* se défendre d'accuser le roi Philippe d'une grande négligence, ou de lui attribuer peu de confiance en lui-même, ou enfin d'admettre que ses ressources étaient beaucoup moins grandes qu'elles ne le paraissaient; car Philippe ne fit rien que d'insignifiant dans le mois d'avril. Il agit en silence, manœuvra en secret pour amener les incertains à une décision, pour éclairer les esprits prévenus, pour fortifier et affermir dans leur fidélité ceux qui étaient déjà de son côté; mais il ne montra nulle part de force publique. Ses efforts se dirigèrent princi-

palement sur les Pays-Bas, dont il voulait détourner les princes et les villes de ses adversaires, pour les gagner à sa cause. Aucune ville ne pouvait lui tenir plus au cœur que la ville d'Aix-la-Chapelle, parce que son couronnement au-dessus du tombeau, sur le siége de Karl le Grand, ne devait manquer, dans la situation des choses, de produire une forte impression sur les esprits; et pourtant il ne put gagner cette ville, à peine essaya-t-il de s'en assurer.

Otto, au contraire, à peine salué roi à Cologne, s'occupa tout d'abord de marcher vers Aix-la-Chapelle; peut-être avait-on appris que Philippe poursuivait la même pensée. Otto partit avec les siens; mais il arriva trop tard. A Aix-la-Chapelle se trouvait déjà une garnison des partisans de Philippe, qui, spontanément ou sur les excitations de leur roi, s'étaient emparés de la ville. A leur tête étaient Walram, dont le père, le duc de Limbourg, avait voté à Cologne pour Otto, et l'écuyer Heinrich de Waldebourg. Les bourgeois s'étaient probablement mis sous les ordres de ces chefs et de leurs feudataires, et entendus avec eux pour la défense de la ville. Otto se vit donc obligé d'entreprendre un siége. Il rencontra de la résistance; la lutte dura plusieurs semaines. Le huit juillet seulement, il réduisit Aix-la-Chapelle en son pouvoir, non par la force des armes, mais au moyen d'une capitulation traitée avec Walram, le commandant de la place. Il n'épargna pas l'argent, et accorda au comte Walram le château de Berinstein en fief, avec lequel Philippe croyait s'être assuré l'amitié de ce jeune homme. Ensuite, le 12 juillet, l'archevêque Adolphe de Cologne accomplit la cérémonie de la bénédiction et du couronnement en grande pompe et solennité. Maintenant Otto crut avoir atteint les plus grands résultats; car il se vanta, s'il n'avait pas les insignes, de posséder au moins les droits et le siége de la royauté (8). En effet les princes et les vassaux qui étaient présents furent investis aussitôt de leurs dignités, honneurs, possessions et biens, par le jeune roi, et lui prêtèrent serment de fidélité avec une joie feinte ou réelle. Lui-même s'engagea par serment à conserver inviolables les droits de l'Église romaine et des autres églises, et de renoncer à jamais à la coutume sacrilége d'après laquelle quelques-uns de ses prédécesseurs s'étaient saisis de la succession des évêques, abbés et princes. De plus, il se montra généreux envers ceux qui l'avaient soutenu, favorisé, et accorda à chacun d'eux ce qui lui touchait de plus près ou paraissait lui plaire davantage.

Cette dernière partie de sa conduite lui était en quelque sorte imposée, car la fidélité la plus solide était celle qui reposait sur l'intérêt; et son adversaire, le roi Philippe, cherchait à lier également à sa cause, par des récompenses ou des promesses, ceux qui s'étaient déclarés pour lui, et tentait, à force d'offres et de caresses, d'attirer ceux qui étaient indécis ou hostiles. Plus Philippe avait à offrir, plus ses efforts paraissaient devoir réussir. Mais il paraît qu'il n'obtint que des paroles en échange des siennes; ses adhérents n'étaient pas disposés à l'action. Il avait bien engagé des hostilités, mais seulement contre les possessions des messagers d'élection de Cologne, contre les comtes de Dachsbourg et de Leiningen, et simplement avec ses propres hommes, plutôt pour châtier ces comtes que pour avancer sa cause. Toutefois, tandis qu'Otto était devant Aix-la-Chapelle, il se passa deux choses qui étaient bien propres à augmenter sa considération et à fortifier sa confiance. D'abord il gagna le roi de Français, Philippe-Auguste, à son amitié et à son alliance. Ce prince avait dans le roi Richard d'Angleterre un vassal dangereux auquel appartenait la moitié de son royaume. Sa suzeraineté sur les possessions du roi d'Angleterre en France n'était pas mise en doute; mais la suzeraineté sur un si puissant vassal n'était qu'un vain mot tout au plus propre à maintenir des prétentions pour des terrages plus favorables. Les guerres qui avaient été soutenues depuis un demi-siècle entre les rois de France et d'Angleterre, quelquefois interrompues et toujours renouvelées, prouvent que la suzeraineté des premiers était nulle. Philippe-Auguste ne put donc se défendre d'une vive inquiétude, quand il apprit que le roi Richard était parvenu à gagner quelques princes teutschs en faveur de son neveu Otto, de telle sorte qu'Otto serait élu roi des Teutschs, et même qu'il avait été proclamé par un certain parti. Il dut craindre que le neveu ne se rangeât à côté de son oncle contre la France, aussitôt qu'il serait fermement assis sur le trône; et si la France était attaquée du côté de la frontière teutsche, tandis qu'elle aurait à lutter vers la Normandie et l'Aquitaine, on pouvait à peine s'expliquer

comment Philippe serait en état de se maintenir sur son trône. Dans un tel danger il crut devoir mettre tout en œuvre pour éloigner le prince Welf de l'empire; et, quelque sentiment que l'on eût nourri antérieurement en France à l'égard des Hohenstaufen, depuis Friedrich I[er], au milieu des circonstances présentes il ne restait plus qu'à soutenir Philippe par tous les moyens, afin qu'il pût conserver l'empire, sinon en totalité, du moins en partie, à côté du Welf Otto; car plus le Teutschland aurait de rois, plus l'horizon s'éclaircirait pour le roi des Français. Philippe-Auguste envoya donc un fondé de pouvoir, l'évêque de Soissons, dans le Teutschland, au roi Philippe. Celui-ci, qui prenait de toutes mains, qui devait désirer aussi de former une alliance par laquelle seraient déjoués les efforts tentés en faveur de son adversaire par le roi Richard, accueillit avec empressement l'offre du roi des Français, en vertu de laquelle Otto et Richard deviendraient des ennemis communs pour eux deux fidèles alliés. Le 29 juin, l'alliance fut conclue à Worms, et par là un second souverain étranger fut appelé à intervenir dans les rapports du Teutschland, sinon au préjudice, du moins à la honte de l'empire germanique, où se dressaient deux chefs.

Presque au même temps Ottokar de Bohême arrivait avec une armée pour marcher contre Otto et soutenir Philippe, qui l'avait attiré à sa cause. Comptant sur cette assistance, il paraît que Philippe lui-même passa le Rhin, sans doute pour faire lever le siége d'Aix-la-Chapelle. Il opéra sa jonction avec Ottokar à Boppard; il lui confirma la dignité royale, qu'il lui avait déjà conférée au nom de son frère Heinrich VI, et le fit parer en sa présence de la couronne de roi. Mais la plus prochaine espérance qu'il avait mise en l'arrivée d'Ottokar s'évanouit bien vite. Il apprit que la ville d'Aix-la-Chapelle avait été livrée à son rival, et que ce prince avait été couronné solennellement comme roi des Teutschs par l'archevêque Adolphe. Philippe renonça donc à une expédition inutile, et revint à Mayence avec la résolution de faire accomplir aussi en son honneur la cérémonie du couronnement, et, comme Aix-la-Chapelle lui était fermée, de se faire placer l'emblème du souverain pouvoir dans la ville où s'élevait le siége du premier prince ecclésiastique de l'empire germanique. Cette résolution fut exécutée, à ce qu'il paraît, le jour de l'Assomption, 15 août; mais le couronnement ne se fit pas avec la pompe qui lui était propre. Philippe lui-même n'en parle pas volontiers. Les écrivains ont remarqué qu'il fut accompli en présence du légat pontifical, l'évêque de Sutri, par l'archevêque Aimo de Tarentaise (9), qui peut-être était présent par hasard. Enfin Innocent et ses adhérents ont assuré que nul évêque teutsch ne s'était mêlé de la chose, que nul n'avait voulu paraître dans cette circonstance en habits épiscopaux. Sans doute une intervention à la place du premier archevêque, pour un acte auquel ils n'étaient ni autorisés ni obligés, leur parut grave et digne de sérieuses réflexions. Ils avaient les yeux dirigés vers Rome, et craignaient une décision du pape; ils ne voulurent pas s'exposer au danger d'attirer sur eux la colère du pape, et en même temps l'inimitié des trois archevêques de Cologne, de Trèves et peut-être de Mayence.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne avait maintenant deux rois couronnés qui étaient en face l'un de l'autre les armes à la main. La poursuite de la guerre déjà commencée était nécessaire; mais il était à prévoir qu'il ne serait facile à aucun de ces souverains d'arracher la couronne à son rival. Les jeunes rois devaient aspirer d'autant plus ardemment à la victoire, que les vieilles inimitiés de leurs maisons avaient passé sans doute dans leurs cœurs comme un héritage. Mais qui pouvait prononcer? Philippe paraissait très-supérieur à Otto, et néanmoins il ne pouvait s'attribuer la supériorité qu'en comptant les princes qui avaient voté pour lui; nullement, s'il considérait les dispositions de ces princes et sondait leurs vues. Déjà les faits qui ont été racontés prouvent que ni l'un ni l'autre des deux rivaux n'avaient un ami sincère et dévoué. Tous les princes s'étaient montrés tièdes, indifférents, chancelants, ou avaient pris une attitude d'observateurs. Nul n'avait témoigné de zèle ni d'empressement à faire des concessions et des sacrifices. La longue lutte entre les Waiblingen et les Welfs pouvait avoir été considérée comme décidée; mais son résultat avait encore laissé bien des matières à discorde, et les vieilles passions avaient continué à étendre leurs racines comme des plantes rongeuses et parasites. Assurément il y avait parmi les princes teutschs beaucoup de nobles hommes animés des meilleurs sentiments pour la pa-

trie; mais où trouver l'arbre pour leur donner ombre et abri, ou la source pour étancher leur soif? Où était le trône pour lequel on dût chercher un roi? où était l'empire qui appelât de ses vœux un maître? Quiconque voulait échapper à l'action de l'égoïsme brutal et féroce se retirait du mouvement des choses; celui qui visait à éloigner de lui les passions basses de la plupart tenait pour nécessaire d'épargner ses forces pour sa propre sûreté. Mais, pour ceux qui s'étaient fait une douce habitude de saisir et de prendre le bien d'autrui, pour lesquels le brigandage était un goût du siècle, ceux-là voyaient d'un œil satisfait éclater la discorde. Qui donc se serait intéressé à Philippe, à Otto? Philippe était en Teutschland le dernier rejeton d'une maison puissante et orgueilleuse, redoutée de tous, objet de haine pour beaucoup, et n'inspirant d'affection à personne. Uni à une princesse étrangère, de retour à peine dans sa patrie, signalé seulement par ses bravades envers l'Église, et n'étant nullement connu par des exploits glorieux, il était venu se dresser au milieu des princes teutschs pour rappeler des paroles, des serments donnés, prêtés à un neveu qui était un enfant né dans un pays étranger, vivant aussi hors de la patrie, que personne n'avait vu; un enfant issu d'un mariage qui n'avait réjoui aucun homme honnête et réfléchi, d'un père dont la mort n'avait causé de douleur à personne, d'une mère qui n'avait pas attiré un seul cœur. Et bientôt Philippe avait jeté le masque, oubliant son neveu, dédaignant ses paroles et ses serments; il avait sollicité pour lui-même des voix qui naguère avaient nommé le petit Friedrich successeur de son père. Peut-être d'abord ses vues étaient pures, et ne fit-il que céder aux circonstances; mais, ayant une fois cédé, ne devait-il pas provoquer des doutes sur sa sincérité, et chacun ne se croyait-il pas aussi autorisé à se regarder comme dégagé de tout devoir, libre de ses paroles et de ses serments? D'un autre côté, Otto était un jeune homme sincère, mais il n'avait aussi à invoquer ni actes ni vertus; c'était le rameau d'un noble tronc, mais un pauvre prince inconnu à tous, sinon par les malheurs inouïs de sa maison, dont il avait eu aussi à porter sa part. Personne n'avait songé à lui avant qu'il ne fût question de l'élection d'un roi. L'archevêque Adolphe de Cologne n'avait été poussé à recommander un souverain étranger que par son ressentiment sur la violation de la parole d'un autre prince qui avait traversé ses plans. En outre il était à craindre qu'Otto n'eût à venger les malheurs de sa maison, et les outrages faits à son oncle. Il n'avait à peu près rien à donner; car il lui fallait acquérir ou réunir pour lui-même ce qui avait été arraché à sa maison, et ce que n'étaient nullement disposés à restituer des princes qui en étaient en possession. On ne devait conséquemment pas avoir plus de confiance dans Otto que dans Philippe, quoique par des raisons différentes. On peut donc soutenir qu'en dehors des domaines héréditaires des deux rois, personne ne se donnait entièrement, à la vie, à la mort, par conviction, à Philippe ni à Otto. L'on s'était résolu à ce que l'on appelait l'élection d'un nouveau roi par l'effet d'une ancienne coutume, et parce que l'on était dans la perplexité, ne sachant ce qu'il y avait à faire; ou plutôt on s'était rendu aux assemblées parce que l'on voulait conserver son ancien droit, que l'on croyait ne pouvoir faire défaut, et aussi par curiosité et afin de prendre ses mesures. Dans les assemblées, on avait donné sa voix à l'un ou à l'autre des candidats, selon que l'un ou l'autre avait été proposé, parce que l'on cédait aux circonstances, que l'on ne voulait pas se tenir seul, que l'on nourrissait de la défiance, de la crainte, sinon contre le candidat proposé, au moins contre son voisin. Il n'en pouvait être autrement, d'après la manière dont certains princes étaient passés d'un parti dans l'autre. Désormais aussi il y aura changement de parti, selon que ce changement promettra plus de sûreté ou d'avantages: car quiconque désirera exercer des vengeances ou convoitera le bien d'autrui, élèvera, sans hésiter, la bannière de roi sous laquelle il pourra commencer à guerroyer contre son ennemi, ou à envahir les terres de son voisin, sans se soucier plus du Waiblingen que du Welf. Et en effet la guerre s'étendit de la sorte au loin sur le Rhin, où Philippe avait la supériorité, passa bientôt en Thuringe et en Saxe, et, croisant ses ravages, désola les plus belles contrées de l'Allemagne. A peine offre-t-elle une circonstance qui puisse éclairer ces sombres horizons, qui puisse offrir quelque enseignement; elle ne remplit l'âme que d'indignation et de douleur sur de telles discordes et de tels désastres.

CHAPITRE V.

LE PAPE INNOCENT III EN FACE DES DEUX ROIS. — PHILIPPE LE WAIBLINGEN ET OTTO LE WELF A COTÉ L'UN DE L'AUTRE. — COMMENCEMENT DE LA LUTTE ENTRE EUX.

De l'an 1198 à l'an 1199.

On peut tenir pour certain que le pape Innocent avait été informé avec exactitude de tous les événements du Teutschland aussi rapidement que le permettaient les distances. Mais il composa son attitude comme s'il ne se souciait guèr du Teutschland. On ne trouve dans les relations aucune trace qu'il ait cherché en aucune manière à influer directement ou indirectement sur la marche des choses; et même l'envoi de l'évêque de Sutri dans le Teutschland pour relever le duc Philippe de l'excommunication, dans le cas où le prélat n'aurait amené que certaines réclamations qui ne paraissent pas s'être écartées de la justice et de l'équité, cet envoi pouvait bien s'interpréter comme si le souverain pontife avait voulu ne pas même opposer un obstacle à ce prince par l'interdit de l'Eglise. D'un autre côté, il continua de montrer dans les affaires spirituelles le même zèle dont il avait fait preuve dès son avénement au saint-siége : il poursuivit l'œuvre qu'il avait entreprise pour relever et accroître la puissance et l'autorité de la chaire apostolique, pour lui rendre toutes les possessions, tous les droits et les pouvoirs qui avaient appartenu à l'Eglise romaine, ou lui acquérir la jouissance de ceux qu'elle avait réclamés. En même temps il embrassa de ses regards pénétrants l'état des églises de tous les pays chrétiens, et leurs affaires furent traitées avec un grand zèle. Le vieux Célestin, prédécesseur du pape actuel, par crainte ou par faiblesse, s'était abstenu d'examiner maintes causes qui appartenaient à sa juridiction, et en avait ajourné d'autres qui avaient été portées devant le saint-siége. Par l'effet de la négligence, il y avait eu interruption, accumulation de besogne et désordre. Innocent se montra de plus en plus résolu à faire cesser l'encombrement, à déblayer, à tout rechercher, à reprendre, à décider, et de la sorte à rétablir l'ordre, et par l'ordre à augmenter, à fortifier la puissance du siége apostolique; au contraire, il parut ne pas s'occuper de la grande affaire qui agitait tout le Teutschland. Mais pourquoi aurait-il cru nécessaire de se hâter? A voir comme les relations s'arrangeaient en Teutschland, ou plutôt se décomposaient, il pouvait attendre en toute assurance que l'on s'adressât à lui de tous les points, et que l'on déposât entre ses mains plus de pouvoir qu'il ne serait en état d'en saisir lui-même.

Cependant, il n'y a point de doute, on fut tout d'abord résolu fermement à refuser la couronne impériale au prince Hohenstaufen Philippe, et non moins décidé à ne jamais le reconnaître comme roi des Teutschs. A Rome courut le bruit que le pape avait dit que Philippe lui arracherait la tiare, ou que lui-même abattrait la couronne royale de la tête de ce prince. En supposant que ces paroles ne soient pas sorties de la bouche du pape, le propos put se former d'après le son de la voix, l'attitude et les gestes du pontife, toutes les fois qu'il était question de Philippe. Le pape cherchait aussi à nourrir la haine qui vivait dans tous les Romains, dans tous les Italiens, contre la maison des Hohenstaufen; car, lorsque fut revenu à Rome l'archevêque de Salerne, ainsi que les comtes et les seigneurs que Heinrich VI avait traînés de la Pouille dans le Teutschland, et que Philippe avait mis en liberté sur la demande du pape, présentée par l'évêque de Sutri, Innocent exposa ces infortunés privés de leurs yeux devant tout le peuple romain, et ce spectacle lamentable fit une impression profonde et souleva une horreur générale. Mais le pape commençait déjà à se frayer la voie dans laquelle il se proposait de marcher quand le temps d'agir serait venu. Il se mit à faire des préparatifs pour se mettre en état d'opérer des résultats selon les circonstances; mais il affecta de régler tous ses mouvements d'après le sentiment du devoir qui lui était imposé comme au chef de l'Eglise, au successeur de l'Apôtre; et l'on ne peut contester que son activité ou ses temps de repos ne se laissassent interpréter par ce profond sentiment du devoir, s'il n'avait rien su de l'état des choses dans le Teutschland. Mais comme le trône de l'empire germanique était vacant, ce qu'il n'igorait pas; que Philippe, l'odieux Hohenstaufen, aspirait à ce trône, qu'il paraissait gagner de plus en plus

les princes teutschs, et ne trouver de résistance déclarée qu'auprès de quelques-uns seulement, l'on ne peut se défendre de penser qu'un homme si pénétrant, si habile et si ardent, crut savoir par d'habiles combinaisons mettre tout ce qu'il fit et entreprit en accord avec ses plans contre Philippe; que le sentiment de ses devoirs de pontife fut sans doute échauffé de temps en temps par ses projets contre Philippe et la maison de Hohenstaufen. Il suffit de citer un seul fait.

Innocent avait envoyé l'évêque de Sutri dans le Teutschland avec la mission de révoquer conditionnellement l'anathème de l'Église qui pesait sur le duc Philippe. L'évêque avait révoqué l'anathème, mais avait porté une atteinte grave à ses instructions, à ce que soutenait Innocent. Néanmoins le pontife ne rappela pas l'évêque; le légat resta encore plus d'une année dans le Teutschland, se souciant si peu du manquement aux ordres du pape, qu'à la première faute il en ajouta une seconde. Il assista au couronnement du roi Philippe à Mayence, et releva cette solennité comme plénipotentiaire du pape, y joua même un rôle comme assistant de l'archevêque de Tarentaise. Et maintenant seulement, quand Philippe congédia enfin l'évêque qui revint à Rome, la colère du pape éclata contre le prélat faible et débonnaire. Il blâma la révocation de l'anathème, quoiqu'il en eût recueilli le prix; il blâma aussi la participation de l'évêque au couronnement, le déposa de ses fonctions et le relégua pour la vie dans un cloître sur une île.

Cette conduite présentait au moins un aspect équivoque. Le long silence du pape avait abusé Philippe et les princes teutschs, même l'archevêque Adolphe et le jeune Otto. Les évêques teutschs furent épargnés, et se seraient facilement excusés quand bien même ils eussent joué un rôle actif au couronnement de Philippe. L'évêque de Sutri, au contraire, reconnaissant trop tard son erreur, fut sacrifié, et, en le repoussant, Innocent se réserva de faire usage à l'avenir de l'excommunication contre Philippe.

Lorsqu'il se trouvait entre les mains de l'empereur, le roi Richard d'Angleterre n'avait obtenu aucune assistance du pape Célestin, malgré les instances pressantes de sa mère pour que le saint-père employât toutes les forces de l'Église, et il n'avait recouvré sa délivrance qu'à l'aide de grosses sommes partagées entre l'empereur et le duc Léopold d'Autriche. En jouissance de sa liberté, il n'oublia jamais cette extorsion, ni les mauvais traitements auxquels il avait été exposé, lui soldat du Christ, et pourtant il ne paraît pas avoir beaucoup médité sa vengeance. Il avait coutume de ne pas se retourner pour regarder ce qui était une fois derrière lui; mais, après que Philippe Hohenstaufen eut été reconnu comme roi par la plus grande partie des princes teutschs, et que le Welf Otto, son neveu, eut été invité par d'autres princes à venir se faire élire dans le Teutschland au mois de mai de cette année, alors Richard envoya l'évêque de Lisieux et le prieur Garner à Rome, porteurs d'une requête au saint-père tendant à ce qu'il pût poursuivre par tous les moyens qui seraient en son pouvoir, sur les héritiers de l'empereur Heinrich et du duc Léopold, la restitution de la rançon que ces deux princes lui avaient violemment arrachée. Comme héritiers, il signala le duc Philippe de Souabe, et Léopold, second fils du duc d'Autriche, qui s'était saisi de sa personne, dont le père Friedrich avait trouvé la mort en Terre-Sainte. Innocent accueillit cette prière avec la plus grande bienveillance. Il protesta de la sympathie la plus sincère pour le roi, reconnut que la réclamation était juste et honorable; il promit aussi de faire tout ce que l'équité demandait, autant que son devoir de souverain pontife le permettrait, se plaignant seulement *de ce que son devoir ne permettait pas tout ce que l'équité réclamait*. Il lui annonça qu'il avait déjà écrit au duc Léopold, mais qu'il ne pouvait encore adresser de lettre au duc Philippe, car la prudence conseillait d'agir autrement envers ce dernier qu'à l'égard du prince autrichien; il avait en effet appris que certains changements s'étaient opérés dans la situation de Philippe : expressions qui faisaient allusion sans doute à l'élection du prince Hohenstaufen comme roi des Teutschs. Au duc Léopold d'Autriche il avait écrit : « que chaque chrétien savait quels outrages son père avait fait endurer au glorieux roi d'Angleterre à son retour de la croisade; que ces outrages seraient une honte pour l'Eglise romaine tant que satisfaction n'aurait pas été donnée au roi; que lui, Léopold, avait juré solennellement à son père mourant de restituer au roi l'argent qui lui avait été arraché, mais que cela n'était pas

encore arrivé; en conséquence, il l'exhortait dans le Seigneur, et lui imposait pour la rémission de ses péchés, pour son propre salut et pour celui de l'âme de son père, de restituer sans retard l'argent au roi Richard, et de lui faire les satisfactions convenables. En même temps il lui faisait savoir qu'il avait donné mission à l'archevêque de Salzbourg, en cas de nécessité, de le contraindre à l'accomplissement de cette réclamation par l'excommunication contre sa personne, et l'interdit sur ses domaines. » Tel était le bref à Léopold. En même temps Innocent chargea l'archevêque de Magdebourg, qui avait, non pas certes à l'insu du pape, favorisé le plus activement l'élection de Philippe à Erfurt ou Schtershausen, ou plutôt il lui enjoignit rigoureusement d'admonester sévèrement le duc de Souabe et de le presser vivement, afin qu'il restituât au roi Richard l'argent que l'empereur Heinrich VI avait enlevé à ce monarque. L'archevêque devait faire savoir au duc que le pape ne laisserait pas cette affaire en suspens, mais qu'il mettrait à exécution contre le duc même et contre les États du duc ce qui était juste et ce qu'exigeait son devoir apostolique. Qui pourrait méconnaître que cette démarche du pape dans ce moment, non-seulement contenait une forte preuve de ses sentiments envers Philippe, mais aussi que sa conduite était bien calculée pour jeter immédiatement l'incertitude, le doute, inspirer la réserve parmi les partisans du duc de Souabe, et offrir pour l'avenir certains motifs à l'emploi du pouvoir pontifical? Aux oreilles du duc d'Autriche, qui s'était déclaré pour Philippe, on fit gronder les foudres de l'Église, qui furent remises entre les mains de l'archevêque de Salzbourg, qui avait également voté en faveur de Philippe. De sorte qu'un piége était jeté sous les pas des deux princes temporel et spirituel, et que si leurs pas n'étaient pas enchaînés, du moins l'inquiétude paralysait leurs mouvements. Au roi nouvellement élu, Philippe de Hohenstaufen, le pape n'écrivit pas, soit qu'il n'accordât pas que ce prince fût déclaré relevé de l'excommunication, soit qu'il craignît de prononcer prématurément ou d'indiquer ce rejet de Philippe hors de l'Église; mais il donna l'ordre à l'archevêque de Magdebourg, qui avait figuré en Sage parmi les partisans de Philippe, de lui déclarer à quoi le pape était décidé. Et ces résolutions, Philippe et l'archevêque de Magdebourg pouvaient les apprendre en Autriche et à Salzbourg. Peut-être ce fut en partie par l'effet de ces épîtres du pape qu'au couronnement de Philippe à Mayence aucun évêque teutsch n'osa jouer un rôle actif, aucun paraître revêtu de ses ornements pontificaux.

Le roi Philippe-Auguste de France était un auxiliaire aussi zélé qu'important de la cause des Hohenstaufen. Par sa vie domestique, il avait donné un scandale au monde : six ans auparavant, il avait épousé une princesse danoise, Ingeburg, fille de Waldemar Ier, sœur de Knud VI, qui n'était pas moins distinguée par la pureté de ses mœurs, sa modestie, et toutes les qualités d'un noble cœur, que par sa jeunesse et sa beauté. Après la nuit des noces, il avait repoussé la jeune femme qu'il avait recherchée avec les apparences de la passion, qu'il avait couronnée en grande pompe, et l'avait de plus en plus éloignée de lui avec tous les symptômes d'une répugnance réelle ou affectée. La cause de cette conduite indigne d'un prince, grossière jusqu'à l'inhumanité, n'est connue de personne (1); mais les sympathies de tous les honnêtes gens se tournèrent vers l'infortunée qui, enlevée de sa patrie, arrachée à ses parents, transportée dans un pays étranger, sur le trône duquel elle était destinée à briller, en communication de pensées avec quelques personnes à peine, ne pouvant se faire comprendre que de quelques serviteurs, devait passer les plus beaux jours de sa vie dans la solitude et les larmes. Néanmoins le roi persista dans sa conduite, et alla plus loin dans la voie du péché. Devant une assemblée d'évêques présidée par son oncle l'archevêque de Reims, l'on prétendit prouver, à l'aide de fausses déclarations et de faux témoins, que Philippe était trop proche parent d'Ingeburg pour qu'il pût, en sûreté de conscience, rester avec elle en rapports matrimoniaux, et, sur ces preuves mensongères, l'assemblée rompit le mariage contracté entre Philippe et Ingeburg. La princesse fut transportée dans un cloître; mais, dans l'excès de sa douleur sur ce traitement outrageant et sur l'iniquité des prêtres éhontés, elle informa son frère de tout ce qui s'était passé, et s'adressa en même temps au pape. Son frère, le roi Knud, trop faible pour se venger par l'épée, eut recours aussi au pape; beaucoup d'évêques, d'abbés et d'autres

personnes honnêtes se tournèrent également vers le souverain pontife, pour savoir s'il y avait encore moyen de trouver justice sur cette terre contre l'orgueil criminel d'un puissant souverain et les lâches complaisances d'évêques sans conscience. Célestin III reconnut bien le devoir qu'il lui appartenait de remplir. Il était prêt à accorder l'assistance qui lui était demandée; mais sa volonté ne se manifesta pas en actes énergiques; ni la tête ni le bras ne secondaient l'indignation qui souf'evait sa poitrine. Philippe-Auguste reçut avec dédain les exhortations du saint-père. Pour le braver plus ouvertement, il laissa dans le dénûment l'épouse répudiée, et, encouragé par de vils courtisans, il sollicita la main d'une autre. Un prince teutsch, le duc Berthold de Méranie (2), fut assez faible ou assez vain pour donner la belle Agnès, sa fille, au roi coupable. Avec cette nouvelle épouse, qui était digne d'une plus noble union, le roi vécut dans l'éclat, la pompe et les plaisirs, comme s'il avait voulu s'étourdir contre les plaintes d'Ingeburg, jetée par lui dans la misère. Une année s'écoula ainsi, puis une autre, et les démarches, les efforts du vieux pape attirèrent à peine l'attention sérieuse de ceux mêmes auxquels il avait confié l'exécution de ses ordres. Cependant Innocent III parvint au saint-siége, et bientôt après son intronisation il reprit l'affaire de l'infortunée Ingeburg, dont l'espèce d'abandon avait excité une grande indignation. Il demanda que Philippe-Auguste congédiât sa seconde épouse illégitime, rapelât la première qu'il avait répudiée, et la tint et l'honorât comme sa femme légitime. Les formes de la réclamation étaient douces et paternelles. Aussi lui-même jugea nécessaire, pour sa justification, de remarquer qu'il se rappelait que les anciens souverains de France, les rois très-chrétiens, avaient été fidèles à l'Église romaine dans les plus grandes tempêtes; qu'il se souvenait aussi de son propre séjour à Paris et de l'accueil amical qu'il y avait trouvé à la cour du roi. Il fit parvenir au roi ses exhortations par l'archevêque de Paris, ou il les lui adressa directement par lettres; c'étaient des prières et des exhortations parties du prêtre qu'il prononçait, plutôt que des sommations apostoliques qui, malgré toute la douceur observée, sentaient toujours le commandement et la menace. Le roi, dans l'ivresse des plaisirs et du péché, crut peut-être à peine que le pape avait pris l'affaire au sérieux. Il s'inquiéta d'autant moins de la demande du saint-père, et Innocent ne montra pas la plus faible ardeur; il semblait même qu'il eût entièrement oublié la chose. Mais, quelques mois s'étant écoulés, et le roi de France ayant conclu alliance avec le duc Philippe de Souabe, ou, comme lui-même le nommait, avec le roi des Romains, lorsque Philippe se fut fait couronner à Mayence, alors Innocent reparut, et dans une tout autre attitude. Pour rester fidèle à lui-même, il écrivit de nouveau au roi, comme précédemment, le priant et l'exhortant; mais en même temps il envoya en France un légat qui devait déclarer au monarque que si, dans l'espace d'un mois, Philippe ne reprenait pas son épouse répudiée, le légat lancerait l'interdit sur la France entière. Tous les archevêques, évêques, abbés et les autres prélats reçurent ordre de mettre cet interdit à une rigoureuse exécution, aussitôt que le légat l'aurait prononcé. Ainsi le pape avait pris à l'égard du roi de France une position au moyen de laquelle il paraissait en état, sinon d'empêcher une intervention active de ce prince en faveur du prétendant Hohenstaufen, au moins de l'entraver aussitôt qu'il le jugerait nécessaire.

Toutes ces démarches du pape peuvent être, à ce qu'il paraît, considérées comme des préparatifs à la lutte armée, dans le cas où une lutte de ce genre lui semblerait commandée par les circonstances. A chacun de ces actes était attaché, en quelque sorte, un levier dirigé contre Philippe de Hohenstaufen, et il se réservait de le mettre en mouvement en temps opportun. Toutefois il ne fit rien qui ne se pût interpréter simplement comme dicté par le sentiment de son devoir de chef suprême de l'Église, pour l'honneur de Dieu et du siége apostolique. Mais, comme la longue et pénible lutte entre les Hohenstaufen et la papauté se continuait encore en réalité, et qu'elle avait pris une autre direction; comme Innocent se proposait incontestablement de donner à la chaire de Saint-Pierre une plus large base terrestre; que le but était nécessairement menacé, compromis, si un Hohenstaufen arrivait à l'empire, il est difficile de croire, ainsi qu'on l'a déjà fait observer, que dans toutes les démarches qui ont été rappelées ci-dessus le pape n'ait pas eu devant les yeux les relations de son siége autant que le devoir qui lui

était imposé comme chef suprême de l'Église.

Il peut rester incertain si le zèle avec lequel Innocent tentait de déterminer une nouvelle croisade était complétement pur, s'il était sorti librement sans alliage de ses sentiments chrétiens, ou s'il ne s'y était pas mêlé des choses terrestres, et s'il n'avait pas eu en vue surtout les affaires du Teutschland. Si Innocent avait occupé le saint-siége un siècle auparavant, ce serait un crime, d'après le langage de la conviction intime dont il se servait pour pousser à la croisade, que de concevoir le plus faible doute sur sa pieuse ardeur. Mais les trois générations qui s'étaient écoulées depuis Pierre l'Ermite avaient donné de terribles éclaircissements. Alors une confiance exaltée s'était saisie de toutes les âmes. Devant cette confiance avait disparu toute pensée d'échec possible pour la grande œuvre, s'étaient évanouis tout calcul, toute froide combinaison; dans l'expédition même on avait vu le but auquel était attaché le salut. Mais un enthousiasme sincère, illuminé, pourrait-on dire, n'avait régné qu'à l'entreprise de la première croisade; plus tard il n'avait plus reparu que de temps en temps et par lueurs. Il avait été étouffé en grande partie par les affreuses calamités qui détruisirent les armées chétiennes. Les restes en avaient été altérés par les efforts terrestres qui s'y rattachèrent, ou souillés par les ardeurs et les convoitises sensuelles qui s'y mêlèrent. La douleur de bien de nobles âmes était grande sur le triomphe de l'islam, et sur les insultes criminelles du musulman qui souillait les lieux les plus saints rachetés par le sang de tant de milliers de victimes; mais la douleur enfante rarement un héroïsme confiant, elle pousse plutôt aux sacrifices héroïques. Beaucoup d'hommes se rendaient encore en pèlerinage à la Terre-Sainte, mais non plus pour assurer le triomphe du christianisme dans une lutte pour le tombeau du Sauveur; ils n'aspiraient plus qu'à obtenir, par des prières sur le saint-sépulcre, le salut de leurs propres âmes pour le temps de l'éternité; et parfois, quand l'ardeur était moins vive, on visitait en pèlerin de saints lieux dans son voisinage. Et même parmi ceux qui s'engageaient réellement à la lutte, qui prenaient part à une sérieuse expédition sous l'étendard de la croix, quelques-uns seulement portaient en eux l'espoir du succès. Ils se décidaient à la croisade parce qu'ils avaient été sommés, parce qu'ils avaient été ébranlés par la parole d'un prêtre, par des motifs d'honneur, d'émulation envers leurs égaux, par vanité, par passion pour les aventures; ils ne s'y lançaient donc pas avec ce sentiment d'allégresse que l'honneur porte avec lui en commençant une œuvre, et qui promet le triomphe, la gloire et le profit; mais ils se mettaient en mouvement avec orgueil, indifférence, ou avec cette satisfaction étroite, égoïste, qu'on éprouve à se délivrer d'une lourde dette.

Tels avaient été les sentiments dans les temps précédents, tels ils avaient animé les derniers croisés qui avaient franchi les Alpes avec Heinrich VI. Pour quelque motif que ceux-ci eussent pris le signe sacré, quelles que soient les pensées qu'ils entretinssent en traversant les mers, dans la Terre-Sainte rien, pour ainsi dire, n'avait été fait, et le peu que l'on avait acquis avait été abandonné honteusement. A la nouvelle de la mort de l'empereur, nul prince n'avait songé à autre chose qu'au retour, afin de ne rien laisser échapper, et les grands avaient arraché les petits aux aspirations célestes pour les jeter sur les objets terrestres. Tous à l'envi s'étaient efforcés de gagner leur pays; toute occasion de retraite était saisie par chacun, sans se soucier des choses saintes, du sort des villes chrétiennes, du destin des frères qui restaient; bravant la mer et les tempêtes comme des fugitifs, ils s'étaient précipités sur les vaisseaux. Peu à peu ceux qui échappèrent aux orages arrivèrent au moment même où le pape Innocent commençait à mettre tout en œuvre pour réunir de nouveaux soldats du Christ. Est-il possible qu'un tel homme ait cru parvenir à faire entreprendre une nouvelle grande croisade? Est-il possible qu'il ait cru qu'une telle croisade aurait un autre résultat que de provoquer et d'étendre de nouveau d'immenses calamités? Non, ou du moins à peine peut-on admettre cette supposition. Il est bien permis de présumer que l'habile pontife, en faisant des efforts pour une nouvelle croisade, et les dirigeant principalement sur les rois de France et d'Angleterre, avait espéré aussi seconder les projets qu'il avait conçus pour l'extension de la puissance du saint siége en général, et en particulier contre la maison des Hohenstaufen. Il est encore permis d'admettre qu'Innocent se

soit proposé, par des efforts pour la croisade, de provoquer un mouvement qui, en cas de besoin, l'aurait servi fort à propos dans une lutte peut-être périlleuse. Et, quelque disposé que l'on soit à croire à la sincérité, à la profondeur de son zèle pour l'œuvre sainte, l'on est pourtant surpris qu'il n'ait été saisi de cet enthousiasme que sur le siége apostolique; car autrement il se serait résolu deux ans auparavant à prendre lui-même la croix, afin de témoigner de sa foi sur les traces mêmes du Seigneur dans la Terre-Sainte.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le pape Innocent avait assez bien assuré ses ancres en plusieurs points, pour voir paisiblement arriver toutes les tempêtes qui pourraient se soulever contre lui. Il laissa donc sans s'émouvoir les choses suivre leur marche dans le Teutschland, reconnaissant bien qu'on l'appellerait assez tôt, et que si l'on venait à lui par besoin d'assistance, on n'y viendrait pas les mains vides. En effet il ne devait pas attendre longtemps. Philippe, à la vérité, ne se rapprochait pas du saint-père; il était le plus fort, et n'était pas encore couronné suivant l'antique coutume. Il avait l'espoir d'abattre son adversaire et de gagner la reconnaissance de tous les princes; et, quand il y serait parvenu, alors seulement il se flattait d'obtenir la couronne impériale. En raison de sa situation relativement au siége apostolique, il devait se trouver en état d'exiger avec rigueur; une prière repoussée aurait causé un grand préjudice à sa cause. Otto avait une tout autre attitude. Il était le plus faible, il ne pouvait espérer le triomphe par les armes; il ne pouvait rien perdre, s'il ne trouvait aucun appui auprès du pape: il n'avait non plus nullement à craindre d'être repoussé dédaigneusement; il n'était donc pas inquiet là-dessus. Son oncle, le roi Richard, lui prépara les voies en envoyant une ambassade solennelle à Rome. Otto écrivit lui-même, et son oncle adressa en même temps une lettre au saint-père. Otto commença par protester de son respect filial pour le souverain pontife; puis il lui rappela le souvenir de son père, qui, ayant persisté invariablement dans sa fidélité à la sainte Église romaine, tandis que la barque de saint Pierre était assaillie par Friedrich I[er], et durant la domination violente et tyrannique de cet empereur, avait été dépouillé de ses honneurs et de ses dignités, et chassé dans l'exil avec sa famille. Ensuite il ajouta que Dieu, pour améliorer l'état de son Église, et pour récompenser la fidélité et le dévoûment du père dans les descendants, avait voulu que les princes de l'empire, auxquels appartenait le droit d'élection, l'appelassent tout à coup au gouvernement de l'empire, et l'élussent pour leur roi; que dans la ville d'Aix-la-Chapelle, sur le siége des empereurs, en présence des princes, il avait reçu la consécration et la couronne par les mains de l'archevêque de Cologne, et avait été ainsi investi de la plénitude de l'autorité royale; et, comme il désirait que ses pas fussent dirigés par celui au nom duquel les rois gouvernent et les puissants exercent la justice, au moment de l'élection il avait lui-même prononcé un serment dont il a déjà été fait mention. Maintenant il s'adressait au saint-père. Considérant sa propre fidélité et son dévoûment personnel, songeant aux services de son père et de son oncle, qui ne s'étaient jamais écartés de l'obéissance envers l'Église romaine, ainsi qu'aux offenses du duc Philippe de Souabe, à celles du père et du frère de ce prince, il osait avoir la confiance que le saint-père céderait à ses instantes prières; qu'il l'investirait de la dignité royale; qu'il l'appellerait à recevoir la couronne comme empereur; qu'il dégagerait de leurs serments les évêques, abbés et princes séculiers qui s'étaient arrogé le droit de nommer pour roi le duc Philippe de Souabe, frappé de l'anathème pontifical, et qui lui avaient juré fidélité; et que le souverain pontife proclamerait hautement l'excommunication contre le duc de Souabe dans le Teutschland et dans toute l'étendue de l'empire. Telle était en substance la lettre d'Otto. Quant au roi Richard, il écrivit pour recommander son neveu, dans le même sens, d'une manière très-pressante, et avec les expressions du plus profond respect et d'un entier dévoûment. Il avait surtout à cœur, dit-il, que le saint-père daignât, dans sa bienveillance apostolique, étendre les droits d'élévation et d'investiture, et parer son neveu Otto de la couronne impériale. Pour amener Innocent à exaucer cette prière, il ajouta même l'engagement suivant: « Ce que je possède d'intelligence, de force corporelle et d'honneur terrestre, je vous le donne en garantie qu'Otto vous conservera la foi légitime et jurée à vous comme à son unique seigneur, et à l'Église romaine; qu'il restituera

tout ce qui a été enlevé ou amoindri par d'autres empereurs; qu'il maintiendra dans leur intégrité toutes les restitutions déjà faites, et qu'il mettra fin à toutes les malices de la puissance terrestre, selon vos conseils paternels. » En même temps qu'ils portaient ces deux lettres des deux rois Otto et Richard, les mêmes ambassadeurs étaient encore chargés d'une quantité d'autres épîtres pour Rome. L'archevêque Adolphe, et d'autres princes qui avaient assisté et adhéré à l'élection et au couronnement d'Otto, en rendaient compte au saint-père. Adolphe écrivit en outre en son propre nom; plusieurs princes ecclésiastiques et séculiers, le duc Heinrich de Brabant et le comte Baudouin de Flandre, suivirent cet exemple. Lorsque les ambassadeurs passèrent par Milan, l'archevêque de cette ville, Jean Busca, leur adjoignit un envoyé qui devait remettre de sa part une lettre particulière au pape. Tous ces écrits étaient rédigés dans un même esprit, dans un même sens; tous contenaient, presque avec les mêmes termes, la prière instante au saint-père de confirmer l'élection d'Otto, et de l'appeler à Rome afin qu'il reçût la couronne impériale des mains du souverain pontife : car, à Milan et dans toute la Lombardie, la joie était grande que la maison des Hohenstaufen dût être éloignée du trône (5).

On ne sait si Philippe fut informé de ces mouvements de son adversaire pour solliciter la faveur du pape. Quant à lui, confiant dans l'ancienne fortune de sa maison et dans la supériorité de ses forces, il adopta une autre route au moyen de laquelle il espérait peut-être amener la décision à son avantage avant qu'il ne fût possible au pape d'entreprendre quelque chose. Vers le commencement du mois d'octobre, à la tête d'une grande armée, suivi du roi de Bohême et d'autres adhérents, il descendit le Rhin du côté de Cologne. Il s'avança même jusqu'à la Moselle. Sur l'autre rive de ce fleuve étaient campés Otto et Adolphe avec les leurs, qui, voyant l'ennemi tenter le passage, ne craignirent pas de descendre eux-mêmes dans le lit du fleuve, et, malgré leur petit nombre, d'engager la lutte contre des forces supérieures. Les bourgeois de Cologne avaient remonté le Rhin avec des bâtiments, et étaient entrés ensuite dans la Moselle pour soutenir leur archevêque et le roi Otto. Ils soutinrent peut-être le combat, auquel la nuit seulement put mettre fin. Mais les Lorrains, épuisés, n'osèrent pas quitter leur camp le lendemain. L'armée de Philippe passa donc sans empêchement sur l'autre rive. Otto, contraint à la retraite, se rangea en bataille près d'Andernach; mais ses ennemis, qui ne voulaient pas en venir aux mains, se détournant à gauche, pénétrèrent dans le pays, et le contraignirent ainsi à poursuivre sa retraite jusqu'à Cologne. Peut-être tous ceux qui s'étaient rangés autour de lui sur la Moselle ne le suivirent pas à Cologne, et tous ceux qui lui avaient juré fidélité ne tinrent pas leur serment; probablement il y eut désunion et défection, ainsi qu'il arrive ordinairement aux heures des revers et des dangers. L'archevêque Jean de Trèves, et le comte Walram, fils du duc de Limbourg, qui lui avait livré la ville d'Aix-la-Chapelle, ainsi qu'on l'a déjà rapporté, paraissent avoir saisi cette occasion pour quitter son parti. L'archevêque Jean, qui jusqu'alors n'avait été entraîné et retenu que par Adolphe de Cologne, dépourvu en général de force et de volonté, depuis longtemps convoitait l'argent qui lui fut offert par Philippe, et attendait seulement l'occasion de le prendre; Walram se trouvait blessé ou feignait de l'être, parce que l'archevêque Adolphe lui avait ruiné, par défiance, le château de Berinstein, récompense de sa défection envers Philippe. Il passa donc de nouveau dans le parti de Philippe, reconnaissant bien que par cette désertion il justifierait les soupçons d'Adolphe, s'il ne témoignait pas maintenant le plus grand zèle pour son nouveau maître.

Philippe poussa jusqu'aux portes de Cologne, et ne rencontra nulle part de résistance. La consternation paraît avoir été grande à Cologne. L'arrivée des fugitifs par terre et par eau provoqua des troubles multipliés; l'incendie de Bonn, de Remagen, de beaucoup de villages et de hameaux aux alentours, jeta l'effroi dans les cœurs; et la conduite cruelle, impitoyable des vainqueurs, même contre les êtres sans armes, contre les personnes consacrées à Dieu, n'était pas propre à calmer la terreur, quoique le roi Philippe lui-même arrêtât les excès de ses gens par de rigoureux châtiments. Si le vainqueur avait fait aussitôt une attaque vigoureuse sur Cologne, probablement il aurait réussi à réduire cette antique et belle ville en son pouvoir, et à contraindre son rival à se réfugier auprès du roi Richard. La situation des choses

semblait inviter Philippe à une telle attaque, et il ne fit pas une seule tentative. Après avoir dévasté le pays, il fit une évolution en vue de la place, au grand étonnement des habitants, et, sans être poursuivi, redescendit le Rhin comme il l'avait remonté (4). Dans cette retraite, Andernach fut livrée aux flammes, et bien d'autres actes odieux furent commis. Mais quoi! le jeune prince manqua-t-il de résolution et de courage, ou bien jugea-t-il dangereux de tout risquer, de tout finir d'un seul coup, parce qu'il se défiait des princes qui le suivaient, et parce qu'il avait l'opinion qu'un ennemi lui était nécessaire pour tenir ces princes réunis? ou bien les princes de son armée se refusèrent-ils à l'attaque, soit qu'ils fussent mécontents de la rigueur avec laquelle Philippe avait essayé d'arrêter les atrocités commises par leurs gens, soit qu'ils jugeassent avantageux de maintenir un rival de leur roi, afin de trafiquer plus longtemps de leurs secours et de leur fidélité, et de pouvoir mettre leurs services à plus haut prix? On peut porter l'un ou l'autre jugement; mais le fait donne une nouvelle preuve de l'état désespéré des choses dans l'empire germanique.

Cependant les lettres que le roi Otto et ses amis, fauteurs et adhérents, avaient envoyées à Rome, avaient été remises au pape. Innocent accueillit les ambassadeurs et les messagers avec bienveillance et amitié, quoiqu'il regrettât peut-être qu'un si petit nombre de princes se fût déclaré pour le fils de Heinrich le Lion. Il donna sans doute des instructions aux députés, et ne dissimula nullement ses désirs; mais il ne se résolut pas à des réponses écrites; son temps n'était pas encore venu. Il lui appartenait surtout de décider le débat entre les deux rois pour la couronne; mais comme il n'était pas en état d'appuyer sa décision sur des armes terrestres, il fallut qu'il se résolût à la donner seulement s'il était pris pour arbitre par les deux parties. Philippe ne s'était pas encore rapproché de lui. D'un autre côté, il ne pouvait en aucune façon satisfaire aux prières présentées par Otto et les siens; il devait même craindre qu'avant l'arrivée de la décision pontificale dans le Teutschland Otto ne fût chassé du pays. Il ne lui restait donc qu'à persister dans le silence, attendre le développement ultérieur de la confusion, et agir en secret, selon que les occasions se présenteraient. Il dut se trouver d'autant plus surpris par la nouvelle des événements de Cologne. Ils lui causèrent de la douleur sans doute, et pourtant il dut se tranquilliser en voyant qu'aucun changement essentiel ne s'était opéré dans la situation respective des deux rivaux.

Les choses restèrent dans le même état pour cette année et pour une grande partie de la suivante. Otto paraissait avoir reculé, mais Philippe n'avançait pas. Après que celui-ci se fut retiré de Cologne, le prince saxon se rendit dans les Pays-Bas, de province en province, de localité en localité, pour amener ecclésiastiques et laïques à le reconnaître et à lui prêter serment de fidélité. Et là où il se trouvait, il parvint à recevoir ce serment; mais la plupart le prononçaient avec l'intention du parjure, et résolus à se ranger du côté où passerait la fortune. Afin de gagner un appui, il se fiança à la fille du duc Heinrich de Brabant; mais cet engagement lui procura d'autant moins de garantie, que le mariage devait être ajourné à un long terme à cause de la situation incertaine d'Otto, et aussi en considération de l'extrême jeunesse de la fiancée. Ensuite il se tourna vers la Saxe, où il espérait sans doute trouver de grands souvenirs qui devaient pousser les cœurs vers lui, fils de Heinrich le Lion, arrière-petit-fils de l'empereur Lothaire. Sur sa route il gagna un prince sur lequel il avait le moins compté, le landgraf Hermann de Thuringe, cousin du roi Philippe, qui venait d'arriver de la Terre-Sainte. Cette alliance toutefois, quelque flatteuse qu'elle pût être pour ses projets, lui fit manquer peut-être le but direct de son voyage. Il se proposait de conquérir Goslar, et de cette ville, dont la possession, depuis le temps de Heinrich III, avait toujours été considérée comme très-importante pour la Saxe, il songeait à pousser plus loin. Mais, pour recevoir le serment de fidélité du landgraf, il lui fallut promettre en fief à ce seigneur les villes royales de Nordhausen, Mülhausen et Salfeld, et en même temps tenter une attaque en commun sur Nordhausen, afin d'accomplir tout de suite sa promesse, au moins en partie. Les deux princes parurent donc devant Nordhausen au commencement du mois de novembre; mais ils rencontrèrent une résistance inattendue, et ne réduisirent la place qu'au bout de six semaines (5). Ensuite ils se séparèrent; le landgraf marcha contre Salfeld, Otto contre Goslar. Hermann soumit Salfeld; mais Otto échoua

contre Goslar. Par son retard devant Nordhausen il avait donné à son rival Philippe la possibilité de venir en Saxe avec une armée. Tandis qu'il célébrait les fêtes de Noël dans le Harzbourg, tout en assiégeant Goslar, Philippe se dirigea vers Braunschweig, et tenta aussitôt une vigoureuse attaque sur la ville, dont, à ce qu'il paraît, il avait espéré s'emparer par surprise. Mais le frère d'Otto, le duc palatin Heinrich, qui avait déjà sauvé une fois Braunschweig contre le frère de Philippe, Heinrich VI, s'y trouvait en ce moment, de retour depuis peu de temps de la Terre-Sainte, et il défendit avec une énergique résolution la résidence et le tombeau de son père. Il repoussa l'audacieux assaut de Philippe; néanmoins celui-ci n'aurait pas été contraint à la retraite, si Otto, laissant là Goslar, n'était accouru à Braunschweig. Ensuite les deux rois passèrent l'hiver en Saxe, Otto à Braunschweig, Philippe à Hildesheim, s'observant mutuellement, recrutant chacun pour sa cause. Mais nulle occasion favorable ne se présenta pour l'un ou pour l'autre. La ville de Braunschweig acquit des droits qu'elle avait bien mérités auprès d'Otto, et Philippe conféra en fief à l'église de Bremen le comté de Bremen, qui avait été promis à l'archevêque Hartwig pour sa voix.

Au commencement du printemps, Philippe quitta la Saxe, sans attaquer l'ennemi, sans être attaqué non plus. Soit qu'il ne se trouvât pas bien parmi les Saxons, soit que dans le Teutschland méridional se passassent des choses qui lui parurent graves : peut-être même ces deux causes agirent-elles en même temps; vers la fin de l'année précédente, après son retour de l'archevêché de Cologne, il avait tourné ses armes contre l'évêque de Strasbourg, afin de châtier cet ennemi qui était sur ses derrières, et de le rendre inoffensif pour l'avenir. Déjà il avait conquis la forteresse de Haldenbourg, dans le voisinage de Strasbourg, ainsi que d'autres forts et châteaux, quand il abandonna brusquement l'entreprise, parce que l'expédition en Saxe était devenue nécessaire. Probablement l'évêque Heinrich mit à profit son éloignement pour regagner ce qu'il avait perdu. Philippe prit sa route par Wurtzbourg et Nurnberg. Partout il s'appliqua très-activement à augmenter le nombre de ses adhérents, à les fortifier dans leur fidélité. A Nurnberg il réunit beaucoup de princes autour de lui, et ils lui firent la promesse de lui prêter contre tous assaillants si vigoureuse assistance, que personne, dans l'empire et dans les domaines que son frère avait possédés, n'oserait repousser sa domination. Vers l'été, il reprit la guerre contre l'évêque de Strasbourg, et dirigea ses armes contre cette ville même. Les bourgeois partageaient peut-être les sentiments de leur évêque, mais les nécessités du moment leur parlaient plus haut qu'à leur seigneur. Ils considérèrent la dévastation du pays, l'anéantissement de leur commerce, et redoutèrent la destruction de leur ville. Lorsque le roi eut réussi à pénétrer dans les faubourgs, et quand ils les virent en flammes, ils perdirent courage, ouvrirent les portes, reçurent le roi, et implorèrent humblement leur pardon. Alors il ne resta plus à l'évêque Heinrich, qui avait quitté Strasbourg, qu'à tenter une réconciliation avec le vainqueur. Philippe, préoccupé exclusivement de la pensée de se faire reconnaître roi partout, loin de repousser le prélat, lui donna volontiers l'investiture des dépendances temporelles de l'évêché, et reçut gracieusement le serment de fidélité. De son côté, le roi Otto, après la retraite de Philippe, quitta aussi les pays saxons, et se rendit sur le Rhin, à Cologne; car en Saxe il ne pouvait que rechercher des enrôlements, sans compter sur le succès de ses démarches, tandis que sur le Rhin il osait espérer obtenir ce qu'il avait déjà gagné. Du bas Rhin il remonta le fleuve aussi rapidement que possible, sans doute pour donner à l'évêque le temps de respirer et maintenir cet ami sur les derrières de son rival. Il vint jusqu'à Spire. Soit que Strasbourg eût déjà succombé, soit que Philippe eût des forces assez imposantes pour continuer l'attaque contre Strasbourg, et opposer encore une forte division à son ennemi, Otto se vit contraint à renoncer à son entreprise et à redescendre le Rhin. Bientôt Philippe se mit à sa poursuite, ravageant de nouveau l'archevêché de Cologne et les domaines des princes qui tenaient pour son ennemi; il voulait ainsi se venger, châtier ses adversaires, et avertir ceux qui seraient tentés de prendre parti contre lui (6).

Ainsi les deux princes se retrouvaient dans la même situation où ils étaient placés au moment où ils engagèrent la lutte en se parant du titre royal. Les anciennes scènes se reproduisirent de part et d'autre avec les circonstances

lamentables des temps antérieurs; de nouveaux actes de cruauté, enfantés par des passions de toute nature, se rattachèrent aux noms des rois. Nul ne savait où trouver une issue pour sortir d'un tel chaos.

CHAPITRE VI.

CONTINUATION DE LA LUTTE ENTRE PHILIPPE ET OTTO. — PREMIÈRE INTERVENTION DU PAPE INNOCENT DANS CE DÉBAT. — SITUATION DES DEUX PARTIS A L'ÉGARD DU PAPE.

De l'an 1199 à l'an 1200.

Le pape Innocent gardait toujours le même silence. Aux anciens motifs de réserve était venu s'en ajouter un nouveau. L'impératrice Costanza, veuve de Heinrich VI, après la mort de son époux, avait fait couronner comme roi son fils Friedrich, lorsqu'il fut arrivé en Sicile. Mais bientôt, considérant les maux sans nombre qui pesaient sur le pays, et redoutant les passions atroces que la conduite cruelle de Heinrich avait soulevées de toutes parts, elle s'était adressée au nouveau pape, sollicitant de lui l'investiture du royaume pour son fils mineur. Voyant Costanza reconnaître que le royaume de Sicile appartenait de droit et de fait à l'Église romaine, Innocent était assez disposé à conférer l'investiture; mais il demanda que divers privilèges ecclésiastiques, conférés jadis par ses prédécesseurs Adrien IV et Clément III aux rois Guillaume I[er] et Guillaume II, fussent abandonnés. La négociation traîna donc en longueur. Costanza avait cédé, l'acte était rédigé, quand l'impératrice veuve mourut, un an et deux mois après son époux, le 27 novembre de l'année 1198. Avant sa mort, elle avait confié son fils à la garde de quelques ecclésiastiques; mais pour la tutelle supérieure elle avait choisi le suzerain du royaume, le pape Innocent : car elle avait bien prévu que dans l'affreuse dissolution de l'État son fils Friedrich périrait inévitablement, s'il n'était sauvé par la puissance du siége apostolique et l'autorité d'un tel pontife. Innocent se montra digne d'une semblable confiance; il se chargea de la tutelle, appliqua son intelligence et son énergie aux affaires de Sicile, et fit ce qu'il put pour montrer au monde que le jeune orphelin royal, à la place de la mère qu'il avait perdue, avait retrouvé dans la sainte Église une autre mère qui saurait l'élever et le protéger même au milieu des circonstances les plus difficiles. Le problème n'était pas facile à résoudre. A la nouvelle de la mort de l'impératrice, le duc et sénéchal Markwald, chassé de toutes les possessions dont Heinrich VI avait récompensé, honoré ses services, reparut sur la scène, espérant maintenant trouver un théâtre favorable pour satisfaire ses furieux désirs de vengeance et de domination. Il se montra dans la Pouille (1), soutenant qu'il avait été appelé par le testament de l'empereur au gouvernement du royaume et à la tutelle du jeune roi. En peu de semaines il eut réuni autour de lui des forces tellement imposantes, qu'il semblait en état de faire valoir ses prétentions, et que la terreur se répandait au loin parmi les Italiens, qui se rappelaient sa férocité impitoyable : car tous les Teutschs qui avaient reçu de Heinrich VI des fiefs dans ces contrées se rangèrent autour de lui avec leurs hommes, et tous ceux qui jadis avaient combattu sous lui, mais qui s'étaient dispersés çà et là, fondant maintenant des espérances sur le nouveau tour que prenaient les choses, accoururent à son appel. Mais Innocent fit face partout au terrible ennemi. Avec un zèle admirable il eut recours à toutes les armes, et déjoua tous les complots de Markwald, ne s'épargnant ni peine ni dépense. A l'épée il opposa l'épée, à la ruse la prudence, à la fourberie la fermeté, à la bassesse le mépris, et une formidable excommunication assurait un double résultat aux moyens par lui employés. Mais si les efforts du pape suffisaient à troubler, à contrarier les manœuvres de Markwald, ils ne pouvaient dépouiller cet homme de son audace inouïe. Markwald passa en Sicile, s'unit avec les Sarrasins de cette île, qui redoutaient la domination du pape, et ne trouva parmi les grands barons de l'île qu'égoïsme, perfidie, trahison ; dans les classes inférieures, que lâcheté, indolence et terreur. Il lui devint donc possible, au moyen d'audacieux coups de main et d'une conduite impitoyable, sinon de se faire maître de l'île, au moins d'y ébranler tout pouvoir, toute force publique, et d'amener un état contre lequel échoueraient longtemps même les armes avec lesquelles le pape était forcé de combattre.

On comprend qu'en de telles conjonctures

Innocent ait observé en silence les affaires du Teutschland. Cette réserve devait lui être d'autant plus à charge, qu'il avait la ferme conviction, et non sans motif, que le roi Philippe était d'accord avec Markwald : il cédait à l'empire des circonstances. Un nouvel incident lui donna pourtant à réfléchir. Au mois d'avril de cette année, le roi Richard d'Angleterre, appui et refuge d'Otto, trouva la mort devant le château de Cholus-Chabrol, en Guyenne. Ce coup fit une grande impression sur les partis dans le Teutschland. L'inquiétude agita l'un, l'espoir se saisit de l'autre. Le frère et successeur de Richard, Jean, promit d'être pour son neveu ce qu'avait été Richard; il fit assurer au pape, par une ambassade spéciale, qu'il risquerait ses propres États pour mener la cause d'Otto à une heureuse fin. Mais Jean était bien différent de son frère; il n'avait de commun avec lui que l'emportement des passions, sans la noblesse du courage; c'était un homme dépourvu de toute sensibilité, sans vertu, et sur la parole duquel il ne fallait pas compter. Après la mort de son oncle, Otto écrivit au pape avec une confiance apparente : « Par l'assistance de Dieu et de votre grâce, je me trouve dans des circonstances avantageuses, et jamais ma cause n'a été en meilleur état que maintenant. » Mais il agissait ainsi pour montrer au pape qu'il n'avait pas affaire avec un homme pusillanime; peut-être aussi pour ne pas trahir la moindre défiance aux yeux de ses adhérents, qui pourraient bien avoir connaissance de ces lignes; et enfin aussi, en vue des éventualités de sa lettre. Et pourtant il ressort de cet écrit même qu'il n'était pas rempli d'espoir, car il ajouta : « Dieu m'est témoin que depuis la mort de mon oncle, le roi Richard, vous êtes ma seule consolation et mon unique appui; mais j'ai la ferme assurance que, tant que vous serez disposé en ma faveur, ma cause prospérera, et qu'avec l'aide de Dieu elle sera menée à une bonne fin, conforme à tous mes vœux. » Mais si le fils de Heinrich le Lion restait inébranlable, ceux qu'il regardait et qu'il devait regarder comme ses amis commençaient à fléchir et à calculer les chances. L'archevêque Adolphe de Cologne lui-même, le provocateur des troubles, se mit à pencher alternativement d'un côté ou de l'autre. Il se montra si tiède ou si douteux, qu'il donna lieu à de mauvais propos sur ses intentions. Lorsque Otto lui parut être privé de toute assistance terrestre et humaine, alors lui vint tardivement la prudente réflexion que seul il ne pouvait tenir tête à tous les princes, qu'il ne pouvait seul décider du sort de l'empire romain, en dépit des volontés unanimes de ces mêmes princes; et, en jetant les yeux sur le parti opposé, il lui devint évident qu'Otto n'acquerrait jamais l'empire, à moins que Dieu, qui donne les royaumes de la terre à qui et quand il lui plaît, ne le favorisât par des miracles (2).

Au milieu de telles circonstances, Innocent ne crut pas devoir se prononcer d'une manière positive; il lui sembla qu'il valait mieux montrer qu'il n'oubliait pas le Teutschland, et qu'il ne restait pas indifférent à la marche des choses. Le 19 du mois de mai, il adressa en conséquence une lettre à l'archevêque de Cologne et à beaucoup d'autres princes des deux ordres, qui lui avaient annoncé l'élection et le couronnement d'Otto, ou desquels il espérait au moins qu'ils ne se rangeraient pas du parti de Philippe. Il remercie les princes de l'ambassade et de la lettre par laquelle ils l'ont informé de l'élection et du couronnement de son bien-aimé fils en Jésus-Christ, l'ont prié de confirmer par son autorité apostolique ce qui avait été fait, et d'appeler le roi élu à recevoir la couronne impériale. Il avait accueilli et traité avec bienveillance les députés, pour l'honneur de l'empire et par considération pour eux et pour Otto; aussi était-il disposé à faire sincèrement, autant qu'il le pouvait, avec l'aide de Dieu, tout ce qui serait susceptible de profiter à l'honneur et aux intérêts d'Otto; car il espérait qu'en bon prince catholique, il persisterait dans le respect que ses ancêtres avaient toujours montré à l'Église romaine, et qu'il appliquerait tous ses soins à la servir. De ces expressions, avec quelque précaution qu'elles eussent été choisies, ressortait déjà que le choix d'Otto était agréable.

Mais ses sentiments se manifestent d'une manière bien plus évidente dans un autre bref qu'il adressa sans doute en même temps à tous les princes du Teutschland, ecclésiastiques ou séculiers, quoique dans l'intention apparente de les détourner de l'esprit de parti, et de les exhorter au calme et à l'union. La discorde, disait le pape, qui s'était élevée sur l'empire, le pénétrait d'une douleur profonde : car il ne se proposait nullement de l'abaisser, comme le

prétendaient quelques calomniateurs, mais de le relever. Il avait souvent réfléchi, il avait même fréquemment délibéré avec ses frères (3) et d'autres hommes intelligents sur les moyens de parvenir à un accommodement de la querelle. On lui avait proposé d'examiner attentivement les sentiments des électeurs et les mérites des élus, pour donner ensuite sa décision apostolique. On disait de l'un qu'il avait été élu par le plus grand nombre, et qu'il avait en sa possession les insignes impériaux; mais on opposait, d'un autre côté, qu'il n'avait été couronné ni par la personne ni dans le lieu imposés par la loi; qu'il s'était arrogé l'autorité sans prendre l'avis du siége apostolique; qu'il avait été élu roi, courbé encore sous le poids de l'anathème de l'Église, et qu'à un tel candidat, d'après les principes des Pères, aucune obéissance n'était due, malgré le serment de fidélité; qu'il était d'ailleurs contraire à la liberté de l'empire de prétendre à l'autorité suprême en vertu du droit héréditaire; que si le frère maintenant succédait au frère, comme on avait vu précédemment le fils succéder au père, c'en était fait de la liberté des princes, attendu que le candidat dont il s'agissait paraîtrait prendre en main les rênes du gouvernement, non point en vertu du choix des électeurs, mais d'après la loi de succession; enfin, que l'on avait rappelé contre la famille du candidat l'oppression des églises et des princes; ce que lui, souverain pontife, voulait bien passer sous silence, pour éviter toute apparence de rancune et de persécution. En faveur du candidat opposé, on avait dit qu'il avait été couronné par la personne compétente et dans le lieu convenable; mais il avait été répondu qu'un moindre nombre de princes suivait son parti. Mais lui, le pape, pour l'honneur des princes teutschs, n'avait pas voulu entrer dans ces propositions et ces raisons; il les exhortait plutôt paternellement, avec la parole apostolique, à toujours avoir Dieu devant les yeux, à ne s'occuper que de l'honneur de l'empire, afin que sa dignité ne fût pas anéantie et sa liberté perdue, et pour ne pas détruire par l'entretien de la discorde la souveraineté impériale qu'il leur appartenait de conserver; que, s'ils agissaient autrement, lui le pape, en raison des grands périls attachés au retard, donnerait l'adhésion apostolique à celui qui, selon ses observations, serait soutenu par les meilleurs sentiments et les plus grands mérites; car, dans ce temps, l'empire avait besoin d'un roi vertueux et vaillant, et l'Église ne pouvait et ne voulait pas se passer plus longtemps d'un défenseur juste et attentif. Il ne leur faisait cette déclaration à l'avance que pour restreindre leur liberté, leur dignité et leur pouvoir, mais afin d'enlever les aliments à la discorde, à la lutte; car, s'ils élisaient un roi qu'il ne pourrait ensuite couronner empereur, il en résulterait de nouveaux égarements qui deviendraient bien plus grands que les anciens. Et, pour leur faire comprendre plus clairement son opinion et ses conseils, il leur envoyait son fils bien-aimé, son acolyte, qui possédait sa confiance entière et celle de ses frères, et auquel ils pourraient eux-mêmes s'en remettre avec une pleine sécurité.

Mais, avant que ce légat et ces lettres pussent arriver dans le Teutschland, Philippe et les princes qui se rattachaient à lui avaient adressé au souverain pontife des lettres écrites seulement quelques jours plus tard que celles d'Innocent. Ils ne comparaissaient pas devant le saint-père, comme l'avaient fait le roi Otto et les siens, sollicitant l'approbation apostolique de l'élection et l'invitation à recevoir la couronne impériale; mais ils se présentaient, conformément à l'attitude des Hohenstaufen à l'égard du siége apostolique, dans leur indépendance et le sentiment de leur supériorité, réclamant comme un droit, et n'implorant pas comme une faveur ce qu'ils voulaient obtenir du pape. Car, maintenant que le roi Richard était mort, et que les adhérents d'Otto dans le Teutschland paraissaient abandonner sa cause comme perdue, se croyant sûrs du triomphe, ils pensaient sans doute pouvoir se considérer et agir en vainqueurs. Toutefois Philippe, comme les princes, employait les formes du langage poli et composé auquel on était accoutumé en parlant aux papes. Philippe déclare au saint-père qu'il a reçu avec bienveillance son légat, l'évêque de Sutri, ainsi que son compagnon, et il s'excuse de ne pas les avoir congédiés plus tôt; qu'il n'a pas agi ainsi parce qu'il aurait désiré informer, par ces envoyés, le saint-père du résultat de ses affaires, et lui exprimer ce qui serait avantageux à l'Église et à l'Empire. Maintenant il n'avait plus de réserve à observer, car, par la bonté de Dieu, son honneur avait grandi, pris les proportions convenables, et ce qui jusqu'alors lui avait fait

opposition était maintenant abattu et en son pouvoir. Il priait donc le pape et réclamait de lui d'accorder pleine confiance aux paroles des deux hommes revenus du Teutschland. Philippe crut ne pas devoir aller plus loin. L'épître des princes était rédigée de même, dans un style froid, aigre même, presque menaçant. Ils avaient, disaient-ils, la ferme croyance que la bonté apostolique écouterait volontiers et accomplirait ce qu'ils proposaient et demandaient en équité. Aussi pensaient-ils devoir annoncer à lui, le pape, que, réunis en grand nombre, ils avaient élu légalement et solennellement leur illustre seigneur Philippe pour empereur de l'empire romain. Quelques princes s'étant opposés à l'équité, ils n'avaient pas été rassemblés jusqu'ici pour délibérer sur les affaires de l'empire; mais maintenant ils venaient, de concert avec leur seigneur le roi Philippe, de tenir une diète solennelle à Nurnberg (4), afin de prêter à leur seigneur, sous la direction de Dieu, une assistance telle, que personne n'osât repousser son autorité, ni dans l'empire, ni dans les domaines qui avaient été en la possession de son frère. Ils priaient donc instamment le pape de ne pas lever la main pour porter atteinte aux droits de l'Empire, comme ils n'endureraient pas que le droit de l'Église fût amoindri ou violé par personne. Le pape pouvait accorder son adhésion et sa bienveillance dans une grande mesure à leur excellent seigneur, et daigner favoriser son honneur et ses intérêts de telle sorte que l'injustice ne l'emportât pas sur l'équité, et qu'au contraire l'erreur et le mensonge fussent soumis à la vérité. Ils priaient spécialement le pape de témoigner sa bienveillance apostolique à leur ami bien-aimé, au fidèle serviteur de leur maître le roi Philippe, à Markwald, marquis d'Ancône, duc de Ravenne, lieutenant pour le royaume de Sicile, sénéchal de la cour impériale, et, selon qu'ils l'espéraient dans leur confiance en Sa Sainteté, de n'accorder aucun secours aux adversaires de leur seigneur, attendu que sous peu de temps ils se rendraient à Rome avec toutes leurs forces, sous la conduite de Dieu, afin d'obtenir le couronnement impérial avec toute la solennité voulue pour leur seigneur.

Les envoyés chargés de cette correspondance durent se rencontrer en route; probablement l'envoyé pontifical chargé du bref pour le Teutschland le fit porter dans ce pays, et revint à Rome, accompagnant les messagers teutschs; car on ne trouve pas qu'il soit fait mention de l'arrivée d'Œgidius dans le Teutschland; et quoique l'on ne voie pas non plus qu'un bref du pape ait donné lieu à une négociation, ait produit même quelque impression, un peu plus tard pourtant Innocent se réfère à ce bref. Au contraire, les lettres de Philippe et de ses adhérents doivent avoir blessé profondément le pape: car cette froideur, cette indifférence et ce dédain qu'ils manifestaient, étaient nécessairement intolérables pour un homme comme Innocent, enflammé de son zèle et dominé par son orgueil. Cependant une circonstance particulière apaisa un peu sa colère avant qu'elle n'éclatât. Dans le temps même où les lettres parvenaient au pape, l'archevêque de Mayence, Kunrad, revenant de la Terre-Sainte, arrivait à Rome. Cet homme, dévoué avec la même *fidélité* au saint-siége triomphant ou dans la détresse, toujours ferme au milieu de toutes les vicissitudes des choses, riche en grands souvenirs, respectable par son âge, et très-influent sans doute dans tout l'empire à cause de son siége archiépiscopal, le premier du Teutschland à cause de sa noble origine et de ses alliances de famille; cet homme jouissait d'une haute considération auprès du pape. Innocent avait longtemps ressenti douloureusement l'absence de ce prélat du Teutschland au milieu de circonstances si difficiles. Avant de faire partir son bref à Otto et aux princes de l'empire, il avait écrit à l'archevêque Kunrad, en Terre-Sainte, incontestablement pour l'engager à revenir en Europe, dans sa patrie, afin qu'il pût jouir de ses conseils et de son assistance. Il n'avait nullement prétendu le sommer de revenir, mais son désir était assez clairement exprimé. « Quand la barque de saint Pierre était ballottée par les flots, que les vents et les vagues s'élevaient contre elle; quand les rois et les princes de la terre s'étaient dressés contre lui et le christianisme, tu es resté ferme, attaché, cramponné au mât, prêt à la mort et à la captivité, ne craignant ni les menaces de l'empereur, ni les piéges, ni le bannissement. Maintenant les flots se sont abaissés, le vent est favorable, la mer est calmée, Pierre vogue sans crainte sur les vagues de la mer; qui pourrait te séparer de l'amour du siége apostolique? Oh! certes, ni la persécution, ni l'épée, ni la faim, ni

quoi que ce soit, ne t'arracheront à l'amour de l'Église, dans laquelle tu occupes la première place après le chef suprême. » Commençant par ces flatteries et d'autres semblables, le pape se plaint de l'éloignement de l'archevêque, dont les conseils lui font défaut ; il raconte la double élection dans le Teutschland, expose l'état des choses, et, dans le cas où l'archevêque resterait en Orient, il lui fait une double demande : d'abord, de lui transmettre son opinion par écrit; secondement, d'enjoindre rigoureusement à tous les sujets de l'Église de Mayence, ecclésiastiques et séculiers, de reconnaître pour roi celui qui aurait été approuvé par le siége apostolique. Avant que cette lettre pût être parvenue en Orient, l'homme auquel elle était adressée arriva à Rome, à la grande joie du saint-père, d'autant mieux accueilli qu'à ce moment même pouvaient avoir été remises les malencontreuses épîtres du Teutschland.

Le pape et l'archevêque s'entendirent. On ne sait ce qui fut convenu entre eux; mais il n'y a point de doute que l'archevêque Kunrad se chargea de travailler dans le Teutschland au rétablissement de la concorde dans le sens du pape, et de contraindre, à ce qu'il paraît, l'un des deux candidats, Philippe, à quitter l'empire, ou les deux rois à renoncer à la couronne, afin qu'une nouvelle élection pût avoir lieu ; ou enfin, dans le cas où cette tentative échouerait, de déterminer un armistice. Il n'est pas moins certain non plus que l'archevêque promit au pape, devant les cardinaux réunis, de n'entrer dans aucun arrangement sans avoir préalablement informé le pape pour en obtenir un avis et des explications. Avant que l'archevêque partît pour le Teutschland à l'effet de remplir sa grande mission, le pape, poursuivant la même œuvre, envoya d'abord une réponse aux princes teutschs qui avaient reconnu Philippe et avaient notifié cet acte à Rome. Il ne répondit pas au roi Philippe lui-même, dont la lettre paraissait à peine demander une réponse. Les paroles adressées aux princes étaient beaucoup plus douces qu'on n'aurait dû l'attendre. Innocent relevait vivement les points que les princes lui avaient proposés, et les leur plaçait nettement devant les yeux. Pour la plus grande partie, il s'en référait à son bref précédent, qui avait exprimé hautement la douleur sur la discorde dans l'empire. Il ajoutait ensuite : « Nous avons pourtant pesé les mérites des élus et pris des informations sur les sentiments des électeurs, à l'effet de savoir ce qu'était l'élu, comment, où et par qui il avait été couronné, afin que nous ne restassions pas dans une complète ignorance dans le cas où la décision apostolique devrait se tourner du côté de l'un des candidats. Mais il y a eu des hommes funestes et il y en a encore beaucoup qui désirent contempler l'Église et l'Empire dans une discorde perpétuelle, afin de pouvoir poursuivre plus librement leurs indignes manœuvres ; des hommes qui prétendent calomnieusement que nous travaillons d'une manière odieuse à l'amoindrissement et à la destruction de l'empire, tandis qu'au contraire tous nos efforts les plus énergiques tendent à son maintien et à sa prospérité; car, si quelques empereurs ont blessé cruellement l'Église, il en est d'autres aussi qui l'ont grandement honorée, et plût à Dieu que les droits de l'Église nous fussent conservés aussi inviolables que nous voudrions voir maintenant les droits de l'Empire. Mais comme la couronne impériale doit être conférée par l'évêque de Rome, nous inviterons à venir recevoir la couronne celui qui aura été élu conformément aux usages et couronné légalement, et nous accomplirons le couronnement avec toute la solennité requise. » De ces paroles on peut assez clairement induire pour quel roi penchait le pape. D'un autre côté, il exprime un blâme sévère sur l'espèce de sommation que les princes lui avaient faite relativement au markgraf Markwald : cela, dit-il, ne méritait aucune réponse; si ceux qui avaient écrit de telles choses avaient connu l'iniquité et la perfidie de cet homme, loin de demander pour lui, ils auraient réclamé contre lui. Trois fois il avait violé le serment prêté au pontife. Au mépris de la foi et de l'hommage qu'il devait au roi Friedrich de Sicile, il avait tenté d'arracher au pape et au roi cet État, qui incontestablement appartenait en fait et en droit au siége apostolique. Il savait à n'en pas douter que Markwald se proposait de se faire roi lui-même; en conséquence il l'avait accablé sous le poids de l'excommunication.

Aussitôt après l'envoi de cette lettre, partit l'archevêque Kunrad, accompagné du marquis Boniface de Montferrat. Mais, dans le Teutschland, il ne répondit nullement à l'attente du souverain pontife, soit que par l'effet de l'âge,

des fatigues et des souffrances, Kunrad eût perdu son ancienne énergie, soit que l'aspect des choses dans le Teutschland lui donnât la conviction que le pape ne réussirait jamais dans ses projets en faveur d'Otto, ou bien enfin que, la situation de sa maison, relativement au prince Welf et au candidat Waiblingen, le portant à de sérieuses réflexions, il pensât avoir sincèrement travaillé à l'accommodement de la querelle, mais sans y avoir porté la résolution ni l'activité nécessaires. Il semblerait même qu'il n'aurait guère jeté ses regards en arrière, qu'il aurait tenu peu de compte du pape et du saint-siége, de sorte que le soupçon s'éleva qu'il s'était laissé gagner par Philippe ou pour Philippe. Il parvint bien à ménager entre les princes des deux partis, dans les pays sur le Rhin, un armistice qui devait durer jusqu'au mois de novembre, en attendant qu'une réunion de princes ecclésiastiques et séculiers des deux partis pût avoir lieu, sous sa présidence, à Boppard, aux décisions de laquelle les rois ennemis devraient se conformer. Mais on ne gagna pas beaucoup à ces dispositions; l'armistice ne fut pas reconnu par les autres princes de l'empire, et en particulier par ceux de Saxe et de Thuringe. La guerre qui se poursuivit, cruelle, dévastatrice comme par le passé, fournissait des aliments aux passions mauvaises. Il était donc à prévoir que le conseil à tenir à Boppard, s'il pouvait avoir lieu, n'aurait aucun résultat, parce que le candidat au préjudice duquel il prononcerait rejetterait certainement cette décision. Mais, en arrêtant ces conférences, l'archevêque lui-même s'était mis en une grave contradiction à l'égard du pape. Il avait promis au souverain pontife de ne rien décider sans avoir préalablement obtenu son avis, et pourtant il avait été arrêté que la sentence des princes réunis à Boppard serait reconnue et adoptée comme une solution définitive. Il était donc à prévoir qu'Innocent III s'élèverait contre toute décision, qu'elle fût dans un sens ou dans un autre.

Toutefois les deux rois Philippe et Otto ne restaient pas indifférents à la pensée de la réunion de Boppard. Ils prévoyaient que là serait serré un lien qu'il serait aussi difficile de trancher que de dénouer. Philippe paraît n'avoir pas cru que la sentence pouvait être prononcée contre lui; mais il craignait que la colère, les ressources et l'habileté du pape, ne rendissent difficile, peut-être impossible, l'exécution de cette décision à son profit. Otto était préoccupé de l'inquiétude que l'on ne décidât contre lui, si le pape, par une brusque intervention, ne détournait pas le danger de sa tête. Les deux candidats s'adressèrent donc de nouveau au saint-père. Philippe, confiant dans sa supériorité, n'écrivit pas, mais envoya à Rome deux affidés, ses deux chapelains, Friedrich et Jean, avec des instructions verbales, et pria seulement le pape de prêter une oreille attentive à ces hommes, d'accorder une entière confiance à leurs paroles, comme s'il les recueillait de sa propre bouche. Les instructions sont inconnues; mais il est vraisemblable, d'après la confiance de Philippe en sa supériorité, qu'elles devaient attirer le pape à la décision qui serait rendue par la majorité des voix à Boppard.

De son côté, Otto non-seulement envoya une ambassade au saint-père, mais encore lui exposa longuement par écrit l'importance du moment. Il assure bien, en général, sans doute pour ne pas déplaire à ses adhérents, qu'il n'a jamais été plus fort depuis qu'il a obtenu la couronne, et que jamais ses princes et barons ne lui ont été plus fermement attachés que maintenant; il remarque aussi, relativement à la conférence de Boppard, qu'il ne conçoit pas le moindre doute sur la fidélité et le dévoûment des princes qui assisteront de son côté à cette réunion, et parmi lesquels se trouve l'archevêque de Cologne, le premier de tous; qu'il a même confiance dans la plus grande partie des princes qui paraîtront du côté de son adversaire; néanmoins il ajoute : « Nous pensons qu'il vaudrait mieux que vous vinssiez à temps à notre aide, que de chercher ensuite à guérir la blessure. Le médecin peut soulager le malade; il ne peut réveiller personne du tombeau. Nous prions donc respectueusement et instamment votre sainteté d'ordonner, en vertu du pouvoir qu'elle tient de Dieu, à tous les princes qui doivent se rendre à Boppard, et à tous autres qui pourraient se trouver à la négociation, sous la menace des châtiments qu'il vous appartient d'infliger, qu'ils soutiennent notre cause, qu'ils s'attachent à nous, et qu'ils défendent maintenant et conservent de toutes leurs forces la couronne du Teutschland, qui a été posée sur notre front par la personne, dans le temps et le lieu qu'indiquaient

les lois et les coutumes. » Il faisait encore une recommandation de diligence, parce qu'il avait donné ordre à ses messagers de se retrouver auprès de lui huit jours avant la conférence de Boppard. Il joignait aussi, revêtus de sa confirmation, des actes dans lesquels étaient contenus les traités que ses précédents ambassadeurs avaient conclus avec le pape. Quelques conventions qui eussent été arrêtées dans ces traités, Otto promettait de les accomplir avec une ponctualité religieuse.

Innocent fut d'autant plus surpris par le double message, qu'il n'avait reçu, pour ainsi dire, aucun avis de son plénipotentiaire l'archevêque de Mayence. Il pouvait se tromper sur les dispositions de cet ancien ami du siége apostolique. Ses projets, ses sentiments s'opposaient à ce qu'il cédât aux demandes de Philippe, de quelque nature qu'elles fussent; on ne voyait pas encore apparaître une nécessité sous laquelle doit se courber même le plus puissant. Exaucer les prières instantes d'Otto, cela lui était également impossible. Cependant il n'y avait plus moyen de s'envelopper dans l'ancienne réserve, et de garder comme autrefois le silence. Il parla donc, mais il ne s'expliqua pas avec une netteté, une décision qui ne lui permît plus d'incliner, soit à droite, soit à gauche.

D'abord, il fit paraître devant lui les envoyés de Philippe dans une assemblée de cardinaux; il leur tint un discours qui de nos jours serait regardé comme un modèle de vaine faconde, mais qui, dans ces temps de foi, d'attachement à la tradition et aux idées obscures, fit une sensation profonde. Le sens propre et définitif de ce discours était le rejet des propositions de Philippe; et en même temps l'orateur voulait montrer que le sacerdoce était au-dessus de la royauté, que par conséquent la royauté ne devait pas s'opposer au sacerdoce, et que si la royauté excitait la discorde, il fallait nécessairement qu'elle fût humiliée par le pontife. De là, cette conséquence, qu'il n'exprima pas pourtant lui-même, qu'à lui, souverain pontife, appartenait la décision dans la cause débattue entre les rois, et qu'il lui serait impossible de se déclarer pour un prince qui s'était élevé, ainsi que toute sa famille, contre l'autel; qui s'était efforcé de se mettre au-dessus du sacerdoce, et même de l'abattre : et il appuya son opinion sur la sainte Écriture. Il commence avec Melchisédech : « C'était un roi et un prêtre, roi de Salem, prêtre du Très-Haut, roi de l'État, prêtre de la Divinité. S'il y a différence entre l'État et la Divinité, assurément il en existe une aussi entre la royauté et le sacerdoce. Quand Abraham revint de la bataille avec les rois, il donna la dîme de tout à Melchisédech; Melchisédech bénit Abraham, et emporta du pain et du vin; car il était prêtre du Très-Haut. Celui qui reçoit la dîme est supérieur en dignité à celui qui la paye, et celui qui reçoit la bénédiction est inférieur à celui qui la donne. » Après ce début, Innocent remonte jusqu'à Abel, pour descendre ensuite au royaume des Juifs partagé, jusqu'à la captivité de Babylone, suivant une marche très-habile. Partout le prêtre est mis par le Seigneur au-dessus des rois. Les prêtres seraient, pour ainsi dire, appelés dieux; les rois ne sont que princes. Les lèvres du prêtre, dit le prophète, gardent la sagesse, et la loi est demandée de sa bouche; car il est un messager du Dieu des armées. La grande parole du Christ n'est pas oubliée non plus : Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église; ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel, et ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le ciel : car cette parole prouve que les princes n'ont que le pouvoir sur la terre, mais qu'aux prêtres a été donné aussi du pouvoir dans le ciel; que les premiers commandent seulement sur le corps, mais que les autres ont la domination aussi sur les âmes. D'où il suit qu'autant l'âme est au-dessus du corps, autant la dignité du sacerdoce est au-dessus de la dignité de la royauté. Enfin l'orateur arrive aux temps de la nouvelle alliance; ici, il ne cherche pas ses exemples dans les anciens temps; il s'arrête, non sans amertume, à la maison de Hohenstaufen. « La royauté et le sacerdoce, dit-il, étaient tous deux partagés au temps du pape Innocent et du roi Lothaire. Contre Innocent se dressait Anaclet, contre Lothaire Kunrad; mais ces deux hommes catholiques, Innocent et Lothaire, triomphèrent. Innocent couronna Lothaire, et les deux rebelles succombèrent; car la vérité abat le mensonge. Ensuite s'éleva un schisme dans l'Église au temps d'Alexandre, tandis que l'Empire resta uni sous Friedrich. Mais cet empereur, au lieu de défendre l'Église, en fut le persécuteur, attisa encore le feu et seconda les rebelles contre l'Église,

Néanmoins bientôt schisme et schismatiques s'abîmèrent; l'incendiaire et ses brandons furent rejetés en même temps. Mais maintenant, par la grâce de Dieu, l'Église jouit de l'unité; à cause de nos péchés, la discorde est dans l'Empire. Néanmoins l'Église ne rend pas à l'Empire le mal qu'il lui a fait; elle ressent, au contraire, de la douleur de ce que des princes triomphent de l'abaissement de l'État, foulent aux pieds la liberté et la dignité, tiennent à honneur l'humiliation de l'empire. Déjà depuis longtemps l'on aurait dû se tourner vers le saint-siége, devant lequel, en premier lieu et en définitive, cette cause doit être incontestablement entendue; d'abord, parce que le siége apostolique a transporté l'empire de l'Orient à l'Occident, enfin parce qu'il confère la couronne impériale. » Par ces expressions, les envoyés de Philippe avaient reçu à l'avance la réponse qu'Innocent promettait de leur donner spécialement.

En même temps il adressa un nouveau bref dans le même sens à tous les princes du Teutschland, ecclésiastiques et séculiers. Il cherche à y montrer qu'entre le sacerdoce et la royauté doit régner la concorde, peint les bienfaits de cette union et les maux de la discorde, insiste sur l'unité, et, comme dans ses précédentes épîtres, exprime, en finissant, la menace de ne pas s'arrêter dans sa marche, dans le cas où eux-mêmes persisteraient dans la lutte.

Enfin il écrivit à l'archevêque Kunrad de Mayence. Il lui rappelait la promesse qu'il lui avait donnée oralement, et lui témoignait son grand étonnement de ce qu'il eût pu indiquer une réunion de princes ecclésiastiques et séculiers, dont la décision devait être observée par tous les princes, sans avoir au préalable obtenu son opinion, sans lui avoir donné le moindre avis. Il envoyait donc son cher fils OEgidius, son acolyte, auprès de lui d'abord, puis auprès d'autres princes. Par OEgidius et par son bref aux princes réunis, il pourrait apprendre sa volonté et son opinion. « Mais, ajoutait-il, comme tu connais mes vues entières, je t'exhorte et je t'invite, au nom du Seigneur, à te conformer à mes désirs, et à te conduire de telle sorte que rien ne soit entrepris contre l'intérêt commun de l'Église et de l'Empire. Efforce-toi d'accomplir énergiquement mes projets; montre encore maintenant dans ta vieillesse le même zèle dont tu as fait preuve dans ta jeunesse, aux jours de mes prédécesseurs, pour l'honneur de l'Église. De même que jusqu'ici tu as combattu loyalement pour l'Église, applique-toi sans cesse à parcourir dignement la fin de ta carrière, pour que, plein de confiance, tu puisses t'écrier avec l'Apôtre : J'ai soutenu la lutte en bon champion, j'ai achevé ma course, j'ai maintenu la foi; j'ai donc droit à la couronne de justice que le Seigneur, le juge équitable, me conférera un jour. » De tout cela, sans doute, il ne manqua pas de donner avis au roi Otto par les ambassadeurs de ce prince, avec lesquels il ne paraît avoir eu que des conférences secrètes, et auxquels il donna peut-être aussi des instructions confidentielles, pour s'excuser lui-même et pour encourager le roi.

Quel effet ces efforts du pape produisirent-ils sur les princes teutschs? on ne peut le dire. Mais la diète de Boppard se passa sans amener de résultats. Beaucoup de princes s'abstinrent d'y paraître : le roi Philippe s'en éloigna; le roi Otto, invité par le marquis Boniface de Montferrat à se rendre à Boppard, déclina par avance le tribunal, au moins toute sentence qui serait rendue contre lui. « Il regarderait, déclara-t-il, comme une honte de renoncer à l'empire sous une condition quelconque, lorsqu'il avait été couronné comme roi avec les formes légales (5). » Les princes qui s'étaient trouvés à l'assemblée quittèrent donc Boppard sans avoir rien fait. L'archevêque Kunrad de Mayence suivit l'archevêque Adolphe à Cologne, pour tenter encore une fois si la négociation ne pourrait être reprise et poursuivie; mais, cet essai ayant échoué, il renonça aussi à entreprendre un accommodement dans le Teutschland, pour aller s'acquitter d'une autre mission du pape dans un pays différent. Les choses restèrent comme elles avaient été; la polémique et la lutte par les armes continuèrent donc comme par le passé, augmentant le désordre et les calamités, jusque bien avant dans l'année 1200. On connaît à peine des détails précis; de ce qui est connu, l'on ne peut guère s'en rendre compte, et ce que l'on comprend n'offre aucune instruction, n'a exercé aucune influence sur la marche des événements. Vers le milieu de l'année pourtant, se produisit un fait qui parut bien propre à entraîner une décision.

CHAPITRE VII.

ÉLECTIONS CONTRADICTOIRES A MAYENCE. — CONTINUATION DE LA LUTTE ENTRE PHILIPPE ET OTTO. — DÉCISION DU PAPE EN FAVEUR D'OTTO.

De l'an 1200 à l'an 1201.

Quatre ans auparavant, le roi Béla III de Hongrie était mort avant d'avoir été en état de remplir son serment de croisade. Il avait laissé le royaume à son fils aîné Emerich, et chargé le cadet, André, d'acquitter son vœu, en lui léguant l'argent nécessaire pour l'exécution de l'œuvre pieuse. Mais André, jeune homme audacieux, dont l'âme était moins tournée vers le ciel qu'attachée aux grandeurs de la terre, employa l'argent à former une force militaire avec laquelle il méditait d'arracher à son frère une partie du royaume. Il s'éleva donc entre les deux frères une lutte pleine d'alternatives qui dura plusieurs années, jusqu'à ce qu'enfin André fut forcé de quitter le royaume. Il s'était dirigé vers Vienne, afin de trouver refuge et assistance auprès du duc Léopold d'Autriche; mais il avait ainsi attiré les armes de son frère par delà les frontières de la Hongrie, sur le territoire autrichien, tandis qu'en Hongrie étaient restées des semences de nouveaux troubles et de nouvelles querelles. Cet état de choses parut grave au pape Innocent; il pouvait encore ajouter à la confusion du Teutschland, si les hommes pieux qui se rendaient en Terre-Sainte continuaient à prendre la route de la Hongrie, et il pouvait de plus être très-nuisible à une nouvelle croisade, dont le pape poursuivait le projet avec ardeur, et pour lequel avaient été gagnés beaucoup d'hommes, principalement en France. Il avait donc chargé l'archevêque de Mayence, pendant le séjour de ce prélat à Rome, d'arranger les affaires de Hongrie après la pacification du Teutschland. Lorsqu'il n'y eut plus rien à faire dans le Teutschland, au moins pour le moment, Kunrad se rendit en Hongrie, et là il put se féliciter d'un plus heureux résultat. Il réconcilia facilement les frères ennemis, les amena facilement aussi à jurer qu'ils accompagneraient la nouvelle armée de croisés en Terre-Sainte, et à promettre de confier, pour le temps de leur absence, le gouvernement de la Hongrie au duc Léopold d'Autriche. Après ce succès, le digne prêtre repassa la frontière. Mais à peine l'avait-il franchie, que les deux frères, au mépris de leur promesse et de leur serment, retournèrent à leurs anciennes querelles, peut-être avec d'autant plus d'emportement que l'archevêque avait su aussi déterminer le duc Léopold à la croisade. Quant à l'archevêque, il ne revit plus son siége, et peut-être à sa satisfaction; il mourut à Passau.

A peine le cadavre fut-il arrivé à Mayence, dans le mois de septembre, et eut-il été enseveli avec grande pompe en présence du roi Philippe, qu'éclata sur la tombe même cette malheureuse discorde qui déchira tout l'empire, pénétrant dans tous les cercles, dans les campagnes, dans les palais, dans les chaumières. Il s'ensuivit une double élection pour le siége archiépiscopal, le plus élevé dans l'empire. Ceux qui adhéraient au roi Philippe, ou s'en laissaient imposer par son voisinage et sa puissance, se déclarèrent pour l'évêque de Worms, Lupold de Schœnfeld. C'était un seigneur magnifique, doué de belles facultés d'esprit et de toutes sortes d'agréments extérieurs; mais en même temps c'était un homme dur, orgueilleux, plus propre à manier l'épée qu'à prêcher l'Évangile, impitoyable dans la guerre, inactif jusqu'à l'indolence dans la paix. Il avait secondé très-volontiers les cruautés de Heinrich VI dans la Pouille, et croyait ainsi avoir de justes droits à la faveur dont Philippe l'honorait. Mais il ne paraissait pas à tous les yeux digne du siége archiépiscopal. Quelques-uns des seigneurs du diocèse, en très-petit nombre à la vérité, quittèrent la ville de Mayence, parce que l'élection n'était pas libre en présence de Philippe, et se rendirent à Bingen. Plusieurs vassaux de l'église de Mayence les accompagnèrent; une partie des bourgeois de la ville les suivirent à Bingen. Ils élurent le prévôt de l'église de St-Pierre de Mayence, Sifrid ou Sigefrid, soit qu'ils eussent une confiance particulière en ce pieux personnage, ou dans la famille d'Eppstein, à laquelle il appartenait, soit qu'il ne se trouvât aucun autre candidat sur lequel ils pussent diriger leur choix. A la nouvelle de cette élection, Lupold marcha sur Bingen avec des troupes, afin de se saisir de son adversaire, ainsi que de tout le parti qui s'y rattachait. Le projet échoua. Sifrid fut en

grand danger; mais il échappa heureusement, et se rendit auprès du roi Otto, qui l'accueillit amicalement et lui conféra les régales de l'archevêché de Mayence, de même que Philippe en dota Lupold. Bientôt, avec l'assistance d'Otto, soutenu par les forces nécessaires, Sifrid se trouva en état de revenir à Bingen. Il s'empara de cette place par la force des armes, et beaucoup d'adhérents de Lupold tombèrent entre ses mains.

Au moment même où se passait cet événement, le pape Innocent paraissait se soucier peu des affaires du Teutschland. Depuis que le danger dont le roi Otto avait été menacé à la diète de Boppard s'était dissipé, le pontife avait fait à peine quelque chose qui méritât une attention sérieuse. Et dans le fait il ne pouvait plus suivre ses anciens errements : ses exhortations étaient épuisées; on aurait ri de ses menaces, s'il avait voulu les répéter encore une fois; il lui fallait donc attendre une occasion favorable. Cependant, dans l'intervalle qui sépare la diète de Boppard de la double élection de Mayence, pendant plus d'une année, il apparut que la cause d'Otto, sans avoir fait de progrès, n'avait pas non plus reculé; que lui-même, plus pauvre en ressources qu'auparavant, au milieu des hésitations de ses adhérents, ne se regardait pas comme perdu, et que dans la guerre il se maintenait à peu près sur le même pied, perdant un prince aujourd'hui, en gagnant un autre demain; il n'y avait donc aucun motif pour l'abandonner. Innocent fit aussi une nouvelle et grande épreuve de ses forces et de l'efficacité de ses moyens, de sorte qu'il put bien concevoir la confiance que sa décision définitive ne serait reçue ni avec dédain ni avec indifférence.

Ainsi qu'on l'a déjà rappelé, le pape avait envoyé un légat en France, pour annoncer au roi Philippe-Auguste que s'il n'éloignait pas de lui sa compagne Agnès avant l'expiration d'un mois, pour reprendre sa première et légitime épouse répudiée, Ingeburg, et la tenir à ses côtés, l'honorer comme reine et comme femme, tout le royaume serait frappé d'interdit. Mais il en était resté aux menaces; le roi ne s'en était pas soucié, les prélats ne s'y étaient pas soumis, le légat n'avait pas accompli ses ordres. Innocent laissa d'autant plus volontiers passer les choses, que le légat, en ménageant un armistice entre les rois de France et d'Angleterre, pouvait légitimer sa mission. Mais, dans l'automne de l'année 1199, après la mort du roi Richard, après que le roi de France eut fait des démarches auprès du pape en faveur de Philippe de Hohenstaufen, lorsque la tentative d'accommodement de l'archevêque de Mayence eut échoué, et que la cause du Welf Otto paraissait menacée de toute sorte de périls, alors le pontife en reprit la défense, et sut excuser ses hésitations précédentes aussi habilement que justifier son ardeur subite. Il inaugura le renouvellement ou la poursuite de son intervention par un bref rempli d'onction, adressé à tout le clergé de France. « Notre esprit est agité d'inquiétude, notre cœur tremble de douleur. Nous craignons, dans l'affaire du mariage de notre bien-aimé fils en Jésus-Christ, Philippe, roi des Français, de nous écarter à droite ou à gauche, et de donner ainsi lieu à paraître rechercher la faveur d'un homme plus que celle de Dieu; et nous nous appliquons avec un soin mêlé d'angoisses à suivre la voie droite en face du roi, car, en raison de notre grand amour et de notre bienveillance extrême pour lui, nous croirions nous blesser nous-même en lui. » Après de longues périodes déroulées dans ce sens, suit l'ordre de prier, d'exhorter, de presser le roi, afin qu'il s'éloigne du péché et retourne à la vertu, sans quoi l'interdit sera sans retard prononcé contre lui. Et parce que Philippe alors, comme auparavant, persista dans ses sentiments, n'écoutant ni exhortations ni avertissements, se consolant facilement de tout dans son amour pour Agnès, le légat pontifical convoqua un concile à Dijon pour le 6 décembre. Dans cette assemblée il prononça l'interdit. Au commencement de la nouvelle année, cette sentence fut proclamée publiquement et mise à exécution dans toute la France, en exceptant à peine quelques cantons : car les ecclésiastiques redoutaient la colère du pape, et obéissaient en tremblant. Mais l'excommunication ne suivit pas; et d'ailleurs la menace n'en avait pas été faite contre le roi, ni contre sa seconde épouse, ni contre les provocateurs et les fauteurs du scandale, les courtisans, ni contre personne. Grégoire VII n'aurait pas agi ainsi; il aurait abattu un coupable avec ses foudres, et eût épargné le peuple. Innocent ménagea le coupable, et ne se fit pas scrupule de déchaîner des calamités épouvantables sur tout un peuple; car la vie entière de ce temps repo-

sait sur la religion, était prise en tous sens par des pratiques religieuses. L'homme était consacré par la religion en entrant dans le monde, il passait dans l'éternité (1) avec le sceau de la religion ; tous les jours de plaisir y trouvaient leur point de repos, tous les jours de tristesse leur consolation. La suppression de la vie publiquement religieuse était comme une destruction du sol sur lequel les hommes se tenaient; avec les fêtes religieuses disparaissait toute joie. La France ressemblait à une grande maison de deuil, où la lumière du soleil ne brillait plus. Le roi Philippe-Auguste s'effraya peut-être d'un tel effet ; mais sa passion était trop forte, et le regard de son infortunée Agnès, alors enceinte, alluma en son âme une violente indignation contre le monde des prêtres qui produisait cette immense désolation. Dans l'emportement de sa passion, il exerça des violences sur les prêtres de son royaume, qui pourtant n'étaient que les instruments et non pas les moteurs du pontife de Rome. Bientôt il ne borna pas ses violences aux ecclésiastiques; elles s'étendirent aussi sur les vassaux laïques, sur des grands et des petits, même sur les bourgeois des villes et les hommes des dernières classes ; car tous lui paraissaient complices du pape, parce que tous gémissaient sur le malheur qui pesait sur la France, et que lui-même paraissait y avoir attiré. Mais une telle fureur devait bientôt s'épuiser. Le roi ne trouva plus de serviteurs de sa volonté, plus d'instruments de ses caprices. Lui-même était malheureux, et la femme objet de son amour était arrivée au plus haut degré de l'infortune. Avant l'expiration de huit mois, Philippe-Auguste abandonna la lutte, au moins en apparence. Comme toutes les tentatives pour gagner le pape échouèrent, il se courba devant la volonté de fer du prêtre énergique, dont la main pesait lourdement sur lui. Sa seconde épouse fut éloignée, pour aller bientôt, brisée par la douleur, descendre dans la tombe ; la première fut rappelée comme reine à la cour de Philippe. Si le roi, ne pouvant maîtriser encore son ancienne impétuosité, se tordit en tous sens, il lui fallut pourtant, pour le moment, se résigner à reconnaître tout ce que le pape exigea de lui. Mais ce qui ne put jamais être arraché par la force, l'inclination et la sympathie étaient bien loin de lui.

Dans ces faits, comme dans la première intervention du pape au sujet du mariage du roi de France, on peut douter si lui-même, comme il l'assure, agit simplement par devoir apostolique, ou si, dans sa conduite, il ne dirigea pas aussi ses regards sur les circonstances du Teutschland, et s'il ne considéra pas sa situation relativement à la maison des Hohenstaufen. Toutefois, si l'on réfléchit à l'hésitation précédente du pape dans cette affaire, comme s'il avait oublié ses propres ordres, et que son intervention subite, sans motif particulier, eût été amenée par la circonstance même; si l'on considère l'état des choses dans le Teutschland au moment où il agit de nouveau, cette fois encore il est difficile d'écarter cette pensée que, dans le triomphe sur le roi de France, il avait eu aussi une victoire remportée sur Philippe de Hohenstaufen, et qu'il avait espéré, par les malheurs de la France, ébranler les princes teutschs qui prétendaient se rattacher à Philippe. Les actes d'un tel homme se tenaient et formaient un ensemble ; rien n'était isolé. Partout il ne voyait qu'un seul objet. La cause d'Otto lui tenait sans doute plus au cœur que celle de la reine répudiée Ingeburg. Une suite d'années avaient passé sur les mauvais traitements subis par cette princesse; elle avait trouvé des consolations dans la prière et le dévoûment ; elle ne pouvait se relever à côté de son époux que sur l'abaissement et la flétrissure d'une autre femme non moins innocente, et elle pouvait difficilement attendre à côté de Philippe une vie plus supportable qu'elle ne l'avait trouvée dans la solitude du cloître; l'honneur et l'autorité du saint-siége enfin ne paraissaient pas en péril, puisqu'il ne pouvait ni prévenir ni venger tous les actes de rigueur, d'injustice et de cruauté. L'issue de la querelle dans le Teutschland, au contraire, paraissait ne pouvoir rester sans résultat pour tout le monde chrétien. Si le prince Hohenstaufen l'emportait, d'après les vues du pape, le siége apostolique était en péril ; en supposant même que le saint-siége n'eût rien à craindre, suivant tous les calculs humains, les plans d'Innocent III étaient fortement menacés : et aux yeux du pape, ses propres projets, le siége apostolique et le salut de l'Église étaient compris dans une seule et même cause. Si au contraire Philippe était éloigné de l'empire, d'après la situation des choses, un grand ébranlement ne pouvait être détourné que par le moyen

d'Otto. Mais, de quelque manière que ces rapports puissent être jugés, les événements de France étaient bien propres à remplir le pape d'une confiance orgueilleuse, et à lui donner la conviction que devant son pouvoir, fondé sur la croyance des hommes de ce temps, nul homme ne pourrait maintenir une opposition durable.

Au moment même où Innocent pouvait être arrivé à cette confiance et à cette conviction, survint la nouvelle de l'élection contradictoire du siége archiépiscopal de Mayence. Cette élection paraissait ouvrir une autre source d'infortunes et de troubles; la division dans l'Empire pouvait amener la discorde dans l'Église. Cette nouvelle, qui sans doute causa une émotion bien pénible à Innocent, dut le pousser à une résolution d'autant plus prompte que désormais il devait définitivement choisir l'un des deux rois et rejeter l'autre. Innocent se déclara sans détour contre Philippe, et il le fit dans un écrit où se trouvaient exposés les motifs de sa décision, avec un développement qui était maintenant à peine nécessaire.

Dans cet écrit, rédigé au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, il établit premièrement comme incontestable le droit qu'il réclamait. « Il est connu, dit-il, que l'empire romain appartient d'abord et en dernier ressort au siége apostolique, parce qu'il a été transféré par lui, et à cause de lui, de la Grèce en Occident; que le saint-siége a opéré cette translation dans l'intérêt d'une meilleure défense; enfin, parce que l'empereur obtient son élévation du souverain pontife par l'imposition des mains: car c'est le successeur de saint Pierre qui le bénit, le couronne et lui confère l'empire. » Ensuite, afin de paraître sans partialité, il rattache l'élection de son pupille, le petit roi Friedrich de Sicile, à laquelle on pensait encore à peine dans le Teutschland, à l'élection des ducs Philippe et Otto, et pose en principe qu'à l'égard de chacun de ces trois élus il faut considérer trois choses: ce qui est admissible, convenable, salutaire. Appliquant d'abord cette règle à Friedrich, il prétend que tout parle pour lui; il a été librement élu; les princes lui ont spontanément et unanimement prêté serment de fidélité; on ne peut admettre de doute sur ce point. Il paraîtrait inconvenant que le pupille du siége apostolique fût exilé de l'empire justement par ce siége qui devait le protéger dans son droit. Une telle exclusion ne pourrait être non plus salutaire; car il était à craindre que l'enfant repoussé, une fois devenu homme, ne montrât plus au saint-siége le respect qu'il lui devait, qu'il ne le combattit au contraire par tous les moyens, et ne lui arrachât le royaume de Sicile. Mais à ces considérations pouvaient en être opposées d'autres plus graves encore. Le serment était illicite, l'élection irréfléchie; car les princes avaient choisi une personne inhabile, un enfant de deux ans à peine, qui n'avait pas encore reçu le saint baptême. L'on ne peut s'arrêter à l'objection que le serment était licite selon l'opinion de ceux qui le prêtaient; car, encore bien qu'ils élussent un enfant pour empereur, leurs vues étaient non pas qu'il régnât aussitôt, mais seulement quand il serait parvenu à l'âge voulu par la loi. Mais comment pouvaient-ils prononcer sur l'habileté? il était possible qu'ils eussent élu un fou, indigne de la moindre fonction. Supposons qu'ils eussent présumé qu'il dût régner seulement quand il serait devenu capable de gouverner l'empire, et que jusque-là le père dût veiller aux intérêts publics; il était survenu un événement qui annulait la validité d'un tel serment, la mort du père. Comme l'empire ne peut être administré par un lieutenant, que l'on ne peut élever un empereur éventuel en expectative, que l'Église ne peut et ne doit se passer d'un empereur, il paraît licite de veiller sur l'Empire au moyen d'un autre. Mais il ne convient pas non plus que Friedrich règne. Comment celui qui a besoin d'une direction pourrait-il conduire les autres? comment protéger le peuple chrétien, s'il est lui-même placé sous une protection étrangère? Il n'importe pas qu'il ait été remis à notre appui; il nous a été confié non pour que nous lui fissions acquérir l'empire, mais afin que nous défendissions pour lui le royaume de Sicile; enfin il n'est pas salutaire qu'il obtienne l'empire. Par là le royaume de Sicile serait réuni à l'Empire, et cette réunion seule jetterait le trouble dans l'Église: car, sans mentionner d'autres dangers, Friedrich, une fois revêtu de la dignité impériale, refuserait le serment de fidélité et de service à l'Église pour le royaume de Sicile, comme avait fait son père. On objecte que s'il apprend que l'Empire lui a été enlevé par l'Église, il pourra se livrer contre elle à des offenses, à des attaques. Mais une telle supposition ne peut être un argu-

ment solide; car il ne pourra jamais dire avec vérité que la dignité impériale lui a été soustraite par l'Église, puisque c'est son oncle Philippe qui a saisi non-seulement l'empire, mais son héritage paternel, et qui ourdit encore des trames pour s'emparer des possessions maternelles, pour la défense desquelles l'Église romaine n'épargne ni efforts ni dépenses.

Ainsi était traitée la question relative au roi Friedrich. La même règle s'appliquait également à Philippe. Innocent met en face les arguments qui militent pour et contre Philippe; mais tout se trouve dans le précédent récit; le pape ne produit rien de nouveau. Pour Philippe, dit-il, on peut exposer qu'il n'est pas licite de combattre son élection, attendu qu'il a été choisi par le plus grand nombre des princes et les plus éminents; qu'il serait inconvenant aussi de le rejeter, car, son père et son frère ayant persécuté l'Eglise, son rejet paraîtrait une vengeance. Son rejet n'était pas non plus salutaire : Philippe était un si puissant seigneur, que le repousser ne serait rien moins qu'opposer le bras à un fleuve. Mais ces raisons seraient combattues par d'autres d'une plus grande importance. Philippe avait été élu encore sous le poids de l'excommunication lancée contre lui par le pape Célestin, et qui n'avait pas été révoquée par l'évêque de Sutri. Il était le provocateur des iniquités de Markwald, que le pape Innocent avait frappé à coups redoublés des anathèmes de l'Eglise, ainsi que ses fauteurs. En outre, Philippe était parjure; car il avait prêté serment de fidélité à son neveu, et néanmoins prétendait à l'empire. En admettant même que ce serment en lui-même fût illicite, néanmoins Philippe n'aurait pas dû le rompre spontanément; son devoir alors était de s'adresser au siége apostolique. Ainsi il était bien permis de résister au prince maudit et sacrilége. Et cela était convenable aussi; car si, comme précédemment, le fils avait succédé au père, maintenant le père venait au pouvoir après ce frère, et l'empire, qui doit être conféré librement, paraîtrait héréditaire. Enfin il était salutaire que le pape s'y opposât; car Philippe était un persécuteur, et descendait d'une race de persécuteurs. Si donc le pape n'opposait pas de résistance à ce prince, il armerait un furieux contre lui-même, et lui mettrait dans la main une épée qui serait suspendue sur sa propre tête. Comme tous les rois de sa famille, Philippe avait déjà persécuté l'Église, et par Markwald il persistait dans la persécution. Si de telles choses étaient arrivées lorsque la moisson future était encore en germe, qu'en serait-il donc s'il obtenait l'empire?

Il en était tout autrement d'Otto. On pouvait bien dire qu'il avait réuni peu de voix; que sa reconnaissance paraîtrait venir de la haine du siége apostolique contre Philippe; que son parti déclinait, était faible. Mais de ceux auxquels l'élection de l'empereur appartenait avant tout, il s'en trouvait autant, et plus peut-être, de son côté que de celui de son adversaire. En de telles circonstances, la capacité et la dignité de la personne élue devaient être prises en considération autant que le nombre des voix; dans les électeurs, il fallait tenir compte de l'utilité, de la résolution, autant que du nombre des voix. Mais Otto était par là plus valablement appelé à gouverner l'empire que Philippe; car le Seigneur châtie les péchés des pères jusqu'aux troisièmes et quatrièmes membres, sur les fils qui le haïssent, c'est-à-dire qui continuent les péchés des pères : et Philippe continuait les péchés de ses pères. « Par ces motifs, ainsi conclut le pape, nous ne croyons pas devoir insister pour que l'enfant obtienne aussitôt l'empire; mais nous rejetons absolument la personne de Philippe (2), et nous ne souffrirons pas qu'il se saisisse de l'empire. Au reste, notre légat doit agir auprès des princes, afin qu'ils se réunissent sur une personne capable, ou qu'ils se soumettent à notre jugement et à notre décision; faute par eux d'adopter l'un ou l'autre de ces partis, nous nous voyons obligé de nous déclarer publiquement pour Otto, de le reconnaître comme roi, et de l'inviter à venir recevoir la couronne impériale. »

Cette déclaration fut probablement rédigée dans les premiers jours de l'année 1201; car deux brefs auxquels on s'efforce de la rattacher sont signés du 5 janvier de la même année. Le premier est adressé aux archevêques de Cologne, de Salzbourg, de Bremen, de Trèves, et aux suffragants ainsi qu'aux princes séculiers dans ces diocèses; enfin au chapitre et aux suffragants de l'église de Mayence, ainsi qu'aux princes séculiers dans cet archevêché. L'autre est adressé en masse aux princes spirituels et temporels du Teutschland. Dans au-

cun de ces écrits il n'est fait mention de la déclaration sur laquelle nous venons de nous étendre; ils sont en général du même style; ils contiennent les mêmes raisons, les mêmes exhortations. On y voit seulement cette addition : que le pape a résolu d'envoyer dans le Teutschland le cardinal Guido, évêque de Palestrine, comme légat du siége apostolique, et avec lui maître Philippe, son notaire; qu'il a aussi chargé le cardinal Octave, évêque d'Ostia, qui se trouve en France comme légat du siége apostolique, aussitôt que les affaires de ce pays le permettront, de se transporter également dans le Teutschland; que les propositions des évêques teutschs seraient écoutées par les deux évêques, ou par l'un d'eux seulement, et que ces derniers leur feraient connaître ses volontés, ainsi qu'aux princes temporels. Les ecclésiastiques du parti d'Otto reçoivent donc l'ordre de se trouver là où les légats les appellent; tous les princes, ecclésiastiques et séculiers, sont sommés de bien accueillir et de bien traiter les légats, de recevoir avec humilité leurs avertissements, et de suivre fidèlement leurs conseils. Il est donc présumable que le légat Guido et son compagnon maître Philippe furent expédiés aussitôt avec les trois écrits pour le Teutschland, et qu'ils étaient chargés de remettre les deux brefs à ceux auxquels ils étaient adressés, de prendre l'espèce de thèse principale pour base de leurs négociations, et de la produire comme attestation des pouvoirs à eux confiés, dans le cas où l'on mettrait en doute que le pape leur eût donné les instructions qu'ils s'efforceraient d'exécuter.

Mais maintenant tout est obscur. Nous ne savons rien de l'arrivée du légat dans le Teutschland; rien de ses tentatives isolées auprès des princes, ou de la convocation d'une assemblée. Il n'y a aucune trace de l'influence du légat sur les affaires du Teutschland, à moins que sa seule apparition n'ait excité Otto et ses adhérents à une nouvelle activité. Du moins Otto conduisit, à ce qu'il paraît, dans le printemps de cette année, une armée au delà du Rhin, remonta le Mein, et poussa jusqu'à Wurtzbourg. Malgré cette entreprise, l'état des choses put paraître au légat si confus et si désespéré, qu'il regarda comme entièrement vaine la tentative d'amener un accommodement. Il informa donc peut-être le pape qu'il n'y avait plus rien à faire avec des exhortations à la concorde; rien à espérer non plus du simple rejet de Philippe et du jeune Friedrich, attendu que l'on se réunirait aussi peu pour l'élection d'Otto que pour celle de tout autre prince; que si sa mission obtenait quelque résultat, alors le souverain pontife ferait mieux de se prononcer nettement pour Otto. Car, avant que deux mois se fussent écoulés depuis le départ de Rome du légat, le pape lança deux nouveaux brefs, dans lesquels, mettant un terme à l'incertitude, il reconnaissait le Welf Otto comme roi légitime des Teutschs.

Le premier, adressé au roi Otto, commence par ce déroulement de périodes de rhétorique auxquelles Innocent se montre en général très-disposé. A l'aide d'interprétations forcées sur les deux grandes lumières que le Seigneur a placées au ciel pour régler le jour et la nuit, et sur l'image de Grégoire VII, il arrive à montrer la nécessité d'un empereur pour la protection de l'Église, et enfin à conclure que lui-même ne peut s'abstenir plus longtemps de prononcer dans le débat. Ensuite Otto est rappelé aux pieux sentiments du plus digne de ses ancêtres, l'empereur Lothaire, de son père et de son aïeul, et des rois d'Angleterre, dont il descend également. Puis sont exprimées les espérances que le pape fonde sur lui. Enfin il ajoute : « Ce qui est arrivé par nous de favorable à ta cause, ce qui arrive encore et ce qui arrivera dans l'avenir, conserve-le fidèlement dans ta pensée, afin de ne point paraître oublieux ou ingrat, de poursuivre énergiquement l'honneur et l'exaltation du siége apostolique, et de reconnaître pleinement la bienveillance de ce pouvoir, qui, lorsque tes forces étaient entièrement épuisées, ne s'est pas refroidi dans son amour pour toi, ne t'a pas délaissé dans le malheur, mais au contraire t'a soutenu, élevé, jusqu'à ce qu'il pût te conduire au but de tes désirs. Attendu que, de l'avis de nos frères, nous voulons tellement honorer ton altesse, que nul prince temporel ne puisse jamais être élevé plus haut, en vertu du pouvoir qui nous a été confié en saint Pierre par le Dieu tout-puissant, nous t'adoptons comme roi, et nous ordonnons que les honneurs royaux te soient rendus, que l'obéissance te soit prêtée. Nous voulons aussi, aussitôt qu'auront été remplis envers toi tous les devoirs exigés par la loi et la coutume, in-

viter ta magnificence royale à recevoir la couronne de l'empire romain, et, sous l'assistance de Dieu, avec les mains de notre humilité, nous te la poserons sur la tête. Nous exhortons donc ton altesse royale dans le Seigneur à placer ton espoir en celui qui, rejetant Saül, choisit David pour roi, et à te montrer digne fils, de sorte qu'il puisse être dit de toi : « J'ai trouvé un homme selon mon cœur. »

Dans la seconde pièce, adressée aux princes réunis du Teutschland, Innocent dit : qu'il avait longtemps espéré qu'eux-mêmes mettraient fin au mal de la discorde ; qu'il leur avait écrit, les avait exhortés, avertis, que rien n'avait fait ; on ne s'était conformé à ses prescriptions ni en paroles ni en actes. Les efforts de l'archevêque de Mayence avaient été stériles ; enfin il avait envoyé un légat avec de pleins pouvoirs ; tout cela vainement. En conséquence il avait enfin reconnu comme roi son très-cher fils en Jésus-Christ, Otto, et ordonné que les honneurs royaux lui fussent rendus ; il l'appellerait, ainsi qu'il convenait, à la couronne de l'empire, pour la lui poser solennellement. « Ainsi, concluait la lettre, nous vous avertissons dans le Seigneur, et vous enjoignons, pour la rémission de vos péchés, de vous conduire envers lui avec respect et humilité comme envers votre roi, et de lui prêter l'obéissance royale. Si vous vous efforcez de suivre sagement et respectueusement nos salutaires exhortations et nos avis, qui partent d'un cœur pur, de la bonne foi et d'un dévoûment sincère, nous servirons de nos efforts, avec ce roi et en sa faveur, l'honneur et l'élévation de l'empire ; de même que lui aussi, nous l'espérons, travaillera, de concert avec nous et pour nous, à servir les intérêts, l'honneur et l'exaltation de l'Eglise ; de sorte que de nos jours la royauté et le sacerdoce prennent l'accroissement désiré au moyen d'un mutuel appui. Ceux qui se rendent à nos exhortations, à nos conseils, à nos ordres, peuvent compter sur notre intervention auprès du nouveau roi pour leurs honneurs, leurs dignités et leurs possessions. Nous travaillerons avec une sollicitude paternelle même en faveur de Philippe, pourvu qu'il accorde à l'Eglise une pleine satisfaction, et nous servirons avec ardeur les intérêts de son honneur et de sa fortune. »

En même temps le pape Innocent adressa encore quantité de lettres particulières à des princes teutschs, à des ecclésiastiques, à des laïques, qu'il pouvait espérer avec vraisemblance gagner à Otto, faire passer à son parti, ou y attacher fortement. Il chercha aussi à agir dans ce sens sur les rois de France et d'Angleterre, de même que sur le clergé de ces deux pays. Toutes ces lettres non-seulement témoignent du zèle du pape pour son protégé, mais trahissent aussi une certaine inquiétude qui s'était emparée de l'âme du saint-père. En effet, lorsqu'après des hésitations si longues, le pape s'était enfin prononcé en face du monde chrétien en termes clairs et précis, il devait s'appliquer surtout à maintenir sa décision et à la faire valoir. Son sort et celui de son siége semblaient être attachés à l'issue du grand débat ; au moins personne ne pouvait prévoir quelles conséquences frapperaient l'avenir, si sa parole était méprisée, si elle était tournée en dérision devant le monde et la postérité. Pour échapper à ce danger ou l'amoindrir, il employa tous les moyens ; il essaya d'émouvoir, de convaincre, de gagner quiconque pouvait servir son but, s'efforçant au moins de faire que celui qui n'était pas avec lui ne fût pas non plus contre lui. On ne peut guère citer les lettres isolément ; elles ne renferment pas de raisons nouvelles, et ne donnent pas non plus de nouvelles explications. Mais on ne peut remarquer sans admiration avec quelle habileté Innocent savait trouver dans chaque prince le point par lequel il pouvait être pris plus facilement, avec quel art il lui présentait les avantages qui résulteraient pour lui d'une adoption résolue du parti d'Otto. Et s'il n'atteignit point partout le but qu'il poursuivait, si sa parole ne produisit point la forte impression sur laquelle sans doute il comptait, il exerça pourtant çà et là une influence momentanée, calmant l'un, fortifiant l'autre ; ébranlant ici, jetant là le désordre ; en sorte que l'équilibre parut se rétablir entre les forces imposantes du prince Waiblingen et le faible pouvoir du Welf.

Pendant que toutes ces lettres étaient remises à leur adresse, le légat Guido, évêque de Palestrine, avait une conférence à Troyes avec le cardinal Octavien, légat du pape en France. De là maître Philippe et l'acolyte Œgidius furent envoyés, avec des extraits des lettres, à Otto, pour s'entendre préalablement avec lui sur ce que le pape voulait faire assurer au saint-siége et à l'Église. Ces députés eurent

une entrevue le 8 juin avec le roi à Neuss. Otto accorda tout ce que l'on exigeait de lui; et ces satisfactions résultaient du serment qu'il avait prêté. Tel est le serment : « Moi, Otto, par la grâce de Dieu roi des Romains, et à jamais auguste, je promets, j'assure et je jure, à toi monseigneur le pape Innocent, et à tes successeurs, que je protégerai et maintiendrai de bonne foi toutes les possessions, les honneurs et les droits de l'Église romaine, selon mon pouvoir. Mais les possessions que l'Église romaine a recouvrées, je les lui laisserai librement et paisiblement, et je l'appuierai de bonne foi pour leur conservation. Pour la reprise de celles qu'elle n'a pas encore, je l'assisterai, et je serai, selon mon pouvoir, un fidèle défenseur des biens regagnés, comme je restituerai sans retard ceux qui me viendront entre les mains. A ces derniers appartint tout le pays de Radicofani à Ceperano, l'exarchat de Ravenne, la Pentapole, la Marche, le duché de Spolète, les domaines de la comtesse Mathilde, le comté de Bertinoro et les cantons adjacents, qui sont énoncés dans beaucoup d'actes des empereurs depuis le temps de Louis. Tous ces pays, j'emploierai mon pouvoir à les faire restituer à l'Église avec toute la juridiction et tous les fiefs, de manière qu'elle en ait la tranquille possession; toutefois il faut que, sur l'ordre du pape, la remise nécessaire m'en soit faite, si je suis appelé par le siége apostolique à cause du couronnement ou des embarras de l'Église. Je veux aussi être un auxiliaire de l'Église romaine pour la conservation et la défense du royaume de Sicile. En outre, je veux montrer à toi, monseigneur le pape, et à tes successeurs, toute l'obéissance et tout le respect que les empereurs pieux et catholiques ont été accoutumés à témoigner au siége apostolique. Je ne veux pas moins me tenir à tes conseils et à tes décisions dans tout ce qui doit être obtenu par traité au peuple romain, comme dans l'affaire de la ligue toscane et lombarde. J'obéirai aussi à tes conseils et à tes ordres au sujet de la paix et de l'accord avec Philippe, roi des Français; et, si pour ma cause l'Église romaine avait à soutenir une lutte, je t'aiderais de mes contributions, de mes subsides, autant que la nécessité le commanderait. Tout ce qui est ici exprimé, je le confirmerai par serment et par écrit, quand je recevrai la couronne impériale. »

Cependant l'évêque de Palestrine s'était rendu à Liége. Là il reçut avis de la disposition entière d'Otto à promettre et à jurer ce que le pape avait désiré, et en même temps l'invitation de marcher en avant. A Aix-la-Chapelle, il fut reçu par Otto, et vers la fin du mois il entra avec lui dans Cologne (3) : là vinrent aussi quelques princes, sur l'appel du légat. Toutefois il paraît que le nombre n'en fut pas grand. Quelques-uns s'excusèrent dans la suite sur ce que l'invitation ne leur serait point parvenue; d'autres se seraient refusés à paraître; quelques-uns avaient fermé devant les messagers, tantôt les villes, tantôt les habitations; les députés de quelques princes avaient été arrêtés sur la route de Cologne. Le légat crut devoir mettre d'autant moins de retard à l'exécution de sa mission; car il devait craindre que, même parmi les princes qui étaient rassemblés à Cologne, certains d'entre eux encore ne devinssent hésitants, s'ils avaient le temps de la réflexion. Il trouva dans quelques-uns une haine si grande contre l'Église romaine, *qu'ils* déclaraient sans détour être disposés à élire un troisième candidat pour roi, plutôt qu'à reconnaître un souverain qui leur serait imposé par le pape. Il remit donc les brefs pontificaux en originaux à Otto et aux autres, déclara le prince Welf, au nom du pape, roi des Romains, et mit sous l'anathème de l'Église tous ceux qui oseraient s'opposer à lui. Ces mêmes procédés se reproduisirent dans une seconde assemblée; mais, à une troisième qui devait avoir lieu à Bingen, les princes jusqu'alors retardataires furent appelés sous la menace de l'excommunication et de la déposition. Les députés pontificaux cherchèrent encore à prêter assistance au roi Otto par d'autres moyens. A Maëstricht, ils eurent une conférence avec beaucoup de princes et de seigneurs; là, par leur entremise, furent renouvelées les fiançailles entre le roi Otto et la fille du duc de Brabant. Le duc en ressentit une si grande joie, que non-seulement il reconnut Otto pour son fils, mais encore qu'il convoqua toutes les forces de son pays, jusqu'à la landsturm, pour servir la cause de son cher fils; plusieurs princes quittèrent aussitôt le parti de Philippe, et passèrent du côté d'Otto.

Ce dernier événement surtout enivra les députés pontificaux; ils crurent qu'Otto réunirait

facilement 100,000 hommes autour de lui, et que personne ne pourrait lui opposer de résistance. Ils regardèrent même déjà Philippe comme abattu, parce que là où eux-mêmes se trouvaient personne ne parlait de lui (4). Mais les choses allèrent autrement qu'ils ne s'y étaient attendus.

CHAPITRE VIII.

LA DÉCISION DU PAPE RESTE SANS EFFET. — SUCCÈS DE PHILIPPE. — BEAUCOUP DE PRINCES SE DÉTACHENT D'OTTO. — COURONNEMENT DE PHILIPPE A AIX-LA-CHAPELLE PAR L'ARCHEVÊQUE DE COLOGNE.

De l'an 1201 à l'an 1205.

Le pape Innocent avait été trompé par ses légats; les légats s'étaient laissé abuser par l'aspect des relations publiques et des tendances incertaines dans le Teutschland. Cela se conçoit; il ne restait plus guère d'un État que le nom; d'un pouvoir public, besoin de chaque société, il y avait à peine quelques traces. Les frontières de l'empire n'étaient intactes que là où ne se trouvait personne pour les traverser; si elles étaient attaquées, il n'y avait de défenseurs que les princes isolés dont les passions étaient en danger. Un peuple allié par des affinités de race, jadis courbé humblement devant les armes des Teutschs, se tenait maintenant dédaigneux et menaçant en face de l'empire qui n'en était plus un, et les rois de ce peuple, dont les ancêtres avaient reconnu avec empressement la suzeraineté de l'empire germanique, levaient l'épée contre lui. Les pays slaves sur la rive droite de l'Elbe, de la frontière du Holstein à l'Oder, de la mer aux limites du markgraviat de Brandenbourg, ces pays pour lesquels empereurs, rois et princes du Teutschland avaient combattu depuis des siècles, où avaient été versés des fleuves de sang pour soumettre les côtes de la mer à la souveraineté germanique, et assurer le triomphe du christianisme, que Heinrich le Lion avait conquis par des efforts héroïques, et qu'il avait ensuite essayé de gagner comme ses propres domaines au moyen de sentiments plus humains et plus élevés, par des fondations utiles, par une administration éclairée, bienfaisante; tous ces pays, ainsi que le comté de Holstein jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, et le rivage de l'Océan germanique, furent conquis par le roi des Danois Knud VI, et son frère le duc Waldemar de Schleswig, ou accablés au point que rien ne pouvait échapper à l'assujettissement, comme rien n'y échappa en effet. Et personne, dans l'empire germanique, ne semblait ressentir la honte de cet abaissement; personne ne songeait à prêter assistance, contre les étrangers prépondérants et orgueilleux, aux princes teutschs qui perdaient leurs Etats et leurs sujets : on voyait avec indifférence tomber entre les mains des ennemis Lubeck, la glorieuse création de Heinrich le Lion; la noble cité de Hambourg, appelée à de si belles destinées, comme si jamais ces villes n'avaient appartenu au nom teutsch; et nul ne paraissait se préoccuper du danger auquel était exposée, allait succomber probablement la place forte de Lauenbourg, dernier débris des fondations de Heinrich le Lion, au delà de l'Elbe, passé à ses héritiers (1). Car, dans l'intérieur de l'empire, chaque prince, ecclésiastique ou séculier, ne songeait qu'à son propre territoire, n'aiguisait son épée qu'afin de pouvoir se défendre, si l'on s'attaquait à lui, l'œil fixé uniquement sur les moyens d'agrandir ses possessions, d'augmenter son pouvoir, sans se soucier autrement de son voisin.

C'était donc partout une agitation continuelle, un bruit de paroles et de serments qui se croisaient; partout des mouvements incessants dans toutes les directions les plus opposées, et partout les esprits étaient agités par une grande incertitude et des inquiétudes sur l'avenir, parce que personne ne pouvait échapper au sentiment que l'état des choses n'était pas ce qu'il devait être. Si au milieu de telles circonstances, et à l'aspect de tous ces rapports embarrassés, les hommes avec lesquels le légat pontifical entra le plus souvent et peut-être uniquement en communication, les hommes du parti d'Otto, lui donnèrent, de bonne foi peut-être, l'assurance que les adversaires n'attendaient qu'un motif convenable pour se déclarer contre Philippe; que nul ecclésiastique ou laïque ne s'exposerait à l'excommunication de l'Église par fidélité pour Philippe; et si Otto lui-même insista aussi auprès du légat, et lui tint le langage plein de confiance qu'il avait parlé précédemment, est-il étonnant que le légat ait acquis la conviction qu'une parole

positive et tranchée du pape suffirait pour déterminer tous les princes teutschs à la reconnaissance du roi Otto; que dans cette conviction il ait fait son rapport au pape, et qu'Innocent soit entré dans les idées de son légat; qu'il se soit d'autant moins résolu à renoncer au droit le plus éclatant du siége apostolique, au droit de couronnement, et que la puissance de l'excommunication lui ait paru d'autant plus redoutable? C'est ainsi que, par une audacieuse confiance, furent prononcés le rejet de Philippe et la reconnaissance d'Otto.

Mais le pape méconnut, comme son légat, la position des princes teutschs à l'égard du trône; il oublia la magie attachée au mot élection. Cela est d'autant plus étrange, que lui-même, jadis cardinal romain, n'était parvenu à la chaire de Saint-Pierre que par l'élection des cardinaux, et qu'il n'ignorait pas quelle indignation s'élevait ordinairement dans le collége sacré quand un empereur essayait de leur imposer un pape. Il est vrai que beaucoup de rois étaient arrivés au trône sans élection régulière, par la surprise, la force, par toutes sortes de violences, ou par l'achat de leur reconnaissance, et personne ne savait positivement sous quelle forme devait se faire l'élection. Il n'est pas moins vrai non plus que, pour l'occupation du trône des Teutschs, les princes ecclésiastiques avaient exercé une influence parfois décisive, toujours très-grande, et que, d'après leurs propres professions de foi, les dignitaires spirituels étaient soumis d'une manière absolue aux sentences de l'évêque apostolique. Mais tout prince teutsch, ecclésiastique ou séculier, croyant tenir dans sa main un morceau de la couronne de l'empire, à l'ajustement duquel il devait se résoudre librement, croyait ne devoir ni respect ni obéissance au roi pour lequel il ne se serait pas déclaré volontairement ou par contrainte; tout prince temporel pensait avoir à la couronne le même droit qu'un autre réclamait; il ne s'agissait que d'être salué roi par ses collègues. Les princes ecclésiastiques ne méconnaissaient pas leur assujettissement au pouvoir du siége apostolique, mais seulement comme membres de l'Église et en matière religieuse; comme princes de l'empire au contraire, et dans les affaires de l'empire, ils croyaient être indépendants du pouvoir du pape, et à tous égards, à l'exception de la capacité d'être élus, être égaux ou même supérieurs aux princes temporels. Et l'époque de Friedrich Ier avait montré le peu d'effet des foudres pontificales pour arracher les princes ecclésiastiques au parti d'un empereur qui savait les gouverner, les dominer; le pape Innocent ne pouvait l'ignorer. D'ailleurs, par sa décision et son excommunication, le souverain pontife s'était jeté dans une double contradiction avec ses propres principes, laquelle ne pouvait échapper à personne. D'abord il avait rejeté Philippe de Hohenstaufen, par le motif que s'il obtenait la couronne après son frère et son père, l'empire paraîtrait un État héréditaire, tandis que la liberté de l'empire, c'est-à-dire l'élévation du roi par la libre reconnaissance des princes, serait conservée; et maintenant il renversait lui-même l'indépendance de l'empire, en ordonnant que l'on reconnût pour roi celui qu'il croyait avoir trouvé selon son cœur. En second lieu, parce que la consécration et le couronnement du roi lui appartenaient, il prétendait aussi examiner si l'élu était un empereur capable, un prince habile à recevoir le diadème, un homme de mérite ou non; et pourtant il voulait retrancher ce droit d'examen aux princes teutschs, auxquels, suivant son aveu à lui-même, appartenait l'élection; il exigeait d'eux, sous peine d'excommunication, qu'ils acceptassent et honorassent comme roi l'homme qu'il aurait déclaré digne d'occuper le trône. Une telle prétention devait conduire toutes les personnes intéressées à de graves réflexions.

En effet, la sentence et l'excommunication du pape ne paraissent pas avoir produit le moindre effet favorable à Otto; elles surprirent peut-être dans le premier moment, mais bientôt elles provoquèrent le mécontentement, la résistance et l'indignation. Les ecclésiastiques manifestèrent de l'opposition; les laïques se montrèrent obstinés ou indifférents; personne ne parut disposé à céder. Philippe dit : « que le pape fulminait contre lui, parce qu'il s'était efforcé de devenir empereur sans la permission du saint-père; que la liberté des princes teutschs devait être anéantie, afin que désormais personne n'arrivât plus au trône contre la volonté du pontife romain. » Ces paroles trouvèrent sans doute de l'écho dans toutes les âmes; les princes du parti d'Otto ne se résolurent pas immédiatement à la défection, mais ils devinrent pensifs et incertains. La levée en masse du

duc de Brabant ne se fit pas; l'archevêque de Cologne, depuis longtemps hésitant, ne pouvait plus guère être retenu; il épiait une occasion opportune pour se détacher de la cause d'Otto, et la joie avec laquelle cet empereur avait témoigné sa reconnaissance au pape se transforma bientôt en une vaine espérance.

Dès le commencement du mois de septembre, un grand nombre de princes spirituels et temporels se rassemblèrent à Bamberg: les archevêques de Magdebourg et de Bremen; les évêques de Worms, Passau, Ratisbonne, Constance, Augsbourg, Eichstadt, Havelberg, Brandenbourg, Meissen, Naumbourg et Bamberg; les abbés de Fulda, Hersfeld et Kempten; le roi de Bohême; les ducs de Zæringen, Saxe, Autriche et Méranie; le landgraf de Thuringe; les markgrafs de Mahren, Meissen et Brandenbourg; les comtes d'Orlamunde, Sommerschenbourg, Brene et Wettin; pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire. Mais ils se réunirent pour faire au saint-père la représentation suivante, qui devait être une amère désapprobation de sa conduite, et en même temps un énergique moyen de garantie. — « Nulle intelligence ne peut comprendre, nul cœur simple ne peut croire que la ruine de tout droit vienne du point où jusqu'alors la force de la justice était restée inébranlable. Qui pourrait avoir la pensée assez dure et assez bouleversée pour admettre que l'erreur vienne du lieu où a coutume d'habiter la sainteté? Car, par les dispositions divines, et non par le caprice des hommes, il a été pieusement et salutairement établi que dans la ville de Rome, où était jadis le siége de l'erreur, trônerait maintenant le chef de la sainteté; et nous tous devons adresser nos instantes prières au ciel, pour que la fin ne retourne pas au commencement, que l'*oméga* ne tienne pas la place de l'*alpha*. La sainteté du siége de Rome, et sa sollicitude paternelle appliquée à tout soulager, ne permettent en aucune façon d'admettre que ce qui a été entrepris relativement au choix d'un roi des Romains, contrairement au droit et aux sentiments honorables, par l'évêque de Palestrine, qui se donne pour légat de votre sainteté, se soit fait de la connaissance et de l'aveu de votre prudence admirable, ou ait obtenu l'agrément et l'adhésion du sacré collége des cardinaux. Car qui a jamais entendu parler d'une semblable témérité? Où avez-vous lu, souverain pontife, où avez-vous appris, saints pères, cardinaux de toute l'Église, que vos prédécesseurs, que leurs légats se soient mêlés des élections des rois des Romains, qu'ils aient été électeurs, ou qu'ils aient examiné en juges la validité de l'élection? Répondez si vous le pouvez. Au contraire, pour l'élection des évêques de Rome, c'était un droit réservé au diadème impérial qu'elle ne pût avoir lieu sans le consentement des empereurs romains; et c'est Heinrich I[er] qui, par respect pour l'Église, a donné l'exemple de la renonciation à ce privilége. Mais si par simplicité, par respect, un laïque néglige un droit qui lui appartient, comment la sainteté pontificale peut-elle étendre la main sur un bien qui ne lui a jamais appartenu? Comme un reproche de votre sainte Église, notre pieuse mère, nous atteint en notre qualité de membres de l'empire romain, nous ne pouvons passer sous silence une offense qui le touche. Nous vous déclarons donc avec douleur que l'évêque de Palestrine s'est ingéré dans l'affaire de l'élection contre toute disposition du droit. Était-il électeur, ou juge? S'il était électeur, pourquoi, en l'absence de ses collègues, a-t-il cherché à faire passer la vérité pour mensonge, la vertu pour crime? Pourquoi n'a-t-il tenu aucun compte des princes qui, par le nombre et la dignité, étaient les dispensateurs du pouvoir? Prétendrait-il avoir agi comme juge? Quoi donc! en cas d'élection douteuse d'un roi des Romains, y aurait-il une juridiction supérieure à celle des électeurs qui doivent se réunir librement? Le médiateur entre Dieu et les hommes, l'homme-Dieu, a séparé les devoirs des deux pouvoirs : Celui qui sert Dieu ne doit pas se mêler des affaires temporelles, et celui qui s'engage en des intérêts terrestres ne doit point présider aux choses divines. Si vous vous faites juge, cet acte ne peut trouver aucune excuse. Nous pouvons aussi tourner votre épée contre vous; une sentence rendue par le juge en l'absence d'une partie est sans valeur. Que votre rigueur se dirige donc contre l'homme qui s'est permis de telles inconvenances, contre l'évêque de Palestrine; car nous vous déclarons, très-saint-père, que nous avons porté unanimement nos voix sur notre très-illustre seigneur Philippe, roi des Romains, à jamais auguste. Mais nous vous assurons aussi et vous garantissons que jamais il ne s'écartera de l'obéissance due à vous et au saint-siége; que sa

piété le rendra au contraire agréable à Dieu et à vous ; qu'il sera pénétré d'un respect filial, et qu'il sera défenseur énergique de l'Église. En conséquence nous vous prions de répandre sur lui, comme c'est votre devoir, le bienfait de la bénédiction. »

Cette malencontreuse représentation fut envoyée à Rome par une ambassade qui avait à sa tête l'archevêque Eberhard de Salzbourg, déjà signalé par sa déclaration contre la conduite du légat pontifical. Innocent ne s'attendait guère à une déclaration rédigée dans un tel langage. Non-seulement elle dut le surprendre, mais l'offenser ; et l'impression qu'elle fit sur lui fut encore fortifiée par plusieurs causes. Bientôt se répandit une lettre du roi de France, qu'il avait si profondément humilié pour des désordres domestiques. Dans cette lettre, le roi se prononçait résolument en faveur de Philippe le Hohenstaufen, et d'un ton menaçant contre le Welf Otto : car Philippe-Auguste considérait la conduite du pape comme une usurpation sur l'indépendance de tous les Etats, et sur les droits de tous les rois. Mais Innocent reçut la déclaration des princes teutschs et la lettre du roi de France dans un moment où lui-même éprouvait les plus grands embarras à Rome et dans le territoire qu'il avait réclamé pour le saint-siége. Dans la ville et aux alentours régnait une disette qui ressemblait à une vraie famine; le peuple, naturellement turbulent, était violemment agité, quoique le pape lui-même n'épargnât aucun sacrifice pour soulager les besoins, adoucir la misère. La noblesse romaine, tous les vassaux et les seigneurs qui avaient agi, grandi, ou acquis sous les empereurs Friedrich et Heinrich VI, détestaient la domination pontificale, et sentaient peser sur eux comme un poids insupportable la rigoureuse administration qu'Innocent s'efforçait d'établir; et comme la détresse dans laquelle se trouvait le peuple romain leur paraissait ouvrir de nouvelles perspectives de bouleversements, ils s'agitaient en tous sens, employant là les flatteries et les caresses, ici provoquant les passions, attisant le feu. Dans le royaume de Sicile, enfin, sur lequel Innocent tenait son bras étendu, Markwald exerçait çà et là sa funeste puissance ; le jeune roi lui-même, le pupille du pape, était en son pouvoir; et quoiqu'une maladie cruelle lui fît endurer de terribles souffrances (2), il travailla, tant qu'il conserva ses facultés, avec une grande habileté au profit de ses passions redoutables, et poursuivit sans interruption ses projets ambitieux.

Néanmoins le pape se tint fermement à la sentence qu'il avait prononcée dans les affaires de l'empire, et fut assez énergique pour conserver son ancienne attitude en face des princes teutschs. Quel autre parti lui restait-il à prendre? le passé ne peut se refaire ni se démentir. Quand bien même ses légats en Teutschland ne lui eussent pas tenu le langage de la plus grande confiance, quand ils l'auraient engagé à n'avancer qu'à pas comptés et bien assurés dans la voie où il était engagé, il n'aurait pu s'écarter ni à droite ni à gauche, sans exposer son action apostolique à un grand péril, sans violer ses principes devant le monde et la postérité. Il lui restait encore l'espérance dans l'ancien bonheur du saint-siége, dans les besoins, la foi et la superstition des hommes de son temps, dans les éventualités et les occasions favorables. Il poursuivit donc sa route en modérant son pas, s'abstenant de toute précipitation. Son légat fut loué de sa conduite sage et résolue, avec avertissement toutefois de se montrer réservé dans l'emploi de l'excommunication. Dans l'affaire de l'élection de l'archevêché de Mayence, il se décida pour Sifrid, en faveur duquel aussi le roi Otto s'était employé auprès de lui ; il lui conféra le pallium, et, par mansuétude apostolique, voulut bien laisser l'adversaire de l'heureux candidat, Léopold, dans son ancien évêché de Worms. Sur les plaintes des princes teutschs contre son légat, ou plutôt contre lui-même, il essaya de se justifier au moyen de ses anciennes raisons, non sans habileté, mais aussi à l'aide d'artifices, ainsi qu'aurait pu s'en permettre un avocat dans la défense d'une affaire douteuse. Il accordait que les princes avaient le droit d'élire le roi ; mais il ajoutait qu'il le leur contestait d'autant moins qu'ils le tenaient du siége apostolique, qui l'avait transporté des Grecs aux Teutschs. D'un autre côté, il s'arrogeait le droit d'examiner l'élu, attendu qu'il devait le bénir, le consacrer et le couronner. Il ne craignit pas même de poser aux princes cette question : Si sans division et d'un commun accord ils élisaient pour roi un spoliateur des églises, un banni, un tyran, un idiot, un hérétique ou un païen; dans un tel cas, lui le souverain pontife serait-il obligé de bénir,

consacrer et couronner l'élu? Il répond: non. Il nie que son légat se soit arrogé le droit d'élection, et qu'il ait glissé sa faux dans une moisson étrangère, qu'il se soit attribué le rôle de juge. Il n'avait exercé que les fonctions de héraut, en annonçant qu'Otto, et non pas Philippe, était propre à occuper l'empire, parce que la majorité des princes auxquels appartenait ce droit lui avaient donné leurs voix; tandis que les adhérents de Philippe, au contraire, s'étaient permis de choisir ce duc en l'absence et sans tenir compte des autres princes : et c'était un principe de droit bien connu que l'omission d'un seul électeur légitime invalidait bien plus fortement le choix que l'opposition d'un grand nombre. Philippe avait reçu la bénédiction et le couronnement dans un lieu non consacré par l'usage, et par les mains d'un dignitaire qui n'avait pas le droit de les conférer. Otto, au contraire, avait été consacré régulièrement par le digne archevêque de Cologne. A ces raisons il en ajouta d'autres qui sont contenues dans les déclarations précédentes, et qu'il est inutile de répéter. En outre, il se livra à une correspondance active, adressa une suite de lettres à des princes teutschs en particulier, au roi Otto lui-même, ainsi qu'aux rois de France et d'Angleterre, toutes dans la même pensée, avec les mêmes raisons, pour ainsi dire les mêmes expressions, cherchant à calmer d'un côté, à fortifier de l'autre. L'un était loué, l'autre flatté, un autre encore exhorté, averti. Tout fut mis en œuvre pour diviser les adhérents de Philippe, les affaiblir, les pousser à la défection, pour animer et grossir le parti d'Otto; parfois en vain, non pas toujours sans succès. Toutefois nulle part il n'y eut de résultat décisif.

Durant ces négociations inquiètes et difficiles, toute l'année 1202, les armes des deux rois Philippe et Otto ne se reposèrent nullement; mais nullement elles n'agirent efficacement. Les rivaux se menacèrent peut-être tour à tour, mais sans diriger leurs épées l'un contre l'autre. Ainsi, dans toutes ces trames pénibles qui se croisaient, la vie manquait de cette excitation que la lutte et la victoire peuvent apporter et entretenir. Le siècle n'était pas pauvre en hommes d'étude et de pensée; il était riche en âmes impressionnables. Les longs débats entre les pouvoirs spirituel et temporel qui duraient déjà depuis un siècle et demi avec quelque interruption; les croisades, qui avaient ébranlé profondément le monde chrétien, étendu les perspectives, augmenté les connaissances des pays, des peuples et des mœurs, animé les communications, provoqué toute espèce d'activité, mêlé les diverses classes de la société, accommodé de grands contrastes et fondé d'autres principes; qui avaient enfin augmenté les joies et les souffrances; les expéditions de l'empereur Friedrich en Italie, avec leur éclat et leur gloire, avec leurs résultats et leurs revers; les nouveaux principes et les nouvelles vues sur le droit et la loi, qui pénétrèrent de Bologne au delà des Alpes; l'ardeur scientifique, qui avait trouvé son foyer et son aliment à Paris; tout cela avait fait naître dans les têtes des hommes de grands besoins intellectuels, avait poussé les cœurs à de nobles aspirations. Ces besoins, ces désirs étaient d'autant plus exigeants, d'autant plus ardents, que le but était plus vague, et que l'on savait moins comment les satisfaire.

Aussi, tandis que les villes poursuivaient dans une activité silencieuse la grande œuvre de leur liberté, de leur industrie, de leur commerce, ne négligeant aucune occasion de l'avancer, à la cour de certains princes, dans quelques châteaux de chevaliers, put s'introduire une existence d'un genre plus élevé, traversée par des jouissances intellectuelles, égayée par des chants et des vers; mais la vie publique se traînait péniblement dans les régions basses, privée de consolation. Quelque mouvement était imprimé seulement par les excommunications pontificales, qui frappaient sur un point, menaçaient sur un autre; par la division dans les évêchés, par la réunion de deux siéges sous un seul prélat, par des désertions alternatives et opposées de quelques princes, par d'autres actes contre l'honneur et le droit; mais ce n'était que l'agitation des passions qui entraînait des calamités, et ne poussait pas au progrès dans le bien. On ne manquait pas non plus de guerroyer dans le Sud et dans le Nord; il y avait des brigandages, des victimes, des meurtres, des crimes de toute nature, et nul pouvoir public ne se montrait pour assurer le repos et la justice.

Kunrad de Ravensbourg, seigneur magnifique, dépourvu d'une science profonde, mais doué d'une intelligence à laquelle la culture avait donné de la vivacité, qui savait joindre à

la dignité sacerdotale et à des principes sévères, des habitudes de luxe et des mœurs élégantes, avait été nommé chancelier de l'empire par Heinrich VI. Dans le temps où il suivait l'empereur à sa dernière expédition d'Italie pour accomplir son serment de croisade, il fut élu évêque de Hildesheim. De retour de la Terre-Sainte, après la mort de Heinrich, il fut élu également évêque à Wurtzbourg; et Kunrad ne se fit pas scrupule d'accepter ce riche évêché, auquel était joint un duché en Franconie, sans pourtant renoncer à Hildesheim. Philippe de Hohenstaufen, dont il embrassa le parti, lui confirma la dignité de chancelier de l'empire; à cause de cela, peut-être aussi dans le sentiment de son devoir pontifical, Innocent III se déclara contre lui, et Otto poussa le saint-père à frapper l'homme qui occupait deux siéges. Innocent employa les moyens que les lois de l'Eglise lui mettaient entre les mains; Kunrad courut le danger de perdre les deux évêchés. Réduit à cette nécessité, il se rendit à Rome, renonça aux deux siéges, et se soumit humblement aux décisions du saint-père. Innocent fut facilement apaisé, parce que Kunrad, à ce qu'il paraît, lui donna l'assurance de se ranger en fidèle serviteur du côté du roi Otto. Il revint à Wurtzbourg, ne se déclara pas ouvertement pour Otto, mais se montra tiède à l'égard de Philippe, et se mit à exercer une rigueur inaccoutumée contre les brigands et tous les perturbateurs de la paix publique. Dans ce rôle, il fut soutenu par un noble citoyen de Wurtzbourg, Ekkehard, auquel il accorda une grande confiance, et qui s'en montra digne par un grand zèle. Cela mécontenta sans doute deux seigneurs de Ravensbourg, Heinrich et Bodo, parents de l'évêque Kunrad, neveux de Heinrich de Kalden, maréchal de Philippe, parce qu'ils se voyaient menacés ou réprimés dans leurs violences et leurs déprédations. Ils tuèrent le noble Ekkehard; après ce meurtre, ils s'enfuirent de Wurtzbourg. Pour venger la mort de son ami, l'évêque fit raser un édifice fortifié que les meurtriers possédaient dans la ville, et détruisit tout ce qui leur appartenait. Alors les deux frères s'introduisirent dans la ville, suivis de leurs complices, attaquèrent l'évêque sur le chemin de l'église, le tuèrent et le mutilèrent; puis ils s'enfuirent. A ce moment le roi Philippe arrivait à Wurtzbourg. Aussitôt tout le clergé sortit au-devant de lui, suivi d'une foule de peuple, lui mit sous les yeux la main coupée et les vêtements ensanglantés du pasteur égorgé, et, au milieu des pleurs et des plaintes, réclama la punition des coupables. Philippe versa des larmes à la vue du spectacle horrible qui lui était présenté; mais il ne céda pas à la demande, soit parce que l'évêque Kunrad s'était montré disposé à incliner du côté de son adversaire, soit par crainte de l'oncle des assassins, le maréchal Heinrich de Kalden. Et peut-être le crime serait resté impuni, si les tourments de leur propre conscience n'avaient poussé les deux frères à Rome pour confesser leur forfait, et se soumettre aux dures expiations imposées par l'Eglise. Plus tard, la vengeance du monde les atteignit enfin après de nouveaux forfaits, non pas comme des hommes tombant sous la main de la loi, mais comme des vaincus abattus par une force supérieure (3).

Au milieu de circonstances de cette nature, chaque homme devait sentir peu à peu que la marche des choses ne pouvait mener à aucun but désirable, mais que l'épée déciderait entre les rivaux. Les deux rois, plus que tous autres, devaient reconnaître cette nécessité; et, toutefois, Philippe encore plus qu'Otto, car il avait des motifs de craindre que le sol sur lequel il se tenait ne fût miné peu à peu par les exhortations, les avertissements et les menaces du pape, et par les artifices des prêtres. L'audacieuse déclaration de ses adhérents au pape paraît être tombée dans l'oubli, et nulle part un acte ne suivit les paroles. De plus en plus s'évanouissait l'espoir de voir augmenter le nombre de ses partisans, sans une victoire; les choses ne se présentaient plus comme dans la première irritation qui suivit l'audacieuse intervention du pape. Au contraire, Otto, comme le plus faible, devait attendre paisiblement les résultats; pour lui travaillaient beaucoup d'hommes dont le pape était l'âme. A la vérité, l'accord ne régnait nullement non plus parmi ses adhérents; mais son adversaire ne pouvait tirer aucun avantage de cette division. Le duc de Brabant et le comte de Gueldres s'engagèrent l'un contre l'autre dans une guerre funeste; mais Otto et l'archevêque Adolphe de Cologne ménagèrent un accommodement. A peine la réconciliation était opérée, entre les médiateurs éclata une querelle à laquelle les citoyens de Cologne prirent une part très-vive.

Les débats avaient pour motif des droits et des contributions dont l'archevêque, sans doute pour augmenter ses revenus, paraît avoir voulu charger le commerce à un tel point, que les bourgeois portèrent des plaintes devant le roi Otto, et que le roi jugea nécessaire de les prendre sous sa protection. Ces débats furent apaisés par le légat pontifical; mais cela coûta trois jours de négociations; et une si longue dispute laissa des souvenirs d'autant plus amers, que le zèle de l'archevêque pour Otto était déjà refroidi. D'un autre côté, la cause de ce candidat paraissait faire des progrès en Saxe, en Thuringe, et plus loin encore. En face de la ville de Goslar, que son père avait si vivement désiré obtenir, ne pouvant lui-même la réduire, il construisit une forteresse, Herlinsberg (4), au moyen de laquelle il diminua grandement l'importance de la ville, et la rendit impuissante à lui nuire, mais lui causa de grands dommages, et la tint en de continuelles alarmes. La place de Stade, que Philippe avait conférée avec le comté à l'archevêque Hartwich, en récompense du dévoûment à sa cause, et dont Hartwich avait fini par obtenir la possession effective, après que le comte Adolphe eut succombé sous les armes des Danois; cette place fut conquise par Otto et par ses frères Heinrich et Guillaume, et l'archevêque prisonnier se vit contraint de restituer tous les fiefs de l'église de Bremen, possédés jadis par Heinrich le Lion, au fils aîné de ce prince, au comte palatin Heinrich, attendu que la ville de Bremen avait ouvert ses portes aux Welfs.

Cette acquisition semblait avoir une plus grande importance dans la position des Danois, parce qu'un mariage se conclut entre le duc Waldemar et Richenza, sœur d'Otto, et un autre entre Guillaume, frère d'Otto, et Héléna, sœur du roi Knud et du duc Waldemar (5). En outre, le landgraf Hermann de Thuringe, qui avait été d'abord gagné à Otto comme par surprise, puis était passé du côté de son cousin Philippe, soit à cause de la parenté, soit que l'on y payât plus cher sa fidélité, maintenant revint à Otto, et engagea même des hostilités contre Philippe et ses adhérents; il prit possession des biens de l'église de Mayence pour l'archevêque Sifrid, nommé par le pape, repoussa l'adversaire de ce prélat, et cela en y trouvant lui-même son compte. Enfin le duc ou roi de Bohême se rattacha au roi Otto, et non sans motifs. Il avait été marié longtemps avec Adélaïde, sœur du markgraf Thiederich de Meissen, et de cette union étaient sortis plusieurs enfants. Néanmoins, avec le consentement forcé du clergé bohémien, il avait répudié cette épouse, et s'était uni à une princesse hongroise. Le markgraf Thiederich, appuyé par le duc Bernard de Saxe, prit le parti de sa sœur; mais comme, en sa qualité d'adhérent du roi Philippe, il n'attendait pas du pape l'assistance empressée qu'il désirait obtenir, il eut recours, non pas au saint-siége, mais au roi Philippe. L'alliance d'Adélaïde était d'un plus grand prix à Philippe que le roi de Bohême; il ne pouvait risquer de la perdre pour conserver Ottokar. En conséquence il prononça la déchéance de Primislav ou Ottokar comme roi de Bohême, et donna l'investiture de cet État à un parent du roi, au jeune Ladislav ou Théobald, qui se livrait à l'étude et se formait aux mœurs de la civilisation à Magdebourg. La sentence était facile à prononcer, mais il fallait la faire valoir. Quant au roi de Bohême, pour conserver son royaume et sa seconde femme, il ne lui restait plus qu'à se rattacher au roi Otto et au pape.

Dans cet état de choses, Philippe résolut de tenter enfin le sort des armes, et, avant tout, de châtier le landgraf de Thuringe, dont la soumission semblait promettre de grands avantages. Au printemps de l'année 1203, il pénétra en Thuringe, accompagné de l'évêque Lupold, avec une armée, et s'établit à Erfurt. A l'annonce du danger qui le menaçait, le landgraf avait aussitôt envoyé demander des secours à son neveu le roi de Bohême. Le légat pontifical avait couru en Bohême, afin d'accélérer les secours; et le roi Ottokar ne tarda pas à se mettre en marche avec des hordes animées de leur ancienne férocité, avides de pillage. En même temps le roi Otto arriva du bas Rhin; son frère Heinrich s'approcha en venant de la Saxe; le landgraf lui-même rassembla ses forces comme il put. Le roi Philippe, effrayé de la marche de tant d'ennemis, ruina le territoire thuringien tout autour d'Erfurt, et plus loin encore, mais par nécessité plutôt que par inclination, à ce qu'il paraît, parce qu'il voulait rendre l'établissement dans le pays impossible pour les ennemis, auxquels il désespérait de pouvoir résister. Néanmoins les ennemis parurent devant Erfurt, et l'assiégèrent pendant

neuf jours. A cause de la dévastation du pays ils furent contraints, pour se procurer le nécessaire, d'exercer eux-mêmes des ravages, de saisir ce qui était encore resté, de piller, de saccager. Et bientôt cette nécessité, qui ne permit plus d'observer aucun ordre, poussa aux insultes, aux outrages, aux actes de cruauté. Les Bohêmes surtout laissèrent éclater leur ancienne fureur dans les ravages; rien n'était respecté par eux, ni choses ni hommes, ni prêtres ni religieuses. Les rois et les princes se félicitèrent donc de voir Philippe mettre fin à cet état de choses en fuyant secrètement d'Erfurt, de crainte de tomber entre leurs mains. Il se rendit probablement d'abord auprès du markgraf Thiederich de Meissen, et alla presser les secours des princes orientaux de l'empire.

Cette fuite de Philippe n'eut pourtant pas de suites favorables pour Otto. Le siége d'Erfurt fut levé aussitôt, soit que l'on ne sût pas où Philippe s'était échappé, soit que l'on jugeât périlleuse une attaque sur les princes orientaux. Mais le légat pontifical, le cardinal Guido, exerça peut-être l'action la plus déterminante. Il désirait surtout amener à la soumission aux ordres pontificaux et à la reconnaissance du roi Otto l'archevêque Ludolf de Magdebourg, et il pouvait espérer que le prélat serait plus facilement courbé par la vue des armes ennemies que par ses exhortations et celles du pape. L'armée prit donc position entre Mersebourg et Halle, d'où elle pouvait à la fois menacer le nord et l'orient, sans être forcée au combat. Mais tout se perdit dans cette position; l'armée répandit au loin la terreur et la dévastation. Les habitants de Magdebourg eux-mêmes, saisis d'épouvante, jugèrent nécessaire de mettre en sûreté leurs biens, leurs femmes et leurs enfants sur l'autre rive de l'Elbe. Mais le vieux archevêque Ludolf se sentit aussi peu effrayé par les armes d'Otto qu'ébranlé par le langage et les menaces du légat, ou abattu par l'excommunication pontificale. Dans une inaction de neuf semaines, l'armée devint de plus en plus indisciplinable. Alors furent commis des excès de toute nature, dont on chargea de nouveau les Bohêmes. Les scènes d'Erfurt se reproduisirent; d'horribles outrages soulevèrent l'indignation générale; les cloîtres et les églises incendiés étaient des monuments trop éclatants d'une fureur inouïe. Il devint nécessaire de licencier de pareilles troupes, qui d'ailleurs se laissaient battre où elles trouvaient de la résistance (6), et de les ramener d'où elles étaient venues. Avant ce licenciement, le duc Primislav de Bohême (car le titre royal que Philippe avait conféré était rejeté) reçut des mains d'Otto, à la fête de St-Bartholomée, dans le dôme de Mersebourg, après avoir prêté serment de fidélité, une couronne royale, et des mains du légat pontifical la consécration comme roi de Bohême. Ensuite chacun regagna ses foyers, ou cacha son mécontentement derrière de petites fortifications. Il paraîtrait que les Bohêmes commirent encore de grands excès dans le pays du markgraf de Meissen.

Malgré tous les efforts du pape et de son légat pour faire tourner ces événements contre Philippe, ils ne restèrent pas sans une influence favorable pour sa cause. Otto, qui tenait au pape un langage assuré, comme s'il eût déjà triomphé, se vit tomber de bien haut, l'année suivante 1204; et Innocent, sans avoir partagé la confiance de son protégé, se sentit pourtant cruellement trompé dans les espérances qu'il avait conçues. Philippe s'était livré à une activité inaccoutumée, et les princes qui s'étaient déclarés pour lui, rougissant du danger auquel ils l'avaient laissé exposé, crurent ne pas devoir rester inférieurs en zèle aux partisans d'Otto. Certains d'entre eux, comme l'archevêque Ludolf de Magdebourg, irrité des rigueurs du légat pontifical, pouvaient bien désirer montrer au saint-père que ses menaces ne paralysaient pas les mouvements, que ses foudres ne tuaient pas; mais, avant que ces princes eussent achevé leurs préparatifs, Philippe, dès le printemps, courut en Saxe avec ses propres troupes. Dans l'automne de l'année précédente, Otto avait encore fait une attaque sur Goslar. Sa tentative échoua aussi cette fois; mais il laissa dans la forteresse de Herlingsberg une garnison qui resserra pendant tout l'hiver les bourgeois de Goslar, et leur fit endurer de cruels tourments. Philippe désirait donc se porter brusquement sur ce château, l'enlever, le détruire, avant que les secours ne pussent arriver, et, par cette conquête, délivrer et sauver Goslar. Mais ce projet échoua également; car Otto s'approcha avec ses frères, et Philippe crut dangereux de hasarder un combat dans un moment où les secours des princes ne pouvaient

se faire longtemps attendre. Il opéra donc sa retraite. Mais, dès le commencement du mois de juillet, il revint en Thuringe avec une puissante armée de Bavarois, de Souabes, d'Autrichiens, d'habitants des bords du Rhin, de Franconiens, de Sorbes et de Saxons. L'archevêque de Magdebourg seul avait mis sur pied 30,000 fantassins, levés sans doute parmi les citoyens de ses villes; le markgraf Thiederich de Meissen amena 1,500 hommes à cheval et plusieurs milliers de fantassins; dans la Thuringe même, les comtes Gunther et Heinrich de Schwarzbourg, ainsi que le comte Lambert de Gleichen, se rangèrent du côté du roi, et les bourgeois d'Erfurt lui fournirent des secours. Avec ces forces il pénétra dans les domaines du landgraf Hermann, saccageant, détruisant, et investit la forte ville de Weissensée, qui était considérée comme la véritable capitale de ces possessions. Mais Weissensée opposa une résistance opiniâtre; Philippe campa six ou huit semaines devant les murs sans la soumettre. Sur ces entrefaites, le landgraf, réduit aux abois, abandonné du roi Otto, qui probablement manquait de ressources nécessaires, appela à son secours le roi Primislav de Bohême, sans se rappeler les dévastations exercées sur ses terres par les Bohêmes. Primislav accourut de l'extrémité septentrionale de la Bohême sur l'Orla. Informé de sa marche, Philippe leva le siége de Weissensée, et s'avança à sa rencontre. Mais Primislav, averti par ses éclaireurs de la situation des choses en Thuringe, et de la force de l'armée avec laquelle Philippe était parvenu jusque dans son voisinage, abandonna toute pensée de guerre et de bataille, et crut ne pouvoir trouver de salut que dans une retraite précipitée. Pour tromper l'ennemi, il alluma de nombreux feux dans la nuit, décampa si brusquement, qu'il abandonna tous les bagages et les munitions qui auraient pu causer quelque embarras, et au moyen d'une marche forcée gagna une grande avance. Le lendemain, Philippe, informé du départ du roi de Bohême, détacha aussitôt le palatin Otto de Wittelsbach avec 400 cavaliers pour le poursuivre; mais le palatin poussa jusqu'en Boehmerwald sans trouver un ennemi.

Cette fuite du roi de Bohême eut de graves conséquences. Philippe rentra en Thuringe, où il poursuivit son œuvre de destruction. Le markgraf Hermann, délaissé par son roi, abandonné par ses amis, désolé du spectacle de ruine et de dévastation qu'il avait sous les yeux, ne vit d'autre issue, d'autre salut que dans la pitié de Philippe. Quelques princes interposèrent leur médiation. Ensuite il parut à Ichtershausen devant le roi, se jeta à ses pieds, élevant vers lui des mains suppliantes. Philippe laissa longtemps le malheureux prince à genoux, et prononça des paroles sévères sur sa perfidie et sa folle audace. Néanmoins, sur les instances des princes qui assistaient, il le releva enfin, et, d'après l'usage du temps, lui donna le baiser de réconciliation. Le landgraf remit son fils et d'autres Thuringiens comme otages de sa foi. Ce fut là le commencement de la défection à l'égard du roi Otto.

Dès lors Philippe ne crut plus avoir besoin des forces avec lesquelles tant de princes l'avaient assisté; il congédia ses auxiliaires. Avec ses propres troupes il marcha vers Goslar, en partie pour délivrer cette ville, en partie pour menacer son rival jusque dans les domaines héréditaires de sa maison. Otto voulut au moins défendre ces contrées; il appela donc ses frères, et convoqua non-seulement ses feudataires, mais encore les bourgeois de Braunschweig, qui s'étaient déjà montrés de vaillants guerriers. Ils se portèrent du côté de Goslar; mais en chemin le frère aîné d'Otto, Heinrich, palatin du Rhin, quitta le roi, se tourna du côté de Philippe et le reconnut pour son roi et son seigneur. Le palatin Heinrich paraît s'être tenu dès le commencement sur la réserve à l'égard de son frère. Il était le fils aîné de Heinrich le Lion; il pouvait se glorifier d'exploits militaires pour la cause de Dieu comme pour des intérêts terrestres, et dans son pays et au loin, sur terre et sur mer. Il pouvait être blessé d'être réduit à se tenir devant le trône d'un frère puîné, que l'on avait choisi, alors qu'il était encore un jeune homme insignifiant, pour le parer de la couronne royale, parce qu'il appartenait à la noble maison des Welfs; et il pouvait bien se dire qu'on ne l'aurait pas oublié lui-même, s'il n'avait pas été dans la Terre-Sainte comme soldat du Christ. Son mécontentement fut peut-être augmenté par suite du partage de l'héritage paternel, qui avait eu lieu l'année précédente à Paderborn; car le plus mauvais lot lui était échu. Des domaines patrimoniaux, il n'avait eu que Celle avec le comté nouvellement acquis et incertain de Stade. Guillaume, au

contraire, le plus jeune frère, avait eu pour sa part Lunebourg, ancienne résidence des ducs de Saxe; et le roi Otto avait mis la main sur la belle et fidèle Braunschweig, la ville des grands souvenirs, et sur la forteresse de Lichtenberg.

Enfin il se peut que Heinrich ait été mécontent de l'inaction d'Otto pendant les derniers événements de Thuringe, et qu'il fût arrivé à se convaincre que ce frère ne serait jamais en état de conquérir la couronne impériale et de la conserver. Sans doute Philippe fut informé du mécontentement de Heinrich; il le fit menacer de la perte du palatinat du Rhin, dans le cas où il resterait attaché à la cause de son frère, et lui fit offrir de nouvelles investitures s'il l'abandonnait. Il paraît que Philippe et Heinrich furent bientôt d'accord. Sur la route de Braunschweig à Goslar, Heinrich prit sa résolution, ou mit à exécution ses engagements envers Philippe. Il adressa à son frère une réclamation que celui-ci n'était pas capable de satisfaire. Il le reconnut pour son serviteur, attaché à lui par les liens du sang autant que par le serment de fidélité qu'il lui avait prêté; mais il demanda, comme indemnité de ses avances, ou comme récompense de ses services, la ville de Braunschweig et le château de Lichtenberg; en résumé, presque toute la portion héréditaire du roi. Otto, surpris d'une telle demande en de telles conjonctures, le pria de ne pas insister pour le moment, et de prendre patience jusqu'à ce qu'il fût parvenu à la possession assurée de l'empire. Mais Heinrich mena ses troupes dans le camp de Philippe, et reçut, en récompense de sa trahison, l'avouerie de Goslar (7), dédaignant les larmes que sa conduite arrachait aux amis de la maison Welf. Après cela, il ne restait plus au roi Otto qu'à retourner à Braunschweig. Philippe ne le suivit pas, soit qu'il fût pressé par d'autres soins, soit que Heinrich eût stipulé que l'on ménagerait les possessions héréditaires des Welfs.

Cette défection d'un frère fit sans doute une impression d'autant plus profonde, que l'on essaya d'y donner diverses interprétations; peut-être n'y eut-il maintenant personne qui crût encore au triomphe d'Otto. Il n'est donc pas étonnant que le roi de Bohême, qui, l'année précédente, avait reçu d'Otto la couronne royale et la bénédiction du légat pontifical, repassât maintenant du côté de Philippe, encore moins que Philippe l'accueillît avec joie. Le Bohémien avait encore sur le cœur la fuite de Thuringe, et le jeune Théobald à Magdebourg lui donnait des inquiétudes, dans le cas où Philippe triompherait. Philippe, de son côté, avait les yeux dirigés sur le Rhin, et désirait ne pas laisser sur ses derrières un féroce ennemi. Le duc Louis de Bavière ménagea la réconciliation; elle fut fortifiée par un accord de mariage entre Wenzel, fils de Primislav, et la fille de Philippe, Kunigunde, qui tous deux étaient encore enfants.

Le roi Philippe était surtout préoccupé de l'idée de ramener à lui l'archevêque Adolphe de Cologne, non pas qu'il espérât par ce prélat accroître ses forces militaires, mais parce que, dès le commencement, Adolphe avait été l'âme du parti welf en Allemagne, et parce que, s'il le gagnait, il pourrait se relever d'un reproche que lui avait souvent lancé le pape, et se faire couronner régulièrement. Ce désir fut aussi satisfait. Ainsi qu'on l'a plusieurs fois indiqué, Adolphe avait depuis longtemps reconnu qu'il s'était attaché au parti illégitime; des vastes espérances dont il s'était rempli la pensée en entreprenant de donner un roi au Teutschland, nulle ne s'était réalisée, en dépit de tous les efforts du pape; et les perspectives s'assombrissaient de plus en plus: l'argent d'Angleterre, sur lequel il avait compté, depuis longtemps avait cessé de venir; Otto lui-même ne pouvait tout au plus lui donner que de vagues promesses, fondées sur un avenir incertain; et néanmoins le pauvre prince s'était emporté jusqu'à une querelle opiniâtre avec lui. Aussi, depuis longtemps, Adolphe épiait les circonstances, hésitait, et avait donné au monde de l'incertitude sur ses intentions. Le pape Innocent avait essayé, à force d'éloges, de l'affermir dans sa fidélité à Otto; il lui avait fait entrevoir quelle honte pour lui devant le monde s'il abandonnait la cause d'un roi qu'il avait élevé, couronné et béni; il lui avait même montré dans l'éloignement l'excommunication de l'Eglise. Mais l'argent et le pouvoir avaient, auprès des ecclésiastiques comme des laïques, une plus haute valeur que des louanges venant même de la bouche du saint-père: il ne pouvait plus être question de honte aux yeux du monde, lorsque laïques, et ecclésiastiques changeaient de service comme d'habits, et l'excommunication avait perdu sa

force depuis qu'on l'avait vue sans effet nuisible sur les prêtres et sur les hommes du siècle. Adolphe était d'ailleurs un esprit fort, qui ne pouvait céder à de telles considérations ; l'impression produite par les événements de Thuringe et de Saxe était assez profonde, et s'étendait assez loin pour déterminer sa décision. Le comte Guillaume de Juliers, qui lui-même était passé d'Otto à Philippe, homme artificieux et immoral, offrit, moyennant de l'argent et des honneurs, de servir d'entremetteur, avec d'autant plus d'assurance que, suivant sa conviction, de l'argent et des places devaient facilement amener tous les princes du parti d'Otto à la défection. Philippe ne fut avare ni pour satisfaire cet homme et se l'attacher, ni pour attirer et éblouir l'archevêque ainsi que les autres adhérents de son adversaire. L'archevêque ne résista pas ; et le duc de Brabant lui-même, dont l'ancienne ardeur était refroidie depuis longtemps, qui ne voyait plus rien d'heureux dans le mariage de sa fille avec Otto, ne put contenir sa convoitise à la pensée des seigneuries que, suivant les assurances du comte Guillaume, le roi Philippe avait à sa disposition, et qu'il était prêt à distribuer à ses adhérents. De concert avec le comte Guillaume, agissaient l'archevêque de Trèves, qui, dès l'année précédente, par crainte et par faiblesse, était passé du côté de Philippe, sans pourtant y être fermement attaché, et pour cela cherchant un appui ; l'évêque de Constance, qui n'avait jamais chancelé dans sa fidélité à la maison de Hohenstaufen, et l'évêque de Spire, pour lequel ne se montrait aucune autre issue. Une conférence eut lieu avec l'archevêque Adolphe à Andernach, et là tout devait être arrêté. Au nom de Philippe et d'après ses instructions, fut assurée à l'archevêque la restitution de tous les biens et de toutes les possessions qui pouvaient avoir été arrachés à l'église de Cologne. La belle villa royale de Salefeld, que l'empereur Friedrich I[er] avait réunie aux domaines de l'empire au moyen d'un échange avec l'archevêque Philippe de Cologne, fut promise à Adolphe en récompense du nouveau serment de fidélité qu'il allait prêter, et des services qu'il se déclarait prêt à rendre. En outre il reçut 9,000 marcs d'argent, somme avec laquelle il devait acheter et se chargea en effet d'acheter le duc de Brabant et les autres princes de Lorraine.

Tout réussit, non pas complétement, mais pourtant au delà de l'attente. Après la fête de Saint-Martin, Philippe eut une entrevue à Coblentz avec l'archevêque Adolphe de Cologne et le duc Heinrich de Brabant. Les princes reçurent de lui les fiefs, et lui prêtèrent serment de fidélité. Plusieurs autres princes qui étaient présents reçurent l'investiture de leurs honneurs et de leurs possessions, et prêtèrent serment de fidélité. Comme les grâces et les marques de faveur semblaient pleuvoir, les grandes protestations ne manquèrent sans doute pas non plus. Ensuite le roi indiqua une diète qui devait être tenue à Aix-la-Chapelle, à la fête de l'Epiphanie, au commencement de l'année suivante, 1205. A cette diète, où l'archevêque Adolphe avait promis de bénir et de couronner le roi Philippe, comme Otto avait été béni et couronné par lui précédemment dans le même lieu, le roi se rendit avec une imposante escorte guerrière. L'archevêque vint en grande pompe ; beaucoup de princes s'y trouvèrent aussi, quoique ceux de Lorraine n'y fussent pas tous. Dans l'assemblée, Philippe, d'après le conseil des siens, déposa le titre royal et la couronne, afin que les princes eussent une pleine liberté pour une nouvelle élection ; mais en même temps il les pria de se montrer unanimes dans le choix ; car il savait bien que les princes qui étaient venus à Aix-la-Chapelle avaient pour but de le reconnaître comme roi. En effet il fut élu par tous les assistants, puis béni et couronné avec son épouse par l'archevêque de Cologne, suivant l'usage régulier. Six jours après, il remit à l'archevêque Adolphe les actes authentiques sur les honneurs, les biens et les droits qui lui avaient été promis (8).

CHAPITRE IX.

DÉTRESSE D'OTTO. — HABILES TENTATIVES DE MÉDIATION DE LA PART DU PAPE. — EMBARRAS CROISSANT DES DEUX PARTIS.

De l'an 1205 à l'an 1208.

Dans le temps où Philippe poursuivait et opérait de si grands changements, Otto se trouvait en Saxe dans ses domaines patrimoniaux, vivant, à ce qu'il paraît, au jour le jour,

dans l'indolence à laquelle il était enclin, comme si rien ne s'était passé, et que rien ne fût à craindre. Mais, à la nouvelle de la réconciliation de son adversaire avec l'archevêque Adolphe à Coblentz, il tressaillit, et, traversant rapidement la Westphalie, se porta sur Cologne. L'archevêque n'était pas dans la ville, il s'occupait de ses préparatifs de départ pour aller couronner le roi Philippe à Aix-la-Chapelle; mais les bourgeois de Cologne, violemment irrités de la trahison de leur archevêque, accueillirent le roi Otto au bruit des acclamations, en partie parce qu'ils regardaient le serment comme sacré, et qu'ils avaient coutume de ne pas se jouer de la foi et de l'honneur, en partie aussi pour laisser éclater leur colère contre l'archevêque. Otto trouva aussi l'archevêque Sifrid de Mayence à Cologne, ainsi que l'évêque de Cambrai, tous deux pénétrés de douleur et de honte de la désertion d'Adolphe.

De Cologne partit une impulsion qui pouvait bien empêcher ou retarder le couronnement à Aix-la-Chapelle. Les bourgeois de la ville adressèrent à l'archevêque de Cologne la prière instante de ne pas anéantir un acte accompli par lui-même, et de se rappeler à la pensée que sur sa propre demande le pape avait confirmé le roi Otto, et décidé que nul autre ne recevrait la couronne impériale. Mais Adolphe, ébloui par l'or de Philippe, ne s'arrêta pas au passé, et ne prit nul souci de l'avenir. Les évêques de Mayence et de Cambrai protestèrent par écrit contre la conduite d'Adolphe, et le menacèrent de l'excommunication. Mais sans doute Adolphe avait depuis longtemps prévu ce que ces prélats lui montraient dans le lointain; par conséquent ils ne le déterminèrent nullement à revenir sur ses pas. Le roi Otto lui-même quitta Cologne et remonta le Rhin, pour couper à son rival le chemin d'Aix-la-Chapelle; mais bientôt il revint malade à Cologne, où il était encore souffrant au moment où Philippe recevait à Aix-la-Chapelle la couronne impériale des mains d'Adolphe. Toutefois la colère des bourgeois de Cologne imposa au roi Philippe, qui n'osa pas tourner aussitôt ses armes contre cette ville, et se retira sur le haut Rhin, accompagné de l'archevêque Adolphe. Préparé à une fête pompeuse plutôt qu'armé pour la lutte, il put regarder comme dangereux d'attaquer une ville bien fortifiée, défendue par des hommes belliqueux, et de s'exposer à la chance d'imprimer la tache d'une défaite sur une couronne nouvellement acquise. Néanmoins il ne resta au roi Otto, au clergé et aux bourgeois de Cologne, qu'à déposer aux pieds du saint-père l'expression de leur douleur, et à implorer son assistance. L'évêque de Cambrai courut lui-même à Rome.

Sans doute le pape avait été informé exactement de l'état des choses, et toutes les manœuvres secrètes lui avaient été révélées, sinon en détail, du moins dans leur ensemble. Les événements ne purent donc être entièrement inattendus pour lui; il ne dut être surpris peut-être que par leur rapidité. Il n'avait pourtant d'autres armes que celles dont il avait fait usage jusque-là, et elles avaient été reconnues inefficaces, à peu près inutiles. Il dut par conséquent méditer sérieusement avant de se demander s'il lui fallait encore y recourir. Mais il était engagé trop profondément pour se retirer et laisser les Teutschs régler à leur guise leurs affaires intérieures. Souvent sans doute il se dit qu'avec Otto jamais il n'atteindrait le but poursuivi; mais il devait à la dignité apostolique de ne pas abandonner ce prince avant qu'il ne se fût abandonné lui-même, ou qu'il ne fût délaissé par tous les Teutschs. Il reprit donc encore une fois ses anciennes armes, et usa de la parole, de la plume et des ambassades comme par le passé, quoique plusieurs de ses lettres à cette époque attestassent un manque d'ardeur et de confiance dans le résultat. Il y est aussi plus sobre de paroles, parce qu'il n'avait plus foi dans les paroles, soit pour persuader, soit pour convaincre. Voici ce qu'il écrivit au roi Otto : « Notre digne frère l'évêque de Cambrai est arrivé auprès de nous, et il a été reçu avec bienveillance. A son retour, il te fera part de notre résolution, et t'informera de l'état de l'empire. En attendant, ne te laisse pas envelopper par la ruse; tu peux être assuré de ma bienveillance, que tu as reconnue être une colonne inébranlable. Le même évêque nous ayant vanté ta prudence, ta valeur et ta constance, nous te donnons d'autant plus sérieusement cette exhortation : ne te laisse abattre par aucun revers, égarer par aucun murmure; travaille avec prudence à ton élévation, que nous poursuivons aussi avec zèle, afin que tu

puisses arriver heureusement à recevoir la couronne impériale. »

D'un autre côté, il ordonna des mesures rigoureuses contre l'archevêque Adolphe de Cologne. Au commencement du mois de mars, il adressa un bref plein d'indignation à l'archevêque de Mayence, à l'évêque de Cambrai et au scholasticus de St-Gercou de Cologne; en voici un extrait: « La désobéissance opiniâtre de l'archevêque Adolphe de Cologne, ses parjures répétés, ses trahisons fréquentes, exigent qu'il tombe dans la fosse qu'il a creusée, que sa propre épée se retourne et lui perce le cœur. Sans crainte de Dieu, sans honte à l'égard des hommes, sans respect pour la dignité de l'église de Cologne, il a rejeté le joug de l'obéissance, violé le serment prêté plusieurs fois, et trahi celui qu'il avait nommé. Quand il couronna le roi Otto et lui jura fidélité, il nous a pressé instamment de tourner la faveur apostolique vers ce roi, et d'approuver ce qu'il avait fait. Quand nous eûmes satisfait à ses sollicitations, alors il commença à se ralentir, retira sa main de la charrue, et cessa d'arroser ce qu'il avait planté. Mais, comme celui qui plante, celui qui arrose n'est rien; que c'est Dieu qui est tout, qui fait croître et profiter; ainsi, par la grâce de Dieu, la nouvelle vigne a grandi et poussé des jets de tous côtés. Le planteur envieux, voyant cela, a juré de déraciner le cep; mais la trame a été découverte, et l'arbre reconnu à ses fruits. Rappelé à ses souvenirs, serré de près, il a de nouveau juré de ne jamais abandonner le roi Otto, et de ne jamais incliner vers l'autre parti; et néanmoins, corrompu par l'argent, au mépris de nos ordres et de son propre serment, il a criminellement abandonné son seigneur, et s'est attaché honteusement au duc Philippe de Souabe. Et, pour combler la mesure et rendre impossible tout déguisement de sa faute, tout récemment il a couronné publiquement le duc Philippe à Aix-la-Chapelle, où il avait déjà couronné le roi Otto; et, lorsque dans l'église de St-Pierre de Cologne l'excommunication fut prononcée par le légat du siége apostolique contre tous ceux qui se détacheraient d'Otto, Adolphe lui-même était présent, revêtu du costume archiépiscopal, tenant un cierge allumé. Heureusement les habitants de Cologne n'ont pas suivi leur chef dans son odieuse désertion; ils ont persisté fermement dans la fidélité au roi. Mais, afin que l'ancien levain ne communique pas son aigreur à toute la pâte, nous recommandons à votre sagesse, de l'avis de nos frères, par ce bref apostolique, de proclamer au son des cloches, à la lumière des cierges, chaque dimanche et tous les jours de fête, l'excommunication contre l'archevêque Adolphe dans toutes les églises de Cologne et des diocèses voisins, et de relever du devoir d'obéissance envers lui tous les vassaux de l'église de Cologne, prêtres et laïques. Nous vous donnons aussi pleins pouvoirs de déposer de sa dignité sacerdotale, en rejetant toute opposition, tout appel, le même archevêque, s'il ne comparait pas en personne devant le siége apostolique dans le délai d'un mois, pour s'y faire juger, et de procéder à l'élection d'un autre sujet digne de ces hautes fonctions. »

Le même jour, le pape écrivit aussi au clergé et au peuple de Cologne, pour les louer hautement de ce qu'ils avaient délaissé leur chef lorsqu'il avait ainsi changé (1), et de ce qu'ils avaient persisté dans la fidélité au roi Otto. En même temps ils étaient informés de la décision prise contre l'archevêque. Enfin ils étaient exhortés à prêter assistance à l'archevêque de Mayence et à ses collègues dans l'exécution de ces décisions, à continuer leur secours et leur affection au roi Otto comme par le passé, et ils pouvaient compter sur la faveur apostolique.

Conformément à l'ordre pontifical, vraisemblablement au commencement du mois de mai, l'archevêque de Mayence et l'évêque de Cambrai proclamèrent, dans l'église de St-Pierre de Cologne, en présence du clergé et du peuple, l'excommunication contre l'archevêque Adolphe, et ordonnèrent que cette sentence fût publiée tous les dimanches et tous les jours de fête, comme cela était prescrit. Cependant, pour tenter ce qu'il serait possible de faire, conformément à une permission spéciale du pape, ils envoyèrent le chanoine Heinrich à St-Gercou, et deux prêtres, Anselme et Christian, à l'archevêque, pour l'engager à s'adresser en temps utile au pape, et à éviter ainsi sa déposition. Mais Adolphe ne se rendit pas à leurs avis, et, plein de confiance dans la puissance et la faveur de Philippe, il ne se soucia ni de l'excommunication prononcée, ni de la déposition dont on le menaçait. Ensuite les plénipotentiaires du pape convoquèrent à la fête

des martyrs Gervais et Protais, le 19 de juin, le clergé et le peuple de Cologne dans l'église cathédrale, et, en présence du roi Otto et d'autres éminents personnages, ils prononcèrent la déposition d'Adolphe. En même temps ils ordonnèrent l'élection d'un nouvel archevêque, et le choix tomba, comme le pape l'avait désiré, sur Bruno, prieur de l'église de Bonn, homme riche de la famille des comtes de Sayn. A peine est-il besoin de remarquer que l'élu reçut bien vite la confirmation du pape.

Cependant, aux fêtes de la Pentecôte, Philippe avait tenu une grande diète à Spire. Là l'archevêque Adolphe avait porté des plaintes contre la ville de Cologne, et, soutenu par ses partisans, il avait déterminé le roi et les princes présents à résoudre contre cette ville une expédition militaire, qui fut annoncée par le roi pour le mois de septembre. Mais cet ajournement était insupportable à l'archevêque Adolphe, et la nouvelle de sa déposition, qui arriva bientôt après, augmenta encore son ardeur et son indignation. Il pénétra donc dans l'archevêché avec des troupes pour attaquer son adversaire, le nouvel archevêque Bruno, et aussitôt les vassaux de l'évêché se partagèrent, les uns combattant pour lui, les autres contre lui. Il y eut une infinité d'engagements sanglants; le pillage et l'incendie désolèrent le pays. Les biens des églises furent dévastés, les clochers furent abattus; l'on n'épargna ni les pauvres, ni les veuves, ni les orphelins. Bientôt Cologne fut si complétement investie, qu'il n'y eut plus moyen d'en sortir ni d'y entrer; bientôt aussi les bourgeois se firent jour en chassant l'ennemi. Les feudataires et des archers du comte de Berg se postèrent à Deutz, inquiétèrent les communications sur le Rhin, et barrèrent le fleuve en aval et en amont. Néanmoins les bourgeois de Cologne établirent une station de grands bâtiments au milieu du Rhin, pour maintenir le fleuve libre de leur côté, et opérèrent même des débarquements sur l'autre rive, afin de se venger par le pillage et l'incendie.

Au milieu de tous ces actes de haine et d'odieuses représailles, dans le mois de septembre Philippe se mit en marche avec une puissante armée, et parut le jour de la Saint-Michel sous les murs de Cologne. Il établit son camp au-dessus de la ville, et aussitôt fit sommer ceux de Cologne de se soumettre et d'éloigner Otto et Bruno. Les habitants rejetèrent ces conditions, invoquant leur obéissance envers l'Eglise et son chef. L'attaque commença donc, mais resta sans résultat; elle fut renouvelée cinq jours de suite, et rien ne fut obtenu. La défense fut aussi habile qu'énergique. Otto, dirigeant et combattant en même temps, était un aiguillon et un modèle pour les bourgeois. Les gens de Cologne affrontaient les périls comme s'ils avaient voulu montrer au monde qu'ils étaient dignes de la liberté, et qu'au-dessus des grands seigneurs et des chevaliers par la loyauté et la fidélité, ils ne leur étaient pas inférieurs en courage, en expérience militaire, en constance. L'armée de Philippe subit une grande perte en hommes, et une plus considérable encore en chevaux. Au bout de cinq jours, on sentit généralement que la ville ne pouvait être soumise par la force des armes, puisqu'elle avait la supériorité. En conséquence, et comme on ne pouvait rien attendre d'une négociation nouvelle, le siége fut levé; mais, pour qu'il ne parût pas qu'une si grande armée eût été contrainte à la retraite par une seule ville, le roi Philippe descendit le Rhin et vint jusqu'à Neuss. Cette ville fut attaquée et amenée à la soumission sous l'archevêque Adolphe, moins par les armes que par la surprise des habitants, qui perdirent le courage et la résolution. Après cette conquête, Philippe amena l'armée à travers l'archevêché vers le haut Rhin, brûlant et ravageant.

La tranquillité ne se rétablit pas dans l'archevêché. Adolphe continua la lutte contre Bruno pendant l'hiver et dans l'année 1206; non-seulement on renouvela les anciens ravages, mais on se livra à d'atroces excès. A Cologne arriva un ordre du pape, afin que l'excommunication fût prononcée contre tous les princes qui avaient attaqué les possessions de l'Église, et que l'interdit fût mis sur leurs domaines. Cet ordre poussa les coupables jusqu'à une sorte de rage contre le clergé, et ils s'attaquèrent sans pitié à tout ce qui appartenait à l'Église, se saisirent même des revenus ecclésiastiques pour deux années. Les prêtres tombèrent dans une telle misère, qu'il leur fallut vendre ce que les églises possédaient, depuis les temps anciens, en or, en argent et en pierres précieuses.

Le roi Otto, entouré de tels dangers, était dans une effrayante situation. Il pouvait se con-

fier, à ses Braunschweigers (en français, Brunswikois, si l'on veut); mais ils étaient hors d'état de le secourir, et, hormis ces gens, il ne pouvait compter sur personne. De tous les princes séculiers de l'empire, il n'y avait plus à côté de lui à Cologne que le duc de Limbourg et son fils Walram, qui était revenu à lui quand Adolphe l'avait quitté. Mais on ne voit nulle part que des troupes aient suivi ces princes, et on ne peut dire quelles dispositions eux-mêmes avaient apportées à Cologne, quels sentiments ils y conservèrent. Il n'y avait pas à douter des intentions des princes ecclésiastiques qui se trouvaient à Cologne; mais, outre leur bon vouloir, ils n'avaient rien à offrir à Otto : car l'archevêque Sifrid de Mayence, reconnu par quelques sujets seulement, expulsé de son archevêché, n'avait d'autorité que sur des choses spirituelles, ne pouvait donner que des bénédictions ou lancer des anathèmes; le nouvel archevêque de Cologne se tenait sur le même terrain qu'Otto; mais, par delà les murailles de Cologne, Bruno n'avait pas le moindre pouvoir; l'évêque de Cambrai enfin était hors d'état de servir le roi autrement que par des négociations, par des voyages de Cologne à Rome. Tous les autres prélats de l'empire avaient fait défection. Les évêques de Munster et d'Osnabruck eux-mêmes, qui jusqu'alors étaient restés fermes, passèrent enfin du côté de Philippe. Assurément tous les princes ecclésiastiques n'étaient pas plus ennemis d'Otto que les princes séculiers; mais aucun d'eux n'osait se montrer son ami et agir pour lui. Lorsque le nouvel archevêque Bruno dut être consacré par l'archevêque Sifrid, il fallut appeler deux évêques d'Angleterre pour accomplir régulièrement l'acte solennel de l'ordination. Quant à la ville de Cologne, elle avait donné au monde et à la postérité un exemple de l'énergie, de l'ardeur et des sentiments de la jeune bourgeoisie qui s'élevait alors si pleine de vie dans les cités du Teutschland. Cette bourgeoisie tirait sa subsistance de l'activité de l'industrie, des arts et des communications rapides avec le monde. Cologne, pas plus qu'une autre ville, ne pouvait se passer de cet aliment. Elle pouvait bien opposer une résistance vigoureuse à une brusque attaque, mais était incapable de supporter longtemps une situation qui la resserrait dans ses propres murailles, ou de soutenir une guerre contre l'empire entier.

Le roi Otto ne peut s'être fait illusion sur tout cela. L'unique espérance qui lui restait encore était dans un armistice qui amènerait peut-être un changement de choses, et en tout cas lui procurerait un soulagement. Mais une suspension d'armes ne pouvait guère être obtenue que par la médiation du pape, et encore à grand'peine. A tout hasard il envoya l'évêque de Cambrai à Rome pour exposer sa détresse au saint-père. Probablement la proposition de l'évêque jeta Innocent dans un certain embarras. On peut bien croire que, pour un aussi habile homme, cette occasion d'entrer en relations avec Philippe ne devait pas être désagréable; car, dans la situation des choses, en raison des périls croissants d'Otto, il devait songer à changer sa position relativement à Philippe; il devait chercher à se rapprocher de lui, afin de pouvoir mieux le saisir, soit qu'une réconciliation fût nécessaire, soit que sa perte fût possible. En effet il se rendit aussitôt à la prière d'Otto, et donna au patriarche d'Aquilée la mission d'amener le duc Philippe à une trêve avec le roi Otto et les gens de Cologne. A cette instruction il en joignit une autre : d'exhorter le duc à cesser de favoriser l'évêque Léopold de Worms, comme archevêque de Mayence. Au reste, il pressa encore Jean d'Angleterre de prendre en main la cause de son neveu, et de lui accorder enfin l'argent que le roi Richard lui avait promis.

On comprend tout de suite, et Innocent l'avait prévu sans doute, que Philippe ne pouvait consentir à l'armistice. Mais moins il avait à craindre son adversaire, plus il devait avoir à cœur de gagner le pape, afin de pouvoir arriver à la possession incontestée de l'empire et de la couronne. L'apparition d'un légat du pape avec des instructions pacifiques dut le flatter, car elle semblait témoigner déjà d'un rapprochement du pape; elle pouvait être interprétée, sinon par lui-même, au moins par l'opinion du vulgaire, comme si le saint-père recherchait une réconciliation avec lui, et, par une telle opinion, il ne pouvait que gagner en considération auprès de ses amis comme de ses ennemis. Le choix de l'homme que le pape avait honoré de ses pleins pouvoirs était bien propre à faire concevoir des idées favorables, non-seulement dans l'esprit de Philippe, mais dans le monde; car le patriarche Walter ou Wolfgar d'Aquilée, depuis longtemps

en faveur auprès de la maison des Waiblingen, était aussi dévoué à cette maison. Il n'exécuta pas maintenant les desseins du pape, et ne tenta peut-être pas d'efforts pour cela; mais il est certain qu'il exerça une action pacifique sur le roi, calmant les passions, adoucissant les ressentiments. Philippe adressa au saint-père une lettre qui, par le ton et les expressions bien différentes des précédentes, témoigna d'un désir de rapprochement. Il rend compte au pape de toute la marche des choses depuis la mort de son frère Heinrich VI; il cherche à justifier tout ce qui est arrivé pour lui et par lui, et représente la situation sous un tel aspect, qu'il paraît agir avec une bonne foi entière. « Dans son élection comme roi, dit-il, il s'était proposé avant tout d'être le défenseur et le restaurateur des églises, d'étendre le culte de Dieu et la religion chrétienne, de faire rendre justice à tous les opprimés et à ceux qui souffraient de l'iniquité, de ne pas épargner les coupables, et en toutes choses d'agir suivant la rigueur des lois, tempérée par l'équité et la pitié. » Il offre d'abandonner à l'instant l'archevêque Rudolf, si le pape veut aussi se résigner à délaisser l'archevêque Sifrid. Sur la suspension d'armes, il fait une réponse équivoque, mais à laquelle pouvait se donner un tour amical. « Cette trêve, dit-il, entre nous et le seigneur Otto, que vous désirez, nous l'aurions accordée, si vos envoyés avaient pu parvenir auprès dudit seigneur : » et ils n'avaient été empêchés que par ses partisans ou par les gens d'Adolphe. « Au reste, ajoute-t-il, pour rétablir la paix et la concorde entre vous et nous, entre le sacerdoce et l'empire, ainsi que nous y avons toujours aspiré, nous nous soumettons à vos cardinaux et à nos princes qui sont obligés, comme catholiques, à poursuivre la paix et l'union. Si, à quelque égard, nous vous avons offensé, vous ou la sainte Église romaine, nous voulons vous donner la satisfaction que ces hommes prononceront. Si au contraire vous aviez blessé en quelque point nous ou l'empire, pour l'honneur de Notre-Seigneur Jésus-Christ, dont vous tenez la place sur la terre; par respect pour saint Pierre, le prince des apôtres, dont vous êtes le lieutenant, et pour notre propre salut, nous vous laissons à votre propre conscience : car, comme nous croyons fermement que Notre-Seigneur Jésus-Christ, avant et après la Passion, a remis à l'apôtre Pierre les clefs du royaume des cieux, avec le droit de lier et de délier, nous voulons aussi que vous, son successeur, avec la plénitude de son pouvoir, ne puissiez être jugé en matière de ce genre par aucun homme, mais qu'il soit réservé à Dieu de prononcer sur vous. » Enfin, ce qui jusqu'alors n'était pas encore arrivé, en dépit de tant d'attestations du pape, Philippe nie que l'excommunication ait été prononcée contre lui par Célestin III, et il espère que le pape Innocent lui-même attesterait son innocence, s'il invoquait les témoignages.

Il est certain que cette justification du roi Philippe ne satisfit pas le pape; Innocent put même être blessé de quelques expressions dans la lettre. Mais un grand avantage obtenu par lui, c'est que le prince Hohenstaufen s'était résigné à cette justification, et que les principes catholiques orthodoxes qu'il y exprimait paraissaient ouvrir les voies à des négociations ultérieures. En effet, Innocent renonça aussitôt à ses efforts pour une trêve. Il écrivit à Otto ce que Philippe avait répondu à cette offre, et lui conseilla amicalement, si l'armistice pouvait encore lui être utile, de s'adresser désormais lui-même à Philippe, et de déclarer à ce prince que, sur l'avis du pape, il était prêt à consentir à une trêve d'une année. Il ne manqua pas de répéter encore qu'Otto devait être assuré de sa faveur, de tenir ferme avec prudence, et ne pas souffrir que de mauvais esprits l'embarrassassent de leur intervention, comme ils avaient coutume de faire (2).

Mais avant que cette lettre pût être remise entre les mains d'Otto, déjà l'on était arrivé à une décision, ou du moins l'on y touchait. Philippe marcha de nouveau avec une grande armée sur Cologne; et cette fois il avait plus de confiance dans le résultat de l'entreprise que l'année précédente : car il était parvenu avec ses immenses ressources à décider le duc de Limbourg en faveur de sa cause, et ce duc avait su gagner si complétement la confiance des bourgeois, qu'ils lui avaient remis la conduite de la guerre et de toutes les affaires de la ville. L'archevêque Adolphe marcha au-devant du roi avec tous les comtes et seigneurs de l'archevêché, et réduisit tout le pays sous son obéissance. Cologne fut investie, mais ne fut pas attaquée. On voulut resserrer la ville, la fatiguer, l'affamer; ce genre de guerre excita

la plus vive inquiétude. Otto et Bruno résolurent donc de diriger contre Philippe un coup de main hardi qui, s'il eût réussi, paraissait devoir opérer un changement complet dans les choses. Avec 400 hommes à cheval et 2,000 fantassins, composant probablement toutes leurs forces, ils sortirent de la ville pour surprendre Philippe. Mais celui-ci avait été informé de tout le plan par le duc de Limbourg, contre lequel Otto avait d'autant moins de défiance, que le propre fils du duc, le comte Walram, voulut faire partie de l'expédition. Philippe, par un mouvement bien concerté, recula donc du côté de Wassenbourg, vers un endroit marécageux; Otto le suivit avec les siens. Mais tout à coup il fut assailli de tous les points à la fois; ses guerriers effrayés prirent la fuite, mais il n'y avait pas de moyen de salut. Quiconque échappait à l'ennemi s'enfonçait dans le marais; pour éviter le marais, on tombait entre les mains de l'ennemi. Les captifs, dépouillés de leurs chevaux, de leurs armes et de leurs vêtements, furent renvoyés outrageusement vers la ville. Le roi, l'archevêque et le comte Walram parvinrent, avec quelques compagnons, à gagner Wassenbourg; mais la place fut investie aussitôt, et il n'y avait pas à penser à se défendre. En conséquence Otto, suivi de Walram et de deux hommes fidèles, quitta silencieusement le château dans la nuit, échappa heureusement aux ennemis, et revint à Cologne dans le plus pitoyable état. Le malheureux Bruno était resté dans Wassenbourg; il fut pris, mené devant Philippe, enchaîné, promené en triomphe, et enfin envoyé prisonnier à Hohen-Ems ou à Wurtzbourg (3).

Dès ce moment Cologne fut perdue pour Otto. La fuite et la honte avaient anéanti ses dernières forces, et les troupes des bourgeois de Cologne étaient entre les mains d'un traître. Les ecclésiastiques étaient sans doute irrités contre Otto, parce que, pour se sauver lui-même, il avait abandonné Bruno à son sort, et les bourgeois furent d'autant plus facilement détachés par le duc de Limbourg et les autres nobles, qu'ils regardaient leur trahison comme impossible. On trouve qu'après l'événement de Wassenbourg, par l'entremise du maréchal Heinrich de Kalden, une conférence eut lieu entre Philippe et Otto dans le voisinage de Cologne, mais que l'on ignore ce qui avait été traité entre les deux rois. Cependant, d'après l'état actuel des choses, il est présumable qu'il put être question d'un accommodement au sujet de la couronne. La pensée d'une renonciation à l'empire ne vint certainement pas dans l'âme d'Otto, et Philippe ne pouvait accepter aucune autre condition. Il est donc vraisemblable qu'Otto, voyant qu'une nouvelle tentative de défendre Cologne ne pouvait amener que des désastres sur la noble ville, fit à son rival l'offre de quitter aussitôt Cologne, et de ne pas empêcher les bourgeois de se soumettre, si Philippe lui donnait sa parole de prince d'épargner la ville, et de ne point la châtier pour l'affection, la fidélité qu'elle avait montrée au roi Welf, et les sacrifices qu'elle lui avait faits; et il n'est pas moins vraisemblable que Philippe donna cette parole. Philippe se retira de Cologne, prit position sur une montagne près de Remangen, et y éleva un fort qui fut nommé Landskrone (4). En même temps Otto évacua la ville de Cologne. Mais les bourgeois envoyèrent une députation au roi Philippe pour offrir leur soumission et implorer leur pardon de la résistance qu'ils lui avaient opposée par obéissance envers l'Église. Le duc de Brabant se chargea de la médiation. A Boppard, les députés obtinrent audience du roi, et furent accueillis gracieusement. Ensuite Philippe envoya l'évêque de Spire, son chancelier, à Cologne, afin qu'il y reçût en son nom le serment de fidélité. Ainsi la noble cité de Cologne échappa à la ruine dont elle était menacée, à cause de sa loyauté et de l'estime publique qui lui était assurée, sans perte et sans confiscation. Philippe lui-même regagna ses possessions patrimoniales, et permit aux princes qui l'avaient accompagné de retourner dans leur pays.

Le roi Otto, en quittant Cologne, se rendit dans ses États héréditaires à Braunschweig. Là il retrouva les anciens sentiments pour lui et pour sa maison, que la noble ville avait si souvent montrés. Les Braunschweigers n'étaient pas non plus restés inactifs pendant son absence; conduits par Guncelin, écuyer du roi Otto, ils avaient conquis Goslar, qui avait été attaqué par Heinrich le Lion et par Otto lui-même toujours vainement. Mais Goslar avait été longtemps resserré, harcelé par les Braunschweigers, et les habitants devaient être fatigués, épuisés. La garnison était faible; le commandant, comte Hermann de Hartesbourg,

ne pouvait résister avec de telles ressources. Il se retira donc avant l'assaut, et abandonna la ville aux assaillants. Là le pillage offrit un si riche butin, que durant huit jours des voitures sans nombre furent employées à le transporter. Les conquérants nourrissaient un si profond ressentiment contre la ville prise, que plusieurs insistèrent pour la brûler ou la détruire; d'autres cependant rejetèrent cet acte odieux de vengeance, ainsi que le pillage de l'église de St-Mathias. On devait, pensèrent-ils, laisser la décision au roi Otto. Et quand Otto arriva en fugitif à Braunschweig, il loua cette conduite, et rendit aux bourgeois de Goslar bien des objets qui leur avaient été enlevés. Mais il reconnut bientôt que, dans les circonstances présentes, Goslar ne pouvait améliorer sa position relativement à Philippe et à l'empire; qu'en supposant même que dans ses possessions héréditaires il trouvât un terrain solide duquel il lui fût possible de poursuivre la guerre, les moyens lui manquaient pour tenter cette continuation des hostilités. Il résolut donc de se rendre en Angleterre, afin de tenter auprès de son oncle s'il ne pourrait pas se procurer des ressources. Il mit à exécution cette résolution, après avoir pris des mesures durant tout l'hiver pour se préparer aux éventualités diverses, et avoir réglé tout ce que pouvait l'être. Il partit donc au printemps de l'année 1207. Le roi Jean d'Angleterre mit tous ses soins à recevoir dignement son neveu le roi des Teutschs, empereur des Romains, à lui donner les fêtes les plus brillantes durant son séjour en Angleterre; et les barons du pays, de leur côté, ne négligèrent rien de ce qui pouvait rehausser ces fêtes et ajouter à l'éclat. Mais il n'y avait dans ces efforts de vanité aucun succès pour les besoins réels du roi Otto. Le trésor du roi Jean n'était pas riche; ce prince avait tout dissipé, gaspillé; et comme ce qu'il possédait était arraché par des moyens odieux pour d'autres buts, les inutiles dépenses faites pour le roi Otto furent avec raison blâmées sévèrement. Ce dernier ne put donc obtenir de son oncle qu'une misérable somme pour l'intérêt de sa cause dans le Teutschland; 5,000 marcs, voilà tout ce qu'il emporta.

Tandis qu'Otto, d'abord à Braunschweig, à cause du triomphe et de la fidélité de ses sujets, puis en Angleterre au milieu des pompes et des fêtes, oubliait peut-être fréquemment les revers qui l'avaient frappé, Philippe n'eut pas trop à se féliciter de son triomphe. Il parcourut le Teutschland méridional, et tint sur le Mein et sur le Danube des diètes qui étaient bien propres à élever ses espérances et à réjouir son cœur. Dans ses domaines héréditaires il eut occasion aussi d'être satisfait; il dut être flatté surtout d'une invitation des habitants de Cologne qui le pressèrent de visiter leur ville, et de la réception qui lui fut faite : car, lorsqu'il s'y rendit aux fêtes de Pâques, si le clergé, qui n'oubliait pas son archevêque dans les fers, vint à sa rencontre avec une joie affectée, le peuple le reçut avec des acclamations et des cris de joie qui témoignaient de sa gratitude. Il resta huit jours dans ce centre d'activité. En récompense des sacrifices faits par la ville, Otto lui avait accordé antérieurement des priviléges importants pour son commerce avec l'Angleterre. Philippe n'était pas en état de les assurer ou de les augmenter; cependant il mérita bien de Cologne en affermissant la paix, en fixant avec précision les droits de douane, et déterminant le cours des monnaies (5). Mais, au milieu de tous ces avantages, ses rapports avec le pape lui pesaient lourdement. Les premiers pas pour un accord paraissaient avoir été faits des deux côtés; mais l'on ne s'était pas rapproché davantage. Le pape voyait toujours dans le duc de Souabe un noble homme frappé de l'anathème de l'Église, et le saint-père continuait à nommer Otto le roi illustre, l'empereur élu. Tant que le pape restait dans ces termes, Philippe ne pouvait acquérir une situation affermie, et aucun de ceux qui tenaient pour lui, ecclésiastiques ou laïques, ne se rangeait sous sa bannière avec l'âme libre et tranquille. Il n'osa pas une seule fois tenter de mettre fin à la guerre publique dans le Teutschland par la conquête des domaines des Welfs; car il devait craindre les refus des princes teutschs comme la colère du pape. Si une telle tentative eût réussi, il n'en eût pas été plus avancé : Otto restait au dehors avec sa couronne et le droit que le pape lui avait reconnu; les hostilités auraient continué, et néanmoins la discorde ne se serait nullement élevée entre l'empire et le sacerdoce; les différends se seraient accommodés comme par le passé; mais les hostilités venaient d'une confusion, d'un désordre, auxquels il y avait à peine un remède.

Philippe ne méconnaissait pas la difficulté. Probablement au printemps de l'année 1207, vers le temps même où Otto allait en Angleterre, Philippe fit partir pour Rome une ambassade très-brillante : elle se composait du patriarche Wolfger d'Aquilée et du burgraf Geboard de Magdebourg, accompagnés de feudataires du roi; ils s'adjoignirent encore quelques hommes d'expérience à Crémona. Ils étaient chargés de décider le pape à reconnaître le duc Philippe comme roi. Sans doute les ambassadeurs donnèrent sur les sentiments de ce prince les plus fortes assurances, et firent les plus belles promesses relativement à ses rapports futurs avec le siége apostolique. De plus Philippe doit avoir offert l'une de ses filles pour épouse du neveu du pape, le fils de son frère Richard; et cette offre dut flatter si vivement le pontife, qu'il ne fit plus mention des domaines de Toscane, du duché de Spolète et de la Marche d'Ancône, que des papes antérieurs avaient réclamés comme appartenant à l'Eglise, et dont lui-même avait pris possession, parce qu'on lui avait donné l'espoir que tous ces pays seraient attribués comme dot à la fille de l'empereur. Dans tous les cas il est certain que l'ambassade ne fut pas désagréable au pape, qu'elle entretint avec lui des relations amicales, et qu'il la fit rester assez longtemps dans le voisinage du siége apostolique. Mais lorsqu'il la congédia, après le milieu de l'année, il en envoya une à son tour, dont le patriarche d'Aquilée devait annoncer l'arrivée, et pour la sûreté de laquelle il était chargé de veiller. Cette ambassade pontificale ne fut pas moins brillante que n'avait été celle de l'empereur. On y voyait le cardinal-évêque Ugolino d'Ostia et le cardinal-prêtre Léo de la Sainte-Croix de Jérusalem. Tous deux étaient munis de pouvoirs étendus. Philippe les reçut joyeusement à Spire, et pourvut avec une grande générosité à tous leurs besoins.

Les instructions dont ils étaient chargés ressortent de leurs négociations avec Philippe et des concessions qu'ils obtinrent ou qu'ils firent. Les négociations durèrent longtemps; elles se suivirent en divers lieux de l'empire, parce qu'il se rencontra des difficultés, et qu'elles durent être interrompues : car telle ou telle exigence des légats paraissait très-dure au roi, et il ne s'y rendait qu'avec répugnance, après de vifs débats. Parfois aussi il se laissait aller à reprendre ce qu'il avait donné, et cherchait à ressaisir ce qu'il avait lâché; mais le plus important resta inachevé.

D'abord Philippe fut relevé de l'anathème de l'Église par les légats du siége apostolique. Mais, pour obtenir cette faveur, il lui fallut préalablement jurer publiquement qu'il prêterait désormais obéissance à tous les ordres du seigneur le pape, sur toutes les choses pour lesquelles il avait été frappé de l'excommunication; secondement, il dut aussi prendre l'engagement de mettre en liberté l'archevêque Bruno de Cologne, qui était encore dans ses fers, et de le livrer aux légats pontificaux, afin qu'il pût les accompagner à Rome. Philippe paraît avoir accepté assez facilement la première condition, soit qu'il fût en effet résolu à une obéissance absolue, soit que le serment, dans sa généralité, admettant des contradictions et des doutes, lui parût peu embarrassant; mais la seconde condition lui fit faire de sérieuses réflexions. En effet, par la délivrance de Bruno, il abandonnait l'homme dont la conquête lui avait coûté de si grands frais, auquel il avait fait de grandes promesses, et auquel aussi il devait ses derniers succès décisifs, l'archevêque Adolphe de Cologne. Néanmoins il y consentit, et la nouvelle de sa condescendance causa une si grande joie au pape, qu'il ne put s'empêcher d'offrir au duc de Souabe, dans une lettre spéciale, ses félicitations, ses remercîments, ses bénédictions, pour la soumission qu'il venait de montrer, et en même temps d'exprimer ses vœux pour l'honneur de ce prince, autant que cela s'accordait avec la volonté de Dieu. Mais les félicitations, les remercîments et les bénédictions du pape ne tranquillisèrent pas Philippe; peut-être personne n'approuvait sa conduite. D'Adolphe, au contraire, et des amis de ce prélat, il put bien endurer de vifs reproches; car il fit ressaisir l'archevêque Bruno, et ordonna de le conduire prisonnier dans le château fort de Rothenbourg. Cependant une menace d'excommunication de la part d'Innocent suffit pour amener la rétractation de cet acte de colère et de repentir, et pour procurer et assurer enfin la liberté à l'archevêque Bruno (6). Toutefois Philippe n'oublia pas son malheureux ami l'archevêque Adolphe; il ne cessa de travailler pour lui, afin de rendre au moins le sort de ce prélat supportable autant que possible, s'il était impuis-

sant à lui conserver l'archevêché de Cologne.

Philippe dut encore se résoudre à retirer l'investiture des régales de l'archevêché de Mayence, qui avait été donnée à l'évêque Lupold de Worms, et à contraindre celui-ci à déposer entre les mains des légats pontificaux les droits spirituels attachés au siége archiépiscopal. Et quoique l'on n'exigeât pas encore qu'il fît remonter l'archevêque Sifrid sans délai sur le siége de Mayence, il lui fallut pourtant accorder qu'un vicaire de ce prélat administrât en son nom les affaires spirituelles, et que les affaires temporelles de l'archevêché fussent confiées à la direction d'un homme dont le choix restât dépendant des légats pontificaux. Conformément à cet accord, l'évêque Lupold passa les Alpes, afin d'apprendre, au pied du siége apostolique, la décision de son sort. Mais, tout préoccupé de ses actes hostiles envers le souverain pontife, il paraît qu'en route il perdit le courage de paraître devant le saint-père. Il se dirigea vers Rome; mais à Siena il se laissa engager en des manœuvres qui furent considérées par le pape comme des preuves de sa perversité et de ses dispositions hostiles. Enfin Philippe se décida à congédier une armée qu'il avait déjà rassemblée pour la reprise de la guerre; car les légats pontificaux avaient aussi la mission, et sans doute c'était la plus importante, de ménager une paix entre lui et Otto; et cette partie de la négociation paraissait avoir le moins de chances de succès, puisque Philippe se trouvait à la tête de forces supérieures.

Tout avait été ainsi poussé à l'avantage du pape, qui avait sujet d'être content de ses légats. A l'exception de la révocation de l'anathème ecclésiastique, pas la moindre chose n'avait été accordée à Philippe. On reste donc dans l'incertitude sur le but spécial que s'était proposé Innocent dans ses négociations avec Philippe. En définitive, il voulait sans doute ramener la paix dans l'empire, rétablir l'union entre l'empire et le saint-siége, et, comme cela se comprend de soi-même, la rétablir suivant les idées qu'il se formait des rapports du pouvoir temporel avec la puissance spirituelle. Mais quels étaient ses projets relativement aux deux rois rivaux? Se détachait-il du faible Otto, et ses efforts tendaient-ils à pousser l'énergique Philippe à l'empire? ou bien, toujours attaché à son ancien protégé, voulait-il égarer le roi Philippe, et, lui enlevant peu à peu ses partisans, le circonvenir, l'envelopper et le réduire entièrement en son pouvoir? C'est là un problème qu'il est difficile de résoudre. Mais on peut à peine se défendre de la pensée qu'alors même que ses légats entretenaient Philippe dans l'espoir du trône, Innocent persista dans la résolution de l'éloigner de l'empire, et de maintenir Otto comme roi. Non-seulement cette hypothèse est conforme au caractère du pape, qui, l'œil toujours fixé sur son but, choisissait ses moyens suivant les circonstances, et les changeait d'après les nécessités ou même les convenances; elle paraît même confirmée par l'ensemble de la négociation. Une objection qui n'est pas la moindre, c'est que le pape fit mention du duc Philippe comme du roi ou de l'empereur futur. Ce qui a été cité jusqu'ici là-dessus concernait seulement des droits du siége apostolique ou de l'Église, qu'Innocent aurait essayé de faire valoir sans doute contre toute espèce de puissance. Philippe est toujours nommé et traité par le pape et par le légat seulement comme duc de Souabe; à Otto, au contraire, durant toute la négociation avec Philippe, Innocent s'adresse toujours comme à l'illustre roi et au futur empereur des Romains; il continue à le conseiller comme par le passé, à lui donner des assurances, à lui faire des promesses, suivant les anciens errements. Jamais dans les négociations avec Philippe il n'est question de la situation relative de l'Eglise et de l'Empire, et l'on ne trouve même pas la moindre allusion aux choses que le pape avait tant à cœur, et qu'Otto avait si solennellement jurées. Et en effet pour quel motif le pape aurait-il rejeté Otto? Uniquement parce que, en conséquence de perfidies et de trahisons, il était devenu le plus faible. Puisque les moyens lui manquaient pour acheter des princes avides, ce roi pouvait bien avoir commis des fautes, laissé passer des occasions, par négligence, irrésolution, indolence; mais il n'était coupable d'aucun de ces délits qui auraient pu fournir au pape un prétexte pour le laisser tomber. Aussi le principal objet de la mission des légats, un traité de paix entre Philippe et Otto, était embarrassé de tant de difficultés, qu'Innocent dut à peine espérer leur solution.

Après beaucoup d'efforts des cardinaux, Philippe se rendit avec eux à Nordhausen, où il avait aussi convoqué quelques princes. Otto, de retour d'Angleterre, se trouvait à la forte-

resse de Herlinsberg, près de Goslar. Les légats pontificaux et le patriarche d'Aquilée faisaient continuellement le trajet entre ces deux lieux; mais leurs démarches furent inutiles. Philippe partit donc, sans doute afin de faciliter les communications pour Quedlinbourg, où il tint une grande diète. Mais cette assemblée avait encore un autre but. A Nordhausen avaient paru des députés de l'Orient, du patriarche de Jérusalem, des chevaliers du Temple et d'autres, pour implorer de l'assistance, afin que la Terre-Sainte pût être reconquise. Philippe pouvait difficilement se défendre d'une vive sympathie pour la Terre-Sainte, où son père avait combattu, à laquelle il avait offert sa vie en sacrifice, où son frère avait été enseveli; il put même être flatté qu'en présence des légats pontificaux l'on sollicitât de lui des secours comme du chef de l'empire. Il avait donc promis volontiers des subsides, et il voulait gagner autant de princes que possible pour y contribuer. En effet, il proclama cet impôt qui devait être levé pendant cinq ans sur tout l'empire; mais on ne sait quel fut le résultat. D'un autre côté, la négociation avec Otto, qui pendant ce temps se tenait à Herlingsberg, n'obtint aucun succès. Il paraît que Philippe lui-même alla trouver Otto avec les légats; mais on ne trouve rien de précis, dans les relations, sur les propositions qui furent faites au roi Otto antérieurement ou dans ces conférences. L'on raconte qu'on lui aurait offert une fille de Philippe pour épouse, et avec elle le duché d'*Alemannie*, ainsi que d'autres domaines des Hohenstaufen, sous la condition qu'il renoncerait au nom royal, et reconnaîtrait pour roi Philippe son beau-père. Les légats pontificaux auraient promis que le pape approuverait le mariage, malgré la parenté entre Otto et la fiancée. D'après un écrivain, Otto accepta la proposition, qui servit de base à un traité de paix. Mais, si l'on en consulte un autre, Otto rejeta l'offre, déclarant avec la plus grande indignation qu'il n'abandonnerait l'empire qu'avec la vie, et qu'il ferait de bien plus larges concessions à Philippe, si celui-ci voulait se retirer. Cette contradiction ne témoigne pas fortement en faveur de ce qui a été rappelé précédemment, et qui est peu vraisemblable en soi-même. Dans tous les cas, il est certain que l'on n'en vint pas à une paix; au contraire, il n'y a pas de doute qu'un armistice fut conclu, lequel devait durer jusqu'à la fête de St-Jean-Baptiste de l'année suivante, et, pendant ce temps, des négociations ultérieures se poursuivraient.

Après cela les légats résolurent de retourner en Italie. Au même moment, à la fin de novembre, Philippe tint une diète à Augsbourg (7). Là parurent aussi les légats; Adolphe, l'ancien archevêque de Cologne, y vint également. Philippe, qui paraît s'être donné toute sorte de peines pour rendre favorables à sa cause les cardinaux qui partaient, intervint aussi en faveur d'Adolphe, et obtint que cet ex-prélat fût relevé de l'excommunication, mais à la condition qu'Adolphe irait à Rome et se soumettrait à la décision du saint-père. En même temps furent reprises les négociations entre Philippe et les légats sur la paix dans l'empire. Le roi conçut de lui-même, ou adopta par les suggestions des légats, la pensée d'envoyer de nouveau des ambassadeurs à Rome, afin de poursuivre lui-même les négociations avec le pape. Cette résolution paraît avoir retardé le départ des légats, qui voulaient préalablement adresser un rapport au pape. Innocent ne pouvait que gagner, et ne risquait pas de perdre; il donna donc volontiers son agrément à ce projet. Mais en même temps il en informa le roi Otto, et l'invita également à lui envoyer des ambassadeurs, afin que sa cause ne restât pas sans défenseurs, insinuant qu'il pouvait leur adjoindre l'évêque de Cambrai, que lui souverain pontife avait reconnu pour un homme dévoué au saint-siége et au roi. Vers le printemps de l'année suivante, 1208, seulement, les légats, accompagnés de l'archevêque Bruno, purent franchir les Alpes. Ils furent suivis du patriarche d'Aquilée et d'autres personnages considérables, ambassadeurs de Philippe, auxquels se joignit l'archevêque Adolphe. Enfin Otto ne manqua pas de répondre à l'appel du pape.

Mais les négociations qui avaient lieu à Rome entre le pape et les envoyés des deux rois contendants sont restées entièrement ignorées dans leur marche et leur résultat. Elles furent suivies secrètement; il n'existe point de rapports; un malheureux événement qu'il faut rappeler tout de suite empêcha qu'elles ne fussent découvertes par des actes. Ce qui paraît généralement admis, c'est que le pape aurait travaillé dès lors à élever Philippe à l'empire, et qu'après avoir tout disposé et préparé, il envoya

de nouveau ses légats dans le Teutschland, pour travailler ouvertement à l'œuvre jusqu'alors tenue secrète. Mais cette opinion ne paraît pas bien fondée ; les faits suivants prouveraient au contraire qu'Innocent resta fidèle à ses anciens sentiments, si l'on ne peut dire jusqu'où allèrent ses efforts. 1° Parallèlement à la question de l'empire, Innocent traitait aussi les affaires des églises de Cologne et de Mayence, qui ne se confondaient pas avec la première question, mais s'y rattachaient étroitement. Adolphe et Lupold étaient des protégés, des amis de Philippe; Bruno et Sifrid des partisans d'Otto, élus par ses adhérents. Le pape maintint sa première sentence, d'après laquelle les partisans d'Otto étaient les archevêques légitimes de Cologne et de Mayence. A la vérité il donna le baiser de paix à l'archevêque déposé Adolphe, quand celui-ci s'approcha humblement en suppliant; mais, après avoir bien pesé pendant deux jours tout ce qui pouvait être produit pour et contre Adolphe, il confirma Bruno dans la première dignité de l'église de Cologne, et ordonna au clergé ainsi qu'au peuple de cette ville, comme à la noblesse du pays, de ne conserver fidélité et obéissance qu'envers Bruno. Il décida de même en faveur de Sifrid comme légitime archevêque de Mayence, et prit des mesures pour lui procurer la possession de l'archevêché. Otto s'inquiéta des bruits qui couraient au sujet de la négociation du pape avec les ambassadeurs de son adversaire. Pour le calmer, le pape lui adressa la lettre suivante : « L'affection et la faveur que nous avons montrées pour ta personne royale, et que nous avons encore, nous n'avons pas coutume de les manifester en paroles; c'est par des actes que nous les avons exprimées jusqu'ici, et que nous nous proposons de les faire voir encore. Toutefois les ambassadeurs de ton adversaire se plaignent ouvertement de ce que leur maître aurait pu faire avec toi seul un accommodement plus avantageux qu'il n'en peut traiter avec nous stipulant pour toi. Ce qui a été négocié et arrêté, nous te le ferons connaître dans peu de temps par nos légats et tes envoyés, dont tu dois attendre l'arrivée avec joie. » 2° Le temps de la trêve s'écoulait de plus en plus; Philippe, comme s'il n'avait aucune confiance dans l'issue des négociations à Rome, équipa de nouveau une armée pour attaquer le roi Otto dans ses États héréditaires, et acquérir par l'épée ce qu'il désespérait d'obtenir par le pape; et Otto fit de grands préparatifs de défense, comme s'il était plein d'espoir; non pas assurément qu'il comptât sur ses forces ou sur les secours du roi Waldemar de Danemark, mais dans la persuasion que son union avec le pape le rendait invincible. Il est vrai, du moins on l'assure, qu'Innocent approuva le projet d'une paix, et qu'il renvoya dans le Teutschland ses légats vers le milieu de l'année, pour mener l'affaire à fin ; mais ce plan est inconnu. Les légats ne purent rien faire non plus dans le sens de leur mission; car en route ils apprirent, d'abord à Mantua, par le bruit public, puis à Verona, par des nouvelles officielles, un événement qui changea toute la face des choses, et rompit le nœud que personne n'avait pu délier : la mort malheureuse du duc Philippe de Souabe, qui s'était intitulé le roi des Romains.

CHAPITRE X.

MORT MALHEUREUSE DU ROI PHILIPPE. — LE PALATIN OTTO DE WITTELSBACH N'EST PAS COUPABLE D'ASSASSINAT. — OTTO IV SEUL ROI DES TEUTSCHS.

De l'an 1208 à l'an 1209.

D'après toutes les relations, le roi Philippe serait mort d'une blessure qui lui aurait été faite par le comte palatin Otto de Wittelsbach, cousin du duc Louis de Bavière, neveu du vaillant palatin Otto, auquel l'empereur Friedrich, lors de la ruine de Heinrich le Lion, avait donné le duché de Bavière. Mais, dans le récit du fait, les écrivains sont si incertains et diffèrent tellement les uns des autres, que l'observateur doute bientôt si Otto voulait réellement tuer le roi, ou si la blessure du roi fut un malheureux accident amené par l'imprudence du palatin. Après un examen plus sérieux, il se voit forcé, malgré les clameurs élevées contre le meurtrier et contre l'odieux attentat, malgré les six siècles pendant lesquels Otto figura comme assassin dans l'histoire, de se décider pour la seconde opinion. Dans l'exposé des motifs qui auraient poussé le malheureux palatin au crime, les mêmes écrivains sont si peu satisfaisants, qu'ils ne peuvent changer cette décision.

Philippe se trouvait peut-être depuis le commencement du mois de juin à Bamberg, où il avait pris sa résidence dans le palais de l'évêque. A Bamberg devait se rassembler l'armée avec laquelle il pensait à pénétrer en Saxe, pour attaquer son adversaire le roi Otto, et l'allié de ce prince, le roi Waldemar de Danemark. Une grande partie était déjà réunie; on avait amené beaucoup d'équipages et de matériel nécessaire pour la conquête de villes et de forteresses. L'expiration de la trêve était proche, et la guerre devait commencer à ce terme. Le dimanche soir, 21 juin, le roi, après avoir marié sa nièce Béatrix, fille de son frère Otto, avec le duc Otto de Méranie, se fit saigner aux deux bras, espérant par la perte du sang sentir moins vivement la grande chaleur du jour. Il se tint donc, contre son habitude, dans la retraite, et se mit à midi sur un lit de repos. Auprès de lui se trouvaient, pour le distraire, l'évêque Kunrad de Spire, son protonotaire, puis son écuyer Heinrich de Waldbourg, et son chambellan. Il n'y avait pas d'autres personnes dans l'appartement. Jusque-là il n'y a point de différence, au moins pas de contradiction dans les récits; mais ensuite il en est autrement.

A 3 heures (1) parut Otto le palatin. D'après l'un des écrivains qui rapportent ces détails, il entra seul, n'ayant personne derrière lui; selon un autre, il vint au palais avec une suite de seize cavaliers; un troisième dit que la suite de cavaliers aurait appartenu à l'évêque Eggibert de Bamberg, et à son frère le markgraf Heinrich d'Andechs; si l'on en croit un quatrième récit, le markgraf était auprès de lui, ainsi que le duc de Bavière. Tous s'accordent pourtant sur ce point qu'Otto vint seul dans l'intérieur du palais. Il demanda d'être admis auprès du roi, ce qui lui fut aussitôt accordé comme toujours; car Otto, au milieu des changements continuels, était resté constamment fidèle à Philippe, toujours auprès de lui dans les jours périlleux, et il avait été chargé par lui de missions difficiles. Peut-être même, ce jour-là, fut-il accueilli avec joie; car Otto était un homme d'humeur vive et piquante, qui savait égayer par ses plaisanteries et ses saillies. Le roi se promettait donc une agréable distraction dans son état de douce langueur. Maintenant les récits sont en complet désaccord: « Il entra l'épée nue à la main; » — « Il entra en prenant secrètement une épée des mains d'un écuyer; » — « Voyant que le roi était presque seul, il revint à la porte, l'ouvrit, et reçut une épée d'un serviteur; » — « Il était ceint d'une épée, et, à son entrée, la tira du fourreau; » — « Il avait l'épée cachée sous ses vêtements, et la tira après qu'il fut entré. » A ces diverses citations on ajoute qu'il se mit à jouer avec l'épée, et l'agita autour de la tête du roi; en s'approchant, suivant une autre version, comme s'il voulait parler au roi à l'oreille; d'après une autre encore, comme s'il voulait saluer le roi (2). Philippe, à ce que rapporte un écrivain, lui cria: « A bas l'épée; ce n'est pas le lieu de pareils jeux. » — Otto répondit: « Non, mais le lieu où tu dois expier ta perfidie. » Une autre relation remarque que le roi interdit le jeu, et qu'Otto répondit: « Aussi ce ne sera point un jeu pour toi! » — « et puis Otto poussa et tua le roi d'un coup. » Encore: « Il l'atteignit au cou, et n'ajouta pas une seconde blessure. » — Ailleurs: « Otto, effrayé par les cris de l'écuyer Heinrich de Waldbourg, put à peine porter un coup, et ne fit au roi qu'une petite blessure au col; mais il coupa l'artère. » Le blessé se leva, mais s'affaissa lorsqu'il eut fait quelques pas, et ne se releva plus. Otto se dirigea vers la porte. L'écuyer et le chambellan essayèrent de la lui barrer; il s'ouvrit un passage par la force, et l'écuyer reçut une blessure à la joue. Otto courut chez l'évêque Eggibert; mais bientôt il s'élança sur son cheval et s'enfuit, à ce qu'il paraît, accompagné du markgraf Heinrich d'Andechs.

Ainsi parlent les relations. A toute la scène deux témoins seulement assistèrent, l'écuyer et le chambellan; l'évêque s'était éloigné par crainte. On pourrait bien soupçonner que ces deux témoins avaient jugé avantageux pour eux de représenter les choses autrement qu'elles ne s'étaient passées, afin de se mettre à l'abri de tout reproche, pour se donner de l'importance, pour jeter une sorte d'éclat sur leurs blessures. En supposant même qu'ils aient voulu dire la vérité pure, leur pensée fut peut-être troublée par la consternation, et, après la mort du roi, les choses purent leur apparaître sous un autre jour qu'auparavant; il ne faut donc pas donner aux contradictions dans les récits plus d'importance que de raison. Mais ce que personne ne peut nier, c'est que jamais assassin

ne se mit à l'œuvre avec plus de maladresse et d'une manière plus étrange que le palatin Otto. S'il s'était proposé de tuer le roi, voyant sa victime tranquille devant lui, dépourvue de toute arme et sans aucun secours, il aurait dû se jeter aussitôt sur elle, et lui aurait plongé son épée dans la poitrine. Mais ses passes d'armes, qu'il ne fit certainement pas sans parler, ne témoignent ni d'une passion emportée, ni d'une intention criminelle; et jusqu'au dernier moment le roi lui-même ne vit dans ces tours d'escrime que des jeux et des espiègleries. L'apostrophe que l'on prête au palatin, immédiatement avant la blessure du roi, ne prouve rien contre lui; comme chaque témoin paraît avoir entendu d'autres paroles, ces deux-là peuvent aussi s'être mépris. Sa fuite, enfin, qui pourrait la signaler comme l'effet d'une conscience criminelle, puisqu'il courut d'abord chez l'évêque de Bamberg? Aussi toute personne sans prévention, dégagée de toute préoccupation, osera dire : Des relations sur ce fait, il ne ressort nullement qu'Otto de Wittelsbach ait eu l'intention de tuer le roi Philippe, et même on ne voit pas du tout qu'il ait été la cause immédiate de la blessure du roi. Après avoir tout pesé avec la balance applicable aux choses humaines, voici ce que l'on peut tirer des relations :

Le comte palatin Otto savait que ses plaisanteries avaient coûtume d'égayer Philippe, particulièrement ses tours d'escrime; ce jour-là surtout, il pouvait le croire plus sensible à cette sorte de divertissement. Il se rendit donc dans l'appartement, et se mit à faire des tours, des passes, pointant vers l'artère du roi, maniant avec agilité son épée, comme un chirurgien sa lancette. Mais, Philippe ordonnant de cesser ce jeu, soit parce qu'Otto poussait trop loin la plaisanterie, ou parce que la vue de l'épée nue avait mis en fuite l'évêque de Spire, l'écuyer Heinrich de Waldbourg se leva, et voulut empêcher le palatin de continuer ses plaisanteries; peut-être lui retint-il le bras. Alors Otto ne fut plus maître de son épée; et le roi, qui lui-même ne resta pas dans l'immobilité, reçut le coup mortel. Epouvanté à la vue de l'effroyable catastrophe, Otto se réfugia chez l'évêque de Bamberg; mais l'évêque, remarquant le bruit, le tumulte et les cris qui s'élevaient, grandissaient d'une manière terrible, put bien l'engager à fuir rapidement, parce qu'il voyait sa propre vie et celle de son frère en aussi grand danger que la vie de l'infortuné. S'il y avait à espérer qu'on rendît la justice à Otto, assurément on ne pouvait la trouver qu'après l'apaisement des passions.

Ce qui appuierait cette manière de présenter le malheureux événement, c'est qu'en définitive il ne se trouve rien dans les relations qui témoigne d'une résolution d'assassinat dans ce palatin. Les écrivains ne contiennent que de vagues propos. Dès qu'une fois, sans examen préalable, il fut bien arrêté dans leur esprit que le comte palatin était assassin de Philippe, ce fut un besoin pour le cœur humain de combiner quelque chose qui le fit meurtrier; et comme sa vie n'offrait rien qui pût expliquer le crime, on eut recours à des conjectures qui, arrangées diversement par la renommée, sont passées dans l'histoire. Otto est traité d'homme rude, dur, cruel, mais seulement après la mort de Philippe, sans preuve, sans faits à l'appui de l'opinion nouvelle. A la vérité, il poursuivit sans pitié des voleurs et des brigands, et punit de mort des fautes légères; cette conduite lui aura fait sans doute, comme à l'évêque Kunrad de Wurtzbourg, des ennemis de certains chevaliers adonnés au pillage; mais elle témoigne en sa faveur. On assure qu'il tua un homme considérable, appelé Wolf; mais les circonstances sont inconnues, et il paraît qu'il ne fut pas porté de plaintes. On l'accuse de la mort de beaucoup de nobles hommes; mais pas un nom n'est cité; on ne précise ni temps ni lieu (3). Ce qui repousse cette accusation générale, c'est qu'il fit des fondations pieuses pour le salut de son âme, ainsi qu'on peut le prouver par des titres. Peut-être ces écrivains ne regardèrent pas ces accusations comme suffisantes pour expliquer le crime commis par Otto sur Philippe. Le seul motif qu'ils purent trouver, c'est que Philippe avait d'abord promis une de ses filles pour épouse à Otto, et qu'ensuite il la lui refusa. Mais ceci est fort peu vraisemblable; car, sans que l'on connaisse bien l'âge d'Otto, on sait qu'il n'était plus jeune, et, à la mort de Philippe, la fille aînée de ce prince n'avait guère plus de onze ans (4). On dit bien aussi que le fiancé aurait été non pas Otto, mais son fils; et même que Philippe, quoique marié déjà, aurait promis d'épouser une fille d'Otto. Une extension de cette fable enfin, que nous trouvons dans un seul

écrivain, tombe d'elle-même, et mérite à peine d'être mentionnée. Otto, dit-on, quand la fille du roi lui eut été refusée, rechercha une fille du duc de Pologne. Afin d'arriver plus vite à son but, il fit rédiger une lettre de recommandation pour le duc, et pria le roi de la revêtir du sceau royal, comme si elle venait de lui. Philippe promit; mais, quand Otto reçut la lettre scellée, une tache imprimée à l'enveloppe excita ses soupçons. Il la fit donc ouvrir, et trouva que la lettre avait été altérée par Philippe. Furieux de cette perfidie, il ne rêva plus que la mort du roi, et pourtant conserva son ancienne fidélité.

Ainsi nulle circonstance de l'accusation contre le comte palatin Otto de Wittelsbach ne peut soutenir un examen sérieux. Le devoir de l'historien est de justifier l'innocent, de défendre les causes justes mais délaissées, comme de noter d'infamie les coupables; et le blâme ne tombera pas sur lui, s'il s'est efforcé d'effacer une tache de l'histoire du peuple teutsch, de justifier un prince de noble race d'un crime qui pendant plus de six siècles a été attaché à son nom.

Mais que la mort de Philippe ait été le résultat d'un forfait ou du hasard, peu importe quant aux conséquences; un tel événement ne pouvait qu'entraîner de grands résultats. Philippe quittait la vie à l'âge de 33 ans, laissant derrière lui quatre filles, et son épouse Irène, enceinte d'un cinquième enfant. La noble dame, qui lui avait été attachée par un amour inaltérable, se sentit frappée par cette mort malheureuse jusqu'au fond des entrailles; abattue par la douleur, elle se fit transporter, quoique malade, au château de Staufen pour s'y mettre en sûreté. Là, au bout de quelques mois, elle fut prise avant terme des douleurs de l'enfantement, et descendit dans la tombe avec le fruit prématuré de son corps. De la grande race des Hohenstaufen il ne restait plus donc d'autre rejeton mâle que le jeune roi Friedrich de Sicile, fils de Heinrich VI, maintenant parvenu à l'âge de 14 ans. Mais peut-être personne dans le Teutschland ne pensait à ce jeune garçon; et si par hasard ce nom rappela un souvenir à quelques esprits, on ne s'y arrêta pas; on ne crut pas devoir tenir compte du fils et de l'élève d'une terre étrangère que l'on avait éliminé depuis dix années. Les grands domaines de la maison des Hohenstaufen, leurs possessions, leurs biens, leurs droits et honneurs dans le Teutschland, paraissaient donc comme vacants. Cette vacance ouvrait une vaste perspective à maints grands seigneurs, et donnait à beaucoup de plus petits l'espoir d'acquérir et de faire du butin. Dans tous ceux peut-être qui savaient manier l'épée, les passions furent de nouveau provoquées; mais la carrière s'ouvrit sans limites devant le Welf Otto, jusqu'alors l'adversaire du prince décédé. On ne pouvait guère attendre qu'après Philippe un prince dans le Teutschland osât se lever contre Otto, pour lui arracher du front la couronne du Teutschland, pour lui disputer le diadème impérial. Si Philippe, avec sa grande puissance, y avait échoué, personne ne semblait devoir y réussir tant que le pape se tiendrait du côté d'Otto. Le Teutschland pouvait enfin espérer de se voir délivré des horreurs de la guerre, dont il avait si cruellement souffert durant dix années.

La suite immédiate de la mort de Philippe fut la dissolution de l'armée réunie près de Bamberg. Dès le lendemain du jour où le cadavre royal fut déposé dans le lieu de l'éternel repos, les princes commencèrent à partir avec leurs troupes, chacun pour son pays. Avec un empressement égal, et plus grand peut-être, se retirèrent ceux que Philippe avait amenés de ses propres domaines. L'on craignait, en général, des désordres et des excès, des guerres particulières et des violences, et chacun était préoccupé de l'idée, sinon d'augmenter, au moins de ne pas laisser diminuer, dans ce temps d'incertitude et de trouble, ce qu'il appelait son bien. Ce n'était pas un vain souci; car partout où fut connue la mort de Philippe, s'éleva une grande agitation, non moindre parmi ses ennemis que parmi ses amis. Partout se manifestait une profonde horreur pour le meurtre dont personne ne doutait. Le sort de Philippe, au contraire, était diversement apprécié. Quelques-uns louaient les grandes qualités de ce prince, et gémissaient comme sur un héros tombé; d'autres voyaient dans sa chute tantôt un jugement de Dieu envers le roi Otto, tantôt un juste châtiment des attentats contre les églises et contre les individus. Et l'on peut bien admettre que les plaintes et les éloges eussent été beaucoup plus rares, s'il n'avait pas été établi comme une vérité que Philippe était tombé sous les coups d'un

assassin. Toutefois la plus grande agitation se manifesta, surtout dans les possessions de Philippe, et d'une manière toute particulière. Les comtes, les châtelains, tous les fonctionnaires, considérèrent ce qu'ils avaient jusqu'alors gouverné, administré, comme un patrimoine qui leur aurait été laissé par ce roi, et prirent des mesures pour défendre ce qu'ils désiraient conserver. Chacun saisit sa proie. Le brigandage menaça partout; il n'y eut plus de sécurité nulle part. Des villes furent saccagées et livrées aux flammes; des couvents et des cloîtres furent pillés et dévastés. Le droit semblait n'être plus que dans la force et dans l'épée.

Le roi Otto était armé pour la défense. A la nouvelle de la mort de Philippe, son premier soin fut de tourner maintenant vers l'attaque ce qu'il avait préparé pour se mettre à l'abri, de soumettre par les armes les princes par lesquels il avait été rejeté jusqu'alors, et d'abord sans doute les princes de Saxe. Mais ceux-ci le prévinrent. Le vieux et opiniâtre archevêque Ludolf de Magdebourg était mort depuis trois années, et le nouveau prélat, Albert, jadis prieur du dôme de Magdebourg, afin d'obtenir la confirmation du pape, avait déjà promis de ne pas s'opposer au roi Otto. En conséquence, et parce qu'il aspirait après la fin de la guerre, il se rapprocha du roi, et lui conseilla de ne pas chercher par la force des armes ce qu'il pourrait atteindre paisiblement. Il lui promit même son assistance.

Bientôt suivirent les évêques de Minden et de Halberstadt. Ensuite à Halberstadt se tint une assemblée des princes de Saxe, à laquelle se trouvèrent aussi le duc Bernard de Saxe, le markgraf de Meissen et le landgraf de Thuringe. Là Otto fut reconnu roi des Romains, empereur futur, toujours auguste, ou, suivant l'expression accoutumée, fut élu à l'unanimité. En même temps cette disposition en faveur d'Otto se manifesta aussi en dehors des frontières de Thuringe et de Saxe. Le comte palatin Heinrich du Rhin, frère d'Otto, se tourna aussi de son côté, et travailla en silence pour lui de tout son pouvoir. L'évêque de Spire lui-même, chancelier de Philippe, donna au roi de fortes assurances, et appliqua tous les efforts de son zèle à le servir. En outre, les évêques, barons, abbés, châtelains et feudataires en Souabe, dans les provinces du haut et du bas Rhin, dans d'autres parties de l'empire, envoyèrent des adresses à Braunschweig pour témoigner au roi Otto leur fidélité et leur dévoûment, parce que le temps ne leur avait pas permis de paraître encore devant lui.

En de telles conjonctures, Otto écrivit au pape. Il remercia le saint-père de tout ce qu'il avait fait pour lui jusqu'alors, et lui rendit compte de l'état actuel des choses. Enfin il le pria d'agir auprès de tous les princes, et sur quelques-uns d'entre eux spécialement, par les exhortations, les conseils et les ordres, et de renvoyer dans le Teutschland les deux archevêques Sifrid et Bruno de Mayence et de Cologne, qui se trouvaient encore à Rome, parce qu'ils pourraient lui être d'une grande utilité. Mais une telle prière n'était pas nécessaire; à peine informé par ses légats de la triste fin de Philippe, Innocent avait écrit lui-même à Otto, ainsi qu'à tous les archevêques du Teutschland et à leurs suffragants, à tous les princes ecclésiastiques et séculiers, et en particulier à ceux qui, comme le roi de Bohême, le landgraf de Thuringe, le duc de Brabant, paraissaient avoir besoin d'exhortations plus instantes et plus spéciales; il avait donc ainsi accompli par avance la demande d'Otto. Au roi Otto il dit que sans interruption, avec constance et amour, il a toujours agi dans l'intérêt de son honneur et de son profit, alors même qu'il était délaissé par tout le monde, même par ses parents et ses amis; qu'il veillait pour lui qui peut-être était endormi; que pour lui il avait supporté des adversités, sans lui en parler néanmoins, parce que lui Otto était accablé dans la détresse. Maintenant que son adversaire n'était plus, il allait travailler de tous ses efforts à empêcher qu'un autre ne s'élevât contre lui, quoique déjà le neveu de Philippe fût posé comme son rival. Après ces souvenirs et ces promesses il donne au roi de bons renseignements, l'engage à se tenir sur ses gardes et à ne pas perdre de temps, à ne pas laisser échapper les occasions. Il ordonna aux archevêques et évêques, puisque par une décision de Dieu la cause de division avait été désormais écartée, d'employer tous les moyens pour empêcher le choix d'un autre roi rival, et défendit à tous et à chacun, sous peine d'excommunication, de bénir ou de couronner tout autre candidat qui aurait été élu par d'autres. Aux princes en général il enjoignit, conformément aux décisions de la Pro-

vidence divine qui se manifestait en faveur de son très-cher fils en Jésus-Christ, de seconder activement le très-illustre roi Otto pour le gouvernement de l'empire. Il tint un langage analogue à ceux des princes auxquels il jugea nécessaire d'adresser des lettres particulières. Enfin, en même temps qu'il faisait partir ces lettres, ou après avoir reçu celle d'Otto, le pape renvoya dans le Teutschland les archevêques Sifrid et Bruno, et les deux prélats furent reçus avec une joie infinie à Mayence et à Cologne; mais Bruno survécut à peine quelques jours au triomphe de sa cause.

Dans cette disposition des esprits, les brefs pontificaux exercèrent maintenant une tout autre action que précédemment. Des promesses données çà et là, des négociations avec quelques personnes envers lesquelles Otto, suivant les conseils du pape, ne montra pas de roideur quant aux concessions, et n'épargna pas les protestations, animèrent encore l'inclination générale. Une diète ayant été indiquée à Francfort pour la fête de St-Martin, on vit accourir de tous les points tant de princes et de seigneurs, que personne ne se souvenait d'avoir jamais vu assemblée si brillante. Sans doute il y avait surtout des princes par lesquels Otto n'avait pas encore été reconnu, de Franconie, de Bavière et de Souabe (5). A Francfort, la reconnaissance fut proclamée à l'unanimité. Là on parla aussi du mariage d'Otto avec la fille aînée de Philippe, Béatrix, que Philippe lui avait déjà proposée. Otto désirait cette union, parce qu'il y voyait le meilleur moyen de gagner les feudataires de la maison de Hohenstaufen, et surtout d'opérer la réconciliation des partis. D'ailleurs il n'aurait pu obtenir une plus riche fiancée; son héritage devait se composer de grands trésors et de 350 châteaux, quoique nous apprenions que Philippe avait distribué, faute d'argent, tant de biens et de possessions dans le Teutschland aux barons et aux feudataires qui suivaient sa bannière, qu'outre une vaine souveraineté sur le pays, il n'avait pour ainsi dire conservé que les villes et les bourgs où il y avait des marchés, et quelques forteresses. Mais l'évêque Kunrad de Spire, après qu'Otto l'eut nommé ou confirmé chancelier de l'empire, retira les insignes de la dignité royale, comme la couronne, la croix, la lance impériale, de la forteresse de Trifels, et les remit au roi Otto. Ensuite l'évêque conduisit la jeune princesse Béatrix, fille de Philippe, dans l'assemblée, et réclama, au nom de l'orpheline, justice contre le meurtrier Otto de Wittelsbach, qui, par son acte horrible, lui avait enlevé un père et même une mère; et encore justice et vengeance contre tous ceux qui avaient aidé au crime ou l'avaient favorisé. L'illustre orpheline versa des larmes amères devant l'assemblée, et gémit hautement sur son infortune. Personne ne pouvait s'empêcher de pleurer aussi à la vue de cette désolation; des pleurs s'échappèrent aussi des yeux du roi. Tous les assistants s'écrièrent que si une telle atrocité restait impunie, ni le roi ni un seul prince ne serait assuré de la vie. Mais personne n'eut la pensée d'insister sur une enquête, de proposer que le palatin fût sommé de comparaître, que l'on citât même ceux que le bruit public signalait comme ses complices; car tous s'imaginaient que le palatin Otto était un assassin, et qu'il avait pour complices le markgraf d'Andechs et le frère de celui-ci, l'évêque de Bamberg, quoique, suivant l'ensemble des faits, nul complice n'eût été nécessaire, et qu'il n'y eût pas même occasion de soutenir ou d'encourager le crime. L'assemblée demanda donc à l'unanimité que les deux princes, le palatin et le markgraf, ainsi que tous les autres complices inconnus, sans sommation, sans audition, fussent déclarés convaincus et frappés de condamnation. Le roi Otto, d'après la loi des Bavarois, prononça la sentence contre eux; ils furent condamnés à mort, et déclarés déchus de leurs dignités, de leurs fiefs et de leurs biens. Les dignités et les fiefs furent conférés à d'autres. Les fiefs du palatin passèrent, au moins pour la plus grande partie, au duc Louis de Bavière; les propriétés particulières furent réservées aux héritiers. Les biens de l'évêque et de l'église devaient être saisis par le roi; mais on laissa au saint-siége à punir l'évêque lui-même, qui, pour échapper aux violences, s'était réfugié en Hongrie auprès de son beau-frère le roi André II.

C'est ainsi qu'au milieu de toutes sortes de passions contraires, le Welf Otto, quatrième du nom, devint seul roi des Teutschs (6). Mais le royaume des Teutschs, lorsqu'Otto en devint le chef, était dans un état dont nous ne pouvons, dans les conditions régulières et légales de notre vie actuelle, nous faire aucune idée. Il reposait encore sur les vassaux ecclésiastiques

et séculiers, ou sur le clergé et la noblesse : car les villes, tout en renfermant le germe le plus vivace d'une véritable existence nationale, ne comptaient encore pour rien dans les rapports officiels. Ce royaume, déchiré, ébranlé par les projets désastreux et les funestes opérations de Friedrich Ier et de Heinrich VI, avait été amené tout près d'une dissolution complète par la guerre de dix années soutenue pour la couronne. Les mœurs s'étaient corrompues, et à peine quelqu'un s'était-il préservé de cette souillure générale. Tous les principes de la vie sociale étaient foulés aux pieds ; toutes les pensées d'une patrie commune étaient confondues, tout sentiment d'existence générale éteint ou étouffé ; et si parfois se réveillait un souvenir de justice et de vérité, on invoquait le droit et la vérité par une sorte de respect humain, et non par l'effet de la conscience et de la crainte de Dieu, et l'on délibérait en commun seulement aussi longtemps que l'on était les uns à côté des autres. Quand deux princes soutenaient qu'ils étaient rois, nul prince de l'empire ne croyait avoir même un roi. En effet chacun aurait pu, dans ses domaines, agir et décréter selon ses caprices, si l'amour de l'argent ou de possessions plus étendues ne l'avait déterminé à reconnaître l'un des deux souverains, jusqu'à ce qu'il fût acheté à plus haut prix par l'autre. Le parjure, la perfidie, la trahison, ne faisaient honte à personne ; par conséquent la bonne foi et la confiance paraissaient folie. Le saint-père lui-même ne craignait pas de prononcer que les princes pouvaient avoir dans le cœur des pensées contraires aux serments qui étaient sur leurs lèvres. Les anathèmes du pape avaient augmenté l'ébranlement ; ils n'avaient pas eu le résultat que le souverain pontife s'en était promis, et pourtant ils ne restèrent pas sans effet.

L'Église partageait le sort de l'État. Les archevêques et évêques, frappés par l'excommunication, pouvaient d'autant plus facilement la braver, qu'ils étaient mêlés davantage aux affaires temporelles ; mais le clergé inférieur voyait avec défiance et inquiétude ses pasteurs sous l'anathème, et s'égarait dans les nombreuses disputes au sujet des siéges épiscopaux. Il pratiquait les usages de l'Église, et accomplissait ses devoirs ; mais peut-être souvent en tremblant, avec hésitation, rarement avec ardeur et amour. Les laïques étaient agités dans leur conscience en voyant la confusion du sacré et du profane ; ils craignaient que les bénédictions ne se changeassent pour eux en anathèmes. Et si les hommes d'épée, souvent lancés en des mouvements violents, dans les aventures périlleuses, entraînés dans les chances de pertes ou de gains terrestres, parvenaient enfin au repos, les pauvres créatures, auxquelles les consolations de la religion pouvaient seules rendre la vie supportable, étaient précipitées dans une misère extrême. Il était d'autant plus difficile de trouver un adoucissement à tant de souffrances, que, dans ces dix années, des phénomènes étranges dans la nature effrayèrent les hommes, que souvent une grande disette se fit sentir, que parfois même régna une véritable famine qui, comme toujours, amena des maladies pestilentielles et une grande mortalité. Toutes ces circonstances paraissent expliquer la quantité de guerres particulières entre les princes ecclésiastiques et séculiers, qui désolaient l'empire d'une frontière à l'autre, éclatant tantôt sur un point, tantôt sur un autre ; elles font encore comprendre comment surgirent tant de voleurs de grandes routes, de brigands, d'incendiaires et d'autres malfaiteurs qui se livraient à tous les excès, commettaient toutes les atrocités possibles.

Mais, à travers toutes les misères, l'esprit de l'homme tend toujours à son libre développement, à l'ordre, à la sûreté légale ; il s'ouvre de nouvelles voies quand les anciennes sont fermées, ou deviennent trop étroites et trop peu sûres. Dans les dix années de la guerre entre Philippe et Otto, au milieu des vicissitudes multipliées des événements ; alors que chaque village, chaque hameau, chaque domaine, chaque ferme, chaque hutte, étaient exposés au pillage et à l'incendie ; qu'en beaucoup de cantons l'on ne pouvait ni semer ni récolter, que le pays devenait désert, que l'État se détraquait ; la bourgeoisie dans les villes teutsches, ainsi qu'on le remarquera plus tard, fit de grands progrès qui peut-être compensèrent tous les maux dont la patrie était affligée ; progrès qui n'ont pas laissé peut-être de traces dans l'histoire, mais pour lesquels des phénomènes ultérieurs fournissent de suffisants témoignages. La population s'accrut sur beaucoup de points, partout peut-être. Beaucoup

de gens de la campagne cherchèrent dans les villes abri et protection; non-seulement des serfs, mais encore des membres de familles de vassaux, qui, chassés de leurs possessions, désespéraient d'y rentrer bientôt ou jamais. A cause du manque de sécurité générale, les villes se virent obligées d'augmenter les fortifications qui les couvraient, d'en construire de nouvelles, en raison du nombre de ces réfugiés, d'étendre le cercle des murailles, et de reculer leurs possessions hors de leur enceinte. Elles ne furent pas moins forcées de s'occuper de l'armement de leurs habitants pour la défense contre les violences du dehors, de veiller au bon ordre dans l'intérieur. L'exemple que leur avaient donné de loin les cités italiennes s'était maintenant rapproché d'elles dans Cologne et Braunschweig, et agissait fortement sur des hommes qui marchaient à la liberté avec une ardeur juvénile. Les princes et les seigneurs laissèrent arriver ce qu'ils ne pouvaient empêcher; quelques-uns même, ecclésiastiques et séculiers, secondèrent assez volontiers ces mouvements, l'un parce qu'il applaudissait à tous les progrès, l'autre parce qu'il aimait les jouissances plus délicates et sentait de plus nobles besoins; peut-être aussi la nécessité les poussa-t-elle à des concessions, parce qu'ils ne pouvaient se passer des impôts et des droits de douane. Tous enfin avaient pu être conduits à des réflexions sur la fidélité que les bourgeois de Cologne et de Braunschweig avaient montrée à Otto, et les sacrifices qu'ils avaient faits pour lui.

Mais le roi Otto ne méconnaissait pas l'état du Teutschland, et, dans le moment où il fut reconnu souverain unique, il était résolu à remédier autant que possible aux maux qui l'affligeaient. A la diète même de Francfort, il en fut question, et l'on arrêta quelque chose. Tous les princes présents promirent comme lui, avec serment, de maintenir la paix dans l'empire, et de s'abstenir de toutes guerres particulières. Ils promirent aussi de poursuivre les brigands, de ne lever aucun impôt illégal. Sans doute ces engagements tendaient à la protection du commerce et des relations entre les villes; mais comme les maux qui déchiraient l'empire parurent probablement trop nombreux pour que l'on pût les traiter en détail, l'on comprit tout dans une décision générale. Tous les droits que Karl le Grand avait introduits devaient être observés et maintenus (7); ce qui signifiait que chaque prince aurait à régler sa conduite selon le devoir et la conscience, ainsi qu'il était responsable devant Dieu et devant l'empire : car Karl le Grand, quelque peu que l'on connût de lui, apparaissait comme l'empereur dont les fondations, les institutions et l'administration avaient fait l'unité, la puissance et la gloire de l'empire; on voulait sans doute, en rappelant son nom, réveiller aussi le sentiment des obligations les plus sacrées. Mais il est rare que de pieuses résolutions subsistent longtemps devant les orages des passions, et les désordres de la vie écartent souvent des sentiers par lesquels l'homme avait espéré parvenir à un but élevé.

Aussitôt après que l'assemblée de Francfort se fut séparée, se produisirent quelques incidents qui devaient nourrir ou exciter les passions. Le duc Louis de Bavière s'était chargé de l'exécution de la condamnation prononcée, et il ne tarda pas à se mettre à l'œuvre. Il ne pouvait non plus perdre de temps, s'il voulait échapper au soupçon de cacher son cousin le malheureux palatin, et conserver à sa maison les possessions de Wittelsbach; car on était disposé à présumer que le roi Otto n'avait nullement oublié le duché de Bavière, ancien héritage des Welfs, et qu'il ne voyait pas d'un œil favorable la maison de Wittelsbach. L'entreprise n'avait pas à surmonter de grands obstacles. La vieille forteresse de Wittelsbach, dont la famille à laquelle appartenait Otto avait pris son nom, fut détruite entièrement; le château d'Andechs, dont la famille du markgraf Heinrich tirait son nom, fut pris, non sans résistance, et rasé. Et tandis que le duc Louis se saisissait des possessions du condamné, le palatin Otto accomplit lui-même son malheureux destin. Le terrible maréchal Heinrich de Kalden, jadis provocateur ou instrument des cruautés de Heinrich VI, découvrit qu'il résidait dans une ferme des moines d'Ebra, sur le Danube, aux environs de Ratisbonne. Aussitôt il y courut avec une troupe armée; se saisit du malheureux sans défense, le tua sans pitié, et fit jeter la tête coupée dans le Danube. Le markgraf Heinrich d'Andechs échappa à la poursuite; il s'était rendu dans l'Istrie, où il se tenait caché. Mais, lorsqu'il eut reçu la nouvelle de sa condamnation et de la mort du palatin, il partit pour la Terre-Sainte, afin d'y com-

battre pour le Christ, jusqu'à ce que ses ennemis eussent modifié leurs sentiments. Son espérance se réalisa, mais bien tard. On ne sait ce qui arriva pour la démonstration de son innocence; mais, quinze ans après sa condamnation, elle fut reconnue par l'empereur Friedrich II, de sorte qu'il put se montrer et agir comme markgraf d'Istrie, et, cinq années plus tard, il parut dans une assemblée de princes à Straubing, à côté des ducs Louis de Bavière et Léopold d'Autriche. Bien antérieurement, dès l'année 1211, le frère du markgraf, l'évêque de Bamberg, fut déclaré innocent de tout point, et réinstallé dans son évêché.

Le pape Innocent, quelque horrible que pût être l'assassinat du duc de Souabe, trouva que la condamnation téméraire et injuste de l'évêque était digne de l'exécration; car, en supposant même qu'il eût été coupable, l'on n'aurait dû prononcer un jugement qu'après une enquête préalable, légalement poursuivie. En conséquence il confia ces recherches à ses légats dans le Teutschland. L'évêque comparut devant eux, non sans danger; mais il ne se présenta ni accusateur ni témoin. Là-dessus les persécuteurs de l'évêque s'écrièrent que la cause appartenait immédiatement au siége apostolique; Innocent reçut l'appel. L'évêque alla donc à Rome. Au même temps s'y trouvaient beaucoup de princes teutschs, et parmi eux ceux-là même qui en avaient appelé le plus haut au saint-siége; et pourtant il ne parut encore ni accusateur ni témoin. Le pape ne prononça point de sentence; il chargea l'archevêque de Mayence, l'évêque de Wurtzbourg et l'abbé de Fulda, d'annuler d'abord toutes les procédures illégales poursuivies contre l'évêque ou l'église de Bamberg, puis d'accorder un délai de trois mois, durant lequel quiconque aurait à produire des accusations ou des preuves contre l'évêque pourrait être entendu, et enfin, selon ce qui aurait été démontré, de condamner l'évêque ou de le déclarer innocent, et d'imposer silence à ses calomniateurs. Les actes de ce tribunal sont inconnus, mais il est certain que l'évêque fut déclaré innocent; et, conformément à cette décision, l'an 1211, lorsqu'Innocent et Otto étaient dans des rapports mutuels tout différents, par une assemblée nombreuse de princes et de seigneurs à Bamberg, à la tête desquels était l'archevêque de Mayence, il fut réintégré dans son évêché.

Et maintenant comment ne pas s'effrayer en considérant cette issue de l'affaire des deux frères, et se rappelant le sort cruel du comte palatin Otto de Wittelsbach? Qui oserait soutenir que, s'il n'avait pas été saisi, ou si l'on avait observé envers lui les formes de la justice, son innocence eût été moins reconnue que celle du markgraf Heinrich d'Andechs et de l'évêque de Bamberg? Il n'y a point de doute, le palatin Otto est devenu la victime de passions furieuses, et le maréchal Heinrich de Kalden fut un digne exécuteur d'une telle justice.

Cependant le roi Otto était passé de Francfort à Mayence, puis avait gagné le duché de Souabe. Là il trouva les choses dans un état désespéré. Presque tous les barons et les vassaux, dit un écrivain du temps, se faisaient voleurs de grands chemins. Otto se donna beaucoup de peine pour arrêter les excès. Afin d'exciter de la crainte, il tint fréquemment sa cour de justice, et montra contre les princes, comtes et barons qui désiraient lui rendre leurs devoirs, son mépris et son indignation par des paroles et par des actes. Les fiefs que Philippe avait eus de princes ecclésiastiques, il les réclama, et ne tint nul compte de l'opposition de ces princes. Pour assurer la justice aux hommes des classes inférieures, il réprima les extorsions des hauts dignitaires de l'Église. Les Hohenstaufen, gracieux et pleins d'entraînement, avaient conféré des fiefs à ceux qui les sollicitaient les premiers; pour lui, il voulut être convaincu du mérite des solliciteurs. Il cherchait aussi à faire passer les fiefs vacants, autant que possible, entre les mains des Saxons et des Anglais, ecclésiastiques et séculiers, qui étaient dans sa suite. Aux fêtes de Noël, le roi se trouvait à Augsbourg, où il passa la plus grande partie du mois de janvier de l'année suivante, 1209. Là parurent à sa cour beaucoup de princes et de vassaux, sans doute pour lui présenter leurs hommages. Mais il ne devait pas se trouver à son aise dans cette société; peut-être avait-il à dessein auprès de lui le maréchal Heinrich de Kalden avec quelques troupes, et il donna à ce vieillard, qui était toujours prêt à un service de rigueur, l'ordre de saisir les malfaiteurs parmi les assistants, et de les traîner devant les tribunaux. Quand cet ordre se répandit, la plupart des feudataires s'éloignèrent dans la nuit. Un comte de Grafesbach fut arrêté et traîné devant le roi, et on

lui déchira outrageusement sur le corps le vêtement dont il était couvert (8).

Une telle conduite pouvait être en elle-même très-louable, et venir du désir de rétablir l'ordre et d'exécuter la justice; mais elle était dangereuse pour un nouveau roi appartenant en même temps à une famille contre laquelle depuis longtemps les Souabes s'étaient montrés de constants ennemis. Les classes inférieures, les serfs, les bourgeois et les paysans, selon notre manière de parler, les moines et les membres du bas clergé, se réjouissaient de ces attaques. Ils n'étaient pas accoutumés à entendre le mot de justice qu'Otto avait à la bouche dans tous ses actes; ils le considérèrent donc comme le défenseur de l'équité, et embrassèrent l'espérance que, par son gouvernement énergique, les dévastateurs seraient abattus, les oppresseurs écrasés. Mais Otto ne gagna pas les cœurs des princes et des seigneurs; tous ceux qui savaient manier l'épée, et qui se croyaient en droit de s'en servir, se détournèrent de lui; ils cherchèrent par tous les moyens à le resserrer, à gêner ses mouvements, à miner le sol sous ses pas. Ce n'était pas la justice qu'il poursuivait, disaient-ils, mais les satisfactions de l'orgueil; c'était un hypocrite dont le cœur renfermait des sentiments tout autres qu'il n'en avait sur les lèvres; ses vieux ressentiments contre la maison de Hohenstaufen n'étaient pas adoucis, et l'anéantissement des adhérents de cette famille était son but, qu'il avait trahi trop tôt. Ces calomnies, ces insinuations et ces craintes agirent bien au delà des limites dans lesquelles Otto s'était renfermé jusqu'alors : car les maisons princières et beaucoup d'anciennes familles de vassaux se rattachaient les unes aux autres, par des liens de parenté, par delà les cantons du Teutschland, et la maison des Hohenstaufen avait eu ses partisans dans toutes les contrées de la Germanie jusqu'au dernier moment. Si une fois la hache était levée, qui pouvait être assuré qu'elle ne frapperait pas sur les jets pleins de séve, après avoir coupé le bois sec? Sans doute, en raison du besoin de soulagement, d'ordre et de repos, qui était général, Otto aurait pu faire beaucoup, si, usant de toute l'énergie de sa jeunesse, sans rechute de paresse et d'indolence, il avait consacré toute son activité à la patrie, sans s'occuper d'autres intérêts accessoires; mais, retenu par les convenances de la vie, poussé par les vues et les opinions de son temps, Otto ne put choisir cette voie. Dès le commencement de l'année il fut question d'un voyage d'Italie, à Rome, pour recevoir la couronne impériale; car la pensée unissait toujours cette couronne à celle de la Germanie. Plus le pouvoir du roi des Teutschs sur Rome et l'Italie se perdait, plus on parlait de Rome; à peine si l'on disait encore le roi des Teutschs. L'homme qui avait été élu ou reconnu par les princes teutschs était appelé le roi des Romains, et il était couronné en cette qualité au-dessus du tombeau de Karl le Grand à Aix-la-Chapelle; le roi lui-même, le pape, les princes, les écrivains, tous emploient cette locution. Le roi couronné était même appelé déjà l'empereur, parce qu'il était considéré comme éelvé à cette dignité suprême. L'empire, qui n'était dès lors qu'un brillant fantôme sans forme et sans réalité, paraissait absorber le royaume des Teutschs, l'État germanique, qui aurait pu être si grand, si fort et si puissant. Mais comme le roi élu paraissait ne pouvoir se passer du couronnement à Aix-la-Chapelle, de même, pour le roi couronné, il semblait indispensable que le pape lui posât sur le front le diadème impérial; il n'arrivait à la pleine possession de sa dignité que par l'accomplissement de cette dernière cérémonie. L'on conçoit donc très-bien que le Welf Otto, fils de Heinrich le Lion, ait jugé nécessaire avant tout, comme successeur des Hohenstaufen sur le trône des Teutschs, de saisir la couronne impériale, tout en prévoyant peut-être que la dignité, au lieu d'accroître son pouvoir, ne ferait que le diminuer.

CHAPITRE XI.

SÉJOUR D'OTTO IV EN ITALIE. — SON COURONNEMENT PAR LE PAPE. — PUIS SES DÉBATS AVEC LE SOUVERAIN PONTIFE QUI LE CONDAMNE. — DÉFECTION DE LA PLUPART DES PRINCES TEUTSCHS.

De l'an 1209 à l'an 1212.

Tandis que le roi Otto se trouvait en Souabe, parurent devant lui des députés des villes d'Italie, qui lui offrirent leurs bannières, des clefs d'or et d'autres présents, et déposèrent à

ses pieds leur hommage. Lui-même, quittant Augsbourg, parcourut encore assez longtemps le Teutschland méridional, s'arrêtant sur quelques points; et là où il séjourna, comme à Nurnberg et Haguenau, les princes voisins se réunirent autour de lui. Il délibéra avec eux sur les affaires publiques, établit le calme et la paix, et se saisit des églises et de leurs biens. Il prépara aussi son voyage d'Italie et son mariage avec la fille de Philippe, qui ne pouvait que servir les intérêts généraux, si le pape écartait l'obstacle de la parenté du souverain avec la jeune princesse.

Cependant entre Otto et le pape se suivait une active correspondance par des envoyés et par des lettres, et constamment dans les termes de la bienveillance et de l'amitié la plus entière. Otto tenait au souverain pontife le langage d'un bon fils, pieux, aspirant à recevoir des conseils et de l'assistance. Il témoignait hautement de sa reconnaissance infinie, et déclarait qu'après Dieu il devait tous ses succès au saint-père, qui n'avait jamais cessé de répandre sur lui ses secours et sa faveur. Aussi désirait-il posséder seul avec l'Église romaine toute la gloire à laquelle Dieu daignerait l'appeler. De son côté, le pape se pose devant le roi en père puissant et rempli de bienveillance, qui pour son fils a beaucoup fait et beaucoup donné; qui est disposé à faire et à donner plus encore, mais qui a la pleine conscience de sa bonté, de ses secours et des besoins de son protégé, qui en tenait compte, et en échange réclame une obéissance absolue, une soumission sans réserve à ses volontés. Innocent paraît être convaincu qu'il a maintenant atteint ce que Grégoire a poursuivi comme le but le plus élevé : l'union la plus complète entre l'Église et l'Empire, par l'entière subordination de l'Empire envers l'Eglise. Il paraît avoir cru posséder dans Otto l'homme qui désormais ne ferait qu'exécuter ses décisions, sans autre inquiétude que de voir ce prince ne pas mettre assez de rapidité dans cette exécution. « Vois, mon très-cher fils, dit-il dans une de ses lettres au roi, mon âme est si intimement unie avec ton âme, mon cœur s'est tellement fondu avec ton cœur, que nous croyons vouloir et sentir la même chose, comme si nous n'avions qu'un seul cœur et une seule âme. Quel avantage on peut attendre de cette union! La plume ne peut le décrire, la langue l'exprimer, l'esprit le comprendre; car à nous deux est remise surtout la direction de ce siècle; nos sentiments, nos opinions sont les mêmes. Vraisemblablement, comme dit le prophète, le soleil et la lune resteront dans leur ordre; ce qui est inégal s'aplanira, ce qui est tortueux deviendra simple. Nous avons les deux épées dont les apôtres disaient au Seigneur : Voici deux épées, et dont le Seigneur disait aux apôtres : Cela suffit. L'autorité pontificale et la puissance royale, qui sont signifiées par ces deux épées, sont complétement suffisantes pour remplir leur devoir, si une partie est vigoureusement soutenue par l'autre. » Après de telles expressions et d'autres analogues, qui paraissent prouver que le pape n'avait pas une haute idée de la capacité intellectuelle d'Otto, mais qui, avec toute l'onction et la douceur dont il les enveloppe, font assez clairement connaître ses véritables vues, il ajoute, pour être garanti dans tous les cas : « Maintenant, qu'une paix réelle et une ferme union s'établissent et subsistent entre l'Eglise et l'Empire; mais, afin d'éloigner pour l'avenir toute matière aux divisions et aux soupçons, je dois réclamer actuellement quelque chose de mon très-cher fils, qu'il m'accordera sans difficulté, parce que cela est raisonnable et salutaire : j'espère que plus tard de plus grandes concessions seront faites; car assurément je ne chercherai jamais à obtenir ce qu'il ne conviendrait pas au roi d'accorder, attendu que j'ai un zèle ardent pour son honneur, et que mes efforts tendent à son avantage. Pour arriver à ce but, et pour exécuter, autant qu'il plaira à Dieu, ce que le roi a demandé, j'envoie dans le Teutschland deux légats que le roi recevra là où lui-même se montrera, dans lesquels il aura une confiance sans réserve, dont il suivra les conseils. »

Les légats vinrent dans le Teutschland. C'étaient les mêmes qui déjà y étaient venus en la même qualité, le cardinal Ugolino et l'évêque Léo. A Spire, probablement, les légats présentèrent au roi les demandes du pape, et insistèrent sur leur pleine satisfaction, de même qu'ils promirent, au nom du pape, l'approbation, sans condition, du mariage du roi avec Béatrix, fille de Philippe, et déclarèrent que le souverain pontife était tout prêt à couronner Otto comme empereur. Mais les réclamations d'Innocent n'étaient pas les mêmes qu'Otto avait juré, à Neuss, de satisfaire, huit ans aupa-

ravant. On s'était relâché de quelque chose, particulièrement au sujet de la ligue toscane et lombarde, et de la paix avec le roi de France. D'ailleurs on n'avait rien changé d'essentiel; les frontières du pays qu'Otto avait promis de laisser en possession paisible et constante au saint-siége restaient les mêmes; mais on avait ajouté beaucoup de points nouveaux et importants, pour affranchir de toute influence du pouvoir temporel l'Église romaine, qui désormais devait régner en souveraine sur son propre terrain. Otto devait renoncer à *un abus* que quelques-uns de ses prédécesseurs avaient exercé; il devait établir et confirmer que les élections des prélats fussent entièrement libres et se fissent canoniquement, afin que celui-là devînt le chef de l'Eglise orpheline, que le chapitre entier ou la majorité éclairée aurait cru devoir choisir; il devait laisser porter librement au siége apostolique les appels en matière religieuse; il devait aussi rejeter l'abus que ses prédécesseurs avaient habituellement commis en se saisissant des biens des prélats décédés, et consentir à ce que le pape et les prélats de l'Eglise décidassent librement sur toutes les choses religieuses, afin que ce qui était à l'empereur fût donné à l'empereur, et ce qui était à Dieu revînt à Dieu; enfin il devait promettre des secours efficaces pour l'extirpation de l'hérésie, sans doute parce que l'hérésie des Albigeois menaçait alors de devenir très-dangereuse pour le saint-siége. Otto accorda tout sans faire la moindre objection. Le dimanche des Rameaux, 22 du mois de mars, à Spire, dans une lettre au pape, il rédigea une déclaration solennelle par laquelle il promit tout, comme de son propre mouvement, par reconnaissance envers Dieu, envers le vicaire de Dieu et son épouse la sainte Eglise. Il termina l'acte par ces mots: « Mais, afin que tout cela puisse être tenu envers notre très-saint-père Innocent, l'évêque suprême de la très-sainte Eglise romaine, et envers ses successeurs, par nous et nos successeurs les empereurs et rois des Romains, et afin que cela demeure fixé d'une manière inaltérable, nous avons fait revêtir cet acte de la bulle d'or de notre majesté. » L'évêque Kunrad y a, comme chancelier de l'empire, apposé sa signature.

Maintenant ce ne fut plus qu'amour et plaisir dans le Teutschland. L'abondance des récoltes de cette année ajouta encore à la joie de la concorde. Les légats, enchantés de l'heureux résultat de leur plus importante mission, se montrèrent gracieux et bienveillants, et affectèrent de l'empressement dans les concessions qu'ils étaient autorisés à faire. Ils se promenèrent dans l'empire, de ville en ville, accommodèrent les différends et rétablirent l'ancien ordre dans les églises (1). Le roi se rendit de Spire en Saxe, où le rappelait son cœur, pour revoir encore une fois sa chère Braunschweig avant le voyage de Rome, et rassembler autour de lui les princes du pays. Au commencement du mois de mai, il tint une grande diète à Altenbourg, dans le voisinage de laquelle étaient de grands domaines impériaux. Là parurent non-seulement les princes voisins, mais aussi des ambassadeurs de Pologne, de Bohême et de Hongrie (2). L'on y traita de beaucoup d'affaires. Otto y donna aussi aux bourgeois de Stade, en récompense de leur fidélité, une charte de liberté, dans laquelle, voulant suivre en tout ce qui était bon les traces de son père, il leur confirmait les priviléges que Heinrich le Lion leur avait accordés, et leur concédait en outre de nouvelles franchises. Voici peut-être la plus importante, qui est ici authentiquement établie: Quiconque, homme ou femme, aura vécu sans être inquiété un an et un jour dans la ville, sans protection, sera à jamais tenu pour un être libre. Au milieu du mois, à la Pentecôte, Otto était à Braunschweig. Là il désirait ne réunir que ses amis les plus intimes; mais il y vint d'Astphalie et de Thuringe un nombre considérable de princes ecclésiastiques et séculiers. Les comtes surtout y parurent avec une quantité de feudataires. Le roi donna une fête brillante à tous ses hôtes à ses frais, et sut prévenir les querelles naissantes avec tant d'adresse, que la gaîté fut grande et générale (3).

De Braunschweig il se rendit à Wurtzbourg, où il avait indiqué une diète pour la fin du mois de mai. Sur ces entrefaites il fut admis par l'abbé du couvent de Walkenried, et par cinquante-deux autres abbés de l'ordre de Cîteaux, à cette association; et dès lors cette troupe d'abbés se crut autorisée, obligée à suivre le roi à Wurtzbourg. Dans cette ville se trouvèrent les légats pontificaux et un grand nombre d'archevêques, d'évêques, d'abbés et de prêtres, de rois, de ducs, de markgrafs et de comtes de toutes les parties du Teutschland, comme on en avait vu rarement auparavant. Après que l'on eut

traité les affaires publiques dans cette brillante assemblée, et que la paix eut été affermie, le roi appela les ecclésiastiques, en premier ordre les légats du pape, et les princes séculiers les plus puissants, à une délibération spéciale. A cette réunion il proposa la question : s'ils étaient d'avis qu'il dût épouser Béatrix de Hohenstaufen, pour l'affermissement de la paix dans l'empire romain, et que, malgré sa parenté avec la jeune princesse, il pût contracter cette union sans danger pour son âme? Les princes délibérèrent. Les légats déclarèrent quelle était l'opinion du saint-père. Il y eut quelques petites objections, mais en général peu d'opposition. Le résultat fut prononcé devant le roi par le duc Léopold d'Autriche : Le roi devait et pouvait se marier avec la jeune Béatrix ; mais sous la condition d'une fondation pieuse qu'il était facile de faire. Béatrix fut introduite. Le roi alla au-devant d'elle, lui présenta un anneau, l'embrassa et lui donna un baiser quand elle eut accepté ce gage ; ensuite il la mena à un siége entre les deux cardinaux, et du haut du trône il dit à l'assemblée : Voici votre reine, honorez-la comme il convient. Ensuite la royale fiancée, accompagnée d'une sœur, fut conduite à Braunschweig, et placée sous la garde du comte palatin du Rhin, Heinrich, frère d'Otto. Le roi lui-même, tout en faisant des haltes dans le Teutschland méridional, poursuivit avec ardeur ses préparatifs de voyage au delà des Alpes.

Augsbourg fut désignée pour le rendez-vous des troupes qui devaient accompagner le roi. Elles devaient se réunir à la fête de Saint-Jacques. Beaucoup de princes des deux ordres s'y trouvèrent avec leurs cortéges ; mais presque tous appartenaient au Teutschland méridional, quoique, d'après une tradition, 350 armures tirées des bourgeois de Braunschweig aient dû accompagner le roi. Les archevêques de Mayence, Trèves et Magdebourg, vinrent à Augsbourg, ainsi que douze évêques et sept abbés, puis le roi de Bohême, les ducs de Bavière, d'Autriche, de Lorraine, de Zœringen, Carinthie et Méranie, le landgraf de Thuringe ; enfin, beaucoup de markgrafs et de comtes. Il n'y manqua pas non plus de chanteurs, qui crurent ne pas devoir manquer l'occasion de voir l'Italie, Rome, le pape et des fêtes pompeuses. Mais les princes qui ne pouvaient prendre part à l'expédition fournirent des subsides, dont Otto sans doute devait avoir grand besoin, quoiqu'il eût fait des emprunts sur gages. Lui-même entra dans Augsbourg en temps opportun, et se félicita de la puissance et de l'éclat dont il se vit entouré. Après avoir réglé ce qui pouvait l'être pour le maintien de la tranquillité dans l'empire, on se mit en mouvement vers la fête de l'Assomption. L'on se dirigea par Inspruck, Brixen, la vallée de l'Adige, sur Vérone ; les mesures avaient été prises avec une sage prévoyance, et l'on n'éprouva aucun accident.

Quelques mois auparavant, Otto avait envoyé le patriarche d'Aquilée en Italie, pour annoncer aux habitants du pays son arrivée prochaine, et les préparer à sa réception. Le patriarche était chargé pour les princes et les seigneurs d'Italie, comme pour les villes lombardes, de lettres remplies d'expressions de bienveillance et de confiance. Depuis que la crainte de l'oppression et du servage s'était évanouie, dans le long espace de temps où les armes teutsches ne s'étaient plus fait entendre, les Italiens étaient revenus à leur ancien système, des débats sans nombre s'étaient élevés pour les mêmes causes qui les poussaient jadis à se combattre. La ligue lombarde, produit d'une nécessité inouïe, n'avait été maintenue que par cette nécessité même, et, quand elle n'exista plus, les liens se rompirent de toutes parts. Chaque ville faisait la guerre à des rivaux avec lesquels elle entrait en contact, tantôt seule, tantôt liguée à d'autres cités. Dans la confusion des rapports et le bouleversement des passions, les alliés se transformaient en ennemis, et les ennemis devenaient alliés. Les esprits s'irritaient ; l'irritation conduisait à la cruauté, et la cruauté à des actes de vengeance, à des crimes ; et nulle part il ne manquait d'excitateurs qui espéraient renverser la liberté par elle-même, et sur ses ruines fonder une nouvelle domination, asservir la multitude divisée, avilie.

A travers ce tumulte et au milieu du bruit des armes, retentissaient assez souvent les noms de Guelfes et de Gibelins. C'est par là qu'amis et ennemis avaient coutume de se distinguer. Ils se servaient encore de certains signes pour être reconnus, alors que les noms n'étaient pas prononcés. Il n'y a pas de doute, ces dénominations étaient empruntées aux deux grandes maisons princières du Teutschland qui avaient été si longtemps opposées l'une à l'autre. Mais

les Waiblingen, pendant qu'ils combattaient les Welfs, avaient presque toujours été repoussés par les papes. Les Welfs étaient donc considérés comme attachés au siége apostolique ou à l'Église, dans la lutte des pontifes contre le pouvoir temporel; et, dans les dix dernières années, l'évêque Rocue avait été non-seulement l'allié, mais le protecteur et le suzerain du roi welf. Ces noms, Guelfes et Gibelins, indiquaient donc originairement que les Guelfes étaient considérés comme partisans du siége apostolique et du pouvoir ecclésiastique, les Gibelins comme les adhérents de l'empereur et de la puissance temporelle. Aux premiers se rattachaient en général ceux qui, grâce à la liberté protégée, favorisée par les papes, et surtout par Alexandre III, étaient devenus grands, puissants, riches, ou qui, se confiant en leur énergie, en leur propre intelligence, se flattaient, dans cette liberté, de grandir en puissance et en richesse; avec les derniers, au contraire, on comptait ceux qui étaient restés stationnaires, qui n'avaient trouvé et n'espéraient trouver le salut dans la liberté, et en conséquence avaient besoin d'un dédommagement qui paraissait ne pouvoir leur être donné que par le glaive terrestre. Mais les noms de Guelfes et de Gibelins n'ont pas été les dénominations de deux grands partis qui, concentrés en eux-mêmes, d'accord sur les principes, aient tendu vers un but déterminé. Ce n'est pas un grand intervalle qui sépare les habitants de la Toscane et de la Lombardie en Guelfes et en Gibelins; non, il n'y a que de petites et nombreuses fissures se croisant en tous sens qui les divisent ainsi. La limite ne court pas entre des seigneuries, des villes et des communautés; elle coupe la seigneurie même, la ville, la commune, des maisons particulières, de sorte que le frère est à un autre camp que le frère, le père que le fils, si les vues, les opinions, les projets et les tendances sont différents.

Ces rapports font comprendre que la nouvelle de l'approche d'Otto dut exciter sur bien peu de points l'inquiétude et la crainte, et en général éveiller l'espérance et répandre la joie: car les Guelfes voyaient en lui un Guelfe qui, en fils obéissant de l'Église, encouragerait leurs efforts, bien loin de les opprimer; les Gibelins, de leur côté, considéraient en lui l'empereur, et s'attendaient bien qu'il ne négligerait pas l'occasion, avec sa bonne épée, d'exercer toute la puissance qui était ou devait être attachée au trône. Cependant le patriarche d'Aquilée n'était pas propre à mettre à profit cette bonne disposition; ancien partisan de la maison de Hohenstaufen, Wolfger paraît avoir professé les principes de cette famille. Il nourrissait peut-être à cause de cela de vieux ressentiments contre les Italiens. Il ne pouvait donc s'abstenir de les traiter avec dédain et orgueil, pour les intimider, pour jouir lui-même du sentiment de la domination. Il aurait probablement tout gâté par sa rudesse et ses violentes démarches, si le pape ne s'était tout d'abord efforcé d'adoucir, de calmer, d'accommoder, et si, en second lieu, le roi Otto lui-même ne s'était pas montré affable et bienveillant parmi les habitants de l'Italie, avant que la semence jetée par Wolfger eût eu le temps de croître.

De Vérone, l'empereur se dirigea sur Milan. Comment aurait-il pu laisser de côté cette nouvelle ville, qui se dressait si magnifique sur les débris du vieux Milan, pour braver le Hohenstaufen qui s'était efforcé de détruire la propre maison du nouveau monarque? Les Milanais le reçurent au bruit des acclamations joyeuses, et lui donnèrent toutes sortes de fêtes. De son côté, il confirma aux Milanais tous leurs priviléges. Mais il ne pouvait s'arrêter. A Bologne il tint une diète publique, à laquelle parurent les princes du pays, ainsi que des députés des villes et des bourgs; les premiers apportaient des présents, les bourgeois les impôts et les droits qui étaient accumulés depuis la mort de Heinrich VI. Ainsi fortifié, Otto franchit les Apennins. A Viterbe l'attendait le pape. Tout fut convenu au moyen de députés qui allaient alternativement d'une cour à l'autre. Par suite de cet accord, Otto prit les devants sur son armée, et courut de Pise à Viterbe. A son approche, le pape s'avança accompagné d'un clergé nombreux et d'une grande foule de peuple. Les deux souverains s'embrassèrent comme père et fils, et vécurent dans une grande intimité jusqu'à l'arrivée de l'armée. Sans doute Otto, les yeux fixés sur la couronne impériale, répéta toutes les promesses qu'il avait faites précédemment dans l'effusion de sa reconnaissance; là probablement il jura encore l'acte de Spire. Sans doute le pape employa tous les moyens pour soumettre entièrement le roi par la supériorité de son esprit et de ses connaissances. Mais Otto n'était plus le même

qu'il avait été dans les premiers temps. Jusqu'à son voyage d'Italie, il n'était jamais sorti des embarras d'une situation précaire et dépendante; après une enfance passée dans l'inquiétude, le besoin, l'exil, la captivité; après une jeunesse durant laquelle il avait été soutenu sur une terre étrangère par les bienfaits d'un oncle, il était devenu roi partiel du Teutschland, sans ressource, sans puissance, sans autorité, sans fortune : comment son esprit se serait-il rempli de hautes pensées, son cœur de grands sentiments? Il reçut donc une impression d'autant plus forte à la vue de la nombreuse et brillante armée qui le salua comme roi des Teutschs à Augsbourg, et se montra prête à le suivre au delà des Alpes, pour lui procurer la plus haute dignité du monde. Ensuite la vue de l'Italie, d'un beau pays, de grandes et magnifiques cités, du mouvement rapide qui entraînait tout; l'empressement de tous les partis à solliciter son concours, sa bienveillance, ses bonnes grâces, tout cela dut agir puissamment sur lui. Il remarqua probablement aussi que le pape était considéré d'un autre œil que dans l'éloignement, et que l'atmosphère sacrée dans laquelle il avait coutume d'apparaître aux Teutschs se dissipait en Italie. Enfin il ne manqua certainement pas non plus de gens qui, ainsi qu'on en avait vu jadis autour de Heinrich IV, le pressèrent de se souvenir de la majesté de l'empire, de maintenir la couronne impériale au-dessus du siége apostolique; et les grandes phrases, les protestations exagérées ne firent pas défaut. Otto était donc maintenant en face du saint-père avec de tout autres sentiments que ceux qui occupaient son âme quand il lui adressait des prières, des hommages, des actions de grâces, dans les jours de sa détresse. Mais, dans la situation actuelle, la couronne impériale lui était nécessaire avant tout; il devait donc inévitablement persister dans son ancienne attitude.

De Viterbe, le pape partit en avant pour Rome. Otto le suivit avec l'armée, et campa à Montemalo sous les murs de la ville éternelle. Il restait encore certaines choses à négocier; il fallait satisfaire ou repousser de vieilles prétentions des Romains. Le matin 4 octobre, un dimanche, il fit rédiger un acte authentique, pour confirmer le serment, prêté comme sur son ordre et en sa présence, qui avait été prononcé par les princes, les seigneurs et autres fidèles de l'empire, au sujet de la sûreté de toutes les personnes et de toutes les propriétés dans Rome, depuis le pape jusqu'au dernier individu, pendant le temps du couronnement; et le même jour il entra dans Rome, se dirigeant vers l'église de St-Pierre. Des milliers de guerriers couverts d'armures l'escortaient l'épée nue; des milliers d'archers le suivaient. Cette force armée repoussait à distance, ou maintenait dans l'ordre la multitude qui affluait de tous les points. Tout trouble fut d'autant plus facilement prévenu, que de l'argent avait été jeté et que le peuple était occupé à le ramasser. Le couronnement fut accompli avec la plus grande solennité. Tout ce que l'église de St-Pierre pouvait fournir d'objets riches, magnifiques, éclatants, fut découvert, étalé aux regards; tout ce que les cérémonies du culte divin pouvaient avoir d'élevé et d'émouvant fut déployé. On ne peut se défendre de supposer qu'Innocent avait tout calculé pour faire une impression ineffaçable sur son bien-aimé fils l'empereur, afin qu'il frissonnât d'horreur à la simple pensée de jamais se lever contre une puissance d'une majesté si imposante. Après le couronnement, le pape et l'empereur se retirèrent pour aller s'asseoir à la même table à un festin public. Otto tint l'étrier au souverain pontife quand il monta à cheval et quand il en descendit. La ville de Rome se livra bruyamment à la joie que lui inspiraient ces pompes et ces fêtes.

Ce fut là le terme de l'union entre le pape et l'empereur. Le premier signe de mésintelligence paraît avoir éclaté immédiatement après le festin, dans un entretien intime entre les deux souverains. Nous sommes très-mal informés par les narrations du temps. Pourtant on peut en tirer ceci, qui n'est d'ailleurs nullement invraisemblable en soi-même. Le pape aurait donné à entendre amicalement à l'empereur qu'il pourrait maintenant, afin de n'être point à charge avec son armée à la ville de Rome et aux habitants des alentours, livrer en réalité, aussitôt que possible, les villes et les châteaux qu'il avait juré d'abandonner en libre propriété à l'Église romaine, et regagner ensuite la haute Italie. A cette insinuation l'empereur aurait répondu d'un ton non moins amical que le saint-père ne devait point insister sur la demande; qu'il lui était impossible d'y satisfaire; qu'il avait bien juré de faire

l'abandon en question à l'Église romaine, mais que dans son serment de couronnement il s'était engagé, comme ses prédécesseurs, à ne consentir à aucun préjudice envers l'empire, à le maintenir dans ses droits, même à les augmenter. Ces paroles, qui dissipaient le beau rêve d'union enfanté par le cerveau du pape entre l'Empire et l'Église, c'est-à-dire de subordination de l'empire envers le saint-siége, ne produisirent d'abord qu'une certaine froideur d'où naquit bientôt l'inimitié la plus envenimée. Dans les jours suivants, durant lesquels sans doute se poursuivirent les négociations, surgit un autre fait qui fit éclater la mésintelligence en querelle. Un certain nombre de chevaliers teutschs étaient venus à Rome sous prétexte de visiter la ville; mais ils se permirent toutes sortes de fantaisies et d'actes insolents. Ils prirent sans payer; des bourgeois de Rome, témoins ou victimes de cette conduite, opposèrent de la résistance. Les dispositions dans Rome étaient devenues hostiles, parce que la générosité d'Otto avait été insuffisante. D'autres se joignirent aux premiers, et le nombre croissait toujours. On en vint aux mains. Les Teutschs furent contraints à la fuite; l'évêque Sigefrid d'Augsbourg lui-même, qui se trouvait aussi dans la ville, dut se sauver. Il y eut des morts et des blessés. Les Romains poursuivirent les fuyards; ceux-ci reçurent des secours du camp. La lutte devint acharnée et sanglante. Enfin l'empereur accourut, à ce qu'il paraît, et rétablit l'ordre. Il n'y eut ni triomphe ni défaite; mais dès lors toute communication fut interrompue entre la ville et le camp, et de part et d'autre les esprits étaient très-irrités. L'hostilité se fit sentir surtout dans le camp impérial; car les fournitures cessèrent, et les hommes et les animaux souffrirent de la disette. Dans cette nécessité, Otto adressa au pape une lettre écrite comme autrefois sur le ton d'une reconnaissance filiale, dans laquelle il sollicitait une entrevue en un lieu commode pour tous deux. « Le désir de notre cœur, disait-il en terminant, de parler avec vous sur l'importante affaire, est si grand, que nous avons résolu, même au péril de la vie, de venir vous trouver dans la ville. Toutefois, que votre sainteté daigne réfléchir que de mon entrée dans la ville peut sortir un grand danger pour toute l'Église. » A cette lettre le pape fit, huit jours après le couronnement, une réponse brève, froide, sans une expression bienveillante, ni au commencement ni à la fin, sans même les formules de politesse, d'adresse et de salutation. « Une entrevue serait bonne, je la désirerais moi-même; mais pour le moment elle ne peut avoir lieu. Je prie l'empereur de ne pas mal interpréter cela; ce n'est pas ma volonté, mais la nécessité qui en est cause. La chose pourrait se suivre au moyen d'un médiateur. Quant à l'affaire du territoire, ajoutait-il, que tu nous as fait exposer, nous croyons devoir te répondre que tu pourrais bien imaginer une voie pour conduire à ton honneur et au nôtre, et que nous voulons prendre un chemin qui mène à ton avantage et au nôtre. »

Cette réponse presque brutale, qui dut blesser l'empereur d'autant plus profondément que son embarras était plus grand, ne lui laissait que le choix entre deux routes, l'une longue, l'autre courte et rapide, qui toutes deux pouvaient conduire à une catastrophe : ou bien il fallait tenter d'emporter de vive force Rome, la ville sainte, éternelle, ou bien lever son camp et se retirer, afin de trouver des vivres pour les hommes et les chevaux. Soit qu'il ne se sentît pas assez fort, soit qu'il reculât devant les horreurs d'un assaut, il se détermina pour le second parti. A la grande joie du pape irrité et des Romains qui le raillaient, il partit en frémissant de colère, mais trompa les espérances de ses adversaires. Il n'alla pas loin, se posta contre la frontière de l'ancien domaine de l'Église, dans les cantons voisins qui appartenaient à l'héritage de la marquise Mathilde, et prit possession des villes de Radicofani, Montefiascone, Aquapendente. Mais alors il fut abandonné peu à peu par la plupart des princes teutschs et par les plus puissants, qui voulurent retourner dans la patrie avec leurs troupes. Parmi eux on cite le landgraf de Thuringe, les archevêques de Mayence et de Trèves, les ducs de Zæringen et de Bavière, et le roi de Bohême. Cette résolution aurait dû engager l'empereur à la prudence et à la modération; car, encore bien que les lois du service féodal donnassent aux princes le droit de se retirer, ils n'en auraient guère fait usage s'ils n'avaient eu en vue d'échapper aux complications de la lutte qui allait s'engager entre le pape et l'empereur, et de conserver les mouvements libres, afin de pouvoir se porter d'un côté ou de l'autre, suivant

la marche des choses. Mais Otto ne se laissa ni conseiller ni arrêter; devant l'éclat du soleil d'Italie, le Teutschland parut à ses yeux se perdre dans la nuit et les brouillards. S'il s'était rappelé, non pas l'histoire des anciens temps, mais seulement les événements des dix dernières années pendant lesquelles il avait combattu contre Philippe pour l'empire, il aurait fait de sérieuses réflexions sur cette puissance impénétrable du pape; il se serait dit qu'Innocent n'hésiterait pas à lancer sur lui aussi les foudres de l'Eglise, et qu'alors le départ des princes teutschs ressemblerait à une défection. Il crut au zèle simulé des Italiens, auxquels pourtant toute domination teutsche était également odieuse, et paraît avoir été indifférent sur les services des princes teutschs (4). Il prêta même facilement l'oreille aux insinuations de ces mêmes Italiens : les grands seigneurs du pays l'obsédèrent, et sollicitèrent des investitures dans les pays que le pape considérait et voulait faire considérer comme appartenant à l'Eglise romaine. L'un pouvait en effet préférer la situation de vassal de l'empire à celle de vassal du siége apostolique, parce que, en cas de nécessité, il serait en état d'opposer l'épée aux ordres de l'empereur éloigné, tandis qu'en face de la puissance du pape il n'y avait d'autre parti que la soumission absolue. L'autre sollicitait l'investiture de l'aveu du pape, dans la vue de conserver le pays au saint-siége. Les autorités des villes dans l'enceinte ou dans le voisinage desquelles se trouvait l'empereur déclaraient hautement qu'elles désiraient rester attachées à l'empire, et rejetaient la suzeraineté du pape, en partie parce que le parti le plus prudent leur semblait être de témoigner leur dévoûment au puissant souverain dont les armes étaient sur leurs têtes, en partie aussi parce qu'ayant devant les yeux l'exemple des villes de Lombardie, elles espéraient acquérir plus facilement la liberté avec un roi étranger que sous la main d'un seigneur du pays du pape. Les villes éloignées, en Toscane, en Lombardie, sur les côtes comme dans l'intérieur, se montraient toutes, ou en très-grande partie, favorables à l'empereur. Otto les parcourut dans le printemps de l'année suivante, 1210, et se montra partout affable, gracieux et bienveillant. Se rappelant les leçons de son ancien protecteur, Innocent, il n'épargna ni les concessions, ni les promesses. Il gagna ainsi les villes, qui lui promirent volontiers des secours là où il en était bsoin. Enfin les savants jurisconsultes du pays ne restèrent pas en arrière : ces conseillers, professeurs ou écoliers des écoles de Bologne, avaient dans la tête les principes du droit romain par lesquels l'empereur Friedrich avait été fortifié dans ses malheureux projets, s'il n'y avait pas été entraîné. Ils attribuèrent à l'empereur tout le pays, la suzeraineté non-seulement sur tout l'héritage de Mathilde, mais encore sur la Pouille et la Calabre, sur les anciennes possessions de l'Eglise apostolique et sur Rome même; en sorte qu'il ne restait au pape que les affaires spirituelles, et que toute la domination temporelle devait passer à l'empereur. Alors on examina les titres sur lesquels le pape avait fondé ses prétentions, et l'on trouva peut-être que l'un de ces actes manquait d'authenticité, qu'un autre soulevait des doutes. Quant au serment qu'Otto avait prononcé, on vint encore à son aide sur ce point. Il avait juré, disait-on, comme un novice, sans connaissance de cause, et parce que, faute de ce serment, lui aurait été refusée la couronne impériale qui lui appartenait; en conséquence il n'était nullement tenu par ses paroles et par son serment.

De la sorte Otto se disait chaque jour avec plus d'assurance qu'il était dans son droit; et plus il lui venait de témoignages de la colère du pape sur sa conduite, plus sa résolution était forte de faire valoir son droit dans toute son étendue. Comme le pape avait coutume de parler de son devoir pontifical, il s'étendait à son tour sur ses obligations d'empereur : si le saint-siége ne le déliait pas du serment de son couronnement, il ne renoncerait de son côté à aucun pays, à aucun droit qui appartenait ou qui avait jamais appartenu à l'empire. Deux choses le fortifiaient dans ses vues et dans ses efforts : d'abord Otto se montrait toujours en pieux chrétien catholique, en partisan fidèle de l'Eglise universelle et de son chef suprême, et il offrit volontiers son bras pour étouffer les hérésies, qui dans ce temps paraissaient devenir toujours plus dangereuses. Il pouvait donc bien se persuader qu'il ne combattait nullement le saint-père, mais qu'il luttait pour l'empire. En second lieu, Otto trouva tant d'appui auprès des Italiens, qu'il put suivre ses projets avec vigueur, et que ses entreprises

réussirent, sinon en totalité, au moins en grande partie, jusqu'à l'automne de l'année 1210. Les pays qu'Innocent avait acquis ou dont il voulait se saisir étaient en la possession d'Otto; ils furent donnés en fief à des hommes qu'il tenait pour ses fidèles vassaux; et il s'était emparé aussi des possessions de l'Église autour de la ville éternelle, qui, depuis les temps anciens, étaient regardées comme le patrimoine de Saint-Pierre. Rome était par terre si complétement séparée du monde, que le pape ne pouvait envoyer de légats dans les pays chrétiens; que des étrangers qui se rendaient à Rome pour affaires, ou étaient poussés par un sentiment religieux au seuil de l'Apôtre, se voyaient forcés de retourner sur leurs pas. Les communications par mer avec Rome n'étaient pas sûres, parce que les Pisans avaient pris le parti de l'empereur. Otto se regarda donc comme tellement puissant, qu'il eut la pensée hardie de soumettre aussi le royaume de Sicile, dont le pape s'était proclamé illégalement le suzerain, et de ramener cette île sous le pouvoir de l'empire. Dans sa haine contre les Hohenstaufen, il voulut venger les outrages faits à son père, Heinrich le Lion, par l'empereur Friedrich Barberousse, sur le petit-fils de celui-ci, sur le jeune roi Friedrich de Sicile, pupille et protégé du pape, qui, maintenant âgé de 16 ans, avait pris en main les rênes du gouvernement. Le roi Friedrich était pour lui comme un aiguillon : il paraît qu'un noir pressentiment traversa son âme. Aussitôt après la mort de Philippe, il avait craint que Friedrich, le dernier Waiblingen, ne voulût faire valoir les prétentions auxquelles il semblait être autorisé par le serment que les princes teutschs avaient prêté à son nom lorsqu'il était enfant; et le pape, qui lui rappelait en certains cas le souvenir de Friedrich, avait eu beaucoup de peine à le tranquilliser. Au reste, quelques grands seigneurs de la Pouille et de la Calabre entretenaient avec lui des intelligences, et voulaient le pousser à la conquête du pays. Aussi Otto ne se fit pas scrupule d'envahir le royaume au commencement du mois de novembre; et, avant la fin de l'année, Capoue et Salerne, Monte-Cassino, Aversa et Naples, étaient en son pouvoir. La trahison, la lâcheté et la terreur le secondaient presque partout; il trouva rarement de la résistance.

Ces mouvements étranges, qui tenaient moins d'une grande passion que d'un audacieux esprit d'aventures, duraient déjà depuis plus d'un an, et Otto paraissait avoir complétement oublié la patrie, comme avait fait jadis Friedrich Ier. Le pape Innocent paraissait se tenir en face de lui comme un héros désarmé et enchaîné; mais en réalité le pontife considérait la conduite de l'empereur avec un étonnement mêlé de mépris. Il pouvait bien sentir sa poitrine se gonfler d'indignation et de colère; mais assurément il ne craignait pas que l'édifice entrepris par Otto fût jamais achevé et acquît de la solidité; il n'avait certes pas l'inquiétude que le siége apostolique subît des dommages considérables et permanents de ces orages passagers; mais parce qu'il avait soutenu, élevé lui-même l'homme qui maintenant osait le braver, parce que sa prudence devant le monde était devenue folie, son espérance s'était changée en honte, en voyant que ses prédictions avaient été tournées en dérision. Il considéra donc assez longtemps les événements en silence. Il paraît avoir regardé l'empereur comme un jeune homme qui, débarrassé pour la première fois de ses liens, dans le sentiment de sa liberté nouvelle, se livre à tous ses mouvements sans réflexion, sans prévoyance; et il attendit avec confiance son retour à la réflexion et à la prudence. Mais quand Otto alla plus loin; que, non content de la prise de possession des biens de Mathilde, non content du duché de Spolète, il réduisit sous son pouvoir l'ancien patrimoine de Saint-Pierre, et investit, pour ainsi dire, Rome de telle sorte, qu'il semblait vouloir se saisir même de la ville éternelle; alors il lui fit parvenir le conseil de s'arrêter dans ces criminels préludes, lui rappelant les bienfaits dont il avait à rendre grâces au saint-siége, et la reconnaissance qu'il avait promise, les obligations qu'il avait contractées sous serment, la sainteté et la puissance de l'Église, l'apôtre Pierre, Dieu et le fils de Dieu; l'avertissant enfin de prendre garde aux foudres du siége apostolique, dont les bénédictions l'avaient fait ce qu'il était. Otto reçut l'exhortation du pape, mais il n'en tint nul compte. Innocent jugea donc nécessaire de disposer les choses à l'avance, afin que, s'il prononçait l'anathème, ce ne fût pas comme un retentissement de vaines paroles. Il entra en alliance étroite avec le roi Friedrich de Sicile, ou plutôt il resserra les anciens liens qui l'unissaient à ce prince; il

travailla surtout dans la prévision de la défection ou de la conquête des provinces en deçà de la mer, afin que l'on ne s'effrayât pas et que l'on ne fût pas entraîné à une lâche soumission. Il se ligua également avec le roi Philippe de France ; car Philippe redoutait la puissance de l'empereur Otto; il y voyait des dangers pour la Normandie, qu'il avait arrachée au roi d'Angleterre, oncle d'Otto. Innocent pouvait compter sur lui contre l'empereur; mais il comptait bien plus sur les princes teutschs, d'abord sur les ecclésiastiques, puis sur beaucoup de séculiers : car il savait que la plupart avaient trafiqué de leur serment; qu'Otto n'avait été reconnu que par nécessité, et parce que lui-même avait mené les affaires de cet empereur; que la maison des Hohenstaufen avait encore beaucoup de partisans; qu'il ne serait donc pas difficile d'exciter au moins une nouvelle et grande division dans le Teutschland. Le départ d'une partie des princes qui avaient paru à Rome avec Otto, aussitôt après le premier désaccord entre lui et l'empereur, devait déjà lui donner comme des gages de cette attente. Lorsqu'Otto, repoussant toutes les représentations du pape, et restant sourd à l'appel de la justice et du devoir, entreprit l'attaque sur le royaume de Sicile, Innocent crut ne devoir pas hésiter plus longtemps : il prononça l'excommunication contre l'empereur.

Otto ne se laissa point embarrasser par l'anathème du saint-père ; il était en prospérité, et les circonstances étaient favorables. La malédiction lui paraissait comme des éclats de colère d'un prêtre offensé, qui retentiraient comme d'autres vains sons. Philippe, son adversaire, tant de princes teutschs, partisans de ce prince, avaient été frappés des foudres de l'Église, et la fortune leur était restée fidèle; lui-même, béni par le souverain pontife, avait été trahi et abandonné, mais l'excommunication était révoquée par le même homme qui l'avait prononcée. Il ne se détourna donc pas de sa route et ne se tint pas en repos. Durant l'hiver, il fut fêté à Capoue en triomphateur; au printemps de l'année 1211, il reprit les hostilités et les poussa vigoureusement là où il était nécessaire d'employer les armes. Mais le pape ne se reposait pas non plus; il fit de nouveau faire à l'empereur des offres qui témoignaient de son attachement à la paix. En même temps il répéta l'excommunication, en la fortifiant des circonstances les plus solennelles et les plus terribles, et l'étendit sur tous les complices, fauteurs et adhérents d'Otto. Il employa aussi tous les moyens dont il pouvait disposer pour faire connaître au monde chrétien, surtout aux Italiens et aux Teutschs, qu'il avait été contraint, et comment il l'avait été, à prononcer cet anathème contre l'ingrat, le perfide et criminel empereur. Les âmes honnêtes, tout près du théâtre des événements ou dans l'éloignement, voyaient avec terreur cet état de choses, et considéraient en tremblant l'abîme au bord duquel Otto paraissait chanceler. Il y eut aussi des partisans et des amis de sa maison qui, sans mettre en doute la sincérité de ses paroles de justice et de devoir, s'adressaient vivement à son cœur, pour le détourner de ses téméraires entreprises. Mais, enivré de ses succès, il n'écouta pas ces avertissements, et, sans regarder ni à droite ni à gauche, il se lança en de plus vastes projets. Dans le cours de l'été, il réduisit toute la Pouille en son pouvoir, ainsi que la plus grande partie de la Calabre, de sorte qu'il pouvait se considérer comme le souverain de tout le royaume en deçà de la mer. Il dirigeait toujours un regard d'une convoitise plus ardente sur l'île de Sicile elle-même. Il fit tous les préparatifs nécessaires pour y passer, et les Pisans mirent une flotte à sa disposition. Il doutait d'autant moins du succès de l'entreprise, qu'en Sicile même on le regardait comme assuré ; tout y était bouleversé. Plusieurs hauts barons de l'île, voulant se mettre au moins en sûreté, envoyèrent des messages secrets à l'empereur pour lui déclarer leur soumission, et lui promettre de seconder ses armes aussitôt que, par son apparition sur le sol de l'île, il les mettrait dans la possibilité de se détacher de son ennemi, leur roi Friedrich; les Sarrasins, établis encore sur le territoire sicilien, lui firent offrir aussi leurs bras et leurs épées. Ainsi Otto put bien se considérer comme seigneur de Sicile, et même rêver un avenir de grandeur et de puissance, tel qu'il ne s'en était pas encore ouvert devant aucun empereur de ses prédécesseurs. Mais ce brillant rêve fut de courte durée; Otto avait atteint le plus haut point de sa gloire. Dans le temps même où il s'imaginait avoir embrassé tant de puissance, où il voulait en saisir plus encore,

le ciel se chargea, les brillants horizons ouverts devant ses yeux disparurent dans la nuit et les sombres nuages, et, au bout de quelques mois, il se vit faible, abandonné, trahi, comme il l'avait été dans les premiers jours de sa carrière.

Depuis le départ de l'empereur pour l'Italie, il y avait eu sans doute dans le Teutschland des mouvements, de l'agitation de diverse nature, des efforts des villes pour se maintenir et s'accroître, des débats dans les évêchés à l'occasion de l'occupation des places vacantes, des guerres particulières entre certains princes, des brigandages exercés sur les grandes routes et sur les fleuves; mais il ne paraît pas que rien d'important ou de caractéristique se soit manifesté durant un temps assez long. Il régnait plutôt en général un repos, une sécurité telle, que les contemporains eux-mêmes s'étonnaient de cet ordre inaccoutumé (5). Les premières nouvelles d'Italie avaient apporté la joie, et justifiaient l'attente d'une heureuse issue du voyage de l'empereur. Il n'y a pas de doute sur ce point : si Otto, aussitôt après avoir été paré de la première couronne du monde, fût revenu dans le Teutschland, et eût ramené dans sa patrie la belle armée qui l'avait suivi au delà des Alpes, il aurait été reçu partout au bruit des acclamations.

Mais le retour de plusieurs princes qui avaient quitté l'empereur après le commencement de la querelle avec le pape, et regagné successivement le Teutschland en 1210, paraît avoir excité, suivant la situation et les dispositions des hommes, ici des inquiétudes, là des espérances, en général réveillé toute sorte de passions. Dès ce moment se manifesta une nouvelle discorde qui alla toujours croissant. Amis, ennemis, gens irrésolus, tous regardèrent autour d'eux, considérèrent leur position, et prirent des mesures afin de pouvoir mettre à profit les occasions, sinon pour l'empire, au moins pour leur ancien parti ou pour eux-mêmes. Au milieu de cette excitation, tomba, vraisemblablement au printemps de l'année 1211, l'excommunication du pape contre l'empereur Otto. En même temps, ou bientôt après, arrivèrent des lettres du pape aux princes teutschs, dans lesquelles ceux-ci étaient relevés du serment qu'ils avaient prêté à l'empereur Otto, et sommés d'élire un autre empereur. Il avait sans doute été pénible au pape de rejeter ainsi aux yeux des princes teutschs un homme qu'il avait recommandé, exalté pendant dix ans, pour l'élévation duquel il avait employé les mêmes moyens dont il usait maintenant pour le renverser: car il pouvait prévoir que l'aveu d'une méprise si profonde de sa part devait provoquer des rires insultants sur lui le successeur de l'Apôtre; il savait bien aussi que les jugements des hommes réfléchis sur ses débats avec Otto variaient beaucoup en Italie, et que la diversité ne serait pas moindre dans le Teutschland. Au reproche de violation du serment par lequel il avait promis au pape les pays et les droits que celui-ci réclamait, Otto avait opposé, non sans raison, un autre serment par lequel il était obligé à conserver et à réclamer tous les pays et les droits de l'empire. Innocent, au contraire, ne pouvait nullement repousser l'accusation d'avoir abusé artificieusement de la détresse et de l'ignorance du roi Otto, pour l'entraîner à renoncer à des pays pour lesquels les empereurs ses devanciers avaient lutté depuis un siècle avec les prédécesseurs du souverain pontife. La responsabilité du débat et de ses causes pouvait donc lui être attribuée. Toutefois il fut assez habile pour présenter la chose aux princes teutschs sous un autre aspect. Il ne parla pas de l'origine de la querelle; il ne prouva pas son droit à exiger du roi le serment en question; il invoqua seulement ce qu'il avait fait pour Otto, et le représenta comme un homme pervers qui payait tant de bienfaits par la plus noire ingratitude. Il s'était, disait-il, cruellement abusé sur cet homme; mais il avait aussi expié cette faute, et rendait grâces à Dieu de ce qu'Otto l'avait attaqué le premier, dévoilant ainsi toute la corruption de son âme : car, si l'empereur n'épargnait pas le souverain pontife, auquel, d'après ses propres aveux, il devait tout; s'il s'efforçait de l'outrager, de le flétrir de toute manière, les princes teutschs pouvaient se dire à l'avance ce qu'ils avaient à attendre d'un tel souverain, et se mettre à l'abri du danger qui les menaçait. Innocent alla plus loin encore, et leur recommanda le prince qu'ils devaient élire : c'était Friedrich, roi de Sicile, un Hohenstaufen (6)! Cette proposition était en contradiction manifeste avec les principes qu'Innocent avait hautement professés jusque-là, et qui lui défendaient de consentir à ce que le

roi héréditaire de Sicile, son vassal, réunit sur sa tête à la couronne de ce royaume celles du Teutschland et de Lombardie, en les surmontant encore du diadème impérial. Mais Innocent était serré de si près, qu'il ne tenait guère compte de dangers futurs et incertains, tout entier à la pensée d'échapper à ceux qui allaient fondre sur lui. D'ailleurs, d'après l'état des choses en Italie et dans le Teutschland, assurément, si le Welf Otto devait être renversé au moyen d'un rival, ce rival ne pouvait être qu'un Hohenstaufen. Enfin, pour changer aussitôt ses paroles en actes, Innocent nomma d'abord l'archevêque Sifrid de Mayence, puis aussi l'archevêque Albert de Magdebourg, pour ses légats dans le Teutschland; le premier destiné sans doute aux provinces méridionales, et l'autre à la partie du nord. Il avait eu occasion d'apprendre à connaître dans l'archevêque Sifrid l'esprit sacerdotal et les sentiments religieux, et savait bien que devant de telles vertus la faveur qu'Otto avait montrée à ce prélat tomberait dans un complet oubli. Quant à l'archevêque Albert, il n'avait adopté le parti d'Otto qu'à l'instigation du pape, et tout le clergé de Magdebourg était resté fidèle à Philippe de Hohenstaufen jusqu'à sa mort. Innocent pouvait donc croire que l'affaire était remise en bonnes mains; il ne s'était point abusé.

L'archevêque Sifrid convoqua quelques-uns des premiers princes de l'empire à une réunion à Bamberg. Un prétexte était fourni par l'affaire de l'évêque de Bamberg, soupçonné, comme on l'a déjà rappelé, de complicité dans le meurtre du roi Philippe. L'assemblée nombreuse se composait, pour la partie la plus grande, ou du moins la plus importante, de princes qui étaient allés en Italie avec l'empereur et en étaient revenus sans lui : on cita surtout le roi de Bohême, le landgraf de Thuringe, les ducs de Bavière et d'Autriche. L'archevêque proposa sans hésitation l'élection du roi de Sicile, Friedrich de Hohenstaufen. La proposition ne fut pas adoptée par l'assemblée, sans doute parce que la réunion était trop nombreuse, et qu'elle n'avait pas été préparée suffisamment; mais l'excommunication contre l'empereur fut proclamée par l'archevêque Sifrid, et l'ordre apostolique fut expédié à tous les archevêques du Teutschland de proclamer et de faire proclamer aussitôt l'excommunication dans les églises de leurs diocèses. Ensuite l'assemblée fut dissoute. Mais les princes, qui se concertaient ou qui s'étaient entendus déjà, parmi lesquels se trouvaient probablement les archevêques de Magdebourg et de Trèves, se réunirent de nouveau à Nurnberg. Là ils se déclarèrent détachés d'Otto, et ils élurent pour empereur le roi Friedrich de Sicile. En même temps ils nommèrent deux représentants, Heinrich de Nifen et Anselme de Justingen, pour se rendre à Rome et en Sicile, afin de faire connaître l'élection au pape et au roi Friedrich, et aussi d'inviter ce dernier à venir dans le Teutschland et à prendre possession de l'empire. Pour les frais du voyage on accorda aux députés mille cinq cents marcs d'argent, que l'on résolut de payer sur les revenus de l'empire.

Un vaste incendie embrasa de nouveau le Teutschland; les deux anciens partis des Waiblingen et des Welfs s'avancèrent encore l'un contre l'autre, le premier pour attiser le feu, le second pour l'éteindre. Là où les sentiments étaient pour les Waiblingen, l'excommunication contre Otto fut proclamée partout; si les Welfs l'emportaient, la publication ne se faisait pas; mais, comme par le passé, l'avantage se montra encore cette fois du côté des Hohenstaufen, d'autant plus naturellement que maintenant le pape s'y était jeté avec ses foudres et ses talents, de même que jadis il s'agitait pour les Welfs. En général, quoiqu'avec des exceptions, le Teutschland méridional se prononça pour Friedrich. Pourtant le jeune homme de dix-sept ans était entièrement inconnu; mais l'on espérait sans doute que, grâce à sa jeunesse et aux nécessités de son royaume héréditaire, il porterait le nom royal dans le Teutschland sans offenser personne, et qu'il chercherait à se maintenir au moyen d'une grande tolérance, de l'inaction, et à force de concessions et d'engagements. Les plus vives démonstrations en sa faveur se faisaient en Souabe, dans les anciennes possessions des Hohenstaufen. Ce n'était pas que les Souabes eussent pour lui de l'inclination, de l'amour ou de la confiance; mais ils haïssaient Otto, qui avait voulu ramener l'ordre parmi eux, au moyen de rigueurs et de châtiments insupportables à tous ceux qui s'imaginaient devoir vivre en chevaliers. La plus grande influence, dans ce pays, était exercée par les archevêques de Mayence et de Magdebourg. Pour Otto étaient son frère Heinrich,

palatin du Rhin, la plupart des princes dans le Teutschland méridional et la Lorraine; mais les Saxons des domaines de sa maison lui étaient seuls attachés de cœur. Ces gens restèrent fermes dans leur fidélité, quoique l'archevêque de Magdebourg prononçât l'excommunication contre quiconque donnerait encore le titre d'empereur à Otto, et employât tous les moyens pour les détacher du fils de Heinrich le Lion. Plus les partisans d'Otto reconnurent leur faiblesse, plus fortement ils crurent devoir employer les armes pour lui. En effet le palatin Heinrich, se concertant avec le duc de Brabant et beaucoup de seigneurs de Lorraine, dès l'automne de 1211 envahit l'archevêché de Mayence avec des troupes. L'archevêque Sifrid, incapable d'aucune résistance, n'attendant aucun secours, s'enfuit en Thuringe. L'archevêché fut mis à feu et à sang; les villes et les châteaux furent seuls épargnés, sans doute parce que l'on comptait sur les bourgeois, et que l'on n'avait pas le temps ni les moyens nécessaires pour enlever les forteresses. Le landgraf Hermann, auprès duquel Sifrid s'était réfugié, fut bientôt serré de très-près. A peine croyait-il avoir persuadé aux vassaux et aux seigneurs de Thuringe, à Naumbourg, de passer au parti de Friedrich; l'écuyer d'Otto, Gunzelin, dont la fidélité s'était manifestée en maintes occasions aux jours de danger, pénétra en Thuringe avec des troupes des domaines héréditaires de son maître, se saisit des villes royales de Nordhausen et Mulhausen, les fortifia de murs et de fossés, et de ces villes il alla promener au loin son épée, répandre l'argent et les promesses. Les seigneurs et les vassaux furent déterminés à renoncer à leur prince héréditaire, à se réunir aux Saxons, et, combinant leurs opérations avec ceux-ci, à saccager, dévaster les possessions patrimoniales du landgraf. Le provocateur et le fauteur de cette défection fut le comte Friedrich de Beichlingen, qui depuis deux ans avait reçu de grosses sommes d'argent du landgraf, et, en échange, s'était engagé solennellement à se tenir prêt à le suivre et à le secourir contre tout ennemi (7). Il ne resta plus au landgraf qu'à augmenter les ouvrages de ses forteresses, et à contempler tranquillement du haut de leurs murailles les dévastations qui étaient exercées sur son pays par ses fidèles courtisans et les amis de sa famille ligués avec les Saxons.

La nouvelle de ces mouvements dans le Teutschland parvint à l'empereur Otto au moment où il méditait de passer en Sicile et d'accomplir son œuvre. En même temps lui arrivèrent des nouvelles de Lombardie qui n'étaient pas plus favorables; car là éclatèrent des événements analogues à ceux du Teutschland. Le pape fit usage des mêmes moyens qui avaient été employés dans le Teutschland pour proclamer et mettre à exécution l'excommunication contre l'empereur; et là aussi ces moyens produisirent leur effet. Toute la Lombardie chancelait; nul ne se montrait hostile à Otto, mais la plupart devinrent douteux, incertains, ou indifférents; très-peu restèrent dévoués à l'empereur. Et comment, en de telles conjonctures, Otto aurait-il pu compter sur l'armée qui l'entourait, composée pour la plus grande partie d'Italiens? Il dut reconnaître qu'un long séjour dans l'Italie méridionale rendrait sa ruine inévitable. Il se mit donc en mouvement au mois de novembre, non sans laisser des exhortations, des prescriptions et des ordres, comme un roi à ses sujets. Les Lombards qui tenaient pour lui, le peu de Teutschs qui étaient restés encore à ses côtés, l'accompagnèrent; et, après son départ, dans l'Italie inférieure et l'Italie centrale, l'état des choses se rétablit comme il était avant son arrivée. De même que derrière un vaisseau s'efface le sillon qu'il avait tracé, de son apparition il ne resta rien que le souvenir. Sa première pensée paraît avoir été de se fortifier en Lombardie, de gagner les villes, de réunir, d'établir son autorité impériale. Peut-être se proposait-il aussi de combattre là, de désarmer, de détruire le roi Friedrich, dont le nom et la famille paraissaient devoir réveiller les plus affreux souvenirs parmi les Lombards; mais il dut bientôt reconnaître que c'était là une vaine pensée; tout s'était transformé depuis son arrivée, deux ans et demi auparavant. Alors on l'avait salué, lui le Welf, avec joie, avec espoir; maintenant il ne paraissait plus aux yeux de tous que l'homme de l'anathème, fuyant devant la malédiction divine. Avec tous ses efforts il ne saisit rien; ses négociations n'amenèrent aucun résultat; ses diètes publiques, réunies à grand'peine, ne produisirent aucun fruit. Bologne seule, où il se trouvait au commencement du mois de mai 1212, lui montra un vrai dévoûment. Milan, où il passa quinze jours, en

février, laissa voir des sentiments favorables; mais personne ne se rattacha à lui, ne grossit ses troupes. Il paraît que l'empereur lui-même s'aperçut, à toute sorte de signes, qu'il était dans un pays étranger. Dans la saison la plus rude de l'année il passa les Alpes, et au commencement du mois de mars il foula le sol de la patrie.

CHAPITRE XII.

L'EMPEREUR OTTO IV EN TEUTSCHLAND. — VOYAGE DE FRIEDRICH II EN TEUTSCHLAND. — SITUATION INCERTAINE D'OTTO ET DE FRIEDRICH EN FACE L'UN DE L'AUTRE.

De l'an 1212 à l'an 1214.

Le roi Otto avait quitté le Teutschland, ami et favori du pape, avec une grande et belle armée; l'empereur Otto regagnait la patrie avec une faible troupe, frappé de l'anathème de l'Eglise. A son départ, des vivat nombreux et bruyants le poursuivaient; à son retour, il fut reçu avec un sombre silence. Il paraît même que personne ne l'attendait. Son apparition provoqua fortement les esprits à l'espérance, à la crainte; amis et ennemis s'agitèrent. Dès le milieu du mois de mars il put tenir une diète publique à Francfort. Là parurent beaucoup de princes, soit par inclination, soit par curiosité. Les ecclésiastiques, au contraire, à l'exception de l'évêque de Halberstadt, s'abstinrent de venir, soit qu'ils craignissent l'excommunication, soit qu'ils jugeassent plus prudent de ne rien presser. L'on ne sait ce qui fut traité et résolu ; mais il paraîtrait qu'Otto déploya une autorité si imposante parmi les princes, qu'il n'existe pas de doute sur son triomphe. Le markgraf Thiéderich de Misnie et de Lusace conclut avec lui un traité solennel, dans lequel il promit sa fidèle assistance contre le pape, contre le roi de Bohême, le landgraf de Thuringe et toute espèce d'ennemis. L'empereur s'engagea, de son côté, à donner en fief le royaume de Bohême au neveu du markgraf, Wlatislav, à l'assister, à être pour lui un bon et gracieux seigneur (1); et même le duc Ludwig de Bavière, qui avait assisté aux assemblées de Bamberg et de Nurnberg, se réconcilia, par crainte sans doute, avec l'empereur, et contracta les mêmes obligations que le markgraf, mais sans obtenir autre chose que l'assurance de trouver dans Otto un bon et gracieux seigneur (2). Un mois après ces événements, les feudataires et les bourgeois de Trèves, mécontents de la faiblesse et de l'hésitation de leur archevêque Jean, se placèrent à Haguenau sous la protection spéciale de l'empereur, et promirent de lui garder fidélité en toutes circonstances. Toutes ces choses paraissent avoir conduit le duc Heinrich de Brabant à penser qu'il vaudrait mieux témoigner ses sentiments par des actes rapides que par des paroles, des promesses et des serments. Il envahit donc l'évêché de Liége avec des troupes. Le 3 du mois de mai, jour de l'Ascension, il attaqua la ville de Liége, et l'emporta d'assaut. Ses guerriers souillèrent leur victoire par le pillage, le meurtre, les sacriléges, et tous les excès possibles; mais, en échange, la veille de la même fête, l'archevêché de Cologne fut perdu pour l'empereur. Le vieux traître Adolphe s'en empara à force de fourberies et de mensonges, et sut pendant quelque temps conserver sa domination à l'aide des mêmes artifices par lesquels il l'avait reconquise. Après la mort de Bruno, l'archevêque Théoderich était parvenu au siége de Cologne; mais il s'était indignement conduit et avait attiré sur lui la haine des ecclésiastiques comme des laïques. Il était resté partisan d'Otto; en conséquence, le légat pontifical, Sifrid de Mayence, l'avait frappé d'excommunication. Mais, sans s'arrêter à cette condamnation, Théoderich avait continué ses fonctions sacerdotales. Adolphe sut mettre à profit ces circonstances. Il parut à Cologne, et annonça que Théoderich avait été déposé par le pape, et que lui-même avait été rappelé au siége archiépiscopal; il enjoignit donc que l'on n'eût à obéir qu'à lui seul. Les ecclésiastiques passèrent de son côté par haine contre Théoderich, et celui-ci se vit contraint de quitter l'église et la ville. Il alla d'abord trouver l'empereur Otto; et comme celui-ci ne pouvait l'aider, il se rendit à Rome. Mais, au milieu des orages qui grondaient de tous côtés, son affaire n'était que d'un intérêt secondaire pour le saint-père. Le spirituel devait céder au temporel.

Otto lui-même tint à la Pentecôte une grande diète à Nurnberg. Il exposa aux princes assem-

blés, parmi lesquels se trouvaient aussi quelques évêques, les véritables causes de la querelle entre lui et le pape; et s'il ne les convainquit pas tous qu'il n'avait pu agir autrement qu'il l'avait fait, il paraît pourtant que ses paroles ne rencontrèrent pas de contradicteurs : car le roi Ottokar, de l agrément des princes, fut déposé de son royaume, et l'investiture, par la remise de six bannières, fut donnée à un fils de son premier mariage, neveu du markgraf de Misnie, qui avait paru à Nurnberg avec quelques-uns des principaux seigneurs de la Bohême. En même temps la guerre fut résolue contre le landgraf Hermann de Thuringe. En outre, certaines grandes familles furent peut-être gagnées à l'empereur par des dispositions en vertu desquelles il accorda que l'ordre des chevaliers teutoniques pourrait acquérir des biens de toute nature dans le Teutschland par donation ou achat, et prit les possessions de l'ordre sous sa protection spéciale.

De Nurnberg, Otto se dirigea vers l'archevêché de Magdebourg, en traversant le pays du markgraf de Misnie; car, en attendant que du Teutschland méridional, de la Souabe et de la Bavière pussent se rassembler les troupes pour la guerre contre le landgraf de Thuringe, il voulait châtier l'archevêque Albert, qui s'était montré si prodigue d'anathèmes. En effet l'archevêché fut si cruellement dévasté, que ce dur proverbe fut réalisé : Un empereur Otto et un archevêque Albert avaient fondé l'évêché, un empereur Otto et un archevêque Albert l'ont détruit. L'archevêque essaya de faire tête à l'empereur l'épée à la main; mais il éprouva bientôt qu'il ne savait pas manier le glaive aussi bien que lancer l'anathème, et il subit de grandes pertes. Néanmoins Otto ne resta pas longtemps dans ces cantons; vers le temps de la moisson, il commença la guerre en Thuringe.

Sous les coups d'une grande machine à lancer des projectiles, appelée le bélier, et dont on n'avait pas encore fait usage dans le Teutschland, s'écroulèrent les murailles des deux forteresses du landgraf, Rotenberg et Salza (3). Otto se tourna plein d'assurance contre Weissensée, ayant à ses côtés le landgraf Thiéderich, comme lui-même s'était montré devant cette place huit ans auparavant auprès de Philippe. La ville ne devait pas se rendre bientôt; Otto ne put résister au désir de faire une visite à sa jeune épouse, maintenant âgée de quinze ans. Il quitta le camp et se rendit à Nordhausen, où se trouvait Béatrix. Ce fut là le commencement de ses revers. Il célébra le 7 août ses noces avec beaucoup de pompe et de magnificence; mais au bout de quatre jours la jeune épouse n'existait plus (4).

Cette mort fut un coup terrible pour Otto; par là fut rompu le lien qui lui avait rattaché la Souabe, patrimoine de Béatrix. Et, dans sa situation envers le pape et l'Église, comment ne se seraient pas élevés sur les causes de cette mort des soupçons qui, formés, grossis, répandus par la renommée, jetèrent ses amis dans le doute, et furent donnés comme traduction de la vérité, sincèrement ou perfidement, par ses ennemis? Les hommes même trop bons, trop pieux ou trop intelligents pour charger l'empereur d'une mort dont les tristes résultats pour lui frappaient les yeux les moins clairvoyants, restaient pourtant consternés de ce fait que la fille des Hohenstaufen, qui avait été considérée comme médiatrice entre deux partis ennemis, avait été saisie par la mort aussitôt après avoir reçu les embrassements du prince Welf. Ils ne pouvaient se défendre de voir dans ce mystérieux événement, s'ils étaient ennemis de l'empereur, un châtiment infligé par la main de Dieu, et, s'ils figuraient parmi ses adhérents, un sinistre présage. C'était une époque de ténèbres intellectuelles, de dissolution morale, d'incertitude religieuse. Une apparition étrange, en ces tristes jours, témoigne de l'excitation qui régnait alors dans tous les cantons du Teutschland. Des garçons de différents âges furent lancés comme par une main invisible, et se réunirent en troupes pour aller en Terre-Sainte et porter secours aux chrétiens. Des servantes, de jeunes filles, bientôt aussi des femmes et des vieillards, saisis du même vertige, grossirent la masse. Comme ils étaient ou se trouvaient, ils se mettaient en mouvement, quittant leur travail, jetant leurs outils. Sans armes, sans argent, sans provisions, ils partirent, et rien ne put les retenir, ni les représentations de leurs parents et de leurs maîtres, ni la parole de leurs prêtres. Un grand nombre périrent dans les Alpes par la faim, la fatigue et les maladies; beaucoup qui parvinrent en Italie eurent à supporter des insultes et des outrages, ou y trouvèrent une

mort misérable; à peine quelques-uns, quand le vertige fut passé, purent regagner leurs foyers. Il est vrai que les plaintes continuelles sur la souillure des saints lieux dans l'Orient, l'assurance des prêtres que les pieuses entreprises avaient échoué à cause des péchés des croisés, les appels incessants du pape Innocent, depuis quatre ans, à des croisades contre les hérétiques de la France méridionale, le blâme que cet abus de la croix pouvait trouver dans beaucoup d'hommes pieux et réfléchis; ces raisons et d'autres encore font comprendre peut-être jusqu'à un certain point le voyage des garçons et des filles. Mais le témoignage qui ressort de cette apparition ne perd pas son importance par cela seul qu'on cherche à l'expliquer. Dans un tel temps, la mort subite de l'impératrice Béatrix, au milieu de telles circonstances, dut faire une impression d'autant plus profonde que la cause de la mort était moins connue. Otto paraît avoir pleuré sa mort, mais avoir aussi gardé le silence.

Il revint dans le camp devant Weissensée, mais il trouva toutes choses autrement qu'il ne les avait quittées. L'armée avait perdu le courage et la discipline. Bientôt les Souabes se retirèrent, et les Bavarois suivirent; ceux qui demeurèrent montrèrent leur répugnance à combattre. Otto se vit contraint à lever le siége. Il se dirigea sur Erfurt. Là il reçut sans doute avis d'un nouveau danger imminent, car il quitta la Thuringe, et courut en Souabe, pour empêcher le roi Friedrich de Sicile d'entrer dans le Teutschland, ou du moins de s'y fortifier. Mais il avait négligé l'instant favorable; il était trop tard.

On a déjà raconté que les princes qui avaient prononcé à Bamberg la déposition d'Otto et l'élévation de Friedrich envoyèrent deux députés en Italie, pour informer le pape et appeler le roi. Les deux envoyés vinrent jusqu'à Vérone. Là s'arrêta Heinrich de Nisen, voulant travailler en Lombardie pour Friedrich. Anselme de Justingen alla plus loin. A force de peines et à travers mille dangers, il parvint jusqu'à Rome. A son apparition, une voix intérieure semble encore avoir averti le pape; devant son âme se dressèrent encore une fois les souvenirs de l'esprit et des tendances des Hohenstaufen, de leurs rapports avec le saint-siége, des principes qu'ils avaient professés autrefois; néanmoins il ne put reculer. Il n'hésita pas non plus, et pourtant il frémit à l'aspect de l'œuvre qu'il allait accomplir. Peut-être se tranquillisa-t-il par la pensée que la jeunesse de Friedrich laissait encore une complète incertitude sur ses dispositions futures, s'il ressemblerait à son père et à son aïeul; que l'on pourrait l'entraver, l'enchaîner, pour le rendre en tout cas inoffensif; qu'enfin l'avenir était couvert de nuages, et que l'homme ne se laissait guère déterminer que par les circonstances du présent. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'Innocent approuva l'élection, et travailla de tous ses efforts à faire reconnaître aussi Friedrich II comme empereur par les Romains (5).

L'envoyé partit pour Palerme, muni de lettres du pape adressées au roi Friedrich et à ses conseillers. Friedrich avait alors 17 ans; le monde ne savait rien de lui, et ne soupçonnait pas que dans ce corps si frêle habitait une âme ardente et impétueuse. Ce que l'on connaissait, c'est que son enfance s'était passée au milieu des circonstances les plus funestes, de dangers multipliés; que le pape Innocent avait étendu sur lui sa main protectrice, et avait autant que possible surveillé attentivement son éducation. L'amour du chant et de la musique, qui s'était développé de bonne heure en lui, qu'il garda même toute sa vie, dans la prospérité comme dans les revers, il le devait peut-être aux séductions des campagnes siciliennes, à l'aspect de la mer, à la vie pittoresque de la population mélangée du pays, et même à l'incertitude du sort qui avait plané sur ses premières années. L'amour des sciences, de l'érudition et de tous les travaux de l'esprit, il le devait aux soins du pape. Son éducation, l'activité du commerce et ses relations en Sicile, contribuèrent sans doute à lui donner la connaissance d'un grand nombre de langues, du latin, de l'allemand, du grec et de l'arabe. Ses cheveux roux le rendaient étranger dans le pays de sa naissance, et le ramenaient dans le Teutschland et à sa race. Au reste, par l'influence du pape, il était marié depuis plus de deux ans à Constantia, fille du roi Alfonse II d'Aragon, veuve du roi Emerich de Hongrie, qui était plus âgée que lui de douze années environ. Il était déjà père d'un fils nommé Heinrich.

Il paraît que dans l'âme de ce jeune homme l'offre des envoyés teutschs fit développer

aussitôt les germes des passions de sa race. Friedrich fut aussitôt prêt à s'élancer dans la carrière qui lui était ouverte, et qui lui promettait l'entrée dans un monde illimité d'exploits et de vengeances, de gloire et d'éclat, de domination et de puissance, de réédification et de fondation, dans un monde où il devait devenir le premier parmi les hommes. Son épouse tenta de le retenir, de le détourner de l'entreprise incertaine et dangereuse; tous les grands seigneurs de son royaume le dissuadèrent de l'œuvre téméraire; mais il rejeta les raisons, et dédaigna les prières. Après avoir pris les mesures, fait les préparatifs nécessaires, et nommé son épouse régente du royaume de Sicile, il s'embarqua le 18 du mois de mars, le dimanche des Rameaux, et débarqua à Gaëte. Il arriva le 17 avril à Rome. Durant son séjour en cette ville, il vécut avec le pape dans l'intimité la plus amicale. Innocent se montra prêt à le seconder de toute manière, Friedrich à faire toutes les promesses. Sans doute le jeune roi s'inclinait aussi devant l'esprit supérieur du pontife. Qui aurait pu troubler l'union? Vers la fin du mois, Friedrich se rendit, avec quatre bâtiments génois, d'Ostie à Gênes. Il aborda heureusement, et fut amicalement reçu; mais l'assistance des Génois s'épuisa dans cette réception. Il était difficile de dire ce qui devait arriver. Friedrich voulait aller dans le Teutschland, il ne pouvait s'y rendre que par la Lombardie; et, dans cette contrée, au nom de Hohenstaufen était attachée une malédiction qui remplissait toutes les nobles âmes d'une haine implacable.

Les Lombards étaient divisés par l'excommunication du pape et empêchés de se ranger dans le parti de l'empereur Otto; mais ils n'étaient pas néanmoins gagnés pour Friedrich de Hohenstaufen. Quelques princes, comme le marquis Azo d'Este, qui avait reçu de l'empereur Otto, son parent, assurément de l'agrément et peut-être sur le désir du pape, l'investiture de la Marche d'Ancône; le marquis de Montferrat, fidèle partisan des Hohenstaufen; le marquis de San-Bonifacio, qui avait volontiers servi les deux partis à la fois, vinrent à Friedrich, et se montrèrent prêts à le secourir; mais leurs services ne procuraient pas de forces imposantes. Des villes lombardes, deux seulement, Pavie et Crémone, inclinaient pour le roi Friedrich, mais par l'effet de leur vieille haine contre Milan, plutôt que par affection sincère pour le prince Hohenstaufen. Milan, au contraire, la reine des cités, encore toute pénétrée d'horribles souvenirs, et craignant les atrocités d'un Hohenstaufen, était résolue à lui barrer le passage par la Lombardie, et presque toutes les villes partageaient les sentiments de Milan. Friedrich demeura plus de deux mois à Gênes. Mille tentatives furent faites pour déterminer un changement, elles restèrent vaines. Enfin le roi se résolut à un audacieux essai, se confiant à la fortune, qui seule paraissait pouvoir venir à son aide. Le 15 de juillet il quitta Gênes, non pas en roi qui va prendre possession du trône d'un grand Etat, mais comme un fugitif qui veut échapper à ses persécuteurs. Suivi de quelques serviteurs, il traversa le comté de Montferrat, et au moyen d'un grand détour il gagna heureusement Pavie. Les Pavesans l'escortèrent sur la route de Crémone, tandis que les Crémonais venaient au-devant de lui pour le conduire plus loin. Cependant les troupes des Milanais s'avançaient. A leur approche, Friedrich quitta ses compagnons de Pavie, et s'enfuit, non sans audace et sans péril, en traversant la rivière de Lampro. Les Pavesans furent aussitôt attaqués par les Milanais furieux, et taillés en pièces; néanmoins Friedrich s'échappa heureusement vers Crémone. De là il fut escorté par les marquis d'Este et de San-Bonifacio, qui lui firent descendre la vallée de l'Adige. Mais à Trente il reconnut qu'il ne pourrait pas non plus gagner le Teutschland par ce chemin. Il se dirigea donc à gauche, et poursuivit sa route d'une manière presque inconcevable, par les montagnes les plus sauvages. La fortune lui resta fidèle. Il atteignit Chur, et obtint de l'évêque Arnold ce dont il avait besoin. L'abbé Ulrich de St-Gall se montra encore plus zélé pour lui. Grâce aux secours de ce religieux, le roi Friedrich fut en état de gagner Constance sans s'arrêter. Otto, partant de la Thuringe, accourut aussi vers cette ville, qui, à cause de sa situation, était de la plus haute importance. Il se trouvait déjà dans le voisinage; ses serviteurs arrivaient même dans Constance; mais Friedrich atteignit le premier la ville avec soixante cavaliers. Trois heures après, lui Otto arrivait avec deux cents chevaux. Les portes lui furent fermées; et, comme il tenta de se frayer l'entrée par la force, il fut vigoureusement repoussé et con-

traint à la retraite. Un mois ne s'était pas encore écoulé depuis le départ de Gênes de Friedrich.

Dans ce temps, on dit, trois heures de retard, et il eût été impossible au roi Friedrich de venir jamais dans le Teutschland (6); et ce n'était pas sans raison. Dans l'Allemannie, le monde des vassaux avait des dispositions hostiles à Otto, mais officiellement il se rattachait encore au nom de ce roi. Si Friedrich, s'arrêtant ou perdant trois heures, était arrivé plus tard qu'Otto et avait été repoussé de Constance, personne n'aurait osé se lever pour lui; les princes ecclésiastiques eux-mêmes, qui avaient favorisé ou rendu possible son arrivée, se seraient efforcés de racheter leur précipitation. Abandonné, trahi, Friedrich aurait à grand'peine traversé la Lombardie; probablement il aurait trouvé la mort, ou il serait tombé dans la captivité; assurément l'État teutsch et l'empire eussent été à jamais perdus pour lui. Mais maintenant qu'il avait fait reculer Otto, il se posait en vainqueur, et les aventures de son voyage téméraire paraissaient des exploits héroïques. Aussi seigneurs et vassaux, ecclésiastiques et séculiers, accoururent se ranger autour de lui. A Constance, il se vit déjà à la tête d'une petite armée, et cette armée se grossit dans sa marche rapide sur Bâle.

Parmi les princes qui se rangèrent alors sous sa bannière, se trouvait aussi le comte Rudolf de Habsbourg, aïeul de ce Rudolf qui, 60 ans plus tard, parvint à l'empire, et fonda la plus puissante maison du Teutschland avec autant d'intelligence que de bonheur. Le 24 septembre, Friedrich entra dans Bâle. A Constance il avait déjà commencé à récompenser, à satisfaire ceux qui antérieurement s'étaient déclarés pour lui, ou qui alors étaient passés de son côté, au moyen de biens, de priviléges et de libertés, et par des concessions de toute espèce. A Bâle il continua ce qui était commencé. Là il confirma au roi de Bohême la dignité royale, l'affranchit de toutes redevances envers l'empire, le dégagea de l'obligation de se rendre à d'autres diètes impériales qu'à celles qui seraient tenues à Nurnberg, Bamberg et Mersebourg, et lui conféra le droit d'investir les évêques de Prague et d'Olmutz; le tout sous deux conditions : qu'il solliciterait l'investiture auprès de l'empereur, et qu'il fournirait 300 cavaliers pour le voyage du couronnement à Rome. L'acte fut revêtu de la bulle d'or, et dans un second plusieurs châteaux encore furent concédés au roi. On agit avec d'autres comme avec Ottokar, suivant les circonstances. Déjà ces concessions étaient un puissant stimulant pour tous ceux qui ne s'étaient pas encore décidés. L'attrait fut encore fortifié par la manière dont Friedrich récompensait, donnait ou promettait; elle formait un contraste frappant avec celle d'Otto. Par ses brusqueries et la sécheresse de son langage, où l'on ne voyait qu'orgueil et dédain, Otto avait blessé tout le monde, hommes et femmes, grands et petits, prêtres et laïques. Friedrich, au contraire, était affable dans son maintien, poli et recherché dans ses discours, modeste, prévenant, aimable dans toute sa conduite. Il avait l'avantage d'une éducation supérieure, d'une culture d'esprit bien plus avancée, et gagnait ainsi les âmes des hommes qu'Otto avaient offensés.

Antérieurement Otto n'avait vu dans Friedrich qu'un jeune garçon sans expérience, sans goût pour la guerre. Dans le sentiment de sa force, de ses talents militaires et de ses exploits, il avait laissé tomber sur lui des expressions de dédain; car il avait pensé que dans le cas le plus malheureux ils en viendraient à un combat ordinaire, et là il se croyait sûr du triomphe. Mais ce qui se passa autour de lui n'était pas entré dans ses calculs. La défection était générale à mesure que le bruit de l'arrivée de Friedrich se répandait; il ne se sentait pas ferme sur le terrain où il se trouvait. De Constance, il s'était retiré à Meberlingen, pour observer de là où Friedrich se tournerait. Lorsque Friedrich descendit le Rhin en suivant la rive gauche, lui-même courut sur ce fleuve par la Forêt-Noire, afin de tenter encore d'arrêter la fortune merveilleuse de son ennemi. Il se posta dans Breisach; mais, à la nouvelle de l'approche de Friedrich, dans l'excitation générale, les bourgeois de Breisach prirent les armes, et tombèrent sur les soldats d'Otto avec une telle furie, qu'il lui fallut abandonner la place. Après cette expulsion, il ne restait plus à l'empereur qu'à retourner vers le Teutschland septentrional, dans ses États héréditaires; et la retraite même n'était pas sans difficultés. Otto ne paraît avoir échappé aux périls que grâce à l'escorte du markgraf de Baden.

Après le départ d'Otto, Friedrich fut considéré et reconnu dans toute la Souabe comme

le souverain du pays, et il fut même salué comme roi dans toutes les provinces sur le Rhin. Comme il continuait à descendre le fleuve, les princes et les seigneurs vinrent au-devant de lui, et les villes n'osèrent pas résister; les garnisons de quelques châteaux seulement eurent quelque scrupule de remettre aussitôt les ouvrages de défense qui leur avaient été confiés. En général, Friedrich se fit des amis en observant les procédés qui déjà lui avaient réussi. A Worms, d'après un accord avec le pape, il rétablit l'ancien évêque Lupold, et rendit à l'archevêque Sifrid de Mayence, jadis rival de Lupold, maintenant légat pontifical, tous les pays qui avaient appartenu à l'église de Mayence. En même temps il avait négocié avec Philippe-Auguste, roi des Français, dès l'abord adversaire d'Otto. A cet effet, il s'éloigna un peu de Worms pour s'approcher de la frontière de France. A Vaucouleurs il eut une entrevue avec Louis, fils du roi, dans laquelle fut conclue une alliance entre lui et Philippe-Auguste contre Otto, *le ci-devant empereur,* et contre le roi Jean d'Angleterre, oncle d'Otto. Cette ligue était ce que permettait la nature du système féodal; elle n'obligeait pas les parties contractantes à des secours mutuels ou à une lutte commune et bien concertée : elle n'imposait que la persistance dans l'hostilité; de sorte qu'une des parties ne pouvait faire la paix sans l'agrément de l'autre. Mais pourtant c'était une alliance qui amenait quelque chose de nouveau, et ouvrait la voie à une politique nationale. Après la conclusion du traité, Friedrich revint sur le Rhin, entra dans Mayence, y tint une diète brillante à la fête de l'apôtre André, et reçut le serment de fidélité de beaucoup de princes. Il en tint une autre encore de la même manière à Francfort, pour la fête de la Nativité du Christ, l'année suivante, 1213. Là parurent aussi le landgraf Hermann de Thuringe et le roi de Bohême. Philippe-Auguste, roi de France, avait promis au roi Friedrich, lors du traité de Vaucouleurs, 20,000 marcs d'argent pour gagner de nouveaux amis. L'argent était maintenant arrivé; aussi l'évêque de Spire, chancelier de Friedrich, demanda au roi où il le garderait. Friedrich répondit qu'il ne fallait garder ni cet argent ni d'autre, qu'on devait le distribuer parmi les princes de l'empire. Une telle libéralité, qu'Otto, par nécessité ou par principe, n'avait jamais montrée, plut beaucoup aux grands seigneurs; il n'est donc pas étonnant que dès lors les ducs de Zæringen et d'Autriche n'aient pas tardé non plus à montrer un grand zèle pour la cause de ce roi. D'ailleurs, durant ces événements moins grands qu'étranges, le pape Innocent n'avait pas cessé de travailler contre Otto, et de seconder la cause de Friedrich. De la même manière qu'il s'était efforcé jadis de maintenir et d'élever le Welf Otto, par les mêmes moyens dont il avait fait usage pour essayer de renverser le Waiblingen Philippe, il chercha maintenant à pousser à l'empire le Waiblingen Friedrich, et à détruire le Welf Otto.

Cependant l'empereur Otto se trouvait maintenant dans le Teutschland septentrional, où il s'était rendu après son départ de Breisach. Il y fut reçu avec l'ancienne fidélité de ses partisans, et s'efforça seulement de les affermir dans ces sentiments. Dès l'année 1212, son frère Guillaume de Lunebourg, qui était toujours resté fermement attaché à son parti et avait agi habilement à son profit, était mort, laissant un fils mineur appelé Otto. Néanmoins, en dépit de tous les efforts de l'archevêque Albert de Magdebourg, il était parvenu à maintenir sous son autorité presque tout le pays du nord en deçà de la domination danoise, depuis le markgraviat de Brandebourg jusqu'au duché de Brabant. Les deux évêques Hugo de Liége et Otto de Munster avaient renoncé à leur foi, et s'étaient déclarés pour le pape et pour Friedrich son protégé; peut-être le comte de Gueldres imita leur exemple. Le duc de Brabant, comme on l'a remarqué plus haut, avait commencé dès l'année précédente la lutte contre l'évêque Hugo; il l'avait châtié, mais sans le dompter. Dans l'année 1213, la guerre se poursuivit non sans de nouvelles complications, jusqu'à ce qu'enfin, le 13 octobre, près de Staps, dans le voisinage de Muntenaken, l'on en vint à un combat acharné. Il paraît que l'évêque, avec peu de soldats, y lutta contre des ennemis bien plus nombreux, et néanmoins il remporta une grande et belle victoire. Il est certain que le duc subit une honteuse défaite, parce que, dédaignant le prélat et ses gens, il s'était lancé contre eux sans aucune prudence. L'évêque et les partisans du pape considérèrent le résultat de l'action comme une décision de Dieu pour la bonne cause. Les

bourgeois de la ville et les feudataires du siége ne partagèrent pas le sentiment de l'évêque, et tinrent toujours pour l'empereur Otto. Ils désiraient s'affranchir de leur seigneur, afin de ne point expier, de la part de l'empereur ou de ses adhérents, une faute qu'ils n'avaient pas commise. L'évêque, s'étant rendu à Cologne, fut saisi par des partisans de l'empereur, et livré à ce monarque. On le transporta captif à Werden; mais l'évêché de Munster fut frappé d'interdit par l'archevêque Sifrid de Mayence.

L'empereur espérait probablement que Friedrich s'avancerait avec des troupes sur la Saxe, afin de faire décider par les armes qui désormais posséderait l'empire. Il paraît s'être préparé à une telle attaque, et en avoir attendu l'issue avec confiance; mais Friedrich, inexpérimenté dans la guerre, qui n'avait pour lui ni l'onction ni le couronnement, et ne mettait peut-être pas une grande confiance dans les Teutschs, parmi lesquels il était comme un étranger, et sachant bien que jusqu'alors il avait acheté ses partisans, Friedrich semble avoir regardé une telle marche comme trop hasardée. Durant la première moitié de l'année, il parcourut le Teutschland méridional, et chercha, toujours par les mêmes procédés, à grossir le nombre de ses partisans, ou à les attacher plus fortement à sa cause. Mais, au commencement du mois de juillet, il tint une diète à Eger : là il fit rédiger un acte qui fut souscrit par tous les princes présents comme témoins, et revêtu de la bulle d'or, dans lequel il prenait envers le pape Innocent, *son protecteur, son conseiller, son soutien*, et envers ses successeurs, les mêmes engagements en substance qu'Otto avait été obligé de contracter dans l'acte de Spire. Après cette diète, il poursuivit ses courses dans l'empire, étendant peu à peu le cercle, et parvint jusqu'en Thuringe. Il se livra à ces sortes d'opérations, non-seulement dans le cours de cette année, mais encore pendant la plus grande partie de la suivante, 1214. Son plus long séjour fut dans la Souabe, dans les domaines de sa maison, et rien n'annonçait l'intention d'une irruption en Saxe. Nos relations sont trop pauvres pour que nous puissions prononcer un jugement avec assurance; mais ces retards, ces lenteurs sont doublement inconcevables de la part d'un jeune prince qui s'était lancé dans la carrière avec une grande audace, et dans l'intention bien déclarée de gagner un royaume. L'on peut à peine se défendre de penser que la première ardeur des princes teutschs pour Friedrich avait commencé à se refroidir. Si l'on hésite à dire que sa cause avait commencé à décliner, du moins l'on peut soutenir qu'elle ne faisait plus de progrès. Il était en face de l'empereur Otto inactif, à peu près dans la même attitude que son oncle Philippe avait observée longtemps à l'égard de ce même rival. Mais l'inaction de Philippe s'expliquait; il était retenu, enchaîné par l'excommunication, effrayé par la couronne consacrée sur la tête d'Otto. Maintenant, au contraire, l'anathème pesait sur Otto; Friedrich était chargé des bénédictions de l'Eglise, et il était aussi assuré de la couronne du Teutschland que du diadème impérial, pourvu seulement qu'il conquît Aix-la-Chapelle, ce qu'il n'essayait pas. Il faut donc que d'autres empêchements aient surgi pour le forcer à laisser l'empereur agir en liberté. Mais quoi! Friedrich s'était-il aperçu que la source de ses faveurs n'était pas inépuisable, et avait-il mis des bornes à sa libéralité? ou bien les princes teutschs remarquèrent-ils ce qu'ils n'avaient pas vu dans le premier entraînement, que Friedrich n'était pas un homme, mais un adolescent dépourvu d'expérience, entièrement étranger aux mœurs et aux manières du Teutschland? Peut-être aussi ces deux circonstances agirent-elles en même temps? Une troisième put bien s'y ajouter, laquelle aurait suffi à elle seule pour donner matière à réfléchir à certains seigneurs, les jeter dans l'incertitude, et les avertir de se tenir sur leurs gardes. Dans le Teutschland se répandit le bruit, provoqué peut-être par la calomnie depuis la naissance du roi, que Friedrich n'était pas le fils de l'empereur Heinrich, mais un enfant supposé. Ce bruit pouvait bien être fondé sur la nature du mariage de Heinrich VI, sur la longue stérilité de l'impératrice Costanza, sur son âge (7) et son état physique. Et quoique l'aspect de Friedrich semblât annoncer pour beaucoup de gens une descendance noble, élevée, et que cette preuve eût assez de puissance à leurs yeux pour repousser tous les propos de la haine ou de la calomnie (8), néanmoins certains hommes purent bien embrasser la résolution au moins de ne pas agir de leur personne pour élever sur le trône antique de l'empire germanique un jeune homme étranger,

signalé comme le fruit d'une supercherie, mais de préférer le certain à l'incertain, et d'attendre une décision plus haute.

D'un autre côté, Otto ne fit pas non plus usage des moyens qui étaient à sa disposition pour abattre le roi Friedrich ou ses partisans; l'archevêque de Magdebourg dut éprouver la force de ses armes. Il est possible qu'après les grands revers par lui subis, il soit retombé dans son ancienne indolence; il est possible encore qu'il ait cru devoir épargner les ressources de ses domaines héréditaires, dont il était sûr en toutes circonstances, et que ses autres partisans n'aient pas été disposés à des opérations militaires dans le Teutschland méridional; mais il est à peine douteux que la position de Friedrich ait exercé une grande influence sur la conduite d'Otto. Il voyait les difficultés croissantes de la situation de ce prince, il observait l'éloignement chaque jour plus fort des esprits; il pouvait donc être sans inquiétude pour la sûreté de la Saxe, et se flatter que Friedrich, s'apercevant du déclin de ses affaires, chercherait de lui-même à retourner d'où il était venu. Si au contraire il envahissait le Teutschland méridional avec une armée, il était à craindre que les princes, jusqu'alors peu disposés à combattre pour Friedrich, ne prissent pourtant les armes contre lui Otto, et que de la sorte il ne s'engageât dans une lutte dangereuse dont personne n'aurait à se féliciter, sinon Friedrich. Cette hypothèse est d'autant plus vraisemblable, qu'elle contribue fortement à expliquer la nouvelle entreprise dans laquelle il se lança cette année contre le roi de France, et qui, toute justifiable qu'elle soit d'ailleurs, eut pour lui les plus funestes conséquences.

CHAPITRE XIII.

ALLIANCE D'OTTO CONTRE LE ROI PHILIPPE-AUGUSTE. — BATAILLE DE BOVINES. — COURONNEMENT DE FRIEDRICH II ET MORT D'OTTO IV.

De l'an 1214 à l'an 1218.

Dix ans auparavant, Philippe-Auguste avait arraché au lâche, au voluptueux et cruel roi Jean d'Angleterre, oncle de l'empereur, la Normandie, la possession la plus importante de ce prince en France. Toutes les tentatives pour reconquérir cette province avaient échoué, en partie à cause des rapports hostiles de Jean avec le pape Innocent, mais surtout par les fautes et l'inconstance de ce roi désordonné. Elles n'avaient servi qu'à faire tomber au pouvoir du roi Philippe les autres possessions des Anglais en France, au nord de la Loire. Philippe-Auguste put donc considérer ses conquêtes, particulièrement la Normandie, comme assurées à son trône, et par là il avait pour ainsi dire doublé sa puissance. Mais, par sa résistance contre les empiétements du pape, par ses encouragements donnés à l'activité intellectuelle et aux sciences dans les écoles supérieures de Paris, par des embellissements et des constructions d'édifices publics, par de meilleures institutions dans son royaume, Philippe était parvenu à un degré de pouvoir dont aucun roi avant lui ne s'était glorifié. Il était aussi habile que résolu dans l'usage qu'il en faisait pour augmenter son autorité royale. Les grands vassaux du royaume, jusqu'alors les égaux plutôt que les sujets du roi, commencèrent à craindre, non sans raison, que Philippe ne se proposât de les rabaisser au rang de lieutenants royaux, d'officiers de la couronne soumis à ses ordres. Le comte Raynaud de Boulogne montra d'une manière éclatante combien une telle inquiétude soulevait les orgueilleux seigneurs. Plutôt que de comparaître devant la justice à cause d'hostilités exercées contre l'évêque Philippe de Beauvais, parent du roi, et, en attendant la sentence, de remettre ses forteresses au roi, il renonça aux cinq comtés qu'il tenait en fief du roi, et quitta le royaume. Ses sentiments étaient partagés par la plupart des grands seigneurs. De là, bien des manœuvres pour contraindre le roi à renoncer à ses innovations et à s'en tenir au bon vieux droit. Les Normands se sentaient humiliés d'être soumis aux Français, qui avaient si souvent été vaincus par leurs ancêtres. Ils tenaient à l'Angleterre, qui avait été conquise aussi par leurs pères, dans laquelle vivaient leurs parents, qui avait un roi issu des Normands. Les princes teutschs en Belgique étaient tout prêts à prêter leur assistance, parce qu'ils ne voyaient de sûreté pour eux que dans la continuation de l'ancien état de choses en France. Les plus grands secours enfin étaient attendus du roi Jean, auquel il devait si fort

importer d'affaiblir le roi de France, pour conserver ce qu'il possédait encore au midi de la Loire, pour regagner ce qu'il avait perdu dans le nord. Cependant Philippe ne paraît pas s'être beaucoup inquiété de toutes ces manœuvres secrètes. Bientôt les choses prirent une tournure qui devait faire tout oublier. Le roi Jean fut frappé d'excommunication par le pape, qui mit l'Angleterre en interdit. Afin de donner une force exécutoire à sa sentence, le pape fit inviter, par son légat le cardinal Pandolf, le roi Philippe-Auguste à débarquer en Angleterre, à renverser du trône le roi Jean, et à prendre possession du royaume pour lui-même et pour ses descendants. Beaucoup d'ecclésiastiques expulsés d'Angleterre appuyèrent cette offre. Aussitôt Philippe-Auguste cria aux armes, et personne n'osa s'opposer à cette entreprise; car Philippe la représentait comme une œuvre pieuse pour le salut de l'Église. Le comte Ferrand de Flandre seul déclara la guerre injuste et refusa d'y prendre part. Au printemps de l'année 1213, une grande armée était réunie à Boulogne; une flotte était prête à la transporter. De l'autre côté du détroit, à Douvres, le roi Jean avait rassemblé des forces considérables, quoiqu'il n'inspirât pas de confiance. Mais dans ce moment, alors qu'une grande décision paraissait proche, l'adroit légat du pape indiqua au roi proscrit d'Angleterre le moyen d'échapper à un si grand danger. D'après son conseil, Jean remit son royaume au pape en pur don, et le reçut ensuite en fief du siége apostolique. Alors le légat défendit au roi de France de débarquer en Angleterre : ce qui avait été un mérite auparavant deviendrait maintenant un crime. Philippe fut confondu; néanmoins il se consola, parce qu'il pouvait employer les forces qu'il avait réunies à écraser le comte de Flandre. Il parvint facilement à déterminer les vassaux à la conquête de la Flandre : car ce pays lui était odieux, ainsi qu'aux grands vassaux, comme jadis les villes de Lombardie avaient été des objets de haine pour l'empereur Friedrich et pour les vassaux du Teutschland et d'Italie; il n'excitait pas moins sa convoitise que l'ardeur de pillage des barons. La Flandre était alors le plus riche pays du monde chrétien; les villes de Dam et de Bruges, Gand et Ypres, Gravelines et Cassel, Courtrai, Douai et Lille, signalées depuis longtemps par l'adresse et l'habileté de leurs artisans, mettant à profit la situation du pays et le zèle des comtes pour les croisades, étaient parvenues à se former en communes, et, par leur loyauté, leur ardeur, leur économie, par toutes leurs vertus civiques, elles avaient poussé leur commerce et leur industrie à un degré de prospérité digne d'admiration. Nulle part on ne trouvait d'aussi beaux tissus, d'aussi riches dessins. Le monde élégant s'habillait avec des étoffes de Flandre. Une branche d'affaires en avait produit une autre, de sorte que les manufactures et les fabriques de toute espèce couvraient le pays et l'enrichissaient. Les comtes, d'abord spectateurs de ce mouvement, l'avaient ensuite favorisé. Rarement ils y mirent des entraves; car la riche bourgeoisie se soumettait volontiers à l'ordre, conservait sa fidélité et ouvrait aux princes d'abondantes sources de revenus. Mais la richesse des villes et le sentiment de la capacité et de la loyauté avaient aussi enfanté dans les bourgeois une certaine hauteur qui était considérée par les chevaliers et les seigneurs comme de l'outrecuidance et de l'égarement, parce qu'elle n'était pas disposée à se courber devant eux. De là des rancunes. L'armée de chevaliers du roi de France, excitée par les mêmes jalousies, courait volontiers à la dévastation et au pillage. Philippe força la frontière, conquit, pilla, renversa. Le roi Jean ne put venir avec toutes ses forces au secours du comte Ferrand, parce que ses barons étaient opposés à une telle entreprise; mais une flotte anglaise, conduite par le comte Raynaud de Boulogne, dont il a déjà été question, et par le comte Guillaume de Salisbury, fut assez heureuse pour enlever ou détruire en grande partie la flotte française, et causer ainsi au roi Philippe un immense dommage. Cette perte l'enflamma du désir de la vengeance, et la Flandre eut à supporter des maux affreux. Le comte résolut de tout tenter avec ses fidèles vassaux et les dignes bourgeois de ses villes, et en même temps d'employer les plus grands efforts pour amener une ligue contre le roi de France.

L'empereur Otto n'était jamais resté étranger aux relations mutuelles de l'Angleterre et de la France. La cour d'Angleterre avait été son refuge dans ses jours de détresse; dans sa jeunesse, il avait été investi par son oncle Richard du gouvernement d'une possession anglaise en France, et ce monarque avait secondé

de tous ses efforts son élévation au trône des Teutschs. Le roi Jean, frère de Richard, avait moins fait pour lui; cependant des secours d'argent lui étaient venus de ce côté, et, lorsqu'il avait été réduit aux dernières extrémités, abandonné de tous ses partisans, Jean l'avait reçu, honoré, fêté comme le premier prince de la chrétienté. Philippe-Auguste, au contraire, paraît l'avoir offensé personnellement; il est certain qu'il avait cherché par tous les moyens à empêcher son élection et son élévation au trône impérial. Quand le pape prononça l'excommunication contre lui, Philippe-Auguste avait aussitôt excité les princes teutschs à l'élection d'un autre roi, ou à la reconnaissance du jeune Friedrich, et les décisions de Bamberg et de Nurnberg avaient été prises sous son influence; enfin le même Philippe-Auguste, dès l'arrivée de Friedrich dans le Teutschland, s'était hâté de conclure à Vaucouleurs une ligue avec lui contre Otto et contre son oncle le roi Jean; de sorte que le pape, Philippe-Auguste et Friedrich ne formaient pour ainsi dire qu'une seule puissance. Il est donc à présumer que depuis longtemps Otto nourrissait une haine profonde contre le roi de France: car non-seulement il avait promis, sept ans auparavant, à l'époque de ses plus grands embarras, des secours à son oncle contre Philippe-Auguste, mais encore, au temps de sa prospérité, pendant son séjour en Italie, il aurait prononcé des paroles de menace contre lui.

Il est probable encore que tout récemment, quand Philippe-Auguste, se faisant l'instrument du pape, armait, sous le manteau de la religion, pour renverser l'oncle d'Otto du trône, et quand Jean, pour se maintenir, fut réduit à se faire feudataire du siége apostolique, cette haine éclata en une passion furieuse (1). Maintenant, vers le commencement de l'année 1214, Otto se trouvait dans les provinces du bas Rhin, où le nombre de ses partisans était grand. Il châtia le comte de Gueldre, qui ne lui avait pas encore promis fidélité ou qui ne l'avait pas conservée. Ensuite il se rendit auprès du duc Heinrich de Brabant, qui, depuis son retour d'Italie, avait combattu et souffert pour lui. Il épousa Marie, fille de ce prince, avec laquelle il avait déjà été fiancé avant son premier mariage. Mais là aussi il fut témoin de l'irritation générale contre le roi de France, et recueillit peut-être en même temps des bruits exagérés sur les mauvaises dispositions des Français eux-mêmes. Le comte de Flandre, fier de la multitude armée qui garnissait ses villes, poussait à la guerre; le comte de Boulogne soufflait le feu partout; le roi d'Angleterre, revenu de son effroi, avait déjà débarqué une force imposante à la Rochelle, et des vassaux nombreux s'étaient rangés autour de lui; d'autres troupes étaient prêtes à marcher vers la Flandre; enfin la plupart des princes, entre la frontière de France et le Rhin, appelaient la guerre de leurs vœux, et aspiraient à combattre pour la vengeance et leur sécurité. Aussi de tous côtés on pressa Otto de prendre part à une lutte dont l'issue ne pouvait être douteuse. Ce n'était pas la force de laquelle disposait Otto que l'on désirait obtenir, car cette force n'était pas considérable; mais c'était le chef expérimenté que l'on cherchait à gagner, c'était l'aigle impériale que l'on voulait voir déployant ses ailes sur les bannières; on espérait en outre opérer par lui une union plus intime, étouffer de petites passions qui éclataient facilement dans cette masse confuse, à cause de la diversité des langues, des mœurs, et de l'opposition des vues. Otto sentit probablement que le moment était venu de tenir parole à son oncle. Il savait que pour ses domaines héréditaires, pour le Teutschland du nord, il n'y avait rien à craindre de la part de Friedrich; il était d'ailleurs convaincu que ce Friedrich ne se maintenait que par son union avec Philippe-Auguste, et que ce n'étaient pas les anathèmes du pape qui empêcheraient les princes teutschs de l'abandonner. Il crut donc que Friedrich et son protecteur le pape seraient abattus avec le roi de France; que par la guerre contre Philippe-Auguste il gagnerait l'empire et la couronne, sans affliger le Teutschland par une guerre civile; enfin sa haine emportée contre le roi de France put le disposer à une guerre qu'il n'aurait peut-être pas désirée si vivement sans cette passion malheureuse. Il entra dans la grande ligue, non pas légèrement, ni par l'effet d'un caprice ou gagné par l'argent d'Angleterre, non pour courir des aventures chevaleresques, non pas non plus par désespoir du triomphe de sa propre cause, mais par des motifs dont on aurait reconnu généralement la force, si la fortune l'avait favorisé. Mais le sort lui fut contraire.

Nous sommes mal informés de la marche des

choses. Après une lutte acharnée, l'armée française remporta une victoire éclatante; personne ne peut lui contester cet honneur. Les confédérés furent battus, et l'empereur Otto, après une résistance héroïque, dompté par un destin implacable, dut se résigner à tourner le dos à l'ennemi. Il est impossible de dissimuler cet affront. Mais là aussi est exprimée la vérité tout entière; le reste est incertain. Les écrivains teutschs glissent sur les conséquences de ces cruels événements, comme s'il ne s'agissait que de faits ordinaires. Les Français, au contraire, ont transformé la vérité en fiction, et se sont efforcés de donner de grandes proportions aux choses vulgaires. On poursuivait trois espèces de buts : Philippe-Auguste, signalé par de grandes qualités royales, réconcilié enfin avec son peuple au moyen de sa réunion avec Ingeburg, épouse repoussée pendant 17 ans, devait être fêté; le sentiment national devait être échauffé dans tous les habitants de la France; l'Église enfin devait être glorifiée, et le monde devait contempler la puissance écrasante de l'anathème religieux. Philippe-Auguste avait dans sa suite un chapelain, Guillaume le Breton, distingué par son esprit et ses connaissances. Ce Guillaume a chanté son maître Philippe-Auguste, et en particulier les événements de cette guerre, de la lutte d'un roi orthodoxe contre des vassaux rebelles rejetés de l'Église, contre d'odieux ennemis, contre un empereur maudit par la puissance apostolique; et pour la gloire de Philippe, pour l'honneur de la France et l'exaltation de l'Église, il a répandu sur ses tableaux les plus brillantes couleurs qu'il pouvait rassembler (2). Il a donc peint les dangers de la France et de l'Église comme inouïs, les projets d'Otto et de ses alliés comme monstrueusement criminels, et leur puissance comme immense. Sous son pinceau, au contraire, le roi de France devint un héros pieux, et tous les Français de noms connus sont des modèles de fidélité et de vertu. Mais le même Guillaume, comme s'il voulait nous mettre sur nos gardes a aussi décrit les mêmes événements d'un style historique, montrant par là que ses fictions ne devaient pas être tenues pour la vérité. Toutefois il a donné lieu à défigurer l'histoire; il sera d'autant plus nécessaire de se tenir aux généralités qui paraissent n'être soumises à aucun doute.

Au commencement du mois de juillet, quand le roi Jean eut renoncé lâchement à ses conquêtes, et se fut enfui tout éperdu devant les faibles troupes que Louis, fils de Philippe, avait menées contre lui, les deux armées opposées se réunirent sur la frontière de Flandre. Elles étaient à peu près égales en nombre; probablement ni l'une ni l'autre ne comptait 30,000 hommes en état de combattre, cavaliers et fantassins. Autour d'Otto s'était rangée une troupe de ses fidèles Saxons. De Westphalie aussi quelques comtes et seigneurs étaient venus à son secours, entre autres les comtes Otto de Teklenbourg et Kunrad de Dortmund. Les princes des Pays-Bas conduisaient leurs feudataires, chevaliers et cavaliers. Le comte Ferrand de Flandre avait aussi tiré des villes des bataillons qui l'avaient suivi d'autant plus volontiers qu'ils avaient une grande vengeance à exercer et des biens considérables à sauver. Autour de lui et du comte de Boulogne s'étaient rangés aussi quelques vassaux français qui, comme voisins et amis, partageaient leurs sentiments. Enfin le comte Guillaume de Salisbury était débarqué avec des troupes anglaises, dont on ne peut pas plus préciser la force que celle de toute l'armée. Toutefois il est certain que les auxiliaires anglais, pour la plupart, étaient des mercenaires. L'armée française était composée des vassaux des terres de la couronne, dont faisait partie présentement la Normandie; des grands vassaux avec leur suite, et du contingent de quinze villes érigées en communes, lequel était à pied, comme on en voyait dans l'armée des alliés. L'armée du roi de France avait sur celle des confédérés deux avantages que rien ne pouvait compenser. D'abord elle comptait dans ses rangs des prêtres, des évêques avec leurs vassaux prêts à combattre, et d'autres serviteurs de l'Église pour remplir les fonctions du culte divin; au contraire, tous les ecclésiastiques s'étaient tenus éloignés de l'armée des alliés. Secondement, les Français, quelque divisés qu'ils fussent d'ailleurs, et quelle que fût l'hostilité de leurs sentiments à l'égard du roi, étaient pénétrés de l'idée que les étrangers ne devaient pas fouler le sol de la France, et ils étaient animés de cette pensée comme un seul homme. Dans l'armée des alliés, la diversité de langues rendait l'accord difficile; pour la plupart l'empereur était un prince étranger, et chacun suivait ses vues personnelles.

L'armée confédérée s'avança jusqu'à Valenciennes, sans doute pour marcher sur Péronne, où les Français s'étaient rassemblés. Cependant Philippe-Auguste s'était détaché sur la droite, et avait pénétré au nord dans la Frandre, dévastant tout autour de lui. Il s'empara de Doornick. A cette nouvelle, l'armée alliée se détourna pour suivre les Français. Elle arriva dans le voisinage de Doornick, jusqu'au château de Mortain. Philippe-Auguste jugea convenable de ne pas attaquer, et de ne pas non plus attendre l'attaque, mais de se retirer. Le dimanche 27 de juillet, il voulut marcher sur Lille. Il lui fallut passer la Marque, sur laquelle était élevé un pont près de Bovines. Les confédérés résolurent donc de suivre vigoureusement les Français, de les attaquer au passage du pont, et d'en détruire une partie sur la rive droite de la rivière, tandis que l'autre, qui serait déjà sur la rive gauche, ne pourrait apporter de secours. Ce plan, bien combiné, parut réussir. L'armée française commençait à passer le pont, l'oriflamme en tête; mais alors la marche des alliés fut signalée. Le roi Philippe-Auguste n'avait plus le choix. Comme il ne pouvait transporter l'armée tout entière au delà de la rivière avant l'arrivée des ennemis, il en arrêta la marche, et pendant que les premiers rangs étaient rappelés, il fit disposer les autres en bataille le long de la rivière. Luimême prit son poste devant le pont; autour de lui se rangèrent les hommes les plus vaillants et les plus éprouvés; au milieu d'eux se dressait l'étendard royal orné de fleurs de lis. Les alliés, trompés dans leurs espérances, pouvaient choisir entre la retraite et la bataille. Ils se décidèrent pour le dernier parti, et se rangèrent en face des Français, ne s'apercevant pas, dans leur ardeur, que le soleil brûlant leur frappait au visage. Otto se tenait au milieu, en face de Philippe, ayant sous ses yeux ses fidèles Brunswickois et les autres Teutschs. Au-dessus de lui s'élevait l'aigle d'or, les serres appuyées sur un dragon, et attachée à un mât élevé qui, à la manière italienne, était planté sur un chariot (3). Les bataillons des villes, les archers et les lanciers, étaient postés en avant avec des intervalles, et entre les rangs des chevaliers revêtus d'armures, de sorte que les hommes les moins défendus étaient exposés au plus grand danger. Enfin l'action s'engagea à l'aile droite, et devint bientôt générale, sanglante, acharnée. L'œil d'Otto était dirigé sur Philippe; son plus ardent désir était d'en venir aux mains avec ce roi, homme contre homme. Mais comme il s'avançait, Philippe se retira derrière son escorte, ou fut repoussé et couvert par ses guerriers, qui voulaient ainsi le mettre à l'abri de la fureur de l'empereur et des siens. Otto s'élança d'autant plus terrible sur lui, répandant la mort sous ses coups; les Teutschs attaquèrent avec impétuosité; mais il fut impossible d'atteindre le roi. Pendant que la lutte était le plus acharnée, les fantassins teutschs parvinrent à percer la cohorte des chevaliers qui défendaient le roi; ils trouvèrent Philippe tout à fait en arrière, n'ayant plus personne pour le couvrir; ils s'approchèrent et le tirèrent avec les crochets de leurs lances en bas de son cheval. Il tomba dans la poussière. Son excellente armure le préserva de la mort. Avant que les guerriers teutschs pussent triompher de cet obstacle, des secours furent envoyés rapidement, et le roi fut sauvé. Cependant l'empereur Otto, animé d'un tout autre esprit, toujours en avant, s'enfonçait dans les masses de chevaliers français, qui, comme des gardes du corps, cherchaient à couvrir le roi. L'un de ces chevaliers saisit la bride du cheval sur lequel était monté l'empereur, afin de séparer entièrement Otto des siens. Sa tentative échoua; mais un autre, Gérard Scropha, s'élança par deux fois avec un poignard sur l'empereur; le second coup atteignit le cheval à l'œil et pénétra dans la cervelle. Le noble animal se cabra, se lança à droite et à gauche avec la force de l'agonie, se rejeta en arrière, puis tomba mort sous l'empereur. Un autre cheval fut amené, et Otto s'élança dessus. Mais déjà les choses avaient complétement changé d'aspect. Ceux qui se tenaient serrés contre l'empereur, marchant toujours en avant, l'avaient suivi sans s'apercevoir de ce qui se passait; l'ordre fut rompu, les rangs s'ouvrirent; les Français, y pénétrant, se saisirent de l'aigle et poursuivirent l'empereur. Les comtes Otto de Tecklenbourg et Kunrad de Dortmund essayèrent d'arrêter la poursuite; mais, dans la confusion générale, ils eurent le malheur de tomber entre les mains de l'ennemi. Otto, voyant qu'il n'y avait pas possibilité de résister plus longtemps, continua de fuir. Alors ses alliés furent défaits à leur tour. Un grand nombre échappa à la mort; beaucoup furent pris, et parmi ceux-ci

les comtes de Flandre, de Boulogne et de Salisbury. Beaucoup aussi, après une lutte terrible, trouvèrent la mort sur le lieu où ils avaient combattu. Enfin la victoire des Français fut complète; mais elle leur avait coûté bien cher. Philippe-Auguste n'était pas en état de poursuivre les fuyards; il n'osa pas même prendre possession du comté de Flandre. Il revint sans s'arrêter, afin de célébrer à Paris le triomphe qui lui avait été préparé dans la première joie du gain de la bataille.

L'empereur Otto se rendit à Cologne. Cette noble ville lui montra encore maintenant, comme par le passé, de l'affection et du dévoûment; car elle avait appris à connaître la disposition d'Otto à favoriser l'existence municipale et ses progrès. Elle pouvait aussi se souvenir qu'elle avait été sauvée par lui de la colère de Philippe; et elle était maintenant avec lui et pour lui sous le poids de l'anathème pontifical. Il resta à Cologne jusque bien avant dans l'année suivante. Vraisemblablement il espérait conserver à sa cause le Teutschland du nord-ouest, car il sentait profondément le malheur de Bovines; il avait aussi trop fortement éprouvé les vicissitudes de la fortune, et son âme avait été trop fortement trempée par les alternatives de succès et de revers, pour qu'il regardât comme perdus une couronne et un empire à cause d'une victoire que le hasard avait procurée à ses ennemis. Mais son espérance fut vaine. Friedrich, son rival, avait observé tranquillement la marche des choses. Pendant la guerre avec la France, il ne s'était pas hasardé en Saxe, mais il avait parcouru le Teutschland méridional comme précédemment, pour gagner des partisans, accommoder des différends, ou conquérir des châteaux isolés qui tenaient encore pour Otto. Lorsque la décision fut arrivée, alors seulement il descendit le Rhin avec des troupes pour mettre à profit l'impression qu'elle aurait faite sur les princes des Pays-Bas. Et en effet, à peine avait-il franchi la Moselle, que le duc de Brabant, beau-père d'Otto, se soumit à lui et lui donna des otages. Cet exemple fut aussitôt suivi par le duc de Limbourg, le comte de Juiliers et d'autres princes. Mais la ville d'Aix-la-Chapelle, où devait se faire le couronnement impérial, opposa de la résistance, peut-être parce qu'Otto était encore dans le voisinage, et il ne put la conquérir. Il retourna donc sur ses pas, mais probablement parcourut les cantons de l'ancienne Lorraine suivant sa coutume.

A Metz, à cette occasion sans doute, et pour confirmer la conclusion d'un traité avec le roi Waldemar de Danemark, il fit rédiger un acte qui dut bien irriter les ombres des anciens empereurs, du grand Heinrich, des Otto, de la race franconienne, et celle de Heinrich le Lion, ainsi que l'esprit du peuple teutsch. Antérieurement, alors qu'Otto et Philippe se disputaient l'empire, les rois de Danemark, Knud et son frère Waldemar, avaient recherché l'amitié d'Otto, et une alliance s'était formée entre Waldemar et Otto. Ce n'étaient pas les relations de parenté qui avaient poussé Waldemar à cette ligue; c'était le désir d'entretenir les luttes dans l'empire, afin de pouvoir rester plus facilement maître des cantons du nord sur les deux mers. Cela lui réussit. Jusqu'à l'Elbe, à partir de son embouchure dans la mer jusqu'au confluent de l'Elbe, et de ce fleuve ensuite jusqu'à l'Oder, tous ces pays, comme on l'a déjà remarqué *précédemment*, étaient tombés au pouvoir des Danois. Quand Otto fut devenu seul roi des Teutschs, Waldemar put bien éprouver quelque inquiétude au sujet de ces acquisitions : car il savait bien qu'Otto, fils de Heinrich le Lion, s'il revenait d'Italie paré de la couronne impériale, ne souffrirait pas que la domination danoise s'étendit sur ces cantons teutschs. Otto considérait la Slavonie comme appartenant à sa maison, et la perte de ces possessions et du Holstein en même temps était pour le Teutschland non-seulement un affront, mais encore un préjudice incalculable. Les nouvelles divisions de partis dans le Teutschland, pour Otto et Friedrich, *furent* sans doute pour le roi Waldemar un spectacle très-flatteur; et probablement il mit à profit le moment où la lutte était encore indécise, pour obtenir de Friedrich l'abandon régulier et légal des pays conquis ou occupés. Friedrich, pour provoquer un ennemi sur les derrières d'un adversaire que lui-même n'osait pas attaquer de front, ne se fit point scrupule d'abandonner au roi de Danemark les pays qu'il désirait. « La gloire de la majesté impériale, est-il dit dans l'acte de Metz, consiste pour elle à travailler par tous les moyens à augmenter la paix de l'Église universelle; en conséquence, nous avons surtout à cœur, une fois parvenu par la grâce de Dieu au pouvoir paternel et à

l'empire romain, d'affermir la paix avec les rois voisins, afin que l'épouse du Christ, pour la défense de laquelle nous manions l'épée, puisse jouir avec leur concours d'une paix continue. Par ces motifs, nous avons conclu une paix perpétuelle et inviolable avec Waldemar, roi des Danois. Et afin qu'il puisse maintenir la tranquillité de son royaume, et accabler les ennemis de notre dignité impériale, nous avons abandonné à son royaume, de l'avis et avec l'agrément des princes de l'empire romain (1), le pays au delà de l'Eider et de l'Elbe, appartenant à l'empire romain, dont le roi Knud et son frère Waldemar ont pris possession par les armes, ainsi que les cantons acquis par Knud dans la Slavie, et nous confirmons cette cession par le présent acte. Aucun de nos successeurs ni aucun prince de l'empire romain ne doit, au sujet de ces pays, parce qu'ils ont une fois été soumis à l'empire, inquiéter jamais, par les armes ou par des réclamations et des plaintes, le bien-aimé seigneur roi Waldemar. » D'ailleurs cet acte est signé par quelques princes de l'empire, les uns ecclésiastiques, les autres laïques, en qualité de témoins.

La brusque défection de son beau-père le duc de Brabant et d'autres princes des Pays-Bas dut jeter l'empereur Otto dans un assez grand embarras; mais l'abandon du Teutschland du nord-est par Friedrich paraît avoir éveillé en lui de nouvelles espérances. Il ne pouvait s'imaginer que les princes teutschs supporteraient la perte de contrées si importantes avec indifférence, et se décideraient à reconnaître comme roi un prince qui, s'intitulant *toujours auguste*, osait pourtant amoindrir l'empire. Il pensait sans doute que, si lui-même marchait contre les Danois, beaucoup de grands seigneurs, la plupart peut-être, se rallieraient à lui. Il est certain que vers les fêtes de Pâques de l'année 1215, il se rendit avec son épouse, et incognito, pour ne pas rencontrer d'obstacles, de Cologne à Braunschweig. Les bourgeois de Cologne lui avaient conservé leur fidélité jusqu'au dernier moment, et avaient cherché à faciliter son départ. Ils refusèrent le payement des frais que son séjour avait entraînés, et lui donnèrent en outre 600 marcs d'argent. Cette circonstance et sa retraite un peu mystérieuse paraissent avoir donné lieu au bruit qu'il s'était évadé secrètement, pour ne pas payer les dettes que son épouse avait contractées au jeu de dés. Arrivé à Braunschweig, l'empereur parvint bientôt à former une ligue qui promettait d'heureux fruits. L'archevêque Waldemar de Bremen, de la maison royale de Danemark, avait été antérieurement évêque de Schleswig, et avait soutenu contre ses cousins, les rois Knud et Waldemar, des hostilités si vives et si malheureuses pour lui, qu'il n'avait conservé la liberté qu'en se condamnant à un bannissement.

Néanmoins, sept ans auparavant, après la mort de Hartwich II, il était parvenu à l'archevêché de Bremen, tandis qu'à Hambourg, sous l'influence danoise, un autre archevêque, Burchard, avait été élu; et le pape Innocent avait confirmé ce dernier, parce que Waldemar, par haine contre le roi danois, alors dans le parti d'Otto, tenait pour Philippe. Et lorsque Burchard fut mort, au bout d'un an, Innocent, à l'instigation du roi des Danois, avait institué arbitrairement comme archevêque, pour l'opposer à Waldemar, un comte de la Lippe, appelé Gérard, évêque d'Osnabruck, et avait frappé d'anathème Waldemar lui-même. Ce prélat fut ainsi poussé dans le parti d'Otto quand celui-ci eut été excommunié; et l'empereur, après son retour d'Italie, saisit avec empressement la main que le prêtre lui tendait. En même temps s'accrut l'inimitié du roi de Danemark contre Otto. Depuis ce temps, l'archevêque Waldemar, assuré des Brémois et des Stedingers, avait lutté sans relâche contre le roi de Danemark et contre Innocent, dont il bravait et dédaignait les foudres. Sans doute il n'était pas resté triomphant, mais pourtant la fortune l'avait favorisé quelquefois. A lui s'était attaché le markgraf Albert de Brandenbourg, dont le pays était continuellement menacé par les armes danoises, et le comte palatin du Rhin Heinrich avait servi lui-même sa cause par amour pour son frère Otto. Ainsi la ligue recherchée par Otto existait en réalité; il y entra et en devint le chef. Ensuite il conduisit une armée au delà de l'Elbe, et parut devant Hambourg. Les bourgeois de cette ville, teutschs de cœur et de pensée, détestaient la domination danoise; ils n'hésitèrent que pour satisfaire à certaines règles de prévision ou de convenance, puis ouvrirent les portes, et saluèrent avec joie Otto comme leur souverain et leur empereur.

Mais là se terminèrent les succès de l'entre-

prise. Le roi de Danemark armait puissamment. Il est présumable qu'Otto ne négligea pas d'invoquer auprès des princes teutschs l'honneur national ; mais personne n'entendit sa voix. On se rattachait de plus en plus à Friedrich, qui, toujours bienveillant, allait, comme dès son début, au-devant de tous les vœux, sans cesse prêt aux libéralités, aux concessions, aux confirmations, envers les ecclésiastiques comme envers les séculiers. Le premier de juillet, il adressa au pape une lettre revêtue d'une bulle d'or, avec cette formule : « Friedrich, par la grâce de Dieu et du pape, roi des Romains et toujours auguste. » Dans cette pièce il donnait au *très-saint-père en Jésus-Christ* la promesse, aussitôt qu'il aurait reçu la couronne impériale, d'affranchir de la puissance paternelle son fils Heinrich, qui déjà était couronné roi de Sicile, et de lui céder ce royaume qu'il devait tenir de l'Eglise romaine; de ne plus s'intituler dès lors roi de Sicile, et, en attendant la majorité de son fils, de faire gouverner cet Etat par une personne choisie à cet effet, et qui serait responsable devant l'Eglise romaine pour les honneurs à distribuer et la justice à rendre. Il ajoutait : Cela doit arriver, sans doute en vertu d'un traité conclu à Strasbourg, afin d'éloigner toute inquiétude qu'un jour lui-même, une fois parvenu à l'empire, ne réunît les deux Etats. Enfin son couronnement comme roi des Romains put s'effectuer sans empêchement. Il se rendit à Aix-la-Chapelle, et, le 25 juillet, le siége de Cologne étant inoccupé, il reçut la couronne royale des mains du légat pontifical, Sifrid de Mayence, en présence d'un grand nombre de princes des deux ordres, au milieu de la pompe la plus solennelle. Le souvenir de Karl le Grand fut honoré par une nouvelle translation de ses restes dans une bière précieuse. Le lendemain, Friedrich, comme il l'avait promis, prit la croix des mains du scholasticus Jean de Xante ; beaucoup de princes et seigneurs des deux ordres imitèrent son exemple. En même temps furent reproduites et beaucoup augmentées ses promesses d'Eger ; puis succédèrent des jours de fête embellis par la grâce et la libéralité du roi. Sur sa proposition, une condamnation fut aussi prononcée contre le frère d'Otto, le palatin Heinrich ; et le palatinat du Rhin fut transféré au duc de Bavière, à cause de ses grands services envers la maison royale. Alors l'archevêque Thiéderich de Trèves se rendit à Cologne, et rétablit le service divin, interrompu depuis 17 mois par l'interdit du légat pontifical. Cette reprise des pratiques du culte religieux paraît avoir causé une grande joie. Aussi le roi, à son arrvée à Cologne, fut-il accueilli au bruit des acclamations publiques.

La nouvelle de tous ces événements remplit sans doute le cœur d'Otto d'une grande amertume ; elle lui donna peut-être un profond dégoût pour la couronne et pour l'empire, quand il se vit si complétement abandonné dans une lutte pour l'honneur et les intérêts du Teutschland, contre un roi dont les ancêtres avaient été vassaux de l'empire germanique. Au mois de novembre surgit un incident qui nécessairement ajouta encore à son ressentiment. Depuis deux ans et demi, le pape Innocent avait travaillé à préparer la réunion d'un concile général où devraient se rendre des ecclésiastiques de tous les pays chrétiens, en Orient et en Occident. Le but déclaré était de travailler à l'accord de toutes les Églises, pour la doctrine et le culte, la règle et le droit, la constitution et le gouvernement ; et l'on devait s'efforcer aussi de faire donner l'assistance implorée pour la Terre-Sainte, dont Innocent cherchait à faire tourner la détresse au profit du siége apostolique et de lui-même. Cependant Innocent avait encore d'autres motifs. Il y avait maintenant seize ou dix-sept ans qu'il siégeait sur la chaire de saint Pierre, et sa vieillesse s'avançait à grands pas. Il avait déployé une activité prodigieuse, sans jamais se reposer ; et pourtant s'il mesurait l'espace parcouru et portait ses regards autour de lui, s'il dressait le compte de sa vie, le cœur pouvait bien lui battre d'inquiétude. En appliquant à sa manière des idées transmises, il avait poursuivi des projets vastes, immenses, pour fonder sa domination, qu'il appelait la domination de l'Église, sur tous les pays de la terre. Il avait cru que la puissance pouvait être acquise par les armes spirituelles, que la marche des choses avait mises entre ses mains, par l'excommunication, l'interdit et la croix. Il les avait employées avec prodigalité contre tous ceux qui ne se courbaient pas devant sa volonté. Par là il avait attiré des infortunes sans nombre sur des individus et des familles, sur des communautés et des diocèses, sur des populations entières ; et pourtant il n'avait pas gagné une seule victoire pour le

but qu'il poursuivait. On reconnaissait en général, dans l'emploi irréfléchi qu'il en faisait, la passion, et l'abus dans les directions contraires qu'il leur donnait. Peu à peu l'on se railla de l'anathème, on dédaigna l'interdit; on resta sourd à l'appel aux armes contre les infidèles, et la croix elle-même servit de jouet aux enfants (8). Les efforts des princes ecclésiastiques et séculiers, dont les intérêts terrestres donnaient seuls quelque force à l'excommunication, les luttes des peuples pour des biens temporels, faisaient sentir les rigueurs de l'interdit; l'esprit d'aventures, le goût des voluptés et l'ardeur pour de nouvelles jouissances, les rapports pénibles de la vie religieuse et de la vie civile, pouvaient seuls pousser encore à la croisade. Ce qui arrivait au pape avec les Teutschs, avec l'empire romain, se reproduisait dans ses relations avec presque tous les peuples, dans les affaires desquels il s'était immiscé. Durant dix années il combattit, usa de toutes ses ressources en faveur d'Otto contre Philippe, et jamais Otto ne serait parvenu à l'empire sans la mort sanglante de Philippe. Otto reconnut ensuite le pape comme son suzerain, mais un seul instant, quand il reçut la couronne; passé ce moment, il voulut agir en maître, et dès lors Innocent le combattit sans relâche au profit de Friedrich. Si le sort eût décidé autrement à Bovines, jamais Friedrich n'eût obtenu l'empire. En tirant parti de circonstances favorables, Innocent s'était saisi de la souveraineté sur Rome, et s'était mis en possession de provinces considérables qui plus tard furent appelées l'État de l'Église. Mais, quand bien même cette domination eût été plus assurée, que cet État de l'Église eût été plus solidement fondé, qu'est-ce qu'un tel profit pour le siége apostolique, comparé à la perte qu'il subit en son autorité et sa considération par l'ébranlement des États, par le détachement et les hérésies de tant d'hommes, par l'indifférence des princes et les terribles souvenirs des peuples? Un tel état de choses devait faire sentir au pape Innocent le besoin d'un grand concile, pour se montrer une fois devant tout le monde chrétien dans l'éclat de sa souveraineté pontificale, pour ramener les regards sur le saint-siége, pour réchauffer les pensées des hommes et réunir leurs sentiments. Une grande satisfaction fut donnée à ce besoin. On vit arriver à Rome quatre cent douze évêques, soixante et onze primats et métropolitains, et plus de huit cents abbés et prieurs. En outre, beaucoup de rois avaient envoyé des députés; de nombreux seigneurs laïques accoururent de tous côtés pour contempler une telle solennité. Devant cette brillante assemblée parut alors Innocent dans toute la pompe de sa dignité pontificale, et il trouva la plus belle occasion d'exposer ses sentiments apostoliques et de déployer son éloquence pleine d'onction en face du monde chrétien. Aussi fit-il adopter ce qu'il s'était proposé. Qui aurait pu résister à un tel pape dans une telle situation? Chacun savait bien qu'entre une décision et l'exécution il y a ordinairement une grande distance. Au reste, le député de la ville de Milan se présenta devant l'assemblée pour plaider la cause de l'empereur Otto; cependant il n'arriva que ce qui était prévu. Le député fut à peine écouté; le marquis de Montferrat lui répondit; et l'assemblée, tout agitée, au point que le pape dut lever la séance, se prononça, dans cette affaire comme dans toutes les autres, conformément aux volontés du saint-père. Innocent III, sans s'abuser sur les inclinations toutes mondaines de beaucoup d'ecclésiastiques, ni sur l'esprit général de l'assemblée, trouva pourtant dans cette circonstance une profonde satisfaction. Guerrier apostolique, toujours armé, il avait célébré devant le monde un beau triomphe qui paraissait ne pas devoir demeurer sans de grands résultats.

En effet, on voit qu'il produisit aussitôt une forte impression sur l'empereur Otto; car, dès cet hiver, Otto abandonna l'entreprise qu'il avait commencée avec succès. Quand bien même, sans appui du Teutschland, avec ses quelques alliés il eût été en état de la mener à fin, pourquoi aurait-il dû détourner du front de l'homme que les princes teutschs avaient élevé contre lui, et qu'ils avaient paré de la couronne, la honte de céder au Danemark, sans tirer l'épée, les provinces au delà de l'Elbe? Il s'en alla à Braunschweig. Là il vécut, sans s'inquiéter de la couronne ni de l'empire, occupé, à l'exemple de son père, à encourager les travaux pacifiques dans ses États héréditaires, se consolant par l'amour et la fidélité de ses loyaux Saxons. Il contempla les mouvements du monde avec une telle indifférence, qu'il ne s'émut pas même de la mort du pape Innocent III, qui fut rappelé de cette vie huit mois

après la fête de son triomphe, le 16 juillet 1216. Une fois seulement, lorsqu'un de ses derniers amis, l'archevêque Waldemar de Bremen, abandonné d'abord par les Stedingers, fut aussi expulsé de Bremen, il paraît qu'il fut saisi d'un transport d'indignation, de même que son père Heinrich; mais il vécut exempt de périls dans le château de son père. Le roi Friedrich ne jugea pas à propos de l'attaquer pour le contraindre à la fuite, ni de lui arracher une renonciation à l'empire. On passe autour de lui comme autour d'un lion endormi. Après les fêtes de Pâques de l'année 1218, comme il était à Harzbourg, il fut saisi de la fièvre. La maladie persista, et il sentit approcher la dissolution. De son propre mouvement, ou à l'instigation de son entourage, il fit appeler l'évêque de Hildesheim et d'autres pieux ecclésiastiques, pour qu'ils le relevassent de l'excommunication de l'Église. Il se confessa et reconnut aussi ses péchés envers le siége apostolique. Il jura même que, si la vie lui était conservée, il serait désormais obéissant envers le pape; mais, fidèle à ses principes jusqu'au dernier moment, il ajouta : « Toutefois sous la réserve des droits de mon empire, auquel j'ai été légitimement élu. » Néanmoins il fut relevé de l'excommunication; le 19 du mois de mai, il mourut sans laisser d'enfant, ayant à peine atteint l'âge de 42 ans.

NOTES DU LIVRE XXV.

CHAPITRE Ier.

(1) OTTO DE S. BLASIO (cap. 39 [à tort sous l'année 1193]).

(2) OTTO écrit *Calindin*, d'autres *Calinthin*.

(3) Selon ALBERTUS STADENSIS (ad an. 1195), Friedrich naquit *XV episcopis et cardinalibus præsentibus*. Cependant le bruit courut que c'était un enfant supposé. Ce même ALBERTUS (ad an. 1220) raconte tout au long comment on donna le change à l'empereur Heinrich. Cependant la voix publique ne sut pas elle-même tirer la chose tout à fait au clair; car il resta toujours douteux, *utrum ille puerulus physici, aut molendinarii, aut accipitrarii filius fuerit, sed vere aiunt eum unius ex his tribus filium extitisse.*

(4) Ceci semble résulter des paroles de Sibylle dans EBULLO : *Quam* (à savoir Irène) *nec adhuc visa fronte Philippus amabat.*

CHAPITRE II.

(1) A cet égard, toutefois, aucun soupçon n'est exprimé contre l'empereur. *Albertus Marchio*, dit le *Chronic. Montis Ser.* (ad an. 1194), *veneno, ut fertur, a quodam familiarium suorum Hugoldo nomine sumpto, ægritudinem incurrit.* Il mourut. Son épouse mourut quelques jours après, *eodem veneno.* Mais on ne dit pas ce qui fit de Hugold un empoisonneur.

(2) *Imperator Marchiam Misensem suis reservans usibus, fidelibus suis eam commiserat procurandam, quæ etiam usque ad mortem imperatoris per eosdem administrata est.*

(3) GODEFRIDUS MONACHUS (ad an. 1196).

(4) ARNOLD. LUBEC. (V. cap. 1). *Inter quos in civitate Lubeca de valentioribus circa quadringentos viros signati sunt.*

(5) Id. (Ibid., cap. 2) : *Quidam etiam eis in faciem exprobrabant, dicentes : Superstitiosa et Deo odibilis est via quam pergitis*, rel.

CHAPITRE III.

(1) Le diplôme (*instrumentum conditæ Friburgi civitatis in Brisgoria*) se trouve dans SCHŒPLIN (*Historia Zaringo-Badensis*, t. V, p. 50). Que Fribourg n'ait pas été fondée par Berthold, mais seulement érigée par lui en ville et en commune, c'est ce qui résulte du début de cet acte : *Notum sit omnibus..... quod Bertholdus... in loco proprii fundi sui, Friburg videlicet... liberam constituit fieri civitatem.*

(2) *Burgenses non tenentur ire cum domino in expeditione, nisi iter unius diei, ita tamen ut unusquisque sequenti nocte possit ad propria remeare.* Ces mots *sequenti nocte* signifient ici : au soir.

(3) Un serf qui était resté dans la ville, *diem et annum reclamante, secura de cetero gaudebit libertate.*

(4) URSPERGENSIS (page 318) : *Chunradus movit exercitum... de voluntate imperatoris.*

(5) GODEFRIDUS MONACHUS (ad an. 1197). Par rapport à la *fames valida*, il est dit : *Quod maldrum siliginis ad XV solidos vendebatur.*

(6) *Chronic. Ursperg. : Unde in castro eodem quidam de familia ducis occidebantur. Inter quos erat Fridericus, nobilis ministerialis ejus, de Tanne, frater dapiferi, qui nunc est.* Assertion dont on ne peut douter.

(7) *Gesta Innoc.* (§ 8) : *Romanus populus... supplicans et poscens ut eos ad fidelitatem reciperet, et consueta sibi dona conferret.*

CHAPITRE IV.

(1) L'auteur de la Chronique d'Ursperg, qui est tout du côté de Philippe, dit (page 319) : *Deus... inspirans cordibus hominum, ut suos nativos dominos non derelinquant et alienis adhæreant. — Nativi domini*; ces mots signifient, je pense, des rois héréditaires. On trouve aussi chez cet écrivain l'expression : *generatio regia.*

(2) *Insignia imperialia.* Philippe lui-même dit (*loc. cit.*) : *Habuimus etiam in potestate nostra sanctam crucem, lanceam, coronam, indumenta imperialia et omnia insignia imperii.*

(3) GODEFRID. MONACH., page 363.

(4) GODEFRIDUS MONACH. Celui-ci ne connaît qu'*Erpford* comme lieu de l'assemblée.

(5) C'est ce que dit Philippe dans son compte rendu.

(6) L'auteur de la *Chronique d'Ursperg* le nomme *avarissimus et omni iniquitate plenus.* Mais qui pourrait compter sur des accusations aussi vagues, surtout lorsqu'elles viennent d'un ennemi?

(7) Heinrich le Lion avait eu quatre fils : Heinrich, Luder (Lothar), Otto et Wilhelm. Le premier était né en 1172, le dernier en 1184. On ne peut indiquer d'une manière précise les années où naquirent le second et le troisième. Luder était déjà mort depuis quelques années; c'est pourquoi j'ai appelé Otto le second fils.

(8) Otto de S. Blasio (cap. 46, *in fine*) : Gloriabatur se, etiamsi non regalia jura, tamen et loca *regalia retinere*. C'est la leçon donnée par Muratori. Evidemment il faut lire : *etiamsi non regalia, jura tamen et loca regalia...*

(9) En Savoie.

CHAPITRE V.

(1) Tout ce que les écrivains avancent sur les motifs de la répugnance que le roi montra si opiniâtrément pour la malheureuse Ingeburge n'est fondé que sur des bruits populaires ou sur des conjectures. Ceux-là étaient plus près de la vérité et dans un meilleur sens qu'ils ne le croyaient eux-mêmes, qui croyaient, comme l'auteur des *Gesta Innoc.* (§ 40), que le diable s'était mêlé de toute cette affaire.

(2) *Dux Moraviæ*, fréquemment.

(3) Mais il ne s'ensuit nullement que les Lombards aient été dévoués aux Welfs.

(4) L'armée de Philippe était venue *juxta Coloniam pene ad duo millaria*. Maintenant elle se retire *jubente Deo, nullo fugante*.

(5) *Chronicon Sampetrinum* (ad an. 1198).

(6) Selon la *Chronic. Ursperg.* (p. 321).

CHAPITRE VI.

(1) Proprement dans le comté de Molise.

(2) Godefrid. Monach. (ad an. 1199). Je l'ai traduit presque littéralement.

(3) Aux cardinaux de l'Église romaine.

(4) Lorsque Philippe revint de Saxe.

(5) Godefrid. Monach. : *Rex Otto... tenuit, quoniam quidem dedecorosum arbitratus est, si ullo pacto regno cederet, cum legitime in rege consecratus esset.*

CHAPITRE VII.

(1) Le baptême des nouveau-nés et l'absolution des mourants restèrent permis.

(2) *Personam Philippi propter impedimenta patientia penitus reprobamus.*

(3)... *Circa festum apostolorum Petri et Pauli* (29 junii), dit *Godefrid. Monach.* (ad an. 1201).

(4) *Nam de Suevo, ut verum fatear, sicut testis est Deus, mentio non habetur.*

CHAPITRE VIII.

(1) Arnold. Lubec. (V. 9-13).

(2) Il souffrait de la pierre; l'opération lui causa la mort.

(3) Selon le *Chronicon Montis Ser.* (ad an. 1202).

(4) Godefrid. Monach. (ad an. 1204) appelle le château *castrum Hartlinginberch*; Arnold. Lubec. (VI, 5) l'appelle *Harlungenberch*. Selon ce dernier auteur, il ne fut construit que plus tard, en 1203.

(5) Arnold. Lubec. (VI, 15). *Orig. Guelf.* (III, p. 204).

(6) Selon le *Chronicon Mont. Ser.*, le comte Otto de Brême en battit une partie et tua 400 hommes *cum paucis sociis armatis*.

(7) *Chronicon Mont. Ser.* : *Advocatiam Goslariensem ab eo promeruit.*

(8) Boehmer (pag. 156 et 157).

CHAPITRE IX.

(1) *Quod caput vestrum transferebatur in caudam.*

(2) Les termes sont équivoques : ... *Non acquiescens immissionibus quæ solent fieri per angelos malos...*

(3) Le nom de ce dernier endroit est donné par Arnold. Lubec.

(4) Godefrid. Mon. appelle la montagne Gymnich. Dans un manuscrit on lit *Landzcron*; *Landescrone* dans Albertus Stadiensis (ad an. 1215).

(5) Godefridus Monach. (ad an. 1207) : *Omnes injustas exactiones vectigalium et injustas monetas abjurare, et pacem firmam stabilire et jurare præcepit.*

(6) Arnold. Lubec. (VII, 1). Le *castrum firmissimum* où Bruno fut conduit est nommé Rodenbourg.

(7) Godefrid. Monach. : *Circa festum S. Andreæ apostoli*, le 30 novembre.

CHAPITRE X.

(1)... *Hora nona*, disent les légats du pape.

(2) Otto de S. Blasio : *Quasi ei in aurem loquuturus*. — Godefrid. Monach... : *Quasi regem salutaturus.*

(3) *Fragmentum histor. incerti auctoris* (ad an. 1208) : *Palatinus de Wittelsbach, qui lubricus erat et multorum nobilium homicida, veniens... introitum petiit*, reliq. Ces *homines nobiles* étaient probablement les brigands qu'Otto poursuivait avec vigueur.

(4) Philippe s'était marié en 1196 avec Irène, fille de l'empereur Isaac l'Ange.

(5) Arnold. Lubec. le dit aussi en termes exprès.

(6) Qu'Otto soit le quatrième de son nom, cela ne souffre aucun doute; mais pourquoi appelle-t-on Philippe le second? Peut-être en souvenir de Philippe l'Arabe.

(7) Godefr. Monach. : *Omnia etiam jura a Karolo magno instituta observanda et tenenda.*

(8) *Comes de Grafisbach violenter apud imperatorem attractus est, et cappa, qua indutus erat, turpiter laniata.*

CHAPITRE XI.

(1) Godefridus Monachus (ad an. 1209).

(2) Arnold. Lubec. (VII, 18). *Illuc convenerunt... Poloni quoque, Bojemi et Ungari.*

(3) L'archevêque de Magdebourg ne voulut pas permettre que le markgraf de Meissen assistât au service

divin, *pro nota excommunicationis.* Otto chercha à calmer le prêtre, mais en vain. Alors il prit le bras du markgraf, et l'accompagna hors de l'église. (ARNOLD. LUBEC., VII, cap. 18.)

(4) C'était aussi une idée agréable de montrer aux princes teutschs qu'il n'avait pas besoin d'eux.

(5) *Fragment. incerti auct.* dans URSTISIUS (ad an. 1211) : *Omni tempore Ottonis per totum regnum Alemaniæ summa pax et securitas fuit, ita ut omnes mirarentur, quod etiam in absentia ejus, dum esset in Sicilia, tanta pax esse potuit in terra.*

(6) GODEFRIDUS MONACHUS (ad an. 1211)... *Ut secundum præceptum papæ Ottonem relinquerent, et Fridericum... eligerent.*

(7) *Chronicum Sampetr... domestici et obsequiosi.*

CHAPITRE XII.

(1) La *Forma* CONVENTIONIS. *Orig. Guelf.* (III, p. 807).

(2) De là sans doute aussi l'expression : *Forma* COMPOSITIONIS (ibid., p. 810).

(3) *Castrum in Salza*, dit le *Chronicon Sampetr.*

(4) *Quarta die rebus excessit humanis*, dit GODEFRID. Les autres auteurs sont moins précis. ALBERTUS STADIENSIS dit : *Statim post nuptias obiit.*

(5) *Chronicon Ursperg.* (p. 327).

(6) ALBERICUS (ad an. 1212) : ... *Et dicunt quod si Fridericus moram fecisset per tres horas, nunquam Alemanniam intrasset.*

(7) *Sexagenaria credebatur*, dit ALBERTUS STADENS. (ad an. 1220).

(8) *Chronic. Sampetr. : Nobilitatem generis morum honestate præmonstrabat.*

CHAPITRE XIII.

(1) *Philippum regem plurimum habebat culpabilem de omni suo labore*, dit la Chronique Ursperg. (p. 383).

(2) WILLELMI BRITONIS, *Armorici, Philippidos libri XII*, dans DUCHESNE (V. p. 93). Les ch. X et XI contiennent les *Gesta Philippi Augusti* dans la guerre dont il est ici question.

(3) *Otto sibi pro vexillo erexerat aquilam deauratam super draconem pendentem in pertica oblonga erecta in quadriga.* C'était évidemment une imitation du *carroccio* des Italiens. C'est pour cela qu'un mot m'a semblé nécessaire.

(4)... *De consilio et consensu principum romani imperii*, à savoir de ceux qui étaient auprès de lui.

(5) *Nugatoria expeditio* : telle est la qualification donnée à la croisade d'enfants de l'an 1212.

LIVRE XXVI.

LE TEUTSCHLAND AU TEMPS DE FRIEDRICH II. — RUINE COMPLÈTE DU POUVOIR ROYAL. — UNE LIBERTÉ NOUVELLE SURGIT DANS LES VILLES. — NAISSANCE DE LA SOUVERAINETÉ TERRITORIALE DES PRINCES.

CHAPITRE PREMIER.

FRIEDRICH II.

L'an 1218.

La mort de l'empereur ne ramena nullement la concorde dans le Teutschland. Mais la grande division qui avait si longtemps séparé le Teutschland par la lutte entre les Waiblingen et les Welfs, qui avait été suspendue quelques instants par la mort du roi Philippe, fut terminée pour jamais sur la tombe d'Otto IV (1). Personne n'osait se présenter comme rival du roi Friedrich, ni lui en opposer un autre; personne peut-être n'était propre à courir de telles chances. Un Welf seul aurait pu concevoir la pensée de marcher contre un Waiblingen; un Welf seul aurait pu suggérer à d'autres l'idée d'un nouveau choix pour remplacer Otto. Maintenant il n'y en avait plus qu'un qui ne fût pas indigne du rang suprême, le comte Heinrich, palatin du Rhin. Mais Heinrich, dès son enfance, avait trop fréquemment éprouvé les vicissitudes des choses humaines, par son père, par son frère et par lui-même, pour désirer une couronne toute brisée. D'ailleurs, ainsi qu'on l'a rappelé, il avait été mis au ban de l'empire, et le palatinat du Rhin avait été donné en fief au duc de Bavière. Dans cette situation critique, les vaillants habitants du beau pays confié à ses soins, saisis de compassion pour son destin rigoureux et celui de sa maison, lui montrèrent le plus grand dévoûment; car, lorsque le duc Louis de Bavière vint à Heidelbert pour prendre possession du pays et recevoir l'hommage des vassaux, ils se levèrent contre lui, le combattirent et le firent prisonnier avec toute sa suite; mais à la fin il y eut un accommodement, et le duc Louis, moyennant une grosse rançon et de grandes promesses, recouvra sa liberté. Heinrich pouvait donc à peine compter avec quelque sécurité sur le Palatinat. Les Saxons seuls dans les domaines héréditaires de la maison de Welf étaient inébranlables; tous les autres Saxons avaient été rendus tièdes ou indifférents par l'inaction d'Otto dans les dernières années. Aussi Friedrich ne craignit pas de tenir une diète solennelle en Saxe même, à Herfurden, afin de se faire reconnaître aussi comme roi

dans ce pays. Le palatin Heinrich se tint encore dans l'éloignement; non qu'il pensât à se montrer en ennemi de Friedrich, mais parce qu'il voulait, à ce qu'il paraît, mener à fin, par l'influence de Friedrich, une négociation dont il avait déjà été question pendant la captivité de Louis, duc de Bavière, dans le Palatinat, et qui sans doute avait un grand intérêt pour le palatin. Il s'agissait d'un mariage entre Otto, fils du duc Louis, et Agnès, fille de Heinrich. Quand cette union eut été décidée, Heinrich, qui n'avait pas de fils, abandonna volontiers le Palatinat du Rhin à la maison de Wittelsbach; et dès lors il parut aussi avec empressement devant Friedrich, à Goslar, pour déposer aux pieds du Waiblingen les insignes impériaux que lui le Welf avait encore entre ses mains, et en même temps pour prêter foi et hommage à Friedrich comme à son roi et son seigneur. Ainsi Friedrich II, jeune homme de 24 ans, devint dès lors seul roi des Teutschs, ou, selon le langage du temps, unique roi des Romains, toujours auguste.

L'histoire connaît peu de princes qui aient excité une sympathie aussi profonde et aussi durable que le roi Friedrich II. Dans les diverses situations de sa vie pleine de vicissitudes, il attire ou repousse, élève ou abat, excite l'admiration, la joie, le désir ou l'inquiétude, la tristesse et la douleur. Parfois le cœur se gonfle de colère contre lui; on ressent de l'indignation, de la haine; jamais on ne reste froid. Il était, sans contestation, le premier homme de son temps. Toutes les qualités qui peuvent faire un prince grand et le rendre digne de la plus belle renommée, il les possédait; pour la valeur et les talents militaires, il n'était inférieur à personne; pour le développement intellectuel, il était le premier entre tous; comme législateur, fondateur, pour les talents administratifs, les connaissances en économie publique, l'intelligence des arts, des sciences, de l'industrie, il était bien au-dessus de son siècle. La grâce, l'affabilité, l'élégance des manières étaient naturelles en lui; il était aussi généreux, humain, bienveillant et bon; seulement, dans la conscience de sa supériorité intellectuelle, il ne pouvait contenir sa colère contre la désobéissance, l'opposition, et tout ce qui lui présentait le caractère de la rébellion; et alors il se montrait impitoyable. Enfin si, relativement aux mœurs, sa vie ne fut pas entièrement pure, il respecta pourtant la morale; et si, en matière religieuse, son esprit fort s'affranchit de certaines croyances, et s'éleva au-dessus de certaines superstitions, pourtant il épargna les pauvres d'esprit, et ne méprisa point les coutumes et les pratiques.

Un tel homme, doué de telles facultés et d'une telle énergie, fut empereur et roi 38 ans encore. Pendant ce long espace de temps, il travailla sans cesse, déploya une activité prodigieuse, intrigua, manœuvra, combattit, sans se rapprocher même d'un seul pas du but qu'il poursuivait. Au contraire il se ruina par ses efforts, il s'exposa à toutes les calomnies, il amena des misères et des infortunes inouïes; il éloigna de lui tous ceux qui avaient été ses partisans, même ses amis les plus dévoués; il poussa sa propre famille sur le bord de l'abîme, et enfin les choses arrivèrent à ce point, que tout homme bien pensant rendit grâces à Dieu à la nouvelle de sa mort. Et pourquoi ce triste résultat de tant d'efforts? c'est qu'il voulut porter en même temps quatre ou cinq couronnes, et pourtant n'exercer qu'une seule domination qui était contraire à l'état de la société, à l'ordonnance du monde, à la nature des pays et des peuples: car, malgré l'application de toutes ses facultés, il ne put pénétrer dans la vie intime d'un peuple, ni prendre racine sur aucun sol. Il était étranger ici, sans devenir national ailleurs; il apparaissait partout comme une double forme douteuse, dont l'âme n'était pas où se montrait le corps. Il put donc exciter une sorte d'exaltation, inspirer de l'effroi, mais jamais n'attira, ne réduisit les cœurs. L'exaltation tomba pour faire place à la déférence; la terreur s'évanouit tantôt à l'arrivée de nouveaux faits bien établis, quelquefois même par leur attente, et aussi par le calcul de l'espace et du temps. Partout s'élevèrent des obstacles et des empêchements, apparurent des embarras et des complications. Les passions humaines, nobles ou basses, furent puissamment excitées, et trouvèrent d'abondants aliments. Les anathèmes du pontife de Rome recouvrèrent l'ancien pouvoir qu'ils paraissaient avoir perdu depuis longtemps, à cause de l'abus fréquent qui en avait été fait; car le saint-père, soit qu'il luttât pour les intérêts religieux, soit qu'il combattît pour les avantages temporels du siége apostolique, paraissait soutenir en même temps l'indépen-

dance et la liberté des peuples, l'esprit et le développement de l'esprit. Si Friedrich s'était résolu à faire l'application de toutes ses facultés et de ses vertus au profit d'un seul pays, celui de sa naissance ou celui de son choix, d'après les combinaisons humaines, la Sicile serait devenue le plus beau royaume du monde, pour la liberté, les richesses, l'activité des relations et la civilisation ; elle l'eût emporté sur tous les États, n'aurait eu à craindre, à envier personne. Le Teutschland, d'un autre côté, serait devenu fort, uni et libre ; il aurait grandi en renommée, aurait pesé d'un poids énorme dans la balance politique ; boulevard assuré contre la barbarie, il aurait protégé tous les développements de l'humanité. Mais il y a loin de l'embouchure de l'Elbe, pour ne pas dire de celle de l'Eider, au cap Passaro ; un œil humain ne peut embrasser cet espace, dans lequel devaient se perdre les plus grandes forces.

Enfin, si l'on se demande quel fut le véritable but poursuivi par Friedrich, car il ne peut se reconnaître que par les tendances et la conduite de ce prince, et chacun peut l'envisager à sa manière, il suffira de faire les remarques suivantes. Quand Friedrich vint dans le Teutschland à l'âge de 18 ans, il n'avait probablement aucun projet arrêté, aucune pensée nette ; il fut entraîné par l'appel d'un pape impétueux et de l'ambassadeur de quelques princes teutschs qu'il savait à peine apprécier ; il suivit l'éclat de noms fameux et de grands souvenirs qu'il voyait briller au loin, sans se demander ce qu'il faisait, où il allait. A Rome, le pape, par des exhortations bien calculées et des avertissements prudents, étendit déjà le cercle de ses pensées, et lui fit assez connaître les projets de son aïeul. A Gênes, les princes qui se trouvaient près de lui n'épargnèrent sans doute ni efforts ni promesses, non-seulement pour faire entrer profondément dans son âme le désir de conquérir la Lombardie, mais encore pour lui en représenter l'exécution comme facile par un roi de Sicile qui serait en même temps roi des Teutschs et empereur romain. Au milieu des dangers qu'il lui fallut affronter ensuite en traversant la Lombardie, ce désir dut s'enflammer dans son jeune cœur. Il fallait que ces criminels et odieux Lombards apprissent un jour à reconnaître leur maître et à lui prêter une obéissance légitime. Dans le Teutschland, favorisé merveilleusement par la fortune, il acquit, dans les six années d'une situation incertaine, une si grande expérience, que son intelligence dut se développer tout à coup, son jugement acquérir une prompte maturité. Il reconnut sans doute bientôt que le Teutschland n'offrait pas un sol préparé pour y fonder un édifice solide, pour une domination telle qu'il se sentait capable de l'exercer. Il ne pouvait donc lui venir dans la pensée d'abandonner son beau royaume héréditaire pour un Etat électif où le roi était salué par tous les princes comme leur gracieux souverain, mais où il avait à peine plus de pouvoir que ces princes mêmes. Il ne pouvait pas plus songer à renoncer au Teutschland pour retourner en Sicile. Son esprit avait déjà été caressé par l'éclat de l'empire, qui, malgré le peu de pouvoir qu'il donnait, était toujours considéré comme la première dignité du monde ; et, pour obtenir le diadème impérial, il lui fallait d'abord être paré de la couronne du Teutschland. D'ailleurs il possédait dans ce dernier pays de beaux domaines, du milieu desquels s'élevait orgueilleusement le château de ses pères, le berceau de sa race. Ces possessions, qui, dans l'année 1218, reçurent encore un accroissement considérable quand s'éteignirent les ducs de Zæringen dans la personne de Berthold V (2), il dut se sentir blessé au cœur en les voyant se morceler et passer ainsi en des mains étrangères. D'ailleurs, retourner en Sicile sans la couronne du Teutschland, sans le diadème impérial, c'était s'exposer encore à des périls, et même à de la honte ; car il avait entrepris le voyage du Teutschland contre la volonté des Siciliens, et devait le justifier par des résultats ; il devait revenir, non pas comme un aventurier trompé dans ses rêves, mais en roi couvert d'un nouveau manteau de gloire. Il ne lui restait donc qu'à poursuivre la souveraineté du Teutschland et la couronne d'empereur. Si le Teutschland et la Sicile devaient être réunis par lui et en lui, comme souverain des deux États, il fallait assujettir les contrées qui les séparaient, l'odieuse Lombardie, et le reste de l'Italie jusqu'aux frontières de la Sicile. Sans cet assujettissement de la Lombardie, il n'y avait pas moyen de posséder réellement le Teutschland et la Sicile ; l'autorité souveraine dans l'un de ces deux pays ne pouvait aider à devenir le maître de

l'autre. Ne se tenant pas l'un à l'autre, ne se faisant pas contre-poids, les deux États devaient tomber par l'effet de leur propre pesanteur, comme les plateaux d'une balance dont la traverse a été brisée.

L'examen de ces rapports met hors de doute, et les événements ultérieurs confirment cette opinion, que Friedrich reprit dans son ensemble le plan de son aïeul Barberousse. Et comme la situation dans laquelle il fut jeté lui imposa pour ainsi dire ce plan, il put bien être rempli d'espérances audacieuses pour le succès de l'exécution; car, outre sa jeunesse, Friedrich II avait sur son grand-père trois avantages essentiels qui paraissent être d'une immense importance. D'abord, Friedrich Ier avait eu à craindre et le pape et le royaume de Sicile même, tandis que Friedrich II avait à sa disposition les forces et les ressources de cet État. Il était en même temps maître d'une puissance maritime. Il se trouvait donc en état non-seulement, en cas de nécessité, de contenir le pape en lui donnant de continuelles alarmes, mais encore de menacer ou de combattre les Lombards sur plusieurs points. Barberousse, au contraire, n'avait jamais pu pénétrer en Italie que par les Alpes. Secondement, d'après la marche des choses humaines, Friedrich pouvait admettre que l'ardeur qui avait saisi les Lombards, un demi-siècle auparavant, ne se ranimerait plus; il n'était nullement vraisemblable que la ligue lombarde, rompue et dissoute, se rétablirait et serait appelée à une vie nouvelle : il fallait plutôt s'attendre que Friedrich n'aurait plus affaire qu'aux villes isolées de la Lombardie, et que pour les gagner ou les dompter la Sicile aurait assez de ressources ou de forces. Troisièmement, l'influence du siége apostolique n'était plus aussi grande que par le passé; le pouvoir de ce siége sur les âmes s'était bien affaibli. Partout il y avait des hommes auxquels le saint-père paraissait un être ordinaire, soumis à toutes les passions, avide de choses que le Christ et les apôtres n'avaient ni recherchées ni recommandées; partout il y avait des hommes qui dédaignaient, raillaient et bravaient le successeur de saint Pierre. La Lombardie, en particulier, était, comme la France méridionale, remplie d'hérésies ardentes et artificieuses, de telle sorte que le pape ne paraissait pas en position de devenir maintenant l'âme des villes lombardes. Toutefois Friedrich pouvait avoir des motifs de craindre que les princes teutschs ne fussent pas disposés à lui prêter, pour l'assujettissement de l'Italie, l'appui qu'ils n'avaient fourni que lentement et avec répugnance à son aïeul; mais il pouvait bien croire aussi qu'à la rigueur il serait en état de se passer de cet appui, et même espérer qu'une fois devenu roi des Teutschs, il aurait à sa disposition les vaillants guerriers du Teutschland, attendu qu'il aurait les moyens de les récompenser. Puisque les princes teutschs lui avaient attribué le droit de porter la couronne impériale, il résolut de quitter le Teutschland aussitôt que possible, et de se rendre en Italie; là, d'acquérir la couronne impériale à tout prix, puis, sans s'occuper du Teutschland, d'organiser son royaume héréditaire de Sicile, de le fortifier, de le vivifier par des lois nouvelles, d'y ouvrir de nouvelles sources de revenus, afin d'en faire une forte base d'opérations pour la conquête entière de l'Italie, et, aussitôt que ce travail serait accompli en Sicile, de tenter cette conquête par les armes, par les flatteries, par les caresses, à l'aide de tous les moyens; en attendant, de circonvenir le pape, que ces projets menaceraient des plus grands dangers pour la situation actuelle du siége apostolique, de le gagner, de le retenir par la condescendance dans une infinité de détails, par des concessions de petites choses, même par de grands sacrifices, mais surtout par un langage amical, affectueux, respectueux, jusqu'à ce que le pontife fût réduit à l'impuissance de la réaction, placé dans la position qui lui appartenait, de chef suprême de l'Église chargé de veiller sur les affaires spirituelles des peuples chrétiens, sans influence sur les choses temporelles; puis, après la conquête de l'Italie, il voulait rétablir aussi dans le Teutschland un véritable pouvoir royal, et enfin, trônant dans la ville éternelle en digne successeur des Césars, gouverner l'empire romain, dont les limites, peut-être indécises, étaient susceptibles d'une extension continuelle, demandaient même cette extension.

Assurément c'était là une pensée gigantesque devant laquelle aurait reculé un esprit moins puissant; mais cette pensée même fut le produit nécessaire des malheureuses relations dans lesquelles le roi Friedrich se trouva engagé sans savoir comment. C'est un grand et beau

témoignage pour lui qu'il ait osé l'embrasser et mettre la main à l'œuvre. Ce qu'il y a eu de pervers et de condamnable, de monstrueux et de criminel dans une telle conception, ne doit pas retomber sur lui, mais sur le temps dans lequel il vécut; il fut jeté dans une pareille position. Ce qui lui appartient, ce qui peut lui être imputé à honneur ou à blâme, ce sont les moyens et les procédés avec lesquels il tenta l'exécution. Elle ne pouvait réussir, cette exécution; l'entreprise était en opposition avec les lois éternelles qui règlent la vie des hommes. Friedrich devait périr sans atteindre son but; mais, comme il fut un instrument et non pas un inspirateur, l'on peut soutenir qu'il fut victime de son époque. Et ce qu'il fit quand il eut reconnu la vanité de ses efforts, lorsque l'infortune fondit sur lui, lorsque son édifice s'écroula, comment lui en attribuer la responsabilité? Qui oserait exiger du calme et de la pitié d'un homme réduit à combattre pour la vie en désespéré?

Toutes ces remarques ont été réunies ici, parce que l'esprit de l'homme excite l'estime, l'admiration, et qu'il en est digne; parce que le souvenir de la grande et glorieuse maison princière dont il descendait saisit fortement le cœur, et parce que l'auteur de cet ouvrage est douloureusement affecté de ne pouvoir ici raconter l'histoire d'un tel homme. Car Friedrich II s'est peu soucié désormais de la vie du peuple teutsch: comme la couronne du Teutschland ne devait être pour lui que le moyen d'acquérir d'abord le diadème impérial; comme il ne se proposait que de se servir du Teutschland pour faciliter ses conquêtes en Italie; comme il laissa toujours le Teutschland sur l'arrière-plan, et qu'il songea surtout à appliquer ses forces sur l'Italie, il s'éloigna sans scrupule du Teutschland, et abandonna facilement cet Etat à lui-même, dans la ferme conviction que les princes teutschs, tandis qu'il réduirait l'Italie sous sa domination, travailleraient pour ses projets ultérieurs, et prépareraient le Teutschland à la soumission. Son absence du Teutschland est devenue d'une grande importance pour la direction de la vie politique en ce pays, pour la fondation de la souveraineté territoriale des princes, et pour le développement de la bourgeoisie dans les villes; mais lui-même n'a essentiellement ni secondé ni arrêté ces mouvements. Il se tint seulement dans le lointain, comme une grande apparition lumineuse parfois menaçante, et provoquant l'inquiétude; parfois aussi le front moins irrité, et encourageant l'espérance. Mais jamais l'attente n'est satisfaite; la forme s'évanouit quand elle s'est montrée le plus éclatante, et bientôt elle émerge des ténèbres pour resplendir de nouveau. Les actes mêmes qui furent rédigés pour des princes, des évêques, des couvents, des villes, afin d'imprimer un caractère légal et régulier à ce qui s'était formé, furent accordés seulement parce que l'empereur était indifférent à ce qui se passait dans le Teutschland, parce qu'il n'y pouvait changer les choses, ou parce qu'elles lui paraissaient exigées par le progrès du temps. Néanmoins Friedrich a ouvert dans le Teutschland la carrière qu'il espérait parcourir entièrement; dès les premiers pas il rencontra le pape, au moment où il allait se lancer. Le pape s'avança pour le retenir, et comme il se dégagea pour continuer sa course, alors commença la longue série de désordres qui se déroula pendant toute la vie de Friedrich, et ne se ferma qu'à sa mort. Le premier acte du drame doit être exposé, en partie parce que Friedrich se trouvait dans le Teutschland, en partie parce qu'il s'applique au Teutschland, et qu'il amena des décisions importantes; enfin parce qu'il fait ressortir les procédés de Friedrich envers le pape, dont il paraît avoir espéré, mais en vain, un succès complet, à cause de leurs premiers résultats. Les actes suivants sont presque entièrement étrangers à l'histoire du peuple teutsch.

CHAPITRE II.

FRIEDRICH II ET HONORIUS II. — ÉLECTION DE HEINRICH VII COMME ROI DES ROMAINS. — FRIEDRICH S'ÉLOIGNE DU TEUTSCHLAND.

De l'an 1218 à l'an 1220.

L'on a déjà raconté qu'avant son couronnement comme roi des Romains, Friedrich avait promis solennellement au pape de résigner le royaume de Sicile en faveur de son fils Heinrich, pour ne pas réunir cet État avec le Teutschland, et qu'un jour après cet acte, il avait juré d'entreprendre une expédition en Terre-Sainte. La promesse devait être remplie aussitôt

qu'il aurait reçu la couronne impériale; aucun terme n'avait été fixé pour l'accomplissement du serment. Jusqu'alors il n'avait pu être question du premier engagement, et l'on n'avait point encore parlé de la croisade. Le pape Innocent avait gardé le silence là-dessus jusqu'à sa mort, et le nouveau pape, Honorius III, se permit à peine d'en faire mention; car l'empereur Otto était là, sinon menaçant, du moins fier encore en face de Friedrich; la croisade devait passer après les affaires du Teutschland. Mais à peine Otto eut-il rendu l'âme, et Friedrich fut-il reconnu roi unique des Teutschs, que le pape commença à rappeler le serment, et à insister sur l'accélération de la croisade. Honorius était un tout autre homme que son prédécesseur; il manquait de vigueur, de promptitude d'esprit, d'activité. Doué d'intelligence et de sentiments droits, sans ambition et sans vanité, il désirait amener le bien d'une manière douce et humaine, et maintenir partout la paix, surtout sans doute avec l'empereur. Mais il ne pouvait abandonner ce que le siége apostolique avait déjà gagné ou croyait avoir acquis; il ne pouvait s'écarter des principes sur lesquels ce siége paraissait reposer. D'ailleurs il n'était pas seul; les cardinaux veillaient, délibéraient, et ils poussèrent à l'exécution de leurs décisions. Des avertissements parvinrent peut-être à Rome avant le roi Friedrich; au moins est-il certain que bientôt après il fut question de deux accusations qui furent probablement produites alors contre lui, peut-être sous une forme conjecturale. Friedrich, disait-on, se proposait de faire élire roi des Romains son fils Heinrich, héritier du royaume de Sicile, et par conséquent de réunir l'État du Teutschland, l'empire et la Sicile; il s'immisçait dans les élections pour l'occupation des postes de l'Église, le tout en opposition à ses promesses solennelles. Ces accusations déterminèrent peut-être le pape à presser le roi pour la croisade. Honorius et ses conseils ne s'attendaient pas que Friedrich répondrait à un pareil appel. A peine reconnu comme roi par la majorité du Teutschland, n'ayant pas encore en sa possession les joyaux de la couronne, éloigné depuis plus de six ans de la Sicile, sans influence dans la Lombardie, n'étant pas encore paré du diadème impérial, ne voyant partout autour de lui que trouble et confusion, assailli de réclamations contradictoires, sans pouvoir royal, sans la considération attachée à l'empereur; comment le pape, comment aucun homme aurait-il pu croire que Friedrich aurait laissé là toutes les questions embrouillées pour s'en aller au loin en Terre-Sainte, s'engager dans une lutte, s'élancer au milieu de périls et de chances compliquées que ni lui-même ni personne n'était en état de mesurer? Il est donc probable que le pape, avec son invitation, ne se proposait que d'avertir le roi, et de lui rappeler qu'il n'était pas encore en possession du diadème impérial. Friedrich feignit de ne rien remarquer des vues du saint-père, et d'être bien résolu à prendre la croix aussitôt que ses compagnons seraient prêts à partir avec lui pour la Terre-Sainte. Au commencement de l'année 1219, il écrivit au pape: « qu'il reconnaissait volontiers la nécessité et le mérite de la croisade; qu'il avait déjà travaillé pour cette expédition, et qu'il y travaillerait encore; que le saint-père daignât seulement le soutenir dans la poursuite de l'œuvre; ordonner, sous peine d'excommunication, à tous ceux qui avaient pris la croix, princes et prélats, de se mettre en route avant le milieu de l'année; de ne dégager personne de son serment; proclamer, pendant que lui-même serait absent, l'injonction à chacun de prêter obéissance à ses lieutenants; prononcer l'excommunication contre le comte palatin Heinrich et la ville de Braunschweig, s'ils ne lui livraient pas aussitôt les joyaux de la couronne. » A tout cela il ajoutait l'assurance de sa propre soumission empressée et de la pureté de ses intentions. Qui pourrait douter que Friedrich, dans cette lettre, n'ait voulu surtout abuser le pape sur ses sentiments, et en même temps attirer son attention sur les grandes difficultés qui s'opposaient à la croisade?

Mais le pape et les siens ne se laissèrent point abuser. A peine un mois s'était écoulé, déjà Honorius avait expédié tous les ordres que Friedrich lui avait demandés. Il lui avait même accordé l'ajournement du départ jusqu'à la St-Michel (1). C'était une épreuve réciproque. Toutefois Friedrich paraît avoir été jeté dans un certain embarras par la prompte arrivée des ordres pontificaux; car il laissa passer trois mois avant d'exprimer au pape sa reconnaissance pour l'empressement avec lequel il avait exaucé ses prières. Mais Friedrich jugea aussi

à propos de faire précéder cette lettre par une autre dans laquelle il s'élevait contre les plaintes qui avaient été portées contre lui devant le siége apostolique, comme il l'avait appris. Il traitait ces accusations de colomnies. « Sa conscience, disait-il, était pure; si les princes teutschs devaient effectivement élire son fils pour roi des Romains, ce n'était nullement dans la vue de réunir le Teutschland et la Sicile, mais d'abord de faciliter le gouvernement durant son absence, et, en second lieu, dans la prévision de sa mort, d'assurer plus fortement à son fils les possessions de sa famille dans le Teutschland. Il n'était pas vrai non plus qu'il eût attenté à la liberté des élections des églises; tout au plus avait-il adressé une prière aux électeurs et au saint-père lui-même pour recommander tel ou tel sujet. » Il repoussa de la même façon d'autres accusations tendant à le représenter comme cherchant à réduire les droits et les possessions du saint-siége; il donna même un nouveau titre au pape dans lequel il répétait ses promesses antérieures, et pourtant sollicita un nouvel ajournement de la croisade au printemps de l'année suivante, parce que les difficultés à surmonter étaient trop nombreuses; le tout dans le langage respectueux d'un fils entièrement soumis, pieux et reconnaissant envers le saint-père. Le pape répondit, le 1er octobre, d'un ton gracieux et amical, et néanmoins il ne s'interdit pas certains tours qui touchaient au reproche et à la menace. « Vois, mon fils bien-aimé, disait le saint-père, deux époques t'ont été fixées, et toutes deux sont passées. Quel avantage a produit ce retard? où sont les vaisseaux, où sont les galères préparées, équipées par ta sollicitude royale pour le transport? Cependant nous voulons bien prendre en considération les empêchements que tu as invoqués pour ton excuse, autant que nous le pouvons dans le Seigneur, et t'accorder encore un nouveau délai jusqu'au printemps de l'année prochaine; mais ne t'endors pas pendant ce temps, afin de ne point tomber sous les coups de l'excommunication. »

Cette correspondance dut provoquer dans le roi Friedrich l'espérance d'amener le pape à une nouvelle condescendance encore, et à lui retirer peu à peu des mains les foudres de l'Église. Il continua donc la négociation très-vivement, en lui donnant de l'extension. Il proposa que le pape lui laissât la Sicile durant sa vie, et qu'après sa mort le Teutschland et l'empire en fussent séparés. Le pape s'y refusa, et aussitôt Friedrich retira sa demande. Mais il avait une nouvelle proposition toute préparée. Il pria le pape de lui promettre que, dans le cas où son fils Heinrich décéderait sans laisser de fils ou de frère, alors le royaume de Sicile lui serait conféré en fief par l'Église. Le bon pape, auquel devait plaire le langage humble et flatteur de Friedrich, accorda cette demande. Friedrich affecta la plus grande reconnaissance de cette concession, et, afin de se réserver une porte ouverte, il ajouta aussitôt : que néanmoins il espérait toujours, dans une conférence verbale avec le pape, obtenir la satisfaction de son premier désir, de conserver la souveraineté de la Sicile pendant sa vie avec l'empire et la royauté des Teutschs. En même temps il essaya, par les plus belles paroles, de convaincre le saint-père de l'excellence d'une telle réunion, protestant des plus nobles dispositions. Cependant le troisième délai fixé par le pape pour la croisade allait expirer aussi; en conséquence, dans cette même lettre, au mois de février 1220, environ un mois avant le terme, Friedrich disait à ce sujet : « que dans une diète à Nurnberg il avait engagé les princes teutschs à se prononcer pour le voyage de Syrie; que lui-même était armé, prêt à partir, mais que les autres croisés n'avaient pas encore songé au nécessaire. Il craignait donc, si le voyage avait lieu, que les autres ne restassent; et, à cause de cette crainte, il avait résolu, si le pape approuvait d'ailleurs cette décision, de faire partir en avant ses frères les croisés, et de les suivre aussitôt. Il fallait donc laisser passer quelques jours au delà de l'époque déterminée. Mais, ajouta-t-il, Dieu est témoin que nous parlons avec sincérité; comme nous sommes en mesure de partir, nous travaillons effectivement dans le Teutschland pour l'honneur de l'Église et pour les intérêts des croisés; nous faisons jurer à des hommes vaillants et belliqueux de se mettre en route avec nous, et nous étendons la durée de la paix et de la trêve autant que possible, afin de mener plus sûrement et à bonne fin l'entreprise. » Le pape ne put s'empêcher de louer le zèle dont se vantait Friedrich, sans pourtant dissimuler son inquiétude. « Celui qui aime, dit-il, craint également. Il n'est donc pas étonnant que le retard de l'ex-

pédition en Terre-Sainte nous inspire de la crainte pour toi et pour nous-même : pour toi, car, à force d'ajournements, tu pourrais bien attirer sur toi la colère du Tout-Puissant; pour nous, car nous paraîtrions négliger la cause du premier de tous les pontifes, qui s'est offert lui-même en holocauste à Dieu le Père, pour le salut du peuple, sur l'autel de la croix.» Il recula bien encore une fois le jour du départ, mais seulement de six semaines, au premier mai, en avertissant d'une manière très-pressante le roi de ne pas laisser encore passer ce jour. « Ceins tes reins de l'épée, toi le plus puissant des rois de la terre; ceins-toi, et sois puissant dans l'humilité; ceins-toi, et sois humble dans la puissance, afin que, ne te reposant pas sur toi-même, tu reçoives la gloire d'une si grande œuvre de la main du Tout-Puissant, dans lequel nous espérons. » Ainsi se terminait l'appel au roi.

Mais à peine Friedrich avait reçu cette lettre pontificale, avant peut-être qu'elle lui fût parvenue, il envoya un député, l'abbé de Fulda, à Rome, afin de s'entendre avec le pape sur les circonstances nécessaires à son couronnement comme empereur; car le voyage du roi pour la Terre-Sainte devait se faire d'abord à travers l'Italie, et le couronnement aurait lieu à ce passage. Honorius ne fut pas satisfait de l'arrivée d'un abbé pour un pareil but; il avait attendu un archevêque, au moins un évêque. Mais l'abbé avait apporté les plus belles paroles, les plus magnifiques promesses; il était d'ailleurs porteur d'une lettre du roi au sénat et au peuple extraordinairement édifiante. Friedrich y exprimait son respect pour l'Église romaine et pour le pape Honorius; mais en même temps il exhortait le peuple romain à le devancer dans cette voie, et à le témoigner au saint-père; et tout cela en termes de grande piété, de soumission filiale, d'affection sincère et pure; annonçant sa prochaine arrivée à Rome, il donnait quelques avertissements, et n'épargnait pas non plus les promesses. Le peuple romain se félicita d'autant plus de cette épître royale, qu'elle contrastait dans les termes et par le ton avec celles des anciens empereurs. On y voyait que Friedrich s'enorgueillissait de cette éducation italienne, qui n'avait été ni connue ni appréciée de ses barbares prédécesseurs. La lettre fut lue publiquement au Capitole; elle excita un véritable enthousiasme; et, sous l'empire de ce sentiment, l'on fit une réponse dans les termes les plus exagérés. Au milieu de telles circonstances, comment le pape aurait-il pu s'irriter contre un fils aussi plein d'humilité envers l'Église, qui savait employer si activement son habileté à rétablir et à augmenter l'autorité du siége apostolique parmi les turbulents Romains? En effet, à peine exprima-t-il son mécontentement sur l'envoi de l'abbé de Fulda pour une affaire d'un intérêt si élevé; il pressa le roi de hâter son arrivée à Rome, afin que lui-même pût goûter aussi vite que possible la joie de lui conférer la couronne impériale. Il ne se montra pas même éloigné d'ajourner pour la cinquième fois, même jusqu'à l'automne, le début de la croisade.

Mais, dans le temps même où se poursuivaient à Rome ces négociations qui inspiraient au pape tant de joie et préparaient Rome aux fêtes et à toutes les manifestations d'une satisfaction bruyante, Friedrich marchait dans ses propres voies, qui s'écartaient de la ligne que le pape lui avait incontestablement tracée d'après les traités. Au mois d'avril, le roi réunit une grande diète à Francfort, où son fils Heinrich, arrivé dans le Teutschland depuis quatre ans avec sa mère, et qui alors était un enfant de neuf ans, fut élu par les princes présents pour roi des Romains, et pour successeur de Friedrich à la couronne des Teutschs et à l'empire; et pourtant il était héritier du royaume de Sicile.

A cause de la pauvreté des traditions, le jour de cette élection n'est pas bien fixé. Il n'est pas plus facile de bien éclaircir l'affaire. Voilà ce que prétend Friedrich lui-même en présence du pape : « Nous avions indiqué une diète générale à Francfort, afin de prendre congé des princes suivant les usages de l'empire (1), et nous rapprocher ensuite de vos pieds, selon vos ordres. A cette assemblée parurent aussi l'archevêque de Mayence, et le landgraf de Thuringe, entre lesquels un débat s'était élevé depuis longtemps. Comme tous deux s'étaient fait suivre d'une nombreuse escorte guerrière, la querelle grossit à ce point qu'elle menaçait tout l'empire. Les princes présents, signalant un tel danger, et poussés par le désir de le conjurer, demandèrent que la difficulté leur fût soumise, et jurèrent de ne point quitter Francfort que l'accommodement ne fût conclu et par nous confirmé. Mais ils travaillèrent en vain,

ils ne purent rétablir la concorde ; la querelle s'envenima de plus en plus, et menaçait, en raison de notre prochain départ, de grands préjudices pour l'empire. En conséquence, les princes présents, parmi lesquels se distinguèrent ceux qui avaient été opposés à l'élévation de notre fils, l'élurent pour roi en notre absence. Quand ce choix nous fut connu, nous nous refusâmes à l'approuver, parce qu'il s'était fait à votre insu et contrairement à vos ordres ; et nous insistâmes, dans le cas où nous le reconnaîtrions, pour que chacun des princes souscrivît son vote et apposât son cachet au bas de sa signature, ou du moins pour que votre sainteté elle-même approuvât l'élection. »

Il résulte également des récits des écrivains que de vifs débats s'élevèrent entre l'archevêque Sifrid de Mayence et le landgraf Louis de Thuringe. Cinq ans auparavant, le landgraf Hermann, qui n'avait jamais été fidèle qu'à son caractère d'inconstance, était mort, à ce qu'il paraît, d'une manière peu honorable, à la villa Gotha, au moment où il allait se rendre auprès de l'empereur Otto, pour essayer si en passant encore du côté de ce souverain il ne trouverait pas de nouveaux avantages. Son fils Louis, jeune homme de 16 ans, lui avait succédé dans le landgraviat. L'âge et la faiblesse de ce prince engagèrent l'archevêque Sifrid à ressaisir des droits et des possessions dont l'Église de Mayence avait joui jadis en Thuringe, mais que lui-même avait abandonnés au père du jeune landgraf pendant les débats sur l'archevêché ; et pour avoir une arme contre le jeune landgraf, pour le contraindre à céder, il déclara que Louis était sous l'anathème de l'Église, parce que son père était mort sans avoir été relevé de l'excommunication. Louis, à peine sorti de l'enfance, âme pieuse et timide, ne comprit rien à ce reproche. De toutes les foudres lancées par Innocent, il pouvait se faire qu'un éclat eût atteint le landgraf Hermann, qui souvent s'était tenu à côté du roi, et que ce prince n'eût pas songé à faire effacer les traces de cette blessure. Comme il s'était séparé aussitôt de l'empereur Otto, et s'était déclaré pour le protégé du pape, le roi Friedrich, le coup avait peut-être été oublié par lui-même comme par le clergé de Thuringe ; ni à sa mort ni à ses funérailles il ne s'en trouve aucune trace. Quoi qu'il en soit, Louis se sentait libre de toute culpabilité à cet égard, et n'avait même jamais appris que son père eût été rejeté par l'Église. Il repoussa donc la prétention de l'archevêque, et s'opposa très-hardiment au prêtre. Ses représentations restant sans effet, il prit les armes dans l'année 1219, pour contraindre, l'épée à la main, le prêtre à se désister de ses demandes mal fondées. Il réussit ; l'archevêque se vit réduit à rechercher une réconciliation. Elle eut lieu dans l'église de St-Boniface de Fulda ; et là le landgraf, pour épargner l'honneur de l'archevêque, voulut bien accepter la révocation de l'excommunication pour lui et son père, mais comme un acte surabondant et incapable d'attenter à aucun droit. Ainsi cette affaire avait déjà été accommodée l'année précédente.

Néanmoins l'on ne peut en toute assurance rejeter les dires de Friedrich ; la querelle put se ranimer à Francfort. L'archevêque sentit fortement son humiliation, et son ardeur de posséder des droits et des biens en Thuringe éclata sans doute en plus d'une occasion. La vue du jeune landgraf put provoquer son ressentiment, et les événements dont parle le roi eurent peut-être lieu. D'après les récits des historiens qui s'occupent de cette époque, Friedrich poussa fortement à l'élection de son fils. Il n'en disconvient pas. Dans les passages cités plus haut, il parle des princes qui se seraient opposés antérieurement à l'élévation de son fils. Au début de la lettre, il dit en termes nets et durs : « En face de votre bienveillance, nous ne pouvons et ne devons pas nier d'avoir travaillé jusqu'ici de toutes nos forces à l'élévation de notre fils unique, que nous chérissons d'un amour paternel ; mais nous n'avions encore pu la faire réussir (3). » Il avait négocié depuis longtemps déjà avec les princes, en avait gagné quelques-uns, en avait rencontré d'autres opposés à ses désirs. Assurément les offres, les promesses, dont Friedrich ne fut jamais avare dans le Teutschland, ne manquèrent pas dans ces négociations. Il est possible que Friedrich n'ait pas pris l'initiative à Francfort quant à l'élection ; que le sujet ait été réellement traité en son absence et à son insu, comme il l'assure : car les princes réunis se virent, se parlèrent, délibérèrent ; signalant de la diversité dans les vues, réfléchissant que le roi était sur le point de partir pour l'Italie, que peut-être ne se représenterait plus une occasion favorable

de gagner et d'acquérir, ils se seront réunis dans la pensée d'aller au-devant des désirs du roi pour en obtenir plus sûrement ce qu'il leur avait promis. Et ces promesses, on les saisit dans un acte que le roi fit rédiger à Francfort le 26 avril, et qui nous a été conservé. Cet acte a été donné entièrement à l'avantage des princes ecclésiastiques, mais il peut servir de mesure générale. Les princes ecclésiastiques avaient sans doute montré la plus grande condescendance, mais en même temps la plus forte décision dans leurs demandes. Dans le fait, ils avaient en masse le même intérêt, et pouvaient aussi être satisfaits le plus facilement. D'ailleurs, en raison de sa situation envers le pape, le roi avait surtout à cœur de contenter le clergé dans le Teutschland. Il avait peu à craindre du souverain pontife, si les ecclésiastiques étaient gagnés avec de tels avantages temporels, qu'ils ne pussent l'abandonner sans danger, sans courir des chances de perte. Probablement on avait accordé isolément aux princes ce que chacun avait désiré obtenir, et comme ils avaient un modèle dans les concessions faites aux ecclésiastiques, ils obtinrent sans doute des promesses analogues pour l'avenir. Mais cet acte qui fut rédigé pour les seigneurs spirituels, qui est d'une haute importance, moins à cause des conséquences pour l'avenir que par le témoignage qu'il porte sur le présent; cet acte, le voici en substance :

« En considération du zèle et de la fidélité avec laquelle nos princes ecclésiastiques nous ont assisté jusqu'ici, en nous élevant à l'empire, en nous y fortifiant, et tout récemment en accueillant et en élisant à l'unanimité notre fils Heinrich comme leur roi et seigneur, nous pensons, de notre côté, que ceux par lesquels nous avons été secondé et affermi doivent être favorisés et affermis par nous avec leurs églises; c'est pourquoi nous voulons remédier par quelques dispositions législatives aux abus sur lesquels ils ont élevé des plaintes. D'abord nous promettons de ne lever désormais au profit du fisc aucun droit sur la succession d'un prince spirituel, et de ne pas souffrir qu'un laïque y prétende. Quand le défunt n'a pas laissé de testament, la succession doit échoir au successeur; s'il y a testament, il doit être exécuté. De plus, nous n'accorderons plus que de nouveaux droits soient levés, que de nouvelles monnaies soient frappées à leur insu et sans leur volonté dans leurs domaines et dans leurs diocèses; nous voulons maintenir et protéger les anciens droits et les anciens priviléges monétaires qui ont été concédés à leurs églises. Si des hommes attachés à ces princes par une espèce quelconque de service s'éloignent, pour quelque cause que ce puisse être, de l'obéissance envers eux, nous ne voulons pas les accueillir dans nos villes. Nous voulons encore que ce décret soit observé entre eux-mêmes, et par tous les laïques à leur égard. Nulle église ne doit souffrir d'atteinte sur ses biens, sous prétexte de patronat sur lesdits biens. Si ce tort est porté, il y aura indemnité du double du dommage, et cent marcs d'argent seront payés à notre trésorerie. Si un prince ecclésiastique appelle en justice ses vassaux pour quelque offense, d'après le droit féodal, et qu'une sentence lui retire le fief, nous en prendrons possession au profit dudit prince; et s'il voulait spontanément nous le transmettre, nous l'accepterions, sans être retenu ni par l'amour ni par la haine. Si au contraire la vacance d'un fief est prononcée contre un prince spirituel, jamais nous ne prendrons possession de notre plein pouvoir dudit fief, si nous ne pouvons l'obtenir de son bon vouloir et de sa générosité. S'il nous est dénoncé par des princes spirituels, oralement, au moyen de lettres ou de messagers dignes de foi, que quelqu'un a été frappé par eux d'interdit, nous éviterons le condamné; nous ne souffrirons pas qu'il paraisse en justice avant qu'il n'ait été relevé : il peut bien s'expliquer sur des accusations, mais le pouvoir public doit lui retirer le droit et la faculté de se présenter comme juge, comme témoin ou comme plaignant. Et comme le glaive temporel est affecté à soutenir le glaive spirituel, la condamnation de l'empire doit suivre l'excommunication, si elle n'est pas révoquée dans les six semaines; et cette condamnation ne doit pas cesser d'avoir son effet tant que l'excommunication n'est pas révoquée. De leur côté, les princes spirituels ont promis et juré de nous assister énergiquement de toutes leurs forces contre quiconque opposerait la force à nos sentences, sur notre dénonciation. Des châteaux et des villes ne doivent pas être fondés sur un territoire appartenant aux églises, sous prétexte de patronat, ni sous tout autre. Les châteaux et les villes qui auraient été déjà établis contre la volonté de ceux auxquels ap-

partient le sol doivent être détruits par la puissance royale. Ainsi que notre aïeul l'empereur Friedrich l'a institué, nul de nos officiers ne pourra prétendre à une juridiction dans les villes des princes ecclésiastiques, excepté huit jours avant une diète qui y aurait été publiquement indiquée par nous; mais, même pendant ce temps, nos officiers ne doivent pas s'arroger le droit de porter atteinte à la juridiction du prince ou aux coutumes de la ville. Si nous arrivions dans une ville sans avoir annoncé une diète publique, nos officiers ne doivent y exercer aucun droit; le prince et seigneur y jouira d'une pleine et entière autorité. » Pour terminer, l'obligation est imposée à l'héritier et successeur du roi de maintenir et d'exécuter ces dispositions, et de veiller à ce qu'elles soient observées à l'avenir par tous les laïques.

Cet acte n'est pas revêtu de l'insigne impérial; mais il est souscrit par les princes comme témoins assistants, et garanti dans son authenticité par leur sceau. On y trouve les noms de quatre archevêques et de onze évêques. Un tel titre peut donc être considéré comme un véritable traité entre le roi et les princes ecclésiastiques. Pour les princes temporels, qui n'y avaient pas donné publiquement leur adhésion, il n'était nullement obligatoire, et ils eussent été en droit de le repousser. Néanmoins une telle opposition serait demeurée sans résultat; car, dans la réunion de la condamnation impériale et de l'excommunication religieuse, il y avait une puissance que tout prince isolé devait redouter, en raison de l'avidité de ses voisins et des regards de convoitise qu'ils jetaient sur ses possessions. Dans le fait, il ne s'éleva aucune contradiction. Ou les princes séculiers étaient gagnés à l'avance, du moins les premiers et les plus grands, ou tous étaient contents, parce qu'ils voyaient que le haut clergé avait acquis ce qui était le but de ses efforts, et que ce qui lui était accordé ne pouvait lui être enlevé. Mais les ecclésiastiques avaient atteint au but le plus élevé de leurs désirs.

Ils étaient devenus maîtres et souverains dans les terres de leurs églises. A la vérité Friedrich ne renonça pas à la suzeraineté de l'empire sur les biens des églises; mais comme toute influence sur l'occupation des postes de l'Église avait été soustraite au trône, il ne restait pas beaucoup des droits de cette suzeraineté. Les ecclésiastiques arrivaient, à l'égard de l'Etat dans le Teutschland, à la position où était parvenu l'évêque de Rome, relativement à l'empire, par les réclamations d'Innocent III et la reconnaissance d'Otto et de Friedrich; ils restèrent attachés au nom du royaume des Teutschs sans dépendre de cet Etat. D'abord eux-mêmes, ces évêques, donnaient leurs voix au prince qu'ils voulaient reconnaître comme leur roi et seigneur; ce roi et seigneur pouvait tenir des diètes dans leurs villes, et il leur fallait pourvoir à ses besoins et à ceux de toute sa suite pendant ce temps; enfin ils restaient soumis au service féodal en cas de guerre pour la défense du royaume, dont ils avaient eux-mêmes reconnu la nécessité. Leurs obligations n'allaient guère au delà. Néanmoins on ne peut croire que, par son acte du 26 avril, Friedrich ait opéré un changement important, ou qu'il ait donné une nouvelle direction à la vie publique dans le Teutschland. On serait plutôt tenté de soutenir que, sans cet acte, tout ce qui est arrivé se serait passé de même. Les points les plus importants accordés par Friedrich aux évêques existaient déjà, et le reste était réclamé depuis longtemps. Rien ne fut établi, mis en vigueur par l'acte; tout résulta des circonstances et de la marche ultérieure des événements. Les évêques n'auraient pas eu besoin de l'acte royal pour devenir souverains dans leurs terres; c'est un désir inextinguible du cœur humain de voir le fait régularisé par le droit. A l'extinction de la maison de Franconie, le Teutschland, comme on l'a souvent remarqué, pouvait encore devenir un seul Etat avec un pouvoir royal énergique; mais ces actes de Friedrich avaient amené inévitablement la dissolution de l'État. Un roi indigène, qui n'aurait eu en vue que le Teutschland et ses possessions du Teutschland, aurait ressenti alors et en tout temps une horreur insurmontable à la pensée d'un tel morcellement; mais Friedrich II, étranger, le fit avec la même indifférence qu'il apporta dans l'abandon des contrées importantes de la Baltique et de l'Océan Germanique à la souveraineté danoise, et qu'il avait en général pour tout ce qui concernait le Teutschland; et il le fit d'autant plus volontiers, que dans cet acte il croyait trouver un moyen de maintenir sur le ton de l'amitié ses rapports avec le pape, et d'échapper à la croisade. Le titre ne mérite pas moins l'impor-

tance qu'on lui attribue par ses conséquences que par le témoignage qu'il offre sur cette époque. Si tout peut se comprendre, deux dispositions concernant le roi Friedrich et le clergé de ce temps doivent blesser tout noble esprit. Le roi se ligue avec les prêtres pour exclure les plus malheureux des hommes, les serfs, des villes dans lesquelles ils pouvaient saisir leur dernière espérance, la liberté, et leur enlever ainsi le dernier moyen par lequel ils pussent amener des maîtres trop durs à quelque douceur, à quelque humanité. Secondement, le roi réduisait le pouvoir royal, dans sa manifestation la plus haute, à servir d'instrument à l'excommunication religieuse, et par conséquent aussi aux passions sacerdotales, et demandait en échange que la plus terrible sentence humaine agît sur l'éternité. Qui oserait louer cette conduite, l'excuser, la défendre?

Mais, quel que soit le jugement sur ces dispositions et sur l'acte dans son ensemble, il est hors de doute qu'il fut le prix dont Friedrich paya l'élection de son fils par les princes ecclésiastiques. En poursuivant cette élection, il violait la parole qu'il avait donnée solennellement et répétée au pape. Roi et pontife paraissent avoir été, à ce sujet, fort embarrassés à l'égard l'un de l'autre; il y eut une longue interruption dans leur correspondance. Le pape était irrité au plus haut degré du parjure du roi, et conçut contre lui une grande méfiance. Son entourage partageait son agitation et ses soucis. Mais les concessions faites par Friedrich aux princes ecclésiastiques dans le Teutschland paraissaient être d'une importance incalculable pour l'indépendance de l'Eglise. Honorius pouvait bien se dire que par ces concessions Friedrich lui avait soustrait tout le clergé du Teutschland, et qu'il agirait imprudemment en essayant de tourner les armes apostoliques contre ce souverain. Il observa donc le silence. Friedrich pouvait ressentir de la honte d'avoir commis deux parjures envers le pape; car il laissa passer pour la cinquième fois le jour fixé pour l'entrée en campagne contre les infidèles. Il ne sut, à ce qu'il paraît, comment engager, sur quoi appuyer sa justification; mais, reconnaissant l'embarras du saint-père à son silence, il crut avoir gagné sa cause. Il adressa donc, environ trois mois après l'élection de son fils (4), la lettre au souverain pontife, qui a servi à l'exposition des faits. Elle était rédigée avec une habileté remarquable; le roi y affectait un calme complet, comme s'il avait la meilleure conscience; il y tenait le langage de la vérité, de la sincérité, de l'ancienne confiance, du respect et du dévoûment le plus profond, comme s'il n'était pas survenu la moindre altération. Après avoir raconté l'élection, Friedrich s'excuse de n'avoir pas annoncé au pape ce qui était arrivé. « Il fut réglé, dit-il, que l'un des princes irait auprès de vous pour vous rendre compte de tout; mais bientôt celui-là s'y refusa, par des raisons que nous vous communiquerons bientôt oralement, s'il plaît à Dieu. Ensuite nous décidâmes l'évêque Kunrad de Metz et de Spire, notre chancelier, à partir pour se jeter à vos pieds; mais, au moment de se mettre en route, il fut attaqué d'une maladie qui l'a retenu jusqu'à ce jour. » Puis venaient de nouvelles assurances : « L'élévation de notre fils, très-saint-père, ne pourrait vous paraître une chose grave qu'à raison de vos craintes sur la réunion du royaume de Sicile avec l'empire; mais l'Eglise notre mère n'a nullement à craindre cette réunion; nous tendons au contraire à la séparation de toute manière. Aussitôt que nous serons auprès de vous, vos ordres et vos désirs seront remplis en toutes choses. L'empire ne doit rien avoir de commun avec cet Etat, ni maintenant ni jamais. Dans cette affaire comme en toute autre, nous nous conduirons envers la sainteté apostolique de manière que notre mère l'Eglise se réjouisse avec raison d'avoir enfanté un tel fils. Si l'Église n'avait aucun droit à cet État, et que nous dussions mourir sans héritier, nous voudrions plutôt le transmettre à l'Église romaine qu'à l'Empire. Nous nous étonnons donc que vous et l'Église vous soyez inquiétés au sujet de l'élévation de notre fils. »

Le digne pontife secoua sans doute la tête à de telles paroles. Il crut difficilement au récit du roi, et n'eut guère confiance en ses protestations; mais, comme il ne se sentait pas la force de soutenir avec succès une lutte ouverte contre le roi Friedrich et le clergé du Teutschland, qu'il n'était pas non plus résolu à s'abîmer avec son siége apostolique, il dut se féliciter que Friedrich eût rompu un silence embarrassant, et lui eût ouvert une voie pour sortir de sa position critique. Il affecta donc d'être pleinement convaincu de la sincérité de Friedrich en paroles et en actes, d'être entière-

ment persuadé que tout ce qui était arrivé s'était fait uniquement pour rendre possible la sainte expédition en Orient, et pour assurer quelque ordre dans l'État pendant l'absence du roi. Il pardonna la violation de la parole d'autant plus facilement que le bénéfice présumé pour l'Église paraissait plus grand; et comme il avait pardonné l'acte le plus grave, l'élection de Heinrich, comment aurait-il pu se montrer inflexible pour le moins important, l'ajournement de la croisade? Friedrich s'entendit parfaitement à rejeter toute faute de lui-même sur telle ou telle circonstance, et le saint-père comprit facilement que, sous l'empire de pareils faits, le départ avait été impossible. D'ailleurs il parut ne pas vouloir différer plus longtemps, sinon le voyage de la Terre-Sainte, au moins celui d'Italie. Et en effet il ne l'ajourna plus. Aussitôt qu'il crut être sûr de nouveau du pape, il nomma quelques hommes auxquels il put confier l'éducation de son fils, le jeune roi Heinrich, et auxquels il donna probablement pour instruction de se souvenir au moins du nom impérial dans le Teutschland, s'ils étaient hors d'état d'en faire valoir l'autorité. On en cite plusieurs, mais on ne peut déterminer quelle situation ces hommes occupaient les uns envers les autres. Heinrich de Nifen, dont il a déjà été question, maintenant maréchal de l'empire, Kunrad de Tanne et Wernher de Boland, se présentent d'abord, le premier dans un écrivain, le second dans un autre, comme les précepteurs et les compagnons du roi, soit qu'ils aient exercé ces fonctions simultanément, soit qu'ils se soient succédé. La haute surveillance fut donnée à l'archevêque Engelbert de Cologne, homme distingué par ses manières comme par son intelligence et son habileté. Il paraîtrait que, pour ne pas exciter la jalousie des princes séculiers, on lui adjoignit le duc Louis de Bavière, de telle sorte que celui-ci exerçât ses fonctions en cas de nécessité. Peut-être y eut-il un troisième collègue, l'évêque Otto de Wurtzbourg. Ces princes eurent probablement pour instruction de surveiller les affaires publiques, quoique le roi Friedrich ne les prît point fortement à cœur.

Enfin, au mois de septembre, Friedrich II partit et franchit les Alpes. Quelques princes teutschs des deux ordres l'accompagnaient. On cite entre autres l'archevêque de Mayence, le patriarche d'Aquilée, les évêques de Metz, Passau, Augsbourg, Brixen et Trente; le duc Louis de Bavière, et le comte palatin Heinrich. De ce moment Friedrich ne revit plus le Teutschland pendant quinze années, et s'en soucia fort peu. Il avait obtenu ce qui était l'objet immédiat de ses désirs; le peuple teutsch lui était étranger, indifférent; le Teutschland ne lui importait qu'autant qu'il lui était nécessaire pour faire passer la couronne impériale dans sa maison. Son voyage à travers l'Italie était favorisé par le saint-père, qui ordonna aux Lombards de prêter au roi le serment de fidélité. Mais les Italiens n'attachaient pas un sens bien sérieux à ce serment, quoiqu'ils eussent consulté le pape sur ce qu'ils devaient faire à ce sujet. Leurs représentations étaient dans une sorte d'opposition avec les prétentions de Friedrich. Le roi se donna donc toutes sortes de peines pour éviter au moins des collisions et surtout les discussions trop compliquées. On tourna autour de Milan, et la couronne de Lombardie ne fut pas demandée. Il se montra bienveillant et affectueux pour les villes qu'il traversa, et leur assura les libertés et les priviléges dont elles demandèrent la confirmation. D'autres qui ne pouvaient lui offrir d'utilité, ni lui faire craindre de danger, il essaya de les calmer avec de vaines paroles, et les renvoya en termes gracieux à l'avenir. La plupart des villes se contentèrent d'espérances. Gênes seule, qui huit ans auparavant croyait avoir si bien mérité du roi, et pouvait avoir conçu des idées irréalisables, fut irritée contre l'orgueilleux roi, qui maintenant, dans son voyage comme empereur, paraissait l'oublier, lui qui, sans secours, sans armes, avait été trop heureux de la protection de la cité commerçante. Cependant la correspondance entre le pape et le roi se continuait très-active. Tous deux restaient fidèles à leur ancien système. Plus Friedrich s'avançait en Italie, plus vivement Honorius reconnaissait qu'il était temps maintenant de produire ses réclamations sous une forme impérieuse, et d'insister sur leur acceptation sans condition. Friedrich, ayant derrière lui les Alpes et la Lombardie, poussé par la nécessité de reparaître enfin en roi dans ses États héréditaires de Sicile, sans amour pour le Teutschland, sans espérance dans ce pays, dut bien voir qu'il ne lui restait plus qu'à se rendre sans hésiter aux demandes du pape, à les prévenir

pour ainsi dire, comme si elles étaient conformes à ses vues, approuvées par ses sentiments religieux : car il voulait obtenir bien vite la couronne impériale, et ne pas entreprendre la croisade, afin de pouvoir régler, fonder, créer dans son royaume héréditaire. Au jour de son couronnement se révéla ce qui avait été exigé, consenti; car le pape avait demandé que les concessions, suivant ses propres expressions, fussent proclamées par l'empereur comme des lois publiques, afin que lui-même, le souverain pontife, soutenu par les sentiments de tous les croyants, pût en poursuivre avec d'autant plus d'efficacité l'exécution; et Friedrich avait également satisfait à ce désir. Aussi, à son entrée dans Rome, il fut accueilli avec les plus vifs témoignages d'amitié, et au bruit des acclamations de joie des Romains, le 22 de novembre, à la fête de sainte Cécile, il fut couronné en grande pompe avec son épouse Constantia par le pape Honorius III. Aussitôt après le couronnement, les lois publiques furent proclamées.

Non-seulement Friedrich avait répété les assurances données à Eger et à Strasbourg, mais il s'était résigné encore à exécuter aussitôt ses promesses : car, dans les pays qu'il avait abandonnés à l'Eglise romaine, à l'imitation de l'empereur Otto, il avait délié tous les officiers et les vassaux du serment qu'ils lui avaient prêté, et les avait remis, ainsi que tous les habitants, sous l'autorité du siége apostolique. Il s'était même engagé de nouveau à une croisade; et à peine avait-il été salué comme empereur, en conséquence de cette obligation, il reçut publiquement la croix des mains du cardinal Ugolino, dont il a été question plus haut comme du légat pontifical, et qui plus tard, à la mort du pape Honorius III, parvint à la chaire de St-Pierre. En effet on ne pouvait blâmer le pape de ce qu'il avait imposé les deux actes ci-dessus rappelés comme conditions du couronnement; ce qu'Otto avait promis au siége apostolique, Friedrich devait le tenir. Le principe constant de Rome a été de toujours recevoir et de ne jamais lâcher. Comment donc Honorius aurait-il osé conférer la couronne impériale à Friedrich, sans lui rappeler la reconnaissance solennelle de cet État à l'Église, à la face du monde chrétien, et en exiger la remise effective? Le pape ne pouvait espérer que lui et ses successeurs jouiraient jamais de ces domaines, si la séparation entre le royaume de Sicile, le Teutschland et l'Empire, n'était pas assurée. Quant au peuple teutsch, peu lui importait que le siége apostolique possédât en Italie les cantons qui lui avaient été abandonnés, ou qu'ils restassent au nom de l'empereur qui s'intitulait roi des Teutschs ou plutôt des Romains. Les rois des Teutschs avaient de ce peuple à peine autre chose que le nom, et ils prenaient ce nom d'autant plus vivement que Rome était plus décidément perdue pour eux et avait été abandonnée par eux-mêmes. On pouvait aussi considérer dans le Teutschland la seconde exigence du pape avec la même indifférence. Honorius insista parce qu'il voyait clairement qu'il avait à peine une autre arme efficace contre le roi Friedrich que la croisade, et qu'en même temps c'était un moyen assez puissant pour le maintenir dans l'obéissance et le respect. Pour le peuple teutsch, dès que son roi ne voulait ni agir ni rester dans le Teutschland, c'était tout un qu'il se trouvât en Sicile, dans la Terre-Sainte ou en Egypte.

Mais, le jour de son couronnement, l'empereur proclama encore une suite de dispositions législatives qui devaient avoir autorité dans tout le royaume, et qui ont aussi de l'importance pour le Teutschland, encore bien qu'elles dussent rarement y être appliquées. Les deux premières lui furent sans doute imposées par le pape : elles ne sont que des renouvellements de concessions antérieures et de règlements au profit de l'Église; probablement aussi le saint-père poussa aux trois dernières, comme s'il avait senti le besoin de réconcilier les esprits des hommes. — 1° Toutes les ordonnances et les coutumes qui ont été rendues ou appliquées par des villes, des localités ou des autorités contre la liberté de l'Église ou contre des personnes ecclésiastiques, doivent être abolies dans les deux mois après la proclamation de cet édit. Quiconque tentera désormais de pareilles choses perdra sa juridiction. Les lieux où l'on s'arrogerait de tels droits seraient soumis à une amende de mille marcs. Les personnes appartenant à l'ordre judiciaire, qui prononceraient des sentences d'après de telles ordonnances et coutumes, perdraient leur honneur, et les jugements seraient frappés de nullité. Si, après l'expiration d'une année, elles persistaient dans leur opposition, leurs biens pourraient être saisis dans tout l'empire par le pre-

mier venu, qui n'encourrait aucune peine pour cela. Personne ne doit imposer de prestations aux églises, à d'autres fondations pieuses ou à des personnes appartenant à l'Église; quiconque commettra cette infraction et ne donnera pas ensuite satisfaction quand il en sera sommé par l'État ou par l'Église, doit remplacer au triple ce qu'il aura imposé; en outre il sera au ban de l'empire tant qu'il n'aura pas accompli la satisfaction exigée. — Toute commune, toute personne qui aura été un an sous l'excommunication à cause de la liberté de l'Église, doit aussi être mise au ban de l'empire, et ne sera pas affranchie de cette condamnation tant que l'excommunication ne sera pas levée. — Enfin nul ne se permettra, au mépris des ordonnances impériales et des princes de l'Église, de citer un ecclésiastique devant un tribunal laïque. Si cela se fait, l'appelant perdra son droit, et le jugement sera nul; le juge lui-même sera déchu de son privilége de siéger sur un tribunal. Quiconque aura la présomption de refuser par trois fois justice à des ecclésiastiques ou à des personnes appartenant à l'Église, perdra sa puissance judiciaire. — 2° Tous les hérétiques des deux sexes, sans exception, doivent être à jamais flétris et mis au ban de l'empire; leurs biens doivent être confisqués pour ne jamais leur être restitués; leurs fils et successeurs ne doivent jamais en recouvrer la possession. Celui qui encourt le soupçon de l'hérésie, et qui ne démontre pas son innocence au moyen de preuves exigées par l'Église et proportionnées à la grandeur du soupçon, sera traité par tous comme déchu de son honneur, et mis au ban de l'empire; et s'il demeure un an dans cette situation, il sera condamné comme hérétique. — Toutes les autorités doivent jurer publiquement d'employer de bonne foi toutes leurs forces pour expulser des pays de leur juridiction tous ceux qui auraient été signalés par l'Église comme hérétiques; sinon elles seront déchues, et leurs jugements seront nuls et de nul effet. Mais si un seigneur laïque, averti et sommé par l'Église, néglige de purger son pays de l'hérésie, au bout d'un an il sera libre aux orthodoxes de se saisir de ses domaines, et ils en resteront en paisible possession après l'expulsion des hérétiques, sous la réserve toutefois des droits du suzerain (5). En outre, tous ceux qui prêtent aux hérétiques, les accueillent, les défendent ou les favorisent, doivent être mis au ban de l'empire; et si quelqu'un de ces hommes reste un an sous l'excommunication de l'Église sans donner satisfaction, il doit être flétri, et n'est plus admissible à aucune fonction publique, à aucune assemblée; il est incapable de porter témoignage, de tester ou de transmettre un héritage. — 3° Si des vaisseaux échouent sur le rivage, bâtiments et biens doivent être sauvés au profit de ceux auxquels ils appartiennent; toute coutume contraire à cette ordonnance doit être abolie. Sont exceptés pourtant les vaisseaux qui se seraient livrés à la piraterie, ou les gens qui sont nos ennemis et ceux du nom chrétien. Les infractions à cette ordonnance doivent être punies de la confiscation de leurs biens, et, suivant les circonstances, leur culpabilité doit être châtiée de quelque façon que ce soit. — 4° Les pèlerins et les étrangers doivent être accueillis partout. Ils auront le droit de disposer de leurs effets par actes de dernière volonté. Si quelqu'un meurt intestat, son hôte se gardera bien de rien s'approprier; la succession sera livrée, s'il est possible, par l'évêque de l'endroit aux héritiers, ou employée à de pieuses dispositions. L'hôte qui, contrairement à cette prescription, retient quelque chose, doit en donner la triple valeur à l'évêque, et lui-même perd la faculté de disposer de ses biens par testament. Nul principe, nulle coutume, nul privilége, ne doivent être reconnus valables contre cette prescription. — 5° Les hommes qui s'occupent d'économie rurale doivent être en sécurité dans tous les pays, qu'ils se tiennent dans les villages ou se livrent à la culture des champs (6). Nul ne doit se permettre de toucher à leurs personnes, à leurs bestiaux, à leurs instruments de labourage, ni à tout ce qui se rattache à leurs travaux d'agriculture. Quiconque oserait violer cet ordre remplacerait ce qu'il aurait enlevé par des objets de quadruple valeur; il serait flétri et mis au ban de l'empire.

Ces lois furent louées par le pape Honorius, approuvées et confirmées comme valables pour tout l'avenir. Celui qui, poussé par l'ennemi de la race humaine, oserait les transgresser de quelque façon que ce fût, attirerait sur lui la colère de Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres saints Pierre et Paul.

L'empereur Friedrich quitta Rome pour regagner son royaume héréditaire. Avec les

mêmes artifices qu'il avait jusqu'alors employés avec tant de succès, il parvint à obtenir encore pour lui-même un nouvel ajournement de la croisade; et ces artifices conservèrent encore leur même puissance durant sept années, jusqu'à la mort du pape Honorius. Il resta donc chez lui, agissant et gouvernant avec énergie et intelligence, et abandonna ses frères croisés à leur sort.

CHAPITRE III.

SITUATION ASSURÉE DES TEUTSCHS A L'ÉGARD DES PEUPLES VOISINS. — LES CANTONS DU NORD DU TEUTSCHLAND AFFRANCHIS DE LA DOMINATION DANOISE. — APPEL DE L'ORDRE TEUTONIQUE EN PRUSSE.

De l'an 1220 à l'an 1230.

Il paraît que dans le Teutschland l'éloignement de Friedrich fut à peine remarqué, et que l'on ne se sentit pas dans l'abandon à cause de son absence; le Teutschland n'était pas désolé. Il avait eu rarement à se féliciter d'une administration paternelle ou active de la part de ses rois et de ses empereurs, et dans les trois dernières générations à peine avait-il été l'objet de leur attention. Ce qui avait pu se conserver de bon et de louable des anciens jours, ou ce qui avait surgi, avait été fondé postérieurement. Les Teutschs ne le devaient pas à leurs rois, dont la pensée était ordinairement dirigée sur tout autre chose que sur la culture intellectuelle et morale de leur peuple, sur la belle et funeste Italie, sur le brillant fantôme de l'empire, sur la conquête, la domination et le pouvoir. L'empereur Friedrich lui-même n'avait pas été connu dans les huit années qu'il avait passées dans le Teutschland. L'intelligence élevée qui était en lui, la haute sagesse avec laquelle il savait ménager les faits existants et transmis, honorer, encourager le développement moral, et opérer une transaction entre les éléments du passé et ceux du présent, ainsi qu'il le fit avec tant d'éclat en Sicile, ces éminentes facultés, il n'avait pas été en état de les déployer; peut-être aussi ne s'était-il pas proposé de les déployer dans le Teutschland. Son cœur n'avait jamais été parmi les Teutschs; comment donc aurait-il gagné celui de ce peuple? Longtemps dans une position incertaine, toujours douteuse, exposé à des calomnies de tout genre, sans avoir apporté de légèreté dans les affaires de l'État germanique, il avait pourtant montré une indifférence blessante qui devait surprendre ceux-là même au profit desquels elle se laissait voir.

Il n'échappa sans doute nullement aux princes teutschs que le but de Friedrich était loin du Teutschland. Il était donc assez naturel que, s'il considérait le Teutschland comme un moyen d'arriver à son but, les princes teutschs à leur tour se proposassent de tirer, par lui, parti de la dignité royale pour saisir l'objet de leurs désirs. Ils voulaient devenir souverains des pays qu'ils étaient chargés d'administrer. Cette souveraineté avait été accordée authentiquement aux princes ecclésiastiques; les princes séculiers en étaient en possession de fait; il ne leur fallait que la reconnaissance légale de l'hérédité de leurs domaines; et Friedrich avait déjà établi par acte l'hérédité du duché de Bavière dans la maison de Wittelsbach. Son éloignement, sur lequel on ne s'abusait pas malgré la croix brodée sur son épaule, paraissait très-favorable, en partie pour amener cette reconnaissance authentique, en partie pour faciliter l'exercice de la souveraineté. Peut-être les villes elles-mêmes virent-elles assez volontiers l'éloignement de Friedrich. Elles n'avaient d'autre désir que d'acquérir la liberté nécessaire pour leur vie, leur industrie, leur commerce, et de l'assurer une fois acquise; et difficilement devaient-elles croire qu'un roi de la maison de Hohenstaufen favoriserait ces tendances. Si jusqu'alors, en certains cas particuliers, il ne s'était pas montré hostile envers certaines villes, il restait incertain si cette bienveillance venait de ses sentiments ou des nécessités de sa situation. Les concessions qu'il avait faites aux princes et qu'il était obligé de faire encore, les abandons de provinces teutsches d'une haute importance pour le commerce, ne devaient pas encourager les espérances, et le souvenir de son père et de son aïeul n'était propre qu'à exciter l'inquiétude. L'ennemi de la liberté bourgeoise, ce n'était pas la royauté, mais la féodalité. D'après la nature des choses et l'état des relations, le trône, ainsi qu'on l'a souvent remarqué, devait être le protecteur

des villes contre les vassaux, parce que c'était dans ces villes seulement qu'il pouvait trouver la force qui lui était nécessaire contre l'orgueil et l'insolence des vassaux ; et les villes avaient bien montré qu'elles traitaient en ennemis les ennemis du roi, et que par conséquent elles étaient prêtes à donner leurs biens et leur sang pour assister les rois Mais jusqu'alors, par mépris pour les véritables rapports, par orgueil chevaleresque, ou par dédain pour les petites gens, les rois de la maison des Hohenstaufen avaient toujours incliné vers les vassaux, avaient cherché leur pouvoir parmi ceux qui paralysaient et brisaient leurs propres forces. Les villes ne pouvaient donc s'empêcher de considérer ces rois comme le point d'appui, la force impulsive des vassaux contre les libertés municipales. Elles pouvaient donc bien espérer aussi n'avoir qu'à gagner à l'absence de Friedrich : car la régence ou la lieutenance ne présenterait sans doute pas une grande vigueur, et contre les princes isolés de l'Etat croulant il y avait plus de chances de succès que contre leur réunion dirigée par le roi. Ainsi les villes, reconnaissant clairement qu'elles devaient conquérir et protéger elles-mêmes leur liberté, virent probablement, chacune de son côté et toutes ensemble, l'éloignement du roi avec plaisir. Quant aux dernières classes, aux paysans, aux mortaillables et aux serfs, rarement de hautes pensées traversaient leurs âmes; et pourtant ils devaient entrevoir aussi que leur sort était attaché à celui des villes, et que leur affranchissement devait résulter de la liberté des villes. Si donc ils eurent d'ailleurs quelque occasion de montrer leurs sympathies, ils partagèrent assurément les vues et les désirs des habitants des cités.

Durant une suite d'années l'on peut à peine saisir une trace d'un pouvoir royal ou politique. Rarement on apprend où réside le jeune roi Heinrich. Dans les premiers temps probablement, il se tint au château de Winterstetten, sous la garde de l'échanson royal Kunrad de Tanne; et quand il grandit, alors seulement il dut transférer sa résidence en Souabe, dans les domaines héréditaires de sa famille. Dans la deuxième année après le départ de l'empereur du Teutschland, en 1222, l'archevêque Engelbert de Cologne conduisit le jeune prince, à peine âgé de 11 ans, à Aix-la-Chapelle, et, le 8 mai, lui mit la couronne sur la tête (1). Dès lors il est fait mention de lui de temps en temps : Heinrich, suivant l'expression des écrivains, tint çà et là des diètes auxquelles furent traitées des affaires publiques, mais presque toujours sans résultat. Parfois aussi furent données en son nom des lettres de protection pour des couvents et d'autres fondations pieuses; des possessions et des priviléges furent confirmés, des débats décidés; mais le tout est sans grande importance. Et si une fois une concession fut accordée à telle ou telle ville, il ne manque pas non plus d'exemples que des libertés aient été retirées à des cités qui déjà les possédaient. Cependant la concession, comme le retrait, était sans effet; c'étaient les circonstances, l'énergie ou la timidité des bourgeois, qui décidaient de la valeur des actes. L'on peut donc soutenir qu'il restait à peine une ombre d'autorité royale, et que tout ce qui arriva était l'œuvre ici des princes, là des villes, ou bien aussi de l'Église, qui s'élevait au-dessus des princes et des villes. L'honneur ou le blâme doit être attribué aux princes, aux villes, à l'Eglise, et ne revient aucunement au trône, que l'on ne trouve nulle part.

Antérieurement on pouvait à peine repousser la pensée que ce fût un malheur pour le Teutschland de n'avoir eu ni voisin ni ennemi dont la crainte l'eût tenu en alarme, en éveil ; désormais il faut se résigner à l'avouer, ce fut un bonheur pour le Teutschland de n'avoir eu ni voisin ni ennemi en état de tenter une attaque sur l'empire germanique. Alors un tel ennemi eût été un aiguillon pour tous les Teutschs; il aurait agi sur eux comme les Anglais agirent sur les Français, il les eût poussés à se grouper autour du trône, à réunir leurs forces, à former une puissance redoutable, à fonder un Etat imposant, à devenir un peuple libre; mais maintenant l'Etat négligé, abandonné, croulant, aurait difficilement résisté à une attaque vigoureuse; il serait plutôt tombé par morceaux entre les mains des étrangers. La conquête des provinces du Teutschland septentrional par les Danois, et les vains efforts de l'empereur Otto pour réunir les princes teutschs afin de ressaisir ces contrées, avaient montré de la manière la plus claire que l'honneur de l'empire germanique, que la pensée d'une patrie commune avaient disparu des âmes à cette époque. Mais nul voisin ne remua contre le peuple teutsch. La convoitise ne

manquait pas pourtant; mais toutes les nations des alentours étaient retenues par leur propre impuissance, toutes étaient enchaînées par leurs propres nécessités. Le danger qu'elles auraient pu offrir, les princes teutschs qui se seraient vus menacés de plus près étaient en état de le repousser sans recourir à l'assistance de l'empire. La vieille fureur teutsche, qui avait fait si souvent trembler le monde, frémissait encore sur quelques points des frontières.

Chez les voisins de l'ouest, en France, il paraît que la pensée ne vint à personne que la vieille Lorraine, pour laquelle s'étaient livrés tant de combats, pouvait maintenant être reconquise entièrement jusqu'au Rhin, ou du moins en grande partie. L'empereur Otto IV avait perdu la bataille de Bovines; mais, pour le roi de France, cette victoire n'avait eu d'autres suites que celles d'un heureux tournoi. Sa gloire avait retenti dans des chants bruyants, mais qui bientôt s'éteignirent. Les Français avaient assez à faire avec les Anglais, contre lesquels ils devaient toujours se tenir sur leurs gardes, malgré de récents triomphes; et l'horrible lutte contre les hérétiques albigeois, qui désolait la France méridionale, l'inondait de sang et la couvrait de ruines, entretenait parmi eux une effroyable discorde. D'ailleurs le roi Philippe-Auguste était l'allié de Friedrich II, maintenant parvenu à la dignité impériale, à laquelle lui-même l'avait poussé. Il se maintenait dans cette alliance, pour empêcher qu'une autre ne fût conclue contre lui. Son fils Louis VIII et son petit-fils Louis IX restèrent fidèles aux mêmes principes. Entre le dernier et le jeune roi Heinrich, l'alliance fut renouvelée dans son essence en 1226.

Il y avait encore moins à craindre du côté du sud. Depuis sept ou huit siècles l'Italie avait vu d'innombrables bataillons descendre des montagnes, mais elle n'avait pas envoyé à son tour des légions italiennes dans les pays du Nord; et, dans ce temps, on n'aurait pas songé le moins du monde à une telle entreprise en Lombardie.

Les rapports sociaux du Teutschland, religieux ou civils, étaient bien menacés de quelque danger de la part de l'Italie; mais les ennemis qui venaient par les Alpes ne se proposaient nullement de conquérir violemment les pays ou les hommes; ils s'adressaient à l'intelligence et au cœur. Car c'étaient des idées de liberté civile et religieuse, qui étaient traitées de révolutionnaires par les seigneurs temporels, d'hérétiques par les seigneurs spirituels. Comme ces ennemis ne se livraient pas à leurs attaques le fer à la main, on ne pouvait pas non plus les repousser des frontières avec des armes.

Les frontières orientales du Teutschland étaient dans la même sécurité. En Hongrie la couronne était portée par André III, prince inquiet, faible et désordonné, qui avait aspiré au pouvoir suprême avec une ardeur dévorante, et qui, une fois maître, par un malheureux événement, de cette autorité tant désirée, ne sut pas l'exercer avec dignité. La confusion de peuplades d'origines diverses, et le singulier mélange de la rude nature magyare et des facultés propres à la race slave, avec le système chrétien et une constitution étrangère taillée sur le patron teutsch, les collisions entre les pouvoirs religieux et séculiers, qui là aussi ne manquaient pas, avaient excité en Hongrie les plus terribles passions. De là des discordes de toute nature, des guerres civiles, des luttes de familles, des querelles entre les frères, des désastres lamentables. La Hongrie avait besoin d'un roi bienveillant autant qu'énergique; d'un roi doué d'ardeur, de vigueur, d'intelligence, vaillant autant que vertueux; mais André assurément était bien éloigné de réunir toutes ces qualités. Appelé de la prison à l'administration du royaume par son frère mourant, aussitôt après la mort subite de son neveu mineur Ladislaw (2), il s'était placé sur le trône qu'il avait jadis tenté d'arracher violemment à Emerich. Ses anciennes passions durent nécessairement se réveiller, et trouver des aliments puissants dans les nouveaux événements. Une malheureuse croisade, à laquelle André s'était laissé entraîner, n'était pas propre à ramener le calme parmi son peuple ni dans son propre cœur. Les Hongrois, autrefois fléau du Teutschland, n'étaient donc pas maintenant des ennemis bien redoutables. Les troupes du duc Léopold d'Autriche suffisaient pour les empêcher de violer les frontières de l'empire germanique.

La Pologne n'était pas dans une meilleure situation que la Hongrie. Déchirés par des discordes continuelles, les guerres civiles, les querelles entre des frères, les Polonais avaient ainsi épuisé les forces employées jadis pour maintenir leur indépendance et leur puissance.

Le duc Casimir, que l'on a coutume d'appeler le Juste, avait, une génération auparavant, réuni sous son autorité, par des exploits militaires et une bonne administration, la plus grande partie des hommes désignés sous le nom de Polonais, et avait donné lieu d'espérer qu'ils formeraient par la suite une grande nation. Mais, aussitôt après la mort de ce prince (3), le nouvel État avait croulé, et les espérances sur l'avenir d'un grand peuple s'étaient évanouies. Car alors s'élevèrent des factions, parce que Mjesco, frère de Casimir, entreprit d'arracher la souveraineté aux fils du duc encore mineurs, Letsko et Kunrad. Ces débats durèrent une longue suite d'années, éveillèrent toutes les vieilles passions, rouvrirent les anciennes blessures; et quand Mjesco mourut, que les fils de Casimir étaient parvenus à leur majorité, alors finit cette trop longue guerre; mais les deux frères, en partageant le pays, jetèrent le germe d'effroyables malheurs pour l'avenir. Une forte preuve de la faiblesse et de l'ignorance des princes en Pologne, c'est qu'entre la frontière de leurs États et la mer, ils souffrirent le petit peuple des Prussiens, pauvre et belliqueux, qui repoussait la religion chrétienne toujours avec cette opiniâtreté qui avait fait succomber jadis le pieux et zélé Adelbert de Prague. Constamment en état d'hostilités avec eux, les Polonais durent rester souvent vainqueurs en rase campagne, châtier les Prussiens par de cruelles dévastations, arracher de dures rançons à leur misère, et les réduire à se reconnaître tributaires; mais, à chaque occasion, les Prussiens ne négligèrent pas de tirer une terrible vengeance, et les troubles de Pologne leur offrirent souvent des facilités pour exercer des représailles, et rejeter le joug qu'ils avaient promis de supporter. Le duc Casimir lui-même n'avait pas obtenu de succès plus décisif auprès d'eux.

Mais la faiblesse de la Pologne avait encore eu pour conséquence une autre mésintelligence qui agit concurremment avec la situation en face des Prussiens, et qui, dans la suite du temps, fit de ces ennemis une cause de désastres pour la Pologne. Le pays entre l'Oder, la Vistule et la mer, la Poméranie orientale, jadis tombée sous la domination polonaise, s'était insensiblement soustraite de plus en plus à cette puissance, et maintenant jouissait d'une sorte d'indépendance sous ses propres princes. Pour se maintenir dans cet état, ces princes, à ce qu'il paraît, avaient jugé nécessaire d'introduire une civilisation plus avancée. Non-seulement ils avaient laissé pénétrer la religion chrétienne venant du Teutschland, ils avaient encore cherché à la fixer, à l'encourager par des fondations d'églises et de cloîtres. Ils s'étaient donc mis en communication avec le Teutschland, s'étaient familiarisés avec la vie et les mœurs teutsches. Bientôt, pour repeupler leur pays désolé, pour y ranimer l'agriculture, peut-être aussi pour mieux se défendre contre les Danois, qui depuis plus d'un siècle cherchaient à fonder aussi leur domination sur ces côtes, ils y avaient attiré des colons teutschs, et par des donations et des concessions ils s'étaient acquis l'amitié des chevaliers de l'ordre de St-Jean. Ainsi, quand les pays slaves en-deçà de l'Oder, quand les provinces teutsches au delà de l'Elbe furent perdues et bientôt abandonnées aux Danois avec une indifférence impardonnable par Friedrich II, le peuple teutsch vit s'ouvrir pour lui la perspective d'un nouveau débouché vers la mer Baltique, et sentit s'éveiller le désir de posséder le rivage entier de cette mer; désir qui nécessairement devait devenir toujours plus puissant, et chercher une satisfaction par tous les moyens possibles, attendu que vers ce temps, sur les côtes de la Baltique, dans la Livonie, le christianisme fut établi, amenant avec lui les mœurs et les coutumes du Teutschland sur des flots de sang et de larmes. Il paraît que l'importance des colonies teutsches, dans la Poméranie orientale, n'échappa nullement aux rois de Danemark; car les deux frères, Knud et Waldemar, aussitôt qu'ils eurent réduit par leur pouvoir les provinces teutsches sur la Baltique et entre les deux mers, tentèrent aussi de s'emparer du pays entre l'Oder et la Vistule. Le destin de toute la côte au delà de l'Oder resta ainsi incertain aussi longtemps que les provinces maritimes du côté de ce fleuve demeurèrent sous la domination danoise; mais, dans tous les cas, les Polonais couraient le danger de perdre tout le rivage de cette mer, dont la possession leur avait été incontestablement destinée par la nature, d'être séparés de la mer et exclus du commerce du monde. Plus il est certain maintenant, d'après les enseignements de l'histoire, que les voies de la civilisation sont

ouvertes à un peuple en proportion de l'étendue des côtes sur lesquelles il domine, et que les progrès lui sont très-difficiles quand la mer lui est complétement fermée; plus grand était ce danger dont il a été question tout à l'heure pour les Polonais qui occupaient un vaste territoire, dont la fertilité et les produits sont d'une importance infinie en cas de commerce avec d'autres peuples, mais qui perdrait toute valeur par le manque de relations commerciales. Au moment même où ce danger s'approchait en menaçant, les fils de Casimir, Letsko et Kunrad, se partagèrent le pays sans concorde fraternelle. Kunrad, homme dépourvu de vertus et d'activité, adonné au vice et à la débauche, reçut la partie septentrionale, la Masovie et la Kujavie, comme duc indépendant, sur la frontière des Prussiens, dans lesquels il avait désormais de redoutables ennemis. Il ne méconnut le danger en aucune façon, et il vit donc assez volontiers le zèle avec lequel le moine Christian commença, du couvent d'Oliva, à jeter parmi les Prussiens la semence de l'Évangile; car il pouvait croire que cette race sauvage ne serait domptée que par une main de prêtre chrétien. Il ne fut pas mécontent non plus que Christian fût élevé au rang d'évêque de Prusse avec des pleins pouvoirs des papes Innocent III et Honorius III; qu'il prêchât avec succès une croisade contre les païens pour accomplir son œuvre pieuse. Mais il oubliait que, par l'arrivée d'armées de croisés teutschs, l'attention du Teutschland était de plus en plus dirigée sur la Prusse et les côtes de la Pologne, et que le sort de ces contrées serait de plus en plus soustrait aux Polonais. La Pologne pouvait bien ainsi se délivrer d'un ennemi féroce, mais pour se trouver exposée aux coups d'un autre plus civilisé et d'autant plus redoutable.

Ainsi, à l'ouest, au sud et à l'est, le Teutschland était à l'abri de toute attaque. Au nord seulement, il avait un ennemi menaçant dans le roi des Danois Waldemar, qui, sans être en guerre avec les Teutschs, pouvait être considéré par eux comme engagé en des rapports hostiles, parce qu'il retenait des provinces teutsches sous sa domination. Toutefois il était pour les Teutschs moins un objet de terreur que d'humiliation. Il se livrait à des bravades, non parce qu'il se sentait puissant, mais parce qu'il avait été favorisé de la fortune, ou plutôt parce que les déchirements du Teutschland l'avaient accoutumé à concevoir une haute idée de ses propres forces. Peu à peu son cœur s'était gonflé de l'orgueil d'un heureux conquérant; son imagination s'exalta; son regard embrassa toute la mer Baltique, et il ne regarda pas comme trop audacieux le projet de fonder un État qui s'étendrait tout autour de cette étendue d'eau; car déjà sa domination paraissait affermie dans le Hœlland, l'Esthland et la Poméranie orientale. Dans les moments où la réflexion venait calmer ces transports, sans doute il reconnaissait que son édifice manquait d'une base solide, que le colosse qui se dressait devant ses yeux, semblable à l'objet des rêves de Nabuchodonosor, avait la tête d'or, la poitrine d'argent, les veines d'airain, les jambes de fer et les pieds d'argile (4), et qu'une seule secousse le renverserait à terre. Peut-être des considérations de ce genre excitaient en lui, au milieu de tous ses succès, une certaine irritation qui le poussait de tous côtés afin de trouver des étais pour soutenir son œuvre téméraire, et trop souvent alors lui faisait exercer ses actes de rigueur et de violence. Mais il ne craignait pourtant pas que ce coup le frappât si vite, avant que dix années ne fussent écoulées depuis la cession des provinces teutsches par Friedrich II. Ce coup tomba de la manière qu'il avait certainement le moins prévue.

En 1222, le comte Heinrich de Schwerin, revenant d'un pèlerinage en Terre-Sainte, trouva dans son pays un état de choses qui le remplit d'indignation. Son frère, le comte Gunzel, était mort, et la fille de ce prince, Ida, avait été mariée avec le fils illégitime de leur suzerain Waldemar, Nicolas, comte de Hœlland, auquel elle avait donné un fils. Puis elle-même était morte, et son époux l'avait suivie de près. Mais le roi Waldemar, depuis longtemps irrité contre les deux frères Heinrich et Gunzel, sous le prétexte de veiller aux intérêts de son petit-fils mineur, avait pris possession des domaines de ces comtés, et les faisait administrer pour son propre compte. Cette usurpation indigne excita la colère du comte. Mais il était seul, dépouillé de ses États, sans amis, étranger parmi les siens. Son âme appelait la vengeance, mais il ne pouvait penser à une lutte déclarée. Cependant il pouvait savoir que la domination danoise était odieuse dans toutes les provinces

qui jadis avaient appartenu à l'empire germanique, et que, s'il y avait des cœurs pusillanimes, la majorité pourtant était disposée à briser un joug dont le poids était insupportable. Le comte Henrich conçut donc un audacieux projet, odieux en lui-même, et qui lui parut peut-être noble et digne d'éloges, parce qu'il se flattait qu'il donnerait l'impulsion, qu'il provoquerait un grand mouvement au moyen duquel seraient de nouveau incorporées au Teutschland les provinces perdues et abandonnées par l'empereur. Convenablement préparé, il se rendit, avec un léger esquif, accompagné de quelques hommes fidèles, auprès du roi Waldemar. Il le trouva dans une sécurité complète, avec son fils du même nom que lui, dans la petite île de Lyæ. Le roi l'accueillit, mais repoussa nettement sa demande de réintégration dans ses domaines, tels qu'il les avait possédés avant le pèlerinage, où la soumit à de si dures conditions, que le comte ne crut pouvoir y accéder : car il avait reconnu l'état des choses autour de lui; il avait trouvé l'occasion favorable pour l'exécution de son projet, et probablement il avait porté sa prière aux pieds du roi sans espérer qu'elle serait exaucée. Dans la nuit du 6 mai 1223, le comte Heinrich, avec ses affidés, surprit les deux rois qui dormaient paisiblement dans leurs tentes, se saisit de leurs personnes, les entraîna d'abord dans un bois, puis les transporta sur son bâtiment, et gagna la haute mer avant que la capture et l'enlèvement du roi pussent être seulement remarqués. Il parvint heureusement sur la côte germanique avec sa proie, et déposa les prisonniers dans le château de Danneberg en Saxe.

L'action de Heinrich de Schwerin fut hautement condamnée. Personne ne pouvait louer ou justifier ce fait de trahison. Mais comme personne n'osait non plus contester que la conduite de Waldemer envers le comte ne fût injuste, perfide et violente, Heinrich ne fut désapprouvé, à ce qu'il paraît, ni par les princes du Teutschland en général, ni par les princes de Saxe en particulier. La nouvelle de l'événement excita d'abord l'étonnement et l'inquiétude; bientôt l'acte fut admiré, et l'on se réjouit de l'humiliation de l'orgueilleux conquérant. Dans tous les cas, ce qui était arrivé ne pouvait rester sans conséquences graves, et en effet elles ne manquèrent pas de se dérouler. Parmi les princes, seigneurs et vassaux des provinces teutsches et slaves, se manifesta aussitôt une grande agitation; ils s'occupèrent de s'affranchir de la domination des Danois, et de se mettre à l'abri contre ces peuples. Les bourgeois des villes seuls, nommément à Lubeck et à Hambourg, paraissent avoir attendu le développement des choses dans un état de paisible obéissance; il est toutefois incertain s'ils désapprouvèrent l'action du comte Heinrich, si l'exhortation du pape de conserver fidélité au roi captif agit sur eux, ou s'ils furent contenus par les châteaux que les Danois avaient élevés devant leurs portes ou dans l'intérieur de leurs murailles, et garnis de fortes garnisons. Mais en Danemark il y eut une grande fermentation. Le comte Albert d'Orlamunde, neveu de Waldemar, qui depuis l'expulsion du comte Adolphe de Holstein avait gouverné ce pays, se chargea maintenant de l'administration de tout le royaume; et pendant que ce prince pressait des armements pour maintenir ou rétablir la domination danoise sur les provinces *teutsches*, et pour procurer la délivrance de son roi, avec d'autres princes et des prélats du Danemark, il porta des plaintes graves sur la trahison violente du comte Heinrich contre son suzerain au pape Honorius, comme à la cour du jeune roi Heinrich, et réclama la délivrance de son roi, ainsi que satisfaction pour le crime de lèse-majesté.

Le saint-père se déclara aussitôt en termes fort durs contre l'attentat, et adressa des lettres menaçantes au comte Heinrich de Schwerin, suppliantes à l'administrateur de l'empire germanique, à l'empereur Friedrich*, et insista enfin auprès de tous ceux dont on pouvait attendre quelque concours pour la délivrance du roi. Le 1er de novembre, il écrivit de nouveau à l'archevêque Engelbert de Cologne, en exprimant la plus profonde indignation. « La cause de Waldemar, disait-il, est celle de tous les rois et de tous les princes; mais, pour le saint-siége, c'est un devoir tout particulier de travailler à la délivrance de ce monarque; car le Danemark appartient au siége apostolique, dont il est tributaire (5). D'ailleurs Waldemar s'est toujours montré fidèle et respectueux envers les successeurs de saint Pierre; il n'a pas, à la vérité, porté ostensiblement la croix; mais en Sicile il s'est obligé à une croisade, et cette circonstance seule suffirait pour que l'on exi-

geât sa mise en liberté. En conséquence l'archevêque doit signifier au comte Heinrich que, dans le délai d'un mois, il ait à délivrer le roi Waldemar et son fils, et qu'à son tour il obtiendra justice s'il a été offensé par le roi. Si cette sommation ne suffit pas au comte, alors l'archevêque proclamera contre lui et ses fauteurs l'excommunication de l'Eglise, tous les dimanches et tous les jours de fêtes, partout où il sera utile. »

Mais avant que cette lettre fût écrite, déjà le jeune roi Heinrich ou plutôt son tuteur, l'archevêque Engelbert de Cologne, avait tenu sur cette affaire diète publique à Nordhausen. Les négociations étaient restées sans résultat; mais il est difficile de dire dans quel esprit elles avaient été conduites. A la vérité, Engelbert se donna beaucoup de peine pour opérer la délivrance de Waldemar; car le pape le remercie, dans la lettre citée tout à l'heure, des efforts auxquels il s'est livré pour cette mise en liberté; mais il reste incertain si le comte Heinrich refusa d'ouvrir la prison aux princes danois, ou si Waldemar ne voulut pas adhérer aux conditions imposées peut-être par Heinrich et qui furent approuvées par Engelbert. On peut admettre qu'Engelbert ait agi de concert avec l'empereur Friedrich ou d'après ses instructions. Il existe de cet empereur une lettre à l'évêque Kunrad de Hildesheim, qui lui était entièrement dévoué, dont la lecture fait naître presque nécessairement l'idée qu'à la nouvelle de la capture de Waldemar, il eut le désir d'imiter l'indigne exemple de son père, et de profiter de l'infortune du roi de Danemark comme Heinrich VI avait tiré parti des malheurs du roi Richard d'Angleterre, encore bien que Friedrich déguisât cette triste convoitise sous de plus nobles apparences. « Le roi, dit-il, qui avec son fils est tombé entre les mains de notre bien-aimé le comte Heinrich de Schwerin, a pris possession, comme on sait, de beaucoup de biens de l'empire, oubliant les égards et le respect qu'il nous doit. Nous avons un vif désir de réunir de nouveau ces domaines à l'empire. Nous te prions donc et te sommons de travailler à faire livrer ce roi et son fils entre nos mains. Si l'honorable évêque de Wurtzbourg a fait à ce sujet des promesses ou s'il en fait encore au comte Heinrich, tu peux, à ton tour, prendre les mêmes engagements envers lui; car nous les approuverons, et nous veillerons, d'après tes propres indications, à ce qu'ils soient observés. » Il est présumable que l'archevêque de Cologne reçut des instructions pour agir dans le même sens; il n'est donc pas étonnant que la diète n'ait conduit à rien; car les députés danois durent s'apercevoir de la duplicité avec laquelle l'affaire était menée; et le comte Heinrich se montra peut-être peu disposé à prendre la situation dans laquelle le duc Léopold d'Autriche s'était laissé entraîner par l'empereur Heinrich envers le roi Richard.

Mais les négociations furent poursuivies. Le pape donnait des exhortations et des avertissements; les Danois devenaient toujours plus pressants. Dans ce temps, Hermann de Salza, grand maître de l'ordre Teutonique, se trouvait en Italie. Cet ordre, à peine fondé depuis une génération, pendant le siége d'Akkon, au milieu de grandes misères, avait pris tout à coup dans les dix dernières années un accroissement prodigieux, sous la direction d'Hermann, homme doué de grandes vertus et d'une haute sagesse, et, grâce à la faveur générale dont il jouissait, il avait acquis dans le Teutschland aussi des possessions et des priviléges qui lui créèrent une situation bien affermie dans les rapports de ce temps, et l'élevèrent même à une puissance importante. Mais trois ans auparavant (6) l'ordre avait subi avec toute l'armée, alors sous la bannière de la croix, un effroyable désastre en Égypte. Hermann de Salza y avait survécu; ensuite il était venu en Italie, afin de travailler auprès du pape et de l'empereur en faveur de la croisade et de son ordre. Il était parvenu à exciter dans l'empereur Friedrich, et plus encore dans le pape, un grand intérêt pour lui-même et pour la cause qu'il dirigeait. D'Italie il voulait se rendre dans le Teutschland, afin d'y travailler aussi pour le même but; et, comme moyen de plus grande influence, il se fit donner par l'empereur la mission de ménager auprès des princes teutschs la délivrance du roi de Danemark : car il était à espérer que Waldemar ne regarderait pas une croisade comme un prix trop élevé pour sa liberté, et que les princes ne croiraient pas payer trop cher une croisade par la rupture des fers du roi. En effet, sous la médiation d'Hermann, le 4 de juillet de l'année suivante 1224, fut conclu à Danneberg un traité (7) qui imposa de dures conditions

au roi Waldemar. Mais le plus important n'était pas que Waldemar dût payer une grande rançon et promettre d'entreprendre une expédition en Terre-Sainte; c'était qu'il renonçât à toutes les provinces qui avaient appartenu à l'empire germanique, et qu'il reçût son propre royaume, le Danemark, en fief de l'empereur. Ce traité devait être confirmé dans l'automne à une diète de Bardewik, et alors commencerait l'exécution. Conformément à cet accord, l'archevêque Engelbert se rendit à Bardewik avec le jeune roi Heinrich et quelques princes de l'empire : le légat du saint-siége, le cardinal-évêque Kunrad de Porto, s'y trouva aussi. Le roi Waldemar, sous la médiation du grand maître Hermann, fut amené à Bardewik par le comte Heinrich, et Albert d'Orlamunde, accompagné de barons danois, n'y manqua pas. Mais il paraît que le comte Heinrich produisit de nouvelles exigences; et, de l'agrément des princes teutschs, il fit monter à 100,000 marcs d'argent la rançon qui avait été fixée à 40,000 par le traité du 24 juillet. Le prétexte à cette augmentation fut sans doute que les 40,000 marcs étaient destinés à l'empereur et aux princes de l'empire, et que le comte Heinrich devait recevoir une brillante récompense pour ses éclatants services. Le roi Waldemar, n'aspirant qu'à la liberté, et fermement résolu à n'observer aucun traité qui lui serait arraché, approuva la nouvelle demande. Mais le comte Albert d'Orlamunde, qui avait apporté l'argent nécessaire, suivant le traité, pour procurer aussitôt au roi sa liberté, en entendant cette nouvelle prétention du comte Heinrich, et reconnaissant l'approbation donnée par les princes teutschs, irrité de l'augmentation, et ne voulant en aucune façon récompenser l'attentat, rejeta et déchira le traité tout entier, et revint avec l'argent en Danemark. Il était résolu à remettre aux armes le sort de son malheureux roi. Bientôt après son retour, les Danois s'avancèrent en troupes armées. Mais une bataille livrée à Mœllen, au commencement de l'année suivante 1225, décida contre eux, et le comte Albert lui-même eut le malheur de tomber aussi entre les mains de l'ennemi. Il fut transporté au même château de Danneberg, où se trouvait son oncle le roi Waldemar de Danemark.

Par cette bataille de Mœllen tout fut décidé. Le comte d'Orlamunde lui-même avait perdu l'espérance de voir le comté de Holstein lui rester sous la suzeraineté de l'empire germanique, comme il lui avait été assuré par le premier traité. Car l'archevêque Gérard de Bremen avait franchi l'Elbe antérieurement avec le comte Adolphe IV de Schauenbourg, dont les ancêtres avaient possédé depuis 115 ans (8) le Holstein et le Stormarn et bientôt aussi la Wagrie, dont le père, Adolphe III, comme on l'a raconté, avait été chassé par les Danois, et tous deux s'étaient emparés de la forteresse de Itzehoe. Dans l'action, le comte Adolphe avait combattu à côté du comte Heinrich de Schwrin, et après la victoire les Holsteinois se levèrent partout pour Adolphe comme pour leur seigneur de naissance, et pour l'empire des Teutschs, auquel ils se rattachaient de toute la force des sentiments nationaux qui peuvent remplir les cœurs des hommes. Il parut donc au roi Waldemar que, s'il voulait recouvrer sa liberté, il ne lui restait qu'à se soumettre aux exigences de ses adversaires.

Mais avant qu'il eût pris son parti, ou que l'exécution de sa résolution pût être préparée, un crime effroyable dans le Teutschland changea sa situation. Le 7 novembre, comme on le racontera plus tard, le comte d'Isenbourg tua l'archevêque Engelbert de Cologne, qui jusqu'alors avait été considéré comme l'administrateur de l'empire au nom du roi mineur Heinrich, et cet attentat répandit au loin la consternation et l'horreur dans le Teutschland. Soit qu'à cette nouvelle le comte Heinrich ait redouté des événements au milieu desquels il pourrait perdre sa proie, soit que la marche actuelle des choses, et surtout l'intervention du grand maître Hermann de Salza, de l'archevêque Engelbert et d'autres princes de l'empire, lui fût devenue à charge, et qu'il ne crût maintenant devoir considérer que lui-même et les princes voisins habitant le pays où Waldemar avait exercé un certain temps sa domination, il est certain que le 17 novembre il conclut avec le roi Waldemar un traité dans lequel, sans se soucier de l'empereur ni de l'empire, il ne s'occupa que de lui-même et de ses amis les plus proches, particulièrement d'Adolphe, comte de Holstein. Il en résulta que si Waldemar fut réduit encore à de dures conditions, elles furent pourtant plus tolérables qu'il n'aurait pu le présumer. Car il ne fut

pas demandé de rançon pour l'empire et pour les princes de l'empire; on n'imposa pas non plus au roi l'humiliation de recevoir la couronne de Danemark des mains de l'empereur, et de prêter serment de fidélité comme vassal à ce monarque. Mais d'un autre côté, pour sa liberté et celle de son fils, il dut payer au comte Heinrich 45,000 marcs d'argent, et fournir des otages jusqu'à l'acquittement complet de cette somme. Il lui fallut en outre livrer une quantité d'autres objets, de bijoux, armures, costumes et chevaux. Enfin il fut obligé d'abandonner à l'empire germanique tous les cantons au sud de l'Eider et de la mer, et à l'ouest de l'Oder, à la seule exception de l'Ile de Rugen. Rendsbourg dut être rendu au comte Adolphe; les Lubeckois, les Hambourgeois et tous les marchands de ces cantons furent assurés de la restitution, pour leur commerce et leurs relations, de tous les droits et de toutes les franchises dont ils avaient joui en Danemark, avant la captivité du roi, à une époque où ils étaient sous la domination danoise (9). Le roi Waldemar recouvra sa liberté aussitôt que les conditions du traité furent accomplies, avant l'expiration de cette année; son fils ne fut délivré qu'à Pâques de l'année suivante; mais, afin qu'Adolphe se fortifiât plus à son aise dans le Holstein, le comte Albert d'Orlamunde dut rester encore sous les verrous.

Cependant la ville de Lubeck suivait de son côté silencieusement une ligne à laquelle Heinrich et Adolphe n'avaient guère songé, lorsqu'ils stipulaient pour cette ville les droits et les franchises dont il vient d'être question. Avant que le comte Adolphe pût faire valoir ses prétentions sur cette ville, elle avait envoyé secrètement des députés en Italie à l'empereur. Ces hommes parurent tenant à la main l'acte par lequel l'empereur Friedrich I[er] avait confirmé à Lubeck les libertés qui lui avaient été concédées jadis par le comte Adolphe II de Holstein, et étendues par le duc Heinrich le Lion. Friedrich n'avait témoigné précédemment aucun intérêt pour les provinces maritimes du nord de l'empire, qu'il ne connaissait pas, dont il ne supposait pas l'importance. Son désir de tenir entre ses mains le roi de Danemark avait été trompé, fort heureusement pour son honneur; les princes de ces contrées ne s'étaient pas occupés de lui; dans les traités avec le roi des Danois, il n'avait été fait mention ni de lui-même ni de son fils, et, si l'on avait rattaché de nouveau à l'empire germanique des provinces teutsches qui avaient été abandonnées par lui, aucun rayon de gloire ne venait frapper son front. On avait même en définitive renoncé entièrement à l'article qui imposait au roi de Danemark de recevoir sa couronne des mains de l'empereur, et de lui prêter le serment de service comme les autres princes. Il est donc vraisemblable que l'empereur avait un certain mécontentement sur la marche des choses dans le Nord; et, dans cette situation d'esprit, non-seulement il accorda à la ville de Lubeck la confirmation des libertés acquises, mais, au mois de juillet 1226, il lui concéda une nouvelle charte par laquelle il la déclarait ville libre impériale, et donnait une grande extension aux priviléges dont elle jouissait, moyennant une redevance annuelle de 60 marcs. Quels qu'aient été les sentiments de Friedrich en donnant cet acte, il enfonça un trait dans le flanc du nouveau comte Adolphe de Holstein, et jeta ainsi un germe de nouvelles mésintelligences qui pouvaient être exploitées dans la prévision de circonstances possibles. Hambourg, au contraire, resta dans une tout autre situation. On ne peut bien déterminer si cette ville laissa échapper l'occasion favorable, ou si elle la jugea trop peu décisive pour se détacher du pays auquel elle appartenait; il est certain du moins qu'elle ouvrit ses portes au comte Adolphe aussitôt qu'il eut emporté un des forts établis par Waldemar et par le comte Albert.

Mais, si Waldemar s'était montré empressé à accepter et à jurer le traité pour recouvrer la liberté, il n'avait prononcé le serment qu'avec la ferme résolution de ne pas tenir ses engagements, et de reprendre, les armes à la main, dans une lutte honorable, ce qui lui avait été arraché par suite d'une trahison. Six mois n'étaient pas écoulés, que déjà il avait obtenu du pape Honorius III l'absolution du parjure qu'il pourrait commettre. Il recommença donc la guerre, dans laquelle un prince teutsch, le duc Otto de Lunebourg, fils de Guillaume, petit-fils de Heinrich le Lion, passa de son côté, moins sans doute à cause des liens de parenté qu'à raison des avantages qu'Otto espérait obtenir par lui seul. Bientôt Waldemar se montra redoutable dans une suite de combats heureux, et dangereux pour le Holstein par la conquête

de Rendsbourg. Il poussa ainsi les comtes Heinrich de Schwerin et Adolphe de Holstein à renoncer à leur indépendance, et à reconnaître le duc Albert II de Saxe, fils de Bernard, petit-fils d'Albert l'Ours, comme leur suzerain, afin de le déterminer à prendre part à la guerre, et à lui promettre Razebourg et Lubeck pour prix de son assistance. Il n'y eut aucun profit pour Waldemar, et ses deux principaux ennemis perdirent peu de chose. Des forces considérables s'avancèrent contre lui; et dans la bataille de Bornhævède, le 22 juillet 1227, les Danois subirent une défaite si complète, que Waldemar, s'il ne sollicita pas encore la paix, fut réduit à vivre dans la tranquillité, et que son neveu, le comte Albert d'Orlamunde, dut livrer au duc Albert de Saxe la forteresse de Lauënbourg, pour recouvrer enfin la liberté qu'il avait perdue dans la bataille de Mœlln. Si maintenant il y eut encore, pendant une suite d'années, certaines manifestations parmi les princes teutschs et slaves, parce qu'un grand changement avait enfanté de nouveaux rapports; si la liberté de la ville de Lubeck ne fut pas encore reconnue de longtemps par le duc Albert et le comte Adolphe; si Adolphe, pour acquérir Lubeck, n'eut pas honte de contracter une ligue contre cette ville même avec le roi Waldemar, toutefois la frontière du Teutschland fut assurée au nord, et il n'y eut plus rien à craindre à l'avenir de la part des Danois.

A peine l'embouchure de l'Elbe et les côtes de la mer Baltique furent en la possession du peuple teutsch, qui put même jeter des regards d'espérance de l'autre côté de ce fleuve, la route du pays des Prussiens lui fut ouverte avec la perspective d'acquisitions sur le littoral au delà de la Vistule. Ces extensions sur de vastes rivages, sans possessions déterminées du pays, peuvent paraître d'un profit douteux; on serait même tenté de les considérer comme peu naturelles, en partie à cause des sanglants débats dans lesquels le peuple teutsch s'engagea, en partie parce que la circulation de la vie et de la civilisation en deçà de l'Oder fut ainsi arrêtée pour le peuple polonais. Mais les choses s'étaient arrangées, les rapports s'étaient établis de telle sorte, que la tentative en résultait nécessairement, comme on l'a déjà montré; et cette tentative réussissant, quel que dût être le résultat définitif, elle devait avoir nécessairement de grandes conséquences dans la marche du temps, heureuses et malheureuses, ainsi qu'il arrive dans les choses humaines. Mais elle se fit d'une manière inouïe, et obtint aussi un succès prodigieux par des exploits extraordinaires, dans une longue et terrible lutte, au milieu de maux infinis et de lamentables désastres.

La semence de l'Evangile, que l'évêque Christian de Prusse continua de jeter avec zèle et persistance dans un peuple opiniâtre et rebelle, ne tomba point sur un sol favorable. Çà et là elle put lever, mais nulle part elle ne parvint à la floraison, encore moins à la maturité. La jeune plante se dessécha faute de nourriture, ou elle fut foulée aux pieds par une race indocile. En vain les fidèles, dans le Teutschland, furent appelés à la croisade pour soigner et préserver la culture nouvelle; les hommes affluèrent, attirés par l'espoir du salut qui était promis pour le temps et l'éternité; mais chacun des croisés regagnait ensuite ses foyers aussitôt qu'il avait accompli son serment, et croyait avoir gagné le salut promis, sans se soucier du digne évêque et des communautés chrétiennes par lui fondées. Et avant que de nouveaux frères pussent arriver, les intrépides païens avaient arraché ce que Christian et ses collègues avaient semé et planté avec tant de peine. Le digne prélat, l'œil fixé sur l'exemple de l'évêque Albert de Livonie, et excité par la renommée, qui proclamait les hauts faits des ordres de chevaliers pour la cause du Christ dans la Terre-Sainte, avait essayé de fonder un ordre de chevaliers chargés de maintenir et de servir ces nobles intérêts en Prusse. Il n'avait pas manqué de chevaliers, d'hommes vaillants, disposés à embrasser les devoirs de leur profession et à les remplir; mais l'ordre fut, pour ainsi dire, étouffé dans son berceau, par une seule bataille où beaucoup de membres de la sainte association trouvèrent une mort inutile, parce que le duc Kunrad de Masovie, dans l'armée duquel ils s'étaient rangés, donna la victoire aux païens par une fuite honteuse. Depuis ce désastre, le nouvel ordre avait perdu la confiance de son fondateur et du monde. Négligé, dédaigné, il traînait une chétive existence, objet de regrets et de pitié pour les hommes. Le christianisme se trouva donc en grand péril, non-seulement en Prusse, mais aussi dans les contrées voisines, en Pologne et

en Poméranie. Le pays de Kulmer, où l'évêque Christian avait son siége, fut saccagé, désolé d'une manière effroyable par les Prussiens. Les domaines du duc Kunrad de Masovie eurent aussi à souffrir de grands maux par les irruptions de ces barbares; et le duc se trouva d'autant moins en état de défendre l'évêque et lui-même, qu'il était tenu encore en de vives alarmes par deux autres peuples sauvages sur ses frontières orientales, les Polexains et les Lithuaniens.

Dans sa détresse, l'évêque conçut la pensée de confier le salut de sa communauté et le sort du christianisme en Prusse à une autre association de chevaliers qui était déjà bien affermie sur une large base, jouissait de la faveur du pape, de l'empereur et de beaucoup de grands seigneurs, et qui, avec des forces toujours disposées, paraissait en état de protéger ce qu'une armée de croisés avait conquis, assez longtemps pour qu'une seconde armée vînt pousser plus loin la conquête : cette association, c'était l'ordre Teutonique. Depuis que le grand maître, Hermann, était venu en Europe, en Italie et dans le Teutschland, cet ordre s'était élevé, développé avec une rapidité prodigieuse. Il s'était accru par le nombre et les possessions; et les vertus du grand maître, sa haute sagesse, lui avaient acquis une autorité imposante et la confiance générale. Mais, en Orient, l'ordre ne paraissait plus trouver sa voie, et il était présumable qu'il serait assez enclin à remplir son serment en Europe contre des ennemis du nom chrétien, autres que ceux contre lesquels il avait été fondé, si cette nouvelle direction ne lui était interdite ni par l'Eglise ni par le pouvoir temporel. L'évêque Christian soumit son idée audit Kunrad de Masovie. Celui-ci, qui était réduit aux dernières extrémités, l'accueillit avec empressement, et une réunion des grands seigneurs de son pays donna son approbation : car, au milieu des nécessités du moment, de la méfiance générale, du désespoir du salut dans ses propres forces, personne ne jetait ses regards dans l'avenir et ne se demandait quelles pourraient être les suites d'un tel parti. On crut, à ce qu'il paraît, que les chevaliers de l'ordre Teutonique dompteraient la férocité des Prussiens, briseraient leurs forces, les courberaient sous la croix, et procureraient aux Polonais un repos définitif, et ensuite, une fois la tâche accomplie, quitteraient le théâtre de leurs exploits, satisfaits d'une juste récompense qu'ils trouveraient dans une certaine portion de terrain. Le duc Kunrad détermina aussitôt le canton qui devait être offert comme salaire à l'ordre : c'était le pays des Kulmers avec les districts y attenant.

Au commencement de l'année 1226, une députation se rendit en Italie auprès du maître de l'ordre Teutonique, Hermann de Salza. Le noble chevalier, élevé déjà par l'empereur, avec l'agrément du pape, au rang de prince de l'empire, uni à l'Église par le saint-père au moyen d'un bel anneau consacré, attaché à l'Empire par l'empereur au moyen d'une bannière surmontée de l'aigle noire, reconnut aussitôt dans l'offre de la députation la haute destination de l'association dont il était le chef. Il n'hésita donc point à l'accepter, si le pape et l'empereur n'avaient d'ailleurs aucune objection à y faire. Hermann soumit l'affaire à Friedrich, mais sous un autre aspect. Il sollicita la permission d'acquérir tout le pays des Prussiens pour la chrétienté, et d'y maintenir son ordre. La proposition plut à l'empereur. Pourquoi y aurait-il été contraire? Hermann était son ami; la chevalerie lui était chère. Il ne se sentait nullement attiré vers la Terre-Sainte, et par conséquent ne voyait aucune gravité dans le changement de direction des efforts de l'ordre Teutonique; ce changement pouvait plutôt lui offrir à lui-même une nouvelle raison pour retarder sa croisade. Il ne prenait aucun intérêt au sort des Prussiens idolâtres, et les Polonais lui étaient sinon odieux, du moins indifférents. Il devait en outre se féliciter de trouver une occasion de répandre un nouvel éclat sur l'empire, qui paraissait décliner aux yeux du monde, et de faire de nouveau valoir la vieille prétention à la domination sur tous les pays de la terre. Ainsi, par un acte rédigé au mois de mars à Rimini, il concéda au maître Hermann, à ses successeurs, et à la maison teutsche de l'ordre, non-seulement la permission d'accepter le pays que le duc Kunrad avait donné ou donnerait encore; mais il leur conféra encore l'autorisation de faire valoir l'ancien droit de l'empire sur le pays des Prussiens, de l'acquérir et de le posséder en propriété libre de tout service et de tribut, avec plein pouvoir seigneurial. Néanmoins la Prusse devait appartenir à l'empire. La suzeraineté de l'empire, dont Friedrich abandonnait les droits,

devait encore planer vaguement, afin que certaines éventualités possibles pussent être exploitées, s'il y avait lieu, dans l'avenir. Maintenant l'affaire fut portée au saint-père. Honorius était cassé, fatigué, malade; son ancienne douceur était dégénérée en faiblesse; une rupture avec l'empereur était pour lui une pensée effrayante. Le sort de la Terre-Sainte pesait toujours sur son cœur. Depuis son intronisation, il n'avait cessé de faire proclamer la croisade, pour que l'on prêtât assistance aux infortunés chrétiens d'Orient, et que l'on assurât le triomphe à la cause du Christ sur le faux prophète. Son plus ardent désir était donc d'amener à fin une grande croisade générale à la tête de laquelle se mettrait l'empereur, afin de décider heureusement la grande lutte pour l'avenir. Mais il dut s'avouer aussi que maintenant il était encore éloigné de son but, comme le jour où le mot de croisade avait été prononcé pour la première fois. Comment aurait-il pu hasarder à mettre des obstacles à l'œuvre pieuse de l'extension du christianisme et de l'Église chrétienne au sein d'un peuple idolâtre, et à s'engager ainsi en des querelles qui ne manqueraient pas de gravité? Il donna ce qu'il pouvait donner, sa bénédiction apostolique, et promit toute espèce d'encouragements.

Lorsque ensuite le duc Kunrad de Masovie eut précisé sa concession, et, par un acte authentique et solennel, lui eut donné son extension dans le sens de la collation impériale, le maître Hermann envoya en Prusse, en 1228, une partie de ses chevaliers avec une nombreuse escorte d'hommes d'armes à cheval, tandis que lui-même se préparait pour un voyage en Orient. Cette troupe, dont on ne peut donner la force, mais à la tête de laquelle était Hermann Bulk, comme procureur de la maison de l'ordre Teutonique en Prusse, trouva déjà un fort en bois qui avait été construit, deux ans auparavant, contre les païens, par quelques frères, sous la protection du duc Kunrad et de l'évêque Christian, sur la rive gauche de la Vistule, en face du point où bientôt s'éleva la ville de Thorn. Et dès lors, à partir de l'année 1230, commença la lutte de la chevalerie et de la croix contre un petit peuple qui combattait pour sa liberté et pour la foi de ses pères; lutte qui, signalée par des actes d'énergie et d'adresse, de vertu et de courage, par la ruse et la fourberie, par tous les maux qu'entraînent toujours avec elles les guerres de principes et de croyance, dura plus d'un demi-siècle, jusqu'à ce qu'enfin les Prussiens, fatigués, brisés, anéantis, se soumirent et reconnurent la domination de l'ordre Teutonique et de la croix, jusqu'à ce que dans tout le pays des Prussiens, et par delà leurs frontières le long du littoral, la vie, les mœurs et la langue teutsche fussent fermement établies (10).

C'étaient de grands événements, qui pourtant sont en quelque sorte étrangers à notre narration. Depuis qu'ils se produisirent, six siècles se sont écoulés, dix-huit générations d'hommes ont passé, et il n'est pas encore possible de donner la mot de l'énigme qu'*ils* renfermaient. Plus tard, les frères croisés, avec leur foi et leurs sacrifices, sont devenus un objets de moquerie. Les chevaliers de l'ordre Teutonique ont été dispersés, anéantis; leurs exploits, leur souveraineté, ne vivent plus que dans l'histoire. L'empire s'est éteint presque insensiblement; l'Etat germanique a disparu sans, pour ainsi dire, laisser de regrets. *Le peuple* teutsch, au contraire, a tiré des nouvelles acquisitions des aliments abondants et variés pour ses progrès, son activité intellectuelle, le développement de sa civilisation, et il a largement payé sa dette. Mais la grande race slave s'est opposée à sa marche, et elle a depuis longtemps atteint la mer. Les petits-fils d'Armin, l'œil dirigé ordinairement vers le point d'où vint, sinon le plus grand, du moins le premier danger, regardent rarement derrière eux, comme pour chercher à échapper à un pressentiment qui leur traverse le cœur. Le christianisme seul lève partout le front, même dans les lieux où il s'est posé au milieu des atrocités, du sang et des larmes; et, d'après toutes les prévoyances humaines, son esprit planera avec son ancienne splendeur même au-dessus de la poussière du siége de Rome, comme il s'est jadis élevé au-dessus des ruines de tant de trônes terrestres.

CHAPITRE IV.

MALHEUREUX RAPPORTS DU JEUNE ROI HEINRICH AVEC SON PÈRE. — SITUATION DIFFICILE DE L'EMPEREUR A L'ÉGARD DU PAPE ET DES LOMBARDS. — FORMA-

TION DE LA SOUVERAINETÉ TERRITORIALE DES PRINCES TEUTSCHS.

De l'an 1230 à l'an 1235.

Les écrivains de ce temps ou de l'époque suivante laissent entièrement incertaine la question de savoir dans quels rapports le jeune roi Heinrich, ou l'administrateur des affaires publiques du Teutschland au nom de ce prince, se trouvait envers l'empereur. Pour arriver à quelque clarté, on pourrait peut-être dire qu'outre les armes et la guerre, il y avait trois sortes d'affaires dans lesquelles le roi jouait un rôle actif, où sa décision pouvait être réclamée. La première espèce concernait les choses qui devaient être traitées d'après le droit subsistant et reconnu ; l'autre concernait les choses qui, opposées au droit subsistant, devaient s'appuyer sur de nouveaux principes ; les dernières, enfin, les rapports avec d'autres États. Les premières appartenaient à l'administration; les autres à la législation; les troisièmes étaient d'une nature politique. Si l'on ne craignait de voir les expressions prises à la lettre, on pourrait dire aussi peut-être que les premières appartenaient au droit féodal, les autres au droit de souveraineté, les dernières au droit des gens.

Quant aux affaires de la première catégorie, l'empereur ne les avait pas délimitées d'une manière précise avec son fils ou avec le régent de l'empire; tout était plutôt resté indéterminé, abandonné à la marche des choses, aux circonstances et au hasard. Au fils fut accordé le droit d'agir d'après ses propres vues ; toutefois l'empereur se réserva de décider selon les rapports et les circonstances. Ce qu'il réglait devait être une loi inviolable pour son fils, tandis que lui-même ne se regardait lié par les prescriptions du fils qu'autant qu'il n'avait rien à y opposer. Quant aux affaires de la deuxième et de la troisième classe, le roi ne devait pas les traiter, sinon de concert avec son père, mais sous la réserve de la détermination de son père l'empereur. C'est là ce qui apparaît. L'on peut à peine se défendre de penser que Friedrich considérait le Teutschland comme un fief de l'empire, et qu'il avait mis son fils dans la situation d'un titulaire de fief, d'un vassal, envers son suzerain, ou du moins qu'il s'était proposé de le réduire à cet état. La plupart des actes que nous possédons appartiennent aux affaires de la première catégorie. Nous avons de ces actes concernant des Teutschs et des circonstances du Teutschland, en assez grand nombre, donnés par Friedrich, d'autres donnés par Heinrich. Friedrich conféra ces actes comme empereur des Romains, toujours auguste; Heinrich les donne comme roi des Romains, toujours auguste. Ils sont entièrement semblables dans la forme comme dans la substance; tous ceux qui ont été accordés par l'un auraient pu l'être par l'autre. La plupart sont des chartes de protection pour des cloîtres et d'autres fondations; des donations et des confirmations de donations et de traités; des distributions de biens, de droits et de priviléges ; et aussi des décisions, des prescriptions et des défenses. Mais, parmi les actes émanés de l'empereur, il en est qui ne sont pas plus importants que ceux portant en tête le nom du roi, et les uns comme les autres paraissent avoir été donnés également à bon droit. Cependant il se présente aussi des cas dans lesquels Heinrich était forcé, par un ordre de son père, de révoquer ce qu'il avait accordé, ou dans lesquels Friedrich annulait une décision de son fils. Il s'en présente d'autres encore où Friedrich confirme les concessions faites par Heinrich; il y en a même où, pour ses propres décisions, il invoque l'assistance et les décisions de son fils le roi des Romains.

De ces actes paraît ressortir la légitimité des vues exprimées sur les affaires de la première espèce; plus tard se justifieront aussi les vues sur la seconde catégorie. Ce que l'on va citer témoignerait-il pour cette opinion? Dans quelques villes s'étaient formées des communes, des confréries, des associations, en partie avec l'autorisation du roi Heinrich, en partie avec la permission de certains princes. Mais, à une diète de Worms, dans l'année 1231, l'on posa la question de savoir si de telles associations pouvaient être ou ne pas être permises dans les villes (1), et les princes rassemblés se prononcèrent pour la négative; c'est-à-dire qu'ils déclarèrent que de telles associations étaient des nouveautés contraires à l'ancien droit. Le roi fit connaître cette décision dans un acte public; il rejeta les associations, parce que, dit-il dans l'acte, « nous ne pouvions ni ne devions, sans l'agrément du Seigneur, accorder aux villes de nos Etats la faculté de former des communes

et des unions, et parce qu'il n'appartenait pas non plus aux seigneurs des villes de faire quelque chose d'analogue sans l'agrément de notre majesté. » Mais qui est le seigneur dont l'agrément est regardé comme nécessaire? Est-ce l'empereur, le suzerain suprême? ou bien ne serait-ce pas plutôt le prince dans le cercle féodal duquel la ville était située?

Enfin l'on peut ajouter une seule remarque aux vues sur les rapports du droit des gens. Le roi Heinrich conclut, probablement au mois de juin de l'année 1226, avec Louis VIII, roi de France, une ligue dans laquelle on se promit réciproquement de n'accueillir ni rebelles ni condamnés; et l'empereur fit une pareille alliance avec le roi de France au mois de novembre, sans faire la moindre allusion au traité dans lequel Heinrich était engagé. Il reste donc incertain si le roi de France, par son alliance avec l'empereur, voulut obtenir seulement une confirmation de la ligue avec Heinrich, ou bien y donner de l'extension.

Mais, en raison des actes de la première espèce, on ne sait encore si ceux qui avaient besoin d'un titre de ce genre pour l'établissement de nouveaux droits, ou pour l'affermissement et l'extension de droits déjà subsistants, princes et seigneurs, cloîtres, ordres et villes dans le Teutschland, jugeaient qu'il était indifférent de les obtenir du roi ou de l'empereur; donc ils s'adressaient, selon les circonstances et les occasions, l'un au fils, l'autre au père; ou bien en fut-il qui se tournèrent vers l'empereur en Italie, après avoir éprouvé des refus auprès du roi dans e Teutschland: en sorte que Friedrich aurait accordé bien vite de loin ce qui aurait été l'objet de grandes hésitations de la part de Heinrich sur les lieux, dans le Teutschland. Les relations de ce temps ne donnent aucun éclaircissement; mais on peut adopter l'une ou l'autre de ces opinions. Heinrich agit ou parla toujours en subordonné de l'empereur, avec la réserve qu'à son père il appartenait d'approuver ou de rejeter; ou bien il se posa en corégent et en lieutenant indépendant de l'empereur, et il se crut en état de décider par ses actes et ses paroles: ainsi ses rapports avec l'empereur son père restèrent toujours incertains; il était et resta indépendant. La difficulté de la correspondance écrite avec l'empereur rendait, dans certains cas, l'accord impossible; toujours il était pénible à obtenir. Une solution d'un problème proposé, sans que l'on s'entendît préalablement, était toujours une chose grave qui pouvait entraîner des mésintelligences, du blâme, des désagréments, même des humiliations. Au commencement, tant que Heinrich fut un enfant sous la tutelle d'un autre, tout pouvait bien aller; mais plus longtemps durait l'absence de l'empereur, plus le jeune roi grandissait et se trouvait en état de réfléchir sur les circonstances au milieu desquelles il était placé, plus sa situation devait devenir pénible. Etant encore enfant, déjà Heinrich était traité en jeune homme; négligé par son père, il se vit dérober ces beaux jours du développement physique et moral; et, dans les années où il était à peine en état de s'acquitter gaîment des devoirs de l'élève, il lui fallut songer aux soins et aux obligations du père de famille. Lorsqu'il était à peine âgé de quatorze ans, l'on pensa, sans doute de l'aveu de son père, à son mariage. On lui destina d'abord pour épouse une fille du roi de Bohême; ensuite le roi *Henri III* d'Angleterre rechercha la main du petit roi pour sa sœur, cette même Isabelle (2) qui, dix ans plus tard, fut unie avec l'empereur Friedrich lui-même. En 1225 vint d'Angleterre une ambassade ayant pour chef un évêque; elle se rendit auprès du roi, qui tenait sa cour à Francfort, prête à tirer parti des circonstances. L'on ne sait ce qui éloigna Heinrich de la princesse bohémienne; mais les princes qui étaient réunis à Francfort se prononcèrent probablement contre le mariage avec une princesse anglaise, parce qu'ils s'arrêtaient, comme à une chose très-grave, aux rapports hostiles entre la France et l'Angleterre. Dans la même année, Heinrich fut marié réellement avec Agnès, fille du duc Léopold d'Autriche; et, deux ans plus tard, 1227, le 28 du mois de mars, à Aix-la-Chapelle, en présence des archevêques de Salzbourg, Mayence et Trèves, des ducs d'Autriche, de Bavière, Carinthie, Brabant et Lorraine, du landgraf de Thuringe, enfin de beaucoup d'évêques, de comtes et de nobles hommes de tout le Teutschland, la jeune épouse fut solennellement consacrée et couronnée par l'archevêque Heinrich de Cologne, qui sur ces entrefaites avait été élevé à cette dignité; ensuite elle fut placée sur le trône, et saluée reine des Teutschs par toute l'assemblée.

Assurément ce mariage prématuré ne fut en aucune façon l'œuvre propre du jeune roi, mais celle de son père et de son entourage; mais il n'est pas moins certain qu'après son mariage, après le couronnement de la reine, en face des princes et du monde, il put difficilement se persuader qu'il était mineur et devait être traité comme tel. Avec quelque empressement qu'il eût obéi peut-être à son père, qu'il se fût appliqué à se former sous sa direction et ses ordres quand il était présent, il dut pourtant éprouver un sentiment pénible en pensant qu'abandonné par son père, laissé dans la situation d'un orphelin, il ne pouvait, comme roi des Romains, ni rendre une décision ni faire un acte sans avoir l'inquiétude que sa parole ne fût rejetée, que son œuvre ne fût détruite. Il dut par conséquent devenir soucieux, mécontent, défiant, soupçonneux, indifférent, obstiné. Et ces mauvaises dispositions durent s'aigrir encore à mesure que s'écoulaient les jours et les années; et probablement il se trouva des jeunes gens, des hommes, des vieillards, qui, par des motifs de diverse nature, par sympathie et compassion, par amour de la patrie et par irritation de l'absence de l'empereur, par désœuvrement et par goût du désordre, par inquiétude naturelle et par esprit d'agitation, par ambition, par avidité, au moyen de regards, d'allusions, d'indications et de propos, jetèrent des matières corrosives sur la blessure qui déjà rongeait le jeune et infortuné roi. Mais deux incidents qui se produisirent entre le mariage du roi et le couronnement de son épouse, et qui sont des témoignages assez significatifs sur cette époque, furent bien propres aussi à faire sentir à Heinrich ce qu'il y avait de pénible dans sa situation.

D'abord, en 1225, le 7 novembre, le précepteur de sa jeunesse, l'archevêque Engelbert de Cologne, fut enlevé par une mort violente. Engelbert paraît avoir été un excellent homme, signalé par de hautes vertus de pontife et de prince. Quand il ne fut plus, ses contemporains le représentèrent comme le père de l'archevêché de Cologne, l'ornement du Teutschland, la colonne de l'Église, l'appui de l'Etat. Il put en effet se livrer à de loyaux efforts dans l'intérêt de l'Etat tant qu'il fut à la direction des affaires, mais il n'obtint guère de résultats. Aurait-il réussi en si peu de temps, lui simplement administrateur de l'État, là où les plus puissants empereurs avaient échoué? Et si dans cet intervalle il y eut en effet moins d'actes de violence que dans les jours précédents, il reste toujours incertain si ce plus haut degré de calme peut lui être attribué, ou s'il ne résulte pas plutôt des nouvelles tendances des princes et des villes, dont il doit être parlé tout à l'heure. Il agit avec énergie dans son pays, exerça vigoureusement la justice contre les grands et les petits, afin de courber l'orgueil coupable des hommes d'épée sous la loi de l'ordre social. Il força un repaire de brigands, la forteresse de Turinh sur la Moselle (3), et s'efforça de rétablir et de garantir la sécurité pour la vie et la propriété. Par une telle conduite il souleva contre lui la noblesse du pays: car c'était tyrannie, disait-on, c'était attenter à l'ancien droit. Mais le comte Friedrich d'Isenbourg, frère des évêques de Munster et d'Osnabruck, était patron de l'abbaye d'Essen, et abusait de ses rapports d'une manière audacieuse; comptant sur sa parenté avec l'archevêque Engelbert, il pressurait impitoyablement ceux qu'il était appelé à protéger. L'archevêque voulut l'arrêter dans cette carrière de violences. Mais le comte, au lieu d'écouter la parole du respectable prélat, s'irrita au fond de l'âme. Excité encore par ses complices, il résolut d'exercer une vengeance sanglante sur le pontife imprévoyant. L'archevêque fut averti; mais il ne put admettre un instant la possibilité d'un tel attentat, et ne tint nul compte de l'avis. Comme il revenait de Soëst, et voulait se rendre à Schwelm, afin d'y consacrer une église le dimanche suivant, et que le vendredi soir il arrivait dans le voisinage de la localité, tout à couple comte Friedrich d'Isenbourg sortit avec vingt-cinq hommes armés d'une embuscade où il attendait la victime désignée. La suite de l'archevêque se dispersa; lui-même tomba sans défense entre les mains de l'ennemi. Le comte lui plongea son épée dans le flanc, excitant ses compagnons à ne pas rester inactifs; alors ceux-ci jouèrent de l'épée et du poignard, et plusieurs ne se contentèrent pas d'un seul coup. Engelbert expira percé de vingt-huit blessures. Aussitôt les assassins s'enfuirent loin du théâtre de leur crime. Un pauvre petit serf de l'archevêque se glissa sur ce lieu de malédiction, et veilla toute la nuit sur le cadavre sanglant de son maître (4).

L'archevêque Engelbert reçut de pompeux honneurs funèbres au milieu des gémissements des habitants de Cologne. Sur ce siége archiépiscopal fut élevé Heinrich, prieur de l'église de Bonn. Le comte d'Isenbourg et ses complices furent mis au ban de l'empire ; les évêques de Munster et d'Osnabruck, accusés sinon d'avoir pris part au crime, au moins d'en avoir eu connaissance, furent frappés de l'excommunication de l'Église par le légat pontifical, le cardinal Kunrad; les forteresses du comte furent enlevées et rasées; lui-même, errant en fugitif sous mille déguisements pendant un an, fut enfin découvert par un vassal du nom de Baudouin, saisi, livré au nouvel archevêque de Cologne moyennant 2,100 marcs d'argent, et dut expier son forfait sur la roue. Ainsi fut apaisée l'âme *du martyr de la justice*. Mais la perte pour le jeune roi Heinrich fut sans doute immense, et rien ne put la compenser. Il était privé de l'homme dans lequel il avait une confiance filiale, auquel il était attaché par le dévoûment d'une reconnaissance profonde, et cet ami lui était enlevé d'une manière qui dut laisser sur lui une impression profonde.

On trouve à la vérité, dans les relations, que le duc Louis de Bavière, sans doute d'après les dispositions antérieures de l'empereur, occupa la place d'Engelbert; mais on ne voit pas ce prince agissant et gouvernant à côté de Heinrich, quoiqu'il paraisse dans les diètes auprès du roi, parmi d'autres princes. Soit que Heinrich fût peu disposé à l'acceptation d'une nouvelle tutelle, et que Louis se retirât par un motif; soit que le duc, qui était parti avec l'empereur pour l'Italie, puis s'était embarqué pour la Terre-Sainte, afin de remplir son serment de croisade, et avait assisté aux désastres des croisés à Damiette, fût mécontent de la conduite et de la situation de Friedrich II envers le Teutschland et envers son fils, il paraît que, se souciant peu des affaires de l'empire, il vécut habituellement en Bavière, et ne s'occupa guère que de son pays. Le jeune roi suivit donc de plus en plus sa propre route, entouré seulement de ceux qui le pressaient de leurs sollicitations, savaient gagner sa faveur par d'habiles insinuations et d'adroites flatteries, abandonné au sentiment de son délaissement, à son mécontentement, à sa douleur, et aux passions de la jeunesse.

Le second événement qui put agir fortement sur le jeune roi fut d'une tout autre nature, et put être attribué à l'empereur lui-même. Pendant les cinq ou six années qui s'étaient écoulées depuis son couronnement, Friedrich, dans son royaume de Sicile, avait travaillé avec une persévérance admirable, déployant ardeur, intelligence, et la plus grande souplesse, pour organiser cet État, lui donner l'unité, procurer à toutes les énergies l'espace et l'occasion d'un libre développement, afin d'avoir ainsi à sa disposition la plus grande puissance que le royaume fût en état de fournir. Il avait déjà réussi sur beaucoup de points; il avait déjà beaucoup obtenu, quoiqu'il eût été sans cesse entouré, gêné par le pape, qui lui rappelait toujours la croisade et le voyage en Terre-Sainte auquel il s'était engagé. Friedrich n'avait pas nié qu'il eût embrassé la croix, et ne s'était pas refusé à entreprendre le voyage promis. Il avait même reconnu hautement, non-seulement qu'une grande croisade était nécessaire à cause de la misère infinie des chrétiens en Orient, mais encore que c'était un devoir sacré, pour l'honneur de la foi chrétienne, pour l'honneur de Dieu et du Christ et pour le salut des âmes. Il avait donc, comme le pape lui-même, poussé sans cesse à la croisade, et, par des écrits et des messages, averti tous ceux qui avaient pris la croix, dans le Teutschland et en Italie, de tenir leur serment, et exhorté tous ceux qui ne portaient pas le signe sacré à le recevoir. Enfin il avait pris des mesures, fait par terre et par mer des préparatifs qui paraissaient témoigner d'autant plus fortement en faveur de sa première résolution, qu'en 1223 il avait promis, par un serment solennel, de se mettre en route dans l'espace de deux ans, se soumettant, faute d'exécution, à l'anathème de l'Église, et qu'il contracta même avec Iolande, fille du roi Jean de Jérusalem, un second mariage qui lui ouvrait une perspective d'espérance sur ce royaume. En effet, depuis cette union, en 1225, il prit ordinairement le titre de roi de Jérusalem, au grand mécontentement de son beau-père. Mais l'esprit de Friedrich saisissait plutôt les objets prochains qu'il ne s'élançait vers des objets éloignés. Il lui suffisait d'avoir élevé des prétentions pour des éventualités possibles sur le royaume de Jérusalem, et ne jugea pas nécessaire de les faire valoir aussitôt. Dans le royaume de Jérusalem il n'y avait rien à perdre, puisqu'il fallait d'abord le conquérir; mais en

Sicile, pendant l'absence de l'empereur, pouvait être détruit ce qu'il avait créé, et l'Italie tout entière pouvait lui échapper. Il chercha donc, en dépit de son serment, à retarder son départ pour la Terre-Sainte, afin de protéger et de compléter ses créations de Sicile, et d'exécuter dans le reste de l'Italie les projets qu'il avait conçus. Il parvint à obtenir un ajournement, et à sauver les apparences mieux que par le passé; car les nouvelles qui se répandaient de France et d'Angleterre sur les rapports réciproquement hostiles des rois de ces États, et les récits que le maître Hermann de Salza fit en Italie sur la situation du Teutschland, produisirent un effet si défavorable, que le saint-père lui-même dut reconnaître l'impossibilité de mener à fin une grande croisade au milieu de telles circonstances.

Mais le saint-père ne se vit réduit à cet aveu qu'avec une douleur amère; sa défiance envers l'empereur avait toujours été grande. Quoique, par crainte du voisinage de ce monarque, il eût cherché à éviter par tous les moyens une rupture ouverte, néanmoins il avait probablement travaillé contre lui en silence; et comme il était impossible que les vues de Friedrich de soumettre la Lombardie et de la courber à l'obéissance envers sa volonté impériale restassent cachées au saint-père, l'empereur, à son tour, dut présumer avec raison que le souverain pontife était en intelligence secrète avec les Lombards, qu'il les exhortait à la vigilance, les excitait en cas de nécessité à la résistance: cette conjecture est même toute en l'honneur du pape. Mais jamais l'inquiétude du pape ne put être plus grande et sa correspondance secrète avec les Lombards plus active qu'immédiatement après le nouvel ajournement de la croisade; car il était à craindre que l'empereur n'appliquât maintenant à des projets d'ambition terrestre, à étendre sa domination, les armements qu'il assurait avoir faits pour la pieuse expédition. Et bientôt il se manifesta qu'une telle pensée n'était pas étrangère à l'âme de Friedrich; car, au commencement de l'année 1226, il indiqua une diète de l'empire qui devait avoir lieu à Crémone. Le jeune roi Heinrich et les princes du Teutschland reçurent l'invitation ou l'ordre de paraître à cette diète avec leurs forces militaires. L'objet prétendu de la réunion fut que l'empereur avait à délibérer avec eux sur l'amélioration de la situation de l'empire et sur les affaires de la Terre-Sainte (5). Mais ni le pape ni les Lombards ne croyaient à la sincérité de ce prétexte; ils pensaient que l'empereur se proposait, à la faveur d'un projet pacifique et sacré, même d'anéantir avec promptitude et sûreté la liberté des villes lombardes. Ils savaient bien aussi que, dans leur conduite envers lui, l'empereur trouverait facilement un motif pour employer les armes. Ils ne réfléchirent donc pas longtemps. Honorius engagea, sans doute avec dessein, l'empereur dans une marche sur les affaires religieuses, où, par colère et par précipitation, Friedrich fit de tels pas, que le pape put se croire autorisé à éclairer le monde par un langage énergique et sévère sur les actes et les tendances de l'empereur, sur ses véritables vues et les moyens qu'il n'avait pas honte d'employer pour arriver à son but, et à préparer de la sorte l'emploi le plus redoutable de la puissance apostolique. Mais en Lombardie, dans le temps même où Friedrich s'avançait vers ce pays avec des forces militaires, où probablement les princes teutschs se mettaient aussi en mouvement, au commencement du mois de mars, se relevait l'ancienne ligue lombarde, qui non-seulement avait été détruite, mais qui s'était même entièrement effacée du souvenir des hommes. Le 2 du mois de mars, quinze villes de Lombardie, Milan en tête, faisant usage du droit qui leur avait été attribué dans la paix de Constance par Friedrich Ier, conclurent dans l'église de St-Zeno, à Mosio, dans le district de Mantoue, une ligue offensive et défensive. Et à peine avaient-elles souscrit le traité, qu'elles mirent une activité impétueuse à le faire valoir; car elles savaient bien qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Elles prirent les armes, rétablirent leurs fortifications, occupèrent les passages et les points d'où l'on pouvait se défendre ou menacer, selon les circonstances. Elles prirent aussi, contre les cités qui ne voulaient ou n'osaient pas embrasser leur cause, des décisions qui, en cas de réussite, pouvaient autoriser des mesures rigoureuses contre les lâches et les traîtres. Il en résulta peut-être que quelques villes encore se rallièrent à la ligue, que quelques princes même, comme le marquis de Montferrat et les comtes de Blanderat s'y rattachèrent, quoiqu'ils eussent déjà la trahison dans le cœur.

L'empereur, qui ne savait rien de la ligue

lombarde, ou qui en faisait peu de cas, s'avança sur la Pouille; son fils Heinrich, accompagné de beaucoup de princes teutschs, marcha vers les Alpes. Sur sa route, l'empereur s'engagea en de violents débats; il voulait être suivi par les vassaux des pays qu'il avait abandonnés au siége apostolique, et les vassaux s'y refusaient, parce que, appartenant à l'Église romaine, ils n'étaient pas soumis à ses ordres, mais à ceux du pape. Le roi franchit les hauteurs des Alpes sans empêchement avec son armée. Parvenu jusqu'en Lombardie, Friedrich trouva dans une ville un accueil amical, se vit repoussé par une autre, et fut obligé de camper en rase campagne. Heinrich fut contraint d'interrompre sa marche à Trente, parce que le défilé de la vallée de l'Adige était barré par les Véronais et leurs alliés, et fortifié de telle sorte, que le roi désespéra de pouvoir le forcer. Dans l'espérance que son fils pourrait le joindre avec l'armée teutsche, Friedrich poussa jusqu'à Crémone, quoique les difficultés s'accrussent à chaque instant. Heinrich étant retenu à Trente, se flattait que son père lui ouvrirait d'Italie la route qu'il était lui-même hors d'état de se frayer. Tous deux, trompés cruellement dans leur attente, tombèrent dans un embarras humiliant.

Friedrich n'en tint pas moins la diète annoncée; mais il n'y eut rien à signaler de cette pompe avec laquelle il avait pensé y paraître. Quelques Italiens seulement s'y trouvèrent, et pas un seul citoyen des villes de la ligue ne s'y montra; et même les assistants, princes ou députés des villes, frappés de la situation critique de l'empereur, ne montrèrent aucune ardeur, et se tinrent au contraire sur la réserve dans une attitude expectante. L'empereur, irrité au plus haut point de la ruine de ses plans, mit les villes de la ligue lombarde au ban de l'empire, et déclara l'abolition des libertés qui leur avaient été accordées. L'évêque de Hildesheim, qui se trouvait auprès de lui avec la mission de pousser à la croisade, prononça l'excommunication de l'Église contre les fédérés; il y eut encore d'autres tentatives de rigueur, mais tout fut inutile. L'empereur, hors d'état d'effrayer ou de gagner les Lombards, hors d'état aussi d'opérer sa jonction avec l'armée teutsche, dut reconnaître que son expédition était manquée. Il retourna dans son royaume par le même chemin qu'il avait suivi pour venir, éclata en plaintes amères auprès du saint-père, protesta de la manière la plus solennelle de la sincérité de ses intentions, de la pureté de ses vues, et le pressa de se porter en médiateur, ou plutôt de décider entre lui et l'insolent peuple des Lombards. Le pape s'interposa. Sa décision arbitrale fut, ce qu'il avait été facile de prévoir, insignifiante, ne donnant pas gain de cause à l'empereur, ne condamnant pas les Lombards, laissant les choses dans l'état où elles étaient avant l'entreprise de l'empereur. Mais le fils de Friedrich, le roi Heinrich, après être resté sept semaines dans l'inaction à Trente, regagna le Teutschland comme après une malheureuse aventure; et un grand incendie qui par hasard éclata dans Trente, à son départ, et réduisit en cendres la plus grande partie de la ville, jeta encore une triste lueur sur son voyage.

Il ne pouvait en être autrement, cette obstination à rester immobile à Trente avait dû exciter de vifs mécontentements parmi les princes et les guerriers réunis, et ces mécontentements éclatèrent probablement de diverses manières au moment du départ. Il y eut même des railleries et des insultes. Le jeune roi Heinrich était sans doute dans la plus triste situation. Ses relations avec son père lui étaient déjà devenues à charge, et il était maintenant manifeste pour lui qu'il était séparé de ce père par l'éloignement des lieux, et qu'il était coupé même par des forces ennemies. Il lui était démontré que l'empereur n'était pas en état de se rendre dans le Teutschland avec une armée, et que dans ce pays il y avait aussi peu de protection à en espérer que de danger à en craindre. Le roi, malgré sa jeunesse, reconnut cela, à ce qu'il paraît, aussi bien que les princes, que les Teutschs en général. Il est donc possible que dès lors se soit éveillée ou ait été jetée dans l'esprit de Heinrich la pensée qu'au milieu de tels rapports, à raison de la situation compliquée, difficile de son père en Italie, relativement au royaume héréditaire de Sicile, au siége apostolique et à la ligue lombarde, lui-même devait suivre sa propre marche, fixer son propre sort, sans se soucier du souverain étranger qui dans le Teutschland n'avait tendu qu'à se parer de la dignité impériale, sans s'occuper non plus des mouvements opérés au dehors par ce monarque. Mais, en supposant que cette pensée ait été au-dessus de l'intelligence du jeune roi, on peut admettre que le

sentiment de son abandon lui blessa le cœur, et que, par le progrès du temps, un tel sentiment opéra ce que des réflexions froides et sérieuses auraient amené.

En effet, dès l'année suivante, il est déjà question d'une négociation que Heinrich, de l'aveu de quelques princes teutschs, nommément du duc de Bavière et de l'archevêque de Cologne, aurait suivie par lui-même, en dehors de l'action paternelle. Dans les alliances avec le roi de France, dont il a été déjà parlé plus haut, Friedrich et Heinrich avaient promis de ne jamais entrer dans aucune union avec Henri III, roi d'Angleterre. Néanmoins, au commencement de l'année 1227, Heinrich envoya le maître Kunrad, prieur de Spire, au roi d'Angleterre, et lui fit exprimer le désir d'une alliance. Le roi d'Angleterre accueillit a proposition avec empressement, et chargea deux ecclésiastiques d'aller dans le Teutschland suivre la négociation. L'affaire ne paraît pas avoir été menée à fin; les écrivains teutschs n'en font pas mention : on ne sait pas non plus jusqu'où elle alla, et pourquoi elle fut interrompue; mais il est surprenant qu'il ne soit point parlé de l'empereur, et que Friedrich ait bientôt renouvelé avec Louis IX l'alliance conclue par lui avec Louis VIII.

De quelque manière que ces choses puissent être considérées et jugées, comme il n'y avait pas de danger extérieur qui, menaçant toutes les têtes, eût éveillé un sentiment national chez les Teutschs; comme le reste du pouvoir royal, ne consistant plus qu'en donations, collations et confirmations, était disputé entre l'empereur et son fils le roi Heinrich, ou partagé de telle sorte que toute personne voulant y avoir recours ne savait véritablement pas à qui s'adresser; comme l'empereur, luttant au loin contre des difficultés immenses, ne se trouva pas une seule fois en état d'entretenir une union facile et déclarée avec le Teutschland; comme le roi Heinrich, enfant, jeune homme même, sans volonté, sans force, ne connaissant ni l'État ni son droit, ne pouvait être dominé que par le sentiment de son délaissement; comme enfin le lieutenant du royaume, tant qu'il y en eut un, avait pour ainsi dire les mains liées, sachant à peine s'il pouvait agir et vers quelle direction, jusqu'où devait se porter son action, ce qu'il pouvait poursuivre; chacun devait se sentir rejeté sur soi-même, prince ou simple particulier; considérer comme nécessaire de veiller par soi-même au maintien de sa situation, à sa sécurité, aux progrès de ses intérêts, soit par son activité solitaire, soit en s'unissant à d'autres qui se trouvaient dans la même situation, ménageant, respectant le nom impérial ou royal seulement autant qu'il pouvait servir es intérêts particuliers. Ce sentiment devait être d'autant plus vif, cette reconnaissance d'autant plus claire, que la puissance publique avait moins su se faire valoir, et qu'elle promettait moins pour l'avenir. Si parfois la pensée de l'État traversait quelques âmes, c'était comme une représentation vague et confuse de circonstances d'un passé que l'on ne connaissait pas, ou une aspiration vers le peuple, vers la patrie, qui ne s'efface jamais entièrement du cœur de l'homme, alors même que les noms sont oubliés.

Les princes et les seigneurs du Teutschland agirent conformément à ces circonstances. Ce qu'ils avaient poursuivi depuis longtemps sans bien s'en rendre compte leur était maintenant imposé par la nécessité. Ils restaient dans les cantons dont l'administration leur avait été conférée, et ils exerçaient comme dans leurs possessions particulières, sous les noms d'anciennes dignités et d'anciennes fonctions honorifiques, les droits qui appartenaient aux suzerains, que maintenant ni l'empereur ni le roi ne pouvaient exercer ou même réclamer. Ils ne dénièrent pas positivement les droits du trône et de la suzeraineté de l'empire, mais ne les reconnurent pas non plus, et ne s'occupèrent que d'augmenter et de fortifier leur propre puissance, sans se soucier du sort d'autrui. Cela n'arriva point d'une manière tortueuse et préméditée, cela ne se fit point par d'habiles combinaisons; les choses se passèrent ainsi, parce que les princes se dirigeaient d'après l'empire des circonstances; parce que tous étaient contraints par tous à s'attacher fortement au sol natal, pour ne pas voir se précipiter leur ruine. Ils n'avaient nullement l'intention d'entraîner la chute du trône; ils ne soupçonnaient peut-être même pas qu'il pouvait s'écrouler ou seulement être flétri; ils ne voulaient pas davantage se détacher de l'empire : mais ce n'était pas à eux qu'il appartenait de songer à l'éclat et à la dignité de la couronne, à l'unité et à l'honneur de l'empire; ces préoccupations devaient être le partage de l'empereur

ou du roi. Sur le trône siégeait, abandonné par l'empereur Friedrich, un jeune homme incapable de protéger ce qui restait encore de dignité à l'autorité, encore moins de regagner ce qui avait été perdu, ou d'y ajouter de nouvelles conquêtes. Le fractionnement de l'empire était si monstrueux, que nul ne pouvait dire où était le centre, où étaient les frontières. La ville elle-même à laquelle était attaché le nom impérial n'était pas dans l'empire. Friedrich était empereur des Romains, Heinrich roi des Romains. Mais l'empereur avait abandonné la suzeraineté sur la vieille Rome; il avait abandonné la ville éternelle au pape, et le roi qui était élu par les princes teutschs devait ensuite aller chercher la couronne impériale hors des frontières de l'empire. Dans les négociations officielles il n'était jamais question d'un roi des Teutschs ni d'un peuple teutsch. Comment était-il possible qu'au milieu de telles circonstances les princes teutschs isolément se souciassent du trône et de l'empire, qui paraissaient abandonnés par ceux-là mêmes auxquels ils étaient essentiellement confiés? En effet, il ne leur restait à faire que ce qu'ils firent: de vivre et d'agir dans leurs provinces en souverains, et d'attendre de la marche des choses le parti qu'il serait utile ou nécessaire de prendre. On comprend même à peine pourquoi ils se rendirent encore aux diètes publiques où ils étaient appelés, sinon en totalité, au moins en très-grand nombre. Mais ce n'était nullement la pensée de l'empire ou d'une existence commune qui les poussait à ces réunions; c'était l'empire de l'habitude, le besoin de communications plus étendues, plus générales, d'un nouvel aliment pour l'esprit; c'était l'inquiétude que des résolutions ne fussent adoptées, des entreprises engagées qui, sans leur participation, pouvaient devenir préjudiciables ou dangereuses; c'était enfin la curiosité et le désir bien pardonnable de voir et d'être vus, de donner et de jouir. Mais les affaires qui étaient traitées à ces assemblées, et qui ne concernaient pas des matières religieuses ou la cause de la croisade, ne pouvaient naturellement avoir de liaison prochaine ou éloignée qu'avec la souveraineté territoriale des princes; et comme tous les princes avaient le même intérêt, les ecclésiastiques pour affermir cette souveraineté, les temporels pour la fonder, les décisions devaient être prises conformément à cet intérêt.

Et que restait-il au jeune roi Heinrich, qu'à octroyer légalement ce qui avait été demandé et résolu? Que restait-il à l'empereur, sinon de confirmer ce que le roi avait accordé? Si Heinrich avait été capable d'embrasser les conséquences, comme il ne trouvait aucun appui dans son père, il ne pouvait se passer de la bienveillance des princes, et le duché de Souabe, ainsi que les grandes possessions de sa maison, couvrait la pauvreté du trône. Friedrich saisit bien les suites des choses d'un regard net et distinct; mais, comme il ne pouvait quitter l'Italie, il n'osait irriter les princes teutschs, et, dans ses vastes projets, il pouvait bien regarder comme d'une faible importance et faciles à regagner par l'épée les concessions qu'il était obligé de faire en paroles. On ne peut ici rechercher, supputer les donations et les concessions faites par les deux monarques, chacun de son côté, aux dépens des biens et des droits de l'empire. Mais, à une diète publique tenue en 1231 à Worms, Heinrich rédigea un acte qui, l'année suivante, fut confirmé dans tout son contenu par Friedrich, à une entrevue avec son fils, et qui seul paraît témoigner que tous deux étaient obligés d'accorder ce qui était réclamé par les princes. On ne peut préciser si le roi, en donnant cet acte, pensait que son père le confirmerait, et s'il en avait seulement désiré la ratification avec les princes teutschs, quand il ne put se soustraire à la conférence dans le Frioul. Il l'adressa « à tous les fidèles de l'empire. » Et cette expression paraît être équivoque, bien propre à exciter le soupçon que Heinrich nourrissait la pensée de se détacher de son père. On peut en dire autant de l'assurance qu'il avait donné cette charte « parce qu'il voulait maintenir et favoriser les princes spirituels et temporels dans leur liberté; » ainsi que de la conclusion: « Avec de tels bénéfices, la majesté royale a résolu d'aller au-devant de ses chers et très-honorés princes, sous la réserve des privilèges qu'elle tiendrait de son père ou qu'elle pourrait encore en recevoir. » Friedrich, au contraire, dans sa notification, se contente de dire « que les princes et les seigneurs avaient sollicité sa confirmation, et qu'il s'était rendu à leurs prières, afin de les satisfaire en servant les intérêts de l'empire. » Dans la suite il sera encore une fois question du contenu des deux actes, parce qu'on le fit servir à l'avantage des princes

contre les villes; en ce moment il suffira de remarquer que le roi appelle les princes seigneurs territoriaux, et que l'empereur répète ce titre dans la ratification. Il y dit : « Nous décidons que nulle forteresse ou ville nouvelle ne sera fondée au préjudice des princes. Les priviléges, juridictions, comtés, cens, qui lui ont été conférés en franchise ou en fief, chacun des princes pourra en jouir paisiblement suivant la coutume observée dans son pays. Les comtes doivent recevoir le cens du seigneur territorial ou de celui qui a été investi par le seigneur (6). Nul ne doit changer le lieu du cens sans l'agrément du seigneur. » Et dans cette désignation des princes comme seigneurs territoriaux, est une explication suffisante sur la situation des princes à l'égard de l'empire, et personne ne se laissera abuser, parce que Heinrich continue de les appeler *des princes*.

Mais, en se saisissant de la souveraineté territoriale, les princes teutschs devaient nécessairement renoncer de plus en plus à leurs anciennes allures, et donner une autre direction à leur activité. Leur éloignement pour de nouvelles croisades en Orient, l'indifférence de la plupart pour les exhortations les plus pathétiques des prédicateurs, leur empressement à chercher des excuses pour se dispenser de tenir leur serment, ou du moins pour le remplir aussi tard que possible, à l'exemple de l'empereur Friedrich, tout cela venait de la conviction où les avait conduits une grande expérience que ces saintes expéditions ne réussiraient jamais. Mais comme subsistait encore la croyance à l'efficacité de la croisade pour le salut particulier des âmes, ils purent trouver aussi des motifs d'ajournement dans les nouvelles occupations auxquelles les poussait la souveraineté territoriale. Il n'y a pas de doute que la paix qui commença maintenant à régner entre les princes, et le meilleur ordre dont les Teutschs jouirent, fut un effet de la nouvelle souveraineté territoriale, jointe à l'action des villes, dont il va être question. Toutefois il y eut encore des guerres particulières; il ne s'écoula pas une seule année sans que çà et là on courût aux armes; mais ces querelles ou ces luttes isolées, quoiqu'il s'y commit encore beaucoup d'actes de cruauté, ne sont pas comparables à ces horribles guerres qui antérieurement désolaient le Teutschland d'une frontière à l'autre, quand les rênes de l'État étaient tenues par de faibles mains, que les rois s'étaient éloignés du pays, ou qu'eux-mêmes étaient soumis à l'esprit de parti. Elles n'ont rien de particulier, à l'origine, ni dans leur développement ni dans leur conclusion; mais elles ne pouvaient pas cesser. Les pays qui dès lors avaient reçu leurs souverains furent rarement absorbés. Les possessions et les biens acquis par l'Église au moyen de dons et de concessions s'étaient tellement étendus, croisés dans les territoires des princes séculiers, que des réclamations, des résistances, des querelles et des actes de violence étaient inévitables. Il y eut des combats entre les princes des deux ordres; habituellement ils eurent pour causes la mésintelligence et la nécessité, quelquefois l'orgueil et l'amour du pillage : car, si aucun prince, riche ou pauvre, spirituel ou temporel, ne pouvait étouffer le désir d'étendre ses domaines et d'accroître ses droits, un grand nombre, la majorité peut-être, reconnaissait sans doute que le plus sûr était surtout de jouir de ce que l'on avait, enfin d'en tirer tout le parti possible pour l'avenir. Ils délibérèrent donc avec leurs vassaux et leurs feudataires, à des diètes publiques, sur les affaires de leurs domaines, exécutèrent ce qui avait été décidé dans ces assemblées, donnèrent des secours, des encouragements là où les besoins, les progrès semblaient appeler leur assistance. L'exercice des armes ne fut pas négligé, les moyens de défense ne furent pas moins appréciés; la valeur et l'audace furent toujours considérées comme les premières vertus de l'homme; on ne répugna point à se lancer dans l'arène quand la trompette sonnait l'heure du combat, et le prix de la victoire fut toujours entouré du même éclat; mais les actions furent moins recherchées que par le passé, et devant les efforts des villes pour gagner la plus noble récompense dans les arts pacifiques, pour s'élever au bien-être et à la force, se rendre propres à toute espèce de résistance, recula peu à peu ce féroce esprit d'aventures qui jusqu'alors avait troublé, désolé la vie.

CHAPITRE V.

FORMATION DES VILLES EN COMMUNES LIBRES.

Pendant que se fondait la souveraineté ter-

ritoriale des princes teutschs, ainsi qu'on vient de le raconter, ces princes, comme on l'a déjà remarqué une fois, n'avaient nullement l'intention de se séparer de l'Etat ou du roi. Ils furent d'ailleurs ramenés à l'Etat et au roi par l'intervention d'un nouvel ennemi dans l'intérieur du Teutschland; car ils reconnurent bien qu'ils ne pouvaient lui résister qu'au moyen de la réunion des forces communes, et une réunion n'était possible qu'en vue du trône aux diètes publiques. Cet ennemi, c'étaient les villes. Déjà, depuis une suite de générations, les villes, comme on n'a pas manqué de le signaler dans cet ouvrage, avaient commencé à remuer, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Ces mouvements n'avaient échappé ni aux empereurs ni aux princes, sans pourtant attirer une grande attention, parce que certains événements prouvaient de la manière la plus claire que chaque ville était plus facile à dompter quand elle tentait de dépasser les limites dans l'intérieur desquelles on la regardait comme inoffensive. La terrible lutte des cités d'Italie contre l'empereur et les vassaux avait bien révélé peu à peu la force qui résidait au sein des murailles urbaines, et le but auquel tendaient les bourgeois; mais ce qui s'était passé en Italie paraissait être impossible dans le Teutschland.

L'Italie était couverte de villes en état de se tendre la main; les princes n'avaient à leur disposition que des forces insignifiantes, et pouvaient disparaître entre les cités, avant que leur suzerain passant les Alpes, fût à portée de leur prêter secours. En outre, les villes d'Italie étaient secondées par la nature du pays, la proximité de la mer, la situation de quelques-unes sur la côte, par la civilisation qui se raffinait, et les jouissances plus délicates; les restes d'anciens chefs-d'œuvre de l'art que renfermaient les murailles combattaient pour les habitants; et pourtant la victoire ne fût pas restée du côté des villes, si l'Italie avait eu un roi indigène, et n'eût pas été obligée de reconnaître pour suzerain un prince qui était étranger pour les vassaux comme pour les bourgeois.

Le Teutschland, au contraire, n'avait relativement qu'un petit nombre de villes, excepté dans les provinces du Rhin et du Danube, qui avaient jadis appartenu à l'empire romain; et ces villes, dispersées sur la vaste surface de la patrie, étaient isolées, sans union, sans secours, tout entourées de forteresses, de châteaux et d'armes des feudataires; comparées aux cités d'Italie, elles étaient jeunes; créations récentes des empereurs ou des princes, aucune pensée nationale n'était attachée à leur nom, aucun grand souvenir d'un passé glorieux qui pût fortifier les âmes des bourgeois, et les entraîner d'un présent désolant à des pensées d'un avenir plus brillant; nul droit traditionnel, non plus, tiré de l'oubli pour fonder ou légitimer des prétentions. Les villes teutsches devaient commencer de nouveau à montrer de suite le front, partir des degrés les plus infimes pour édifier la vie civile; et il leur fallait entreprendre ce travail sous les armes des burggrafs, sous le tribunal du palatin ou du prévôt, sous la surveillance de l'Église, au milieu des artifices des prêtres. Comment eût-il été possible qu'une telle masse d'hommes sans défense, qui habitait une ville, eût attiré l'attention des grands seigneurs, dont l'âme était dirigée sur de tout autres choses? Ces gens étaient plutôt un objet de pitié que d'inquiétude. Il arriva aussi que les empereurs et les rois, que les princes spirituels et temporels, en établissant des villes comme des lieux de protection et d'asile, n'hésitaient nullement à encourager les habitants par tous les moyens, à leur assurer la paix, à leur conférer des libertés suivant les circonstances et les occasions, afin d'ouvrir de nouvelles voies à leur activité : car ils savaient qu'ils pourraient reprendre ce qu'ils avaient concédé; ils savaient qu'ils tenaient en main les rênes, et qu'ils étaient toujours en mesure de les ramener si elles étaient trop flottantes. Ils ne voyaient pas non plus d'un œil mécontent les villes, par le déploiement de leur activité intérieure, gagner en population et en bien-être : car ils savaient qu'une partie des bénéfices industriels coulaient dans leurs propres coffres, et qu'en définitive il dépendait d'eux de fixer ce qui resterait aux industriels. En outre, à mesure que la vie sociale se développait, et qu'eux-mêmes, en Lombardie, à Rome et à Constantinople, se familiarisaient avec les richesses et les jouissances du monde, ils pouvaient d'autant moins se passer des produits de l'industrie urbaine; du moins les marchés et le commerce leur étaient indispensables, parce qu'il leur fallait placer le superflu des produits de leurs biens et de leurs possessions,

et que par ce moyen seulement ils pouvaient se procurer les objets que les contrées étrangères offraient à leurs besoins croissants, à leur goût d'aisance et de jouissance. Enfin il n'était pas sans importance pour leurs relations politiques d'avoir ainsi des masses considérables d'hommes réunies derrière des fossés et des murailles. En cas de nécessité, ils pouvaient donner des armes aux gens des villes, et employer leurs forces et leur énergie à se maintenir. C'étaient des gens propres à être employés que les bourgeois des villes, et un homme utile a toujours sa valeur, tant qu'il conserve ses facultés spéciales et qu'il ne perd pas l'envie de les laisser mettre à l'œuvre.

Au milieu de telles circonstances, tandis que régnaient ces vues et ces sentiments, les villes travaillaient en silence, les anciennes depuis le jour de leur assujettissement, les nouvelles dès le moment de leur fondation, à l'œuvre de leur liberté ; ici avec bonheur, là sans succès ; recommençant en cas d'échec ; toujours infatigables, rarement impatientes. Nulle part elles n'obtinrent la liberté : car les franchises particulières accordées à certaines villes étaient des concessions sans garantie ; elles n'étaient que des anneaux isolés pouvant servir à former une vaste chaîne, mais sans union entre eux, sans fortes attaches. Néanmoins la vie en commun de beaucoup d'hommes sur un étroit espace, leurs communications mutuelles et journalières, amenaient le frottement des esprits, et conduisaient nécessairement à un ordre social qui ne manquait que d'une reconnaissance légale pour que la vie s'organisât et se régularisât. Ceux qui se livraient à des occupations semblables, ceux qui joignaient leurs mains dans le travail, devaient arriver à des principes d'après lesquels ils voulaient agir, et se rattacher les uns aux autres pour maintenir ces principes. Il y eut sans doute des conférences entre ceux qui exerçaient le même genre d'industrie ; ils durent souvent se concerter. Les marchands étaient probablement partout sur le premier plan, en partie parce qu'ils avaient été les plus anciens habitants, les constructeurs, afin que les ouvriers qui vivaient dispersés comme serfs sur les domaines des vassaux, et les seigneurs fonciers eux-mêmes, eussent des occasions de vente et d'échange ; en partie parce qu'ils avaient le plus de connaissances et vivaient dans une plus grande aisance : mais les marchands pouvaient aussi peu se passer des ouvriers et des artisans que ceux-ci des marchands, et même ce nom de marchands ne paraît pas avoir toujours été appliqué à une classe précise d'hommes, mais avoir été employé pour désigner tous ceux qui apportaient quelque chose au marché. Mais comme les ouvriers affluaient de plus en plus dans les villes, et que le travail se divisait davantage, non-seulement les marchands, mais encore tous les gens occupés à la même industrie, songèrent sans doute à se réunir, à contracter des engagements, et cela n'était guère possible sans une direction. La réunion n'eut lieu probablement qu'avec la permission du burggraf, et la présidence fut peut-être occupée par le prince auquel la ville appartenait. Mais une vie urbaine n'est guère admissible sans des réunions de ce genre ; et ce qui était un besoin pour les industries particulières en était un aussi pour toute la ville. Déjà la proclamation de prescriptions et d'ordonnances rendait nécessaires des convocations d'habitants influents ; et, pour savoir si ces ordonnances étaient applicables, propres au but que l'on se proposait, comment on pouvait les exécuter, il fallait prendre conseil des habitants intelligents, au courant des rapports de la ville, de la situation et des occupations des particuliers, pour les gagner à la chose et les disposer à prêter leur concours. Les villes aussi accomplirent des œuvres qui exigèrent des efforts infinis, comme des églises et des couvents, comme le pont hardi sur le Danube, à Ratisbonne, monument admirable de l'ardeur et de la grandeur de cette ville ; et comment de tels travaux auraient-ils pu jamais être entrepris et achevés sans de longues délibérations et des préparatifs de quelques-uns, sans décisions communes de tous? Enfin, dans les cas où les hommes de la ville devaient être rangés sous les armes et mis en mouvement, quand il s'agissait pour eux d'exposer leur santé et leur vie pour leur défense, il était indispensable de les rassembler, de leur parler, de les entendre, de tout faire pour les remplir d'une seule pensée, pour les amener à la grande résolution de combattre en hommes, de triompher ou de périr. On peut donc admettre avec confiance que de grandes réunions eurent lieu de temps en temps, et qu'il s'en tint de plus petites pour traiter des affaires communes. Les convocations ne pou-

vaient se faire que sur l'ordre du seigneur de la ville, sous la direction et la surveillance de son représentant ou de son envoyé.

Mais toutes ces dispositions, qui paraissaient résulter nécessairement de la vie commune de beaucoup d'hommes actifs concentrés sur un étroit espace entre des murailles et des fossés, ne firent point avancer les villes d'un degré dans leur situation régulière à l'égard de l'empereur et de l'empire; jusqu'à la fin du XII[e] siècle elles restèrent complétement dans leur ancienne dépendance de service. Toutes les concessions appelées franchises ne pouvaient qu'entretenir les désirs dans le cœur des habitants, sans leur offrir une satisfaction. Ils voyaient se dessiner de plus en plus l'image d'une vie civile régulièrement organisée; mais cette vie même ils ne l'obtenaient pas, parce que la main étrangère qui avait tout brisé s'ouvrait et se fermait arbitrairement. Ils furent préparés à des réunions, à des délibérations, mais ils n'osaient se rassembler que s'ils étaient appelés, et traiter que des choses qui leur étaient proposées. Ils obéissaient à une impulsion étrangère, et devaient se courber devant des décisions auxquelles ils n'auraient peut-être point adhéré. Çà et là ils étaient bien formés au maniement des armes, mais l'usage ne leur procurait ni honneur ni droit; dans les cas les plus heureux, ils recevaient quelques remercîments passagers. La croisade même du Seigneur n'avait pas amélioré leur situation légale. Beaucoup de bourgeois étaient partis pour la Terre-Sainte comme soldats du Christ, et avaient, ainsi que les princes et les chevaliers, assisté à toutes les rudes épreuves, partagé toutes les infortunes qui avaient fondu sur les pèlerins; mais, à leur retour, il leur avait fallu déposer l'épée, et se résigner à être regardés comme indignes des fonctions militaires. Friedrich I[er] avait permis aux négociants voyageurs de porter une épée pour se défendre contre les brigands qui les guettaient partout; mais il leur avait défendu de ceindre cette épée, et il leur fallait la fixer à la selle (1). Ordinairement les marchands, les premiers parmi les bourgeois, étaient confondus avec les Juifs comme s'ils avaient été légalement les égaux de ces serfs impériaux (2).

Mais, tandis que les rapports des villes teutsches étaient ainsi toujours gênés de plus en plus, parce que la contradiction entre les besoins et les droits devenait plus grande et plus tranchée, le commerce des marchands teutschs avec les contrées étrangères s'établissait, indépendant à la vérité de la situation des villes mêmes, mais en prenant des développements tels, qu'il acquit une grande influence sur elles, influence qui devait s'accroître encore en raison de l'extension des affaires. Dès les temps les plus anciens, les Teutschs avaient entretenu quelques relations commerciales avec les pays étrangers, ainsi qu'on l'a souvent indiqué dans cet ouvrage. Toutefois il serait difficile de préciser les rapports avec les peuples du Nord et de l'Orient, mais les traces s'en retrouvent assez fréquentes. Depuis le contact des Teutschs avec les Romains dans la guerre et dans la paix, des marchands italiens s'étaient chargés des transactions entre le Teutschland et les pays qui appartenaient à l'empire romain. Les villes fondées par les Romains à l'ouest du Rhin et au sud du Danube se remplirent de marchands d'Italie qui tenaient les affaires, faisaient des expéditions par terre et par mer. Le commerce fut continué par ces marchands jusque dans les siècles de la lutte où succomba l'empire romain; car on ne combattait pas toujours, et toutes les villes ne furent pas détruites par la guerre. Assurément les villes en masse souffrirent bien des infortunes, et quelques-unes subirent d'horribles traitements; le commerce fut interrompu, entravé constamment et plusieurs fois anéanti; mais, comme l'existence était laissée aux villes, les sources devaient rester ouvertes, ou du moins pouvaient se rouvrir pour alimenter cette existence. Lorsque les villes romaines furent tombées sous la domination de rois et de peuples teutschs, les marchands continuèrent l'ancien commerce ou le reprirent, autant que cela pouvait réussir, selon l'étendue de leurs forces et de leurs ressources; et ils mirent en pratique, autant que les circonstances le permettaient, les principes commerciaux qui s'étaient conservés dans les jours antérieurs. Après la disparition de la civilisation romaine des villes le long du Rhin et du Danube, civilisation qui, à cause de l'usage de la langue latine dans les transactions publiques, se conserva beaucoup plus longtemps qu'on ne serait tenté de le croire, l'expérience des marchands latins passa aux Teutschs, qui suivirent leurs traces et se chargèrent d'établir les commu-

nications avec les peuples étrangers. Pourquoi les rois, les princes n'auraient-ils pas toléré le commerce que les marchands faisaient à leurs propres périls, dont ils supportaient les pertes, et dont les bénéfices profitaient aux villes, aux campagnes et aux cassettes des princes?

Le Teutschland central fut entraîné dans ce mouvement aussitôt que des marchés se furent établis : car il est de la nature du commerce de se fixer partout où il trouve une place sûre, et le marchand ne peut subsister qu'à la condition de trouver des marchandises à importer et des débouchés. L'on n'a pas négligé de remarquer avec quelle ardeur Karl le Grand favorisa le commerce, fonda des marchés, facilita les communications au moyen de routes et de ponts, et s'efforça d'assurer les routes. Mais comme depuis Heinrich Ier s'accrut le nombre des villes du Teutschland qui offraient des marchés sûrs, les routes se croisèrent de plus en plus pour le transport des marchandises envoyées au dehors, ou importées dans le Teutschland, que l'on menait de lieu en lieu jusqu'à ce qu'elles parvinssent à la frontière ou qu'elles fussent vendues en masse. Dans les temps d'orage qui bouleversèrent si souvent le Teutschland, dans le règne du droit de la force, au milieu des guerres particulières et des factions, qui entraînaient toujours à leur suite un affreux brigandage, le commerce souffrit souvent des interruptions et rencontra toujours des difficultés, des causes de perturbation, mais ne fut jamais anéanti et jamais abandonné. La nécessité, l'amour du gain ramenaient toujours les marchands dans les anciennes voies ; ils épiaient avidement chaque occasion, et souvent la chance tournait en leur faveur. S'ils réussissaient, ils étaient certains qu'on redemanderait leurs marchandises, et le prix couvrait la perte antérieure. Les princes et les seigneurs ne voulaient pas plus renoncer aux jouissances qu'ils devaient à l'activité commerciale, que se passer des droits et des péages qui remplissaient leurs caisses; souvent même ils accordaient, autant que cela se pouvait, un sauf-conduit aux marchands et les couvraient de leur protection. Quand l'escorte et la protection étaient refusées, ou qu'elles étaient insuffisantes pour préserver des brigands, les marchands avaient coutume de faire leurs voyages en compagnies, pour défendre en commun leurs propriétés. Ces compagnies naturellement convenaient de certaines règles d'après lesquelles elles prétendaient vivre et accommoder les différends qui s'élevaient ; peut-être même les adoptaient-elles solennellement avec serment. Elles arrivèrent ainsi à former des ligues qui sont devenues permanentes, comprenant plusieurs villes intéressées dans les voyages, dont les bourgeois se rattachaient aux compagnies. Déjà Karl le Grand interdit ces espèces de ligues, qui furent appelées Gilden ou Gildonien, et qui en effet étaient bien propres à éveiller l'attention. Certes, le grand empereur ne voulait pas empêcher le voyage en commun des marchands, qui était nécessaire pour leur sécurité et leur assistance mutuelle; il croyait seulement ne pas devoir tolérer les ligues solennelles et permanentes qui s'étendaient insensiblement. Mais comme dans la marche du temps, au milieu de toutes les conjonctures, le commerce a persisté ou du moins s'est ranimé, comme les marchands ont encore fait leurs voyages en compagnies, encore bien que les règlements de Karl le Grand aint été maintenus, nécessairement des ligues subsistèrent toujours entre les marchands, moins solennellement contractées, moins étendues, passagères peut-être, applicables seulement à certains voyages déterminés; mais ce n'en étaient pas moins des ligues qui conservèrent en silence les anciennes règles, et peu à peu fondèrent des coutumes commerciales qui tinrent lieu de droit dans le monde des affaires. Toutefois ces principes purent bien n'avoir qu'une valeur transitoire, applicable seulement aux voyages et pour le temps que les marchands étaient éloignés de leurs foyers; mais il était dans la nature des choses humaines qu'ils ne fussent pas oubliés après le retour dans la ville où le marchand résidait, qu'ils y fussent même fréquemment appliqués. Au reste, les marchands voyageurs, pour motif de sécurité peut-être, abandonnèrent l'ancien nom de leurs ligues, Gildonien; peut-être d'autres dénominations furent-elles introduites et employées alternativement avec l'ancienne. Enfin le vieux mot *hansa*, hanse, arriva dans l'usage, probablement d'abord en Angleterre; il fut imposé dès le XIIe siècle à toutes les ligues de marchands à l'intérieur et au dehors, de sorte que sur un point il désignait une corporation de Gilden, sur un autre une union commerciale, jusqu'à ce

qu'enfin une vaste ligue, embrassant des villes du Teutschland septentrional et d'autres contrées du nord, vers la fin du XIVe siècle, obscurcit toutes les autres hanses, et sut maintenir seule le nom de *hansa* teutsche. Comme chaque association a besoin, pour le maintien de l'ordre, d'un chef auquel puissent être portés les plaintes et les griefs, il est possible que dans ces ligues de marchands voyageurs un homme expérimenté, le plus âgé par exemple, ait été reconnu comme président et régulateur, et que le nom de hanse-graf ou d'aldermann, qu'il prit, ait été déjà en usage dans la pratique de la vie avant son apparition dans l'histoire.

Le commerce de tous les peuples reçut une nouvelle et puissante impulsion à partir du commencement des croisades. Le Teutschland, à raison de sa situation et de ses frontières, ne resta pas en arrière; ses grandes armées avaient besoin de grands convois pour subsister dans les pays ennemis éloignés qu'elles voulaient conquérir, et qu'elles conquéraient en effet. Les regards des fidèles suivaient avec amour et désir les pieux pèlerins : c'étaient des époux, des pères, des enfants, des frères, des parents; c'étaient des guerriers du Christ qui s'étaient lancés sous la bannière de la croix dans une sainte entreprise. On voulait rester en communication avec eux; on voulait rapprocher d'eux la patrie autant que possible, et l'on envoyait derrière eux ce que leur pays offrait pour satisfaire les besoins et les aisances de la vie, ou ce que l'on avait appris à tirer des pays étrangers, afin qu'ils n'oubliassent pas les coutumes et les pratiques du foyer domestique. De leur côté, les croisés avaient appris à connaître les magnificences du luxe et les jouissances de l'Orient, et ils ne voulaient pas que les objets de leurs affections se passassent de ces choses, comme eux-mêmes ne pourraient plus s'en priver une fois de retour dans la patrie. Ainsi le commerce avec l'Italie commença bientôt à franchir de beaucoup les limites de la Péninsule, tout en se faisant sur des bâtiments italiens et par des mains italiennes. Bâle, Vienne, Augsbourg, et surtout Ratisbonne, étaient le siége de ce commerce dans le Teutschland; là étaient réunies les marchandises qui des pays de l'Orient venaient par Prague, des contrées du Nord par Nurnberg et Erfurt, de l'ouest se transportaient sur la grande voie du Rhin, étaient destinées à l'exportation ou au transit, de même que l'on y déposait ce qui était amené d'Italie ou pour l'Italie.

Gênes, Milan, et surtout Venise, étaient en Italie les places principales des transactions avec le Teutschland. Mais en même temps le commerce s'étendait à l'ouest, au nord et au delà de la mer du Teutschland et de la Baltique; car la navigation de la Méditerranée, ranimée, donnait une impulsion aux spéculations, et les fleuves et les côtes du Teutschland étaient exploités comme les côtes d'Italie. Des villes des Pays-Bas, les exportations se faisaient pour la France, l'Angleterre et les côtes septentrionales de l'Espagne; et toutes les villes sur le Rhin prenaient part à ce mouvement en rattachant ces relations aux affaires suivies avec l'Italie. La puissante ville de Cologne, comme on l'a déjà remarqué, était le centre le plus brillant de tout ce mouvement, en amont et en aval du Rhin, vers l'est et l'ouest. Quant au commerce avec les pays du Nord par la Baltique, il était presque entièrement monopolisé par les villes rattachées au Weser, à l'Elbe et à la mer. Lubeck et Hambourg en étaient les principaux siéges, quoique le sort de ces deux villes subît tant d'alternatives, et restât si longtemps incertain. Toutefois Bremen prenait part à ce commerce et aux échanges avec la Norwége. Cette antique et noble cité, ainsi que les villes de la Westphalie, rivalisaient avec celles du Rhin et des Pays-Bas pour le commerce d'Angleterre; car les relations avec cette île n'avaient jamais été réellement interrompues depuis le temps de Hengst et de Horts. La langue, les mœurs, toutes les particularités de la vie, unissaient l'ancienne et la nouvelle Saxe, non moins que des besoins multipliés.

Les empereurs prirent volontiers sous leur protection ce commerce avec les pays étrangers, parce qu'ils profitaient de ces communications, et que le résultat leur procurait des jouissances. Dans leurs traités avec des rois étrangers, avec les souverains d'Angleterre et de Danemark, ils stipulaient des juridictions et des franchises pour les marchands teutschs en général, ou, ce qui avait jusqu'à un certain point le même résultat, pour les marchands d'une ville désignée, comme Cologne ou Lubeck. Les choses se passaient absolument comme par terre. Il n'y avait pas moins de pirates que de voleurs de grandes routes. Pour

se préserver de cette canaille, les marchands durent aussi voguer sur mer en compagnies; il leur fallut réunir en flottes plusieurs vaisseaux qui pouvaient s'appuyer et se prêter assistance mutuellement. Ce fut donc encore une occasion de ligues parmi les marchands. Ces ligues prirent nécessairement une plus grande extension que celles formées entre les marchands par terre; il fallut qu'on les tolérât aussi, ou plutôt il n'y avait aucun motif pour les interdire. Sur les flottes marchandes, que les bâtiments fussent petits ou grands, nombreux ou en faible quantité, il se trouvait sans doute toujours une certaine masse d'objets qui devaient être offerts à la vente. Une partie pouvait être placée, l'autre attendait acheteurs. Arrivés dans les pays de langues et de mœurs étrangères, les marchands ne se défaisaient probablement pas de suite de ces objets; ils devaient s'occuper de les faire transporter en lieu sûr. Ils voulaient réunir aussi des objets de retour, et leurs achats ne pouvaient se faire à la fois. Il leur fallait encore, pour ces marchandises, des remises assez vastes pour les emmagasiner, en attendant que se fît le chargement à bord, et que le départ pût avoir lieu. Ils cherchèrent donc, non-seulement à Venise et à Londres, mais aussi à Bruges, Wisby, partout où les portait régulièrement leur esprit d'entreprises, où ils désiraient entretenir des relations constantes, à acquérir les bâtiments nécessaires, ou bien à en obtenir la possession permanente. Ils avaient coutume de joindre à ces bâtiments une maison qui parfois était la salle de l'association d'une ville teutsche chargée des plus grandes affaires et de la direction du commerce des Teutschs; toutefois on l'appelait communément la maison de commerce, et toujours on la considérait comme la maison de la hanse; l'on y traitait les affaires. Là était la résidence spéciale des marchands; là se tenaient leurs réunions; là étaient étalées les marchandises pour l'achat et la vente, et se faisaient aussi les achats ou les ventes aux étrangers; enfin c'était là que s'opéraient les payements et les recettes.

Autour de cette maison de la hanse teutsche se groupaient non pas seulement les marchands d'une ville arrivés avec la flotte même, mais tous les marchands du Teutschland qui vivaient en ce lieu; ils s'y rattachaient spontanément pour trouver auprès de leurs compatriotes plus de sûreté et de protection, et aussi parce que les gouvernements des pays étrangers leur imposaient peut-être de limiter le cercle de leurs affaires à la maison teutsche. Néanmoins elle ne s'ouvrait pas à quiconque y accourait en se prétendant négociant teutsch. La maison, les greniers, tous les magasins appartenaient à la compagnie qui les avait acquis. Celui qui voulait participer à ces avantages devait être admis dans la compagnie, verser pour subvenir aux frais une contribution dans la caisse commune, et se soumettre aux règlements sans lesquels une telle société n'aurait pu subsister en pays étranger. Peu à peu sans doute ces règlements se formèrent nettement, et s'appliquèrent avec vigueur. Il eût été impossible à une association de ce genre de subsister et de prospérer en pays étranger, sans un ordre sévère, sans la loyauté et la moralité de ses membres. Nécessairement il y survenait des complications qui dans la patrie eussent concerné seulement les particuliers, mais qui à l'étranger devenaient les affaires de la communauté, étaient dirigées, réglées, décidées par elle. Il y avait aussi des infortunes, il fallait sauver tel ou tel membre de l'association; il y avait des maladies qui réclamaient des remèdes et des soins. Les morts aussi entraînaient nécessairement mille incidents, les soins des successions, le payement des dettes, le recouvrement des créances, etc. Enfin, non-seulement les marchands qui étaient membres de la société, mais la société entière, avaient mille points de contact avec les habitants de la ville étrangère, et même avec l'État entier auquel appartenaient la ville et ses habitants. Il leur fallait payer des droits pour le bâtiment et les marchandises à leur arrivée, des droits au départ, le tout compté en monnaies étrangères, d'après des bases arbitraires et changeantes; dans leur réunion et comme particuliers, l'ignorance des lois, des droits, des mœurs et des usages du pays, la précipitation, la passion, devaient les amener souvent en présence du pouvoir public; les achats et les ventes provoquaient bien des cas de collision avec les habitants. Ils auraient donc été exposés à des punitions et à de mauvais traitements, si la société qui formait un être collectif n'avait pu défendre elle-même ses membres par la prévision, la surveillance et les enseignements et les avertissements, et pris enfin la place de chaque membre pour le maintenir dans son droit et le protéger. Cet en-

semble, cette surveillance, comment auraient-ils été possibles sans des conventions précises auxquelles chacun était obligé de se tenir, sans des hommes à la tête de la société pour appliquer ces décisions d'une manière fixe, d'après un ordre établi?

Ainsi, dans le cours d'une génération, s'éleva en pays étrangers une nouvelle espèce de hanse de marchands teutschs, avec des statuts arrêtés qui probablement se transmettaient oralement de famille en famille, avec des institutions et des usages qui, fruits de l'expérience, maintenus par le succès, considérés comme des coutumes, obtenaient force de loi sous des présidents et des surveillants, des barse-grafs appelés les anciens; et ces chefs, familiers avec les mœurs et les usages des pays étrangers, maintenaient l'ordre, dirigeaient les affaires, conservaient les institutions, appliquaient les lois et représentaient partout la société.

Ces hanses teutsches à l'extérieur avaient une vaste étendue; tout marchand appartenant à la nation et au nom des Teutschs pouvait y être admis, en quelque ville qu'il eût sa résidence; elles formaient en même temps un faisceau si solide, qu'on pouvait le briser plutôt que le délier. Sans doute la plupart des marchands étaient toujours de retour dans leur patrie pour l'hiver; mais assurément tous n'agissaient pas de même. L'un était retenu par l'état de sa santé, un autre par une affaire non terminée; la maison de la hanse exigeait des surveillants et des représentants même pendant l'hiver. Un ancien restait avec quelques assistants ou conseillers. La hanse subsistait donc toujours dans la personne de ces fondés de pouvoir, et chaque membre y était rattaché par ses intérêts. La maison de la hanse était un phare sur lequel chaque membre avait l'œil fixé; quand le printemps rappelait sur les vagues, chacun savait où il avait à diriger sa course, où il trouverait un lieu sûr pour la poursuite de ses affaires. Ce n'était pas seulement les marchands teutschs qui se tournaient vers ce centre, mais aussi les négociants des pays étrangers engagés avec eux en des relations commerciales. La pensée s'élançait au loin vers les pays producteurs des marchandises qui étaient portées au marché; le regard s'étendait de plus en plus; un monde commercial s'ouvrait, dont les parties se réunissaient par des intérêts communs. Et comment en aurait-il été autrement? Ces hanses commerciales, formées au dehors et pour le commerce extérieur, avec leurs coutumes, leurs prescriptions, leur direction d'affaires et toutes leurs institutions, devaient agir puissamment sur la vie et les tendances des villes dans le Teutschland; elles devaient exciter l'ardeur, vivifier les forces, rendre plus ardent et plus général le désir d'une libre activité et de garanties pour le commerce, enfin préparer les âmes à des résolutions décisives, à des actes énergiques.

Tandis qu'une bourgeoisie libre, qui pourtant n'était pas comptée dans la société politique, se créait pour ainsi dire une existence morale, et allait être appelée de plus en plus à la vie officielle, l'Etat germanique était atteint par la dissolution; la puissance royale disparaissait de la réalité pour ne plus vivre que dans le monde des idées. Friedrich I[er], dont l'esprit avait été si puissant, la main si vigoureuse, avait négligé les droits de la couronne pour gouverner un monde qui n'existait pas et ne pouvait être créé par lui. Il s'épuisa dans cette œuvre impossible. Ce qui lui resta de force et d'intelligence lui suffit seulement pour anéantir un grand et noble ennemi, et jeter son propre fils en des embarras inextricables. Mais il fut impuissant à relever l'empire, à recueillir les droits méprisés, à reconstruire le trône démoli pièce à pièce. Les passions vulgaires de Heinrich VI n'auraient pu aider l'empire germanique, quand bien même il se serait consacré entièrement à cet Etat, et s'il ne s'était pas perdu si vite par sa propre fureur et la vengeance de la Sicile. Ensuite, le Teutschland fut déchiré par les factions dix années consécutives, pendant lesquelles aucun des deux jeunes rivaux, ni le Waiblingen Philippe, ni le Welf Otto, n'eût le temps ou l'occasion de s'informer des droits de l'État et de la dignité du trône, où tous deux furent plutôt forcés de céder à chacun des princes teutschs ce qu'il demandait, et donnèrent avec d'autant moins d'hésitation qu'ils ne connaissaient guère la valeur des concessions, et ne se croyaient guère obligés à tenir ce qui leur avait été extorqué ou soustrait. Lorsqu'enfin Otto fut délivré de son adversaire, entraîné par la rapidité de sa fortune, par sa jeunesse et le destin de sa maison, il sacrifia aussi le bien-être, l'intérêt de l'Etat germanique au vain éclat de la couronne

impériale et à ses passions, jusqu'à ce que le fantôme trompeur qu'il poursuivait se fût évanoui, et qu'en définitive quelques débris à peine pussent être sauvés dans la Germanie. Une nouvelle discorde qui dura six ans ramena les mêmes scènes au milieu desquelles l'Etat n'apparaissait jamais, et le trône, dépouillé de toute dignité, fut occupé par celui qui, grâce à la protection sacerdotale, sut s'en emparer. Lorsqu'enfin Friedrich II fut parvenu seul à la dignité royale dans le Teutschland, il ne se soucia pas le moins du monde de l'Etat et du peuple du Teutschland; il attacha le titre royal au nom de son fils mineur, comme si c'était un vain mot, n'autorisant, n'obligeant à rien. Faute d'aliment, la lampe brûla toujours plus faiblement, la clarté alla toujours diminuant, et fit place à l'obscurité; à peine resta-t-il encore assez de lumière pour rendre les ténèbres visibles.

Les princes avaient reculé devant l'énergie et l'habileté de Friedrich Ier. Nul n'aurait osé affronter la colère du puissant souverain qui avait pu enlacer, dompter, renverser à terre Heinrich le Lion, sinon un prince spirituel et temporel. Et comment les villes du Teutschland, à l'aspect des ruines de Crême et de Milan, à la vue des désastres de Mayence, auraient-elles osé manifester l'esprit dont elles étaient animées? Elles ne pouvaient que désirer obtenir de la faveur impériale la continuation de leur paisible activité; et, en face des encouragements donnés par Heinrich le Lion et les Zæringen aux efforts des bourgeois, Friedrich ne pouvait pas toujours refuser cette faveur; car, depuis des siècles, depuis les temps de Karl le Grand, les marchés avaient toujours été sous la protection du roi, et avaient assuré au trésor royal un revenu important. Dans le cours du temps, à la vérité, beaucoup de droits royaux s'étaient perdus; ils avaient été donnés en fief par les rois à des princes de l'empire, à des ecclésiastiques d'abord, puis à des séculiers; souvent aussi les princes se les étaient attribués sans l'agrément des rois. En conséquence, Friedrich, qui pouvait aussi peu se passer des villes pour la guerre que dans la paix, dut craindre qu'un grand préjudice ne fût porté à sa cause s'il ne consacrait aucun soin aux villes royales pour les opposer à ses ennemis. Ainsi, sous lui les villes se maintinrent en bonne situation, et poursuivirent même leur marche dans la carrière où elles étaient entrées. Mais l'empereur Friedrich repoussa les villes comme les princes, pour les laisser à eux-mêmes; il fit sentir à tous que personne ne pouvait rien édifier qu'avec ses propres forces. Non-seulement il négligea l'empire; mais il le déchira par colère, par indifférence, ou dans le fol espoir de faire sortir un nouvel édifice mieux ordonné des ruines de l'ancien! Il divisa les masses de domaines que le temps avait formées, que la coutume avait réglées, et en dispersa les morceaux çà et là, sans les rattacher au trône par de nouveaux liens, ou les retenir les uns avec les autres d'une façon quelconque. Il sépara le droit et le pouvoir des dignités, et se fit un jeu de la distribution ou du retrait des titres, sans doute parce que, suivant lui, tous disparaissaient et devaient s'anéantir devant la dignité impériale. Par là il força chacun à jeter les yeux tout autour de soi, à calculer sa situation et ses ressources, et à peser ce qu'il y avait à faire pour se maintenir debout sur ses propres pieds en cas de tempêtes. Les villes surtout durent bien reconnaître qu'au milieu de l'excitation de grandes passions dans les princes, elles auraient des motifs de se tenir sur leur garde pour ne pas perdre entièrement ce qu'elles avaient gagné; elles durent bien reconnaître que, si elles étaient hors d'état de se protéger elles-mêmes, l'Etat se décomposant, elles tomberaient toutes sous le pouvoir des princes. Mais, dans ce cas, il était à craindre que, si bienveillant et si favorable que tel ou tel prince se fût montré pour les efforts des bourgeois, quelque concours qu'il eût prêté au développement de leurs libertés, elles ne fussent contraintes à servir de petites vues; elles ne fussent pressurées et inquiétées dans leur commerce dans le Teutschland même, elles ne vissent l'anéantissement de leurs affaires avec l'étranger. Cette conviction dut faire sur elles une impression d'autant plus profonde, que les bases d'une vie civile plus libre posées par elles étaient plus larges; que les institutions sociales introduites peu à peu dans le silence leur promettaient de plus grands avantages. Ainsi les habitants des plus grandes villes dites royales, et surtout les chefs des corporations marchandes, les présidents des hanses, suivaient d'un œil attentif la marche des choses, pour saisir toute occasion favorable qui pourrait se présenter.

Le Teutschland était dans cette situation, lorsque Friedrich Ier fut enlevé par une mort que l'on pourrait appeler heureuse, parce qu'il aurait pu difficilement se maintenir le reste de sa vie à la hauteur où il était parvenu, et parce que tous les tristes souvenirs des Teutschs s'effaçaient devant la croisade du souverain.

Sous Heinrich VI rien ne fut changé ni amélioré. Redouté quand il menaçait, fêté où il se trouvait, méprisé là où l'on n'avait rien à craindre de lui, ce roi ne put ni fonder ni rétablir; et comme le Teutschland n'était pour lui, comme pour son père, qu'un moyen et un nouveau but, tous ses efforts n'étaient propres qu'à maintenir dans le Teutschland la situation décrite tout à l'heure, qu'à donner une nouvelle vivacité aux sentiments des villes et des princes dont il vient d'être question; et comme, durant la lutte de Philippe et d'Otto, ces princes ne manquèrent pas l'occasion d'agrandir leurs domaines, d'augmenter leurs droits, de saisir partout où il y avait quelque chose à prendre, les villes ne négligèrent certainement pas non plus de poursuivre leur marche parallèlement, mettant à profit autant que possible les changements si multipliés des choses. Elles s'avancèrent d'un pas rapide. Si les princes arrivèrent à la souveraineté territoriale, les bourgeois de certaines cités devinrent seigneurs dans l'enceinte de leurs murailles et dans leurs possessions au dehors; ils devinrent bourgeois libres de villes libres, en vertu d'actes authentiques pour quelques-unes, par le fait pour un plus grand nombre, jusqu'à ce qu'en définitive la liberté de celles-ci fût reconnue, avec le progrès du temps, publiquement et officiellement. Les relations sont trop pauvres pour que nous puissions signaler la marche de ce développement, et appuyer par des preuves et des témoignages ce que l'on croit reconnaître. Nous ne savons pas quelles ressources les villes ont employées pour arriver à la liberté, ni ce qu'elles ont fait pour cet objet de leurs efforts, ni ce qu'il leur a coûté. Nous pouvons seulement comparer la situation antérieure avec celle qui suivit, et nous sommes réduits à des comparaisons, à des rapprochements, à des conjectures, pour comprendre la transformation des choses, sans oser soutenir que tout se soit passé de telle ou telle manière. Ce que nous serions en état de présenter comme certain, d'après des témoignages et des preuves sur certaines cités, nous forcerait à entrer dans des détails qui conviendraient peu à cet ouvrage. Il faut laisser ce soin aux historiens de villes isolées, ou au moins des villes teutsches en général. Qu'il nous suffise ici de quelques remarques.

Il peut à peine rester un doute sur le but poursuivi par les villes, les premières à la vérité, et les plus importantes dès l'origine et jusqu'au temps de l'empereur Otto IV. On l'a déjà dit tout à l'heure, elles voulaient être leurs propres maîtresses; en d'autres termes, elles voulaient, délivrées de toute influence étrangère, libres de tout pouvoir extérieur, avoir leur code, leur administration, leur juridiction propres. Elles voulaient suivre leur industrie, leurs affaires, d'après des institutions qu'elles s'étaient données, ou qu'elles se donneraient après de nouveaux essais, de nouvelles expériences; elles voulaient décider elles-mêmes de l'adoption ou du rejet des étrangers, de la collation ou du refus du droit de bourgeoisie; elles voulaient défendre avec leurs armes et leurs propres forces leur vie et leurs biens de la manière qui leur paraîtrait la plus salutaire; exercer librement et en sécurité leur commerce sur toutes les routes, les mers et les rivières où elles auraient l'espoir de faire des bénéfices; et, pour tout cela, elles voulaient se réunir sans empêchement, à l'effet de délibérer, de prendre des résolutions aussi souvent qu'elles le jugeraient nécessaire, et de choisir toutes les autorités et magistratures dont elles auraient besoin; en un mot, elles voulaient former des communes libres et indépendantes. Mais, avant tout, elles désiraient s'affranchir du pouvoir des burgrafs et des garnisons sur lesquelles il s'appuyait, de ses officiers et représentants, et ne plus être soumises à la juridiction du comte palatin, du préposé ou d'autres officiers qu'elles n'avaient point élus. Les hommes les plus intelligents avaient sans doute des vues nettes et distinctes sur toutes ces choses, quoique la masse moins éclairée, moins formée par l'expérience, ne fût poussée que par de vagues sentiments. Toutefois l'on peut présumer en toute assurance que les rapports qu'elles prétendaient entretenir avec l'empereur et l'empire, une fois qu'elles seraient parvenues à la liberté, restaient complétement obscurs pour les villes. Certes il ne leur vint pas à la pensée, pas plus qu'aux princes, de se détacher de l'empire et de l'empereur; elles

voulaient plutôt être et rester villes libres ou impériales. Elles voulaient donc, d'après notre manière de parler, persister à reconnaître la souveraineté de l'empire, et rester membres du grand corps; mais, aux droits renfermés dans cette souveraineté, aux obligations par elle imposées, elles paraissent avoir à peine songé. Dans la marche du temps, elles dépassèrent de beaucoup leur but primitif, et prirent, à ce qu'il paraît, ce nouvel élan, quand elles virent le dédain de Friedrich II pour l'empire, l'indifférence avec laquelle il abandonnait des provinces teutsches à des étrangers, comment il dépouillait le trône de ses droits pour les remettre aux princes. Quand un bien est livré en proie à tout venant, rarement une main reste inactive, et chacun tire à soi pour ne pas laisser échapper ce qu'il peut saisir. Ainsi les villes qui avaient été les plus heureuses dans leurs efforts allèrent toujours plus loin dans leurs prétentions. Elles firent constamment valoir leur nom de villes impériales, de villes libres, quand elles espéraient obtenir par là quelque avantage; mais elles furent disposées rarement à supporter les charges que l'on imaginait de leur imposer. De même que les princes, avec leur souveraineté territoriale, restaient membres du corps germanique, ainsi les villes voulaient faire partie de l'empire, toutes ayant une existence à part; elles prétendaient vivre et croître sur le sol germanique, mais sans se confondre dans l'empire, et poursuivre leur but particulier. D'abord elles ne demandèrent que la liberté, comme on l'a décrite, dans l'intérieur de leurs murs; bientôt elles désirèrent étendre cette liberté à des hommes qui vivaient au dehors, dans des limites indécises; ensuite elles conclurent des ligues mutuelles, des hanses, tantôt entre peu de villes, tantôt entre un plus grand nombre, quelle que fût leur situation, pourvu qu'elles se trouvassent comprises toutes dans le cercle de l'empire; puis elles ne se firent aucun scrupule d'admettre des villes appartenant à d'autres pays, à d'autres États, selon que l'occasion se présentait, ou qu'il y avait à espérer quelque avantage pour le commerce et l'industrie; enfin, postérieurement, elles se crurent autorisées à soutenir avec leurs propres forces, pour leur propre compte, sans se soucier de l'empereur et de l'empire, des guerres avec des rois et des princes, à soutenir des luttes, à conclure des traités et à exercer une espèce de souveraineté sur les routes, les fleuves et les mers, formant des réunions indépendantes dans les grandes choses comme dans les petites.

Déjà pendant la lutte entre Otto et Philippe certaines villes purent réussir à se délivrer du burgraf, à se soustraire au palatin, à éloigner tout officier des princes, à s'affranchir par là de la domination et de la juridiction princières, excepté pour les crimes où il y allait du corps, de l'honneur et de la vie. Si la ville parvenue à cet affranchissement avait été considérée jusqu'alors comme ville royale, n'avait été soumise à aucun prince, il paraît qu'elle prenait le titre de ville libre impériale; mais si elle avait appartenu à un prince spirituel ou temporel, soit que ce prince l'eût fondée, ou qu'elle lui eût été donnée en fief par l'empereur, alors elle croyait devoir faire partie de l'empire directement, et se nommait ville de l'empire. Souvent, dans les commencements surtout, elles atteignirent probablement leur but avec de l'argent, soit qu'elles l'offrissent comme le prix de leur affranchissement, soit qu'elles fissent un prêt : car les jeunes rois belligérants, aussi bien que les princes, avaient besoin d'argent dans ce temps; les villes, dans leurs alliances, avaient coutume d'établir expressément, sans doute parce qu'elles regardaient cela comme une mesure efficace contre des burgrafs et des princes oppresseurs ou malintentionnés, que personne ne devrait leur prêter d'argent. Parfois aussi le hasard put les favoriser. L'expérience qu'elles avaient acquise dans leurs associations dans l'intérieur et à l'étranger, leurs institutions, leurs réunions, leurs corporations et leurs gilden, les mettaient en état de tirer facilement parti de toutes les occasions pour se saisir de ce qui était à prendre, et de faire ce qu'il fallait pour conserver et défendre ce dont elles s'étaient emparées. Quiconque, dans ces temps, se trouvait en possession d'un bien, et avait des armes pour le défendre, ne se mettait pas en peine du droit. Au commencement, une reconnaissance authentique était désirable; plus tard, à raison des vicissitudes dans les choses humaines, elle ne fut pas à dédaigner; mais le temps sanctifiait toujours le fait, et remplaçait la lettre et le sceau.

En 1207, le roi Philippe accorda à la communauté des bourgeois de Ratisbonne, à cause

de la longue fidélité et du dévoûment constant que cette ville lui avait montrés, et qu'elle lui témoignerait à l'avenir, avec l'aide de Dieu, pour l'honneur et l'utilité commune de ladite ville, un acte dans lequel il fait d'une main libérale d'importantes concessions, reconnaissant son droit communal et ses coutumes.

Probablement voilà les stipulations les plus importantes de cet acte : « Les bourgeois de Ratisbonne doivent avoir la faculté d'élire librement un maître bourgeois, appelé communément hansgraf, lequel, en vertu de sa charge, doit maintenir les droits et les coutumes des bourgeois dans les marchés; et s'il trouve dans l'intérieur de la ville quelque chose à régler, les mesures ne peuvent être prises que d'après les institutions civiles et avec l'agrément des habitants de la ville (3). En outre, nous leur accordons et confirmons tous les droits et les bonnes coutumes qui leur avaient été conférés par notre père ou notre frère, et personne ne pourra jamais être investi de l'autorité d'abolir cette confirmation ou d'y porter criminellement atteinte. » De tels actes doivent avoir été donnés à plusieurs villes, à un grand nombre même; car désormais, et surtout vers le milieu de ce siècle, se présentent des autorités et des magistratures libres, élues par les bourgeois eux-mêmes; des bürgers meisters, des consuls, des avoyers, des trésoriers et autres des conseils et des communes, apparaissent, et les présidents, les fonctionnaires, sont désignés comme seigneurs. Et quand ces noms se trouvent au milieu du siècle, le langage n'indique pas que les institutions auxquelles ils se réfèrent soient nouvelles : les seigneurs, dans les villes, suivent plutôt les négociations et les affaires publiques comme s'il s'agissait de choses pratiquées depuis longtemps et connues par l'usage. De quelque manière que la liberté des villes se soit élevée, par achats ou au moyen de prêts, par des envahissements et des actes de violence; qu'elle ait été confirmée authentiquement, ou qu'elle ait acquis sa valeur silencieusement et à l'aide du temps, il n'y a pas de doute que dans le premier tiers du XIIIe siècle beaucoup de villes possédaient déjà une existence propre, et qu'elles étaient devenues sinon libres, du moins villes de l'empire.

Et dans ce temps elles faisaient déjà un tel usage de cette existence, que les princes de l'empire s'inquiétèrent pour eux-mêmes, et que dans leurs alarmes ils eurent recours tantôt au roi Heinrich, tantôt à son père l'empereur Friedrich. Ils paraissent avoir craint que les choses n'allassent dans le Teutschland comme elles s'étaient passées en Italie; que le système féodal, que la dignité, la puissance princières ne pussent longtemps subsister devant l'ardeur sans cesse renaissante avec laquelle les villes poursuivaient leurs efforts : car ces villes commençaient non-seulement à donner le droit de bourgeoisie à des hommes demeurant en dehors de leurs murailles, pour accroître ainsi leurs forces, étendre leur liberté; non-seulement elles admettaient dans leur sein les gens des princes mortaillables et serfs, et augmentaient ainsi le nombre de leurs habitants; mais elles se mettaient aussi à faire des ligues entre elles, pour se protéger mutuellement, pour tenir en respect les princes mal disposés contre elles, pour aider chaque membre de la confédération à soutenir son droit, pour procurer sécurité à leur commerce avec des ressources communes, sans avoir besoin d'escorte ou de sauf-conduit des princes (4). Dès l'année 1226, l'archevêque Sifrid de Mayence porta une double plainte devant le roi Heinrich; d'abord contre la ville d'Oppenheim, qui avait accueilli des gens de l'archevêché; en second lieu, contre les villes de Mayence, Bingen, Worms, Spire, Francfort, Gelnhausen et Friedberg, qui s'étaient liguées par serment au préjudice de l'église de Mayence. Dans une réunion de princes à Wurtzbourg, où se trouvaient, outre l'archevêque Sifrid, deux archevêques, sept évêques, trois abbés, et, parmi les princes séculiers, le duc Louis de Bavière et le landgraf Louis de Thuringe, le roi rendit une ordonnance qui enjoignait à la ville d'Oppenheim la restitution des hommes de l'archevêque de Mayence, lui défendait d'en accueillir d'autres, et prescrivait la dissolution complète de la ligue entre les villes ci-dessus nommées.

Mais une telle ordonnance peut être considérée seulement comme un témoignage de l'état des choses dans ce temps. Des ordres et des prescriptions, des paroles faciles à prononcer n'acquièrent leur signification que par le pouvoir avec lequel on les fait valoir; et l'on manquait de ce pouvoir. Si Oppenheim obéit, si la ligue des sept villes fut en effet dissoute, ce fait n'arrêta nullement le développement de

la liberté civile; peut-être même l'accéléra-t-il. La racine était vivace, le tronc sain; les branches s'étendaient de plus en plus sur la patrie; le dommage n'était pas bien grand si un rameau était coupé çà et là; il y avait à peine un vide appréciable, la lumière et l'espace appelaient de nouvelles pousses et provoquaient l'élancement de la séve.

En effet, les princes paraissent avoir bientôt reconnu qu'ils avaient tous de semblables motifs de craindre les envahissements des villes. En 1232, ils poussèrent le jeune roi à une ordonnance générale qui porte témoignage sur ce point. Outre les dispositions dont il a déjà été question ci-dessus, on peut en tirer, relativement aux villes, les citations suivantes : « Les serfs des princes, des nobles et des feudataires des églises, ne doivent trouver aucun accueil dans nos villes. Les propriétés et les fiefs dont nos villes auraient pris possession doivent être restitués aux princes, aux nobles, aux feudataires et aux églises, et jamais désormais ne pourront être saisis de la sorte. Nous n'empêcherons nous-même ni par les nôtres l'escorte fournie par les princes à travers leur pays, et nous ne souffrirons pas que l'on ruine ce droit. Nul ne doit être forcé par nos avoyers à restituer ce qu'il aurait reçu de gens non établis encore dans nos villes, ou avant que ces gens ne fussent soumis immédiatement à l'empire. Dans nos villes ne doivent être admis sciemment ni coupables, ni accusés, ni condamnés; ceux que l'on aurait accueillis devront être repoussés. Nous ne voulons faire frapper dans les domaines d'un prince aucune monnaie qui pourrait faire perdre de la valeur aux monnaies de ce prince. Nos villes ne doivent pas étendre leur juridiction au delà de leur enceinte. Dans nos villes, le plaignant doit suivre l'accusé devant le tribunal; là où l'accusé ou le principal débiteur est trouvé, là il doit répondre à la justice. Nul ne doit accepter en gage des biens dont quelqu'un est investi en fief, sinon avec l'agrément du suzerain. Les gens qui demeurent dans nos villes doivent payer à leurs seigneurs et à leurs prévôts les revenus accoutumés sur les biens situés hors de l'enceinte. » Toutes ces dispositions et d'autres encore furent confirmées, l'année suivante, par l'empereur lui-même, et la confirmation fut revêtue du sceau de la majesté impériale. Il est hors de doute que cette fois il ne fut nullement question d'éventualités, mais de cas précis, parce que les princes avaient élevé des plaintes sur ces points. Il est donc clair que les villes qui s'intitulaient villes impériales, et que l'empereur appelait ses villes, firent toutes sortes de tentatives pour faire valoir leur liberté, à peine acquise, contre ceux dont l'épée les avait tenues si longtemps en crainte.

Mais, vers le temps même où l'empereur approuvait l'ordonnance de son fils, on pouvait bien avoir déjà entrevu qu'il ne serait pas possible d'arrêter le fleuve dans son cours, tout en essayant de lui opposer çà et là des digues; mais qu'il fallait le laisser rouler librement, ou chercher à boucher les sources d'où il sortait et qui l'alimentaient. Mais qui aurait osé faire une telle tentative? A la vérité, l'on attribua à l'empereur Friedrich II une ordonnance de 1232, rendue à Ravenne, mais publiée à Aquilée dans le Frioul, dont le but ne pouvait être que d'anéantir le système féodal dans toutes les villes du Teutschland, et de mettre entièrement le destin de ces villes dans les mains des archevêques et des évêques; mais qui n'est pas confondu par une telle ordonnance?

Dans l'introduction à cette constitution impériale, ainsi que se nomme cette ordonnance, sont exposés les motifs avec une certaine emphase. « Il convient à la majesté impériale, dit Friedrich, non-seulement de maintenir et de protéger dans leurs anciens droits ceux par le moyen desquels l'empereur a obtenu la plénitude du pouvoir, et dans lesquels consiste l'élévation de sa gloire, mais encore, autant que le permet l'équité et que le conseille la prudence, de les honorer, de les décorer, de les parer de nouvelles grâces. Mais certaines pratiques odieuses ont passé en usage dans le Teutschland, déguisant l'iniquité sous le manteau du bon et de l'utile. Par ces coutumes, des atteintes sont portées aux droits et à l'honneur des princes de l'empire, et l'autorité impériale elle-même en serait affectée; mais il m'appartient de veiller à ce que ces coutumes, que je tiens pour pernicieuses, ne subsistent pas plus longtemps. Comme nous voulons que nos bien-aimés princes jouissent pleinement des priviléges et des faveurs qu'ils tiennent ou qu'ils tiendront à l'avenir de notre souveraineté, qu'ils les possèdent dans la plus grande tran-

quillité, nous déclarons comme nuls et nous supprimons dans chaque ville du Teutschland les conseils communaux, les bourgmestres ou recteurs, ainsi que tous autres officiers qui ont été établis par la commune, sous quelque nom que ce soit, sans l'agrément des archevêques ou évêques. Nous supprimons également et anéantissons toute corporation d'artisans, sous quelque nom qu'elle existe (5). Nous ordonnons en outre que dans chaque ville où se bat monnaie il n'y ait ni achat ni vente de marchandises ou de vivres, sinon avec les deniers qui sont généralement introduits : car, depuis les temps anciens, l'institution des villes et de tous les domaines conférés par la souveraineté impériale a été attribuée aux archevêques et évêques, et elle doit leur demeurer inféodée pour jamais à eux ou à leurs officiers. Mais, afin de prévenir toute irrégularité et tout abus, nous déclarons de ce jour pour nuls et de nul effet tous les priviléges, toutes les chartes publiques et privées, qui ont été accordés par nous, par nos ancêtres, et aussi par des archevêques et des évêques, soit à des particuliers, soit à des villes. Nous ordonnons que désormais ni grand ni petit, ecclésiastique ou laïque, n'ose contrevenir à la présente constitution, et que celui qui aurait l'audace d'y porter atteinte supporte une amende de 50 livres d'or pur payables à notre fisc. Pour la fortifier davantage, et afin qu'elle soit toujours en vigueur, nous l'avons fait revêtir du grand sceau de notre majesté dans la bulle d'or. »

Telle est la constitution en tête de laquelle on trouve le nom de Friedrich II. Mais qui peut comprendre que Friedrich, prince dont l'esprit avait une portée si grande, dont l'intelligence était si nette, eût pris la responsabilité d'une telle loi? On serait disposé à regarder l'acte comme supposé du commencement jusqu'à la fin, par considération même pour l'empereur, si les plus puissants témoignages n'attestaient son authenticité. Dans sa situation critique en Italie, en face des Lombards menaçants, l'empereur put bien regarder comme une chose très-grave l'audacieux esprit d'envahissement des villes teutsches. En réfléchissant sur ses rapports avec son fils, sans doute il jugea prudent de montrer aux princes teutschs qu'ils pouvaient être assurés de toutes sortes de faveurs de son côté; mais il était pourtant impossible que Friedrich se dissimulât qu'en raison même de sa position en Italie et de ses relations avec son fils, il était absolument hors d'état de donner à ses ordres la force exécutoire; il connaissait aussi trop bien l'esprit des villes pour avoir cru que ses paroles, résonnant au loin, suffiraient pour imposer aux bourgeois de toutes les villes. Il dut se dire que tout ce bruit resterait sans résultat. Et comment concevoir qu'il se soit ainsi résolu à prononcer ces vaines paroles? Dans le fait maintes circonstances provoquent le doute sur l'authenticité de l'acte, ou plutôt certaines choses fortifient le doute qui déjà s'était éveillé. Quelques termes s'écartent du style de ce temps; d'autres sont étranges pour les idées qu'ils doivent indiquer. La pièce, dans son ensemble, présente un travail d'imitation; l'époque et le lieu de la rédaction sont diversement cités; enfin d'autres actes que l'empereur doit avoir rendus, soit par le contenu, soit par le temps, ne peuvent être mis en accord avec celui-ci. Si l'on voulait admettre la pensée d'une falsification, l'on ne pourrait non plus s'empêcher de songer à l'activité de la main des prêtres sur le Rhin, dont l'habileté en ces sortes de matières s'était déjà manifestée (6). Et une telle tentative ne serait pas inexplicable : depuis longtemps les évêques étaient partout, et particulièrement sur le Rhin, en procès avec les villes de leurs siéges; ces procès étaient nés de causes diverses, mais n'avaient qu'un seul but; dans le moment même plusieurs prélats, entre autres l'archevêque de Mayence et l'évêque de Worms, étaient en lutte ouverte avec les villes qui s'efforçaient d'arriver à la liberté et à l'indépendance. Le roi Heinrich, comme on l'a raconté, avait prononcé, l'année précédente, soit spontanément, soit d'après le désir de son père, la déclaration que les villes avaient formé des institutions municipales sans y être aucunement autorisées; que nul prince spirituel ou temporel, que lui-même ne serait autorisé à permettre d'établir de telles institutions; que ce droit était réservé exclusivement à l'empereur; mais que ses propres relations avec son père l'empereur étaient d'une double nature, et que personne ne pouvait prévoir à quelle solution cela pourrait conduire. Dans une situation aussi incertaine, il était d'une assez grande importance de jeter, pour les éventualités possibles, une confusion légale sur les idées de droits et de devoirs relativement

aux villes, afin que si la souveraineté de l'empire sur les villes se perdait entièrement, la domination de l'Église pût s'établir sur toutes les cités, ainsi qu'elle s'était fondée sur la Rome impériale.

De quelque façon que les choses se soient passées, quelque résolution que l'on adoptât en général, et quelque entreprise que l'on exécutât contre les villes, certaines cités vécurent en mauvais termes avec les princes, quelques-unes eurent à supporter des persécutions; l'on en vit çà et là perdre de nouveau la liberté qu'elles croyaient avoir assurée, ou ne la sauver qu'en partie. Mais l'esprit municipal, l'esprit de liberté civile n'est pas étouffé, n'est pas même arrêté en général; il est plutôt fortifié d'année en année, et devenu plus énergique dans son développement. Non-seulement les villes se sont formées en communautés libres et indépendantes derrière des murailles et des fossés, mais elles n'ont pas cessé de se liguer pour protéger plus puissamment leurs communications avec les ressources communes, et donner plus d'extension à leur commerce. Dans le second tiers de ce siècle, ainsi que le prouvent des actes authentiques, un grand mouvement se manifesta dans les villes par tout le Teutschland, depuis les sommets des Alpes jusqu'aux plaines basses du littoral de la Baltique et de la mer Germanique, de l'Oder, des frontières de la Bohême et de la Hongrie à la limite de la France. Des hanses s'élevèrent en grand nombre; des villes voisines s'allièrent d'abord entre elles, puis une première ligue s'unit à une seconde, à une troisième, à une quatrième, et toutes fondèrent une vaste association établie sur des principes inviolables de communauté loyale et de probité commerciale. Après le milieu du siècle, parmi ces associations de villes, la ligue des cités du Rhin s'éleva à une haute importance, et dans le Nord commença à se former cette grande confédération qui, après quelques générations, s'étendit par delà les frontières du Teutschland, comme on l'a déjà remarqué, sous le nom de hanse germanique, exerça une domination imposante et redoutée, fit abaisser les pavillons des rois qui lui laissèrent interposer sa médiation d'une manière décisive dans leurs querelles.

Qui pourrait contester qu'il y a un grand enseignement à tirer des événements au milieu desquels les villes du Teutschland acquirent l'indépendance? Ce sont de grands faits que ces apparitions de hanses qui agirent sur la marche des choses, sur le développement de l'esprit, d'une manière inappréciable pour une intelligence humaine; mais, quand on est dominé par le désir sacré d'une unité vivace du peuple teutsch, que l'on aspire à voir une patrie grande, forte et libre, on ne peut se défendre d'un sentiment douloureux à l'aspect de cette élévation des villes à l'indépendance : car, par la formation de cette existence à part des communes, l'empire germanique, sous la bannière duquel un peuple teutsch, une patrie teutsche étaient possibles, se divisa de plus en plus dans ses parties; les bornes, les séparations se multiplièrent; les âmes des hommes furent troublées, divisées, parce que dans l'intérieur des murailles l'arbitraire trouvait en face de lui l'amour de la liberté fortement alimenté; au delà de ces enceintes, les ordres des seigneurs feudataires devaient être obéis par les colons, les mortaillables et les serfs. Les ligues urbaines, enfin, devaient occasionner nécessairement des débats, provoquer d'un côté l'orgueil et l'insolence, de l'autre la colère et de sombres ressentiments, et de la sorte entretenir l'ancienne confusion au milieu de laquelle ne pouvait s'accomplir aucun progrès national. Mais la vie des peuples et des États ne doit pas s'apprécier selon les vues et les sentiments des individus, et les désirs qui s'élèvent dans le cœur des fils ne peuvent s'appliquer pour mesurer les événements auxquels participèrent les ancêtres. C'en est fait maintenant d'un peuple teutsch uni et compacte au moyen d'un puissant État germanique. Le grand et puissant Etat dont l'existence fut réelle, auquel rien ne manqua qu'une administration dévouée, fut abandonné par plusieurs rois, entre autres par les Hohenstaufen, pour un autre empire dont la majesté n'existait que dans l'imagination, dans des traditions mal interprétées, dans l'intérêt de l'Eglise et de la papauté. Dans un Etat unique comprenant tout le peuple teutsch, les villes, sous la garde et la protection de rois puissants, auraient pu sans doute subsister et progresser comme membres du grand corps; elles auraient acquis une situation libre et bien mesurée, où, recevant et donnant sans cesse, elles auraient vécu de la vie nationale, contribué à former la patrie commune. L'Etat s'écroulant au contraire, la population se morcelant, la patrie

tombant en dissolution, une vie civile, des mouvements exécutés par les bourgeois n'étaient pas possibles sans indépendance, sans ligue des villes. Négligées ou abandonnées par l'empereur, entourées d'ennemis avides et menaçants, les villes n'avaient qu'une alternative : ou bien il leur fallait passer sous la souveraineté territoriale d'un prince voisin, spirituel ou temporel, ou bien elles devaient se poser en communes libres en face des princes, et chercher à protéger leur indépendance par tous les moyens, couvrant l'audacieuse entreprise par le nom impérial. Dans le premier cas, elles apercevaient, sinon l'anéantissement, du moins la réduction de tout ce qu'elles avaient acquis ; leurs institutions sociales ne paraissaient pas pouvoir subsister devant la puissance des princes, leur industrie pouvoir profiter en face des besoins et des efforts de ces adversaires. Mais leur commerce principal, source de l'existence communale, ne pouvait trouver aucune voie dans les limites étroites des seigneurs de petits domaines, et en dehors de ces limites il devait être ruiné par les sauf-conduits, les droits et les empêchements de toute nature. Ainsi, réfléchissant à l'abondance des ressources qui jaillissaient d'une source inépuisable, de leur activité; songeant en outre que derrière leurs murailles elles trouveraient protection, et offriraient même un abri à d'autres, à des hommes de l'ordre des chevaliers; se disant enfin que le poids d'une épée n'était pas trop lourd pour les bras des bourgeois, elles prirent la résolution hardie de s'aider elles-mêmes, de briser le joug de l'assujettissement, de vivre et de mourir en hommes libres.

La liberté antique, fondée sur la propriété officielle, conciliable avec tous les nobles sentiments du cœur humain, qui avait animé les Teutschs lorsqu'ils apparurent, treize siècles auparavant, sur le théâtre de l'histoire, cette liberté avait été altérée, mutilée, détruite dans la lutte de cinq cents ans soutenue contre les armes et les artifices de Rome. Les restes de cette liberté échurent aux vainqueurs des débris ensanglantés de l'empire romain, en récompense de leurs exploits et de leurs sacrifices. Après trois siècles d'effroyable confusion, elle fut anéantie ou défigurée au point de devenir méconnaissable.

Depuis, le système féodal, ce poids écrasant, avait été jeté sur le peuple teutsch, opprimant toute propriété légitime, mettant la liberté du service à la place de la véritable liberté, arrêtant, en vertu de sa nature négative, tout progrès intellectuel. Si l'Église, en lutte avec le pouvoir temporel, n'avait pas excité, entretenu la vie spirituelle; si un enthousiasme religieux n'avait pas soulevé ou brisé les liens de fer qui enserraient la société humaine; si la vie commune entre beaucoup d'hommes placés derrière des fossés et des murailles n'avait pas aiguisé l'intelligence, stimulé l'activité, le fleuve antique, aux eaux transparentes, serait allé se perdre dans une mer morte. Mais maintenant, au milieu des vassaux qui s'oubliaient jusqu'à vouloir être souverains eux-mêmes au lieu de se soumettre à l'État, s'éleva pour les affronter un monde de communes libres qui offrit aux hommes opprimés l'occasion de développer les forces qui étaient en eux. C'était l'esprit primitif du peuple teutsch qui se manifestait dans ces communes, et cherchait avec des efforts admirables à réparer *le temps qu'il* avait tristement perdu dans le servage. Ce qui fut gagné en moralité, en civilisation, dans les sciences et dans les arts, tout cela est sorti des villes, ou bien a trouvé encouragement, alimentation dans l'enceinte de leurs murailles, jusqu'à ce qu'enfin le monde du vasselage, reculant devant la civilisation ou pénétré par elle, livra la place à la liberté générale, et par là fit cesser la nécessité de l'indépendance des villes.

CHAPITRE VI.

CHANGEMENT DANS LA SITUATION DE TOUS LES VASSAUX, OPÉRÉ PAR LA SOUVERAINETÉ TERRITORIALE DES PRINCES. — ORGANISATION DE LA NOBLESSE TEUTSCHE. — NOUVEAUX CODES. — LE MIROIR DE SAXE.

L'an 1250.

La décadence du pouvoir royal dans le Teutschland s'étant opérée peu à peu dans le cours de cinq générations, simultanément avec cette décadence on peut signaler l'élévation graduelle de la souveraineté territoriale des princes; quant à l'indépendance des villes, elle fut longuement préparée. Toutefois, comme on

ne pouvait plus se dissimuler l'abaissement de la royauté, il fallait bien reconnaître la souveraineté des princes; alors le troisième élément apparut à tous les yeux, et l'on s'aperçut qu'un changement immense, inouï, s'était opéré. Tout individu, de quelque ordre qu'il fût, à quelque classe qu'il appartînt, se trouva entraîné dans de nouveaux rapports, et un autre avenir à peine soupçonné par les races antérieures se dressa devant les regards du penseur : car une liberté nouvelle, qui n'était pas attachée à la terre, qui ne dépendait pas du service de l'autel ou du trône, d'une nature toute morale, reposant sur l'esprit et l'activité de l'homme, et qui par conséquent ne pouvait être renversée qu'avec l'homme lui-même, avait pris place dans la vie, attirant, séduisant, animant tout de son souffle. Et comme, par le développement ou plutôt par la complète transformation de l'ancien état des choses, tous les rapports de la vie sociale étaient affectés, de même le nouveau, lorsqu'il ne fut plus possible de le méconnaître, dut exercer une grande, une incontestable influence sur toutes les relations sociales, et entraîner des conséquences importantes. La lutte de nouvelle espèce qui était engagée dut se poursuivre, et, à la manière des choses humaines, continuer durant des siècles encore, comme en effet elle n'a pas cessé jusqu'à ce jour. Ce qui était ancien dut conserver ses honneurs dans l'Église comme dans l'État; le nouveau dut subir ses épreuves, contester leurs droits à toutes les choses. Et les étranges contradictions qui se produisaient partout, mais que peu de regards signalaient, qui ne frappaient personne, entretenaient des frottements continuels, offraient des motifs et des occasions multipliés de continuer ou de renouveler la lutte. Les efforts des hommes devaient se croiser en tous sens : car il s'agissait non pas seulement d'avancer ou d'être stationnaire; bien des gens, qui pensaient que ce qui existait ne pouvait se maintenir, auraient mieux aimé reculer que marcher en avant, et, plutôt que de reconnaître le nouveau et de le favoriser, auraient préféré mettre à la place de l'ancien du plus ancien encore. Il n'est besoin ici que de mentionner quelques circonstances qui, s'accordant parfaitement avec ce qui vient d'être rappelé, se produisirent dans ce temps, et agirent puissamment sur la forme de la vie sociale, et l'on ne peut guère les signaler que relativement à leur origine et à leur importance.

Depuis trois siècles qu'Otto Ier, applaudi d'abord à cause des services de son illustre père, puis ébloui par l'éclat de trois couronnes, fasciné par les mœurs slaves de la cour de Byzance, était arrivé au dernier degré de l'exaltation de l'orgueil, dans le Teutschland s'était introduit un cérémonial étrange qui bientôt, pratiqué à la cour impériale, se substitua aux anciens usages, et força la simplicité nationale à se retirer devant les prétentions de la fausse dignité. Des locutions raffinées prirent la place du langage laconique de la vérité; et une adroite génuflexion mérita plus de faveur qu'une mâle attitude. En se formant à ces manières, on obtenait auprès de tous ceux qui se croyaient grands, ou qui aspiraient à de grandes choses, beaucoup plus que par une intelligence développée, des connaissances et du savoir. Mais une telle éducation ne pouvait être reçue que par les fils d'hommes haut placés; en conséquence les études sérieuses étaient abandonnées, sauf quelques exceptions, aux gens des classes inférieures qu'un sentiment intérieur poussait aux sources sacrées, et qui avaient besoin de consolation dans leur humiliation. Au déploiement des belles manières était attachée l'idée d'une haute naissance; avant de s'informer de ce qu'était un homme, on demandait quel était son père, quelle était sa descendance. Une famille élevée avait plus de valeur que l'intelligence, la vertu, la capacité. L'Église elle-même n'était pas exempte de ce vain orgueil. Les choses saintes pouvaient toujours être administrées par les mains d'hommes partis des rangs inférieurs, et les consolations de la religion arriver aux âmes souffrantes de la bouche d'un prêtre de basse naissance; mais les dignités de l'Église, qui fournissaient à l'homme noble l'occasion et les moyens de soutenir la vérité et de faire le bien, n'arrivaient guère qu'aux sujets pouvant se glorifier d'une haute naissance. Tandis que le saint-siége de Rome était encore accessible aux hommes des dernières classes qui se distinguaient par leur intelligence et leur savoir, l'ardeur de leur piété et la pureté des mœurs; dans le Teutschland, les évêchés, les abbayes, tous les bénéfices passaient encore, autant que possible, en la possession des fils de grandes familles. A la vérité les rois et les empereurs

de la maison de Franconie tantôt combattirent franchement ces tendances, tantôt les dédaignèrent, et montrèrent encore sur ce point leurs nobles sentiments; mais les désordres infinis qui éclatèrent sous Heinrich IV paralysèrent leurs forces, et déjouèrent leurs projets. Les Hohenstaufen, au contraire, entretinrent l'orgueil et l'encouragèrent avec une prédilection toute particulière. Comme ils cachaient volontiers leur propre origine, sans pourtant la nier, afin de ne point paraître des parvenus; qu'ils se donnaient comme appartenant à la race des rois de la dynastie franconienne, la descendance d'une souche antique, connue par des honneurs élevés et de grandes possessions, était auprès d'eux la meilleure recommandation. Ceux-là seulement devaient être abaissés, qui étaient assez élevés pour tenter de s'égaler à eux.

Au milieu de telles dispositions, l'échelle des honneurs et des dignités sociales reçut non pas légalement, mais dans les mœurs et l'usage, de nouveaux degrés. Les descendants d'hommes qui s'étaient trouvés égaux étaient ensuite bien loin les uns des autres, l'un sur le dernier échelon, l'autre sur le plus élevé, sans qu'il y eût faute ou mérite; tout était le résultat de la fortune et du hasard, de la faveur et de la négligence, des caprices ou des passions de ceux dont les mains dispensaient les honneurs et les dignités. Et lors même que le temps amenait des changements multipliés, renversant le puissant de la hauteur où il s'était cru assuré, ceux qui se trouvaient en bas n'osaient guère espérer qu'ils parviendraient jamais, à force d'ardeur, de savoir, par des exploits et des actes de vertu, à grimper assez constamment pour atteindre le sommet de l'échelle.

Un tel état de choses était bien propre à disjoindre le monde des vassaux, et enfin à confondre la société, à jeter en bas ce qui était en haut : car les derniers, qui étaient par eux-mêmes les plus forts, possédaient les éléments propres de leur force, tandis que la puissance des premiers reposait sur les derniers. Personne ne pouvait dire non plus comment les choses se seraient disposées si le monde des vassaux avait été abandonné à son propre développement; mais certains éléments qui n'avaient pas leur germe dans ce monde agirent sur lui, retinrent ensemble ce qui menaçait de se disjoindre, et fortifièrent par de nouveaux liens ce qui paraissait devoir se rompre. D'abord l'Église, quoiqu'elle s'opposât souvent à la royauté, était entrelacée étroitement avec l'État, et ne trouvait que dans le maintien du système féodal, tel qu'il s'était développé, les moyens de sa propre conservation, de la domination qu'elle avait acquise ou qu'elle s'était efforcée de conquérir. Elle n'avait aucun scrupule à imprimer le cachet du ciel sur les choses terrestres, et, selon la croyance de ce temps, rarement l'authenticité de ce cachet était mise en doute. En second lieu, l'enthousiasme qui produisait et entretenait les croisades élevait aussi au-dessus de toutes les divisions de la vie terrestre, et devant la mort qui frappait des milliers d'hommes lancés dans la sainte entreprise par les impulsions du cœur, il n'y avait ni grandeur ni humilité; tous marchaient, combattaient et tombaient comme des soldats du Seigneur. Troisièmement, maintenant se formèrent dans la Terre-Sainte des ordres de chevalerie spirituelle, des confréries guerrières et religieuses, qui portaient en elles tout l'esprit des croisades, la piété et l'ardeur belliqueuse, et réunissaient le sacrifice et l'action. Comme deux, trois associations existaient juxtaposées, qu'elles voulaient acquérir de la gloire et des richesses, par l'effet de l'émulation, de la rivalité, de la jalousie, de l'envie, ces ordres s'écartèrent peu à peu de leur esprit originel, et, dans le progrès du temps, succombèrent sous les coups des puissances terrestres. Ils offrirent même des foyers où s'alimentaient le faux orgueil, les prétentions de l'étiquette vaniteuse, et s'appliquèrent ensuite à ne remplir leurs rangs que de jeunes gens et d'hommes de haute naissance. Mais ils restèrent assez longtemps dans une situation intermédiaire, et ouvrirent même leurs établissements au guerrier éprouvé, sans demander quels avaient été ses ancêtres. Quatrièmement, lorsque les sentiments élevés eurent disparu de ces ordres, qui se livrèrent entièrement à des intérêts terrestres, à de vaines passions, déjà ils avaient agi puissamment sur les peuples de l'Europe, et contribué fortement à faire transformer le service féodal à cheval en une chevalerie qui, sans offrir les vertus de la fraternité, avait pourtant cela de commun avec l'association, que le nom et l'honneur devaient être conférés, et non pas acceptés par un individu. Cette chevalerie était

accessible à tout le monde des vassaux, parce qu'elle s'acquérait par les exploits et la capacité, et parce qu'il appartenait au simple chevalier, en décidant des actes et de l'habileté, de conférer le nom et l'honneur chevaleresques. Enfin cette chevalerie devenait une association qui, comprenant toutes les classes du vasselage, rétablissait au moins sur un certain point l'égalité détruite, puisque ce n'était plus la richesse, l'autorité, la puissance, mais la reconnaissance de l'admissibilité à un honneur égal, qui fixait la position. Cinquièmement, l'esprit des villes qui s'agitait partout, et dont on avait appris à connaître la force redoutable en Italie, poussait à se réunir tous les hommes dépendants de la féodalité, excepté ceux qui, écrasés par les violences de ce système, ou manquant de toute sécurité dans les anciens cercles où ils avaient été fixés, étaient contraints à chercher un abri au milieu des bourgeois des villes, ou choisissaient cet asile par prédilection. Plus cet esprit se répandait, et moins on connaissait le terrain sur lequel reposait la liberté nouvelle qui s'élevait si hardiment dans les villes, plus générale était la haine contre les communes urbaines, plus profond le sentiment que grands et petits devaient se grouper, se serrer, pour sauver la féodalité, à laquelle étaient attachés leurs honneurs et leurs dignités, leurs souvenirs et leurs espérances, leurs idées et leurs préjugés. Enfin la disparition de l'autorité royale entraînait pour les petits du monde du vasselage la nécessité de se rattacher aux grands : car le trône avait été leur appui, leur centre de mouvement; par le trône seul leurs forces pouvaient être concentrées, et ils n'étaient puissants, redoutables que par cette concentration ; isolés, ils n'étaient rien, et il leur fallait chercher l'appui des grands les uns contre les autres. Le manteau royal avait été assez vaste pour suffire à faire bien des vêtements de princes ; mais tous n'étaient pas en état d'en saisir, il fallait bien le reconnaître, s'ils ne voulaient pas que les pièces se déchirassent en lambeaux.

Après que la souveraineté territoriale des princes des deux ordres eut été fondée et reconnue, le besoin dut se faire sentir généralement d'établir légalement les rapports des membres du vasselage, dont l'ensemble pouvait être regardé en présence des villes comme la noblesse de la nation, de telle sorte qu'il en résultât unité et cohésion. On ne pouvait penser à un concert parfait des princes parvenus à la souveraineté territoriale avec tous les vassaux et arrière-vassaux, jusqu'à la dernière classe des hommes dont le destin se reliait au système féodal ; et si l'on y était parvenu dans le pays d'un prince, la tentative aurait facilement échoué dans celui d'un autre; du moins il était à craindre que dans les vassaux inférieurs ne s'éveillassent des souvenirs qui ne pouvaient en aucune façon contribuer à l'affermissement du nouvel état de choses, reportant à la liberté des pères, reposant sur la propriété réelle, à l'origine commune de tous les fiefs, des petits comme des grands, ainsi que de toutes les dignités et de tous les pouvoirs. Plus on considérait la question, plus graves devaient être les réflexions. La souveraineté territoriale des princes teutschs, amenée par la marche des événements, fut reconnue par l'empereur, mais non par les vassaux et les arrière-vassaux qui se trouvaient sous le nouveau souverain. D'ailleurs l'empereur n'avait pas abandonné la suzeraineté da l'empire sur les pays teutschs, et personne ne savait dire quels droits lui avaient été spécialement réservés. Si l'on avait interrogé le droit avec précision, il aurait fallu sans doute aussi refuser à l'empereur la faculté de reconnaître la souveraineté territoriale, qui assurément, comme question de fait, ne pouvait être contestée. D'un autre côté, les princes n'avaient pas l'intention de se détacher de l'empereur ni de l'empire; et en effet ils ne pouvaient se passer ni de l'un ni de l'autre pour la fondation de leur souveraineté.

Les idées étaient obscures et confuses par l'effet du système féodal. La pensée d'après laquelle les anciens Teutschs avaient réglé leurs rapports sociaux, et qui voulait que le pouvoir public sortît de ceux qui désiraient et devaient vivre sous ce pouvoir, cette pensée était devenue étrangère aux hommes dans les trois ou quatre derniers siècles; du moins peu à peu l'on avait cessé d'en faire l'application, et dans le XIIIe siècle tout au plus en restait-il encore une trace dans l'élection du roi, quoique rarement se fît une élection, et çà et là en apparaissait-il quelque faible vestige dans le système judiciaire. Au contraire, tout le pouvoir public, tous les honneurs, toutes les dignités, toutes les possessions, étaient considérés comme départis par un supérieur au moyen de

la collation. Cette vue conduisit à regarder l'empereur comme le suzerain suprême, comme la source de toutes les collations, car il avait l'empire. Mais la question par laquelle le cardinal Rolland avait soulevé la colère implacable de Friedrich Ier dut être agitée souvent par les hommes réfléchis : D'où l'empereur tenait-il l'empire? Qui lui avait conféré le pouvoir de donner à d'autres l'investiture, lui qui devait être élu par les mêmes princes qui, après l'élection, recevaient les investitures? L'empereur lui-même prétendait tirer son pouvoir et sa dignité de la grâce de Dieu. Mais cette réponse pouvait rarement satisfaire les interrogateurs, ou bien elle avait un sens si vague et si général qu'elle ne signifiait rien, ou elle poussait nécessairement à la question suivante : Quand, comment et par quel moyen obtient-on une grâce telle, qu'après avoir reçu l'investiture on possède le pouvoir de la conférer, on devienne suzerain suprême? L'Eglise, ou plutôt le siége de Rome n'éprouva aucun embarras. D'après le souverain pontife, le fils de Dieu avait donné à l'apôtre Pierre tout pouvoir sur les choses spirituelles comme sur les choses terrestres : les deux épées que le Christ avait déclarées suffisantes, et les clefs du royaume céleste qui devaient ouvrir et fermer sur la terre et dans le ciel, suffisaient dans ces temps pour appuyer une telle prétention. De Pierre, les épées et les clefs étaient passées aux évêques romains, ses successeurs. Le pape, tant qu'il conserva lui-même l'épée spirituelle à deux tranchants, conféra le glaive temporel à l'empereur en le couronnant et lui donnant la consécration ; il l'investit de l'empire, et en même temps du droit et du pouvoir de faire toutes les collations temporelles. Les empereurs rejetèrent ce système pontifical aussitôt qu'il fut proclamé, mais ils ne purent forcer le pape à l'abandonner; et il faut bien avouer qu'ils le reconnurent par leurs actes, tout en le repoussant par leurs paroles. Les princes teutschs soulevèrent également des contradictions, et prétendirent imposer par leurs paroles au pape le devoir de couronner comme empereur l'homme élu par eux. Mais l'on doit également avouer qu'ils s'arrêtèrent court dans leur opposition, et qu'ils ne purent sortir du cercle dans lequel ils se tournaient. S'ils ne pouvaient faire venir la plénitude du pouvoir impérial que du couronnement et de la consécration par les mains du pape, ils étaient aussi contraints de lever bien haut la chaîne de l'ordre social qui dès lors allait s'établir dans le Teutschland, pour suspendre de nouveaux membres, pour avoir un point d'appui auquel attacher leur propre souveraineté territoriale, et pour imposer aux anciens vassaux de l'empire, qui allaient devenir les leurs, le devoir de l'obéissance, de la fidélité et du service. Ainsi l'Église fut chaque jour engagée davantage dans les rapports temporels ; l'état social tomba dans la confusion, au point que chaque individu devint de plus en plus inquiet de son avenir.

Un embarras d'un autre genre qui s'était rencontré depuis longtemps, auquel on avait essayé de remédier, paraît avoir indiqué un moyen par lequel il serait possible de sortir de cette confusion, et d'arriver sinon à un ordre équitable pour le peuple teutsch, au moins à des rapports supportables pour les diverses classes dont se composait la société du vasselage. Dans le cours de quatre siècles, pendant les invasions des Normands et des Hongrois, des Polonais, des Wendes et des Français dans le Teutschland ; durant la domination du droit de la force, les guerres particulières qui désolaient continuellement l'intérieur, les débats pour les élections des rois, surtout au changement des maisons royales, les expéditions d'Italie, les luttes avec le siége apostolique, les grandes excitations des croisades, les déplorables déchirements des factions, et enfin l'abandon où les empereurs laissèrent le Teutschland ; durant tous ces désastres, tous ces désordres, le développement du droit national avait été coupé, et le bon ordre antique avait disparu du système judiciaire. La nécessité, l'oppression, avaient forcé les officiers publics institués pour l'administration et la protection de la justice à négliger leurs fonctions. Dans cet état d'abandon, les âmes avaient perdu toute sympathie ; l'indifférence s'était étendue partout, et les passions multipliées que provoquaient les agitations du temps avaient ramené une sorte de barbarie. Les réunions législatives des peuples teutschs, qui avaient été reconstituées sur l'ordre de Karl le Grand, étaient oubliées ; personne n'avait pensé aux capitulaires des rois francs, d'où paraissait devoir se former un droit public pour tout le Teutschland ; il n'était pas question de lois nouvelles pour le renouvellement, le rétablis-

sement, l'extension des anciens droits nationaux ou des capitulaires : car les quelques ordonnances impériales qui peuvent avoir été rendues peu à peu, et que l'on a coutume d'appeler aussi lois de l'empire, ne concernaient ni le droit civil ni le droit pénal ; ce n'étaient que des proclamations des empereurs après des conférences avec les princes, pour leur confirmer d'anciens priviléges ou leur en conférer de nouveaux, ou, dans le meilleur cas, pour désapprouver les violations de la paix par des guerres particulières, et le brigandage sur les grandes routes, avec menaces de châtiment. Il en était du système judiciaire comme de la législation ; les limites des cantons, sur lesquelles avaient été calculés les anciens tribunaux, s'étaient perdues ; elles étaient rompues, percées, restreintes, étendues. Les comtes avaient abandonné ou négligé leur rôle primitif de rendre la justice et de maintenir le droit ; le nom de comte, indiquant originairement la charge, était passé avec cette signification aux évêques par des collations ; mais là où il était resté à un prince temporel, il n'indiquait plus qu'un pays tantôt borné à un seul canton, tantôt en comprenant plusieurs, et le comte s'était placé immédiatement sous l'empire, avec pouvoir de souverain territorial. Cette funeste confusion, qui avait commencé de bonne heure çà et là au milieu de l'oppression, dut s'étendre de plus en plus sous Heinrich IV ; et sans doute elle était devenue générale sous les Hohenstaufen, sauf quelques légères exceptions. La Saxe en avait été atteinte en dernier lieu, à peu près à partir du moment où Friedrich Ier ne se fit plus aucun scrupule de lancer contre son ennemi, le duc Heinrich le Lion, les évêques comme les comtes en Saxe.

Et pourtant ce besoin, duquel sont toujours sortis des lois et des tribunaux, n'était pas moins grand dans ces temps que dans les époques primitives ; peut-être même se faisait-il sentir plus impérieusement encore. Des débats et des malentendus s'élevaient alors comme jadis sur des questions d'héritage, de possession et de propriété ; il y avait des offenses et des attentats. Les habitants des provinces, faute d'un pouvoir public, étaient réduits à se protéger eux-mêmes. Ils formèrent, à ce qu'il paraît, de nouveaux tribunaux que l'on peut bien appeler tribunaux de nécessité, mais qui reçurent des noms divers, comme ils purent aussi procéder différemment. Dans l'Ostphalie, qui se présente tout d'abord (1), à cause de son importance, de petits cercles élisaient un juge qu'ils appelaient le gogrève ou le gograf, et en outre des échevins (plutôt scabins), sans doute selon l'ancien usage. D'abord ce gograf fut élu pour un certain cas particulier ; peut-être le tribunal entier était choisi pour cette circonstance, afin qu'un attentat public, qui avait répandu une terreur générale ou soulevé l'indignation, ne poussât point la famille de la victime à une vengeance déréglée, et qu'une décision prompte et publique satisfît les ressentiments et maintînt la paix intérieure (2).

Mais bientôt, le désordre continuant, le tribunal du gograf devint une institution permanente, jusqu'à ce que le graf (le comte), auquel appartenait la juridiction dans cette Marche, se trouvât sur les lieux pour rendre lui-même la justice. Alors des affaires civiles peuvent avoir été plaidées aussi et décidées devant ce gograf. Maintenant, qu'un homme siégeât, soit comme gograf, soit comme scabin, après avoir assisté déjà comme juge ou par hasard comme spectateur à de pareilles procédures, lorsque se tenaient encore les anciennes justices, ou bien qu'il fût mis seulement au courant du droit suivi dans ces tribunaux, des formes que l'on y observait, assurément il faisait aussi valoir ses connaissances dans le tribunal du gograf ; mais si un tel homme ne se trouvait pas présent, ce qui devait être le cas le plus fréquent, alors il fallait nécessairement que le droit fût trouvé et manifesté par les scabins, peut-être avec l'assistance de l'auditoire, de toute la petite communauté ; et l'on décidait d'après l'équité, d'après le sentiment des assistants. Le jugement rendu dans la première affaire ne restait pas sans influence sur la décision de la seconde, et une double influence agissait ensuite sur la troisième. Ainsi se forma un usage judiciaire, un droit coutumier. On ne peut assurément pas dire que ce droit fût nouveau ; car il sortait du même esprit qui avait produit les anciennes lois des peuples germaniques, et il était trouvé de la même manière. Néanmoins on ne peut dire non plus que les anciennes lois nationales s'y fussent formées et développées : car les collections écrites étaient aussi pures, dans la main des grafs et des scabins, que les capitulaires, et l'on ne saurait guère admettre que les souvenirs des hommes

en conservassent la substance, qui serait parvenue jusqu'à ces temps par une application constante dans les tribunaux, et au moyen de la transmission orale de génération en génération ; ce serait attribuer une sorte d'infaillibilité à la mémoire des hommes. Il faut plutôt supposer que le droit trouvé et manifesté dans les tribunaux des gografs était un produit de la nécessité du moment pour remédier à un mal social menaçant ; que les tribunaux appliquaient volontiers ce qu'ils connaissaient des anciennes lois et coutumes, et qui leur paraissait approprié aux rapports présents ; mais qu'ils avaient devant les yeux un seul but, qu'avaient poursuivi aussi les anciens codes, celui de détourner la vengeance des hommes blessés dans leurs droits et de rétablir la paix troublée de la société. Il serait bien possible que l'analogie conservée incontestablement entre les principes de droit postérieurs sortis des rapports sociaux, et certains principes dans les vieilles lois des nations germaniques, comme entre toute la procédure des temps anciens et celle des temps modernes, n'ait pas eu sa cause dans la pratique de ces lois, mais dans la nature des rapports humains en général, et en particulier dans les mœurs, les coutumes nationales ; probablement aussi le temps y introduisit successivement des dispositions et des modifications.

Mais de cette marche des choses résulta nécessairement une grande diversité de jurisprudence, ou plutôt une grande confusion dans le droit. Les décisions variaient selon les tribunaux ; il se formait des coutumes qui s'écartaient les unes des autres ; et ces divergences devaient être d'autant plus préjudiciables, que les justiciables des cercles divers avaient des communications plus fréquentes et des rapports d'affaires légales. Il en devait résulter bientôt un désir de concordance, de droit égal, et, une fois éveillé, ce désir devait devenir toujours plus général. Certains individus qui connaissaient l'art d'écrire furent poussés à consigner les décisions rendues en de certains tribunaux ; et vraisemblablement la rédaction se fit dans la langue nationale : car le latin était compris de très-peu de personnes, et assurément ceux qui avaient intérêt à la consignation des jugements étaient étrangers à cette langue savante. Les annotations étaient communiquées d'un tribunal à l'autre, et ainsi durent se faire des rapprochements successifs. Mais cela ne satisfit pas longtemps.

Lorsque la souveraineté territoriale des princes eut été prononcée, et que l'espoir du rétablissement du duché de Saxe se fut entièrement évanoui, tout homme réfléchi dut se dire que les nouveaux souverains ne souffriraient pas longtemps un pouvoir judiciaire électif ; qu'ils feraient exercer la juridiction que leur avait attribuée l'empereur par des juges de leur investiture ; et cette attente dut aussi éveiller une inquiétude, c'est que les nouveaux tribunaux introduiraient aussi de nouveaux droits, variant suivant les lieux, en sorte que l'ancien peuple fidèle des Saxons serait encore séparé, morcelé par des codes divers. Mais cette attente et cette inquiétude produisirent nécessairement l'ardent désir que tous les Saxons se réunissent sous une législation commune, afin qu'un seul lien rattachât ceux qui se paraient du nom glorieux de Saxons. Mais on pouvait à peine entrevoir comment ce désir serait rempli. Et pourtant il le fut, et plus rapidement qu'on ne l'aurait cru possible, d'après la marche des choses humaines. Il fut offert aux Saxons un code général contenant le droit saxon territorial, auquel était ou fut bientôt annexé le droit féodal. Et ce code fut appelé de suite Miroir des Saxons, nom qu'il a conservé jusqu'à ce jour (3). Comme il avait été appelé par des vœux ardents, il fut en peu de temps introduit dans toute l'Ostphalie, et presque aussitôt en Thuringe, ainsi que dans les markgraviats saxons. Avant l'achèvement du siècle, il fut appliqué aussi dans le Teutschland méridional, et fut adopté en substance, avec quelques modifications, retranchements et additions, dans un autre code qui, dans un temps plus moderne, a été nommé Miroir des Souabes ; son usage passa même les frontières du Teutschland.

Il est certain que le Miroir des Saxons n'a pas été rédigé d'après les instructions d'un prince ou d'une autorité publique, et qu'il ne fut pas non plus publié ou introduit comme un code de législation. C'est l'œuvre libre d'un particulier, ou le travail libre de plusieurs hommes qui se réunirent pour l'accomplir, et il n'obtint sa validité et son importance qu'au moyen de son adoption par les tribunaux. Cette publication reporte la pensée aux Décrétales du faux Isidore. Quelque différents que soient

le Miroir des Saxons et les Décrétales en substance et pour le but, ils arrivèrent de la même façon dans le monde, et ont dû leur autorité à des circonstances analogues, au besoin des temps dans lesquels ils parurent. De même que dans les Décrétales l'état de l'Église au IXe siècle, qui existait réellement sans être fondé légalement, est représenté comme légalement constitué, de sorte que l'ancien, le nouveau, tout est mêlé, confondu, les parties disjointes sont unies, les lacunes comblées, le tout comme coordonné de la sorte dès les temps primitifs, reconnu par les ancêtres; ainsi, dans le Miroir des Saxons, est décrit l'état légal qui s'était formé dans le XIIIe siècle, après la fondation de la souveraineté territoriale des princes, en Saxe et dans la plus grande partie du Teutschland. Ce qui paraissait applicable des lois, des traditions écrites ou orales, des coutumes judiciaires en valeur, y est inséré; ce que l'enchaînement réclamait est ajouté à l'ensemble et à beaucoup d'articles; enfin, lorsque le cas se présente, est donné le témoignage que c'est l'ancien droit, que c'est la tradition des ancêtres, que c'est un droit venu d'empereurs et de rois étrangers des anciens jours. Mais voici la différence : les Décrétales fixèrent le temps sur lequel elles voulaient agir, qu'elles prétendaient régler, d'après des titres vrais, des titres altérés, falsifiés et faux : de la sorte elles ont bien trompé l'époque où elles parurent, mais elles ont mis les générations postérieures en état de découvrir la supercherie, de séparer le vrai du faux, l'ancien du nouveau. Le Miroir des Saxons, au contraire, se présente comme un recueil *sui generis;* il n'invoque personne, n'apporte aucune preuve pour la légitimité de ses assertions et de ses sentences; quoiqu'il touche à beaucoup de points historiques, qu'il traite de la position civile des hommes, ou fixe le droit, il se charge toujours de répondre; et par ces procédés il a rendu difficile, impossible même, la tâche de l'observateur postérieur qui voudrait trouver combien il doit à la tradition orale ou écrite, combien aux dernières manifestations de la vie sociale, à quel point l'auteur a travaillé sur les matériaux existants, ce qu'il y ajouta de son chef en calculant les diverses situations. Mais de la sorte il est devenu facile, dans les époques postérieures, de nettoyer le Miroir, de faire glisser ce qui ne plaisait ou ne convenait pas, d'y ramener ce qui paraissait nécessaire. En effet les manuscrits du Miroir des Saxons qui ont été trouvés jusqu'ici, et dont les plus anciens ne pouvaient plus être reportés dans le XIIIe siècle, prouvent que maintes choses ont été changées, d'autres ajoutées; et certains passages, quoique se trouvant dans tous les manuscrits, doivent être reconnus pour des interpolations ultérieures. Mais si le premier projet ou l'original du code existait encore, il se trouverait peut-être qu'il n'est rien resté du texte primitif, et que le tout a subi un travail de remaniement et de transformation, avant d'avoir pris la forme sous laquelle il est parvenu dans divers manuscrits jusqu'à notre temps.

Quand il s'agit d'un code comme celui qui est sous nos yeux, l'on n'est point tenté de s'informer de l'auteur. Tout au plus se demanderait-on qui a conçu le premier la pensée de réunir le droit existant, tel qu'il était, en partie rédigé par écrit, en partie pratiqué simplement dans les tribunaux, de le restituer, de le compléter, d'en former un ensemble? La réponse, en supposant qu'elle fût possible, n'avancerait pas encore beaucoup les choses; le mérite de cet homme, ou de ces hommes, si plusieurs se réunirent pour un travail commun, ne peut plus être apprécié; mais assurément la réponse est impossible. Eike de Repgow passe généralement pour l'auteur de la *première édition* du Miroir des Saxons, et cet homme doit avoir été déterminé par un comte Hoyer de Valkenstein à traduire en teutsch le travail qu'il avait d'abord tenté de faire en latin; mais les deux noms n'ont été transmis au monde que par des rimes que l'on avait coutume d'ajouter, en guise de préface, aux manuscrits que nous possédons encore (4). De la préface elles ont glissé dans la glose au moyen de laquelle on a essayé d'expliquer le code, et c'est ainsi qu'elles ont fait leur chemin dans l'histoire. Toutefois, comme les manuscrits n'ont pas tous des rimes, ceux qui présentent cet ornement n'en contiennent pas une quantité égale. Les préfaces les plus emphatiques sont de plusieurs auteurs et de divers temps, et même les rimes qui se présentent en plus grande masse, et dans lesquelles on trouve les noms d'Eike et de Valkenstein, doivent être de beaucoup postérieures à la première rédaction du code. Il paraît que dans la première moitié du XIIIe siècle, sur le revers septentrional ou au nord-

est du Harz, vivaient un comte Hoyer de Valkenstein et un Eike de Repgon, car les deux noms paraissent dans des actes comme noms de témoins ; ils se trouvent même réunis dans un même titre (5). Mais cette circonstance même est bien propre à exciter une nouvelle incertitude; car, si l'on considère avec quelle ardeur les hommes reportent tout ce qui existe à son auteur, qu'ils s'informent du maître plutôt que de l'œuvre, et comme tout ce qu'ils ne peuvent rattacher au nom d'un être leur paraît vague et flottant, il ne semblera peut-être pas impossible qu'un versificateur auquel les noms d'Eike et de Hoyer étaient connus en ait décoré la préface du Miroir des Saxons, afin de préparer un meilleur accueil à ce code salutaire. Dans tous les cas, il est certain que Eike de Repgon et le comte Hoyer de Walskenstein n'avaient pas d'autre intérêt que d'agir sur les hommes par le Miroir des Saxons, et que ce code a son mérite en lui-même et dans son influence sur le monde, c'est-à-dire sur le peuple des Saxons, sur le peuple teutsch.

De ces remarques il résulte tout naturellement qu'il est impossible de fixer le temps où fut rédigé le Miroir des Saxons, où il fut consigné par écrit comme un ensemble, comme le droit territorial, le droit féodal des Saxons. Cela ne put guère arriver avant l'expiration du premier tiers de ce siècle, ou, pour plus d'exactitude, avant l'année 1235. On ressentait le besoin impérieux d'un code, puisqu'un particulier put se résoudre à un travail pénible afin de répondre à ce besoin. Mais, avant de telles manifestations, bien du temps s'écoula sans doute; plus d'une génération ressentit qu'il y avait une lacune à combler dans l'existence sociale. En Saxe, le manque de code parut plus pénible à partir de la chute de Heinrich le Lion et du morcellement du duché que ce grand prince avait possédé ; et depuis ce moment aussi, l'espoir du rétablissement du duché aida sans doute à supporter bien des crises, et fit entrevoir de meilleurs jours dans l'avenir. Cet espoir, faiblissant peu à peu, s'éteignit entièrement lorsque le descendant de Heinrich le Lion reçut en fief son héritage paternel des mains de l'empereur Friedrich II, et lui prêta serment de fidélité comme vassal de l'empire. Alors c'était le moment de jeter un droit territorial et général dans le peuple saxon, qui dès lors fut partagé par les seigneurs du pays pour l'avenir, à ce qu'il semblait, par des princes aliénés de l'empereur, et qui pourtant tenaient de lui leur pouvoir souverain, indifférents aux intérêts du Saint-Empire, dont ils ne voulaient et ne pouvaient néanmoins rejeter la suzeraineté. Ce qui ne manque pas non plus d'importance, c'est que ce code, comme on ne peut guère s'empêcher de l'admettre, sortit des domaines de la maison à laquelle l'empereur Friedrich Ier avait transporté la dignité de duc de Saxe arrachée à la maison welfe, sans pourtant lui conférer toute la puissance dont était investi Heinrich le Lion.

Quand précédemment dans cet ouvrage on a traité des anciennes lois nationales, il a été aussi question de leur substance, de la nature et de l'essence du droit qu'elles renfermaient : cela paraissait nécessaire. Les anciens Teutschs ne nous avaient été connus que par des étrangers, par des ennemis. Pour ne pas les méconnaître dans les relations et les jugements de ces étrangers, il fallut anticiper sur le temps, et faire un appel aux témoignages d'époques postérieures.

Avec ces lois ils comparurent devant l'histoire, et montrèrent certaines particularités de leur vie dont il fallait tenir compte; mais maintenant il s'agit de tout autre chose. Une suite de générations a passé, et nous avons suivi les Teutschs, les Allemands, à travers le temps, dans la prospérité et dans l'infortune, et du moins autant que le permettaient leurs propres souvenirs déposés dans leurs annales. Les codes dont nous nous occupons ici prouvent que les Teutschs ont conservé fidèlement leur caractère propre, au milieu de toutes les circonstances, en dépit de toute l'action si énergique du système féodal et du christianisme, ou plutôt de l'Église chrétienne, sur leurs rapports sociaux. Les nouveaux codes doivent rester abandonnés à l'examen des légistes.

Mais le Miroir des Saxons, en satisfaisant au besoin général de droit en matière civile et pénale comme en matière de fiefs, d'une manière qui parut suffisante pour quelque temps, tendait aussi à soulager les nouveaux seigneurs territoriaux dans les embarras où ils avaient été jetés par l'acquisition de leur souveraineté nouvelle, ainsi qu'on l'a déjà remarqué; il tendait à fixer légalement leurs rapports à l'égard de l'empereur et du vasselage, en sorte

qu'il n'y eût ni collision entre les parties, ni atteinte portée à leurs situations respectives. On ne peut glisser ici sur ces points; car, si la manière dont ils sont décidés n'a donné aucune forme nouvelle à la société, du moins elle a contribué fortement à la modifier, et elle a secondé notablement la séparation qui s'établissait depuis longtemps entre les hommes au moyen des prééminences sociales.

Le Miroir des Saxons, d'accord en cela avec les autres codes, représente d'abord le monde du vasselage comme un tout qui demeure fermé à quiconque se trouve une fois hors de ses barrières. Il cherche donc à ordonner et à organiser ce monde, et à déterminer la place de chaque élément; le principe d'après lequel la position est fixée aux individus, c'est l'origine de la possession, des honneurs et des dignités, la collation, et il place, selon l'équité, celui qui reçoit un fief au-dessous de celui qui le confère. Mais parce que pour les véritables fiefs, pour la possession du sol devaient être prêtés des services militaires; comme ces fiefs en réalité n'avaient été originairement et ne devaient être encore que des récompenses de services militaires, soit que les biens, comme dans le principe, fussent abandonnés effectivement au possesseur, soit qu'ils lui fussent seulement laissés, ainsi qu'on le vit plus tard, et parce que cette obligation de service militaire devait toujours être conservée dans le souvenir des vassaux, le Miroir de Saxe unit le principe avec le service militaire de manière à lui procurer le meilleur accueil, au moyen d'une représentation figurée qui devait plaire à un siècle amoureux de l'image.

Il choisit une arme chère à tous les guerriers au milieu de toutes les circonstances; non pas une arme offensive, mais protectrice, le bouclier, qu'on ne pouvait jeter sans la plus grande lâcheté dans la plus haute antiquité, et qui dans les derniers temps a reçu une signification nouvelle, offrant pour celui qui le porte un moyen de faire connaître sa famille au monde d'une manière frappante. Il divise également une grande image militaire de l'État en sept parties. Et quoiqu'il lui soit difficile de mettre sous les yeux toutes les sept parties, néanmoins il ne veut pas renoncer au nombre sept, qui était regardé comme très-significatif, et il tient à réserver de l'espace pour l'extension du monde qu'il ordonne (6). Il parvient ainsi à faire descendre jusqu'aux princes le roi, vers lequel il n'avait pu les faire remonter, et à les placer tous sur le même sol: car le roi reçut le premier bouclier; lui, le suzerain suprême, est à la tête de tous les hommes pour la défense de l'État. Le second bouclier fut donné, suivant l'équité, aux princes ecclésiastiques, les évêques, les abbés et les abbesses, parce qu'ils devaient recevoir leurs fiefs immédiatement du roi. Les princes temporels durent se contenter du troisième, quoiqu'ils fussent investis de leurs dignités par le roi, et que dès lors ils fussent devenus aussi seigneurs territoriaux dans leurs possessions. On donne pour motif à cette infériorité qu'ils n'auraient pas dédaigné de tenir leurs fiefs de ces princes ecclésiastiques, et ne seraient pas restés purement les hommes du roi. Au quatrième bouclier durent se résigner ceux qui aujourd'hui encore ne se rattachent au trône que par la suzeraineté des princes spirituels ou temporels, et qui tenaient leurs fiefs de ces princes. Les comtes et les seigneurs appelés barons, les vassaux ou les hommes de ces barons, appelés schœffenbarefreic, reçurent le cinquième bouclier; et les hommes de ceux-ci le sixième. Ainsi le Miroir de Saxe est descendu jusqu'au paysan libre qui, possédant son petit bien en fief et en qualité de feudataire d'un feudataire du baron, en cas de nécessité, pouvait bien aussi être appelé sous les armes. Et maintenant il est incertain s'il osa donner à ces paysans libres le septième bouclier, par crainte de la colère des grands. Il sut se tirer d'affaire. Origène, dit-il, a prédit qu'il doit y avoir six mondes, six âges. Ces mondes commencent avec Adam, Noé, Abraham, Moïse, David, le Christ; mais il ne dit pas quand commence le septième, quand il finira; nous vivons dans le septième monde, et il durera autant qu'il plaira à Dieu. Ainsi place-t-il le septième bouclier, qui ne doit son existence qu'à la réduction des princes temporels en hommes des évêques, d'une manière indéterminée dans ce septième monde dont il paraît respecter le développement, et il laisse la faculté de s'y établir à quiconque sait y trouver place ou acquérir le droit de fief.

Et maintenant que tout le monde du vasselage est ainsi constitué, à chaque ordre doit être assigné son droit dans l'occasion. Il n'était pas facile de satisfaire tous les membres, et le roi surtout devait offrir de graves difficultés.

Comme il avait à porter une partie, et que tous les autres se trouvaient avec leur bouclier sur le sol féodal, il semblait ne devoir obtenir une place assurée sans une investiture; et pourtant il ne pouvait recevoir aucun fief; toute collation au contraire devait venir de lui; mais plus le pouvoir du roi était faible, moins il y avait à craindre d'opposition, quelles que pussent être les prescriptions du code, et quelles que fussent les idées qu'il avait introduites dans le peuple. Voici les dispositions sur ce sujet. Le roi doit être élu pour être le juge sur le bien, le fief et le corps de chacun. Pour être élu prince, il faut être libre, de naissance légitime, n'avoir ni paralysie ni lèpre, ne pas se trouver frappé de condamnation par le pape. Après l'élection, l'élu doit se montrer gracieux envers l'État, et jurer de fortifier le droit, de frapper l'iniquité et de défendre l'État de tout son pouvoir. Il ne doit jamais prêter un autre serment, même comme témoin, à moins que le pape ne l'accuse de douter de la vraie foi. Quand donc il est consacré par les évêques institués pour cela, et qu'il siége sur le trône à Aix-la-Chapelle, alors il a le nom et le pouvoir royal; et, après la consécration papale, il a le pouvoir et le titre impérial. Il peut faire des collations de tout genre, de terres et de dignités, de droits et de juridictions; car lui-même ne peut être partout, veiller à tout; mais là où il se trouve, toutes les juridictions retournent à lui, encore bien qu'il les ait conférées, de même que dans les villes il ressaisit les impôts et les monnaies. Pour trois choses seulement, l'empereur, après sa consécration, peut être placé sous la condamnation de l'Église: s'il doute de la vraie foi, quitte son épouse légitime ou détruit les maisons de Dieu. D'un autre côté, il peut être jugé par le palatin, et il peut y aller pour lui de la vie, si l'empire lui a été enlevé préalablement. Mais comme le Miroir des Saxons ne dit pas qui a placé le palatin comme juge du roi, il laisse aussi dans l'incertitude l'origine du pouvoir royal et impérial, ou plutôt il glisse si adroitement sur cette origine, qu'il paraît avoir voulu détourner la question. Le droit du roi d'exercer toutes les juridictions lui-même ou de les conférer, il semble le tirer nettement de l'élection (7); mais l'origine du nom et du reste du pouvoir du roi et de l'empereur, il la place dans la consécration par les mains des évêques et du pape, sans faire mention des couronnements. Toutefois, au lieu de déclarer nettement l'effet des consécrations pontificales, il indique seulement les deux épées que Dieu a laissées sur le globe terrestre pour protéger le christianisme; en même temps il oblige l'empereur à tenir l'étrier au pape quand le pontife monte sur un cheval blanc, afin que la selle ne tourne pas: et ce droit surpris par les papes, qu'il paraît unir avec les deux épées, il le considère comme une marque que l'empereur doit se présenter armé du pouvoir temporel, tandis que le pape peut sortir des limites de la puissance spirituelle. De son côté le pape, ainsi que cela paraît par la consécration, est obligé, en cas de nécessité, d'assister le droit séculier de tout le secours fourni par le droit ecclésiastique.

Aux princes ecclésiastiques et séculiers, aux seigneurs territoriaux, auxquels sont attribués le second et le troisième boucliers, est imposée l'obligation de recevoir l'investiture du roi ou de l'empereur; la première par le sceptre, l'autre par la bannière. Il est permis aux princes temporels d'accepter aussi des fiefs de princes spirituels; mais, s'ils en tiennent de princes laïques, ils perdent leur place dans le grand bouclier. En outre, c'est un devoir pour les princes des deux ordres d'obéir au roi quand il les appelle à sa cour et au service, et, en cas d'engagement par serment de leur part, il leur est enjoint de déclarer hautement que cet engagement n'a rien de contraire aux intérêts de l'empire. Mais tous, prêtres ou laïques, ont droit d'élire le roi. Quand, où, sur quelle invitation? voilà ce qui n'est pas déterminé. Mais, sur la manière de procéder à l'élection, le code contient des dispositions étonnantes, à peine compréhensibles même, qui probablement n'y furent introduites qu'au temps de Rodolf de Habsbourg, et qui pourtant, comme l'histoire postérieure le *démontre*, ont influé essentiellement sur la formation des rapports dans le Teutschland. Le code nomme sept princes qui doivent être les premiers à l'élection de l'empereur, trois ecclésiastiques et quatre séculiers, et à ces derniers il attribue des fonctions qui par suite du temps ont été des charges de l'empire. Les princes spirituels sont les archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne, que personne ne s'étonnera d'entendre nommer, parce que les siéges de Mayence, Trèves et Cologne étaient les plus

anciens siéges archiépiscopaux du Teutschland, et que les prêtres qui les occupaient avaient presque toujours exercé la plus grande influence sur toutes les affaires de l'empire, et en particulier sur le choix du roi.

La pensée avait été aussi exprimée que le centre de l'empire était sur le Rhin. Il y a donc à s'étonner d'autant plus des princes séculiers qui sont nommés; car ce sont le palatin du Rhin, le duc de Saxe, le markgraf de Brandenbourg et le roi de Bohême. Le premier est désigné comme écuyer tranchant de l'empire, le second comme maréchal, le troisième comme chambellan, le quatrième comme échanson. Sur le roi de Bohême, on ajoute que, tout en figurant parmi les premiers à l'élection, il n'a pas droit de vote, parce qu'il n'est pas Teutsch; et de tous les autres qui sont nommés comme les premiers à l'élection, il est dit qu'ils n'élisent pas selon leur bon plaisir, mais doivent adopter nominativement celui qui a été choisi par tous les princes. Il paraît donc, d'après le Miroir de Saxe, que les princes nommés par lui les premiers à l'élection ne faisaient que recueillir les voix de tous les princes, et devaient se réunir sur l'homme qui avait obtenu la majorité, puis proclamer les premiers son nom. Et si ce sens était véritablement contenu dans les termes du code, il pourrait bien se trouver aussi dans la glose, quand elle désigne le roi de Bohême comme l'arbitre qui, en cas de partage des voix, doit donner la décision. Dans tous les cas, il est certain que ces sept princes, par la marche du temps, furent reconnus comme électeurs de l'empire, investis spécialement du droit d'élire le roi.

Mais comment les quatre princes séculiers désignés par le Miroir de Saxe comme les premiers à l'élection étaient-ils parvenus à ce privilége? L'histoire ne donne aucune réponse à cette question. A la suite du roi de Bohême, qui régnait sur un pays slave, nous voyons siéger deux autres princes, le duc de Saxe et le markgraf de Brandenbourg, placés sur les limites mêmes du Teutschland, et dont les possessions, pour la plus grande partie, sont situées en Slavonie. Le palatinat du Rhin est, à la vérité, un pays purement teutsch. Mais pourquoi le duc de Bavière, auquel appartenait le palatinat, n'est-il pas le prince électeur plutôt que le palatin? Pourquoi ne paraît-il aucun prince du Teutschland central, des pays entre l'Elbe et le Rhin, parmi les princes? Pourquoi pas le duc d'Autriche, ou le duc de Souabe? Pourquoi pas le landgraf de Thuringe, ou le markgraf de Misnie? Pourquoi personne de la Lorraine et de la Bourgogne? Dans le fait, on peut à peine repousser la pensée que les privilèges électoraux ne furent concédés qu'en vertu des relations personnelles des princes; et cette pensée conduit au roi Rodolf, ainsi que cela sera démontré dans son temps.

Au reste, les princes avaient tous les droits de souveraineté territoriale, qu'il ne serait ni possible ni nécessaire d'énumérer. Ils étaient spécialement investis de la juridiction, et ne pouvaient eux-mêmes être jugés que par leurs pairs, sous la présidence du roi. A cet égard, ils étaient dans une situation supérieure à celle du roi, sur lequel le palatin pouvait prononcer un jugement.

Ceux qui portaient le quatrième bouclier, les barons, sont traités aussi bien que possible. Le roi peut être élu parmi eux; ils ne sont pas élus des diètes; investis par la bannière du roi, ils peuvent juger et prononcer sur le sang et la vie, avoir de nobles hommes pour vassaux et pour serviteurs. Il ne leur manquait donc aucune qualité pour monter au rang de princes; mais avec eux cessaient ces qualités. Les hommes placés sous le cinquième bouclier étaient vassaux des supérieurs, et pouvaient assister aux diètes tenus par ceux-ci. Ils étaient assesseurs dans les tribunaux sous le ban du roi, et ne pouvaient être jugés que par leurs égaux; mais eux-mêmes n'avaient pas pouvoir de prononcer sur le sang et la vie, et n'avaient pas de vassaux véritables. Un seul droit leur était commun avec les princes, les comtes et les barons, et rappelait l'ancienne égalité : la même amende et la même composition. Néanmoins les feudataires de l'empire, les vassaux établis sur des domaines immédiats de l'empire, et qui devaient se tenir prêts en tout temps au service de l'empereur sans avertissement donné à l'avance, non-seulement étaient placés au niveau de ces *Schœffenbaren freien*, mais encore en opposition avec eux; car, si l'empereur devait siéger au milieu des comtes et des barons, ces feudataires ne pouvaient porter témoignage contre un *Schœffenbaren frein*, ni prononcer un jugement s'il s'agissait du corps, d'honneur ou d'héritage. Ils n'appartenaient donc en effet qu'à moitié au cinquième bou-

clier; pour l'autre moitié, ils se rangeaient sous le sixième, qui couvrait les arrière-vassaux des derniers, vrais vassaux du cinquième bouclier, et en même temps les feudataires des classes supérieures, obligés d'être toujours prêts à suivre le roi, comme les feudataires de l'empire à suivre l'empereur. Ces arrière-vassaux et feudataires, tant qu'ils demeuraient dans ces rapports, n'avaient plus le privilége de n'être jugés que par leurs pairs; toutefois ils conservaient le droit féodal, et quand ils étaient dégagés des liens envers leurs seigneurs, ils étaient déclarés libres du service, en même temps investis d'une certaine propriété territoriale, rangés parmi les *Schœffenbaren freien*, et participaient à tous les droits de ceux-ci. Enfin bien au-dessous, et couverts seulement par l'ombre du septième bouclier, étaient les paysans proprement dits, ou métayers, qui étaient bien comptés parmi les hommes libres, et appelés tenanciers, parce qu'ils recevaient en fief leur petit domaine des supérieurs; mais qui, n'ayant droit de porter les armes que si elles leur étaient mises à la main par leur seigneur, et pour le temps qu'il avait besoin d'eux, se trouvaient exposés à tous les caprices, engagés en des rapports aussi multipliés qu'incertains.

Mais les rapports ne doivent et ne peuvent être poursuivis plus loin, et ces remarques doivent suffire pour signaler l'état désordonné du Teutschland, amené par la décadence de l'empire, et rendu permanent par la souveraineté territoriale des princes. Maintenant, si l'on compare cet état avec les rapports simplement humains sous lesquels nous apparaissent les anciens Teutschs à leur entrée dans l'histoire; si on les compare avec les principes sur lesquels reposait la vie sous Karl le Grand et par ses institutions, l'on s'effraye des conséquences entraînées plus tard par une confusion antérieure, et des effets redoutables du système féodal, dont la nature négative a été signalée si fréquemment dans cet ouvrage. La séparation entre les hommes est dès lors accomplie, ou elle est bien près de son accomplissement; l'orgueil et la vanité ont acquis un terrain solide sur lequel ils sont protégés par des lois et des tribunaux. Ce monde de vassaux lui-même, qui se déclare seul libre, quoique sa liberté ne soit sortie que du service et d'une possession précaire, se formera, comme il est facile de le prévoir d'une manière plus nette et plus distincte, d'après les diverses classes marquées par les boucliers, et les formes distinctes qu'il va prendre augmenteront encore la séparation entre les hommes; les préjugés, la superstition, le dédain, prédomineront dans les habitudes de cette séparation, et enfanteront un véritable endurcissement de cœur. Ce qui restait encore de l'ancienne égalité parmi les diverses classes nobles, comme la composition, ne put plus subsister devant la nouvelle organisation; la chevalerie retarda peut-être çà et là la ruine de l'égalité, mais il lui fut impossible de l'empêcher; on serait même tenté de dire qu'elle la favorisa, parce qu'elle entretint des illusions à ce sujet, et conserva l'apparence tandis que la réalité s'éteignait. Le Miroir de Saxe exige en une infinité de cas l'égalité de naissance : pour la succession, pour le duel chevaleresque, pour la tutelle, pour le prononcé d'un jugement. En maintes circonstances, la naissance, dans ses chapitres, donne le meilleur droit; déjà il demande la preuve de quatre ancêtres pour celui dont la naissance aura été l'objet d'attaques injurieuses, et là est décidé que les mariages entre parties de naissance inégale sont des mésalliances.

Il est vrai que l'égalité de naissance descend jusqu'au cinquième et jusqu'au sixième bouclier, et comprend tous ceux qui sont appelés chevaliers et qui peuvent recevoir des fiefs. Toutefois, pour le sixième bouclier, il y a déjà de l'incertitude; comme le code connait une naissance inférieure à celle d'un homme libre tenant à l'échevinage ou scabinage, il en connait aussi une supérieure; mais en général il est assez indifférent qu'il place ici ou là la limite de l'égalité de naissance. Une fois proclamé légalement le principe qu'il y a une naissance supérieure et une naissance inférieure, ce principe devait parcourir toutes les classes du monde du vasselage, et les boucliers devaient servir à terminer l'ordre des rangs, attaché lui-même à la naissance. Cela était d'autant plus nécessaire que le fils héritait le bouclier du père, tout simplement en sa qualité de fils, sans égard pour la dignité ou le mérite, et que la fille restait l'égale du père, encore bien qu'elle n'eût que la moitié de la composition. Dans le fait il arriva bientôt que la limite du quatrième bouclier devint la limite de l'égalité de naissance entre les grands; que ceux qui

étaient au-dessus de cette limite formèrent la haute noblesse, et qu'au-dessous se trouva la noblesse inférieure. Ceci est d'autant moins étonnant qu'il y avait déjà une distinction dans l'amende et la composition ; car, encore bien que la valeur fût la même pour les princes, les barons, et les hommes libres attachés à l'échevinage, elle devait être déposée en or pour les princes et les barons, tandis que l'argent suffisait pour les hommes de l'échevinage. Ce qui doit surprendre plutôt, c'est que les princes aient reconnu l'égalité de naissance des barons; et peut-être ne se seraient-ils pas décidés à cette reconnaissance, s'ils n'avaient pas eu besoin de l'assistance des barons contre la prépondérance du clergé. Mais les hommes libres d'échevinage et leurs arrière-vassaux, ainsi que les feudataires hors d'état de rétablir l'égalité avec les grands, cherchèrent maintenant à se dédommager sur ceux qu'ils voyaient au-dessous d'eux. Ils firent valoir leur petite noblesse avec l'orgueil le plus blessant contre ceux du septième bouclier, qui n'appartenaient qu'à peine à la féodalité, nourrirent peut-être des sentiments plus durs que les grands, et provoquèrent aussi par là plus de ressentiments et d'ironie amère.

Plus cette situation s'affermissait, plus rigoureux devait être le sort des serfs sur lesquels s'étendait le monde des vassaux qui s'attribuaient exclusivement la liberté. Ces pauvres gens furent livrés plus que jamais en proie au caprice de leurs seigneurs; peu importe qu'on leur donnât le nom de serfs ou de mortaillables. Il y avait pourtant des degrés dans leur misère et leur abaissement, et beaucoup de noms tirés de leur servitude, de leur situation, de leur genre de vie, de la manière dont ils cherchaient leur subsistance, furent employés tantôt sérieusement, tantôt par moquerie, ou bien aussi par mépris. Les premières classes, les *lassen*, n'étaient pas beaucoup au-dessous des tenanciers; les lois s'étaient même occupées autrefois de les protéger, sinon pour eux-mêmes, au moins dans l'intérêt de leurs seigneurs; et, par le progrès du temps, dans différents lieux s'établirent aussi des habitudes diverses dans le traitement des hommes non libres (*unfreien*) et sur les exigences envers eux; et ces coutumes reçurent une forme légale. Le clergé put bien aussi agir par l'exemple et par l'enseignement; mais les malheureux n'avaient pas de position assurée, ils étaient livrés à l'arbitraire de leurs seigneurs. Si le seigneur était noble et bienveillant, leur sort était supportable; et comme ils étaient hébétés, faibles, sans énergie, étrangers à toute pensée de liberté, ils pouvaient même se trouver assez bien de cette situation. Mais si, au contraire, le maître était capricieux, violent, dur et cruel, ils étaient exposés à tous les mauvais traitements possibles, et l'abus du pouvoir même envers ceux qui se trouvaient le mieux placés était d'autant plus facile à cacher, que le nombre des degrés était plus grand. Le seigneur pouvait les contraindre, à tous les instants, à toute espèce de travail; il pouvait les vendre, les donner, les tuer, les battre, les mutiler, les outrager, sans avoir à craindre un châtiment; et, comme ils lui appartenaient, et par conséquent n'avaient eux-mêmes aucune propriété, il pouvait leur prendre tout ce qu'ils acquéraient ou possédaient. Si les droits et les coutumes qui pouvaient avoir été introduits dans leur intérêt étaient si multipliés, que le Miroir de Saxe lui-même se voit hors d'état de les énumérer (8), et préfère, à cause de cela, recommander l'humanité et la modération, en rappelant que Dieu a créé tous les hommes à son image, les pauvres comme les riches, et les a rachetés par son martyre; que la servitude est née seulement de la contrainte, de la captivité et de la violence, et qu'on ne l'a érigée en droit que par l'effet de la coutume; quand bien même il eût été possible d'obtenir protection contre les iniquités des seigneurs, comment les pauvres gens auraient-ils osé invoquer la justice sans s'exposer à de nouvelles violences? Et pourtant ceux qui avaient un mauvais seigneur n'étaient pas encore dans la plus mauvaise situation, car ils étaient protégés par ce seigneur contre le mauvais vouloir et les violences des étrangers; ils n'avaient à craindre que lui. Le plus déplorable de tous les destins frappait les misérables qui n'avaient pas de foyers et pas de seigneurs. Ils étaient livrés à la méchanceté de quiconque voulait l'exercer sur eux; car ils n'avaient pas de droit; il n'y avait pas de composition pour eux, et l'amende qui était fixée en cas d'offense envers eux n'était qu'une insulte de plus. Si l'on demandait dans quelle proportion se maintenait le nombre des serfs dans le Teutschland avec le nombre de ceux qui jouissaient de la liberté,

l'on ne pourrait donner de réponse précise à cette question ; car il n'y a dans les relations aucune notion sur ces deux points. Toutefois, d'après la quantité de mortaillables qui appartenaient à certains seigneurs, et à cause de la circonstance que l'ambition d'une infinité de petits seigneurs, leurs violences jetaient toujours plus de victimes dans le servage, que les causes de servitude augmentaient au lieu de diminuer, l'on peut croire avec confiance que la grande majorité dans le Teutschland était privée de liberté; l'on ne hasarderait peut-être même pas beaucoup en admettant que, deux ou trois siècles après le commencement des croisades, en exceptant les villes, les deux tiers au moins, peut-être les trois quarts de tous les hommes vivaient sans droit ou dans le servage.

Qui ne s'épouvanterait d'un tel état de choses? qui pourrait soutenir que de là le Teutschland a pu s'élever à la liberté et à la civilisation? Sur ce monde de la féodalité, des maîtres et des esclaves, la religion du Christ elle-même, dans la situation présente de l'Église, paraissait avoir perdu son influence. Au milieu de l'orgueilleux égoïsme et de la convoitise générale, tous les nobles sentiments s'éteignaient, et les intérêts de caste effaçaient les idées de peuple et de patrie. Cependant trois puissances toutes récentes, qui venaient d'apparaître ou étaient sur le point de se montrer, opposèrent de la résistance à la barbarie générale, et garantirent un meilleur avenir : la nouvelle liberté dans les villes, la science et l'art. Cette liberté s'était déjà maintenue et menaçait ses ennemis : la science ne peut longtemps être absente là où est la liberté, et l'art devient un besoin pour ceux-là mêmes qui dédaignaient la science et persécutaient la liberté. A ces trois puissances était attaché l'espoir que les Teutschs, qui autrefois avaient déployé une si grande et si profonde énergie, réussiraient encore, dans un avenir éloigné, à se poser parmi les peuples de la terre comme un peuple grand et libre, comme le premier peut-être, ou du moins comme l'égal du premier.

CHAPITRE VII.

LES TRIBUNAUX VEHMIQUES.

L'an 1230.

Parmi tous les peuples teutschs, les Saxons avaient conservé avec le plus de persistance le caractère et le type de la race teutsche, et s'étaient le moins mêlés avec les nations étrangères. Eux ou leurs pères avaient fait le plus pour préserver ce caractère. Ils avaient brisé le joug imposé par Rome sur la Germanie, et avaient sauvé le peuple teutsch et le monde du servage général. Ils avaient lutté pendant toute une génération contre le puissant conquérant Karl le Grand, et ils n'auraient pas succombé sous l'effort de ses armes, s'il n'avait pas employé le zèle des prêtres et des moines pour les courber devant la croix, et les accoutumer à la sujétion. Réunis aux Frisons, ils avaient opposé une digue aux irruptions des terribles Normands, et repoussé des frontières teutsches ces audacieux aventuriers. Les premiers ils avaient tiré une vengeance sanglante des hordes dévastatrices des Hongrois, châtié l'insolence de ces barbares, ramené le reste des Teutschs au sentiment de leurs forces; ils avaient formé le boulevard avancé du Teutschland, contre les invasions des nations slaves, par une suite de markgraviats le long de l'Elbe; par eux la Bohême s'était rattachée à l'empire germanique, les Polonais avaient été contenus, le pays entre l'Elbe et l'Oder avait été conquis, les côtes de la mer Baltique jusqu'à l'embouchure de l'Oder avaient été acquises au Teutschland; la civilisation, la langue, les mœurs germaniques s'étaient étendues au loin sur ces côtes jusqu'au golfe de Finlande; et de même qu'ils avaient, dans les anciens jours, fondé un État en Bretagne et implanté dans cette île leur genre de vie, leur langue, leurs mœurs, leur liberté, si fortement, que, malgré d'effroyables ébranlements, malgré le système féodal le plus vigoureux introduit par un conquérant étranger, le véritable caractère, les vraies allures teutsches s'y sont mieux conservés que dans le Teutschland même, et que le nom saxon s'est maintenu glorieux et respecté auprès du peuple si fier et si grand de l'Angleterre; de même ils avaient aussi imposé leur nom à une grande partie du Teutschland qui s'étendait de l'Eider à l'Erzebirge, jusqu'à la forêt de Thuringe et jusqu'à la Diemel, et depuis le Rhin, le fleuve royal, jusqu'à l'Oder. Ils avaient donné deux rois aux Teutschs, dont l'un, par sa sagesse, sa modération et toutes les vertus princières, avait fondé réellement l'empire germanique, avait montré aux Teutschs, quoique vainement, la direction

qu'ils devaient donner à leurs efforts, et, par la construction de plusieurs villes, posé les bases d'une civilisation plus haute; dont l'autre avait répandu sur le nom teutsch un éclat dont les autres rois de la terre s'étaient sentis comme éblouis. Enfin, dans les derniers temps, alors que les artifices et l'habileté des prêtres enveloppaient tout, que l'égoïsme, la convoitise, la trahison et le parjure régnaient presque généralement, les Saxons, dans ce même pays d'où était jadis sorti Armin, avaient su maintenir inaltérable l'ancienne vertu des Teutschs, la sainte fidélité.

Un tel peuple avait donc des prétentions légitimes parmi les Teutschs. Il savait peu de chose de son histoire; les noms de ses grands hommes lui étaient à peine connus; celui d'Armin même n'était pas répété. Il s'était opéré une telle transformation, la parole des prêtres avait agi si puissamment sur eux, qu'ils ne s'inclinaient devant aucun nom avec plus de respect que devant celui du prince qui les avait dépouillés de la liberté, et leur avait imposé le servage de la féodalité du grand empereur Karl. Tout ce qui existait ou ce qui devait exister ne paraissait pas pouvoir résister aux épreuves, s'il ne se rattachait à ce grand homme. Mais l'histoire des Saxons était en eux-mêmes; ils étaient les enfants de leurs pères, les élèves du temps, s'étaient développés à travers les souffrances et à l'aide des faits des temps antérieurs. Maintenant il s'offrait à peine une occasion pour de grandes actions. Les Saxons devaient donc se sentir d'autant plus fortement appelés à exercer une influence morale sur le peuple teutsch; et ils remplirent noblement cette mission, sans pourtant se préserver de ces grandes erreurs que l'homme ne peut éviter, tant que se poursuivent ses efforts sur cette terre. Dans les choses légères, dans les purs amusements de l'esprit, d'autres purent les devancer ou les surpasser; mais dans les matières graves qu'il s'agissait de pénétrer, ils ne sont jamais restés en arrière ni au-dessous de personne. A cette époque, le besoin le plus impérieux était la liberté, puis un ordre social d'où pût sortir, avec le progrès du temps, une civilisation plus haute. La liberté et l'ordre étaient les conditions de la science, de l'art et de toutes les cultures de l'esprit. L'on a déjà indiqué ce que l'on devait attendre des Saxons pour la liberté. La hanse teutsche, comme le démontrera la marche de l'histoire, donna à la liberté dans les villes sa véritable signification, l'éleva au plus haut degré dans cette direction, lui procura une vaste sphère d'action, et la garantit, sinon des périls, au moins de l'oppression. Le centre de la grande ligue était en Saxe; de la Saxe orientale ou de l'Ostphalie était sorti le Miroir des Saxons. Quoiqu'il y ait à blâmer dans ce code, d'après nos vues sur les choses humaines et nos idées sur les rapports de la vie sociale, et quelque incomplet qu'il puisse nous paraître, il faut respecter et louer grandement ses efforts pour mettre fin au chaos et donner une forme à une masse confuse.

Le rédacteur n'avait à sa disposition aucune puissance pour mettre à exécution ce que la morale et la religion réclamaient; il pouvait essayer seulement de calmer, s'il était possible, les passions de ceux qui avaient l'épée à la main, et les amener de la violence et de la confusion à la pensée du droit et du devoir. Il fallait donc qu'il procédât avec ménagement et qu'il laissât à chacun ce qu'il possédait, de quelque manière que cela fût venu. Pour employer une expression de la glose, il ne pouvait se présenter qu'en médiateur, et ne pouvait choisir d'autre place qu'au milieu des circonstances de son temps, pour les faire comprendre aux hommes de toutes les classes. C'est ainsi qu'il agit si fortement sur les Saxons, et qu'il porta son influence au delà de la Saxe. L'on s'étonnera peut-être qu'il ait osé rappeler le souvenir de Dieu et du Sauveur, de l'équité et de la vérité. Ce ne fut pas non plus un faible mérite que d'avoir entrepris de réveiller le droit antique et national dans la pensée des hommes, et d'imposer ainsi aux races futures l'obligation de s'occuper à leur tour d'un développement ultérieur de civilisation selon les besoins et les lumières. Nous ne connaissons pas assez l'ensemble véritable des choses; peut-être le droit romain, qui était favorisé par les Hohenstaufen et par le clergé, et que de jeunes Teutschs ainsi que des hommes d'un âge mûr s'étaient efforcés d'étudier, peut-être ce droit, que les ancêtres des Saxons avaient repoussé avec plus d'horreur que les armes des Romains, avait-il pénétré aussi en Saxe, et peut-être le Miroir des Saxons devait-il servir de boulevard contre ce funeste ennemi. Dans cette hypothèse, le mérite du rédacteur paraîtrait d'autant plus grand.

Il ne parvint pas, à la vérité, à repousser le droit romain; mais il retarda ses progrès, et obtint ainsi un important résultat. Dans tous les cas, il est certain qu'au milieu de l'agitation et de l'entraînement général, l'Ostphalie se montra fidèle aux anciennes coutumes saxonnes. La Westphalie ne resta pas en arrière, mais suivit une autre route. Dans ce pays de promission et de triomphe, se formèrent alors ces tribunaux tout particuliers, si fameux sous le nom de tribunaux weimiques (*fem gerichte*), qui, nés des besoins et de la nécessité, furent d'abord entourés de la confiance générale, puis, par toutes sortes d'hostilités, de modifications violemment imposées, furent poussés, emportés à des actes odieux d'usurpation, et sont devenus enfin un objet d'horreur pour la postérité, surtout à cause du secret dont ils étaient forcés d'envelopper leur existence et leurs procédures.

Une suite d'érudits, déterminés par le mystère et par la puissance presque incompréhensible de cette justice étrange, y ont appliqué plus tard leur attention, et, à force de patientes recherches, de comparaisons et de rapprochements de vieux titres, ils sont parvenus à mettre en lumière beaucoup de points restés auparavant dans les ténèbres (1). La formation des tribunaux ou des francs-siéges, consistant en comtes libres et en scabins libres; la double procédure suivie par huit juges officiels auprès desquels l'accès n'était interdit à personne, et par huit membres secrets dont le banc fermé ne s'ouvrait qu'aux légistes, aux francs-comtes et aux francs-scabins, où ne pouvait se glisser un profane qu'au péril de sa vie; la responsabilité que les légistes assumaient sur eux, les obligations qu'ils ne pouvaient violer sans exposer leurs jours; l'érection des tribunaux seulement en Westphalie, sur la terre rouge, sous le ciel libre; au grand jour; l'ensemble de la procédure, dans les choses secrètes comme dans les choses publiques; les causes qui pouvaient être portées comme questions weimiques devant le tribunal secret; les principes d'après lesquels on décidait, les peines qui étaient appliquées, le mode d'exécution du jugement: tout cela a été exposé, développé avec une telle clarté, qu'il ne peut plus rester de doute que sur les points secondaires. Mais les titres d'où l'on a tiré tant de lumière appartiennent pour la plupart à des temps bien postérieurs, à la dernière moitié du XIVe ou au XVe et même au XVIe siècle; à des temps où les tribunaux weimiques étaient bien encore dressés sur la terre rouge, où la juridiction s'était étendue jusqu'aux limites du Saint-Empire, où des légistes siégeaient dans toutes les contrées du Teutschland, où les seigneurs territoriaux s'étaient transformés en seigneurs des francs-siéges, et devaient recevoir l'investiture des francs-comtés par les mains de l'empereur ou de ses fondés de pouvoir; où peu à peu mille changements, mille améliorations, à ce que l'on croyait, s'étaient introduits dans les francs-tribunaux, et avaient été confirmés par des lois, des serments et d'autres moyens; où l'on ne pouvait enfin méconnaître la décadence et la ruine de cette justice exceptionnelle. Quant à l'origine des francs-comtés, elle n'a pas été mieux expliquée que n'a été interprété le nom de *fem* lui-même, et l'on n'a pas non plus découvert les causes qui ont donné à la *fem* cette grande importance et ce pouvoir exorbitant qui la firent regarder comme le tribunal suprême de l'empire. Les opinions mieux ou moins bien fondées à ce sujet ont été très-diverses jusqu'à ce jour. Jamais la certitude ou même l'accord ne pourra s'établir là-dessus; car, cette justice s'étant formée en silence, ayant été toute constituée quand elle fut connue du monde, on manque d'actes authentiques et de relations officielles, sans lesquels l'on ne peut arriver qu'à des conjectures qui, malgré leur vraisemblance, l'appui prêté par des rapports tirés de la nature des choses humaines, de la marche de l'histoire et de l'état général de la vie, même par des actes postérieurs, ne peuvent jamais être élevées à la puissance d'une démonstration. Il ne reste plus à l'historien qu'à s'en tenir à la vraisemblance, quand il ne peut arriver à la certitude.

Le sort des Westphaliens, qui se proclamaient aussi Saxons, avait été bien différent de celui des Ostphaliens. Jusqu'au temps de Karl le Grand, quoiqu'ils eussent été rudement frappés par les Pepins et par Karl-Martel, réduits à de tristes extrémités, ils avaient conservé l'antique liberté des Teutschs, qui, dans cette contrée même, avait attiré l'attention, excité même l'admiration des Romains. Dans les guerres du terrible conquérant, le plus lourd fardeau était tombé sur eux. Karl voulut effacer le souvenir d'Armin, du héros de la liberté, par

la destruction des monuments élevés à ce glorieux enfant de la Germanie ; il voulut même déraciner la liberté, en opprimant les hommes libres, en installant des seigneurs et leur donnant pour auxiliaires des évêques, des prêtres et des moines. Sa première tentative lui réussit ; mais il échoua dans la seconde : car les Westphaliens étaient identifiés avec la liberté ; tant qu'ils subsistaient, elle ne pouvait périr. Pendant la lutte entre les petits-fils de Karl, les Westphaliens se levèrent en armes, chassèrent leurs maîtres, et rétablirent l'ancienne Enna. La glorieuse tentative échoua, et ils l'expièrent de leurs biens et de leur sang. Mais le temps de la vengeance arriva, et les seigneurs qui revinrent, ou ceux qui les remplacèrent, purent être instruits par la grande leçon qui leur fut donnée. La Westphalie avait conservé beaucoup plus d'hommes libres fixés sur la propriété réelle que tout autre pays teutsch; et encore bien que la constitution par cantons, introduite par Karl le Grand, fût maintenue, il paraît pourtant que beaucoup de parties des coutumes des ancêtres se replacèrent dans la législation et le système judiciaire ; car, dans la suite des temps, les Westphaliens restèrent habituellement livrés à eux-mêmes, et ressentirent peu d'effet de toute espèce de domination. Ils se trouvèrent compris dans le grand-duché de Saxe ; mais les ducs avaient leur résidence en Ostphalie, et, la face tournée contre les Wendes et les Danois, ils avaient cherché à former là leur puissance principale. Il en avait été ainsi sous la famille dont les Otto descendaient et sous les Billungers, et les choses étaient restées les mêmes sous l'empereur Lothaire et sous les Welfs. Les Westphaliens avaient été garantis des Normands par les Frisons ; les irruptions dévastatrices des Hongrois ne s'étaient pas étendues jusque dans ces contrées, et les tentatives hostiles des Français, des Polonais, des Wendes et des Danois contre le Teutschland, avaient été déjouées avant que les Westphaliens eussent pu les ressentir.

Les désordres effroyables dans l'intérieur du Teutschland, qui éclatèrent sous les rois franconiens et se prolongèrent sous les Hohenstaufen, avaient épargné les Westphaliens en grande partie. Dans une telle situation, on le comprend, les antiques usages, les vieilles mœurs et coutumes se conservèrent presque nécessairement, et se formèrent suivant les occasions et les besoins, suivant l'esprit national. La constitution par cantons, partout ruinée, se maintint chez les Westphaliens. Le comte de canton dressa son tribunal comme aux anciens jours, et les comtes de centaines défendirent la justice dans leurs cercles, dans toutes les affaires qui leur étaient attribuées. Le duc éloigné, mais puissant, maintint l'ordre, renfermant chaque autorité dans sa sphère, en partie au moyen d'enquêtes qui se faisaient de temps en temps, en partie en recevant les appels de ceux qui se croyaient lésés par la décision des tribunaux. Les Westphaliens avaient aussi des voisins qui devaient agir d'autant plus fortement sur leur antique esprit de liberté, que les communications entre eux étaient plus multipliées. Ces voisins étaient à l'est et au nord les Frisons et les Stedingers, à l'ouest et au sud les villes sur le Rhin, et parmi ces villes la puissante Cologne.

Il sera question plus loin des Stedingers; mais les Frisons, répandus le long de la côte maritime, depuis l'embouchure du Rhin jusqu'à l'Edder, non pas pourtant avec continuité, avaient dû, comme le reste des populations teutsches, se courber pour la plupart sous le joug si dur de la féodalité; la Hollande, la Séelande avaient déjà des comtes héréditaires dans le xe siècle. Il en fut ainsi dans la Gueldre et le Zeitphen, au moins dans le xie siècle; vers le même temps, dans l'Overyssel, l'évêque d'Utrecht possédait le comté, et l'on a déjà raconté combien de débats s'élevèrent entre les archevêques de Bremen et les ducs de Saxe au sujet du comté de Stade et du pays des Ditmarsches. Mais, sur les côtes et sur les fleuves, l'antique liberté des Frisons s'était sauvée et maintenue dans sept cantons désignés par le nom de Séeland, auxquels le système féodal était resté étranger. Quelque nombreuses que fussent les tentatives pour leur arracher la liberté, elles n'eurent aucun résultat complet ou durable. L'assemblée de députés de tous les sept cantons, qui se tenait ordinairement à Upstallboom, près d'Aurich dans le Brokenergau, entretenait un sentiment de communauté, et savait prendre de telles mesures pour la défense de tous les Frisons, que les comtes de Hollande, Gueldre, Oldembourg et Stade, furent aussi peu en état que les évêques de Bremen et d'Utrecht de porter de graves atteintes à la liberté de ces

Frisons. Protégés d'un côté par la mer, d'où étaient venues jadis toutes leurs misères, et qui les menaçait de si grands périls; de l'autre par les Westphaliens, plus paisibles; favorisés d'ailleurs par la nature de leur pays, qui ne pouvait acquérir de valeur qu'à force de travaux humains, et par conséquent n'avait pas d'attrait pour ceux qui cherchaient les profits seulement dans le tumulte des combats, ils maintinrent et développèrent presque sans trouble, en pratiquant les coutumes de leurs pères, les forces dont la nature les avait doués, et dans la possession de la liberté ils oublièrent volontiers la jouissance des autres objets auxquels ils ne pouvaient atteindre. Ils furent sans doute pour les Westphaliens un exemple qui les attirait aux vertus antiques.

Mais assurément la vie qui s'était formée peu à peu dans les villes du Rhin n'échappa point aux Westphaliens. Si réellement la Westphalie ne devait par aucun point atteindre la limite de ce fleuve, toutefois cette limite en était à une bien faible distance, et l'histoire de Heinrich le Lion a montré que ce grand-duc prétendait à la rive droite du Rhin contre l'archevêque de Cologne. Mais les limites tracées autour des contrées et des domaines par les princes ne sont pas celles des communications; le commerce les franchit dans un mouvement d'aller et de retour. Et comment le Rhin, avec ses villes, aurait-il pu rester sans influence sur la Westphalie, lorsque les rapports ecclésiastiques des évêchés en Westphalie avec l'archevêché de Cologne entretenaient une étroite union, et que le commerce de Cologne suivait toutes les directions? Il est surprenant que la ville de Soest, qui paraît au moins très-favorisée par sa situation, ait obtenu d'aussi bonne heure que quelques autres une banlieue qui put servir de modèle pour d'autres qui tendaient à la liberté, particulièrement pour la ville de Lubeck. Ce fait, qui suppose au moins une grande bienveillance de la part du duc de Saxe pour les municipalités et leurs tendances, n'aurait pas été possible sans l'influence de Cologne.

A raison de cet état de choses en Westphalie, l'on conçoit que la chute même de Heinrich le Lion ne put amener de grands changements; les choses et les institutions purent recevoir d'autres noms, mais elles restèrent les mêmes. Pendant la lutte, lorsque l'empereur Friedrich et l'archevêque Philippe de Cologne, et le clergé entier de Saxe, s'efforçaient de tout mettre en mouvement contre l'orgueilleux et odieux duc, çà et là un comte put aussi se porter à l'attaque, et se saisir de ce qui était dans son voisinage. Ainsi, comme le comte de Gueldre étendait son pouvoir en Westphalie, le comte de Teklenbourg, le comte de la Lippe et d'autres seigneurs peuvent bien avoir aussi agrandi leurs domaines, afin de recueillir la récompense de leur part de prise dans la lutte, et les évêques ne voulurent pas rester en arrière. Mais pas un seul ne parvint à une puissance telle, qu'il pût exercer une véritable souveraineté, et se trouver en état d'abolir les mœurs et les coutumes des Westphaliens. Lors de la ruine de Heinrich le Lion, l'empereur conféra le duché dans l'Engern et la Westphalie à l'archevêque Philippe et à ses successeurs sur le siége de Cologne; mais il *le lui* donna de la même manière que le duché de Saxe au fils d'Albert l'Ours, en termes *indéterminés*, sans le mettre réellement en possession: il laissa à l'un comme à l'autre le soin de s'attribuer ce qu'il pourrait prendre. Et comme Bernard, le duc de Saxe, ne fut jamais en état de faire valoir son pouvoir ducal dans l'Ostphalie, de même l'archevêque ne put jamais exercer une puissance de même nature en Westphalie. Il en vint bientôt à reconnaître que l'empereur ne lui avait donné que des paroles, lui avait conféré un vain droit sans terres ni sujets. Cette découverte enfanta en lui la pensée que l'empereur n'avait jamais eu l'intention de lui payer le prix pour lequel il lui avait vendu ses services contre le prince Welf; et de cette défiance, qui paraît justifiée par l'indifférence persistante de l'empereur, naquirent les sentiments hostiles que Philippe manifesta et conserva contre l'empereur Friedrich. Et ce que le siége archiépiscopal de Cologne n'avait pas obtenu de l'empereur Friedrich, Heinrich VI n'était ni en disposition ni en mesure de l'accorder. Ce fut peut-être là le principal motif de l'inimitié de l'archevêque Adolphe contre la maison des Waiblingen. Après de longs refus, il se décida enfin à prêter serment de fidélité au jeune fils de Heinrich VI, mais sans doute se réservant de le rompre aussitôt que cela serait nécessaire ou avantageux. Et, après la mort de Heinrich, ce fut ce même archevêque Adolphe, lui seul, qui installa Otto IV comme

roi en opposition à Philippe le Waiblingen, fils de Friedrich I[er]. Et depuis ce temps l'archevêché de Cologne avait été livré à de tels désordres, à de si grands déchirements, que son duché en Westphalie et dans l'Engern n'avait jamais pu devenir une vérité, étant resté à l'état de pure prétention.

Maintenant eut lieu la reconnaissance de la souveraineté territoriale de tous les princes dans le Teutschland, d'abord des princes ecclésiastiques, bientôt aussi des séculiers. Cette souveraineté, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, ne pouvait convenir à personne, sinon aux princes eux-mêmes; car par là s'abolissait dans le monde du vasselage l'ancienne égalité, et ceux qui dans ce temps n'étaient distingués ni par des honneurs et des dignités, ni par de grandes possessions, étaient privés de l'espoir qu'avait entretenu jusqu'alors même le dernier membre de l'ordre féodal de s'élever aux premiers degrés par des services ou par l'exploitation habile de circonstances favorables; l'hérédité repoussait chacun, et le fixait sur le point où il se trouvait. Le changement le plus blessant, en effet, pouvait être celui des anciens libres qui s'étaient crus établis en sûreté sur leurs patrimoines, et n'avaient trouvé de consolation et d'appui dans leur pauvreté que par la conscience de n'avoir d'obligations envers personne, sinon envers l'empire; maintenant ils durent craindre que la liberté, ce dernier bien qui faisait leur orgueil, ne leur fût arrachée sous le pouvoir d'un petit seigneur territorial. Dans toutes les provinces teutsches l'on se résigna au changement, parce que personne ne pouvait aider à la résistance, et que chacun craignait, en hasardant de l'opposition, de perdre ce qu'il avait. L'on supprima le bouclier qui était dressé légalement pour chacun, ou l'on essaya d'en acquérir un quand on n'en avait pas. Il en fut autrement en Westphalie. Là, aucun prince, spirituel ou temporel, n'était assez puissant pour inspirer des craintes aux libres et aux petits vassaux qui faisaient cause commune, et libres et petits vassaux se tenaient là plus serrés que partout ailleurs; mais la puissance ducale manquait absolument. Un grand mouvement ébranla donc toute la Westphalie, pour l'empire, pour l'ancienne liberté. Si le commencement et l'extension ne peuvent en être signalés d'après les relations, le rapprochement des choses et la manifestation de faits ultérieurs peuvent à peine laisser du doute à ce sujet.

Dans ce pays, les princes ecclésiastiques comme les princes laïques ne négligèrent pas plus que ceux des autres contrées de faire valoir par tous les moyens le pouvoir de souverains territoriaux qui leur était attribué, ou du moins ne pouvait plus leur être refusé, et commencèrent surtout à former de nouveaux tribunaux spéciaux dont ils instituèrent les juges, comme eux-mêmes avaient reçu en effet ou auraient dû recevoir l'investiture du roi. Le nom de ces juges était gografs, et le ressort de chacun s'appelait gografschapt. Sans aucun doute des scabins furent aussi institués par les princes. Ces innovations déterminèrent, à ce qu'il paraît, la réunion des libres et des arrière-vassaux; non pas de tous, parce que beaucoup s'attachèrent aux nouveaux seigneurs territoriaux, mais des plus énergiques, des plus capables, des plus actifs, des plus loyaux, qui mettaient les bonnes mœurs et la simplicité des pères à plus haut prix que la faveur incertaine des cours princières. Leur ligue fut sans doute confirmée, suivant l'usage de ce temps, par un serment de ne pas s'adresser aux tribunaux des seigneurs territoriaux pour les causes où il s'agirait de l'honneur, du corps et de la vie (2), mais de former eux-mêmes une justice devant laquelle ils voulaient donner et recevoir les décisions sur leurs droits. Le droit et la procédure devaient être tels que les avaient transmis les pères, ou, suivant le langage de cette époque, selon que tout avait été ordonné et institué par Karl le Grand. Le nombre des hommes qui se réunirent d'abord fut sans doute très-faible; mais bientôt l'union s'accrut, ainsi qu'il arrive ordinairement quand un sentiment existe dans tous et tend à préparer les mêmes dispositions dans beaucoup d'esprits, et elle acquit des adhérents dans toutes les parties de la Westphalie. Et comme ces confédérés ne faisaient pas d'opposition aux princes, et se montraient même, en dehors de leurs intérêts communaux, de bons et loyaux sujets, ils parvinrent à dissimuler assez longtemps leur association aux yeux des princes.

Aux nouveaux tribunaux des confédérés, dont l'introduction paraît avoir été d'ailleurs facilitée par le parti que l'on tira des anciens *cent-gerichte* (tribunaux de centaines [de familles]), l'on appliqua un nom connu

revêtu d'une signification nouvelle. On les appela tribunaux francs, ou francs-siéges, par opposition aux *gogerichte* des seigneurs territoriaux; car les villes qui se défendaient contre le pouvoir des seigneurs, et les villages qui s'y dérobaient, s'appelaient villes et villages libres. Ces cités ne voulaient pas se séparer de l'empire ou de l'empereur, et prétendaient seulement ne pas souffrir l'action des princes comme souverains territoriaux. Leurs tribunaux furent désignés aussi par l'épithète d'impériaux, et le droit qu'ils appliquaient était appelé droit de l'empire; et il ne pouvait guère en être autrement, puisqu'ils le faisaient venir de Karl le Grand, le fondateur de l'empire. Le président du tribunal s'appelait franc-comte; les assesseurs étaient nommés francs-scabins; et le ressort de juridiction franc-comté; le tout dans le même sens. Il n'y a pas de doute que dès le commencement, ou peu après leur formation, les tribunaux reçurent aussi le nom de *fem-gerichte* (5); mais il n'est guère possible de savoir par quelle raison; car, ainsi qu'on l'a déjà dit, la signification de ce mot n'a pu être déterminée avec certitude: il en est à peine resté trace dans notre langue. Il n'est pas invraisemblable que le mot vienne du latin *fama*, et par conséquent indique la renommée dont jouit un homme. Si cette explication, quelque forcée qu'elle puisse être, était pourtant juste, les francs-tribunaux auraient fixé la *fem* de l'accusé et trouvé les éléments du jugement d'après tout ce que le comte et les scabins savaient eux-mêmes sur un membre de l'association. Ce qui paraît encore confirmer cette hypothèse sur cette procédure à l'origine, c'est que probablement les francs-comtes et les francs-scabins formaient une association morale, et devaient chercher à éloigner d'eux tout sujet indigne, à exclure même quiconque avait un mauvais renom: car ils ne paraissaient pouvoir se maintenir et légitimer leurs efforts que par une moralité sévère, et de tout candidat aspirant à entrer dans leurs rangs, ils exigeaient la preuve qu'il jouissait de l'estime publique. La *verfemung*, mot par lequel on exprima la condamnation d'un accusé, ne fut peut-être d'abord qu'une expulsion de l'union, un rejet hors des rangs des confédérés; une déclaration du comte et des scabins, devant Dieu et sur leur conscience, que l'homme était sans honneur, et par conséquent indigne de l'association. Des tribunaux pacifiques peuvent bien aussi, dès l'origine, avoir été nommés tribunaux libres, parce que, sans jouir d'autorité publique, ils étaient tenus silencieusement d'après un accord entre les confédérés. Par la même raison, et aussi parce qu'il était dans l'essence d'une telle justice que les dénonciations de certains confédérés, les opinions en général, les motifs sur lesquels reposait leur décision, ne fussent pas connus, peuvent avoir été donnés les noms de justice secrète, de ban secret, de *verfemung*. Et comme à cause de cela les membres de la *fem* seuls pouvaient être informés des actes des tribunaux, de leurs motifs et de leur procédure, on était bien près de les appeler les *wissenden*, dénomination à laquelle contribua peut-être cette circonstance, que les membres de la *fem*, quand leur nombre s'accrut, adoptèrent des mots d'ordre secrets et des saluts de reconnaissance. Dans le progrès du temps, l'on put bien aussi attacher au nom de *wissenden* l'idée d'intelligence, de lumière et de sagesse, d'autant plus facilement que les francs-comtes et les francs-scabins avaient de belles occasions de faire des expériences, d'être mis beaucoup mieux que d'autres au courant de l'état de la société, et de se rendre plus propres aux affaires.

Toutefois cette action secrète ne put échapper longtemps à l'attention des seigneurs du pays; mais, quand ils en firent la découverte, ils étaient peut-être en de grands embarras; car alors, à ce qu'il paraît, l'association avait pris une si grande extension, le nombre des membres de la *fem* ou des *wissenden* s'était accru à un tel point, parmi eux étaient entrés des hommes des *freyen* libres et des vassaux de si grande importance, que les princes du pays durent hésiter à faire une tentative pour supprimer violemment les francs-tribunaux et briser la ligue. Eux-mêmes étaient de trop petits princes, et trouvaient dans leurs feudataires trop peu de ressources pour une telle tentative, et, d'après la situation de l'empire et le manque d'ensemble de leurs ressources, ils ne pouvaient attendre d'assistance de l'empereur ou de l'empire, ou même de quelques princes plus puissants en dehors de la Westphalie. Ils n'avaient donc qu'à laisser subsister les francs-tribunaux, et à les reconnaître, sinon officiellement, au moins par le fait.

Dès ce moment changea la situation des

fem-gerichte. Le cercle de leur action antérieure fut rompu, et ils se virent obligés de modifier leur institution, d'adopter une nouvelle procédure. Habitués jusqu'alors à ne prononcer que sur des *wissenden*, d'après l'ancien principe qui faisait juger les pairs par les pairs, désormais ils reçurent aussi l'opinion des *nichtwissenden;* car ces *nichtwissenden* aimaient mieux chercher justice auprès d'hommes libres, honorables et indépendants, qu'auprès des tribunaux des seigneurs, qui n'étaient pas encore bien éprouvés, qui d'ailleurs, par leur nature, ne pouvaient mériter une confiance particulière. Les *fem-gerichte* ne repoussèrent pas la confiance, ne tentèrent même pas une seule fois peut-être de s'y dérober, attendu que du côté des seigneurs territoriaux nul obstacle ne leur était opposé. Les limites d'un franc-comté s'étendirent ainsi, et plusieurs francs-siéges furent érigés; mais à côté de la chose secrète se forma aussi une sorte de droit public, qui donnait une direction à l'homme ignorant cherchant justice auprès du franc-tribunal. Devant cette autorité, il devait élever ses plaintes, produire ses preuves ; elle prononçait sur ses réclamations. Et quand de ces procédures, suivies absolument comme par les autres tribunaux, il ressortait que la cause était une question weimique (*fem-frage*), qu'il y avait un délit, l'affaire était renvoyée à la juridiction secrète pour y être décidée suivant le droit weimique. Maintenant la *verfemung* reçut une autre signification. Quoique limitée à la Westphalie, elle devint une véritable déclaration de mise au ban de l'empire, et même la *verfemung* fut plus dure et plus rigoureuse que cette condamnation solennelle. L'infortuné qui en était frappé était abandonné à son destin, et, s'il ne se trouvait personne qui voulût exercer de vengeance sur lui, ou lui arracher la vie, alors seulement il pouvait échapper, et conservait l'espoir que la condamnation, dans le cas où il ne pourrait en obtenir la révocation avec le temps ou à l'aide de changements dans les circonstances, tomberait en oubli. Les *fem-gerichte*, qui avaient à craindre que leurs sentences ne devinssent des sujets de moquerie si elles restaient sans effet, ou plutôt si le mot et le fait n'étaient pas une seule chose, tenaient à ce que leur sentence déterminât la mort de suite, ou aussitôt que possible, et imposaient l'obligation de l'exécuter à tous les membres de la *fem*, quelque lieu qu'ils habitassent.

Les francs-tribunaux se constituant de la sorte, et agrandissant leur sphère d'action, formèrent nécessairement de plus en plus un centre d'opposition à la puissance souveraine des princes. Mais, pour que ces tribunaux parussent émaner également de la souveraineté territoriale, et en même temps aussi dans l'espoir d'obtenir sur eux peu à peu de l'influence par le progrès du temps, les princes cherchèrent à être reconnus comme seigneurs de siéges (*stuhl-herrin*) et à donner l'investiture aux francs-comtes. Mais bientôt aussi l'archevêque de Cologne commença à parler de son pouvoir ducal en Westphalie, et, en conséquence de ce pouvoir, réclama la haute inspection sur tous les tribunaux de ce pays, aussi bien que sur les francs-comtés et les francs-siéges.

Il demanda à donner l'investiture de la juridiction de la *fem*, soit aux seigneurs territoriaux, soit aux francs-comtes. Quant à la juridiction criminelle, au-dessous de laquelle les francs-tribunaux devaient juger, l'empereur seul pouvait la conférer, soit immédiatement, soit par des fondés de pouvoir. Les seigneurs territoriaux, et l'archevêque de Cologne comme duc en Westphalie, sollicitèrent donc auprès de l'empereur la collation de la juridiction supérieure. Pour les *fem-gerichte*, faute de relations, il n'est guère possible de fixer le moment où cela se passa. Dans les temps postérieurs, un franc-comte, en faisant partir la fondation des francs-tribunaux de Karl le Grand, invoqua aussi les empereurs Heinrich et Friedrich; mais la seconde invocation n'a peut-être pas beaucoup plus de valeur que la première, et doit seulement signifier que tout ce qui existait dans le XVe siècle datait déjà de très-loin. Dans tous les cas, il est certain que les empereurs accédèrent avec empressement aux désirs des seigneurs territoriaux et des archevêques, parce que plus leur pouvoir était faible, plus ils cherchaient à en conserver l'ombre, quand on se montrait disposé à le reconnaître. Ainsi ils conférèrent l'investiture demandée, tantôt immédiatement, tantôt par l'archevêque de Cologne; et les francs-comtes ne purent se refuser désormais à recevoir aussi l'investiture, attendu qu'ils n'étaient pas en état de légitimer la franchise attribuée par eux-mêmes à leurs tribunaux qu'en les montrant placés sous

l'empereur et sous l'empire. Depuis lors ils les nommèrent francs-tribunaux du Saint-Empire, et en même temps aussi tribunaux de l'empire, et les appuyèrent sur la juridiction suprême, au moins pour les cas de haute importance.

Ce nouveau changement eut de grandes conséquences. D'un côté furent ouvertes aux francs-tribunaux les voies à une action immense et à une influence incalculable; de l'autre furent jetées dans leur sein des semences de ruine qui ne furent que trop cultivées.

Les francs-tribunaux s'attachèrent fermement à ce principe qu'en Westphalie seulement, sur la terre rouge, ils pouvaient être érigés et maintenus; et, ce principe, ils le défendirent contre les grands et les plus puissants; mais ils accordèrent à beaucoup d'hommes hors de la Westphalie, dans un cercle toujours plus étendu, peu à peu dans tous les cantons du Teutschland, l'entrée de l'association et l'accès parmi les francs-scabins ou les *wissenden*. Et de même que s'élargissait chaque jour davantage l'association des francs-scabins, ainsi s'étendait leur juridiction sur toutes les contrées qui étaient comptées parmi les dépendances de l'empire ou placées sous le nom impérial (3). Tous les attentats contre l'honneur, le corps et la vie, sur quelque point de l'empire qu'ils fussent commis, devaient être soumis à l'enquête et à la décision des francs-tribunaux, qui n'hésitaient nullement à prononcer la sentence, ayant dans les francs-scabins (les *wissenden*) un pouvoir exécutif, et chaque jour ils faisaient moins de distinction entre les coupables. Les grands et les plus hauts personnages, jusqu'aux seigneurs territoriaux, furent mandés devant le franc-tribunal impérial comme les plus petits, et les premiers n'avaient pas moins à craindre que les autres une condamnation à la corde. Enfin les francs-tribunaux, dans une telle situation, ne se faisaient pas scrupule non plus de décider en matière civile, mais seulement lorsque les affaires offraient quelque côté par lequel elles pouvaient rentrer dans les questions weimiques (*femfruge*); par exemple, si justice était refusée à un homme du ressort des tribunaux seigneuriaux, à cause du rôle qu'aurait voulu jouer le seigneur, ou si la cause était détournée, ou bien encore si une décision unique était prononcée. Ainsi le *fem-gerichte* se posa en cour supérieure d'appel pour l'empire, ou se nomma le franc-tribunal suprême du Saint-Empire, et fut reconnu comme la première autorité judiciaire par les empereurs eux-mêmes.

Mais, tandis que les tribunaux westphaliens parvenaient à ce pouvoir presque prodigieux, peu à peu se remuait et s'ouvrait le sol sur lequel ce pouvoir reposait. Les francs-comtes et les francs-scabins, fiers de leur autorité, n'eurent sans doute pas toujours la prévoyance obligée, et n'observèrent pas la modération nécessaire. En excitant la crainte, ils inspirèrent aussi des ressentiments, de la haine et de l'envie; et pourtant ils étaient flattés par les grands et par les petits; on recherchait leur faveur. Tous ne se tinrent pas fermement à l'ancienne rigueur, tous ne se montrèrent pas insensibles aux trésors et aux joies de ce monde. De grands seigneurs, des princes, des empereurs même, entrèrent dans la réunion secrète des *wissenden*, et s'imposèrent aux francs-comtes en Westphalie. Et l'association de tant de seigneurs puissants agit d'une manière destructive sur la législation, mais plus funeste encore sur l'administration de la justice, parce qu'elle ruinait l'indépendance et l'impartialité, usant d'une certaine souplesse envers les grands, et d'une sorte d'orgueilleux dédain envers les petits. L'entrée des princes et des seigneurs territoriaux dans la réunion des *wissenden* eut rarement lieu dans des vues loyales. Les empereurs se félicitèrent peut-être que la *verfemung* fût prononcée en leur nom, quand eux-mêmes n'étaient plus en état de faire valoir la mise au ban de l'empire; les princes, au contraire, devaient avoir une horreur d'autant plus grande pour les francs-tribunaux, que ces autorités devenaient plus puissantes. Les décisions sur leurs sujets, rendues par des autorités extérieures, devaient les blesser d'autant plus cruellement que leur souveraineté territoriale se formait et s'affermissait davantage. Eux-mêmes se voyaient aussi soumis aux *fem-gerichte*; il leur fallait même prêter la main à l'exécution de la *verfemung;* ils étaient atteints par la *verfemung* s'ils se rendaient coupables d'actions criminelles; et quand une telle sentence les frappait, leurs sujets étaient excités à la désobéissance, à l'opposition, à l'insurrection. Il est donc vraisemblable qu'ils n'entrèrent dans la réunion des *wissenden* que pour s'emparer du secret, pour

reconnaître la force, pour examiner les points par lesquels ils pourraient plus facilement et plus efficacement la dominer; et bientôt sans doute il apparut que les *fem-gerichte*, nés de la confiance générale et grandis par elle, pouvaient être anéantis, seulement si l'on parvenait à exciter contre eux l'opinion de toutes les classes.

Dans le fait, il est à regretter qu'une histoire des *fem-gerichte* ne puisse être tirée de la conscience même des *wissenden;* beaucoup de points sans doute seraient considérés sous un autre aspect que maintenant. Il est présumable que des francs-comtes se rendirent coupables isolément de grandes inconvenances, se livrèrent à de graves abus, commirent de redoutables usurpations; mais ces actes ont été représentés comme poussés à des degrés inadmissibles; et l'homme qui s'efforce de rester impartial dans son jugement sent une juste défiance s'élever dans son esprit. Le cri d'indignation contre les *fem-gerichte* a fini par devenir si général, que cette unanimité même éveille des doutes. Beaucoup de calomnies circulèrent, en partie répandues par ceux qui avaient éprouvé la rigueur de la *fem*, ou qui en avaient vu les résultats, pour leur douleur et leur honte, en partie par ceux auxquels il importait de détruire cette justice. Peut-être aussi les francs-tribunaux furent irrités de l'immixtion des princes et des rois; des entraves qui leur étaient imposées par les papes et par les empereurs; des altérations, présentées comme améliorations, auxquelles ils furent réduits; des imitations de leur procédure dans les tribunaux des princes et des villes, au moyen desquelles les opinions étaient jetées dans la confusion; des attaques qu'il leur fallait subir de tous les points, et qui formaient un contraste frappant avec les éloges antérieurs. Poussés à bout par tous ces faits et par d'autres encore, des francs-comtes et des tribunaux entiers arrivèrent peut-être à penser que leur autorité ne pouvait plus être conservée par des concessions, mais par la fermeté et un accroissement de rigueur; et dans cette vue, par indignation et par colère, ils purent bien dépasser les bornes en deçà desquelles ils avaient conservé sinon l'adhésion des contemporains, au moins l'estime et l'admiration de la postérité. Mais la conduite atroce de quelques comtes et de quelques tribunaux ne dénonce pas l'esprit de toute l'association, et ne peut déterminer le jugement à prononcer sur elle; car la question à laquelle on ne peut répondre d'après les relations reste toujours : si ces comtes et ces tribunaux n'avaient pas été des instruments dans la main de ceux qui visaient à la ruine de la *fem-gerichte*, plutôt que les auteurs de sa dissolution intérieure.

Quoi qu'il en soit, que les *fem-gerichte* aient été victimes de passions et de manœuvres étrangères, et n'aient disparu que devant une puissance supérieure, ou bien qu'ils aient succombé à leur propre corruption intérieure, il est certain qu'ils ne périrent pas avant qu'un nouvel esprit fût arrivé à la vie, et qu'un puissant mouvement se fût manifesté dans l'Église et dans l'État; avant d'avoir eux-mêmes agi fortement pendant deux ou trois siècles sur la vie du peuple teutsch, et d'avoir accompli une grande mission. Ils avaient vengé et prévenu beaucoup de crimes; ils avaient procuré aux pauvres et aux faibles délaissés plus de sécurité que l'on n'en aurait trouvé sans eux; ils avaient contenu maints grands seigneurs, alors que la condamnation prononcée par l'empereur était dédaignée, que les anathèmes pontificaux n'étaient plus redoutés; ils avaient formé un second boulevard contre l'envahissement du droit romain, et procuré au peuple teutsch le temps de mûrir assez pour que ce droit lui fût moins nuisible; ils avaient fait sentir aux princes teutschs qu'il était nécessaire de s'occuper d'une meilleure administration de la justice dans leurs domaines; enfin ils avaient rappelé la pensée du Saint-Empire, de la nation teutsche, de la nécessité d'une justice de l'empire, à une époque où personne ne paraissait plus songer à l'empire. Et par là ils ont stimulé l'esprit national, maintenu et nourri dans tous les Teutschs le désir de la réunion pour la défense commune, le droit et la science. De tels services ne doivent être oubliés ni dédaignés par personne.

CHAPITRE VIII.

LES STEDINGERS. — CROISADE CONTRE EUX.

L'an 1235.

Il reste encore à parler de deux faits qui se produisirent dans le temps où Friedrich II,

poursuivant d'autres projets, laissait tomber avec une entière indifférence la puissance impériale dans le Teutschland dans une décadence complète; de deux faits qui ne furent pas sans rapports avec les événements de Saxe déjà racontés, ni sans influence sur eux; qui, remarquables en eux-mêmes, peuvent servir de témoignages sur ce temps, ainsi que sur l'esprit et les dispositions du peuple teutsch; dont le premier montre que l'amour de la liberté et la force de combattre et de mourir pour elle n'étaient pas encore éteints dans le cœur des Teutschs.

Le premier événement est la lutte des Stedingers contre des princes qui s'efforcèrent de les assujettir, et contre les abus du pouvoir sacerdotal.

Les Stedingers habitaient sur les deux rives du Weser, au-dessous de Bremen, à peu près depuis l'embouchure de l'Ochte jusque par delà la Hunte, s'écartant, à quelques milles plus loin, des deux rives, sans que les limites puissent être bien exactement déterminées. Les bords de la vallée du Weser, qu'ils occupaient, avaient été, dans les temps reculés, pour la plus grande partie, tantôt mer et tantôt terre, selon que le flux et le reflux faisaient monter ou baisser ce fleuve. Avec des efforts prodigieux, leurs pères, comme leurs voisins répandus au-dessous d'eux sur le Weser, le long de la mer et de l'Elbe, avaient élevé, en des temps inconnus, de grandes digues appelées *Deiche*, pour marquer au fleuve un lit plus étroit et plus fixe. Ainsi avait été gagné un pays qui sur chaque rive, jusqu'au terrain sec, pouvait à peine avoir un mille de largeur, et qui offrait plutôt l'aspect d'un marais que d'un sol affermi. Mais, par de nouveaux efforts, ils avaient coupé ce marais par de nombreux fossés, de sorte qu'il se partageait en une quantité de petits carrés; et ils avaient construit à travers les digues des écluses qui, au temps du flux, empêchaient les vagues d'entrer dans le fleuve, et, au moment du reflux, ouvraient passage aux flots qui sortaient des fossés et des petites rivières, pour aller au fleuve et à la mer. De la sorte le marais était mis à sec, au moins à l'époque de l'été, et le pays était devenu une plaine basse extrêmement fertile. Si l'entretien des digues, des fossés et des écluses, resta une charge très-onéreuse, réclama de grands soins et de fortes dépenses, les frais et les peines furent amplement récompensés par les abondantes récoltes de la terre, surtout par les profits de l'élève des bestiaux.

Les Stedingers eux-mêmes, placés sur les limites des Saxons et des Frisons (1), ont été considérés tantôt comme Saxons, tantôt comme Frisons. L'incertitude pouvait naître d'autant plus facilement, qu'il devait être en effet très-difficile d'établir une différence bien nette entre la Frise et la Saxe. Toute la distinction que l'on croit avoir découverte ne peut venir que de la situation des pays, des occupations et des rapports politiques. Mais, si l'on attache quelque valeur aux relations des écrivains romains, d'après lesquelles les Frisons demeuraient à l'ouest de l'Ems, et les Chauques, au contraire, ancêtres des Saxons, à l'est, il paraît hors de doute que les Stedingers étaient des Saxons. Mais, avec le progrès du temps, des Frisons peuvent aussi s'être établis parmi les Saxons; car, exercés par leur longue lutte contre la mer du Nord, et confiants dans leur habileté supérieure à se défendre contre les attaques des flots, les Frisons avaient fini par ressentir une véritable passion pour ces sortes de combats et de périls, et se rendaient volontiers là où il s'agissait de disputer et d'arracher du terrain à leur vieil ennemi. Des hommes de la Frise enseignèrent peut-être aux Saxons, leurs voisins, l'art des constructions maritimes, et reçurent en récompense de leurs services une partie des terres conquises sur les flots. Les Stedingers, comme les Frisons, étant parvenus dans les séelandes à se défendre dès les premières temps contre l'invasion du système féodal, purent bien ensuite, quand le danger devint plus grand et qu'ils se virent le plus exposés, se rattacher à la ligue des sept Séelandes de la Frise, ainsi que d'autres cantons voisins. Les plus proches du péril étaient surtout les Stedingers orientaux, sur la rive droite du Weser, les Osterstaders; et ils adhérèrent à l'union frisonne, quoique leur espérance d'appui et de secours ne se réalisât pas aux jours de détresse. Les Stedingers du côté gauche du Weser, confiants dans leur ancienne fortune, dans la nature de leur pays et dans leurs propres forces, paraissaient avoir cru que leurs bras suffiraient à défendre leur liberté. Ils restèrent donc en dehors de toute ligue, dans une pleine indépendance; et lorsque les désastres éclatèrent sur les communes du Midi, alors seulement les

communes du Nord se rallièrent au canton voisin de Rustringen, appartenant à la Frise. Mais toutes ces choses étaient bien propres à jeter de la confusion, et à faire douter si les Stedingers étaient Saxons ou Frisons. Dans tous les cas, les Stedingers, comme les Frisons libres, vivaient, selon les mœurs antiques des Teutschs, dans la simplicité et la vertu ; la religion chrétienne elle-même n'avait eu d'autre influence sur les rapports sociaux que de rapprocher peut-être les hommes. Le sort des serviteurs, qui ne fut jamais dur, put être encore adouci d'autant plus que le nombre en était plus restreint. Les *Liten*, sauf les cas de composition et d'amende, paraissent avoir été à peu près sur le même pied que les hommes libres. Ceux-ci en général étaient égaux en droits ; la propriété territoriale faisait seule une distinction passagère entre les pauvres et les riches, entre les *Athelingen* et les *Frilingen*. Les fonctionnaires jouissaient du pouvoir nécessaire et des avantages convenables, et le prêtre se voyait entouré du respect qu'il avait droit de réclamer, si lui-même, en administrant les sacrements, respectait et ménageait les mœurs et les usages du pays. Au reste, le nom des Stedingers n'apparut dans l'histoire que vers le dernier quart du XIIe siècle. Le petit pays n'attira pas l'attention des historiens avant que de grands seigneurs n'essayassent d'arracher aux habitants la liberté qui les rendait heureux (2).

Il ne manquait pas de princes ecclésiastiques et séculiers pour convoiter le pays des Stedingers, et ils savaient produire leurs prétentions. Cette diversité de réclamations de la part de prêtres et de laïques facilita aux Frisons les moyens de maintenir longtemps leur liberté au milieu des plus violentes secousses. Tous les pays teutschs étaient entrés dans la subdivision de l'empire en cantons par Karl le Grand, et avaient reçu leurs comtes pour l'administration de la justice. Heinrich IV avait conféré à son favori, le magnifique archevêque Adelbert de Bremen, le comté de Frise, et les empereurs ses successeurs avaient fait des collations ou distribué des promesses sur lesquelles pouvaient s'appuyer des prétentions. Mais l'histoire des Stedingers est obscure, ou plutôt ils n'en ont pas ; tout au plus se sont conservés quelques souvenirs, qui ont pris la forme de traditions, pour s'entourer ensuite d'une apparence historique dans le XVe siècle. Tout est resté incertain, et il semble que la liberté des Stedingers fut sauvée contre les tentatives qui purent être faites pour l'étouffer. Mais au temps où Heinrich le Lion, engagé dans un débat contre l'empereur Friedrich, n'était plus en état de maintenir l'ordre par la terreur de son nom et de ses armes, les comtes voisins, surtout ceux d'Oldenbourg, se livrèrent à de nouvelles tentatives contre les Stedingers ; car il devait être d'une grande importance pour les comtes d'Oldenbourg de réunir sous leur domination l'embouchure de la Hunte et le Weser. Mais les vassaux qu'ils chargèrent de cette mission la remplirent avec une maladresse extrême.

Pleins de mépris pour les gens du pays et d'ardeur pour le service de leur seigneur, ils s'immiscèrent violemment dans les affaires intérieures des Stedingers, construisirent des forteresses contre eux, et de ces repaires se portèrent à toute sorte d'actes de violence, osant même outrager les femmes et les jeunes filles. Irrités de ces attentats, les Stedingers établis entre la Hunte et l'Ochte, qui étaient plus immédiatement placés sous les coups des Oldenbourgeois, se levèrent, à ce qu'il paraît, au moment où l'on prononçait sur le sort du duché de Saxe, et, le fer et la flamme à la main, tirèrent une sanglante vengeance de leurs oppresseurs. Les forteresses furent détruites, et les feudataires furent chassés ou massacrés. Ensuite des retranchements furent élevés ; tous les Stedingers se retirèrent dans les villages derrière leurs digues, et les hommes riches construisirent des maisons bien fortifiées, qui aux jours de danger devaient servir de refuge et de défense. Dès ce moment les Stedingers paraissent ne plus avoir payé la dîme à l'église de Bremen, soit qu'ils eussent soupçonné l'archevêque de participation aux tentatives d'oppression contre eux, soit que les débats qui s'élevèrent au sujet du siége de Bremen eussent empêché la levée de cet impôt.

Ensuite les Stedingers restèrent un demi-siècle à l'abri des attaques, en partie à cause de la confusion où étaient l'empire, la Saxe et l'archevêché de Bremen, en partie aussi parce qu'ils n'étaient pas encore regardés comme mûrs pour l'assujettissement. Ils se trouvèrent donc en sûreté, et leurs forces étaient en bien haute estime, puisque personne n'entreprit de les briser. Toutefois, en 1207, l'archevêque

Hartwich II fit une expédition contre les Stedingers, mais seulement pour arracher une somme d'argent. L'on n'en vint pas aux mains. Cette circonstance entretint peut-être encore les Stedingers dans leurs illusions; car, deux ans plus tard, lorsqu'après la mort de Hartwich, Hambourg et Bremen firent chacun un choix différent pour l'archevêché, ils se laissèrent entraîner à prendre parti pour l'homme que Bremen avait élu, et que le pape avait rejeté, le Danois Waldemar, antérieurement archevêque de Schleswig, en opposition au candidat de Hambourg, au prieur Burchard; et ils se tinrent encore du côté de Waldemar, lorsqu'après la mort de Burchard, le pape Innocent III nomma lui-même un archevêque, Gérard Ier, comte de la Lippe, jusqu'alors évêque d'Osnabruck. Dans la guerre entre Waldemar et Gérard, ils se montrèrent vaillants champions; ils emportèrent quelques forteresses et en menacèrent d'autres; mais en même temps ils se signalèrent au ressentiment de Rome, qui, si elle pardonne, n'a guère coutume d'oublier. Sans doute ils avaient aussi attiré sur eux la colère de plusieurs princes, en particulier des comtes de la Lippe, tout en conservant pour ennemi constant, suivant la nature des choses, le comte d'Oldenbourg. Ils finirent par délaisser l'archevêque Waldemar, après l'avoir défendu pendant six ans, et, s'étant tournés du côté de son adversaire quand Bremen se fut aussi détaché de Waldemar, ils expulsèrent celui-ci de son siége. Mais ce changement peut être interprété à leur désavantage. Par quelques motifs qu'ils fussent amenés à cette évolution; qu'ils redoutassent le pape Innocent, qui avait tenu son concile général avec un grand éclat, ou que la retraite de l'empereur Otto IV, qui avait été allié de l'archevêque Waldemar, les déterminât aussi à reculer, ou bien que d'autres causes secrètes agissent sur leur résolution, il est certain que leurs ennemis, qui haïssaient leur liberté et aspiraient à les dompter, crurent avoir découvert en eux des parties faibles. En effet on trouve déjà dans leurs luttes pour Waldemar des traces de corruption et de trahison (3).

Cependant il s'écoula encore une suite d'années avant que tombassent sur les Stedingers les malheurs qui s'étaient préparés contre eux. Friedrich II quitta le Teutschland, l'autorité royale s'évanouit; les événements dont il a été fait mention indiquaient la décadence de l'empire; enfin la souveraineté territoriale des princes fut proclamée, et chacun des seigneurs chercha, selon les occasions, à étendre ses domaines, à fonder son pouvoir. Au moment où ils se livraient à de tels efforts, les princes ecclésiastiques ou séculiers devaient sans doute se sentir gênés par la liberté des Frisons, qui était comme un modèle à suivre placé sous les yeux des Saxons; mais ils avaient encore plus de haine pour la liberté des Stedingers: car les Frisons s'étaient tenus paisibles dans leurs limites; les Stedingers, au contraire, s'étaient immiscés dans les querelles des princes, et avaient conservé une force qui ne paraissait propre qu'à provoquer à la résistance, qui montrait la valeur de la liberté. En effet, un historien de ce temps remarque que les Stedingers avaient excité l'admiration au loin comme dans leur voisinage, et qu'une immense quantité d'habitants du pays étaient animés du désir de les imiter. D'autant plus ardent devait être le désir de mettre sous le joug cette masse orgueilleuse, vaillante et téméraire. Mais en même temps les princes voisins devaient éprouver une certaine inquiétude les uns à l'égard des autres, car chacun aspirait à saisir le pays, et nul ne voulait arriver trop tard.

L'archevêque Gérard II de Bremen, neveu de Gérard Ier, jadis prieur de Paderborn, qui depuis l'an 1219 était sur le siége de Bremen, fit la première tentative en 1229. Et il ne manquait pas de prétextes. Un prêtre avait été massacré dans le pays des Stedingers, et vengeance devait être tirée de ce crime. Mais, d'après une relation postérieure, ce prêtre, mécontent de la faible rétribution donnée par une femme au confessionnal, lui avait mis dans la bouche, à la sainte table, au lieu de l'hostie consacrée, la pièce de monnaie par elle offerte; et la plainte du mari de cette femme, irrité d'une telle offense sacrilége, n'ayant trouvé aucun accueil, cet homme avait cru devoir venger par le meurtre du prêtre l'outrage fait à sa femme et la profanation du saint des saints. Néanmoins l'archevêque Gérard réclama satisfaction, et lança de terribles menaces dans le cas où elle lui serait refusée. On osa pourtant la refuser; car les parents de l'homme et de la femme avaient conseillé l'acte, et tous les Stedingers l'avaient

trouvé juste. Alors l'archevêque réunit une puissante armée, et son frère, le comte Hermann de la Lippe, en prit le commandement. Les Stedingers attendirent l'ennemi avec confiance, et, l'attaque ayant eu lieu le jour de la naissance du Seigneur, ils remportèrent une victoire éclatante. Le comte Hermann périt, et sa chute jeta un tel désordre dans l'armée, qu'elle se livra à une fuite honteuse. Dès lors une trêve n'était plus possible. Saisi de douleur et de honte, transporté de rage, Gérard pensa que tout était permis contre de tels ennemis; aussi n'hésita-t-il point à employer, sans pudeur ni pitié, tous les moyens qui se présentèrent.

Probablement il prononça aussitôt l'excommunication sur les criminels Stedingers, qui avaient osé résister et immoler son frère dans l'action. En conséquence tous les prêtres et tous les moines quittèrent le pays, envers lequel, par sympathie pour l'archevêque et à cause du meurtre d'un prêtre, ils avaient sans doute déjà montré des sentiments hostiles; et il est bien possible que dans leur fuite ils n'aient pas toujours été traités modérément par les Stedingers. Ces gens cherchèrent alors, par nécessité, à s'arranger sans prêtres. Tout cela fournissait ample matière à des accusations, d'autant plus que les ecclésiastiques fugitifs ne négligèrent certainement pas de faire à l'archevêque une description animée de leurs souffrances, de les représenter comme un vrai martyre, afin d'être plus assurés de la faveur de l'archevêque et de celle de l'Église.

Aussitôt Gérard fit relever le fort de Schlatern, que les Stedingers avaient détruit dans la guerre précédente soutenue pour Waldemar. Il convoqua tous les ecclésiastiques et les laïques des alentours et des contrées plus éloignées contre la race sacrilége; et comme l'hérésie, depuis la lutte des Albigeois, était d'autant plus redoutée qu'elle saisissait tout autour d'elle, il représenta les Stedingers comme des hérétiques qui méprisaient l'Eglise, foulaient aux pieds ses libertés, maltraitaient, torturaient ses ministres, et de plus étaient en communication avec les mauvais esprits, s'adonnaient à la magie, et se livraient à toutes sortes de profanations et de souillures sur le saint-sacrement. Il ne manqua pas non plus d'élever des plaintes amères auprès du pape Grégoire IX, qui sur ces entrefaites était parvenu au saint-siége, et de réclamer l'excommunication générale de l'Eglise, qui dès lors, d'après les lois de Friedrich II, avait pour cortége la condamnation de l'empire. Cette activité de l'archevêque ne manqua pas son effet. Les Stedingers réussirent à détruire de nouveau le fort de Schlatern; mais ils enflammèrent encore l'irritation du prêtre. Ils paraissent pourtant avoir continué la guerre. Ces vaillants hommes, dit un écrivain contemporain, firent des attaques redoublées contre les peuples voisins, ou plutôt contre les comtes et les évêques, souvent vainqueurs, quelquefois vaincus; mais ils ne tirèrent aucun avantage durable de leurs triomphes; car les accusations d'hérésie et d'impiété soulevèrent partout les esprits contre eux, surtout ceux des grands seigneurs, qui détestaient la liberté de ces hommes simples et vaillants, et ne pouvaient pas plus souffrir leur bien-être que leur ardeur guerrière. Mais le saint-père se fit rendre compte par les trois évêques de Minden, Lubeck et Razebourg, des accusations portées contre les Stedingers; et comme sur ces entrefaites les contes répandus par les ecclésiastiques fugitifs avaient partout trouvé créance, et avaient encore été fortifiés par des bruits calomnieux, les trois honorables prélats ne se firent pas scrupule de déclarer les accusations bien fondées. Sans doute les Stedingers et leurs affaires étaient entièrement inconnus du saint-père, qui avait même de justes raisons de craindre, comme on le verra plus tard, que l'incendie à peine éteint en France ne se rallumât dans le Teutschland. Sur la plainte de l'archevêque de Bremen et sur le témoignage des trois prélats sus-nommés, il prononça la condamnation de l'Eglise sur les Stedingers, permit de prêcher la croisade contre eux, et accorda même à tous ceux qui prendraient la croix toutes les bénédictions pour le temps et l'éternité que les papes avaient coutume de promettre pour une croisade en Terre-Sainte. Cela se passait au commencement de l'année 1232.

Aussitôt des prédicateurs traversèrent tout le Teutschland septentrional, appelant les fidèles au salut de la foi, à la destruction de l'hérésie, depuis l'Elbe jusqu'à la frontière de France. Cependant ces missionnaires n'obtinrent pas à beaucoup près le succès que l'archevêque Gérard et le saint-père s'en étaient promis; car les bénédictions pour une croisade furent offertes à un faible prix. En général les hommes

des classes inférieures s'intéressèrent au sort des Stedingers, et furent amenés à de nouvelles espérances par les efforts de ces persécutés ; et même certains nobles seigneurs, placés sur le troisième ou le quatrième bouclier, purent bien s'inquiéter du redoutable abus que l'on faisait du pouvoir religieux. Mais les princes ecclésiastiques et séculiers des pays teutschs du Nord, qui avaient à craindre du préjudice de la liberté des Stedingers et des Frisons, jugèrent à propos de faire sur eux un terrible exemple, afin de les contenir et de déjouer les espérances illusoires de leurs propres sujets. Ils prirent donc la croix, poussèrent leurs vassaux sous la bannière sainte, en attirèrent d'autres encore, et la ville de Bremen elle-même se laissa gagner, et prit une part, peu active à la vérité, à l'expédition. Dans la même année 1233, une grande masse de croisés se réunit près de Bremen ; ils attaquèrent les Stedingers sur la rive droite du Weser, tandis que ceux-ci étaient menacés du côté opposé par les Oldenbourgeois, qui voulaient couper leurs communications avec les Osterstaders. L'attaque se fit sur les deux points. Une partie de l'armée croisée descendit le Weser sur des bâtiments, menaçant de percer les digues, ou dans l'intention de pénétrer en descendant des digues; l'autre portion, la plus forte, s'avança par terre. Les Osterstaders ne purent résister à ce double danger. Il paraît qu'ils tentèrent la chance du combat, mais sans succès. Les vainqueurs promenèrent partout le fer et le feu, la dévastation et l'outrage. On ne sait combien de victimes tombèrent sous l'épée, combien il en périt dans les flammes ; on ignore encore plus les mauvais traitements qui furent exercés sur les vaincus échappés à la mort; mais ce qui est certain, c'est leur assujettissement. De l'autre côte du Weser, les attaques tentées dans l'Oldenbourg échouèrent. Le comte Burchard périt avec 200 croisés, et la victoire resta aux Stedingers.

Mais ils n'eurent pas longtemps à se féliciter de leur triomphe. Au printemps suivant, le duc de Brabant, le comte de Hollande, le comte de Clèves, avec d'autres comtes et seigneurs, menèrent de grandes troupes de croisés sur le Weser; et le comte Heinrich d'Oldenbourg, qui avait à venger deux défaites, l'archevêque de Bremen, qui avait à combattre pour son propre honneur et celui de l'Église, s'étaient donné beaucoup de mouvement pour réunir de nombreux guerriers sous la bannière de la croix. De Bremen, Delmenhorst et Oldenbourg, les croisés s'approchèrent des foyers des Stedingers. Ceux-ci purent bien s'étonner de la quantité d'ennemis qui s'étaient armés contre eux en se couvrant de l'emblème sacré des chrétiens; mais ils ne perdirent pas courage, se confiant à la justice de leur cause. Les hommes héroïques qu'ils avaient élus pour leurs chefs leur rappelèrent le souvenir de la patrie et de la liberté, et les fortifièrent dans leur confiance par des allocutions ardentes. Trois surtout sont signalés : Volk de Bardenfleth, Tomino de Huntorp et Thedmor d'Agger; Ils se rangèrent en bataille à Altenesch (4) sous ces chefs le dimanche 25 juin, et cette petite troupe ne craignit point d'attendre l'attaque de la masse énorme de leurs ennemis. Les croisés fondirent sur eux avec impétuosité ; le comte de Hollande et le duc de Brabant, avec leurs troupes, menaient l'avant-garde; les autres se précipitèrent après eux. Mais les Stedingers soutinrent le choc, repoussèrent les ennemis et les poursuivirent avec la plus grande audace. Mais dans cette poursuite l'ordre ne fut probablement pas toujours observé, et de là vinrent les revers. Le comte de Clèves, qui avait tourné l'armée des Stedingers, ou s'était avancé dans la direction d'Oldenbourg, tomba tout à coup sur leurs flancs et sur leurs derrières, et décida une confusion générale. Dès ce moment la journée fut irrévocablement perdue. Les malheureux, accablés par « l'armée du Seigneur, » selon l'expression d'un vieux chroniqueur, furent percés à coups de lance, hachés à coups d'épée, ou écrasés sous les pieds des chevaux. Plus de la moitié des Stedingers restèrent sur le champ où ils avaient combattu. De ceux qui avaient essayé de se sauver, beaucoup se jetèrent dans le Weser, ne voulant pas survivre à la liberté. Le petit nombre de ceux qui échappèrent au désastre, soit par lâcheté, soit qu'ils voulussent se conserver pour de meilleurs jours, se dispersa dans toutes les directions, et trouva un accueil hospitalier chez les Frisons. *De l'armée du Seigneur*, il ne périt que neuf hommes, d'après la tradition ; mais le comte Heinrich d'Oldenbourg gisait à côté de ces neuf cadavres.

Le plus important, c'est que les Stedingers de la rive occidentale du Weser, qui avaient

osé défendre avec leurs propres forces leur liberté contre les princes seigneurs territoriaux, avaient été vaincus de même que les Osterstaders; mais ils avaient succombé avec honneur. Leur pays fut soumis en partie à l'archevêque de Bremen, en partie au comte d'Oldenbourg. De nobles chevaliers et seigneurs, qui avaient aidé à l'œuvre d'assujettissement, reçurent leur récompense en biens inféodés. Les propriétaires libres furent placés sous leur dépendance, et aussitôt qu'ils se furent résignés à cette espèce de servage, s'éteignirent les clameurs contre leur hérésie; car cette hérésie c'était l'amour de la liberté. L'excommunication prononcée contre eux fut levée, et eux-mêmes furent reçus de nouveau comme bons chrétiens dans le sein de l'Église la bonne mère (5). Les autres auxiliaires de la croisade durent, à ce qu'il paraît, se contenter du butin que le hasard avait jeté entre leurs mains, et de l'honneur d'avoir combattu dans l'armée du Seigneur pour la conservation de l'Église et de la foi. Mais tous les Stedingers n'eurent pas le même destin. Il paraît que l'assujettissement de ceux de l'ouest ne s'étendait pas beaucoup au delà de l'embouchure de la Hunte; car, plus d'un siècle encore après ces malheureux événements, un peu plus au nord, il y avait des Stedingers libres qui appartenaient au canton frison de Vastringen et aux sept Séelandes frisonnes comprises dans ce canton. Mais on ne peut guère décider s'ils appartenaient antérieurement à cette circonscription, ou si les Vastringers intervinrent en faveur de leurs voisins après le désastre d'Altenesch, et les reçurent dans leur communauté. Toutefois il n'est pas invraisemblable que les princes et les seigneurs, instruits par la journée sanglante d'Altenesch, regardèrent comme une chose grave de pousser contre eux tous les Frisons libres sous les armes, et qu'ils se retirèrent devant les représentations et les forces de ces peuples.

CHAPITRE IX.

PERSÉCUTION DANS LE TEUTSCHLAND CONTRE LES HÉRÉTIQUES. — MAÎTRE KUNRAD DE MARBOURG.

L'an 1235.

Le sort des Stedingers était lamentable, mais il résultait nécessairement de l'état des choses. Comme le pouvoir était partout dans la féodalité, que les chefs des vassaux étaient devenus seigneurs territoriaux, l'ancienne liberté du pays devait enflammer d'autant plus les haines que la nouvelle liberté des villes s'élevait plus menaçante. Si la vieille indépendance des campagnards fut encore tolérée dans les Séelandes frisonnes, cela vint de ce que personne ne se sentait encore assez fort pour l'anéantir, et parce qu'il fallait attendre l'occasion. Mais les Stedingers ont conservé un nom honorable dans l'histoire; au lieu de se soumettre lâchement, ils luttèrent avec vigueur pour l'ancien héritage de leurs pères, donnant un digne exemple à leurs descendants. Ils furent aussi et restèrent bons chrétiens. L'hérésie dont on leur fit un crime, afin d'avoir un grief contre eux, leur était assurément étrangère, et les erreurs dont on les accusa ne leur étaient pas connues même de nom. Mais, vers ce temps, lorsque le grand désastre frappa les Stedingers, la persécution des hérétiques était grande dans le Teutschland, et quiconque aurait osé provoquer la colère d'un prêtre eût difficilement échappé à la dénomination d'hérétique. Cette persécution religieuse est la seconde dont il faut faire mention avant de revenir aux affaires générales de l'empire, à l'empereur Friedrich et au jeune roi Heinrich. Ce sont des événements plus effrayants que ceux de l'histoire des Stedingers; rien ne peut soulager l'âme du poids qui l'accable à l'aspect de telles horreurs.

En maintes occasions l'on a signalé dans cet ouvrage qu'au milieu des actes de violence des trois derniers siècles l'esprit humain devait se fortifier nécessairement, et qu'en effet il montra chaque jour une vigueur nouvelle. Mais plus les connaissances s'étendaient, plus la pensée mûrissait, plus les hérésies se multipliaient. Dans les époques primitives, rarement un doute s'était élevé sur le pur enseignement de Jésus; peut-être même personne ne doutait alors. Un seul point était incertain : quelle était la pure doctrine du Christ? Beaucoup d'hommes lisaient les saints écrits des évangélistes et des apôtres, et en venaient à l'opinion que les croyances de l'Église, pour la plus grande partie, ne s'accordaient pas, n'étaient pas même conciliables avec ces écrits. Ils les regardèrent comme des opinions humaines, auxquelles ils

opposèrent leurs propres opinions, avec d'autant plus d'assurance qu'ils étaient infatués de l'idée qu'ils pouvaient être arrivés à ces lumières seulement à l'aide de l'Esprit-Saint. Il s'éleva des communautés, des écoles ou des sectes qui, dans leurs doctrines tirées des saintes Écritures et des anciennes traditions, et soumises à leurs propres réflexions, s'écartaient plus ou moins les unes des autres, et peu à peu en vinrent toutes à combattre et à rejeter l'Église même, telle qu'elle s'était formée dans le cours des siècles, avec son chef suprême, son organisation, sa distinction des fidèles, sa domination, ses richesses, la sensualité de beaucoup de ses membres, comme n'étant pas fondée sur la pure doctrine de Jésus-Christ. Arnold de Brescia avait dédaigné de fonder une école, parce qu'il espérait convaincre tout le monde chrétien de ses principes; il ne voulait ni lutte ni persécution, il n'en appelait qu'à la persuasion. Mais la semence qu'il avait jetée au loin avec audace et persévérance avait poussé abondamment, et, cultivée par la science et l'étude, avait porté des fruits. Irrité des enseignements de cet homme, le saint-siége de Rome avait oublié ses anciens principes de douceur et de modération; sous la protection cruelle des armes impériales, il n'avait point hésité à livrer aux flammes le coupable hérétique. Le bûcher fut dressé dans les ténèbres de la nuit; et quand Arnold eut été consumé, la cendre fut dispersée à jamais. Néanmoins bien des âmes s'étaient allumées à ce foyer dans les contrées méridionales de l'Europe. Mais l'Église romaine tomba dans la malheureuse erreur, si souvent partagée par les puissants de la terre, que la vérité, les convictions, les pensées et les idées pouvaient être étouffées, déracinées par la persécution et les rigueurs. L'Église elle-même, par sa propre existence, fournissait pourtant la preuve la plus éclatante que rien n'est obtenu par le cruel « Crucifiez-le; » mais elle s'abusait, grâce aux changements que Friedrich Ier opérait en Italie par ses combats et les ruines qu'il entassait. Ces combats et ces ruines détachaient les pensées des hommes des choses divines pour les fixer sur les objets terrestres, et l'Église pouvait follement attribuer le silence des hérétiques aux flammes salutaires qui avaient consumé Arnold. Elle s'attacha donc fortement à cette opinion : l'obéissance, sinon la foi, peut être maintenue par les condamnations, les recherches, la surveillance sévère, les brusques perquisitions, la terreur constante; et cette opinion put être accompagnée de l'espoir que l'obéissance envers l'Église, quoique contrainte, finirait par enfanter un amour durable pour l'Église.

Le siége de Rome ne fut pas arraché à son erreur, même par de grandes expériences. L'hérésie fit des progrès, se développa de plus en plus, et, les saintes Écritures des chrétiens ayant été traduites dans les langues populaires, elle pénétra dans toutes les classes de l'Italie supérieure, dans une grande partie de la Bourgogne, dans la France méridionale. Les hérétiques parurent acquérir la prépondérance dans ces contrées. Ces gens, appelés Katharins et Vaudois, croyaient être bons chrétiens, et s'efforçaient de mener une vie sincèrement chrétienne, à la manière des premiers disciples du Christ, rejetant le pape et le sacerdoce. Ils se signalaient par une piété simple, par des habitudes morales, par toutes sortes de vertus. Ils ne négligeaient pas non plus les devoirs du citoyen et du sujet. Mais aux enseignements et aux pratiques de l'Église ils opposaient toujours le mot de Dieu, auquel ils voulaient être fidèles dans la vie et dans la mort. Tout en s'attachant toujours au principe qu'elle était fondée sur un rocher contre lequel les portes de l'enfer ne prévaudraient pas, l'Église devint inquiète; elle se donna toute sorte de peines pour ramener ces brebis égarées au grand bercail des fidèles; mais les exhortations et les enseignements échouèrent, aussi bien que les exégèses profondes et les savantes conférences. Pas plus de succès ne fut obtenu par les accusations, les châtiments et les violences. Enfin le pape Innocent III s'irrita d'une telle obstination, et, selon ses procédés hautains et méprisants, il crut tous les moyens permis pour la briser. Aussitôt qu'un prétexte plausible se présenta, il n'hésita point à faire prêcher la croisade contre les hérétiques. Il ne se fit aucun scrupule de prodiguer pour cette croisade toutes les faveurs de l'Église qui jadis avaient été promises aux croisés contre les infidèles profanateurs du tombeau du Christ; et l'on conduisit habilement les opérations contre les Albigeois : car, sous ce nom insignifiant, qui appelait la pensée seulement sur une petite ville, l'on comprit

tous les hérétiques, l'on couvrit bien des souvenirs, et l'on confondit les sentiments. Enfin, quand le glaive exterminateur des armées croisées dut se reposer, parce qu'il n'y avait plus rien à frapper, Innocent n'eut point hônte de prendre des mesures permanentes pour anéantir le reste des hérétiques, et mettre à jamais l'Église et le siége apostolique à l'abri de tels dangers, au moyen de l'espionnage, de tribunaux arbitraires et de nombreux bûchers. Et comme une masse innombrable de fidèles répondirent à l'appel sacré, pour gagner les bénédictions de l'Église, il se trouva des instruments en assez grande quantité pour l'exécution de ses projets ultérieurs. Ses paroles de colère exaltèrent les âmes de beaucoup d'hommes nobles et bienveillants, qui n'attendaient de salut que de l'Église, et, sur la déclaration du pape, croyaient l'Église en danger. Enflammés d'ardeur, ils luttèrent à l'envi pour signaler leur zèle, et souvent dépassèrent même les ordres et les désirs du saint-père. Ce qui chez le souverain pontife était l'effet de la réflexion, de calculs et de combinaisons, ils le mettaient à exécution au péril de leur vie, oubliant eux-mêmes le monde, toute espèce de considération, et ils arrivaient à une cruauté fanatique qui excitait d'autant plus de crainte et de terreur, que les malheureux croyaient avec plus d'assurance exercer de telles atrocités pour l'honneur de Dieu, pour le maintien et la satisfaction de la religion de Jésus-Christ.

Mais si ces efforts de l'Eglise, ces persécutions et ces cruautés ne se ralentirent pas même sous les successeurs d'Innocent III, de son côté l'hérésie poursuivait sa route sans fléchir, et marchait à grands pas. Par l'étude des saintes Ecritures, par un examen attentif de l'histoire pour suivre le mouvement des faits et des choses, les hérétiques s'étaient fortifiés de plus en plus dans leur haine contre l'Eglise et sa puissance. Ils allaient toujours plus loin, et en vinrent à des actes qui avaient été bien étrangers à leur esprit primitif. Dans leurs inquiétudes et leur détresse, ils se permirent contre la morale et la religion des choses qu'ils avaient repoussées avec horreur dans l'origine. Comme ils combattaient vaillamment, là où l'on en vint à une lutte ouverte, avec la résolution bien arrêtée de triompher ou de mourir pour leur cause sacrée, sans se laisser ébranler par la vue de la croix brodée sur les épaules d'un nombre infini d'hommes, ils cherchèrent aussi à s'opposer aux mesures prises par l'Eglise pour les détruire, de la manière qui leur parut seule praticable. Ils essayèrent d'échapper à l'espionnage par le secret et les mystères de leurs mouvements et de leurs pratiques. Mais alors ils tombèrent, à ce qu'il paraît, en des épreuves auxquelles résiste rarement la fragilité de la nature humaine, dans lesquelles l'esprit maintient rarement l'avantage sur la chair. Souvent ils voulurent se soustraire aux mains des sombres juges de la foi par la dissimulation, le mensonge et l'hypocrisie; peut-être même, dans leur indignation, osèrent-ils outrager les saintes pratiques de l'Eglise, parce qu'elles leur étaient imposées, et de la sorte justifièrent çà et là les calomnies qui étaient répandues contre eux. Mais, quand ils ne réussirent point à se sauver, ils supportèrent le martyre qu'on présentait à leurs yeux avec une âme inébranlable, et acceptèrent les peines prononcées contre eux, dans la pleine confiance en une justice éternelle, plongeant un regard assuré dans les bûchers comme dans l'éternité. Ce furent aussi des fanatiques comme ceux qui servaient l'Eglise; mais la différence, c'est que le fanatisme de ceux qui combattaient pour l'Eglise, depuis le pape jusqu'au dernier croisé, était comme un sentiment unique, les animant tous d'une même ardeur sombre et cruelle; c'était un mélange de vérité absolue et d'erreurs humaines, d'idées obscures et de préjugés traditionnels, d'aspirations sincères vers la sainteté, d'ambition, de convoitise, d'orgueil et d'autres passions. Le fanatisme des hérétiques, au contraire, était un fruit libre et spontané de la conviction, sortant du cœur, qui fut arraché par l'Eglise, et avait quelque chose d'élevé; si leurs doctrines devaient être de pures erreurs, au moins l'erreur avait pour eux le mérite de la vérité sainte.

Contre une telle hérésie la lutte du siége apostolique devait être vaine. Les hommes qui la proclamaient pouvaient être vaincus; mais leur esprit ne pouvait être anéanti avec eux. Le siége de Rome n'avait rien obtenu, ni avec ses artifices ni avec son pouvoir. Le saint tribunal qu'il dressa contre les hérétiques ne fut pas sans doute coupable d'inaction; mais chaque bûcher avait allumé de nouvelles pensées dans les âmes, et l'horrible spectacle d'un

homme consumé par les flammes détourna bien des cœurs d'une puissance qui avait besoin de tels moyens pour se maintenir. Les armées de croisés qui furent lancées contre les Albigeois firent de véritables boucheries, et transformèrent une grande partie des belles provinces méridionales de la France en un désert; mais la cause pour laquelle des centaines de mille hommes affrontaient la mort provoqua des réflexions dans un bien plus grand nombre encore, et les croisés ne rentrèrent pas dans leurs foyers tels qu'ils en étaient partis. Les deux nouveaux ordres de moines que le siége apostolique créa ou confirma contre les hérétiques, les dominicains et les franciscains, firent à l'Eglise plus de mal que de bien. L'esprit humain aspire à l'infini d'où il sort, et préfère se lancer dans une solitude sans limites, plutôt que de tourner paisiblement dans l'intérieur d'un même cercle, quel que soit l'espace compris dans ce cercle.

Il n'en pouvait être autrement, les hérésies que le siége de Rome poursuivait avec un si grand zèle dans les contrées méridionales se glissèrent aussi au delà du Rhin. Dès le milieu du XI[e] siècle, il y avait eu en Allemagne des hérétiques que l'on appelait Manichéens. Ces gens furent poursuivis rigoureusement, et, sur l'ordre de Heinrich III, quelques-uns furent pendus. Dans la deuxième moitié du XII[e] siècle, des Katharins étaient aussi venus de Flandre sur le Rhin, et avaient été brûlés à Cologne. Maintenant des Vaudois et des Albigeois cherchèrent à se sauver dans le Teutschland; du moins les doctrines de ces hérétiques s'étendirent des vallées des Alpes le long du Rhin, et s'y fixèrent sur quelques points; mais la nature paisible des Teutschs se montra moins impressionnable. D'ailleurs l'attention était réclamée par l'état de l'empire et par les désordres continuels et les troubles dans lesquels toutes les classes étaient enveloppées, et les esprits se trouvaient détournés des choses religieuses. Quelques individus seulement paraissent, dès l'abord, avoir pris part aux débats, et s'être sentis attirés vers les doctrines des hérétiques. Néanmoins peu à peu le nombre s'accrut, et, après l'expiration des vingt-cinq premières années du XIII[e] siècle, il paraît que les saintes-Ecritures des chrétiens furent répandues, du moins en partie traduites en langue teutsche. Mais de Rome on avait l'œil fixé sur le Teutschland; car l'extension des doctrines contraires à l'Eglise en ce pays était sans doute fort redoutée dans la capitale du monde chrétien, en partie à cause de la situation du siége apostolique à l'égard de l'empire et de l'empereur Friedrich II, en partie à cause de l'ancienne terreur de la fureur teutonique, et aussi parce que la lutte en France contre les Albigeois était si difficile et restait si longtemps indécise. Il est vraisemblable que certains ecclésiastiques, affidés du successeur de saint Pierre, furent chargés d'observer en silence et avec soin les opinions et les doctrines, et d'agir aussitôt qu'il se manifestait une déviation des principes de l'Eglise. Dès l'année 1222, le prieur Heinrich de Goslar fut brûlé comme hérétique (1). En quoi consistait l'hérésie du malheureux prieur? quelle part le pape Honorius III prit-il à l'affreuse condamnation? c'est ce que l'on ignore. Mais on nomme l'évêque Kunrad de Hildesheim et Kunrad de Marbourg comme ayant examiné la croyance de Heinrich de Goslar, donné des avertissements au coupable, et, sur son refus de rétractation, comme l'ayant livré pour le supplice à l'autorité séculière. Ce Kunrad de Marbourg se montra ensuite le serviteur le plus ardent et le plus constant du siége apostolique dans la persécution de toute espèce d'hérésies, et plus tard il reçut publiquement de pleins pouvoirs du saint-siége pour remplir officiellement de telles fonctions.

Mais ce Kunrad de Marbourg, appelé communément maître Kunrad, ecclésiastique assez mondain, d'origine inconnue, était un homme sur lequel il serait difficile de porter un jugement. Toutefois on voit qu'il est devenu juge rigoureux de la foi; et, suivant les relations de ce temps, dans ses persécutions contre l'hérésie, il sortit des limites de la justice et de l'humanité, et poussa la rigueur jusqu'à l'atrocité. Tel il devint, mais il n'avait pas toujours été ainsi. Il serait injuste de prononcer sur lui d'après ses égarements et l'entraînement de ses passions; il n'est pas facile de faire la part des circonstances, des excitations, et de distinguer ce qui doit être mis véritablement à sa charge. Il est possible que bien des fautes étrangères lui aient été attribuées, ainsi qu'il arrive assez souvent, parce que sa mort violente parut témoigner contre lui, et que chacun des coupables désirait avoir ainsi sa propre expiation; mais assurément c'était un homme distingué, doué d'une âme forte et du caractère le plus

ferme. Son savoir est vanté, quoique nous n'en ayons aucune preuve. Son éloquence était sans doute admirable, puisqu'il était en état d'ébranler et d'entraîner grands et petits par la puissance de sa parole. Il posséda aussi longtemps la confiance de beaucoup de personnes, sinon la confiance générale; de grands seigneurs ecclésiastiques et séculiers lui confièrent des affaires de la plus haute importance; les hommes des classes inférieures lui donnaient toutes sortes de marques d'affection, d'honneur et d'amour. Mais il exerçait surtout une grande influence par sa piété, sa vie austère, la direction constante de son esprit vers Dieu et les choses divines. Il était indifférent aux intérêts de ce monde, peut-être même les prenait-il en dédain. Il se contentait du pauvre costume de simple prêtre, et se souciait peu de la pourpre dont l'Église revêtait les chefs. La plus simple nourriture exigée par les besoins de la nature humaine lui suffisait; il repoussait les plaisirs de la table, souvent trop chers aux enfants du monde, parce que leur charme les conduit à l'oubli d'eux-mêmes. Il voulait être, et non pas avoir ou paraître; il voulait faire, sans se soucier de posséder ou de jouir.

Dès l'année 1214, le pape Innocent III l'avait chargé de prêcher la croisade dans le Teutschland, et il remplit cette mission, sinon avec un grand succès, du moins avec le zèle le plus ardent. Là où il se rendait, les hommes se rassemblaient par milliers pour se fortifier à la puissance de ses paroles. Il ne trouvait pas d'église assez grande, pas d'espace assez vaste pour la foule qui se pressait autour de lui; il lui fallait parler en rase campagne. Ses allocutions saisissaient, ébranlaient tous ceux qui l'entendaient; il trouvait du concours et provoquait l'admiration. S'il avait vécu deux ou trois générations plus tôt, il n'aurait peut-être pas produit moins d'effet que l'abbé Bernard de Clairvaux; mais, depuis ce temps, le monde avait subi des changements. Les esprits s'étaient détournés du saint-sépulcre; l'on montrait une attention pleine d'admiration pour le prédicateur, et l'on regagnait sa maison tout émerveillé, pour se livrer ensuite de préférence à des calculs d'intérêt mondain. Et quand parfois quelques auditeurs, dans le premier ébranlement du cœur, se faisaient broder la croix sur les épaules, très-peu se montraient ensuite disposés à tenir leur serment, et tous cherchaient à en ajourner aussi loin que possible l'accomplissement, ou à s'en affranchir le plus facilement qu'il était possible. Ces manifestations donnèrent peut-être le premier aiguillon au cœur de Kunrad. Ce qui était le résultat de grandes expériences et de la marche de la civilisation, il le considérait comme la suite des progrès de l'incrédulité et de l'affaiblissement du sentiment religieux, qui, s'imaginait-il, devait être rappelé à une vie nouvelle, et ne pouvait être réveillé que par la mortification de la chair.

Peu d'années après avoir joué ce premier rôle de prédicateur de la croisade, Kunrad se rendit à la cour du jeune landgraf Louis de Thuringe, dont il a déjà été question. Cette cour étrange était bien propre à fortifier maître Kunrad dans ses idées, et à lui donner une nouvelle ardeur pour l'application de ses principes. Le landgraf lui-même réunissait en lui toutes les qualités et toutes les vertus par lesquelles un prince se recommande aux hommages des hommes, et peut devenir grand s'il est favorisé par les circonstances. Il menait une vie pure, consacrée à la piété; il était doux, bon, loyal, prudent, valheureux, et tout résolu à défendre par l'épée ce qui lui appartenait : il ne lui répugnait pas non plus d'agrandir ses domaines et de faire valoir sa puissance. Mais son épouse Elisabeth, fille du roi de Hongrie, André II, était une personne extatique paraissant à peine appartenir à ce monde: à la vérité, la vie de cette sainte femme a été dérobée à l'histoire; on en a fait une pieuse légende. Elle-même, dans sa nature et son existence, ne peut être connue d'après la peinture qui en a été faite dans cet écrit, où tous les détails sont dépourvus de vérité historique. Néanmoins la description de la vie de sainte Elisabeth est très-remarquable, et présente dans son ensemble un fond historiquement vrai. Elle répand une vive lumière sur l'état religieux de ce temps en général, et montre en particulier de quelle manière les partisans du siége apostolique, et surtout les nouveaux ordres de moines qui furent fondés pour lui servir de colonnes, cherchaient à former la vie religieuse en opposition aux nouvelles tendances des sciences, au progrès de l'esprit et du monde, à toute espèce d'hérésies, pour maintenir ce qui était chancelant. Dans la landgrafine Elisabeth, ils ont essayé de poser le mo-

dèle des sentiments religieux accomplis. Tout ce que la puissance d'imagination de prêtres remplis de zèle ou l'esprit de moines exaltés purent inventer pour conserver ces dispositions a été accumulé sous son nom, ou plutôt de tout cela fut formé le tissu de la vie de la princesse. Triomphe complet sur le monde, sur la chair, sur tout ce qui tient aux sens; indifférence pour les biens les plus attrayants de la terre, pour l'éclat et la pompe, pour la beauté, la richesse, le bien-être et les jouissances; indifférence aussi pour les calomnies, pour ce que les hommes appellent l'honneur et la honte; insensibilité pour tout ce qui est odieux, souillé, pour tout ce qui inspire ordinairement le dégoût; joie dans la macération et les mauvais traitements de la part d'étrangers; empressement pour toute espèce de services, pour tous les sacrifices; humilité infinie devant la robe du prêtre, obéissance aveugle pour les ordres de celui qui la porte; enfin l'absorption dans la contemplation de soi-même, dans la prière, dans l'exercice impérieux des pratiques religieuses : voilà le modèle d'une vie religieuse qui est exposé aux yeux du monde dans la landgrafine Elisabeth. Pour récompense d'un tel dévoûment absolu, elle recueillit l'admiration et les hommages des fidèles; elle eut le don des miracles durant sa vie, et à sa mort la plus brillante perspective dans l'éternité, et la béatification par l'Église après qu'elle eut quitté ce monde. Mais, si dans le récit de sa vie les détails paraissent, pour la plupart, des fictions, il faut reconnaître qu'elle les a provoquées par sa vie. L'on peut donc bien accepter comme certain que la landgrafine Elisabeth était une femme exaltée, qui s'efforça de calmer ses nerfs par une religiosité militante. Elle fut amenée à l'âge de quatre ans de Hongrie à la Wartbourg, afin d'y être élevée selon les coutumes et les mœurs du pays, et de se former pour le jeune Louis, qui était plus âgé qu'elle de sept années (2). Cette translation donna peut-être la première impulsion à l'enfant. Le malheureux sort qui frappa sa mère deux ans plus tard, les événements honteux et sanglants qui amenèrent et suivirent sa mort, et qui probablement ne restèrent point cachés à Elisabeth, ajoutèrent sans doute à l'effet de la première secousse. Du moins il paraît qu'enfant déjà elle se livrait à des élans de dévotion ordinairement fort étranges à cet âge. Le vieux landgraf Hermann, tout occupé d'intérêts temporels, se souciait peu de sa bru; son épouse Sophie, orgueilleuse et altière, blessa probablement souvent le cœur de la jeune fiancée, et le força de se replier en lui-même; sa fille Agnès, élevée dans les plaisirs du monde, n'était pas une compagne pour Elisabeth; mais son fils, le jeune landgraf Louis, fit respecter les désirs de sa fiancée d'abord, puis de son épouse, par bienveillance, par respect pour la jeune femme aussi tendre que fidèle, et aussi par sentiment personnel de piété. Peut-être espérait-il que les devoirs de la maternité et la maturité de l'âge la ramèneraient dans une voie plus conforme à la raison.

A la cour de ce landgraf Louis et de son épouse Elisabeth vint maintenant maître Kunrad de Marbourg, soit qu'il y fût appelé, soit qu'il obéît à une recommandation du pape Honorius III, alors que Louis avait à peu près 22 ans, Elisabeth 15 (3). Et il gagna bientôt toute la confiance des jeunes et nobles époux. Il devint leur confesseur, et de plus le landgraf remit à sa disposition toutes les places ecclésiastiques, tous les bénéfices dans ses domaines. Elisabeth s'abandonna entièrement à sa direction, parce que peut-être alors se sentait-elle libre pour la première fois dans sa vocation religieuse. Elle put bien encore agir aussi fortement sur Kunrad que celui-ci sur elle. Ils se fascinèrent mutuellement, confondirent leurs vues et leurs efforts : la sévérité de Kunrad devint dureté; l'âme faible d'Elisabeth perdit toute force de volonté, quoiqu'elle devînt trois fois mère. Dans l'année 1227, le landgraf Louis quitta sa patrie pour se rendre auprès de l'empereur Friedrich, et accomplir le serment d'une croisade en Terre-Sainte en suivant ce monarque. Il parvint heureusement auprès de l'empereur, mais il ne vit pas la Terre-Sainte. Etant tombé malade à Brindes, il mourut à Otrante; et la haine des prêtres contre l'empereur Friedrich était si grande, qu'ils n'hésitèrent pas à lancer contre lui des soupçons, aussi cruels que mal fondés, au sujet de cet événement. Mais la nouvelle de la mort de son époux brisa le reste de force qui existait encore dans Elisabeth. Dès lors elle ne fut plus attachée à ce monde par aucun lien; ses enfants, qui avaient le plus besoin de ses soins, ne la retinrent pas; elle les abandonna dans l'âge le plus tendre, craignant que son affection pour ses enfants n'usurpât sur son amour pour

Dieu, comme elle s'était déjà reproché sa tendresse pour son époux. Elle se rendit à Marbourg auprès de Kunrad, son confesseur, directeur de son âme, afin de se consacrer entièrement au Seigneur; et elle aurait aussitôt, sans réflexion, sans intelligence, abandonné aux pauvres tout ce qu'elle possédait, si Kunrad n'était intervenu pour arrêter un tel entraînement. Mais, comme il la trouva résolue à mener la vie d'une sainte, il se détermina de son côté à en faire une sainte, et à la soumettre à de grandes épreuves pour montrer à elle et au monde que la couronne étincelante du ciel n'était pas acquise à un faible prix. Elisabeth supporta tout; mais ses forces corporelles furent bientôt épuisées : à peine âgée de 24 ans, elle quitta cette vie pour devenir aussitôt et rester dans l'avenir un objet d'édification pour les hommes crédules, qui coururent en foule honorer ses restes et leur voir accomplir des miracles.

Cependant maître Kunrad de Marbourg n'avait pas cessé d'annoncer avec un grand zèle la parole du Seigneur, en proclamant de temps en temps la croisade, et de remplir avec une ardeur égale la mission qui lui avait été confiée par le siége de Rome : la visite des cloîtres, et le rétablissement ou le maintien de l'ordre et de la discipline dans ces maisons (4). Mais il avait fait aussi de grandes expériences. La landgrafine Elisabeth, son époux, leur entourage, la sympathie montrée à la pieuse princesse, pendant sa vie et à sa mort, par tant de milliers d'hommes, lui avaient fait reconnaître que l'ancienne foi religieuse était forte encore et répandue au loin parmi les Teutschs; mais, d'un autre côté, peut-être aussi avait-il trouvé que bien des doutes, des incertitudes et des scrupules s'étaient élevés; que ces doutes et ces scrupules amèneraient çà et là des dissidences, des doctrines opposées, des hérésies perverses; que les principes et les pratiques de l'Église seraient négligés, rejetés même, et que bien des sujets, au lieu de se diriger d'après la parole du prêtre, avaient recours directement à la parole de Dieu et aux saintes Écritures des chrétiens. Il s'irrita au fond du cœur, et son âme devint triste. Avec beaucoup d'autres il vit dans ces symptômes les signes avant-coureurs d'un effroyable désastre dont le Teutschland serait menacé. Et en effet les horreurs dont la France méridionale avait été le théâtre étaient bien propres à exciter des inquiétudes chez des hommes bienveillants et réfléchis. On ne pouvait méconnaître un certain ensemble, puisqu'une infinité d'hérésies diversement formées étaient sorties d'un même esprit; mais celui qui n'avait pas reconnu cet esprit, et ne croyait pas au progrès de la vie et à la nécessité de son développement, celui-là, dans des symptômes semblables ou analogues en des contrées diverses, ne devait voir que les effets de manœuvres et de conjurations, et pouvait bien regarder comme nécessaire de couper les fils, de détruire l'union et d'anéantir le mal. C'est alors que se produisirent les faits déjà racontés entre l'archevêque Gérard et les Stedingers. Ces gens étaient accusés d'hérésie et de grands excès. Toutes les contradictions les plus révoltantes, les plus propres à soulever le dégoût dans les mœurs et les usages, que l'on avait mises sur le compte des hérétiques, dans l'antiquité et dans les temps modernes, pour exciter contre eux la haine des peuples, l'épouvante et l'horreur, tout cela fut accumulé sur les bons et simples paysans de Stedingen, d'après des propos de prêtres expulsés, d'après des bruits et des calomnies. Trois évêques n'eurent point honte de reconnaître pour véritables les accusations portées contre les Stedingers, et de les attester. Alors maître Kunrad de Marbourg éleva sa voix devant le pape; l'évêque Kunrad de Hildesheim fit entendre des accents non moins lamentables; l'archevêque Sifrid de Mayence lui-même vint grossir les clameurs contre les horreurs de l'hérésie dans le Teutschland, et insista aussi sur la nécessité d'arrêter le mal aussi promptement et aussi énergiquement que possible. Le pape Grégoire IX lui-même, prêtre austère, qui portait en lui la pensée de la suprématie de l'Église et de l'élévation de la dignité apostolique, fut ébranlé par de tels témoignages. Il ne put résister à tant de réclamations. Comme il prononça bientôt l'excommunication contre les Stedingers, et fit proclamer la croisade, il ordonna aussi la poursuite et l'anéantissement des hérétiques dans le Teutschland, autorisant à employer tous les moyens, en cas de nécessité, le fer et le feu. Et à qui aurait-il pu remettre avec plus de confiance la direction sainte de la poursuite de l'hérésie dans le Teutschland, sinon aux trois hommes qui avaient réclamé ces mesures par leurs rapports, à l'archevêque

de Mayence, à l'évêque de Hildesheim et à maître Kunrad de Marbourg? Il paraît que le dernier, d'après les dispositions spéciales du pape, ou en vertu d'un accord spontané, fut institué juge des hérétiques proprement dits; les deux autres devaient ou voulaient l'assister de leur autorité épiscopale et de leur pouvoir.

Kunrad, à ce qu'il semble, accepta ces fonctions avec joie, et en même temps avec la ferme résolution de répondre à la confiance du pape, et de purifier le Teutschland de l'hérésie. Et cette résolution, il l'exécuta sans pitié, autant que cela dépendait de lui. Il choisit deux assistants que l'on croyait avoir été hérétiques eux-mêmes : le moine dominicain Kunrad de Tours, et un homme cruellement mutilé, qui s'appelait Jean. Avec ces collègues il parcourut au loin le pays; il alla à Erfurt, à Leiden, à Strasbourg; partout où il jugea à propos d'ériger son tribunal, les moines dominicains se pressèrent autour de lui, et le pouvoir séculier ne lui refusa jamais son bras aussitôt qu'il était requis. Comme lieutenant du siége apostolique, même de toute l'Église, il parut grand à ses propres yeux, et crut, dans la présomption de son zèle, devoir montrer sa grandeur au monde en se rendant redoutable, et tenant les hérétiques et autres dans l'attente de la terreur. Avec les instruments dont il disposait, sa conduite emportée, ses allures sauvages ne pouvaient avoir d'autres effets. Mais cette conduite aussi devait donner un terrible ébranlement à la vie morale, et remplir toutes les âmes nobles de haine et de mépris. Tout accusateur était écouté. Une large porte était ouverte, non-seulement à tout offensé, mais encore à tout misérable, afin qu'il pût satisfaire sa jalousie, son envie, ses ressentiments, ses rancunes, ses haines et sa vengeance. Des ecclésiastiques orthodoxes de ce temps présumèrent que certains hérétiques s'étaient faits accusateurs de chrétiens sincères et bien pensants, pour se mettre à l'abri, et jeter sur leurs persécuteurs les fléaux qu'ils craignaient de voir tomber sur eux-mêmes. Cette opinion est le fruit de la défiance et des préjugés; mais la liste des mauvaises passions est bien longue, et elle peut bien avoir fourni de faux accusateurs. Lorsqu'un accusé, paraissant devant le tribunal, reconnaissait en général qu'il était hérétique, et en outre qu'il avait observé ces pratiques honteuses et abominables que l'on attribuait aux hérétiques, il sauvait sa vie; mais il lui fallait dénoncer d'autres hérétiques. Si les accusés avouaient et confirmaient leurs protestations par serment, ils étaient condamnés à être brûlés vifs : et comme nulle défense n'était accordée, il n'y avait point d'appel; au contraire, le jugement était prononcé le jour même où l'accusation avait eu lieu, et il était exécuté aussitôt (5).

Celui qui ne comparaissait pas sur l'accusation, et ne pouvait être amené devant cette justice étrange, était privé de son honneur, dépouillé de ses propriétés. Hommes et femmes, ecclésiastiques et laïques, moines et nonnes, bourgeois et paysans, étaient traités avec une complète égalité devant ce tribunal. Mais bien différente était l'attitude des infortunés qui étaient obligés de se traîner aux pieds des juges. Des hommes vulgaires, faibles et lâches, tremblaient devant la mort; ils avouaient ce qu'on voulait leur faire reconnaître, sans comprendre même le péché dont on les chargeait, et les frères dominicains leur donnaient ce conseil amical. Mais souvent, dans les angoisses de leur cœur, il ne se présentait personne à leur pensée qu'ils pussent dénoncer comme hérétique, sinon les êtres qui leur tenaient de plus près, qui leur étaient le plus chers. Ainsi le père était accusé par son fils, le mari par sa femme, le frère par le frère, l'ami par l'ami; la désolation était sans limites, les recherches ne pouvaient jamais prendre fin; on les interrompait seulement si une moisson plus riche attirait l'inquisiteur sur un autre point. Quelques-uns qui s'étaient reconnus coupables, mais qui conservaient plus de sang-froid, ne voulait faire aucune fausse accusation, cherchaient à se tirer d'embarras avec des paroles qui en elles-mêmes contenaient de la vérité, et pourtant, d'après leur connaissance, devenaient des mensonges. S'ils disaient quelque chose, ils ne pouvaient signaler positivement aucun nom. On allait au secours de leur mémoire, et l'on citait des noms. Alors ils déclaraient que ces gens étaient aussi coupables qu'eux-mêmes, qu'ils professaient la même doctrine. Avec de telles équivoques, ils croyaient sauver leur conscience et conserver leurs mains pures du sang des innocents; mais ils entraînaient ainsi d'aussi grands malheurs que les misérables qui, n'hésitant pas, dans leur désespoir, prononçaient nettement des noms. Au

contraire, les hommes d'un esprit plus énergique et d'une âme plus ferme, dédaignaient d'avouer des turpitudes qui leur étaient aussi étrangères qu'à leurs juges, et avaient horreur d'enlever la vie à d'autres par la honte de fausses accusations pour sauver leurs propres jours. Ils niaient l'hérésie qu'on leur reprochait, et supportaient la mort avec constance au milieu des flammes.

Ces horreurs durèrent trois années. On ne peut dire combien d'hommes furent condamnés à périr. On cite bien des chiffres de malheureux brûlés dans quelques villes; mais en général on ne trouve que ces expressions vagues : Une infinité furent brûlés. Et en effet, qui aurait pu fixer le nombre? Comme la renommée dut enfanter de l'exagération dans ce temps de consternation, certaines parties de la vérité purent bien aussi rester inconnues. En outre, ceux qui moururent sur le bûcher furent assurément une petite partie de la totalité des victimes. L'on ne trouve pas qu'un seul prince, ecclésiastique ou laïque, soit intervenu pour arrêter l'emportement du zèle, pour suspendre le cours de tant d'atrocités; car les grands seigneurs de ce temps n'avaient pas une grande horreur pour l'érection des bûchers. L'empereur Friedrich II lui-même n'hésitait pas à livrer aux flammes, en Sicile, ceux qu'il traitait de rebelles, aussitôt qu'ils lui tombaient entre les mains (6). Maître Kunrad de Marbourg n'aurait pas poursuivi longtemps son horrible œuvre, si, dans le vertige que donne le pouvoir, il n'avait oublié peu à peu la prudence avec laquelle elle avait été entreprise. D'abord il avait exercé sur de simples paysans sa haine contre les hérétiques. Comme ces pauvres gens lui avaient été abandonnés en proie, il s'était attaqué à des bourgeois honorables, et dans cette tentative il n'avait encore trouvé aucune résistance. Il était monté de degré en degré, de telle sorte qu'il finit par ne plus vouloir épargner même les princes. Parmi ces princes qu'il manda devant son tribunal, était un comte de Sayn, un comte de Henneberg, et une comtesse de Loz. Alors seulement l'archevêque Sifrid de Mayence, qui antérieurement avait agi de concert avec lui, et avait trompé le saint-père par un odieux rapport sur l'hérésie dans le Teutschland, lui fit des représentations, et le rappela aux conseils de la prudence ainsi qu'à un plus grand discernement dans sa conduite (7). Les archevêques de Cologne et de Trèves appuyèrent ces avertissements. Kunrad, qui croyait remplir les devoirs d'une charge sacrée, paraît avoir pris les avis des trois archevêques dans un sens qui vraisemblablement était juste: ils ne niaient pas l'extension de l'hérésie; ils ne blâmaient pas non plus la conduite de Kunrad; ils voulaient seulement qu'il fît une distinction entre les hérétiques d'un rang supérieur et ceux de petite condition; il devait épargner les premiers, et pouvait poursuivre les autres. Son âme s'indigna de nouveau, et, dans sa colère, il se mit à prêcher la croisade contre les trois archevêques, dans lesquels il ne pouvait plus voir que des prêtres hypocrites, dont les vues, bien différentes des siennes, étaient dirigées sur tout autre chose que sur la pureté de l'Église et sur la religion de Jésus-Christ. Par cette prédication contre les trois puissants princes, il donna incontestablement une preuve éclatante de son zèle irréfléchi, comme de la fermeté de sa conviction et de la sincérité de ses sentiments. Mais en même temps il ouvrit un abîme qu'il ne pouvait ni franchir ni tourner. Dès lors il devait périr, ou bien tout le système ecclésiastique dans le Teutschland était exposé aux plus terribles dangers. Aussi est-il possible qu'il parût sous un tout autre aspect dans l'histoire, s'il avait conduit sa malheureuse œuvre avec plus de prudence et de discernement, s'il avait écouté la parole des prêtres, épargné les grands de l'Église, et s'il n'avait proclamé la croisade contre ceux qui, vivant de la croix et sous la croix de celui qui n'avait pas où poser sa tête, se présentaient tout resplendissants comme de grands princes de l'Église et de l'Empire.

Qu'arriva-t-il ensuite? c'est ce que l'on ne peut reconnaître; il semblerait que l'histoire a été défigurée à dessein. Mais le dénoûment porte témoignage. Au mois de juillet de l'année 1233, Kunrad se rendit à Marbourg; dans le voisinage de cette ville, il fut surpris et massacré avec son compagnon le franciscain Gérard. Les meurtriers sont inconnus, et l'on garda sur eux le silence. Dans tous les cas, par la mort de Kunrad fut atteint le but qu'on s'était proposé. L'état des choses fut entièrement changé. Les grands seigneurs temporels et spirituels furent rendus plus sages. Ils avaient reconnu que le feu jeté aux masures s'attaquait bien vite aux palais, et que l'asser-

vissement de l'esprit n'était pas aussi facile à obtenir par les moyens violents que celui du corps. Une grande agitation se manifesta donc parmi eux. Des assemblées furent tenues, aussitôt après la mort de Kunrad, à Mayence, et en janvier de l'année suivante à Francfort, auxquelles parut aussi le jeune roi Heinrich. Assurément plus d'un haut personnage se trouvait en de grands embarras. Mais, d'abord, tous ceux qui s'étaient tenus derrière maître Kunrad ou à côté de lui désiraient faire retomber le poids de toutes les fautes sur cet homme, afin de paraître purs aux yeux du monde. Mais, en second lieu, le comte Heinrich de Sayn, et d'autres princes qui étaient accusés avec lui d'hérésie, durent être déclarés affranchis de tout soupçon. Ensuite il fut nécessaire de tranquilliser le pape, que l'on avait assailli d'accusations sur l'hérésie, et auquel le meurtre de son fondé de pouvoir ne pouvait être indifférent. Enfin, le désir pouvait bien être général de faire tomber de funestes événements dans l'oubli aussi vite que possible, en apaisant les esprits, afin que la dernière tromperie fût moins cruelle que la première. Pour atteindre ce but, ecclésiastiques et séculiers n'épargnèrent pas les efforts. L'on y parvint, et la croisade contre les malheureux Stedingers, contemporaine de toutes ces manœuvres, y contribua pour une bonne part. Mais de quelque façon que l'on vînt à bout de l'entreprise, quelques vues que l'on poursuivît ou quelques moyens qui fussent employés, sur quelque personne que retombassent les fautes, à quelque sujet que revînt le mérite; pour le peuple teutsch, les horreurs des trois années qui viennent d'être rappelées ont eu pour heureuse conséquence que nul tribunal d'hérésie sur le système de maître Kunrad ne put jamais être rétabli, quoiqu'il n'ait pas manqué de sentiments hérétiques jusqu'à ce jour.

CHAPITRE X.

GRÉGOIRE IX. — DÉBATS ENTRE LE PAPE ET L'EMPEREUR. — ACCOMMODEMENT DE LA QUERELLE. — COMMENCEMENT DE LA MÉSINTELLIGENCE OUVERTE ENTRE FRIEDRICH ET SON FILS LE ROI HEINRICH.

De l'an 1227 à l'an 1234.

Le jeune roi Heinrich avait été témoin involontaire, inactif et impuissant, de tous les événements et de tous les faits qui ont été racontés ou seulement indiqués précédemment, ainsi que de beaucoup d'autres encore contemporains de ceux-ci, mais dont il n'a pas été question, parce qu'ils paraissaient moins importants pour la connaissance des relations de ce temps; et souvent il dut sentir son cœur s'enflammer en observant tant de manifestations si grandes dans l'empire contre l'État, sans aucune intervention du chef suprême. De son côté, son père, l'empereur Friedrich II, continuait à se tenir éloigné du Teutschland, et agissait dans son royaume de Sicile ainsi *qu'il* avait commencé de le faire, se souciant peu du Teutschland et de ce qui s'y passait. Il trouva en effet assez à faire dans les rapports où il s'était engagé. Plus il jetait ses regards au loin, plus ses vastes projets devenaient saisissables, plus il excitait les passions contre lui, plus il soulevait la défiance et la haine. Après son retour de la malheureuse expédition de *Lombardie*, sa situation à l'égard du saint-siége était devenue plus difficile. Mécontent, humilié, irrité, Friedrich oublia les procédés bienveillants qu'il avait observés jusque-là; et le pape, auquel les embarras de l'empereur n'échappaient pas, se mit à tenir un langage plus énergique. Néanmoins Friedrich et Honorius III n'en vinrent pas à une rupture.

Mais, le 18 du mois de mars 1227, mourut le pape Honorius, et, deux jours après, fut élu à sa place le cardinal Ugolino, que nous avons souvent rencontré comme légat pontifical dans le Teutschland, des mains duquel l'empereur Friedrich II avait aussi reçu la croix à l'époque de son couronnement à Rome. Ugolino, appartenant à la même famille de comtes dont Innocent III était sorti, arrivé à un âge avancé lorsqu'il fut porté sur le siége apostolique, bien informé sur les troubles du temps, versé dans les affaires spirituelles et temporelles par une longue expérience, montra aussitôt, par le nom qu'il prit, d'après quels principes il prétendait diriger l'Église : il se nomma Grégoire IX; et sa famille, sa vie entière, garantissaient qu'il se tiendrait fermement attaché à ces principes, et qu'il chercherait à les faire valoir contre l'empereur et contre le monde entier. En effet Grégoire avait à peine occupé la chaire de St-Pierre depuis six mois, qu'il lança l'excommunication de l'Église contre

Friedrich II, excommunication qu'Honorius avait tenue prête, mais en la montrant toujours dans le lointain. Tel avait été le motif de la décision du nouveau pontife : Friedrich s'était en effet embarqué avec une foule de croisés d'Italie, du Teutschland, de France et d'Angleterre, pour exécuter enfin l'entreprise sur laquelle le saint-siége insistait depuis une longue suite d'années; mais, après une navigation de trois jours, il était revenu et avait fait manquer toute la croisade. L'empereur essaya d'apaiser le pape, en prétextant une maladie qui lui avait rendu le voyage impossible; mais cette tentative avait échoué complétement. Non-seulement l'anathème fut répété, mais des brefs, rédigés avec dignité et non sans vérité, furent adressés dans toutes les contrées, pour rappeler les services que le saint-siége avait rendus à l'empereur, et pour signaler l'ingratitude avec laquelle ce monarque avait retenu, amusé et trompé les pontifes ses bienfaiteurs. Friedrich, d'autant plus irrité contre le pape qu'il était moins en état de démentir les faits qui lui étaient reprochés, mécontent aussi de voir échouer auprès du nouveau pape les artifices avec lesquels il avait si bien entretenu Honorius III, se laissa emporter à une défense qui était une attaque contre l'Église subsistante. D'une main impitoyable, dans des lettres aux princes teutschs, au roi d'Angleterre, on pourrait dire au monde entier, il déchira le voile sacré dont les papes avaient su jusqu'alors couvrir leur redoutable pouvoir. Il montrait, par des exemples éclatants, l'abus que les papes avaient fait des anathèmes de l'Église, les employant non pour la gloire de la religion de Jésus-Christ, mais pour satisfaire leur soif de pouvoir et leur cupidité. Il opposait la richesse de l'Église à la pauvreté dans laquelle avaient vécu le Christ et ses apôtres, et, poursuivant cette route, il proclamait des principes qui ne différaient nullement des doctrines d'Arnold de Brescia et d'autres hérétiques des temps postérieurs (1). Il montrait ainsi de la manière la plus claire qu'il connaissait parfaitement l'état de l'Église, mais en même temps que son humilité passée devant l'Église n'avait été qu'un calcul, son langage respectueux envers le souverain pontife un pur artifice, et qu'il avait simplement attendu le moment de manifester ses véritables sentiments, son inimitié « contre les loups revêtus des habits de bergers. » Friedrich ne négligea pas de faire connaître sa défense au monde par tous les moyens, afin de faire de sa cause celle de tous les rois, et, s'il était possible, de réunir le monde contre l'Église et le siége apostolique.

Les reproches que l'empereur Friedrich adressait au pape, aux légats pontificaux, au haut clergé en général, étaient bien fondés; cela est incontestable. Dans les derniers temps, par l'impulsion d'Innocent III, et depuis Innocent III, s'étaient passées des choses qui, considérées en elles-mêmes, ne pouvaient être défendues par aucun parti, des choses qui soulèvent l'horreur et le dégoût. Mais Friedrich aurait dû porter ses pensées plus loin; il aurait dû considérer que les papes et les ecclésiastiques en général n'étaient pas plus que lui-même en dehors de l'ensemble des choses. S'il avait réfléchi aux projets et aux actions de son père et de son aïeul, et s'il s'était nettement rendu compte de ses propres desseins, peut-être serait-il arrivé à voir qu'il n'était pas facile de marcher dans le droit sentier au milieu de tant d'embarras, et que personne ne serait en état de discerner dans les actes des papes et de leurs adhérents la part de la nécessité et la part de la passion.

Par Friedrich et Heinrich VI le saint-siége avait été poussé hors d'équilibre; il était naturel que dans ce péril il s'efforçât de se maintenir et d'écraser ses ennemis. Friedrich et Heinrich s'étaient mépris dans le choix des moyens pour arriver à leur but; il n'appartenait ni au fils ni au petit-fils de reprocher aux ecclésiastiques les erreurs qu'ils avaient commises eux-mêmes. Dans le fait, il paraissait assez étrange que lui Friedrich se plaignît de la duplicité des prêtres et condamnât leurs mœurs. En adoptant qu'une maladie grave l'eût réellement contraint à revenir de la croisade, et que le pape eût tort de rejeter son excuse, il ne pouvait pas nier que précédemment il n'eût trompé plusieurs fois le pape, qu'il n'eût véritablement encouru les anathèmes de l'Église. Et s'il pesait sa conduite envers le Teutschland et ses vues sur la Lombardie, s'il considérait ensuite les moyens qu'il n'avait pas eu scrupule d'employer pour l'exécution de ses plans, il devait nécessairement s'avouer que lui-même maintenait la chaire de Saint-Pierre dans une situation où il lui fallait reconnaître que l'œuvre des siècles était

en péril à cause des efforts dirigés contre les lois éternelles de la vie humaine. Dans tous les cas, il y avait grande présomption de la part de Friedrich II, avant d'avoir fondé plus solidement sa puissance, à éclater contre le pape et contre toute l'Église, et à se placer ainsi dans une position où une réconciliation n'était plus possible : car, à l'avenir, si des accommodements pouvaient encore avoir lieu au sujet de besoins mutuels, et si l'apparence de rapports bienveillants devait encore se maintenir, la haine entre lui et l'Église était irréconciliable; ou l'Église devait succomber, ou lui-même était destiné à périr.

Friedrich paraît avoir bientôt senti que l'anathème religieux était d'un poids accablant, même pour un esprit fort. Il parvint bien à soulever les Romains et à contraindre le pape à fuir de la ville éternelle ; mais ce triomphe ne le soulagea point. L'année suivante, il entreprit, non pas une croisade, cette expression ne pourrait être employée en pareille circonstance, mais une sorte de promenade militaire vers la Terre-Sainte. Il se servait sans doute hypocritement de la croix pour gagner l'opinion du monde, et faire honte au souverain pontife des foudres par lui lancées. Mais ces foudres suivirent les mâts de ses vaisseaux, et ne perdirent leur puissance ni dans la Terre-Sainte, ni dans la ville de Jérusalem, ni même auprès du tombeau du Christ. Personne ne refusera son admiration à l'empereur pour la résolution et l'habileté avec lesquelles il sut se tirer des plus grands embarras en Palestine ; mais nul ne peut non plus soutenir que son arrivée et son départ témoignassent des sentiments d'un vrai pèlerin, d'un vrai champion du Christ. Ses paroles et ses œuvres présentent un aspect d'incrédulité, de tromperie ; tous ses actes, toutes ses allures indiquent la présomption, la ruse, la violence et l'emportement.

Tandis qu'il élevait dans la Terre-Sainte un fragile édifice sur le sable, son royaume héréditaire ressentait les plus terribles ébranlements ; et tandis qu'il se plaçait hardiment sur la tête, de sa propre main, la couronne de Jérusalem, sans consécration, sans bénédiction, les diadèmes qu'il avait portés jusqu'alors étaient fortement menacés. Il se vit contraint à laisser la Terre-Sainte à son destin, et, après un séjour de huit mois à peu près dans cette contrée, à précipiter son retour vers l'Europe, pour sauver ce qui était encore à sauver. Il arriva encore à temps. Il parvint bientôt à réunir des forces supérieures, à l'aspect desquelles le pape dut éprouver de graves inquiétudes ; mais il s'en tint aux menaces, et n'osa pas user de la puissance dont il disposait. Ses efforts se bornèrent à déterminer le pape à lever l'excommunication et à rétablir la paix ; et il atteignit son but, car le pape était abandonné. Grégoire, employant tous les moyens pour se procurer des hommes et de l'argent, obtint rarement du succès, et n'arriva jamais au résultat qu'il avait espéré. Enfin, après une longue négociation, et grâce aux efforts infatigables de plusieurs princes et seigneurs ecclésiastiques, qui se portèrent comme médiateurs, calmant l'irritation, ou composant avec les intérêts en lutte, jusqu'à ce qu'ils eussent accommodé les différends au point que l'un pouvait les terminer sans porter atteinte à sa dignité, et l'autre sans altérer son honneur, un compromis fut signé. Et Friedrich *dut se* montrer encore prêt aux plus grandes concessions. Si maintenant l'empereur et le pape, dans une entrevue personnelle, apprirent à s'apprécier de telle sorte que Friedrich montra un grand respect pour les sentiments de Grégoire, et que le souverain pontife n'hésita point à témoigner une haute admiration pour l'intelligence de l'empereur, la paix ne fut pourtant qu'un accord passager, déterminé par les nécessités du moment. Friedrich ne pouvait et ne voulait pas renoncer aux projets de sa maison ; le pape n'aurait pas osé abandonner les principes de l'Église sur lesquels paraissait reposer le saint-siége. La lutte devait donc recommencer plus tôt ou plus tard, et, avec plus de persistance et d'acharnement, être amenée plus près d'un dénoûment. Pour le moment Friedrich obtint la liberté de ses mouvements pour agir dans le royaume de *Sicile*, où son action gouvernementale avait été interrompue par le voyage de Terre-Sainte ; et Grégoire gagna du temps pour s'occuper de la poursuite des hérétiques, à laquelle il pouvait se sentir entraîné d'autant plus vivement qu'une douloureuse expérience lui avait appris que l'autorité du saint-siége n'était plus ce qu'elle avait été dans le passé.

Les Teutschs, absorbés par leurs propres affaires, n'avaient pris qu'une faible part à tous ces événements, à tous ces débats, qui

pourtant ne restèrent pas sans influence sur la marche des choses dans le Teutschland. Mais, d'après les relations incomplètes, il n'est pas possible de reconnaître jusqu'où s'étendit cette influence. Pour la croisade que Friedrich avait promis d'entreprendre au mois d'août 1227, le landgraf Ludwig de Thuringe, l'évêque d'Augsbourg, d'autres princes et seigneurs avec un nombre considérable de pèlerins, se rendirent dans l'Italie méridionale, afin d'accompagner l'empereur à la Terre-Sainte. Mais le landgraf mourut, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, à Otrante, et Friedrich, ayant renoncé au voyage, les pèlerins se dispersèrent çà et là; la plupart regagnèrent pourtant leur patrie, non sans indignation et sans douleur. Ensuite le pape s'efforça de publier son excommunication contre l'empereur, surtout dans le Teutschland, et de l'y mettre à exécution. Les moines prêcheurs déployèrent une activité extraordinaire pour répandre la terrible nouvelle parmi ces hommes. Le saint-père en vint même à penser à ressusciter l'ancienne querelle entre les Waiblingen et les Welfs. Il envoya un cardinal Otto dans le Teutschland, pour engager les princes à rejeter le roi Heinrich, fils de l'empereur excommunié, et à élire un autre roi; et en même temps, par ce légat, il fit tenter le jeune Otto de Lunebourg (2), petit-fils de Heinrich le Lion, pour exciter en lui le désir de la couronne impériale; il paraît même que des négociations furent engagées avec le roi Henri III d'Angleterre pour le déterminer à réclamer ce joyau; et le roi n'était pas éloigné de cette pensée. Mais, encore bien que sur certains points l'excommunication agitât les esprits, la nouvelle ne produisit pas un puissant effet; les Teutschs avaient été trop accoutumés à l'excommunication; la justification de l'empereur, qui contenait de si graves accusations contre le pape et le clergé, et que Friedrich s'était appliqué à répandre, ne manqua pas non plus partout son effet; d'ailleurs les princes, occupés à fonder leur souveraineté territoriale, ne nourrissaient pas de sentiments hostiles contre l'empereur, et ils n'avaient rien à craindre du pape. Quelques-uns montrèrent un grand empressement auprès du cardinal Otto, le comblèrent de belles paroles, mais aucun ne se soucia d'agir.

En général Otto rencontra une vive opposition. Ayant indiqué un concile provincial à Wurtzbourg, le duc Albert de Saxe, son frère le comte Heinrich d'Ascanie, et beaucoup de seigneurs séculiers en Saxe, écrivirent aux prélats teutschs une lettre très-vigoureuse, par laquelle ils les rappelaient aux devoirs et aux obligations de leur dignité. A une assemblée d'évêques teutschs que le roi Heinrich avait fait tenir, l'on décida que nulle réunion ecclésiastique ne pourrait être convoquée par un légat pontifical, ni avoir lieu sur le sol germanique. Enfin le cardinal rencontra partout des persécutions, et aurait été massacré à Leipzig, s'il ne s'était sauvé par la fuite. De son côté, Otto de Lunebourg, en supposant que la couronne eût pu le séduire, n'était nullement en position de se laisser aller à cet attrait. Le destin de sa maison était pour lui un sombre avertissement; lui-même, ainsi qu'on le racontera plus tard, après la mort de son oncle le palatin Heinrich du Rhin, n'avait pu conserver la ville de Braunschweig que les armes à la main, et maintenant il était à peine échappé aux mains du comte Heinrich de Schwerin, dans lesquelles il était tombé à la bataille de Bornhœvede, combattant sous l'étendard du roi Waldemar de Danemark. Ainsi Otto refusa l'offre du pape, en déclarant qu'il n'entreprendrait rien contre l'empereur (3). Ses pensées étaient dirigées sur le recouvrement du comté de Stade, et sur une réconciliation définitive avec l'empereur, afin d'arriver ainsi au repos et de pouvoir jouir des droits de seigneur territorial parmi les seigneurs territoriaux de l'empire. Enfin, lorsque l'empereur, de retour de la Terre-Sainte, prit les armes contre le pape, plusieurs princes spirituels et temporels partirent du Teutschland pour l'Italie, soit sur l'appel de Friedrich, soit de leur propre mouvement. Parmi eux étaient les évêques de Salzbourg et de Ratisbonne, ainsi que les ducs d'Autriche et de Méranie. Mais, à ce qu'il paraît, ils ne se rendirent pas en Italie dans l'intention de combattre pour l'empereur; ils voulaient plutôt travailler à la paix entre l'empereur et le souverain pontife, résolus à se déclarer contre celui qui prêterait moins l'oreille au langage de la raison. En effet, à côté du noble grand maître de l'ordre Teutonique, Hermann de Salza, on cite le duc Léopold d'Autriche, beau-père du jeune roi Heinrich, fils de Friedrich, comme ayant pris la plus grande part à l'œuvre de pacification

entre Friedrich et Grégoire. Toutefois le duc n'eut pas longtemps à se féliciter du succès de ses efforts : il ne revit pas le Teutschland, et mourut en Italie à Saint-Germano.

La joie de l'empereur sur la paix avec le pape ne fut pas de longue durée, ou plutôt ce qu'il avait gagné par la paix ne lui suffit pas longtemps. Quelque difficiles que fussent les travaux entrepris par lui en Sicile, ils portaient d'admirables fruits avec une rapidité prodigieuse. Plus ces succès étaient prompts, plus l'achèvement de la tâche était facile à prévoir, moins Friedrich pouvait se contenir dans les étroites limites de son royaume héréditaire; son esprit orgueilleux s'élevait avec impétuosité, et saisissait l'empire avec toutes les brillantes images qui avaient séduit sa jeunesse. En effet Friedrich put bien croire que sa législation pour la Sicile n'aurait aucune consistance tant qu'il ne lui donnerait pas de plus vastes proportions dans toute l'Italie, tant que le siége de Rome surtout ne serait pas réduit à une tout autre situation à l'égard du pouvoir temporel; car quelques-unes de ses lois étaient en opposition tranchée avec les principes que le saint-siége cherchait à maintenir. Déjà le pape avait élevé la voix contre certaines dispositions, et s'il n'avait pas poussé plus loin ses objections, et n'avait pas cherché à les faire valoir d'une manière plus énergique, la raison en était, Friedrich ne pouvait se le dissimuler, dans les rapports difficiles où le saint-père était alors engagé avec les Romains indociles et factieux. Mais le saint-siége ne pouvait être réduit à une autre position que par l'exécution des plans que Friedrich Ier avait poursuivis, et qui avaient été les rêves de la jeunesse de Friedrich II. La Lombardie devait être soumise, et cette soumission ne pouvait être opérée sans une puissante assistance du Teutschland. Les pensées de Friedrich furent donc dirigées de nouveau sur la Lombardie et sur le Teutschland. Les autres princes teutschs qui étaient venus en Italie le mirent sans doute bien au courant de l'état des choses dans le Teutschland, et, d'après leurs représentations, l'empereur put bien acquérir la conviction que dans le Teutschland on ne pouvait que tourner les questions, et que l'autorité impériale pourrait être rétablie seulement s'il parvenait à envelopper les princes teutschs dans les affaires d'Italie, à les entraîner en Lombardie par les combats, les triomphes et le butin, et à les ramener ainsi à une nouvelle obéissance envers la majesté du souverain suprême. Il s'offrait bien des occasions d'engager une lutte; la victoire et le butin paraissaient à peine pouvoir manquer : car en Lombardie éclatèrent de terribles déchirements; chaque ville, pour ainsi dire, était en guerre contre une autre ville; il y avait même des cités qui s'épuisaient en guerres intestines. Le pape, rendu plus timide par les derniers événements, courbé d'ailleurs par des nécessités de tout genre, n'était pas à craindre; il n'osait essayer de réunir les Lombards, de devenir l'âme d'une nouvelle confédération; il y avait plutôt lieu d'attendre qu'il ne se refuserait pas à soutenir, au moins extérieurement, les projets de Friedrich, si celui-ci conservait l'apparence de sentiments pacifiques.

Au milieu de telles conjonctures, Friedrich convoqua une diète, qui devait être ouverte le 1er novembre de l'année 1231 à Ravenne. Les villes de Lombardie devaient y envoyer des députés, et le roi Heinrich y paraître avec les princes teutschs. L'empereur pouvait bien espérer que cette assemblée aurait un tout autre résultat que celle de Crémone; car il n'était plus guère question de la ligue des Lombards, que l'on voulait rétablir alors, et le saint-père lui-même travaillait activement, du moins en apparence, en faveur des vues de l'empereur. Il écrivit aux Lombards : « que l'empereur désirait conférer avec son fils et d'autres princes du Teutschland en Lombardie; qu'il avait déclaré vouloir se diriger d'après les conseils du souverain pontife, et ne rien entreprendre contre la paix avec la ligue lombarde, ni contre l'Église, et rien en général contre qui que ce fût. En conséquence il leur recommandait de ne mettre aucun obstacle à la marche du roi Heinrich et des Teutschs qui viendraient avec lui en Italie, et de les laisser circuler comme des hommes paisibles. Néanmoins ils devaient se montrer prudents. » Tous les Lombards ne manquaient pas de prévoyance; ils savaient bien de quels sentiments le pape était animé envers l'empereur; eux-mêmes nourrissaient la plus grande défiance contre Friedrich. Milan se tenait sur ses gardes, provoquant la vigilance là où l'on se montrait moins inquiet. Plusieurs villes résolurent d'oublier leurs débats mutuels ou de les sus-

pendre en présence du danger commun, de poster une armée aux défilés et de ne laisser entrer aucun Teutsch en Italie.

Au moment même où les Lombards se mettaient en mouvement pour assurer leur liberté contre tout danger, un crime effroyable dans le Teutschland vint frapper les esprits d'une stupéfaction d'autant plus grande qu'il était moins explicable. Le duc Ludwig de Bavière, bienfaiteur actif de son pays, fut assassiné. Un homme que personne ne doit avoir connu lui enfonça, sur le pont de Kehlheim, un poignard dans le cœur. Le meurtrier fut saisi; mais aucune torture ne put, à ce que l'on assure, lui arracher un aveu. Il est donc incertain s'il fut gagné par quelqu'un pour commettre ce crime, ou s'il l'exécuta de son propre mouvement. Des contemporains n'ont pas eu honte de nommer l'empereur Friedrich comme instigateur de l'assassinat. Le coupable doit avoir été un élève du Vieux de la Montagne, avec lequel Friedrich, sans doute pendant son séjour dans la Terre-Sainte, avait fait alliance, et qui, en fidèle allié, avait voulu venger les offenses faites à l'empereur. Mais on ne cite aucune offense, et il faut se contenter de l'assurance que Friedrich nourrissait de la défiance contre le duc. D'autres, et surtout des écrivains modernes, n'ont pas mis plus de scrupule à charger le roi Heinrich de ce crime, quoique l'on ne voie pas trop comment ce malheureux jeune homme aurait espéré servir ses affaires par un si monstrueux attentat, ni comment il eût été en état de trouver un homme tout prêt à prendre pour lui-même l'horreur et la honte, et à se laisser couper en morceaux. Probablement le fils est innocent autant que le père, et l'assassinat du duc Ludwig s'accomplit d'une tout autre manière qu'il ne se trouve dans les relations (4). Au reste, la situation de la Bavière n'empira point par la mort de Louis; car son fils unique Otto, qui lui succéda comme duc en Bavière et palatin du Rhin, d'après le droit héréditaire, le surpassa en intelligence et en capacité, et la descente de Louis au tombeau n'eut aucune influence remarquable sur les affaires générales de l'empire.

Au mois de novembre, l'empereur Friedrich arriva dans Ravenne avec une suite brillante, mais sans armée; soit que d'abord il ne se fût proposé qu'une négociation, pour tenter les Lombards et se mettre bien au courant de la situation du pays, particulièrement pour connaître le côté faible de la ligue; soit qu'il eût renoncé à ses desseins primitifs, à la nouvelle des événements de Lombardie. Toutefois il ne trouva que peu de députés des villes lombardes; et son fils Heinrich, ainsi que les princes teutschs qui s'étaient résolus à l'accompagner, ne parurent point, parce que les Lombards tenaient encore cette fois les passages occupés. Peu à peu, seulement quelques Teutschs isolés et déguisés parvinrent jusqu'à lui à travers de grandes difficultés. Il n'y avait donc pas possibilité de diète solennelle. Le mécontentement de Friedrich fut sans doute très-grand. Il séjourna plusieurs mois à Ravenne, et tenta tous les moyens pour amener les Lombards à d'autres pensées. Mais, entre ce peuple et les Hohenstaufen, il n'y avait pas d'intelligence possible. Ils n'étaient pas éblouis par l'éclat de la couronne qui parait le front de Friedrich, et ne se laissaient point charmer par les jeux qu'il avait fait disposer : ils restèrent sourds à ses exhortations, tinrent peu de compte de ses menaces, et résistèrent à ses caresses. Enfin l'empereur quitta Ravenne au mois de mars de l'année suivante, 1232, pour se rendre à Aquilée, où son fils et les princes teutschs furent invités à se trouver. Forcé par des vents contraires, ou voulant se mettre à l'abri, il gagna Venise. Oubliant, à ce qu'il paraît, que dans cette même ville son aïeul Friedrich Ier, par l'effet des mêmes projets auxquels son âme était attachée, avait été réduit à se jeter aux pieds du pape pour recevoir la bénédiction de l'Église, après la reconnaissance de la liberté de la Lombardie; ne songeant pas sans doute à toutes ces choses, il travailla sans relâche à ses plans. Il se montra gracieux, magnifique, prodigue de dons et de droits, et gagna, par ces moyens et par la supériorité de son esprit, les cœurs de beaucoup d'hommes dans cette puissante cité. Ensuite il atteignit sans obstacle Aquilée. Là était arrivé le roi Heinrich avec un certain nombre de princes teutschs, la plupart ecclésiastiques; et ceux-ci, sauf peu d'exceptions, appartenaient au Teutschland méridional. L'empereur prépara-t-il cette entrevue avec son fils dans un but déterminé; ou bien, après avoir vu échouer ses projets à Ravenne, voulait-il seulement quitter cette ville sous un prétexte honorable?

c'est ce que l'on ne peut décider. Nous sommes aussi mal informés de ce qui se passa dans l'entrevue. Nous savons que Friedrich, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, se laissa décider à confirmer les droits des princes teutschs que Heinrich leur avait accordés comme souverains territoriaux; mais nous ignorons comment il accueillit son fils et comment il le congédia; s'il lui témoigna de la satisfaction, ou l'accabla d'expressions de blâme; s'il lui donna des enseignements, des instructions; s'il lui confia une mission, ou s'il abandonna ce jeune homme de vingt et un ans à son destin, et s'il le rejeta de nouveau au milieu du désordre et des agitations des passions où il avait passé son enfance, sans espérances et sans paroles de consolation. Il est certain seulement que l'empereur regagna par mer son royaume héréditaire, et que Heinrich resta roi des Romains dans le Teutschland.

Il est vraisemblable pourtant que, si les princes teutschs prirent congé de l'empereur avec des sentiments de satisfaction, Friedrich et Heinrich ne se quittèrent pas comme un père et un fils se séparent l'un de l'autre. Depuis douze ans, l'empereur n'avait pas vu son fils. Lorsqu'il avait quitté le Teutschland, Heinrich était un enfant de neuf ans; maintenant c'était un jeune homme mûri par de nombreuses et grandes épreuves qui se présentait à lui. Un prince passionné pour la domination ressent rarement un amour bien vif pour son fils, qui peut se considérer comme l'héritier de cette domination; cet amour entre d'autant plus difficilement dans son cœur, que ce fils est séparé de lui par un moindre nombre d'années. Sa mort devant être pour ce fils, et pour lui seul, un avantage immense, il est disposé à observer d'un œil inquiet et envieux ses gestes et ses regards, et surveille avec défiance et soupçon toutes ses démarches. Friedrich n'avait que seize ans de plus que son fils; il l'avait revêtu d'un pouvoir indéterminé, et son âme était assez naturellement soupçonneuse. De son côté, Heinrich, entouré, depuis l'enfance, d'hommes à sentiments équivoques, sans franchise, hostiles à la vérité, avait peut-être lui-même une réserve un peu contrainte et mystérieuse. A peine avait-il eu jamais occasion de donner une caresse filiale à son père; il ne pouvait que le craindre et le respecter, et peut-être travailla-t-on même à troubler ces sentiments dans son cœur. Maintenant son père put bien lui apparaître tout autre qu'il ne se l'était imaginé; et comme Friedrich était plein d'indignation à cause de son échec de Ravenne, il ne fit probablement pas à son fils un accueil bienveillant et paternel. Il est donc à présumer qu'entre le père et le fils ne s'établit aucune communication propre à réunir leurs cœurs, et que leurs rapports durent les rendre plus que jamais étrangers l'un à l'autre. Vraisemblablement encore Friedrich congédia son fils froidement, en lui donnant publiquement plein pouvoir d'agir en général d'après ses propres lumières, mais en se réservant intérieurement de l'observer attentivement, et de lui faire sentir en toute occasion son autorité paternelle et la majesté impériale. De son côté, Heinrich, indisposé contre son père, se retira mécontent, prêt à l'indocilité, et emportant le soupçon que l'empereur désirait l'abaisser, et la résolution d'agir désormais avec d'autant plus d'assurance, selon les circonstances, qu'il venait d'être prouvé de nouveau que l'empereur était hors d'état de marcher d'Italie dans le Teutschland avec une armée, et que lui Heinrich n'avait rien à craindre, s'il parvenait à ranger les princes teutschs sous son étendard.

Le spectacle offert dès lors aux regards du jeune roi, après le retour de l'empereur dans la Pouille, n'était guère propre à le ranimer, à relever ses espérances : partout des querelles et des luttes entre les princes voisins; persécutions contre les hérétiques sur le cours du Rhin et sur ses deux rives; des bûchers allumés, des gémissements et des cris de douleur; la croisade contre les Stedingers et la ruine de ce peuple vaillant et infortuné. Ce qui se faisait par hasard ou avec préméditation, au milieu de toutes ces horreurs, pour remédier aux malheurs du temps et préparer un meilleur avenir; ce qu'entreprirent dans ce sens certains princes dans l'Ostphalie et la Westphalie, et dans les villes en général, ne parvint point à la connaissance du jeune roi, et pouvait d'autant moins attirer son approbation que ses efforts étaient considérés sous un triste aspect par les hommes qui l'entouraient, et combattus comme funestes. Mais le roi dut laisser faire ce qu'il ne pouvait pas empêcher. Dans l'année 1233, il entreprit pourtant une expédition militaire contre le jeune duc Otto de Bavière. La cause de cette expédition est inconnue. Otto, dit-on,

aurait indiqué une diète qui devait être tenue à Ratisbonne. Le roi trouva cette diète une chose fort grave, et la défendit. Mais d'où lui vint cette pensée? pourquoi cette interdiction? on l'ignore. Le duc n'en tint pas moins l'assemblée à Landshut. En conséquence, Heinrich, suivi d'un assez grand nombre de princes, dirigea en personne une armée considérable contre la Bavière. Il parle lui-même de l'affaire sur le ton du mystère. Le duc, dit-il, à cause de *certaines choses*, s'était révolté contre son père; en conséquence, lui Heinrich avait marché avec des troupes vers la Bavière. Mais, de quelque nature qu'ait été la querelle, quand le roi campa près d'Augsbourg avec son armée, prêt à pénétrer dans le pays, à la vue de tant de princes ennemis et d'une si grande armée, le duc regarda sa cause comme perdue. Pour se sauver, il envoya le digne archevêque Eberhard de Salzbourg à l'effet de ménager un accommodement avec le roi. Heinrich accorda la paix; mais le duc dut se soumettre, et livrer son jeune fils Louis comme otage entre les mains du roi.

Ce résultat si rapide et si heureux agit sans doute fortement sur le roi, et lui inspira de la confiance en lui-même. Il revint, à ce qu'il paraît, avec la résolution de tenter désormais la fortune, et d'employer d'énergiques efforts à faire valoir autant que possible l'autorité royale. Son père l'avait revêtu de pleins pouvoirs pour agir ainsi, et il pouvait difficilement se représenter qu'il perdrait ses droits à la bienveillance et à la satisfaction paternelle en faisant usage de ces pouvoirs. Beaucoup de princes teutschs le fortifièrent dans sa résolution, sincèrement ou dans des vues perfides. Au commencement de février 1234, il tint, à cause de la persécution des hérétiques dans le Teutschland, une diète publique à Francfort. Là parurent beaucoup de princes, parce qu'il leur importait de mettre fin aux persécutions, ou bien parce que Heinrich avait acquis plus d'autorité. Le roi exposa les plaintes nombreuses qui s'étaient élevées sur les brigandages exercés et les contributions levées à l'aide de forteresses et de châteaux. Les princes ne purent s'abstenir de déclarer que ces repaires devaient être détruits. Le roi paraît avoir pris au sérieux ces déclarations telles qu'elles étaient faites; car il chargea son fidèle Heinrich de Ryfen de forcer les châteaux dénoncés. Plusieurs furent ruinés, entre autres ceux des nobles hommes de Hohenloeh (5). En même temps Heinrich rendit des décisions sur beaucoup d'autres choses, donna des fiefs vacants à des hommes auxquels il avait confiance, sans tenir compte des prétentions d'autres solliciteurs, et montra la résolution et la vigueur unies à la fougue de la jeunesse.

Il est bien possible que Heinrich, dont les propres paroles ont servi à la narration des faits, ait agi, sinon avec la prudence nécessaire, du moins dans la croyance sincère que tout ce qu'il faisait et entreprenait tournerait au profit de l'empire, à son propre honneur et à celui de son père; il est possible aussi qu'il fût convaincu de ses droits aux remercîments de son père. Mais, selon ses propres expressions, il ne reçut de l'empereur que les plus durs reproches; toutes ses mesures, toutes ses dispositions furent blâmées et rejetées : il reçut l'ordre rigoureux de rendre le fils du duc de Bavière, de rétablir à ses frais les châteaux des nobles de Hohenloeh, en général de démolir où il avait construit, de construire où il avait démoli; et à ces ordres fut jointe la menace que, s'il les négligeait sur le moindre point, l'empereur n'accueillerait désormais de lui ni un envoyé ni une lettre. A la vérité, l'on n'a guère accordé créance à ces assertions du roi Heinrich; le plus communément même on les regarde comme des rapports mensongers; mais dans l'histoire ne se trouve aucune raison pour justifier ce doute. Il ne manque pas non plus d'accusations contre lui : il aurait traité les princes avec indignité, et se serait montré dilapidateur des deniers publics, aurait eu des procédés peu nobles envers son épouse, se serait livré à la débauche et à tous les excès. Mais en général ces accusations ne sont appuyées d'aucune preuve, ont été répandues après la ruine de Heinrich, et ne méritent jamais de confiance, surtout dans une époque de trouble et de passion, quand bien même elles seraient contenues en des actes officiels. Celui qui est à terre est foulé aux pieds, frappé au visage et à la poitrine. Quand le pouvoir est menaçant, au contraire, chacun se tient à distance; beaucoup affectent une attitude qui attire la bienveillance; et quand plusieurs ont à se blanchir, ils ont coutume de charger une victime de toutes les souillures, afin que les taches soient moins apparentes sur les autres.

Les accusations contre le roi Heinrich portaient en elles-mêmes la preuve de la fausseté de la plupart. Encore bien que la vie du roi n'ait pas été pure, que sa conduite ait manqué de loyauté et de noblesse, son extrême jeunesse devait l'excuser auprès des hommes indulgents. Personne ne doit oublier que l'empereur son père l'avait laissé, enfant, exposé au milieu du monde désordonné, dans lequel il eût été difficile même à un homme habile et ferme de suivre constamment le sentier de la vertu, de l'équité et de la vérité, sans jamais s'écarter ni à droite ni à gauche.

CHAPITRE XI.

DERNIER SÉJOUR DE FRIEDRICH DANS LE TEUTSCHLAND. — RUINE DU ROI HEINRICH VII. — ÉLECTION DE KUNRAD IV.

De l'an 1234 à l'an 1237.

Le roi Heinrich fut abattu, confondu, profondément blessé par la dureté de son père. Il obéit ponctuellement à tous ses ordres, mais se persuada qu'il avait été calomnié auprès de l'empereur, qui avait prêté injustement une oreille favorable aux calomnies. Il lui vint aussi à la pensée que son père avait le projet de le ruiner pour mettre à sa place son demi-frère Kunrad. Le premier soupçon n'était pas sans fondement : un roi aussi résolu que paraissait vouloir se montrer Heinrich ne pouvait être agréable aux princes teutschs, dont la souveraineté territoriale était encore trop récente pour avoir pu être affermie; ils devaient plutôt désirer que le trône offrît encore longtemps l'état de faiblesse dont ils avaient profité jusqu'ici. Comme les dispositions de Friedrich envers son fils n'étaient pas restées inconnues, il put bien se trouver de ces rapporteurs officieux qui, par une hypocrite intervention, cherchèrent à enflammer les passions couvant au fond des cœurs. La seconde supposition fut fortifiée par un fait étrange. Le pape Grégoire IX était de nouveau entré en rapports des plus hostiles avec les Romains, qui l'avaient mis en grand danger. Dans sa détresse, il implora l'assistance de Friedrich. L'empereur se montra extrêmement amical et empressé, et au mois de mai de cette année il vint trouver le pape à Rieti, pour lui apporter ou lui promettre des secours. Dans cette occasion, il amena son fils Kunrad, né de sa seconde épouse Iolande, et présenta au saint-père cet enfant à peine âgé de six ans. Le but de cette présentation aurait pu rester toujours inconnu; mais comme il fut rapporté au roi Heinrich que Friedrich avait cherché à exciter le souverain pontife contre lui, il ne put guère se défendre lui-même de soupçonner qu'il allait être sacrifié, afin que Kunrad pût devenir empereur et roi. Assurément il ne manqua pas d'amis vrais ou faux pour partager cette inquiétude et l'entretenir dans le malheureux jeune homme.

Au milieu de telles circonstances, Heinrich se crut probablement autorisé à se défendre contre son père. Comme Friedrich était roi de Sicile par la grâce de Dieu, et, par le choix des princes teutschs et par le couronnement du pape, roi et empereur des Romains, toujours auguste, de même il était lui-même, par la grâce de Dieu, l'héritier réel du royaume de Sicile, et, par le choix des princes *teutschs, que* son père, et non pas lui, avait déterminé, roi des Romains, toujours auguste; ses droits ne paraissaient pas inférieurs à ceux de son père. Tout en cherchant, par des ambassades et des lettres, à tranquilliser son père, le priant humblement de maintenir son honneur, de ne pas laisser porter atteinte à ses droits, protestant solennellement qu'il avait constamment agi de bonne foi, qu'il n'avait jamais volontairement et avec conscience rien fait qui pût exciter le déplaisir de son père, il n'en prenait pas moins des dispositions pour opposer de la résistance en cas de nécessité. Ainsi que le raconte un seul écrivain, il eut une entrevue avec quelques princes à Boppard, et là il fut pressé par la totalité des assistants, ou du moins par une partie, de déclarer ouvertement qu'il ne voulait plus être soumis à son père. Heinrich prononça cette déclaration, et dès ce *jour il* réclama de tous les princes teutschs l'attachement à sa cause, et s'efforça de les séduire par tous les moyens avec lesquels beaucoup de rois, avant lui, avaient obtenu ou acheté leur reconnaissance. Il en amena beaucoup à promettre de lui rester fidèles; envers d'autres, qui refusèrent cet engagement, il employa les menaces pour les contraindre à une décision. Il gagna aussi les villes sur le Rhin, et se fit donner des otages de leur fidélité (1). Enfin il entra en négociation avec Milan, afin de pousser

les Lombards à prendre les armes ; car il se confiait aux promesses qui lui avaient été faites dans le Teutschland, comptait sur les princes et les villes de cette contrée, et croyait n'avoir plus rien à craindre que d'une armée que son père pouvait amener par les Alpes : les Lombards se seraient opposés à la marche de cette armée. Les premières propositions vinrent-elles de Heinrich ou des Milanais ? Cela ne peut guère être fixé ; pourtant il est probable que les Milanais firent les premiers pas vers une ligue avec le roi des Romains. Dans tous les cas, il est certain que Milan se montra très-disposée à s'allier avec Heinrich, et qu'il ne leur fut pas difficile de gagner aux mêmes résolutions les villes de Brescia, Bologne, Lodi et Novare, même le marquis de Montferrat. Au mois de novembre de cette année, Heinrich envoya d'Eszlingen son maréchal Anselme de Justingen et l'archidiacre Walcher de Wurtzbourg, avec des pouvoirs illimités, pour conclure une ligue avec Milan. A peine ces envoyés étaient arrivés à Milan, la ligue fut en effet signée et jurée le 18 décembre. Cette conclusion rapide se comprend facilement ; l'on était d'accord avant la négociation. Chaque partie accorda sans hésiter ce que l'autre demanda. Pourquoi aurait-on dû marchander avec l'avenir, de la décision duquel dépendait la confirmation ou le rejet du traité ? Ce que les Milanais promirent de faire était en partie sans importance, en partie pour eux-mêmes une nécessité de leur propre conservation, même sans la ligue ; ils promirent de reconnaître Heinrich comme roi et de combattre pour lui, c'est-à-dire pour eux-mêmes, dans les limites de la Lombardie. L'on devait s'attendre à l'accomplissement du premier engagement, si Heinrich restait roi des Teutschs, indépendant de son père, ou s'il succédait un jour à son père sur le trône impérial. Le second était leur propre affaire, comme ils l'avaient montré depuis longtemps. De son côté, Heinrich accorda ce qui existait depuis longtemps, et donna ce qu'il n'avait pas : il reconnut la ligue des Lombards, et renonça expressément à tous les droits qui étaient encore restés à Friedrich Ier sur la Lombardie à la paix de Constance, en exceptant seulement le nom royal. Ce fut une œuvre morte que cette alliance. Les Milanais peuvent à peine avoir eu un autre but que d'anéantir par là, ou du moins d'humilier la maison des Hohenstaufen, dont chaque prince leur était également odieux. Quant au roi Heinrich, il faut comprendre dans le même jugement l'alliance et ses vues en général. Si Heinrich eut réellement la résolution de se rendre indépendant, et, en cas de nécessité, de s'opposer à son père les armes à la main, il était naturel qu'il cherchât à se procurer toutes les ressources possibles. Mais il pouvait être assuré, même sans traité, de l'assistance des Lombards dans les limites de leur pays, dans le cas où l'empereur y entrerait avec des troupes ; il avait fait lui-même cette expérience. Mais, dans l'agitation du désespoir, il agit avec l'emportement passionné de la jeunesse, ou se laissa entraîner par de faux et ignorants amis. Il est même possible que, par l'alliance et tout ce qu'il put faire, il ne se proposât rien autre chose que d'inquiéter son père, et de l'amener ainsi plus facilement à la bienveillance et à la réconciliation ; car, vraisemblablement au moment même où il faisait partir son ambassade pour Milan, il s'adressait à l'évêque de Hildesheim, ainsi qu'à d'autres princes, les priant instamment de lui ménager une réconciliation avec son père, attendu qu'il n'avait en aucune façon attiré sur lui la colère paternelle.

En réalité, la conduite entière du jeune roi resterait pour nous dans une obscurité presque impénétrable, si l'empereur Friedrich avait trouvé bon de s'en soucier aussi peu que des guerres particulières dont le Teutschland était désolé, des Stedingers, des persécutions des hérétiques et d'autres faits. On ne voit pas qu'un seul prince important ait fait quelque chose pour Heinrich, ni qu'il se soit manifesté de l'enthousiasme pour l'indépendance du Teutschland à l'égard du roi de Sicile ; il paraît au contraire que peu à peu Heinrich resta seul, et n'obtint rien que des promesses mensongères ou des conseils contradictoires. Il ne fut pas non plus en état de conquérir la ville de Worms, qui faisait de l'opposition contre lui parce que l'évêque avait pris le parti du roi, à ce qu'il paraît sincèrement, ni de soumettre le markgraf de Baden. Mais Friedrich, dont la présence dans son royaume héréditaire n'était pas aussi nécessaire, en raison de ses relations amicales avec le pape et de l'état des choses dans ce pays, considéra les faits sous un autre aspect, ou du moins affecta de les envisager ainsi. On voit que le markgraf de Baden, dont

Heinrich s'était déjà défié, dont il avait reçu un fils en otage, se rendit, après les conférences de Boppard, auprès de l'empereur, l'informa des événements du Teutschland, et le pressa de partir aussi vite que possible pour ce pays, afin de sauver l'empire; on trouve aussi que Friedrich fut surpris, consterné des nouvelles du Teutschland. Le premier fait peut être réel, mais il est difficile d'admettre le second.

Comment croire que Friedrich soit resté constamment sans nouvelles du Teutschland sur les mouvements de son fils, qu'il n'ait pas songé à l'entourer de ses partisans? Un sentiment s'élève dans le cœur pour repousser la pensée que l'empereur ait pu laisser échapper par un geste, par l'expression d'un regard, le désir de voir son fils aîné engagé en de tels embarras, que lui-même se trouvât autorisé à lui enlever la couronne de la tête pour la placer sur le front de son second fils Kunrad. Mais une autre question se présente : quel parti prit-on à l'égard des indignes flatteurs que l'empereur lui-même accusait d'avoir entraîné son fils à la résistance contre l'autorité paternelle? Si, après la ruine de son fils, Friedrich n'avait pas observé une conduite plutôt injuste que magnanime, s'il avait appelé à rendre compte ceux dont Heinrich suivit les conseils, l'histoire serait peut-être en mesure de se prononcer avec plus d'assurance. Mais Friedrich était satisfait de l'éloignement de Heinrich, et ne s'occupait guère de ces conseillers, quoiqu'il les eût traités précédemment d'hommes pervers, qui, par des attentats manifestes, lui étaient suspects ainsi qu'à l'empire.

De cette suite de faits opposés, si confus qu'ils puissent être, ressort une contradiction manifeste. C'est un enchaînement de perfidies, d'hypocrisie, de mensonges et d'actes odieux de toute nature. L'empereur demeura tout l'hiver dans son royaume héréditaire, et ne fit pas la moindre disposition, comme s'il n'avait affaire qu'à un ennemi déjà dompté, abattu. Il peut n'avoir considéré le danger ni comme menaçant ni comme très-grand; il n'était occupé qu'à mettre en réserve de l'argent et des trésors de toute espèce, sachant bien par expérience qu'à ces choses tient la durée du pouvoir. Il poussa aussi le pape à exprimer, dans un bref aux princes teutschs, sa juste colère sur les attentats du roi Heinrich, et à engager ces princes à délaisser le fils pour se ranger autour du père. Enfin il amena Grégoire X à faire menacer le roi de l'excommunication par quelques évêques, s'il ne se soumettait pas aussitôt à son père. Ceci se passait au mois de mars de l'année 1235. Mais le saint-père ne pouvait agir autrement; il avait à craindre l'empereur, et le roi ne pouvait lui rendre aucun service; il ne discernait pas d'ailleurs très-clairement les rapports du père avec le fils; et puis il était soupçonné d'avoir provoqué ou favorisé l'alliance entre le roi Heinrich et les Lombards, et il jugeait sans doute nécessaire de combattre ce soupçon. Friedrich assura même plus d'une fois que son cœur était déchiré de la plus violente douleur à cause de l'attentat de son fils; mais, dans sa poitrine, à côté de la douleur, il y avait encore place pour de tendres sentiments : car, dans cet hiver même, il suivit ardemment des négociations pour un troisième mariage (2) avec la princesse Isabelle, jeune fille de 21 ans, que le roi Henri III, son père, avait désiré vainement, dix ans auparavant, fiancer avec le fils aîné de Friedrich. L'empereur envoya une ambassade à Londres, ayant pour chef son chancelier, Pierre des Vignes, et le traité d'alliance fut en effet conclu au mois de février de cette année. Ensuite, au mois d'avril, une grande et nouvelle ambassade fort brillante, dans laquelle se trouvaient l'archevêque de Cologne et le duc de Brabant, partit pour l'Angleterre, afin d'amener la fiancée royale dans le Teutschland; car le mariage devait être célébré dans ce pays de conjurations et de révoltes. Vers ce temps, après les fêtes de Pâques, Friedrich s'embarqua de sa personne avec son second fils Kunrad, pour se rendre dans le Teutschland, comme s'il avait l'intention de mettre le pied sur le sol germanique en même temps que sa jeune épouse. Il était entouré de la pompe et de la magnificence impériales; sa suite était nombreuse et brillante, mais il n'y avait nulle trace d'armement militaire. Il semblait qu'il s'agît bien plus d'un joyeux voyage de noces que d'une entreprise sérieuse pour dompter un ennemi, pour étouffer une révolte. Friedrich débarqua heureusement à Aquilée, on ne sait pas bien le jour; Isabelle arriva le 15 du mois de mai à Anvers, où elle fut reçue de la manière la plus solennelle.

Dès ce jour, le roi Heinrich disparaît presque entièrement de l'histoire. Dans l'admiration de

la beauté et de la richesse de la fiancée impériale, dans l'étonnement sur l'éclat et la pompe qui environnaient l'empereur, on paraît avoir oublié de s'informer du jeune souverain. Personne ne sait ce qu'il tenta, ce qu'il accomplit, ni même où il était. Le voyage d'Isabelle d'Anvers à Cologne est représenté comme une suite ininterrompue de réjouissances et de fêtes. Princes et nobles voulaient manifester à l'envi leur dévoûment et leur joie; le peuple faisait retentir l'air de ses acclamations nuit et jour; le clergé entonnait des hymnes d'actions de grâces, et les villes, surtout la puissante Cologne, étalaient leurs richesses et les produits de leur activité artistique et industrielle. D'après ces descriptions, l'on pourrait croire que le Teutschland goûtait la paix la plus profonde depuis une génération; qu'il n'avait supporté aucun désastre; que toutes les branches de l'activité humaine avaient été cultivées avec le plus grand succès. Quoi qu'il en soit, il est certain que sur tout le Rhin, depuis la mer jusqu'à Cologne, ne se montra pas une ombre de trahison envers l'empereur, pas une apparence de révolte, même d'opposition. A Cologne, Isabelle resta quelques semaines, parce que Friedrich n'avait pas encore préparé la garde-robe de la fiancée. Les affaires de l'empereur suivaient aussi la marche la plus prospère; partout où il se dirigeait, il ne trouvait que zèle et fidélité, ou du moins l'apparence de ces deux sentiments. Tous se montraient prêts à son service, et chacun accourait pour ne pas arriver trop tard : car il avait quelque chose à offrir, et montrait aussi peu de roideur que dans les anciens jours. L'abbé de St-Gall et le duc de Bavière obtinrent sa faveur particulière, parce qu'ils furent les premiers des plus grands princes du Teutschland à lui rendre hommage. A Landshut, il fiança son fils Kunrad avec la fille d'Otto, Elisabeth, enfant de six ans. A Ratisbonne, il trouva déjà rassemblé un grand nombre de princes ecclésiastiques et séculiers, qui crûrent ne pouvoir mieux se recommander qu'en déclarant Heinrich indigne du trône. D'après les rares indications qui se trouvent dans les relations sur ce roi, voici ce que l'on peut tirer de vérité historique : Heinrich fut abandonné de tous, grands et petits, dans sa détresse, et se retira sur le rocher de Trifels, résolu à s'y défendre; mais l'empereur le fit sommer de se soumettre en lui offrant son pardon. On rapporte que le grand maître de l'ordre Teutonique, Hermann de Salza, mena la négociation, et persuada au jeune roi d'implorer la clémence de son père. Heinrich, cédant à ces conseils, parut le 4 juin à Worms devant l'empereur. Quand il se fut reconnu coupable, et qu'il eut renoncé à l'empire, Friedrich le fit arrêter. Tout ce que l'on trouve cité d'ailleurs : que Friedrich reçut son fils en grâce deux jours auparavant, mais que celui-ci avait laissé voir qu'il ne rendrait pas Trifels; qu'il essaya d'attenter à la vie de son père par le poison, et qu'alors seulement il fut arrêté; tout cela est d'une invention trop grossière pour avoir pu influer sur l'appréciation de ce malheureux événement. Il n'y a pas de doute que le roi captif fut d'abord déposé dans le château de Heidelberg, puis transporté dans une autre forteresse (3), enfin conduit avec son épouse et ses deux enfants, accompagné d'évêques, au delà des Alpes dans la Pouille, au château-fort de San-Felice. Au bout de sept ans seulement, il trouva la mort dans la captivité. Quant à l'empereur, à peine délivré de son fils, il fit venir sa fiancée de Cologne, et dans le lieu même où Heinrich fut chargé de chaînes, à Worms, seize jours plus tard, il célébra ses noces au milieu des fêtes et des pompes les plus brillantes. Ces réjouissances durèrent plusieurs jours, et les princes teutschs, dans les éclats de leur joie, se montrèrent si généreux envers les danseurs et les mariés, que Friedrich lui-même crut devoir mettre un frein à leurs prodigalités.

Probablement avant ces fêtes, Friedrich avait indiqué une diète générale qui devait se tenir à Mayence. Il désirait sans doute que tous les princes approuvassent ce qu'il avait fait; il lui convenait peut-être aussi, quinze années après son départ du Teutschland, dans la fleur de la jeunesse, de se montrer une fois, en présence des représentants de tout le pays, dans la maturité de l'âge et dans toute la majesté de la dignité impériale; de plus, il voulait probablement, sinon déterminer, au moins préparer l'élection de son fils Kunrad, et pour cela il lui convenait d'autant plus de ramener les esprits à la pensée de l'empire et du diadème des Césars. Presque tous les princes teutschs, spirituels et temporels, beaucoup de nobles seigneurs et une foule de petit peuple, accoururent à Mayence, assurément avec des dispositions et des vues diverses. La diète fut ouverte le

15 avril, dura huit jours, et se passa de la manière la plus paisible. Il paraît qu'il n'y eut ni débats ni oppositions. En effet les princes teutschs devaient tant à la longue absence de l'empereur, qu'ils n'avaient aucun motif de lui rendre pénible son séjour parmi eux, d'autant plus que ce séjour ne devait pas être de longue durée, ainsi qu'ils le savaient fort bien. Il semble que pas une seule voix ne s'éleva pour le malheureux roi Heinrich : et à quoi bon des réclamations? l'affaire était décidée. D'ailleurs Friedrich prépara une suite de dispositions qu'il réunit dans un seul acte écrit sur parchemin, et qu'il fit lire à tous les assistants en langue teutsche. Les divers articles, considérés en eux-mêmes, sont dignes d'éloge sous plus d'un rapport. On n'y voit pas, à la vérité, éclater cette grande et forte intelligence dont Friedrich donna des preuves par ses créations et son administration en Sicile; mais l'empereur savait bien qu'il devait prendre sur le sol teutsch une tout autre attitude qu'en Sicile, s'il ne voulait pas heurter les esprits et rencontrer la plus vive résistance. Il ne reprit non plus rien de ce qui avait été accordé précédemment aux princes à l'égard des villes, et leur souveraineté territoriale n'est ni mise en doute ni limitée; mais il n'y aurait pas eu sagesse à tenter l'impossible. Tout se borne à des prescriptions pour le maintien de l'ordre et de la paix dans l'empire, et dans les maisons princières dont le droit héréditaire à leurs domaines est supposé. D'après les dispositions de ces lois, chacun devait donner et recevoir la justice. Des menaces de châtiments rigoureux étaient lancées contre les guerres particulières, les attaques violentes, les extorsions, le brigandage, la spoliation par de fausses et de mauvaises monnaies. Assurément ces lois auraient été accueillies par les bénédictions des classes inférieures, si elles avaient été réellement maintenues et mises rigoureusement à exécution; car elles leur auraient procuré du repos, et plus de sécurité pour la vie, la propriété, l'industrie et toutes les espèces de relations; elles auraient enfin adouci l'humeur sauvage des grands et auraient fait gagner beaucoup à la civilisation. Elles supposent ce qui n'existait pas, et ce que Friedrich III, le cœur tourné vers la Sicile, le regard dirigé sur la Lombardie, ne pouvait tenter de créer : un pouvoir public, l'action générale de l'État. Une loi ne reçoit la vie que par la force qui la fait valoir; sans cette force, elle ressemble à une épée dont la poignée serait de fer et la lame d'argile. Si donc l'on met cette loi de Friedrich II en regard de l'état des choses tel qu'il est présenté, de la souveraineté territoriale des princes, des efforts des villes, du développement de la noblesse et de la liberté de la bourgeoisie, de la lutte du droit contre la force, de la lumière contre les ténèbres, il est difficile de se défendre d'un sentiment pénible. Il semblerait que Friedrich ne se proposait que de jeter, pour les éventualités de l'avenir, sur le sol teutsch, une ancre où s'attacher; mais les princes réunis purent bien donner leur adhésion, les uns, dont l'âme était élevée, parce qu'ils voulaient sincèrement l'ordre et la paix, les autres parce qu'ils savaient combien peu ces lois seraient obligatoires.

Peut-être y eut-il un intérêt plus grave dans la conclusion, à la diète de Mayence, d'une autre affaire qui, sans grande importance depuis quelques années, avait pourtant occupé le Teutschland durant trois générations, et amené sur le pays des malheurs incalculables : les débats entre les maisons des Waiblingen et des Welfs furent accommodés par acte authentique et pour jamais. Par la mort d'Otto IV, la lutte avait cessé, mais les sentiments hostiles avaient survécu, sinon dans les Welfs, au moins dans les Hohenstaufen. Huit ans auparavant, le palatin Heinrich du Rhin, le dernier des fils de Heinrich le Lion, était mort, comme son frère Otto, sans laisser de fils. Quatre ans avant sa mort, il avait reconnu officiellement son neveu Otto, fils de son frère Wilhelm, dernier rejeton mâle du trône des Welfs, pour son unique héritier et légitime successeur dans toutes les villes et tous les domaines qui lui étaient échus en Saxe de la succession de son père, et même *il lui avait* attribué les fiefs qu'il possédait aux alentours, relevant des évêchés et des abbayes. Otto paraît d'ailleurs s'être considéré comme légitime héritier de son oncle, indépendamment même de cet acte. Mais, aussitôt après la mort de Heinrich, l'empereur Friedrich et le duc Louis de Bavière disputèrent l'héritage à Otto de Luneboarg, ainsi qu'on l'a déjà raconté. En effet Heinrich avait laissé deux filles qui soutenaient, ou plutôt pour lesquelles on soutenait que les alleux de leur père, parmi lesquels

brillait la ville de Braunschweig, devaient leur revenir. L'aînée de ces filles, Irmengarde, était mariée au markgraf de Baden ; et, pour être en état de menacer de la Saxe même, de ce brillant patrimoine des Welfs, le dernier prince de cette maison, l'empereur Friedrich n'avait pas hésité à faire acquisition des droits héréditaires d'Irmengarde. Agnès, la plus jeune, avait épousé Otto, fils du duc Louis de Bavière. Le roi Heinrich et le duc Louis s'avancèrent sur la Saxe avec des troupes, le premier pour son père, l'autre pour sa belle-fille, afin de réduire Braunschweig avant qu'Otto ne fût en état de se mettre en possession de la ville. Mais cette tentative échoua contre la vieille fidélité des valeureux bourgeois de Braunschweig et contre la bonne épée du prince Welf. Otto fut reconnu par les bourgeois de Braunschweig pour leur seigneur, et il récompensa leur fidélité et leur dévoûment par des libertés et des priviléges. Durant sa captivité de trois années, après la bataille de Bornhovède, les tentatives de soumettre Braunschweig furent renouvelées; les évêques de Magdebourg et d'Halberstadt les appuyèrent; plusieurs burgrafs et vassaux du pays, entraînés à l'infidélité, ou poussés par le désir de l'indépendance, abandonnèrent la cause du dernier Welf; mais le zèle des bourgeois de Braunschweig se maintint toujours le même, et déjoua tous les efforts de l'hostilité et de la perfidie, grâce au secours que prêtèrent Otto et Jean, fils du markgraf Albert de Brandenbourg, dont Otto avait épousé la fille Mathilde. Otto resta maître de Braunschweig et de tous les domaines des Welfs en Saxe. Maintenant l'empereur tint-il compte au prince Welf de son refus de se présenter comme un rival à l'empire? ou bien craignit-il qu'Otto, se réunissant au roi Heinrich, ne donnât ainsi une plus grande importance aux résolutions impuissantes de ce malheureux fils? Ou bien encore, à cause du duché de Souabe, qu'il désirait posséder comme son patrimoine, espéra-t-il avoir les mouvements plus libres? N'eut-il enfin d'autre but que de donner aux princes teutschs une nouvelle et grande preuve de la magnanimité impériale? Tout cela reste incertain Mais il est sûr que dès le mois de septembre de l'année précédente, alors qu'éclata la révolte de son fils, il chargea plusieurs grands princes teutschs, ecclésiastiques et séculiers, d'engager une négociation avec le prince Welf pour un accommodement définitif. Ces princes acceptèrent la mission, et les accords arrêtés par eux furent rendus publics à la diète de Mayence. Là Otto parut devant l'empereur, plia le genou, et remit ses biens, le château de Lunebourg, avec tous les autres châteaux, domaines et sujets, de sorte que l'empereur pût en disposer selon son bon plaisir; ensuite l'empereur réunit ces domaines et ces sujets à l'empire, afin qu'ils pussent être donnés en fief. Il réunit la ville de Braunschweig, avec les terres et les sujets, également à l'empire; car il considérait aussi cette ville et ces terres comme sa propriété, attendu que dans l'intervalle il s'était entendu avec le duc Otto de Bavière au sujet des droits héréditaires de son épouse. Ensuite le Welf Otto prêta serment de fidélité à l'empereur. Alors Friedrich réunit Braunschweig et Lunebourg en un duché héréditaire, et en donna, suivant l'usage antique, l'investiture au Welf Otto, de telle sorte qu'il passât successivement aux descendants d'Otto, aux filles comme aux fils.

Après des actes si importants, l'empereur congédia l'assemblée, le huitième jour, par une fête brillante où il parut la couronne sur la tête. Là fut déployée autant de dignité que de pompe et de magnificence; on commença par le service divin, solennellement accompli, et tout se termina par un joyeux banquet que l'empereur donna à tous les princes et à leurs suites; puis il se rendit en Souabe. A Augsbourg il tint une assemblée de princes le 1er de novembre. Là, entre lui et le roi de Bohême, Wenzeslaw III, qui, en 1230, était devenu roi, et avait épousé une fille du roi Philippe, se fit un accommodement équitable au sujet de l'héritage de l'épouse du prince bohémien : Friedrich compta au roi 10,000 marcs; moyennant cette somme, Kunigunde, reine de Bohême, et son époux, renoncèrent à toutes prétentions sur les biens de la maison de Hohenstaufen en Souabe. Durant l'hiver, l'empereur tint à Haguenau sa cour, pompeuse et brillante comme toujours. Partout il put déjà reconnaître et remarquer, non sans dépit, que dans ces temps l'éclat ne donnait aucune puissance, et que les lois étaient inutiles sans la force pour les appuyer; car en Lombardie s'éleva un incendie qui l'inquiéta, et le jeune duc Friedrich d'Autriche, fils de Léopold, frère de l'épouse de son malheureux fils Heinrich,

lui donna mille motifs de mécontentement.

Les Lombards continuaient à se livrer aux anciens débats dans lesquels ils avaient toujours été engagés entre eux, avec un tel acharnement que l'on devait croire qu'ils seraient incapables de toute résistance sérieuse envers l'empereur. Mais en même temps plusieurs villes importantes conservaient le sentiment énergique de la confédération renouvelée entre les Lombards; Milan surtout se distinguait parmi ces cités qui se montraient hostiles à l'empereur par leurs paroles et leurs actes. On ne peut décider si le sort du roi Heinrich exerça de l'influence sur ces rapports; mais du langage des Lombards, qui se montraient si hostiles à Friedrich, il ressort clairement qu'ils ne le regardaient pas comme grandi en pouvoir par la ruine de son fils. Friedrich, de son côté, put tenir pour nécessaire d'affecter des airs de grandeur comme si les forces du Teutschland étaient à ses ordres, comme si tous les princes teutschs étaient prêts à marcher sur un signe de sa main avec lui en Italie. Il tint donc le langage de la confiance la plus audacieuse, élevant ses prétentions plus haut que jamais. Il lança même la menace de pousser tous les princes teutschs sur l'Italie, si ses réclamations n'étaient pas satisfaites. Le saint-père enfin, dont Friedrich attendait l'excommunication contre les Lombards, se tenait dans une hésitation fort embarrassante en face des deux partis; il était obligé d'épargner l'empereur, et ne pouvait vouloir l'assujettissement des Lombards. Il tint donc un langage conciliateur et pacifique; et tandis que, comptant sur le sentiment intime des Lombards, il paraissait parler contre eux, il fit aussi entendre le mot de croisade du Seigneur contre l'empereur. Friedrich fut violemment irrité; il put donc regarder comme d'autant plus nécessaire de montrer aux Lombards que ses menaces n'étaient pas vaines. Mais, quels que fussent ses efforts pour déterminer tous les princes teutschs ou beaucoup d'entre eux à une expédition au delà des Alpes, en dépit des solennités de Mayence, il ne put en gagner un seul. Ses propres vassaux du duché de Souabe paraissent avoir refusé de le suivre, car il se vit réduit à louer cinq cents guerriers, moyennant une solde mensuelle, afin de pouvoir détacher, au printemps de l'année 1236, une avant-garde chargée d'annoncer l'arrivée prochaine de la grande armée. Les Lombards s'étaient tenus dans une telle sécurité, ou avaient été jetés dans une telle confusion, qu'une petite troupe réussit à pénétrer jusqu'à Vérone, et à se fortifier dans cette ville.

Cependant Friedrich s'était rendu à Marbourg. L'année précédente, le pape avait canonisé la markgrafine Elisabeth. Le 1er mai devait avoir lieu l'élévation des saintes reliques. Beaucoup de princes et de seigneurs des deux ordres se rendirent à Marbourg pour assister à cette solennité; et il vint une quantité si prodigieuse d'âmes pieuses avides de scènes édifiantes, ou de curieux, que l'on en porta le nombre jusqu'à 1,200,000. L'empereur assista aussi à la fête, poussé sans doute par un sentiment de dévotion, peut-être aussi dans la vue de travailler pour son voyage d'Italie. Il donna les plus belles marques de sentiments religieux, leva le premier la pierre du tombeau, et plaça une couronne d'or sur la tête de la sainte; néanmoins il paraît n'avoir rien obtenu pour ses projets belliqueux. Il se rendit donc à *Coblentz*, et appela les vassaux des contrées du bas Rhin à l'expédition de Lombardie; mais quelques-uns à peine répondirent à sa voix. Il ne lui restait plus qu'à convoquer les vassaux de ses domaines héréditaires, de Souabe et d'Alsace, et peut-être ne les amena-t-il sous ses drapeaux qu'au moyen d'argent ou d'autres indemnités. Néanmoins le résultat de cette levée ne fut pas très-important. Lorsque, vers la fin du mois de juillet, il se mit en mouvement d'Augsbourg avec les hommes qu'il avait gagnés, il ne se trouva que mille cavaliers ou guerriers à cheval dans son armée, dont on ne donne pas le nombre des fantassins. Avec ces troupes, plus propres à une expédition d'aventurier qu'à de véritables opérations militaires, il pénétra audacieusement en Lombardie. Et en effet c'était une véritable aventure que ce qu'il entreprit et acheva. Par sa rapidité, sa *résolution* et sa vaillance, il excita l'étonnement et l'admiration, et soutint maints combats avec succès. Mais, pour l'accomplissement de ses projets, il lui fallait compter sur les divisions intérieures des Lombards, et il ne pouvait réussir qu'en surprenant par de brusques attaques les troupes ou les villes guelfes, grâce à l'appui des cités gibelines. Le défaut de combinaison de ses mouvements le rendait redoutable, et ses changements rapides de direction trompaient

l'attention de ses ennemis. Mais de telles opérations ne pouvaient avoir de résultat durable; la haine de ses ennemis s'irrita encore par cette conduite de partisan indigne de la majesté impériale. D'ailleurs, dès la fin du mois d'octobre, Friedrich quitta l'Italie en laissant garnison dans Vérone et dans Vicence, et repassa les Alpes. Il trouva dans les affaires du duc Friedrich d'Autriche un prétexte opportun de prévenir par cette retraite une fuite à laquelle il eût été bientôt réduit.

Friedrich d'Autriche était parvenu au duché dans l'année 1230, lorsque son père Léopold mourut à St-Germano. Mais, à la nouvelle de la mort de Léopold, seigneurs et vassaux se evèrent en Autriche, s'imaginant que c'était maintenant à eux de régner. Dédaignant la jeunesse de Friedrich, ils attaquèrent, pillèrent, saccagèrent, dévastèrent comme s'il n'y avait pas de souverain dans le pays, sans peut-être savoir ce qu'ils voulaient spécialement. Le roi de Bohême aussi envahit l'Autriche, ne voulant pas laisser passer une si belle occasion de faire du butin. Il est étonnant que la ruine de Friedrich ne se soit pas accomplie; mais il fut sauvé par la fidélité des bourgeois de Vienne. La lâche perfidie de la noblesse et des feudataires agit d'une manière terrible sur le jeune homme. Son âme se remplit de mépris pour eux; son cœur fut gagné aux classes inférieures, dans lesquelles il avait trouvé fidélité et loyauté. Il prit la résolution d'abaisser les nobles, d'élever les bourgeois, en ménageant le clergé autant que possible. La nature l'avait doué de belles facultés; son regard était perçant, sa volonté ferme, il devint en peu de temps un héros de champ de bataille. Ainsi, dans le cours de quelques années, quoique les Hongrois et les ducs de Karinthie et de Bavière se montrassent hostiles, non-seulement il réduisit la noblesse du pays à la soumission, mais purgea ses domaines d'étrangers, et fit de terribles irruptions sur les terres de ses ennemis. Mais, au milieu de toute cette agitation, de ces luttes continuelles, de tous ces efforts convulsifs, il n'était pas possible au jeune prince de suivre toujours la voie légitime, et d'épargner ceux qui méritaient des ménagements. Plus le pillage exercé sur ses domaines avait été destructeur, plus se faisait sentir le manque d'argent dont il avait besoin pour ses luttes. Il se vit contraint de songer à tirer de l'assistance du clergé, et même à en exiger des couvents; il dut imposer des contributions aux bourgeois de sa fidèle ville de Vienne : il excita l'indignation des prêtres et des moines, et les bourgeois de Vienne, qui avaient souffert des maux indicibles, commencèrent à chanceler. Alors se firent entendre des plaintes et des accusations sur les violences et les extorsions, les actes d'injustice et de cruauté; des calomnies de toute nature se répandirent : l'histoire était dans les mains des prêtres.

Sur ces entrefaites commençait à se développer la funeste mésintelligence entre l'empereur et le roi Heinrich. Y eut-il intelligence entre Heinrich et le duc Friedrich? On ne peut ni le nier ni le soutenir avec assurance. Mais comme le duc Otto de Bavière était ennemi du duc d'Autriche, et que le roi Heinrich entreprit une campagne contre le duc Otto, cette intelligence est vraisemblable, et peut-être l'expédition de Heinrich en fut une conséquence. Friedrich, accablé sous le poids de ses propres nécessités, ne put secourir son malheureux beau-frère à l'heure du danger; mais l'empereur ne pouvait se fier à lui et avait l'œil fixé sur tous ses mouvements : il acquit assez de preuves de l'indignation que le duc nourrissait contre lui. Il l'avait invité à la diète qu'il se proposait de tenir à Ravenne, et le duc ne tenta pas une seule fois de marcher vers l'empereur. Ensuite il l'appela dans Aquilée; mais le duc s'excusa, et ne se rendit pas même auprès de l'empereur quand ce monarque s'avança au-devant de lui jusque sur le territoire autrichien. Dans son dernier voyage dans le Teutschland, l'empereur avait pris la route d'Aquilée par la Styrie, vers la Bavière; mais le duc ne fit point un pas pour le rencontrer, et l'on ne trouve pas non plus qu'il ait cherché à le retenir. Il pénétra peut-être les manœuvres dirigées contre lui, et avait perdu sa confiance.

Lorsque le roi Heinrich fut renversé, l'empereur manda le duc indocile à la diète des princes à Augsbourg. Le duc ne répondit pas encore à cet appel; et comme le roi de Bohême, son ennemi, était présent à Augsbourg, et en rapport d'amitié intime avec l'empereur, ainsi qu'on l'a raconté, ses inquiétudes n'étaient peut-être pas sans fondement. Il avait beaucoup d'ennemis, et le sort de son infortuné beau-frère était un terrible avertissement pour lui. Quant à l'empereur, quelles que puissent

avoir été ses vues relativement au duc, il ne put se dispenser de le mettre au ban de l'empire. L'exécution de la sentence fut confiée au roi de Bohême, au duc de Bavière et à quelques évêques. Ces princes acceptèrent la tâche, soit par respect pour la parole impériale, soit par inimitié contre le duc, et dans l'espoir de se venger maintenant sur lui. Au printemps de l'année 1236, ils envahirent l'Autriche par plusieurs points; et la noblesse autrichienne, aigrie contre son souverain, accourut se ranger sous la bannière des ennemis du duc, ou les seconda d'une autre manière. Friedrich, reconnaissant bien que dès le commencement de la guerre il était hors d'état de tenir tête à la fois à tant d'ennemis en rase campagne, leur abandonna le pays, se contentant d'occuper quelques forteresses avec ses plus vaillants serviteurs. Le pays fut donc facilement conquis et soumis à l'empereur. Comme le duc se tint tranquille dans ses forteresses, l'on espéra, prenant cette tranquillité pour de l'abandon, réduire bientôt ces places par la famine ou par la force. L'empereur ne crut donc pas devoir ajourner son expédition d'Italie à cause des affaires d'Autriche. Mais à peine avait-il franchi les Alpes, le duc Friedrich, sortant de ses forteresses, surprit ses ennemis, qui se croyaient en sûreté, se saisit des évêques de Freisingen et de Passau, et chassa les autres du pays.

Maintenant ces événements décidèrent l'empereur à quitter brusquement l'Italie, afin qu'un tel ennemi ne lui embarrassât pas le passage des Alpes. Sans doute il avait déjà dépêché des messagers dans le Teutschland pour sommer les princes de se réunir à lui, afin de maintenir la condamnation de l'empire contre le duc d'Autriche; car, aussitôt que Friedrich se montra de ce côté des Alpes, beaucoup de princes ecclésiastiques et séculiers accoururent à lui du Teutschland, du sud et de l'ouest, ainsi que le landgraf de Thuringe, pour marcher avec lui contre l'Autriche. Le roi de Bohême ne manqua pas non plus à cette campagne. L'empereur se mit à la tête d'une puissante armée. Le duc d'Autriche fit de nouveau la tentative qui lui avait si bien réussi précédemment; mais, soit qu'il ne pût réunir à propos ses hommes et les instruire, soit que ses fidèles serviteurs perdissent courage à l'aspect de l'empereur et d'une nouvelle armée formidable, il ne put cette fois conserver que la forteresse de Neustadt, dans laquelle il se trouvait. L'empereur prit sa résidence à Vienne, et passa l'hiver dans cette noble cité, dont personne encore ne soupçonnait les hautes destinées pour l'avenir. Et comme le pays entier du duc Friedrich, dont les revenus sont appréciés à 60,000 marcs, s'était soumis, il prononça que c'était maintenant sa propre possession, déclara Vienne ville impériale, pour récompenser ou gagner ses citoyens; détacha la Styrie de l'Autriche, en la comprenant dans l'empire; institua des gouverneurs et d'autres fonctionnaires, et agit comme sur ses propres domaines. Après l'acquisition de si beaux cantons et *de si grandes* richesses, il ne pouvait être difficile pour lui de terminer auprès des princes une affaire qui certainement l'avait occupé depuis plusieurs années, qui lui tenait fort au cœur, qu'il n'avait pourtant pas encore osé traiter, parce qu'il croyait peut-être que le souvenir de son fils Heinrich était encore trop récent. Son second fils Kunrad, enfant de neuf ans, déjà nommé roi de Jérusalem du chef de sa mère, fut reconnu à Vienne comme son successeur, comme roi des Romains et futur empereur. Ensuite l'empereur quitta Vienne et se rendit à Ratisbonne. De là il invita les princes teutschs à des conférences à Spire; quelques princes répondirent. C'était au mois de juin. Ces princes réunis reconnurent aussi ou élurent Kunrad comme roi des Romains et futur empereur. Bientôt après cette élection, au mois d'août, comme si tout était obtenu, l'empereur Friedrich repassa les Alpes, marchant au-devant de son propre destin, sans se soucier du Teutschland.

NOTES DU LIVRE XXVI.

CHAPITRE Ier.

(1) Sans doute les dispositions hostiles continuèrent encore, et l'on ne peut croire qu'elles aient cessé lorsque Otto, neveu de l'empereur Otto IV, reçut en fief de Friedrich, en 1235, le duché de Brunswick-Luneboug; mais si le ressentiment subsista encore dans la famille, du moins les factions dans le Teutschland trouvent ici leur fin.

(2) Berthold de Zæringen remit à lui et à l'empire ses villes de Berne et de Fribourg, sous la condition qu'elles ne seraient jamais soumises de nouveau à un prince d'empire.

CHAPITRE II.

(1) Le *Chronicon. Ursperg.* donne, sous l'année 1218, une indication qui se rapporte vraisemblablement à cette année 1219. *Et quia dispositum fuerat in concilio generali, ut eo anno in kalendis julii cruce signati iter arriperent, multi de partibus* (il faut peut-être lire *patribus*) *Alemanniæ proficiscuntur, ast ne pergant, in civitatibus Apuliæ impediuntur : sed autoritate sedis apostolicæ votum differtur, et inutilibus remittitur per compensationem.*

(2) ... *Pro licentiandis principibus*, dit Friedrich, *juxta morem imperii. Fridericus... a principibus licentia accepta, Romam proficiscitur*, est-il dit dans GODEFRID. MONACHUS, ad a. 1220.

(3) *In conspectu clementiæ vestræ inficiari nec possumus nec debemus, quia erga promotionem unici filii nostri, tanquam qui ipsum paternis affectibus non possumus non amare, laboravimus hactenus juxta posse, quod equidem nequivimus obtinere.*

(4) Cette lettre est, selon Raumer, du 13 juillet 1220.

(5) ... *Salvo jure domini principalis.*

(6) ... *Dum villis insident, dum agros colunt.*

CHAPITRE III.

(1) GODEFRID. MONACH. (ad a. 1222). VIII *id. maii.* De même ÆGIDIUS, *Aureæ Vallis religiosus in Gestis pontificum Leodiens.*

(2) Dont la mère était l'impératrice Constantia, épouse de Friedrich II, mère du jeune roi Heinrich.

(3) Casimir le Juste mourut en 1197.

(4) DANIEL (2, 31).

(5) *Regnum Daniæ specialiter ad romanam spectat Ecclesiam, et ad specialis ditionis indicium et esse noscitur censuale.*

(6) En l'année 1221.

(7) *Origines Guelf.* (IV, page 85, *præfat.*).

(8) Depuis l'an 1110.

(9) *Lubecenses, Hamburgenses, et ceteri terre hujus mercatores, eo jure et libertate fruentur, qua usi fuerant ante captivitatem regis.*

(10) Nous renvoyons à VOIGT (*Histoire de Prusse*, t. II).

CHAPITRE IV.

(1) GUDEN. (*Cod. diplom.*, I, page 510, n. 201) : *Utrum civitas alique, vel oppidum in regno nostro constitutum, communiones, constitutiones, colligationes, seu conjurationes aliquas, quibuscumque nominibus appellentur, facere possent, vel ordinare.* On retrouve encore une fois ces noms plus loin dans cet acte; mais on lit *confederationes* au lieu de *constitutiones.*

(2) Isabelle était du moins la plus jeune des sœurs de Henri III.

(3) ... *Castrum Turinh super Mosellam situm, latibulum prædonum.* Nous ne savons pas comment s'appelle aujourd'hui ce *castrum*, s'il existe encore.

(4) GODEFRID. MONACHUS : *Parvus servulus solus cadaver domini custodivit.*

(5) Il en était du moins ainsi dans le Teutschland. GODEFRIDUS : *Imperator... curiam Cremonæ indicit, pro statu imperii reformando, et negotiis Sanctæ Terræ.*

(6) *Centegravii recipiant centas a domino terræ, vel ab eo qui per dominum terræ fuerat infeodatus.*

CHAPITRE V.

(1) Dans ce qu'on appelle la paix publique de 1187 : *Mercator negotiandi causa provinciam pertransiens gladium suum sellæ alliget, vel super vehiculum suum ponat, non ut quem lædat innocentem, sed ut prædone se defendat.*

(2) DITMAR DE MERSEBOURG dit déjà, en parlant de Heinrich II : *Merseburgensi episcopo mercatores et Judeos dedit.* Et il en fut de même dans la suite des temps.

(3) *Cives ratisponenses facultatem habebunt ex arbitrio suo eligendi magistrum, qui vulgariter hanisgrave dicitur, ut ille de officio suo jura et con-*

suetudines ipsorum in nundinis requirat, et si infra civitatem is aliquid ordinare disposuerit, id non nisi secundum civilia instituta et ex consensu urbanorum fiat.

(4) Ils donnaient volontiers à ces alliances le nom de *consortia sanctæ pacis.*

(5) ... *Cujuslibet artificii confraternitates seu societates.*

(6) Je me contenterai de rappeler le faux Isidore.

CHAPITRE VI.

(1) Il sera question de la Westphalie dans le chapitre suivant.

(2) Comme le voulaient les anciennes lois, *ut pax sit, ut pax restituatur in imperio.*

(3) Cette expression se trouve déjà dans la *præfatio rhythmica*, dont il sera tout à l'heure question (vers 78) :

Spigel der Saxen
Sal diz Buch sin genant,
Wende Saxen recht is hir an bekant,
Als an einem Spiegele de vrouwen
Ire antlize beschouwen.

Nous citons du reste, lorsque nous ne disons pas expressément le contraire, d'après la seconde édition du *Sachsenspiegel* de HOMEYER (Berlin, 1835).

(4) Dans les vers connus (261 et suiv.) :

Nu denket al gemeine
Dem von Valkensteine,
Der greve hoyer ist genant,
Daz an Diutisch ist gewant
Diz Buch durch sine Bete :
Eyke von Repgowe iz tete.

(5) *Nobilis vir* (et aussi *comes*) *Hogerus de Walkenstein* et *Hecco de Repechowe*; entre les années 1215 et 1231. Hoyer figure encore en 1237 dans le pays d'Anhalt (LUDOVIC., *Sachsenspiegel*, préface, § 10).

(6) Livre I, article 3.

(7) I, 55 : *Al verlik gerichte heve begin von Kore.*

(8) III, 42, § 2 : *Nu ne latet jük nicht Wunderen dat dit buk so lüttel seget von dienst lüde rechte, went it is so manich valt, dat is nieman to eude Komen Kan;... ik Kan is nicht besceiden.*

CHAPITRE VII.

(1) Il est à peine nécessaire de remarquer que j'ai en vue Kindlinger et Kopp, Berck et Wigand, sur les recherches desquels Bernhardt Thiersch a publié à Essen, en 1835, un commentaire, dans la condamnation par le tribunal vehmique du duc Heinrich le Riche de Bavière.

(2) Ce principe : où il n'y a point de plaignant, il n'y a point de juge, continuait à être en vigueur en Westphalie. Il ne faut pas l'oublier. Si les tribunaux avaient agi *ex officio*, les tribunaux francs ne se seraient pas établis.

(3) Dans la seconde moitié du XIIIe siècle, on voit figurer dans les actes publics des *vemnoti*, associés vehmiques.

(4) Jusqu'en Prusse même.

CHAPITRE VIII.

(1) ... *In confinio Frisiæ et Saxoniæ*, dit GODEFRID. MONACH.

(2) ALBERICUS (ad an. 1234, page 551) appelle encore le pays des Stedingers : *quædam Frisiæ insula ad Stadingas.*

(3) *Chron. Rasted.* (page 101) : *Oppidum quoque Oldenborg sine dubio subvertissent* (Stedingi), *si non Wige ductor Stedingorum Ottoni... comiti secrete per nuncios demandasset...*

(4) A deux ou trois lieues de Brême, un peu plus loin que Delmenhorst.

(5) GREGORII IX. *Rescriptum ad archiepiscopum Bremensem de relaxando in Stedingos vibrato fulmine*; XII *kalend. sept.* 1236, dans LINDENBROG (*Script. Septentr.*, p. 172); et aussi dans les *Orig. Guelf.* (IV, p. 132).

CHAPITRE IX.

(1) *Chronic. Sampetr.* (ad an. 1222).

(2) Ludwig était né en 1200, Elisabeth en 1207.

(3) On ne peut pas préciser rigoureusement cette époque.

(4) Kunrad s'intitule lui-même : *Monasteriorum per Alemanniam visitator.*

(5) GODEFRID. MONACH. (ad. an. 1234) : *Eodem die, quo quis accusatus est.... et flammis crudeliter injectus.*

(6) GODEFRID. MONACH. (ad an. 1232) : *Messanenses contra imperatorem rebellionem excitant.* — (Ad an. 1233) : *Imperator Messanam... ingreditur, et captis suis rebellibus, eos igni cremat... Miranda res et nimium stupenda, quod his temporibus ignis contra genus mortalium sic invaluit. Nam eodem fere tempore et rebelles imperatori in Sicilia, et in Germania infinitus numerus hominum.... incendio perierunt.*

(7) ... *Ut moderatius et discretius in tanto negotio se gereret.* C'est ce que dit Sifrid lui-même. On ne calomnie donc pas cet homme.

CHAPITRE X.

(1) RAYNALD. (ad an. 1227); MATTHÆUS PARIS (ad an. 1228).

(2) Ce dernier Welf est appelé *dominus de Luneburg* par ALBERTUS STADENSIS. Quelquefois il est aussi appelé duc de Lunebourg, par GODEFRIDUS par exemple.

(3) GODEFRID. MONACH. (ad an. 1228) : *Otto contra imperatorem renuit aliquid tentare.*

(4) Dans le fait, AVENTIN (VII, cap. 3, 16) connaît une autre tradition qui sans doute ne lui parait pas vraisemblable, et qu'il ne tient lui-même pas pour vraie. ... *Eundem* (*ducem* à savoir) *ob illatum stuprum uxori alienæ*, etc.

(5) C'est ainsi que Heinrich qualifie ces seigneurs : *nobiles viri, fratres de Hohenloeh.*

CHAPITRE XI.

(1) *Chronic. Colmar.* (ad an. 1235).

(2) Sa seconde femme Yolanthe était morte en 1228, après la naissance de son fils Kunrad, au moment même où Friedrich voulait se mettre en route pour sa croisade.

(3) Le *Chronic. Sampetr.* nomme ce château : *castrum Alrehein in Rhetia.*

CONTINUATION

DE

L'HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

FIN DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC II.

(1237-1238.) La révolte des villes de Lombardie rappelant l'empereur au delà des Alpes, il engage les états, assemblés à Vienne en Autriche, à élire roi des Romains son second fils, Conrad IV. L'élection solennelle se fit à Spire, par les seuls *électeurs;* les autres princes *consentirent* seulement à ce que ces *pères et ces luminaires de l'empire* avaient arrêté. Les actes de l'élection portent entre autres que Conrad IV était redevable de son élévation au mérite de ses ancêtres (*cum meriti fructus sit*), et qu'on espérait qu'il suivrait leurs traces, ne fût-ce que pour ménager à ses enfants une semblable récompense. Frédéric II retourne en Italie, après avoir confié la régence de l'Allemagne au jeune roi des Romains, sous la direction de l'électeur de Mayence. Il commence la guerre contre la ligue des Lombards par la prise et la destruction de la ville de Vicence, s'empare de Mantoue, et défait entièrement l'armée des rebelles à la journée de *Corte-Nuova*. Les Milanais perdirent dans la déroute leur *carocium*, et Frédéric II l'envoya à Rome pour y être exposé au Capitole. Cette victoire entraîna la soumission de la plupart des villes de la Lombardie; et l'empereur aurait pu terminer dès la première campagne une guerre ruineuse et tous ses embarras, si l'esprit de vengeance dont il était animé lui avait permis d'accorder aux villes de Milan et de Brescia l'amnistie qu'elles lui demandaient; mais, en exigeant qu'elles se rendissent à discrétion, il leur fit trouver, dans l'extrême désespoir, des ressources suffisantes pour se soutenir contre tous ses efforts.

L'île de Sardaigne était alors divisée en quatre districts, gouvernés chacun par un grand juge qui prenait assez communément le titre de roi de sa province. Trois de ces roitelets avaient prêté serment de fidélité au pape Grégoire IX; mais, Frédéric II ayant fait épouser à son fils naturel Entius, l'héritière des districts de Turri et de Gallura, il le déclara roi de Sardaigne, sous la mouvance de l'empire romain.

(1239-1241.) Les succès de Frédéric II alarment Grégoire IX sur la destinée de la ligue des Lombards, qu'il regardait comme l'unique appui de son indépendance contre les prétentions du chef de l'empire. Il avait d'ailleurs à

venger l'anéantissement total des droits que le saint-siége s'arrogeait sur la Sardaigne, et l'assistance que l'empereur avait prêtée contre lui aux Romains. Enfin Frédéric II ne dissimulait pas assez qu'il le regardait comme l'auteur secret des troubles d'Italie, pour ne pas faire redouter au pontife les effets de son ressentiment. Pressé par ces considérations, Grégoire IX contracte une alliance étroite avec les Vénitiens pour la défense de leur liberté commune, et lance un nouvel anathème contre l'empereur, sous prétexte que ses armées avaient pillé des églises, ravagé les terres du saint-siége et maltraité des ecclésiastiques; que Frédéric lui-même s'était plu à susciter des troubles parmi les fidèles, et qu'il avait blasphémé Jésus-Christ dans la diète de Francfort. L'empereur se justifie contre ces reproches odieux dans un ample manifeste qu'il fit afficher à Rome, et qu'il envoya aux principales cours d'Europe, surtout en France et en Angleterre. Il porte en même temps la guerre dans les États du saint-siége, et s'empare de Spolète pendant que ses généraux ravageaient la Lombardie. Grégoire IX fait prêcher une croisade contre ce prince, et monte lui-même en chaire pour inspirer aux peuples les sentiments de haine et de vengeance dont il était tourmenté. Cet expédient réussit un moment; le pontife rassemble en très-peu de temps une armée nombreuse de croisés et de rebelles; mais Frédéric étant accouru avec des troupes choisies, il défait la milice papale, s'empare de la plus grande partie de l'héritage de Mathilde, et porte ses armes victorieuses jusque sous les murs de la ville de Rome, que le pontife empêcha avec peine de lui ouvrir ses portes. Au milieu de ces succès, l'empereur engage son beau-frère, Richard de Cornouailles, à porter des propositions d'accommodement au saint-père; mais Grégoire IX les rejette avec hauteur; et, déclarant par une nouvelle bulle le trône de l'empire vacant, il exhorte les états d'Allemagne à procéder incessamment à une autre élection. Cependant ni cette invitation, ni l'anathème lancé contre Frédéric, ni les intrigues des émissaires du pape, ne produisirent aucun effet. Les états d'Allemagne répondirent au pontife qu'ils ne trouvaient rien à redire à la conduite de Frédéric, et qu'au surplus les papes avaient bien le droit de couronner les empereurs, mais non pas celui de les déposer. Rebuté de toutes parts, Grégoire offrit enfin la couronne impériale à Robert de France, comte d'Artois, et frère de saint Louis; il intéressa même la religion du roi à la lui faire accepter; mais ce prince saint et magnanime ne se servit de l'autorité qu'il avait sur son frère que pour lui faire rejeter avec indignation les offres du pontife; et les barons du royaume, que Grégoire IX avait voulu intéresser à la réussite de ses projets, lui reprochèrent vivement dans leur réponse son emportement injuste et ses violences, en faisant d'ailleurs l'éloge le plus flatteur de la conduite sage et modérée de l'empereur. Il ne restait plus à Grégoire IX que de recourir à l'expédient que ses prédécesseurs avaient toujours employé avec succès, celui de faire de sa cause particulière la cause de l'Église universelle. Il convoque, pour cet effet, un concile général, dont les sanctions suprêmes pouvaient seules ranimer l'ancien respect des peuples pour les foudres du pontife, qu'on commençait à mépriser. Mais le nouveau roi de Sardaigne, que l'empereur avait nommé son amiral, attaque et défait, près de l'île de Melora, une escadre génoise qui transportait en Italie nombre de cardinaux et de prélats étrangers, et les conduit tous prisonniers à Naples, où Frédéric II fit d'abord relâcher ceux qui étaient sujets de la couronne de France. Ce désastre accabla Grégoire IX, et le mit au tombeau. Election et mort de Célestin IV. Le saint-siége demeure vacant pendant dix-huit mois, le sacré collége ne pouvant ou ne voulant pas procéder à une nouvelle élection, tant que plusieurs de ses membres étaient tenus dans les prisons de l'empereur. Ce prince leur rend enfin la liberté, par considération pour le roi saint Louis. Les cantons d'Uri, de Schweitz et d'Unterwalden, envoient des secours à l'empereur, et obtiennent pour récompense une nouvelle confirmation de leur liberté et de leur indépendance.

Une nuée de Tartares se jette, à travers la Pologne, sur la Silésie, et la ravage impitoyablement : ils dévastent la Moravie et se répandent dans l'Autriche. Le roi Conrad IV, et un grand nombre de princes et de seigneurs, se croisent contre eux à Eslingen, et l'empereur renforce cette milice religieuse par un corps de troupes commandé par le roi Entius. Les Tartares sont entièrement défaits, et un second échec leur fait abandonner leurs projets sur l'Allemagne.

Première origine de la ligue *Anséatique*. Il en sera parlé plus au long à la fin de cette période.

(1242-1244.) Election du pape Innocent IV: tout le monde la regardait comme le terme des haines et des troubles qui déchiraient, depuis seize ans, l'Église, l'Empire et l'Italie. On savait que ce pontife s'était toujours opposé aux résolutions violentes de Grégoire IX, et que l'anathème affreux dont Frédéric II fut frappé ne l'avait pas empêché de conserver pour ce prince une tendre et constante amitié. L'empereur seul désespéra de sa réconciliation avec la cour de Rome, et l'événement prouva qu'il en connaissait à fond l'esprit et les maximes. Il renouvela cependant au nouveau pontife les propositions de paix qu'il avait déjà offertes à son prédécesseur; mais Innocent IV exigea, comme conditions préliminaires de l'absolution qu'il lui demandait, la cession pure et simple de l'héritage entier de la comtesse Mathilde, la restitution de toutes les conquêtes que Frédéric II avait faites sur le saint-siége, et une soumission parfaite de la part de ce prince pour le jugement que le pape prononcerait entre lui et les villes de Lombardie. L'empereur rejette ces conditions, et recommence les hostilités. Innocent IV se retire secrètement à Gênes, et, le roi de France ni celui d'Aragon ne lui ayant pas voulu accorder l'asile qu'il leur demandait, il se rend dans la ville de Lyon, qui n'obéissait plus, depuis la décadence du royaume d'Arles, qu'à ses archevêques. Il y excommunie l'empereur, et fait publier l'anathème dans toutes les églises d'Europe. Ce fut alors qu'un curé de Paris, après avoir fait lecture de la bulle, excommunia celui des deux, de l'empereur ou du pape, qui avait tort, et donna l'absolution à celui qui avait raison..

Frédéric II donne un diplôme de légitimation à Jean d'Avesnes et à ses deux frères, tous trois bâtards de la comtesse Marguerite de Flandre et de Hainaut, qu'elle avait eus de Bouchard d'Avesnes, chanoine de l'église de Saint-Pierre à Lille; et il les déclare en même temps habiles à succéder à tous les fiefs que leur mère possédait sous la directe et la mouvance du Saint-Empire. Le roi Conrad IV déconcerte quelques complots que les électeurs de Mayence et de Cologne tramaient en Allemagne pour la faire révolter contre l'empereur. Frédéric II accorde au margrave de Misnie une expectative sur le landgraviat de Thuringe, et le détache par cette faveur du parti des rebelles.

(1245-1246.) Frédéric II tient à Vérone une diète générale des princes d'Allemagne et des États d'Italie qui lui étaient demeurés fidèles, et leur rend compte des conditions que le pape avait posées pour base de la paix. Elles sont rejetées par la voix unanime de l'assemblée, qui combla d'éloges la conduite ferme et modérée de l'empereur. Sur cette approbation de la diète, Frédéric se met lui-même la couronne impériale sur la tête, pour marquer la nullité de la déposition que le pape avait prononcée contre lui. Innocent IV le cite devant le concile qu'il venait de convoquer à Lyon. L'empereur y envoie l'évêque de Strasbourg, le grand maître de l'ordre Teutonique, le chancelier Pierre des Vignes, et un jurisconsulte nommé Thadée de Suessa, pour y plaider sa cause; et il s'avance lui-même jusqu'à Turin, afin de se mettre à portée d'adhérer ou de s'opposer aux décisions du concile. Innocent IV, s'érigeant en dénonciateur, y accuse l'empereur d'une infinité de crimes : il lui reproche particulièrement d'avoir fait un traité de paix avec les infidèles de l'Asie; de s'être arrogé une juridiction sur les biens et sur la personne des ecclésiastiques; d'avoir permis à ses troupes de commettre toute sorte de désordres dans les terres du saint-siége, et d'être sorti, à l'égard du pape, des bornes du respect qu'il devait au chef de l'Église. Les ambassadeurs de Frédéric II le justifient vainement de la plupart de ces inculpations, en faisant d'ailleurs voir la frivolité des autres; Innocent IV, sans s'arrêter à ces défenses, et sans consulter aucunement les Pères du concile, renouvelle contre ce prince, avec un appareil effrayant, les sentences d'anathème et de déposition; il relève tous ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, et enjoint aux électeurs d'élire incessamment un autre empereur, se réservant de disposer du royaume de Sicile en faveur de qui il appartiendrait. Mais les princes d'Allemagne lui déclarent de nouveau qu'il n'avait ni titre ni qualité pour déposer les empereurs; et Frédéric II lui-même proteste solennellement contre la forme et contre le fond de sa condamnation, dans laquelle le pape, qui était sa seule partie, avait fait à la fois les fonctions de juge et le métier d'accusateur. Le roi de France, pénétré de l'irrégularité de cette procédure,

et sentant aussi bien que tous les autres souverains de l'Europe les conséquences dangereuses du décret qui s'en était suivi, réunit ses efforts à ceux des princes d'Allemagne pour réconcilier le pape et l'empereur, et pour rétablir la concorde entre le sacerdoce et l'empire. Mais tous ces soins furent inutiles; les trois électeurs ecclésiastiques, entraînés par les sollicitations continuelles du pape et par leur propre penchant dans une révolte ouverte contre l'empereur, se joignent aux légats du pontife, afin de soulever une partie des Etats, et parviennent enfin à former une ligue assez considérable pour oser braver le ressentiment de Frédéric II. Ils offrent la couronne impériale à Henri Raspon, landgrave de Thuringe, que l'empereur avait nommé son vicaire général en Allemagne; et ce prince, séduit par les promesses magnifiques du pape, consent, après un long refus, à se laisser élire roi des Romains, dans une assemblée des États rebelles tenue à Hochleim, près de Wurtzbourg. Il forme ensuite le siége de la ville de Francfort. Le roi Conrad IV accourt avec le peu de troupes qu'il put ramasser à la hâte, pour le faire lever; mais, trahi par la noblesse de son duché patrimonial de Souabe, il perd la bataille, et se retire en Bavière. Le roi Raspon s'empare de Francfort, et reçoit la soumission des villes rebelles d'Italie.

Frédéric le Belliqueux, duc d'Autriche, est tué dans un combat contre les Hongrois, peu de temps après avoir obtenu l'érection de sa province de Carniole en duché, et celle de son duché d'Autriche en royaume; mais cette dernière faveur n'eut point d'effet; il fut le dernier mâle de sa maison, qui s'éteignit avec lui. Comme les États qui composaient sa riche succession étaient des fiefs nûment féminins, elle devait appartenir de droit à ses deux sœurs et à sa nièce. L'aînée de ses sœurs, nommée Marguerite, était alors veuve de Henri VII, roi des Romains, dont elle avait eu deux fils qui vivaient encore dans un château de la Pouille. La seconde, Constance, était mariée avec Henri l'Illustre, margrave de Misnie; et leur nièce, Gertrude, fille du duc Henri, avait épousé le prince Ladislas, fils de Wenceslas, roi de Bohême. L'empereur fait séquestrer toute la succession, et en confie le gouvernement à Otton, comte d'Eberstein, au nom et de la part de l'empire.

(1247-1248.) Henri Raspon entre en Souabe, et assiége inutilement les villes de Reutlingen et d'Ulm. Repoussé de toutes parts, il se replie tout d'un coup sur Aix-la-Chapelle pour s'y faire couronner. Conrad IV le suit, le défait et le repousse jusqu'au cœur de la Thuringe, où ce prince malheureux finit, peu de temps après, ses jours, des suites d'une blessure qu'il avait reçue. Il fut le dernier mâle de sa race, dont l'extinction donna lieu à des discussions fâcheuses par rapport à sa succession. Elle fut disputée par les fils des deux sœurs de Raspon, et par la fille de son frère aîné. La première de ses sœurs, Judith, avait épousé le margrave Thierri de Misnie, et de ce mariage était sorti le margrave Henri l'Illustre, à qui l'empereur donna, en 1242, une expectative sur le landgraviat de Thuringe et sur le comté palatin de Saxe. La seconde sœur, Yrmengarde, avait été mariée avec Henri le Gros, premier prince d'Anhalt, et son fils, Sigefroi, réclamait à ses droits une partie de la succession. Enfin le landgrave Louis le *Saint* ou saint Louis, qui était le frère aîné de Raspon, avait laissé une fille nommée Sophie, mariée à Henri V, duc de Brabant, et mère d'un prince encore au berceau, Henri, surnommé l'Enfant. La contestation ne roula d'abord que sur une très-petite partie de la succession du landgrave Raspon. Henri l'Illustre s'était tranquillement mis en possession du landgraviat de Thuringe et du comté palatin de Saxe, l'un et l'autre fiefs d'empire, que l'expectative de Frédéric II lui avait assurés. Pareillement la duchesse de Brabant avait occupé sans difficulté le pays de Hesse, qui composait l'ancien patrimoine de la maison landgraviale, et qui lui avait appartenu en franc-alleu. Le litige ne concerna originairement que les allodiaux dont le landgraviat de Thuringe était entremêlé; mais, les esprits s'étant aigris de part et d'autre, le margrave de Misnie finit par disputer à sa cousine sa successibilité en général; et l'on suscita alors, pour la première fois, la question de savoir si la nièce du dernier possesseur, fille de son frère aîné, devait être préférée ou non à sa sœur. Cette question ne put alors être décidée que par la voie des armes : elle causa une guerre ruineuse qui ne fut terminée qu'en 1263.

Frédéric II, débarrassé de l'anti-césar Raspon, propose un nouvel accommodement à

Innocent IV, sous la médiation du roi de France. Il demandait, pour toute condition, de pouvoir résigner l'empire en faveur de son fils Conrad IV, et promettait à ce prix d'employer le reste de ses jours à faire la guerre aux infidèles; mais le pape demeura inexorable. Il offre successivement la couronne impériale à Haquin, roi de Norwége; à Henri, comte de Gueldre; au duc de Brabant, et à Richard d'Angleterre, duc de Cornouailles, et n'essuie de toutes parts que des refus humiliants. Cependant le légat Pierre Capuce, secondé par les saintes fureurs des trois électeurs ecclésiastiques et de quelques autres prélats qui ne prêchaient de tous côtés qu'une obéissance aveugle aux décrets du pontife, parvient enfin à séduire le comte Guillaume de Hollande. Ce jeune prince, à peine âgé de vingt ans, ne put pas résister à l'appât d'une couronne que les promesses du pape rendaient plus éclatante. Il accepte ses offres, et le parti rebelle l'élit solennellement roi des Romains dans une assemblée tenue, pour cet effet, à Wœhringen, près de Cologne. Il s'empare ensuite, avec une armée de croisés, et après un long siége, de la ville d'Aix-la-Chapelle, et s'y fait couronner par l'électeur de Cologne, après avoir reçu l'ordre de chevalerie des mains du roi de Bohême, assisté du légat Capuce. Il épouse la fille d'Otton, duc de Brunswick, pour s'attacher au duc de Saxe.

Mort d'Otton II d'Andechs, dernier duc de Méran et de Dalmatie, margrave d'Istrie et comte de Bourgogne. Sa succession fut partagée entre ses sœurs; l'aînée, Adèle, porta la Franche-Comté à son mari Hugues, comte de Châlons. Les vastes domaines que les ducs de Méran avaient successivement acquis en Franconie devinrent le lot des trois sœurs cadettes, qui avaient épousé, l'une le burgrave Frédéric de Nuremberg, la seconde un comte d'Orlamunde, et la troisième un comte de Truhendingen; mais ils furent peu de temps après réunis, à différents titres, dans la maison burgraviale, et ils composent aujourd'hui la plus grande partie des principautés d'Anspach et de Bareith. Le comté d'Andechs fut incorporé de nouveau au duché de Bavière par droit de réversion. Le comte de Goertz et du Tyrol occupa une partie du Frioul et de l'Istrie, et les Vénitiens s'emparèrent du reste.

Première origine de la ligue du Rhin.

(1249-1250.) Le roi Conrad IV s'oppose avec assez de succès aux progrès de Guillaume, et l'empêche de pénétrer dans les provinces de la haute Allemagne. Entius, fils naturel de l'empereur et roi de Sardaigne, est battu et fait prisonnier par les Bolonais, à la bataille de Fostalta. Il ne recouvra plus sa liberté : les vainqueurs le retinrent pendant plus de vingt-quatre ans dans une prison royale dans laquelle il finit ses jours. Frédéric fait de nouveaux progrès en Italie, et touchait au moment de réduire le parti rebelle sous son obéissance. Déjà les états du royaume d'Arles, qui venaient de lui renouveler leur soumission, lui préparaient des secours nombreux; et le pape, ne se trouvant plus en sûreté à Lyon, méditait déjà de se retirer à Bordeaux, où il avait demandé asile au roi d'Angleterre : mais toutes ces espérances flatteuses s'évanouirent par la mort funeste de l'empereur. On prétend qu'elle fut l'ouvrage du crime le plus atroce, et que ce malheureux prince fut empoisonné par son fils naturel Mainfroi. Il venait de faire un testament par lequel il institua le roi Conrad IV son héritier universel. Il donna le royaume d'Arles ou celui de Jérusalem, au choix de Conrad, à son second fils légitime Henri; il légua le duché de Tarente à son fils naturel Mainfroi, et la principauté d'Antioche à un autre fils naturel, nommé Frédéric. Enfin il pourvut son petit-fils Frédéric, qui était le fils aîné du roi des Romains Henri VII et de la princesse Marguerite d'Autriche, des duchés d'Autriche et de Carniole, qu'il tenait encore en séquestre. On assure que Frédéric II prit, avant de mourir, l'habit de Cîteaux, et qu'il fut absous par l'évêque de Palerme.

Le caractère de Frédéric II était un composé de grands vices mêlés à de grandes vertus : ces dernières étaient dans son cœur; les autres paraissent avoir été produits par les circonstances dans lesquelles il s'est trouvé. Il est difficile de conserver de la modération avec un ennemi atroce et irréconciliable, et de la bonté vis-à-vis de sujets qui ne respirent que la révolte. On ne soutient point de guerres civiles et ruineuses sans fouler les peuples; et la contagion de la mauvaise foi gagne les âmes les plus honnêtes, quand elles croient y trouver une ressource contre la trahison et la perfidie. Sage, prudent, intrépide, Frédéric fut le meilleur guerrier et le plus grand politique de son siè-

cle : il opposa un courage invincible aux plus affreuses persécutions ; il fut juste, humain, bienfaisant ; il aima les lettres, et les cultiva avec succès. Nous avons de lui plusieurs ouvrages latins, et l'on voit à la bibliothèque du Roi une collection de ses poésies allemandes. Il enrichit notre littérature de plusieurs ouvrages d'Aristote, et de quelques philosophes et médecins arabes, qu'il fit traduire en latin. Il défendit les droits du trône contre les atteintes du sacerdoce, et devint la victime de la constance avec laquelle il soutint la souveraineté des rois d'Allemagne sur l'Italie. Avec lui finirent les beaux jours de l'empire ; les troubles qui suivirent sa mort, et la faiblesse de ses successeurs, obscurcirent entièrement la splendeur de cette monarchie. Les vassaux étrangers cessèrent en même temps de la craindre et de la respecter. Les Italiens secouèrent un joug que leurs révoltes habituelles n'avaient fait jusqu'ici qu'appesantir sur eux. Les états du royaume d'Arles s'arrogèrent une indépendance semblable à la souveraineté des princes d'Allemagne, et ceux-ci ne laissèrent plus à l'empereur que la gloire d'être le premier entre ses pareils.

Voici quelques remarques relatives au droit public d'Allemagne, qui appartiennent encore au règne de Frédéric II :

Les droits fiscaux de l'empereur ont essuyé, sous ce prince, des pertes irréparables. Les deux sanctions pragmatiques, touchant la liberté des princes ecclésiastiques et des états séculiers, abrogèrent en leur faveur le droit d'auberge, ainsi que les subsides du clergé ; elles défendirent l'établissement de péages nouveaux qui eussent pu dédommager les empereurs de la perte des anciens, et restreignirent leur droit de monnaie en tout ce qui pouvait tourner au préjudice de la monnaie des princes, etc. Il faut ajouter à ces pertes celles du droit de mainmorte, auquel Frédéric renonça dans la diète d'Égra. Cependant il resta à ce prince de très-belles branches de revenus. Sans parler du produit des débris du domaine et des tributs de l'Italie, 1° l'empereur percevait encore un tiers dans les sommes que les mines rapportaient aux princes d'Allemagne : Tolnerus a publié une charte par laquelle Frédéric céda au comte palatin du Rhin, et lui conféra en fief, la part qui appartenait à l'empire dans les mines d'argent qui étaient situées dans ses terres héréditaires et dans les fiefs du palatinat ; 2° les juifs continuaient de payer une taxe régulière en qualité de serfs du domaine. Frédéric II dit, dans une charte : *Imperialis autoritas judæis à priscis temporibus perpetuam indixit servitutem ;* et Conrad IV s'est prévalu, en 1243, de cette maxime, pour exiger des juifs une contribution universelle et extraordinaire ; 3° nous trouvons sous ce règne l'exemple d'un subside unique en son genre, c'est de faire contribuer les états à la dot des princesses impériales. L'ordre de fournir une subvention *pro maritagio* de la princesse Marguerite se trouve dans le recueil des lettres du chancelier Pierre des Vignes.

Nous avons, sous le règne de Frédéric II, le premier exemple d'une renonciation faite par une femme illustre à l'héritage de sa maison en faveur de ses collatéraux mâles. C'est la princesse Mathilde de Brabant, qui fut obligée de signer un acte semblable en épousant le comte Florent IV de Hollande.

Le diplôme de légitimation de Jean d'Avesnes, bâtard de la comtesse de Flandre et d'un ecclésiastique, est un acte tout à fait singulier, en ce qu'il le rendait habile à succéder dans les fiefs de sa mère. Nous verrons ci-dessous que les intentions de Frédéric ont été parfaitement remplies, et que Jean d'Avesnes a hérité de toutes les terres que la comtesse de Flandre a possédées sous la mouvance et la directe de l'empire d'Allemagne.

Le collége électoral se montre, sous Frédéric II, dans tout son éclat et avec toutes ses prérogatives. Nous avons vu que Conrad IV a été élu par les seuls électeurs, et que les autres princes n'ont fait que *consentir* à son élévation. Il y a même beaucoup d'apparence que dès ce temps-là le nombre des électeurs a été fixé à sept ; au moins la qualité de *Luminaria imperii*, qu'on leur donnait déjà, semblait-elle se rapporter au nombre mystérieux des chanceliers de l'Apocalypse.

La sanction de la diète de Wurtzbourg, que nous avons rapportée sous l'année 1216, mit des bornes à la faculté que les empereurs s'étaient arrogée de soumettre les moins puissants d'entre les Etats de l'empire aux princes du premier ordre, soit à titre d'hypothèque, pour la sûreté des sommes que ceux-ci leur payaient pour cet effet, soit par une cession perpétuelle, qui se fondait sur une sorte de

vente. Comme les *villes impériales* ne profitèrent pas alors de cette exemption d'un droit véritablement tyrannique, quoiqu'elle eût été accordée à tous les États, on peut conclure de cette circonstance que les villes n'étaient pas encore considérées comme États de l'empire.

Cependant l'existence de ces petites républiques prit, sous ce règne, des accroissements extraordinaires. Le commerce, que les seuls *vilains* osaient faire, rassemblait dans leurs murs les richesses et l'industrie de toute l'Allemagne, et y attirait journellement une foule de nouveaux habitants. Leur puissance augmentait à vue d'œil avec le nombre de leurs citoyens, et déjà elle imposait à la cupidité des nobles, que l'esprit et les malheurs des temps avaient transformés en brigands. Les plus grands seigneurs ne dédaignaient plus de s'allier avec les villes, et plusieurs y acquéraient même le droit de bourgeoisie, afin de s'assurer à jamais leur appui et leur protection. Il n'était pas nécessaire de se domicilier pour cet effet dans les villes mêmes; il suffisait de s'y faire recevoir comme *usburger* ou *bourgeois externe*, et l'on jouissait, à l'ombre de cette qualité, de toutes les prérogatives des citoyens. Au surplus, il faut bien distinguer les *usburgers* ou les *bourgeois externes*, des *pfalburgers* ou *bourgeois des palissades*. On appelait de ce dernier nom toute sorte de serfs fugitifs et de gens sans aveu, qui venaient se mettre sous la protection des villes, et qui, ne pouvant être reçus citoyens, s'établissaient entre l'enceinte des murs et les *palissades* qui fermaient les faubourgs. Il y a quantité de lois qui défendaient d'admettre des pfalburgers; mais cette quantité même prouve aussi qu'on ne s'est jamais trop piqué de les observer.

Il ne faut pas oublier un droit extrêmement singulier que les empereurs exerçaient de temps en temps dans les villes impériales, et dont on trouve le premier vestige sous Frédéric II. Il consistait à pouvoir marier, à leur fantaisie, les enfants des principaux citoyens. Un héraut allait crier dans tous les carrefours que l'empereur avait fiancé la fille d'un tel à un tel; dès ce moment le mariage était invariablement arrêté, et il s'accomplissait régulièrement, à pareil jour, l'année suivante. Le roi Henri VII renonça à ce droit extraordinaire en faveur des citoyens de Francfort, par des lettres patentes de l'an 1232, rapportées par Lernest.

Les anciennes lois d'Allemagne luttent toujours contre le droit romain. Nous avons vu les règlements que les diètes de Francfort et de Mayence ont faits en 1234 et 1235, afin de maintenir l'usage et l'autorité des lois provinciales et germaniques. Il est fort vraisemblable que les soins qu'on se donnait pour la conservation de ces lois ont engagé quelques particuliers à les rassembler dans un même volume, et à les rédiger par ordre de matières.

C'est ainsi qu'Epko de Rebichau ou de Repkou compila les lois et les coutumes de la Saxe, et que Berthold de Grimmenstein rédigea celles de la Souabe, qui régissaient alors la plus grande partie de la haute Allemagne. D'autres se bornèrent à réduire en corps les arrêtés d'un certain tribunal, comme l'auteur du Waichbild de Magdebourg, et plusieurs s'attachèrent aux seules coutumes féodales, à l'exemple d'Hugolinus de Porta, qui mit en ordre les recueils de Gérard le Noir et d'Albertab Orto.

On croit assez généralement que la boussole était déjà connue du temps de Frédéric II, et que ce prince profita de cette découverte pour envoyer des vaisseaux jusqu'aux Indes. Il serait difficile de déterminer précisément les lieux que les vaisseaux napolitains ont fréquentés; tout ce qu'on sait, c'est qu'ils faisaient des voyages de très-long cours, et qu'ils revenaient, au bout de deux ou trois ans d'absence, avec des cargaisons inestimables en or et en marchandises du plus haut prix. De là vinrent à Frédéric II les richesses immenses qu'il prodigua dans ses guerres, et dont il disposa par un testament.

Les frontières d'Allemagne ont fort peu varié sous Frédéric II.

L'Egder et la mer la bornent toujours au nord;

L'Escaut et la Meuse, la Saône, le Rhône et les Alpes, à l'occident;

Les Alpes et le Muer, au midi;

La Leithe et la Vistule, à l'orient.

Il nous reste à tracer le tableau comparatif des droits de l'empereur et des prérogatives des états.

DROITS DES EMPEREURS.

Ils convoquaient des diètes et y présidaient.

Ils disposaient en maîtres de l'Italie, et conféraient de même les petits fiefs vacants.

Ils donnaient le pouvoir de battre monnaie et d'établir des foires et des péages, sauf les droits des états.

Ils percevaient les revenus de l'empire, et y exerçaient la haute et basse justice, sauf les droits des états.

Ils anoblissaient et légitimaient des bâtards.

DROITS DES ÉTATS. — *Assemblés en diète.*

Ils élisaient les empereurs, les déposaient, et leur donnaient des tuteurs pendant leur minorité.

Ils jugeaient les causes civiles et criminelles de leurs pairs, dressaient les lois et les faisaient observer.

Ils résolvaient les guerres, la paix et les alliances de l'empire.

Ils concouraient à la collation des grands fiefs et à la création des princes nouveaux.

DROITS DES ÉTATS. — *Dans leurs terres.*

Ils avaient le droit de faire la guerre, la paix, des alliances, et d'envoyer des ministres publics;

Celui de bâtir des forteresses, d'établir des foires, de battre monnaie, de percevoir les péages et de faire exploiter les mines.

Ils avaient le droit de conférer des honneurs, même des dignités ecclésiastiques, et d'avoir des officiers héréditaires, à l'exemple des grands officiers de la couronne.

Ils avaient le droit de donner le droit de cité et de juger les causes civiles et criminelles des particuliers, ainsi que celles de leurs états provinciaux.

Ils avaient le droit de posséder leurs fiefs à titre d'hérédité, etc.

Ils exerçaient ces droits avec une telle plénitude d'autorité, que les empereurs n'y pouvaient plus déroger ni les restreindre en aucune manière.

CONRAD IV ET MAINFROI.

Par son testament, il avait laissé à Conrad l'Allemagne, le duché de Souabe, le royaume des Deux-Siciles et celui de Jérusalem; à Henri, son autre fils, qu'il avait eu d'Isabelle d'Angleterre, le royaume d'Arles; à Mainfroi, la principauté de Tarente avec d'autres terres, comme fiefs du royaume de Sicile; et le duché d'Autriche, vacant depuis la mort de Frédéric le Belliqueux, en 1246, à son petit-fils Frédéric, fils du malheureux Henri et de Marguerite d'Autriche. Innocent ne respecta pas ses dernières dispositions (1251); il exhorta les Siciliens à revenir à l'obéissance du saint-siége. Il se forma un parti dans ce royaume, et s'en serait peut-être rendu maître, si Mainfroi n'eût retenu les peuples. C'est surtout en Allemagne que le pape remua. Il écrivit aux Souabes une lettre extrêmement violente. Il renouvela les anathèmes contre la mémoire de Frédéric et contre son successeur; il fit prêcher la croisade contre Conrad, avec les mêmes indulgences que pour les guerres de la Palestine; il pressa les princes de rendre hommage à Guillaume; il déposa Christian, archevêque de Mayence, et mit tout en usage pour perdre la maison de Souabe. Pourtant les princes et les villes reconnurent Conrad IV. Guillaume cependant eut le dessus, et son rival alla en Sicile, dont la conservation l'intéressait plus que celle de l'empire, et où il était appelé par Mainfroi. Il soumit les villes qui s'étaient données au saint-siége (1252). Naples soutint seule un siége pendant dix mois, et cette résistance lui valut le plus dur traitement. La sévérité de Conrad le rendit odieux; on l'accusa de la mort de son frère Henri, qu'il avait appelé à Melfi. Innocent le foudroya encore, publia une nouvelle croisade, offrit la Sicile aux princes de France et d'Angleterre; mais on rejeta ses propositions; et Conrad, qui poursuivit sa fortune malgré les censures du pontife, mourut en 1254, empoisonné, dit-on, par Mainfroi, qu'il avait privé de ses autres terres et réduit à la principauté de Tarente. Conrad laissait un fils en bas âge, Conradin, qu'il avait eu d'Elisabeth, fille d'Othon l'Illustre, duc de Bavière. Mainfroi se porta pour tuteur de son neveu, ménagea la cour de Rome, soumit entièrement le royaume, et se fit couronner à Palerme en 1258. Ce coup déconcerta Élisabeth, qui s'en plaignit inutilement. Les papes, qui perdaient leurs prétentions sur ce royaume, en furent irrités: Urbain IV offrit la couronne de Sicile à Charles, comte d'Anjou et de Provence, frère de saint Louis. Le prince accepta, traita avec la cour de Rome, et conquit le royaume sur Mainfroi, qui fut tué à la

bataille de Bénévent, en 1266. Conradin, malgré sa grande jeunesse, entreprit de recouvrer son patrimoine. Il eut d'abord de grands succès; puis il fut battu, fait prisonnier avec le jeune Frédéric d'Autriche, son cousin germain, livré à Charles, qui établit un tribunal pour les juger, et tous deux furent condamnés à être décapités: la sentence fut exécutée à Naples en 1268. Ainsi s'éteignit la maison des Hohenstauffen. En Allemagne, Guillaume, après le départ de Conrad, n'eut pas plus d'autorité qu'auparavant. Le parti de la maison de Souabe refusa constamment de le reconnaître. On l'insultait, on égorgeait ses troupes, que le défaut de paye poussait à toutes sortes de brigandages et de violences. En 1252, ses gens furent massacrés à Trèves par ceux de l'archevêque de cette ville. L'année suivante, l'archevêque de Mayence, au moment de l'attaquer, ne posa les armes qu'à la sollicitation du pape. L'archevêque de Cologne voulut même, en 1254, le faire brûler avec les légats dans le palais de Neuss. A Utrecht, on l'accueillit à coups de pierres; un gentilhomme porta la main sur l'impératrice, et la vola en pleine rue. Enfin, en voulant dompter les Frisons rebelles, il fut surpris et tué dans un marais, en 1256. La cour de Rome s'inquiéta de cet événement. Alexandre IV, successeur d'Innocent, mort en 1254, écrivit à l'archevêque de Mayence pour défendre l'élection de Conradin.

RICHARD DE CORNOUAILLES ET ALPHONSE DE CASTILLE.

Richard, comte de Cornouailles, frère de Henri III, roi d'Angleterre, voulut parvenir à l'empire. Il répandit l'argent, il acheta les suffrages des archevêques de Mayence, de Cologne, et de Louis, duc de Bavière et comte palatin, qui l'élurent à Francfort. Quelques mois après, l'archevêque de Trèves, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg et le roi de Bohême élurent, dans la même ville, Alphonse X, roi de Castille et de Léon. On prétend qu'il fut plus généreux que Richard. Ces élections sont remarquables en ce qu'on voit, pour la première fois, le nombre des électeurs fixé aux sept grands officiers de la couronne. On se rappelle la distinction qui s'établit à l'élection de Lothaire II: les princes, qui n'eurent que le droit de consentement, se lassèrent bientôt d'aller aux diètes d'élection; les grands officiers, obligés par leurs charges de suivre la cour et de se trouver aux assemblées d'élection, se trouvèrent par là en possession du droit d'élire: de là les électeurs, qui ne prirent cependant une forme stable qu'au règne de Charles IV. Les deux empereurs rivaux se contentèrent de discuter leurs droits par lettres, et au tribunal des papes, qui ne décidèrent pas. Par là, Rome donnait à Charles d'Anjou le temps de s'affermir. Alphonse altéra les monnaies, chargea le peuple d'impôts, et extorqua des sommes qu'il employa à fortifier son parti en Allemagne et à Rome. Ces exactions produisirent des révoltes; les guerres intestines le retinrent dans ses États; et il ne put même se montrer en Allemagne. Richard s'y rendit avec quelques troupes et des trésors. Il fut couronné à Aix-la-Chapelle; plusieurs villes le long du Rhin le reconnurent. Il accorda quelques privilèges; mais, dès que ses finances furent épuisées, l'affection des Allemands se refroidit, et il alla chercher de nouvelles sommes en Angleterre. Il revint deux mois après, en 1260, repartit presque aussitôt, fit encore quelques apparitions semblables, et mourut en 1271, après avoir sacrifié son repos et ses richesses à une grandeur chimérique.

INTERRÈGNE.

Alphonse intriguait toujours en Allemagne et à Rome, sans sortir de l'Espagne. On eut la patience d'attendre encore deux ans; enfin les électeurs résolurent de donner un chef à l'empire. Grégoire X, qui avait remplacé Clément IV, et qui n'aimait pas Alphonse, entra dans leurs vues, et ils s'assemblèrent pour l'élection en 1273. Dans cette période, les peuples étaient arrivés au comble du malheur. Les lois étaient impuissantes; chaque seigneur devenu le premier tyran de ses sujets; les seigneurs ligués, armés les uns contre les autres, s'entr'égorgeant par haine, par ambition; un pays couvert de châteaux habités par des nobles qui pillent et massacrent les passants; un repaire de brigands ennemis, toujours prêts à s'entre-détruire: voilà quelle était la situation de l'Allemagne. Dans ce bouleversement, les princes, les évêques, les seigneurs, chacun se saisit de ce qui était à sa convenance; il ne resta, pour ainsi dire, aux empereurs, que leurs biens pa-

trimoniaux, qu'une ombre de cette puissance relevée par la maison de Souabe, et retombée tout d'un coup dans l'avilissement. Philippe de Souabe avait vendu ses principales terres de Franconie : à l'extinction de sa famille, les princes, les nobles et les villes achevèrent de s'emparer des domaines de ce duché et de celui de Souabe, ce qui produisit dans ces deux provinces une foule de villes libres, de seigneurs et de princes immédiats. Ailleurs on ne fut pas moins avide de s'approprier les domaines de la couronne et de s'arroger l'indépendance ; mais, afin d'assurer ces usurpations, on couvrit les montagnes de châteaux où l'on se fortifia ; on fit des associations, à l'exemple des villes du Rhin, pour avoir plus de forces à opposer à la violence d'autres usurpations. Vers le bas et le haut Rhin, en Souabe, en Thuringe, en Saxe, en Bavière, partout il y eut des ligues entre les princes, les nobles et les évêques : l'empire n'offrit plus que l'assemblage monstrueux de parties disparates et opposées. Les villes impériales profitèrent également de l'anarchie pour établir leur indépendance. Elles s'affranchirent des impôts qu'elles payaient à l'empereur, et prirent le titre de *villes libres*. Gouvernées par des magistrats qu'elles créèrent, et qui furent nommés consuls, maires, échevins, etc., elles formèrent autant de petites républiques. Les villes soumises à la juridiction des princes, des seigneurs et des évêques, profitèrent de la faiblesse ou du besoin de leurs maîtres pour acheter ou prendre à titre de fief leurs droits de juridiction ; plusieurs se donnèrent même des magistrats, malgré l'opposition des évêques, et les conservèrent au mépris d'un édit de Frédéric II, qui voulut les abolir à la sollicitation des prélats. Le gouvernement municipal établi, on vit naître les maîtrises ou confréries des arts et métiers. Pour y être admis il fallait être maître, et l'on ne pouvait obtenir ce grade qu'après un nombre déterminé d'années d'apprentissage. Cette institution, qui fit fleurir les arts et les métiers, mais qui gêna aussi le libre développement des talents, fut encore défendue par Frédéric II et par ses successeurs : elle subsista malgré tout ; et dès lors les bourgeois se partagèrent en compagnies de milice, formèrent des corps réguliers, se disciplinèrent, établirent des places d'armes dans les villes, devinrent les maîtres de leurs fortifications, se défendirent eux-mêmes, acquirent en un mot le droit de guerre. Le droit de diffidation et les troubles qui semblaient devoir étouffer le commerce naissant de l'Allemagne lui donnèrent au contraire de la vigueur. Vers 1158, les habitants de Brême avaient pénétré jusqu'en Livonie, avaient fondé Riga en 1198, et y avaient établi une colonie allemande. Ceux de Lubeck n'avaient pas tardé à les suivre. La conquête de la Prusse par les chevaliers teutoniques y attira une foule d'Allemands qui y portèrent leurs mœurs, leur langue, les arts et le commerce. Le brigandage, autorisé par les lois, produisit des ligues entre les commerçants, de même qu'entre les seigneurs et les villes. Quelques particuliers d'une ville ou d'une province se réunirent d'abord, et bientôt des villes entières s'associèrent pour la sûreté de leurs entreprises. Ces unions se nommaient *anses* ou *hanses ;* et c'est alors que se forma cette fameuse ligue anséatique qui comprit plus de quatre-vingts cités florissantes, qui s'empara du Sund, de tout le commerce du Danemark, de la Suède, de la Pologne, de la Russie. Les lois, malgré les soins de Frédéric II, conservaient leur grossièreté ; les serments, les épreuves judiciaires ou jugements de Dieu, et surtout le duel, étaient toujours en vigueur. Les princes et les ducs, chargés dans l'origine de rendre la justice, s'en dispensèrent dès qu'ils eurent assuré leur indépendance. Ce soin fut confié à des baillis, à des avoués, à une foule de juges inférieurs et mercenaires, qui reçurent leurs places à titre de fief ou les achetèrent. Quant à la justice criminelle, on avait passé d'une extrémité à l'autre : des peines de sang avaient remplacé les amendes pécuniaires. La roue est devenue le châtiment des meurtriers, des traîtres, des incendiaires, de ceux qui volent une charrue, un moulin, dans les églises, dans les cimetières ; le gibet est réservé aux autres voleurs. Frédéric condamna au feu tout hérétique ; cette peine fut encore celle de tout sorcier, incrédule, empoisonneur ; d'un juif et d'une chrétienne, ou d'un chrétien et d'une juive convaincus d'un commerce criminel. C'est dans les codes de Saxe et de Souabe, nommés *Miroirs,* que l'on trouve cette législation sévère. Un châtiment déjà ancien, mais qui acquit de la célébrité dans cette période, c'est le *ban.* On le distinguait en *grand* ou *haut ban* et en *petit* ou *bas ban :* le premier s'étendait dans tout l'empire, et celui contre

qui il était prononcé pouvait être impunément mis à mort; le dernier était borné à la juridiction d'un juge particulier, et donnait droit d'emprisonner le coupable et de le traduire devant le juge. La liberté des élections ecclésiastiques était enfin solidement établie. Innocent III avait déclaré qu'on devait regarder comme légitimement élu celui qui réunirait les suffrages de tout le chapitre ou de la plus grande et plus saine partie : Othon IV et Frédéric II avaient confirmé cette constitution en promettant de la faire observer. Cette liberté toutefois priva le clergé de la protection de l'empereur, et le mit dans l'entière dépendance de la cour de Rome. Enfin les papes nommèrent réellement aux évêchés : les chapitres firent d'inutiles efforts pour conserver la collation des prébendes. Remarquons en passant que l'inquisition ne put s'établir en Allemagne.

RODOLPHE DE HABSBOURG.

Jamais la situation de l'Allemagne n'avait été aussi critique qu'après la chute de la dynastie impériale des Hohenstaufen. Presque toujours après l'extinction d'une dynastie appelée au trône impérial par l'élection, après celles des Karolingiens, des Saxons et des Francs, de grands troubles s'étaient élevés dans l'empire jusqu'à ce que le trône se trouvât de nouveau affermi. Mais, après les Hohenstaufen, presque tous les liens se trouvèrent rompus par suite des longues dissensions de l'Église et de l'État. Il n'existait plus que quatre ou cinq peuples principaux, formant chacun un ensemble à part, et divisés en un grand nombre de petits États qui se trouvaient continuellement en danger ou de devenir la proie de leurs voisins plus puissants, ou de rester dans l'anarchie. Mais ce qu'il y avait de plus malheureux, c'est qu'aucun prince allemand ne voulait plus de l'honneur dangereux de commander à un empire si agité, tant la couronne avait perdu de sa valeur. Un seul, un prince slave, le roi Ottokar de Bohême, se crut assez puissant pour se charger d'un tel fardeau, mais il ne put convenir aux Allemands.

Ce fut un bonheur que, dans une position si périlleuse, les États voisins n'essayassent pas, comme l'avaient fait auparavant la France et l'Angleterre, de s'immiscer dans les troubles intérieurs de l'Allemagne; de protéger quelque faction ou de chercher à envahir quelque province, comme le Danemark l'avait tenté sous le règne d'Otto IV. S'ils eussent été d'accord, il ne leur eût pas été difficile de se partager les meilleures provinces de l'empire; mais, pour le moment, ils étaient assez occupés de leurs propres affaires. En Danemark, où, comme en Allemagne, on balançait entre le système électif et le système héréditaire, le roi Magnus, fils de Hakon, faisait tout son possible pour assurer à sa famille la succession au trône, tandis que l'aristocratie avait déjà obtenu une grande influence. Saint Louis, roi de France, indépendamment des croisades, avait trois tâches principales à remplir : la première, de chasser les Anglais; la seconde, de réunir aux domaines de la couronne les grands fiefs; la troisième, de centraliser le seul pouvoir judiciaire. Son successeur, Philippe le Hardi, continua les plans de son père, et fit en même temps la guerre aux florissants royaumes de la Péninsule, l'Aragon et la Castille (1272). L'Angleterre était toujours agitée par la turbulence de ses barons; le roi Edouard Ier, qui monta sur le trône en même temps que Philippe, était en guerre avec les Gallois et les Ecossais, et s'occupait en outre d'améliorer la législation de ses États. Comme l'Angleterre et la France ne firent alors aucune entreprise l'une contre l'autre, ce qui eût pu entraîner l'Allemagne dans la lutte, ainsi que cela avait déjà eu lieu auparavant, et ainsi que cela se vit bien souvent plus tard, l'empire put se réorganiser tranquillement. Il était d'autant plus urgent de profiter sans retard de ces circonstances favorables, que ces États faisaient des progrès rapides dans leur développement intérieur, et parvenaient à une puissance qui, d'abord inquiétante, devint chaque jour plus menaçante pour l'Allemagne, jusqu'à la complète dissolution de l'empire.

C'était le pape qui, de concert avec les princes, avait abaissé et enfin renversé le pouvoir impérial; ce fut aussi lui qui le premier pensa à le rétablir, bien que sa chute n'eût pas entraîné celle du saint-siége. Après Clément IV, le trône de saint Pierre fut vacant pendant près de trois ans, les cardinaux ne pouvant s'entendre pour l'élection. Pendant ce double interrègne (après la mort de l'empereur Richard), toutes les haines personnelles s'éteignirent, et l'on put alors penser à une réconciliation sin-

cère entre les deux pouvoirs. Toutefois on ne parvint à ce but que par un détour (1271). Thébald, de la maison de Visconti, natif de Plaisance, archidiacre de Liége, revint de Saint-Jean-d'Acre après l'installation de Grégoire X, et en rapporta des projets pour une nouvelle croisade. Pour arriver à la réalisation de son plan, il était indispensable de faire occuper le trône impérial. Il engagea les princes allemands (sans avoir égard à Alphonse de Castille) à élire un roi des Romains. Les princes ne pensaient qu'aux intérêts de leur maison, mais il importait davantage aux évêques d'user du droit d'élection. Cependant les villes avaient un désir sincère d'obtenir un protecteur légitime. Avant que les princes se fussent rassemblés, Mayence renouvela son alliance avec les six autres villes du Rhin et de la Wetteraü (5 février 1273), dans le même but qu'après la mort de l'empereur Guillaume; elles promirent de ne point accepter pour roi et de ne pas laisser monter sur le trône un prince qui ne serait pas élu à l'unanimité. En attendant, l'archevêque de Mayence, Werner d'Eppenstein, fixa le jour de l'élection à Francfort (29 septembre). Avant lui, les trois Sigefried (Sigefroi), de la même maison, avaient été revêtus de cette dignité au moment où la lutte était la plus vive entre l'empire et le saint-siége. C'était le même Werner qui, mécontent du roi Richard, avait essayé deux fois de faire élire Conradin roi des Romains. Fidèle à ses affections, il ne désigna pour successeur au trône d'Allemagne que le comte Rodolphe de Habsbourg, un des partisans les plus fidèles et les plus puissants de la maison des Hohenstaufen, non-seulement par reconnaissance personnelle de ce que, pendant son voyage à Rome pour y recevoir le pallium, Rodolphe lui avait donné une sauvegarde, mais aussi parce qu'il l'avait jugé le plus capable, par ses talents et sa puissance, de relever la dignité du trône. Il s'allia dans ce but avec les archevêques de Trèves et de Cologne, et avec le comte palatin du Rhin, Louis, duc de Bavière, oncle de Conradin. Les autres princes furent gagnés par le burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern, ami et beau-frère de Rodolphe. C'est donc au pape, qui voulait une nouvelle croisade, à l'accord unanime des villes, et surtout aux princes ci-dessus mentionnés, que l'on doit le rétablissement de l'empire sous un chef unique et légitime.

Le jour où Frédéric II vainquit Otto IV et rétablit la domination des Hohenstaufen, le comte Albert de Habsbourg le pria d'être le parrain de son fils Rodolphe que venait de lui donner son épouse, la comtesse Helvige de Kibourg (1er mai 1218). Lorsque Frédéric, après quinze ans d'absence, revint d'Italie pour apaiser la révolte de son fils Henri (1235), Rodolphe vit l'empereur à une diète à Mayence, et dans sa dix-huitième année il le suivit en Italie et y reçut l'accolade de chevalier (1236). Sur ces entrefaites, son père Albert mourut à Saint-Jean-d'Acre, en se rendant à la croisade, et Rodolphe entra ainsi en possession de sa part des biens d'Habsbourg (1243).

Quoique des recherches subséquentes fassent remonter l'origine de la maison impériale de Habsbourg, avec celles de Zæringen et de Lorraine, jusqu'au duc Ethico, qui du temps du paganisme avait gouverné l'Alsace (660), il n'est pas moins vrai que la branche *de Habsbourg* se trouvait alors dans une *situation très-modeste*. Rodolphe descendait au septième degré de ce comte Ratbod qui, lors du règne des empereurs saxons, avait avec son frère, l'évêque de Strasbourg, rebâti la ville de Habsbourg (Habichtsburg, château d'autour), dans l'Argovie, et c'est de là que vient le nom de la famille. La moitié des biens patrimoniaux appartenait à l'oncle de Rodolphe, qui habitait Lauffenbourg avec ses cinq fils. Sans autre éclat que celui de leur nom, les comtes de Habsbourg vivaient du produit de leurs terres, des redevances de leurs paysans, et du revenu de leur château. Du salon de la tour (qui existe encore) ils pouvaient facilement apercevoir toute l'étendue de leurs domaines. Ils avaient obtenu le pouvoir momentané de prévôts ou intendants des couvents et des villes voisines. On en doit d'autant plus admirer l'homme qui, *d'une* position si humble, sut attirer sur lui les regards des plus grands princes et de tout l'empire. Elevé au bruit des armes, ne connaissant pas les langues savantes, il était toujours prêt à combattre, et se laissait facilement exalter par une injustice réelle ou imaginaire. Ses premières guerres eurent pour cause des biens de famille, et furent dirigées contre ses deux oncles de Lauffenbourg et de Kibourg. Ce dernier, irrité contre son neveu, laissa toute sa fortune héréditaire de Kibourg, ainsi que

celle de Linzbourg, qui provenait de son épouse, à un couvent de Strasbourg. Rodolphe fut deux fois excommunié par le pape, une fois comme partisan de l'empereur Frédéric, lorsque le landgrave Henri de Thuringe fut proclamé anti-roi : ce fut à cette époque que Rodolphe fit bâtir la ville de Waldshut sur le Rhin (1249); la seconde fois, Innocent IV lança contre lui une bulle particulière, et l'interdit ainsi que ses alliés, parce que pendant une guerre contre l'évêque de Bâle il avait réduit un couvent en cendres dans le faubourg (1254). Il paraît cependant que cette excommunication ne fut pas formellement publiée, et que par conséquent elle ne fut pas positivement levée. Rodolphe ne renonça pas pour cela à ses prétentions sur les évêques; mais vers le même temps, et probablement pour se réconcilier avec l'Église, il fit une croisade contre la Prusse païenne avec le roi Ottokar de Bohême. A dater de ce moment, Rodolphe se montre comme un homme qui, maître de ses passions, se sent appelé à protéger les faibles, sans cependant perdre de vue l'agrandissement de sa maison. Les trois cantons d'Uri, de Schwitz et d'Unterwald, dont les habitants avaient combattu sous ses ordres en Italie pour la cause de l'empereur Frédéric II, le choisirent pour leur landamann et leur protecteur, jusqu'à ce que tous les États eussent élu un nouveau roi d'une voix unanime (1257). Ceci eut lieu lorsque Richard et Alphonse furent élus en même temps. Rodolphe se réconcilia alors avec ses parents. Le jeune comte Hartmann de Kibourg entra en alliance avec lui. Godefroi, fils du comte Rodolphe de Habsbourg-Lauffenbourg, se réjouit d'autant plus vivement du retour de la paix, que les guerres précédentes l'avaient beaucoup appauvri. Plus tard, son fils, du même nom, se rendit en Angleterre, où sa chevaleresque famille occupa une place au parlement jusqu'à ces derniers temps, sous le nom de Fielding (Lauffenburg Rheinfeld). Pour engager l'évêque de Strasbourg, Walter de Geroldseck, à renoncer à l'héritage de Kibourg, comme le souhaitait alors le vieux comte Hartmann lui-même, Rodolphe le secourut contre les habitants de Strasbourg, avec lesquels il était en guerre depuis son élection. Mais, l'évêque ayant persisté dans ses prétentions par les conseils de l'abbé de Saint-Gall, Rodolphe lui retira son appui et se rangea du côté des Strasbourgeois, qui le choisirent pour leur chef, comme l'avait été auparavant son père. C'est à cette époque que Rodolphe accompagna l'archevêque de Mayence dans son passage des Alpes (1262). L'évêque ayant été défait en bataille rangée par les Strasbourgeois, ceux-ci refusèrent les offres pacifiques de l'empereur, qui se trouvait alors à Haguenau; ils continuèrent au contraire à défendre leurs priviléges contre l'évêque, jusqu'à ce que celui-ci mourût de chagrin. Son successeur, élu par la majorité du clergé, fit la paix, et adressa de Kibourg une lettre de pardon aux Strasbourgeois (1266). Les deux comtes de Kibourg moururent successivement pendant cette guerre, et Rodolphe entra ainsi en possession de leur héritage (1264). Deux ans avant la paix de Strasbourg, Zurich l'avait aussi choisi pour son protecteur.

Les conseillers de Conradin avaient voulu naguère joindre cette ville au duché de Souabe, mais le roi Richard s'y était opposé (1262). La liberté des Zurichois était alors menacée par le comte Lutolf de Regensberg, leur voisin le plus puissant. Rodolphe entreprit la guerre contre lui d'autant plus volontiers, que le comte manifestait, comme neveu des seigneurs de Kibourg, des prétentions à leur héritage, et s'était déjà ligué contre lui avec ses cousins de Lauffenbourg. Cette guerre ne se fit pas en rase campagne, comme celle de Strasbourg; elle se borna à des attaques contre les nombreux châteaux qui entouraient Zurich. Rodolphe fit preuve de tant d'habilité dans les marches et les contre-marches, dans les surprises, les embuscades et les coups de main, que les alliés de Lutolf se lassèrent enfin, et le reconnurent pour invincible. Rodolphe ne voulait pas perdre entièrement son adversaire, par égard pour ses cousins de Lauffenbourg; celui-ci fut toutefois réduit à une telle position, qu'il dut se trouver fort content d'être admis au droit de bourgeoisie dans une ville qu'il avait voulu, peu de temps auparavant, réduire sous sa puissance.

Cet événement eut lieu pendant les dernières années de la vie de Conradin, qu'il passa dans les villes situées sur le lac de Constance. Rodolphe se montra ami et conseiller si fidèle du jeune roi, que celui-ci lui promit, aussitôt qu'il serait élu roi des Romains, de lui donner l'investiture du fief impérial que possédait le

plus jeune comte de Kibourg (11 janvier 1267). Quant aux autres biens de cette famille, qui relevaient de St-Gall, Rodolphe, en dépit de l'abbé, refusa de les céder, parce que ce dernier avait pris parti contre lui pour l'évêque de Strasbourg. Pendant que Rodolphe se livrait, à Bâle, aux plaisirs du carnaval, avec les autres chevaliers et seigneurs, l'abbé Berthold de Falkenstein fit des préparatifs pour envahir Kibourg. Rodolphe se hâta d'aller à sa rencontre. Mais à peine avait-il quitté Bâle, qu'une révolte sanglante des bourgeois éclata contre les autres chevaliers qui s'étaient montrés pleins d'orgueil et d'insolence; en même temps la division s'introduisit dans la ville; il en résulta que les familles les plus distinguées, ou la société de *Stern*, furent expulsées, du consentement de l'évêque, par les autres familles, ou la société de *Sittich*. C'était alors un événement assez commun parmi la noblesse. Rodolphe, jadis protecteur des bourgeois et du peuple, résolut de punir à l'instant les habitants de Bâle, d'autant plus qu'il était lié avec l'évêque Henri de Neufchâtel, tant à cause de droits anciens qu'à cause des villes de Brisach et Rheinfield qu'il avait jointes à l'évêché.

Celui qui a devant lui deux ennemis, dit Rodolphe, doit commencer par se réconcilier avec l'un. Conformément à ce principe, il partit avec les nobles pour Weil en Turgovie, et entra sans escorte chez l'abbé de Saint-Gall, qui se trouvait à table avec ses amis; il lui tendit la main, en lui disant qu'il était prêt à accepter les conditions que proposeraient des médiateurs. L'abbé, surpris, le reçut très-amicalement, et devint bientôt son allié contre l'évêque de Bâle. Les autres chevaliers présents embrassèrent aussi sa cause.

Ces nouvelles guerres, entreprises avant la fin de celles dont nous avons parlé plus haut, empêchèrent Rodolphe de suivre Conradin dans son expédition en Italie. La ville de Bâle, après avoir vu ses faubourgs occupés par Rodolphe, fut contrainte de demander la paix; mais l'évêque n'en continua que plus vivement les hostilités. Rodolphe fit construire un pont de bateaux sur le Rhin (il fut le premier inventeur de ce genre de construction), et occupa Brisach. A l'aide des médiateurs, il consentit à une trêve de trois ans, par laquelle il se réserva le gouvernement de ses autres possessions. Quand elle fut expirée, il assiégea Bâle de nouveau, parce que cette ville se refusait toujours à recevoir les exilés. Quand l'évêque fut enfin tout à fait poussé à bout, Rodolphe lui accorda une trêve de vingt-quatre jours, pendant laquelle des arbitres devaient concilier tous leurs différends; parmi eux se trouvait le burgrave Frédéric de Nuremberg.

Le récit que nous venons de faire des guerres intérieures de la haute Allemagne est une fidèle image de ce qui se passait dans le reste du pays. Les évêques voulaient étendre leur pouvoir, et, comme les princes, attirer sous leur domination les comtes et les couvents. De leur côté, les comtes agissaient de la même *manière* à l'égard des seigneurs moins puissants. Quant aux villes, les deux partis ambitionnaient également de dominer sur elles. Ce qui fait la gloire de Rodolphe, c'est que presque toujours il prit les armes pour la défense des opprimés, jamais pour léser ses voisins; il chercha aussi à réunir et à concentrer les fiefs et les biens de sa famille, et se montra toujours *prêt à écouter* la voix de la conciliation. Il traitait les puissants prélats suivant les lois de la guerre, en princes qui abusaient de leur pouvoir; mais il eut toujours une telle déférence pour l'Eglise et pour ses dignes serviteurs, qu'il offrit un jour de céder son cheval à un pauvre curé qui portait le saint-sacrement à un mourant, et qui se trouvait arrêté dans son chemin par un gros ruisseau. Il ne voulut jamais reprendre son cheval, disant qu'après avoir été employé à un si saint usage, il ne pouvait plus servir à d'autres. Ses directeurs spirituels étaient de l'ordre des frères Mineurs. Le premier fut Werner, de la petite ville de Brugk, puis Henri d'Isni, qui fut plus tard évêque, et enfin archevêque de Mayence. Ce dernier l'accompagnait dans toutes ses guerres.

Rodolphe obtint de cette manière une grande renommée de justice et de piété. Par reconnaissance, les Strasbourgeois lui élevèrent au milieu de leur ville une statue équestre. Rodolphe se vit arriver au but qu'il s'était proposé. Il réunit aux comtés paternels situés en Argovie, dans cette partie de l'Alemanie cédée jadis à la Bourgogne, ses comtés maternels de Kibourg, de Bade et de Lenzbourg. Il réunit aussi au landgraviat d'Alsace, dont son aïeul avait porté le titre, les domaines héréditaires de sa femme, Anne de Hohenberg, situés en Souabe et en Alsace. Aucun seigneur n'égalait sa puissance

dans cette partie du royaume. Rodolphe était d'une grande sobriété; à la guerre il vivait comme un simple soldat. Sa haute taille (il avait sept pieds) inspisait du respect; sa figure était pâle, son nez aquilin et fortement prononcé indiquait la sévérité. Cependant, dès qu'il ouvrait la bouche, il obtenait la confiance; il goûtait les plaisanteries vives, et aimait aussi les femmes avec passion. Son épouse lui donna quatre fils et six filles. Cette postérité joue un rôle important dans notre histoire.

Rodolphe avait cinquante-cinq ans quand il fut élu roi des Romains. Il gouverna jusqu'à sa soixante-dixième année avec une fermeté et une vigueur que rien ne put ébranler.

L'élection du roi eut lieu à Francfort pendant la trêve avec Bâle (septembre 1273). Les premiers princes d'Allemagne y assistèrent en personne, à l'exception du duc Henri de Bavière et du roi Ottokar de Bohême, qui y envoyèrent leurs ambassadeurs. Une dispute s'éleva précisément entre ces deux princes, et, bien qu'elle fût facilement apaisée cette fois, elle se renouvela souvent par la suite, et acquit une telle importance, que nous croyons nécessaire d'entrer dans quelques détails sur l'origine des électorats et les changements qu'ils subirent.

Dans l'assemblée des états, après l'extinction de la dynastie karolingienne, les ducs, accompagnés de leur suite, en qualité de représentants de leur race, procédaient à l'élection du roi. Quand la couronne passa de la dynastie des Franks orientaux à celle de Saxe, on comptait cinq peuples principaux : les Lorrains, les Franks, les Souabes, les Bavarois et les Saxons. Comme ces derniers, après l'élection d'Otto Ier, se trouvèrent pendant quelque temps sans prince, les quatre autres ducs se firent remplacer, suivant la constitution karolingienne, par leurs magistrats, chambellans, écuyers, échansons, connétables, auxquels ils transmirent leurs droits. Ces mêmes cinq peuples principaux exercèrent leurs droits d'élection lors de la reconnaissance de l'empereur Henri II, le dernier de la dynastie saxonne. Quand une nouvelle race parvint au trône en la personne de Konrad II, il y avait sept peuples allemands; car les Carinthiens s'étaient séparés des Bavarois et avaient leur propre duc, et la Lorraine était partagée entre deux princes. Lors de l'élection de Lother, après l'extinction de la dynastie salique, quatre peuples seulement assistèrent à l'élection : les Lorrains n'y prirent aucune part, car ils n'avaient point assisté à la fondation de l'empire sous Konrad Ier, et ne s'y étaient unis que de leur plein gré, ainsi que les autres duchés. Comme en outre le pouvoir ducal y fut bientôt partagé, et passa tantôt à des princes héréditaires, tantôt à des évêques, le droit électoral de ce pays s'éteignit.

Sous les Hohenstaufen, quand le partage s'introduisit aussi dans les autres duchés (1156), on s'en tint bien encore sous un rapport à l'ancienne constitution, c'est-à-dire que les anciens ducs nationaux conservèrent en cette qualité le droit d'élection, de manière que le nouveau duc d'Autriche ne pouvait siéger qu'après les princes palatins héréditaires, et, malgré d'autres grandes prérogatives, on ne lui accordait pas voix dans l'élection. D'un autre côté, l'empereur Konrad III avait déjà commencé à fonder le droit électoral sur les grands dignitaires seuls (1142), en le transférant à la marche de la Saxe du nord, comprise jusqu'alors dans le duché de Saxe, et qui devint alors la marche de Brandebourg, avec la charge de grand chambellan du duché de Souabe, pour indemniser son beau-frère Albert l'Ours de la perte du duché de Saxe. Les autres grandes charges de l'empire subirent les mêmes changements. Comme le duc Henri le Superbe possédait deux duchés, et conséquemment deux charges de l'empire (à la Saxe revenait la charge de grand maréchal, à la Bavière celle de grand échanson), la dernière fut transférée provisoirement au roi de Bohême Sobieslav Ier : ce n'était toutefois, suivant les apparences, que pour le service de la cour. Après l'extinction du duché de Franconie, la charge de grand maréchal ou de premier écuyer passa, avec les débris de ce duché, aux Hohenstaufen, qui, en retour, cédèrent à la maison de Brandebourg celle de grand chambellan de Souabe. La première de ces deux charges fut ensuite attachée au palatinat du Rhin, et de même que précédemment le duc des Franks orientaux était le premier des ducs souverains, de même le comte palatin du Rhin obtint la première voix laïque dans les élections. Du comte palatin Konrad, frère de l'empereur Frédéric Ier, la charge et le pays passèrent au fils aîné de Henri le Lion, comme gendre de Konrad, et, après la mort de son fils,

qui ne laissa pas d'héritiers, à son beau-frère le duc Otto de Bavière, de la maison de Wittelsbach, qui devint un des princes les plus puissants, et le dernier soutien de la maison impériale au moment de sa chute.

Après la mort d'Otto (1252), ses deux fils, Louis et Henri, gouvernèrent pendant quelque temps en commun; puis ils consentirent à un partage de territoire, mais le titre et la dignité restèrent communs. Voici quels furent les changements à l'égard des grandes charges auxquelles était annexé le droit électoral. Une seule restait encore à un duché, bien ancien sans doute, mais aussi bien diminué; la maison de Saxe possédait la charge de grand maréchal. Le second pays qui restait encore des anciens duchés, la Bavière, avait perdu la dignité qui lui était annexée; mais, d'un autre côté, la maison régnante possédait en même temps le palatinat du Rhin et la charge de grand écuyer.

L'exercice du droit électoral suscita une nouvelle difficulté. L'hérédité des anciennes comme des nouvelles principautés, après le triomphe de la maison de Bavière, amena des partages, et obligea par conséquent à discuter pour la première fois si tous les membres d'une famille, ou seulement le plus âgé, devaient exercer le droit d'élection. Au milieu de ces changements qui surgirent dans le corps des électeurs, Henri VI put déjà concevoir l'idée d'admettre à l'exercice immédiat du droit électoral les petits princes qui jadis faisaient partie de la suite des grands-ducs, ou plutôt il voulait, en achetant leurs voix, annuler tout à fait les principaux électeurs, et rendre ainsi la couronne héréditaire.

Mais la hiérarchie y mit obstacle; elle fit même plus, elle parvint d'abord à exercer une grande influence sur les élections, et finit par s'arroger elle-même le droit électoral. L'archevêque de Mayence, investi, par la constitution karolingienne, des priviléges de primat d'Allemagne, comme archichancelier de l'empire et archichapelain de la maison impériale, n'avait d'abord le droit que de convoquer la diète pendant la vacance du trône, et de déclarer l'élection close; mais il parvint imperceptiblement à obtenir la première voix électorale ecclésiastique. Les deux autres archevêques de Trèves et de Cologne, qui auparavant ne réclamaient que le droit de couronnement, obtinrent, à l'exemple de celui de Mayence, le droit électoral. Le premier, dont l'église remontait au temps des apôtres, et qui était jadis primat des Gaules, portait le titre d'archichancelier de Lorraine à Aix-la-Chapelle, et plus tard il obtint celui d'archichancelier du royaume d'Arles. Le pape Léon IX nomma le second (celui de Cologne) archichancelier perpétuel du saint-siége (1049), et plus tard l'empereur l'honora du titre d'archichancelier du royaume lombard. Il y avait ainsi trois grandes charges, ou plutôt trois subdivisions de la dignité d'archichancelier de l'empire (en Allemagne, en Bourgogne et en Italie), au moyen de quoi les trois archevêques du Rhin obtinrent trois voix électorales ecclésiastiques. Ces prélats avaient reçu en outre des territoires considérables en Lorraine, en Saxe et en Franconie. Déjà sous Otto I[er] l'archevêque de Cologne était revêtu du pouvoir d'archiduc sur les deux Lorraines, et il reçut encore de Frédéric I[er] une portion importante du grand-duché de Saxe. *Il disputait* même l'honneur de la primatie à l'archevêque de Mayence.

Les trois autres archevêques allemands, ceux de Brême, de Magdebourg et de Salzbourg, ne pouvaient pas prétendre à de semblables prérogatives; ils restèrent donc au rang des princes du second ordre; bientôt cependant ils formèrent, sous la protection des grands électeurs du Rhin, et avec les autres évêques qui jadis faisaient partie de la suite des ducs, un collége électoral particulier, qui, par son ensemble et son influence, prit la supériorité sur le collége laïque. Lors de la nomination des anti-rois, le saint-siége enleva la direction des élections à l'archevêque de Mayence, et s'arrogea même le droit de décider les contestations sur les voix électives laïques, d'après ce principe que non-seulement le siége apostolique avait transféré l'empire des Grecs aux Franks *et aux* Allemands, mais encore que c'était lui qui avait conféré aux princes le droit d'élection.

C'est dans ce sens que le duc Henri de Bavière (qui ne trouvait aucun appui dans l'empire) s'adressa au pape Grégoire X, nouvellement élu, en le priant de vouloir bien, avec sa bonté paternelle, lui assigner sa place parmi les autres princes électeurs.

Or, c'était là précisément une question qu'il fallait décider avant l'élection de Rodolphe. On ne la laissa pas arriver jusqu'à l'arbitrage

du pape; les princes électeurs se déclarèrent en droit d'adopter une résolution provisoire, et soumirent ensuite la question, pendant la diète, au roi nouvellement élu. Voici ce qui en résulta. Lors de l'élection de l'empereur Richard, les deux frères Louis et Henri avaient voté, le premier comme comte palatin du Rhin, le second comme duc de Bavière; car leur père, le duc Otto, comme unique possesseur de deux pays (la Bavière et le palatinat du Rhin), avait eu jadis ces deux voix. Mais le roi Ottokar de Bohême voulait aussi seul faire valoir son droit électoral en vertu de sa charge d'échanson, transférée de la Bavière à la Bohême. Jadis les Bohémiens, comme les autres Slaves, n'assistaient aux diètes électorales que sous la protection du duc de Saxe. Il y eut donc ainsi cinq princes électeurs laïques, et, si l'on y ajoute les trois voix ecclésiastiques, le nombre sept, consacré depuis quelque temps, se trouve dépassé. On ne pouvait nier que le roi de Bohême n'eût pris une part active aux dernières élections, non pas tant en vertu de son droit électoral comme grand échanson, qu'en qualité de prince puissant que les Hauhenstaufen voulaient opposer aux princes allemands. Il est étonnant qu'un annaliste bien instruit observe que, pendant la diète convoquée par le pape pour l'élection d'un anti-roi, le roi de Bohême n'a pas, quoique grand échanson, voix élective, parce qu'il n'est pas prince allemand. C'est ainsi encore qu'on trouve dans le *Schwabensipiegel* et le Code saxon : « Le roi de Bohême n'a pas voix élective, s'il n'est pas Allemand de père et de mère, ou du moins de l'un des deux côtés. » Du reste, le roi Ottokar, par sa mère, sœur de Philippe de Hohenstaufen, pouvait prouver deux quartiers de noblesse allemande.

Mais les princes électeurs ne paraissent pas avoir consenti à ce point; bien que, depuis la première moitié du XIII[e] siècle, l'usage eût consacré la règle que les princes possèdent le droit d'élection en vertu des charges dont ils sont investis, ils revinrent pourtant à l'ancien principe, qui attribuait ce droit aux ducs; et, pour en exclure le roi de Bohême, on reconnut la Bavière comme étant le seul duché restant pour lequel le droit électoral fût attaché au pays ou au peuple, et non à la dignité. Il en résulta une autre contestation particulière, celle de savoir si le comte palatin Louis, pendant l'absence de son frère Henri, aurait les deux voix du Palatinat et de la Bavière, comme son père les avait eues jadis, ou bien si la dernière n'appartiendrait qu'à son frère. Il paraît que les envoyés de Henri soutinrent cette dernière opinion. Toutefois les documents ne sont pas bien d'accord sur ce point. Henri céda en réalité, quoiqu'il fût brouillé avec son frère; et c'est ainsi qu'après l'exclusion du roi de Bohême, l'élection fut considérée comme faite à l'unanimité avec sept électeurs.

Quant aux intentions des électeurs, aucun des princes, même les plus puissants, ne voulait devenir roi, ou du moins aucun n'avait assez de hardiesse pour y prétendre; ils aimaient mieux, de concert avec les archevêques, élire un roi qui, comme ceux nommés après les Hohenstaufen, serait d'une famille plutôt inférieure que supérieure aux leurs, afin de ne pas rencontrer d'obstacles à l'agrandissement de leur pouvoir. Il y en avait justement trois parmi eux qui n'étaient pas mariés : le comte palatin Louis, le duc Albert de Saxe-Wittemberg et le marquis Otto de Brandebourg. Ceux-ci pouvaient bien espérer quelques avantages particuliers d'une alliance avec la nouvelle maison royale. Le comte palatin Henri, oncle de Conradin, avait commis, dix-sept ans auparavant (1256), un acte de barbarie qui avait laissé de tristes souvenirs. Sur un simple soupçon contre la fidélité de sa vertueuse femme, Maria, fille du duc Henri de Brabant, nièce de Philippe de Hohenstaufen, il l'avait fait décapiter dans un premier mouvement de colère, après avoir tué de sa main deux personnes qu'il croyait ses complices. Cette barbarie, qui lui avait d'abord paru un acte de justice, lui inspira ensuite un si vif repentir, que, quoiqu'il n'eût encore que 27 ans, ses cheveux blanchirent en une seule nuit. Le pape lui en accorda l'absolution, en lui imposant pour pénitence la construction d'un couvent (celui de Furstenfeld) pour les chartreux. Mais l'acte lui-même resta si bien dans la mémoire de ses contemporains et surtout dans celle de ses sujets, qu'ils lui donnèrent le surnom de *Cruel*, et que lui-même craignait que le nouveau roi ne lui en demandât compte. En conséquence, il consulta le burgrave Frédéric, et lui demanda s'il pouvait être tranquille sur ce point, quand Rodolphe serait élu roi des Romains; en même temps il lui manifesta le désir d'obte-

nir en mariage une de ses filles. Le burgrave lui ayant donné au nom de Rodolphe les assurances qu'il désirait, il promit sa voix. On employa des moyens analogues pour gagner les suffrages des deux autres princes.

Après ces conventions secrètes, l'archevêque Werner trouva bon de donner encore par lui-même une nouvelle forme à l'élection (29 septembre 1273); pour prévenir toute discussion, il engagea les autres princes à transmettre leurs voix au comte palatin du Rhin, Louis; et celui-ci, au nom de tous, prononça en faveur de Rodolphe de Habsbourg.

Le burgrave Frédéric fut le premier qui vint féliciter le nouveau roi; il fut suivi du sous-connétable Henri de Pappenheim, qui présenta les félicitations ordinaires au nom de tous les électeurs. Il est assez probable, bien que la chose ne soit pas prouvée, que Rodolphe était instruit de ces négociations; car le burgrave était un de ceux auxquels l'accommodement avec Bâle avait été confié, et Rodolphe ne pouvait ignorer les promesses faites aux princes en son nom. Rodolphe ne parut pas surpris; il répondit avec bienveillance aux félicitations des princes.

Ses ennemis furent stupéfaits; l'évêque de Bâle s'écria : Oh! Seigneur Dieu! tiens-toi bien sur ton trône, de crainte que Rodolphe n'y monte aussi. D'autres dissimulèrent leur mécontentement, mais la majorité des états était pleine d'allégresse. Les comtes, les seigneurs et les députés des villes accoururent de tous côtés pour offrir leurs hommages au nouveau roi. Rodolphe conclut promptement la paix avec la ville de Bâle et son évêque, pour sortir de cette situation équivoque; il ramena lui-même la société de *Stern* dans la ville, et fut reçu avec acclamations. Son épouse, Anna, qui prit le nom de Gertrude après le couronnement, quitta sa résidence de Brughk, et le suivit à Aix-la-Chapelle, accompagnée de son père, le comte Albert de Hohenberg, et d'un grand nombre de chevaliers de Souabe et du Rhin. Les princes électeurs y arrivèrent avec une suite de près de 20,000 chevaliers. La route était couverte d'hommes sur un espace de trois lieues. L'archevêque de Mayence rendit les insignes de la couronne, qui avaient été cachés après la mort de Richard; mais il paraît que le sceptre s'était perdu pendant l'interrègne (28 octobre 1273). Après le couronnement, les princes devaient prêter serment de fidélité et recevoir leur investiture; mais alors une vive discussion s'éleva sur la question de savoir si l'on pouvait procéder à cette cérémonie sans le signe usité, le sceptre. Tout à coup Rodolphe saisit sur l'autel un crucifix, et, le baisant, il s'écria : Cette croix, par laquelle nous avons tous été rachetés, pourra bien remplacer le sceptre. Les princes, surpris de cette présence d'esprit, baisèrent la croix l'un après l'autre, et prêtèrent serment.

Parmi les investitures que Rodolphe distribua ou renouvela, il prouva surtout sa reconnaissance au burgrave Frédéric, en lui donnant celle du burgraviat de Nuremberg. Il maria ses deux filles aînées, Mathilde et Agnès, la première au comte palatin du Rhin Louis, la seconde au duc Albert de Saxe. L'union de sa troisième fille, Hedwige, avec le marquis Otto de Brandebourg, eut lieu plus tard. Il confirma bientôt après au comte palatin les donations de Conradin. Il confirma tous les *droits et privi*léges accordés par Frédéric II à l'archevêque Werner de Mayence, qu'il avait déjà secouru contre Henri, seigneur de Hesse. Il en fit autant pour les autres évêques. C'est ainsi que Rodolphe se montra reconnaissant pour ceux qui avaient secondé son élévation au trône.

Après son couronnement il retourna dans les provinces du haut Rhin, qui avaient le plus besoin de sa présence, et s'arrêta dans l'ancien château des Hohenstaufen. A Haguenau, partout où il allait, les bourgeois et les marchands lui adressaient des plaintes sur la multitude de douanes illégales que les seigneurs établissaient, et sur ce que, n'étant plus protégés par des escortes, ils n'osaient se hasarder sur les routes. Indépendamment des douanes, Rodolphe n'ignorait pas combien de droits avaient été enlevés à l'empire pendant l'interrègne; lui-même avait vu comment *les États* les plus faibles étaient opprimés par leurs puissants voisins. En conséquence, il fit publier à Spire que tous ceux qui s'étaient approprié des fiefs ou des biens de l'empire eussent à les restituer. Il envoya dans toute l'Allemagne la déclaration suivante : Élevé sur le trône, je tâcherai, avec l'aide de Dieu, de réunir les domaines de la couronne, si longtemps dispersés; je protégerai toujours les faibles et combattrai les oppresseurs. J'espère être secondé par l'obéissance et le concours des membres de l'empire.

A la première diète, tenue à Nuremberg (novembre 1274), où se réunirent tous les princes et les états, à l'exception du roi Ottokar de Bohême, et du duc Henri de Bavière, qui s'était attaché à lui, dans sa colère contre son frère, honoré de la confiance du roi, Rodolphe s'appliqua à rendre la justice, et écouta toutes les plaintes. Il fit ensuite publier que nul n'entravât les routes, sous peine de la vie; il fit aussi relire les lois écrites et les décrets des empereurs, et fit jurer aux princes, aux seigneurs et aux députés des villes, qu'ils emploieraient tous leurs efforts pour maintenir la paix publique. Il se rendit ensuite dans le haut pays, s'arrêtant dans chaque ville pour y régler les affaires, même les moins importantes.

En ceci Rodolphe ne changea rien à ses habitudes; il continuait en grand ce qu'il avait eu coutume de faire jusqu'alors dans un cercle plus restreint : Ne suis-je pas roi? dit-il un jour aux soldats de sa garde qui voulaient éloigner de lui un pauvre homme. Pourquoi me renfermer ainsi? Rodolphe fut en effet prince populaire, accessible à tous, bienveillant envers tout le monde, implacable seulement envers les malfaiteurs. Il écrivait aux receveurs des douanes : « Les cris des pauvres sont parvenus jusqu'à mes oreilles; vous soumettez les voyageurs à des impôts qu'ils ne doivent pas payer. Fermez vos mains à un revenu injuste, et ne prenez que ce qui vous est dû. Sachez que je ne négligerai rien pour maintenir la paix et faire respecter la justice, ces dons précieux du ciel. » Rodolphe était si étranger à toute ostentation, que ce ne fut que deux ans après son couronnement, à l'occasion d'une entrevue avec le pape, qu'il fit habiller sa suite plus richement. Lui-même portait toujours un simple surtout gris, ancienne couleur des Lorrains, tandis que l'évêque Pierre de Bâle était toujours accompagné d'un cortége magnifique, dans lequel on remarquait, entre autres, un nègre tout habillé de blanc, et un nain haut de trois pieds, nommé le chevalier Conrad. Ce ne fut que dans les dernières années de sa vie que le roi fit quelques dépenses pour satisfaire son goût pour les animaux étrangers. Comme auparavant, il honorait de ses visites les bourgeois laborieux, et aimait à les voir prospérer.

Si nous jetons un regard en arrière, nous verrons combien, en un demi-siècle, la dépravation générale s'était augmentée par la corruption des papes, par le relâchement de la bonne foi, par l'abus du pouvoir de l'Église, par l'oppression des puissants, par les violences, les meurtres et les pillages (1240-73). Rodolphe ne s'écarta jamais du droit chemin, même dans tout ce qu'il fit pour sa maison. Dans toutes les affaires d'État, il se régla sur l'empereur Frédéric II. Il abolit, comme contraire à la constitution, tout ce que les autres rois avaient fait sans le consentement des électeurs.

Ce ne fut que six mois après son couronnement à Aix-la-Chapelle que Rodolphe envoya le burgrave Frédéric de Nuremberg, et son chancelier, le prévôt Otto de Saint-Guido, à Spire, présenter une lettre respectueuse au pape, afin d'être reconnu par lui suivant l'usage, et pour en obtenir le couronnement impérial (avril 1274). Le pape, occupé d'un grand concile à Lyon, s'empressa d'autant moins de répondre qu'il avait encore divers scrupules.

D'abord Rodolphe ne lui parut pas assez puissant pour relever la dignité de la couronne, et, ce qu'il souhaitait avant tout, pour exécuter le projet d'une croisade générale. On avait eu dans l'intervalle l'occasion de se convaincre que l'Église n'avait rien à gagner sous des rois faibles, et l'évêque d'Olmutz le dit positivement dans une lettre secrète au pape : « Un prince puissant, fût-il même parfois un peu méchant, vaut toujours mieux. » Sous ce dernier rapport, on savait déjà qu'on n'avait rien à craindre de Rodolphe. Relativement au premier, l'archevêque de Cologne écrit au pape : « Rodolphe est un vrai croyant, ami de l'Église, zélé pour la justice, possédant de vastes connaissances, et très-pieux; puissant par lui-même et par ses alliances, il est, comme nous l'espérons, dans la grâce de Dieu. Sa figure est agréable, son corps endurci aux fatigues. Il est surtout heureux dans les guerres contre les infidèles. » Jusque-là c'était bien; le pape avait lieu d'être content du choix des princes.

Mais il restait encore deux adversaires qui s'adressèrent également au pape, le roi Alphonse de Castille et le roi Ottokar de Bohême. Le premier renouvelait très-sérieusement ses prétentions à la couronne impériale et au duché de Souabe. Il demanda une entrevue secrète à Grégoire, pour s'entretenir des relations de la France et de la Savoie. Dans le sens du saint-siége même, il pouvait objecter contre le choix de Rodolphe qu'il avait été jadis favorisé par

Alexandre IV, que le saint-siége s'était chargé de décider la même querelle entre lui et le roi Richard, et qu'elle avait été décidée par la mort de Richard lui-même. Ottokar, de son côté, attaquait la validité de l'élection de Rodolphe, parce que son représentant en avait été exclu contre toutes les règles. Il fondait ses prétentions à la couronne sur les anciens services qu'il avait rendus à la cour de Rome, et surtout sur ses deux croisades en Prusse.

Le concile ne jugea pas à propos de s'occuper de ces querelles. Le pape, dans son désir de voir se réaliser la croisade, voulait avant tout rétablir la tranquillité dans les États chrétiens, et surtout en Allemagne. Grégoire X résolut donc de reconnaître Rodolphe pour roi légitime des Romains, après avoir toutefois assuré tous les droits du saint-siége.

D'abord il fit présenter aux envoyés de Rodolphe, devant les Pères du concile, et particulièrement devant les prélats allemands, les traités conclus avec Otto IV et Frédéric II; et comme le burgrave ne savait ni comprendre ni lire le latin, il lui en fit expliquer le contenu, notamment la promesse faite par les deux empereurs de prouver en tout leur obéissance et leur respect au saint-siége, de ne point entraver la liberté des élections, de renoncer au droit de régales et de dépouilles, de seconder le pape dans l'extermination des hérétiques, et de laisser à l'Église romaine la possession des contrées et les droits dont elle avait joui jusqu'alors.

Grégoire X revint à ces traités où prérogatives de l'Église romaine, sans s'arrêter aux querelles qui s'en étaient suivies, et au retrait presque entier qu'en avaient fait les deux empereurs. Il déclara que par la mort de Frédéric II tout était rentré dans l'ordre, qu'il n'avait d'autre désir que de le maintenir; il trouva bon cependant, à cause de l'état actuel des choses, d'ajouter les conditions suivantes: que les envoyés de Rodolphe jureraient en son nom, 1° de ne point s'approprier les biens de l'Église, ni ceux de ses vassaux, quand même ces derniers (à l'exemple des villes de la marche d'Ancône et du duché de Spolète) voudraient de leur plein gré se soumettre à sa domination; 2° de n'accepter aucune dignité dans l'État de l'Église sans la permission du pape (surtout la dignité de sénateur, que les Romains avaient déjà deux fois conférée à des étrangers), et de ne point seconder ceux qui pourraient l'usurper; 3° parmi les vassaux de l'Église, de ne pas léser surtout le roi Charles de Sicile, ni encourager les autres à le faire; de ne pas s'emparer du royaume de Sicile, de ne secourir ni en secret ni ouvertement ceux qui voudraient l'envahir; de ne pas opprimer, mais plutôt protéger les fidèles qui avaient secouru le roi Charles contre Frédéric II, ses héritiers et ses successeurs.

Bien que six ans se fussent déjà écoulés depuis la mort cruelle de Conradin, on évita soigneusement de prononcer son nom dans ce traité. Le pape aimait mieux nommer *Frédéric II*, pour comprendre Conradin sous le titre général de ses héritiers, quoique chacun sût bien que, du temps de Frédéric II, Charles d'Anjou n'avait pas encore été appelé en Italie. Mais, malgré tout, le pape ne pouvait méconnaître, bien que le roi Richard n'eût fait aucune enquête sur le destin de Conradin, qu'un roi d'Allemagne légitime et *qu'un ami de* la maison de Hohenstaufen, et particulièrement de Conradin, pourrait, en vertu de son pouvoir impérial, qui lui donnait droit de suzeraineté sur tous les princes chrétiens, demander un compte sévère au roi Charles; il pouvait même réclamer la suzeraineté sur l'Apulie, qui jadis appartenait à l'empire d'Allemagne.

Ce malheureux événement aurait peut-être pu être passé sous silence; mais Grégoire savait qu'il pouvait se montrer exigeant : car Rodolphe lui avait écrit qu'il avait donné à ses envoyés des pleins pouvoirs illimités pour promettre et ratifier en son nom non-seulement tout ce que ses prédécesseurs avaient fait, mais tout ce que le saint-père jugerait convenable dans l'intérêt de la religion et de la justice, sauf le démembrement de l'empire. Grégoire n'avait donc qu'à demander que l'exécution de ces promesses lui fût solidement garantie. En conséquence, il ajouta que Rodolphe devait prêter serment sur l'Évangile, et le répéter lors de son couronnement à Rome. En outre, tous les autres princes devaient se porter caution pour lui; de telle sorte que, s'il violait ses promesses, ils étaient tenus de lui refuser leur appui.

Les archevêques et évêques allemands qui assistaient aux conférences approuvèrent les transactions arrêtées, et alors les envoyés, fidèles aux ordres qu'ils avaient reçus, y donnèrent un consentement solennel, et

prêtèrent serment au nom du roi Rodolphe.

Ce traité eut lieu dès le second mois après l'envoi de l'ambassade (16 juin 1274); cependant Grégoire en retarda encore l'exécution trois mois entiers. Dans cet intervalle, les négociations avec Alphonse furent continuées, et ses propositions communiquées à Rodolphe. Celui-ci envoya une seconde ambassade au pape, et choisit cette fois l'évêque de Trente, nouvellement élu, et son secrétaire particulier, le frère mineur Henri d'Issni. Ils achevèrent de détruire les dernières irrésolutions du pape; et Grégoire, après avoir encore une fois tenu conseil avec ses cardinaux, prononça son arrêt, et reconnut Rodolphe pour roi légitime des Romains (26 septembre), ou plutôt, comme il le dit lui-même d'une manière équivoque, il consentit à lui donner ce titre, et à lui écrire à ce sujet une lettre autographe. Tout en lui adressant des exhortations paternelles, il l'invitait à se tenir prêt pour le couronnement impérial, afin de se présenter aussitôt que les circonstances lui permettraient de l'appeler; qu'en attendant il lui envoyât sans délai une ambassade, pour négocier avec le roi de Sicile et le comte de Savoie.

Le pape communiqua aussi cette décision aux princes allemands, principalement au roi Ottokar, et les engagea à se rallier au roi des Romains, parce que maintenant il était tenu de soutenir leurs droits. Mais Ottokar se montra encore plus obstiné qu'Alphonse. Ce dernier avait remontré au pape que, pendant les dix-huit années qui s'étaient écoulées depuis son élection, les guerres continuelles qu'il avait eu à soutenir contre les Sarrasins ne lui avaient pas permis jusqu'alors de se rendre en Allemagne, mais que maintenant, son fils étant en âge, il voulait lui remettre le gouvernement de la Castille, et prendre possession de la couronne impériale. Il désirait aussi recueillir le duché de Souabe, son héritage maternel. Rodolphe donna au pape les mêmes explications qu'il avait données à Alphonse, que le duché de Souabe, comme fief masculin vacant, avait fait retour à l'empire. Après avoir reconnu Rodolphe, Grégoire se rendit à Beaucaire, pour y avoir une entrevue avec Alphonse, et lui représenta que son parti était depuis longtemps éteint en Allemagne, que le bien-être de l'Église et de l'Empire voulait que les choses restassent sur le pied où elles étaient. Alphonse n'osa pas contredire le pape en sa présence; mais, aussitôt qu'il fut de retour en Castille, il écrivit aux princes allemands et italiens pour leur demander leur appui contre Rodolphe. Alors le pape le menaça des foudres de l'Église; et comme une nouvelle guerre avec les Arabes venait d'éclater, il finit par se contenter de la dîme des biens du clergé de ses Etats, que le pape lui abandonna pour quelque temps.

De Beaucaire, Grégoire X se rendit à Lausanne (octobre 1275), pour avoir une conférence avec Rodolphe avant le couronnement, ce que peu de papes avaient fait avant lui. Son dessein était de lui faire contracter des obligations personnelles, et de l'entretenir au sujet des préparatifs de la croisade. Rodolphe vint à Lausanne avec son épouse, ses enfants et une suite nombreuse. Comme il avait déjà approuvé la croisade lors de son couronnement à Aix-la-Chapelle, et qu'il se proposait de visiter la terre où reposaient les cendres de son père, il reçut avec presque toute sa suite la croix des mains du pape, et promit de se rendre à la Pentecôte prochaine à Rome avec deux mille guerriers, pour recevoir la couronne impériale. Il fut convenu que Rodolphe ratifierait le traité conclu par ses envoyés, au moyen d'un serment solennel. Mais un nouvel acte fut encore rédigé, par lequel Rodolphe reconnaissait que la Corse et la Sardaigne faisaient partie des biens de l'Église.

On se demande maintenant comment Rodolphe pouvait adhérer aussi facilement à toutes les prétentions du pape. Les motifs de cette conduite ne reposent pas uniquement sur la crainte que lui inspiraient ses concurrents, il le prouva bien dans la suite contre Ottokar; mais plutôt sur la crainte de voir le pape se réunir à eux. Il paraît qu'avant même la fin de la croisade contre les Prussiens, Rodolphe avait déjà changé d'opinion à l'égard de l'Église. Il s'abandonna à la direction des frères mineurs et des dominicains, qui, comme le dit un historien, élevés par les papes au-dessus de tous les autres ordres, acquirent bientôt une telle influence, que le pape lui-même et tout le clergé les jugèrent trop puissants. L'archevêque de Mayence même dut fléchir devant eux. Rodolphe pouvait bien un peu se rassurer en se rappelant que les évêques allemands, au concile de Lyon, avaient défendu avec fermeté les droits de la couronne. Mais ils ne désiraient

pas moins vivement que le pape de voir Rodolphe renoncer au droit de régales et de dépouilles. Si l'on prenait pour base les traités d'Otto IV et de Frédéric II, Rodolphe ne pouvait ignorer que ces deux princes n'avaient pas tout approuvé, et qu'aussitôt montés sur le trône ils avaient violé leurs conventions avec le pape. Dans tous les cas, il est inexcusable d'avoir placé une confiance sans bornes dans le saint-siége, et souscrit d'avance à toutes les conditions qu'il pouvait plaire à ce dernier de lui imposer. Le frère mineur Henri, confesseur de Rodolphe, qui avait dirigé les dernières négociations, fut, pendant l'entrevue de Lausanne, nommé évêque de Bâle et légat en Allemagne, avec ordre de prélever la dîme sur les biens du clergé (pour la croisade), et de remettre au roi Rodolphe 12,000 marcs, quand celui-ci aurait passé les Alpes.

Avec tout cela Rodolphe n'atteignit son but qu'à demi : Alphonse fut bien rejeté ; mais Ottokar continua à faire une opposition si opiniâtre, que Rodolphe, malgré l'appui du saint-siége, dut s'en rapporter à la fortune incertaine de la guerre. Grégoire X ne vit point lui-même l'accomplissement de son principal projet, car il mourut peu de temps après son retour de Lausanne, et ses trois successeurs n'occupèrent que peu de temps la chaire de saint Pierre ; la croisade fut interrompue, et les transactions qui eurent lieu à ce sujet furent les dernières de ce genre. Rodolphe n'alla pas une seule fois en Italie, pas même pour son couronnement, les affaires d'Allemagne réclamant continuellement son attention.

Quand Ottokar apprit que Grégoire X avait reconnu le roi Rodolphe, il menaça d'abord d'un appel, puis il défendit la perception des dîmes et les sermons pour la croisade qui avaient été prescrits par le dernier concile ; il se fit promettre par les évêques de ne recevoir d'ordres de qui que ce fût sans son consentement. Il montra d'autant plus d'aigreur, que jusqu'alors il avait été en faveur à la cour de Rome. Il ne fit pas plus d'attention aux représentations de Rodolphe. Comme il n'avait point assisté à la première diète de Nuremberg, et qu'il avait fait une alliance offensive et défensive avec le duc Henri de Bavière, Rodolphe leur ordonna de se trouver à la seconde diète qui se tint à Wurtzbourg (15 mai 1275), et enfin à la troisième d'Augsbourg, dans laquelle il renouvela l'injonction de lui restituer les biens et les priviléges qu'on avait soustraits à l'État. Les deux princes envoyèrent bien alors leurs plénipotentiaires, mais ils ne voulurent d'abord s'occuper que de discuter la question de savoir auquel des deux appartiendrait la voix électorale. Il pourrait paraître étonnant que, malgré leur contestation, les deux princes fussent d'accord : la Bohême réclamait la voix électorale en vertu de la charge de grand échanson, et les électeurs l'avaient concédée au duché de Bavière ; mais Henri n'était pas encore content, il voulait la posséder seul à l'entière exclusion du comte palatin son frère. Les deux princes pouvaient bien être également mécontents de la décision des électeurs, et se trouver ainsi d'accord ; mais, dans le fait, la question électorale n'était pour eux qu'un prétexte pour ne pas obéir au décret de Rodolphe. En tout cas, Rodolphe résolut de décider cette question à la première diète ; il chargea le comte palatin Louis, en vertu de ses fonctions, *de faire* un rapport devant tous les princes, barons et chevaliers ; et quand l'assemblée fut parfaitement instruite, il donna sa décision, par laquelle il adjugea une des sept voix électorales au duc de Bavière, acte qui confirmait en même temps la légitimité de son élection. Par la raison que nous avons déjà dite, cette décision ne contenta pas les plénipotentiaires du duc Henri ; bien que Rodolphe l'eût évidemment rendue pour détourner le duc d'une alliance avec le roi de Bohême, le fondé de pouvoir de ce dernier, l'évêque Bernard de Seccau, fit une protestation formelle, et prononça un discours latin dans lequel il déclarait non valable l'élection de Rodolphe, sous prétexte que celui-ci et ses électeurs étaient sous le coup d'une excommunication (ce que le pape lui-même ignorait). Quoique Rodolphe comprît le latin, il coupa la parole à l'évêque en lui disant : « Quand vous avez affaire aux évêques et aux clercs, parlez latin tant que vous voudrez ; mais quand c'est à moi, et qu'il s'agit des droits de l'État, parlez de manière que chacun puisse vous comprendre et vous répondre. » Quand les princes entendirent parler du pape et d'excommunication, ils se levèrent tous pleins de colère ; le comte palatin voulait même se jeter sur l'orateur (comme jadis Otto, son prédécesseur, sur le cardinal Roland) ; mais le roi le prit sous sa protection spéciale, et lui ordonna de quitter la

ville le lendemain. Rodolphe forma ensuite l'assemblée des princes en cour de justice, et mit le roi Ottokar au ban de l'empire. Pour essayer encore une fois les voies de la douceur, il envoya le burgrave Frédéric au roi de Bohême pour l'engager à la soumission.

Le but principal de la diète d'Augsbourg, et en même temps l'affaire la plus épineuse pour le nouveau roi des Romains, était de récupérer tous les biens et droits de l'empire usurpés dans toutes les provinces depuis l'extinction de la dynastie des Hohenstaufen. Rodolphe se chargea de mettre lui-même à exécution dans les provinces du haut Rhin les décrets de la diète. Encore incertain sur ce qu'il ferait relativement au duché de Souabe, il y établit provisoirement deux gouvernements, dont l'un fut confié à son beau-frère le comte Albert de Hohenberg, et l'autre au comte Hugo de Wurtemberg. Il leur enjoignit de veiller au maintien des droits du pays, et de protéger les plus petits États contre les usurpations des seigneurs plus puissants. Comme le marquis Rodolphe de Bade refusait de se soumettre à ses ordres, il l'assiégea à Fribourg en Brisgau. Tout ceci eut lieu avant l'entrevue avec le pape (25 août 1275).

A son retour de Lausanne (octobre), Rodolphe trouva la rébellion armée en Souabe, en Bavière et en Bohême. Quinze comtes de Souabe, qui n'étaient point disposés à restituer ce qu'ils avaient usurpé, ayant à leur tête le marquis de Bade, les comtes Ulrich et Evérard de Wurtemberg, tendirent la main au duc Henri de Bavière, et celui-ci au roi de Bohême. Rodolphe, craignant d'être bloqué dans ses États héréditaires, et de voir ses communications avec le reste du royaume interceptées, résolut de prévenir les révoltés et de les séparer. Il intimida d'abord les seigneurs de Souabe avec les secours qu'il reçut de la noblesse d'Alsace, de la haute Allemagne et du comte palatin Louis. Rodolphe fit renouveler la paix générale à Strasbourg; après quoi il tint un conseil d'État à Kempten, pour terminer les préparatifs d'une nouvelle campagne contre la Bavière et la Bohême; car Ottokar paraissait dédaigner le pauvre comte d'Habsbourg, et avait refusé tous les accommodements proposés par le burgrave Frédéric.

Dans cet état de choses, Rodolphe était bien autorisé à faire une levée en masse; mais toutes les dispositions militaires furent paralysées par les factieux, et dans le nord et l'ouest de l'Allemagne on n'avait aucun penchant à marcher contre la Bohême.

Les comtes de Souabe même ne donnèrent point le contingent qu'ils devaient, suivant les conditions de la trêve; ils le réservaient probablement pour eux. Mais, pendant que la levée s'effectuait lentement dans l'Allemagne centrale, Rodolphe, rassembla une troupe d'élite, composée de volontaires et de nobles du haut pays qui avaient déjà combattu sous lui durant ses guerres précédentes. Il augmenta aussi ses forces en se liant avec les voisins d'Ottokar. Le comte de Tyrol et de Goritz, dont la fille Elisabeth était fiancée à Albert, fils aîné de Rodolphe, promit de faire une pointe par la Carinthie et le Krain. L'archevêque de Salzbourg, opprimé par Ottokar, et le patriarche d'Aquilée, promirent de se tenir prêts en même temps. La Hongrie, depuis plusieurs années en guerre avec la Bohême, ne demandait pas mieux que de se joindre à Rodolphe. Pour resserrer cette alliance, Rodolphe adopta comme ses fils le jeune roi Ladislav et son frère le duc André de Slavonie, qui avaient perdu leur père peu de temps auparavant, et promit de donner à ce dernier la main de sa fille Clémentine. Il écrivit aussi aux seigneurs hongrois que, pour récompenser leur zèle à servir le roi, il était prêt à leur conférer les prérogatives et les dignités du royaume quand ils le voudraient. Rodolphe fut encore encouragé par les démarches que firent auprès de lui les états d'Autriche, lassés de la domination d'Ottokar, et plusieurs grands de Bohême, qui l'engagèrent à les délivrer d'un joug insupportable, en lui promettant tous les secours qui seraient en leur pouvoir. Lorsque Rodolphe fut arrivé avec une petite troupe sur les bords du Rhin pour y opérer sa jonction avec le gros de son armée, le seigneur de Klingen lui demanda : « Sire, qui doit garder votre trésor? » Il répondit : « Je n'ai pas de trésor ici, ni d'autre argent que ces cinq sous de mauvaise monnaie. — Mais avec quoi subviendrez-vous aux besoins de l'armée? répliqua le premier. — Dieu y pourvoira, répondit Rodolphe, comme il l'a fait jusqu'à présent. » En disant ces mots, il se remit en marche plein de confiance.

Comme le duc de Bavière résistait encore, son

premier plan était d'envahir la Bohême par la Franconie avec le comte palatin Louis et le burgrave Frédéric, et, d'un autre côté, de traverser le pays de Salzbourg pour pénétrer en Autriche avec ses autres alliés, et y attaquer Albert, fils d'Ottokar. Mais, sur ces entrefaites, le duc de Bavière changea d'avis ; se voyant menacé de deux côtés, et abandonné par le roi de Bohême, il fit la paix avec son frère le comte palatin (29 mai 1276), en laissant cependant intacte jusqu'à décision ultérieure, la question du partage du pays, du titre et du droit d'élection. Il se soumit ensuite au roi pour en recevoir l'investiture qu'il avait auparavant dédaignée. Rodolphe se montra prêt à conclure un traité amical, et promit de donner sa fille Catherine en mariage à Otto, fils du duc de Bavière, et lui désigna pour dot la haute Autriche. De son côté, le duc Henri prêta une somme de 46,000 florins au roi des Romains, qui manquait alors d'argent pour mettre à fin ses entreprises, et ajouta mille soldats aux deux mille que commandait Rodolphe.

Maintenant on pouvait attaquer Ottokar de tous côtés. Rodolphe reçut encore des secours de l'archevêque de Mayence, des évêques de Wurtzbourg, de Ratisbonne et de Chiemsée, ainsi que des princes du Rhin Henri de Hesse, des comtes de Leiningen, de Katzenellenbogen et Sponheim. L'évêque de Seccau lui-même, qui avait prononcé un discours si insolent à la diète d'Augsbourg, se rangea de son côté. Quand l'archevêque de Salzbourg eut proclamé dans tout son diocèse que le serment prêté à Ottokar était nul, Rodolphe ne trouva plus de résistance dans sa marche en Autriche jusqu'à Neubourg et Vienne. La première fut prise par ruse; mais Vienne ne se rendit qu'au bout de six semaines, car, indépendamment de sa citadelle, située au centre, elle était encore défendue par cinq châteaux construits hors des murs. Aussitôt que le comte Meinhard de Tyrol fut arrivé avec de nouveaux contingents, Rodolphe se décida à attaquer le roi de Bohême. Celui-ci était campé avec une armée de 20,000 hommes sur l'autre rive du Danube : pour arriver à lui, Rodolphe résolut de faire usage des ponts de bateaux qu'il avait employés dans les guerres du Rhin ; mais, les Bohémiens ayant craint de se mesurer avec les Allemands, Ottokar demanda la paix par l'entremise de l'évêque Bruno d'Olmutz. Rodolphe y consentit; on désigna quatre arbitres à la décision desquels les deux partis devaient se soumettre : de la part du roi des Romains, ce furent le comte palatin Louis et l'évêque de Wurtzbourg; de la part du roi de Bohême, l'évêque d'Olmutz et le marquis Otto de Brandebourg.

Outre les conditions de paix ordinaires, ils décidèrent qu'Ottokar restituerait à l'empire l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, le Krain et la marche windique, ainsi qu'Eger et Portenau; que le roi des Romains, de son côté, lui donnerait l'investiture de la Bohême, de la Moravie et de tous ses Etats héréditaires; que, pour consolider l'alliance, Ottokar accorderait la main de sa fille à l'un des fils du roi des Romains, et renoncerait en même temps à tous ses biens et possessions en Autriche, y compris l'héritage de Marguerite; que Rodolphe donnerait aussi une de ses filles au fils d'Ottokar, et leur accorderait en outre 40,000 marcs d'argent, au premier sur les domaines d'Autriche, à la seconde sur les États au delà du Danube. La ville de Vienne rentra en grâce auprès de Rodolphe, et reçut la confirmation de ses droits et privilèges. Le roi de Hongrie fut aussi compris dans cette paix, de telle sorte que les deux royaumes restèrent dans leurs anciennes limites.

Ces conditions furent acceptées par les parties. Ottokar promit en outre de servir sous les ordres du roi des Romains avec 3,000 cavaliers équipés à ses frais. Les négociations avaient eu lieu au camp devant Vienne, et Ottokar s'y rendit alors pour prêter serment de fidélité et recevoir l'investiture. Rodolphe fit placer sur deux rangs les guerriers allemands, magnifiquement armés, pour faire la haie sur le passage d'Ottokar. Comme les princes lui demandaient s'il ne voulait pas se couvrir des insignes de l'empire, puisque le roi de Bohême venait accompagné d'une pompeuse escorte, et revêtu d'une armure très-riche et d'un habit brodé d'or et de pierres fines, il répondit : « Le roi de Bohême s'est souvent moqué de mon surtout gris, c'est à mon surtout à se moquer de lui à son tour. » Puis, s'adressant à son secrétaire particulier : « Donne-moi ton manteau, lui dit-il, afin qu'Ottokar puisse encore rire de ma pauvreté. » C'est ainsi qu'il reçut Ottokar, assis sur une mauvaise chaise, dans un chemin public. Chacun connaissait sa figure longue et maigre, son nez aquilin, son mauvais surtout

et son haut casque. Ottokar s'approcha de lui, mit un genou en terre et reçut l'investiture.

Après ce traité, Ottokar retourna dans ses États, réconcilié extérieurement, mais renfermant au fond de son cœur un profond ressentiment. Rodolphe congédia son armée, et même l'escorte de sa maison, et promulgua quelques règlements pour les pays conquis. Il fit jurer une paix générale pour cinq ans, et indemnisa les nobles en leur permettant de rebâtir les châteaux qu'Ottokar avait fait démolir (5 octobre 1276). Les évêques lui transmirent pour ses fils les fiefs que les anciens ducs recevaient d'eux. Il avait donc déjà le projet de les leur conférer; mais les choses n'étaient pas encore assez mûres, ou du moins il fallut encore de nouvelles luttes pour arriver à ce but.

Plus les Autrichiens étaient mécontents des contributions de guerre qui leur avaient été imposées (1277), plus Ottokar cherchait à prouver combien il se repentait de s'être soumis au roi des Romains. Son épouse, Cunégonde, lui en faisait des reproches amers. « De loin, lui disait-elle, vous avez aboyé comme un chien contre le roi Rodolphe, et, quand il s'est présenté, vous n'avez su que vous abaisser. » Ottokar tâcha alors de trouver un moyen de rendre impossible l'exécution d'un des articles du traité, et il crut y réussir en faisant entrer sa fille dans un couvent. Rodolphe envoya son fils Albert à Prague pour demander une explication. Un nouvel arrangement fut conclu, contre lequel Ottokar éleva bientôt de nouvelles objections. Cependant une année s'écoula avant qu'il jetât de nouveau le gant du combat. Il chercha à exciter les Autrichiens à la révolte et à engager le roi de Hongrie à embrasser sa cause. On suppose même qu'il avait payé des meurtriers pour frapper Rodolphe et le délivrer ainsi de ce dangereux ennemi. Il envoya aussi des émissaires aux princes et aux états du Rhin, pour les engager à ne point secourir le roi des Romains, mais à l'attaquer plutôt de concert avec lui. Le duc de Bavière, toujours inconstant et mécontent, se rangea de nouveau ouvertement de son côté.

Rodolphe se trouva réellement embarrassé par cette nouvelle guerre. Il envoya des messagers aux états du Rhin pour leur demander leur secours le plus tôt possible; mais, depuis son absence, tant de querelles y avaient éclaté, que son fils Albert, landgrave d'Alsace, ne put jamais parvenir à organiser une levée. Cependant chacun de ses amis fit tout ce qui était en son pouvoir. Il s'adressa aussi au pape Nicolas III, qui excommunia Ottokar et ses alliés (janvier 1278); en retour de quoi il demanda des concessions au sujet des droits de l'empire en Italie. Rodolphe renouvela son alliance avec le roi de Hongrie, et en reçut quatorze mille soldats bien équipés, et commandés par le roi lui-même. Il leva aussi quelques hommes en Autriche, en Styrie et en Carinthie, et engagea les habitants de Vienne, qui voulaient déjà élire un duc, à attendre avec patience. Il ordonna à ses soldats de s'y conduire avec toute la modération possible, et éleva de nouveau cette ville au rang de capitale, comme l'avait fait Frédéric II. Enfin arrivèrent les secours si attendus des pays du Rhin, en qui il avait le plus de confiance. L'évêque Henri de Bâle lui envoya cent cavaliers, auxquels se réunirent cent autres, commandés par le comte Albert de Hohenberg. Plusieurs États de la haute Allemagne lui fournirent encore des auxiliaires qui traversèrent sans danger la Bavière. Leur arrivée le remplit de joie; et, quoique ses forces fussent encore bien inférieures à celles d'Ottokar, aussitôt que son armée se fut un peu reposée, il passa le Danube à Marchfeld, où le roi de Bohême l'attendait plein d'espoir dans le succès.

Ottokar partagea ses troupes en trois corps : le premier se composait des auxiliaires cumanes, le second de volontaires de tous pays; le troisième, qu'il commandait en personne, était de 900 cavaliers bien équipés. L'étendard de Bohême était vert et décoré d'une croix blanche.

L'étendard de Rodolphe était blanc, avec des croix rouges (couleur de l'Autriche). Il divisa son armée en trois corps, et il voulut que le roi de Hongrie se chargeât d'attaquer les sauvages Cumanes. Il commandait lui-même le second corps, opposé à la division d'Ottokar. Son arrière-garde était forte de 300 cavaliers d'élite sur lesquels il pouvait compter. Toute l'armée reçut la sainte hostie et se prépara à la mort. C'était le lendemain de la St-Barthélemy (25 août 1278).

Pendant que les deux armées avançaient lentement et avec une égale circonspection, le valeureux évêque Henri de Bâle entonna le chant du combat (26 août), et Rodolphe de

Rhyne, soldat bâlois, éleva si fort la voix, qu'elle retentit dans les deux armées. Le cri de guerre des Impériaux était : Vive à jamais l'empire romain ! Un cavalier souabe, emporté par son cheval, se jeta le premier sur les Bohémiens ; alors Rodolphe donna le signal de l'attaque. Lui-même s'était revêtu d'une armure commune, sans aucun ornement, et couverte même de rouille, car il savait que tous les efforts d'Ottokar seraient dirigés contre sa personne. Repoussé dès la première attaque, il appela son arrière-garde, et, se mettant à sa tête, il tomba sur le centre de l'ennemi. Dans ce moment, un paysan bohémien, qui le cherchait partout, porta plusieurs coups mortels à son cheval. Rodolphe, en tombant, eut la présence d'esprit de se couvrir de son bouclier, jusqu'à ce que toute sa cavalerie eût passé sur lui. Il s'élança alors rapidement sur un autre cheval, mit les Bohémiens en déroute et attaqua leur réserve. Des deux côtés on criait : Les voilà qui fuient ! ruse de guerre habituelle pour jeter le trouble dans les rangs ennemis. Mais plus les Bohémiens criaient, plus les coups des Allemands tombaient sur eux, forts et répétés, jusqu'à ce qu'ils fussent en déroute complète. Ottokar, pris par un simple soldat, et dépouillé de ses habits, fut percé de coups mortels par un Styrien dont il avait jadis fait ignominieusement mourir le frère.—C'est ainsi qu'Ottokar perdit la victoire et la vie le même jour où, dix années auparavant, Conradin avait été vaincu à Tagliacozzo. On n'a pas oublié qu'il avait engagé Charles d'Anjou à faire mourir Conradin et Frédéric, dans la crainte de perdre l'Autriche. Quoique le pape Grégoire eût exigé la promesse qu'on ne tirerait pas vengeance de Charles et de ses alliés, le jour de la punition arriva cependant pour Ottokar, même avec le consentement de Nicolas III, qui l'avait excommunié. La journée de Marchfeld fut plus décisive pour la maison de Habsbourg que celle de l'élection de Francfort, car elle lui donna l'Autriche. — Après être resté, suivant l'usage, trois jours sur le champ de bataille, Rodolphe se mit en marche pour profiter de la première consternation de l'ennemi et s'emparer de la Bohême et de la Moravie. En effet il soumit celle-ci ; mais, en Bohême, le neveu d'Ottokar, le marquis Otto de Brandebourg, prit les rênes du gouvernement. Il se chargea de la tutelle de Wenceslas, fils du feu roi, âgé de huit ans. Il rassembla les débris de l'armée et marcha au-devant de Rodolphe. Un nouveau traité fut alors conclu entre les deux maisons auprès de Collin. Au lieu des premiers projets de mariage, Rodolphe consentit à une triple alliance. La fille de Rodolphe, Juta, fut fiancée au jeune Wenceslas de Bohême ; Agnès, sœur de celui-ci, fut promise au second fils de Rodolphe, qui portait le même nom ; Otto, surnommé le Petit, frère du marquis, devait épouser Edwige, autre fille de Rodolphe. En outre, Rodolphe confirma au roi Wenceslas la possession de la Bohême et de la Moravie, et au marquis Otto le Long le droit de *tutelle*. Mais, pour l'indemniser des frais de la guerre, le margraviat de Moravie devait lui appartenir pendant cinq ans. — Après cette victoire, Rodolphe retourna à Vienne, et se disposa à punir aussi le duc Henri de Bavière ; mais celui-ci lui envoya son fils Otto, gendre du roi, et demanda grâce. Rodolphe lui accorda son pardon et lui confirma ses fiefs. Il reprit, *il est vrai*, le pays de l'Ems, qu'il avait donné en dot à sa fille, mais en revanche il céda à Otto quelques villes frontières. — Le roi Rodolphe avait maintenant réduit sous son pouvoir et sous celui de l'empire le duché d'Autriche et toutes les principautés qui en dépendaient ; mais les dispositions ultérieures à prendre au sujet de ces contrées exigeaient encore de mûres réflexions ; il ne voulait point les laisser sous leur propre administration, car les lois de l'empire s'y opposaient. Il pouvait se régler sur l'exemple de l'empereur Frédéric II. Déjà, lors de la première occupation, il avait eu le projet d'en donner l'investiture à ses fils ; il se décida à l'exécuter, en observant cependant toutes les lois, et sans blesser les droits des autres. — Voici comment il s'y prit (1279) : d'abord il convoqua une diète des princes, comtes, privilégiés et bourgeois d'Autriche et de Styrie, qui décréta : « que le roi des Romains, ou le prince désigné par lui, entrerait en possession de tous les biens qui avaient appartenu au feu duc Frédéric (de la dynastie de Babenberg), et que tous ceux qui croiraient pouvoir élever quelques prétentions sur ces biens en prouveraient la validité dans un temps fixé et suivant les formes judiciaires. » — Ce décret est modelé sur l'ordonnance de Frédéric II, d'après laquelle, lors de l'incorporation des principautés à l'empire qui suivit la mort du duc

Frédéric, les héritiers allodiaux conservaient tous leurs droits. Ceux-ci n'étaient pas encore entièrement satisfaits, surtout Agnès, belle-sœur du feu duc, mariée d'abord au duc Ulrich de Carinthie, et ensuite au comte Ulrich de Henneberg. Ottokar l'avait fait renoncer à ses droits par une simple transaction; mais elle prouva qu'elle avait été contrainte, et obtint du roi Rodolphe une indemnité de 6,000 marcs. Cependant plusieurs princes aspiraient à l'investiture des pays autrichiens : d'abord le comte Louis, gendre de Rodolphe, qui, à la vérité, avait bien mérité de lui et de l'empire, et à qui il avait déjà promis, lors de sa première conquête, en cas de mort, de lui laisser administrer toutes ces contrées, avec jouissance des revenus, comme vicaire de l'empire; après lui venait le comte Meinhard de Goritz et de Tyrol, qui avait épousé Agnès, nièce du frère du duc Frédéric de Babenberg, sœur du malheureux Frédéric de Bade, et qui n'avait pas peu contribué par ses secours à la conquête de l'Autriche; enfin le duc Henri de Bavière éleva aussi des prétentions, non pas tant en son nom que pour son fils Otto, gendre de Rodolphe. Quoique le roi reconnût les services des premiers, il était persuadé qu'il ne devait qu'à lui seul la conquête de l'Autriche. Il trouva juste de soutenir avant tout les droits de sa maison. Il ne voulut cependant pas décider lui-même cette question; il résolut au contraire de la soumettre à une diète extraordinaire à Augsbourg. Ce fut le second pas qu'il fit pour atteindre son but. — Dans l'intervalle, il chercha à obtenir l'agrément des princes électeurs (22 juillet 1280). Son gendre, le duc Albert de Saxe, et le marquis Otto de Brandebourg, furent les premiers à donner leur adhésion. Rodolphe resta cinq ans en Autriche, jusqu'à ce qu'il eût arrangé les affaires du pays; alors, comme sa présence était impérieusement réclamée dans les États du Rhin, il remit la direction du gouvernement à son fils aîné, Albert, en lui adjoignant un conseil de quinze seigneurs du pays (9 août 1281). A la diète de Nuremberg, sur sa proposition, il fut décidé, à l'unanimité, que tous les actes de donation des domaines de l'empire, ordonnés par le roi Richard sans le consentement des princes électeurs, étaient nuls et non avenus. L'Autriche, dont Richard avait donné l'investiture à Ottokar sans consulter les électeurs, fut spécialement comprise dans cette décision. Rodolphe reçut aussi l'adhésion des autres princes électeurs en faveur de ses deux fils, Albert et Rodolphe (décembre 1282). Il convoqua la diète à Augsbourg. C'était à la fin de la même année où Charles d'Anjou, à la suite des Vêpres siciliennes, perdit la Sicile, et le pape sa suzeraineté (30 mars). Le roi des Romains, accompagné de ses deux fils, déclara devant les princes que tout ce qui avait été fait pour le bien de l'empire était dû, après Dieu, à ses fils, et qu'à ce titre il les jugeait dignes d'être princes, afin qu'ils pussent d'autant mieux prouver leur zèle à servir l'empire. Il ajouta en outre, dans l'acte d'investiture, que, bien qu'en sa qualité de roi il fût au-dessus des lois, il voulait cependant les observer, et s'appuyer du consentement des électeurs pour conférer à ses deux fils les investitures solennelles des duchés et principautés d'Autriche, de Carinthie, de Styrie, du Krain, et de la Marche Windique, ainsi que tous les biens qui avaient été en la possession des ducs précédents, Léopold, Frédéric, et du roi Ottokar. Ils reçurent, en effet, l'investiture solennelle avec les étendards (17 décembre 1282). Mais, pour dédommager Meinhard suivant le désir de Rodolphe, ils rendirent au roi le duché de Carinthie pour être restitué à Meinhard. Le duc Henri de Bavière, de nouveau mécontent, ne donna pas de consentement formel et quitta la diète. — Les comtes de Habsbourg et Kibourg et les landgraves d'Alsace se trouvèrent ainsi élevés au rang de princes de l'empire par l'investiture des États de l'Autriche. La Carinthie, à peu d'exceptions près, revint alors sous le pouvoir d'un seul prince, comme précédemment. Vers la même époque, probablement après la diète d'Augsbourg, Rodolphe donna à son fils naturel, Albert de Schenkenberg, qu'il avait eu d'une inconnue nommée Ita, l'investiture du comté de Loewestein, qu'il avait acheté de l'évêque de Wurtzbourg; et comme il l'aimait beaucoup, il y joignit encore, peu de temps avant sa mort, quelques autres domaines. Les princes électeurs lui assignèrent un traitement annuel de 600 marcs.

En investissant ses fils de l'Autriche, Rodolphe s'était réservé, de leur consentement, le droit de régler tout ce qui concernerait ces contrées suivant les exigences des circonstances (juin 1285). Comme bientôt après les

nobles et les villes lui représentèrent, par leurs délégués, qu'il ne leur convenait pas de servir sous deux seigneurs, il décida, à Rheinfelden, en vertu de son autorité paternelle et du pouvoir qu'il s'était réservé pour maintenir la paix, que les États reconnaîtraient pour seigneur son fils Albert, et n'obéiraient qu'à lui ; que si toutefois son second fils Rodolphe n'était pas, dans un espace de quatre ans, indemnisé par un autre royaume ou principauté, Albert ou ses héritiers mâles lui payeraient une forte somme d'argent (11 juin), et que, dans le cas où Albert mourrait sans descendance mâle, son frère Rodolphe lui succéderait. Bientôt après, sur la demande de ses fils et des principaux du pays, il confirma les anciens priviléges accordés par ses prédécesseurs, surtout ceux de l'empereur Henri IV, au marquis Ernest d'Autriche (1058). (Dans ce dernier acte, on cite les prétendus actes des empereurs païens Julius et Nero.) Il confirma aussi le privilége donné par l'empereur Frédéric Ier (1156) au premier duc d'Autriche, Henri, et enfin celui de Frédéric II, que Rodolphe avait lui-même signé, comme témoin, à Gravestand. L'indivisibilité des États, déjà proclamée par Frédéric Ier, se trouva ainsi réalisée. — Quel royaume ou quelle principauté Rodolphe se proposait-il de donner à son second fils? Voulait-il élever une nouvelle puissance en Argovie avec les débris du duché de Souabe, ou bien en Bourgogne ou en Bohême? Nous ne saurions le décider, à cause du silence des écrivains du temps, et aussi parce que Rodolphe n'en savait peut-être rien lui-même. En tout cas, il rencontra dans les pays de l'Ouest plus d'obstacles pour l'établissement de sa maison qu'il n'en avait trouvé en Autriche. Plus de quatre années s'écoulèrent sans que le duc Rodolphe eût été pourvu, et il mourut même un an avant son père, sans avoir reçu l'investiture d'aucune principauté (1290). — Pendant que le roi Rodolphe restait en Autriche, tous les liens se relâchaient dans ses États héréditaires, parce qu'il ne s'y trouvait pas de princes assez puissants pour faire exécuter ses ordres. Les seigneurs, grands et petits, s'y livraient une guerre continuelle. Pour remédier à cet état de choses, il convoqua successivement quatre diètes, à Ratisbonne, à Nuremberg, à Mayence et à Worms ; il se mit lui-même en marche contre les auteurs de ces troubles (1284). Il assiégea pour la seconde fois la ville de Fribourg (1282). Après la diète d'Augsbourg, il se hâta d'aller au secours de l'évêque de Bâle, auquel le comte Rainaud de Monbelliard avait enlevé la ville de Porentrui. Après un siége de six semaines, la ville fut reprise, et Rainaud obligé de se réconcilier avec l'évêque (15 avril 1283). Rodolphe se brouilla ensuite avec le duc Philippe de Savoie, et soutint contre lui une guerre dont on verra les détails plus bas. Il fit encore une fois prêter serment, à Worms, par les villes du Rhin, pour l'observation de la paix générale. En Souabe, il détruisit plusieurs châteaux de brigands (29 janvier 1284). Néanmoins les troubles continuaient toujours. La ville de Colmar en Alsace, qu'il avait plusieurs fois honorée de sa présence, se souleva encore à différentes reprises, quand il voulut lever des impôts extraordinaires pour pourvoir aux frais de la guerre. — Après la seconde diète d'Augsbourg, où fut rédigé un traité de famille entre le nouveau duc Meinhard de Carinthie et son gendre le duc Albert d'Autriche, les comtes *de Souabe* se révoltèrent de nouveau, de concert avec l'abbé Guillaume de St-Gall, de la maison de Montfort. Ils n'avaient point assisté aux deux diètes d'Augsbourg, et craignaient sans doute qu'après avoir acquis l'Autriche à sa maison, le roi ne voulût rétablir le duché de Souabe. Il s'était bien approprié les premiers châteaux de l'empire, ceux de Hohenstaufen et d'Achalm, avait pris sous sa protection les villes et les couvents, leur avait donné des gouverneurs particuliers, et avait même accordé d'autres priviléges à celles qu'il visitait; mais les comtes refusaient avec opiniâtreté de restituer les domaines et les droits de l'empire dont ils s'étaient emparés, et opprimaient de mille manières les villes enclavées dans leurs territoires. A leur tête était le comte Évrard de Wurtemberg, parent du roi. Les deux maisons de Wurtemberg et de Habsbourg, si l'on s'en rapporte à la date de la *construction* de leur château patrimonial, ou à leur nom, datent à peu près de la même époque (le onzième siècle) ; mais on peut les faire remonter aux deux souches principales des maisons comtales du lac de Constance, dont une appartient à la maison des anciens ducs, qui fut désignée sous le nom de Gibelins, et l'autre à celle des Welfes. Pendant les guerres de parti qui déchirèrent l'empire depuis Henri IV, elles furent souvent en discorde entre elles, et leurs diffe-

rentes branches se rangèrent tantôt du côté des Gibelins, tantôt du côté des Welfes. Les comtes de Wurtemberg, comme ceux de Habsbourg, étaient restés fidèlement attachés aux Hohenstaufen, qui s'étaient élevés au milieu d'eux. Mais, lorsque le pape Innocent IV eut excommunié Frédéric II, les comtes de Wurtemberg se rangèrent du côté des Welfes, pendant que Rodolphe de Habsbourg resta à la tête du parti gibelin. C'est ainsi qu'il y eut longtemps en Souabe deux partis principaux ; et, lorsque Rodolphe voulut revendiquer les droits de l'empire, une opposition nouvelle et menaçante s'éleva contre lui. Les comtes mécontents se brouillèrent avec les gouverneurs impériaux, et en outre des querelles particulières de maison à maison les tinrent presque constamment en guerre les uns avec les autres.— Rodolphe résolut, cette fois, de se remettre à l'œuvre lui-même. Après une entrevue des deux partis à Essling (1286), il appela à Ulm le comte Evrard de Vurtemberg et son allié le comte Ulric de Helfenstein, et amena une réconciliation en vertu de laquelle ce dernier promit aussi de fournir un contingent pour l'expédition de Rome. Des causes inconnues ayant bientôt suscité une nouvelle rupture, Rodolphe, avec ses deux fils et le burgrave Frédéric de Nuremberg, se mit à la tête d'une forte levée, et assiégea le comte Evrard dans sa ville de Stuttgard, qui était assez bien fortifiée. Le comte se soumit après un siége de deux mois, grâce à l'intervention de Henri d'Isni, alors archevêque de Mayence ; il s'engagea à livrer la ville et à la démanteler. Mais bientôt après il releva les fortifications, et reprit les armes en s'alliant au marquis Hermann de Bade, qui renouvela à la fois les hostilités contre le parti de Hohenberg et celui de Habsbourg. Le comte Evrard ne pouvait encore s'habituer à obéir à un roi qui naguère était son égal. Plus tard, il se prononça plus ouvertement, en déclarant dans une diète qu'il se croyait aussi capable que Rodolphe de porter une couronne. Il adopta pour devise : Ami de Dieu, ennemi de tous ! — Rodolphe appela encore une fois le ban et l'arrière-ban de l'empire, et secourut particulièrement la ville d'Essling, qui se défendait avec beaucoup de courage contre ses puissants voisins. Il fit raser lui-même quelques châteaux forts dans les environs de Stuttgard, après avoir renouvelé la loi relative à la paix publique, pour les États du Rhin et pour la Franconie, à Mayence et à Wurtzbourg; il se rendit de nouveau avec l'archevêque de Mayence à Essling, pour réduire à l'obéissance le comte Evrard et ses partisans (10 novembre). Le comte Evrard fut forcé de jurer fidélité à l'empire, de restituer tout ce qu'il avait usurpé, et de faire droit aux réclamations des bourgeois, chrétiens et juifs, d'après une décision d'arbitres. En garantie de sa fidélité à exécuter le traité, il dut livrer trois châteaux forts. Le comte de Helfenstein souscrivit aux mêmes conditions. Il n'y eut que l'abbé de St-Gall qui continua sa résistance, et qui aima mieux quitter le pays que de se soumettre aux exigences de Rodolphe. — Rodolphe eut beaucoup de peine à comprimer le germe des dissensions dans le pays qui avait été le berceau de la dernière dynastie, et à rendre à la loi la force qu'elle devait avoir. Il se reporta au temps de l'empereur Frédéric II, et prit pour base sa loi de la paix publique ; il fit briser les monnaies frappées depuis cet empereur, et en fit battre à son effigie.— Mais, au milieu de tous ces événements, il ne fut pas question du duché de Souabe ni de son rétablissement. Suivant les lois de l'empire, ce duché devait, comme tout fief tombé en déshérence, passer à l'instant même en d'autres mains : c'est ce qui eut lieu pour l'Autriche, quoique le délai habituel fût expiré depuis longtemps. Mais un temps bien plus long s'était écoulé depuis la déshérence du duché de Souabe, et cela rendait son rétablissement encore plus difficile. Dans l'intervalle, une partie des États de ce duché obtint des priviléges qui n'eussent pu subsister si le duché eût été soumis à un nouveau prince. Les désirs du roi parurent donc s'accorder avec ceux des États, pour que le pays restât immédiatement soumis à l'empire, jusqu'à ce que les circonstances permissent de faire de nouvelles dispositions. Ce fut même là la cause qui empêcha de prendre aucune résolution formelle sur ce sujet. — Dans le cas où le duché de Souabe eût été rétabli, il eût été difficile à Rodolphe de le garder pour sa famille, comme il l'avait fait de l'Autriche. Si, au contraire, il restait immédiatement soumis à l'empire, les domaines de l'État acquéraient un grand accroissement, tel que celui que lui avait donné jadis le duché de Franconie. C'est ainsi que Rodolphe prenait peu à peu la place de la dernière dynastie.— Depuis le Jura jusqu'à la frontière de Hongrie, toute la haute Allemagne, à l'exception de la Bavière et des

évêchés, se retrouva sous la domination médiate ou immédiate de la famille impériale. Mais, de même que sous les Hohenstaufen, les princes soulevèrent dans les contrées du haut Rhin une opposition qui augmenta chaque jour, et finit par devenir le mobile de toute l'histoire subséquente.— Pendant les expéditions de Rodolphe en Autriche et sur le Rhin, il menait simultanément plusieurs négociations difficiles avec le saint-siége, la cour de Sicile et celle de France, et soutenait encore plusieurs guerres sur la frontière de Bourgogne. Le roi Alphonse de Castille ne se reconnaissait pas encore pour battu, et la guerre avec Ottokar était sur le point d'éclater, quand un nouvel adversaire s'éleva de l'autre côté des Alpes : c'était Charles d'Anjou, roi des Deux-Siciles. Comme aucun roi allemand, depuis Frédéric II et Conrad IV, n'avait pu se faire obéir en Italie, Clément IV confia le vicariat de l'empire et le gouvernement de la Toscane à Charles d'Anjou, à condition de ne les garder que jusqu'au moment où le pape reconnaîtrait un nouveau roi des Romains. Quoique ce dernier point eût été accompli par Grégoire X, Charles refusait encore de restituer les possessions qui ne lui avaient été que provisoirement confiées. Il ne voulait rien moins que réduire toute l'Italie sous sa domination, et étendre son royaume de Sicile jusqu'à la Provence. Plusieurs villes l'avaient déjà reconnu pour leur podestat ou seigneur. Mais le pape, balançant entre Charles et Rodolphe, conçut bientôt l'idée de se servir de l'un contre l'autre pour affermir et accroître son propre pouvoir. Comme une grande partie des Etats italiens commençaient à se croire indépendants du royaume d'Allemagne, Rodolphe fut obligé de soutenir la guerre sur trois points différents, pour parvenir à rétablir les anciens droits de l'empire, et reconstituer le royaume de Lombardie.

La situation des affaires en Allemagne ne lui permettant pas d'envoyer une armée au delà des Alpes, il n'eut d'autre parti à prendre que d'appuyer chaque fois la faction prédominante, tantôt les Guelfes, tantôt les Gibelins. Ces deux partis étaient depuis longtemps en présence à Milan : l'archevêque Otto Visconti était le chef des Gibelins, Napoléon della Torre celui des Guelfes (1274). Quoique ce dernier eût jusqu'alors été favorable au roi Charles, il ne voulait cependant pas qu'il devînt maître de la Lombardie; et c'est pour ce motif qu'il se rangea, avec le marquis de Monferrat, du côté du roi Rodolphe, et lui envoya une députation pour le féliciter de son avénement au trône. Rodolphe reçut cette députation avec bienveillance, nomma Napoléon gouverneur, et lui envoya une troupe de cavaliers allemands auxiliaires. Alphonse, de son côté, secourut les Gibelins (1277). Après plusieurs combats, et avec le secours des Allemands, Napoléon battit le parti de Visconti, et fit passer par les armes les prisonniers, parmi lesquels se trouvait un neveu de l'archevêque. Celui-ci, furieux, réunit le reste de ses troupes, et, l'année suivante, battit complétement Napoléon, le fit prisonnier, et l'enferma dans une cage de fer avec les autres captifs. — Déjà avant ces événements (1275), Rodolphe avait envoyé son chancelier et garde des sceaux, Rodolphe de Hoheneck, avec le grand maître des chevaliers de St-Jean, Béringer, en Italie, pour y recevoir en son nom le serment de *fidélité*. *Ceux*-ci, ayant accordé aux villes quelques priviléges, en réservant toutefois les droits de l'empereur et de l'État, rencontrèrent presque partout un accueil favorable; mais, lorsqu'ils arrivèrent à l'exarchat et à la pentapole avec le légat papal, le pape Grégoire X, qui revenait de Lausanne, refusa de les recevoir (1276). L'année suivante, Rodolphe envoya le comte Henri de Furstemberg en Romagne, pour y recevoir le serment de foi et hommage. Le pape Nicolas III l'y encouragea d'autant plus vivement, que le parti de Rodolphe venait de succomber en Lombardie (1277). — Le roi de Rome reconnut bien, comme ses prédécesseurs, que ces pays appartenaient au saint-siége; mais les frontières étaient encore aussi mal déterminées qu'auparavant, et les papes n'étaient jamais arrivés à une possession complète, puisqu'une partie des villes n'avait jamais cessé d'appartenir à l'empire. Le roi Rodolphe, ayant besoin du pape et contre Ottokar et contre Charles, fut obligé de borner ses prétentions. Il envoya le frère mineur Conrad de Tubingen, avec de nouveaux pleins pouvoirs, pour confirmer les anciens traités, et abolir tout ce qu'avait fait le chancelier Rodolphe *sans son consentement* (19 janvier 1278). Il est probable que ces pleins pouvoirs avaient été rédigés par le frère Conrad, ou par le pape lui-même, puisqu'on y offre au nom du roi, pour le

salut de son âme, de déclarer nul tout ce qu'avait fait le chancelier. Par reconnaissance, Nicolas III lança l'excommunication contre Ottokar, comme nous l'avons déjà vu. Cependant, comme le chancelier Rodolphe persistait à faire exécuter ses premiers ordres, le roi fut obligé, pendant qu'il se préparait à une nouvelle guerre contre Ottokar, d'envoyer encore en Italie un second délégué, le prévôt Godefroi de Sulz, pour dégager la Romagne du serment de fidélité qu'elle avait deux fois prêté (29 mai). Nicolas III proposa lui-même une liste exacte de toutes les villes et provinces qui devaient à jamais appartenir à l'exarchat et à la pentapole, et le roi Rodolphe ne fit aucune difficulté de la confirmer dans toute son étendue (14 février 1270). Il transféra au saint-siége toutes les villes et provinces qui s'y trouvaient comprises, et renonça ainsi à une partie des droits les plus importants de l'empire. Pour rendre la chose irrévocable, le pape fit aussi rédiger un acte d'adhésion par les princes électeurs (comme c'était jadis l'usage en Allemagne, quand il s'agissait des droits de l'empire). Ceci se passait à peu près à la même époque où Rodolphe cherchait à obtenir l'assentiment des électeurs pour investir ses fils du duché d'Autriche. Cette transmission au saint-siége est d'autant plus remarquable, qu'elle sert de base à la composition actuelle de l'État de l'Église, bien que les villes gibelines aient longtemps refusé de s'y soumettre. — Comme le roi Rodolphe ne pouvait entrer et agir avec vigueur en Italie, il fut contraint de souscrire à toutes les prétentions du pape. Nicolas III s'engagea, de son côté, à ramener le roi Charles à la soumission, non point toutefois par les voies de rigueur, mais plutôt par une médiation amicale. A cet effet, Rodolphe donna également des pleins pouvoirs à ses envoyés Conrad et Godefroi (16 septembre 1278). Le pape obtint d'abord, non sans peine, de Charles d'Anjou, l'évacuation de la Toscane (peu après la victoire de Rodolphe sur Ottokar), et en prit provisoirement possession au nom de Rodolphe (24 septembre); mais Charles n'oublia pas de profiter de cette circonstance et de se faire conférer la dignité de sénateur romain. Le pape proposa ensuite une alliance entre les deux maisons (4 juin 1279). Rodolphe s'y montra tout disposé, et promit au fils du roi de Sicile, Charles-Martel, la main de sa fille cadette, Clémence, dont le premier fiancé, le duc André de Croatie, venait de mourir. Le pape proposa ensuite les conditions de paix suivantes: Le roi Charles tiendra du roi des Romains les comtés de Provence et de Forcalquier, dont il a pris possession après la mort du comte Raimond Bérenger, et comme héritier de son épouse Béatrix, fille cadette de celui-ci, sauf cependant les droits de la fille aînée du feu comte, Marguerite, reine douairière de France. Rodolphe lui pardonnera sa désobéissance envers les rois des Romains, ses prédécesseurs. Si la guerre éclate entre l'Empire et l'Église, Charles viendra au secours de cette dernière; si au contraire la mésintelligence s'élève entre l'empire et la Sicile, les armes ne pourront en décider, mais bien l'arbitrage du pape. Si le roi de Sicile cherche à envahir les domaines de l'empire, les Siciliens seront dégagés du serment qu'ils lui ont prêté. — Ce traité fut accepté par les deux parties, et Charles en rédigea un acte particulier (28 mars 1280).

L'année suivante, Rodolphe envoya sa fille en Italie : les Lombards la reçurent avec pompe et lui firent de riches présents; peu de temps après, son mariage avec Charles-Martel fut célébré (1281). Ceci avait lieu pendant le séjour de Rodolphe en Autriche. C'est là que mourut aussi son épouse, Anne Gertrude, événement qu'on attribue à la douleur qu'elle ressentit en se séparant de sa fille bien-aimée.— Après ces deux traités avec le pape et le roi de Sicile, Rodolphe ne rencontra plus d'obstacles à l'exercice de son pouvoir en Lombardie et en Toscane; il envoya son chancelier avec l'évêque de Gurk dans cette dernière province, pour y recevoir en son nom le serment de foi et hommage. Mais Charles n'était pas de meilleure foi qu'auparavant; il sut adroitement dissuader aux villes guelfes de le prêter, en leur assurant que Rodolphe ne pourrait venir en Italie. De son côté, le pape Martin IV exhorta bien ces villes à l'obéissance, mais il ne le fit que pour l'apparence; car, en secret, il tenait pour Charles, à qui il était surtout redevable de son élection, et à qui il avait accordé la dignité de sénateur contre la promesse de l'aider à soumettre les villes rebelles de l'Etat de l'Église. La révolte de Sicile et la guerre avec Pierre d'Aragon empêchèrent Charles d'Anjou d'exécuter ses projets sur l'Italie supérieure (1282), et sa mort, qui eut lieu trois ans après (1285), priva les Guelfes de

leur chef. Dans l'intervalle, le roi Rodolphe s'était lié avec le parti des della Torre, en tant qu'ils étaient opposés à Charles. L'archevêque Otto de Milan, qui venait d'être nommé seigneur de la ville, lui fit alors proposer une alliance pour consolider la domination de sa maison. Rodolphe y consentit, et se rangea ainsi du côté des Gibelins, ou plutôt des Visconti, qui tenaient le milieu entre les deux factions dominantes (1284). Il envoya même de nouveau un gouverneur en Toscane. Après la mort de Jean d'Avesnes, il donna le même emploi à Fiesco, comte de Lavagna, qui lui avait été recommandé par le pape Honorius IV, son parent. Mais, suivant les uns, Fiesco vendit pour une forte somme les droits de l'empire aux villes de Toscane; suivant d'autres, il n'en reçut que les amendes imposées en punition de leur désobéissance (1286). Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il vint trouver Rodolphe, en l'assurant qu'il était impossible d'y établir le moindre ordre sans une armée nombreuse. Rodolphe était alors occupé à réprimer la seconde révolte des comtes de Souabe. Le pape, de son côté, était aussi en guerre avec les villes qui lui avaient été adjugées, et cet état de trouble était précisément ce que désiraient les Italiens.—Indépendamment des obstacles déjà mentionnés, bien d'autres s'opposaient encore au couronnement impérial. Pendant les dix-huit années du règne de Rodolphe, huit papes se succédèrent sur la chaire de saint Pierre. Les quatre premiers, Grégoire X, Innocent V, Adrien V et Jean XXI, qui régnèrent peu de temps, ne se souciaient pas de voir Rodolphe en Italie, dans la crainte que de nouvelles hostilités n'éclatassent entre lui et Charles d'Anjou. Nicolas III, tout en se faisant médiateur entre eux, avait d'autres vues. Déjà, lors du concile de Lyon, un projet de partage de l'empire avait été proposé par le dominicain Humbert. Nicolas III se proposait d'en amener l'exécution de la manière suivante : Rodolphe devait renoncer à l'Italie, et obtenir en dédommagement le royaume d'Allemagne, qui resterait héréditaire dans sa maison; le royaume d'Arles serait donné en dot à la fille de Rodolphe, épouse de Charles-Martel; la Lombardie et la Toscane, comme deux royaumes particuliers, appartiendraient au cousin du pape, de la maison Ursini. On ne sait pas si des négociations plus positives furent entamées avec Rodolphe à cet égard, et la mort du pape, qui survint bientôt, anéantit tout à fait ce plan. Rodolphe se méfiait du pape Martin IV, successeur de Nicolas, et nous en avons déjà dit les causes. Un nouveau différend s'éleva aussi à l'occasion des dîmes ecclésiastiques que le pape avait imposées au roi de France dans les quatre évêchés allemands (22 août 1280) situés sur la frontière de France, pour les frais de la guerre contre Pierre d'Aragon, adversaire de Charles. Sous les deux papes suivants, Honorius IV et Nicolas IV, Rodolphe renouvela sa demande d'être couronné : il promit au premier, outre la confirmation des traités précédents, de secourir les héritiers de Charles d'Anjou; mais cette promesse ne mit pas fin aux controverses occasionnées par les dîmes, et le légat du pape fut mal accueilli au synode d'Erfurt. Enfin Rodolphe, tant à cause des affaires du nord de l'Allemagne, dont nous parlerons plus tard, qu'à cause de son âge avancé, ne put entreprendre l'expédition de Rome.— Autant il mit d'énergie à poursuivre les plans de ses prédécesseurs en deçà et au delà des Alpes, autant il se garda de reprendre les projets des Hohenstaufen en Italie. En d'autres mots, il lui suffisait d'avoir mis le royaume d'Allemagne dans un état florissant; il ne pouvait ni ne voulait chercher à rétablir l'empire dans l'ancien sens, et, de cette manière, il ne perdit rien par l'impossibilité où il fût de se faire couronner; l'Allemagne, au contraire, ne fit qu'y gagner. Les papes furent doublement satisfaits; car personne maintenant ne s'opposait à leur souveraineté, ce qu'ils n'eussent jamais obtenu tant qu'il y aurait eu des empereurs puissants. Le roi d'Allemagne fut mis à peu près au rang des autres rois. Les formules de cour nous le prouvent : depuis Frédéric II, les papes ne disent plus aux rois des Romains et aux empereurs *vous*, mais *tu* ou *ton altesse*, comme aux autres rois; tandis qu'ils exigent qu'en s'adressant à eux on dise *vous* ou *votre sainteté*. Comme les anti-rois avaient commencé à appeler le pape mon seigneur, Rodolphe et ses successeurs suivirent cet exemple. L'usage s'en est conservé, bien que jadis on offrît seulement par écrit de baiser la mule du pape.—Quant aux droits de l'empire sur le royaume d'Arles, il en avait déjà été question lors de l'investiture de Charles d'Anjou. Rodolphe voulait d'abord reconstituer l'ancien royaume de Bourgogne, et le destinait, ainsi que les domaines de Habsbourg, à son

fils favori Hartmann, auquel il voulait aussi assurer la succession du trône. Il fit part de son projet au roi Édouard Ier d'Angleterre, dont la fille Jeanne avait épousé Hartmann, et lui avait apporté une dot de 10,000 livres sterling. Mais ce prince, sur lequel on fondait de si belles espérances, fut frappé d'une mort cruelle et inattendue (octobre 1281), après la première guerre de Savoie, où il s'était distingué par un courage digne de son âge et de son rang; en traversant le Rhin pour rejoindre son père, le bâtiment fit naufrage près de Rhénau, et il se noya avec presque tous ses compagnons, en cherchant à sauver l'un d'eux. Rodolphe n'oublia jamais une perte aussi douloureuse. Il continua à faire valoir les droits de l'empire dans ces contrées; mais il trouva une forte opposition dans le comte palatin de Bourgogne, Henri; dans son frère, le comte Rainauld de Montbelliard; et dans son beau-père, le comte Philippe de Savoie. Le grand comté de Bourgogne, qui était venu à la maison de Hohenstaufen par le mariage de Frédéric Ier avec Béatrix, et de là était passé aux ducs de Méran par l'union de leur petite-fille Béatrix, se trouvait, après l'extinction de leur famille, revenu à l'ancienne branche des comtes de Bourgogne et de Châlons. Deux branches de cette maison le possédaient alors : à la première appartenaient les comtes Otto et Rainauld, dont la mère Alisa avait épousé en secondes noces le comte Philippe de Savoie, qui, après la mort de son frère Pierre, avait quitté l'évêché de Lyon et le service des autels, malgré son grand âge (soixante-un ans), pour prendre les rênes du gouvernement. Par une multitude de guerres en deçà et au delà des Alpes, la maison de Savoie était parvenue, dans les derniers temps, à une aussi grande considération que celle de la famille de Habsbourg, et s'inquiétait peu du roi. Quand Rodolphe eut de nouveau réuni à l'empire la ville de Berne, qui du temps des anti-rois s'était rangée sous la protection de la Savoie; quand il eut réuni à ses domaines Fribourg (1283), sur laquelle la sœur du comte Philippe, veuve du dernier comte de Kibourg, avait des prétentions, on vit éclater cette guerre que suivit presque immédiatement la mort de Hartmann, comme nous l'avons dit. Bientôt après, lorsque le parti du comte de Lausanne eut chassé l'évêque, et que le comte de Savoie refusa d'obéir au roi; Rodolphe se mit en marche à la tête de son armée, et assiégea Murten. Ce vieillard, âgé de soixante-cinq ans, sauta dans les eaux du lac, et combattit avec toute la vigueur du jeune âge, jusqu'à ce que les siens vinssent à son secours. Après la prise de Péterlingen, le comte Philippe se soumit aussi au roi Rodolphe, et obtint en fief, moyennant une renonciation formelle à ses autres prétentions, ses premiers domaines, qui n'étaient point des biens libres.

L'année suivante (1284), malgré son âge avancé, Rodolphe épousa Isabelle de Bourgogne, âgée de quatorze ans, sœur des comtes Robert et Jean de Bourgogne et de Châlons, de la seconde branche. Un nouveau démêlé éclata avec la première branche. Pendant l'insurrection de Berne, le comte palatin Otto s'avisa de se détacher, avec ses domaines et Besançon, des liens qui l'unissaient à l'empire, et de se soumettre à la France. Son frère, le comte de Montbéliard, déclara de nouveau la guerre à l'évêque de Bâle (1289). Aussitôt que Rodolphe en eut connaissance, il laissa à son fils le soin de continuer la guerre contre Berne, et se rendit en personne, à la tête d'une forte armée, d'abord devant Montbéliard, puis, après l'avoir prise, devant Besançon. Les deux comtes, ligués avec le comte de Pfirt, réunirent en Bourgogne des forces imposantes, et se confièrent à l'appui du roi Philippe de France (juin), qui fit même des préparatifs de guerre et invita le roi Rodolphe à évacuer le pays. Mais Rodolphe lui répondit : « Le roi de France doit savoir *que nous ne sommes pas venus ici pour danser*, mais que nous l'attendons les armes à la main. » Cette résolution surprit le roi de France, et il laissa les Bourguignons se défendre eux-mêmes. Rodolphe n'avait pris aucune mesure d'approvisionnement, car il voulait que ses soldats se procurassent eux-mêmes des vivres dans le pays ennemi. Quand il se mettait en campagne, il était toujours le dernier dont il s'occupât, et il avait si peu de gens pour son service personnel, qu'on le voyait souvent lui-même au camp raccommoder son pourpoint. Comme l'armée bourguignonne, campée en face de la sienne, lui avait coupé les vivres, il arracha de terre une carotte, la mangea, et toute l'armée suivit son exemple. Il donna ensuite l'ordre de se préparer au combat pour le lendemain matin; et, comme l'un des siens lui parlait encore du manque de vivres, il répondit : « Si nous

sommes vainqueurs, nous aurons les vivres de l'ennemi; si nous sommes vaincus, les Bourguignons, en gens d'honneur, donneront bien à manger aux prisonniers. »

Les Bourguignons étaient rangés dans une plaine sur les bords du Doubs ; les Allemands occupaient une hauteur escarpée. Les premiers paraissant avoir quelques doutes que Rodolphe descendît dans la plaine, l'un d'eux leur dit : Je connais le roi ; si, pour nous attaquer, il fallait grimper sur le roc en s'aidant des pieds et des mains, il serait le premier à le faire. Les Suisses, qui combattaient toujours avec plaisir sous les drapeaux de Rodolphe, formaient un corps de 1,200 hommes; une partie d'entre eux descendit, pendant la nuit, et inquiéta le camp innemi. Au point du jour, les comtes envoyèrent des messagers de paix. Rodolphe demanda, avant tout, la mise en liberté des prisonniers de guerre; il ordonna ensuite aux comtes de se présenter à Bâle devant lui. Là, ils lui jurèrent fidélité, lui remirent leurs fiefs, et les reçurent de nouveau de ses mains. Le comte de Montbéliard fut condamné à une amende.

Rodolphe fit cette guerre dans sa soixante-onzième année. L'ardeur de son armée l'enchanta tellement, qu'il s'écria qu'avec 4,000 cavaliers d'élite et 40,000 fantassins allemands, il tiendrait tête à toute espèce d'ennemis. Il adopta les dispositions suivantes relativement aux États de Bourgogne. Il adjugea à son beau-frère, le comte Robert, la survivance du Dauphiné, au préjudice de Humbert de la Tour, époux de la comtesse héritière Anne (1288) ; il conféra au comte Jean de Châlons, son autre beau-frère, le droit d'établir des douanes dans les évêchés de Besançon, Lyon, Vienne et Valence; il lui accorda aussi le protectorat héréditaire de l'abbaye de St-Eugendi de Jour, ainsi que la suzeraineté de Neufchâtel et de ses environs (13 septembre). Le royaume de Bourgogne ne pouvait, il est vrai, être reconstitué dans son ancienne splendeur ; mais Rodolphe rattacha ces contrées à l'empire par des liens plus intimes. — Les états de Bourgogne furent tantôt convoqués à la diète d'Allemagne, tantôt rassemblés au centre de la Bourgogne même. Peu de temps avant sa mort, dans une diète tenue à Murat, Rodolphe fit jurer l'observation de la paix publique (1291). — Sur toute la frontière occidentale de l'empire, depuis la Méditerranée jusqu'à la mer du Nord, la France cherchait à occuper un point qui pût lui servir à d'autres conquêtes. Les comtés de Champagne et du Venaissin étaient déjà passés par mariage à la maison royale, et ce dernier avait été cédé au saint-siége. De même que Charles d'Anjou était devenu vassal du roi Rodolphe pour les comtés de Provence et de Forcalquier, de même les barons allemands de Lorraine et des Pays-Bas passèrent sous la suzeraineté du roi de France. Beaucoup de biens échurent aussi par héritage ou par mariage à des maisons françaises, qui ne voulaient pas être soumises au roi d'Allemagne. Les nombreuses querelles de ces maisons entre elles donnèrent bientôt au roi de France l'occasion d'intervenir et de faire reconnaître sa suzeraineté. Avant la guerre de Bourgogne, il avait encore cherché à s'emparer du comté de Bar et de tout le territoire situé sur la rive opposée du fleuve de Bienne, ainsi que de la ville et de l'évêché de Verdun. Le roi Rodolphe y envoya *des plénipotentiaires* pour examiner les choses de plus près (29 avril 1288 jusqu'à 1289). Il porta plainte au pape, qui toutefois ne voulut pas se mêler de cette controverse, parce qu'il avait déjà adjugé au roi de France les dîmes des revenus du clergé dans les évêchés de la frontière (1280). Rodolphe se décida à recourir aux armes; mais les affaires de l'Allemagne et, bientôt après, sa mort, l'en empêchèrent (1290). Il laissa cette tâche difficile à ses successeurs.

Parmi les domaines de l'empire que réclama Rodolphe, se trouvaient Seligenstadt et le comté de Bachgau, dans le diocèse de Mayence; mais il ne les incorpora de nouveau à l'empire qu'après la mort de son ami l'archevêque Werner (2 avril 1278). Le chapitre protesta, mais la nouvelle élection excita la discorde dans son sein (1284). Les uns choisirent le chanoine prévôt Pierre, médecin du roi Rodolphe; les autres, l'archidiacre de Trèves, Gerhard d'Eppenstein. D'après le concordat de Worms, Rodolphe devait se porter médiateur, ou se déclarer pour l'un des deux candidats; mais il remit son droit au pape Honorius IV, se contentant d'exprimer ses vœux pour l'élection de son médecin, qu'il envoya en ambassade à Rome (1226). Mais, comme bientôt après il y envoya aussi l'évêque Henri de Bâle, son ancien et intime ami, le pape nomma celui-ci

contre les deux élections précédentes, et donna en dédommagement l'évêché de Bâle au prévôt Pierre, ce dont le roi fut doublement satisfait; il garda en même temps la possession des biens de l'empire, et donna au nouvel archevêque une autre preuve de son amitié. Mais, Henri étant mort deux ans après, Gerhard d'Eppenstein parvint à être nommé archevêque (17 mars 1288). Ce prélat, passionné et intrigant, n'oublia jamais que Rodolphe, lors de sa première élection, ne s'était pas prononcé pour lui (1278). A Magdebourg il y eut aussi une double élection d'archevêque, et les armes seules décidèrent la question en faveur d'Eric de Brandebourg (1283).—L'Allemagne centrale et celle du nord avaient souffert, comme tout le royaume, pendant l'interrègne qui avait précédé l'élection de Rodolphe; car jusqu'alors toute son activité s'était bornée au pays haut. A la vérité, dès les premières années de son règne, il se souvint de la lutte pénible que l'ordre Teutonique avait soutenue en Prusse, et dont il avait été témoin. Après la mort inattendue de Grégoire X, les trois papes qui lui succédèrent n'ayant rien fait pour l'ordre, Rodolphe confirma tous ses priviléges et prérogatives, particulièrement le droit de propriété que lui avait accordé l'empereur Frédéric II sur le Culmerland et sur toute la Prusse (10 octobre 1277); et lorsque, deux ans après, Conrad de Feuchtwangen (originaire de Franconie) fut nommé grand maître de Prusse et de Livonie, Rodolphe étendit les priviléges de l'ordre sur tout l'ordre de Livonie, et les consolida par une confirmation nouvelle (17 juin 1279).

Rodolphe fit cela pendant sa lutte en Autriche, et imita en cela son illustre prédécesseur Frédéric II, qui avait introduit l'ordre Teutonique en Prusse au milieu des circonstances les plus difficiles. Mais il ne put pas davantage lui prêter un secours actif. Il fut impossible alors de renouveler la croisade qui avait eu lieu un an avant l'élection de Rodolphe. La gloire n'en est que plus grande pour l'ordre Teutonique d'avoir, par ses seules forces, soumis toute la Prusse (1283). Cette soumission fut accomplie dans la même année où le roi des Romains donna à ses fils l'investiture de l'Autriche. — Les autres contrées de l'empire, depuis la Baltique jusqu'à la Lorraine, étaient agitées par des troubles de toutes sortes, dans lesquels Rodolphe ne put guère intervenir, faute de temps et de forces suffisantes. — Le duc Mistwin de Dantzig, qui avait transmis en fief toutes ses possessions de Poméranie au marquis de Brandebourg, et légué Schwetz au prince Barnius de Steltin (1269), ayant ensuite constitué le duc Pribislaw Ier de Pologne pour son héritier, les marquis, en leur qualité de suzerains, engagèrent une guerre qui dura plusieurs années, et que la bataille de Gadebasch ne termina que provisoirement (1283-1284).—Presque en même temps, les cinq villes de Lubeck, Rostok, Stralsund, Greifswalde, Riga, formèrent une ligue entre elles contre le roi Eric de Norwége, qui faisait beaucoup de tort à leur commerce et à leur navigation (1285). En interrompant les transports de vivres, et en attaquant continuellement les côtes de Norwége, elles forcèrent le roi à conclure la paix sous la médiation de la Suède. Leurs vaisseaux capturés leur furent rendus, et on leur paya 6,000 marcs d'indemnité; elles obtinrent en outre la confirmation de leurs anciens priviléges de commerce. Elles accomplirent tout ceci par elles-mêmes, sans demander au roi d'Allemagne la reconnaissance de leur ligue, ni sa protection active. Ainsi se fonda en silence le pouvoir de la ligue anséatique.

Deux querelles importantes s'élevèrent dans les Pays-Bas (1353), la première à cause de la succession de Flandre, la seconde pour celle de Limbourg. L'une, commencée dès le règne du roi Guillaume, ne se termina qu'à la seconde diète de Nuremberg, où Rodolphe se prononça en faveur de Jean d'Avesnes le jeune, qui possédait toute sa confiance (1281). Aussitôt après éclata la seconde (1282). Le neveu de Walram V, dernier duc de Limbourg, le comte Adolphe de Bergen, disputa cette succession au comte Rainauld de Gueldre. Celui-ci avait épousé Hermenegilde, fille de Walram; mais Hermenegilde était morte sans enfants avant son père. Adolphe céda ses prétentions au duc Jean de Brabant, et pria le roi Rodolphe d'en transmettre l'investiture à ce dernier. D'un autre côté, le comte de Gueldre gagna de puissants alliés, surtout l'archevêque Sigefroi de Cologne, et le comte Adolphe de Nassau, qui fut roi plus tard (1284). Rodolphe, occupé alors en Alsace, y fit promptement la paix, et voulut marcher en

personne contre l'archevêque de Cologne; mais il en fut de nouveau empêché. Pendant ce temps, le duc de Brabant conduisit ses troupes contre les princes révoltés, les vainquit près de Waringen, et se mit en possession de tout le Limbourg, qu'il réunit à son duché (1288).

En Thuringe, il y eut de longs démêlés entre le marquis Albert le Dégénéré et ses fils Frédéric et Tizmann, puis avec son neveu, Frédéric Tuta de Landsberg; ils ne purent être terminés que lorsque Frédéric eût fait son père prisonnier auprès de Landsberg. Les fils du feu duc Albert de Brunswick, Henri le Merveilleux, Otto le Gros et Guillaume, se partagèrent ses États. La ligue saxonne de la paix publique s'y opposa; mais Henri s'allia avec des seigneurs de Thuringe, de Misnie et de Hesse, fit prisonnier l'archevêque Eric de Magdebourg, et déclara en même temps la guerre à l'évêque Sigefroi de Hildesheim.— Pendant ces troubles parut aussi un aventurier qui voulut se faire passer pour l'empereur Frédéric II, et qui peu à peu trouva un assez nombreux parti. Il portait différents noms ou surnoms; il s'appelait Frédéric Holstuch, Tile Kolup, Dietrich Stol; il commença ses intrigues dans les villes du bas Rhin. Chassé de Cologne, il se rendit à Neuss, et de là à Wetzlar. Le roi Rodolphe plaisantait d'abord de cet homme; mais, quand il vit que son parti avait des ramifications jusqu'à Colmar, il se rendit à Wetzlar, se fit livrer l'imposteur, et le condamna, comme hérétique, à être brûlé vif. Quatre ans après la mort de Rodolphe, un imposteur du même genre parut sur le bûcher à Esling. — Après la guerre de Bourgogne (1289), Rodolphe se rendit en Thuringe pour y agir avec plus d'énergie et rétablir la paix générale. A son arrivée, il fit exécuter vingt-neuf brigands qui avaient été arrêtés près d'Ilmenau. Il convoqua ensuite une grande diète à Erfurt pour changer en une grande ligue de la paix publique l'union particulière qu'avaient établie les états de Saxe d'un coté, et l'archevêque de Mayence de l'autre. Tous les princes et seigneurs présents la jurèrent. Pour la mettre à exécution, Rodolphe envoya des troupes qui rasèrent soixante-six châteaux de brigands. Le roi passa plus d'un an à Erfurt, jusqu'à la complète pacification du pays et l'arrangement de toutes les querelles de la maison de Thuringe (1290).

Rodolphe termina aussi, à cette époque, les affaires de Bohême. Pendant la minorité du jeune roi Wenceslas, de grands désordres avaient été excités par le parti de la reine mère, Cunégonde, et de Zarizius de Rosenberg, qu'elle avait fini par épouser. Le tuteur, Otto le Long, marquis de Brandebourg, enleva le jeune roi, et transmit le gouvernement à l'évêque Gerhard de Brandebourg. Pour comprimer les partis, Rodolphe fit couronner le jeune roi, et lui donna en mariage sa fille Jutta (1286). Quant à la discussion relative au droit d'élection, elle fut résolue de la manière suivante. D'après l'avis des comtes palatins du Rhin, Rodolphe avait reconnu deux voix à la maison de Bavière, une du chef de la charge du grand écuyer tranchant attachée au palatinat du Rhin, l'autre du chef du duché de Bavière. Mais évidemment cela n'avait eu d'autre but que d'exclure le roi Ottokar de Bohême, qui avait pris part à plusieurs élections *précédentes*. Bientôt les rapports changèrent; *on ne* songea même plus à la première décision. Comme le duc Henri de Bavière n'était pas content, et n'agissait pas avec franchise à l'égard du roi, celui-ci, lors du premier traité de paix, conféra à Ottokar la voix électorale. Et quand, après la mort d'Ottokar, un double mariage fut conclu entre ses enfants et ceux de Rodolphe (1285), la chose parut tellement convenue, que le roi Vencesias, lors du renouvellement de l'investiture du duché d'Autriche, fut placé au premier rang parmi les princes électeurs (1289). (Comme roi, il avait la préséance même sur les archevêques.) Toutefois la confirmation formelle de la charge de grand échanson et du droit électoral ne fut proclamée qu'à la diète d'Eger, et répétée à celle d'Erfurt, parce que, dans l'intervalle, la mort avait frappé le turbulent duc Henri de Bavière (26 septembre 1290). Rodolphe approuva aussi le traité de succession conclu entre le roi Wenceslas et le duc Henri de Breslau.

Outre les conséquences qu'elle eut dans la suite, cette reconnaissance du droit électoral de la Bohême est déjà importante, en ce qu'elle fut la première application de ce principe général, que le droit électoral ne reposait plus dans la dignité de duc, mais bien dans les grandes charges de l'État. — A la diète d'Erfurt, Rodolphe vit, au milieu d'un grand nombre des princes de l'empire, presque tous

ses enfants réunis autour de lui avec leurs épouses; mais bientôt après mourut son fils Rodolphe, dans un voyage qu'il faisait à Prague (mai 1290). Il ne restait donc plus que l'aîné, le duc Albert d'Autriche. A ce dernier revenaient non-seulement les domaines de la famille et toutes les acquisitions faites jusque-là, mais son père songeait encore à y joindre le royaume de Hongrie, contre lequel il soutenait la guerre depuis longtemps.

Le roi Ladislaus ayant été assassiné, à ce moment même, dans une révolte, et ne laissant pas d'enfants, Rodolphe déclara la Hongrie fief vacant, et envoya à Eger un messager chargé de dire qu'il avait vu la reine Bela donner son royaume en fief à l'empereur Frédéric II, et le recevoir ensuite comme fief masculin; il en donna ensuite l'investiture à son fils. Mais le pape Nicolas IV, qui lui-même l'avait d'abord engagé à s'emparer de ce pays déchiré par les factions (1291), parla alors de ses droits de suzeraineté, alléguant que la Hongrie avait été jadis convertie par le saint-siége. Pendant ce temps, André, oncle du feu roi, se hâta de prévenir les projets des deux concurrents, en s'emparant du trône par la force des armes. — Rodolphe désirait bien aller au secours de son fils, mais son âge avancé lui persuada que le plus urgent était de lui assurer la succession du trône d'Allemagne (8 avril). Après la diète d'Erfurt, il revint à Spire, fit renouveler pour six ans le serment de la paix publique, et convoqua une diète à Francfort. Là, il proposa aux princes, pour que l'empire ne fût pas sans chef après sa mort, d'élire son fils Albert roi des Romains. Il pouvait compter d'autant plus sur la réussite, que cela n'avait été refusé à aucun de ses prédécesseurs. Cependant les princes s'y opposèrent, et voulurent avant tout se consulter entre eux. Ce refus était l'effet des intrigues de Gerhard, archevêque de Mayence, qui se souvenait encore de la malveillance du roi à son égard. Albert, d'ailleurs, était loin de ressembler à Rodolphe; sa dureté et son avarice lui avaient fait peu d'amis. — Toutes les entreprises de Rodolphe avaient réussi; son dernier souhait fut le seul dont il ne devait pas voir l'accomplissement. Mais on ne peut se dissimuler qu'il avait déjà devant les yeux toute la grandeur future de sa maison. — Rodolphe quitta la diète de Francfort, le cœur plein d'amertume. Il visita encore une fois le haut Rhin, accompagné de sa jeune épouse, et fit un peu diversion à ses chagrins avec les Strasbourgeois, ses favoris, qui lui rappelaient ses jeunes années.

Lorsque les médecins firent remarquer à ce vieillard de soixante-treize ans que ses forces commençaient à faiblir, il dit : *Eh bien, à Spire!* (lieu de sépulture des anciens empereurs). Mais il mourut en route à Germersheim (15 juillet 1291), et fut déposé dans les caveaux de Spire, auprès de Philippe de Hohenstaufen. — Que de peines n'eut pas Rodolphe, pendant les dix-huit années de son règne, pour rétablir partout l'ordre et la tranquillité! A l'exception des cinq années qu'il passa en Autriche, et de la dernière année qu'il passa à Erfurt, il fut presque continuellement en armes ou en marche d'une partie de l'empire à l'autre. Les trêves furent courtes, car tantôt il avait à combattre des princes désobéissants, tantôt les oppresseurs du peuple, tantôt les révoltés des villes et des seigneurs. C'est ainsi que jusque dans ses derniers jours il exerça ses fonctions royales avec une infatigable activité, et s'efforça de maintenir la justice et la paix.

Rodolphe était persuadé, et il en acquit plus tard la certitude, qu'un roi sans domaine royal ou sans biens patrimoniaux, et sans alliances avec d'autres maisons princières, ne pouvait rien accomplir de grand. Comme il avait dû son élection à son union intime avec la maison de Hohenzollern, il vit bientôt autour de lui cinq princes, tous électeurs, tous ses gendres. Les Otto avaient déjà eu avant lui le projet de concentrer dans une seule famille toutes les dignités de chefs des peuples, et ce plan pouvait paraître aujourd'hui d'autant plus nécessaire, que ces princes étaient devenus beaucoup plus nombreux. Rodolphe avait commencé et fini par le rétablissement des droits de l'empire (quant aux domaines de la couronne) dans le haut Rhin, résidence de la dernière famille impériale. En revendiquant l'Autriche au roi de Bohême, il procura à sa maison le pouvoir qu'il désirait. Les princes allemands n'en furent nullement jaloux; ils se sentirent bien autrement blessés quand Rodolphe réclama les domaines impériaux qu'ils avaient usurpés pendant l'interrègne, et qu'ils s'étaient habitués à regarder comme leur propriété, et ce fut ce qui donna aux archevêques du Rhin l'idée de mieux veiller à leurs inté-

rêts, lors de l'élection future. — C'est ainsi qu'en peu de temps le royaume d'Allemagne sortit d'un état de troubles qui durait depuis bien des années, non pas à la vérité sans faire de grands sacrifices au saint-siége. Rien que pour obtenir la reconnaissance de Rodolphe, il fallut concéder au pape le droit de contrôle sur la couronne qu'avait jadis réclamé Grégoire VII, et lui donner même une extension inconnue jusqu'alors. En même temps, l'Église de Rome parvint à obtenir, pour ses domaines et son pouvoir particuliers, une indépendance et des priviléges qu'elle n'avait encore jamais possédés. La part que le concordat de Worms avait laissée aux empereurs dans les élections des évêques fut rarement respectée. Tous les droits contestés de l'empire sur les domaines de l'Église durent être abandonnés. Quoique Grégoire X eût été obligé de menacer des foudres de l'Église Charles de Sicile, s'il ne mettait des bornes à ses oppressions, lui et ses successeurs aimèrent mieux se jeter dans ses bras et dans ceux du roi de France, que de voir de nouveau dominer en Italie les rois allemands, protecteurs-nés de l'Église. Cette alliance, jointe aux complications chaque jour renaissantes des affaires d'Allemagne, força Rodolphe de négliger les droits de l'empire en Italie. — Ce fut donc sous Rodolphe que l'empire subit, pour la première fois, un échec qui avait été préparé sous les Hohenstaufen, et que la papauté parut avoir atteint son but, par rapport à sa souveraineté territoriale. Mais ce fut aussi le moment où elle commença à décliner. — Ce résultat ne fut point la faute de Rodolphe; ce furent les princes, et conséquemment la nation, qui voulurent ajourner toute expédition en Italie, pour ne s'occuper d'abord que du rétablissement de l'ordre à l'intérieur. Si le pape considérait la couronne comme dépendante, cela n'empêchait point Rodolphe d'exercer librement ses droits en Allemagne, comme roi légitimement élu, ainsi que l'avaient fait Conrad et Henri Ier avant que l'empire fût joint à la couronne allemande. Pendant qu'il laissait prescrire ses droits en Italie, il acquérait en Allemagne une telle prépondérance que ses successeurs se trouvèrent en état de montrer plus d'énergie. — Rodolphe rétablit et fixa non-seulement les droits de l'empire allemand, mais aussi ceux des états ou classes vis-à-vis l'un de l'autre. C'est en cela qu'il usait avec le plus de plaisir de son pouvoir royal, et ceci nous explique les nombreuses alliances pour la paix publique qu'il renouvela et fit jurer tant de fois. Son but était de changer en une institution générale, sous sa sanction royale, les unions particulières que les États avaient formées pour leur sûreté respective pendant l'interrègne, notamment dans les duchés dissous, où il ne se trouvait pas de princes assez puissants ou assez désintéressés pour maintenir la tranquillité publique. — L'ancienne loi de la paix publique, rétablie sous l'empereur Frédéric II, renouvelée et augmentée de plusieurs articles nécessités par les circonstances, fut publiée peu de temps avant la mort de Rodolphe, à la diète de Spire, en langue allemande. Voici quelles en étaient les principales bases : 1. Il est interdit de venger soi-même ses injures. 2. Les princes et tous ceux qui tiennent de l'empire le droit de rendre la justice doivent bien juger; il en est de même des juges de la cour, *sous réserve* des droits de l'empire. 3. Ceux-là seuls qui n'ont pu obtenir satisfaction par les voies judiciaires peuvent se faire justice à eux-mêmes par une guerre loyale, après l'avoir déclarée trois jours à l'avance. Quiconque violera cet article sera déclaré infâme et mis hors la loi. 4. Celui qui, pendant une guerre avec son voisin, commettra des actes de violence sur les routes de l'empire, sera jugé et puni comme voleur de grands chemins. 5. Personne n'a le droit d'escorte ou de douane, s'il ne le tient de l'empire; nul ne peut frapper des impositions sur un bourg situé en dehors de ses domaines. 6. Il sera désormais interdit d'admettre des manants au droit de bourgeoisie. 7. Si la paix vient à être interrompue, les États les plus rapprochés doivent se hâter de porter du secours, et, si les circonstances l'exigent, le roi lui-même se rendra sur le théâtre de la guerre. — Rodolphe veilla à l'exécution de ces règlements avec la plus grande sévérité; quelquefois il en punit la violation des châtiments les plus rigoureux. Les voleurs de grands chemins étaient pendus, les faux monnayeurs jetés dans des chaudières pleines d'eau bouillante. — Le but de la paix publique était de maintenir chaque État ou membre de l'empire dans sa place, de telle sorte que les faibles ne fussent point opprimés par les puissants, que les vassaux des seigneurs ne pussent, sans le consen-

tement de ceux-ci, être admis aux droits de bourgeoisie des villes, et que par conséquent chacun conservât ses droits et sa position.

Maintenant que les rapports de tous les États qui relèvent immédiatement de l'empire sont bien déterminés, c'est le lieu de donner un aperçu de leur nombre et de leur classement, afin d'être à même d'apprécier les changements qui pourront survenir plus tard. — Parmi les états spirituels, on comptait en Allemagne, sans y comprendre les pays de Bourgogne, de Slavonie, le patriarcat d'Apulie et le marquisat d'Istrie : six archevêques, dont trois princes électeurs; quarante évêques, et environ soixante-dix prélats et abbés, dont la moitié fut élevée alors ou plus tard au rang de princes; trois ordres chevaleresques (de St-Jean, du Temple et de l'ordre Teutonique); ensemble, plus de cent états ecclésiastiques. Les princes laïques et les états du royaume se composaient de quatre princes électeurs (un roi, un duc, un comte palatin et un marquis); de six ducs (ceux de Bavière, d'Autriche, de Carinthie, de Brunswick, de Lorraine et de Brabant-Limbourg); de trente comtes élevés au rang de princes, dont plusieurs étaient marquis et landgraves; d'environ soixante villes impériales, dont une partie venait à peine de se constituer; ensemble, au moins cent états laïques. Il y avait donc en tout deux cents états relevant immédiatement de l'empire. Comme la plupart des maisons et des princes s'étaient divisés en plusieurs branches, le nombre des titulaires était beaucoup plus grand. A la diète que le roi Albert I[er] tint à Wurtzbourg, on comptait plus de soixante-dix princes, clercs et laïques, trois cents comtes et seigneurs, et cinq mille nobles : toutefois il est bon de dire que les deux dernières classes étaient presque tout entières comprises dans la suite des seigneurs terriens; ce n'est que plus tard qu'on éleva dans les diètes deux bancs pour les comtes, ainsi que pour les députés des villes, qui déjà, après la mort du roi Guillaume, avaient eu l'envie de prendre part à l'élection du roi, mais qui attendirent encore une occasion plus favorable.—Ce grand nombre d'états est la suite ou de l'extinction ou de la diminution des anciens duchés. Autant la diète paraît ferme et unanime dans ses mesures, autant l'administration du royaume paraît compliquée, puisque cinq et même huit ducs, et presque autant de marquis, président au gouvernement des provinces. Le plus grand nombre des états inférieurs, les villes, les couvents, les seigneurs, dans le haut Rhin et dans le Nord, sont souvent entrecoupés par les territoires des comtes et des évêques.

Les riches pays des bords du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Utrecht, renfermaient, outre le Palatinat, une foule de domaines ecclésiastiques et de principautés; la Bavière et la Saxe en étaient également sillonnées. Les grands États se maintenaient dans l'est et le nord de l'Allemagne, et l'on vit ainsi renaître la première position de l'ancienne Germanie, où les pays du Rhin étaient occupés par de petites principautés, soumis à des chefs électifs, tandis qu'à l'est, de grandes nations vivaient sous des princes héréditaires. Ces rapports amènent même une nouvelle distinction. Plus les princes acquirent la souveraineté en s'appropriant le pouvoir subalterne qui dans le principe leur avait été conféré (à l'exclusion de l'autorité immédiate de l'empereur), plus la totalité des petits États fut considérée comme propriété de l'empire. Là s'élèvent des familles et des peuplades particulières qui prennent le nom de leurs maisons ou dynasties; ici se trouvent les sujets de l'empire, le peuple allemand dans le sens propre. Ce fut Rodolphe qui le premier prit ce pays royal, si l'on peut ainsi dire, pour l'opposer comme contre-poids à la puissance des princes. Si les Hohenstaufen élevèrent comme base de leur puissance, d'abord l'ordre de la chevalerie, puis les villes; sous Rodolphe, les deux ordres marchèrent sur la même ligne. Les chevaliers des villes ne se distinguèrent pas moins sous sa bannière que les vassaux du plat pays. Toute la classe des marchands s'éleva par l'anéantissement des brigands qui auparavant infestaient les grands chemins.

Les troupes du pays haut jouissaient d'un grand crédit auprès de Rodolphe. Le fameux Henri Schorlin, de Bâle, qui le premier attaqua les Bohémiens à Marchfeld, se rendit avec le roi à Nuremberg, où il se permit d'outrager la charmante fille de son hôte. Le peuple se révolta, et réclama hautement justice. Le roi hésita, pour voir si personne ne voulait prendre la défense de l'accusé; enfin il s'écria avec colère : « Je prononcerai jugement sur lui, je veux le juger sur l'heure. » Les nobles et le peuple attendaient avec anxiété, car ils con-

naissaient l'affection du roi pour Schorlin. Il condamna le chevalier à épouser la jeune fille, et lui donna une dot de 200 marcs. Peu d'années auparavant, un jeune homme, coupable du même crime, avait été enterré vif à Colmar. L'ordre sévère que les villes maintenaient à l'intérieur, et leur empressement à marcher contre tous les perturbateurs de la paix publique et les brigands, ne contribuèrent pas peu à leur prospérité. Rodolphe accordait généreusement des lettres de franchises, mais en retour il exigeait de l'argent et des soldats, suivant ses besoins. Les villes populeuses et commerçantes pouvaient facilement donner l'un et l'autre; toutefois elles ne le faisaient qu'à contre-cœur.

Les troubadours du temps des Hohenstaufen reparurent avec un nouvel éclat sous Rodolphe. Lui-même était du nombre; mais les véritables minnesingers avaient peu à peu disparu. Conrad de Wurtzbourg, le dernier qui retoucha les chants de Nibelungen, était mort peu de temps avant Rodolphe. Henri Frauenlob, auteur de la chanson allemande : *Unser frauen lied*, mourut quelque temps après à Mayence; il fut enterré de la seule main des femmes, et son tombeau arrosé de vin. Rodolphe et son valeureux beau-frère, le comte Albert de Hohenberg, trouvèrent encore des troubadours pour chanter leurs hauts faits.

Mais bientôt une vie nouvelle entra avec la vie publique dans les compositions des poëtes. Un disciple de ces chantres qui suivaient Frédéric II et Manfred, Ottokar de Styrie, composa en vers allemands une grande chronique de l'Autriche, depuis la mort de l'empereur Frédéric jusqu'à Frédéric le Beau, dans laquelle il nous donne des renseignements bien précieux, comme témoin oculaire, et avec toute la franchise gibeline. Les chroniques des dominicains de Colmar, ainsi que celle d'Albert de Strasbourg, furent, à proprement parler, inspirées par Rodolphe. Elles sont encore écrites en latin; mais, depuis Rodolphe, tous les actes furent rédigés en allemand. Les moines rivalisaient de zèle pour l'étude des sciences et les recherches sur l'antiquité. Deux dominicains savaient déjà calculer les éclipses du soleil. Un autre traça sur douze feuilles de parchemin la description géographique de l'univers. En Souabe et dans la Rhétie, on trouvait des hommes qui examinaient de près la foi catholique (1287). Lorsque le légat du pape, dans un synode à Wurtzbourg, exigea non-seulement les dîmes ecclésiastiques, mais même un quart de tous les revenus du clergé, l'évêque Conrad de Toul s'y opposa avec beaucoup de force; et, quand le légat voulut le destituer, il s'éleva un tel tumulte dans l'assemblée, que l'imprudent Romain craignit même pour sa vie. C'est ainsi qu'à cette époque, où le peuple n'avait pas encore oublié ses grands empereurs, où des pèlerins qui revenaient de l'Orient renouvelaient la tradition que Frédéric II n'était pas mort et qu'il se remontrerait, Rodolphe, dont le dessein était de rétablir la constitution, en posa insensiblement les premiers fondements.—Depuis que les princes commencent à rivaliser d'efforts pour acquérir des domaines héréditaires, voici les trois éléments principaux qui prédominent dans notre histoire : 1° le roi possède, sinon l'hérédité de la couronne, du moins une fortune particulière, supérieure à celle de tout autre; 2° les princes spirituels et laïques ne veulent point voir s'élever une maison puissante au-dessus d'eux, parce que Rodolphe a déjà fait beaucoup plus qu'ils ne s'y étaient attendus: au lieu des grands magnats (ducs nationaux), une nombreuse aristocratie entoure le trône; 3° les petits états sont élevés ou abandonnés, tantôt par l'un, tantôt par l'autre parti, suivant les circonstances. Dès la chute de Hohenstaufen, on pouvait déjà prévoir de quel côté pencherait enfin la balance.

En 1290, Rodolphe avait conféré la voix électorale avec l'office de grand échanson à son gendre Wenceslas, roi de Bohême. Le duc d'Autriche, Albert, ayant quatre beaux-frères électeurs, ne doutait point de réunir les suffrages et de succéder à son père. Mais les princes s'en rapportèrent au choix de Gérard, archevêque de Mayence, qui nomma le comte Adolphe de Nassau, son cousin, prince vicieux, sans mérite, sans fortune et sans pouvoir. En récompense, l'archevêque lui arracha des concessions et des privilèges. Les autres électeurs firent de même payer leurs voix. C'est de ce moment que les princes commencèrent à exiger des empereurs, avant leur couronnement, des capitulations toujours dictées par l'intérêt personnel, et qui affaiblirent de plus en plus l'autorité impériale. Les premières années du règne d'Adolphe furent employées au maintien de

l'ordre et de la tranquillité. Mais, la guerre s'étant élevée entre la France et l'Angleterre (1294), il prit le parti des Anglais, reçut d'Édouard cent mille livres sterling pour lever des troupes qu'il n'était pas en état de payer, et déclara la guerre à Philippe le Bel. Celui-ci, d'autre part, traita avec Othon de Bourgogne, comte palatin, qui lui vendit le comté de Bourgogne ou la Franche-Comté, et stipula le mariage futur de sa fille unique avec un prince de la maison de France. Avec les subsides de l'Angleterre, Adolphe avait levé des troupes avec lesquelles il s'efforçait de dépouiller les héritiers légitimes. Albert, margrave de Misnie et landgrave de Thuringe, avait eu deux fils, Frédéric le Mordu et Ticeman, de Marguerite, fille aînée de l'empereur Frédéric II; princesse malheureuse, qui avait été obligée de fuir pour se dérober aux persécutions de sa maîtresse, Cunégonde d'Isemberg, de laquelle il avait eu un fils naturel, Apicius ou Albert. Il s'efforçait depuis longtemps de dépouiller ses deux fils de la Thuringe, en faveur d'Apicius. Rodolphe de Habsbourg ne s'était mêlé de la querelle que comme médiateur; mais Adolphe acheta la Thuringe au prix de douze mille marcs d'argent, et voulut en prendre possession à main armée (1295). Les deux frères défendirent leur héritage, et la Thuringe fut livrée aux brigandages des soldats d'Adolphe. L'empire était indigné des injustices de ce prince. L'archevêque de Mayence lui-même s'éloigna de lui, et Albert d'Autriche vit le moment de le remplacer sur le trône. Il se rendit à Prague, où les électeurs de Saxe et de Brandebourg assistaient au couronnement de son beau-frère Wenceslas par l'archevêque de Mayence (1297), et il gagna ce prélat. Le roi de Bohême et les deux autres électeurs entrèrent également dans ses vues; la résolution fut prise de dégrader Adolphe, et d'élever Albert sur le trône de l'empire. Hermann le Long, margrave de Brandebourg, et Albert II, duc de Saxe, s'étant rendus à Mayence avec les ambassadeurs du roi de Bohême et de l'électeur de Cologne, on procéda juridiquement contre Adolphe (1298). On le déposa, et l'on élut Albert, duc d'Autriche. L'empire, partagé entre deux rivaux, fut embrasé. Adolphe avait déjà fait fuir Albert, qui s'était mis en campagne aussitôt après l'assemblée de Prague. Il le poursuivit avec fureur, le joignit près de Worms, l'attaqua, et périt de sa main.

ALBERT Ier.

Le duc d'Autriche, maître de l'empire par la mort de son rival, assembla les électeurs à Francfort, parce que l'absence ou même l'opposition de l'archevêque de Trèves et du comte palatin pouvaient répandre des doutes sur la légitimité de sa première élection. Il fut de nouveau unanimement élu et couronné à Aix-la-Chapelle; mais on exigea de lui des capitulations onéreuses qui furent des sources de troubles. L'harmonie fut en effet bientôt troublée: l'archevêque de Mayence s'opposa à la proposition d'Albert d'élire roi des Romains son fils aîné Rodolphe; l'empereur irrité réclama les anciens péages sur le Rhin, et voulut abolir tous les nouveaux. C'était enfreindre ses capitulations, enlever aux trois électeurs ecclésiastiques et au comte palatin des sources de revenus considérables; mais les sollicitations des villes, gênées dans leur commerce par la multitude de ces droits onéreux, autorisaient son parjure. Les princes adressèrent leurs plaintes au pape Boniface VIII, qui se déclara contre Albert, et développa ses prétentions dans une lettre aux électeurs. On voulut déposer l'empereur, mais il humilia les rebelles, et la navigation du Rhin fut affranchie des entraves qu'ils y avaient mises. Boniface n'eût pas manqué sans doute d'appuyer les princes, mais il était au fort de ses démêlés avec Philippe le Bel; il reconnut donc Albert parce qu'il avait besoin de lui (1303); l'empereur accepta toutes les conditions qu'il lui plut de lui imposer, et s'obligea même à faire la guerre à tout le monde aux ordres du pontife. Du reste, la gloire et les intérêts de l'empire le touchaient peu; il n'était occupé que du soin d'agrandir sa maison et de procurer des établissements à ses fils. Son beau-frère Wenceslas ne fut pas à l'abri de son avarice: il détruisit, à la vérité, son armée près de Kuttemberg; mais il laissa la guerre à son fils, nommé aussi Wencelas, qui consentit à se dépouiller de quelques districts pour avoir la paix avec son oncle. Ce jeune roi, le dernier de sa maison, ayant été assassiné à Olmutz, en 1306, Albert parvint à faire élire roi de Bohême son fils Rodolphe, qui

mourut l'année suivante. Henri, duc de Carinthie, beau-frère de l'empereur et du dernier roi Wenceslas, fut appelé au trône par les états. Albert revendiquait la couronne pour son second fils, en vertu d'un traité de succession. Il armait pour détrôner son beau-frère, pour enlever la Thuringe à Frédéric et à Ticeman, qui avaient déjà battu ses troupes, quand une autre injustice lui coûta enfin la vie. Sa maison possédait de grands domaines en Suisse : les comtés de Habsbourg, de Kibourg, de Baden, de Lenzbourg, avec les villes de Lucerne, Glaris et Zug. Grand nombre d'autres villes ou cantons, tels que Zurich, Berne, Fribourg, Soleure, Schwitz, Uri, Underwalden, dépendaient immédiatement de l'empire, et étaient gouvernés par des baillis qui exerçaient en son nom la justice criminelle. Albert essaya de réunir ces villes impériales à ses autres possessions; il donna ordre à de nouveaux gouverneurs qu'il y établit de les traiter avec la dernière rigueur, et ces officiers se livrèrent à tous les excès. Trois héros suisses délivrèrent leur patrie (1307), et le premier jour de l'an 1308 vit naître la première ligue des cantons. Albert marchait contre les Suisses, lorsqu'il fut assassiné par son propre neveu, Jean, fils de Rodolphe. Ce jeune prince, héritier des terres de Souabe que son père avait reçues de l'empereur Rodolphe, les avait plusieurs fois demandées à son oncle, qui s'en était saisi en prenant sa tutelle. Lassé de ses délais, il résolut de se défaire d'Albert, s'associa des complices, et exécuta son crime. L'empereur tomba sous leurs coups près de la rivière de Reuss ou Rhus, comme il allait de Baden à Rhinfeld voir l'impératrice sa femme. De tous les meurtriers on n'en découvrit qu'un seul, que l'empereur Henri VII fit expirer dans les supplices. On prétend que Jean alla ensevelir ses remords et sa vie dans un couvent à Pise.

HENRI VII.

Après sept mois d'interrègne, et après que le roi de France Philippe le Bel eut, dit-on, vainement entrepris de procurer l'empire à son frère Charles de Valois, on élut, sur la recommandation du pape Clément V, Henri, comte de Luxembourg. Ce prince, appuyé d'ailleurs par son frère Baudouin, archevêque de Trèves, et par Pierre, archevêque de Mayence, qui sut, comme son prédécesseur, faire payer sa voix, fut élu de préférence à Frédéric le Bel, duc d'Autriche, fils du dernier empereur, dont la maison fut cent trente ans exclue du trône. Henri envoya aussitôt ses ambassadeurs à Rome, offrant tout à Clément V pour obtenir sa confirmation, qui lui fut accordée (1309). Ce prince était digne de l'empire; il avait toutes les qualités nécessaires pour rendre à l'Allemagne son ancien éclat. Mais, ayant peu de puissance par lui-même, tout le pouvoir étant entre les mains des vassaux, il fut réduit, comme ses prédécesseurs, à ordonner la paix publique. Dans la diète de Spire, où il fit des ordonnances pour le maintien de la tranquillité, on délibéra si l'on devait laisser aux fils de l'empereur Albert l'Autriche et les autres provinces que Rodolphe de Habsbourg était accusé d'avoir usurpées. Les opinions étant partagées, Frédéric le Bel les mit d'accord en disant fièrement que le duché d'Autriche avait déjà coûté *la vie à cinq* princes, et que Henri pourrait *bien être le* sixième. On ne contesta pas davantage, et on lui donna l'investiture. La Bohême était déchirée par les factions et les guerres intestines; Henri, duc de Carinthie, la livrait aux brigandages de troupes étrangères qu'il avait prises à sa solde. Un autre parti tenait pour les ducs d'Autriche, qui réclamaient cette couronne en vertu des traités faits avec leur frère aîné Rodolphe. Le plus grand nombre ne voulait obéir ni au Carinthien ni à la maison d'Autriche. On envoya à Spire Elisabeth, sœur du dernier Wenceslas, avec des ambassadeurs chargés d'offrir sa main et la couronne à Jean, fils de l'empereur. Henri fit condamner par la diète le comte de Carinthie comme coupable de félonie, et déclarer la Bohême fief dévolu à l'empire. Puis Jean épousa Elisabeth, et l'archevêque de Mayence alla le couronner à Prague. La maison de Luxembourg posséda ce royaume jusqu'à la mort de Sigismond, en 1437. Depuis Frédéric II, les empereurs avaient perdu de vue l'Italie. Ce pays était toujours déchiré par les Guelfes et les Gibelins. En dehors de ces deux factions, il y en avait de particulières dans beaucoup de villes : à Rome les Colonne et les Orsini, à Milan les Visconti et les della Torre, étaient acharnés à leur destruction réciproque; les Colonne et les Visconti tenaient pour

l'empereur, les autres pour le pape. Henri crut que ces divisions lui donnaient l'occasion de rétablir l'autorité impériale en Italie. Appelé par Mathieu Visconti, que les della Torre avaient chassé de Milan, il leva une grande armée, donna le vicariat de l'empire au roi de Bohême, renouvela tous ses serments au pape, et franchit les monts dans le dessein apparent de rétablir la paix en réconciliant les factions. Clément secondait son entreprise. Tout se soumit à son arrivée; Milan même lui ouvrit ses portes, et il y reçut la couronne de Lombardie (1310). Malheureusement il exigea des Milanais les contributions usitées, et donna le gouvernement de leur ville à Mathieu Visconti: c'était se déclarer ouvertement pour les Gibelins. Les Guelfes se soulevèrent et complotèrent contre sa vie; Milan fut inondé du sang de ses citoyens, et la vengeance tomba sur les della Torre, dont on ruina les maisons, et que l'on chassa de leur ville avec leurs partisans. Toute idée de pacification s'évanouit; plusieurs villes qui avaient reçu des gouverneurs impériaux se révoltèrent; le pape même fut alarmé, et ne songea qu'à s'opposer aux progrès de Henri. Par un traité secret avec le roi de Naples Robert, petit-fils de Charles d'Anjou, il le chargea de traverser l'empereur, de soutenir les Guelfes, et de défendre l'Eglise romaine, qu'il croyait en danger. Robert seconda les vues du pontife. En amusant Henri par la négociation d'un mariage, il animait ses ennemis, formait des ligues contre lui, et jetait des troupes dans Rome. Brescia emportée, démantelée après un long siége qui lui coûta la meilleure partie de ses troupes, et le supplice du gouverneur, Thibault Brusciati, qui fut décapité, ne servirent qu'à rendre l'empereur plus odieux. Si Gênes le reçut et lui rendit hommage, c'est que les Gibelins y étaient les plus puissants. Dans le reste de l'Italie, il ne trouva que des obstacles et des ennemis; il eut même de la peine à se faire couronner à Rome. Les Orsini, soutenus des troupes napolitaines, étaient maîtres de la plus grande partie de la ville et de l'église St-Pierre. Il y eut de longs et sanglants combats avant que l'on pût leur enlever cette église, où se devait faire le couronnement. Le pape avait chargé cinq cardinaux de cette cérémonie (1312), et désigné l'église de St-Pierre. L'opiniâtreté de ces cardinaux à s'en tenir strictement aux termes de leur commission était un nouvel obstacle; il fallut les contraindre à faire le couronnement à Saint-Jean-de-Latran. Henri voulait se venger des Guelfes et du roi de Naples.

Tandis qu'il faisait de vains efforts pour s'emparer de Rome, il ordonnait au roi de Bohême de lui amener des renforts d'Allemagne, et s'alliait avec Frédéric, roi de Sicile. Clément, qui résidait à Avignon, et qui craignait pour Robert, écrivit aux cardinaux d'ordonner au moins une trêve aux deux princes, ajoutant que, puisqu'ils étaient obligés de lui obéir par le serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, ils devaient être les plus disposés à servir l'Église, et qu'il pouvait les obliger à mettre bas les armes. L'empereur, de l'avis des jurisconsultes, protesta contre les démarches de Clément; il mit Robert au ban de l'empire, le déclarant privé de ses royaumes, principautés et dignités, et le condamnant à perdre la tête s'il tombait entre ses mains. Le pape, de son côté, défendit, sous peine d'excommunication, d'attaquer le roi de Naples. La guerre allait se rallumer avec d'autant plus de violence que l'empereur s'approchait du royaume de Naples, qu'il devait attaquer par terre, tandis que le roi de Sicile agirait par mer. Il s'était déjà avancé jusqu'à Buonconvento, près de Sienne, lorsque la mort renversa tous ses projets et sauva Robert. On prétend, mais sans aucune preuve, qu'il fut empoisonné en cet endroit, en recevant la communion d'un dominicain nommé Bernard de Montepulciano. Le pape publia deux bulles contre sa mémoire, cassa la sentence prononcée contre Robert, et le nomma vicaire de l'empire en Italie. La guerre entre le sacerdoce et l'empire allait recommencer.

LOUIS V.

Après quatorze mois d'interrègne, les électeurs donnèrent deux chefs à l'empire. Louis, duc de Bavière, élu par le plus grand nombre des princes, eut un compétiteur dans Frédéric le Bel, duc d'Autriche, son cousin germain, qui acheta les suffrages de quelques électeurs. L'Allemagne fut livrée de nouveau à une guerre civile qui s'étendit jusqu'en Italie, les Gibelins et le roi de Sicile s'étant déclarés pour Louis, tandis que les Guelfes et le roi de Naples prirent le parti de Frédéric. Huit ans de dévastations et de carnage furent enfin terminés par

la bataille de Muhldorf, en 1322. Frédéric, vaincu, resta prisonnier jusqu'en 1325. Le pape Jean XXII avait succédé à Clément V en 1316. Il avait déclaré que le gouvernement de l'empire lui appartenait pendant la vacance, cassant tous les gouvernements établis par Henri VII, et ordonnant aux deux rivaux de se présenter à son tribunal pour y discuter leurs droits. Il penchait pour Frédéric; mais il suspendit ses poursuites pour faire valoir son vicariat en Italie. Mathieu Visconti, maître de Milan, de Pavie, de Plaisance, de Novare, de Verceil, d'Alexandrie et de plusieurs autres places de la Lombardie, était le plus puissant des Gibelins. Excommunié en 1318, il n'en continua pas moins ses conquêtes; il assiégea Gênes malgré la défense du pape, et prit hautement le titre de prince de Milan pour Louis de Bavière. Jean rassembla une armée, et en donna le commandement au cardinal Bertrand de Poyet, son neveu, qui, avec le secours du roi de Naples, parvint à assiéger Milan. Mathieu Visconti venait de mourir; son fils Galéas demanda des secours à Louis, et il les obtint. Après des négociations inutiles, le légat Poyet fut contraint de lever le siége de Milan. Jean ne garda plus de ménagement. Il fit afficher aux portes des églises d'Avignon un décret par lequel il déclarait nulle l'élection de Louis, lui ordonnant, sous peine d'excommunication, de se désister dans l'espace de trois mois.

Le margraviat de Brandebourg étant devenu vacant par la mort de Waldemar et celle de son frère Jean, derniers mâles de la maison Ascanienne, l'empereur l'avait confié à Louis, l'aîné de ses fils. Le pape lui en faisait encore un crime dans son décret (l'an 1323). L'empereur réfuta le pape avec vigueur, et appela au futur concile général. Il négociait cependant à la cour d'Avignon; il obtint un délai de deux mois; mais, l'armée pontificale ayant été battue par les Visconti, et le général Raimond de Cardonne fait prisonnier, Jean publia un nouveau décret, enjoignant à Louis de se désister dans trois mois, de ne plus protéger les Visconti et les autres ennemis de l'Église, voulant bien suspendre la fulmination de l'excommunication prononcée contre lui. Mais l'empereur continua l'exercice de la royauté, prorogea le gouvernement de Milan à Galéas, donna celui de Lucques à Castruccio-Castracani, vaillant capitaine. Comme d'ailleurs les troupes pontificales furent écrasées par les Gibelins, Jean prononça l'arrêt définitif contre Louis, le déclarant contumax pour n'avoir ni comparu ni obéi à ses ordres; il le priva de tous les droits que pouvait lui donner son élection, lui défendit, sous peine d'excommunication, de prendre le titre de roi des Romains, se réservant de lui infliger des peines plus sévères s'il ne se soumettait pas à l'Église. Louis renouvela son appel au futur concile général, et accusa le pape d'hérésie en se fondant sur les plus pitoyables motifs. Jean fit tout ce qui était en son pouvoir pour donner un rival à Louis (1325).

Il nourrissait l'animosité de Léopold, frère de Frédéric le Bel; il agissait auprès des électeurs pour élever au trône impérial Charles IV, roi de France. Louis ayant été forcé par Léopold de lever le siége de Burgau, cet échec enhardit ses ennemis. Les électeurs s'assemblèrent à Rense avec les ambassadeurs du pape et du roi de France, pour procéder à l'élection de ce dernier. Un commandant de l'ordre *Teutonique*, Berthold de Buchek, les détourna *de cette démarche* : on se contenta d'insinuer à Louis que son salut dépendait de sa réconciliation avec son rival. Frédéric d'Autriche fut mis en liberté. Le pape tâcha de rompre l'alliance nouvelle formée entre Louis et Frédéric; mais elle se maintint en dépit de tout jusqu'à la mort de ce dernier, arrivée en 1330. La mort de Léopold, en 1327, venait de délivrer l'empereur de son plus dangereux ennemi au moment où il passait les Alpes. Les Gibelins l'appelaient à leur secours; les Romains, mécontents de la longue absence des papes, avaient chassé de leur ville les partisans du pontife; tout semblait favoriser Louis. Après avoir renouvelé ses griefs contre Jean dans une assemblée tenue à Trente, il alla recevoir la couronne de fer à Milan, força Pise, dont il exigea soixante mille florins d'or, y renouvela la sentence du ban porté par Henri VII contre Robert, roi de Naples, et marcha sur Rome, où il fut reçu aux acclamations du peuple. Il était déjà en Lombardie, que le pape, ignorant sa marche, publia une croisade contre lui. Il n'en fut pas moins couronné à St-Pierre par quatre barons romains, à défaut de cardinaux, et un évêque excommunié comme lui lui donna l'onction impériale. L'empereur, à la sollicitation des Romains, fit le procès à Jean, prononça sa sentence et sa déposition, et le livra au bras séculier. Quel-

ques jours après il ordonna que le pape ferait sa résidence continuelle à Rome, et qu'il serait déchu du pontificat s'il s'en éloignait plus de trois mois sans le consentement du clergé et du peuple romain. A cette nouvelle, Jean cassa la sentence de Louis, et signifia aux électeurs qu'il était déchu de tous ses droits au trône et privé du duché de Bavière, de toutes terres et dignités dépendantes de l'Église; il les exhorta à élire un autre chef. L'empereur le prévint en nommant un autre pape, Pierre de Corbière, qui prit le nom de Nicolas V. Ils se couronnèrent alternativement. Jean et Nicolas s'anathématisèrent l'un l'autre. L'anti-pape se soutint aussi longtemps que la fortune de l'empereur, c'est-à-dire bien peu de temps. En 1330, il fut arrêté et conduit à Avignon, et termina sa carrière dans la captivité, après avoir confessé ses fautes sur un échafaud et la corde au cou.

Comme Louis manquait d'argent pour payer ses troupes, elles pillèrent les environs de Rome. Une armée napolitaine serrant cette ville de près, la disette s'y fit sentir. Une furieuse sédition éclata contre l'empereur, qui, mal reçu dans le reste de l'Italie, repassa en Allemagne. Quelques années après, Jean, roi de Bohême, fit encore, de l'aveu de l'empereur et du pape, une tentative sur l'Italie. Il eut des succès; mais bientôt Guelfes, Gibelins, toutes les factions se réunirent contre lui; sa fortune s'éclipsa, et l'Italie, pour longtemps abandonnée, se remplit de petits tyrans qui s'y formèrent des États, et de républiques telles que Florence, Pise, Lucques, Gênes, Venise, etc. Louis, à son retour en Allemagne, trouva de nouveaux ennemis. Les ducs d'Autriche, Othon et Albert, frères de Frédéric le Bel, étaient en armes avec les évêques de Strasbourg, de Constance et d'Augsbourg. Le roi de Bohême interposa sa médiation, et la paix se fit. L'empereur soumit en vain au pape les offres les plus humbles; Jean voulait qu'il renonçât à l'empire. D'après les conseils du roi de Bohême, Louis était sur le point de céder l'empire à Henri, duc de basse Bavière. Ces avis rendirent le roi de Bohême suspect à l'empereur. Malgré son esprit romanesque, ce prince ne perdait pas de vue l'agrandissement de sa maison. Le mariage de son second fils Jean avec Marguerite, fille unique et héritière de Henri, duc de Carinthie, son ancien rival au trône de Bohême, devait y apporter le Tyrol et la Carinthie. A la mort du Carinthien, l'empereur déclara ses fiefs dévolus à l'empire, et en investit les ducs d'Autriche, qu'il voulait s'attacher contre les princes de Luxembourg. Le roi de Bohême soutint les droits de son fils, et réussit à lui conserver le Tyrol. Dès lors, irrité contre Louis, il ne garda plus de ménagement, et Louis, de son côté, n'eut pas plus de modération dans sa vengeance. Quelques années après, sur des plaintes que lui porta Marguerite, il prononça de sa propre autorité le divorce de cette princesse et de Jean, et son fils Louis, margrave de Brandebourg, l'épousa. Le roi de Bohême fut plus courroucé que jamais, et le pape ne vit pas sans indignation cette usurpation sur les droits de l'Église. Jean XXII était mort. Benoît XII, qui lui succéda, parut plus indulgent. L'empereur réitéra ses offres et ses ambassades; mais les rois de France, de Naples, de Bohême, s'opposèrent à sa réconciliation, et le pape traîna l'affaire en longueur. Une alliance de Louis avec le roi d'Angleterre Édouard III, contre le roi de France, acheva d'irriter Philippe de Valois, et mit un nouvel obstacle à la paix.

Dans une lettre à l'archevêque de Cologne, Benoît avança que Louis était légitimement privé de l'empire et du royaume, parce qu'il les avait reçus de ceux qui ne pouvaient les lui donner. C'était attaquer les droits des électeurs. Ceux-ci s'assemblèrent aussitôt, formèrent la célèbre alliance connue sous le nom de première union électorale, pour le maintien de leurs droits et privilèges, et déclarèrent que la dignité et la puissance impériale viennent de Dieu seul; que celui qui a été élu roi des Romains par les électeurs ou par la plus grande partie, même en discorde, n'a besoin ni de l'approbation, ni de la confirmation, ni du consentement du saint-siége, pour prendre le titre de roi et d'empereur des Romains, pour administrer les biens et les droits de l'empire, et que dès le moment de son élection les sujets lui doivent fidélité et obéissance. Cette pragmatique de Rense fut ratifiée aussitôt après dans une assemblée générale tenue à Francfort, et déclarée loi de l'empire. Pourtant les anathèmes lancés contre Louis troublaient l'Allemagne : il négocia de nouveau avec Benoît, mais sans succès. En 1343, Clément VI renouvela les procédures de Jean XXII; il travailla même à faire élire un autre empereur. Louis

enfin s'humilia, consentant même à renoncer au trône. Mais le pape éleva des prétentions qu'une diète déclara injurieuses à l'empire (1344). Pourtant les princes montrèrent, dans ces circonstances, autant de légèreté que l'empereur lui-même; ils exigèrent qu'il cédât sa couronne à Charles, fils du roi de Bohême. Il se ligua avec les rois de Pologne, de Hongrie, et les ducs d'Autriche, humilia Jean de Bohême, et le contraignit de renoncer à ses prétentions sur le Tyrol. Mais Clément VI fulmina une nouvelle bulle où il le déclarait hérétique, infâme, et le privait de l'empire (1346); et, par une lettre adressée aux électeurs, il les exhorta à se préparer sans délai à l'élection d'un nouveau roi des Romains. Jean de Bohême et son fils Charles, qui fixait le choix du pontife, se rendirent précipitamment à Avignon, et achetèrent l'empire au prix d'une capitulation humiliante.

Outre les serments usités, Charles promit d'annuler tous les actes faits par Louis de Bavière, de le poursuivre comme un hérétique, de ne contracter aucune espèce d'alliance avec lui, de n'aller à Rome que pour son couronnement, d'en sortir le même jour, de n'y retourner jamais sans la permission du pape, de n'occuper aucune des terres qui pouvaient appartenir à l'Église romaine, et de n'entrer sur aucune sans l'agrément du saint-siége. Le roi de Bohême ratifia tout. Clément, satisfait de tant de soumission, se pressa d'écarter les obstacles. Il déposa Henri de Virnebourg, archevêque de Mayence, attaché à l'empereur, et nomma à sa place Gerlach, comte de Nassau, jeune homme dont il était sûr, et auquel il ordonna de convoquer l'assemblée d'élection. Francfort et Aix-la-Chapelle tenaient pour Louis. Rodolphe, duc de Saxe, et les trois électeurs ecclésiastiques, se réunirent à Rense avec quelques princes dévoués aux Luxembourgeois. Charles avait acheté les suffrages. On commença par reconnaître que les procédures de Jean XXII et de Clément VI contre Louis de Bavière étaient justes; on révoqua la pragmatique de Francfort; on déclara l'empire vacant, et Louis légitimement privé, pour ses crimes, de tous ses droits; on élut Charles, et un courrier alla annoncer cette nouvelle au pape. Les ambassadeurs de Charles allèrent à Avignon réitérer ses promesses et ses serments. Clément le confirma dans sa dignité. Une nouvelle guerre civile désola l'Allemagne. Louis, à la tête d'un parti considérable, humilia partout son rival. Après que Jean, toujours prêt à se battre, bien qu'il fût aveugle, eut perdu la vie à la bataille de Créci, les affaires de Charles allèrent encore plus mal. Louis menaçait même d'entrer en Italie, quand la mort le frappa. A l'exemple de ses prédécesseurs, Rodolphe et Henri VII, il avait plus songé au bien de sa famille qu'à celui de l'empire, dont il avait sans scrupule aliéné les domaines déjà si affaiblis. Le roi de Bohême, dans le temps de sa faveur, l'électeur de Saxe, les ducs d'Autriche, avaient eu part à une générosité qui ne lui coûtait rien. Le royaume de Bourgogne acheva de se démembrer par la cession qui fut faite à la France du Dauphiné et du comté de Viennois par Humbert II. La Provence et le Dauphiné sont à la maison de France; une grande partie de la Suisse est libre; l'Italie touche à son entière indépendance; l'empire, si vaste il y a peu de temps, va être *réduit* à l'Allemagne. Charles IV achèvera *de le morceler*.

CHARLES IV.

Charles IV avait été élevé à la cour de Charles le Bel, roi de France, qui avait épousé sa tante paternelle, Marie de Luxembourg; il y avait puisé le goût des lettres qu'il fit fleurir dans son royaume de Bohême, et ce fut là presque son seul mérite. On lui refusa partout le serment de fidélité qu'il alla mendier de ville en ville; il ne se fit reconnaître à Ratisbonne et à Nuremberg qu'à force d'argent. Le parti de l'empereur Louis de Bavière grossissait après sa mort au lieu de s'affaiblir. Eric, duc de Saxe-Lauenbourg, prétendant, comme chef de sa maison, à la voix électorale que s'arrogeait Rodolphe son parent, se joignit à Louis, margrave de Brandebourg; à Rupert, comte palatin du Rhin, et à l'archevêque de Mayence, Henri de Virnebourg. Ces princes s'assemblèrent avec d'autres, cassèrent l'élection de Charles, comme contraire aux règles d'usage, élurent Edouard III, et des ambassadeurs allèrent lui annoncer son élection et l'inviter à se rendre en Allemagne. Il refusa. Les confédérés alors (1348) offrirent l'empire à Frédéric le Sévère, margrave de Misnie, qui se laissa persuader, mais se désista bientôt. Rodolphe, duc de Saxe-Wittemberg, zélé partisan du roi de

Bohême, ayant découvert un meunier qui ressemblait de figure à Waldemar, dernier margrave de Brandebourg, l'instruisit de son rôle, et lui persuada de se dire Waldemar. Le meunier publia qu'il était réellement ce margrave, et qu'il n'avait fait courir le bruit de sa mort qu'afin d'aller secrètement en pèlerinage à Jérusalem, d'où il arrivait. Le peuple avait peine à en croire ses yeux; mais la ressemblance était frappante, et son attachement à la maison Ascanienne acheva de le persuader. Les grands ennemis de la maison de Bavière s'en mêlèrent; Rodolphe, auteur de la comédie, l'archevêque de Magdebourg, le duc de Poméranie, la maison d'Anhalt, les ducs de Mecklenbourg qui venaient d'acheter cette dignité en reconnaissant leurs États fiefs de l'empire, et beaucoup d'autres, reconnurent le meunier pour Waldemar. La noblesse, le peuple, presque toutes les villes de la marche de Brandebourg, se déclarèrent pour lui.

Charles ne rougit pas de jouer son rôle dans cette pièce peu digne de la majesté royale. Il arriva avec quelques troupes, donna l'investiture au faux margrave, par qui il se fit céder la Lusace, et alla avec lui assiéger Louis dans Francfort-sur-l'Oder. Mais il leva bientôt le siége, et rentra en Bohême. Louis cabala avec ses adhérents pour faire un autre empereur. Gonthier, comte de Schwartzembourg, consentit, après bien de la résistance, à son élévation, pourvu néanmoins que son élection se fît régulièrement et avec intégrité par la plupart des électeurs. On déclara encore l'empire vacant; on élut Gonthier, et on l'intronisa dans Francfort. Charles accourut sur le bas Rhin, rassembla ses partisans à Cologne, publia l'arrière-ban, et ordonna à tous les vassaux de se trouver au temps fixé à Cassel, près de Mayence; mais au lieu de combattre il négocia. Il gagna les princes de Bavière. Gonthier, languissant depuis une potion empoisonnée que lui avait fait prendre un médecin de Francfort, gagné, dit-on, par Charles; sentant approcher le terme de ses jours et se voyant abandonné, consentit à renoncer à l'empire pour la somme de vingt mille marcs d'argent. Il mourut peu après à Francfort, et le roi de Bohême assista à ses funérailles (1349). Il avait confirmé, par un édit, la pragmatique de Francfort. Charles fut enfin unanimement reconnu et couronné à Aix-la-Chapelle, avec Anne, sa femme, fille de Rupert, comte palatin. Il profita de la paix pour rétablir l'ordre en Allemagne, mais bien plus pour agrandir son royaume de Bohême. Il éloigna d'Allemagne la secte des flagellants, que le pape Clément VI avait excommuniés avec raison; car c'étaient des fous dangereux, qui, sous prétexte de pénitence, se livraient aux excès les plus affreux. L'Italie était en proie à tous les désordres; mais nulle part l'anarchie n'était plus grande qu'à Rome. Dans cette ville, Nicolas Rienzi avait prétendu ressusciter l'ancienne république, et s'était fait proclamer tribun. Mais, obligé de fuir, livré prisonnier au pape par ordre de Charles IV, dans les États duquel il avait cherché un asile, remis ensuite en liberté, il fut mis à mort par les Romains en 1354. Rome, appauvrie par la longue absence des papes, et le reste de l'Italie déchirée par ses tyrans, soupiraient après l'arrivée de l'empereur, dont on espérait le remède à tant de maux. On fut étonné de le voir arriver avec une suite peu convenable à son rang. Au lieu d'abaisser les Visconti, il traita avec eux, se fit couronner à Milan, et s'avança sur Rome, où il resta incognito jusqu'au jour de son couronnement. Cette cérémonie faite par des cardinaux députés du pape, il sortit le même jour de la ville, sous le prétexte d'une chasse, mais réellement pour accomplir sa promesse. Les Romains lui offrirent le gouvernement de leur ville, le priant de les rétablir dans leur ancienne liberté; il leur répondit d'une manière vague, et s'échappa, sacrifiant sa propre gloire et celle de l'empire. Pétrarque, indigné, lui reprocha en vers sa fuite honteuse, et déclama contre la cour de Rome. Charles essaya de se justifier dans l'esprit de ce poëte, et s'en tira mal. Toute l'Italie pensait comme Pétrarque, et Charles essuya mille affronts sur sa route. A Pise on se révolta, parce qu'on le soupçonnait de vouloir rendre la liberté à la ville de Lucques, soumise aux Pisans; plusieurs de sa suite furent massacrés; on mit le feu à son palais, et ce fut avec peine qu'il échappa au danger. Les Visconti poussèrent le mépris jusqu'à lui fermer leurs villes. A Crémone, on le fit attendre deux heures à la porte; et il n'y entra que comme étranger, sans suite, sans armes, et pour un seul jour.

BULLE D'OR.

A son retour, Charles trouva l'Allemagne

agitée par des débats continuels entre les princes des différentes maisons et entre des branches d'une même maison. Charles, pour remédier aux abus, convoqua une diète générale à Nuremberg en 1356. Les électeurs et les autres princes s'y trouvèrent avec les comtes, les seigneurs et les députés des villes libres. C'est là que fut faite la fameuse constitution connue sous le nom de *Bulle d'or*, et qui devint réellement la première loi fondamentale de l'empire. A la cour impériale de Metz, cette même année, on y mit la dernière main par l'addition des sept derniers chapitres. Elle fixe le nombre des électeurs, règle leurs fonctions, détermine leurs droits, leurs priviléges, tout ce qui est relatif à l'élection du roi des Romains, et contient des lois qui font connaître les usages et les désordres du temps. Après une déclamation poétique contre les sept péchés mortels, une allusion aux sept chandeliers de l'Apocalypse, on fixe le nombre des électeurs à sept : les archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves, archichanceliers de l'empire, le premier en Allemagne, le second en Italie, et le troisième dans le royaume d'Arles ; le roi de Bohême, archiéchanson ; le comte palatin du Rhin, archisénéchal ; le duc de Saxe-Wittemberg, archimaréchal, et le margrave de Brandebourg, archichambellan. Les maisons de Bavière et d'Autriche furent exclues de la voix électorale. L'incertitude qui avait occasionné jusqu'alors de grandes contestations entre les diverses branches d'une maison, comme entre les ducs de Bavière et les comtes palatins, les ducs de Saxe-Wittemberg et Lauenbourg, qui prétendaient tous au droit d'élire, n'étant pas encore suffisamment levée, il fut décidé, pour écarter toutes les difficultés, que le droit d'élection serait à jamais attaché aux terres électorales et ducales, dont le possesseur légitime aurait seul voix de suffrage à la diète d'élection, à l'exclusion de tous les princes de sa maison. Les terres électorales auraient pu se partager, et leur démembrement renouveler les débats que l'on voulait prévenir : elles furent déclarées indivisibles, et le partage de l'aîné des fils. C'est le droit de primogéniture qui régla l'ordre de succession. A l'extinction des mâles de la première branche, l'électorat passait à ceux de la seconde, puis de la troisième, en observant toujours le droit d'aînesse. Les femmes ne pouvaient succéder que dans le royaume de Bohême et l'électorat de Hanovre, lorsque celui-ci fut érigé. La tutelle et l'administration des biens d'un électeur mineur furent confiées à l'aîné des frères de l'électeur défunt. La minorité finit à dix-huit ans accomplis. A l'extinction des mâles d'une maison électorale, l'empereur ou roi des Romains fut libre de disposer de la succession comme d'un fief dévolu à l'empire. La Bulle d'or donne aux électeurs le droit de s'assembler pour la conservation de leur collége, et quand le veut leur utilité particulière, sans que l'empereur puisse s'y opposer ; ils sont autorisés à délibérer entre eux sur les affaires générales. Chaque électeur a la propriété des mines, des salines qui se trouvent dans son territoire, le droit de battre monnaie d'or et d'argent, le revenu de tous les péages établis dans ses Etats, le pouvoir d'acquérir dans l'étendue de l'empire toutes terres allodiales, à charge de ne pas les dénaturer. Ses sujets ne peuvent être cités ni appelés aux tribunaux de l'empire, à l'exception du seul cas de déni de justice. Sa vie doit être aussi sacrée que celle de l'empereur ; et tout coupable assez audacieux pour y attenter, en quelque manière que ce soit, sera puni comme criminel de lèse-majesté. Outre ces priviléges communs à tous les électeurs, le comte palatin du Rhin en avait de particuliers. On lui confirma le vicariat de l'empire comme une prérogative attachée à son comté, avec pouvoir d'administrer la justice, de nommer aux bénéfices ecclésiastiques, de percevoir les revenus de l'empire, de recevoir les foi et hommage au nom du Saint-Empire. On excepte les fiefs des princes et ceux qui se donnent avec l'étendard ; l'investiture en est réservée à l'empereur. Ce vicariat s'étendait sur toutes les terres du Rhin, de la Souabe et de la juridiction de Franconie. L'électeur de Saxe, avec les mêmes priviléges, eut le vicariat dans tous les lieux soumis au droit saxon. On enjoignit à l'un et à l'autre de ne rien aliéner ou engager qui appartînt à l'empire. Dès que la mort de l'empereur ou du roi des Romains est notifiée à l'archevêque de Mayence, il doit, dans l'espace d'un mois, en avertir chaque électeur en particulier, et leur donner le terme de trois mois pour se rendre à Francfort, lieu de l'élection, en personne, ou par ambassadeurs munis de leurs pleins pouvoirs. Si l'archevêque manque à cette notification, les électeurs s'assembleront

de leur propre mouvement pour donner un chef à l'empire. Le prince qui ne comparaîtra pas, ou qui quittera la diète avant l'élection, perdra pour cette fois son droit de suffrage. Il est défendu aux bourgeois de Francfort de laisser entrer aucun étranger dans leur ville pendant tout le temps de l'élection, et ils doivent veiller à la sûreté des électeurs. Après la messe du Saint-Esprit et le serment d'élire sans corruption quelconque, sans intérêt, le prince digne d'être élu, les princes doivent procéder à l'élection, et la faire dans l'espace de trente jours, sous peine, passé ce délai, d'être réduits au pain et à l'eau. Le roi sur lequel ils auront tous, ou le plus grand nombre, réuni leurs voix, sera légitimement élu, et l'archevêque de Cologne le couronnera à Aix-la-Chapelle. La première diète du nouvel empereur devait se tenir à Nuremberg. Beaucoup de ces articles furent modifiés dans la suite, et aujourd'hui la Bulle d'or et ses règlements, avec tous les changements que le temps leur fit subir, ne sont plus qu'un monument historique, sans application dans la vie réelle. Cette *Bulle d'or*, ainsi nommée parce qu'elle est scellée d'un sceau rond en or, contient de plus des détails puérils sur le rang, la marche, le cérémonial des bénédictions, des tables et du couronnement. Nous les laissons de côté.

Le droit de diffidation établi par Frédéric Barberousse, et qui autorisait les violences, subsistait toujours. Charles IV eut la faiblesse d'en faire une loi par un article de la Bulle d'or, ordonnant à l'agresseur d'avertir dûment son adversaire trois jours avant de commencer les hostilités; prescrivant les renonciations simulées aux fiefs, afin de pouvoir faire la guerre aux seigneurs suzerains; défendant les impôts extorqués de force, sous prétexte de péage et de sauf-conduit. Les alliances et les confédérations formées durant l'espèce d'interrègne qui suivit la mort de Frédéric II furent sévèrement défendues, à l'exception de celles qui avaient pour but le maintien de la paix publique, et sur lesquelles il se réserva de statuer. En résumé, l'on voit que la Bulle d'or toucha peu à la constitution civile de l'empire.

FIN DU RÈGNE DE CHARLES IV.

Charles était peu sensible aux vrais intérêts de l'Allemagne. Dans un voyage qu'il fit à Avignon, en 1365, il eut la vanité de se faire couronner roi d'Arles par l'archevêque de cette ville; mais il n'en ratifia pas moins la cession du Dauphiné à la France, et la donation déguisée du comtat Venaissin, faite au saint-siége par Jeanne Ire, reine de Naples. Le royaume d'Arles, ce grand fief de l'empire, n'exista plus que de nom. Appelé par le pape contre les Visconti, Charles reparut en Italie en 1368 avec aussi peu d'honneur que la première fois. N'osant attaquer les ennemis du pontife, il alla réformer le gouvernement de Sienne, où il fut assiégé dans son palais, insulte qu'il pardonna moyennant cinq mille florins d'or. Après avoir extorqué cinquante mille florins d'or aux Florentins, autant aux Pisans, et vendu la liberté à Lucques pour vingt-cinq mille, il rentra en Allemagne, laissant le pape aux prises avec les Visconti. Il cherchait surtout à agrandir son royaume de Bohême. Sa troisième femme, Anne, fille et héritière de Bolko ou Boleslas, duc de Schweidnitz et de Jauer, lui avait apporté en dot ces deux duchés, les seuls de toute la Silésie qui ne lui appartinssent pas avant ce mariage. Il acheta la basse Lusace et le margraviat de Brandebourg d'Othon, fils de l'empereur Louis de Bavière. La Bohême, la Moravie, la Lusace, la Silésie, le Brandebourg, quantité de villes, de villages, achetés dans d'autres provinces de l'empire, voilà les vastes possessions acquises par la maison de Luxembourg depuis Henri VII; et Charles, dominé par une insatiable avidité, ne cessait de faire des pactes de succession avec tous les princes, comme si sa famille eût dû survivre à toutes les autres et engloutir l'empire. Il voulut transmettre la dignité impériale à son fils Wenceslas. Il écrivit d'abord au pape Grégoire XI, successeur d'Urbain V, en 1370, que les électeurs consentaient à cette élection; Grégoire lui donna son assentiment. Puis Charles acheta les suffrages des électeurs, et Wenceslas fut élu dans l'assemblée de Francfort (1376). Après le couronnement à Aix-la-Chapelle, les électeurs demandèrent le prix de leur complaisance. Charles les paya en leur engageant une partie des revenus de l'empire ou des péages qui lui appartenaient sur le Rhin, et en vendant à quelques-uns des villes impériales. Puis il exigea des sommes exorbitantes des villes impériales de Souabe. Elles refusèrent, et formèrent une ligue puissante

contre laquelle échoua Eberhard, comte de Wurtemberg, chargé de les contraindre au payement. La paix que l'on fut obligé de conclure avec elles ne détruisit pas la défiance qu'elles avaient conçue, et l'avarice de Charles prépara des troubles à son fils. La dernière année de sa vie (1378), l'empereur fit un voyage en France pour acquitter un vœu à l'abbaye de Saint-Maur : il eut une entrevue sans intérêt avec le roi Charles V. Il mourut peu de temps après son retour à Prague. La Bohême lui dut son bonheur. Dans cette même année 1378, après la mort de Grégoire XI, les Romains, décidés à fixer enfin le siége apostolique dans leur ville, assiégèrent le conclave, et menacèrent les cardinaux s'ils n'élisaient pas un pape romain ou du moins italien. On céda à la violence, et Barthélemi Prignano, Napolitain, archevêque de Bari, fut élu sous le nom d'Urbain VI. Reconnu pour pape légitime par le sacré collége, obéi comme tel pendant trois mois, Prignano aliéna par sa hauteur, par une imprudente sévérité, les cardinaux qu'il aurait dû ménager. Ils se retirèrent à Fondi, dans le royaume de Naples, où ils déclarèrent l'élection nulle comme ayant été forcée, et élurent Robert, fils d'Amédée, comte de Genève, qui prit le nom de Clément VII. Les deux papes se foudroyèrent d'anathèmes ; l'Europe se divisa, et chaque prince se déclara suivant sa prévention ou son intérêt. Urbain, qui confirma l'élection de Wenceslas sans en être prié, fut reconnu de Charles IV, en Toscane, en Lombardie, en Hongrie, en Pologne, en Prusse, en Danemark, en Suède, en Angleterre ; et Clément le fut à Naples, en France, en Espagne, en Écosse, en Lorraine et en Savoie. Telle fut l'origine du schisme qui, l'espace de quarante ans, déchira l'Eglise et troubla l'Europe.

RÈGNE DE WENCESLAS.

Charles IV porta un coup mortel à l'empire en aliénant ses domaines. Les électeurs et les princes ne cherchèrent qu'à arracher à la couronne le peu de prérogatives qui lui restaient. Les villes impériales et les villes libres tendirent à restreindre le pouvoir des grands et de l'empereur. L'état convulsif de l'Allemagne rendit difficile le gouvernement de ce pays. Wenceslas n'avait que dix-sept ans quand il succéda à son père ; il était avare, lâche et débauché. Dans une diète de Francfort, où il fit reconnaître Urbain VI, il vendit pour quarante mille florins d'or le bailliage de Souabe et de la ville d'Augsbourg à Léopold, duc d'Autriche. La plupart des villes de Souabe se liguèrent avec les comtes palatins du Rhin, le duc de Bavière et le margrave de Bade, détruisirent les châteaux des nobles, maltraitèrent les sujets des seigneurs, et forcèrent même ces derniers à se joindre à elles. La noblesse s'associa de son côté pour repousser leurs violences ; toutes les provinces se remplirent de ligues sous diverses dénominations : des lions, des faucons, de Saint-Guillaume, de Saint-Georges, etc. ; et ces associations rendant les villes encore plus attentives, celles du Rhin avec celles de Souabe formèrent une confédération imposante, au nombre de quarante-une. Wenceslas, flottant entre tous les partis, crut remédier au mal en publiant, dans une *diète* de Nuremberg, en 1383, une paix *publique pour* douze ans : moyen inefficace, parce que la cause de la discorde subsistait toujours. La servitude régnait encore dans la plupart des provinces de l'empire. Les serfs, pour se soustraire au joug de leurs maîtres, se réfugiaient dans les villes impériales, où ils étaient toujours bien reçus par les bourgeois. Des hommes chargés de dettes y trouvaient un asile contre leurs créanciers ; quiconque voulait se dégager d'une obligation, ou éviter un châtiment, y avait une retraite assurée. Cette franchise nuisait à la juridiction des nobles ; tant qu'elle subsisterait, il n'y avait pas de paix à espérer entre les nobles et les villes. Wenceslas proposa en vain à celles-ci de renoncer à leurs libertés ; il se fit lui-même chef d'une ligue qu'il conclut en 1384, à Heidelberg, avec des électeurs, des princes et des villes.

Les villes de Souabe, auxquelles cette confédération donna de l'ombrage, se liguèrent pour neuf ans avec les villes suisses (1385). La noblesse, de son côté, s'allia avec Léopold d'Autriche. Les Suisses, opprimés par des seigneurs à qui la maison d'Autriche avait engagé plusieurs de ses villes, commencèrent les hostilités en rasant les châteaux de leurs tyrans et les murs de leurs cités. Léopold, soutenu par ses alliés, forma le siége de Sempach, fut battu et périt lui-même sur le champ de bataille. Ses fils, Guillaume et Léopold,

continuèrent la guerre, et, après quelques succès suivis de revers, conclurent la paix en 1389, d'abord pour sept ans, puis pour douze, enfin pour cinquante. Les Suisses gardèrent toutes leurs conquêtes, dépouillant par là la maison d'Autriche. Wenceslas cependant s'abandonnait sans souci à la volupté. Des plaintes le tirèrent un instant de son indolence. Il quitta la Bohême et vint renouveler la paix publique dans une diète de Wurtzbourg. Pour se garantir des entreprises des princes, il prolongea la ligue de Heidelberg jusqu'à la Saint-Georges 1390, et se déclara protecteur de la confédération de Souabe, qui lui jura fidélité. Au moment même qu'il croyait avoir assuré la paix dans l'empire, la haine des seigneurs et des villes, nourrie plutôt qu'étouffée par les ligues, éclata par une guerre violente qui embrasa la Bavière, la Souabe, la Franconie, le Palatinat, l'Alsace et le bas Rhin. L'archevêque de Saltzbourg, allié des villes, ayant été arrêté par Frédéric, duc de Bavière, ce fut le signal de l'explosion. Les villes, animées par les succès des Suisses, se promettaient aussi des triomphes. Elles succombèrent partout, et il ne leur resta que la ressource d'une paix humiliante. Wenceslas, qui leur avait promis des secours, tint une assemblée des princes à Egra, où il ordonna une paix générale et anéantit la confédération des villes.

En 1390, il rendit la monnaie uniforme dans toute l'Allemagne. Cependant des scènes atroces se passaient en Hongrie. Sigismond, margrave de Brandebourg, frère de Wenceslas, avait épousé Marie, fille unique de Louis, roi de Hongrie. A la mort de leur monarque, les Hongrois reconnurent pour *roi* Marie; et comme elle était mineure, ils donnèrent la régence à sa mère Elisabeth. On ne voulut pas entendre parler de Sigismond. La régente aliéna les grands en donnant sa confiance à un étranger. Ils offrirent la couronne à Charles de Duras ou Durazzo, usurpateur du royaume de Naples, meurtrier de la reine Jeanne Ire. Cet ambitieux se rendit aux vœux des Hongrois, fut couronné à Bude en 1386, et assassiné quelques mois après par les intrigues d'Elisabeth. Sigismond était allé chercher des troupes dans le Brandebourg : à son arrivée, il ne trouva plus de rival; mais les Hongrois, irrités du meurtre de Duras, avaient mis aux fers Marie et Elisabeth. Il les délivra et se fit couronner. Il venait d'être vaincu par les Turcs, en 1396, quand les Hongrois conspirèrent de nouveau contre lui, l'accusant de la mort de trente-deux seigneurs. Il fut saisi en 1403 et jeté en prison. Ladislas, roi de Naples, fils de Duras, fut encore appelé par les rebelles. Il allait prendre la couronne de Hongrie quand une révolte le rappela à Naples. Sigismond, évadé de prison, reparut avec plus de forces, et recouvra son royaume. La Bohême était le théâtre d'autres révolutions. Charles IV y avait attiré beaucoup d'Allemands. Wenceslas leur donnait sur les Bohêmes une préférence qui déplut. La nation était déjà irritée, lorsque la mort violente qu'il fit donner à quelques bourgeois de Prague acheva de la révolter (1393). On alla le prendre dans l'abbaye de Beraun, et on l'amena prisonnier à l'hôtel de la Vieille-Ville. Au bout de quinze semaines, il demanda la permission d'aller à un bain au bord de la Moldau. On la lui accorda, en ordonnant à ses gardes de le suivre. Il gagna une servante du bain, se sauva avec elle, et se rendit au château de Zebrach, à une lieue de Prague, où il fut bien reçu du gouverneur. Il remonta sur le trône, où il donna de nouveau l'essor à ses vices. Les Bohêmes indignés se saisirent encore de lui, et le confinèrent une seconde fois dans une prison en 1394.

Dès que les électeurs furent instruits de sa nouvelle captivité, ils enjoignirent aux Bohêmes de le remettre en liberté, les menaçant, en cas de refus, des forces de l'empire; et le comte palatin Robert fut chargé d'administrer l'empire jusqu'à sa délivrance. Wenceslas sortit de prison la même année. Il n'usa de sa liberté que pour ruiner l'empire. Il créa duc de Milan Galéas Visconti, aliénant ainsi les faibles restes du domaine d'Italie, dont il ne réserva que le droit stérile de suzeraineté. En Allemagne, la paix d'Egra, conclue pour six ans, était près d'expirer. Les ligues se renouvelèrent. Wenceslas voulut les proscrire après les avoir favorisées; on méprisa ses décrets, et dans la diète de Francfort, en 1398, on fit par écrit des plaintes sur sa conduite. Il les méprisa, et alla à Reims traiter avec le roi de France Charles VI de l'extinction du schisme; il se chargea de presser l'abdication des deux papes (Boniface IX et Benoît XIII) qui se disputaient la tiare. Ce fut sa perte. Boniface IX fit retomber sur lui le

coup qu'il en craignait, en excitant secrètement les électeurs ecclésiastiques à le déposer (1400). Les trois archevêques, avec le comte palatin et d'autres princes, commencèrent par tenir diverses assemblées à Marbourg, à Mayence, à Francfort, dans lesquelles ils formèrent une ligue défensive. Wenceslas réclama en vain; on le cita à Francfort, où il ne parut pas, ni personne pour lui. Les quatre électeurs se rendirent alors à Rense, où l'archevêque de Mayence prononça contre lui la sentence de déposition.

ROBERT, ANTAGONISTE DE WENCESLAS.

Le lendemain, les trois électeurs ecclésiastiques élurent Robert, comte palatin, qui avait remis sa voix à l'archevêque de Mayence. Francfort lui ouvrit ses portes; beaucoup de villes impériales le reconnurent; Aix-la-Chapelle refusant avec opiniâtreté de le recevoir, il la mit au ban de l'empire. Ce fut un schisme dans l'Empire comme dans l'Église; les électeurs de Saxe et de Brandebourg demeurèrent attachés à Wenceslas avec beaucoup de princes et de villes. La guerre civile eût été inévitable, si le roi de Bohême eût été moins indolent: il se contenta de faire quelques menaces inutiles; il se brouilla même avec son frère Sigismond, qui voulut lui vendre ses services, et Robert jouit sans opposition de sa dignité. Avant son élection, on lui avait présenté une capitulation remarquable. Il s'était engagé à confirmer les droits, libertés et possessions des électeurs; à travailler à l'extinction du schisme; à réunir le duché de Milan à l'empire, de même que le Brabant, après la mort de la duchesse Jeanne, qui en était en possession; à détruire les péages établis par Wenceslas, et à n'en pas créer de nouveaux; enfin, à agir dans toutes ces choses selon les conseils des électeurs. En 1401, le pape, les Florentins, les Milanais même, l'appelèrent en Italie, lui promettant des secours en hommes et en argent. Après quelques négociations, il se mit en marche avec le duc d'Autriche Léopold. Arrivé à Inspruck, il somma Galéas de rendre les provinces de l'empire. La réponse fut une déclaration de guerre. Robert, arrivé dans le Bressan, fut battu par Galéas, et, se voyant abandonné et sans argent, il renonça à son entreprise. Il réussit mieux à reprendre quelques fiefs à Wenceslas. L'Allemagne, partagée en ligues ennemies, devait éprouver de continuelles secousses, et les brigandages étaient le moindre effet de ces cabales. Robert voulut employer la force pour rétablir l'ordre. Aussitôt l'archevêque de Mayence, le margrave de Bade, le comte de Wurtemberg, se liguèrent avec dix-huit villes impériales. Il s'efforça vainement de rompre cette confédération, convoquant des diètes, offrant de se justifier des griefs que l'on pouvait avoir à lui reprocher. Les alliés, et surtout l'archevêque de Mayence, exposèrent leurs plaintes, mais sans vouloir renoncer à leur union. Robert se soumit, et traita avec les mécontents. Jeanne, duchesse de Brabant, étant morte, il s'agissait de remplir un autre article de sa capitulation (1406). La princesse avait, du consentement des états, disposé de sa succession en faveur de son petit-fils Antoine, second fils de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne.

Lorsque Robert signifia aux états *de Brabant* de le reconnaître pour leur souverain, ils ne daignèrent pas lui répondre. Il se mit en campagne avec le duc de Gueldre; mais il revint sans honneur. De tous ses engagements, il ne restait plus que la destruction du schisme : il y échoua également. Innocent VII, qui avait succédé à Boniface en 1404, avait aussi rejeté la cession. Grégoire XII (1406) ne fut pas moins opiniâtre; Benoît XIII ne renonçait pas non plus à ses prétentions. Les cardinaux convoquèrent un concile général à Pise. Les Pères du concile envoyèrent en Allemagne le légat Landolphe. Grégoire XII y en ayant envoyé un de son côté, on assembla une diète à Francfort pour les entendre tous deux, et délibérer sur les affaires de l'Église. Robert, pour être reconnu et approuvé de Boniface IX, avait juré de n'adopter aucun des moyens proposés pour finir le schisme, et de travailler seulement à persuader aux Français de renoncer à leur pape. Gagné d'ailleurs par Grégoire, il regardait le concile comme illégitime, proposant d'autres arrangements que rejetait Landolphe. On discuta beaucoup, et l'on finit par se diviser. L'archevêque de Mayence se déclara hautement pour le concile, et entraîna dans son parti un grand nombre de princes; les autres, avec Robert, restèrent attachés au pape. Les Pères de Pise se vengèrent en reconnaissant Wenceslas pour légitime empereur. Ils déposèrent les deux

papes, et en élurent un troisième, Alexandre V. Wenceslas, au lieu de profiter sérieusement des circonstances, demanda aux villes impériales de Souabe et de Franconie des contributions qu'il prétendait lui être dues en qualité de roi des Romains : on demanda du temps pour délibérer, et il se désista de ses réclamations. Robert mourut au moment où un parti puissant se formait contre lui.

SIGISMOND.

(1410-1437.) Peu s'en fallut qu'il n'en fût de l'empire comme de la papauté, c'est-à-dire qu'il n'y eût trois empereurs à la fois : Wenceslas le déposé ; son frère Sigismond, électeur de Brandebourg, qui était aussi devenu roi de Hongrie, tant par son mariage que par élection ; et le troisième, Jodekus (Josse), margrave de Moravie, son cousin ; car ces deux derniers s'étaient partagé les suffrages des princes allemands. Mais Josse mourut l'année suivante, et Sigismond fut unanimement reconnu dans une nouvelle diète.

Sous certains rapports, cet empereur était le plus distingué de ceux de la maison de Luxembourg. Son extérieur était agréable et plein de majesté ; il était grand, bien fait, et les belles boucles de cheveux blonds qui décoraient son visage en faisaient un des plus beaux princes de son temps. Il avait un esprit vif, la repartie prompte, et pouvait passer pour un prince savant; il parlait six langues. Sa loyauté, un air ouvert, lui gagnaient tous les cœurs ; sa volonté était franchement de faire le bien. Mais, avec toutes ces belles dispositions et ces brillantes qualités, il n'avait pas pour agir de l'énergie en proportion. Il était chancelant et irrésolu, et ne pouvait pas poursuivre avec force les grandes pensées qu'il avait; aussi n'a-t-il pu tirer parti des grandes circonstances de son temps; de plus, c'était un dissipateur qui dépensait tout ce qu'il avait et se trouvait toujours gêné. — Le premier objet de son attention fut le grand schisme qui était dans l'Église ; car il y avait un pape en Italie, un autre en France, et un troisième en Espagne, et chacun d'eux lançait de chez lui des anathèmes contre ses adversaires et les pays qui leur étaient soumis. Enfin s'assembla le concile de Constance, l'an 1414, et l'on ne vit jamais une assemblée plus grande et plus brillante. Il s'y trouva, outre le pape, trois patriarches, celui de Constantinople, celui de Grado et celui d'Antioche ; vingt-deux cardinaux, vingt archevêques, quatre-vingt-douze évêques, cent vingt-quatre abbés, dix-huit cents ecclésiastiques du bas clergé, quantité de docteurs et maîtres dans les sciences et les arts, même des envoyés des universités de Paris, Orléans, Cologne, Vienne et autres ; enfin plus de seize cents princes, seigneurs, comtes et chevaliers, tous avec une suite plus ou moins nombreuse : de sorte que le nombre des assistants montait à plus de cent mille; on l'a même porté à cent cinquante mille, sans compter trente mille chevaux.

Des trois papes on ne vit paraître que celui de Rome, Jean XXIII, qui avait lui-même convoqué le concile dans l'espérance de faire déposer ses deux adversaires et de se faire confirmer. Mais le concile avait résolu, malgré l'opposition des Italiens, de déposer ces trois papes, afin d'arracher jusqu'à la racine du mal. On était convenu : 1° que les évêques et les abbés ne prendraient pas seuls part au vote, comme on avait toujours fait jusqu'alors; mais qu'on accorderait encore ce droit aux docteurs en théologie, aux docteurs en droit canon et en droit civil, même aux princes et à leurs envoyés, et enfin à tous les prêtres qui y assistaient; 2° que les votes seraient recueillis non par individus, mais par nation, de manière que les quatre nations principales eussent chacune un vote, Allemands, Anglais, Français et Italiens (les Espagnols n'étaient pas encore arrivés). Car, si en effet on eût recueilli les suffrages par individus, les Italiens, qui étaient de beaucoup plus nombreux, l'auraient emporté sur tous les autres.

Les Allemands et les Anglais étaient d'accord pour demander la déposition des trois papes, et bientôt les Français se joignirent à eux. Jean XXIII, qui était là présent, fut obligé de signer l'acte d'abdication; il chercha bien quelques faux-fuyants, mais il finit par donner sa signature; et ensuite, à genoux devant l'autel, il fit tout haut en public la lecture de l'acte d'abdication. Sigismond et tous les assistants en furent ravis de joie ; même l'empereur, se levant aussitôt, alla baiser les pieds du pape, et le remercia au nom de toute la chrétienté d'avoir donné un si bel exemple de renoncement à lui-même. Mais Jean n'avait cédé qu'en apparence ; car

déjà il avait pris, avec son ami Frédéric, duc d'Autriche, toutes ses mesures pour s'enfuir. Le 20 mars 1415, un grand tournoi fut disposé par le duc; et quand tout le monde était le plus occupé à la fête, le pape s'échappa déguisé en postillon, et se retira à Schaffouse, qui appartenait alors à la maison d'Autriche. Le duc l'y suivit, et dans la nuit plusieurs centaines de prélats italiens et autrichiens quittèrent l'assemblée. Le pape songeait à conserver sa puissance malgré la volonté du concile; mais les Pères assemblés, allemands, anglais et français, et avec eux l'empereur Sigismond, prirent l'affaire au sérieux. Le concile, présidé par l'empereur, déclara : « qu'il tenait sa puissance immédiatement de J.-C., et qu'il était au-dessus du pape; que par conséquent ses décrets, même sans l'approbation du pape, devaient réunir et réformer l'Église. » Les fugitifs furent poursuivis avec la plus grande sévérité; le duc Frédéric fut excommunié par le concile et mis au ban de l'empire par l'empereur; enfin, d'après ses ordres, l'armée impériale, commandée par Frédéric, burgrave de Nuremberg, attaqua les pays héréditaires du duc et les lui enleva en grande partie. Les Bernois conquirent l'Argovie et le vieux château de Habsbourg, d'où était sortie cette famille. (Ce ne fut que dix ans plus tard que l'empereur reçut le duc à soumission et lui rendit les biens qui étaient au pouvoir de l'empire; mais les Suisses ne voulurent jamais rendre leurs conquêtes, et conservèrent l'Argovie et les autres portions conquises.)

Le pape, qui avait été enlevé au duc, fut obligé de se soumettre aux décrets du concile; il fut amené de Fribourg (en Brisgau), où il s'était enfui, dans la petite ville de Rotolfzell, tout près de Constance, pour y entendre sa sentence; elle portait : « que, puisqu'il avait publiquement et criminellement abusé des droits et des biens de l'Eglise romaine, et qu'il avait attristé toute la chrétienté par ses mauvaises mœurs, il était déposé de la papauté. » Jean se soumit à son jugement, et fut gardé au château de Heidelberg jusqu'à l'an 1417, et ensuite à celui de Manheim; plus tard il fut relâché, et mourut bientôt après avec le titre de cardinal de Frascati.— Le deuxième pape, Grégoire XII, qui résidait en France, déclara dès le commencement qu'il était prêt à déposer sa nouvelle dignité si la paix de l'Église l'exigeait; il donna donc son abdication de lui-même, cette année 1415, et devint cardinal-évêque de Porto. — Quant à Benoît XIII, qui se tenait en Espagne, il fut impossible de le porter à la soumission. L'empereur Sigismond entreprit lui-même, pour céder aux prières du concile, de passer en Espagne, afin de persuader ce vieillard; mais il n'eut aucun succès auprès de lui. Alors le roi d'Aragon, Ferdinand, qui jusque-là lui avait été attaché, lui retira sa protection, et le concile le déposa.

Ainsi fut accompli le but principal du concile; ainsi se termina ce terrible schisme de quarante ans. On put désormais procéder à l'élection d'un nouveau pape; mais les Pères du concile avaient dans l'esprit un autre souci, c'était la réforme de l'Église même. Mille abus qui s'y étaient glissés, la dissolution des mœurs dans les membres du clergé, la simonie qui se faisait, excitaient de vives réclamations; et par-dessus tout les prétentions de la chaire de Rome, devenues excessives. Le pape voulait avoir en sa puissance toutes les places du clergé, depuis le plus haut degré jusqu'au plus bas, et restreignait ainsi les libertés dans le choix du chapitre, en même temps qu'il blessait les droits du seigneur propriétaire; il voulait que toutes les plaintes en matière de religion fussent portées à Rome devant son tribunal; il réclamait beaucoup de redevances de la part de tous les princes chrétiens, et beaucoup d'autres exigences qui faisaient que la papauté s'était presque changée en une fonction lucrative à charge aux autres États, et que le pontife avait perdu cette dignité de père, de conseiller et de chef de toute la chrétienté. Le clergé assemblé à Constance voulut donc, au nom des différentes nations, abolir tous ces abus; tout en garantissant d'ailleurs au pape toute la vénération, tout le respect qui lui étaient dus, et en même temps des revenus suffisamment considérables de la part des princes chrétiens. — Les Allemands surtout, avec l'empereur à leur tête, demandaient avec instance une réforme complète dans l'Église, depuis le haut clergé jusque parmi tous les membres inférieurs; mais les Italiens, qui trouvaient dans ce qui existait alors les plus grands avantages, parce que des fleuves d'or affluaient des autres pays à Rome, cherchèrent à décliner une pareille entreprise, et ne trouvèrent pas pour cela de meilleur moyen que de de-

mander que l'on commençât par choisir un pape qui pût ensuite effectuer cette réforme dans l'Église comme il le jugerait à propos. Les Allemands, au contraire, qui avaient remarqué le but qu'on se proposait, voulaient, avec beaucoup de raison, que le concile ne choisît un pape qu'après avoir statué sur la réforme, afin que l'on pût exiger comme première condition de son élection la confirmation des décrets. Leurs raisons étaient bonnes et fondées; cependant les Italiens réussirent à entraîner de leur côté les Français et les Espagnols qui étaient arrivés, et les Anglais reçurent de leur souverain l'ordre de se ranger du côté des cardinaux; de sorte que les Allemands restèrent seuls et furent enfin obligés de céder. — Le nouveau pape fut donc choisi; ce fut un Italien, Otton de Colonne, qui prit le nom de Martin V. C'était un homme extrêmement adroit, qui eut le talent d'esquiver tous les projets du concile pour la restriction de la puissance papale. Martin, qui savait parfaitement que pour vaincre ses ennemis il fallait commencer par les diviser, traita en particulier avec toutes les nations, car chacune avait ses propositions de réforme; et de là sortirent les concordats particuliers.

Ainsi s'évanouit en grande partie le but que s'était proposé le concile, d'une réforme dans la discipline et l'administration de l'Église. Combien salutaire eût été une plus grande réforme! Combien de dissensions n'eût-elle pas épargnées pour l'avenir! On se consola par l'idée que désormais tous les dix ans, régulièrement, on assemblerait un concile; mais ce qui n'est pas fait dans son temps est perdu pour toujours: ces conciles décennaux ne furent point assemblés. — Martin, après avoir ainsi obtenu ce qu'il voulait, leva les séances du concile le 22 avril 1418, et, le 16 mai, il sortit de la ville, revêtu d'une chasuble d'or, couvert d'une mitre blanche, et monté sur un cheval blanc paré de pourpre. Il marchait sous un ciel portatif et magnifique; Sigismond était devant lui et conduisait son cheval par la bride; trois princes marchaient de chaque côté et soutenaient la couverture qui était sur le cheval. Telle fut la clôture de ce grand concile de Constance, qui dura près de trois ans et demi.

JEAN HUS. — GUERRE DES HUSSITES.

Cette assemblée eut encore à décider sur un autre article que ceux dont nous venons de parler, et sa sentence a eu les plus graves conséquences. — L'empereur Charles IV avait fondé à Prague une université sur le modèle de celle de Paris, qui fut bientôt en vogue et très-fréquentée par tous les étudiants des pays voisins. Cependant Charles accorda plus tard de grands priviléges aux Allemands qui la fréquentaient, au grand mécontentement des Bohémiens, à tel point qu'ils forcèrent de retirer aux Allemands tous leurs droits. L'an 1409 (il était encore roi de Bohême), des milliers d'étudiants étrangers, mécontents de ce procédé, abandonnèrent Prague avec leurs professeurs, et allèrent fonder ou augmenter d'autres écoles, telles que celles de Leipzig, Ingolstadt et Cracovie. Ce fut dans ce temps que Jean Hus, le plus enthousiaste et le plus savant des professeurs de Bohême, devint recteur de l'université. Il répandit bientôt des principes qui sortaient tout à fait de la voie ordinaire: c'étaient, en grande partie, les enseignements d'un certain Wiclef, prêtre et théologien anglais, qui vivait environ trente ans auparavant. Il déploya son zèle surtout contre la corruption des ecclésiastiques, et prétendit qu'il était contraire à l'Ecriture qu'ils possédassent des biens temporels; il poursuivit aussi tous les ordres religieux, et, dans l'emportement de son zèle, il dit contre eux des choses fort dures. Telles sont les leçons et bien d'autres semblables encore que Hus publiait; il s'éleva aussi avec chaleur contre la vente des indulgences. Bientôt il fut signalé comme hérétique, accusé comme tel et sommé de comparaître à Rome au tribunal du pape. Il n'obéit pas, et fut excommunié. Mais il avait déjà un parti puissant, et le roi même, Wenceslas, le prit quelque temps sous sa protection; de sorte qu'on en vint, dans Prague et dans d'autres lieux de la Bohême, à des engagements où coulait le sang humain, et dans lesquels un autre professeur de l'université de Prague, ami de Hus, joua aussi un grand rôle. Hus fut alors sommé de venir se justifier au concile de Constance, et il y vint avec un sauf-conduit que lui délivra l'empereur Sigismond, sur la recommandation de son frère Wenceslas. Mais

l'empereur n'eut pas alors la même fermeté qu'eut plus tard Charles V à l'égard de Luther, à l'assemblée de Worms. Il se laissa persuader de laisser violer sa parole impériale, sur la représentation « que sa parole ne pouvait pas être nuisible à la foi catholique, ni suspendre la justice ecclésiastique; que d'ailleurs tout homme qui attaque la foi perd par là même toute espèce de droit. » Sigismond permit donc que l'on s'emparât de la personne de Hus, et promit de ne plus s'occuper de cette affaire.

On exigea de Jean Hus qu'il rétractât tous ses écrits, sous peine d'être brûlé comme hérétique. Il préféra ce dernier parti, et fut brûlé publiquement à Constance, le 6 juin 1415, et onze mois plus tard son ami Jérôme de Prague le fut aussi. Ils moururent tous les deux avec une fermeté qui fut admirée même de leurs ennemis. Leurs restes furent jetés avec les cendres dans le Rhin, dans la crainte qu'ils ne devinssent un objet de vénération pour les Bohémiens. — La nouvelle rapportée à Prague y causa de grands mouvements et une révolte; les Bohémiens imputèrent cette exécution de Hus à la haine des Allemands, et n'en demeurèrent que plus fortement attachés à ses principes. Ils allèrent même plus loin; de nouveaux docteurs publièrent de nouveaux enseignements, et un certain Jacob de Miess se fit surtout une grande suite, en enseignant que la communion devait se faire sous les deux espèces. Les partisans de cette nouvelle doctrine s'assemblèrent sur une montagne, qui fut ensuite appelée la montagne de Tabor, et la secte prit de là le nom de Taborite. Le roi Wenceslas n'osait pas troubler ces réunions, parce qu'elles montaient souvent jusqu'à quarante mille hommes; et, comme il arrive toujours en pareille circonstance, plus ils augmentèrent en nombre, plus le pape et l'Église se déchaînèrent contre eux en les traitant comme hérétiques, et plus aussi allèrent-ils loin dans les conséquences. Bientôt même ils firent dans Prague une procession solennelle dans laquelle on porta le calice en grande pompe; de sorte que Wenceslas, ne se croyant plus en sûreté, abandonna la ville. Il mourut peu de temps après, en 1419. — Un jour, le cortége des hussites passait devant l'hôtel de ville de Prague; quelqu'un jeta une pierre en bas qui vint frapper un de leurs prêtres; alors ils se précipitèrent avec la plus extrême fureur dans l'hôtel, et jetèrent par la croisée treize des conseillers; tandis que la populace, dans l'ivresse de la colère, les recevait en bas sur ses lances et les massacrait. Tel fut le signal sanglant de la révolte. Conduits par un nommé Ziska qui avait commandé l'assaut de l'hôtel de ville, ils se répandirent dans le pays, pillèrent les couvents, torturèrent les prêtres et dévastèrent les biens des catholiques. Sigismond, qui, après la mort de Wenceslas, était devenu légitimement roi de Bohême, demanda des secours à l'empire germanique contre les hussites, et rassembla une armée considérable. Il entra en Bohême en 1420, et assiégea Prague; mais Ziska repoussa vaillamment l'assaut: l'empereur fut obligé de signer une trêve et de quitter le pays. L'an 1427, les princes allemands firent une nouvelle invasion en Bohême avec quatre armées; mais déjà l'effroi qu'inspiraient les hussites, par leur fanatisme qui les rendait invincibles, était si grand, que ces quatre armées ne purent même soutenir leur vue, et furent obligées de se retirer en désordre. Ainsi en fut-il encore d'une autre armée que l'on portait jusqu'à cent mille hommes, et qui y entra en 1431. Elle fut si complétement battue près de Riesemberg, que dix mille hommes restèrent sur la place; toute l'artillerie et les bagages furent perdus, et le cardinal Julien ne se sauva qu'avec peine, après avoir perdu son chapeau de cardinal, les insignes de sa dignité, et les bulles d'excommunication contre les hussites, qu'il portait avec lui. De leur côté, les hussites firent des excursions dans la Misnie, la Saxe, le Brandebourg, la Franconie, la Bavière et l'Autriche, et les dévastations qu'ils exerçaient étaient effroyables; c'était une véritable guerre de religion. Un des dogmes des taborites était celui-ci: « Quand toutes les villes de la terre seront brûlées et réduites à cinq, alors commencera le nouveau royaume du maître; car c'est maintenant le temps de la vengeance, et Dieu est un Dieu de colère. » Il ne restait plus maintenant que les voies de douceur, et tout portait à les prendre; on se donna beaucoup de peine pour faire un accommodement avec les hussites; à la fin cependant le concile de Bâle, assemblé sur ces entrefaites, y réussit. On accorda aux hussites le droit de communier sous les deux espèces, à la condition que les prêtres enseigneraient au peuple que le fils

de Dieu est tout entier sous chaque espèce.

La plus grande partie du peuple de Bohême accepta volontiers cet accommodement; mais deux partis plus exaltés ne voulurent entendre à aucune modération, à aucun accommodement, les taborites et les waisen, qui avaient à leur tête Procope le Gros et Procope le Petit. On en vint même à une guerre déclarée entre eux et les plus modérés; mais ces derniers gagnèrent une grande bataille dans laquelle périrent les deux Procope, et alors seulement l'empereur Sigismond put se faire reconnaître roi de Bohême. Mais il n'avait plus qu'un an à vivre : il mourut en 1437, à l'âge de soixante-neuf ans, après un règne de cinquante et un ans en Hongrie, dont vingt-huit en Allemagne. Cet empereur, malgré ses nombreuses et riches provinces, se trouva souvent dans le plus grand embarras d'argent, parce que ses fréquents voyages surtout exigeaient de grandes dépenses. C'est ainsi qu'en 1417 la marche de Brandebourg, qui était arrivée sous Charles IV à la maison de Luxembourg avec un titre d'électeur et la charge de grand chambellan de l'empire, fut engagée au burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern, pour une somme de 400,000 écus d'or qu'il avait prêtés en différentes circonstances, entre autres pour le voyage d'Espagne, après le concile de Constance, lorsque l'empereur voulut aller engager Benoît XIII à abdiquer. Ce fut le 8 avril 1517 qu'eut lieu à Constance la confirmation solennelle par laquelle la maison de Hohenzollern fut mise en possession de cette province, et par suite fut rangée parmi les grands princes de l'empire. Par un moyen tout semblable, Frédéric le Batailleur, margrave de Misnie et landgrave de Thuringe, acheta de l'empereur Sigismond pour 100,000 marcs l'électorat de Saxe et le cercle de Wittemberg, après l'extinction du rameau de la maison d'Anhalt, qui possédait la Saxe, Wittemberg et le droit électoral.

Pour conclusion sur le règne de cet empereur, ajoutons encore, comme caractère distinctif de cette époque, la lutte qui eut lieu entre le duc Louis de Bavière Ingolstadt et Henri de Landshut. Tous les deux assistèrent au concile de Constance, et y portèrent devant l'empereur leur contestation au sujet des droits que Louis prétendait avoir sur le pays de son cousin. Le duc Henri le Barbu, c'était son surnom, se conduisit d'une manière fort impertinente devant l'empereur, et tint même des propos injurieux pour son cousin. Henri alors s'emporta, courut à ses appartements, prit ses armes et vint à la rencontre de celui qui l'avait insulté, le renversa de cheval de deux coups de lance et s'enfuit ensuite de Constance. L'empereur en colère voulut le mettre au ban de l'empire, mais Louis guérit contre toute attente; alors l'empereur pardonna à Henri, sur l'intercession de son beau-frère, Frédéric de Brandebourg, prince électeur. Mais Louis n'en fut que plus furieux et avide de vengeance; il excita donc contre Henri une guerre sanglante, dans laquelle la Franconie, la Bavière et la Souabe furent mises à feu et à sang; car tous les deux s'étaient fait de nombreux partisans. Cependant l'avantage resta à Henri, et la noblesse de la basse Bavière, qui avait dénié sa suzeraineté, fut obligée de se soumettre et de s'humilier devant lui. Il n'y eut que Gaspar le Tœrringien, le principal personnage de cette noblesse, qui refusa de plier, et alla même jusqu'à sommer le duc Henri de comparaître devant la *freistuhl* de Westphalie. Telle était la considération de ce tribunal, que Henri se mit aussitôt en route pour la Westphalie, accompagné de son beau-frère, l'électeur de Brandebourg; mais, au contraire, Gaspar le Tœrringien fit défaut; alors il fut condamné à être pendu comme calomniateur, et le château de Tœrring, près de Salzbourg, fut rasé. L'électeur Frédéric et le duc Henri se firent agréger au nombre des initiés de la *feme*.

ALBERT II.

L'empire rentra, après la mort de Sigismond, dans la maison d'Autriche, qui en soutint la grandeur et la majesté pendant une suite non interrompue de près de trois siècles. Les états de Hongrie et de Bohême, ne voulant pas avoir l'air de reconnaître les dernières volontés de Sigismond, déclarent leurs trônes vacants, et procèdent à l'élection d'un nouveau roi. Cependant leur choix fut entièrement conforme aux dispositions testamentaires de ce prince. Les Hongrois, assemblés à Presbourg, furent les premiers à se déclarer, par le concert le plus libre, en faveur d'Albert, duc d'Autriche, gendre et légataire universel de l'empereur Sigismond : ils l'élurent le 19 décem-

bre 1437, et le sacrèrent à Weissembourg, le premier janvier suivant, avec la reine Elisabeth, sa femme, après lui avoir fait prêter serment qu'il n'accepterait pas la couronne d'empire, dont les soins, disaient-ils, avaient empêché Sigismond de veiller aux intérêts de la Hongrie. Les états de Bohême imitèrent cet exemple au mois de mai. Malgré l'opposition des hussites, qui s'étaient déclarés pour le prince Casimir, frère de Ladislas V, roi de Pologne, et son successeur sur le trône de cette république, l'élection impériale fut célébrée à Francfort avec toutes les cérémonies et tout l'appareil prescrits par la Bulle d'or. Il fut d'abord question d'offrir la couronne à l'électeur de Brandebourg; mais l'électeur de Mayence fit échouer ce projet, soit que l'évêque de Wurtzbourg, qui tremblait de voir un burgrave de Nuremberg occuper le trône d'empire, l'en eût détourné par ses représentations, soit qu'il se fût déjà déclaré pour le nouveau roi de Hongrie. Il ramène tous ses collègues à son sentiment, et Albert IV, duc d'Autriche et roi de Hongrie, est élu roi des Romains, de leur consentement unanime, le 18 mars 1438. Ce prince était fils d'Albert IV, duc d'Autriche et de Carniole, petit-fils d'Albert III et arrière-petit-fils du duc Albert II, surnommé le Sage, qui était lui-même fils d'Albert Ier, roi des Romains, et premier duc d'Autriche de la race de Habsbourg.

Le roi Albert balança quelque temps s'il ratifierait son élection. L'éclat de la couronne impériale ne l'éblouissait pas au point de lui faire oublier la promesse solennelle qu'il avait faite aux Hongrois de ne la point accepter, et il ne se faisait point illusion sur les peines et les désagréments qui en étaient depuis longtemps les compagnes inséparables; mais il céda enfin aux instances de ses alliés, et les états de Hongrie lui ayant rendu, sur les représentations des Pères de Bâle, la parole qu'il leur avait donnée, il consentit au vœu des électeurs, et ratifia solennellement le décret de son élection. Au surplus, il ne paraît pas que le roi Albert II ait jamais été sacré ni couronné roi des Romains.

DIÈTE DE NUREMBERG.

Le roi des Romains et les états prennent le concile de Bâle sous leur protection particulière, et travaillent à le réconcilier avec le pape. Les ambassadeurs d'Albert II y demandèrent d'ailleurs des secours contre les Bohêmes et les Polonais. On taxa les juifs à une contribution extraordinaire, pour fournir aux frais du prochain sacre du roi des Romains. On porta beaucoup de lois relatives à la conservation de la tranquillité intérieure en Allemagne, et l'on publia enfin une sanction de paix publique, de l'aveu et du consentement des électeurs, des princes ecclésiastiques et séculiers, des comtes, des barons, des chevaliers, des écuyers et des villes. On proposa ensuite, afin de mieux exécuter ces règlements, de diviser l'Allemagne en quatre cercles ou cantons; de mettre à la tête de chacun un directeur et un capitaine général, assistés de plusieurs conseillers tirés d'entre les états qui le composaient, et de leur confier le soin de juger toutes les causes qui se rapporteraient au maintien de la paix, et de réprimer et de venger toutes les entreprises qui tendraient à troubler la sûreté et la tranquillité publique. Comme les électeurs et les princes ne purent pas s'accorder avec les villes sur les conditions de cet établissement, Albert II convoqua, à quelque temps de là, une seconde diète à Nuremberg, et son commissaire, le célèbre Caspar Schlick, y donna de sa part le consentement royal au projet présenté par le collége des villes. L'Allemagne fut distribuée en conséquence en six cercles: le premier fut composé de la Franconie et du haut Palatinat, sous la direction de l'électeur de Brandebourg; le second devait comprendre les États de l'ancien duché de Bavière, et le directoire en fut confié à l'archevêque de Saltzbourg; le troisième fut formé de la province de Souabe, et le comte de Wurtemberg en obtint le directoire; le quatrième devait s'étendre sur les deux rives du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Collence, sous la direction de l'électeur de Mayence; on comprit dans le cinquième tout le Bas Rhin, les Pays-Bas et la Westphalie, et l'électeur de Cologne fut mis à la tête des États qui le composaient; enfin le sixième réunissait tous les États de la haute et basse Saxe, sous la direction de l'électeur de Saxe. Quelque salutaires que fussent les vues dans lesquelles cet établissement fut résolu, la désunion des États et la jalousie que les deux colléges supérieurs continuaient de manifester en toute occasion contre les villes, le rendirent à peu près inutile.

Le concile de Bâle persistant à contrarier la cour de Rome, le pape Eugène IV le transfère à

Ferrare, sous prétexte de faciliter, par ce moyen, les conférences qui devaient être tenues entre lui et les ambassadeurs de Jean Paléologue, empereur de Constantinople, pour réunir les Églises grecque et latine. Le concile suspend le pape des fonctions du pontificat, comme contumax et incorrigible : toute la catholicité se partage entre cette assemblée et Eugène IV; la seule Germanie embrasse, par les conseils du roi Albert, une exacte neutralité.

Trente et unième session. Le concile publie quelques nouveaux décrets contre les grâces expectatives, contre les réserves et les autres espèces de provisions abusives que la cour de Rome avait introduites au préjudice des droits et des élections capitulaires, et contre les annates. Charles VII, roi de France, qui protégeait ouvertement le concile de Bâle, adopta tous ces décrets et en composa sa pragmatique-sanction, arrêtée à Bourges dans une assemblée générale des états de la monarchie française.

Le prince Casimir de Pologne se rend en Bohême, sur l'invitation des hussites, pour s'emparer de ce royaume. Le roi conduit contre lui une armée que les princes d'Allemagne lui avaient formée, et le chasse de la Bohême, de la Silésie et de la Lusace. Les Bohêmes se soumettent au vainqueur, et la paix est rétablie dans ces provinces.

(1439.) *Assemblée générale des états d'Allemagne à Mayence.* Les rois de France, de Castille, d'Aragon et de Portugal, y envoyèrent des ambassadeurs pour travailler, de concert avec le roi Albert II, à la réconciliation du pape Eugène IV et du concile de Bâle. Ces soins furent inutiles; mais les états, éclairés par les commissaires d'Albert et par l'exemple du roi de France, adoptent les décrets du concile de Bâle, touchant l'abolition des annates, des réserves et des expectatives, et le rétablissement universel des élections canoniques, et ils les rédigent en forme de pragmatique-sanction, revêtue de toutes les solennités qui pouvaient lui donner une consistance légale. Les légats d'Eugène IV protestent contre ces résolutions, et les déclarent attentatoires aux droits et aux prérogatives du saint-siége.

Le concile de Bâle continue ses procédures contre ce pontife, et le dépose enfin comme hérétique, relaps, schismatique, rebelle à l'Eglise universelle, et dissipateur des biens de l'Eglise. Eugène IV transfère le concile ultramontain de Ferrare à Florence, et y conclut avec l'empereur Jean Paléologue et le patriarche de Constantinople un décret d'union entre les Eglises grecque et latine; mais le respect et la déférence que les Grecs montrèrent en cette occasion pour le saint-siége ne durèrent pas plus longtemps que la terreur que les Turcs leur avaient inspirée, et que le besoin qu'ils croyaient avoir du secours des puissances catholiques pour se soutenir contre eux.

Le sultan Amurat II, après avoir menacé Constantinople, se jette sur la Servie et s'en empare. Le despote de ce royaume demande des secours à Albert II, et lui cède pour les hâter la forteresse de Belgrade. Ce prince se rend en Hongrie pour s'opposer aux progrès des Ottomans, qui menaçaient les frontières de ce royaume. Trahi par les Hongrois, obligé de se retirer jusqu'à Bude, il meurt à Langendorff, entre Gran et Vienne, laissant la reine Elisabeth, sa femme, enceinte. Elle accoucha, après sa mort, de Ladislas, surnommé le Posthume, qui fut roi de Hongrie et de Bohême, et mourut sans héritiers en 1458.

L'Allemagne perdit dans Albert II un des plus grands princes qui l'eussent jamais gouvernée. Tous les historiens s'accordent à lui attribuer les qualités les plus éminentes du cœur et de l'esprit; et les regrets universels dont sa mort fut suivie justifient ces éloges. Egalement grand dans la paix et dans la guerre, connaissant les devoirs de la royauté, aimant à les remplir sans retour sur soi-même, il aurait été le restaurateur de l'empire, si une mort prématurée ne l'eût pas ravi à l'amour et à l'espérance des peuples.

Les villes d'empire, instruites de la mort du roi des Romains, forment entre elles une ligue générale, dont la condition principale était qu'elles ne reconnaîtraient pas le futur empereur, à moins qu'il ne leur confirmât d'avance tous leurs priviléges.

Le concile de Bâle élit pour souverain pontife Amédée, duc de Savoie, qui s'était retiré dans la solitude de Ripailles, sur le lac de Genève, après avoir remis son duché à son fils. Cet anti-pape prit le nom de Félix V; mais il ne trouva point d'adhérents déclarés, les principales puissances catholiques ayant embrassé une neutralité exacte entre le concile de Bâle et le pape Eugène IV.

FRÉDÉRIC III.

Les électeurs placèrent sur le trône Frédéric, duc de la branche d'Autriche-Styrie, cousin d'Albert II. Il ne fut point avare, comme l'en accusent des historiens qui lui supposent des trésors qu'il n'avait pas. On lui reproche avec plus de justice de l'inconstance et une extrême lenteur, qui ne l'empêchèrent cependant pas de jeter les fondements de la grandeur de sa maison. La mort prématurée d'Albert avait laissé les affaires dans un état critique. Sa veuve, Elisabeth, était enceinte. Frédéric fut nommé gouverneur de l'Autriche, et tuteur du jeune prince, si elle en mettait un au monde; si elle accouchait d'une fille, il devenait, avec son frère Albert, héritier de l'Autriche, qu'il érigea en archiduché en 1453. Les Hongrois n'attendirent pas les couches de l'impératrice pour donner leur couronne à Wladislas, roi de Pologne. Elisabeth ayant, peu de temps après, donné le jour à un fils nommé Ladislas, le monarque polonais parut se contenter du titre de gouverneur; mais il n'eût jamais rendu le sceptre à son pupille, si la mort ne le lui eût arraché. Les Bohêmes, dont Albert, duc de Bavière, avait refusé le trône, nommèrent, de l'avis de Frédéric, deux administrateurs du royaume, Mainard de Neuhass, de la part des catholiques, et Henri Ptarsko, qui fut choisi par les utraquistes ou communiants sous les deux espèces. — Les Suisses faisaient depuis quelque temps une guerre heureuse à la ville de Zurich, qui avait prétendu s'approprier la succession du comte de Toggenbourg. L'origine de cette discussion remontait à la donation des terres autrichiennes faite par Sigismond au concile de Constance. Frédéric crut voir dans ces troubles l'occasion de recouvrer les anciens domaines de sa maison en Suisse, et fit alliance avec les Zurichois, sans être en état de leur fournir des secours lorsqu'ils lui en demandèrent. Le roi de France Charles VII lui envoya, sous la conduite du dauphin (depuis Louis XI), quarante mille Armagnacs. Cette armée arriva aux environs de Bâle en 1444. Seize cents Suisses appelés au secours de cette ville osèrent lui disputer le passage, et furent exterminés, à la réserve de seize, qui périrent ensuite par la main de leurs compatriotes comme des lâches indignes de leur patrie. Les vainqueurs, après avoir ravagé une partie de la Suisse, se retirèrent en Alsace, où ils ne commirent pas de moindres dégâts. Le dauphin, menacé d'une déclaration de guerre par la diète de Nuremberg, ne se pressa point de retirer ses bandits de l'Alsace : cette retraite n'eut lieu qu'à la médiation du comte palatin. Quant aux Suisses, leur défaite les intimida; les hostilités continuèrent avec des succès variés jusqu'en 1447, que la paix fut conclue. Il fut particulièrement décidé que la confédération helvétique ne pouvait avoir ou conserver d'alliance avec la maison d'Autriche; en conséquence, celle de Zurich avec l'empereur fut rompue, et le ravage de l'Alsace fut le seul fruit des projets de Frédéric.

Les affaires du concile continuaient à occuper l'Allemagne. Dans une grande assemblée tenue à Mayence en 1441, Nicolas, archevêque de Palerme, connu sous le nom de Panormitan, et le premier canoniste de son siècle, avait plaidé avec énergie la cause du *concile*; et Nicolas de Cusa avait parlé pour Eugène, qui venait de réunir pour un instant les deux Eglises. Le pape voulait toujours la translation du concile. Frédéric, qui lui avait demandé la confirmation de son élection, le protégeait par reconnaissance. En 1445, le pape déposa de sa pleine puissance les archevêques de Trèves et de Cologne, qui étaient au nombre de ses adversaires. Les deux prélats portèrent leurs plaintes à l'empereur, à l'empire, et surtout aux autres électeurs, dont ils réclamèrent les secours en vertu de l'union arrêtée entre eux à Francfort en 1438. Le collége électoral s'assembla aussitôt : il forma une nouvelle ligue (1446), par laquelle il s'engagea à ne reconnaître Eugène qu'à condition qu'il reconnaîtrait lui-même l'autorité des conciles établie par ceux de Constance et de Bâle; qu'il en convoquerait un nouveau pour le premier jour de mai 1447 à Constance ou à Strasbourg, Worms, Mayence, Trèves, à son choix; qu'il ratifierait les décrets de Bâle, exceptés par l'empereur Albert et la nation; enfin, qu'il annulerait toutes les innovations faites depuis la neutralité. Les députés qu'ils envoyèrent à Rome furent maltraités par le pape. A leur retour, on se déclara pour le concile; néanmoins l'adresse d'Œneas Sylvius (qui fut depuis pape sous le nom de Pie II) concilia les esprits: Eugène accorda les articles de l'union électo-

rale; mais il mourut peu de temps après. Nicolas V, en montant sur le trône pontifical (1447), reconnut que les papes avaient abusé de leur pouvoir en ravissant la juridiction des évêques, et que de son côté le concile de Bâle avait trop restreint l'autorité du chef de l'Église, exprimant en même temps sa volonté de ratifier et d'exécuter les articles convenus entre la nation et Eugène. Les intérêts réciproques furent réglés par le célèbre concordat germanique, rédigé de concert avec les ambassadeurs de Nicolas dans une diète tenue à Aschaffenbourg. L'Allemagne se soumit à Nicolas; Félix lui-même donna son abdication; et les Pères de Bâle, retirés à Lausanne parce que Frédéric avait révoqué leur sauf-conduit, élurent eux-mêmes Nicolas. Ils ne se séparèrent qu'en 1449.

Frédéric avait pressé la renonciation à la neutralité par envie de se faire couronner en Italie. Il fut le dernier monarque jaloux de cette cérémonie. Milan venait d'éprouver une révolution. Après la mort de son duc, Philippe-Marie, le dernier des Visconti, en 1447, il y eut plusieurs aspirants à sa souveraineté. Charles, duc d'Orléans, la réclamait du chef de sa mère, Valentine, sœur de Philippe-Marie; Alphonse, roi de Naples et d'Aragon, y prétendait à titre d'héritier testamentaire; François Sforze, comme ayant épousé une bâtarde du dernier duc, quoique bâtard lui-même d'un soldat de fortune, se mit sur les rangs. Il y eut d'abord trois partis dans Milan, et bientôt cinq. Cette ville en forma un elle-même, parce qu'elle voulait s'ériger en république; et l'empereur en eut un autre, réclamant la succession de Philippe-Marie comme fief dévolu à l'empire. Sforze soutint ses droits par l'épée. Les Milanais, réduits à l'extrémité, demandèrent des secours à l'empereur, et n'en reçurent pas, quoiqu'ils fussent convenus avec Œneas Sylvius de se soumettre à l'empire à cette condition. Sforze triompha de tous ses rivaux et s'empara du Milanez. L'empereur passa quelque temps en Italie (1452), où l'appelaient son couronnement à Rome et son mariage avec Éléonore, princesse de Portugal, nièce du roi de Naples Alphonse. Il ne parut pas en Lombardie, contrairement à l'usage. Sans troupes, sans appareil de guerre, il fut reçu des Italiens avec les plus grands égards, et défrayé dans tous les lieux de son passage. Il jura de ne faire à Rome aucun acte de souveraineté sans le consentement du pape, et céda même le pas aux cardinaux. Nicolas lui donna la couronne d'Italie et la couronne impériale, bénit son mariage et le congédia.

Succession de Ladislas. — Les Turcs.

Le jeune Ladislas avait accompagné son tuteur en Italie. Les Autrichiens, les Hongrois, depuis la mort de Wladislas, et surtout les Bohêmes, avaient inutilement prié Frédéric de leur remettre leur roi. Ils se liguèrent enfin, résolus de le lui arracher de force. A son retour de Rome, ils lui signifièrent hardiment qu'il eût à leur livrer Ladislas; et, sur son refus, ils marchèrent vers Neustadt, où il s'était retiré avec son pupille. Il voulut les combattre, malgré les avis d'OEneas Sylvius. Vaincu trois fois de suite, il remit Ladislas aux Hongrois. Ladislas, guidé par les conseils de son oncle, le comte de Cilley, gouverna ses États jusqu'en 1457, que la mort l'enleva à la fleur de l'âge. En vain l'empereur forma des prétentions sur la Bohême et la Hongrie; les Bohêmes élurent George Podiébrad, et les Hongrois, Mathias Corvin, fils de Jean Huniade. De toute la succession de Ladislas, il ne conserva que l'Autriche, qu'il dut encore partager avec son frère Albert et son cousin Sigismond, comte de Tyrol, avec la clause que chacun d'eux aurait une demeure particulière dans la forteresse de Vienne. Ce partage fut une source de troubles. Cependant les Turcs, maîtres de tout l'empire grec, que Mahomet II prit en 1453, menaçaient l'Allemagne.

En 1444, Wladislas, après une grande victoire, avait conclu et juré sur l'Évangile une trêve de dix ans avec Amurat II; mais le pape Eugène IV l'avait délié de ses serments en déclarant le traité nul et impie, et on avait repris les armes la même année. Les Hongrois perdirent la journée de Warna en Bulgarie; Wladislas même y fut tué avec le cardinal Julien. En 1448, les Hongrois, voulant réparer leur honneur, furent encore massacrés, et Jean Huniade, qui les commandait, n'échappa qu'avec peine. Si Scanderbeg, prince d'Albanie, n'eût alors occupé les forces ottomanes, la Hongrie se fût trouvée dans le plus grand péril avec les États voisins. Frédéric voulut armer l'Europe

contre l'Orient. Pendant son court séjour à Rome, il porta le pape à prêcher une croisade; le projet en fut proposé dans différentes diètes, à Ratisbonne, à Francfort, à Neustadt; mais le peu de zèle que l'on put manifester se ralentit encore par la mort de Nicolas V. Pendant ces discussions, Mahomet méditait, après la prise de Constantinople, d'étendre ses conquêtes en Occident; il assiégea Belgrade, qui dut son salut à la valeur d'Huniade. Le conquérant se vengea de cet échec sur les contrées voisines, et l'Allemagne se vit plus menacée que jamais. Les princes de l'empire, au lieu de resserrer l'union entre eux, s'élevèrent en menaces contre le pape Calixte III et contre l'empereur. Œneas Sylvius, qui succéda à Calixte sous le nom de Pie II, reprit avec zèle le projet de la croisade (1459), mais il n'y réussit pas.

L'empire était en feu (1460). Louis, duc de Bavière-Landshut (la maison de Bavière était partagée en plusieurs branches, savoir : de Munich, d'Ingolstadt et de Landshut), s'était emparé de Donawert, ville qui, sous les règnes précédents, avait secoué le joug de sa maison. D'autre part, Frédéric le Victorieux, comte palatin, chargé de la tutelle de son neveu Philippe, avait pris le titre d'électeur et s'était fait reconnaître par le collége électoral en adoptant son neveu pour son fils, et en promettant de ne pas se marier; mais il ne tint pas parole. L'empereur ne voulut pas approuver cette usurpation. Étienne, comte palatin de Deux-Ponts; Thierri d'Isembourg, archevêque de Mayence; Ulric, comte de Wurtemberg, presque tous les voisins du Palatinat y formèrent des prétentions. L'empire se trouva partagé en deux grandes factions : l'une ayant l'empereur pour chef contre la maison de Bavière et la maison palatine; l'autre, composée des partisans de ces deux maisons, et soutenue par Albert d'Autriche, frère et ennemi de Frédéric III. L'archevêché de Mayence, le Palatinat, la Bavière, la Franconie, furent saccagés. Les nonces du pape négocièrent en vain la paix; les hostilités ne cessèrent qu'après la bataille de Pfedersheim, qui rendit l'électeur palatin vainqueur de tous ses ennemis. Louis de Landshut n'eut pas autant de bonheur; il fut obligé de renoncer à Donawert. Le pape travaillait autant qu'il était en lui au rétablissement de l'ordre, et reprit son projet de croisade sans plus de succès que la première fois. Les princes, fatigués de l'incapacité de l'empereur, tinrent plusieurs assemblées où il fut question de le déposer. Frédéric intrigua pour rompre ces funestes assemblées; il gagna l'électeur de Saxe et fit une ligue avec le pape, qui avait lui-même de violents démêlés avec l'archevêque de Mayence, l'âme de tous ces troubles, qui dégénérèrent en une guerre civile. Pie II déposa ce prélat, et le remplaça par Adolphe, comte de Nassau, qui fut à l'instant reconnu par l'empereur et par la plupart des princes. Thierri demanda l'assistance de Frédéric le Victorieux, qui ne craignit pas, en épousant sa querelle, de réveiller ses anciens ennemis. Le margrave de Baden, son frère l'évêque de Metz, le comte palatin de Deux-Ponts, l'évêque de Spire, le comte de Wurtemberg, se rangèrent du parti d'Adolphe, et les provinces rhénanes furent de nouveau le théâtre de la guerre (1462).

Frédéric triompha encore. A la bataille de Seckenheim, il fit prisonnier le comte de Wurtemberg, le margrave, l'évêque de *Metz*, et les mit aux fers comme des brigands. Mais à l'instant même où la fortune semblait protéger Thierri, l'intérêt renversa ses projets. Le chapitre de Cologne ayant élu archevêque son frère Robert, l'électeur palatin craignit que le pape ne refusât de confirmer l'élection s'il continuait à défendre le prélat déposé; il l'abandonna, et cet abandon amena la paix. Adolphe garda l'archevêché; on laissa à Thierri quelques villes et quelques bailliages avec leurs revenus; Frédéric ne relâcha ses captifs que moyennant de fortes rançons, et c'est à lui que revint le plus grand avantage de la guerre. Tandis que le cours du Rhin était ensanglanté, la Franconie, la Bavière et l'Autriche étaient en flammes. C'était l'œuvre d'Albert, frère de l'empereur, qui s'était ligué avec le roi de Hongrie, et Louis, duc de Bavière, contre Frédéric III. Au même instant une révolte dangereuse éclata à Vienne. Le général de l'empereur, Albert, margrave de Brandebourg, après avoir été vaincu à Giengen par Louis, porta le fer et le feu en Bavière. Des princes assemblés à Nuremberg ménagèrent une trêve qui suspendit les dévastations. — Il n'y avait point de province en Allemagne où la noblesse eût poussé plus loin l'indépendance qu'en Autriche. Tout le pouvoir était entre les mains des états, et il ne restait au prince qu'un vain titre. Frédéric réclama des domaines dont on s'était saisi après

la mort de l'empereur Albert; on lui répondit par des déclarations de guerre : l'incendie éclata par une disette qui se fit sentir dans Vienne. Le peuple mutiné demanda du pain et un prince capable de le gouverner.

Un homme obscur, nommé Holzer, se mit à la tête des séditieux, jeta en prison les magistrats dévoués à Frédéric, se saisit du gouvernement de la ville, et en ferma les portes à l'empereur, qui était accouru avec un corps de troupes. Il ne les lui ouvrit qu'après mille humiliations auxquelles l'empereur se soumit, dans la crainte qu'on ne maltraitât sa femme, qui était dans la citadelle avec son fils Maximilien. On entama des négociations qui ne firent qu'aigrir les esprits. Holzer refusa d'élargir les magistrats prisonniers; on arrêta des conseillers du prince, on pilla les maisons de ses partisans, et on l'investit lui-même dans la citadelle, afin de s'assurer de sa personne par force ou par famine. Albert vint se joindre aux rebelles, et commença le siége. L'empereur se défendit jusqu'à ce que la disette le contraignit à demander du secours à l'empire. Les princes s'assemblaient à Ratisbonne, quand un courrier vint leur annoncer qu'il n'avait plus de munitions que pour trois semaines. A cette nouvelle, le roi de Bohême se mit à la tête de ses troupes, marcha en hâte sur Vienne, délivra Frédéric, se rendit arbitre entre lui, Albert et les Viennois, et la paix se fit. Le gouvernement de la basse Autriche fut cédé pour huit ans à Albert, à charge de payer annuellement quatre mille ducats à l'empire. L'harmonie fut bientôt détruite par la mauvaise foi du duc. Les Viennois eux-mêmes regrettèrent de s'être donné un maître si dur. Holzer crut pouvoir opérer une seconde révolution en favorisant Frédéric. Les deux frères ayant repris les armes, il tenta d'introduire des troupes impériales dans Vienne. Albert les repoussa, et le fit écarteler publiquement en récompense de ses perfides services. Cette guerre, interrompue par quelques trêves momentanées, finit enfin à la mort d'Albert (1463). L'empire commença à jouir d'une lueur de paix. George Podiébrad avait terminé par ses négociations les anciennes querelles de l'empereur, du duc de Bavière et du margrave de Brandebourg. Pie II, toujours occupé de la guerre contre les Turcs, avait réussi d'un autre côté à réconcilier Frédéric et Mathias Corvin. Un article essentiel du traité, c'est que Maximilien devait succéder au roi de Hongrie dans le cas où ce dernier mourrait sans enfants. Le calme un peu rétabli, on revint aux anciens projets, la paix publique et la guerre des Turcs. Mais cette fois encore il y eut assemblées sur assemblées, et point de résolutions. Cependant, à la dernière diète de Nuremberg (1467), les électeurs et les princes furent enfin d'accord pour publier une paix publique pour cinq ans : l'empereur l'ordonna, déclarant coupables de lèse-majesté ceux qui la violeraient. On avait repris, dans le dessein d'en assurer l'exécution, le projet d'Albert de diviser l'empire en six cercles, et d'établir un tribunal impérial, composé de vingt-quatre assesseurs pris dans les six cercles, et auxquels serait joint un juge impérial. Frédéric refusa d'y acquiescer, et le projet s'évanouit, du moins pour quelque temps.

La guerre des Turcs éprouva plus de difficultés que la paix publique. En vain Pie II, croyant armer l'Europe par son exemple, s'était rendu à Ancône, où les croisés devaient s'assembler; personne n'avait remué. Si une diète avait résolu d'envoyer vingt mille hommes en Hongrie, on n'avait pu s'accorder sur les contributions de chaque État, et le pape avait lui-même fait avorter le projet par ses procédures contre les hussites. Il avait défendu aux utraquistes la communion sous les deux espèces, et annulé les *Pacta conventa* arrêtés avec le concile de Bâle : il eût sans doute excommunié George Podiébrad, zélé hussite, si la mort ne l'eût désarmé. Son successeur, Paul II, exécuta ce dessein. Le roi de Bohême fut excommunié, privé de ses droits à la couronne; une bulle délia ses sujets du serment de fidélité, et un légat eut ordre d'aller offrir le trône à Casimir, roi de Pologne, qui le refusa. Mathias Corvin l'accepta et conquit la Moravie; mais Podiébrad se maintint comme roi de Bohême jusqu'à sa mort, en 1471. Frédéric III, oubliant les services que lui avait rendus Podiébrad, persuada le roi de Hongrie d'accepter les offres du pape; mais il cabala bientôt contre Mathias, se réconcilia avec Podiébrad, et l'engagea à désigner pour son successeur Wladislas, fils de Casimir. La crainte que le monarque hongrois, venant à réunir la Bohême et la Hongrie, ne formât aussi des prétentions sur l'Autriche, était le motif de ses intrigues. Cependant les Turcs étaient aux frontières; ils dévastaient déjà la Croatie et la Carniole. Frédéric assembla une

diète à Ratisbonne, et sollicita les secours de l'empire.

Des ambassadeurs du pape, des Vénitiens et d'autres puissances, appuyèrent ses instances. Les états accordèrent dix mille hommes à l'empereur pour la sûreté de ses provinces, en attendant qu'on rassemblât une armée plus forte. Mais, lorsqu'il fut question de lever ces dix mille hommes, il n'y eut plus d'accord : le denier commun accordé par les princes et les électeurs fut refusé par les députés des villes, sous prétexte qu'elles étaient taxées trop haut; les dix mille hommes, l'armée qui devait écraser les Turcs, tout s'évanouit (1471); d'autres assemblées tenues à Nuremberg et à Augsbourg n'eurent pas plus de succès. Frédéric, irrité de cette désunion des états, fit des ordonnances pour le maintien de la paix publique, et s'occupa de la réforme de la chambre impériale. Ce tribunal, dont l'archevêque de Mayence, Adolphe, fut nommé juge, devait rendre la justice en tout temps, pourvu que l'empereur fût dans l'empire et qu'il ordonnât les séances. Ses fonctions cessaient donc pendant l'absence du monarque. Cette interruption fut un des motifs qui engagèrent les états à demander l'établissement d'un tribunal permanent. — Charles le Téméraire avait eu de son père, Philippe le Bon, le duché de Bourgogne, la Franche-Comté, l'Artois, la Flandre, et presque toute la Hollande. Il voulait avoir le titre de roi. Frédéric consentit à ériger la Bourgogne en royaume, dans l'espoir d'obtenir pour son fils Maximilien la main de Marie, fille unique et héritière du duc. Une assemblée fut convoquée à Trèves pour la conclusion de cette affaire. Les deux princes s'y rendirent (1473); mais Frédéric joua Charles, et ne tint pas ses promesses. Charles retourna furieux en Bourgogne. En 1474 il fit à l'empereur une guerre sans importance, perdit son temps au siége de Neuss, et consentit, en 1475, à une paix qui fut conclue par la médiation d'un légat du pape. Charles fut tué au siége de Nancy, en 1477. Son héritière vit une foule d'aspirants rechercher sa main, et plus encore ses grands biens.

Le roi de France Louis XI, qui réunit le duché de Bourgogne à sa couronne comme fief masculin, conçut le projet d'y réunir le reste de l'héritage, en négociant le mariage de la princesse avec le dauphin; mais il échoua, et ne put s'emparer que de l'Artois. L'archiduc Maximilien supplanta tous ses rivaux, et épousa la duchesse de Bourgogne quatre mois après la mort de Charles le Téméraire. Ce mariage entraîna une guerre contre la France; la victoire remportée par Maximilien à Guinegate, en 1479, engagea Louis XI à traiter de la paix. Elle fut conclue à Arras l'année même de la mort de Marie, en 1482; mais aucun des articles de ce traité ne fut exécuté. — Loin de pouvoir secourir son fils, Frédéric était accablé d'ennemis. Les Turcs, qui étendaient leurs courses jusque dans le pays de Saltzbourg, le faisaient trembler, tandis que ses États héréditaires succombaient sous les armes de Mathias Corvin, qu'il avait irrité en donnant à Wladislas, fils de Casimir, l'investiture de la Bohême, de l'électorat et de l'office de grand échanson. Vienne était au pouvoir du monarque hongrois : de toute la basse Autriche, il ne restait plus que Neustadt à réduire, lorsque Frédéric se réveilla. Il convoqua une diète à Francfort, espérant obtenir les secours dont il avait besoin; il eut d'abord des promesses, puis un refus formel dont il fut dédommagé jusqu'à un certain point par l'élection de son fils Maximilien comme roi des Romains (1486). Ce jeune prince fut couronné à Aix-la-Chapelle. La paix publique fut ordonnée pour dix ans : mais on laissa subsister le germe des désordres, la loi des défis; et cette paix n'eût pas été mieux observée que les autres, sans la ligue de Souabe, que Frédéric établit deux ans après, et qui en maintint l'exécution; bien différente des ligues antérieures, qui, sous prétexte de conserver l'ordre et la tranquillité, avaient bouleversé l'État.

Cependant Mathias pressait vivement Neustadt. L'empereur arracha, non sans peine, quelques secours aux électeurs (1487), et parvint sans combattre à conclure une trêve avec Mathias. Celui-ci gardait ses conquêtes en Autriche jusqu'au remboursement des frais de la guerre; après sa mort elles revenaient à l'empereur ou à ses héritiers : comme il n'avait pas d'enfants, on eut grand soin de stipuler la confirmation des anciens traités dans leur entière valeur. Cette trêve, quelquefois renouvelée, même changée en paix, dura jusqu'à la mort de Mathias, en 1490. Maximilien réclama alors la couronne de Hongrie, en vertu des traités de succession qui venaient d'être ratifiés : on ne l'écouta pas; et Wladislas, roi de Bohême, fut placé sur le trône des Hongrois. Il voulut

soutenir ses prétentions. Après avoir chassé les garnisons hongroises de l'Autriche, il entra en Hongrie, s'empara de Stuhlweissembourg ; mais la désunion de ses troupes et le défaut d'argent l'obligèrent à abandonner ses projets, et à laisser le trône à Wladislas. Il y eut cependant un traité de paix qui rendait la maison d'Autriche héritière de la Hongrie, après la mort de Wladislas et l'extinction de ses descendants mâles. En 1488, les Flamands révoltés, soutenus par Charles VIII, roi de France, jetèrent Maximilien dans une prison à Bruges. L'empire rassembla quinze mille hommes, que Frédéric conduisit en Flandre ; mais son fils était en liberté quand il arriva ; la guerre continua quelque temps encore de ce côté sans faits importants. Au sujet du mariage du roi de France avec Anne, duchesse de Bretagne (Maximilien avait épousé cette princesse par procuration en 1490), le roi des Romains eut une guerre à soutenir contre Charles VIII. Il se voyait au moment de perdre la succession de Bourgogne, lorsque le roi de France, qui voulait entreprendre la conquête du royaume de Naples, demanda la paix, et rendit par le traité de Senlis, en 1492, la Franche-Comté et l'Artois. Frédéric III mourut en 1493. Il avait gouverné sans fermeté, indifférent au bien de l'empire, s'occupant d'astrologie et d'interprétation de songes. C'est au commencement de son règne, vers 1436 ou 1440, que l'imprimerie fut inventée à Strasbourg par Jean Guttemberg, gentilhomme originaire de Mayence.

MAXIMILIEN Ier.

Maximilien était actif, courageux, assez habile en politique, protecteur des lettres qu'il cultivait, ami des savants, savant lui-même, hardi à faire des projets, mais rarement heureux. Il compta trop surtout sur des secours qui lui manquèrent, et que la dissipation de ses finances rendait nécessaires. Généreux jusqu'à la prodigalité, il ne connaissait pas le prix de l'argent. Depuis l'invention de la poudre, le système militaire de l'Europe était changé. Il n'était plus question de monter à cheval avec quelques vassaux, et d'envahir en brigand les terres de son voisin : l'artillerie, coûteuse par elle-même, rendait les campagnes ruineuses par l'entretien d'une infanterie indispensable. L'argent était devenu plus que jamais le premier nerf de la guerre, surtout en Allemagne, où il n'y avait pas de troupes régulières comme en France, où les vassaux refusaient le service, et mettaient le souverain dans la nécessité d'acheter leurs bras au prix qu'ils voulaient. Il fallait donc avoir des finances, ou ne rien entreprendre, ou succomber dans ses entreprises ; car l'empire ne se remua pas plus pour Maximilien que pour son père. Le système politique de l'Europe n'avait pas moins changé que le système militaire. Les puissances, jusqu'alors occupées de vues étroites et de petits intérêts, commençaient à se gouverner par des principes.

La France, devenue tout d'un coup une monarchie formidable par l'expulsion des Anglais, par la réunion de la Provence, du Dauphiné, de la Bourgogne et de la Bretagne, avait opéré cette révolution en excitant la crainte et la jalousie de ses voisins. On étudiait ses démarches, on sondait ses desseins, dans l'intention de s'opposer à ses projets d'agrandissement. Les intérêts vont donc se croiser, se mêler. L'ambition de Charles VIII mit d'abord l'Europe en mouvement. Ludovic Sforze, dit le More, fils de François Sforze, avait enlevé Milan au jeune duc Jean Galéas, son neveu. Ferdinand, roi des Deux-Siciles, beau-père de Jean Galéas, menaçait l'usurpateur. Celui-ci rechercha d'abord un titre capable de colorer son injustice. Maximilien lui vendit l'investiture du Milanez, quoiqu'il eût épousé la sœur de Jean Galéas. Investi, allié avec les Vénitiens et le pape Alexandre VI, Ludovic chercha encore à susciter des troubles dans le royaume de Naples. De concert avec le pape, il invita Charles VIII à la conquête de ce royaume. Charles y réussit, malgré les efforts de ses alliés, qui se repentirent trop tard de l'avoir appelé (1495). Les Italiens se réunirent dans le dessein de chasser les Français. Ludovic Sforze, Alexandre VI, Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon, et les Vénitiens, entrèrent dans la ligue conclue à Rome. Maximilien, qui tenait une diète à Worms, y accéda, et fit tous ses efforts pour y entraîner l'empire. Mais les princes lui donnèrent des subsides si faibles, qu'il ne put envoyer en Italie que trois mille hommes, au lieu de neuf mille qu'il avait promis. Charles remporta sur les alliés la victoire de Fornoue, mais perdit sa conquête.

La diète de Worms de 1495 fait époque dans

l'histoire d'Allemagne. On y reprit les projets de la paix publique et de la chambre impériale. La première était devenue indispensable depuis le nouveau système militaire, parce que les villes et les seigneurs se trouvaient à la merci de quelques princes dont la fortune pouvait fournir aux dépenses qu'exigeait la guerre. Maximilien, que ses entreprises et l'épuisement de ses finances mettaient dans l'obligation de ménager l'empire, se prêta aux vœux de la nation. L'ordonnance de la paix générale et perpétuelle fut promulguée, le droit de diffidation aboli, et toutes les voies de fait prohibées, sous peine à l'agresseur d'être traité comme ennemi public. Afin de maintenir l'exécution de la paix, l'empire fut divisé en six cercles, ayant chacun un capitaine général chargé de juger les causes relatives à cette paix, autorisé à poursuivre tout infracteur avec les troupes du cercle, et même à convoquer celles des cercles voisins, si le cas l'exigeait. Dans une diète tenue à Cologne en 1512, il y eut une nouvelle division de l'empire en dix cercles : l'Autriche, la Bavière, le bas Rhin, la haute Saxe, la Franconie, la Souabe, le haut Rhin, la Westphalie, la basse Saxe et la Bourgogne. On n'en compta que neuf après la réunion de la Bourgogne à la couronne de France.

Les violences réprimées, le cours de la justice rétabli, les procès devaient se multiplier : un tribunal de justice supérieure était d'une nécessité absolue. Maximilien fit l'ordonnance de la chambre impériale, renonçant au droit de condamner au ban, se réservant la nomination du grand juge et des conseillers, qui devait cependant être faite de l'avis et du consentement des états, dans une assemblée générale; et celle-ci devait se tenir régulièrement une fois par an, afin de remplir les places vacantes et d'aviser aux besoins de l'empire. Mais on eut beaucoup de peine à subvenir à l'entretien de cette chambre. Aussi, établie d'abord solennellement à Francfort, elle fut bientôt forcée de se dissoudre faute de gages. On la rassembla pour la voir se séparer de nouveau, et cette alternative dura jusqu'au traité de Passau, en 1552, que l'on parvint à lui assurer des revenus. Son siége varia de même : elle passa de Francfort à Nuremberg, à Lindau, à Spire; elle fut enfin fixée à Wetzlar. Sa juridiction fut limitée. On convint que chaque demandeur aurait la liberté de s'adresser immédiatement au roi des Romains, ou à l'empereur, ou à son tribunal; que les électeurs et les princes feraient juger leurs causes personnelles par leurs pairs, et celles de leurs sujets par une cour de justice établie à cet effet; de sorte que les seules causes d'appel ressortissaient à la chambre impériale. Le tribunal de l'empereur ou le conseil aulique, établi par Maximilien, jaloux de conserver une portion du pouvoir judiciaire, composé de juges, de conseillers à sa nomination et à ses gages, partagea l'administration de la justice avec la chambre, recevant comme elle les appels des tribunaux inférieurs. Les états se plaignirent, mais le conseil n'en continua pas moins ses fonctions. La difficulté d'assembler les états de l'empire donna naissance au projet d'établir dans la même ville que la chambre impériale un conseil de régence permanent qui devait représenter la nation assemblée, veiller au maintien de la paix, faire exécuter les *sentences de la* chambre, et généralement traiter toutes les affaires qui auraient pu se décider dans une diète. Maximilien sentit le coup que l'on voulait porter à son autorité; il refusa d'abord, mais acquiesça peu de temps après, et ouvrit en 1500, à Nuremberg, ce conseil dont la chute précipitée répara sa faute. Ce tribunal, chargé de veiller aux appointements de la chambre, ne reçut pas même les siens, et les deux assemblées quittèrent Nuremberg. On rétablit la chambre sans songer au conseil de régence, dont l'empereur et les princes étaient également mécontents.

Cependant on s'imaginait que Charles VIII allait rentrer en Italie. Maximilien, cédant aux instances des Italiens, et ne pouvant presque rien obtenir des états, passa les Alpes avec une poignée de soldats levés dans ses provinces héréditaires; Ludovic et les Vénitiens promettaient de lui fournir par mois vingt mille ducats. Mais à peine fut-il arrivé qu'on le trahit, et bientôt on le renvoya en Allemagne. Honteux de revenir sur ses pas sans avoir rien fait, il voulut reprendre Asti, place de Lombardie, encore occupée par les Français. Les Vénitiens s'y opposèrent, et rejetèrent de même un autre projet contre Pise. On engagea enfin ce prince à la conquête de Livourne; on équipa une flotte à ses ordres, et on lui promit tous les secours dont il pouvait avoir besoin. Malheureusement la flotte fut assaillie par une

violente tempête : il demanda de nouvelles troupes ; on parut y consentir, mais on donna des contre-ordres secrets aux généraux, qui imaginèrent difficultés sur difficultés. Maximilien découvrit la mauvaise foi des Vénitiens, et quitta l'Italie. D'un autre côté, son fils, l'archiduc Philippe, réclamait à la France plusieurs places de Bourgogne que Louis XI avait prises, et qui devaient lui être rendues en vertu du traité de Senlis. Les Suisses, en dispute avec les Tyroliens au sujet des limites, refusaient encore de reconnaître la juridiction de la chambre impériale, de fournir leur contingent, d'entrer dans la ligue de Souabe; en un mot, ils secouaient toute dépendance de l'empire, et fortifiaient leur confédération en y admettant les Grisons.

Dans ces circonstances, une diète de Worms assigna un revenu de quatre mille florins à l'empereur. La diète de Fribourg en Brisgau, tenue la même année (1497), accorda encore un subside de mille florins. C'étaient de bien faibles ressources. Par bonheur, les choses s'arrangèrent à l'amiable avec la France ; il ne resta que les Suisses. L'empire avait résolu de contraindre ces derniers à rentrer dans le corps germanique; mais tous ses efforts échouèrent : la paix qui se fit en 1494 assura leur liberté à ces peuples. Dès l'an 1498, le roi de France Louis XII avait manifesté ses desseins sur le Milanez en prenant le titre de duc de Milan. Il y avait des droits par son aïeule Valentine Visconti. Il traita avec les Vénitiens, les Florentins et le pape; assura ses frontières par des conventions avec les puissances voisines. En vingt jours Ludovic perdit le Milanez ; il le reprit aussi rapidement, et se le vit enlever de nouveau. Maximilien, jaloux des progrès de la France, mais incapable par lui-même de s'y opposer, s'efforçait d'animer l'empire à réclamer ses droits sur l'un de ses fiefs. Malgré l'irrésolution des diètes, Louis craignait les suites de ces négociations. Il négocia, et parvint à enchaîner l'empire et l'empereur. Celui-ci lui promit l'investiture du Milanez (1501). Bientôt après, le royaume de Naples fut conquis par les Français et les Espagnols; mais il resta à ces derniers (1503): Maximilien s'était mêlé de la querelle entre les deux rois, en envoyant quelques troupes auxiliaires à Gonzalve de Cordoue, général de Ferdinand le Catholique. L'intérêt de sa maison autorisait cette démarche, l'archiduc Philippe étant l'héritier présomptif de la couronne et des Etats d'Espagne, par son mariage avec Jeanne la Folle, fille de Ferdinand et d'Isabelle, reine de Castille ; mais sa jalousie contre Louis XII y avait autant de part, et c'était une infraction au dernier traité. Ses délais à donner à Louis l'investiture du Milanez ne laissaient aucun doute sur ses intentions; on craignait une rupture prochaine. Les négociations de Philippe et du cardinal d'Amboise la prévinrent, et se terminèrent par le traité de Blois (1504).

Dans l'espace de trois mois, et moyennant deux cent mille livres, Maximilien devait donner au roi de France l'investiture du duché de Milan, pour lui, pour ses descendants mâles, et, à leur défaut, pour sa fille aînée Claude, et son futur époux l'archiduc Charles, fils de Philippe. Louis promettait de son côté d'effectuer ce mariage, et de donner à la princesse la Bourgogne, la Bretagne, le Milanez et Gênes, en cas qu'il mourût sans enfants mâles. De plus, le roi de France, l'empereur, et le pape Jules II, successeur de Pie III (qui lui-même avait un instant paru sur le trône d'Alexandre VI), formèrent une ligue contre Venise : cette alliance n'eut pas de suites sérieuses. Quant à Maximilien, il fut retenu en Allemagne par une guerre civile. Georges le Riche, dernier duc de Bavière-Landshut, avait marié sa fille unique Elisabeth à Robert, fils de l'électeur palatin Philippe. Il mourut en 1503, avant d'avoir pu assurer sa succession à son gendre. Les ducs de Bavière-Munich, Albert et Wolfgang, y prétendirent en qualité de plus proches agnats, et en vertu de quelques traités de succession. L'empereur cita les deux parties à la diète d'Augsbourg au mois de février 1504, et prononça en faveur des princes de Munich. Robert et Elisabeth réclamèrent. Les trésors que Georges avait laissés, et les secours qu'ils attendaient de l'électeur palatin, nourrissaient leur confiance ; ils voulurent défendre leur héritage à main armée. La guerre agita en même temps la Bavière et le Palatinat. L'empereur, l'électeur de Brandebourg, la ligue de Souabe, les Nurembergeois et les princes de Munich fondirent sur la succession, tandis que le landgrave de Hesse et le duc de Wurtemberg (le comté de Wurtemberg avait été érigé en duché à la diète de Worms, en 1495) portèrent le fer et le feu dans le Palatinat.

Les deux époux se soutenaient avec courage contre tant d'ennemis, lorsqu'ils moururent, laissant deux fils en bas âge, Othon-Henri et Philippe. Cet événement ralentit les hostilités; mais la contestation ne fut entièrement assoupie qu'à la diète de Cologne, en 1505. On laissa aux deux orphelins la ville de Neubourg avec des domaines de vingt-quatre mille florins de revenu : ce fut l'origine de la maison palatine de Neubourg. Le reste de la succession fut adjugé aux princes de Bavière-Munich, à la réserve de ce que Maximilien, le duc de Wurtemberg et d'autres s'approprièrent en indemnité des frais de la guerre, ou en vertu de quelques vieilles prétentions. Albert introduisit en Bavière le droit de primogéniture, assignant aux cadets un apanage de quatre mille florins. Cette constitution, faite avec l'agrément des états, devait écarter des troubles en fixant la succession. — La France, bien qu'elle fût sollicitée par l'électeur palatin, ne s'était pas mêlée de cette guerre; mais la mort de la reine Isabelle de Castille servit de prétexte à la rupture du traité de Blois (1505).

Ferdinand et son gendre l'archiduc Philippe se disputèrent le gouvernement de la Castille. Le premier, contraint de céder et de se retirer en Aragon, chercha un appui en France, se réconcilia avec Louis XII, dont il épousa même la nièce, Germaine de Foix, déclarant héritiers du royaume de Naples les enfants qui naîtraient de ce mariage. Mais Germaine ne devint pas mère. D'autre part, les états généraux de France, assemblés à Tours, déclarèrent le traité de Blois contraire aux lois du royaume, et Louis annula le mariage de sa fille avec l'archiduc Charles, en fiançant cette princesse à François, comte d'Angoulême, héritier présomptif de la couronne. Jules II approuva cet acte. Maximilien ne put se venger, malgré le désir qu'il en avait. La mort de son fils, en 1506, lui suscita d'autres embarras. Philippe laissait plusieurs filles et deux princes, Charles et Ferdinand, également en bas âge. La tutelle fut disputée par l'empereur et le roi d'Aragon. Ferdinand trancha la difficulté en s'emparant du gouvernement de la Castille, qu'il garda jusqu'à sa mort. Maximilien n'eut que la régence des Pays-Bas, dont il se démit l'année suivante en faveur de sa fille Marguerite, cette princesse que Charles VIII avait renvoyée pour Anne de Bretagne.

En 1507, une révolte des Génois, excitée par Jules II, rappela les Français au delà des Alpes. Le pape persuada à l'empereur que le cardinal d'Amboise aspirait à la tiare, et Louis XII à l'empire. Les Vénitiens confirmèrent ses soupçons ; et Maximilien assembla une diète à Constance, afin d'écarter de l'Allemagne le danger qui semblait la menacer. Louis apaisa l'orage en semant l'argent dans les cours d'Allemagne, et en reprenant la route de ses Etats aussitôt après avoir soumis les Génois. Maximilien toutefois méditait une invasion dans le Milanez. Pour obtenir des secours des états, il mit en avant son couronnement à Rome, et se mit en marche (1508), contrairement aux *vues* de Jules II et des Vénitiens. Ceux-ci lui fermèrent les passages, tandis que les Français en faisaient autant de leur côté. Il prit publiquement à Trente le titre d'empereur, qui lui fut confirmé par une bulle du pape, sans qu'il pût arriver jusqu'à Rome. Il ne voulut pas céder aux Vénitiens sans essayer sa fortune *contre eux* ; il envahit leur territoire et se *rendit maître de* quelques villes : mais l'empire ne lui fournit ni troupes ni argent ; la ligue de Souabe, dans laquelle il mettait sa plus grande confiance, ne remua pas ; un corps de Suisses qu'il attendait ne parut pas ; il fut abandonné à sa faiblesse, vaincu plus d'une fois; et les Vénitiens quittèrent la défensive pour faire des conquêtes. Leur général, Alviano, soumit le comté de Gœrtz, tandis que l'amiral Contarini réduisit plusieurs places maritimes, telles que Trieste et Fiume. Les Etats de la maison d'Autriche allaient subir le joug de la république, sans l'évêque de Trente, qui négocia une trêve de trois ans. Les vainqueurs gardèrent leurs conquêtes. L'empereur se vengea en ourdissant contre Venise la ligue de Cambrai. La guerre des Pays-Bas, contre le duc de Gueldre, servit de prétexte au congrès. Les ambassadeurs *du* pape, du roi de France, du roi d'Espagne et du duc de Savoie, se réunirent en apparence pour négocier avec Marguerite, revêtue des pleins pouvoirs de son père : l'objet réel était la ruine de Venise. Le pape revendiquait Faënza, Rimini et Ravenne ; Louis XII, Brescia, Bergame, Crême et Crémone, places démembrées du Milanez ; Maximilien, Vérone, Padoue, Vicence, comme fiefs usurpés à l'empire ; Trévise, avec le Frioul, comme appartenant à la maison d'Autriche ; Ferdinand, Brindes, Trano et

Otrante; le duc de Savoie, l'île ou le royaume de Chypre. Il fut convenu que le roi de France ouvrirait le premier la campagne, que les troupes du pape et du roi d'Espagne marcheraient en même temps, et que Jules appellerait l'empereur, comme avoué protecteur de l'Église, au secours du saint-siége. Mais le pape négocia presque aussitôt avec les Vénitiens, leur donna avis de la ligue faite contre eux, offrant de ne rien épargner pour en arrêter les suites, s'ils voulaient lui restituer Faënza et Rimini. Il n'aimait pas plus les Allemands que les Français, et voulait chasser de l'Italie tous ces étrangers, qu'il appelait des *barbares*. Les Vénitiens ne lui répondirent pas. Lorsqu'il fut question d'armer, l'empire refusa les subsides à Maximilien (1509), qui leva dans ses propres États les troupes nécessaires pour remplir ses engagements envers la ligue.

Louis XII fut plus expéditif, et obtint de grands succès contre les Vénitiens, qu'il humilia et mit à deux doigts de leur perte. Ils firent alors à Maximilien des offres brillantes qui furent pourtant rejetées. Les succès de l'empereur étaient préparés par ceux du roi de France : il n'eut qu'à se montrer pour réduire Trieste, Padoue, Vérone, Vicence et le comté de Gœrtz. Cette bonne fortune, à laquelle il n'était pas accoutumé, l'enhardit à proposer aux confédérés le siége de Venise. Louis XII y consentait; mais le pape et Ferdinand s'y opposèrent. Bientôt la désunion se mit entre les alliés. Jules II et le roi d'Espagne firent la paix avec les Vénitiens (1510), dont le courage s'était ranimé, et contre lesquels Maximilien et Louis XII firent des campagnes stériles. Le pape, ennemi acharné du roi de France, ne négligea rien pour lui susciter des ennemis, attaqua le duc de Ferrare, qui était entré dans la ligue de Cambrai, et assiégea en personne la Mirandole. Un congrès tenu à Mantoue (1511) servit plus à brouiller qu'à réunir les esprits. Un concile se tint à Pise sous la protection du roi de France; le pape en convoqua un autre à St-Jean-de-Latran, et forma contre Louis XII une ligue puissante, connue dans l'histoire sous le nom de *Sainte-Ligue*. Elle comprenait les Vénitiens, Ferdinand, le roi d'Angleterre et les Suisses. Sa première conséquence fut la réunion de la Navarre à l'Espagne. En 1512, Maximilien délaissa le roi de France, rappela les lansquenets qui servaient dans l'armée de ce prince, et ouvrit le Tyrol et le Trentin aux Suisses. Les Français perdirent le Milanez, qui fut rendu au fils de Ludovic le More, malgré les prétentions de l'empereur. Tandis que celui-ci abandonnait ouvertement Louis XII (1513), les Vénitiens faisaient alliance avec ce prince, qui échoua dans une nouvelle tentative sur le duché de Milan. Jules II venait d'avoir Léon X pour successeur sur le trône pontifical. Léon renouvela la ligue contre la France. Louis XII vit le moment où le pape, le roi d'Aragon, l'empereur et le roi d'Angleterre, allaient fondre sur son royaume. Les deux derniers agirent seuls. Henri VIII se jeta sur la Picardie avec Maximilien, à qui il donnait cent mille écus d'or pour les frais de la guerre, et qui se contenta du rôle de simple volontaire. Après une victoire remportée à Guinegate, ils prirent Térouane et Tournai, tandis que les Suisses assiégeaient Dijon. La Trémouille sauva cette ville par un traité. La politique de Louis XII dissolvit la ligue et rétablit le calme.

La tranquillité ne dura pas longtemps. Louis XII étant mort, François Ier reprit ses projets de conquête sur le Milanez, et les exécuta en 1515, après la glorieuse journée de Marignan. L'empereur, toujours occupé de projets sans en accomplir aucun, voulut s'opposer aux progrès des Français. A la tête d'une armée de trente mille hommes, la plupart Suisses, il pénétra jusqu'à Milan, qu'il assiégea. Mais bientôt la plupart de ses troupes l'abandonnèrent faute de payement (1516); une paix perpétuelle de François Ier avec les Suisses lui ôta toute ressource du côté de la république; des songes l'effrayèrent; la marche de treize mille Suisses, qui venaient au secours des Français, le fit rentrer en Allemagne, et il traita avec les Vénitiens et le roi de France, à la persuasion de l'archiduc Charles, que la mort de Ferdinand le Catholique venait de mettre en possession des royaumes d'Espagne et de Naples. Maximilien, qui échouait dans toutes ses entreprises, se promit plus de succès contre les Turcs; mais ce projet ne réussit pas davantage. Le pape négocia avec l'empire pour décider les princes à seconder les vues de leur chef. Maximilien ne vit pas la fin de ces pourparlers; la mort le surprit à Wels en Autriche, le 11 janvier 1519. L'ambition lui avait fait porter ses vues sur la tiare pendant une maladie de Jules II; la guérison de ce pape fit

avorter ce dessein, auquel les autres puissances se seraient d'ailleurs opposées. Il avait conçu du reste des vues utiles à l'empire. Outre les améliorations que nous avons indiquées, il voulut établir une milice permanente; mais une diète de Cologne, en 1512, rejeta ce plan, en alléguant les excessives dépenses qu'il exigerait. Les mœurs étaient difficiles à corriger. Le luxe avait fait les plus rapides progrès; les parures occasionnées par les tournois absorbaient la fortune des seigneurs.

Dès l'an 1485, la noblesse de Franconie, de Souabe, de Bavière et de la province rhénane, assemblée à Heilbron au sujet d'une de ces fêtes militaires, avait défendu les draps d'or et d'argent, sous peine d'exclusion. Le luxe avait gagné le peuple; les princes essayèrent d'en arrêter les progrès, en défendant aux campagnards et aux artisans l'usage de l'or, de l'argent, des perles, du velours, de la soie, des habits brodés et du drap au-dessus d'un demi-florin l'aune. On fit d'autres lois relatives aux différentes classes de la société. L'ivrognerie était encore un vice fort répandu en Allemagne : une ordonnance de Maximilien eut pour but de le détruire, ou du moins de le modérer; mais elle fut sans effet. Si Maximilien fut à peu près malheureux en toute autre chose, il contribua à l'agrandissement de sa maison. Marie de Bourgogne lui avait apporté en dot la Bourgogne et les Pays-Bas; le mariage de son fils Philippe avec Jeanne la Folle avait assis son petit-fils Charles sur les trônes d'Espagne et de Naples; dans une entrevue à Vienne avec Wladislas, roi de Hongrie et de Bohême, il avait conclu le mariage de son autre petit-fils Ferdinand et de sa petite-fille l'archiduchesse Marie, avec Louis, prince de Hongrie, et la princesse Anne, enfants de Wladislas, afin d'assurer à sa maison, par cette double alliance, les couronnes de Bohême et de Hongrie. En 1526, Louis étant mort sans enfants, Ferdinand, à qui son frère Charles avait cédé les États autrichiens en Allemagne, prit possession de ces deux royaumes.

C'est sous ce règne que commença la grande révolution qui devait dans peu séparer de l'Église romaine une grande partie de l'Allemagne et des Pays-Bas, l'Angleterre, le Danemark, la Suède, la Prusse et la Suisse. Les conciles de Constance et de Bâle avaient reconnu la nécessité de réformer la discipline ecclésiastique; mais cette œuvre présentait des difficultés et ne fut pas entreprise avec bonne foi. Les indulgences établies par Léon X pour la construction de l'église de St-Pierre à Rome servirent de prétexte à de nouvelles attaques. La bulle de ces indulgences pour l'Allemagne fut adressée à Albert, qui réunissait les archevêchés de Mayence et de Magdebourg, et qui chargea les dominicains de les distribuer. Les augustins, jusqu'alors en possession de prêcher les indulgences, ne virent pas sans jalousie cet emploi passer à leurs rivaux. Martin Luther, religieux augustin, professeur de théologie à l'université de Wittemberg, s'éleva contre ce qu'il appelait le trafic des indulgences. En 1517, il fit afficher à la première église de Wittemberg quatre-vingt-quinze thèses, invitant les savants à venir les discuter contre lui dans une assemblée publique. Il ne relevait que l'abus des indulgences, sans contester à l'Église le droit d'en accorder, et soumettait encore la doctrine au jugement du pape *et à celui de* l'Église. L'électeur de Saxe, Frédéric, devint son principal appui. Le dominicain Jean Tetzel, inquisiteur et commissaire des indulgences, fit de sa propre autorité brûler les thèses de Luther. D'autres antagonistes s'élevèrent; les esprits s'enflammèrent.

Luther alla bientôt jusqu'à attaquer les dogmes, traitant les indulgences de folies, le purgatoire de fable, la puissance pontificale d'usurpation. Les vœux de religion, beaucoup de cérémonies de l'Église, les sacrements, ne furent que des superstitions monstrueuses; et l'Écriture sainte devint l'unique règle de foi, quoique des obscurités impénétrables la rendissent susceptible d'une foule d'interprétations opposées. Tout en paraissant attaquer les abus, il attaqua donc les dogmes. Sa doctrine flattait les passions. Les princes voyaient, dans les richesses des églises, des biens qu'ils étaient en droit de reprendre, comme des usurpations faites sur eux à l'ombre de la crédule générosité de leurs ancêtres ou de leurs prédécesseurs. Les ecclésiastiques et les moines, dégoûtés du cloître et regrettant de s'être liés par des vœux sacrés, profitaient de cette révolution pour les violer; le peuple s'imaginait follement que la séparation avec Rome allait lui rendre la liberté. Avec des attraits aussi séduisants, on ne doit pas être étonné de la multitude des partisans qui couraient sous les drapeaux du no-

vateur, ni de la rapidité avec laquelle il établit sa prétendue réforme. La cour pontificale mit de la lenteur et de l'indifférence à arrêter les progrès de la nouvelle doctrine. Il fallut que Maximilien ouvrît les yeux à Léon X, et qu'il l'exhortât à réprimer l'hérésie et les querelles sans nombre qu'elle occasionnait. Il était déjà trop tard.

En 1518, le pape cita Luther à comparaître à Rome dans l'espace de deux mois. L'université de Wittemberg, appuyée par Frédéric le Sage, son fondateur, écrivit au pape, s'efforça de justifier Luther, et obtint que l'affaire fût jugée en Allemagne. Le cardinal Cajétan, légat député à la diète qui se tenait à Augsbourg, fut nommé commissaire, et Léon l'autorisa à absoudre le novateur s'il se rétractait; sinon, il lui recommanda de s'en saisir. Le plan échoua. Luther avait de la répugnance à paraître devant un juge qui était son ennemi (Cajétan était de l'ordre des dominicains); il le fit par obéissance pour l'électeur, mais il ne vint qu'avec un sauf-conduit impérial et accompagné de plusieurs personnes de considération. Le légat exigea dès l'abord que l'hérétique se rétractât; celui-ci refusa, et demanda d'être convaincu par l'Écriture sainte d'avoir erré. Cajétan voulut absolument une rétractation pure et simple; le moine la refusa opiniâtrément, interjeta publiquement appel du pape mal instruit au pape mieux instruit, et partit précipitamment d'Augsbourg. Cajétan pressa l'électeur de Saxe d'envoyer Luther à Rome ou de le bannir de ses États; Frédéric répondit que Luther n'était convaincu d'aucune erreur, et qu'il ne pourrait agir contre lui sans nuire à l'université de Wittemberg. Une bulle de Léon X ne put empêcher les succès du prétendu réformateur. La mort de Maximilien, arrivée dans ces conjonctures, favorisa encore les progrès de la nouvelle doctrine. Pourtant Luther, devenu chef d'une secte formidable, se laissa gagner par Miltitz, gentilhomme saxon attaché au service du pape. Au mois d'avril 1520, il écrivit à Léon X, offrant de traiter d'accommodement, non en suppliant, mais en vainqueur qui croit pouvoir prescrire la loi. Il demandait que ses ennemis cessassent leurs poursuites, qu'on le dispensât de se rétracter, qu'il lui fût permis d'expliquer l'Écriture à sa fantaisie, et que le pape imposât silence aux deux partis. Les conditions étaient toutes à son avantage; il déclamait d'ailleurs contre la cour de Rome, dont il assimilait les vices à ceux de Sodome et de Babylone. On croirait que son dessein était plutôt de se séparer entièrement que de faire la paix; il y réussit. Environ trois mois après, Léon X, sollicité par le cardinal Cajétan, publia une bulle par laquelle il condamnait quarante et une propositions extraites des ouvrages de Luther, lui accordant néanmoins, ainsi qu'à ses adhérents, un délai de soixante jours pour se convertir, détruire ses écrits, rétracter publiquement sa doctrine, et prévenir par cette soumission les peines portées contre les hérétiques. Luther se contenta d'abord de répondre à la bulle en renouvelant l'appel qu'il avait déjà fait au concile général. Mais, lorsque Charles-Quint eut fait brûler ses écrits dans les Pays-Bas, à Cologne, à Mayence, il ne connut plus de bornes; il se vengea en faisant brûler à son tour et la bulle du pape et les décrétales, en vertu d'un décret de l'université de Wittemberg, qui faisait cause commune avec lui. Après ces excès, il n'y avait guère de réunion à espérer. Le moment des plus sanglantes révolutions approchait.

CHARLES-QUINT.

Le trône impérial, vacant par la mort de Maximilien, demandait un successeur. L'état de tension dans lequel était l'Europe, et la confusion qui régnait en Allemagne, où le droit de la force semblait vouloir se relever après la mort du vieil empereur, exigeaient un souverain d'une main puissante, pour maintenir l'équilibre à l'intérieur comme à l'extérieur. La guerre continuait toujours entre l'Espagne et la France au sujet de l'Italie; or ni l'une ni l'autre des deux puissances n'avait de droit. Il ne convenait qu'à l'empereur de décider quelque chose sur ce pays incapable de se gouverner par lui-même. A l'est, les Turcs menaçaient; la Hongrie, affaiblie par une mauvaise administration aussi bien que par la mollesse et le luxe du peuple, ne pouvait plus servir de boulevard contre eux, et par conséquent l'empereur avait encore à se porter le protecteur de l'Europe de ce côté. Deux grandes guerres s'étaient élevées dans le sein de l'Allemagne. Le duc Ulric de Wurtemberg, ayant une injure à venger, était tombé tout d'un coup, dans l'hiver de 1519, sur la ville libre de

Reutlingen, l'avait emportée de vive force et se l'était appropriée; et comme il ne fit aucune attention aux avertissements de la ligue de Souabe, que l'empereur avait chargée de conserver la tranquillité intérieure, celle-ci, lui ayant fait la guerre, l'avait chassé de son duché. Dans la basse Saxe, il s'était élevé une guerre encore plus sanglante. Deux gentilshommes, seigneurs de Saldern, mais vassaux de l'évêque de Hildesheim, lui avaient déclaré la guerre; ils étaient soutenus par les ducs de Wolfenbutten et de Kalemberg, tandis que, de son côté, l'évêque trouvait un appui dans le duc de Lunebourg et les comtes de Lippe, de Hoya et de Diepholtz. Le 28 janvier 1519, les deux partis en étaient venus à une bataille dans les plaines de Solteau, dans le Lunebourg; l'armée de l'évêque avait remporté la victoire; un grand nombre des adversaires étaient prisonniers, et quatre mille étaient restés sur le champ de bataille. — De pareils exemples étaient dangereux. La *landefriede* (paix du pays) avait à la vérité mis fin aux brigandages des simples chevaliers; mais, si l'on voulait que les princes ne prissent pas leur place et qu'ils ne continuassent pas la guerre afin d'agrandir leurs domaines, bien qu'en réalité il n'y eût pas encore d'exemple d'un prince entièrement ruiné par une guerre particulière, il fallait un empereur puissant qui pût soutenir l'autorité des lois. — Maximilien avait, dans le cours de son règne, gagné plusieurs voix à son petit-fils, Charles, déjà roi d'Espagne; mais beaucoup de princes pensaient qu'il fallait y réfléchir mûrement avant de donner la puissance impériale à un souverain qui régnerait sur la moitié de l'Europe; car Charles, comme héritier des maisons d'Espagne et d'Autriche, possédait, outre l'Espagne et le royaume de Naples et de Sicile, les belles provinces autrichiennes, et tout l'héritage de Bourgogne dans les Pays-Bas. Si à une pareille grandeur on ajoutait encore l'éclat de l'ancienne couronne impériale, il était à craindre, ainsi le pensaient-ils, que sa maison ne devînt trop puissante et ne conçût l'orgueilleuse pensée d'en imposer à la liberté des princes allemands, et de rendre l'empire héréditaire et indépendant en Allemagne.

D'un autre côté, il avait pour compétiteur à la couronne impériale le roi de France, François Ier. Le pape favorisait son élection, du moins il en prit l'apparence; d'ailleurs le jeune roi s'était fait une grande réputation par sa première expédition chevaleresque en Italie, et son peuple élevait son mérite jusqu'aux nues. Les envoyés français remirent aux princes électeurs assemblés à Francfort un écrit panégyrique de leur maître, dans lequel, à propos du grand danger qui menaçait de la part des Turcs, on concluait ainsi : « Celui-là, en effet, serait bien fou qui, dans un temps où l'orage menace d'éclater, balancerait encore à confier au plus habile le gouvernail du vaisseau. »

Mais, malgré l'assurance de ces discours, les princes sentirent le danger de nommer un roi de France empereur d'Allemagne; et, après avoir offert la couronne à l'électeur de Saxe, Frédéric le Sage, qui la refusa, mû par les plus généreux sentiments, parce que sa maison n'avait pas assez de puissance pour opposer une digue aux difficultés du temps, et recommanda le jeune roi d'Espagne; alors les électeurs, considérant qu'il était du moins un prince allemand, le petit-fils de l'empereur *Maximilien*, qui avait emporté au tombeau leur vénération, l'élurent le 28 juin 1519. Ces représentants toutefois furent obligés de souscrire avant l'élection un compromis qui portait : « que l'empereur ne ferait ni alliance ni guerre avec un étranger sans l'approbation des princes, et qu'il n'amènerait non plus dans l'intérieur de l'empire aucun soldat étranger; que les emplois de l'empire et de la cour seraient donnés à des Allemands de naissance; qu'il ne tiendrait aucune diète hors de l'Allemagne; que dans les affaires de l'empire, soit par écrit, soit de vive voix, on n'emploierait que le langage allemand ou latin; que plus tard, aidé des états, il ferait entièrement disparaître ces ligues commerciales qui avaient jusqu'alors tout conduit par leur argent et disposé de tout à leur gré; qu'il ne mettrait aucun pays au ban de l'empire, sans des raisons bien authentiques et sans un jugement en forme; qu'enfin il passerait en Allemagne le plus tôt possible, et qu'il y ferait son principal séjour. »

Les envoyés jurèrent tous ces points et bien d'autres, au nom de leur maître, et promirent qu'il paraîtrait prochainement dans l'empire.

Le jeune roi gouvernait, il est vrai, déjà depuis deux ans; mais le monde ne le connaissait pas encore. Un grand nombre de personnes n'avaient conçu de lui que peu d'espérance.

La mort prématurée de son noble et chevalier père, Philippe le Beau, la folie de Jeanne sa mère, sa séparation d'avec son frère Ferdinand, qui avait été élevé en Espagne; sa propre jeunesse passée parmi des étrangers dans les Pays-Bas, tout cela l'avait forcé de tout concentrer profondément au dedans de lui-même, et de prendre de bonne heure cette discrétion qui lui faisait cacher à tout le monde ce qu'il pensait intérieurement. De plus, il n'arriva que lentement à cette clarté et à cette indépendance d'esprit qui plus tard l'ont rendu si grand; il semblait alors qu'il se laisserait gouverner par ses conseillers. Il n'y avait que les gens les plus versés dans la connaissance des hommes qui eussent remarqué les lumières concentrées au fond de son âme. Dans un grand tournoi à Valladolid, le jeune roi, qui depuis son enfance aimait les exercices des chevaliers, parut armé de pied en cap et fit quelques courses avec son premier écuyer. Il rompit trois lances avec lui, et chaque fois les airs retentirent des cris de joie du peuple: car le jeune prince, qui n'avait pas encore dix-huit ans et passait pour être faible et facile à influencer, parut dans le plus noble maintien et avec toute la vigueur d'un chevalier; sur son bouclier on ne lisait que ce mot : *Nondum!* pas encore. Ceux qui en comprenaient tout le sens attendaient avec impatience le moment où il pourrait paraître agissant par lui-même.

Ce moment arriva. Il était empereur d'Allemagne, et il fallait décider promptement s'il abandonnerait désormais l'Espagne pour aller prendre les rênes de son nouvel empire. Cette grande nouvelle n'apporta aucun changement dans ce jeune prince de vingt ans. « Notre roi, qui maintenant est empereur, dit un témoin oculaire, semble considérer comme rien la plus grande fortune qui puisse arriver à un mortel; sa force de caractère et son flegme sont si extraordinaires, que l'on dirait qu'il a la boule du monde sous les pieds. » La résolution qu'il avait à prendre aurait été, pour un homme ordinaire, une décision très-difficile. L'Espagne était en grande fermentation, et même presque toute en feu; de puissants partis étaient en présence les uns contre les autres : l'autorité royale, une noblesse puissante et des villes riches et orgueilleuses. En Allemagne, il allait trouver un empire agité, en désordre, et surtout la grande lutte de religion qui déjà avait commencé et sur laquelle tous les yeux étaient fixés. Les Espagnols étaient même mécontents de voir le roi revêtu de la dignité impériale; ils craignaient de ne former qu'un royaume secondaire sous un puissant dominateur. — La plupart des membres du conseil de Charles lui conseillaient de ne pas abandonner le royaume qu'il tenait de ses pères, pour une possession incertaine, ou du moins difficile à conserver; mais son génie voyait dans la circonstance le moment d'une détermination audacieuse et indépendante : il se trouvait jeté sur une carrière de gloire, il s'y lança sans crainte et sans hésitation. Ce fut encore dans le même temps, lorsqu'il était en route pour aller prendre possession de la couronne d'Allemagne, qu'arriva la nouvelle qui annonçait l'acquisition faite en son nom d'un deuxième empire dans le nouveau monde qu'on venait de découvrir, l'immense empire du Mexique. Un esprit plus commun aurait été accablé sous le poids de pareils événements; mais, pour notre jeune héros de vingt ans, ils ne firent que hâter sa maturité et en former un homme. La moitié du globe avait besoin de sa sollicitude, et depuis ce moment il se montra toujours un souverain qui agit par lui-même et embrasse tout de son œil clairvoyant. — Charles débarqua d'Espagne dans les Pays-Bas, et passa de là en Allemagne. Le 22 octobre 1520, il fut couronné à Aix-la-Chapelle, et convoqua pour le jour des Rois une diète à Worms.

On voulait terminer à la grande diète de Worms toutes les querelles de religion qui déjà occupaient beaucoup les esprits en Allemagne. Le pape y avait envoyé un légat, le cardinal Aléander, pour engager l'empereur et les princes à recourir à l'autorité de la puissance temporelle contre Luther. Ce légat, à son grand étonnement, trouva que déjà toutes les classes du peuple étaient déclarées contre le pape. Il vit partout répandus des écrits, des chansons, des tableaux qui tournaient le pape en ridicule; et le légat lui-même, quoiqu'il voyageât parmi la suite de l'empereur, se vit exposé à des traitements fort molestants, et souvent même en danger pour sa vie. A la diète cependant, sans entrer au fond de la question, il se contenta de requérir les mesures les plus violentes contre un homme déjà condamné comme hérétique, et présenta en même temps aux princes un grand nombre de propositions tirées des écrits de

Luther, qui prouvaient qu'il s'écartait des enseignements de l'Église, même dans les principaux articles de foi, et particulièrement dans ceux admis par le concile de Constance. Mais l'électeur de Saxe se leva alors contre lui, et demanda qu'on entendît Luther pour savoir de lui si ces propositions étaient bien extraites de ses écrits et s'il les reconnaissait.

L'empereur et les princes furent de cette opinion; le cardinal s'y opposa, en disant que ce qui avait déjà été décidé par le pape ne pouvait pas être examiné par une diète composée de laïques et d'ecclésiastiques. On répondit qu'on ne voulait pas examiner la croyance de Luther, mais seulement entendre de sa propre bouche s'il a réellement écrit et enseigné ce pourquoi il a été condamné, et que pour cela il fallait qu'il fût appelé. Ce fut là un des pas les plus importants dans l'histoire de la réforme, et c'est ainsi que l'affaire de Luther fut publiquement traitée dans une assemblée nationale.—Ses amis, et particulièrement l'électeur de Saxe, demandèrent pour lui un sauf-conduit impérial et inviolable; on le lui promit, et il se mit en route de Wittemberg pour venir à Worms. Dans ce voyage, il apprit à connaître la force de son parti; car le peuple affluait par milliers de tous côtés au-devant de lui pour le voir et le saluer; et quand, le lendemain de son arrivée, il fut conduit à la diète, le 17 avril, le grand maréchal de l'empire fut obligé de le faire passer par les jardins et les maisons de derrière, tant était grande la foule. Sa vue ne produisit pas la même impression sur tous les assistants; car l'empereur Charles, se tournant vers son voisin, lui dit, raconte-t-on: « Jamais cet homme ne fera que je devienne un hérétique. » En effet, Luther était pâle et accablé par une fièvre minante et continue; et la vue de cette grande assemblée, la pensée qu'il y comparaissait tout seul, devant l'empereur et l'empire, semblaient avoir absorbé toutes ses facultés. Un vicaire de l'archevêque de Trèves lui demanda, au nom de l'empereur et de l'assemblée, s'il reconnaissait pour siens ces livres qu'on lui présentait, et s'il soutenait les propositions qui y étaient contenues. Pour la première partie, il répondit oui; et, quant à la deuxième, il demanda un peu de temps de réflexion. On lui accorda jusqu'au lendemain. Le lendemain, il répondit publiquement au milieu de l'assemblée: « que ses écrits étaient de trois espèces; que les uns, qui traitaient des articles de foi et des bonnes œuvres, n'étaient pas même blâmés dans toutes leurs parties par ses adversaires, et que par conséquent il ne pouvait pas les rétracter sans blesser sa conscience; que d'autres attaquaient la puissance du pape et ses décrets, et que, s'il les rétractait, il confirmerait par cela même la tyrannie du pape en face de toute la terre; que la troisième espèce, enfin, était dirigée contre ceux qui défendaient la papauté et avaient écrit contre lui-même; qu'il avouait avoir écrit avec un peu de violence et d'amertume, mais qu'il fallait faire attention à la manière dont il avait été lui-même traité par ses adversaires. » Enfin il conclut: « que *si on* pouvait le convaincre d'erreur par les saintes Écritures, il était tout prêt à jeter de sa propre main ses écrits au feu. » — Le chancelier répondit à cela qu'ils n'étaient pas assemblés ici pour disputer, mais seulement pour entendre de sa bouche s'il voulait faire une rétractation. Alors il déclara, avec la plus *généreuse* fermeté, que sa conscience le lui *défendait*; *et il* fut congédié.

On disposa encore pour le jour suivant une conférence particulière avec Luther, à laquelle l'électeur même de Trèves prit une part très-active; mais toutes les tentatives pour le ramener à une rétractation furent inutiles; et quand l'électeur enfin lui demanda s'il ne connaissait point lui-même un moyen de remettre tout dans l'ordre, son dernier mot fut: « Si cet œuvre est un œuvre humain, il disparaîtra de lui-même; mais, s'il vient de Dieu, rien ne pourrait arrêter son progrès. » — L'empereur, au contraire, déclara aux princes allemands, du ton le plus positif: « qu'il était résolu de consacrer tout ce qu'il avait, ses empires, ses états, ses amis, son corps, son sang et sa vie tout entière, pour arrêter de suite la marche de cette entreprise impie, qui sans cela couvrirait d'une honte éternelle lui et toute la nation allemande; que ses aïeux, les empereurs d'Allemagne, les rois catholiques d'Espagne et les ducs d'Autriche et de Bourgogne, avaient tous été, jusqu'au dernier moment, fidèles à l'Église romaine; qu'il avait reçu d'eux en héritage les dogmes catholiques et la discipline de l'Église, et qu'il voulait vivre et mourir dans cette foi; qu'il ne voulait plus par conséquent, en aucune manière, entendre Luther; mais qu'il le congédiait, et qu'il allait aussitôt le poursuivre

comme un hérétique. » — Cette déclaration de l'empereur était grave. S'il n'eût été question que d'une limitation dans la puissance pontificale, peut-être n'eût-il pas vu sans plaisir ce mouvement devenir général; mais, quand il vit qu'il s'agissait d'une apostasie de l'antique et éternelle croyance à laquelle il était attaché, et que l'unité de l'Eglise était menacée, alors il sentit qu'il était en droit d'y mettre une opposition bien prononcée. — Son immense regard, qui pouvait embrasser les grands rapports des peuples entre eux, découvrait à l'avance les graves conséquences que cette affaire pourrait avoir : il voyait la division et l'irritation des esprits, la lutte des opinions, qui conduit si facilement à lutter avec les armes, et le terrible fléau d'une guerre de religion. Charles croyait pouvoir étouffer ce danger dès son principe, et pouvoir s'opposer au torrent du siècle comme un rempart immuable : sa qualité d'empereur et de protecteur de l'Eglise semblait d'ailleurs lui en imposer le devoir. Et s'il avait conservé partout cette invariable et fidèle volonté, si une foule d'arrière-pensées non pures et mondaines ne s'y étaient mêlées, et si l'équitable Adrien VI, qui gouverna en 1522 et 1523, et qui sérieusement voulait une réforme dans l'Eglise, eût vécu plus longtemps, peut-être que de grands malheurs auraient été épargnés à notre patrie. Il est vrai que Charles s'efforça, avec une dure sévérité, d'extirper les nouvelles doctrines de ses pays héréditaires, où il était seul maître; mais il croyait en avoir le droit, et même que c'était un devoir, d'autant plus que son conseil, le plus grand nombre de ses sujets, particulièrement les Espagnols et les Napolitains, exigeaient de lui une pareille rigueur. En Allemagne, au contraire, où il y avait un grand nombre de princes indépendants et des peuples en fermentation, où il se trouvait enchaîné par une stipulation pour son élection, où chaque acte un peu violent était regardé comme une tentative pour étendre l'indépendance de la puissance impériale, pendant longtemps il ne marcha qu'avec la plus grande modération. La conservation de la paix était pour lui le point capital, et il pressait avec instance les deux partis de faire des concessions. Aussi les Espagnols le surveillèrent-ils avec attention toute sa vie, dans la crainte que ses principes ne se fussent imprégnés de quelques taches d'hérésie par son commerce avec les Allemands. — Quelques ennemis de Luther, les plus inexorables, voulurent entraîner l'empereur à employer de suite la violence, s'appuyant sur les mêmes principes qui avaient fait traîner Hus au bûcher; mais il répondit que sa parole impériale était inviolable, et il assura à Luther un sauf-conduit pendant vingt-un jours pour son retour. Cependant beaucoup de gens tremblaient pour sa vie, craignant une trahison secrète; et son protecteur, l'électeur de Saxe, le fit enlever comme par violence de sa voiture, dans la Thuringe, par des chevaliers masqués, et transporter, pendant la nuit, à travers un bois, dans le château de Wartbourg, près d'Eisenach. Là il resta caché à tous les regards, jusqu'à ce que la fureur de ses adversaires se fût un peu calmée. — Pendant ce temps-là, à Worms, on le mettait au ban de l'empire avec tous ceux qui s'attacheraient à lui ou le protégeraient; ses livres étaient condamnés à être brûlés partout, et lui-même devait être fait prisonnier et livré à l'empereur : tel fut l'édit de Worms du 8 (26) mai 1521. A Rome on en eut une grande joie, et en Allemagne même beaucoup de monde crut que tout était terminé. Mais un Espagnol, Valdez, écrivait à un de ses amis de la diète même : « Loin de voir la fin de cette tragédie, je ne vois que le commencement; car je trouve que les esprits des Allemands sont fort exaltés contre la chaire pontificale. » En effet, on vit colporter avec impudence dans Worms, pendant que l'empereur était encore dans la ville, les écrits de Luther, qu'on venait de brûler publiquement.

Luther restait seul à Wartbourg, où il employait les loisirs de son séjour à la traduction du Nouveau Testament en allemand, afin qu'il devînt à la portée de tout le monde, quand lui arriva la nouvelle que, par un zèle mal entendu, des troubles avaient éclaté à Wittemberg, que l'on attaquait les églises, qu'on jetait par terre les images des saints, qu'on brisait les autels et les confessionnaux, et que son ami Carlstadt, homme plein de violence, était à la tête de ce désordre. Luther alors, déposant toute crainte, abandonna aussitôt son lieu d'asile, et parut dans Wittemberg au mois de mars 1522, sans en avoir obtenu la permission de l'électeur; parla avec force contre ces désordres, et réussit bientôt à rétablir l'ordre. Mais peu après suivirent de grands événements qui menaçaient de bouleverser

tout l'état civil en Allemagne. Nous avons déjà montré plus haut sous quel dur joug soupiraient les paysans; longtemps ils avaient nourri en silence dans leurs cœurs les sentiments les plus acerbes; alors que leurs esprits étaient déjà excités d'un autre côté et provoqués à la liberté, ils éclatèrent. Ces hommes, corvéables et taillables auparavant, se crurent appelés à une égalité de droits avec leurs anciens maîtres. La révolte éclata d'abord dans le sud de l'Allemagne, où la vue de leurs voisins et du bien-être dont jouissaient les Suisses dans leur liberté avait encore excité leurs désirs. Les premiers qui se révoltèrent furent les paysans de l'abbé de Kempten et ceux de l'évêque d'Augsbourg. Douze articles qui contenaient tous les droits et prétentions des paysans furent publiés dans la Souabe, et se répandirent par toute l'Allemagne avec une rapidité incroyable; ils disaient: « qu'on devait permettre aux paysans de choisir eux-mêmes des prêtres qui pussent leur annoncer la parole de Dieu, pure et sans mélange d'institutions humaines; qu'ils ne devaient payer à l'avenir aucune dîme, si ce n'est celle en grains; qu'on les avait jusqu'alors traités comme esclaves, quoique par le sang du Christ tous les hommes fussent devenus libres; mais que, sans avoir la prétention de vivre indépendants de toute autorité supérieure, ils ne voulaient plus vivre dans l'esclavage où ils étaient, et qu'on devait leur montrer, par la sainte Écriture, qu'ils avaient tort d'en agir ainsi; qu'ils auraient bien des plaintes à élever, mais qu'ils se tairaient si les seigneurs voulaient se conduire d'après l'équité et les préceptes de l'Évangile, ne plus les opprimer, et non leur imposer chaque jour quelque chose de plus qu'ils n'avaient déjà eu à supporter dans l'ancien temps. »

On trouve sans doute cette proclamation juste et modérée; mais, quand arriva l'exécution de ce qui était énoncé par une troupe grossière, alors les passions eurent bientôt renversé une parole sans force, et, brisant toutes les barrières, elles ne connurent plus de mesure. Quand le plaignant veut être juge dans sa propre cause, il ne manque jamais d'employer la même injustice dont il a été victime. Les paysans, rassemblés par bandes, commencèrent par piller et brûler les châteaux des nobles et les riches habitations des ecclésiastiques; souvent même ils massacrèrent leurs possesseurs. Bientôt ces bandes devinrent des armées, et la Souabe à elle seule en fournit trois. Luther, à qui ils avaient envoyé les douze articles pour avoir son approbation, avoua que leurs demandes étaient justes; mais il leur reprocha leur conduite violente, et leur représenta que la liberté chrétienne était la liberté de l'esprit. Et pour écarter la culpabilité de ces désordres de sa doctrine, qui n'en était qu'une occasion fort médiate, il engagea lui-même les princes à tirer l'épée contre les révoltés. Or il en était temps; car déjà les maisons des nobles et des couvents étaient toutes en feu, en Souabe, en Franconie, en Thuringe, sur les bords du Rhin, et jusqu'en Lorraine.

La confédération de Souabe, qui s'était reconstituée, eut bientôt rassemblé une armée qui, conduite par le capitaine George Truchsess de Waldbourg, dissipa promptement ces troupes de paysans en Souabe et en Franconie. D'autres princes vinrent en aide; mais les vainqueurs eux-mêmes exercèrent aussi *de leur côté les* plus révoltantes cruautés.—En Thuringe, l'égarement de l'esprit exalté du siècle se montra sous une autre forme, quoique semblable au fond; ils s'appuyèrent sur des visions divines. Un prêtre séculier, Thomas Munzer, qui avait été le premier disciple de Luther, se fit passer pour avoir des visions particulières de Dieu, d'après lesquelles il pouvait faire connaître l'essence de la liberté chrétienne bien mieux que Luther ne la connaissait et ne l'enseignait. « Dieu a créé la terre pour être l'héritage des croyants, disait-il, et tout gouvernement ne doit être conduit que par la Bible et des révélations divines. Il n'est aucunement besoin des princes, des supérieurs, de la noblesse, des prêtres; et toute différence entre riches et pauvres n'est pas chrétienne, car dans le royaume de Dieu tous les hommes doivent être égaux. »

De pareils enseignements firent chasser Munzer de Saxe, et il se retira à Mulhausen en Thuringe, où il engagea le peuple à secouer toute autorité et à le prendre pour prêtre et pour maître de la ville. Ses principes d'égalité pour tous les hommes et de communauté de biens, qu'il introduisit après avoir chassé les riches de la ville, augmentèrent le nombre de ses partisans, et répandirent bientôt son autorité dans les environs. Toute la Thuringe,

la Hesse et la basse Saxe étaient en danger; car, dans ce même temps, la guerre des paysans exerçait toute sa fureur dans le sud de l'Allemagne, et il était à craindre que les fanatiques de tous les pays n'affluassent comme un flot épouvantable. Mais, à la persuasion de Luther, l'électeur et le duc George de Saxe, le landgrave de Hesse et le duc de Brunswick, se réunirent contre les révoltés, et surprirent une partie de leur armée auprès de Frankenhausen en Thuringe, le 15 mai 1525. — Les princes, pour ménager tant de malheureux égarés, leur firent promettre le pardon, s'ils voulaient rentrer dans l'ordre et livrer leur chef. Mais Munzer, qui voulait écarter le danger de lui, profita de l'apparition d'un arc-en-ciel pour enthousiasmer de nouveau ses partisans, en le leur donnant comme une marque qu'il était envoyé par le ciel; alors ceux-ci, dans leur fureur, poignardèrent les envoyés de l'électeur, et se préparèrent dans leurs retranchements à la plus vigoureuse défense. Mais bientôt cette fureur aveugle s'évanouit; les troupes d'anges que Munzer avait promises ne parurent pas; il fut lui-même un des premiers à prendre la fuite, et la moitié de son armée fut passée au fil de l'épée. Il s'était caché dans un grenier à Frankenhausen; on l'en retira pour lui trancher la tête. Il mourut sans courage.

Ainsi furent promptement étouffés ces terribles mouvements qui auraient pu bouleverser toute l'Allemagne, si toutes ces forces mises en jeu avaient été conduites par des hommes capables. Ils ont coûté beaucoup de sang. On a calculé que plus de 100,000 paysans avaient perdu la vie dans ces troubles. Ensuite vint un moment de calme pour la patrie. — Pendant tout ce temps, l'empereur Charles-Quint n'avait pas été sans occupation au dehors. Après la diète de Worms, il avait passé dans les Pays-Bas, et de là était repassé en Espagne, où il resta environ huit ans. Son œil devait embrasser toute l'Europe; mais son attention était particulièrement fixée sur le roi de France, François Ier, rival et voisin dangereux, qui cherchait toutes les occasions de lui faire du tort. Il serait inutile de chercher bien loin les raisons particulières qui ont soufflé cette rivalité entre ces deux monarques; leur caractère et leurs relations politiques nous l'expliquent assez clairement. François était vaniteux et plein d'orgueil, et Charles n'était guère moins soumis à ces passions humaines; seulement, lui, il les avait ennoblies. Tous les deux avaient déjà concouru pour la couronne impériale, et François Ier, qui avait cru l'emporter sur son adversaire par son âge, sa réputation comme chevalier et par ses qualités personnelles, fut très-mortifié de la préférence que celui-ci obtint; d'ailleurs le duché de Milan, que François Ier avait conquis, était pour Charles, à qui il appartenait comme fief de l'empire, une occasion inévitable de rompre avec la France, et devait être soustrait à sa puissance par la force des armes; tandis que, d'un autre côté, la prépondérance de Charles étant devenue menaçante pour l'Europe, tous les autres souverains en étaient inquiets. François Ier, qui possédait le plus puissant royaume après lui, se crut donc appelé plus que tout autre à entrer en lice contre lui. Il avait jeté ses yeux principalement sur l'Italie, où déjà une de ses expéditions avait été couronnée de succès. C'est là qu'il voulait briser la puissance de Charles; et il s'efforça de faire revivre tous les droits qu'il tenait de ses ancêtres sur le royaume de Naples, pour aller y tenter la fortune. Charles, de son côté, avait encore augmenté ses forces par une alliance avec le roi d'Angleterre, dont la vanité de François avait fait fi; de sorte que cette guerre, commencée dès l'an 1521, fut alors poursuivie par les Anglais et les Flamands sur toute la côte jusqu'en Espagne, mais cependant avec plus d'opiniâtreté et de violence en Italie que nulle part ailleurs. Charles avait le désavantage d'une possession très-disséminée, qui exigeait aussi la division de ses forces, tandis que François Ier pouvait, du point central où il avait rallié ses troupes, partir tout d'un coup à son gré pour le côté où il voulait diriger son attaque. Mais ce qui caractérisait surtout la grande supériorité de Charles, ce qui faisait réellement sa puissance et jetait en même temps sur lui le lustre le plus brillant, c'est qu'il avait su rassembler autour de lui une troupe de gens les plus distingués; c'est que son œil pénétrant savait aussi bien découvrir le général qu'il fallait opposer à un ennemi, que l'ambassadeur qui devait débrouiller les nœuds les plus compliqués de la politique, ou que le conseiller qui pourrait donner son avis même sur des spécialités et toujours avec sagesse. C'est par la puissance intellectuelle que le monde doit être gouverné, et

Charles possédait l'art de se gagner les hommes de génie.

Un vaillant général français, le duc Charles de Bourbon, ayant été vivement molesté par le roi, passa du côté de Charles. Celui-ci le reçut à bras ouverts, et lui fit partager avec le vice-roi de Naples, Lannoy, et le marquis de Pescaire (*Pescara*), le premier guerrier de son temps, le commandement des armées impériales en Italie. — François Ier perdit au contraire, dans l'année 1524, son plus valeureux guerrier, le chevalier Bayard, qui, pendant qu'on ramenait les troupes de l'Italie, sauva l'armée au pont de la Sesia par son dévoûment héroïque, et fut lui-même frappé mortellement. Les résultats de la guerre parurent tout à l'avantage de l'empereur; Milan fut reconquis, et les Français repoussés d'Italie. Mais Charles, ayant voulu attaquer la France même et faire passer son armée en Provence pour assiéger Marseille, pensa y perdre sa supériorité. La France est difficile à entamer de ce côté; la ville ne put être forcée, et le pays environnant ayant été dévasté par les ennemis eux-mêmes, Pescaire fut obligé de faire retraite. Il fallut toute l'habileté de ce général pour sauver l'armée à travers des chemins si difficiles; cependant le roi François Ier, qui le poursuivait de près, conquit Milan et attaqua Pavie. Les généraux impériaux se trouvèrent alors dans un grand embarras : devant eux, un ennemi beaucoup plus fort qui menaçait la capitale; derrière eux, le territoire du pape, qui venait de faire une alliance avec François Ier; enfin une armée qui manquait de tout et était dans le découragement par suite d'une longue retraite. Mais leur courage, leur sagacité, leur bonne fortune, changèrent toutes les chances en leur faveur.

Bataille de Pavie, 1525. — Le commandant qui défendait Pavie, don Antonio de Leyva, ne se laissa pas ébranler, et soutint le siége avec opiniâtreté jusqu'en février 1525. Pendant ce temps-là, l'armée impériale reçut un renfort d'Allemagne de quinze mille lansquenets, sous les ordres du vaillant George de Freundsberg ou Frunsberg, et le 28 février ils attaquèrent le roi à Pavie. L'œil expérimenté de Pescaire avait précisément saisi l'endroit par lequel le roi ne s'attendait à aucune hostilité. Il croyait ses derrières à couvert par un parc entouré de toutes parts d'un grand mur; mais Pescaire avait eu le soin d'y faire frayer une route la nuit précédente, et vint tomber tout d'un coup sur le dos de l'armée. En même temps Leyva fit une sortie de la citadelle, et Lannoy et Bourbon arrivèrent par un autre côté. Bientôt le désordre se mit dans toute l'armée; les Suisses, contre leur habitude, lâchèrent pied tout de suite et prirent la fuite; les troupes de Freundsberg combattirent avec le plus grand courage, et c'est surtout à elles qu'on fut redevable de la victoire. François Ier eut son cheval tué sous lui, et il se défendit à pied contre une foule d'Espagnols qui l'entourèrent sans le connaître. Par bonheur pour lui que survint un gentilhomme français, nommé Pomperant, qui servait sous les ordres du duc de Bourbon; il reconnut le roi et le somma de se rendre au duc; mais le roi lui ordonna avec aigreur d'appeler Lannoy. Il combattit encore jusqu'à ce qu'il arrivât, et alors le roi lui rendit son épée. Lannoy la reçut à genoux, et lui tendit la sienne en même temps : « Il ne convient pas, dit-il, qu'un aussi grand roi soit sans armes devant un sujet de l'empereur. » Quinze jours après cette bataille, il n'y avait plus d'ennemis dans l'Italie.—Charles était presque mécontent de son trop grand bonheur, qui ne lui laissait rien à faire. « Puisque tu m'as pris le roi de France, disait-il à Lannoy dans une lettre, je vois bien que je n'aurai plus rien à faire, si je ne vas combattre les infidèles. J'ai eu cette volonté toute ma vie, et aujourd'hui encore plus. Arrange donc les affaires de manière que je puisse encore, avant de devenir trop vieux, faire des actions pour le service de Dieu qui ne soient point sans gloire pour moi. »

Le roi François Ier fut conduit à Madrid, et sévèrement gardé. Cependant le conseil de l'empereur était très-partagé sur la manière dont il fallait le traiter et les moyens de profiter de ce présent de la fortune. Les uns, Lannoy avec eux, conseillaient de traiter le roi généreusement, et d'extirper ainsi, peut-être pour toujours, tout germe d'inimitié entre les deux princes; les autres, avec le chancelier Mercurinus Galtinara à leur tête, voulaient qu'on tirât de cette occasion tout l'avantage possible. L'empereur prit un milieu entre ces deux opinions, et perdit tout le fruit de sa bonne fortune. Il goûta fort l'idée du chancelier de recouvrer dans cette occasion le duché de Bourgogne, que la France avait injustement enlevé à sa grand'mère, et dont il faisait un très-

grand cas ; il l'exigea donc comme prix de sa rançon. Mais il trouva trop dur et indigne de l'empereur de garder le roi prisonnier jusqu'à la complète exécution de la condition, comme le conseillait le chancelier. Il se confia à la parole du roi ; mais cette parole, quelque affectation chevaleresque que celui-ci mit à la donner, n'était rien moins que sincère. Avant de signer le traité, ayant fait venir secrètement quelques hommes de Madrid, il fit devant eux, en présence du nonce du pape, la déclaration authentique qu'il ne serait pas tenu de remplir ce qu'il promettait à l'empereur, parce qu'il était prisonnier, et le pape même l'avait délié à l'avance de toute promesse qu'il pourrait faire. Ainsi garanti contre sa conscience, il s'avança vers l'autel, et jura sur les saints Evangiles de remplir les conditions qu'il avait consenties. En même temps il donna sa parole royale de rentrer en prison au bout de six mois, s'il ne pouvait pas tenir ses engagements. Mais tel est le beau fruit de cette science qu'on appelle la politique, elle se croit le droit de blesser les lois éternelles de la vérité et de la morale.

François Ier fut mis en liberté en 1526, après un an de captivité, et il ne tint pas sa parole. Il prétexta que ses états ne voulaient pas consentir à l'abandon de la Bourgogne, et offrit une grosse somme d'argent pour la rançon de ses deux enfants aînés qu'il avait envoyés comme otages en Espagne. Mais Charles lui répondit « qu'il avait manqué à la fidélité et à la bonne foi qu'il avait jurée en public comme en particulier, et qu'il ne se conduisait pas comme devait faire un homme de bonne naissance et un roi ; que s'il voulait le nier, il lui déclarait devoir le soutenir par les armes dans un combat singulier. » François accepta le cartel, mais seulement des lèvres ; car plus tard il sut décliner le combat sous différents prétextes, et les peuples furent obligés de vider avec leur sang ce combat que sa passion et son ambition avaient soulevé. La guerre éclata donc de nouveau entre Charles et François Ier.

Les Impériaux à Rome, 1557. — Mais, avant que cette guerre ne commençât, il s'était passé un fait inouï en Italie. Le duc de Bourbon avait pris le commandement en chef de l'armée impériale qui était dans le Milanez, après la mort du vaillant Pescaire. Or, le pays étant dévasté, les généraux sans argent, les troupes murmurèrent et demandèrent leur solde. Tous les moyens employés pour les apaiser furent inutiles, et tout à coup l'armée, au mois de janvier 1527, s'avança vers Rome sans aucun ordre de l'empereur ; on ne peut décider non plus si ce fut sur un ordre du duc de Bourbon, qui avait peut-être de grands plans d'ambition, ou si ce fut par une décision subite de l'armée, qui espérait trouver dans Rome de quoi fournir en abondance à tous ses besoins et faire un riche butin. Du moins le duc de Bourbon céda, et arriva devant la ville après une marche très-difficile. Le 6 mai fut donné l'ordre pour un assaut général à l'ancienne capitale du monde. Bourbon fut un des premiers sur le mur, et son exemple enflamma les assaillants; mais à peine y fut-il monté, qu'il fut tué d'un coup de feu. Cependant ses soldats entrèrent dans la ville, et pendant plusieurs jours elle fut livrée à la dévastation et au pillage, comme au temps des Vandales. Le pape Clément VII, qui s'était sauvé avec ses gens dans le château Saint-Ange, y fut assiégé pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que, forcé par la nécessité, il promit une somme de 400,000 ducats, afin que l'armée pût recevoir tout l'arriéré de sa solde.— Cependant l'empereur Charles envoya à tous les princes de la chrétienté, avec le plus grand empressement, des lettres où il se justifiait de ces événements, qui arrivaient sans sa volonté et contre sa volonté; et pendant que ses généraux tenaient le pape assiégé dans le château Saint-Ange, presque prisonnier, il faisait faire dans toute l'Espagne des prières publiques pour sa délivrance. On a accusé sa conduite d'hypocrisie ; cependant il est bien vrai que son armée rebelle n'écoutait plus ses ordres, et voulait avant tout toucher l'arriéré de sa solde. Ce ne fut qu'au bout de dix mois qu'elle obéit à son ordre et marcha vers Naples. Mais ses excès dans Rome l'avaient tellement affaiblie, que, quand le roi de France fit, cette même année 1527, une nouvelle invasion en Italie, il pénétra sans résistance jusqu'à Naples et en fit le siége. Il fallut la défection du célèbre marin génois André Doria, qui conduisait le siége de Naples du côté de la mer et passa du côté de l'empereur, et en même temps qu'une maladie contagieuse désolât l'armée française, pour ramener la fortune du côté de Charles et amener les deux partis, également fatigués de la guerre, à la paix de Cambrai, en 1529. François paya 2,000,000 d'écus (*kronen*) pour la délivrance de ses enfants, et

renonça à toutes ses prétentions sur Milan, Gênes, Naples et les autres pays de l'autre côté des Alpes (il épousa Éléonore, sœur de Charles-Quint); tandis qu'au contraire Charles, sans exiger de suite l'abandon du royaume de Bourgogne, conservait cependant ses anciens droits.

Le temps était arrivé où Charles pouvait se montrer avec dignité dans ses États d'Italie ; il n'y était encore jamais entré. Il aborda à Gênes en 1529, et s'avança de là vers Bologne dans une pompe digne d'un empereur. Là il avait concerté une entrevue avec le pape, et elle eut lieu avec une grande solennité. L'ancienne inimitié fut tout à fait oubliée. Charles, suivant l'usage de ses aïeux, baisa à genoux les pieds du saint-père, et celui-ci le couronna solennellement et avec une grande pompe comme empereur et roi de Lombardie.

C'était le sacre du plus grand monarque qui ait porté cette couronne après Charlemagne, et ce fut le dernier empereur qui passât en Italie. Charles parut aux Italiens, qui ne l'avaient connu jusqu'alors que comme un prince terrible, un maître doux et généreux, et leurs craintes se changèrent en une vénération enthousiaste. Il ne retint pas même le Milanez pour lui, mais il le rendit généreusement au duc François Sforce, qui le reçut à titre de fief de l'empire; ensuite il se hâta de passer en Allemagne, et de se rendre à la grande diète qui se tenait à Augsbourg. — Cependant en Allemagne grand nombre de princes avaient déjà introduit dans leur pays les nouvelles doctrines. Un des plus zélés était le jeune landgrave de Hesse, Philippe le Généreux; ce fut lui qui insista auprès des autres princes qui partageaient sa croyance, et les décida à former une alliance pour une mutuelle défense, dans le cas où les adversaires essayeraient d'employer la violence pour l'exécution de l'édit de Worms. Ses inquiétudes n'étaient pas sans fondement. Déjà plusieurs princes catholiques s'étaient rassemblés à Leipzig, et avaient délibéré ensemble sur la nécessité de défendre en commun leur pays contre l'introduction des idées nouvelles; ils avaient pour cela demandé l'assistance de l'empereur, et celui-ci leur avait promis dans sa réponse l'extirpation de toutes les erreurs de la secte de Luther.

Ainsi donc, en l'année 1526, à Torgau, se forma une ligue entre le prince électeur de Saxe, Jean l'Opiniâtre (son frère, Frédéric le Sage, était mort en 1525), Philippe de Hesse, le duc de Brunswick-Lunebourg, le duc Henri de Mecklenbourg, les princes Wolfgang d'Anhalt, les comtes Gebhard et Albert de Mansfeld, et la ville libre de Magdebourg. Albert, margrave de Brandebourg, auparavant grand maître de l'ordre Teutonique, et alors duc de Prusse, qui avait aussi introduit les nouvelles doctrines dans ses États, conclut une alliance particulière avec l'électeur de Saxe.

L'empereur, qui était encore alors en Espagne, fort occupé avec son prisonnier, le roi François Ier, et qui eut à soutenir contre celui-ci une nouvelle guerre aussitôt après sa délivrance, fit prendre patience aux princes allemands qui désiraient voir la fin de leurs querelles, en leur faisant espérer une nouvelle diète aussitôt qu'il aurait le loisir de venir chez eux. Il en fit même convoquer une provisoire à Spire en 1529. Ce fut celle qui trancha le mieux les deux partis, en donnant un nom aux partisans des idées *nouvelles*. Car la majorité des états, qui était catholique, décréta ce qui suit : qu'il fallait conserver les édits essentiels de la diète de Worms; que la messe devait être conservée; que ceux chez qui les nouvelles doctrines avaient trouvé accès devaient se garder d'étendre leurs innovations, et qu'aucun des sujets de l'empire ne devait, à cause de sa croyance, prendre la défense d'un coreligionnaire contre ses supérieurs. Ces arrêts de la diète furent loin de satisfaire les partisans de Luther, qui rédigèrent au contraire un acte d'opposition et une protestation de laquelle ils prirent le nom de protestants. C'était la plus grande partie des princes que nous avons nommés plus haut comme ayant pris part à la ligue de Torgau; mais il y avait de plus George, margrave de Brandebourg, de la maison salique, et les villes de Strasbourg, Nuremberg, Ulm, Constance, Reutlingen, Windsheim, Memmingen, Lindau, Kempten, Heilbronn, Issny, Weissenbourg, Nordlingen et Saint-Gall.

Confession d'Augsbourg.

(1530.) L'année suivante, se tint donc à Augsbourg une grande diète à laquelle l'empereur se rendit lui-même d'Italie, comme il l'avait annoncé. Les députés des deux côtés vinrent au-devant de lui pour tâcher de le

gagner à leur parti pendant la route. Mais il sut renfermer ses pensées en lui-même, et renvoya tout à la diète. Le 22 juin au soir, il fit son entrée dans la ville. Ce n'était plus un jeune prince sans expérience, comme quand il vint la première fois en Allemagne, il y avait dix ans; c'était un empereur au-dessus de tous les autres par sa puissance. Le monde entier admirait ses belles qualités. Le plus puissant monarque était humilié devant lui, et Rome même n'avait pu résister à une parcelle de sa puissance entraînée dans l'insubordination. Son extérieur avait gagné en prenant plus de dignité et plus d'énergie ; il imposait même à ses adversaires. Mélanchton, qui était venu à Augsbourg avec l'électeur de Saxe, s'exprime ainsi à son sujet dans une lettre de confiance : « Ce qu'il y avait de plus remarquable dans cette assemblée, c'était sans contredit l'empereur lui-même. Son bonheur, qui ne s'est pas une seule fois démenti, a dû exciter l'admiration aussi dans vos contrées. Mais bien plus digne encore d'admiration est sa grande retenue après de si grands succès, quand tout lui réussit à souhait; car on ne remarque pas une seule parole et pas même une seule action qui sorte des bornes de la modération. Quel roi, quel empereur pourrais-tu me nommer dans l'histoire que la bonne fortune n'ait fait changer? Chez lui, au contraire, elle n'a jamais pu enivrer son âme. Chez lui, pas une seule trace de passion, d'orgueil ou de cruauté; car, pour taire les autres exemples, bien que nos adversaires aient employé jusque-là tous les moyens pour l'entraîner contre nous dans les affaires de religion, cependant il a toujours reçu les hommes de notre opinion avec affabilité. Sa vie domestique est remplie des plus beaux exemples de retenue, de modération et de tempérance. Cette discipline intérieure, autrefois si sévère parmi les princes allemands, ne se retrouve plus que dans la maison de l'empereur. Aucun homme vicieux ne peut se glisser auprès de lui; et pour amis il n'a que les plus grands hommes, qu'il a su distinguer par leurs vertus. Toutes les fois que je le vois, il me semble voir un des héros ou des demi-dieux qui, dans les anciens temps, apparaissaient parmi les hommes. Qui ne se féliciterait pas de voir tant de belles qualités réunies dans un seul homme, et surtout dans un si grand prince? »

Malgré toute cette vénération attachée à la personne de l'empereur, malgré la supériorité de sa puissance et celle des princes catholiques, les princes protestants, qui étaient tous présents, présentèrent une résistance si ferme, que même pour des pratiques purement extérieures ils arrêtèrent l'empereur par leurs oppositions, et le forcèrent souvent de révoquer des ordres qu'il avait donnés. Ainsi, quand il ordonna que tous les princes prendraient part à la cérémonie de la Fête-Dieu, qui avait lieu le lendemain même de son arrivée, tous les princes protestants montèrent à cheval dès le matin du jour, vinrent le trouver en grande solennité, lui déclarèrent leur refus avec fermeté, et il fut obligé de céder. Ils protestèrent encore avec la même fermeté contre l'ordonnance qui défendait à leurs prédicateurs de parler dans Augsbourg; et ils le forcèrent d'accorder que des deux partis il n'y aurait point de sermons, et qu'on se contenterait de lire l'évangile et l'épître du dimanche. Ce fut surtout l'électeur Jean de Saxe qui donna l'exemple de cette opiniâtreté qui lui valut le surnom que la postérité lui donna. La menace même de l'empereur de lui refuser l'investiture du duché de Saxe ne put faire changer sa façon d'agir. Quand donc il fut question dans les séances des affaires de religion, les princes protestants exposèrent à la diète réunie leur profession de foi, et renfermèrent dans quelques propositions courtes et claires tous les points dans lesquels la nouvelle Église différait de l'ancienne. Mélanchton en était l'auteur ; il en avait composé un seul tout dans le plus bel ordre, comme tous ses ouvrages, et les avait extraites des dix-sept articles de Luther et de plusieurs autres écrits que les princes protestants avaient apportés avec eux : telle fut la confession d'Augsbourg, qui encore aujourd'hui est la base de l'Église protestante. Le chancelier de Saxe, Bayer, en fit la lecture publique le 25 juin, et elle dura plusieurs heures. L'empereur leur fit répondre, par Frédéric, comte palatin : « qu'il prendrait en considération cet important et remarquable écrit, et qu'il leur ferait ensuite connaître sa détermination. »

Dans le conseil de Charles, aussi bien que dans celui des princes catholiques, les avis étaient fort partagés. Le légat du pape, avec George, duc de Saxe, Guillaume, duc de Bavière, et la plus grande partie des évêques,

demandaient que Charles exigeât des protestants l'abjuration complète de leur doctrine; d'autres, et parmi eux le cardinal-archevêque de Mayence, étaient plus modérés. Ils firent remarquer qu'un tel projet ne pourrait s'accomplir sans beaucoup de sang répandu et des guerres intestines; ils rappelèrent les dangers de la part des Turcs, qui récemment encore, en 1529, avaient osé pénétrer jusqu'à Vienne et attaquer la ville, heureusement sans succès; et ils conseillèrent de réunir les protestants au sein de l'Église, soit par la conviction, soit par d'autres moyens de douceur, ou du moins de faire en sorte que la paix intérieure de l'empire ne fût pas troublée. Ainsi, conformément à cette dernière opinion, la contre-partie de la confession d'Augsbourg fut rédigée par plusieurs théologiens catholiques. Eck travailla avec eux. Elle fut lue aux protestants avec demande d'y acquiescer; et comme ils affirmèrent qu'ils ne le pouvaient pas, on essaya plusieurs autres moyens de réconciliation et d'accommodement, car les plus pacifiques et les plus modérés des deux côtés croyaient que ce n'était pas impossible. Mélanchton écrivit même au légat du pape : « Il n'y a plus qu'une petite différence dans les usages de l'Eglise qui semble maintenant faire obstacle à la réunion, et les canons ecclésiastiques disent que l'unité de l'Église n'est pas rompue par une diversité dans les usages. » Mais les zélés des deux côtés vinrent mettre des obstacles, et ce que l'on céda de part et d'autre ne touchait pas aux points principaux. En outre, plusieurs princes protestants et des villes libres se laissèrent influencer par des considérations toutes humaines, quand ils virent qu'il était question de rétablir la puissance épiscopale dans leur pays; et du côté des catholiques, on tint précisément alors avec opiniâtreté à des articles sur lesquels on avait déjà usé d'indulgence, par exemple, pour l'Eglise grecque et les hussites; c'est-à-dire qu'on refusa formellement alors le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces aux laïques.

Ainsi furent renversées les tentatives de réunion, et les deux partis, au lieu de se rapprocher, ne firent que se séparer de plus en plus. Enfin l'empereur fit signifier aux protestants cette déclaration : « Qu'ils eussent à réfléchir jusqu'au 15 avril prochain pour savoir s'ils voulaient ou non se réunir, pour les articles en discussion, avec l'Église chrétienne, avec le pape, l'empereur et les autres princes, jusqu'à plus ample explication dans un concile qui serait tenu prochainement; que pendant ce temps de paix ils ne devaient rien faire imprimer de nouveau dans leur pays, et n'attirer dans leur secte ni leurs sujets ni des étrangers; que d'ailleurs, comme il s'était introduit dans la chrétienté des abus et des désordres de toute espèce, l'empereur ferait tous ses efforts auprès du pape et des autres princes de l'Europe pour faire convoquer un concile général dans l'intervalle de six mois, ou au plus tard dans un an. »

Les protestants répondirent alors, comme toujours, que leurs dogmes n'avaient point encore été réfutés par l'Écriture, et que leur conscience ne leur permettait pas de consentir à cette conclusion de la diète qui leur défendait la propagation de leur croyance; et aussitôt ceux qui étaient encore à Augsbourg se hâtèrent de partir. C'était une rupture formelle entre les deux partis. Dans les conclusions de la diète qui furent ensuite rendues publiques, la doctrine de Luther fut traitée d'hérésie avec de très-dures expressions; la restitution de tous les couvents et établissements religieux confisqués fut sévèrement exigée; une censure pour tout imprimé en matière religieuse fut établie, et l'on menaça les récalcitrants de l'empereur et de l'empire.

Ligue de Smalkade.

(1530.) Les princes protestants se rassemblèrent encore à la fin de cette année à Smalkade, et rendirent leur alliance plus solide et plus intime. Quelques-uns d'entre eux auraient volontiers dès lors éclaté, et décidé de suite la querelle par les armes; mais, parmi le plus grand nombre, il y avait encore cette ancienne et religieuse horreur pour une guerre entre frères, et cette vénération pour la personne sacrée de l'empereur, ce sont leurs expressions; de sorte que ce fut ce sentiment vraiment allemand qui sauva leur ligue du reproche de s'être marquée d'une tache de sang en soulevant sans nécessité une guerre de religion. — L'empereur, en partant d'Augsbourg, s'était mis en route pour Cologne, où il avait donné rendez-vous aux princes électeurs. Là, il leur fit la proposition de choisir pour roi des Ro-

mains son frère Ferdinand, à qui il avait déjà cédé ses pays héréditaires d'Autriche, et qui, depuis l'extinction de la maison royale de Bohême et de Hongrie dans la personne de Louis II, mort dans la bataille de Mohacz, 1526, contre le sultan Soliman II, avait obtenu les couronnes de Bohême et de Hongrie par des droits fondés sur un ancien traité d'héritage, afin qu'il pût maintenir l'empire dans le bon ordre pendant ses fréquentes absences. Les électeurs y consentirent, et Ferdinand fut couronné à Aix; il n'y eut d'opposition que de la part de l'électeur de Saxe, qui fit présenter une protestation à la diète par son fils, et des ducs de Bavière, depuis longtemps jaloux de la puissance de la maison d'Autriche, qui firent même à cette occasion alliance avec leurs ennemis en matière de religion, les princes de l'alliance de Smalkade.

Le nouveau roi des Romains tenait beaucoup à la conservation de la paix en Allemagne, parce que son nouveau royaume de Hongrie était vivement pressé par les Turcs, et qu'il comptait particulièrement sur les secours des princes allemands. Mais les princes protestants refusèrent leur coopération jusqu'à ce qu'on eût établi la paix dans l'empire et promis de la maintenir. Alors l'empereur concerta une nouvelle tentative de réunion, et elle amena enfin, conformément aux pressantes exhortations de Luther, la paix provisoire de Nuremberg, en 1532. L'empereur déclara qu'en vertu de sa toute-puissance impériale, « il voulait établir une paix générale, d'après laquelle personne ne pourrait être incriminé et condamné pour sa croyance ou toute autre matière religieuse, jusqu'à la tenue prochaine du concile ou des états de l'empire. » Alors les secours contre les Turcs arrivèrent promptement, et il eut bientôt rassemblé une armée telle qu'on n'en avait pas vu depuis longtemps. Le danger semblait pressant; car le sultan Soliman était parti avec trois cent mille hommes pour attaquer les pays autrichiens sur deux points à la fois, et l'empereur n'avait que soixante-seize mille hommes à lui opposer. Mais, dès les premières tentatives, les Turcs purent voir à quels hommes ils avaient affaire. Ibrahim Bassa, qui conduisait l'avant-garde, crut que la petite ville de Gunz, en Hongrie, qui lui avait fermé ses portes, lui avait fait affront; qu'elle allait être emportée du premier assaut, et qu'elle avait mérité pour cela une sévère punition; mais son vaillant commandant Jurischtisch repoussa avec avantage toutes ses attaques pendant quinze jours qu'il resta devant ses murs. Alors Soliman réfléchit à ce que pourrait donc lui coûter Vienne, lorsque surtout l'empereur était en marche pour venir à son secours; et voyant que les princes d'Allemagne, qu'il avait crus en dissension, étaient tous réunis, il fit aussitôt retraite. Ainsi tout le monde fut dans l'étonnement de voir le grand Soliman renoncer si promptement à une expédition qui lui avait coûté trois ans de préparatifs. L'empereur Charles put alors s'occuper d'autres affaires, et avant tout il se rendit en Italie pour se concerter avec le pape au sujet de la convocation d'un concile œcuménique. Mais le pape Clément VII ne s'en occupait pas sérieusement, et la cour de Rome ne le désirait pas; de sorte que Charles repassa en Espagne sans avoir rien fait.

Tandis que l'empereur était absent, et que le roi Ferdinand employait tous ses moyens pour établir sa domination en Hongrie, la doctrine des protestants se répandait de plus en plus en Allemagne, et la division des esprits s'envenimait tous les jours. Les protestants allèrent même, l'an 1534, jusqu'à déclarer à la chambre impériale qu'ils ne lui obéiraient plus, parce que, contrairement au traité de paix de Nuremberg, elle avait écouté des plaintes et prononcé une sentence contre eux lorsqu'il s'agissait d'une restitution de biens confisqués à l'Église. Ainsi était foulée aux pieds la paix du pays de l'empereur Maximilien.

Un autre sujet de querelle vint encore s'y joindre, c'était pour le Wurtemberg. Nous avons déjà eu occasion de remarquer antérieurement que le duc Ulric de Wurtemberg, vers le temps de la mort de Maximilien, et avant l'élection de Charles, avait été chassé de son pays par la ligue de Souabe, à cause d'une querelle qui lui était survenue avec la ville de Reutlingen. La ligue fit cession du pays, d'ailleurs grevé de lourdes charges, à l'empereur Charles, et celui-ci le donna, en 1530, à son frère Ferdinand, avec les États autrichiens. Il semblait alors devoir appartenir pour toujours à la maison d'Autriche; mais le duc dépossédé, qui parcourait tout l'empire comme un fugitif et cherchait à gagner des amis, trouva protection près de son parent le duc Philippe de

Hesse. Ulric avait déjà reçu la doctrine de Luther, et Philippe conçut d'abord la pensée de le rétablir dans ses États, même par la force des armes. Il leva donc une armée de vingt mille hommes, se jeta à l'improviste dans le Wurtemberg, battit le gouverneur autrichien près de Lauffen (1534), et rendit aussitôt le duché à Ulric. On crut que cette invasion allait être le commencement d'une guerre sanglante, mais encore pour cette fois l'orage passa sans éclater. Charles et Ferdinand étaient trop occupés, et sans doute aussi qu'ils sentirent qu'il ne serait pas généreux d'augmenter leur puissance, déjà si grande, avec le bien d'autrui, quoiqu'ils eussent l'apparence du droit. D'un autre côté, les fédérés de la ligue de Schmalkalde, qui n'avaient pas pris part à la première expédition du landgrave, mettaient beaucoup d'empressement à terminer cette affaire par un accommodement. De là, la paix de Cadan, en Bohême, par laquelle le duc Ulric recouvra ses États à titre de vavasseur d'Autriche ; la paix de religion de Nuremberg fut confirmée, et l'électeur de Saxe, avec toute sa famille, reconnut formellement Ferdinand pour roi des Romains ; et, afin de sauver au moins la dignité de la suzeraineté impériale, il fut décidé que le landgrave et le duc Ulric feraient à genoux amende honorable pour avoir rompu la paix du pays, à l'empereur par eux-mêmes en personne, et au roi Ferdinand par un délégué.

Une autre circonstance se présenta qui semblait extrêmement grave, et cependant ne put rompre définitivement la paix ; c'était la guerre des anabaptistes dans Munster, de 1533 à 1535. Les principes de Thomas Munzer sur la liberté et l'égalité chrétienne et sur la communauté des biens, aussi bien que sur la révélation immédiate à chaque individu, n'avaient pas encore disparu, et s'étaient conservés surtout en Hollande dans la secte des anabaptistes. Ils commandaient à leurs sectateurs de faire pénitence et de se faire baptiser de nouveau, afin que la colère de Dieu n'éclatât pas sur eux. Deux de leurs orateurs enthousiastes, Matthiessen, boulanger de Harlem, et le tailleur Jean Bockhold ou Bockelsohn de Leyde, vinrent en 1533 à Munster, précisément dans le même moment qu'un prédicateur nommé Rothmann y introduisait la doctrine de Luther ; ils le gagnèrent aussi lui au nombre des anabaptistes, chassèrent de la ville les citoyens riches, avec l'aide de la populace et d'autres anabaptistes qui vinrent des pays voisins, établirent de nouveaux magistrats, et mirent tous les biens en commun. Chacun devait venir déposer dans un trésor public tout ce qu'il possédait en or, en argent ou en objets de prix ; en même temps les églises furent dépouillées de toutes leurs richesses, les tableaux brisés, et tous les livres, excepté la Bible, furent brûlés en public. A ce vertige, comme presque toujours chez des gens grossiers, se joignit une licence effrénée dans les mœurs et toutes les passions. Il fut reconnu que la liberté chrétienne autorisait chaque homme à prendre plusieurs femmes, et Jean de Leyde en donna l'exemple en en prenant trois à la fois. Enfin un de ses partisans, qui se vantait d'avoir eu une communication divine toute particulière, Jean Dussentschur de Warendorf, le salua comme le roi de toute la terre, qui devait restaurer le trône de David, et vingt-huit apôtres furent envoyés prêcher cette doctrine par tout le monde *pour le soumettre au nouveau roi* ; mais partout où ils vinrent ils furent arrêtés comme séditieux, et presque tous exécutés. L'évêque de Munster, et Philippe, landgrave de Hesse, marchèrent contre la ville et l'assiégèrent. La disette, qui s'y fit sentir de jour en jour plus forte, refroidit bientôt le zèle du peuple. Le nouveau roi voulut s'affermir par la terreur, et décapita même de sa propre main une de ses femmes sur la place du marché, parce qu'elle avait dit qu'elle ne pouvait croire que Dieu eût condamné une si grande foule de peuple à mourir de faim, tandis que le roi était dans l'abondance. Mais à la fin, quand déjà en effet un grand nombre des habitants étaient morts de faim, deux bourgeois introduisirent de nuit l'armée de l'archevêque dans la ville, le 25 juin 1535. Après un combat sanglant, Jean de Leyde, avec Knipperdolling, son exécuteur, et son chancelier Krechting, furent faits prisonniers et conduits en spectacle dans plusieurs villes d'Allemagne ; ensuite on les déchira avec des tenailles rouges, et on les tua en les perçant au cœur avec un poignard ardent. Leurs corps furent mis dans une cage de fer et suspendus au haut de la tour de l'église de St-Lambert, sur la place ; le culte catholique fut ensuite rétabli dans la ville.

L'empereur avait entrepris sur ces entrefaites une guerre qui lui fit le plus grand honneur. Un corsaire, Haradin Barberousse, un

des hommes les plus audacieux et les plus extraordinaires de son temps, né de parents obscurs dans l'île de Lesbos, s'était solidement établi sur la côte nord d'Afrique. Il avait attiré à lui une foule de Maures chassés d'Espagne par le roi Ferdinand le Catholique, qui brûlaient du désir de la vengeance, et troublait avec eux toutes les mers de l'Europe. Sa cruauté et son audace en firent l'effroi de tous les habitants des côtes; Alger et Tunis étaient en sa puissance, et même le sultan turc Soliman avait confié à cet entreprenant matelot toute sa puissance maritime, pour qu'il s'en servît contre les chrétiens. Des milliers de prisonniers languissaient déjà dans l'esclavage à Alger et à Tunis. L'empereur Charles crut qu'en sa qualité de protecteur de toute la chrétienté, il ne pouvait pas souffrir de pareilles cruautés; d'autant plus que l'ancien roi de Tunis, Hascen, chassé de ses Etats, était venu demander sa protection. Il partit donc avec une armée de trente mille hommes, plus huit cents Allemands sous les ordres du comte Max d'Eberstin, et cinq cents vaisseaux. Doria commandait la flotte, et l'empereur lui-même, avec le marquis de Vaston, commandait l'armée de terre.

Ce fut dans l'été 1535 qu'on vint débarquer à Tunis; la citadelle de Golète, qui défendait le port, fut emportée d'assaut; toute l'artillerie fut prise, et deux mille Turcs furent massacrés. Bientôt l'armée de Haradin Barberousse, qui était dans la plaine sous les murs de Tunis, fut elle-même battue et mise en fuite, et la ville conquise; les esclaves chrétiens qu'on avait trouvés renfermés dans la citadelle y contribuèrent de toutes leurs forces, et Charles eut enfin la joie inexprimable de sauver vingt-deux mille de ces malheureux pris sur tous les peuples de l'Europe, de recevoir les témoignages de leur reconnaissance, et de les rendre à la liberté et à leurs parents qui les avaient si longtemps pleurés comme morts. Il avoua lui-même que ce fut un des plus beaux jours de sa vie. Sa réputation se répandit partout, et en effet il la méritait par la constance et le courage dont il avait donné la preuve dans cette expédition périlleuse. C'est ainsi qu'il prouva, par son exemple, que ces barbares corsaires des côtes africaines pouvaient être enchaînés quand on le voulait sérieusement et énergiquement. Il rétablit à Tunis le roi Hascen, lui défendit d'acheter des esclaves chrétiens, et retint la citadelle de Golète en son pouvoir, comme garantie de son obéissance. Haradin s'était enfui à Alger, et Charles résolut d'aller l'y poursuivre l'année suivante.

Une nouvelle guerre avec le roi de France empêcha l'exécution de son dessein. Ce prince renouvela ses prétentions sur le Milanez à la mort de son duc, François Sforce; et, pour s'assurer un chemin libre en Italie, il s'empara tout d'un coup, par la force des armes, du duché de Savoie, dont le duc l'avait mécontenté. Charles vit la nécessité de la guerre, et résolut d'en transporter le théâtre dans le sud de la France. Ne tirant donc aucun profit de l'instruction que lui avait donnée sa première expédition si malheureuse, sous le duc de Bourbon, il osa la renouveler en 1536, pénétra jusque devant Marseille et assiégea la ville. Mais elle était trop bien fortifiée, et, tout le pays ayant été ravagé par les Français eux-mêmes, la disette et les maladies forcèrent le roi, au bout de deux mois, à faire retraite avec une perte d'une partie de l'artillerie et des bagages.

Ensuite de cette expédition eut lieu à Nice une suspension d'armes pour dix ans, par l'entremise du pape, en 1538; et bientôt après les deux rivaux eurent une entrevue à Aigues-Mortes, à l'embouchure du Rhône; ce fut le roi de France qui en fit la proposition. Le conseil de l'empereur crut qu'il n'était pas sans danger de se rendre sur le sol de France; mais le projet plut d'autant mieux à Charles qu'il était extraordinaire. Quand il arriva dans le port, le roi s'avança lui-même à son vaisseau pour le recevoir, et le conduisit à terre. Un festin royal y avait été préparé, ainsi qu'une grande fête qui se prolongea fort avant dans la nuit. Le lendemain matin, ce fut le dauphin lui-même qui présenta à l'empereur l'eau pour se laver et la serviette; des deux côtés on rivalisait de civilité et de témoignages d'amitié. Ce n'était point hypocrisie, tous les deux désiraient une paix durable; et l'année suivante, 1539, François donna une nouvelle preuve de ses bonnes intentions. La ville de Gand en Flandre s'était soulevée contre Charles à l'occasion de nouvelles impositions, et avait offert au roi de France de se mettre sous sa protection; mais le roi en fit aussitôt instruire l'empereur, et lui proposa en même temps de traverser la France depuis l'Espagne, pour abréger sa route et arriver plus vite en Flandre. Charles accepta

sans méfiance; partout il fut reçu avec de grandes fêtes : entrait-il dans une ville, on venait au-devant de lui apporter les clefs de la ville; à Fontainebleau, où était le roi, il fut retenu par des fêtes magnifiques pendant quinze jours, et pendant six jours à Paris.

La révolte de Gand fut bientôt apaisée, et pendant que l'empereur y était encore, vinrent des nouvelles fort pressantes qui l'engagèrent à venir en Allemagne, où sa présence était nécessaire pour réprimer le désordre qui augmentait tous les jours. Il accéda à leurs désirs, et se rendit en 1541 à la diète de Ratisbonne. Nous raconterons plus bas et sans interruption comment alors, et plusieurs années après encore, pour réunir les partis, il eut constamment recours à des voies de douceur et d'accommodement, à des éclaircissements réciproques entre les deux partis; comment il employa les écrits, les discussions publiques et toute son éloquence; comment enfin le maintien de l'union dans l'Allemagne fut la pensée fondamentale de son gouvernement, et d'ailleurs une nécessité de son règne, dans la crainte des Turcs qui menaçaient d'un côté, et des Français d'un autre, avec qui sans cesse de nouvelles guerres éclataient. Ici nous allons encore jeter un coup d'œil sur quelques événements du dehors, qui nous conduiront jusqu'au temps où Charles fut obligé de se consacrer tout entier à l'Allemagne.

Expédition de Charles-Quint contre Alger.

(1541.) De la diète de Ratisbonne, Charles passa en Italie, et de là partit pour l'expédition qu'il avait déjà résolue à l'avance. Son grand génie, qui visait toujours à quelque chose d'extraordinaire, crut que l'abaissement des corsaires d'Afrique était un but digne de lui; d'autant plus que Barberousse l'avait excité à la vengeance par de nouvelles dévastations sur les côtes d'Espagne. Cette expédition ne commença pas sous d'heureux auspices; la saison pour la navigation sur la Méditerranée était déjà trop orageuse, et l'habile marin André Doria ne pronostiquait rien de bon. Mais Charles n'aimait pas reculer, et l'expédition eut lieu. Le 20 octobre 1541, la flotte atteignit la hauteur d'Alger, et l'armée opéra le débarquement. Mais dès le soir, avant que l'artillerie, les bagages et les provisions fussent débarqués, une terrible tempête s'éleva, arracha les vaisseaux de leurs ancres, les jeta sur la côte ou les poussa en pleine mer; et une pluie effroyable tomba avec une telle abondance, que les guerriers débarqués sur le continent passèrent toute la nuit dans l'eau jusqu'à la cheville du pied, et que, pour n'être pas entraînés par la tempête, ils furent obligés d'enfoncer leurs lances en terre et de s'y cramponner. Alors il n'y avait plus à songer à la conquête d'Alger sans artillerie et sans provisions pour l'armée, mais seulement à sa propre conservation; car, le jour suivant, la cavalerie légère des Turcs se mit à la poursuite de l'armée déjà accablée de fatigues.

Dans ce danger, Charles prouva qu'il était grand à la guerre comme partout. Pendant trois jours d'un voyage le plus pénible au milieu de l'eau et de la boue, il conduisit son armée, sans cesse harcelée par l'ennemi, tout le long de la côte, jusqu'à la baie de Metafuz, où s'était rassemblée une partie des débris de sa flotte. Il ne se distinguait pas d'un simple soldat, et partageait avec eux les plus dures privations et les plus grandes fatigues; mais aussi il réussit à soutenir le courage de ses soldats et à ramener heureusement les débris de son armée. Il mit à la voile pour l'Italie, et passa même de là en Espagne.

Quatrième guerre contre François Ier.

(1542-1544.) Le roi de France avait profité de l'absence de Charles, pendant qu'il était à Alger, pour se mettre de nouveau en état de faire la guerre. Toutes ses tentatives d'alliance avec l'empereur n'avaient pu lui faire oublier le duché de Milan; il crut donc que le temps était venu d'en faire encore une fois la conquête, et il renouvela son alliance avec les Turcs. Ainsi, tandis que Charles était à se reposer de ses fatigues, tout épuisé par les pertes de l'expédition d'Alger, François entra en campagne; mais l'incapacité de ses généraux opposée à toute l'expérience des généraux espagnols, aussi bien que la disette et les maladies, firent que cinq armées ne purent rien faire dans la première campagne, et furent obligées de rentrer dans le plus triste état.

L'année suivante, 1543, Charles se rendit en Italie, et de là de l'autre côté des Alpes, dans le

bas Rhin, où le duc de Clèves avait fait alliance avec François Ier; et ce prince, qui depuis peu commençait à favoriser les doctrines de Luther, devait être le premier à sentir l'autorité impériale. L'apparition de Charles dans ces contrées fut tout à fait inattendue. On disait parmi le peuple qu'à son retour d'Alger il avait essuyé un naufrage dans lequel il avait péri, et, dans cette croyance, ils regardaient la nouvelle de son arrivée comme une fable. La petite ville de Duren, sur une sommation qu'il lui fit de se rendre, répondit : « qu'elle ne le craignait guère, parce qu'il était depuis longtemps la pâture des poissons. » Mais, les Espagnols ayant emporté la ville d'assaut malgré tous les obstacles, et l'ayant livrée aux flammes, alors l'épouvante et l'effroi se répandirent par tout le pays. On disait que le roi amenait avec lui une espèce d'hommes noirs et sauvages qui avaient de grands ongles aux doigts avec lesquels ils escaladaient les murailles les plus inexpugnables, et de grandes dents avec lesquelles ils déchiraient tout. Ce que l'on racontait des prodiges du Nouveau-Monde et de ses habitants était très-propre, dans cette époque si féconde en merveilles, à donner créance à ces récits. D'ailleurs les troupes de Charles étaient en grande partie de vieux guerriers qui avaient noirci au soleil et au grand air, qu'aucun danger n'effrayait, et qui, quand ils montaient à l'assaut, enfonçaient leurs glaives ou leurs lances dans les fentes des murs pour s'élever et escalader ainsi le rempart. L'épouvante qui marchait devant lui eut bientôt soumis tout le pays et toutes les villes; le duc de Clèves fut obligé de venir demander grâce à genoux, et il ne l'obtint que sous la condition qu'il n'abandonnerait pas la foi catholique; que ce qu'il avait changé il le remettrait sur l'ancien pied, et qu'il ne se laisserait entraîner dans aucune alliance contre l'empereur.

Il n'y eut dans cette année rien de remarquable contre la France; mais, l'année suivante, Charles ayant rassemblé de plus grandes forces, après avoir tenu une diète à Spire dans l'hiver de 1543 à 1544, et s'être assuré de la coopération de tous les princes allemands, entra dès le commencement du printemps dans le pays même de son ennemi, à la tête d'une très-belle armée. Il conquit d'abord Saint-Dizier, ensuite il marcha droit sur Paris. Epernay, Château-Thierry, étaient déjà pris; l'armée n'était plus qu'à deux jours de marche de la capitale, et ses habitants s'enfuyaient effrayés, lorsque le roi François Ier fit des propositions de paix. L'empereur les accepta de suite, parce que les affaires se compliquaient de plus en plus en Allemagne; et, le 22 septembre 1544, la paix fut signée à Crépi. C'est la dernière que fit Charles avec le roi de France. Il n'y eut aucun changement dans le fond de la querelle; la Bourgogne resta au roi de France, et le Milanez à l'empereur.

En Saxe, dès l'année 1532, l'électeur Jean le Constant avait été remplacé par son fils Jean-Frédéric, prince rempli d'équité et de loyauté, mais aussi trop réservé et bien différent de l'actif et téméraire Philippe de Hesse, qui marchait toujours à la tête des princes protestants et était le plus entreprenant d'entre eux. Non-seulement ces deux princes étaient en contradiction par caractère, mais de plus grandes raisons encore de division étaient survenues parmi les protestants. Dès la dixième année de la réforme, il s'était élevé entre eux une dissension au sujet du dogme de la communion; Luther entra dans la lice contre Karlstadt d'abord, puis contre le réformateur des Suisses, Ulric Zwingle, avec lequel il eut, en 1529, à Marsbourg, une conférence religieuse qui n'amena aucun résultat. Les deux partis s'accusèrent réciproquement d'être dans l'erreur. La lutte fut acharnée parce que la passion y prit part; la différence d'opinions fut même un obstacle à l'unité, et elle aurait pu facilement entraîner la perte complète de la nouvelle Église, si les catholiques avaient su profiter de cette division. — Mais la dissension était aussi grande parmi eux, puisque, comme nous venons de le voir, les ducs de Bavière s'étaient mis dans la ligue de Schmalkalde; et plus tard, quand ils s'en séparèrent, lorsque le danger semblait plus grand pour la nouvelle Eglise, les sévères partisans de Luther, sur le conseil de leur chef même, se réconcilièrent pour quelque temps avec les Suisses, par une espèce de concordat à Wittemberg; alors les Suisses et plusieurs autres villes de la haute Allemagne entrèrent dans la ligue. — La propagation de la nouvelle doctrine était de jour en jour plus rapide. Des évêques même, ceux de Lubeck, Camin et Schwérin, entrèrent dans la nouvelle Église, et le vieil électeur de Cologne, Hermann, sur lequel nous donnerons plus bas des

détails, prenait sérieusement ses dispositions pour suivre leur exemple.

Pendant ce temps-là, un des plus importants changements s'était fait dans les pays saxons. La moitié de ces provinces, avec les villes de Dresde et de Leipzig, appartenait au duc Georges, un des plus zélés défenseurs de l'ancienne Eglise, qui employait toute sa puissance à empêcher l'introduction de la nouvelle doctrine dans ses États. Mais ses deux enfants moururent avant lui; et son frère Henri d'Altenbourg, père du duc Maurice, qui devint plus tard électeur, et qui se trouvait désormais son héritier, était au contraire attaché de toute son âme aux doctrines de Luther. Quand donc le duc Georges mourut, au mois d'avril 1539, le premier acte du gouvernement de Henri fut d'introduire la réforme dans tous ses États. Le plus grand nombre de ses sujets s'y soumit de bon cœur; l'université même de Leipzig fut toute changée sans une trop grande résistance; les plus zélés théologiens furent chassés du pays, ou privés de leurs fonctions, et leurs places furent données à des partisans de la nouvelle doctrine.

Un semblable changement eut lieu dans le Brandebourg presque dans le même temps. Le prince Joachim Ier, zélé catholique, eut pour successeur, en 1534, son fils Joachim II, qui avait été élevé par sa mère, princesse du Danemark, dans les principes luthériens. Ce prince, l'an 1539, encouragé par l'exemple de l'évêque de Brandebourg, Mathias Jagow, se soumit à la confession d'Augsbourg, et introduisit dans ses États une institution ecclésiastique qui se rapportait encore beaucoup à l'ancienne discipline, mais dont les points capitaux étaient cependant tout à fait conformes aux principes de la réforme. — La supériorité qu'avait acquise la nouvelle doctrine dans le nord de l'Allemagne décida le vieux cardinal Albert, archevêque de Mayence et prince de la maison de Brandebourg, à cesser toute résistance pour les évêchés de Magdebourg et de Halberstadt, et à se retirer à Mayence, laissant les protestants établir des églises comme ils l'entendaient dans toutes les campagnes et les villes de ce pays, moyennant de grosses sommes d'argent qu'on lui fit toucher.

Plus les affaires étaient en mauvais état, plus l'empereur et son frère Ferdinand prenaient à cœur la réunion des partis; et ils provoquaient de temps à autre de nouvelles conférences religieuses, à Haguenau en 1540, peu après à Worms en 1541, où Mélanchton et Eck se trouvèrent en présence, et la même année encore à Ratisbonne, à laquelle l'empereur lui-même assista et prit part avec beaucoup de zèle. — Tout fut inutile: la nouvelle doctrine était trop profondément séparée de l'ancienne, et en même temps trop d'intérêts s'y rattachaient; de tous côtés, particulièrement du côté des princes, une foule de considérations mondaines venaient à la traverse; et au milieu des mœurs barbares de cette époque, il était impossible d'obtenir un examen calme, sans passion et approfondi des questions. Comme donc ces tentatives de réunion n'apportaient aucun résultat, ou de très-minimes, l'empereur eut recours à son moyen habituel de remettre la décision à un concile général, et de confirmer, pendant ce temps-là, pour les protestants, la paix de Nuremberg. Ainsi en agit-il à la diète de Ratisbonne, 1541, avant de partir pour Alger; à Spire, en 1542, par *l'entremise* de Ferdinand et du prince Joachim de Brandebourg, quand il voulut réunir toutes les forces de l'empire contre les Turcs; et en 1544, dans la même ville et dans une deuxième diète très-brillante, à laquelle assistèrent les sept princes électeurs en personne, présidée par l'empereur Charles, lorsqu'il préparait contre la France sa dernière expédition que nous avons déjà racontée. Et cependant déjà les protestants avaient cherché l'appui des armes. Le duc Henri de Brunswick, prince aussi zélé catholique qu'inquiet et passionné, était en inimitié avec l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, particulièrement à cause de la religion; des deux côtés on publiait les pamphlets les plus acerbes: car, dans ce temps, on combattait son ennemi avec toutes les armes que peut fournir la passion. De plus, les villes de Brunswick et de Goslar, qui faisaient partie de la ligue de Schmalkalde, avaient demandé protection aux princes protestants contre leur duc qui les opprimait et les pressurait de toute façon; l'empereur même et le roi Ferdinand lui avaient déjà reproché sa violence contre elles, mais toujours en vain. A la fin, la ligue de Schmalkalde leva en toute hâte une armée, en 1542, tomba sur son duché, en chassa le duc et retint le pays dans sa possession. Le duc Henri courut demander du se-

cours à l'empereur ; mais celui-ci renvoya l'affaire à une diète. —Il fut arrêté à la diète de Worms, 1545, que l'empereur gouvernerait en attendant les États de Brunswick jusqu'à la décision de l'affaire par la voie de la justice. Ce moyen parut trop lent à ce duc exalté, qui volontiers se serait mis à la tête du parti catholique. Il avait coutume de dire : « Menacer au nom de l'empereur, c'est chasser avec un faucon mort. » Son ardeur lui fit commettre une déloyauté à l'égard du roi de France, François Ier. Ce prince lui avait donné de l'argent pour enrôler en Allemagne des troupes à son service, et, sitôt qu'elles furent rassemblées, le duc entra à leur tête dans son duché, en l'automne 1545, pour l'arracher à ses ennemis ; mais le landgrave de Hesse fut bientôt sur pied avec son armée, et l'électeur de Saxe et le duc Maurice se mettant en même temps en campagne, ils resserrèrent si étroitement le duc dans son camp de Calefeld, près de Nordheim, qu'il fut contraint de se rendre prisonnier avec son fils. Alors le margrave le conduisit dans sa forteresse de Zigenhain, et l'empereur se contenta de l'avertir de traiter son prisonnier avec bienveillance et avec les égards dus à un prince.

Cependant la diète de Worms, quoiqu'elle eût aussi servi à conserver la paix de religion, n'en avait pas moins laissé voir que la scission allait toujours croissant ; les plaintes des deux partis devenaient de plus en plus fortes. Les catholiques ne manquaient pas de mettre en avant dans leurs récriminations la confiscation des biens ecclésiastiques dans les pays protestants ; et les protestants, de leur côté, refusaient de reconnaître les arrêts de la chambre impériale en pareilles matières et même en d'autres, parce que les catholiques n'y voulaient souffrir que des juges de l'ancienne croyance. La défiance était déjà montée à un si haut degré, qu'il n'y eut qu'un très-petit nombre de princes protestants qui parurent à la diète. Le grand moyen pour arriver à une réconciliation, sur lequel Charles avait auparavant beaucoup compté, c'est-à-dire un concile général, fut même inutilement employé alors, parce qu'on y eut recours trop tard, et qu'il ne fut pas tenu dans des formes équitables. La cour de Rome avait enfin donné son consentement ; elle convoqua le concile pour le 15 mars 1545, à Trente en Tyrol, et il fut solennellement ouvert le 13 décembre de cette même année. Mais les protestants refusèrent de lui reconnaître l'autorité pour décider sur leurs affaires ; leurs raisons étaient : « que le concile était convoqué sur les frontières de l'Italie, dans un pays tout à fait étranger aux mœurs des Allemands, ce qui, par conséquent, ne pouvait manquer d'avoir une funeste influence ; ensuite, que le pape, qui les avait déjà condamnés comme hérétiques, ou du moins ne les traitait que comme des accusés, prenait la présidence au concile comme leur juge ; que, pour que le concile pût être regardé comme indépendant, il fallait qu'ils y jouissent des mêmes droits que les autres. »

Longtemps auparavant l'électeur palatin Frédéric, qui venait de passer à la nouvelle Église, avait fait une proposition qui aurait pu avoir un résultat avantageux, si tout le monde avait été animé de bonne foi et d'intentions pures ; c'était : « de convoquer un concile général d'Allemagne, et d'envoyer ensuite au concile de Trente, comme étant la voix de tout le peuple allemand, l'accommodement qui aurait été arrêté entre tous les partis. » Cet expédient, libre de toute influence étrangère, par lequel la nation aurait été représentée pour exprimer elle-même ses besoins, semblait le seul qui pût être de quelque utilité et conduire à une conclusion en matière religieuse. Mais cette proposition ne trouva point d'écho, et la division s'accrut entre les partis.

L'inquiétude de l'empereur et des catholiques, qui craignaient de voir les protestants avoir la supériorité dans l'empire, n'était pas sans fondement. Déjà dans le conseil des princes trois des quatre électeurs laïques avaient adopté les nouvelles doctrines (quoique l'électeur palatin et celui de Brandebourg n'aient pris aucune part à la ligue de Schmalkalde), et maintenaient même un des trois ecclésiastiques, Hermann, le vieil électeur de Cologne, qui se montrait de plus en plus porté pour elles. Il voulait, avec le consentement d'une partie de son chapitre, introduire dans son archevêché une réforme importante ; il avait déjà fait travailler à ce projet, et même fait venir Mélanchton de Wittemberg dans ce dessein. Mais l'université et le maire de Cologne et une partie du chapitre, s'étant prononcés contre ces nouveautés, se tournèrent vers l'empereur et le pape. Cette université avait déjà, antérieu-

rement à la réforme, du temps de Jacob Hoogstraten, pris une part très-active dans la lutte contre les humanistes, c'est-à-dire les professeurs et répétiteurs des langues anciennes, nommément contre Reuchlin, et elle avait été plus tard une des premières à condamner les principes de Luther.— Dans cette confusion toujours croissante, comme aucun jour ne se montrait pour la réconciliation, l'empereur Charles crut qu'il fallait avoir recours à un dernier moyen, de l'emploi duquel une voix intérieure l'avait toujours détourné, à la force des armes, et lui faire décider la question. Son chancelier Granvella parla donc en secret avec le légat du pape, le cardinal Farnèse, de la possibilité d'une guerre contre les protestants; il lui fit voir qu'une coopération active du pape serait nécessaire, parce que l'empereur était épuisé et que les princes catholiques étaient sans énergie; et le cardinal, dans la joie où il était de voir l'empereur sérieusement résolu, fit les plus belles promesses.

C'est ici un faux pas dans la vie de Charles V; car, en prenant la résolution de décider maintenant avec la pointe de son épée ce qu'il avait tenté si longtemps d'obtenir par des paroles de douceur, de paix et de réconciliation, il tomba dans une grosse erreur : comme si la force d'un mouvement intellectuel pouvait être enchaînée par une force extérieure! Depuis ce moment, il fut vaincu par cette affreuse époque qu'il avait jusqu'alors semblé maîtriser; il ne put la contenir. Son génie vieilli devenait de plus en plus sombre et ennemi de ce qui avait la vie de la jeunesse, et, dans sa mauvaise humeur, il voulait rompre avec son épée les nœuds qu'il ne pouvait dénouer. Cet égarement de l'empereur Charles, dans les dernières années de sa vie, ressemble à une tragédie dans laquelle on voit un cœur généreux succomber sous le poids des charges auxquelles le sort l'a soumis. Cependant ces dernières années sont les plus brillantes de sa vie par ses rapides succès au dehors; mais précisément dans ces succès il perdit le point précis de modération qu'il avait conservé jusque-là. Aussi eut-il la douleur de voir les plans qu'il avait disposés avec tant de peine détruits sans ressource; de sorte qu'il ne lui resta plus que de réunir toutes ses forces pour se tirer du tourbillon, et sauver l'indépendance de son esprit en se dépouillant de tout l'éclat de la grandeur terrestre. Par cette dernière résolution, sur laquelle nous reviendrons plus tard, l'empereur Charles a mis à couvert sa dignité d'homme et adouci la voix de la postérité.

Mort de Luther.

(18 février 1546.) Avant le commencement de cette triste lutte mourut Luther, l'auteur de tout ce grand mouvement. Il avait dissuadé de tout son pouvoir de mêler la force extérieure avec ce qui ne doit avoir son siége que dans l'intérieur de l'âme; et tant qu'avait vécu cet homme énergique, il avait conservé la paix. Bien des fois il avait dit aux princes que sa doctrine était étrangère à leurs armes, et par conséquent il vit avec peine, dans les dernières années de sa vie, qu'on multipliait les précautions, que la division se tranchait, et il n'en augurait rien de bon; le sort cependant lui évita de voir éclater ces funestes discordes. Il était malade depuis plusieurs années, et étant parti pour l'Eisleben au commencement de l'année *1546*, afin d'y vider un différend du comte de Mansfeld, il y mourut le 15 février à l'âge de 63 ans, en protestant encore, dans ses dernières prières, qu'il avait vécu et mourait dans la ferme croyance du Christ, le sauveur du monde. Son corps fut conduit en grande pompe à Wittemberg, et placé dans le caveau de la chapelle du château.

Au moment de la diète de Ratisbonne, 1546, où les protestants sollicitèrent pour la dernière fois « une paix durable, des droits égaux pour les évangélistes comme pour les catholiques, et un concile équitable de la nation allemande, » l'empereur avait déjà enrôlé des troupes et conclu son alliance avec le pape. Il avait décidé, de concert avec lui, de prendre contre Hermann, archevêque de Cologne, les mesures les plus extrêmes, et en effet ce vieillard fut déposé de son électorat en toutes formes. Cette conduite effraya les confédérés de Schmalkalde. Ils firent donc demander à l'empereur quels desseins il avait pour de tels préparatifs. Celui-ci répondit en peu de mots : « que tous ceux qui se soumettraient à l'obéissance trouveraient toujours en lui, comme auparavant, des intentions bienveillantes, bonnes et paternelles; mais que tous ceux qui voudraient lui faire opposition pouvaient s'attendre à être traités par lui avec toute la sévérité nécessaire. » Et,

peu après, quand le message qui annonçait la conclusion de l'alliance avec le pape fut arrivé, il déclara publiquement, le 25 juin : « que, puisque tant de diètes n'avaient pu produire aucun résultat, ils pouvaient bien attendre avec patience la résolution qu'il prendrait au sujet de la religion, de la paix et du droit. » Cette déclaration montrait manifestement l'intention de l'empereur d'avoir recours à la force, et les membres de la ligue de Schmalkalde se préparèrent en toute hâte à la défense. Mais le trop grand contraste qui existait entre les deux principaux membres ne faisait point espérer des suites bien éclatantes pour eux.

L'électeur de Saxe, qui était attaché à sa croyance de toute son âme, et que rien d'extérieur à elle ne pouvait ébranler, ne voulait admettre aucun calcul politique pour son alliance, et s'appuyait uniquement sur la conviction « que Dieu n'abandonnerait pas son Évangile. » Il avait déjà antérieurement refusé l'alliance des rois d'Angleterre et de France, parce qu'il les regardait tous deux comme indignes de défendre des doctrines qui lui semblaient pures. Il crut même qu'il ne pouvait s'allier avec les Suisses, parce qu'ils s'éloignaient de sa croyance dans leur doctrine sur l'Eucharistie ; car des contestations sur l'Eucharistie avaient éclaté avec une nouvelle énergie pendant la vie même de Luther. L'électeur, dont les idées étaient fort restreintes, ne pressentait point les plans de Charles-Quint, depuis longtemps médités contre lui ; et même il conservait toujours au fond de son âme, pour l'ancien et beau nom de l'empereur, cette vénération si digne d'éloge qu'on ne trouve qu'en Allemagne. Et si son chancelier, l'habile Bruck, à qui il confiait tout, n'avait su mieux que son maître lui-même concilier les maximes de la politique avec la sévérité de ses principes religieux, la ligue aurait eu encore beaucoup plus à en souffrir.

Philippe de Hesse ne manquait non plus ni d'attachement ni de zèle pour sa croyance ; mais bien d'autres motifs agissaient sur son âme et le dirigeaient entièrement. Il fut poussé dès le principe par une brûlante ambition, et si la combinaison des événements ne l'avait durement et constamment écarté du trône, il aurait pris une place remarquable parmi les amis et les généraux de l'empereur. Mais, se trouvant alors placé par le sort à la tête du parti contraire, son génie audacieux recherchait tous les expédients les plus hostiles à l'empereur ; et il avait pour cela un regard infiniment plus clairvoyant que celui de l'électeur de Saxe. Volontiers il eût pris les armes dans maintes circonstances antérieures et favorables, afin d'obtenir pour lui et ses coreligionnaires certains droits qu'ils ne purent obtenir de l'empereur que pour un temps limité. Nous savons aussi comment déjà deux fois il avait témérairement osé des coups de main hasardeux pour Ulric de Wurtemberg et contre le duc de Brunsvick ; mais alors, toutes les fois qu'il s'agissait de grandes entreprises, il se trouvait arrêté par l'électeur, qui craignait toujours de manquer à la légalité ; de sorte qu'il fallait un danger commun pour contenir dans l'union deux esprits si différents et même si opposés.

Cependant cette divergence d'opinion devait nécessairement produire du trouble au moment décisif. C'était là le côté faible de la ligue de Schmalkalde ; autrement, sous une bonne et sage direction concertée, elle était assez puissante pour obtenir un succès complet dans une légitime défense contre l'empereur. Et dans ce cas les moyens et les idées de l'électeur de Saxe auraient été bien plus honorables ; car ainsi le parti protestant aurait pu défendre sa liberté de croyance avec avantage et légitimement, les armes à la main, sans aucun appel aux étrangers, eux qui furent toujours si funestes à l'Allemagne ; en conservant à la majesté impériale tout le respect qui lui est dû, aussi longtemps du moins qu'elle n'aurait pas franchi les barrières du droit ; sans avoir recours aux déshonnêtes artifices de cette politique qui n'honore la vérité qu'autant qu'elle est d'accord avec l'intérêt. Mais la ligue de Schmalkalde n'avait point d'unité dans sa direction non plus que dans son but. Un grand nombre de princes importants ne s'étaient point rattachés à l'alliance, et allèrent même renforcer l'empereur. Le jeune duc Maurice de Saxe, quoique protestant aussi lui-même, cousin de l'électeur et gendre du landgrave Philippe, était secrètement en intelligence avec l'empereur. Le margrave de Brandebourg, Jean de Custrin, se sépara de la ligue, et celui de Baireuth, Albert, prit même publiquement du service contre elle.

Cependant le duc Maurice était un des hommes les plus remarquables de son temps,

jeune, actif et téméraire, il possédait déjà ce regard perçant de l'âge mûr qui pénètre les rapports des événements entre eux, et assied d'après eux des plans pour ses desseins. Son extérieur même annonçait un homme accompli : un œil de feu et pénétrant, et dans sa figure brune on voyait les traits du héros. L'empereur Charles lui-même, qui faisait peu de cas des Allemands, surtout de ceux du Sud, et n'en estimait aucun particulièrement, apprit bientôt à connaître le jeune duc et tout ce qu'il y avait de grand dans sa nature, et il sut le préférer à tous ses autres courtisans. Mais ce qui manqua au duc Maurice comme à l'empereur lui-même, ce fut de n'avoir pas eu autant de profondeur dans les principes que de pénétration et de clarté dans la vue pour saisir tous les rapports des événements temporels. Car cette piété intérieure et calme, cet amour des beaux sentiments, ce respect sacré pour la vérité et pour la justice, qui font que l'homme sacrifie tout ce qui est terrestre pour les idées éternelles, et ne cherche qu'à maîtriser son humanité pour développer son être moral; ces sentiments de l'âme, les plus grands, les plus nobles, ne se rencontraient ni dans Charles, ni dans Maurice. Chez eux, l'intelligence dominait le cœur, et la sagesse était la loi vitale. Aussi peu d'hommes peuvent-ils se vanter d'avoir possédé leur confiance; et leur silence a fait de leurs actions autant d'énigmes pour l'histoire.

Maurice voyait dans l'avenir bien plus loin que l'électeur son cousin; il découvrit de bonne heure qu'il ne pourrait résister dans la lutte contre la prudence et l'adresse de Charles; et c'est de là qu'il conçut la pensée de se faire lui-même le chef de la maison de Saxe. Il pourrait peut-être avancer pour sa justification qu'il ne restait pas d'autre moyen de la sauver; mais, pour obtenir ce but, sa loyauté et sa véracité durent être mises à de dures épreuves. Il ne se réunit pas à la ligue de Schmalkalde, parce qu'il voulait s'attacher à l'empereur jusqu'à ce qu'il eût obtenu son but et qu'il fût temps de marcher indépendant. Quand la ligue se forma, il s'efforça de l'arrêter; et quand on lui demanda d'y prendre part, il refusa, et déclara qu'il ne voulait prendre les armes que pour la défense de son pays. Mais déjà il était en secret d'intelligence avec l'empereur. Combien étroitement était-il lié, et sous quelles stipulations? c'est ce qu'on ne peut savoir authentiquement; malheureusement il est vraisemblable que déjà on lui avait donné comme récompense des espérances sur l'électorat. Quel combat dut-il par conséquent sentir au fond de son âme, quand l'électeur, au moment de son expédition contre l'empereur, lui confia son pays pour le protéger et le lui rendre fidèlement ensuite! Cependant aucune marque extérieure ne découvrit ce combat intérieur, et la sagesse l'emporta sur la vérité; pour ne pas se trahir, il accepta la protection de l'électorat.

L'empereur fit tous ses efforts pour présenter cette guerre comme n'étant pas purement guerre de religion. Dans une proclamation aux principales villes protestantes, Strasbourg, Nuremberg, Augsbourg et Ulm, imprimée à Ratisbonne, il assurait positivement : « que les préparatifs de sa majesté impériale n'avaient aucunement pour but d'opprimer la religion et la liberté, mais uniquement de forcer à l'obéissance quelques princes récalcitrants qui, sous le manteau de la religion, *pensaient entraîner* dans leur parti d'autres membres du Saint-Empire, et qui avaient perdu toute considération pour la justice et l'ordre, et pour la dignité impériale. » Mais les bourgeois allemands, avec leur bon sens, sentirent bien qu'une partie de cette proclamation n'était que des mots, et de quels dangers ils seraient menacés par la ruine des princes; ils demeurèrent donc fortement attachés à la ligue des évangélistes. D'ailleurs un événement auquel il ne s'attendait point vint rendre inutiles tous ses efforts. A peine avait-il conclu avec le pape son alliance, dont le contenu était précisément en opposition avec sa déclaration aux villes de la haute Allemagne, que celui-ci la rendit publique, et fit paraître dans tout le pays une bulle dans laquelle il représentait l'entreprise de l'empereur comme une sainte entreprise pour la religion. « La vigne du Seigneur, y disait-il, *doit être* purgée par le fer et le feu des mauvaises plantes que l'hérésie a semées en Allemagne. » Par cette alliance, le pape promit un secours de douze mille fantassins italiens et mille cinq cents hommes de cavalerie légère qu'il devait entretenir pendant six mois à ses frais. En outre, il donnait deux cent mille couronnes pour la guerre, permettait à l'empereur de jouir pendant le courant de l'année de la moitié des revenus des biens ecclésiastiques en Espagne,

et d'y vendre pour cinq cent mille scudi de biens de couvents. De son côté, Charles promit de forcer par ses armes tous les rebelles d'Allemagne à l'obéissance à la chaire de Rome, de faire revivre parmi eux l'ancienne religion, et de ne faire sans la permission du saint-père aucune convention qui pût être désavantageuse pour l'Église romaine, avec ceux qui appartiendraient à la nouvelle hérésie.

Par ce manifeste, la guerre dut prendre, contre l'intention de Charles, un air de guerre de religion, et c'est ce que désirait le pape. Mais alors les pays protestants furent animés d'une inexprimable exaspération; et si les chefs avaient su profiter de ce moment pour entraîner le peuple en masse, s'ils avaient su le conduire, jamais l'empereur n'aurait pu résister avec ses Espagnols et ses Italiens : car les autres princes allemands, même les princes catholiques, se tenaient tranquilles ; ils craignaient de voir l'empereur exercer la toute-puissance en Allemagne après avoir accablé les protestants.

L'armée des villes de la haute Allemagne parut la première en campagne ; c'était une armée d'élite sous un capitaine distingué, le chevalier Sébastien Schœrtlin de Burtenbach, dans la dépendance d'Augsbourg, homme habile et expérimenté dans tout ce qui a rapport à la guerre, et dont la vue tendait toujours droit au vrai but, qui ne voulait point de demi-mesures et visait à l'anéantissement de son ennemi. Il avait fait les campagnes contre les Turcs et les Français, et avait assisté à la bataille de Pavie et à la prise de Rome sous les ordres de Bourbon. La troupe du duc Ulric de Wurtemberg, commandée par le vaillant Jean de Heydeck, vint aussi se réunir à lui. Schœrtlin prit aussitôt pour plan de guerre de détruire dès le principe la puissance militaire de l'empereur, qui se formait; car Charles, qui se tenait toujours à Augsbourg, avait tout au plus huit à dix mille hommes avec lui, et y attendait les troupes qu'il avait enrôlées en Allemagne et celles qu'il tirait des Pays-Bas et de l'Italie. — Schœrtlin se dirigea d'abord sur une des principales villes d'enrôlement de l'empereur, celle de Fuessen sur le Lech, en Souabe. Mais les bandes, à son approche, se retirèrent en Bavière; et lorsqu'il était occupé à les poursuivre, arriva un messager de la ville d'Augsbourg, au service de laquelle il était particulièrement, avec l'ordre de ne pas entrer sur les terres du duc de Bavière, qui était neutre. La maison de Bavière avait menacé de se joindre à l'empereur s'il ne quittait son territoire ; mais, si elle eût voulu rester complétement neutre, elle n'aurait pas non plus permis le passage aux troupes de l'empereur. Ce fut donc avec le plus grand dépit que Schœrtlin s'arrêta sur le Lech sans le passer ; car il avait dans l'esprit un projet plus grand encore. S'il avait pu chasser promptement les bandes impériales devant lui, il aurait poussé jusqu'à Ratisbonne. Les troupes qui s'y trouvaient étaient encore trop peu nombreuses; l'empereur aurait été vraisemblablement contraint de prendre la fuite, et la haute Allemagne était perdue pour lui. Schœrtlin écrivit à ce sujet « que certainement Annibal n'avait pas eu plus de douleur à quitter l'Italie, que lui la Bavière dans un pareil moment. »

Arrêté de ce côté, il forma aussitôt le projet d'empêcher les troupes du pape d'arriver en Allemagne. Jamais on n'avait levé en Italie une armée si bien équipée; des soldats courageux avec des chefs distingués, et tous remplis de zèle contre les protestants. Leur chemin était de traverser le Tyrol; Schœrtlin voulut leur couper la route. Il s'avança à marches forcées sur Ehrenberg, et s'empara par surprise de ce passage important le 10 juin. De là il marcha contre Inspruck ; et il aurait certainement obtenu son but d'occuper tous les passages, si un nouvel ordre ne lui était survenu, de la part des chefs de la ligue, d'évacuer le Tyrol, parce que le roi Ferdinand, à qui ce pays appartenait, n'avait pas encore déclaré la guerre à la ligue de Schmalkalde. Ainsi, dès le commencement, il parut assez d'incertitude et de peur parmi les ligués, pour qu'un œil pénétrant pût d'avance présager que leurs affaires ne seraient pas heureuses. C'est en effet la plus folle pusillanimité, quand une fois la guerre est inévitable, d'épargner celui qui ne s'est peut-être pas déclaré encore comme ennemi, mais en a du moins pris toutes les apparences. Toutefois il fallut que le général obéît et laissât ainsi perdre le plus beau moment d'agir.

Pendant ce temps-là, les armées saxonnes et hessoises s'étaient aussi mises sur pied et marchaient vers la haute Allemagne. Les deux chefs écrivirent, le 4 juillet, une lettre à Charles, pour lui dire : « qu'ils n'étaient point coupa-

bles de désobéissance, comme l'empereur voulait les en charger. Mais, auraient-ils quelque chose à se reprocher, encore serait-il équitable de les entendre auparavant, et, dans ce cas, qu'ils rendraient patent à tous les yeux que l'empereur n'entreprend la guerre que sur les instigations du pape, pour étouffer les dogmes des évangélistes et les libertés germaniques. » Cette dernière accusation est la plus grave qui ait été faite à l'empereur par ses adversaires, et c'était alors pour la première fois; mais elle fut reçue avidement et répandue par tout le monde. Cette seule parole, si elle eût été crue vraie, aurait renversé tout le zèle de religion des catholiques, qui n'auraient plus osé souhaiter la victoire à l'empereur sur ses adversaires; d'autant plus que sa conduite, dans le moment même qu'on lui faisait ce reproche, semblait confirmer l'accusation. Quand la lettre des chefs de la ligue lui fut apportée, il ne voulut pas même la recevoir; mais il y répondit aussitôt par une déclaration du ban contre les princes de Saxe et de Hesse. Il leur reprochait leur désobéissance à sa parole impériale et le dessein « de lui enlever la couronne, le sceptre et toute autorité, pour s'en revêtir eux-mêmes, et à la fin forcer tout le monde de subir le joug de leur tyrannie. » Il les appelle « rebelles, parjures et traîtres à la patrie; » délie tous leurs sujets des devoirs d'hommage et d'obéissance. Si cette réponse de Charles à leur missive était dure, elle est conforme à la violence de cette époque. Souvent, dans l'exaspération de la lutte, chaque parti cherchait à l'emporter sur son adversaire par la causticité des paroles; car l'opinion publique n'était comptée pour rien. L'empereur avait par ce dernier pas violé les lois du pays, d'après lesquelles il ne pouvait pas seul, sans le jugement des princes, mettre un Etat au ban de l'empire.

Cependant cette accusation si souvent portée contre lui d'avoir eu l'esprit de renverser toute la constitution d'Allemagne pour se rendre seul maître indépendant, était trop forte. Mais on peut bien le ranger, et l'histoire n'a point de doutes à ce sujet, parmi les esprits qui tendent de tous leurs efforts au plus haut degré de gloire et de puissance, et qui souvent forcent les anciennes institutions à plier devant eux, quand elles se trouvent en opposition avec celles qu'ils veulent établir. On ne peut fixer en aucune façon jusqu'à quel point il en serait venu avec l'Allemagne, si les circonstances avaient continué de lui être favorables comme elles le furent pendant longtemps; car, pour un cœur comme le sien, où les désirs n'ont de bornes que celles qu'impose la sagesse, sans aucune limite naturelle, les circonstances seules en sont la mesure. Ces grands génies entreprennent tout ce qui leur paraît avantageux, et rien autre chose; et l'empereur Charles se gardait bien de tenter ce qu'il ne pouvait achever. Il gouvernait un si grand nombre d'Etats et avait de si puissants adversaires en Europe, qu'il ne pouvait espérer de pouvoir appliquer des soins aussi constants et aussi exclusifs que l'eût exigé l'exécution d'un plan de souveraineté absolue en Allemagne; et certainement il était trop adroit pour l'entreprendre inutilement. Cependant il faisait encore sentir l'orgueilleux empereur et le dominateur de la moitié du globe, en se dégageant des formes du droit dans des circonstances particulières qui demandaient une prompte exécution; de sorte que l'on peut dire que la violation des droits de l'empire était plutôt dans son esprit que dans ses plans.

Du reste, il montra, dès le commencement de cette guerre de Schmalkalde, toute la supériorité de son génie et une grandeur véritablement héroïque. Quoiqu'il ne fût défendu que par quelques guerriers seulement, et qu'il fût entouré d'une armée de 70 à 80,000 hommes, la plus belle qui ait été vue depuis longtemps en Europe, il ne répondit au manifeste des princes que par une déclaration qui les mettait au ban de l'empire; ensuite il partit de Ratisbonne avec sa petite armée pour Landshut, afin de se trouver plus à portée des troupes qui arrivaient d'Italie. Mais, de peur que ses partisans n'en fussent effrayés, il déclara en même temps qu'il n'abandonnerait pas le sol de l'Allemagne, et qu'il y resterait toujours vif ou mort. Sa plus sûre garantie était la dissension qui régnait dans le camp des alliés. Schœrtlin était venu rejoindre avec son armée les deux princes, déjà si peu d'accord entre eux. Déjà le landgrave Philippe ne partageait qu'à contre-cœur le commandement suprême avec l'électeur, par lequel il avait été arrêté dans des entreprises qui demandaient de la célérité; et alors paraissait un troisième guerrier qui possédait plus d'expérience qu'eux deux, sur qui tout le monde portait des yeux d'admiration, et qui devait emporter la plus grande

gloire de cette guerre; du moins pouvait-on le craindre. Il semblait presque aussi que l'ancienne rivalité entre les princes et les villes était venue troubler la parfaite intelligence; du moins est-il certain que ce défaut d'intelligence fut la principale raison du mauvais résultat.

Quand l'armée fut réunie, Schœrtlin conseilla encore alors de tomber sur l'empereur à Landshut et de le cerner; mais on ne put s'accorder, et on perdit ainsi le temps le plus précieux. L'empereur, au contraire, en tira grand parti; il réunit auprès de lui toutes ses troupes auxiliaires d'Espagne et d'Italie et celles levées en Allemagne, et, quand il se sentit assez fort, il remonta le Danube jusqu'à Ingolstadt. Là, il se renferma dans un camp bien retranché; car il n'osait pas encore combattre en rase campagne, jusqu'à ce qu'il eût fait sa jonction avec le comte de Buren, qui lui amenait un corps de troupes considérable des Pays-Bas. Les ligués, qui l'avaient suivi à Ingolstadt, se résolurent enfin à tirer le canon sur son camp avant qu'il fût entièrement achevé, pour voir si on ne pourrait pas l'attirer à une bataille. C'était à la fin d'août, au point du jour. Ils se rangèrent donc en demi-lune, et occupèrent toutes les hauteurs de derrière avec de l'artillerie. Les troupes brûlaient d'en venir aux mains, et un assaut hardi, rapidement conduit, au moment favorable, aurait facilement donné aux alliés une complète victoire; car l'empereur était de beaucoup inférieur en forces, et son camp n'était entouré que d'un simple fossé. L'idée d'un pareil assaut n'échappa pas aux alliés; le landgrave Philippe, suivant quelques récits, Schœrtlin, suivant d'autres, l'exprima au moment où le feu des douze grosses bouches d'artillerie forçait les arquebusiers espagnols de rentrer dans le camp d'où ils avaient voulu sortir. Mais l'irrésolution et le désaccord des généraux suspendirent cette fois encore cette décision qui devait être subite. L'empereur, qui excitait le courage des siens avec le plus grand sang-froid et n'était effrayé d'aucun danger, profita du temps pour achever sa fortification, et alors il put considérer en toute sécurité les ennemis s'épuiser à tirer sur son camp. Depuis ce temps, Schœrtlin, comme il le dit lui-même, ne put avoir de cœur à cette entreprise; car il ne voyait point qu'on s'appliquât à faire sérieusement la guerre. — Pendant cinq jours les princes canonnèrent le camp impérial sans obtenir de résultats; et quand ils apprirent que le général Buren arrivait des Pays-Bas et avait passé le Rhin, ils levèrent tout d'un coup le siége pour marcher à sa rencontre. L'empereur pouvait à peine en croire ses yeux, quand il vit une si nombreuse armée se retirer ainsi sans avoir rien fait; alors il sortit lui-même à cheval hors de son camp avec le duc d'Albe pour observer leur marche.

Cependant les fédérés ne purent empêcher la réunion du comte de Buren avec l'empereur, qui depuis ce nouveau renfort commença à marcher en avant, s'empara successivement de toutes les villes du Danube, et se rendit enfin maître de tout le cours du fleuve. Quand ensuite il vint menacer Augsbourg, les citoyens se hâtèrent de rappeler de l'armée de la ligue leur général Schœrtlin pour venir à leur secours. — L'hiver arrivait, on manquait de provisions et d'argent; dans l'armée de la ligue se montraient le découragement et la pusillanimité, parce que les généraux ne savaient inspirer aucune confiance. Les Souabes, plus que les autres encore, étaient ennuyés de la guerre, parce que c'étaient eux qui en portaient tout le poids, et que depuis six semaines les armées étaient en présence. Alors les princes envoyèrent une dépêche à l'empereur, demandant la paix, ou du moins une suspension d'armes afin de pouvoir en traiter. C'était avouer tout haut sa faiblesse, la rendre publique, et s'avouer vaincu sans combattre. L'empereur, plein de joie, fit lire cet écrit devant toute l'armée rangée en bataille; et pour toute réponse le margrave de Brandebourg fit savoir aux princes : « qu'il ne connaissait d'autre chemin pour conduire à la paix que de se soumettre à la discrétion de l'empereur, l'électeur et le landgrave eux-mêmes avec tous leurs partisans, leur armée, leur territoire et leurs sujets. » — Sur une pareille réponse, les princes ligués se séparèrent à Giengen, le dernier jour de novembre, et rentrèrent dans leur pays.

Un message pressant appelait l'électeur de Saxe dans son pays, en lui annonçant que le duc Maurice s'en était emparé jusqu'aux plus petits villages : car l'empereur avait chargé son frère Ferdinand, comme roi de Bohême, d'exécuter, d'accord avec le duc Maurice, la sentence du ban contre l'électeur; et telle était

devenue la situation des affaires, qu'il semblait que l'électorat était perdu pour toujours, si Maurice n'en avait pas pris lui-même possession. Telle du moins la présenta Maurice, quand il convoqua les états du pays pour obtenir leur consentement; car il n'aurait pu entreprendre une si importante opération sans leur participation. Il employa tous les artifices de la rhétorique pour donner à sa conduite et à ses désirs une apparence de droit; mais l'arrivée subite de Ferdinand avec ses cavaliers hongrois qu'il avait amenés de Bohême eut encore plus de puissance. L'épouvante marchait partout devant ces hordes sauvages, et on regardait comme un bonheur de pouvoir se rendre aux guerriers saxons de Maurice. Bientôt tout l'électorat, excepté Wittemberg, Eisenach et Gotha, fut entre les mains du duc. Cependant la voix du peuple condamnait son entreprise. On le regardait comme un traître à la croyance évangélique, et dans les chaires et dans les écrits des protestants il était l'objet de reproches très-amers. — Alors l'électeur revint plein de dépit; c'était au mois de décembre 1546. Il n'eut pas de peine à reconquérir son territoire, et même à enlever une partie de celui du duc, après avoir surpris à Rochlitz et fait prisonnier le margrave Albert, envoyé par l'empereur au secours de son ami. Maurice ne pouvait non plus recevoir aucun secours de Bohême, parce que les états refusèrent d'entrer en campagne contre leurs coreligionnaires saxons; et d'ailleurs le roi Ferdinand avait quelques inquiétudes pour son propre pays; on y était même presque venu à une révolte ouverte, à tel point que le duc Maurice ne conservait presque plus de son territoire que les villes de Dresde, Pirna, Zwickau et Leipzig, et n'avait plus d'espérance que dans l'empereur Charles.

L'empereur punit les villes de la haute Allemagne.

Charles, pendant ce temps-là, était occupé à soumettre les villes protestantes du sud de l'Allemagne. Ce n'était pas une entreprise facile, car ces villes étaient très-fortes, comme généralement à cette époque. Chacune d'elles aurait pu résister longtemps, et, pendant ce temps-là, les princes du Nord faire des préparatifs pour une nouvelle campagne. Cependant on eût dit que la peur leur avait enlevé à toutes leur sagesse ordinaire; partout où l'empereur se présentait, les villes se soumettaient : Bopfingen, Nordlingen, Dunkelsbuhl et Rothenbourg, lui ouvrirent leurs portes sans tirer l'épée. La puissante Ulm envoya des députés qui, à genoux en plein champ, demandèrent grâce en langue espagnole (ce qui fut, avec raison, très-mal vu de la part des confédérés), et paya 100,000 florins d'or comme amende; Francfort en paya 80,000, Memmingen 50,000; les villes plus petites payèrent proportionnellement; et enfin arriva le tour d'Augsbourg. Cette ville avait les plus belles murailles, 200 pièces d'artillerie et une bourgeoisie nombreuse et guerrière; elle pouvait, en tenant ferme, réveiller le courage de toute la ligue; mais les gens riches de la ville ne voulaient pas voir le danger de si près. Un d'eux, Antoine Fugger, se glissa dans le camp de l'empereur, et en rapporta pour conditions que la ville payerait 150,000 florins d'or, qu'elle recevrait une garnison espagnole et chasserait le brave Schœrtlin. Celui-ci employa de nouveau toute la force de son éloquence pour réveiller leur courage; il en appela même à leur traité avec lui, d'après lequel ils ne pouvaient pas le congédier. Alors ils le supplièrent avec larmes de se retirer; il partit donc le cœur plein d'amertume et se rendit en Suisse, et les Espagnols prirent possession de la ville.

Deux princes, dans la haute Allemagne, outre les villes, avaient pris part à la guerre : Ulric, comte de Wittemberg, et Frédéric, électeur palatin. Ce dernier, cependant, n'était pas membre de la ligue de Schmalkalde, et il s'était contenté, conformément à un traité testamentaire, d'envoyer trois cents cavaliers et six cents fantassins auxiliaires au duc de Wurtemberg. D'ailleurs il était un ami d'enfance de l'empereur; ils avaient été élevés ensemble à Bruxelles, et par conséquent il n'eut pas de peine à obtenir son pardon. Le duc Ulric, au contraire, fut obligé de faire amende honorable, à genoux avec son conseil, de livrer ses plus fortes places avec toute son artillerie, et de payer 300,000 florins, après avoir promis à l'empereur obéissance en tout.

Ainsi la ligue de Schmalkalde était presque anéantie dans la haute Allemagne, et l'empereur prit aussitôt la résolution de ne donner aucun repos à son armée qu'il n'eût ainsi ter-

miné cette affaire dans le Nord. Le roi Ferdinand et le duc Maurice l'attendaient sur l'Eger, presque comme chassés de leurs domaines. Il se joignit à eux le 15 avril, et ils célébrèrent ensemble la fête de Pâques; ensuite ils repartirent en toute hâte, et dès le 22 avril Charles était sur l'Elbe, dans les environs de Meissen.

Longtemps l'électeur n'avait pu croire que Charles lui-même s'avançait contre lui; mais, quand il le vit, il se hâta de couper le pont près de Meissen, et de faire descendre son armée sur la rive droite pour être à portée de Wittemberg, sa capitale. Il pouvait y trouver tous les moyens d'une longue et vigoureuse résistance. L'empereur, au contraire, ne cherchait qu'à attaquer l'ennemi, afin de terminer promptement la guerre. Il s'avança donc aussitôt jusqu'à la rive gauche de l'Elbe, presque en face de l'électeur, cherchant un gué pour passer le fleuve.

L'électeur avait fait halte auprès de la petite ville de Muhlberg. Dès le soir même de son arrivée, l'empereur lui-même était allé fort tard, avec son frère et le duc Maurice, sur le bord du fleuve, sans pouvoir trouver un lieu favorable pour passer; car l'Elbe avait là trois cents pas de large, et la rive opposée était plus haute que celle où il était. Mais le duc d'Albe amena un jeune paysan à qui les Saxons avaient enlevé deux chevaux, et qui, pour se venger, voulait ainsi servir leurs ennemis; il assurait donc pouvoir leur montrer un gué dans ce fleuve. Maurice lui promit cent couronnes et deux autres chevaux. Le surlendemain, à la faveur d'un épais brouillard, quelques milliers d'arquebusiers espagnols cherchèrent à gagner l'autre rive à travers le gué; puis un certain nombre d'entre eux, après s'être déchargés de leurs équipages, se mettent à la nage, le sabre entre les dents, conquièrent quelques bateaux, et les amènent à l'empereur. On les chargea aussitôt d'arquebusiers qui faisaient feu sur les Saxons de l'autre rive, tandis que la cavalerie passait par le gué; chaque cavalier avait un fantassin en croupe. Ensuite passa l'empereur lui-même, dont le paysan conduisait le cheval par la bride; puis le roi Ferdinand, le duc Maurice, et le duc d'Albe, général de l'empereur, traversèrent aussi eux-mêmes.

C'était un dimanche matin; l'électeur était au service divin à Muhlberg, quand on lui apporta la nouvelle que l'ennemi passait le fleuve, et, peu après, qu'il était tout proche; il ne voulut pas encore le croire, ni interrompre le service de Dieu. Enfin, quand il fut terminé, il n'avait plus que le temps de suivre son armée, qui se retirait en toute hâte; il donna ordre à l'infanterie de forcer sa marche pour gagner Wittemberg, et à la cavalerie de retarder l'ennemi par des escarmouches; l'artillerie était déjà partie devant pour Wittemberg. Les Impériaux poursuivirent les Saxons avec tant de célérité, qu'ils les atteignirent dans les landes de Lochau; et bien qu'ils n'eussent pas leur artillerie, et qu'une partie de l'infanterie fût restée en arrière, l'empereur n'en donna pas moins l'ordre de l'attaque, d'après le conseil du duc d'Albe. Les cavaliers espagnols et napolitains attaquèrent avec violence : Maurice combattait lui-même parmi les premiers rangs. La cavalerie saxonne fut mise en désordre et rejetée sur l'infanterie, qui s'était rangée en bataille en toute hâte sur la lisière d'un bois. L'électeur donnait ses ordres de sa voiture; parce qu'il ne pouvait pas monter à cheval; l'empereur, au contraire, ne laissa pas voir ce jour-là qu'il était malade; mais il montait un cheval andalous, tenant une lance à la main droite, revêtu d'un casque et d'une cuirasse dorés du plus grand éclat, et l'œil brillant du feu de la guerre.

La cavalerie impériale, avec ce cri terrible : *Hispania! Hispania!* enfonça l'infanterie saxonne; la fuite fut générale; le désordre et l'effroi étaient partout; les fuyards furent massacrés sur toute la plaine, et couvraient de leurs corps une longue étendue de terrain, depuis Kossdorf jusqu'à Falkembourg et Baiersdorf. Un des fils de l'électeur fut pris par l'ennemi; il se défendit avec courage, et tua encore un ennemi au moment où il tombait de son cheval, frappé de deux grands coups de sabre. Il fut heureusement sauvé par un cavalier saxon qui sauta aussitôt par terre; mais son père n'échappa pas. Il avait quitté sa voiture pour fuir, et montait un gros cheval frison; mais il fut rejoint par la cavalerie légère, et, tandis qu'il faisait face tout autour de lui, il fut frappé par un Hongrois d'un coup de sabre dans la joue gauche; le sang lui couvrit tout le visage, et cependant il ne voulait pas se rendre. Dans ce moment un cavalier du prince Maurice, Thilon de Trodt, passe à travers les Hongrois, et lui crie en alle-

mand de sauver sa vie; il se rendit à lui, parce qu'il était Allemand, et comme témoignage de sa reddition il tira deux anneaux de son doigt, qu'il lui donna. Le cavalier le conduisit au duc d'Albe, et celui-ci, sur la demande réitérée du prince, à l'empereur, qui était à cheval au milieu de la plaine. Jean-Frédéric, raconte-t-on, sanglotait profondément, et disait, les yeux tournés vers le ciel : « Mon Dieu, aie pitié de moi, me voilà prisonnier! » Sa vue devait toucher tous ceux qui l'entouraient; le sang coulait de sa figure et couvrait toute sa cuirasse. Il descendit de cheval avec l'aide du duc d'Albe, et il voulait se mettre à genoux devant l'empereur, et en même temps tirer son gantelet pour lui prendre la main droite, suivant les mœurs des Allemands; mais l'empereur ne le souffrit pas, et se détourna d'un air sévère. « Généreux et clément empereur! » s'écria l'électeur. — « Je suis donc maintenant votre empereur très-clément? Ce n'est pas ainsi que vous me nommiez depuis longtemps. » — « Je suis le prisonnier de votre majesté impériale, continua l'électeur, et je demande qu'on respecte en moi la dignité de prince. » — « Bien, on la respectera comme vous le méritez, » dit l'empereur en finissant. Alors l'électeur fut conduit dans le camp par le duc d'Albe, avec le duc Ernest de Brunswick-Lunéville, qui avait aussi été fait prisonnier.

Ainsi se termina cette journée si heureuse pour l'empereur, et il écrivit à ce sujet dans le style de César : « Je suis venu, j'ai vu, et Dieu a vaincu. » — Après deux jours de repos, il marcha sur Torgau, qui se rendit aussitôt, et de là sur Wittemberg, la capitale du pays. Elle était défendue par une forte et bonne garnison; ses citoyens étaient pleins de courage, et, si elle l'avait retenu longtemps, Charles se serait peut-être vu obligé d'abandonner la Saxe sans avoir achevé son œuvre, car il n'avait pas de préparatifs pour une longue campagne. Alors il eut recours, dans son impatience, à un expédient qui dépassait encore les bornes de son droit et était contraire aux constitutions de l'empire : il fit dire par un héraut à la princesse femme de l'électeur, et à ses enfants, que si la ville ne se rendait pas, il allait leur envoyer la tête de l'électeur. Et ayant reçu un refus, il fit condamner le malheureux prince à mort par un tribunal de guerre; ce qui ne pouvait se faire légalement que dans une assemblée de princes. Probablement il ne songeait pas sérieusement à l'exécution, et ne voulait qu'effrayer ceux qui étaient dans la ville. Mais comme la violation du droit était dans la forme du jugement, et qu'elle ne l'avait pas arrêté, il était à craindre de la sévérité de l'empereur, qui ne faisait jamais un pas pour reculer, qu'il n'en vînt à l'exécution, s'il ne réussissait pas comme moyen d'effroi.

L'électeur, qui avait paru faible dans la prospérité, montra alors tout le courage héroïque d'une âme énergique. Sa condamnation à mort lui fut annoncée pendant qu'il était à faire une partie d'échecs avec le duc Ernest de Lunebourg. Il répondit avec calme : « Je ne puis croire que l'empereur veuille en agir de la sorte avec moi; mais, si sa majesté impériale l'a définitivement résolu, je désire qu'on me le fasse connaître positivement, afin que je puisse fixer ce qui revient à ma femme et à mes enfants. » — L'histoire ne dit pas que le duc Maurice ait pris la parole auprès de l'empereur dans cette occasion; tandis que l'électeur de Brandebourg arriva aussitôt dans le camp impérial, et s'efforça avec le plus grand zèle de prévenir ce malheur par un accommodement. Il y réussit à la vérité, mais sous les plus dures conditions pour le prince Jean-Frédéric. Il lui fallut renoncer pour lui et ses descendants à la dignité électorale et à la propriété du territoire, qui passèrent au duc Maurice. Ses places fortes de Wittemberg et de Gotha furent livrées à l'empereur, et l'ancien électeur lui-même dut rester son prisonnier aussi longtemps qu'il lui plairait de le garder; Charles aurait même pu, s'il l'eût jugé à propos, l'envoyer en Espagne sous la garde de l'infant don Philippe. Maurice devait fournir à l'entretien nécessaire pour lui et sa maison, et on fixa pour cela les revenus des villes d'Eisnach, Gotha, Weimar et Iéna. On voulait aussi que l'électeur déchu s'engageât par avance à accepter tout ce que le concile de Trente et la toute-puissance impériale pourraient régler sur la religion; mais sous ce rapport il était immuable; l'empereur fut obligé de céder, et les Espagnols eux-mêmes trouvèrent honorable une pareille fermeté de l'électeur.

Quand on connut dans Wittemberg que la ville allait être livrée à l'empereur, quoiqu'on lui eût garanti le libre usage de la confession d'Augsbourg, il y eut de grands mouvements.

Les bourgeois voulaient se défendre jusqu'au dernier homme, ne pouvant croire à la promesse d'une liberté de religion de la part des Espagnols, qui avaient montré trop de cruauté dans le pays. Mais l'électeur leur défendit de tenter toute résistance, les assurant que l'empereur tiendrait fidèlement sa parole. Ensuite la garnison saxonne sortit de la ville, et on y vit flotter quatre étendards impériaux. Il y eut bientôt entre la ville et le camp des relations très-fréquentes, et la défiance disparut de plus en plus. Les Saxons furent témoins, à leur grande admiration, des égards qu'on avait pour leur ancien maître, qu'ils voyaient dans la tente du duc d'Albe, servi par les premiers d'Espagne. La femme de l'électeur parut elle-même en habit de deuil avec ses enfants devant l'empereur, conduite par les enfants du roi des Romains, et se prosterna devant lui ; l'empereur la releva avec amitié, la consola dans son malheur, et lui accorda que l'électeur passât huit jours dans sa famille, au château de Wittemberg. Bien plus, il alla lui-même dans la ville, et rendit à la princesse sa visite. L'impression que fit sa grandeur d'âme, sa force et sa douceur, extirpèrent en partie cette antipathie que le pays avait conçue contre lui ; et, de son côté, il prit des idées plus favorables sur le nord de l'Allemagne que celles que lui avaient inspirées les ennemis des nouvelles doctrines. « Il en est donc tout autrement des pays évangélistes et des gens évangélistes que je ne l'avais pensé, » disait-il alors. Et quand il apprit qu'à son arrivée le culte divin de Luther avait cessé : « D'où vient cela ? dit-il. Si c'est en notre nom qu'on a cessé le service de Dieu, nous n'en sommes pas content. Nous n'avons pas changé la religion dans la haute Allemagne, comment le ferions-nous ici ? » Il visita aussi la chapelle du château, et il y vit le tombeau de Luther. Quelques-uns des assistants, on dit le duc d'Albe, lui conseillèrent « de déterrer cet hérétique et de faire brûler ses os ; » mais Charles répondit : « Laissez-le en repos ; il a déjà trouvé son juge ; je fais la guerre aux vivants et non aux morts. »

L'empereur avait assez de liberté d'esprit pour s'élever au-dessus des mouvements des passions du temps. Pourquoi faut-il que chez lui des considérations politiques aient souvent obscurci les lumières de la simple vérité ! Car comment concilier cette indulgence pour le parti protestant avec l'alliance qu'il avait conclue avec le pape ? Maurice, le nouvel électeur, se montra aussi lui très-porté pour les Wittembergeois : « Vous avez été si fidèles à votre prince mon cousin, que je veux vous en savoir bon gré toute ma vie, » disait-il, en prenant congé des principaux citoyens de la ville.

Le même jour que Charles entrait dans Wittemberg, son ancien rival, François Ier, roi de France, était porté au tombeau, comme si la fortune avait voulu aplanir à la fois tous les obstacles à ses projets. De Wittemberg il marcha sur Halle, pour attaquer le deuxième chef de la ligue de Schmalkalde, le landgrave de Hesse ; et celui-ci ne vit d'espérance de salut que dans l'indulgence de l'empereur, alors tout-puissant ; il employa donc tous les moyens pour l'obtenir par l'entremise de son gendre le prince Maurice et du margrave de Brandebourg. — Tous les deux s'employèrent le plus activement possible pour lui, et Charles dit enfin, par la bouche de son chancelier Granvella : « que si le landgrave venait lui-même se rendre à discrétion, et s'il signait toutes les conditions qu'il lui proposerait, il ne lui enlèverait pas son territoire, qu'il lui laisserait la vie sauve et la liberté. » Ainsi du moins le comprirent ses médiateurs, et ils s'engagèrent avec le landgrave, sur leur parole d'honneur, d'aller se remettre prisonniers entre les mains de ses enfants, si Charles ne le renvoyait pas en liberté. Sur leur parole, Philippe vint à Halle le 18 juin, et le jour suivant il fut conduit devant l'empereur.

Ce prince était assis sur un trône ; autour de lui étaient rangés une foule de grands, allemands, italiens, espagnols, et parmi eux le duc Henri de Brunswick, le prisonnier du landgrave, qu'il avait été contraint de mettre alors en liberté, et qui venait se repaître de son humiliation. Le landgrave se mit à genoux au pied du trône, les yeux fixés par terre, et son chancelier Guntherode, à genoux derrière lui, lut à haute voix l'amende honorable à l'empereur. Elle était faite en termes très-humbles ; et un témoin oculaire raconte que, dans le trouble où l'excès de la honte jeta le landgrave, qui se trouvait dans une si dure position au milieu d'une pareille assemblée, un petit rire se montra sur son visage, comme si la nature manquait de ressources contre un sentiment si

poignant. Mais ce rire n'échappa pas à l'empereur; et, le menaçant avec son doigt, il lui dit dans son langage flamand, car il parlait mal l'allemand : *Wol, ick soll di lachen lehren* (Bon, je t'apprendrai à rire). Alors le chancelier de l'empereur lut la réponse : « Bien que le landgrave ait, comme il le reconnaît lui-même, mérité la plus sévère punition, cependant l'empereur veut bien, dans sa bonté et en considération de l'intercession qui a eu lieu en sa faveur, lui faire grâce, lever le ban prononcé contre lui, et lui laisser la vie qu'il avait mérité de perdre. » Après la lecture de cette réponse, le landgrave voulait se tenir debout en qualité de prince libre; mais l'empereur, ne lui en ayant point donné le signal, et lui ayant même refusé une promesse claire et solennelle de pardon, il se leva de lui-même et se retira. — Il dîna le soir avec l'électeur Maurice et le margrave de Brandebourg chez le duc d'Albe. Après le repas, il voulut se retirer, mais le duc lui déclara qu'il était son prisonnier; il en fut tout surpris, et ses deux médiateurs, qui s'étaient engagés pour sa liberté, ne l'étaient pas moins. Ils s'adressèrent à l'empereur même, lui représentèrent qu'ils avaient donné leur parole de princes comme caution de sa liberté; mais l'empereur nia avoir dit qu'il le renverrait libre de toute captivité, en avouant toutefois l'intention de ne pas lui imposer une prison perpétuelle. On comprend en effet que ses conseillers purent promettre plus qu'il n'avait dans l'esprit d'accorder, ou même encore qu'une méprise put se glisser dans la correspondance du chancelier Granvella, qu'on traduisait en allemand, et celle des deux électeurs, qu'on traduisait en espagnol et en français. Cependant il aurait été plus honorable de remplir auprès du landgrave la parole des deux médiateurs. Mais, d'un autre côté, l'empereur tenait beaucoup à garder prisonniers les chefs de la ligue de Schmalkalde jusqu'à ce qu'il eût achevé en Allemagne tous les règlements qu'il voulait y faire pour la religion; car il croyait toujours à la possibilité d'une réunion des partis, et ces deux princes en étaient devenus les deux plus violents adversaires. Et Charles ne savait pas que la loyauté et la générosité conviennent mieux à un roi et conduisent mieux au but que les calculs déloyaux; car, si une fois on les admet pour règle, souvent l'homme rusé se trouve lui-même pris au piége par un plus rusé que lui.

Le duc Maurice, qui ne pouvait pas remplir son engagement, et qui passait pour un parjure à l'égard du landgrave, se crut sans doute alors dégagé des devoirs de la reconnaissance et de la sincérité par rapport à l'empereur, qui interprétait si arbitrairement sa parole et celle de son conseil, et il pensa dès lors qu'il ne devait y avoir dans leurs relations que de la sagesse. Or, sous ce rapport, il ne le cédait en rien à l'empereur. — L'électeur déposé et le landgrave furent donc obligés de suivre la cour et le camp de l'empereur partout où il se rendait. Toutes les places fortes hessoises furent rasées, même Cassel et Ziegenhain, toute l'artillerie fut emmenée, et les états furent condamnés à payer 150,000 florins d'or pour amende. L'empereur Charles suivait, dans ses traités avec ses adversaires, les principes des Romains dans le temps qu'ils visaient à la souveraineté du monde entier : car, de même que ceux-ci, avec les Carthaginois et les rois de Macédoine et de Syrie, avaient exigé de grosses sommes d'argent, l'extradition de leurs vaisseaux de guerre, de leurs machines de guerre, de leurs éléphants, ainsi Charles en usa avec ses adversaires, qu'il désarma en les forçant à raser leurs places fortes, à livrer leur grosse artillerie, qui dans ce temps était rare et ne pouvait que difficilement se remplacer, et enfin en se faisant compter de grosses sommes pour ses nouvelles entreprises. — Par tous ses traités avec les villes de la haute Allemagne, avec le duc de Wurtemberg, l'électeur et le landgrave, il tira peut-être plus de cinq cents pièces d'artillerie qu'il fit conduire en Italie, en Espagne et dans les Pays-Bas. Les garnisons espagnoles, qu'il laissa partout où il était possible d'en établir, surtout dans les villes de la haute Allemagne, excitèrent le plus grand mécontentement. L'orgueil de ces fiers étrangers, qui d'ailleurs étaient encore animés par la haine de religion, était insoutenable; et l'on n'avait pas oublié que l'empereur, dans la stipulation qu'il avait consentie lors de son élection, avait promis de n'amener aucune troupe étrangère dans l'empire.

Il devenait de plus en plus visible que la paix en matière de religion ne sortirait point encore du concile de Trente. Les protestants refusaient après comme avant de reconnaître ses droits, et insistaient au contraire pour un concile « dans

lequel le pape n'aurait pas la présidence, où les théologiens protestants donneraient leur voix avec les évêques et à côté d'eux, et où l'on soumettrait à un nouvel examen les décrets qu'on venait de porter. »

Le parti du pape, au contraire, ne voulut jamais condescendre à ces prétentions, bien que les princes d'Allemagne, même catholiques, demandassent avec beaucoup d'instance que les états qui avaient assisté à la confession d'Augsbourg fussent admis dans le concile. Les cardinaux voyaient même d'un mauvais œil que le concile se tînt à Trente, et ils s'efforçaient de tout leur pouvoir de le faire transporter dans l'intérieur de l'Italie; car ils craignaient que le concile, dans le cas où le pape Paul III, qui était déjà fort âgé, viendrait à mourir pendant qu'il était assemblé, ne voulût se charger de l'élection du nouveau pape, contrairement aux droits du collége des cardinaux, et qu'il ne fût protégé par l'empereur Charles. Enfin une maladie vint seconder leurs désirs; on la crut dangereuse, on répandit que c'était la peste; cependant il n'y eut qu'un évêque qui mourut du pourpre; et, sous ce prétexte, le 9 mars 1547, le concile fut transporté de Trente à Bologne. L'empereur, à cette nouvelle, s'emporta de la plus grande colère; mais le pape approuva la démarche de ses légats, et la division qui existait déjà entre lui et l'empereur, parce que ce prince n'avait pas tout de suite profité de sa victoire pour extirper le protestantisme d'Allemagne, devint d'autant plus prononcée. L'empereur dit au nonce du pape en propres termes : « qu'on ne pouvait pas exiger des protestants qui étaient prêts à se soumettre au concile de se rendre à Bologne ou de fixer leur attention sur ce qui allait s'y conclure, et que les autres n'avaient pas besoin de ce nouveau motif pour refuser leur adhésion; que si on ne voulait pas à Rome lui donner un concile, il saurait bien en trouver un qui satisferait tout le monde et qui réformerait tout ce qu'il y avait à réformer; que le pape était un vieillard incapable qui voulait ruiner l'Eglise de fond en comble. »

Telle fut la manière acerbe dont s'exprima Charles, contre sa coutume, et nous pouvons y voir une nouvelle preuve du zèle qu'il apportait à la paix de l'Église. Les évêques, de leur côté, prièrent aussi le pape avec instance de renvoyer le concile à Trente; mais leur voix fut aussi elle-même longtemps sans fruit. En conséquence, Charles s'efforça de rétablir par lui-même l'ordre dans les affaires de la religion; dans une diète d'Augsbourg de 1548; et, dans ce but, il provoqua de nouvelles conférences, pour lesquelles on choisit, du côté des catholiques, deux hommes modérés, l'évêque de Nauembourg, Jules Sflug, et le grand vicaire de Mayence, Michel Helding, et, du côté des protestants, le prédicateur de la cour de Brandebourg, Jean Agricola de Berlin. Ils s'y livrèrent avec la plus grande activité, et rédigèrent un plan de réunion qu'ils proposèrent à l'empereur; mais Agricola, par le désir du rétablissement de la paix, était sorti, dans quelques points essentiels, des premiers principes de sa croyance. Il avait à la vérité maintenu pour son parti le mariage des ecclésiastiques et la communion sous les deux espèces; mais seulement jusqu'à ce que le concile eût donné une décision à ce sujet. Pour le reste, il avait reconnu la puissance du pape, la messe, et surtout l'Eglise et le symbole de foi catholiques. On devait donc s'attendre à de grandes contradictions. Cependant, comme l'électeur de Brandebourg et le palatin promirent de l'accepter, alors Charles crut pouvoir en faire un écrit de conciliation qui fut appelé l'*Intérim*. Il convoqua les états pour le 15 mai, et leur fit donner lecture de cet écrit, dont le titre était : « Déclaration de sa majesté royale et impériale qui détermine quelle doit être la religion dans le Saint-Empire romain jusqu'à la tenue d'un concile général. »

Aussitôt après la lecture, avant que personne n'ait eu le temps d'exprimer une opinion, l'électeur de Mayence se leva, et remercia l'empereur, au nom des états, de sa peine, de son travail, de son application et de son amour pour le bien de la patrie; et comme personne n'osa contredire, l'empereur crut que le consentement était donné. Mais il vit bientôt combien il s'était abusé. Les théologiens protestants s'élevèrent presque unanimement contre l'*Intérim*, et, ce qui est plus frappant, les catholiques s'élevèrent aussi eux-mêmes contre lui; car, si l'empereur avait pu réussir à faire admettre l'*Intérim*, la réunion parfaite des partis devenait une conséquence presque nécessaire. Ainsi ils ne pouvaient accepter comme un bon règlement en matière de religion une déclaration qui venait de lui comme laïque,

« Quand Charles annoncerait l'Évangile, dit à ce sujet un prélat distingué, on ne pourrait approuver cette action venant de lui comme laïque. »

Ainsi l'empereur, qui alla passer deux ans dans les Pays-Bas au sortir de la diète d'Augsbourg, eut toujours, comme avant, à entendre parler de nouvelles plaintes qui lui venaient d'Allemagne; son *Intérim* n'avait été reçu que pour l'apparence en quelques lieux, et des deux côtés on en parlait avec beaucoup d'aigreur : l'électeur Maurice lui-même ne le reçut pas dans ses États. Les villes de Constance, Brême et Magdebourg se déclarèrent particulièrement avec force contre lui, et refusèrent formellement de se soumettre à l'ordre de l'empereur. Il prononça contre elles le ban de l'empire, et les deux premières alors rentrèrent dans l'obéissance. Mais Magdebourg s'opiniâtra, et l'électeur Maurice reçut à une nouvelle diète d'Augsbourg, en 1550, l'ordre de mettre à exécution le ban prononcé contre la ville. Il se mit en marche avec son armée au commencement de l'automne de cette même année, et commença le siége.

Dans cette même diète, Charles sonda les esprits pour voir s'il ne pourrait pas faire donner à son fils Philippe, qu'il avait fait venir d'Espagne, le titre de roi des Romains. Mais ni son frère Ferdinand et son fils Maximilien, ni les électeurs, ne voulurent y consentir; et ce n'était pas l'orgueil de Philippe, son air sombre et rebutant, qui pouvaient lui gagner les cœurs des Allemands. Son père fut donc obligé de le renvoyer en Espagne, et Philippe y retourna d'autant plus volontiers qu'il aimait les Espagnols par-dessus tous les autres peuples. Quant à l'empereur, la diète terminée, il se rendit d'Augsbourg à Inspruck. Le nouveau pape Jules III avait renvoyé le concile de Bologne à Trente, et Charles voulait se trouver dans le voisinage.

Le nouvel électeur de Saxe avait mûri dans son âme un grand plan contre l'empereur. A la vérité, il nous est impossible d'exposer les raisons intimes qui l'y portaient; car la pensée de ce grand homme est restée, dans beaucoup de circonstances, une énigme pour l'histoire; cependant on en peut donner deux qui semblent avoir dû agir sur lui avec beaucoup de force : 1° la dure captivité de son beau-père le landgrave de Hesse, envers lequel il se croyait toujours obligé d'acquitter sa parole et la garantie qu'il avait donnée pour sa liberté, tandis qu'aucunes prières, aucunes représentations n'étaient reçues par l'empereur; et 2° la fâcheuse position des protestants en Allemagne; car, on croyait que l'empereur avait pris d'avance une décision; qu'il n'attendait que les conclusions du concile de Trente pour les donner comme lois de l'empire, et que, comme il faisait attaquer Magdebourg par les armes à cause de l'*Intérim*, de même, quand il aurait assemblé une armée, il forcerait tous les États à se soumettre à tous les décrets de l'Église. Les protestants étaient extrêmement tourmentés de cette expectative. Ceux qui voyaient l'avenir le plus en noir regardaient le prince Maurice comme le plus grand coupable : il avait trahi la ligue de Schmalkalde, et par lui Jean-Frédéric et le landgrave Philippe languissaient encore aujourd'hui dans la captivité. Ceux au contraire qui conservaient encore l'espoir du salut tournaient leurs regards sur lui comme sur celui qui pouvait seul sauver la nouvelle croyance.

Le moment était venu d'effacer le souvenir du passé et de reconquérir l'opinion en frappant un grand coup. Maurice s'y décida, et se servit de l'occasion de la guerre contre Magdebourg pour lever une armée considérable sans exciter de soupçons. Le siége fut à dessein conduit avec lenteur. Enfin, au mois de septembre de l'année suivante 1551, il conclut de lui-même une suspension d'armes, et au mois de novembre un traité fort peu onéreux pour la ville, mais sans licencier pour cela ses troupes. Il envoya secrètement son jeune ami Albert, margrave de Brandebourg-Culmbach, à la cour du roi de France Henri II, fils de François Ier, pour le gagner à son parti, et il prit à son service le chef des Wurtembergeois, Jean de Heydeck, qui avait été mis au ban de l'empire en même temps que Schœrtlin. Ces procédés étaient bien remarqués; souvent on en avertissait l'empereur; mais Charles avait la plus grande confiance dans cet homme, qu'il croyait avoir fortement éprouvé, et il répondait : « que, comme il n'avait donné à Maurice, non plus qu'au margrave, aucun sujet supposable de mécontentement contre lui, mais bien plutôt les plus grandes preuves de bienveillance et de faveur, il ne pouvait croire à une pareille ingratitude; qu'il comptait bien que

chez eux le fait serait d'accord avec la parole, et qu'ils ne dégénéreraient pas de l'ancienne réputation de loyauté et de fidélité de la nation allemande. »

Si l'empereur comptait sur la fidélité allemande, son jeune ministre Granvella comptait sur leur simplicité. Il disait « qu'il n'était pas possible qu'un gros Allemand conçût un plan et le préparât en secret sans qu'il fût aussitôt découvert et connu dans tous ses détails. » Aussi furent-ils tous deux comme frappés d'un coup de foudre, quand Maurice, au mois de mars 1552, envahit tout à coup la Franconie avec son armée, entraînant avec lui les Hessois et toutes les forces du margrave Albert. En même temps ces deux princes publièrent un manifeste contre l'empereur, par lequel ils cherchaient à justifier la guerre qu'ils entreprenaient : ils s'appuyaient sur la captivité du landgrave prolongée indéfiniment, aussi bien que sur les atteintes aux libertés de l'Allemagne commises par l'empereur. Ils lui reprochaient d'avoir confié le sceau de l'empire à un étranger qui ne connaissait ni la langue ni les droits de l'Allemagne, de sorte que les Allemands eux-mêmes étaient obligés d'apprendre une langue étrangère pour lui adresser leurs demandes. Ils disaient qu'il avait, contre sa promesse, introduit dans le pays des troupes étrangères qui pillaient et ruinaient les malheureux habitants et les maltraitaient de toute façon ; qu'il n'avait même d'autre pensée que d'imposer à tous et à chacun en particulier une honteuse servitude ; que ses menées étaient si visibles, que la postérité, si l'on n'arrêtait pas ce torrent envahisseur, aurait de justes motifs de maudire la torpeur et l'indolence de cette époque, dans laquelle on aurait laissé perdre la liberté de la patrie, son plus précieux trésor.

Bien qu'il y eût de l'exagération dans plusieurs de ces reproches, cependant on en trouve un exprimé sous les traits les plus vifs qui semble être une des plus grandes fautes de Charles dans le gouvernement de l'Allemagne : c'est le mépris qu'il laissait paraître pour la nation, et ses prédilections pour les Espagnols et pour les Flamands. Charles n'a jamais pu trouver de l'amour en Allemagne, parce qu'il n'aimait pas lui-même ; son orgueil ne put jamais descendre plus loin qu'à la complaisance : or la complaisance est plus insupportable à un peuple noble que l'arrogance et la dureté ; d'ailleurs le mécontentement des princes de voir un insolent étranger comme Granvella conduire l'empire était fondé. Ainsi, c'est moins la conduite de l'empereur que ses dispositions contre les Allemands qui ont attiré sur lui cette guerre humiliante de Maurice.

Le margrave Albert porte dans son manifeste une accusation qui paraît extraordinaire, mais qui cependant fut la cause intime de l'arrogance des étrangers vis-à-vis de notre peuple. Il se plaint de l'historien de la ligue de Schmalkalde, Louis d'Avila ; il l'appelle un menteur et un fourbe pour avoir parlé des Allemands comme d'un peuple sauvage et dont on ne connaissait ni le commencement ni l'origine.

L'empereur, dont les actions étaient meilleures que ne les représentait ce manifeste, se contenta de répondre avec dignité : « que les accusations des deux princes étaient si puériles et si absurdes, qu'elles n'avaient par elles-mêmes aucun fondement, et mettaient assez au jour le trouble de ceux qui les avaient imaginées. »

L'entreprise des princes perdit beaucoup dans l'opinion publique par la conduite du margrave Albert, qui commettait des dévastations dans tout le pays plat avec ses troupes, comme avec une bande d'incendiaires et de voleurs. Maurice et le jeune Guillaume de Hesse, qui avaient de meilleurs desseins, furent obligés de se séparer d'avec lui et de le laisser agir en particulier.

L'empereur était dans un grand embarras ; il manquait de troupes et d'argent, et fut réduit à faire commencer des conférences entre Maurice et le roi Ferdinand. Cependant, comme elles n'amenaient aucun résultat, Maurice, qui vit bien le dessein de Charles de gagner du temps, sortit tout d'un coup de Souabe avec son armée, et tomba sur le Tyrol, qui ne s'attendait à rien moins. Il marcha si rapidement, qu'il devança même sa renommée ; il s'empara du pas d'Ehrenberg ; et si la révolte d'une de ses compagnies ne l'eût arrêté un jour entier, il aurait peut-être trouvé l'empereur dans Inspruck. Ce prince s'était sauvé à Trente la nuit précédente, par un orage effroyable, porté sur une litière, parce qu'il était malade. Son frère, l'électeur prisonnier Jean-Frédéric, et le reste de la cour, étaient à cheval, et quelques-uns même à pied. Des domestiques avec des

flambeaux furent obligés d'éclairer au passage des montagnes du Tyrol. Trente même n'était pas sûre; aussi, après quelques heures de repos, il se remit en route à travers des montagnes difficiles pour gagner le village de Villach en Carinthie; et le concile assemblé à Trente, effrayé aussi lui-même, s'enfuit de tous côtés. Mais Maurice, ayant trouvé Inspruck évacué, revint sur ses pas, après avoir distribué à ses troupes le butin fait sur les bagages de l'empereur, et se rendit à Passau, où avait été convoquée une assemblée de princes.

Qui peut savoir ce qui se passait au fond de l'âme de Charles?.... Mais sans doute que ce renversement de fortune, qui humiliait son cœur orgueilleux dans ces jours de honte, lui était envoyé par la Providence pour sa justification. Ce fut peut-être dans ces jours si durs qu'il mûrit la résolution de déposer de lui-même la couronne, s'il pouvait une fois apaiser le désordre, et de renoncer à l'éclat du monde pour se retirer dans une profonde solitude, seul avec l'Éternel, le Dieu immuable. Il rendit alors la liberté à l'électeur de Saxe, son prisonnier. Sa vue même devait désormais lui être pénible; car cet électeur qui, fait prisonnier dans la lande de Lockau, était venu couvert de sang se jeter à ses pieds pour lui demander grâce, le voyait aujourd'hui lui-même fugitif à travers des montagnes impraticables, malade, sans secours, et poursuivi par un autre électeur de Saxe que, dans le temps de son orgueil, il avait lui-même rendu puissant. Mais ce qui devait plus que tout le reste affliger Charles-Quint, c'était de voir qu'aucun des états de l'empire, pas même parmi les catholiques, ne se remuait pour lui, et qu'ils aimaient mieux se laisser piller par le margrave Albert que de se réunir pour porter secours à leur empereur. C'est alors aussi qu'il dut trouver au fond de son cœur l'intime conviction que ce n'est que dans l'amour de son peuple qu'un souverain peut avoir une sûre protection au jour du danger.

Charles laissa son frère Ferdinand traiter avec Maurice à Passau. Il avait fort à cœur de faire la paix avec lui, afin de tourner ses armes contre l'ennemi qu'il haïssait le plus, les Français, qui pendant ce temps-là étaient entrés en Lorraine et s'emparaient des villes les unes après les autres. Ces circonstances déterminèrent le traité de Passau pour le 31 juillet 1552. On y convint: « que la liberté serait rendue au landgrave Philippe de Hesse, et que le ban de l'empire serait levé en faveur de tous ceux qui y étaient soumis en raison de la ligue de Schmalkalde; que, pour les autres difficultés de religion, on convoquerait une nouvelle diète, et que jusque-là la chambre impériale agirait avec une égale impartialité pour les deux partis, mais que le conseil impérial serait composé d'Allemands. »

Après la conclusion de cette paix, Maurice, pour preuve de la justice de ses intentions, licencia les troupes étrangères qu'il avait, et marcha avec ses propres soldats en Hongrie au secours du roi Ferdinand. — Philippe de Hesse fut rendu à la liberté et revint trouver ses enfants et ses sujets. Sa longue et dure captivité avait un peu apaisé son esprit et fait disparaître ce goût des grandes entreprises. Il employa les dernières années de sa vie au noble but de guérir autant que possible les plaies dont avait souffert son pays pendant ces années de malheur.

Cependant l'empereur, qui avait rassemblé une armée en Italie et en Hongrie, la conduisit contre Henri II, roi de France; car, tout affaibli et malade qu'il était, il la suivit dans une litière, et commanda même au siége de Metz. Mais il semblait que la fortune l'eût entièrement abandonné; la ville se défendit avec une grande opiniâtreté, et, quelle que fût celle de l'empereur et celle de son armée, elle fut obligée de céder à la rigueur de l'hiver. Charles rentra fort mécontent dans les Pays-Bas, et fit des préparatifs pour la prochaine campagne, 1553. Celle-ci, non plus que les deux suivantes, 1554 et 1555, ne décida rien pour les deux peuples; les Français se renfermèrent dans leurs places fortes, quand Charles aurait voulu les attirer en pleine campagne, et la guerre se passa tout entière à ravager les provinces de la frontière. Charles légua cette guerre inachevée à son fils Philippe II.

Le traité de Passau avait rendu à l'Allemagne une heureuse tranquillité; il n'y avait qu'un homme qui ne voulût pas en jouir, c'était le turbulent Albert, margrave de Brandebourg. Il continua cette guerre de brigandages contre les évêchés et plusieurs villes avec une impudence inouïe; et comme tous les avertissements étaient inutiles, l'électeur Maurice, qui désormais avait à cœur la tranquillité de l'Alle-

magne, s'unit avec le duc Henri de Brunswick contre son ancien ami; les deux princes réunis attaquèrent le margrave près de Sivershausen, dans la lande de Lunebourg; car c'était alors la basse Saxe qui était en proie à ses déprédations. Le combat fut sanglant; le margrave fut battu; mais deux fils du duc de Brunswick, un prince de Lunebourg, quatorze comtes et environ trois cents gentilshommes restèrent sur le champ de bataille, et Maurice de Saxe y fut lui-même blessé à mort. Il mourut deux jours après. Quoique âgé seulement de trente-deux ans, il pouvait déjà disposer de l'Allemagne avec plus d'autorité qu'aucun de ses contemporains. Ainsi il n'y a pas besoin d'un autre témoignage pour croire à la supériorité de son génie. Ses légitimes et derniers efforts pour la tranquillité générale et son amour pour la paix et l'ordre, scellés de son sang, ont en quelque sorte fait oublier ses premiers pas, et apaisé les rigueurs du jugement de l'opinion publique. L'inquiet margrave Albert, chez qui la loi du plus fort revivait dans tout ce qu'elle avait de destructeur, n'en continua pas moins à tourmenter l'Allemagne. Après la perte de cette bataille, réduit à l'extrémité à la fin, il se tourna vers la cour du roi de France, et, soutenu par son argent, il rentra dans le pays en 1556, pour y faire de nouveaux enrôlements. Heureusement que la mort, qui le surprit l'année suivante, arrêta le cours de ses dévastations. C'était un homme extraordinaire et puissant; mais la dureté de son caractère et les désordres de cette époque, qui ébranlaient tous les principes, avaient donné à son énergie la direction la plus funeste.

Dans le traité de Passau, une diète avait été demandée pour y régler les affaires de religion et les accusations de l'électeur Maurice contre l'empereur. Charles même y poussa avec le plus grand empressement, afin de ne pas paraître avoir peur de l'examen; mais, comme toutes les affaires d'Allemagne lui étaient devenues indifférentes et même odieuses (et qui pourrait l'en blâmer?), il en chargea son frère Ferdinand, et celui-ci s'y livra avec le plus noble et le plus glorieux zèle. Malgré la tiédeur et la lenteur des princes allemands, et non découragé par plusieurs tentatives infructueuses, il réussit enfin, en 1554, à réunir une diète à Augsbourg. On établit un comité pour examiner et apaiser les querelles de religion, composé des députés de l'Autriche, de Bavière, d'Eichstadt, de Brandebourg, de Strasbourg, de Juliers, d'Augsbourg, de Wurtemberg et de Weingarten, et ils travaillèrent à ce grand œuvre avec un zèle digne des plus grands éloges. Le roi des Romains leur fut d'un grand secours; il écarta tous les embarras extérieurs pour leur travail; et quand il apprit, par exemple, suivant le récit de son chancelier Zasius, « que quantité de princes ecclésiastiques se livraient à des disputes inutiles, qu'ils étaient occupés à semer sur la route toute espèce de raffinements et de difficultés plus propres à tout détruire qu'à reconstruire quelque chose, qu'un parti cherchait uniquement à prouver à l'autre plus d'esprit, il leur envoya Zasius avec son vice-chancelier Jonas, et les fit avertir avec dureté d'avoir à quitter cet esprit qu'ils apportaient dans la discussion; et il eut plein succès. » — De même, dans une autre circonstance, il fut si ferme et si pressant pour les protestants, qu'ils lui cédèrent sur un point important : car ils demandaient qu'il fût libre aux ecclésiastiques d'Allemagne d'adhérer à la confession d'Augsbourg et de conserver cependant leur place; et le parti catholique s'élevait contre eux de la manière la plus prononcée. « Si cette demande est concédée, disaient-ils, avant peu tous les biens ecclésiastiques seront entre les mains des protestants. Loin de là, il faut au contraire que, sitôt qu'un prince ecclésiastique passe personnellement aux nouvelles doctrines, il soit remplacé par un catholique. » Enfin les protestants furent obligés de céder pour le moment, mais se proposant bien de remettre plus tard cette proposition en discussion dans une autre occasion. Telle fut l'importante dispute sur la réserve ecclésiastique.

Enfin, le 26 septembre 1555, fut conclue à Augsbourg la paix de religion qui mit fin pour quelque temps à cette longue lutte. Le libre exercice de religion fut établi légalement par toute l'Allemagne pour les protestants, et ils furent maintenus dans la possession de tous les revenus ecclésiastiques qu'ils s'étaient déjà attribués. Ni les protestants ni les catholiques ne devaient chercher à se faire des prosélytes aux dépens des autres, mais laisser chacun suivre en liberté sa propre croyance. A la vérité, chaque souverain devait déterminer la religion dominante de son pays, mais non pas forcer qui que ce fût de ses sujets à suivre une Église

plutôt qu'une autre; chaque citoyen, du reste, était libre de passer dans un autre pays par motif de religion. Ainsi, de ce côté, on n'en était pas encore arrivé à ce degré de tolérance qui accorde à un citoyen d'une autre religion que la religion dominante égalité de droits avec tous ses compatriotes. — Après la conclusion de la paix de religion, on discuta aussi dans le collége des princes électeurs sur les accusations du prince Maurice contre l'empereur; mais, à la satisfaction de Charles, aucun des autres états de l'empire ne voulut prendre part à cet examen, et il n'eut pas d'autres suites.

La division de l'Allemagne en deux partis religieux fut établie pour toujours par cette paix. Charles, qui avait employé une partie de sa vie et de ses forces à leur réunion, ne pouvait par conséquent être bien satisfait de cet état de choses, et l'Allemagne lui devint d'autant plus indifférente. La guerre avec la France ne prenait point non plus une marche avantageuse. Charles venait d'éprouver par lui-même combien ce peuple étranger aimait à se mêler des affaires d'Allemagne, et son génie voyait à l'avance quelle influence cette puissance qu'il haïssait tant allait prendre sur l'Europe, quand une fois la puissance de la maison d'Autriche serait divisée, puisqu'alors même qu'elle était tout entière dans sa personne, il ne pouvait qu'avec peine retenir ce peuple ambitieux dans ses limites. Ainsi voyait-il d'avance tous les plans de son audacieux génie ou incomplets ou entièrement détruits; et plus il avait eu à cœur leur exécution, plus il devait sentir son âme déchirée; d'autant que son corps était continuellement en proie à une douloureuse maladie. D'un autre côté, le pays sur lequel il aimait le plus à reposer ses regards, sur lequel sa vie n'avait laissé que des traces de bienfaisance, l'Espagne avait déjà trouvé dans son fils Philippe un roi qui possédait généralement sa confiance. Tous ces motifs contribuèrent à changer la pensée qu'il avait eue et qui le préoccupait beaucoup, de suivre l'exemple de Dioclétien, de déposer sa couronne et de vivre dans l'isolement de la vie de couvent, en une résolution bien arrêtée. Déjà depuis longtemps il avait manifesté cette intention.

Dans l'automne de 1555, il fit venir à Bruxelles son fils Philippe, qu'il avait marié peu auparavant avec la fille du roi d'Angleterre, et il lui fit solennellement l'abandon des Pays-Bas le 25 octobre. A peine l'empereur, accablé par la maladie, put-il se lever de son siége, appuyé sur les épaules du prince d'Orange; mais il tint un discours si touchant, que toute cette nombreuse assemblée en fut émue jusqu'aux larmes. Il déclara « que, depuis l'âge de dix-sept ans, il avait toujours occupé toutes ses pensées à chercher la gloire dans le gouvernement de son empire; que partout il avait voulu voir de ses propres yeux, et qu'à cause de cela tout son règne n'avait été qu'un temps de voyage; qu'il avait été neuf fois en Allemagne, six fois en Espagne, quatre fois en France, sept fois en Italie, dix fois dans les Pays-Bas, deux fois en Angleterre, deux fois en Afrique, et enfin qu'il avait fait onze voyages par mer; qu'aujourd'hui son corps, qui défaillait, l'avertissait de s'éloigner du tracas des affaires, et de remettre son fardeau sur des épaules plus jeunes que les siennes; que, si au milieu de tant d'efforts il avait négligé ou mal fait quelque chose d'important, il en demandait pardon de tout son *cœur à tous* ceux qui auraient pu en souffrir; qu'il penserait jusqu'à la fin de sa vie avec amour à ses fidèles Néerlandais, et prierait Dieu pour leur prospérité. » Ensuite il s'adressa à son fils, qui était à genoux à ses pieds et lui baisait les mains, et l'exhorta par les plus pressantes paroles à rechercher de tous ses efforts un règne qui le couvrît de gloire; et ensuite il retomba sur son siége, accablé de fatigue.

Ce fut au mois de janvier qu'il fit solennellement abdication à Bruxelles des royaumes d'Espagne et de Naples en faveur de son fils, et, au mois d'août, de l'empire d'Allemagne en faveur de son frère Ferdinand.

Le 17 septembre, Charles s'embarqua pour l'Espagne avec ses deux sœurs, et il les retint près de lui jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Valladolid; là, il les quitta aussi elles-mêmes, et se rendit tout seul dans une petite demeure qu'il avait fait bâtir exprès pour lui dans une contrée délicieuse de l'Estramadure, près du couvent de Saint-Just, de l'ordre de Saint-Jérôme. Il y vécut deux ans sans voir personne, pas même ses sœurs. Ses moments étaient partagés entre la méditation et le travail des mains, qu'il aimait beaucoup. Il cultivait son jardin et confectionnait des montres et d'autres ouvrages. Une fois, dit-on, ayant placé à côté l'une de l'autre deux montres qu'il avait faites avec le

plus grand art et le plus grand soin, il chercha à les faire marcher tout à fait ensemble : souvent il croyait avoir obtenu son but; mais toujours l'une allait plus vite, et l'autre plus lentement. Enfin il s'écria : « Quoi! je ne peux pas mettre parfaitement d'accord deux montres qui sont l'ouvrage de mes mains, et, fou que j'étais, je pensais pouvoir régler comme une horloge tant de peuples vivant sous différents ciels, et parlant différents langages! » — Enfin, peu de temps avant sa mort, pour célébrer par le plus terrible tableau le renoncement à la vie et la mort de tout ce qui tient aux sens, il fit faire ses propres funérailles. Les moines du couvent le portèrent processionnellement dans un cercueil ouvert à l'église, et firent pour lui un service funèbre. Il mourut en effet peu après, peut-être trop profondément ému par ce terrible spectacle, le 21 septembre 1558, à l'âge de 56 ans.

Charles était, dans sa jeunesse, avant que la maladie ne vînt courber son corps, bien fait et même remarquable, avec beaucoup de dignité et de majesté dans les traits de son visage. Il parlait peu, et rarement on vit le teint pâle de son visage égayé par les ris. Sa chevelure était blonde, ses yeux bleus, et la taille de son corps un peu voûtée par la force de ses membres : on retrouvait dans toute sa constitution un mélange du Flamand avec l'Espagnol.

FERDINAND Ier.

L'acte de renonciation de Charles-Quint, fait depuis 1556, ne fut présenté aux électeurs qu'au commencement de 1558. Ils avaient été empêchés de s'assembler par différentes circonstances, et surtout par la guerre que le pape avait allumée entre la France et l'Espagne. La diète de Francfort reconnut Ferdinand sans opposition. Un caractère doux, un esprit pacifique, des sentiments modérés, le rendaient digne du trône. Il n'adopta aucun des principes de son frère. Il chargea Gusman, son chambellan, d'aller à Rome présenter au pontife les témoignages ordinaires de respect et d'obéissance filiale : on refusa audience à l'ambassadeur. Paul II assembla auparavant son consistoire, délibéra avec ses cardinaux, prétendit que c'était à lui à nommer un empereur en cas de résignation ou de déposition forcée; que l'acte de la diète était nul; que Ferdinand était indigne de l'empire comme protecteur des hérétiques, et que les électeurs protestants avaient perdu leur droit de suffrage en se séparant de l'Église romaine. Ferdinand, informé de ces prétentions, ordonna à son ambassadeur de quitter Rome dans trois jours. Gusman notifia ses ordres au pape, on lui répondit avec hauteur qu'il pouvait obéir à son maître; il protesta contre les démarches du pape, et partit. Le roi d'Espagne prit la défense de son oncle, et fit les plus vives instances pour décider Paul II à se désister, mais en vain, et le pape mourut l'année suivante sans avoir cédé. Pie IV, qui lui succéda, reconnut Ferdinand. C'est sous ce pontificat que furent reprises et terminées les séances du concile de Trente. Pie en annonça l'ouverture pour le mois de janvier 1562, et chargea ses nonces d'en porter la bulle de convocation en Allemagne. Ils furent mal reçus. Quoique Ferdinand désirât la réunion des deux religions, il craignait d'offenser les protestants s'il recevait la bulle; afin de les ménager en même temps que la cour de Rome, il adressa les nonces à l'assemblée des princes protestants à Naumbourg. On commença par refuser un concile présidé par le pape; on demanda un nouvel examen des points déjà décidés à Trente; on voulut que, dans un concile libre, les théologiens protestants eussent voix et séance comme les catholiques, et que la sainte Écriture fût seule la règle des décisions. Ces difficultés éloignaient tout espoir d'accommodement; les nonces se retirèrent; Ferdinand obtint pour ses sujets la communion sous les deux espèces. La mort empêcha ce prince de mener à fin les projets qu'il avait conçus pour la réunion des deux Églises (1564). Outre dix filles, il laissa trois fils, entre lesquels il avait partagé les États de sa maison. Maximilien, l'aîné, eut l'Autriche avec les royaumes de Bohême et de Hongrie; Ferdinand eut le comté de Tyrol et les domaines situés en Souabe et en Alsace; les duchés de Styrie, de Carniole, de Carinthie, furent le partage de Charles, qui perpétua le sang autrichien près de s'éteindre en Allemagne.

MAXIMILIEN II.

(1564-1576.) Ferdinand avait proposé son

fils Maximilien pour son successeur à l'assemblée des électeurs, et ceux-ci l'avaient reconnu dès l'année 1560. La recommandation que le père fit de son fils est un témoignage qui mérite vraiment d'être conservé. « Il est doué à un haut degré d'intelligence, d'adresse, de douceur, de bonté, de toutes les autres vertus d'un prince; il a de bonnes mœurs, une âme honnête, équitable et pacifique, un grand amour, une grande inclination pour le Saint-Empire de la nation allemande, et est extrêmement désireux de sa gloire et de son bien-être. Enfin il possède les six premières et les plus usuelles langues de la chrétienté; de sorte que, dans tout ce qu'il aura à traiter, aujourd'hui ou dans l'avenir, avec les puissances étrangères, il pourra comprendre par lui-même et se faire comprendre, et par conséquent régler ses affaires par lui-même. » Un autre témoignage très-honorable en sa faveur est celui qu'ont rendu ses sujets de Bohême, lorsqu'ils le recommandèrent aux Polonais, qui avaient jeté les yeux sur lui pour en faire leur roi. « Notre Bohême, disaient-ils, se trouve mieux sous son gouvernement que si elle était commandée par son propre père; nos droits, nos lois, nos libertés sont protégés par lui; il laisse tout suivre son cours sans rien changer; et ce qu'on pourrait presque appeler prodigieux, c'est la prudence, l'impartialité qu'il offre à chacun des différents religionnaires, et par laquelle il les porte à l'accord entre eux, à la tolérance et à un amour réciproque. » Les Polonais eux-mêmes auraient pu ajouter plus tard que, pour rétablir chez eux le christianisme ébranlé par les révoltes et les divisions, il avait eu beaucoup plus de succès par ses moyens pacifiques qu'un autre n'en aurait pu obtenir par la guerre.

Or, c'était à une époque où le mot de tolérance était à peine connu qu'il exerçait cet esprit de paix, cette manière d'agir; il professait même publiquement « que Dieu seul avait pouvoir sur les consciences. » C'est là la gloire de cet empereur; aussi l'Allemagne lui dut-elle à lui et à son père de jouir d'une parfaite tranquillité, comme elle n'en avait pas eu depuis les divisions religieuses; tandis que dans les Pays-Bas et en France le sang coulait par torrents à cause de la religion.

La chambre impériale, qui n'avait été établie primitivement que pour faire entièrement disparaître la loi du plus fort, prit alors tout à fait le dessus sur ce penchant à la violence en Allemagne. On peut regarder comme le dernier effort de la force brute les troubles de Guillaume de Grumbach, chevalier franconien, qui répandit dans ce temps la dévastation en Franconie avec les restes des sauvages bataillons du margrave Albert. Ce fut surtout le territoire de l'évêque d'Augsbourg qu'il dévasta; il finit même par le faire fusiller dans sa propre ville. La chambre impériale mit le meurtrier au ban de l'empire, et il se sauva à Gotha, vers le fils du malheureux électeur Jean Frédéric. Il avait su étourdir ce jeune prince, d'ailleurs très-faible d'esprit, par l'espérance qu'il lui donna de reconquérir son duché pour lui; et il l'entraîna ainsi dans un sort encore plus malheureux que celui de son père. L'électeur Auguste, frère de Maurice, se mit à la tête de l'armée qui devait exécuter l'arrêt, assiégea le duc avec Grumbach dans Gotha pendant tout un hiver, et le réduisit à la nécessité de se rendre. Le jeune prince fut conduit prisonnier à Vienne, et là, placé sur un char découvert, avec un chapeau de paille sur la tête, il fut conduit par les rues de la ville, exposé aux dérisions de la populace. Ensuite il passa vingt-huit ans prisonnier dans Steyer en Autriche, et mourut en prison; quant à Grumbach, il fut tiré à quatre chevaux, après avoir souffert de cruelles tortures.

A la place du droit du poignet, qui était la dégénération de l'état de guerre sous la féodalité, d'autres maux, occasionnés par des hommes qui regardaient la guerre comme un état lucratif pour eux, vinrent affliger l'Allemagne, comme pour faire sentir aux peuples les inconvénients de toute institution militaire dans laquelle l'homme libre n'est pas nécessairement guerrier et armé pour la patrie. Ces troupes de soldats mercenaires qui ravageaient partout, une fois qu'ils s'étaient vendus à un drapeau; ces lieux d'enrôlement et de division, ces aller et venir, les campements, les passages de bandes d'hommes habitués à aucun frein et rassemblés tout d'un coup, étaient pour le pays autant de plaies insupportables. Les mêmes plaintes que sous Maximilien Ier se renouvelèrent. L'empereur Maximilien II dit, dans les griefs qu'il présente à la diète : « Les guerriers allemands, autrefois les premiers d'entre les nations par leur piété, leur discipline et leur

loyauté, prennent aujourd'hui des mœurs presque barbares; et à la longue cette dissolution qui règne parmi eux fera qu'aucun honnête homme ne pourra rester dans sa maison et dans sa cour, et pas un seul propriétaire ou fermier dans sa campagne. »

Sur ces plaintes, on fit de nouvelles lois militaires plus sévères, appelées *Reiterbestallungen*. Mais le moyen le plus essentiel que l'empereur avait proposé, celui de défendre en Allemagne l'enrôlement des princes étrangers, ne fut pas accepté. Les princes prétendirent: « que de tout temps ç'avait été pour les Allemands un usage honorable de leur liberté, de servir pour la gloire et l'honneur, par des actions chevaleresques, des princes étrangers, pourvu que la patrie n'en souffrit aucun dommage; que, si cet usage était enlevé, l'état militaire serait bientôt anéanti en Allemagne, et qu'au moment du danger on manquerait de guerriers. » Nous devons reconnaître dans ce langage celui du temps de Tacite, où l'on voit les jeunes Allemands, emportés par le désir de combattre, passer dans la peuplade qui avait la guerre, lorsque la leur était en paix.

En 1575, l'empereur Maximilien réussit à faire choisir son fils Rodolphe pour roi des Romains, et il mourut un an plus tard à Ratisbonne, le même jour et à la même heure que la clôture de la diète y fut publiée.

RODOLPHE II.

(1576-1612.) Le long règne de cet empereur, qui a accumulé sur l'Allemagne de nouvelles tempêtes de violence et de désordre, est une triste preuve que, dans les temps difficiles, l'irrésolution et l'indolence peuvent avoir un effet plus funeste que la mauvaise volonté : car on ne pouvait pas reprocher à Rodolphe une mauvaise intention, pas plus que de l'ignorance ou un défaut d'intelligence; mais il était beaucoup plus occupé d'autres devoirs que de ceux qu'il aurait dû remplir comme empereur, et par conséquent tous les événements qui survinrent arrivèrent à son insu et sans sa volonté, souvent même contre sa volonté. Il était d'ailleurs soumis à l'influence de mauvais conseillers.

Les esprits, qui s'étaient un peu calmés au sujet de la différence de religion, prirent une nouvelle excitation quand les princes catholiques, sur le conseil des jésuites, commencèrent à réformer leurs pays, c'est-à-dire à forcer les protestants de revenir à l'ancienne croyance, ou de quitter le pays s'ils ne voulaient pas y consentir. D'après le traité de religion d'Augsbourg, les autres princes ne pouvaient, à la vérité, leur faire aucun reproche à ce sujet; cependant ils ne pouvaient non plus s'empêcher de voir dans ces procédés une violente attaque à la liberté de conscience et comme une marque de leurs intentions hostiles contre tout leur parti. La France et les Pays-Bas donnèrent, à cette époque, un bien triste exemple du résultat auquel pouvaient conduire ces inimitiés. La lutte que ce dernier pays eut à soutenir pour la liberté de religion contre Philippe et l'impitoyable duc d'Albe, non-seulement excita vivement les esprits en Allemagne, où l'on était témoin des hostilités commises sur la frontière, mais elle vint encore de temps en temps jeter la guerre et l'effroi sur notre territoire, lorsque l'armée espagnole, forcée par la disette et la nécessité, sortait des Pays-Bas, entrait en Westphalie et dévastait tout le pays.

En outre, de graves événements se passaient dans les contrées allemandes de la frontière. A Aix, des émigrés des Pays-Bas, ayant avec eux un ministre protestant, avaient tellement augmenté le nombre de leurs adhérents, qu'ils se crurent bientôt assez nombreux pour prétendre partager les droits des catholiques. Dès l'année 1581, ils proposèrent deux bourgmestres pris parmi eux; et comme les adversaires s'y refusèrent, ils prirent les armes, s'emparèrent de l'arsenal, et obtinrent par la force ce qu'ils demandaient. Dans le pays voisin, à Cologne, il y avait encore de plus grands troubles. L'électeur Gebhard aimait la belle comtesse Agnès de Mansfeld, chanoinesse de Gerresheim, et, afin de l'épouser, il passa dans la nouvelle Église, comme l'exigeait le frère de la jeune comtesse. Mais aussitôt le chapitre et le conseil de Cologne s'adressèrent à Rome et à l'empereur, et obtinrent contre l'archevêque l'excommunication de l'Église et le ban de l'Empire. Le chapitre choisit le prince Ernest de Bavière pour son successeur, et il le mit en possession du pays avec le secours de troupes bavaroises et espagnoles. Gebhard s'enfuit d'abord dans les Pays-Bas, et plus tard il se rendit à Strasbourg, où il était doyen du chapitre. Il y mourut en

1601. Or les princes protestants souffrirent sa déposition et son expulsion sans remuer, et cependant une nouvelle voix dans le conseil électoral aurait été pour eux de la plus grande importance. Peut-être que le respect pour la paix de religion fut cause de leur neutralité, et ce principe était noble et honorable ; mais la voix publique les accusa d'avoir refusé leur secours à Gebhard, parce que, étant luthériens eux-mêmes, l'électeur avait pris les doctrines de Calvin, et qu'ils haïssaient presque autant les calvinistes que les catholiques. Toujours est-il certain qu'il n'y eut que le comte palatin, prince calviniste, Jean Casimir, qui fit une tentative pour Gebhard; il s'avança avec quelques troupes devant Cologne et bloqua la ville un moment; mais le retour des Bavarois et le manque de solde ramenèrent son armée.

Ce prince, Jean Casimir, palatin, était un zélé partisan pour son Église. Il ne voulait pas entendre parler de la croyance de Luther, et chassa de son pays tous ceux qui enseignaient sa doctrine. Aussi aucun pays en Allemagne n'a ressenti les tristes effets de la haine des partis protestants comme le Palatinat. L'électeur Frédéric III était entré dans l'Église des calvinistes ; or, de ses deux fils, le plus jeune, qui fut appelé le comte palatin Jean Casimir, fut aussi calviniste; mais l'aîné, l'électeur Louis, fut si attaché à la confession d'Augsbourg, qu'il ne voulut pas même permettre que l'aumônier calviniste de son père prononçât son oraison funèbre. Alors de tous côtés on enleva aux calvinistes leurs églises, et les prédicants aussi bien que les professeurs furent chassés du pays ; il y en eut plus de deux cents. Mais, à la mort de Louis, qui fut prématurée, Jean Casimir eut la tutelle de son fils Frédéric IV, et changea tout; les luthériens furent à leur tour traités comme l'avaient été les calvinistes, et le jeune Frédéric, âgé de neuf ans, fut éloigné soigneusement du luthéranisme et instruit avec la plus grande sévérité dans le catéchisme de Calvin. C'est ce qu'on appelait un zélé chrétien pour la foi ! et, grâce à ce zèle, le Palatinat changea trois fois d'église dans le laps de soixante ans ; de sorte qu'il fut d'abord luthérien, puis calviniste, redevint luthérien, et enfin calviniste.

Peut-on s'étonner de voir que l'ancienne Église crût avoir le droit d'agir de la sorte avec la nouvelle, quand celle-ci était si exaltée contre ses propres enfants? En effet, cette dissension à Cologne en fut bientôt après l'occasion d'une semblable dans Strasbourg, où Gebhard s'était retiré avec trois chanoines de son chapitre, protestants comme lui; et la ville de Donawerth, qui jusqu'alors était demeurée ville libre et impériale, et dont le plus grand nombre des habitants s'étaient faits protestants, fut mise aussi elle-même au ban de l'empire, par suite de division en matière de religion, et tomba ainsi au pouvoir du duc de Bavière, qui fut chargé d'exécuter la sentence contre elle (1607).

L'Autriche elle-même fut, au temps de l'empereur Rodolphe, le pays d'Allemagne le plus agité et le plus déchiré. Maximilien II avait accordé la liberté de religion aux protestants, et même il leur avait fait disposer une liturgie par un théologien de Rostock, David Chytræus. Cependant, comme il voulait écarter leurs offices de la capitale, il leur avait donné quelques églises dans la campagne, aux environs de la ville. Bientôt leur nombre s'accrut extraordinairement; plusieurs de leurs docteurs, particulièrement un certain Opicius, s'attachèrent injustement et avec le plus grand zèle à gagner tous ceux d'une autre croyance. Les plaintes devinrent de plus en plus fortes; et Rodolphe, qui suivit en cela les conseils des gens de parti, alla jusqu'à fermer les églises qu'il leur avait auparavant données, et à leur enlever le droit de citoyen dans toutes les villes d'Autriche. Mais ces mesures excitèrent bientôt de si grands troubles, tandis que d'un autre côté la guerre des Turcs et les troubles de Hongrie lui rendaient l'assistance de ses états nécessaire, qu'il fut obligé de revenir à des procédés plus pacifiques.

En Hongrie, on était généralement mécontent de son gouvernement, parce qu'il ne s'occupait pas des pays, et surtout parce que non-seulement il n'assistait à aucune des assemblées de la province, mais il n'avait pas paru une seule fois dans le pays et y laissait ses soldats allemands se livrer à des actes aussi licencieux qu'impudents. Aussi y eut-il, au commencement de ce nouveau siècle, le dix-septième, une dangereuse révolte en Hongrie, à la tête de laquelle était un gentilhomme, Étienne Botschkai, qui s'unit avec les Turcs et s'empara d'une grande partie du pays. Par-dessus tout, l'empereur devenait de plus en plus indo-

lent dans son gouvernement. Les sciences du ciel et de la nature l'occupaient bien plus que son royaume, et cette inclination le mit bientôt entre les mains d'hommes trompeurs qui se vantaient de lui apprendre l'avenir d'après les astres, et l'art de faire de l'or; car de même que de pareils fourbes se trouvaient à la cour mêlés avec des savants tels que Ticho-Brahé et Keppler, ainsi se confondaient dans l'âme de Rodolphe, d'une manière étonnante, les plus nobles sentiments avec de folles inclinations. Les antiques, les statues, les pierres ciselées, aussi bien que les tableaux, lui faisaient le plus grand plaisir, et il leur consacrait de grosses sommes d'argent. Les ateliers d'alchimie, où l'on devait faire de l'or, n'avaient pas pour lui moins d'attrait; et ceux qui voulaient causer avec lui des affaires importantes de l'empire allaient le trouver dans ses écuries, où il avait coutume de passer une partie de la journée. Cette indolence et cette insouciance, la révolte de la Hongrie et les désordres des autres provinces autrichiennes, ne pouvaient pas être vus d'un œil indifférent par les frères et cousins de l'empereur, d'autant plus qu'il n'avait point d'enfants. Ils délibérèrent donc ensemble sur ce que demandait le bien de la maison, et ils conclurent enfin un traité en 1606, d'après lequel Mathias, frère de l'empereur, fut chargé de rétablir l'ordre en Hongrie et en Autriche. Rodolphe en fut, dans le principe, fort mécontent; cependant, quelques années plus tard, il consentit de bon gré à livrer à Mathias la partie autrichienne au delà et en deçà de l'Ens et le royaume de Hongrie, « afin que ce pays, qui avait tant souffert dans l'absence de l'empereur pendant seize ans de guerre, pût recouvrer la tranquillité et le bien-être sous le gouvernement de Mathias. » Et en effet ce prince réussit à tranquilliser la Hongrie, et à la soumettre entièrement à son obéissance, à la mort de Botschkai qui arriva bientôt après.

Il ne restait donc à l'empereur Rodolphe, outre sa dignité impériale, que celle de roi de Bohême. Les états protestants de ce pays, voulant tirer parti du moment favorable où leur maître était sans puissance, et même en division avec sa famille, l'accablèrent de leurs instances jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu le libre exercice de leur religion, un consistoire, le renvoi de l'académie de Prague, et même le droit de bâtir en Bohême de nouvelles églises et écoles outre celles qu'ils avaient déjà. Cet écrit important s'appela la Lettre de majesté, et ce fut la première occasion de la guerre de trente ans.

L'Union protestante.

(1608.) La défiance se réveillait en Allemagne entre les partis religieux. En même temps, la division de la maison d'Autriche, qui avait été le soutien des catholiques, ralliait les états protestants plus intimement les uns aux autres, et leur inspirait la pensée d'une nouvelle ligue offensive et défensive. C'était la maison palatine qui y poussait le plus activement; elle y prit un grand rôle, et ce fut pour le malheur de l'alliance; car, comme le palatin était un zélé calviniste, les luthériens en conçurent des idées toutes défavorables, et le plus grand nombre d'entre eux refusa d'y entrer. Quand donc l'électeur palatin Frédéric parvint, dans l'année 1608, à constituer, après les plus grands efforts, une nouvelle ligue qui prit le nom d'*Union*, il n'y eut que le margrave de Brandebourg, le comte palatin Philippe-Louis de Neubourg, le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade, avec les importantes villes de Strasbourg, Nuremberg et Ulm, qui voulurent en faire partie avec lui. « On devait s'aider mutuellement de conseils et d'actions, surtout protéger la religion; le palatin devait avoir la direction pendant la paix, et la ligue devait durer dix ans. » On s'efforça d'attirer plusieurs autres membres; l'électeur de Brandebourg ne s'en montrait pas trop éloigné; mais la Saxe était prononcée dans son refus, et répondit: « Si on réfléchit sérieusement, on verra d'un côté que la ligue n'est pas nécessaire, et de l'autre que c'est en réalité une séparation, une scission avec l'empire entier qui sûrement s'ensuivra. » Si la maison palatine ne fut poussée à cette entreprise que par des vues d'ambition et non pures, elle les a bien durement expiées.

Guerre pour l'héritage de Juliers.

Dès l'année suivante, 1609, survint dans l'empire un événement auquel la ligue qui venait de se constituer put prendre une part active. Le duc Jean-Guillaume de Juliers, qui possédait les beaux pays du bas Rhin, Juliers, Clèves, Berg et Marck, mourut le 25 mars de cette même année sans enfants. Il avait quatre

sœurs, qui avaient épousé des princes allemands, et toutes quatre, avec plusieurs autres parents éloignés, faisaient valoir des droits à l'héritage. Mais deux des prétendants, l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, s'en mirent en possession, et convinrent ensemble à Dusseldorf de gouverner le pays en commun jusqu'à ce que l'affaire fût réglée. L'empereur cependant, mécontent de la conduite arbitraire de ces deux princes, envoya l'archiduc Léopold, évêque de Passau, pour prendre possession du pays comme d'un fief vacant. Il vint avec quelques troupes; mais il ne put occuper dans le pays d'autre place que la ville de Juliers et la citadelle, où le bailli le reçut. Pendant ce temps-là, il fit lever de nouvelles troupes en Alsace, et songeait à soutenir par la force les droits de l'empereur. L'Union, voyant la maison d'Autriche se mêler de cette affaire, se montra, promit son assistance aux deux princes menacés, et fit des préparatifs. De plus, le roi de France, Henri IV, entra avec eux dans la ligue, et fortifia l'opposition contre l'empereur. On connaît les grands projets de ce roi, qui s'occupait de tout un bouleversement dans l'Europe; il voulait affaiblir la maison d'Autriche, former ensuite de l'Europe une république fédérative qui mettrait sur pied une armée commune pour chasser les Turcs. Son alliance avec l'Union se rattachait à ces projets; il avait fixé l'année 1610 pour commencer ses entreprises contre la maison d'Autriche. Et en effet l'armée de l'Union entra en Alsace au printemps de cette même année, dispersa quelques milliers d'hommes que l'archiduc Léopold y faisait enrôler; et, pour justifier cet acte de violence, elle accusa l'empereur d'une conduite illégale dans l'affaire de Juliers. « L'empereur, disait-elle, ne devait pas, dans ce cas, conformément à l'ancien droit de l'empire, décider lui seul, mais s'adjoindre pour cela un certain nombre d'électeurs et de princes. »

Ligue catholique.

(1610.) La subite prise d'armes, et plus encore la conduite hostile de l'Union dans tous les pays des princes ecclésiastiques où l'armée arrivait, aigrirent les catholiques; car elle avait en effet parcouru les évêchés du Rhin, Mayence, Trèves, Cologne, Worms, Spire et autres, et les avait traités comme des pays conquis, levant des contributions et exerçant toute espèce de violences. Alors les catholiques s'unirent aussi entre eux, et conclurent à Wurtzbourg, en 1610, une alliance pour neuf ans contre l'Union, et l'appelèrent la Ligue. C'étaient surtout des princes ecclésiastiques avec la maison de Bavière. On donna le commandement en chef au duc Maximilien de Bavière, afin que l'unité régnât dans l'alliance. Ainsi la Ligue eut bien plus de solidité que l'Union, qui, n'ayant point de chef déterminé pour la guerre, était obligée d'élire un général; et, comme elle n'était composée que de princes laïques, chacun d'eux briguait pour lui-même cet honneur. Du reste, la Ligue était basée à peu près sur les mêmes principes que l'Union protestante.

La Ligue prit donc les armes aussi; mais, Henri IV étant mort sur ces entrefaites, l'Union se montra bien plus disposée à terminer à l'amiable, et les deux partis déposèrent les armes.

Déposition de l'empereur Rodolphe en Bohême, et sa mort.

(1612.) De nouvelles querelles avec sa famille vinrent encore jeter de l'amertume sur les dernières années du vieil empereur. Il était fort mécontent de son frère Mathias, et il n'aimait aucun des autres membres, si ce n'est Léopold, évêque de Passau, dont nous avons déjà parlé. Il désirait donc lui donner la Bohême, et, dans l'année 1611, d'après un plan mal calculé pour ce projet, il le fit entrer dans ce royaume à la tête d'une armée. Les états de Bohême, qui crurent voir dans cette démarche des interventions hostiles, prirent les armes, renfermèrent l'empereur dans le château de Prague, et appelèrent Mathias, qui déjà depuis longtemps comptait sur la couronne de Bohême. Il entra dans la ville au milieu des acclamations, et Rodolphe fut encore obligé de céder la couronne à son frère, après d'amères et mortifiantes négociations. On dit que pendant ces jours de troubles et dans un moment d'irritation, il ouvrit la croisée de sa chambre et s'écria, avec ces paroles qui peuvent être regardées comme un malheureux oracle : « Prague, ingrate Prague, tu as été élevée par moi, et aujourd'hui tu repousses ton

bienfaiteur ! Que la vengeance divine te poursuive, et que sa malédiction tombe sur toi et sur toute la Bohême ! »

De toutes ses couronnes, il ne lui restait plus que la couronne impériale ; mais la mort, qui vint bientôt l'enlever, dans sa soixantième année, le 20 janvier 1612, prévint la douleur de cette nouvelle perte, que sans cela il aurait vraisemblablement éprouvée ; il vit la mort venir avec calme et même avec joie, parce qu'elle le délivrait de mille soucis.

MATHIAS.

(1612-1619.) Le choix du nouvel empereur tomba sur le plus âgé de la maison d'Autriche ; il fut élu le 13 juin à Francfort, et couronné le 24 avec une pompe comme on n'en avait presque jamais vu. Tous les électeurs, excepté celui de Brandebourg, et une quantité de princes, y étaient présents. « Il semblait, dit un historien, que les princes voulaient prendre congé ; car ils ne se sont plus ainsi rassemblés depuis. » Le roi Mathias seul avait dans sa suite trois mille hommes, quatre mille chevaux et cent voitures à six chevaux ; et les autres princes paraissaient, suivant leur fortune, avec un luxe presque semblable. Les fêtes se succédaient, et un étranger, témoin de ce grand et brillant rassemblement, où régnait la joie, aurait pu prendre l'Allemagne pour le premier pays du monde, y trouvant un si beau cortége de princes qu'il voyait réunis dans une telle familiarité. Mais, derrière ce rideau si brillant, veillait l'esprit de dissension ; l'observateur profond aurait découvert dans la joie des catholiques l'espérance de grands avantages pour leur parti, basée sur l'activité et la fermeté de l'empereur ; et, dans celle des protestants, des espérances fondées sur l'apparence de sa mauvaise santé. Le prince Christian d'Anhalt, un des plus entreprenants parmi ces derniers, fit sentir avec finesse le double sens de cette fête : « Si l'on en vient à danser, dit-il, Mathias désormais ne peut plus faire de grands sauts. »

Le nouvel empereur, en effet, ne montra pas toute l'activité qu'on avait eu lieu d'espérer ; il semble qu'il n'avait forcé son frère de lui céder le trône que pour continuer dans son indolence et son irrésolution.: mais les passions n'en travaillaient que plus activement les esprits, et préparèrent ce fâcheux éclat qui arriva dès le règne de Mathias. Dans les provinces autrichiennes, l'esprit de parti, excité par les prêtres dans les chaires, reparut avec une nouvelle force; les hommes de différentes religions perdirent pour ainsi dire entre eux les rapports d'hommes; car la haine qui tient à ce que l'homme a de plus sacré est la plus implacable.

Il se passait aussi dans le reste de l'Allemagne quelques événements importants : des différends avaient éclaté dans Aix ; d'autres dans Cologne avec les deux possesseurs de Juliers, parce qu'au détriment des habitants de Cologne ils avaient donné le titre de ville à Mulheim sur le Rhin. Dans ces deux différends, l'empereur décida en faveur du parti catholique, et souleva ainsi chez les protestants de nouvelles inquiétudes. Sa lenteur au sujet de Mulheim aurait eu peu d'effet, si les deux maisons princières qui avaient pris possession de l'héritage de Juliers ne s'étaient divisées entre elles ; mais le prince palatin Wolfgang Guillaume, qui devait épouser une fille de la maison de Brandebourg, étant venu pour cette affaire même à Berlin, se prit de querelle avec l'électeur pendant le repas : tous les deux étaient excités par le vin ; ils s'oublièrent, et celui-ci donna au prince palatin un soufflet. Jamais, peut-être, une circonstance aussi insignifiante n'eut de suites si graves dans l'histoire : le système tout entier de l'empire en fut ébranlé, et ces secousses se firent longtemps sentir. Le prince en colère partit aussitôt de Berlin, et, en haine de la maison de Brandebourg, il s'unit intimement avec celle de Bavière, y prit une femme et même la religion catholique. L'électeur de Brandebourg, au contraire, qui craignit pour ses Etats de Juliers, si Wolfgang Guillaume les attaquait secondé par la ligue et par les Espagnols, demanda l'assistance des Hollandais, qui étaient toujours en guerre avec les Espagnols ; et, afin de leur être plus agréable, il quitta l'Eglise luthérienne pour passer dans celle des calvinistes. Les Etats de Juliers furent donc envahis par des étrangers de deux côtés : les Hollandais occupèrent Juliers; les Espagnols, commandés par Spinola, occupèrent Wésel; et ces deux armées firent exécuter la sentence de l'empereur contre Mulheim. Ainsi déjà dans l'empire les troubles devenaient des hostilités, et les Etats alle-

mands commençaient à faire des alliances avec l'étranger.

L'inquiétude des protestants fut encore excitée davantage par le choix de l'héritier de l'empereur; car, comme Mathias lui-même, ainsi que ses frères Maximilien et Albert, n'avaient point d'enfants, et que les affaires de l'Etat n'avaient pas un grand attrait pour ces deux derniers princes, ceux-ci renoncèrent à la succession des Etats autrichiens, à laquelle ils avaient droit, et proposèrent pour successeur leur cousin, le jeune archiduc Ferdinand, déjà possesseur de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole. Toute cette affaire fut fort désagréable à l'empereur : il dut sentir la main de la Providence qui lui faisait expier l'injustice commise à l'égard de son frère Rodolphe; mais ses frères y mirent tant d'instance qu'il fut enfin obligé de céder. Ferdinand fut reconnu pour futur roi de Bohême dans une diète en 1617, et trois semaines plus tard il fut couronné avec pompe dans Vienne. Les états n'exigèrent rien autre chose que la confirmation des droits dont ils avaient joui jusqu'alors, et l'absence du nouveau roi dans les affaires du gouvernement tant que l'ancien roi vivrait.

Ce Ferdinand a été la principale cause de ce violent ébranlement de son époque, et mérite d'autant plus d'être sévèrement et équitablement apprécié, que, dans tous les temps, il a été plutôt injurié ou traité avec passion que soumis à un jugement calme. Il fut élevé dans l'université d'Ingolstadt, en Bavière, particulièrement par des jésuites, et sous les yeux du duc Guillaume de Bavière, catholique zélé, et nourri depuis son enfance dans les principes les plus sévères en matière de religion. Il croyait fermement à une seule Église, et il regardait comme son premier devoir d'y maintenir tous les hommes ou de les y faire entrer par tous les moyens qui sont en la puissance humaine, par la bonté et la sévérité, par la force de la parole et par celle de l'épée; « car le salut de l'âme, lui avait-on dit, va devant toute considération humaine. » Aussi a-t-il suivi ces principes toute sa vie avec la plus grande fidélité; il se croyait destiné par Dieu à être le champion de l'Église catholique et le restaurateur de l'ancienne croyance. Mais, de cette croyance, il n'en a point fait un mystère; il est entré franchement et loyalement dans l'arène, et c'est là son côté glorieux dans l'histoire : car tout homme qui suit avec opiniâtreté et sans arrière-pensée, de toutes les forces de son être, ce qu'il a une fois reconnu comme juste et sacré, est certainement un homme honorable.

Le jeune prince, à peine devenu maître dans ses Etats, se mit à réformer, c'est-à-dire qu'il ramena l'ancien usage dans le service divin : il mit en avant le principe qu'un souverain ne doit souffrir qu'une seule religion dans ses Etats, afin qu'il y ait une parfaite unité d'esprit et de volonté; et comme la paix de religion d'Augsbourg ne donnait dans ce cas aux non croyants que le droit de s'expatrier, il força ceux qui ne voulaient pas se rallier à l'ancienne Église de sortir du pays. Ces mesures étaient dures; car il n'est rien de plus dur pour un homme qui s'attache et qui sent vivement, que d'être obligé de quitter pour toujours les lieux où ont demeuré ses ancêtres, et où il a lui-même passé les premières années de son enfance. Il devait donc nécessairement s'élever de grands mouvements dans les Etats de Ferdinand.

La nombreuse population des montagnes se leva la première, parce que ces hommes, qui ne quittent jamais leurs montagnes, qui vivent éloignés du tracas de toutes les relations sociales, et qui sont habitués à considérer les grands et éternellement immuables tableaux de la nature sans s'occuper de l'inconstance des affaires humaines, tiennent plus fortement que tous les autres à leurs opinions et au sol de la patrie. Cependant il y avait dans les mesures du jeune prince tant de fermeté et de calme, il se montrait si résolument sévère, qu'il avait prévenu les éclats du mécontentement avant qu'ils eussent paru, et que, malgré toutes les maisons de justice qu'il avait érigées de tous côtés, pas une goutte de sang ne coula. Aussi ce fut comme un prodige exposé aux yeux de tout le monde que, dans l'espace de quelques années, on ne vit plus aucune église protestante dans le pays où la plus grande partie des habitants s'étaient attachés à la nouvelle doctrine, et qu'on n'y entendit plus un seul prédicateur protestant. Une pareille énergie dans un jeune prince devait soulever de grandes espérances pour un des deux partis, et de grandes craintes pour l'autre. Les états de l'Union en Allemagne, et surtout l'électeur palatin, voyaient donc, dans l'élévation de Ferdinand comme chef de la maison d'Autriche,

de nouveaux motifs pour affermir leur alliance. Ils travaillaient toujours à gagner l'électeur de Saxe, mais en vain. Son indisposition contre l'Église calviniste faisait sans doute au fond de son cœur une opposition forte; mais aussi le désir de conserver la paix dans l'empire avait une grande influence sur sa résolution; et ce désir était bien marqué parmi la plupart des princes luthériens, surtout depuis la mort de Maurice. Une lettre de l'électeur de Saxe à l'archiduc Ferdinand prouve que du moins chez lui ce sentiment était réel; il lui disait : « Puisqu'on en est venu à un tel point qu'on ne peut qu'à peine trouver quelques traces de bonne intelligence et de confiance parmi les états d'Allemagne, il faut au moins s'efforcer de ranimer en quelque sorte le peu qui s'y trouve; car, si cet état actuel et dangereux doit durer, si l'on doit recourir plutôt à la plus extrême sévérité pour guérir qu'aux moyens plus simples, il est évident que cette tentative de guérison ou entraînera la ruine totale de l'un ou de l'autre des deux partis, ou conduira, après beaucoup de sang répandu, après avoir causé la ruine du pays et de ses habitants, à des moyens mitoyens que l'on peut dès à présent employer sans violence ni danger. » Ces paroles étaient comme une annonce de l'avenir, et auraient pu frapper Ferdinand de quelques rayons de lumière, s'il n'avait tenu ses yeux fortement fixés sur un seul point. Un autre témoignage plus expressif encore se manifesta peu de temps après, et lui présagea la proximité du danger qui menaçait sa maison.

Mouvements en Bohême. — Commencement de la guerre de trente ans.

Depuis la nomination de Ferdinand pour futur roi de Bohême, les protestants crurent remarquer dans le pays plus d'activité et plus d'assurance parmi les catholiques. La renommée, qui dans les temps extraordinaires est toujours plus agitée et plus effrayante que jamais, portait avec elle mille détails qui leur annonçaient de grands dangers. « La lettre de majesté qui garantissait leur sécurité et leur liberté était sans force, parce qu'elle avait été extorquée au roi Rodolphe; » ainsi parlaient les catholiques, disait-on : « A l'arrivée du roi Ferdinand, il y aura un nouveau roi et une nouvelle loi; il y aura plus d'une tête qui tombera. Les biens passeront en d'autres mains, et plus d'un pauvre se trouvera riche du bien de ses parents. » De plus, quand Ferdinand prêta hommage, on fit colporter par toute la Moravie des tableaux où le lion de Bohême et l'aigle de Moravie étaient représentés enchaînés, et près d'eux un lièvre endormi les yeux ouverts, pour signifier que les états avaient beau ouvrir les yeux, ils ne comprenaient pas quel sort leur était réservé. Ces démonstrations hostiles et bien d'autres, grossies encore en passant de bouche en bouche, jetaient l'effroi dans tous les esprits.

Enfin on ne manquait pas non plus de raisons bien plausibles pour susciter des querelles. Ainsi, la lettre de majesté assurait aux protestants de Bohême la liberté de construire de nouvelles églises; mais le gouvernement restreignait le sens de cet article aux provinces protestantes du royaume, et refusait son application dans les provinces catholiques. En 1617, les protestants qui se trouvaient dans la juridiction de l'archevêché de Prague bâtirent une église dans la petite ville de Clostergrab, et ceux de la juridiction de l'abbé de Braunau en bâtirent aussi une dans leur village. L'archevêque et l'abbé ne voulurent pas les tolérer, et ils en portèrent leur plainte à l'empereur. Puis, quand les églises furent terminées, l'archevêque fit valoir un ordre impérial; l'église de Clostergrab fut démolie jusqu'aux fondements, et celle de Braunau fut fermée; ensuite, comme il s'éleva une révolte à ce sujet, les citoyens les plus mutins furent jetés en prison.

Alors les protestants crièrent à la violation de la lettre de majesté, et ils trouvèrent un chef résolu dans le comte Mathias de Thurn. Ce comte, né à Gratz, sur les frontières de l'Italie, mais alors devenu citoyen de Bohême, soutenait avec toute la chaleur du sang italien ses croyances et ses libertés; et il fut choisi pour défenseur des évangélistes en Bohême. Ce fut sous ce titre qu'il convoqua les états protestants à Prague. On fit parvenir à l'empereur plusieurs suppliques, pour le prier de faire cesser les motifs de leurs plaintes, et de rendre à la liberté les citoyens de Braunau, toujours retenus prisonniers.

La réponse de l'empereur fut très-dure. La résistance des habitants de Braunau et de Clos-

tergrab y est appelée une révolte; les états y sont fort blâmés de s'être occupés de citoyens étrangers pour eux, d'avoir tenu des assemblées illicites, et d'avoir cherché, par de faux bruits sur les dangers de la lettre de majesté, à arracher à l'empereur l'amour et la fidélité de ses sujets, etc. La menace qui venait ensuite : « On examinera l'affaire et on rendra à chacun suivant ses mérites, » acheva de donner aux esprits déjà excités les plus grandes craintes sur l'avenir. De plus, le bruit se répandit que cet écrit n'avait pas été fait à Vienne, mais bien à Prague même, dans la maison du gouverneur, et même particulièrement par deux conseillers catholiques, Martinez et Slavata. La colère qui éclata se porta donc sur eux comme sur l'objet le plus immédiat. Déjà depuis longtemps ils étaient haïs, parce qu'ils n'avaient pas voulu prendre part à la confection de la lettre de majesté, il y avait neuf ans; on racontait encore maintes circonstances très-irritantes de leur zèle pour l'Église catholique. On disait que Martinez avait fait chasser par des chiens à l'Eglise catholique les protestants qui étaient sous sa juridiction, et que Slavata avait forcé ceux de la sienne à se faire catholiques en leur refusant le baptême et l'enterrement en terre sainte.

Les députés des états, exaspérés par ces bruits, se présentèrent, le 23 mai 1618, armés et accompagnés de leurs gens, au château royal de Prague, devant les gouverneurs, et leur demandèrent s'ils avaient fait partie du conseil quand on y avait délibéré l'écrit impérial si dur et si hostile pour eux, enfin s'ils avaient opiné pour lui; et, sur leur réponse qu'il fallait auparavant appeler les membres du conseil absents, pour aviser sur une affaire si importante, quelques hommes de la foule s'avancèrent et dirent : « Nous savons qu'Adam de Sterneberg, le premier burgrave, et Dipold de Lobkowitz, ont en effet assisté à la délibération sur l'écrit, mais qu'ils n'ont pas voulu consentir à sa confection. » Alors on les conduisit tous deux dans une autre chambre; mais d'autres, s'étant jetés sur Martinez, le traînèrent à la fenêtre et le jetèrent en bas. Ils restèrent tous ensuite dans une espèce de stupeur, jusqu'à ce que le comte de Thurn s'écriât, en leur montrant Slavata : « Nobles amis, voici le deuxième; » et aussitôt on le saisit et on le précipita en bas. Restait encore le secrétaire Fabricius, qui subit le même traitement, comme complice des deux autres. La hauteur était de cinquante-six pieds; cependant pas un des trois ne perdit la vie, parce qu'ils tombèrent sur un tas de débris de papiers et d'autres objets de rebut; ils échappèrent même à une décharge qui fut faite sur eux, et ils furent sauvés comme par miracle.

Les Bohémiens voulurent ensuite excuser cette action par plusieurs exemples tirés de l'histoire ancienne : tant des Romains, qui précipitaient les traîtres de la roche Tarpéienne, que de l'histoire sainte, où l'on voit que la reine Jézabel fut précipitée du haut d'une fenêtre en bas, pour avoir persécuté le peuple de Dieu. Cependant ils sentirent bien que de pareilles excuses ne les garantiraient pas contre la punition, s'ils ne faisaient en même temps de sérieux préparatifs pour l'écarter. En conséquence le château fut aussitôt occupé par leurs troupes; tous les hommes en charge prêtèrent serment d'obéissance aux états; tous les jésuites, que l'on regardait comme les artisans des projets hostiles aux protestants, furent chassés du pays, et enfin on établit un comité de trente gentilshommes pour gouverner. Tout annonçait l'intention où l'on était de se défendre par la force, et le comte de Thurn était l'âme de toutes ces menées.

L'empereur Mathias fut fort déconcerté quand il reçut cette nouvelle : car où trouver des secours pour ramener à l'ordre ces révoltés de Bohême? Le mécontentement n'était pas moins grand dans les pays autrichiens qu'en Bohême; en Hongrie, c'étaient les mêmes dispositions. L'indulgence lui parut donc l'unique moyen de conserver cet important pays à la maison d'Autriche; et le confesseur même de l'empereur, le cardinal Clesel, son conseiller habituel et le plus grand ennemi des protestants, était du même avis. Mais le jeune Ferdinand s'opposa de toutes ses forces à de pareilles pensées. « Avant tout, écrivait-il à l'empereur, il faut que vous sachiez que Dieu même a soufflé les troubles de ce pays; car il est visible qu'il a frappé d'aveuglement les Bohémiens, afin que par cette effroyable action, qui doit paraître à tout homme raisonnable, de quelque religion qu'il soit, horrible, indigne d'un chrétien et digne de punition, il arrachât aux rebelles et fît tomber dans l'eau leur plus spécieux prétexte, celui de travailler pour leur

religion : car, sous ce prétexte, ils avaient pu jusqu'à présent enlever à leurs seigneurs leurs droits, leurs revenus et leurs sujets. Mais autant l'autorité vient de Dieu, autant une pareille conduite vient du démon; et Dieu ne peut pas approuver l'indulgence de l'autorité telle qu'elle a été jusqu'à ce moment; peut-être même ne les a-t-il laissés venir jusqu'à cet excès qu'afin que les maîtres se délivrassent de la servitude où les tenaient leurs sujets; qu'enfin il pensait qu'il n'y avait pas autre chose à faire que de prendre les armes. »

Cette lettre de Ferdinand nous fait connaître toute la sévérité de ses principes. Aux paroles il joignit en même temps les actions; il leva des troupes de tous côtés, et se montra si bien résolu, qu'il était visible que toutes les incertitudes de l'empereur ne pourraient pas l'arrêter.

Les Bohémiens firent aussi leurs préparatifs de leur côté, et ils s'emparèrent de toutes les villes du pays, excepté de Budweis et Pilsen, qui restèrent fidèles à l'empereur. Ils trouvèrent un secours d'autant plus grand qu'il était inattendu, dans un guerrier qu'on peut regarder comme un des plus grands héros de son siècle, et qui montra le premier, par son exemple, comment un homme seul, sans propriété, sans aucune dépendance, peut rassembler autour de lui des troupes de vaillants soldats par le seul bruit de son nom, et, comme faisaient autrefois les princes germains du temps des Romains, marcher avec toute sa suite partout où l'on a besoin de son bras, moyennant une rétribution et pour le butin. De pareils hommes ne se rencontrent que de temps à autre, et annoncent une époque extraordinaire où tout est sorti des voies habituelles. Leurs troupes se forment et se grossissent par la guerre; il faut même de la guerre pour les entretenir, et c'est ce qui explique comment elle a pu exercer ses fureurs sur le sol allemand pendant trente ans sans discontinuer. Cet homme, c'était le comte Ernest de Mansfeld, guerrier depuis son enfance, génie téméraire et entreprenant, qui déjà avait maintes fois bravé les dangers, et venait d'enrôler des troupes pour le duc de Savoie et faire la guerre contre l'Espagne. Le duc, qui n'en avait pas encore besoin, lui permit de servir en Allemagne le parti de l'Union; et ce fut elle qui l'envoya en Bohême avec trois mille hommes, comme si les appointements qu'il avait touchés étaient venus de ce pays. Il parut tout d'un coup sans être attendu, et prit, chemin faisant, l'importante place de Pilsen sur les Impériaux.

Dans l'intervalle, l'empereur Mathias mourut, le 10 mars 1619, et les Bohémiens, qui l'avaient reconnu pour leur roi tant qu'il vécut, résolurent alors de renier son successeur, Ferdinand, qui montrait des intentions si hostiles.

RODOLPHE II.

Son fils Rodolphe II, l'aîné de sept princes qu'il laissait, voulut imiter sa modération, et ne parut jaloux que d'entretenir l'harmonie entre les différents corps de l'empire; mais il eut l'imprudence d'en confier les rênes à des mains étrangères, pendant qu'il s'occupait d'astronomie, de chimie, d'expériences et de chevaux; et son règne, aussi long que peu mémorable, prépara le bouleversement qui agita l'empire avec tant de violence sous ses successeurs. La rivalité des religions suffisait pour faire naître des troubles. Malgré l'apparence de calme qui avait régné, les esprits n'avaient pas cessé d'être en fermentation. Les protestants se plaignaient surtout de la chambre impériale et du conseil aulique. Leurs inquiétudes se manifestaient en tout; ils allèrent même jusqu'à rejeter le calendrier nouveau. Le calendrier julien, dont on s'était servi jusqu'alors, différait de douze minutes de l'année solaire, et cette différence formait une erreur de dix jours en 1583. Un mathématicien, Aloysius Lilius, présenta à Grégoire XIII un calendrier nouveau qui rectifiait l'erreur, moyennant le retranchement de dix jours dans le mois d'octobre : le pape adopta sans difficulté cet arrangement, conçut même le projet de le rendre universel; et Rodolphe, qui se piquait d'astronomie, convoqua une diète à Augsbourg dans l'intention de le faire recevoir. Le landgrave de Hesse, qui étudiait aussi le cours des astres, fut consulté par les protestants. Il ne pouvait, sans compromettre sa science, condamner un calendrier dont tous les savants admettaient l'exactitude; il réprouva la main qui le présentait. C'était, selon lui, une atteinte à l'honneur et à l'autorité du corps germanique : il était à craindre, disait-il, que le pape, sous prétexte de réformer l'année julienne, ne

s'arrogeât quelque nouvelle juridiction dans l'empire. Son opinion fut acceptée comme un oracle, et le calendrier grégorien rejeté. On conserva celui de Jules César jusqu'au commencement du dix-huitième siècle. On lui préféra alors celui que présenta un professeur d'Iéna. L'archevêque de Cologne, Gebhard Truchsess, fut un de ceux qui s'opposèrent le plus vivement à la réforme grégorienne, parce qu'il était de son intérêt d'abattre l'autorité pontificale en Allemagne. Il avait apostasié, et son dessein était de séculariser son église. En embrassant la confession d'Augsbourg, il se fût fait un parti capable d'assurer le succès de son entreprise; mais il eut la maladresse d'adopter le calvinisme, et d'irriter les catholiques et les protestants, qui se réunirent contre lui. Il fit une autre faute, son mariage avec une jeune religieuse, fille du comte de Mansfeld, dont il n'avait aucun appui à espérer. Le chapitre et la ville de Cologne se révoltèrent, indignés d'un tel scandale : il prit les armes, s'empara de Bonn, et menaça de mettre tout à feu et à sang si l'on ne tolérait sa religion. On lui répondit, le chapitre en le déclarant déchu de sa dignité, le sénat en le proscrivant; on adressa des plaintes au pape et à l'empereur. Grégoire l'excommunia, le déposa, et Rodolphe le mit au ban de l'empire. Tout se concerta pour l'accabler : abandonné de ses propres troupes, qu'il ne pouvait payer, il alla errer dans les Pays-Bas, en Angleterre, et mourut à Strasbourg.

Tandis que Rodolphe cherchait la pierre philosophale, dressait ses chevaux, observait le cours des astres, les Turcs ravageaient la Hongrie, ses pays héréditaires se remplissaient de séditions, et l'empire de factions prêtes à l'embraser. La guerre avec la Porte est remarquable par sa durée plus que par ses événements : commencée en 1592, elle ne fut terminée qu'en 1606; et Rodolphe, pendant tout ce temps, ne sortit pas une fois de son laboratoire pour prendre le commandement de ses troupes; il ne quitta pas davantage ses expériences pour apaiser les troubles de ses provinces. L'archiduc Mathias, son frère, n'eut garde de l'éloigner du creuset ni des alambics; il se signala contre les Turcs, se fit chérir des peuples, et finit par dépouiller le monarque alchimiste. Le mécontentement des protestants croissait tous les jours; ils jugèrent nécessaire de s'unir plus étroitement que jamais pour la défense de leur religion. Après une première assemblée à Francfort en 1598, ils en tinrent une autre à Friedberg l'année suivante, et y posèrent les premiers fondements de l'*Union évangélique*. Une diète de Ratisbonne, à laquelle ils portèrent leurs plaintes, ne les ayant pas satisfaits, ils se réunirent de nouveau à Ackausen en 1608, et deux ans après ils cimentèrent leur union à Halle en Souabe. Elle comprenait la plupart des princes protestants et des villes impériales; Frédéric, électeur palatin, en était le chef. Les catholiques, alarmés de cette ligue, firent aussi de leur côté une confédération nommée la *Ligue catholique*. Ils en signèrent l'acte à Wurtzbourg la même année, 1610. Elle réunissait presque tous les princes de cette religion, avec les archevêques et évêques. Maximilien, duc de Bavière, en fut déclaré le chef; le pape et le roi d'Espagne Philippe III, qui venait de reconnaître l'indépendance des Provinces-Unies, y accédèrent : on y vit même entrer deux princes *protestants*, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt. Le premier, jaloux de l'électeur de Saxe, espérait encore obtenir de l'empereur les duchés de Juliers, de Clèves et de Berg, vacants par la mort récente du dernier duc Jean-Guillaume sans postérité masculine; le second voulait intéresser Rodolphe dans un procès qu'il avait avec le landgrave de Hesse-Cassel au sujet de la seigneurie de Marbourg. L'électeur de Brandebourg ne prit aucun parti, parce qu'il n'avait rien à craindre.

Rodolphe apprit toutes ces ligues avec indifférence; il eut même l'imprudence d'attiser le feu. L'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, deux prétendants à la succession de Jean-Guillaume, s'étaient mis en possession du duché de Juliers après la mort du duc, en 1609, à condition de gouverner *conjointement* jusqu'à la décision de leurs droits respectifs. L'électeur de Saxe, autre prétendant, intrigua auprès de l'empereur, et réussit à le mettre dans ses intérêts. Aussitôt Rodolphe s'érigea en juge, donna à l'électeur l'investiture provisionnelle des fiefs contestés, les mit en séquestre, fournit des troupes à son cousin Léopold, évêque de Strasbourg et de Passau, et l'envoya prendre possession des duchés en litige. Le prélat se rendit maître de Juliers et de quelques autres places; mais sa fortune fut le

signal de la guerre. Philippe II avait tout mis en œuvre pour priver Henri IV de la couronne de France; son fils avait continué son plan. Henri résolut de mettre des bornes à l'avidité et à la puissance de la maison d'Autriche. Ses mesures étaient sagement concertées : l'union évangélique était son ouvrage; l'Angleterre, les Provinces-Unies, le pape, les Vénitiens, le duc de Savoie, les Suisses et d'autres États, s'alliaient avec lui; une armée de quarante mille hommes de bonnes troupes, pourvue de tout, et quarante millions de trésor, étaient de bons garants du succès de l'entreprise. Tout était prêt, quand la conduite de Rodolphe lui mit les armes à la main. Il ne balança point à prendre le parti des maisons de Brandebourg et de Neubourg, dont les droits à la succession de la maison de Juliers paraissaient mieux fondés. L'assassinat de Henri IV sauva la maison d'Autriche. Maurice de Nassau, prince d'Orange, exécuta une partie de ses desseins. Il prit Juliers, chassa l'évêque Léopold, et remit l'électeur et le comte palatin en possession de l'héritage qu'ils réclamaient. Les deux princes continuèrent à gouverner par indivis; mais bientôt l'ambition les brouilla. L'électeur entreprit de dépouiller le palatin, et s'allia avec les Etats-Généraux de Hollande, qui espéraient se saisir des places fortes des duchés de Juliers et de Clèves, et se former de ce côté une barrière contre la maison d'Autriche. Le duc de Neubourg sacrifia jusqu'à sa religion pour se soutenir contre son rival; il rentra dans la communion de l'Eglise, afin de s'assurer les secours de l'Espagne et de la ligue catholique. Les hostilités allaient commencer, un accord à l'amiable les suspendit; mais la dispute dura jusqu'en 1667, qu'il fut enfin décidé à la diète de Ratisbonne que l'électeur de Brandebourg garderait le duché de Clèves avec les comtés de la Marck et de Ravensberg, et que les duchés de Juliers et de Berg, avec la seigneurie de Ravenstein, resteraient au comte palatin de Neubourg.

L'assassinat de Henri IV ne détruisit point l'union évangélique. La Hongrie, la Bohême et l'Autriche étaient encore remplies de troubles que Mathias fomentait. Rodolphe mécontentait les protestants en favorisant les catholiques; et son imprudence servait Mathias, qui se formait un parti en paraissant protéger le protestantisme. Le dessein de ce prince était de dépouiller son frère : déjà il lui avait enlevé, en 1608, la Hongrie et l'Autriche; il lui arracha encore la Bohême à main armée; il tenta même de lui ôter l'empire.

Rodolphe mourut au mois de janvier 1612. Il n'y avait pas de roi des Romains. Mathias fit si bien, que les électeurs, après quelques mois d'interrègne, lui donnèrent l'empire. On lui fit jurer, comme à Charles-Quint, de ne pas le rendre héréditaire dans sa maison. Il dut promettre aussi de réprimer les abus qui s'étaient introduits dans le conseil aulique. Il promit tout. Les Turcs se préparaient à une nouvelle irruption en Hongrie. Mathias demanda aux Hongrois assemblés à Presbourg la liberté de faire entrer des troupes allemandes dans le royaume; mais on le refusa en disant que *le loup d'Allemagne n'était pas moins à craindre que l'ours de Turquie* (1613). Il s'adressa à une diète de Ratisbonne; mais à ses demandes de secours les protestants ne répondirent que par des plaintes consignées dans un long mémoire. En vain Mathias promit d'examiner leurs griefs, et les pressa en leur traçant le danger de l'empire; ils s'obstinèrent dans le refus. La marche des Ottomans ne les émut pas davantage : on oubliait les ennemis dans la chaleur de la dispute. Ratisbonne s'inondait de libelles, tandis que des prédicateurs catholiques et protestants enflammaient la discorde par leurs déclamations. Des calamités publiques, la peste, des tremblements de terre, frappèrent l'esprit d'une foule de visionnaires, qui, s'imaginant voir dans ce désordre de la nature les symptômes de la chute de l'univers, annoncèrent la fin du monde pour l'année suivante, 1614. On enferma les prophètes en attendant la vérification de leurs calculs; car ils prétendaient prouver arithmétiquement leur prédiction.

Le peste avait dissous la diète, que Mathias avait déjà quittée auparavant, réduit à abandonner ses provinces à la merci des Turcs. Ils s'emparèrent facilement de la Transylvanie, où ils établirent Bethlem Gabor; les pays héréditaires allaient devenir leur proie, lorsque des mouvements survenus en Asie amenèrent une heureuse diversion. Achmet demanda la paix, et rendit les places que l'on avait prises en Hongrie sous le règne de Rodolphe; mais la Transylvanie resta à Gabor. Ce traité inespéré fut conclu en 1615, au moment où, dans une

assemblée générale de ses états, Mathias venait d'essayer un nouveau refus de ses sujets de contribuer à la guerre. Mathias avait laissé percer des projets d'intolérance et de despotisme qui donnaient de nouveaux sujets à la défiance des Hongrois et des protestants. Il n'avait point d enfants, et ses frères étaient sans espérance d'en avoir. Les royaumes de Hongrie et de Bohême, échus à la maison d'Autriche par le mariage de Ferdinand Ier avec la princesse Anne, fille de Ladislas, devaient retourner après sa mort à sa sœur Anne, femme de Philippe III. Afin de conserver ces États dans la branche allemande, il adopta, du consentement de ses frères, son cousin Ferdinand, archiduc de Gratz, fils de Charles, duc de Styrie, et petit-fils de Ferdinand Ier. Le roi d'Espagne approuva l'adoption, céda ses droits sur les deux royaumes à l'archiduc de Gratz, à condition néanmoins qu'à l'extinction de la postérité masculine de ce prince, la succession reviendrait à la branche espagnole, sans excepter les filles, qui hériteraient de préférence à celles de la ligne allemande. Ce pacte de famille servit de base aux prétentions du roi d'Espagne sur les États autrichiens, à la mort de l'empereur Charles VI, en 1740. Louis XV en aurait pu élever sur le même fondement. Après ces conventions, Mathias assembla les états de Bohême à Prague, et leur présenta Ferdinand. On le reconnut en lui faisant jurer de maintenir les droits et priviléges du royaume, et de ne prendre les rênes du gouvernement qu'après la mort de l'empereur. Il fut couronné en 1617, et l'année suivante les Hongrois lui déférèrent encore leur sceptre.

Cette même année, 1618, vit éclore en Bohême la malheureuse guerre qui durant trente ans embrasa l'Allemagne, et à laquelle toute l'Allemagne prit part. L'élection forcée de Ferdinand était, aux yeux de la nation, une violence faite à ses libertés; au mépris de son serment, il prit aussitôt en main les rênes de l'État. Les religionnaires, en grand nombre dans ce royaume, avaient obtenu de Rodolphe II la liberté de leur culte et l'égalité avec les catholiques. Ferdinand laissa bientôt entrevoir son aversion pour eux, et Mathias ne leur était guère plus favorable. Le clergé, enhardi par la protection royale, fit abattre quelques-uns de leurs temples. Aussitôt les protestants s'assemblent, se liguent; le comte de Thurn, seigneur aussi distingué par ses talents militaires que par sa naissance, se met à leur tête, monte, suivi de gens armés, au château de Prague, entre dans la salle du conseil, et demande satisfaction de cette violence et de l'infraction d'autres priviléges. On répond avec dédain et par des menaces; au signal de Thurn, ses gens saisissent trois des conseillers, et les jettent par la fenêtre. Après ce coup d'audace, il ne restait que le parti des armes. Le comte parcourt la ville, rassemble le peuple, le harangue, et lui communique son enthousiasme et sa vengeance. On crée à l'instant trente dictateurs que l'on charge du gouvernement; on chasse les jésuites et les royalistes; on saisit les biens des uns et des autres; on lève une armée contre les ennemis de Dieu, de la religion et des édits de l'empereur (l'édit de tolérance de Rodolphe); on s'assure de la capitale et des forteresses voisines, et l'on déclare par un manifeste que l'on ne fait que suivre les lois et coutumes du royaume. Mathias, effrayé, tenta, contre l'avis de Ferdinand, les voies de douceur : il écrivit avec bonté aux séditieux, promettant de faire droit à leurs plaintes; mais ses lettres et ses promesses furent méprisées.

Le feu allumé en Bohême se communiqua dans les Provinces-Unies. La Moravie, la Silésie, la haute Autriche, se liguèrent avec les Bohêmes; les Hollandais promirent des secours aux confédérés; l'union de Halle leur envoya des troupes commandées par le comte de Mansfeld, bâtard du gouverneur de Flandre, vaillant capitaine qui fut recherché de toutes les puissances de l'Europe. La ligue catholique arma de son côté pour Mathias; mais il était trop tard. Le comte de Thurn avait eu le temps de se mettre en état de défense; maître de presque toute la Bohême, à la tête d'une armée considérable, il imposa aux comtes de Dampierre et de Bucquoi, qui n'osèrent l'attaquer avec les forces de l'empereur; il fit même une irruption en Autriche, pénétra jusqu'à neuf milles de Vienne, où il jeta la consternation. Mathias mourut de chagrin, après un règne de sept ans, laissant sa maison sur le penchant de sa ruine.

FERDINAND II.

Ferdinand ne succédait pour ainsi dire qu'à

des titres ; ses États héréditaires, la Moravie, la Lusace, la Silésie, la Bohême et l'Autriche, étaient à conquérir. Il osa cependant briguer l'empire prêt à sortir de sa maison. L'électeur palatin Frédéric proposait, à la tête de l'union évangélique, de placer sur le trône de l'empire Maximilien, duc de Bavière, son parent. L'ambassadeur des Bohêmes, qui, regardant leur trône comme vacant, prétendaient avoir voix élective, appuyait l'électeur : avec plus d'ambition, Maximilien l'eût emporté ; son indifférence déconcerta le parti protestant. Le duc de Luynes, qui gouvernait Louis XIII, se joignit aux Espagnols et à la ligue catholique, et Ferdinand fut élu (1619). Malgré une capitulation dans laquelle on inséra quelques articles de plus que dans les précédentes, il ne travailla qu'à asservir l'Allemagne. Les Bohêmes protestèrent contre son élection, parce qu'on n'avait pas même admis leur ambassadeur dans Francfort. Ils prétendirent même avoir le droit de le déposer, puisqu'ils avaient celui de l'élire. Ils le déposèrent en effet, et offrirent leur sceptre à l'électeur palatin : voisin de la Bohême par le haut Palatinat, chef de l'union évangélique, gendre du roi d'Angleterre, neveu du prince d'Orange, ils voyaient en lui un homme assez puissant pour les défendre contre la maison d'Autriche. Frédéric pouvait mieux lui-même juger de ses forces. Il vit le précipice, et hésita ; mais, entraîné par les conseils de sa femme et de ses flatteurs, il eut l'imprudence d'accepter, malgré les sages précautions de Jacques I[er], son beau-père, et de son oncle Maurice. Il se rendit à Prague, et y reçut la fatale couronne. Il traita avec Bethlem Gabor, promit de lui procurer la couronne de Hongrie, et l'ambitieux voïévode commença les hostilités. La basse Hongrie rapidement soumise, il s'empara de Presbourg et menaça Vienne, tandis que Frédéric, dans une assemblée de protestants à Nuremberg, décidait l'union à prendre les armes en sa faveur. Ferdinand, de son côté, arma la ligue catholique. Tout l'empire se partagea entre les deux adversaires.

Quoique le parti de l'empereur fût déjà beaucoup plus puissant que celui du palatin, il sut encore intéresser les puissances voisines dans sa cause. Sigismond, roi de Pologne, Jean-Georges, électeur de Saxe, arment pour lui, de même que Maximilien, électeur de Bavière. Le pape lui accorde de grandes sommes sur le clergé ; le roi d'Espagne lui promet onze mille hommes, et se charge en outre de faire une puissante diversion dans le Palatinat ; la France ne donne ni hommes ni argent, mais ses négociations valent des armées. Le duc de Luynes envoie des ambassadeurs à l'assemblée des protestants à Ulm ; ils y intriguent si adroitement, que l'union et la ligue convinrent par un traité de poser les armes, et d'abandonner Ferdinand et Frédéric à leurs propres forces. L'union licencia ses troupes, mais Maximilien et d'autres princes du parti catholique continuèrent à fournir des troupes à l'empereur. Ferdinand, abandonné même de son beau-père et de son oncle, n'ayant que trente mille hommes à opposer à une puissance formidable, devait succomber. Sa conduite eut autant de part à sa chute que sa faiblesse. Calviniste intolérant, il se faisait des ennemis de ses nouveaux sujets en tourmentant ceux qui n'étaient pas de sa croyance ; dans le délire de sa fortune, il s'épuisait en fêtes, en plaisirs ; sans talents pour gouverner un État, il abandonnait le soin des affaires à ses créatures, tandis qu'il se livrait aux plus honteuses débauches.

Déjà les armées étaient en mouvement ; déjà le marquis de Spinola envahissait le bas Palatinat, et le duc de Bavière réduisait les rebelles de la haute Autriche, que Ferdinand essayait encore de ramener Frédéric (1620). Une diète assemblée à Mulhausen en Thuringe s'efforça de l'émouvoir en lui faisant apercevoir le précipice prêt à l'engloutir. Rien ne put le fléchir. Le comte de Bucquoi se joint à Maximilien, et ces deux chefs ayant sous eux les comtes de Tilly, de Wallenstein, marchent en Bohême à la tête de cinquante mille hommes, tandis que l'électeur de Saxe porte la désolation et la mort en Lusace. Tout plie sous leurs armes ; Frédéric, poursuivi jusque sous les murs de Prague, ne peut plus éviter d'en venir à une bataille malheureuse. Ses troupes intimidées se rangent dans le plus bel ordre ; il ranime leur courage et combat lui-même à leur tête avec le comte de Thurn ; mais tous les efforts de la valeur ne peuvent le sauver : vaincu, il se jette dans Prague, s'enfuit avec sa femme et ses enfants en Silésie, de là en Danemark, puis dans les Provinces-Unies. La Bohême, l'Autriche, la Lusace, la Silésie, tous les pays héréditaires subissaient le joug. Ferdinand abusa de la victoire. Sa vengeance tomba surtout sur les

Bohêmes : plus de quarante périrent de la main du bourreau ; un bien plus grand nombre échappa au supplice par la fuite. L'empire même ne fut pas exempt de ses violences. De son chef, et sans consulter les électeurs, il proscrivit Frédéric avec ses partisans, le déclara déchu de ses États et de la dignité électorale ; sentence contraire à toutes les lois de l'empire et à sa propre capitulation (1621). Il poursuivit l'exécution de cette sentence illégale ; elle l'autorisait à envahir le haut Palatinat, dont il ambitionnait la possession. — Le comte de Tilly et Mansfeld y entrent en forces ; Mansfeld le défend avec les débris de l'armée battue devant Prague : bien inférieur aux Autrichiens, il trouve des ressources dans son génie militaire ; il a des avantages ; mais les villes intimidées se rendent à l'empereur ; il se trouve sans vivres, sans argent, dans un pays tout à coup devenu ennemi, au moment d'être enveloppé par ses adversaires. Dans cette situation critique, il feint de vouloir traiter ; il demande des vivres et de l'argent pour son armée, il en obtient, et pendant qu'on dresse les articles du traité, il échappe. Il porte ses armes dans le bas Palatinat, où Spinola, rappelé en Flandre par la guerre qui se rallumait entre l'Espagne et les Provinces-Unies, avait laissé Gonzalès avec un corps de troupes. Il force le général espagnol à lever le siége de Frankenthal ; n'ayant point de paye à donner à ses soldats, les contributions et le pillage les firent subsister.

Frédéric, retiré à la Haye, ne recevant aucune assistance du roi d'Angleterre ni du prince d'Orange, retrouva un parti, grâce aux efforts de Mansfeld, qui avait agi avec un zèle infatigable auprès des princes de l'empire. Christian, duc de Brunswick, *l'ami de Dieu et l'ennemi des prêtres*, se déclara pour le roi fugitif avec le margrave de Baden-Dourlach. Frédéric accourut avec le peu de troupes et d'argent qu'il put ramasser, rentra dans le Palatinat et se joignit à Mansfeld. Mais Tilly abattit les confédérés avant qu'ils pussent se réunir. Le margrave de Baden, vaincu près de Wimpffen en Souabe, ne mena à l'empereur que les débris de son armée. Christian, à la tête d'une troupe de bandits que l'amour du pillage avait réunis sous ses drapeaux, mit à feu et à sang les États catholiques de Westphalie, et subit à Hacht le sort du margrave. Tout céda à Tilly. Frédéric s'enfuit encore une fois : Mansfeld et Brunswick fuient eux-mêmes. Ils prirent leur route par la Lorraine, sans trop savoir où se retirer, avec un corps de dix-huit mille hommes, un petit train d'artillerie, et point d'argent. L'empereur, l'Espagne, les Vénitiens, cherchèrent à s'attacher Mansfeld ; joué par la France, qui voulait l'acquérir ou l'éloigner de ses frontières, il se décida pour les Provinces-Unies. Il en prit le chemin avec Brunswick et leur horde errante. Attaqués près de Fleurus par Gonzalès, ils eurent le dessous ; Brunswick perdit un bras ; mais ils s'ouvrirent passage malgré le général espagnol, joignirent les restes de leur armée aux forces du prince d'Orange, et obligèrent Spinola à lever le siége de Berg-op-Zoom. Les Hollandais s'étant bientôt lassés de la licence de leurs troupes, les deux généraux reparurent en Allemagne, et avec eux le brigandage. Tilly les battit encore, et les contraignit à repasser de nouveau dans les Pays-Bas.

Tilly avait achevé la conquête du haut Palatinat ; l'union évangélique était écrasée. Dans une diète de Ratisbonne (1623), où *il n'appela* que les électeurs et quelques princes dévoués à ses volontés, Ferdinand déclara qu'étant maître de disposer des domaines et des dignités de Frédéric ; il conférait au duc de Bavière le haut Palinat, avec la dignité électorale. Les enfants de Frédéric furent dépouillés : les maisons palatines de Neubourg, de Sultzbach, de Deux-Ponts, de Birkenfeld, plus proches alliées que celle de Bavière, perdirent leurs droits. On réclama en vain contre la proscription illégale de l'électeur ; Maximilien fut solennellement investi. La magnifique bibliothèque de Heidelberg, la première de l'Allemagne par son ancienneté, par son immense collection d'ouvrages et manuscrits précieux, fut donnée au pape Grégoire XV, et fondue dans le Vatican. On vit clairement que Ferdinand voulait opprimer l'Allemagne. Le Danemark, les Provinces-Unies, l'Angleterre, la France, la Savoie et la république de Venise, formèrent une ligue pour abaisser sa maison et rétablir l'électeur palatin ; mais il vit se dissoudre d'elle-même cette alliance formidable. Les Hollandais furent occupés par les Espagnols, Louis XIII par les huguenots, et Jacques I[er] se laissa éblouir par les vaines promesses de la cour de Madrid. Le roi de Danemark, Christian IV, prince brave, actif, avide de gloire, fut le seul qui n'abandonna pas le projet de la ligue. A des griefs par-

ticuliers qui l'animaient contre Ferdinand, se joignait l'ambition de procurer les évêchés de Brême et de Minden aux cadets de sa maison. Trop faible par lui-même, il se forma un parti dans le cercle de basse Saxe, dont il était membre en qualité de duc de Holstein, et qui le nomma général de ses troupes. La France, l'Angleterre et la Hollande lui promirent aussi des secours d'hommes et d'argent, sur lesquels il eut tort de compter.

Les armées se mirent encore une fois en mouvement (1625.) Mansfeld et Brunswick vinrent se joindre aux ennemis de la maison d'Autriche. Christian ouvrit la campagne par une faute, car il partagea son armée en différents corps et les dispersa, espérant amener les généraux autrichiens à diviser également leurs forces. Il réussit sans être plus heureux. Tilly le suivit et chercha à l'engager dans une action, tandis que Wallenstein triomphait de Mansfeld, qui survécut peu à ce revers. Brunswick mourut bientôt après. Christian réunit ses forces pour se soutenir contre Tilly. Harcelé, poursuivi par ce général, contraint d'accepter le combat qu'il évitait, il fut vaincu sans ressource, obligé d'abandonner la Saxe aux Impériaux, qui lui enlevèrent même son duché de Holstein. Wallenstein, de son côté, enlevait les Etats du duc de Mecklenbourg, allié du roi de Danemark, emportait Wismar, Rostock, faisait trembler les côtes de la Baltique, pénétrait jusque dans le Jutland, répandant partout la terreur. Ferdinand, qui l'avait créé duc de Friedland, lui donna pour récompense de ses services le duché de Mecklenbourg qu'il venait de conquérir. Christian, au moment de voir les ennemis au cœur de ses Etats, fit un dernier effort : il eut quelques avantages, mais ils ne servirent qu'à lui procurer des conditions un peu moins dures. L'empereur désirait la paix, afin de pouvoir agir en Italie, où s'élevait une nouvelle guerre pour la succession de Mantoue, qui resta, malgré la maison d'Autriche, au duc de Nevers, soutenu par la France. Wallenstein, incapable de contenir des soldats dont la licence croissait avec le défaut de paye, ne s'éloignait pas de la paix. Les négociations s'entamèrent à Lubeck, sous la médiation des électeurs catholiques, et, par le traité qui fut conclu, on convint de part et d'autre de rendre les prisonniers et les conquêtes sans prétendre d'indemnité. Christian promit de ne plus se mêler des affaires de l'empire qu'autant qu'il y serait intéressé comme duc de Holstein et membre du cercle de basse Saxe; il renonça à toute prétention sur les archevêchés et évêchés de l'empire; il eut la faiblesse de ne point comprendre dans le traité les princes de Mecklenbourg, ses alliés. Ceux-ci furent mis au ban de l'empire (1629); l'archiduc Léopold fut nommé au siége de Mecklenbourg, au préjudice du fils de l'électeur de Saxe, qui en était coadjuteur.

Résolu d'achever la ruine du parti protestant, Ferdinand publia le fameux édit par lequel il ordonna indistinctement aux sectaires de restituer les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés depuis la paix de 1555, condamnant au ban de l'empire ceux qui oseraient s'opposer à l'exécution de cet édit, et permettant aux princes catholiques de chasser les protestants établis chez eux. L'union ne subsistait déjà plus que de nom; cette sentence en ruinait les membres. Une ordonnance de cette nature eût dû être rendue par une diète. D'autre part, les Etats gémissaient sous le poids d'impositions arbitraires; les troupes, qui dépassaient le nombre de cent soixante mille hommes, étaient dispersées dans tout l'empire, qu'elles dévastaient, qu'elles épuisaient par des exactions affreuses. Wallenstein était loin de réprimer leur licence : il disait hautement qu'il fallait réduire les électeurs à la condition des grands d'Espagne, et les évêques à la qualité de chapelains de la cour impériale. Les catholiques mêmes furent mécontents. Ils s'assemblèrent à Heidelberg, députèrent à l'empereur, et lui exposèrent leurs plaintes, le priant d'y mettre fin et de rétablir la paix dans l'empire. Les plaintes tombaient sur les désordres des troupes, sur Wallenstein : on n'osait s'élever directement contre l'empereur. Voilà quelle était la disposition des esprits lorsqu'il assembla une diète à Ratisbonne, dans l'intention de faire élire roi des Romains son fils Ferdinand, et de demander des secours contre les Hollandais et contre le roi de Suède, qui venaient de commencer la guerre. Avant d'acquiescer à ses propositions, on exigea qu'il licenciât une partie de ses troupes, qu'il déposât Wallenstein. Ce général, distingué par ses talents militaires, mais aussi détesté pour sa hauteur tyrannique, s'efforça en vain de conjurer l'orage, et conseilla

la violence, dans l'espoir de se rendre nécessaire et de conserver son autorité absolue. Ferdinand crut que son intérêt tenait à la disgrâce de son général : il oublia ses services, le déposa, et réforma seize mille cuirassiers, comptant tout obtenir de la diète. Il se trompait. Excitée par la France, dont le cardinal Richelieu avait changé la politique ; enhardie par le sacrifice même de Wallenstein ; espérant une révolution prochaine des mouvements de Gustave-Adolphe, elle lui refusa tout. Alors il enjoignit à ses commissaires et aux tribunaux de l'empire de dépouiller les religionnaires. En vain l'électeur de Bavière proposa de laisser *dormir* quarante ans ce funeste édit; les violences continuèrent avec plus de fureur. Les protestants s'assemblèrent à Leipzig, formèrent une nouvelle ligue dont l'électeur de Saxe fut le chef, et convinrent de demander, les armes à la main, et l'abolition de l'édit de restitution et le rétablissement de la liberté de l'empire. Ferdinand ne fut point ému de cette confédération ; espérant pouvoir la dissoudre à son gré, en divisant les chefs jaloux, il s'en applaudissait même comme d'un nouveau prétexte pour accabler le corps évangélique.

Le roi de Suède, Gustave-Adolphe, s'était signalé dans une guerre contre les Danois; il avait arraché la Finlande aux Russes; il se couvrait de gloire contre les Polonais, quand il se rendit aux vœux des puissances de l'Europe. La France, l'Angleterre, la Hollande, jalouses d'abaisser la maison d'Autriche, virent en lui l'homme capable d'exécuter ce dessein. Elles lui ménagèrent une trêve de six ans avec la Pologne, et le persuadèrent de tourner ses armes contre Ferdinand. Il en avait probablement déjà formé le projet. Il ne pouvait en effet voir sans jalousie la domination autrichienne s'étendre jusque sur la mer Baltique. L'empereur avait fourni des secours contre lui à Sigismond, roi de Pologne; il avait exclu les ambassadeurs de Suède du congrès de Lubeck. Ajoutons à ces griefs la gloire de rendre la tranquillité à l'Europe, la liberté à l'Allemagne et à la religion protestante. Il connaissait la difficulté de l'entreprise, car il n'avait que quinze mille hommes à opposer à des forces bien supérieures. Rien ne l'arrêta. Son génie actif, sa prudence consommée, sa valeur, son expérience dans l'art de la guerre, l'attachement de ses soldats, dont il savait gagner l'amour et la confiance, lui promettaient des ressources capables de le rassurer ; agissant au nom des puissances ennemies de la maison d'Autriche, prenant la défense de l'empire opprimé, il ne doutait pas d'obtenir bientôt des alliés, et d'augmenter le nombre de ses troupes. Persuadé que le succès de ses négociations dépendait de celui de ses armes, il entra en campagne, résolu de soutenir sa renommée et de se rendre respectable par lui-même.

Dès le mois de juin, tandis que Ferdinand essuyait les refus de la diète de Ratisbonne, Gustave se rend maître des îles de Rudon, de Rugen, d'Usedom, de Wollin, et enlève la ville de Cammin aux Impériaux. Ces conquêtes, avec Stralsund qu'il avait déjà, lui assuraient la communication avec ses États, et lui ouvraient l'Allemagne. Bientôt la Poméranie succombe; il force Eric, dernier duc de la race slave, à lui abandonner même Stettin, sa capitale, où il établit garnison. Il passe dans *le Mecklenbourg*, rétablit les ducs dépouillés par l'empereur, revient en Poméranie, chasse les Impériaux jusqu'à Francfort-sur-l'Oder, et se voit maître du duché et du fleuve. Tels furent les succès de sa première campagne (1630). Magdebourg se mit sous la protection du conquérant; elle ne voulait pas l'archiduc Léopold pour archevêque. Gustave, jugeant bien qu'il serait trop faible contre les forces de l'empire, s'efforça d'armer les mécontents, et envoya un député à l'assemblée de Leipzig pour conclure une alliance avec les princes. Ceux-ci ne donnèrent qu'une réponse vague, qui fit comprendre à Gustave qu'il fallait quelque coup d'éclat pour lever l'incertitude et forcer les confédérés à s'unir à lui. L'empereur amusait la ligue par des négociations, dans l'espoir de l'écraser après la retraite des Suédois, que le défaut d'argent devait bientôt, suivant son calcul, contraindre à repasser la mer. Il se trompait encore. Le cardinal de Richelieu avait repris le système de Henri IV ; il vit le moment d'abattre la maison d'Autriche, et ne le manqua pas. Au mois de janvier 1631, il conclut le traité d'alliance par lequel Gustave s'obligeait à entretenir une armée de trente-six mille hommes, et Louis XIII à lui payer quatre cent mille écus par an. On eut soin de stipuler que le roi de Suède laisserait la neu-

traité aux princes catholiques qui voudraient eux-mêmes la garder, et qu'il ne changerait rien à la religion dans les villes dont il s'emparerait. On rassurait par là les catholiques, et on affaiblissait les liens qui tenaient encore des mécontents attachés au parti impérial. Avec le subside de la France, Gustave paye ses troupes, en lève d'autres, et marche à de nouvelles conquêtes. Tout tombe devant lui : Colberg, Francfort, Landsberg, sont emportés ; la Silésie lui est ouverte. Ferdinand avait vu la nécessité de lui opposer un grand capitaine, et il avait donné le commandement à Tilly. Après la prise de Neu-Brandebourg, le général va mettre le siége devant Magdebourg, dans le dessein d'empêcher, par cette diversion, les Suédois d'entrer en Silésie. Il emporte la ville ; mais la perte de neuf mille hommes que lui coûte ce siége l'anime à la plus cruelle vengeance : le fer et le feu détruisent cette belle cité ; trente mille hommes périssent, les uns égorgés, d'autres dévorés par les flammes, et plusieurs précipités dans l'Elbe ou écrasés par les ruines des temples et des maisons. Gustave ne put secourir les infortunés. Il négociait avec l'électeur de Brandebourg, pour ne pas laisser derrière lui un ennemi capable de lui couper la retraite. Le traité conclu, il chassa les Impériaux de Brandebourg, s'assura des principales places, et courut au secours de la ligue accablée par Tilly.

Les confédérés de Leipzig ne se déclaraient pas encore. Ferdinand voulut les forcer à prendre les armes pour lui, et, pour y réussir, il ordonna à leur général de pénétrer dans leurs États, et d'y mettre tout à feu et à sang. Il arriva le contraire de ce qui devait arriver. Tilly entra en Saxe, s'empara de Halle, de Leipzig, livra les villes et les campagnes au pillage. Ces violences décidèrent la ligue. Le landgrave de Hesse se joignit sur-le-champ au roi de Suède, et l'électeur de Saxe l'appela à son secours. Gustave précipite sa marche, franchit l'Elbe, se réunit à l'électeur, et va avec lui chercher l'ennemi. Le général autrichien était sorti au bruit de la marche des Suédois, et s'était avancé dans une plaine à un ou deux milles de la ville. Là s'engagea une action meurtrière. L'aile gauche de l'armée suédoise, composée de Saxons et commandée par l'électeur, prend la fuite ; les Impériaux dépêchent déjà des courriers pour porter à l'empereur la nouvelle de leur victoire. Mais Gustave, vainqueur de Pappenheim, qui commandait une aile de l'armée impériale, réunit ses forces, rengage le combat, et, après cinq heures de carnage, reste maître du champ de bataille. Huit mille Impériaux, trois mille Saxons, deux mille Suédois perdent la vie. Halle, Leipzig, tout se soumet au vainqueur ; les princes de la ligue accourent sous ses enseignes ; les Autrichiens fuient, et lui ouvrent le cœur de l'Allemagne. La Franconie, la Souabe, le haut Rhin, le Palatinat, sont dans sa dépendance, et l'électeur de Saxe est maître de la Lusace et de la Bohême. Le roi menaçait la Bavière, et l'électeur eût pu marcher jusqu'à Vienne. Soit qu'il craignît la plus grande puissance de Gustave, soit qu'il fût trahi par son général Arnheim, qu'on croit s'être vendu à l'empereur, il n'acheva pas même la conquête du pays dont il occupait déjà la capitale.

Ferdinand, dans cette position critique, s'humilia devant l'homme qu'il avait lui-même humilié. Il proposa à Wallenstein de reprendre le commandement de son armée. Après des reproches amers, Wallenstein n'accepta qu'en faisant payer le besoin que l'on avait de ses services. Il exigea le pouvoir de diriger les opérations de la guerre, de former les entreprises qu'il jugerait convenables, d'établir des contributions à son gré, de disposer des emplois militaires ; en un mot, il demanda un pouvoir absolu. Il prétendit en outre qu'on lui garantît à la paix le duché de Mecklenbourg, ou qu'on lui assurât un pareil établissement dans les pays héréditaires. Ferdinand reçut la loi que lui imposait la nécessité. Wallenstein lève quarante mille hommes (1632), marche en Bohême, en chasse les Saxons, tandis que Tilly rentre en Franconie pour faire tête aux Suédois. Gustave le repoussa jusqu'en Bavière, s'empara de Donawert, et se présenta sur le Lech, qu'il passa à la nage, sous les yeux et le feu de l'ennemi. Tilly fut blessé en défendant le passage, et mourut peu après à Ingolstadt. La conquête de la Bavière fut aussi rapide que les autres. Landshut et Munich emportés d'assaut, tout plia sous les armes du vainqueur. Banner, Horn, le duc de Saxe-Weimar, le landgrave de Hesse, généraux de Gustave, faisaient pendant ce temps la guerre dans d'autres provinces ; les Saxons, chassés de la

Bohême, envahissaient la Silésie; le comte de Pappenhein se distinguait dans la basse Saxe; partout des armées qui se heurtaient, et partout des peuples malheureux. Le duc de Bavière était aux abois. Wallenstein marche à son secours; et le roi de Suède, ne pouvant empêcher leur jonction, se retire sous le canon de Nuremberg en attendant des renforts. Banner, le landgrave, et Bernard, lui en amènent; il présente la bataille aux Impériaux qui la refusent; il attaque ensuite leurs retranchements avec sa valeur ordinaire, mais non avec la même fortune; après de vains efforts, il se retire, honteux de n'avoir pas vaincu. Wallenstein triomphe de sa résistance comme d'une victoire : il n'osa néanmoins le suivre, et aller chercher une fortune plus facile en Saxe. L'électeur succombait : Gustave quitte la Bavière, court en Saxe, joint Wallenstein campé près de Lutzen, et lui livre la bataille qui termina sa carrière. Il est tué dès le commencement de l'action, soit par trahison, soit par les coups de l'ennemi, auxquels il s'était trop exposé. Sa mort répand la consternation parmi les Suédois; mais bientôt la douleur cède à la vengeance. Le duc Bernard les dirige, ils se battent jusqu'à la nuit et triomphent. Les Impériaux, profitant des ténèbres, laissent aux vainqueurs armes et bagages, avec le champ de bataille; Wallenstein évacue la Saxe et se retire en Bohême. Cette fameuse journée du 6 novembre coûta la vie à plus de neuf mille hommes, tant Impériaux que Suédois. Ferdinand y perdit le comte de Pappenheim; mais la mort du grand Gustave le consolait de toutes ses pertes, et il la célébra par des réjouissances publiques. Philippe IV imita cet exemple à Madrid. Les regrets des autres cours de l'Europe, les larmes des protestants, vengèrent les mânes du héros de l'injurieux triomphe de la maison d'Autriche.

Peu s'en fallut que la perte de Gustave ne ruinât les affaires des protestants et des Suédois. Les premiers, qui ne voulaient plus reconnaître les derniers que pour simples alliés, n'étaient pas d'accord entre eux : les uns demandaient la paix, d'autres la continuation de la guerre; le duc de Brunswick prétendait disposer des forces de la basse Saxe, et l'électeur de Saxe voulait avoir le commandement de toutes les troupes, comme chef de la confédération. Les Suédois, abandonnés à eux-mêmes, allaient perdre toutes leurs conquêtes dans l'empire; de plus, la Suède n'ayant pour souverain qu'un enfant de six ans, la célèbre Christine, fille de Gustave, était exposée aux entreprises de ses voisins, surtout de Ladislas, fils de Sigismond, roi de Pologne. Mais le chancelier Oxenstiern, chargé par les états de Suède de la direction des affaires en Allemagne, assembla les protestants à Heilbronn, sut ménager tous les intérêts, rassurer les timides, aplanir les difficultés, et gagner la confiance en restituant aux enfants de Frédéric, qui venait de mourir à Mayence, toutes les conquêtes du roi de Suède dans le Palatinat. On convint (1633) que la guerre continuerait jusqu'à ce que la liberté du corps germanique fût assurée; que l'on fournirait tous les secours nécessaires; que personne ne traiterait sans le consentement des autres; que tout prince protestant qui refuserait d'accéder à la confédération serait regardé comme ennemi; que la Suède conserverait jusqu'à la paix les places qu'elle occupait; enfin, que le chancelier aurait la direction générale des affaires. L'électeur de Saxe protesta seul contre le dernier article et contre la restitution du Palatinat; il négociait déjà secrètement avec l'empereur, tout en promettant de ne pas abandonner la cause commune.

Le traité avec la France ayant été renouvelé, les armées se remirent en mouvement. Le duc de Lunebourg, à la tête d'un corps mêlé de Suédois et de Hessois, tailla en pièces une armée impériale sur les bords du Wéser, tandis que d'autres divisions se répandaient en Bavière, en Silésie, et menaçaient l'Autriche. Mais Wallenstein paraît comme un éclair en Silésie, tombe sur les Suédois qu'il met en déroute, poursuit sa marche, prend Francfort-sur-l'Oder, revient en Bavière, intimide le duc de Weimar qui menaçait Ratisbonne, et l'oblige à la retraite. C'était la fin de ses exploits : son caractère impérieux ne pouvait sympathiser longtemps avec celui d'un maître absolu qu'il irritait; sa hauteur rendait ses services odieux. Abusant du pouvoir illimité qu'il avait reçu, il ne daignait pas communiquer ses projets à l'empereur; souvent il lui permettait à peine de dire son avis. Ferdinand, honteux de son esclavage, était encore aigri par ses courtisans, qui lui inspiraient des soupçons sur la fidélité du général. Wallenstein, excité par Richelieu, résolut de prévenir une

nouvelle disgrâce, et conspira (1634). On prétend qu'il voulait s'emparer de la couronne de Bohême. Il négociait avec les ennemis de l'empereur; mais ses négociations traînèrent; on découvrit sa trahison; Ferdinand ordonna de l'arrêter. Deux colonels, Gordon et Buttler, chargés de l'exécution de cet ordre, outrepassèrent leur commission, et firent le métier d'assassins. Ils se rendirent à Egra, où Wallenstein attendait l'exécution de ses projets, firent secrètement leurs dispositions, donnèrent un repas à quelques confidents du général, terminèrent le festin par les faire égorger, montèrent, suivis de leurs satellites, à l'appartement de Wallenstein; Buttler lui enfonça sa pertuisane dans le corps, et l'étendit à ses pieds.

Les Suédois venaient de prendre Ratisbonne. Ferdinand, fils aîné de l'empereur, qui venait de le nommer généralissime, ou plutôt Piccolomini, Leganès, Gallas et Jean de Werth, qui commandaient sous ses ordres, eurent des succès. L'armée, forte de quarante-cinq mille hommes par la jonction de vingt mille Espagnols qui se rendaient dans les Pays-Bas, marcha en Bavière, reprit Ratisbonne, chassa les Suédois, et alla mettre le siége devant Nordlingen. Weimar voulut secourir la place, attaqua les Impériaux trop supérieurs en nombre, essuya une horrible défaite qui lui emporta seize mille hommes; et le maréchal Horn, qui avait désapprouvé cette attaque, fut fait prisonnier. Alors tout plia sous les armes des vainqueurs : ils reprirent la plupart des villes en Souabe, en Franconie, sur le haut Rhin. Les avantages que les Suédois avaient pendant ce temps avec leurs alliés en Westphalie et dans d'autres contrées ne compensaient point ces pertes. Ce changement de fortune découragea les protestants (1635), qui songèrent à traiter avec Ferdinand. L'électeur de Saxe donna l'exemple de la défection; les préliminaires de son traité avec l'empereur avaient été signés à Pirna le 13 novembre de l'année précédente. Oxenstiern vit avec terreur la réunion prochaine de tout l'empire contre les Suédois, et la perte inévitable de leurs conquêtes. Il épuisa toutes les ressources de la politique pour parer ce coup : il traita avec la France, à laquelle il céda l'Alsace et Philippsbourg jusqu'à la paix générale; pour gagner les protestants, il donna le commandement en chef de toutes les troupes au duc de Weimar.

Le 10 mai, l'électeur de Saxe conclut à Prague sa paix particulière avec l'empereur. Par le premier article, on accorde l'amnistie à ceux qui accéderont au traité, à la réserve des états de Bohême et des fils de l'électeur palatin, qui en sont exclus avec ceux qui ont participé aux derniers troubles de ce royaume. Ferdinand s'empare des Etats de Frédéric, se réserve la libre disposition de ceux de ses partisans, et confirme à Maximilien, duc de Bavière, la dignité électorale et le haut Palatinat; à l'électeur de Saxe la Lusace, comme fief masculin de la couronne de Bohême; il donne à son fils Léopold-Guillaume l'évêché d'Halberstadt, et laisse au fils de l'électeur l'administration de l'archevêché de Magdebourg. On accorde aux Suédois un million de florins en indemnité s'ils accèdent à la paix; sinon, les princes catholiques et protestants compris dans le traité lèveront une armée de quatre-vingt mille hommes, qui sera divisée en deux corps égaux, sous les ordres de l'électeur et de l'archiduc Ferdinand, afin de chasser de l'Allemagne les Suédois et les Français. On convient que les protestants jouiront encore quarante ans des bénéfices dont ils étaient en possession lors de l'édit de restitution, mais qu'ils restitueront tous ceux dont ils se sont emparés depuis cette époque. Ferdinand exclut les religionnaires du conseil aulique, et refuse l'exercice public du protestantisme dans les Etats catholiques. Tels furent les principaux articles de ce traité, qu'on appela la *Paix de Prague*. L'Allemagne n'y vit d'abord qu'un attentat contre sa liberté, parce qu'il avait été conclu sans que les états eussent été consultés. On se plaignit d'abord hautement; mais ensuite les protestants se détachèrent de la ligue les uns après les autres, et accédèrent au traité qui les anéantissait. Le seul landgrave de Hesse-Cassel eut le courage de rester fidèle à la Suède.

La liberté germanique expirait, et les Suédois allaient être chassés de l'empire; mais Richelieu renouvela l'alliance avec la Suède, et intrigua en Allemagne pour acquérir des alliés. Le duc de Weimar, mécontent, menaçait de se jeter dans le parti impérial; il sut l'attacher à la ligue des deux couronnes en lui cédant l'Alsace comme principauté de l'empire, et lui assurant une pension de quinze cent mille livres et quatre millions par an pour l'entretien d'une armée de dix-huit mille hommes. L'expiration de la trêve faite par Gustave avec la Pologne

pouvait nuire à ses projets; il y pourvut encore. Il joignit le comte d'Avaux en qualité de ministre à Oxenstiern; et ces deux habiles diplomates réussirent, malgré toutes les difficultés, à faire prolonger la trêve pour vingt-six ans. Rien ne sembla plus devoir troubler les efforts de la ligue. Enfin Richelieu, jaloux de la gloire de la France et de l'abaissement de la maison d'Autriche, déclara la guerre à l'Espagne, sous prétexte d'une entreprise récente des Espagnols contre l'électeur de Trèves, allié de la France. Les Espagnols avaient pris Trèves et fait prisonnier l'archevêque, qu'ils avaient d'abord envoyé à Bruxelles, et ensuite livré à l'empereur. Le cardinal-ministre demanda sa liberté, la restitution de sa capitale, et, sur le refus, signifia la déclaration de guerre. Deux flottes françaises couvrirent les deux mers, tandis que quatre armées étaient prêtes sur le continent. En Allemagne, depuis la journée de Nordlingen, le duc de Weimar s'était retiré avec les débris de son armée dans les Etats du Rhin, sans oser s'opposer aux progrès des Impériaux, qui avaient pris Philippsbourg. Le cardinal de la Valette le joignit avec un corps de troupes : ils forcèrent les ennemis à lever le siége de Deux-Ponts et celui de Mayence; ils passèrent le Rhin et s'avancèrent jusqu'à Francfort; mais Gallas les contraignit à la retraite en leur coupant les vivres. L'armée combinée fut réduite, pour échapper aux ennemis, à brûler ses équipages et à enterrer ses canons; mais elle ne battit pas moins la cavalerie impériale à deux reprises différentes, et, après treize jours de marche forcée, arriva glorieusement en lieu de sûreté. Gallas reprit Frankenthal et Mayence. Le pape Urbain VIII s'efforçait de réconcilier les puissances ennemies; mais ses négociations et ses projets ne servirent à rien.

Banner, élève de Gustave, rendit, l'année suivante (1636), de la considération aux armes suédoises. Il assiégeait Paderborn, quand il apprit que l'électeur de Saxe menaçait Wistock à la tête de vingt mille Impériaux. Il pressa le siége, en deux jours emporta la place, et courut à l'ennemi, qu'il atteignit à quelques milles de Wistock. Il l'attaqua soudain, l'enfonça, et en fit un carnage affreux. L'électeur échappa à peine avec trois mille hommes, et s'enfuit à Leipzig, laissant armes, bagages, artillerie au pouvoir du vainqueur. Ferdinand fut informé de ce désastre à la diète de Ratisbonne, où il faisait élire roi des Romains son fils aîné Ferdinand, malgré les oppositions de la France et de la Suède, qui prétendaient que l'élection était nulle parce qu'on n'y avait pas appelé l'électeur palatin ni celui de Trèves, qui tous les deux protestaient de nullité. Gallas, de son côté, était entré en Bourgogne, et assiégeait Saint-Jean-de-Lône, comptant aller ensuite partager le pillage de Paris avec les Espagnols, qui faisaient déjà trembler la capitale. Mais Saint-Jean-de-Lône se défendit bravement; les habitants furent encore secondés par un débordement de la Saône et par les paysans des environs. Gallas battit en retraite, abandonnant son artillerie et une partie de ses bagages. A son arrivée à Besançon, il était réduit à douze mille hommes, de trente mille qu'il avait eus. Le duc de Weimar le repoussa en Allemagne, et reprit Saverne. Ferdinand II mourut au mois de février 1637, laissant sa maison dans une crise alarmante, et l'empire dans un affreux bouleversement.

FERDINAND III.

L'hiver s'était passé en négociations infructueuses. Elles furent dirigées avec artifice et sans sincérité par toutes les puissances qui y prirent part. Les Français firent des conquêtes dans les Pays-Bas et en Franche-Comté; mais la fortune des Suédois parut se ralentir. Banner, avec quinze mille hommes, assiégeait Leipzig, quand Gallas marcha contre lui à la tête de quarante mille Impériaux. La disproportion était trop forte; Banner fit la plus belle retraite à la vue de l'ennemi, et se porta en Poméranie. Depuis deux ans, la Suède n'avait pas renouvelé son alliance avec la France, qu'elle amusait comme elle se laissait amuser par la maison d'Autriche. Celle-ci s'y prit mal pour diviser les ennemis, et les Suédois, honteux de s'être laissé tromper si longtemps par des propositions fallacieuses, commencèrent à agir sincèrement avec la France. Le comte d'Avaux et Adler Salvius, ministres des deux puissances, conclurent à Hambourg une nouvelle alliance (1638). Les deux couronnes s'engagèrent à ne traiter avec la maison d'Autriche que d'un commun consentement : il fut résolu de porter la guerre au cœur des États héréditaires, afin de forcer l'empereur à une paix générale; et la France, sur la demande de la

Suède, déclara la guerre à Ferdinand : on l'avait faite jusqu'alors sans déclaration. L'empereur tâcha en vain de rompre l'union des deux puissances : il vit échouer ses tentatives, et eut encore la douleur de voir Ragotski, prince de Transylvanie, les ducs de Brunswick, de Lunebourg, et les états de la basse Saxe, accéder à l'alliance conclue entre la France et la Suède. Le duc de Weimar rentre en campagne, perd d'abord une bataille, mais se venge bientôt avec éclat. Après avoir réduit Lauffembourg, Waldshut, Seckingen, il mit le siége devant Rheinfeld. Une armée impériale, commandée par quatre généraux, vint au secours de la place : il la défit, la poursuivit, la défit encore, acheva de la ruiner, et les quatre généraux furent faits prisonniers. Rheinfeld succomba; toutes les villes de la Souabe ouvrirent leurs portes au vainqueur, qui vint devant Brisach, place importante dont la prise devait lui ouvrir l'Alsace et l'Allemagne. Ferdinand envoya au secours de la garnison une armée sous les ordres du comte de Gœtz. Weimar la tailla en pièces, ainsi qu'un autre corps de troupes soudoyées qu'amena le duc Charles de Lorraine, força Brisach, et soumit l'Alsace. Pendant ce temps, Banner se signalait en Poméranie. Deux fois ils chassa les Autrichiens commandés par Gallas; il ruina leur armée par des escarmouches, et contraignit le général à passer en Bohême, où il projetait lui-même de faire une invasion. Le duc de Weimar rentrait en campagne avec des renforts de troupes françaises aux ordres du comte de Guébriant (1639). Il avait passé le Rhin et envahissait le Palatinat, quand la mort l'arrêta dans ses projets. Louis XIII hérita de l'Alsace et de toutes les conquêtes du duc, à condition de les restituer à l'empire, à la paix générale, et de mettre garnison française et allemande dans les places fortes. Il dut cet avantage à la générosité avec laquelle il traita avec les troupes délaissées, qui préféraient son service à celui de l'empereur et d'autres princes également jaloux de les acquérir. Le baron d'Erlach, que le duc mourant avait choisi pour son successeur dans le généralat, reçut du roi le gouvernement de ces pays.

Banner, toujours vainqueur de Gallas, soutenait la renommée des armes suédoises dans le nord de l'Allemagne. Après avoir ravagé la Misnie, il pénétra en Bohême, et s'avança jusqu'à la capitale, dont il entreprit le siége. Ferdinand envoya en toute hâte son frère l'archiduc Léopold et Picolomini avec cinquante mille hommes. Le général suédois, trop faible pour résister à de telles forces, fit encore une admirable retraite. L'armée française, commandée par le duc de Longueville, s'étant jointe à lui, il arrêta sa marche, et fit les dispositions pour une bataille que Picolomini n'accepta pas. L'amiral hollandais Tromp détruisait dans le même temps, dans la Manche, une flotte que l'Espagne envoyait contre la Suède. Philippe IV fit d'autres pertes dans la campagne suivante (1640). Sans parler des succès des Français en Italie et dans les Pays-Bas, les Catalans se révoltèrent; le Portugal se détacha de l'Espagne, et entra dans l'alliance contre la maison d'Autriche; les Hollandais prirent encore Malaca dans les Indes. En Allemagne, il n'y eut pas d'action d'éclat. Depuis 1638, le comte d'Avaux, et Lutzow, ministre de l'empereur, négociaient à Hambourg les préliminaires de la paix. Ferdinand convoqua une diète à Ratisbonne, et, en apparence, il sembla travailler dans le même but : mais aucun parti ne voulait encore la fin de la guerre. Peu s'en fallut pourtant que Banner n'amenât ce résultat désiré par les peuples. Se trouvant dans le voisinage de Ratisbonne lors de la diète, il forma le projet de surprendre la place. Le comte de Guébriant se joignit à lui avec l'armée française; ils approchèrent de la ville jusqu'à la portée du canon; des troupes passèrent le Danube sur la glace, s'emparèrent de l'équipage de chasse de l'empereur; d'autres passèrent encore : Banner s'applaudissait déjà des succès de l'entreprise; Ratisbonne sans défense allait succomber; il croyait déjà être maître de l'empereur et de la diète. Cette prise eût fini la guerre. Malheureusement un dégel obligea les troupes de se retirer. Les deux armées se séparèrent : Guébriant se rapprocha du Rhin, et Banner mourut quelques mois après à Halberstadt. L'alliance de la Suède était expirée au mois de mars; Ferdinand recommença ses artifices, mais laissa échapper l'occasion de détacher la Suède de la France.

Après la mort de Banner, les troupes suédoises, sans chef et sans subordination, menaçaient de changer de parti. La Suède renouvela donc le traité avec la France, fixant le terme de sa durée à la conclusion de la paix

générale. Il fut convenu que le congrès, pour cette paix, se tiendrait à Munster et à Osnabruck; que la France enverrait ses plénipotentiaires dans la première de ces villes, et la Suède les siens dans la dernière. La paix semblait approcher. Le traité préliminaire fut même signé, et le congrès devait commencer le 25 mars 1642. Mais Ferdinand refusa de ratifier les conventions faites. Accusant Lutzow d'avoir outrepassé ses pouvoirs, il le rappela, et le comte d'Auersberg, qui le remplaça, reprit sans succès des négociations particulières avec la Suède. Les hostilités recommencèrent. Torstenson, qui avait succédé à Banner dans le commandement des Suédois, ouvrit la campagne en Silésie, soumit les places fortes, attaqua près de Schweidnitz une armée impériale aux ordres d'Albert, duc de Saxe-Lauenbourg, remporta une victoire complète, fit prisonnier le duc, qui mourut bientôt et de chagrin et de douleur, et poussa rapidement ses conquêtes jusqu'en Moravie. Ferdinand rassembla en hâte une armée, et l'envoya, sous le commandement de l'archiduc Léopold et de Picolomini, recueillir les débris de celle du duc de Saxe, et éloigner l'ennemi de ses provinces. Torstenson assiégeait déjà Leipzig; il convertit le siége en blocus, se prépara à recevoir les Autrichiens, et remporta sur eux, près de cette ville, une éclatante victoire. Les deux généraux de l'empereur fuirent jusqu'en Bohême, laissant aux vainqueurs artillerie, munitions, bagages, étendards. La prise de Leipzig fut le fruit de cette journée.

Le comte de Guébriant, à la tête d'une armée française, se signalait dans le même temps sur le Rhin, battait les Impériaux à Kempten, faisait prisonniers les généraux Lamboi, Merci et Laudron, et se rendait maître du haut Rhin, succès qui lui valurent le bâton de maréchal. Nous ne parlons pas des autres opérations guerrières relatives à l'Espagne. La prise de Lens, de la Bassée, et la victoire de Honnecourt, ne dédommageaient pas la cour de Madrid de la perte du Roussillon, de celle de plusieurs places en Italie, et de la défaite du marquis de Léganès à Lérida. De toutes parts la maison d'Autriche succombait sous les coups de ses ennemis. La mort de Richelieu, arrivée sur la fin de l'année précédente, ranima un instant les espérances de l'empereur; mais Louis XIII donna sa confiance à Mazarin, qui continua les plans du grand ministre auquel il succédait. Ferdinand, sans espoir de diviser ses ennemis, ratifia enfin le traité préliminaire convenu à Hambourg (1643), et l'ouverture du congrès fut fixée au mois de juillet de la même année.

La mort de Louis XIII et la minorité de son fils Louis XIV firent encore balancer l'empereur; mais des coups de vigueur rassurèrent les alliés en dissipant sa confiance. Le 19 mai, cinq jours après la mort de Louis XIII, le duc d'Enghien, si célèbre depuis sous le nom de prince de Condé, gagna sur les Espagnols la fameuse bataille de Rocroi, et prit ensuite Thionville. Ferdinand, voyant ses espérances avortées, envoya ses plénipotentiaires au congrès; mais il chancela de nouveau. La minorité de Louis XIV annonçait des troubles qui ralentiraient les efforts au dehors : le maréchal de Guébriant venait d'être tué à la prise de Rothweil; son armée, divisée et sans chef, avait été défaite le lendemain à Dutlingen par les Bavarois. Cette victoire avait été suivie de conquêtes en Souabe; Merci, général de Ferdinand, s'était déjà emparé de Fribourg. Le comte d'Auersberg conseillait à son maître de rompre les négociations, et le retard des plénipotentiaires de France devait servir de prétexte. La Suède venait de déclarer la guerre au Danemark, qu'elle soupçonnait d'être son ennemi secret, au moment où il lui importait le plus de conserver la supériorité que Torstenson avait reprise en Allemagne. Torstenson accabla le roi de Danemark (1644), et rien ne suspendit l'activité de la guerre contre la maison d'Autriche. Le maréchal de Turenne avait remplacé Guébriant et rassemblé les débris de son armée. La défaite de deux régiments bavarois auprès de Hohentwiel signala le commencement de son généralat; mais, trop faible contre des ennemis plus nombreux et commandés par un grand capitaine, il fut réduit à les observer, dans l'attente d'une occasion favorable que lui refusa l'habileté de Merci : il ne put même sauver Fribourg. La fortune changea à l'arrivée du vainqueur de Rocroi. Merci, par son adresse à saisir l'avantage des positions, se soutint d'abord contre Condé et Turenne : ce ne fut qu'après trois jours de combat qu'il battit en retraite, abandonnant artillerie et bagages aux vainqueurs. Fribourg, Philippsbourg, Manheim,

Worms, Spire, tout le cours du Rhin depuis Bâle jusqu'à Cologne, furent au pouvoir des Français.

Les armées impériales étaient encore plus malheureuses dans le nord de l'Allemagne. Picolomini était passé au service de l'Espagne. Gallas, qui avait pris le commandement de l'armée, conçut le projet d'enfermer les Suédois dans le Jutland, et de les y affamer. Torstenson, plus habile, tourna les Impériaux, s'ouvrit un passage, rentra en Saxe, vint camper sous Ratzembourg, dans le duché de Mecklenbourg, ne laissant derrière lui que des pays ruinés. Gallas se trouva lui-même enfermé dans le Holstein, sans vivres et sans espoir de secours. La famine le contraignit à fuir devant les Suédois. Torstenson le suivit de près jusqu'à Bernbourg, dans la principauté d'Anhalt, enleva cette place sous ses yeux, l'enferma dans son camp, et le réduisit encore à y périr de faim. Gallas fuit en désordre à la faveur des ténèbres, et se sauva sous Magdebourg, harcelé par les Suédois, qui taillèrent sa cavalerie en pièces, et qui l'enfermèrent pour la troisième fois. Il fallait encore mourir de disette, ou s'ouvrir un passage l'épée à la main. Gallas se décida pour le dernier parti. Torstenson, par une imprudence qu'il dut regretter, partagea son armée, en laissa une partie à Kœnigsmarck, et s'avança avec l'autre vers la Bohême. Le général autrichien, profitant de cette faute, tenta une sortie avec les restes de son armée, et échappa avec neuf cents hommes seulement. Ragotski faisait, dans le même temps, une invasion dans la Hongrie; une armée impériale se ruinait au siége de Cassovie, qu'elle ne prit pas, et Wrangel forçait le Danemark à la paix.

Ferdinand persistait dans son éloignement pour la paix. Dans une diète de Francfort, commencée l'année précédente, et que les débats prolongèrent jusqu'en 1645, il demandait des secours, et proposait de rétablir la paix dans l'intérieur de l'empire. Son dessein était de faire une paix semblable à celle de Prague, et de réunir le corps germanique contre ses ennemis personnels. On rejeta ses demandes, et l'on mit en délibération la manière de traiter avec les puissances protectrices de la confédération germanique. Ferdinand alors voulut exclure du congrès les princes et les villes qui défendirent énergiquement leurs droits, et l'empereur consentit enfin que l'on commençât les conférences à Munster et à Osnabruck. L'ouverture du congrès fut fixée au 1er décembre; mais des difficultés sur le cérémonial, sur les sauf-conduits, les artifices ordinaires de la maison d'Autriche, qui s'efforçait toujours en vain de diviser ses ennemis, la lenteur des états de l'empire à envoyer leurs députés, la retardèrent encore jusqu'au 4 du même mois. Les plénipotentiaires étaient : pour la France, les comtes d'Avaux et de Servien; pour la Suède, le baron d'Oxenstiern et Salvius; pour l'empereur, le comte de Nassau et Wolmar, jurisconsulte; pour l'Espagne, le comte Diégo de Saavedra et Antoine Brux. Le nonce Fabio Chigi et Louis Contarini, noble Vénitien, représentaient le pape et la république de Venise, qui se portaient pour médiateurs : ils furent simples spectateurs, parce que leur médiation devant se borner aux catholiques, elle devenait inutile dans un congrès où les intérêts des protestants devaient se discuter comme ceux des catholiques. Voilà encore un pas fait vers la pacification (1645). Ferdinand éleva encore des difficultés. Mais Torstenson entra en Bohême au mois de février, tailla en pièces près de Janowitz une armée commandée par les comtes de Gœtz et de Hatzfeld, fit ce dernier prisonnier, parcourut en vainqueur la Bohême et la Moravie, et menaça Vienne : peu s'en était fallu que Ferdinand, accouru à Prague dans l'intention d'animer les troupes par sa présence, ne fût lui-même tombé au pouvoir de l'ennemi. Au moment de perdre ses possessions, il oublia sa fierté; il rendit la liberté à l'électeur de Trèves, et consentit à admettre les états de l'empire au congrès. Le plus grand nombre s'y était déjà rendu sans sa permission. Malgré lui, le congrès représentant une diète, il fut décidé que les princes et les villes y auraient voix; que chaque collége serait réparti à Munster et à Osnabruck, et qu'il y aurait dans chacune de ces parties un nombre égal de catholiques et de protestants. Mais la France craignit que la Suède n'obtînt des conditions trop favorables; elle éleva des prétentions qui furent repoussées. La France attendait qu'un coup d'éclat lui eût acquis la supériorité dont se prévalait la Suède; elle fut au contraire humiliée. Turenne, croyant devoir profiter de la victoire de Torstenson en Bohême, quitta les environs du Rhin, et pé-

nétra jusqu'en Franconie. Il eut l'imprudence de permettre aux alliés de se séparer de ses troupes. Merci sut tirer avantage de cette faute, la seule, dit-on, que le maréchal eût faite; il l'attaqua près de Marienthal, et remporta la victoire. Les plénipotentiaires français, affectant alors de se rendre au vœu de l'Europe, présentèrent leurs propositions, conjointement avec les Suédois, le 11 juin. Elles portaient : 1° que toutes choses seraient rétablies dans l'empire dans le même état qu'en 1618, avant le commencement de la guerre; 2° que les états de l'empire rentreraient dans leurs anciens droits, prérogatives, libertés et priviléges; qu'ils jouiraient par conséquent de tous les droits de souveraineté, du droit de suffrage dans les diètes, et de celui de s'allier, pour leur sûreté, tant entre eux qu'avec les puissances étrangères; 3° qu'on ne pourrait porter de nouvelles lois, corriger ou interpréter les anciennes, faire la guerre, la paix ou des alliances, établir des impôts, priver un prince de sa dignité et de ses biens, etc., que du consentement des états assemblés en diète; 4° que toutes les anciennes constitutions de l'empire, notamment la Bulle d'or, seraient observées religieusement, surtout dans l'élection du roi des Romains, élection qui ne se ferait jamais du vivant d'un empereur; 5° que l'on donnerait aux deux couronnes et à leurs alliés une satisfaction qui serait un dédommagement du passé, une sûreté pour l'avenir, et que l'on accorderait en outre une récompense aux milices qui avaient servi dans leurs armées.

Ces propositions, comme on le voit, étaient favorables aux états de l'empire et contraires à l'empereur. Celui-ci réclama; la paix s'éloignait encore; il restait une infinité de nœuds qui ne pouvaient, selon l'expression du chancelier de Suède, être coupés qu'avec l'épée. Les armées étaient toujours en campagne. Celle de Turenne était renforcée par les Suédois et les Hessois, sous les ordres de Kœnigsmarck et de Geis, lorsque le prince de Condé passa le Rhin et s'y joignit encore. Ces deux généraux prirent Wimpfen, Rothenbourg, et s'approchèrent de la Bavière. Merci les observait sans oser attaquer, parce qu'il se sentait trop inférieur; mais les Suédois se séparèrent des alliés : cette défection lui rendit la supériorité et l'enhardit. Il livra près de Nordlingen une bataille où il perdit la couronne et la vie. Bientôt après, Turenne prit Trèves, et y rétablit l'électeur, tandis que Condé enlevait Dunkerque aux Espagnols. Torstenson, tourmenté de la goutte, avait laissé le commandement à Wrangel : ce général avait quitté la Bohême pour se joindre à Turenne; Ferdinand mit à profit ce temps de relâche pour reprendre les places que les Suédois occupaient dans ses Etats. Cependant les négociations n'avançaient pas. La France demandait la haute et basse Alsace, le Sundgau, Brisach, le Brisgau, les quatre villes forestières, avec Philippsbourg, s'obligeant à tenir le tout en fief de l'empire, moyennant voix et séance dans les diètes. La Suède demandait la Poméranie entière, ou la moitié avec la Silésie, les villes de Camin, de Wismar, de Poël, de Warnemunde, avec l'archevêché de Brême et l'évêché de Verden sécularisés. Il naquit de ces exigences des difficultés qui arrêtèrent les conférences. Les préparatifs des deux puissances pour une nouvelle campagne déterminèrent Ferdinand à négocier avec les Français. La France avait renoncé aux villes forestières et au Brisgau; on lui cédait l'Alsace et Brisach; elle demandait encore Philippsbourg, que l'électeur de Trèves lui avait abandonné par un traité secret. Ferdinand, de son côté, refusait de conclure sans l'Espagne, demandant que Charles IV, duc de Lorraine, fût compris dans le traité. Les armes le rendirent plus facile. Turenne et Wrangel réunis faisaient fuir devant eux les Impériaux et les Bavarois, mettaient à contribution la Franconie et la Souabe, et menaçaient la Bavière, où ils faisaient des courses jusqu'aux portes de Munich. Le vieux duc de Bavière, Maximilien, le plus puissant appui de l'empereur, avec lequel Mazarin négociait depuis l'année précédente, se voyant sur le point de perdre ses Etats, pressa Ferdinand de conclure. La France obtint ses principales demandes; mais ces arrangements n'étaient que conditionnels, parce qu'elle ne voulait traiter que conjointement avec ses alliés. Il restait à fixer la satisfaction de la Suède. La reine Christine désirait la paix; mais le chancelier Oxenstiern n'y était pas disposé, et son fils, animé de son esprit, retardait les négociations. Les derniers succès rendaient encore les Suédois plus fiers. On leur faisait des offres auxquelles ils ne daignaient pas répondre. Le comte d'Avaux, devenu médiateur depuis

la conclusion avec la France, fixa enfin leur indécision. Ils acceptèrent la Poméranie citérieure, Stettin et quelques autres villes dans la Poméranie ultérieure ; mais il fallait les indemniser de cette partie à laquelle ils renonçaient, et l'électeur de Brandebourg de celle qu'il abandonnait. L'empereur voulut que ces indemnités fussent prises sur les biens de l'Église : protestants et catholiques se récrièrent. Le comte d'Avaux les engagea à faire quelques sacrifices au bien de la paix, et la Suède et l'électeur de Brandebourg à modérer leurs prétentions.

Telle était la situation des affaires au mois de février 1647. Toutes les contestations n'étaient pas terminées. Les Suédois s'emparèrent de Schweinfurt : Wrangel rentra en Bohême, où les Impériaux enlevaient ses conquêtes ; il investit Egra, qu'il emporta après une vigoureuse résistance ; il fut sur le point de prendre Ferdinand, qui s'était approché de la place pour la secourir. Nous ne dirons rien des opérations de la guerre en Flandre, en Catalogne, en Italie. Les armées marchaient, et les négociations continuaient. L'affaire de la maison palatine occasionna de violents démêlés. Celle des griefs de religion était plus épineuse. Plus on terminait d'objets, plus il s'en présentait à juger. Ferdinand retarda de nouveau la conclusion. Il avait fait de grands préparatifs, et comptait attaquer les Suédois avec d'autant plus d'avantage que les troupes françaises étaient sorties de l'Allemagne. Wrangel fut contraint d'évacuer la Bohême et de se retirer en Saxe. Le duc de Bavière, qui avait promis la neutralité, se rejoignit en même temps à l'empereur, dont il releva les espérances. Cependant l'âge avancé de Maximilien lui faisait désirer la paix. S'il revint à Ferdinand, ce fut moins pour l'engager à continuer la guerre que pour lui inspirer des sentiments pacifiques. Il réussit ; et le monarque ordonna à ses plénipotentiaires d'accorder les dispositions de la France, à la réserve des deux articles qui concernaient le duc Lorraine et le roi d'Espagne. Ces heureuses dispositions changèrent bientôt. L'Espagne travaillait depuis longtemps à rompre l'alliance des Provinces-Unies avec la France. Le 30 janvier 1648, elle conclut avec elles le traité par lequel, renonçant à tous ses droits et prétentions, elle les reconnaissait pour États libres, indépendants et souverains. Cet événement décida Ferdinand à intriguer encore pour séparer la Suède de la France. Cependant les députés de l'Empire et les plénipotentiaires de la Suède et de la France rédigeaient tous les articles ; le traité était achevé, il n'y manquait que la signature, et Ferdinand la retardait par ses délais affectés. Il est bien probable qu'il aurait imaginé sans cesse de nouveaux subterfuges, si le succès des armes n'eût vaincu sa résistance. Turenne s'étant joint à Wrangel, ces deux généraux battirent les Autrichiens et les Bavarois à Summershausen, près d'Augsbourg, prirent Donawert, fondirent sur la Bavière, la ravagèrent, contraignirent Maximilien à chercher un asile dans l'archevêché de Salzbourg, tandis que Kœnigsmarck tournait vers la Bohême, pénétrait jusqu'à Prague, et s'emparait de la petite ville, qu'il livrait au pillage : il y fit un butin immense, évalué à sept millions d'écus pour la part de la reine Christine seule. Ferdinand et Maximilien, sans ressources, acquiescèrent enfin au traité, qui fut signé le 24 octobre, dans le temps que Kœnigsmarck assiégeait la vieille ville de Prague. Ainsi, après dix ans de négociations et trente ans de carnage, on vit enfin le terme des calamités enfantées par l'ambition de la maison d'Autriche.

Nous allons donner un extrait succinct de ces deux traités, qui forment le code politique de l'empire, et la principale de ses lois fondamentales.

Le traité d'Osnabruck, comme celui de Munster, se divise essentiellement en deux parties : la première concerne les avantages qui furent accordés aux deux couronnes, à leurs alliés et à leurs protégés ; l'autre est entièrement relative au droit public de l'Allemagne, à sa constitution et à l'existence légitime des protestants.

PRÉCIS DES ARTICLES DE LA PREMIÈRE CLASSE.

La France obtint : 1° la renonciation de l'Empire à la souveraineté des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, qu'elle possédait depuis 1552, et à celle de la ville de Pignerol, que le duc de Savoie lui avait cédée en 1632, par le traité de Saint-Germain ; 2° la cession des landgraviats de haute et basse Alsace, du Sundgau, de la ville de Brisach et de la préfecture de Haguenau, avec les mêmes droits de

souveraineté et de supériorité territoriale que l'empire et la maison d'Autriche y avaient exercés, sauf aux Etats immédiats d'empire qui se trouvaient dans ces provinces la jouissance de tous les droits et prérogatives qui étaient compatibles avec la souveraineté du roi; 3° le droit de tenir garnison dans la forteresse de Philippsbourg.

La Suède eut pour sa part l'archevêché de Bremen, sécularisé et converti en duché, et l'évêché de Verdun avec le titre de principauté; la Poméranie antérieure ou septentrionale, la ville de Stettin, l'île de Rugen, et la ville de Wismar dans le Mecklenbourg; le tout pour être tenu en fief sous la directe de l'empire, avec trois voix à la diète pour Bremen, Verdun et la Poméranie antérieure, et cinq millions d'écus répartis sur les cercles.

L'électeur de Brandebourg, héritier légitime de toute la Poméranie, fut indemnisé, pour la part que les Suédois se réservèrent dans cette province, par la cession de l'archevêché de Magdebourg, sécularisé sous le nom de duché, et par celle des évêchés de Halberstadt, de Minden et de Camin, déclarés principautés séculières, avec quatre suffrages à la diète.

Les ducs de Mecklenbourg reçurent en échange de Wismar les évêchés de Schwerin et de Ratzebourg, érigés en principautés séculières avec deux voix à la diète, et deux commanderies considérables de l'ordre de Saint-Jean, nommées Mirow et Nemerow.

La maison de Brunswick-Hannover, et à son défaut celle de *Brunswick-Woffenbuttel*, fut gratifiée de la prévôté de Walckenried, et on lui assura la succession alternative dans l'évêché d'Osnabruck, de manière que cet évêché fût gouverné tour à tour par un évêque catholique élu par le chapitre cathédral, et par un évêque protestant issu de la maison de Hannover.

Le landgrave de Hesse-Cassel obtint la plus grande partie du comté de Schaumbourg, l'abbaye de Hirschfeld, déclarée principauté séculière, avec un suffrage à la diète; la part qui lui revenait dans la succession de Marbourg, et 600,000 écus d'argent comptant.

L'électeur palatin fut remis en possession du bas Palatinat du Rhin, et de toutes ses autres terres et droits, excepté le haut Palatinat, qui demeura à la Bavière, et la Bergstrasse, qu'on permit à l'électeur de Mayence de racheter au prix de son engagement. On établit en sa faveur une huitième dignité électorale, à laquelle la charge de grand trésorier fut attachée : cette dignité doit subsister tant que les maisons électorales de Bavière et palatine fleuriront, et serait supprimée si l'une ou l'autre de ces maisons venait à s'éteindre.

La république des Suisses fut déclarée libre, souveraine, et exempte de la juridiction de l'empire.

Tous les autres princes et États de l'empire qui avaient été enveloppés dans le malheur de la maison palatine, et dans les proscriptions prononcées par la cour impériale, ou qui avaient été troublés par les événements de la guerre dans la jouissance de leurs droits légitimement acquis, furent restitués purement, simplement et indistinctement, dans tous leurs droits, prérogatives, territoires et possessions qui leur avaient appartenu lors et avant le commencement des troubles de Bohême, en l'année 1619.

PRÉCIS DES RÈGLEMENTS DE LA SECONDE CLASSE.

1o *Dispositions relatives à la religion protestante.*

La transaction de Passau de 1542, et la paix de religion de 1555, sont confirmées dans toute leur étendue, pour être exécutées suivant leur forme et teneur.

Les réformés calvinistes doivent participer à l'avenir à tous les droits acquis aux luthériens.

L'état public de la religion en général doit être remis par toute l'Allemagne sur le pied où elle était le 1er janvier 1624, excepté dans le Palatinat et dans les terres des princes qui avaient épousé la querelle palatine, où l'on se réglera sur l'état de l'année 1619.

Tous les biens ecclésiastiques, soit *médiats* ou immédiats, que les protestants ont possédés le 1er janvier 1624, et l'électeur palatin et ses alliés en 1619, leur doivent rester.

Les bénéficiers, soit catholiques ou protestants, qui changeront de religion, perdront de fait leurs bénéfices.

Les états, et généralement tous les membres immédiats de l'empire jouissant de la supériorité territoriale dans leurs terres, sont maintenus dans le droit d'y changer et réformer la religion et le culte public, pour autant que l'état

normal des années 1624 et 1619, ou des pactes faits avec leurs sujets, le leur permettront.

L'autorité spirituelle et ecclésiastique du pape et des prélats catholiques est suspendue ou plutôt abolie à l'égard des protestants d'Allemagne.

Il doit demeurer libre aux princes et aux États immédiats d'empire de tolérer leurs sujets qui abjureront la religion reçue dans leurs terres en 1624; mais, s'ils ne veulent pas les y souffrir, ils sont tenus de leur accorder un terme de trois ans pour émigrer.

La chambre impériale doit être composée à l'avenir de vingt-quatre membres protestants et de vingt-six catholiques. L'empereur recevra six membres protestants dans son conseil aulique.

On choisira pour les diètes de députation un nombre égal d'états catholiques et protestants, à moins qu'elles ne soient convoquées pour une cause extraordinaire : dans ce dernier cas, les députés seront tous protestants, si la cause regarde des protestants; tous catholiques, si elle concerne un catholique, et mixte s'il est question de l'intérêt des deux religions. Les affaires qui se rapporteront directement ou indirectement à l'objet de la religion, et dont la diète ou quelques autres assemblées des états, ainsi que les tribunaux suprêmes de l'empire, se trouveront dans le cas de connaître, ne pourront jamais être décidées à la majorité des suffrages d'un parti contre le nombre inférieur de suffrages de l'autre; mais elles seront renvoyées à un accommodement amiable, ainsi que toutes les autres affaires sur lesquelles l'opinion du parti protestant sera contraire au sentiment du parti catholique, ou qui tendront à dépouiller des membres de l'empire d'un droit légitimement acquis.

2° *Règlements relatifs à la constitution de l'empire.*

Les princes et les états d'Allemagne jouiront, dans toute sorte d'assemblées nationales, d'un suffrage libre et décisif relativement à toutes les affaires de l'empire; mais principalement quand il sera question de faire des lois nouvelles, ou d'en interpréter d'anciennes, de déclarer la guerre, de lever des troupes, d'établir des impôts et des subsides dans l'empire, d'y bâtir des forteresses, de faire la paix et des alliances, etc.; et il ne pourra, en aucun temps ni sous aucun prétexte, être pris de résolutions à cet égard, sans leur concours, leur consentement et leur approbation.

On renvoya à la connaissance des états assemblés, dans la première diète qui serait tenue, la question de savoir ce qui devait être observé dans l'élection du roi des Romains, et par rapport à la proscription des états; la formation d'une capitulation impériale perpétuelle, la correction et le rétablissement de la matricule, la réformation de la justice, et tous les autres objets relatifs à la constitution et au bien-être général de l'empire qui n'avaient pu être terminés par les pacificateurs.

Le collége des villes impériales obtint un suffrage décisif, à l'instar du collége des électeurs et de celui des princes.

Le conseil aulique impérial fut assujetti aux règlements prescrits à la chambre impériale.

Enfin l'on confirma à tous les princes et états, en général et en particulier, le droit de faire des alliances entre soi ou avec les puissances étrangères, pourvu qu'elles ne fussent pas dirigées contre l'empereur et l'empire.

La France et la Suède se chargèrent conjointement et séparément de la garantie de toutes les stipulations contenues aux deux traités, qu'on déclara n'en former qu'un seul, de manière que les articles et les dispositions de l'un fussent censés compris dans l'autre.

Telle fut la fin d'une guerre cruelle qui avait désolé l'Allemagne pendant plus de trente ans, dont les premiers succès surpassèrent les espérances de Ferdinand II et de son ministère ambitieux, et que la fermeté de la France et de la Suède fit tourner à la fin à l'avantage de la liberté germanique.

On sera sans doute surpris que l'empereur et les états catholiques aient pu consentir à des conditions aussi onéreuses pour l'un que pour les autres; mais les progrès que les Suédois faisaient dans les provinces héréditaires de la maison d'Autriche, la dévastation de la Bavière par Wrangel et par Turenne, et l'esprit de révolte qui commençait à se reproduire en Autriche, ébranlèrent la constance de Ferdinand III. Son caractère était naturellement porté à la modération et à la douceur; moins dévoué que son père aux maximes de l'Espagne, il ne se crut pas obligé de suivre jusqu'au bout le plan que Ferdinand II avait formé au milieu des plus brillants succès.

Les états catholiques, épuisés d'hommes et d'argent, supportaient seuls depuis longtemps tout le fardeau de cette guerre ruineuse; leurs provinces, ravagées par les Suédois et par leurs propres défenseurs, n'étaient plus que de vastes déserts; l'existence de la plupart d'entre eux ne dépendait, pour ainsi dire, que du succès bon ou mauvais d'une seule campagne, et il n'y avait plus rien à gagner, et tout à perdre pour les autres. Au surplus, l'Église faisait tous les frais des avantages accordés aux Suédois et aux protestants; il ne leur en coûtait rien personnellement, et le zèle des plus intolérants trouvait une sorte de consolation dans le renouvellement de la constitution germanique, et dans la jouissance des droits rétablis en faveur des états.

Cependant il était également essentiel pour la Suède de voir finir la guerre. Elle obtenait des avantages immenses pour elle et pour ses alliés; elle rejetait loin des bords de la mer Baltique un voisin puissant qui avait fait trembler le grand Gustave; enfin elle humiliait la maison d'Autriche, qui l'avait offensée, et affranchissait l'Allemagne d'un joug dont la Suède elle-même avait été menacée. D'un autre côté, ses armées ne consistaient, depuis longtemps, qu'en troupes allemandes, mêlées de quelques régiments suédois. La plupart des soldats demandaient la paix, et il était naturel de craindre une désertion générale si la guerre avait duré plus longtemps.

Enfin la France étendait ses limites jusqu'aux bords du Rhin. Elle s'assurait pour longtemps de l'amitié des princes d'empire, et formait, au centre de cette monarchie, un parti assez considérable pour y contre-balancer la puissance de la maison d'Autriche. D'ailleurs la guerre civile commençait à se déclarer dans le cœur du royaume, et la paix que les Espagnols venaient de conclure avec les Hollandais allait mettre la France dans la nécessité d'envoyer de plus fortes armées dans les Pays-Bas. Ces raisons réunies rendirent la paix aussi nécessaire à la France qu'elle l'était à l'empereur et à la Suède.

Il ne restait donc que le pape et le roi d'Espagne qui eussent quelque intérêt à traverser la conclusion de la paix; et l'un et l'autre y formèrent en effet toutes les oppositions qui étaient en leur puissance. Le roi d'Espagne protesta en particulier contre la cession de l'Alsace à la France, contre la restitution du Palatinat, dont il s'était arrogé une partie, à son ancien maître, et contre l'abandon du cercle de Bourgogne aux entreprises des Français. Le pape désapprouva hautement la sécularisation des plus riches bénéfices d'Allemagne en faveur des protestants, et il s'éleva sans mesure contre les droits qu'on leur accordait au préjudice de la supériorité des catholiques. Par ces mêmes motifs, le légat Fabio Chigi protesta formellement contre les deux traités au moment même de leur signature, et le pape Innocent X les cassa et les annula entièrement par une bulle du 3 janvier 1651; mais les ministres pacificateurs avaient pourvu d'avance à ce qu'il ne pût être dérogé, sous aucun prétexte de religion ni autre, aux différentes stipulations qu'ils renferment; et l'empereur ni les états catholiques ne jugèrent pas à propos de recommencer une guerre de religion par déférence pour les plaintes de la cour de Rome.

Mort de Ferdinand III. — Interrègne.

Ferdinand, devenu simple chef de république, heureux d'avoir sauvé sa maison d'une ruine totale, consacra ses soins à perpétuer l'empire dans sa famille. Dans une diète de Ratisbonne, il proposa l'élection de son fils aîné Ferdinand : le seul électeur de Brandebourg fit des oppositions; mais il se désista, et les électeurs assemblés à Augsbourg élurent Ferdinand IV, qui ne survécut pas à son père. L'empereur affligé se hâta de créer roi de Hongrie et de Bohême son second fils, Léopold, qu'il voulait encore élever au trône de l'empire. La mort, qui le surprit lui-même en 1657, suspendit l'exécution de ce projet. Il y eut un interrègne de quinze mois, pendant lequel il s'éleva des contestations pour des droits que la paix n'avait pas dictés. Les archevêques de Cologne et de Mayence se disputaient celui de couronner l'empereur futur. Le premier se fondait sur la Bulle d'or, qui fixait le couronnement à Aix-la-Chapelle; l'autre réclamait la possession invariable de ses prédécesseurs avant la constitution de Charles IV, alléguant en outre sa qualité de primat. Il fut arrêté que chacun ferait la cérémonie dans son propre diocèse, et que l'alternative aurait lieu quand le couronnement se ferait dans une ville qui ne serait ni de l'un ni de l'autre diocèse. Le

vicariat de l'empire occasionna un plus violent démêlé entre les deux maisons de Bavière. L'électeur de Bavière fondait ses prétentions sur la cession qui lui avait été faite de la dignité électorale et de l'office de grand sénéchal, avec tous les droits y annexés, cession confirmée par les traités de Munster et d'Osnabruck. L'électeur palatin soutenait que le vicariat était un ancien droit attaché personnellement aux comtes palatins, et qu'il l'avait recouvré en rentrant dans le Palatinat. La vacance de l'empire excitant l'ambition des deux rivaux, la dispute s'échauffa au point que le comte, dans sa colère, jeta son écritoire à la tête de l'envoyé de Bavière. Il fut décidé qu'en attendant la décision de l'affaire, l'électeur de Bavière exercerait le vicariat. La contestation ne fut terminée qu'en 1745, qu'on établit l'alternative entre les deux maisons.

LÉOPOLD Ier.

(1658-1705.) Le choix du nouvel empereur souffrit des difficultés, parce que la France voulait profiter du moment pour s'emparer de l'empire auquel elle aspirait depuis longtemps. Elle réussit en effet à gagner les princes électeurs des bords du Rhin; mais tout le reste de l'Allemagne sentit quel déshonneur et quel malheur ce serait pour elle, et arrêta définitivement son choix sur Léopold, archiduc d'Autriche, qui accepta, le 18 juin 1658, à Francfort. Cependant le cardinal Mazarin, ministre de France, avait déjà formé une ligue qui; sous le nom d'union du Rhin, tendait positivement à la destruction de la maison d'Autriche, quoiqu'elle n'eût pour but apparent que la conservation de la paix de Westphalie. Les partisans de l'union étaient la France, la Suède, Mayence, Cologne, le palatinat de Neubourg, Hesse-Cassel, et les trois ducs de Brunswick-Lunebourg; étrange alliance de princes catholiques avec des protestants et les Suédois, qui venaient de se faire la guerre les uns aux autres. Du reste, un écrivain du temps, plein d'idées et très-profond, nous découvre quelle était l'intention de la France dans cette alliance et dans toute sa conduite avec l'Allemagne. « Au lieu d'employer la force ouverte, comme dans la guerre de trente ans, il parut plus expédient à la France de tenir dans ses liens quelques princes allemands, et surtout ceux du bord du Rhin, par une union ou, si l'on veut, par un subside annuel, et surtout de paraître porter grand intérêt aux affaires d'Allemagne, afin que les princes pussent croire que l'amitié de la France leur serait une protection plus sûre que celle de l'empereur et que les lois de l'empire. Cette voie pour arriver à détruire la liberté allemande était directe et toute frayée, et, comme chacun peut en juger, n'était pas mal imaginée. »

La France prouva bientôt qu'elle n'attendait que l'occasion d'étendre, pour saisir sa proie, cette même main qu'elle avait offerte comme amie. Le long règne de Léopold est presque tout entier rempli par des guerres avec la France et son prince orgueilleux, Louis XIV; et presque tout le temps le sang a coulé d'une manière effrayante dans notre malheureuse patrie. Léopold, prince débonnaire et religieux, mais inactif et peu clairvoyant, n'était pas un adversaire à opposer à Louis XIV, qui réunissait la finesse à une ambition sans bornes et à une insolente fierté. La France poursuivait dès lors avec constance et fermeté son but de reculer ses frontières jusqu'au Rhin, et de réunir ainsi à sa puissance les Pays-Bas espagnols, qui, sous le nom de cercle de Bourgogne, appartenaient à l'empire d'Allemagne; la Lorraine, la partie de l'Alsace qu'elle n'occupait pas, et, autant que possible, tous les pays situés sur la rive gauche du fleuve. Le roi aussi bien que tout le peuple nourrissaient ces idées d'agrandissement, et ce serait une grande erreur de croire que cette idée n'a été mise au jour que de notre temps, par l'esprit révolutionnaire et emporté de quelques têtes. Dès le temps de Louis XIV, les écrivains exprimaient tout haut le mot de conquête; et un d'eux, un certain d'Aubry, écrivait cette pensée, nouvelle alors, mais qui fut répétée depuis, et même presque portée à son exécution : que l'empire de Germanie, l'ancien empire romain, tel que le posséda Charlemagne, appartenait à son roi et à ses descendants. Et l'abbé Colbert, dans un discours au roi au nom du clergé français, disait, entre autres choses : « O roi! toi qui donnes des lois à la mer aussi bien qu'au continent; qui lances, quand il te plaît, la foudre sur les rives africaines; toi qui abaisses l'orgueil des peuples, et, quand tu le veux, forces leurs souverains de reconnaître à genoux la puissance de ton sceptre et d'implorer ta miséricorde, etc. »

Tel était le langage que tenait, en 1668, à la face de toute l'Europe, un Etat qui devait cependant plus tard l'emporter sur tous les autres par sa modération et ses lumières.

Louis XIV donc, mettant en avant d'anciens droits, commença ses conquêtes dans les Pays-Bas. Les Espagnols réclamèrent pour leur cercle de Bourgogne le secours des autres cercles; mais personne ne remua : les uns par indifférence, les autres par peur, d'autres enfin, ô honte! corrompus par l'argent de la France. Ce fut un des fruits de l'union du Rhin. Les Pays-Bas ainsi abandonnés tombèrent bientôt entre les mains du roi, et, par la paix d'Aix-la-Chapelle (1668), les Espagnols se virent obligés d'abandonner toute une lisière de places sur la frontière pour conserver une partie du pays.

De plus, dans l'année 1672, la France fit en Hollande l'invasion la plus injuste, et si elle eût réussi, elle aurait pu imposer des lois aux deux mers de l'Europe. Ce danger n'émut pas plus les princes d'Allemagne que le premier; ils le contemplaient d'un œil tranquille, et même l'électeur de Cologne et le vaillant évêque de Munster, Bernard de Gahlen, un des premiers hommes de ce temps, firent alliance avec la France. Il n'y eut que l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, connu aussi sous le nom du grand électeur, qui comprit bien les relations qui existaient entre les peuples, et qui sentit la nécessité de ne pas laisser rompre l'équilibre européen. Il fit donc des préparatifs pour mettre en bon état de défense ses États de Westphalie, limitrophes du théâtre de la guerre; car, par l'arrangement définitif de l'héritage de Juliers, en 1656, il avait reçu le duché de Clèves et les comtés de Marck et de Ravensberg, et le prince palatin de Neubourg, les duchés de Juliers et de Berg. — Frédéric-Guillaume décida même l'empereur Léopold à prendre des mesures pour arrêter les tentatives de conquêtes des Français; et tous les deux levèrent, en 1672, une armée qu'ils mirent en campagne sous les ordres du commandant en chef impérial, Montecuculli; mais la coopération des Autrichiens fut presque nulle, parce que le conseiller intime de l'empereur, le prince de Lobkowitz, gagné par la France, arrêtait toutes les entreprises importantes des généraux. Le prince électeur vit donc sa belle armée poursuivie çà et là, décimée par la faim et par la maladie; et, pour éviter la ruine totale de ses États de Westphalie, il fit la paix avec les Français, en 1673, dans son camp de Wossen, auprès de Louvain. Ce n'est qu'ainsi qu'il put les arrêter; encore fut-il obligé de leur abandonner, comme limites, les châteaux de Wesel et de Rees, qu'ils voulurent occuper jusqu'à la pacification générale.

Alors enfin l'empereur commença à mettre un peu plus d'importance à la guerre, parce que le prince Lobkowitz avait été éloigné; mais il avait perdu ses meilleurs alliés. Montécuculli eut quelques avantages dans le bas Rhin, et entre autres il prit Bonn; mais, dans le haut Rhin et dans la Franconie, les Français redoublèrent leurs ravages, et surtout dans le Palatinat, qui dès lors était le théâtre le plus sanglant de la guerre, comme il l'a encore été depuis et en a conservé des monuments éternels. Alors, comme ils avaient attaqué l'empire même, les princes se levèrent enfin contre eux, et l'électeur de Brandebourg renouvela son alliance avec Léopold. L'Autriche se fit distinguer par son activité et par sa fermeté, dans cette occasion, à la diète de Ratisbonne. On discutait longuement sur la guerre sans rien conclure; l'Autriche ayant découvert que l'envoyé français à la diète intriguait tantôt auprès de l'un des princes, tantôt auprès de l'autre, pour les tromper, elle lui fit donner ordre, sans autres formalités, de quitter Ratisbonne dans trois fois vingt-quatre heures, et son départ fut suivi, au bout de quelques jours, d'une déclaration de guerre de la part de l'empire.

La guerre eut des chances variées, mais cependant au total à l'avantage des Français, parce que leurs généraux avaient le talent de se porter sur le territoire allemand, tandis que ceux de la confédération manquaient d'activité et d'unité. Afin d'occuper dans son propre pays le plus puissant défenseur de la confédération, le prince électeur de Brandebourg, Louis XIV avait fait alliance avec les Suédois, en 1674, en leur faisant voir quels grands avantages ils pourraient retirer d'une invasion dans la Marche. Ils s'y jetèrent donc, et le pays fut fort maltraité; mais l'électeur ne voulut pas abandonner le Rhin tant que sa présence fut nécessaire, et ce ne fut qu'en juin 1675 qu'il partit à marches forcées pour venir au secours de ses Etats.

Bataille de Ferbellin, 28 juin 1675. — Ni amis ni ennemis ne l'attendaient, quand il arriva sur l'Elbe, à Magdebourg ; il traversa la ville de nuit et continua sa route, sans s'arrêter, jusqu'à l'armée des Suédois, qui le croyaient encore en France. Ceux-ci aussitôt se replièrent pour chercher à se réunir ; mais il les poursuivit et les atteignit, le 28 juin, à Ferbellin. Il n'avait que sa cavalerie avec lui, car l'infanterie n'avait pu le suivre ; cependant il résolut d'attaquer l'ennemi dans sa position, malgré ses généraux, qui voulaient qu'on attendît l'infanterie. Frédéric, qui regardait comme perdue chaque heure de retard, fit donner l'attaque et eut le plus heureux succès. Les Suédois, qui, depuis la guerre de trente ans, passaient pour invincibles, furent complétement battus, et s'enfuirent dans le plus grand désordre vers leur Poméranie. Frédéric-Guillaume les y suivit, et fit la conquête d'une partie de la province.

Cet électeur peut être considéré comme le fondateur de la grandeur prussienne, et ses successeurs ne firent que bâtir sur les fondements qu'il avait posés. Il agissait toujours d'après lui-même, et nous le retrouverons plus d'une fois faisant respecter la puissance de son petit État, non plus comme les autres princes d'Allemagne, mais avec l'autorité d'un des autres souverains de l'Europe. C'était la preuve qu'il jetait les fondements d'un nouveau royaume ; qu'il voulait que son peuple ne fût inférieur à aucun des autres, et même qu'il jouît parmi eux d'une certaine considération.

Dans l'année 1675, le vieux et habile général Montecuculli reçut une deuxième fois l'ordre de se rendre sur le Rhin, et la fortune des armes lui devint plus favorable. Il eut pour adversaire le célèbre général français vicomte de Turenne, un des plus grands hommes de son temps. Ils s'approchèrent tous les deux avec précaution, car ils se connaissaient déjà. Turenne avait choisi un lieu très-convenable pour livrer bataille, où tout lui semblait avantageux ; c'était près du village de Salzbach, non loin d'Oppenheim, quand, en s'avançant au-devant de l'ennemi pour reconnaître les lieux et disposer son armée, un boulet de canon l'emporta de dessus son cheval. Sa mort effraya son armée ; elle prit aussitôt la fuite, et fit même de grandes pertes dans cette déroute.

Cependant on n'avait pas beaucoup gagné. Les Français, pour chasser les Impériaux de leur pays, eurent recours au plus extrême moyen. Comme ils ne pouvaient garder toutes les provinces de la frontière par leurs armes, ils voulurent les défendre par la dévastation. L'année suivante donc, ils se mirent à ravager tous les pays voisins de la Saar avec tant de fureur, que dans l'espace de plus de quatorze milles on ne voyait que des incendies et des champs déserts. Alors les armées allemandes, ne pouvant rester dans un pays affamé, furent obligées de rentrer, et les malheureux habitants de se retirer dans les forêts, où le plus grand nombre mourut de faim et de misère.

Paix de Nimègue, 1678 et 1679. — Tous les yeux se portaient avec la plus grande inquiétude sur les conférences de paix qui se tenaient à Nimègue. Les Français se hâtaient, à ce qu'il semblait, de conclure cette paix, dût-elle leur être désavantageuse, parce qu'ils avaient trop d'ennemis sur les bras. Mais ils ont toujours été très-habiles pour diviser leurs adversaires. Ils réussirent en effet à écarter, par des offres avantageuses, les Hollandais, pour qui principalement la guerre avait été entreprise, et qui étaient redevables de leur salut à l'empire. Ils firent leur paix en particulier, et reçurent la citadelle de Maëstricht. Les Espagnols, qui firent ensuite leur paix, furent obligés de payer, comme en bien d'autres circonstances, ce qu'on avait abandonné aux Hollandais. Ils durent par conséquent céder une grande étendue de territoire dans les Pays-Bas, avec toute la Franche-Comté. Enfin l'empereur, qui ne voulait pas faire la guerre seul, fut obligé d'abandonner l'importante citadelle de Fribourg dans le Brisgau. Ainsi, l'électeur de Brandebourg, qui avait conquis presque toute la Poméranie sur les Suédois, et espérait une paix avantageuse, abandonné de tout le monde, même par les Pays-Bas, pour qui il avait combattu, et qui lui refusèrent leur secours, fut contraint de restituer presque toutes ses conquêtes. A cette conférence de Nimègue on put facilement remarquer la prépondérance de la France sur l'Europe, même par son langage ; car, lorsque, trente ans avant, dans les conférences de Munster et d'Osnabruck, quelques envoyés seulement connaissaient la langue française, alors à Nimègue tout le monde

parlait français. Cependant les articles furent rédigés en latin.

Réunions à la France. — Les provinces opprimées commencèrent enfin à respirer en liberté et à jouir des douceurs de la paix, quand l'insatiable ambition des Français se fut satisfaite. Mais notre ennemi était, au sein même de la paix, toujours très-habile à poursuivre sa proie. Un membre du parlement de Metz, Rolland de Revaulx, exposa au roi un plan d'après lequel il pouvait étendre sa domination bien plus loin dans le haut Rhin, tout en respectant les articles de la paix de Westphalie, par un simple commentaire des mots employés : *L'Alsace et les autres terrains lui seront cédés avec toutes leurs dépendances.* Il n'y avait donc plus qu'à rechercher les terrains et les lieux qui avaient fait partie de cette dépendance dans les temps reculés, et il n'était pas difficile d'en trouver qu'on pouvait occuper sous ce prétexte. La proposition d'abord n'eut pas de suites, mais on y revint plus tard ; et, pour se donner une apparence de justice, on forma, en 1680, quatre conseils sous le nom de chambres de réunion, à Metz, Dornick, Brissac et Besançon ; elles devaient rechercher quels terrains et quels peuples pouvaient encore appartenir au roi d'après les expressions que nous avons citées plus haut. Il est facile de penser que les juges ne manquèrent pas aux découvertes; on fouilla partout pour trouver de quoi se satisfaire. Le couvent de Weissembourg, par exemple, quoique situé hors de l'Alsace, fut attribué au roi comme lui appartenant d'après les droits du roi Dagobert, qui l'avait fondé plus de mille ans auparavant; et l'acquisition de Weissembourg lui servit encore de prétexte pour réclamer Germesheim, qui avait autrefois appartenu à Weissembourg.

De cette manière, ces quatre chambres eurent bientôt conquis à leur maître Deux-Ponts, Sarrebruck (Sarrelouis), Weldenz, Sponnheim, Mumppelgarde, Lauterbourg, et beaucoup d'autres lieux isolés, et particulièrement plusieurs villes libres en Alsace, entre autres surtout Strasbourg. Cependant elles n'avaient pas été désignées dans le traité de Westphalie; car l'Autriche n'avait pu faire cession que de son héritage en Alsace.

Les princes et les seigneurs dont les propriétés devaient tout d'un coup changer d'état civil, et d'allemandes devenir françaises, élevèrent tout haut des plaintes. L'empereur fit des représentations; et Louis, pour sauver au moins les apparences, car c'était là son grand talent, et en même temps pour fermer la bouche à ses adversaires, promit d'examiner leurs prétentions, et convoqua un congrès à Francfort. D'abord chacun voulut occuper la citadelle de Strasbourg, parce que c'était le point le plus important et qu'elle était regardée comme la clef du haut Rhin. Charles V la considérait comme d'une telle importance, qu'il disait : « que si Vienne et Strasbourg étaient également menacés, il commencerait par sauver Strasbourg. » Mais, au mois de septembre 1681, quelques régiments français se réunirent *en secret* sous les murs de la ville, et l'enveloppèrent tout d'un coup lorsqu'elle s'y attendait le moins. Le lendemain, le ministre de la guerre, Louvois, le confident du roi, parut avec une armée et une artillerie de siége, et somma les citoyens de se rendre avec les plus fortes menaces. N'étant pas préparés à une attaque, ils se rendirent et ouvrirent leurs portes. Aussitôt les Français s'emparèrent de l'*hôtel de ville*, désarmèrent les bourgeois, et peu après Louis XIV fit son entrée en grande pompe, comme en triomphe, avec toute sa suite.

Les conférences de Francfort n'apportèrent du reste aucun changement dans les plans du roi ; ses envoyés esquivèrent avec adresse toute discussion sérieuse sur les recherches faites, et maintinrent toujours leurs principes; ce fut même à ces conférences qu'ils firent pour la première fois usage de leur langue dans les affaires de diplomatie. Jusqu'alors, comme aux autres peuples, leurs pièces, leurs titres et tous leurs écrits étaient en latin; mais à Francfort ils furent faits en français, et toutes les représentations de la part de l'empereur furent inutiles; on ne reçut jamais que cette réponse brève et sévère : « C'est l'ordre de notre roi. » Il fallut céder, et c'est ainsi que s'est *établi* pour tous les autres peuples l'usage de parler français quand ils traitent avec la France. Les hommes à grandes vues prévirent dès lors les dangers qui pouvaient découler de cet usage, et jugèrent que l'imitation du langage et des mœurs du peuple voisin préparaient peu à peu et de loin sa domination.

Les disputes des différents envoyés entre eux suffiraient pour faire comprendre combien leurs réclamations contre les usurpations de Louis devaient être faibles et peu dignes; car à Franc-

fort s'élevèrent encore ces vieilles et pitoyables disputes de prééminence, dont la folie surpasse toute croyance, qui dépensèrent un temps précieux pendant lequel les Français se fortifièrent de plus en plus dans leur usurpation. Cependant l'Autriche réussit à faire une alliance avec plusieurs princes pour repousser la force par la force; mais des séditions en Hongrie et une nouvelle guerre de la part des Turcs, attirés par Louis pour protéger ses projets, arrêtèrent les résultats de cette alliance.

Les Turcs devant Vienne, 1683. — Depuis l'an 1670 la Hongrie était agitée; elle était mécontente de voir ses institutions méprisées et ses places occupées par des soldats allemands, qu'elle haïssait par-dessus tout. De plus, les protestants se plaignaient de plusieurs persécutions dont les jésuites avaient été les instigateurs. Ces peuples mécontents, ayant rencontré, en 1678, dans le comte Emmeric de Tœckely, un commandant plein de résolution, se soulevèrent en masse, et firent aussitôt alliance avec les Turcs. Le guerrier et ambitieux grand-visir Kara-Mustapha se disposa donc à entrer en campagne à la tête d'une armée plus forte que toutes celles que les Turcs avaient mises sur pied depuis la prise de Constantinople. Heureusement pour l'empereur qu'il avait sur les frontières de la Pologne un allié plein de courage, le roi Jean Sobieski, et qu'il trouva les princes allemands fidèles et prompts, dans cette occasion, contre leur coutume, à lui envoyer des secours. Il rencontra en outre, dans le duc Charles de Lorraine, un général habile pour conduire son armée.

Cependant arriva le printemps de l'année 1683 avant que les préparatifs ne fussent achevés; tandis que les Turcs, qui n'avaient pas coutume de se mettre en campagne avant l'été, étaient partis cette année avant la fin de l'hiver, et le 12 juin ils traversaient le pont d'Esseck. On se hâta de passer en revue à Presbourg l'armée allemande et impériale, que l'on trouva de vingt-deux mille hommes de pied et onze mille chevaux; mais les Turcs comptaient plus de deux cent mille hommes, qui, sans s'arrêter à assiéger des villes en Hongrie, comme on avait espéré, marchèrent droit sur Vienne. La consternation et la confusion régnaient dans la ville; l'empereur, avec sa cour, s'était enfui à Linz. Beaucoup d'habitants l'avaient suivi; mais les autres, quand le premier moment de terreur fut passé, s'armèrent pour la défense; et la lenteur des Turcs, qui s'amusèrent à piller les lieux et les châteaux environnants, permit au duc de Lorraine de jeter douze mille hommes de garnison dans la ville; alors, comme il ne pouvait avec sa petite troupe se porter à la rencontre de l'armée turque pour lui barrer le passage, il se tint à l'écart et attendit le roi de Pologne.

Le comte Rudiger de Stahrenberg fut nommé commandant de la place par le conseil de guerre, et il se montra aussi hardi qu'actif à faire tout ce qu'il crut possible pour sa défense. Tout homme qui pouvait travailler ou porter les armes prêta son secours. Le 14 juin, le visir parut avec son innombrable armée devant les murailles: elle couvrait le pays tout autour à six lieues de distance. Deux jours après, il ouvrit la tranchée; bientôt l'artillerie frappa les murs pour faire brèche; on s'efforçait surtout de creuser des mines, pour faire sauter en l'air des bastions ou des quartiers de murailles, afin de pouvoir se précipiter ensuite dans cette ville, où les Turcs espéraient trouver un si grand butin. Mais les défenseurs tinrent ferme, et réparaient dans la nuit ce qui avait été renversé. Chaque pas de terrain n'était obtenu qu'après une longue lutte, où l'on voyait une égale opiniâtreté pour la défense et pour l'attaque. Le lieu le plus chaud du combat était au bastion *Label*, autour duquel il n'y avait pas de motte de terre qui n'ait été arrosée de sang ami ou ennemi. Cependant les Turcs gagnèrent peu à peu quelques pas; à la fin d'août, ils étaient logés dans les fossés de la ville, et, le 4 septembre, ils firent sauter une mine sous le bastion le *Bourg* : la moitié de la ville en fut ébranlée, et le bastion fut fendu dans une largeur de plus de cinq toises; la brèche était assez large pour livrer un assaut, mais l'ennemi fut repoussé. Le lendemain il revint avec un nouveau courage; la valeur des assiégés l'arrêta encore. Le 10 septembre, une dernière mine sauta sous le même bastion, et la brèche fut si grande, qu'un bataillon pouvait y entrer de front. Le danger était extrême; la garnison était tout épuisée par les combats, les maladies et les travaux de tous les jours; le duc de Stahrenberg avait envoyé courrier sur courrier au duc de Lorraine. Enfin, le 11, quand toute la ville était dans la stupeur et dans l'attente d'un assaut, elle s'aperçut, au mouve-

ment qui se fit remarquer dans le camp ennemi, que le secours était proche. A cinq heures du soir l'armée chrétienne était sur la montagne de Kalen, et elle fit connaître sa présence par une salve d'artillerie. Le prince Jean Sobieski était arrivé à la tête d'une vaillante armée : les électeurs de Saxe et de Bavière, le prince de Waldeck avec les troupes du cercle de Franconie, le duc de Saxe-Lauenbourg, le margrave de Bade et de Baireuth, le landgrave de Hesse, les princes d'Anhalt, et quantité d'autres princes et seigneurs allemands, avaient amené avec eux des troupes fraîches. Alors Charles de Lorraine put oser marcher contre l'ennemi, quoiqu'il n'eût encore que quarante-six mille hommes.

Le 12 septembre au matin, l'armée chrétienne descendit de la montagne de Kalen en ordre de bataille. Le village de Naussdorf, situé sur le Danube, fut attaqué par les troupes impériales et les Saxons qui occupaient l'aile gauche, et emporté après une opiniâtre résistance. Cependant, sur le midi, le roi de Pologne étant descendu dans la plaine avec l'aile droite, attaque les innombrables escadrons de cavalerie turque à la tête de sa cavalerie polonaise ; il se jette au milieu de l'ennemi avec toute la fureur d'un ouragan, et répand la confusion dans leurs rangs ; mais son courage l'emporte trop loin, il est entouré avec les siens, et va peut-être être accablé par le nombre. Alors il crie au secours ; les cavaliers allemands qui l'avaient suivi arrivent au galop sur l'ennemi, délivrent le roi, et bientôt les Turcs sont mis en fuite de tous côtés.

Mais tous ces combats ne devaient être que des avant-scènes de la grande bataille qui devait décider du sort de la guerre ; car on voyait toujours le camp des Turcs, qui s'étendait à perte de vue, couvert de milliers de tentes, et leur artillerie tirait toujours sur la ville. Le général en chef tenait un conseil de guerre pour savoir s'il devait livrer la bataille le jour même, ou attendre au lendemain pour laisser à ses troupes le temps de se reposer, quand on vint lui annoncer que l'ennemi semblait être en pleine fuite ; et c'était la réalité. Une terreur panique les avait pris ; ils fuyaient en désordre, abandonnant leur camp et leurs bagages : bientôt même ceux qui attaquaient la ville furent entraînés dans la fuite avec toute l'armée.

Le butin trouvé dans le camp fut immense. On l'élève à quinze millions, et la seule tente du visir à quatre cent mille écus. On trouva aussi dans la cassette de la guerre deux millions. Le roi de Pologne reçut pour sa part quatre millions de florins ; et, dans une lettre à sa femme où il lui parle de cela et du bonheur d'avoir délivré Vienne, il s'exprime ainsi : « Tout le camp ennemi avec toute son artillerie et toutes ses énormes richesses est tombé dans nos mains. Nous chassons devant nous une armée de chameaux, de mulets et de Turcs prisonniers ; je suis devenu l'héritier du grand-visir. L'étendard qu'il avait coutume de faire porter devant lui, et la bannière de Mahomet, dont le sultan avait honoré cette campagne, les tentes, les chariots, les bagages, dans tout j'ai une part ; on a pris des cuisiniers dont quelques-uns valent à eux seuls des millions d'écus. Quant à ce qui appartient aux divers objets de luxe et d'agrément trouvés dans sa tente, comme sont, entre autres choses extraordinaires, ses bains, ses jardins, ses fontaines d'eau jaillissante, et toute espèce d'animaux rares, il serait trop long d'en donner la description. — J'étais ce matin dans la ville, et j'ai trouvé qu'elle n'aurait pu tenir cinq jours de plus. — Jamais il n'a été possible à des yeux d'homme de voir un si grand bouleversement fait en si peu de temps, que celui des tas de pierres et de rochers lancés dans l'air en éclats par la mine. — J'ai eu longtemps à combattre avec le visir jusqu'à ce que l'aile gauche vînt à mon secours. Mais, après la bataille, je me suis vu entouré de l'électeur de Bavière, du prince de Waldeck et de beaucoup d'autres princes qui m'embrassaient et me baisaient. Les généraux me portaient par les mains et par les pieds, et les colonels, à la tête de leurs régiments, à pied comme à cheval, me saluaient en criant : Vive notre brave roi !..

» Aujourd'hui, l'électeur de Saxe, le duc de Lorraine, enfin le commandant de Vienne, comte de Stahrenberg, et quantité de peuple de toute classe, sont venus au-devant de moi ; chacun me serrait sur son cœur, me baisait, m'appelait son sauveur, et au milieu de la rue s'est élevé un houra de vive le roi ! Après dîner, lorsque je rentrais à cheval au camp, je fus accompagné jusqu'aux portes par tout le peuple, qui levait les mains au ciel. Gloire, honneur et reconnaissance éternelle au Très-

Haut, qui nous a envoyé une si belle victoire ! »

Les Autrichiens avaient tout lieu d'être reconnaissants; car, si ce redoutable ennemi ne violait pas et ne massacrait pas tout, comme dans ses autres guerres, du moins il entraînait tout le monde comme esclave. On a calculé qu'il avait enlevé à l'Autriche quatre-vingt-sept mille personnes, dont cinquante mille enfants et vingt-six mille femmes et filles, et, parmi ces dernières, seulement deux cent quatre comtesses ou autres femmes nobles.

Toute l'Europe prit grand intérêt à la délivrance de Vienne, excepté Louis XIV, qui en fut très-consterné, et à qui aucun de ses ministres n'osait annoncer cette nouvelle. Des écrivains très-dignes de foi prétendent que l'on trouva dans la tente du grand-visir une lettre du roi où il donnait le plan du siége tout entier.

La guerre avec les Turcs dura quinze ans, avec quelques interruptions, et finit heureusement pour les armes impériales; ils perdirent depuis lors cette auréole d'épouvante et de gloire militaire qui les précédait partout. Dans l'année 1687, le duc de Lorraine et le prince Eugène de Savoie, plus tard si fameux, leur firent essuyer une défaite complète à Mohacz.

La victoire eut pour résultat de ramener la Hongrie sous la puissance de la maison impériale; elle rendit même cette dignité héréditaire, au lieu qu'elle n'était auparavant qu'élective. Un armistice fut signé avec les Turcs pour vingt-cinq ans à Carlowitz, après la grande victoire du prince Eugène à Zeutha, 1697.

Nouvelle guerre avec la France, 1688-1697. — Le temps que l'Autriche mettait à repousser ce redoutable adversaire au sud-est, Louis XIV l'employait à rassembler de nouvelles forces pour la guerre, car ses usurpations ne l'avaient pas encore rassasié; et, quand il en jugea le moment opportun, il eut recours à d'insignifiantes chicanes au sujet de l'héritage du prince électeur Charles, palatin, et de la succession à l'électorat de Cologne, après la mort de Maximilien-Henri, sous prétexte qu'il était garant de la constitution d'Allemagne, pour signifier à l'empereur une nouvelle déclaration de guerre, 1688. Avant même qu'elle ne fût connue, ses armées entrèrent dans les Pays-Bas et recommencèrent de nouvelles dévastations. Au bruit du danger, tout le nord de l'Allemagne, Saxons, Hanovriens, Hessois, se hâtèrent d'envoyer sur le Rhin de nombreuses armées pour le défendre; et ce zèle était d'autant plus louable, que la diète était encore à délibérer à Ratisbonne s'il y aurait guerre. Pourtant elle se prononça plus énergiquement qu'auparavant; elle décida la guerre déclarée pour l'Allemagne; le ban de l'empire fut proclamé, et personne ne pouvait plus rester neutre; l'empereur ajouta même à la publication « que le royaume de France n'était pas considéré simplement comme l'ennemi de l'empire, mais comme celui de la chrétienté, et était mis sur le même rang que les Turcs. »

La prépondérance de la France et son mépris pour la paix de Nimègue indisposèrent contre elle le reste de l'Europe; bientôt l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, et plus tard la Savoie, prirent part à la guerre; et le nouveau roi d'Angleterre, Guillaume III, aussi stathouder des Pays-Bas, dans sa déclaration de guerre, appelait Louis XIV « le perturbateur de la paix et un ennemi commun pour la chrétienté. »

L'Allemagne fut encore alors la triste victime du barbare moyen inventé par Louvois pour conserver à la France l'avantage de la guerre contre tant d'ennemis; les bords fleuris du Rhin furent changés en de vastes déserts, et l'imagination recule devant une pareille dévastation. Dès le mois de janvier 1689, la cavalerie du général Mélac, nommément, parcourut tous les environs de Heidelberg, incendia les villes de Rohrbach, Russlock, Wisloch, Kircheim, Eppenheim, Nekachausen et beaucoup d'autres; en vain les malheureux habitants se jetaient-ils aux pieds des vainqueurs en demandant grâce, ils n'en étaient pas moins dépouillés et chassés dans les campagnes couvertes de neige, où un grand nombre moururent de froid. On mit le feu aux quatre coins de Heidelberg.

Le même sort attendait Manheim, Offenbourg, Kreuznach, Oppenheim, Bruchsal, Frankenthal, Baden, Rastadt, et beaucoup d'autres villes plus petites et villages; et les habitants, pillés et maltraités, ne pouvaient obtenir la permission de se retirer en Allemagne, où ils espéraient trouver quelque protection; mais ils étaient obligés de rentrer sur le territoire français.

Deux villes impériales, Spire et Worms, qui avaient appartenu à l'ancienne Allemagne,

furent tourmentées pendant plusieurs mois et de propos délibéré. Après des exactions sans nombre, les citoyens ayant tout souffert, tout sacrifié pendant sept mois, et croyant leurs villes du moins sauvées, reçurent la notification que les intérêts du roi exigeaient que les villes de Worms et de Spire disparussent de la terre; et leurs pauvres habitants, dépouillés de tout, se virent contraints de quitter leurs villes pour aller, comme des mendiants, demander un asile dans les villes françaises les plus proches. Worms et Spire furent livrés aux flammes et réduits en un monceau de cendres et de décombres. L'amour de l'argent porta même, en cette occasion, à violer les tombeaux des anciens empereurs saliens dans la cathédrale de Spire; on prit quelques bières en argent qui s'y trouvaient, et l'on dispersa sur la terre ces cendres sacrées. Comme on demandait au jeune duc de Créqui, qui commandait cette expédition, pourquoi il usait d'une telle rigueur envers Spire, il répondit : « C'est la volonté du roi; » et il montra un plan sur lequel plus de deux cents villes et villages étaient condamnés au feu. Or, de pareilles cruautés étaient exercées par un peuple qui se donnait pour le plus civilisé du monde, justement à l'époque qu'il appelle son âge d'or, et étaient ordonnées par un roi qui avait la prétention de protéger les arts et les sciences, quelque part que ce fût. Car, avant de déployer cette activité de conquêtes, il avait envoyé des cadeaux à soixante savants étrangers, accompagnés de cette lettre de son ministre Colbert : « Quoique le roi ne soit pas votre maître, il veut être votre bienfaiteur, et vous envoie cette lettre comme une preuve de son estime. » Quelque efficace qu'eût été cette conduite pour lui faire des partisans parmi les hommes les plus distingués des autres nations, alors personne n'osa plus ajouter foi à la droiture de ses intentions; et les vœux qu'on avait faits au commencement pour le succès de ses armes se changèrent en malédictions et imprécations contre le peuple et contre le roi.

Cette mauvaise disposition des esprits et les talents remarquables du vieux duc de Lorraine rendirent les commencements de cette guerre assez heureux aux armes allemandes, et plusieurs villes fortes sur le Rhin furent reprises aux Français. Mais, après la mort du duc, quand le zèle du premier moment se fut refroidi, les avantages revinrent à cet ennemi toujours actif; depuis surtout que le grand général français, le maréchal de Luxembourg, eut remporté sur l'armée allemande une victoire complète à Fleurus, 1690. Cependant, en 1693, un nouveau général allemand, formé à l'école du duc de Lorraine, le prince Louis de Bade, sembla ramener en quelque sorte l'équilibre par sa sage défense des rives du Néker; il prit à Heilbronn, avec sa petite armée, une position si avantageuse, que l'ennemi n'osait plus rentrer en Souabe.

Paix de Riswick, 1697. — Toutes les nations belligérantes, enfin fatiguées, se rassemblèrent en congrès à Riswick, petit village avec un château, près de la Haye en Hollande, pour y traiter de la paix. Cette fois Louis XIV désirait visiblement la paix pour se préparer à une nouvelle guerre qu'il voyait très-prochaine. On s'attendait à la mort de Charles II, roi d'Espagne; et comme il n'avait point d'enfants, Louis voulait obtenir cette couronne pour son propre fils. Il fit beaucoup d'offres de cessions, et entre autres celle de l'importante citadelle de Strasbourg. Mais à peine les conférences furent-elles entamées, qu'avec son ancienne adresse il sut séparer les nations unies en concédant de grands avantages à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Espagne, qui firent bientôt la paix pour elles-mêmes, et laissèrent l'empereur et l'empire seuls. Alors ses envoyés reprirent leur ton de maîtres.

Quand il fut question des compensations pour les épouvantables malheurs de la guerre dont les Français avaient été cause, et quand on demanda pour les pertes faites à Worms et Spire neuf millions de florins; pour le duché de Bade, huit millions, et pour le Wurtemberg, dix millions, ils répondirent d'un ton railleur : que la guerre entraîne nécessairement des pertes avec elle; que si l'on voulait absolument une indemnité, il fallait conduire une armée en France pour piller et faire du butin. Du reste, ils promirent de rendre les places conquises, Fribourg, Brissac et Philisbourg, et toutes les réunions faites par les quatre chambres, excepté celles qui sont en Alsace.

Quand on croyait tout arrangé, la veille de la signature de la paix, les envoyés français apportèrent une condition dont ils exigeaient l'acceptation, savoir : que, dans les lieux avant réunis à la France et que l'on venait de rendre,

la religion catholique restât sur le pied où elle se trouvait; c'est-à-dire qu'il fallait conserver le culte catholique dans 1,922 villes ou villages allemands qui étaient protestants avant l'occupation, et dans lesquels le culte catholique avait été introduit par la violence. Les envoyés protestants de l'Allemagne s'opposèrent de toutes leurs forces à cette clause; mais leurs représentations ne furent point écoutées, et la paix fut signée. Le pire de tout cela, et c'était le principal but de Louis, c'est que les protestants crurent l'empereur le promoteur secret de cette clause de Riswick, et de là prirent un nouveau sujet de mécontentement contre l'empire. Et dans le fait les envoyés impériaux n'avaient pas fait ce qu'il était possible de faire contradictoirement au projet de la France.

Formation des maisons royales en Allemagne. — Une autre cause de division en Allemagne, dans ce temps, fut l'érection d'une nouvelle dignité électorale pour la maison de Hanovre ou de Brunswick-Lunebourg. Cette maison avait rendu d'importants services à l'empereur dans ses guerres contre les Turcs et contre la France; Léopold, voulant donc l'en récompenser, n'était pas éloigné de lui donner la dignité électorale, et la plupart des autres électeurs, même catholiques, quoiqu'il dût entrer par là une voix protestante de plus dans le collége électoral, se rapprochèrent peu à peu de cet avis, qui paraissait d'ailleurs d'autant plus juste que par le changement de religion survenu dans la maison palatine les protestants y avaient perdu une voix. Mais les princes, surtout celui de Brunswick-Wolfenbuttel, s'opposèrent avec vigueur à l'élévation d'un de leurs membres, parce qu'elle leur enlevait une voix importante; aussi, lorsque l'empereur voulut donner l'investiture au nouveau prince électeur, Ernest-Auguste de Hanovre, il y eut une telle opposition dans le conseil des princes, qu'il parut prudent de ne laisser prendre pour le moment au Hanovre aucune place dans le conseil électoral. Le nouvel électorat était assez considérable; car George-Guillaume de Lunebourg avait cédé à son frère cadet, Ernest-Auguste, son duché, si bien qu'alors Lunebourg, Halenberg et Grubenhagen, avec les comtés de Hoya et de Diepholz, lui faisaient un ensemble qui composait une des plus grandes seigneuries d'Allemagne. Le nouvel électeur fut aussi nommé grand gonfalonier de l'empire; mais il fut obligé de promettre sa voix dans toutes les élections à la maison d'Autriche, et de plus la liberté du culte catholique dans ses États. Quand il mourut, en 1698, ceux des électeurs qui n'avaient pas encore donné leur consentement à son érection l'accordèrent à son fils George-Louis; mais le collége des princes protesta de nouveau, et ce ne fut que plus tard, en 1705, que l'on put obtenir sa reconnaissance.

Dans l'an 1696, une maison princière d'Allemagne fut aussi élevée sur un trône; le prince électeur Frédéric-Auguste de Saxe, après la mort du brave Sobieski, fut élu roi de Pologne et reçut le nom d'Auguste Ier. Seulement il lui fallut changer sa croyance et entrer dans l'Église catholique, sans qu'il y eût d'ailleurs aucun changement dans la Saxe relativement à ses institutions religieuses.

C'était un temps d'effervescence parmi les princes, et ces exemples en entraînèrent plusieurs à de nouvelles tentatives : un prince d'Orange était devenu roi d'Angleterre; l'électeur de Saxe, roi de Pologne; l'électeur de Brandebourg, qui avait un duché en Prusse, voulut aussi lui prendre le titre de roi. Son domaine était petit; mais Frédéric aimait pardessus tout l'éclat et une grande représentation. Il se fit publiquement proclamer roi à Kœnigsberg le 17 janvier 1701, prit le jour suivant la couronne en toute liberté, la donna à sa femme, et se fit appeler roi sous le nom de Frédéric Ier.

Le moment était favorable pour une élévation usurpée, car en tout autre temps de nombreuses oppositions se seraient élevées; mais la guerre de la succession d'Espagne venait de se déclarer, et les puissances engagées s'empressaient de se faire des alliés. L'empereur Léopold reconnut le nouveau roi de Prusse, et reçut en retour, d'abord des secours dans la guerre, et de plus la promesse de perpétuer la dignité impériale dans la maison d'Autriche. Bientôt la Suède, l'Angleterre, la Hollande, la Pologne, le Danemark et la Russie en firent autant. Mais la France et l'Espagne, parce que leurs adversaires l'avaient reconnu pour roi, ainsi que le pape, tardèrent à donner leur reconnaissance jusqu'à la paix d'Utrecht.

Guerre de la succession d'Espagne, 1701-1714.—C'est comme une malédiction que dans notre histoire, depuis la guerre de trente ans,

il faille voir toujours notre pays entrer dans toutes les dissensions des autres peuples de l'Europe, y fussions-nous d'ailleurs étrangers, et qu'il ait été le plus souvent le théâtre où les autres peuples vinrent exercer leurs fureurs de guerre. C'est pour cela que les plaines de la Saxe, de la Souabe, de la Bavière, sont marquées d'un si grand nombre de batailles; c'est pour cela que les bords de l'Elbe, de la Saal, de l'Elster, comme du Danube, du Lech, de l'Inn et du Necker, ont eu tant à souffrir des oppressions et des dévastations de la guerre.

Il fallut encore que l'ébranlement donné à la moitié sud de l'Europe, au commencement du dix-huitième siècle, se communiquât à notre pays, et que la querelle se vidât dans les champs de l'Allemagne; ce fut la mort de Charles II qui en donna l'occasion.

Deux maisons royales se partageaient alors la plus grande partie de l'Europe : la maison d'Autriche et celle de Bourbon. La première se subdivisait en deux branches, celle d'Autriche proprement dite et la branche d'Espagne, et le moment était venu où les deux branches allaient de nouveau se confondre sur un seul trône. Cependant Louis XIV avait épousé la fille aînée du défunt roi d'Espagne; mais la jeune princesse, en contractant cette alliance, avait publiquement renoncé à ses droits sur l'Espagne. La deuxième fille était mariée à l'empereur Léopold, et celle-ci n'avait fait aucune renonciation; par conséquent ses enfants étaient les héritiers les plus proches; car leur sœur, qui avait épousé l'électeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel, avait dû, avant le mariage, renoncer à la succession d'Espagne, quel que fût le cas qui se présentât. Mais la France et la Bavière soutenaient que les renonciations étaient sans valeur, parce que si les princesses pouvaient renoncer pour elles-mêmes, elles ne le pouvaient pas faire pour leurs descendants. Toutes ces puissances s'efforçaient donc d'engager le roi à faire son testament, chacune en sa faveur; mais Charles, voulant conserver à l'Espagne son indépendance, nomma pour son héritier le principe électeur de Bavière, Joseph-Ferdinand. Malheureusement ce jeune homme mourut avant le roi, en 1699. Les contestations s'élevèrent donc de nouveau entre les deux maisons d'Autriche et de Bourbon.

Léopold l'eût facilement emporté s'il avait eu à Madrid un envoyé plus adroit, ou s'il avait eu lui-même plus de fermeté; car la reine et l'homme le plus influent de la cour, le cardinal Portocarero, archevêque de Tolède, penchaient pour l'Autriche. Mais l'envoyé de Léopold, le comte de Harrach, homme plein d'orgueil et de causticité et peu courtisan, ne pouvait tenir devant l'habileté de l'ambassadeur de France, le marquis de Harcourt. Celui-ci parvint à gagner les grands d'Espagne les uns après les autres, et même le cardinal; puis, par le cardinal, le roi. Il fit un testament secret; de sorte qu'à sa mort, le 1er novembre 1700, on trouva qu'il avait nommé le petit-fils de Louis XIV, le duc Philippe d'Anjou, comme héritier de la couronne d'Espagne.

L'empereur fut irrité de ce coup inattendu au delà de toute expression, d'autant plus qu'il avait une grosse faute à se reprocher; car longtemps avant il avait été pressé avec instance par la cour d'Espagne d'y envoyer son fils l'archiduc Charles avec une petite armée; et, comme la guerre avec la France durait encore, il avait différé par irrésolution.

Louis XIV savait bien que, malgré le testament de Charles II, son petit-fils ne prendrait point possession de l'Espagne sans qu'il y eût des guerres; car l'Autriche était trop durement blessée, et les autres États d'Europe voyaient avec trop de peine la prépondérance de la maison de Bourbon. Guillaume III, roi d'Angleterre et stathouder des Pays-Bas, qui s'arrogeait le droit d'être le conservateur de l'équilibre européen, et à cause de cela était depuis longtemps l'ennemi de Louis XIV, prince d'ailleurs plein de prudence et d'activité, fit alliance avec l'Autriche au nom de ses deux États; et cette alliance était d'autant plus terrible, que l'Angleterre et la Hollande étaient les deux plus riches États et les deux plus puissants sur mer. C'est pourquoi Louis hésita quelque temps à recevoir le testament du roi d'Espagne. Il rassembla son conseil d'Etat, et ce ne fut qu'après avoir reçu son approbation qu'il prit enfin son parti. Il fit proclamer son petit-fils roi d'Espagne et des deux Indes, au milieu d'une brillante assemblée de sa cour. Quand il sortit de son cabinet, amenant son petit-fils par la main, il dit, suivant l'expression d'un écrivain français, avec l'autorité d'un roi de l'Univers : « Messieurs, voilà le roi d'Espagne. La nature l'a créé pour l'être; le défunt roi l'a nommé, le peuple le désire, et moi j'y consens. »

Ce fut en Europe le signal d'une nouvelle et sanglante lutte.

Malheureusement l'Allemagne était divisée : la Prusse, le Hanovre, le Palatinat et bien d'autres, se déclarèrent dès le principe pour l'empereur; tandis que l'électeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel, en même temps gouverneur des Pays-Bas espagnols, était pour la France. Louis, en considération de ses prétentions à la succession d'Espagne, lui avait promis en secret les Pays-Bas, s'il voulait se déclarer bien positivement pour lui. Son frère, l'électeur de Cologne, suivit son exemple, et reçut les troupes françaises dans son pays, « pour le bien et la conservation de la tranquillité de l'empire d'Allemagne, » comme il le publiait dans ses proclamations.

Commencement de la guerre, 1701. *Le prince Eugène.* — L'empereur Léopold se hâta d'envoyer en Italie une armée pour prendre possession des lieux appartenant à l'Espagne, le Milanais et le royaume de Naples, et il en donna le commandement au prince français Eugène de Savoie, un des premiers généraux et des premiers hommes d'Etat de son temps et même de toute l'histoire. Il tenait à la maison de Savoie par une ligne collatérale, et fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique. Mais son génie, qui le portait à l'étude de l'histoire et de ses grandes leçons, le lança dans les affaires, dans un genre de vie où l'homme peut éprouver ses forces, et, s'il est avide de gloire, apercevoir les lauriers qui l'attendent. A peine âgé de vingt ans, il offrit ses services à Louis XIV; mais ce monarque, qui n'en fit pas grand cas à cause de sa petite taille, le renvoya en lui conseillant de rester dans l'état ecclésiastique. Eugène alors se tourna vers l'Autriche, où la guerre des Turcs lui offrait une voie toute frayée; et il s'y distingua si bien, que l'empereur, après la délivrance de Vienne, 1683, où il avait vaillamment combattu, lui donna un régiment de cavalerie à commander. Le duc Charles de Lorraine reconnut dès lors en lui un héros, et annonça à l'avance ce qu'il serait un jour pour la maison d'Autriche. Léopold le nomma feld-maréchal en 1693. Le roi de France alors aurait bien voulu l'attirer à son service. Il lui fit proposer le gouvernement de la Champagne et le bâton de maréchal de France. Eugène répondit aux envoyés : « Dites à votre roi que je suis feld-maréchal de l'empire, et que j'estime autant cette dignité que le bâton de maréchal de France. » — Eugène était grand comme général, puisque son esprit embrassait à la fois les plus grandes affaires avec tous leurs détails, s'occupait d'un plan de bataille et des plus minutieux besoins de son armée, et que son œil d'aigle savait avec la plus grande promptitude saisir le moment favorable ou les fautes de son adversaire. Mais il n'était pas moins grand comme citoyen, puisqu'il préférait de beaucoup les arts de la paix à une brillante réputation que la guerre seule peut donner, et qu'il était si modeste qu'il se faisait l'égal de tout le monde; volontiers même il se mettait au-dessous, s'il le fallait. — Eugène était petit; et si vous l'eussiez rencontré enveloppé dans son manteau, se promenant dans les rues du camp, vous auriez eu bien de la peine à reconnaître en lui le héros qu'admirait le monde; à moins que son œil de feu n'eût brillé à travers l'obscurité.

Au mois de mars 1701, Eugène passa en Italie avec une armée impériale et dix mille hommes auxiliaires, tant Prussiens que Hanovriens. Les troupes se réunirent à Rovérédo pour gravir les montagnes. Mais, de l'autre côté, tous les passages étaient occupés par les Français, et il semblait impossible de descendre. Cependant le général sut entraîner ses soldats enthousiasmés pour lui, leur fit parcourir la distance de six milles (environ dix lieues) à travers les rochers et les précipices; et, avant que l'ennemi l'eût pressenti, il avait fait passer son armée par-dessus des montagnes effroyables et se trouvait le long de l'Adige, dans la plaine de Vérone. Par deux victoires, à Carpi et à Chiari, Eugène chassa les Français d'une partie de la haute Italie, et il y prit ses quartiers d'hiver.

L'Angleterre, la Hollande et l'empire d'Allemagne prennent part à la guerre, 1702. — *Marlborough.* — Dès l'automne de 1701 fut signée l'alliance entre l'Angleterre, les Etats-Généraux et l'empereur. Les puissances maritimes stipulèrent que leurs conquêtes dans les Indes espagnoles deviendraient leur propriété, et promirent à l'empereur, par compensation, de l'aider à conquérir les Pays-Bas espagnols, Milan, Naples et la Sicile. Le peuple anglais n'aurait pas pris une part si active à la guerre, si Louis n'avait eu la folle imprudence de le molester. L'Angleterre venait de chasser du

trône la maison des Stuarts, à cause de son zèle pour la religion catholique, et l'avait donné à Guillaume d'Orange. Louis reçut les Stuarts exilés, les protégea, et, en 1701, à la mort de Jacques II (qui mourut à Saint-Germain), il reconnut son fils Jacques III comme roi de la Grande-Bretagne ; le bruit se répandit même que le prince devait effectuer un débarquement en Angleterre à la tête d'une armée française. Une pareille prétention de la part d'un ennemi, de vouloir disposer de son trône, irrita tellement l'Angleterre, que le parlement accorda au roi Guillaume quarante mille hommes, au lieu de dix mille qu'il avait demandés.

Guillaume mit à la tête de son armée le comte qui devint plus tard le duc de Marlborough. Il ne s'était pas trompé dans son choix; Marlborough, qui s'était instruit à l'école de Turenne, ne le cédait à aucun général de son temps. La nature l'avait fait pour commander; grand, beau, vigoureux, il avait une contenance si imposante et un esprit si supérieur, que les plus superbes s'humiliaient malgré eux devant lui. Quant aux qualités personnelles il était bien au-dessous d'Eugène ; il n'avait pas sa bonne foi, son âme noble qui prisait plus les grandes pensées et les grands projets que son propre intérêt; aussi a-t-il été accusé d'avoir trop cherché à faire du lucre.

Marlborough passa dans les Pays-Bas en 1702, pour prendre le commandement de l'armée hollandaise et anglaise, dont le but immédiat était de forcer les Français d'évacuer le duché de Cologne. Ce fut dans le même mois que mourut le roi Guillaume ; mais, comme la reine Anne, qui lui succéda, suivit fidèlement les mêmes plans, la guerre continua sans aucun changement.

L'empire germanique crut qu'il ne pouvait différer à prendre part à cette guerre de vengeance contre son ennemi acharné, quand un étranger était si prononcé. Sa déclaration de guerre suivit donc, le 6 octobre 1702, et à la fin de cette déclaration on lisait : « La France n'a rien négligé de tous les moyens propres à humilier et accabler entièrement la nation allemande, afin d'obtenir d'autant plus facilement la souveraineté universelle qu'elle poursuit depuis longtemps avec tant de zèle. » La conduite de l'électeur de Bavière exigeait d'ailleurs une détermination de la part des autres membres de l'empire; car, comme il tenait fortement pour la France, il avait réuni une force militaire imposante, et le 3 septembre il était tombé tout d'un coup sur Ulm, ville libre de l'empire, et en avait pris possession. Cet acte dut mécontenter les autres États.

Les ducs de Brunswick eux-mêmes, toujours en mauvaises dispositions pour l'électeur de Hanovre, étaient allés jusqu'à faire des levées d'hommes pour la France; et, n'ayant pas voulu profiter des avertissements de toute espèce qui leur furent donnés, ils furent désarmés par force, en 1702, par l'électeur de Hanovre, et contraints de se soumettre à la volonté de l'empire et de l'empereur.

Du reste, il n'y eut cette année aucune entreprise remarquable, soit sur le Rhin par le général de l'empire Louis de Bade, soit en Italie par Eugène : il était trop faible pour entreprendre quoi que ce fût, et des deux côtés on ne chercha qu'à s'éprouver les uns les autres par des escarmouches.

Les Bavarois dans le Tyrol, 1703.—L'année suivante fut riche en faits militaires ; Marlborough l'employa à conquérir les places fortes des frontières des Pays-Bas, et prit Bonn, Tongern, Huy, Limbourg et Gueldres.

La fortune ne fut pas aussi favorable dans le sud de l'Allemagne ; là, les Français, commandés par Villars, avaient réussi à passer le Rhin et à faire leur jonction avec le duc de Bavière. Alors ce prince forma le plan d'entrer en Tyrol et de faire la conquête de ce pays si bien situé pour lui. Il s'y porta donc avec seize mille de ses meilleures troupes, tandis que Willars gardait son propre royaume. A la faveur d'un incendie qui eut lieu dans Kufstein, l'électeur s'empara de cette importante forteresse et de plusieurs autres places, entre autres Inspruck, profitant du premier moment d'épouvante. Ensuite les Bavarois voulurent escalader le Brenner pour s'ouvrir un chemin en Italie ; mais là les attendaient les braves Tyroliens, de tout temps si dévoués, corps et biens, pour leur patrie; ils étaient alors renforcés d'un bon nombre de soldats autrichiens commandés par le vaillant Martin Sterzing. Postés sur les rochers escarpés qui bordent les deux côtés du passage, ils lançaient des arbres et des rochers sur les ennemis qui défilaient en bas. Les Bavarois ne purent donc continuer, il fallut reculer. C'est alors qu'un arquebusier tyrolien se

mit en embuscade dans une fondrière, et attendit l'électeur; mais il tua à sa place le comte d'Arco, trompé par son riche habillement. Dans sa retraite l'armée bavaroise eut beaucoup à souffrir, et ce ne fut qu'avec la moitié de ceux qui s'y étaient engagés que l'électeur put, après deux mois, rentrer dans ses Etats.

En compensation, il prit, pendant l'hiver de cette même année, les riches villes d'Augsbourg et de Passau, la principale forteresse d'Autriche; et les Français, de leur côté, avaient pris sur le Rhin les importantes places de Brissac et de Landau.

Bataille de Hochstet, 1704. — Pour réparer de pareilles pertes, les puissances coalisées voulurent remporter des succès plus grands encore, l'année suivante, avec toutes leurs forces réunies, et décidèrent que les trois généraux Marlboroug, Eugène et Louis de Bade feraient ensemble la guerre dans le sud de l'Allemagne. Le général Stahrenberg devait rester en Italie pour la continuer sur le pied de défensive. Les trois généraux se réunirent à Heilbronn, sur le Necker; Marlborough et le margrave de Bade se replièrent vers le Danube, tandis qu'Eugène passait vers le Rhin. Les Bavarois avaient posté une partie de leur armée dans les montagnes de Schellen, près de Donawerth, dans une position avantageuse, d'où ils gênaient beaucoup le passage sur le Danube; mais ils y furent attaqués, et, malgré une vigoureuse résistance, mis en fuite: leur camp tomba au pouvoir de l'ennemi.

Après ce combat, les puissances alliées firent faire des propositions de paix à l'électeur, lui offrant de grands avantages s'il voulait abandonner l'alliance des Français. Il chancelait déjà et était sur le point de signer le traité de réconciliation, quand un courrier lui annonça que le maréchal de Tallard était en route avec une nouvelle armée pour venir à son secours. Le maréchal arriva, mais à sa suite le prince Eugène, qui se réunit à Marlborough. Ces deux grands généraux se débarrassèrent du vieux et intraitable prince de Bade, en l'occupant au siége d'Ingolstadt, pour qu'il ne dérangeât point leurs projets pour la bataille; et le général anglais s'accorda facilement avec le modeste Eugène, qui n'hésita pas à sacrifier sa propre gloire au succès de l'entreprise.

Le 12 août, les deux généraux français et bavarois se trouvèrent en face du village de Hochstet, et le 13 eut lieu la bataille. Les ennemis avaient l'avantage du nombre et de la position, car ils étaient très-bien couverts par un marais. Marlborough, à la tête de l'aile droite, composée d'Anglais et de Hessois, fut opposé aux Français, et Eugène, avec l'aile gauche, aux Bavarois. La bataille fut des plus acharnées, et plusieurs fois les assaillants furent repoussés par le terrible feu de l'artillerie. Enfin le duc profita d'un moment de désordre pour se jeter sur les Français et les mettre en fuite. Alors l'électeur fut obligé de se retirer aussi lui avec ses troupes. Vingt-huit bataillons et douze escadrons français essayèrent cependant de se défendre dans le village de Blenheim, mais ils furent enfermés et forcés de se rendre prisonniers. C'était une grande victoire; vingt mille hommes, Français et Bavarois, étaient restés sur le champ de bataille; quinze mille prisonniers, parmi lesquels le maréchal lui-même, avec ses fils et huit cent dix-huit de ses officiers. Le butin du vainqueur était aussi immense: la cassette de guerre toute pleine, cent dix-sept canons, vingt-quatre obus et trois cents drapeaux, cinq mille voitures, trois mille six cents tentes et deux ponts de bateaux. Depuis ce temps, le nom de Marlborough fut célébré dans toutes les chansons d'Allemagne, et l'empereur le nomma prince de l'empire.

L'électeur de Bavière se vit forcé de passer le Rhin avec les Français; ses Etats furent occupés par les troupes impériales, et sa femme n'eut pour son entretien que la ville de Munich et son revenu. Telle fut pour ce prince la triste fin de la campagne de 1704.

L'année suivante, 1705, l'empereur Léopold mourut d'une hydropisie de poitrine, peu regretté par ses sujets, parce qu'il n'avait point cette affabilité par laquelle les princes gagnent si facilement les cœurs de ceux qui les entourent. Mais ce qui le rendait surtout insupportable, c'était sa religion étroite, à tel point qu'elle le plaçait tout à fait sous la dépendance de la volonté des ecclésiastiques, et qu'elle dégénérait en intolérance envers ceux qui ne pensaient pas comme lui. Du reste il était très-consciencieux et très-compatissant pour les pauvres; il poussa même jusqu'à la faiblesse cette dernière qualité, et tomba souvent dans de grossiers abus. Léopold n'aurait pas dû naître dans des temps aussi difficiles, et surtout antagoniste d'un Louis XIV. Il eut pour successeur son fils Joseph.

JOSEPH Ier.

(1705.) La mort de Léopold ne causa point de changement dans les affaires générales de l'Europe. Joseph soutint le système que son père avait embrassé. Son esprit était plus vif et plus entreprenant, éloigné des finesses de la politique italienne, plus propre à brusquer les événements qu'à les attendre, consultant ses ministres et agissant par lui-même. Léopold avait préparé l'Allemagne à recevoir les lois que Joseph lui prescrivit.

Prévenu contre la cour de Rome par rapport à certaine partialité qu'on accusait Clément XI de marquer en faveur de Philippe V, l'empereur se brouille totalement avec elle au sujet du droit des premières prières. Le pontife prétendait que ce prince ne pouvait pas l'exercer sans une autorisation préalable du saint-siége, et il appuyait sa prétention de l'exemple de tous les empereurs, depuis Frédéric III, qui, le premier, avait demandé cette faculté, jusqu'à Ferdinand III, qui avait cessé de la requérir lorsque le traité de Westphalie lui eut confirmé solennellement le droit antique des premières prières. Cette querelle n'empêcha pas Joseph Ier d'user de son droit, sans requérir le consentement de Clément XI, et son exemple a été suivi depuis sans beaucoup de difficulté.

La diète avait mis en délibération, après la mort de Léopold, si son activité survivait à l'empereur qui l'avait convoquée. Cette question fut jugée par son successeur. Joseph continua cette assemblée, et confirma le commissariat principal dans ses fonctions.

La noblesse de Westphalie demande la révision de son fameux procès contre les *Erbmænner* ou patrices de Munster, à qui elle contestait la qualité de nobles chapitrables, mais que la chambre impériale leur avait adjugée. Cette affaire bruyante est portée devant la diète, qui nomme des *réviseurs* pour examiner les titres des *Erbmænner*. Les sentiments de ces commissaires ayant été également partagés, le collége des princes et celui des villes reconnaissent de concert la légitimité de l'arrêt de 1685, et opinent que la noblesse de Westphalie devait être déboutée de sa demande; mais le collége électoral s'oppose vivement à cet avis, et insiste sur la nécessité de nommer de nouveaux réviseurs en nombre impair. Cette contrariété de sentiment divisa la diète jusqu'en 1709, que l'empereur ratifia enfin l'avis des électeurs, qui supportaient impatiemment une pluralité formée contre eux par le collége des villes.

Joseph convient secrètement avec les électeurs de la proscription des électeurs de Bavière et de Cologne.

Événements de la guerre. — En Allemagne, le maréchal de Villars occupe le fameux camp de Sirck, et empêche, dans cette position, les alliés d'exécuter leurs desseins sur la Champagne. Le margrave de Bade prend Drusenheim, en Alsace, le 24 septembre, et force les lignes de Haguenau le 28 du même mois. Blocus du Fort-Louis.

Soulèvement des paysans bavarois.—Il aurait pu avoir des suites très-fâcheuses pour la maison d'Autriche, si la France avait été à portée de soutenir cette entreprise; mais, conduite par de simples villageois, elle fut fatale à la Bavière. L'électrice se sauva à Venise; les *princes ses* fils furent conduits à Inspruck; le trésor électoral tomba entre les mains de l'empereur; les paysans rebelles furent taillés en pièces, et la Bavière fut entièrement confisquée par une sentence impériale.

Dans les Pays-Bas, le duc de Marlborough force les lignes du Brabant, et prend Sandvliet le 29 octobre.

En Italie, les Français s'emparent de Nice le 9 avril, de la Verue le 10 avril, de la Mirandole le 11 mai, et de Chivas le 28 juillet. Bataille de Cassano le 16 août. Les deux partis s'en attribuèrent la victoire; mais l'avantage en demeura au duc de Vendôme, qui empêcha le prince Eugène de passer l'Adda.

En Espagne, les Espagnols sont forcés de lever le siége de Gibraltar. L'archiduc Charles fait une descente en Catalogne, où le prince Georges de Hesse-Darmstadt, ancien vice-roi de cette province, et qui commandait les troupes impériales, avait conservé quelques intelligences. Les alliés prennent Gironne le 4 octobre; Barcelone se rend le 29 du même mois, et devient la résidence ordinaire du rival de Philippe V. Ses troupes s'étendent dans le royaume d'Aragon et de Valence. Les Portugais s'emparent de quelques places dans l'Estramadure, et sont repoussés devant Bajados.

Le roi de France envoie le président de

Rouillé avec des propositions de paix à la Haye : elles ne furent pas reçues.

Transaction de Dusseldorff, conclue le 21 novembre, entre le roi de Prusse et l'électeur palatin, par rapport à la constitûtion future de l'Eglise palatine. Elle assura une pleine liberté de conscience aux catholiques, aux calvinistes et aux luthériens. Elle accorda aux protestants des consistoires particuliers, qui furent chargés de la manutention de la discipline des églises et des mariages ; elle confirma aux luthériens tous les biens ecclésiastiques qui leur avaient appartenu en 1624, et partagea ceux que les calvinistes possédaient, entre eux et les catholiques, de manière que ceux-ci en obtinrent deux septièmes.

L'empereur rend aux villes de Landau et de Donawert le rang, la qualité et les prérogatives de villes impériales.

Lettres patentes du 14 novembre, par lesquelles Joseph Ier éleva le duc de Marlborough à la dignité de prince d'empire, et l'investit de la seigneurie de Mindelheim, qui faisait partie de la confiscation de la Bavière. Le nouveau prince de Mindelheim fut admis à voix et séance à la diète le 13 septembre 1706; mais cette principauté et le suffrage y annexé ont été éteints par la paix de Bade.

Le roi Charles XII ne s'occupe, en Pologne, que du soin d'affermir le roi Stanislas sur le trône. Les Russes, quoique battus en deux rencontres, s'emparent de Mittau.

(1706.) Le collége électoral ayant consenti, par une déclaration du 27 novembre de l'année précédente, à la proscription des électeurs de Bavière et de Cologne, la sentence du ban est prononcée contre eux à Vienne le 29 avril, et publiée avec beaucoup de solennité. Les princes d'empire, quoique d'accord avec la cour impériale sur le fond de cette procédure, protestent hautement contre la forme qu'on y avait observée, en consommant la proscription des deux électeurs sans prendre l'avis de leur collége. Ces réclamations pouvaient avoir des suites fâcheuses; mais Joseph calma leur ressentiment par la promesse de faire remettre incessamment sur le tapis le projet de la capitulation perpétuelle.

L'empereur fait transférer à Clagenfurth en Carinthie les quatre fils aînés de l'électeur de Bavière, pour y être élevés sous le nom de comtes de Wittelspach. Il démembre de cet électorat toute l'intendance de Burghausen, pour autant qu'elle est située à la rive droite de la Saltza et de l'Inn, et l'incorpore à la haute Autriche. L'évêque de Passaw eut le comté de Hals, l'évêque d'Augsbourg celui de Schwabeck; les domaines que la maison de Bavière possédait en Souabe furent partagés entre le duc de Wurtemberg et la ville d'Ulm; les ministres de l'empereur furent gratifiés de nombre de seigneuries détachées du domaine de Bavière, et qui furent déclarées immédiates en leur faveur : la Bohême fut arrondie aux dépens du haut Palatinat, et la ville de Nuremberg obtint la forteresse de Rotenberg, après qu'on en eut démoli les fortifications.

Evénements de la guerre. — En Allemagne, le maréchal de Villars fait lever le blocus du Fort-Louis; il prend Haguenau le 11 mai, et force l'armée des Cercles de repasser le Rhin.

Aux Pays-Bas, bataille de Ramilly le 23 mai. L'armée française, commandée par le maréchal de Villeroi et l'électeur de Bavière, fut entièrement défaite par le duc de Marlborough, et abandonna, après cette déroute, les villes de Bruxelles, Malines, Anvers, Ostende, Oudenarde, Dendermonde, Gand, Bruges, Menin, Ath, etc.

En Italie, le duc de Vendôme défait, le 19 avril, à la bataille de Calcinato, le général de Reventlau, qui commandait les troupes impériales pendant l'absence du prince Eugène, et force cette armée de se retirer dans le Trentin. Le maréchal de la Feuillade forme le siége de Turin, dont la prise allait livrer tous les Etats du duc de Savoie et l'Italie entière au pouvoir de la France. Le duc de Vendôme est rappelé pour rétablir, par sa présence, les affaires dans les Pays-Bas : il remet le commandement de l'armée d'Italie au duc d'Orléans. Le prince Eugène, après avoir reçu les renforts qu'on lui envoyait d'Allemagne, traverse, par une marche longue et pénible, toute la Lombardie pour secourir Turin. Il attaque et force les lignes des Français le 7 septembre, et s'empare de leur camp et de tout l'attirail du siége. Le comte de Médavi bat, deux jours après, le prince de Hesse-Cassel à Castiglione : cette victoire complète aurait pu rétablir les affaires de la France dans ce pays-là, mais il n'en était plus temps; l'armée du duc d'Orléans, au lieu de se replier sur Suze, s'était retirée vers Pignerol, et avait abandonné par là toute l'Italie

à la discrétion des généraux impériaux. Ils prennent Pizzighitone le 27 octobre, Tortone le 19 novembre, et Casal le 6 décembre.

En Espagne, le roi Philippe V, renforcé par quelques troupes françaises, assiége Barcelone, que l'archiduc Charles, son compétiteur, défendait en personne. Une flotte anglaise vient au secours de cette place; les escadres de France et d'Espagne, qui la bloquaient du côté de la mer, se retirent; Philippe V se trouve forcé d'abandonner son entreprise, et de se retirer, par la Navarre, jusqu'à Burgos. L'armée alliée, qui avait défendu et secouru Barcelone, s'empare de Carthagène le 13 juin, tandis que le lord Galloway, à la tête des troupes anglaises et portugaises, se rendait maître d'Alcantara, de Salamanque et de Madrid, d'où la reine fut obligée de sortir. L'archiduc y est proclamé roi. C'en était fait, selon toutes les apparences, du roi Philippe V, si Charles se fût hâté de se rendre dans la capitale d'Espagne; mais il perdit un temps précieux à faire un pèlerinage à Notre-Dame de Montferrat pour lui faire hommage de ses succès; il n'en consomma pas moins en discussions touchant l'étiquette militaire qui serait observée entre les troupes de ses alliés et les siennes. Ces délais donnèrent à Philippe V le temps de respirer; il rassemble une armée assez considérable sous Burgos; aidé des lumières du maréchal de Berwick, il coupe les vivres aux troupes alliées qui avaient occupé Madrid, et les force à se replier sur le royaume de Valence pour se rapprocher de l'armée de l'archiduc qui venait enfin à leur secours. Ces armées réunies s'emparent d'Alicante le 8 août: la flotte anglaise se rend maîtresse de l'île d'Ivica le 20 septembre, et de celle de Majorque le 25 du même mois. Les Espagnols reprennent Carthagène le 18 novembre, et Alcantara le 14 décembre.

Le roi de France fait renouveler solennellement, par l'entremise de l'électeur de Bavière, des propositions d'une paix générale : cette démarche fut encore infructueuse.

Mort de Frédéric-Christian de Plettenberg, évêque de Munster. Le chapitre cathédral de cette église se divise à l'occasion de l'élection d'un nouvel évêque. Vingt-un chanoines élisent l'évêque de Paderborn, François-Arnoul de Metternich, malgré l'exclusion formelle que Joseph lui avait donnée, pour favoriser le parti contraire. Celui-ci, qui n'était composé que de seize chanoines, nomme l'évêque d'Osnabruck, Charles-Ignace de Lorraine, frère du duc de Lorraine et cousin germain de l'empereur. Cette double élection semblait devoir produire quelque fâcheux événement, l'empereur ayant soutenu celle de son protégé avec toute la hauteur qui lui était naturelle, tandis que le roi de Prusse et la république des Provinces-Unies se déclaraient, avec la plus grande vivacité, en faveur de son concurrent. Enfin cette discussion fut portée devant le saint-siége; et le pape, après avoir cassé d'autorité apostolique l'une et l'autre élection, nomma le 17 juillet 1707, l'évêque de Paderborn, en *vertu du concordat de 1447*.

Procès fameux entre le landgrave de Hesse-Darmstadt et la noblesse du Val de Buseck, qui prétendait à l'immédiateté. Le conseil aulique casse d'autorité le traité de 1576, moyennant lequel cette noblesse s'était soumise à la maison de Hesse, et la déclare libre et indépendante. Le landgrave prend son recours *à la* diète de l'empire : les deux colléges *supérieurs* reçoivent ses plaintes, et arrêtent des remontrances à l'empereur touchant les procédés de son conseil aulique; mais, le collége des villes s'étant opposé à cette résolution des électeurs et des princes, Joseph se prévaut de cette circonstance, ménagée avec adresse, pour ne pas admettre des remontrances qui lui déplaisaient, et il n'en fut plus question jusqu'après sa mort.

Le roi de Pologne, électeur de Saxe, envoie une armée nouvelle en Pologne. Le général Rhenschild l'attaque, le 13 février, près de Fraustatt, et la détruit entièrement. Charles XII poursuit vivement cette victoire. Il pénètre, à travers la Silésie, en Lusace, et de là jusqu'en Saxe, et force enfin le roi Auguste II à signer à Alt-Ranstalt, le 24 septembre, un traité par lequel il renonçait à la fois à la couronne de Pologne en faveur du roi Stanislas, et à l'alliance de la Russie, et accordait à l'armée suédoise des quartiers d'hiver dans ses Etats héréditaires.

Union des royaumes d'Angleterre et d'Ecosse sous le nom de Grande-Bretagne.

(1707.) La chambre impériale de Wetzlar étant fermée depuis trois ans au grand détriment de la justice, la diète résout d'y envoyer une députation extraordinaire de vingt-six états, pour faire la visite de ce tribunal, et

pour remédier aux abus de toute espèce qui s'y étaient multipliés à l'infini.

Le roi de Suède, quoiqu'il eût pleinement satisfait sa vengeance en consommant la déposition du roi Auguste II, continue son séjour en Saxe avec une armée de 50,000 hommes. Cette position le mettait en état de terminer, soit comme arbitre, soit comme médiateur, la guerre qui divisait le reste de l'Europe. Louis XIV l'en faisait solliciter; mais le duc de Marlborough se rendit en personne auprès de ce prince, et parvint facilement à le détourner de cette idée, dont il était médiocrement affecté. Cependant Charles XII exigea, pour prix de cette complaisance, que l'empereur rétablirait l'exercice de la religion protestante en Silésie sur le pied convenu par le traité de Westphalie, et qu'il accorderait six nouvelles églises en autant d'endroits où il n'avait pas eu lieu jusqu'à présent. Il obtint d'ailleurs la confirmation impériale du pacte de 1647, qui appelait consécutivement six princes de la maison de Holstein-Gottorp au siége de Lubeck, et il se fit dispenser de fournir les contingents de Bremen et de Poméranie à l'armée impériale tant que la guerre touchant la succession d'Espagne durerait. Tous ces articles furent consignés dans un traité conclu à Alt-Ranstalt le 31 août; après quoi Charles XII ramena son armée en Pologne, renonçant à la gloire de donner un roi à l'Espagne, la paix à l'Europe, et la loi aux plus grandes puissances de la terre, pour courir après la satisfaction chimérique de donner un czar à la Russie.

La diète s'occupe laborieusement du projet de former une caisse *militaire* pour subvenir aux besoins de l'armée de l'empire, qui manquait communément des choses les plus nécessaires pour se mettre en campagne; cependant ce projet salutaire ne fut pas agréé.

Erection du comté de Blankenberg, dans le duché de Brunswick, en principauté du Saint-Empire, en faveur de Louis-Rodolphe, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, dont la fille aînée, la princesse Elisabeth-Christine, venait d'être mariée par procuration à l'archiduc Charles. Comme il n'y eut pas moyen d'attacher à cette nouvelle principauté un suffrage particulier à la diète, l'électeur de Hannover eut la complaisance d'abandonner au duc Louis-Rodolphe, pour sa vie durant, l'exercice du suffrage de Grubenhagen.

Le comté de Moers, faisant partie de la succession d'Orange, et qui était échu au roi de Prusse par la transaction provisoire de 1705, est pareillement érigé en principauté par lettres patentes du 16 avril. Le roi demanda incontinent un suffrage particulier pour cette terre, et l'empereur, qui avait les plus grandes obligations à ce prince, recommanda vivement cette proposition aux états; mais, ayant réveillé par cette démarche l'ambition de nombre d'autres électeurs et princes, tant ecclésiastiques que séculiers, qui réclamaient tous, à différents titres, la même prérogative, l'impossibilité de les satisfaire tous fit rejeter la demande du roi de Prusse, conjointement avec les autres prétentions de la même nature.

Événements de la guerre. — En Allemagne, le maréchal de Villars force, le 22 mai, les lignes de Stolhoffen, et bat les troupes de cercle de Franconie à Lorch. Il épuise ensuite la Souabe et la Franconie par d'immenses contributions, jusqu'à ce que l'arrivée de l'électeur de Hanovre, nouveau général de l'armée de l'empire, l'obligeât de repasser en Alsace.

Aux Pays-Bas, la campagne fut défensive de part et d'autre.

En Italie, capitulation du 13 mars, en vertu de laquelle les troupes françaises et espagnoles évacuèrent la Lombardie. Le général Daun s'empare du royaume de Naples, tandis que la grande armée impériale, commandée par le duc de Savoie et le prince Eugène, pénétrait en Provence; elle forme le siége de Toulon le 19 juillet, et le lève après s'y être ruinée; cependant elle reprit Suze le 4 octobre, et Orbitello le 21 décembre. Les troupes impériales épuisent l'État du saint-siége, en y passant et repassant, par des contributions exorbitantes.

En Espagne, bataille d'Almanza le 25 avril. Le maréchal de Berwick y défit entièrement les comtes de Galloway et de Péterborough, qui commandaient l'armée alliée. La conquête des royaumes de Valence et d'Aragon et la prise de Lérida, le 12 novembre, furent les suites de cette victoire, qui affermit inébranlablement le roi Philippe V sur le trône d'Espagne.

Mort de la duchesse de Nemours, dernière héritière de la maison de Longueville, et dernière princesse de Neuchâtel et Valengin. Les états de ces petits pays prononcent entre les différents prétendants à sa succession, et se

soumettent, par un acte du 3 novembre, au roi de Prusse, comme représentant l'ancienne maison de Châlons.

Le prince de Ragoczy se fait proclamer à Onoth prince de Transylvanie, et déclare ensuite, de concert avec les mécontents de Hongrie, le trône de ce royaume vacant.

(1708.) L'électeur palatin est investi, le 23 juillet, du cinquième électorat, du haut Palatinat, de l'office de grand sénéchal, et du vicariat dans les parties du Rhin, de Franconie, de Souabe et de Bavière, tous ces fiefs étant devenus vacants par la proscription de l'électeur de Bavière : par une suite de cet arrangement, la huitième dignité électorale, que le traité de Westphalie avait créée pour la maison palatine, fut supprimée, en conformité des clauses opposées à sa création.

Le 30 novembre suivant, l'empereur cède et confère solennellement au prince de Lamberg le landgraviat princier de Leutchtenberg, qui était aussi retombé à la disposition impériale en vertu de la même proscription.

Fameux arrêt de la diète de Ratisbonne du 30 juin, par lequel les électeurs, les princes et les états consentirent unanimement au rétablissement des électeurs-rois de Bohême dans tous les droits comitiaux et autres dont les rois leurs prédécesseurs avaient joui anciennement, et qui étaient tombés en désuétude depuis plusieurs siècles; soit que ces princes eussent répugné à faire usage d'une faculté qui constatait et fortifiait de plus en plus leur dépendance envers l'empire; soit qu'ils l'eussent perdue par le laps de temps et par négligence de leur part; soit enfin qu'on les en eût privés malgré eux, en vertu d'une interprétation fausse et illégitime des lettres patentes de l'empereur Frédéric II, qui accordaient au roi de Bohême, à titre de grâce et de faveur singulière, une dispense d'assister aux diètes qui ne seraient pas tenues à Bamberg ou à Nuremberg. Quoi qu'il en soit, l'arrêt comitial de 1708 rétablit ces princes dans la jouissance la plus parfaite de tous les droits compétents aux autres électeurs, nommément celui de siéger dans toutes les assemblées générales ou particulières du collége électoral, et de concourir, dans les diètes d'élection, à la confection des capitulations impériales.

Par le même arrêt du 30 juin, le corps germanique donna aussi sa sanction à l'établissement de l'électorat de Hanovre; mais les états catholiques, pour prévenir la prépondérance que les protestants recouvreraient par là dans le collége électoral, si jamais l'électorat palatin passait à un prince de cette religion, firent munir ce consentement de la condition essentielle que, dans le cas prévu, la voix du premier électeur catholique serait comptée pour deux suffrages, dans toutes les délibérations dudit collége. En conséquence de ce double arrêté, les plénipotentiaires de Bohême et de Hanovre furent solennellement introduits, le 12 septembre, dans le collége électoral assemblé à la diète de Ratisbonne. C'est ainsi que l'empereur Joseph Ier, favorisé par les circonstances, profitant habilement de l'enthousiasme des uns, de la situation personnelle des autres, flattant les vues et les affections de tous, parvint, sans peine et sans difficulté, à consommer, en moins de huit jours, trois opérations différentes, dont chacune aurait suffi pour illustrer à jamais son règne.

Election litigieuse d'une abbesse de *Quedlinbourg*. Le chapitre de cette abbaye princière consistait alors en trois personnes. Deux d'entre elles donnèrent leurs suffrages à une princesse de Holstein-Gottorp; la troisième nomma une princesse de Saxe-Meinungen, et le roi de Prusse, en qualité d'avoué héréditaire de l'abbaye, approuva ce dernier choix. Il en résulta des différends fâcheux, qui ne furent terminés qu'en 1710, au moyen d'une nouvelle élection qui tomba unanimement sur la princesse de Holstein.

Lettres patentes portant exclusion de tous les sujets étrangers des commanderies que l'ordre de Saint-Jean dit de Malte possède en Allemagne.

Le roi de Prusse renouvelle son pacte de confraternité et de succession avec le duc de Mecklenbourg, et prend le titre et les armes de ce duché.

Evénements de la guerre. — En Allemagne, on se tient de part et d'autre sur la défensive.

Aux Pays-Bas, les Français surprennent Gand le 5 juillet, et sont battus à Oudenarde le 11 suivant. Siége de Lille; cette place ne se rendit que le 8 décembre, après une défense de près de quatre mois, pendant laquelle un corps de troupes françaises, qui voulait intercepter des convois destinés pour l'armée alliée, et dont l'heureuse arrivée décida du sort de

cette place, fut battu le 28 septembre au combat de Winnetal. L'électeur de Bavière ne fut pas plus heureux au siége de Bruxelles, qu'il entreprit trop tard, pour faire diversion aux alliés. Il fut obligé de le lever le 27 novembre, et le prince Eugène reprit encore Gand le 30 décembre.

En Espagne, le roi Philippe V reprend Tortose le 11 juillet, et Alicante le 5 décembre. Il force l'archiduc Charles à se renfermer dans la ville de Barcelone. Les Anglais prennent le Port-Mahon le 29 septembre.

En Italie, une flotte anglaise s'empare de l'île de Sardaigne.

Le pape, qu'on soupçonnait à Vienne de favoriser le roi Philippe V au préjudice de l'archiduc, fait vainement retentir la cour impériale et l'Europe entière de ses plaintes, tant au sujet des garnisons que les généraux de l'empereur avaient établies dans les États du saint-siége, et des contributions exorbitantes qu'ils y exigeaient, que par rapport aux actes de souveraineté que l'empereur exerçait sur les duchés de Parme et de Plaisance, et à la faveur qu'il accordait aux prétentions que le duc de Modène avait renouvelées sur Comachio. Rebuté par les réponses qu'il recevait de Vienne, et désespéré par les procédés des généraux de l'empereur, qui compassaient leur conduite sur elles, Clément XI entreprend de venger sa cause par les armes spirituelles et temporelles. Il menace Joseph Ier de l'anathème, et lève une armée dont il confie le commandement au célèbre comte de Marsigli. L'empereur envoie dans l'État ecclésiastique un gros corps de troupes protestantes sous les ordres du prince de Hesse-Cassel.

Charles IV, dernier duc de Mantoue, de la maison de Gonzague, meurt le 5 juillet sans laisser de postérité. Cette mort arriva six jours après que l'empereur eut mis ce prince au ban de l'empire, comme coupable de félonie, pour avoir épousé les intérêts de la France et de l'Espagne. Joseph Ier se prévalut de cette circonstance pour s'approprier le duché de Mantoue à double titre, comme tombé en commise et comme ouvert à sa directe. En vain les ducs de Guastalle, agnats innocents du duc Charles IV, et ses héritiers légitimes, réclamèrent contre cette usurpation : ils furent trop heureux d'obtenir les petites principautés de Bozzolo et de Sabionetta; l'empereur garda pour lui le duché de Mantoue, et il conféra le Montferrat au duc de Savoie. Cette dernière investiture est du 7 juillet. Elle comprenait, outre le Montferrat, les villes et les districts d'Alexandrie et de Valence, la Loméline et le Val di Sessia, que Léopold avait assuré au duc de Savoie par le traité de 1703. Cependant ce prince ne fut pas content de son lot. Comme la fortune avait favorisé les alliés fort au delà de leurs premiers désirs, et qu'il avait contribué essentiellement à la fixer de leur côté, Victor-Amédée prétendit partager dans une juste proportion le fruit de leurs succès, et demanda qu'on ajoutât aux cessions que l'empereur venait de lui faire les villes et les districts de Novare et de Vigévano. Mais Joseph Ier était bien éloigné de se prêter à ces demandes; non-seulement il les refusa, mais il décida aussi en même temps, contre le duc de Savoie, la contestation qui s'était élevée entre ce prince et les possesseurs nobles des fiefs des Langhes, qui sont situés dans le Montferrat, entre le Tanaro et l'Orba. Le duc s'en arrogeait la souveraineté, comme étant des dépendances incontestables de ce duché; mais, les possesseurs de ces fiefs ayant représenté et prouvé à l'empereur qu'ils relevaient immédiatement de l'empire, et qu'ils étaient vassaux directs de cette couronne, Joseph Ier les maintint, par un arrêt contradictoire, dans leur liberté et leur indépendance, et cassa les actes passés en faveur du duc de Savoie. Cette décision causa un mécontentement extrême à ce prince. Loin de profiter de la supériorité des forces qu'il avait pour pénétrer dans le Dauphiné, il se contenta de la prise des forts d'Exilles, de la Pérouse et de Fenestrelles.

L'empereur vend au duc de Modène la principauté de la Mirandole, qu'il venait de confisquer sur le prince de ce nom, partisan de la France et de l'Espagne.

Le roi de Suède bat les Russes près d'Holoffin. Reprenant alors sérieusement le projet de détrôner le czar Pierre le Grand sous les murs de Moskow, il passe le Dniéper et traite avec le fameux Mazeppa, hetman des cosaques de l'Ukraine; mais, tandis qu il s'enfonce dans cette province, le czar attaque et défait, près de Lesno, un gros corps de Suédois commandé par le général Lœwenhaupt, que Charles XII avait laissé en arrière pour couvrir ses convois.

(1709.) Le roi de France envoie le président

de Rouillé au Mœrdick, et puis le marquis de Torcy, son ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères, à la Haye, pour y traiter de la paix avec le prince Eugène, le duc de Marlborough, et le grand pensionnaire Heinsius, munis des pleins pouvoirs de l'empereur, de l'Angleterre et des Provinces-Unies. Ces ministres convinrent, le 28 mai, de quarante articles préliminaires qui devaient servir de base au traité définitif qu'on se proposait de négocier deux mois après. Le roi consentait, par ces préliminaires, à reconnaître l'archiduc Charles pour roi légitime de l'Espagne et des Indes; à évacuer les Pays-Bas espagnols; à former aux Hollandais, aux dépens des Pays-Bas français, une barrière des villes d'Ypres, Lille, Tournay, Condé et Maubeuge; à restituer à l'empire Strasbourg, Kehl et Brisach, et à ne conserver le reste de l'Alsace que sur le pied du traité de Westphalie : mais les trois ministres ennemis exigèrent encore que le roi joindrait ses troupes à celles des alliés pour détrôner Philippe V; que les préliminaires seraient exécutés avant que d'entamer les négociations touchant le traité définitif, et qu'il leur serait libre de changer en temps et lieu quelques-uns des articles actuellement convenus. Louis refuse de ratifier ces dernières conditions, qui rendaient en effet ses ennemis maîtres absolus de la frontière du royaume, sans donner à la France la moindre sûreté pour la paix. Les conférences sont rompues; et la diète de Ratisbonne, en faisant des reproches amers aux ministres pacificateurs de ce qu'ils avaient accordé des conditions trop avantageuses à la France, déclare que l'empire ne pourrait pas faire la paix, à moins qu'on ne lui formât une barrière de l'Alsace, de la Franche-Comté et des trois évêchés.

Traité de la Haye, du 29 octobre, entre l'Angleterre et la république des Provinces-Unies. Celle-ci garantit la succession protestante au trône d'Angleterre en faveur de la maison de Hanovre, et la reine Anne s'engagea, en échange, de procurer aux Hollandais une barrière suffisante du côté des Pays-Bas : cette barrière devait consister dans les places de Furnes, Nieuport, Ypres, Menin, Lille, Tournay, Condé, Valenciennes, Maubeuge, Charleroy, Namur, Halle, Damme, Dendermonde, et la citadelle de Gand; et l'on y devait ajouter toutes les places que les alliés enlèveraient encore à la France, avec cette différence toutefois que les conquêtes futures appartiendraient en pleine souveraineté à la république, et que le propriétaire des Pays-Bas espagnols contribuerait annuellement d'un million de florins à l'entretien des garnisons hollandaises dans les villes de simple barrière.

L'affaire de la capitulation perpétuelle est remise en mouvement, à l'occasion des irrégularités que plusieurs états prétendaient avoir été commises dans la proscription du duc de Mantoue. Les deux colléges supérieurs adoptent enfin un projet de conciliation touchant le préambule et la péroraison de cette *capitulation* fondamentale, qui seuls étaient demeurés en suspens en 1671; mais elle ne reçut la sanction solennelle de la diète qu'en 1711.

Événements de la guerre. — En Allemagne, les alliés forment le hardi projet de porter la guerre dans le cœur de la France, par le seul côté qui paraissait être absolument à l'abri de leurs hostilités. L'empereur venait de regagner le duc de Savoie par de nouvelles promesses; ce prince, renforcé par quelques troupes impériales, avait repris une grande partie de la Savoie; il s'était particulièrement emparé d'Annecy, et poussait des détachements jusque dans le Lyonnais, en apparence pour lever des contributions, mais, dans le fond, pour reconnaître et se frayer le chemin vers Lyon. D'un autre côté, des émissaires autrichiens étaient parvenus à former des intelligences dans la Franche-Comté, qui devaient servir à faire soulever cette province. Ces préparatifs étant achevés, l'électeur de Hanovre, qui commandait l'armée impériale sur le Rhin, amuse, par des attaques simulées, le maréchal de Harcourt dans les lignes de Lauterbourg, tandis que le comte de Mercy, à la tête d'un corps de troupes choisies, pénétrait, par des marches forcées à travers le canton de Bâle, dans la haute Alsace, qui était entièrement dégarnie de troupes, et qu'il se retranchait à Rumersheim, près de Neubourg, sur le Rhin, en attendant la jonction du reste de l'armée. Rien n'aurait alors empêché les ennemis de percer, par la Franche-Comté, jusqu'en Bourgogne, et de s'y faire joindre par l'armée du duc de Savoie, qui s'ébranlait déjà pour effectuer cette invasion pernicieuse. La diligence du comte du Bourg, que le maréchal de Harcourt détacha de son armée, sauva l'Alsace, et peut-

être le royaume entier. Il surprit le comte de Mercy dans ses retranchements, et le défit entièrement, le 26 août. Cet échec rompit tous les projets des alliés, et le reste de la campagne ne fut plus marqué par aucun événement considérable.

Aux Pays-Bas, les alliés, commandés par le prince Eugène et le duc de Marlborough, prennent Tournay le 5 septembre. Bataille sanglante de Malplaquet le 11 du même mois : la victoire en demeura aux alliés, mais l'infanterie hollandaise y fut totalement détruite. Ils s'emparent de Mons le 20 octobre.

En Espagne, les Portugais, commandés par le lord Galloway, sont battus, le 7 mai, à Atalaya, dans la campagne de la Gudena, près de Badajoz.

En Italie, le duc de Savoie abandonne de nouveau ce duché, et fait une tentative infructueuse sur les retranchements français, près de Briançon.

L'entrée d'une armée impériale dans les terres du saint-siége, à laquelle les milices papales étaient bien éloignées de pouvoir résister, force Clément XIV à souscrire, le 15 janvier, aux conditions de paix que le marquis de Prié vint lui dicter, à Rome même. Il reconnut l'archiduc Charles pour roi d'Espagne; il renonça à l'alliance de la France, et promit de réformer ses troupes. On remit à discuter, dans des conférences particulières, la mouvance des duchés de Parme et de Plaisance et de la seigneurie de Comachio, cette dernière place devant rester entre les mains de l'empereur jusqu'à la décision entière et parfaite de ce différend; et l'on stipula, pour les troupes impériales, une liberté indéfinie de passer et de repasser par les États du saint-siége.

Le roi de Suède s'opiniâtre au siége de la forteresse de Pultawa, en Ukraine : le czar Pierre, dont le salut dépendait de la conservation de cette place, accourt à son secours; il attaque les Suédois exténués par une longue disette, le 7 juillet, et les défait entièrement. Le roi Charles XII se sauve avec peu de suite, par Oczakow, jusqu'à Bender, et le général Lœwenhaupt est obligé, quatre jours après, de se rendre prisonnier de guerre avec les débris de son armée. Le roi de Danemark et le roi Auguste II, délivrés, par cet événement inopiné, de leur redoutable ennemi, renouvellent leur alliance avec le czar : Auguste II remonte sur le trône de Pologne dès le mois d'août; le roi Stanislas est forcé, le 19 octobre, de se sauver en Poméranie, et le roi de Danemark exécute encore, au mois de novembre, une descente en Scanie, qui était entièrement dépourvue de défenseurs, et s'y empare de la place de Helsingbourg.

Les troupes impériales chassent les mécontents de Hongrie de la plupart des places qu'ils avaient occupées dans ce royaume.

(1710.) L'électeur palatin ayant repris la charge de grand sénéchal avec le cinquième rang dans le collége électoral, la diète ordonne, par un arrêté du 5 avril, que la charge de grand trésorier du Saint-Empire, qui était devenue vacante par cette révolution, serait conférée à l'électeur de Hanovre, qui n'était pas encore pourvu d'un archi-office convenable à sa dignité. Ce prince en fut investi, le 12 du même mois, à Vienne.

Louis XIV demande à reprendre les conférences pour la paix, et nomme le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac pour traiter avec les sieurs Buys et Van-der-Dussen, députés des Etats-Généraux. Les conférences furent ouvertes à Mœrdyck, et continuées à Gertruidenberg, sur les errements du congrès de la Haye. Le roi, adoptant purement et simplement les préliminaires du 28 mai, offrait de fournir aux alliés les fonds nécessaires pour expulser le roi Philippe V de l'Espagne, et pour placer l'archiduc Charles II sur le trône de cette monarchie; mais le triumvirat qui gouvernait la grande alliance, le prince Eugène, le duc de Marlborough, et le grand pensionnaire Heinsius, aussi aveugles dans leur haine contre la France qu'immodérés dans leurs projets, exigèrent alors qu'il se chargeât seul de la peine de détrôner son petit-fils. Cette proposition, dont aucune représentation ne fut capable de les faire désister, fit rompre le congrès.

Événements de la guerre. — En Allemagne, les deux armées restèrent mutuellement sur la défensive.

Aux Pays-Bas, les alliés prennent Douai le 25 juin, Béthune le 29 août, Saint-Venant le 29 septembre, et Aire le 9 novembre.

En Espagne, le roi Philippe V, prêt à écraser le parti de son compétiteur, est battu par les alliés, le 27 juillet, à Almenara, et le 20 août près de Saragosse. L'archiduc, secondé par les généraux Stanhope et Stharenberg, pénètre,

le 23 septembre, jusqu'à Madrid, tandis que Philippe V se réfugiait à Valladolid. Le sort de ce prince paraissait entièrement désespéré; déjà les alliés avaient pris Tolède, et s'étaient avancés jusqu'à Talavera, pour s'y faire joindre par l'armée portugaise, dont la réunion avec les forces de l'archiduc aurait mis fin tout d'un coup à la guerre d'Espagne et au règne de Philippe V; mais le marquis du Bay parvint à empêcher cette jonction funeste, en alarmant les frontières du Portugal avec un corps de cavalerie, et le roi Philippe V trouva dans la fidélité de ses sujets, dans leur haine contre les alliés de l'archiduc, et dans le génie du duc de Vendôme, que Louis XIV lui envoya, des ressources qui renversèrent tous les projets de ses ennemis. Bientôt l'armée alliée souffrit toutes les horreurs de la disette. Le duc de Noailles, qui était entré dans le Lampourdan, se mettant en mesure de lui couper la retraite vers Barcelone, obligea l'archiduc à hâter son retour dans cette place, qui était le siége de toute sa fortune : Philippe V rentra, le 3 décembre, dans Madrid; il força, six jours après, le général Stanhope, dans Brihuéga, et le fit prisonnier avec cinq mille Anglais; il battit le lendemain, près de Villaviciosa, le comte de Stahrenberg, qui était accouru au secours de ce général, et reprit Saragosse et les autres places dont les alliés s'étaient emparés. Toute l'Espagne retourna sous ses lois, et l'archiduc vit de nouveau sa fortune bornée à la possession de Barcelone, de Tarragone et de quelques villes de leur voisinage.

Guerre du Nord.—L'armée danoise, qui avait fait une descente en Scanie, est taillée en pièces par le général Steenbock, à la bataille de Helsingborg, le 28 février. Les Suédois faisant mine de vouloir venger la défaite de Pultawa sur les Danois et sur les Saxons, l'empereur, la reine de la Grande-Bretagne, et la république des Provinces-Unies, formèrent, le 13 mars, le concert de la Haye, pour empêcher que la guerre ne s'étendît en Allemagne : ils s'engagèrent mutuellement de garantir au roi de Danemark la neutralité des duchés de Sleswick et de Holstein, au roi de Pologne celle de la Saxe, et aux Suédois celle des provinces qu'ils possédaient en Allemagne; et ils parvinrent à faire goûter et adopter cette neutralité au czar, aux rois de Pologne, de Danemark et de Prusse, à la diète de Ratisbonne et aux états de Suède. Mais le roi Charles XII, du fond de sa retraite, à Bender, rejeta fièrement cet arrangement; et les alliés de la Haye ayant résolu néanmoins, par une convention ultérieure du 4 août, de former, de concert avec quelques princes d'Allemagne, une armée de 16,000 hommes, pour faire respecter la neutralité proposée, Charles XII protesta si vivement, à Vienne et à Ratisbonne, contre ces mesures, qu'elles furent enfin abandonnées, pour le malheur de ce prince et de sa nation. Les Russes s'emparent de Riga, Reval et Pernau, les seules places qui restaient encore à la Suède en Livonie.

Les mécontents de Hongrie sont battus, le 22 janvier, près de Sadock, et perdent, dans cette campagne, tous les postes qu'ils avaient occupés, à l'exception de la seule ville de Caschau.

(1711.) Les députés des états pour la visite, la réforme et le rétablissement de la chambre impériale, qui s'occupaient assidûment de ce soin depuis 1707, tranchent d'autorité sur les disputes qui avaient occasionné la clôture de ce tribunal. L'assesseur Pyrck est congédié, et les chambres rentrent avec beaucoup de solennité le 28 janvier : cependant la députation des états ne termina ses opérations qu'en 1713.

Au milieu des plus brillants succès, prêt à voir réaliser les projets que l'imagination la plus ardente n'aurait pu concevoir dix ans auparavant, et préparant, dans le secret du cabinet, des fers à l'Allemagne, qui, s'aveuglant sur les suites inévitables de la ruine prochaine de la France, s'occupait uniquement des moyens de la hâter, Joseph Ier meurt, le 17 avril, de la petite vérole.

Un auteur moderne, après avoir fait un juste éloge des rares qualités de ce prince, finit par cette réflexion : que si le plus grand et le plus sublime effort de la prudence humaine, c'est de savoir mourir à propos, Joseph Ier en a donné l'exemple le plus mémorable à la postérité.

CHARLES VI.

L'archiduc Charles, héritier de son frère Joseph, qui ne laissait pas d'enfants, fut élevé à l'empire après six mois d'interrègne. Le corps germanique prescrivit à son nouveau chef une capitulation rédigée par les trois colléges des

électeurs, des princes et des villes, pour être rendue perpétuelle. Elle portait, entre autres, 1° qu'il n'entreprendrait rien au préjudice des trois religions; 2° qu'il ne ferait pas marcher ses troupes par le territoire des états sans leur consentement; 3° qu'il conserverait la juridiction de la chambre impériale, et ne permettrait pas à ses ministres particuliers de se mêler du conseil aulique; 4° qu'il ne s'arrogerait pas la succession de ceux dont les biens seront confisqués par la sentence du ban; 5° que, sans le consentement des états assemblés en diète, il ne changerait rien aux lois; qu'il ne ferait seul ni guerre, ni alliances, ni paix de l'empire, n'exigerait aucune contribution, ne ferait pas de règlements relatifs au commerce ou à la monnaie; 6° qu'il ne mettrait aucun état au ban de l'empire qu'avec l'agrément de tous; 7° qu'il ne gênerait pas les états dans leurs délibérations, et ne leur prescrirait pas les matières qu'ils devaient traiter préférablement, etc. Outre ces articles, qui formaient la base du droit public, on exigea encore de lui de ne pas rendre l'empire héréditaire dans sa maison; d'assembler, au moins dans les dix ans, une diète générale; de faire sa résidence en Allemagne; de ne conférer qu'à des Allemands les charges et les dignités de sa cour, etc.

La paix devait être le fruit de la mort de Joseph Ier. L'équilibre de l'Europe avait fait prendre les armes, parce qu'on avait craint que la maison de Bourbon, placée sur le trône d'Espagne, ne fît trop pencher la balance de son côté. On devait donc craindre aussi de réunir sur la tête de Charles VI toutes les couronnes qui avaient autrefois rendu sa maison si redoutable. L'Angleterre sentait la nécessité de la paix. Des négociations s'entamèrent avec les cours de Londres et de Versailles. Marlborough forçait cependant les lignes du maréchal de Villars, emportait Bouchain, et s'ouvrait le passage jusqu'à Paris; les dispositions pacifiques de la reine Anne l'arrêtèrent. Les préliminaires de la paix furent signés entre les deux cours; Marlborough fut rappelé et privé de ses charges; il y eut une secrète suspension d'armes; l'ordre fut envoyé aux généraux anglais, en Catalogne et en Portugal, de cesser les hostilités; enfin la reine menaça les Hollandais, s'ils ne concouraient pas aux préliminaires, et ils consentirent à l'ouverture d'un congrès à Utrecht.

Charles, pour lors encore archiduc, apprit avec inquiétude les dispositions des alliés. Il chargea le prince Eugène de rompre leur projet. Le général se rendit à la Haye; mais il ne put rien obtenir, pas plus qu'à Londres. Le congrès fixé à Utrecht s'ouvrit le 29 janvier 1712; toutes les puissances intéressées y envoyèrent leurs plénipotentiaires, et le comte de Sinzendorf y parut au nom de l'empereur. Après beaucoup d'intrigues, le traité particulier de la France et de l'Angleterre fut le premier conclu. Mais les Hollandais refusèrent de traiter; Eugène et Sinzendorf déclarèrent qu'ils continueraient la guerre sans la Grande-Bretagne, et les hostilités reprirent leur cours. Après plusieurs succès, Eugène perdit contre Villars la célèbre bataille de Denain. Cette victoire des Français hâta la paix; les Hollandais négocièrent, et la paix fut signée le 11 avril 1713. Les conditions relatives à l'Angleterre et à la Hollande leur furent très-avantageuses. Il en fut de même pour le duc de Savoie. L'électeur de Bavière devait garder le Luxembourg et le comté de Namur jusqu'à ce qu'il fût dédommagé de ses pertes. C'était tout ce qui restait à Philippe V des Pays-Bas espagnols, dont il avait donné la souveraineté à l'électeur. Il lui céda encore le royaume de Sardaigne. Outre les Pays-Bas, on accorda à la maison d'Autriche le royaume de Naples et le Milanez. Louis XIV abandonna à l'empire Landau, Kehl et Brisach. L'électeur de Brandebourg fut reconnu roi de Prusse, et on lui céda la Gueldre espagnole. Le Portugal fut compris dans le traité, et eut aussi quelques avantages. Enfin, toutes les puissances contractantes reconnurent Philippe V. Charles VI refusa la paix; mais il s'en repentit. Malgré les efforts d'Eugène, Villars prit Landau, passa le Rhin et emporta Fribourg. L'empereur, consterné, demanda la paix; les deux généraux la conclurent à Rastadt. Par le traité qui fut signé à Baden (1714), Landau resta à la France. Charles VI eut de la succession d'Espagne ce qu'on lui en avait accordé à Utrecht. Les électeurs de Bavière et de Cologne furent rétablis dans leurs États, droits et prérogatives, avec la restitution de tout ce qu'on avait pu distraire de leurs papiers, meubles et effets. L'empereur et l'empire s'obstinèrent à ne vouloir point reconnaître Philippe V, qui, de son côté, ne reconnut pas le premier. Charles VI ratifia

la cession de la Gueldre espagnole au roi de Prusse, et s'obligea à faire avec les Hollandais le traité des Barrières, qui fut conclu l'année suivante à Anvers (1715). Malgré ces traités, l'affaire de la succession d'Espagne n'était pas terminée.

Les Turcs avaient conquis la Morée sur les Vénitiens, auxquels le traité de Carlowitz en assurait la possession. Charles VI, garant du traité violé, craignant de voir les Ottomans fondre sur la Hongrie, se déclara pour Venise. Eugène battit près de Peterwaradin (1716) les Turcs, commandés par le grand-visir, et emporta Temeswar, la seule place de Hongrie qui fût encore en leur pouvoir. Dans la campagne suivante (1717), il assiégea Belgrade, qu'il prit après une sanglante victoire. L'Angleterre et la Hollande ménagèrent la paix entre les deux empires (1718). Eugène la conclut lui-même à Passarowitz. La maison d'Autriche acquit le bannat de Temeswar, Belgrade et le royaume de Servie; mais la Morée ne fut pas rendue aux Vénitiens, dont on oublia les intérêts.

L'Espagne profitait des circonstances pour envahir les États italiens de l'empereur. Déjà, dirigée par les conseils du cardinal Albéroni, elle avait conquis la Sardaigne, et elle envahissait la Sicile, quand le duc d'Orléans, régent de France, le roi d'Angleterre et la Hollande, se liguèrent pour le maintien du traité d'Utrecht. L'empereur se hâta d'accéder à cette ligue. La quadruple alliance dressa aussitôt un plan de pacification, le fit présenter à la cour de Madrid, et, sur son refus, la guerre commença. Elle ne fut pas longue. L'amiral anglais Bing gagna encore dans cette campagne une bataille navale près de Syracuse, et enleva vingt-trois vaisseaux aux Espagnols. En 1719, les forces des alliés écrasèrent l'Espagne. Une armée impériale s'empara de la Sicile; les Français, sous les ordres du maréchal de Berwick, envahirent la Catalogne et la Biscaye, emportèrent les places, brûlèrent les magasins et seize vaisseaux de guerre prêts à sortir du chantier; les Anglais se jetèrent sur la Galice, et se rendirent maîtres de Vigo; les vents combattirent avec les confédérés, et dispersèrent une flotte espagnole qui portait en Écosse le prétendant d'Angleterre. Philippe V, accablé de tant de désastres, renvoya Albéroni et accéda à la quadruple alliance; par suite, quelques changements furent introduits dans la situation des Etats italiens (1720).

L'année suivante (1721), on tint à Cambrai un congrès qui fut sans effet. Pourtant les difficultés que présentait un arrangement définitif s'aplanirent peu à peu. Les cours de Vienne et de Madrid se rapprochèrent, et il fut convenu que Charles VI renoncerait à l'Espagne et aux Indes, de même que Philippe renoncerait au reste de la succession de Charles II (1724). L'empereur, du reste, était souvent pressé par le besoin d'argent; comptant se procurer une source de richesses dans le commerce, il avait établi, en 1722, une compagnie des Indes à Ostende. Dès 1713 il avait réglé sa succession par une pragmatique-sanction qu'il ne publia qu'en 1724. Plusieurs princes, au défaut de mâles du sang autrichien, avaient des droits et des prétentions sur diverses parties des États héréditaires. Il prétendit, sans les consulter et sans entrer en négociation, *les enchaîner tous*, et les obliger, par une *loi particulière*, à sacrifier leurs intérêts. C'est dans cette intention qu'il fit ce fameux acte qui établissait l'indivisibilité de la succession autrichienne, qui substituait les filles au défaut des mâles, toujours selon l'ordre de primogéniture, et qu'il voulait faire passer en loi. Sa volonté seule ne suffisant pas pour mettre en vigueur cette constitution, il crut la rendre inviolable en sollicitant la garantie des autres puissances. Lorsqu'il demanda l'approbation de l'empire à la diète de Ratisbonne, en 1731, il éprouva de grandes difficultés; les électeurs de Saxe, de Bavière, et le palatin, protestèrent solennellement par leurs députés.

Cependant les progrès de la compagnie d'Ostende faisaient ombrage à la France, à l'Angleterre et aux Provinces-Unies. Ces puissances alléguaient des conventions et des traités sur lesquels elles fondaient leur empire *exclusif* de la mer. Charles VI était résolu à soutenir son établissement. Philippe V revendiquait, d'un autre côté, Gibraltar et Port-Mahon, que les Anglais refusaient de rendre. Un intérêt commun réunissait donc les cours de Vienne et de Madrid; elles firent alliance, ce qui produisit une contre-ligue entre la France, l'Angleterre, la Hollande, la Suède et la Prusse. La guerre allait éclater. Un congrès tenu à Soissons, en 1727, n'ayant pas plus opéré que celui de Cambrai, les Espagnols assiégèrent Gibraltar.

La cour de Vienne n'agit pas. L'Espagne abandonna le rocher qu'elle ne pouvait emporter; et la paix, négociée par le pape, se fit l'année suivante (1728). Charles VI l'acheta au prix de la suppression de la compagnie d'Ostende. Mais l'harmonie ne pouvait être sincère ni durable entre deux maisons dont les intérêts étaient si opposés. Dès l'an 1729, l'Espagne s'unit à Séville avec la France, l'Angleterre, la Prusse et la Hollande; on confirma les traités antérieurs: elle abandonna Gibraltar et Port-Mahon; les alliés lui garantirent en revanche les États qu'elle prétendait avoir en Italie. La cour de Vienne voyait l'orage se former, sans pouvoir l'éloigner. Antoine Farnèse, dernier duc de Parme, mourut. Aussitôt don Carlos, fils de Philippe V, parut avec une armée, se fit reconnaître à Florence pour héritier du grand-duc, et alla, en attendant cette succession, prendre possession de Parme. Charles VI cria à la violence et réclama les droits de l'empire; mais le traité de Vienne, en 1731, termina enfin les longues et sanglantes contestations qui déchiraient l'Europe depuis la mort de Charles II. L'Angleterre et la Hollande garantirent la pragmatique-sanction: à ce prix, l'empereur, qui ne paraissait jaloux que d'assurer la succession à l'aînée de ses filles, Marie-Thérèse, céda à don Carlos des droits qu'il ne pouvait défendre. Auguste II, électeur de Saxe, élevé sur le trône de Pologne en 1697, contraint, en 1707, par Charles XII, roi de Suède, à le céder à Stanislas Leczinski, rétabli par le czar Pierre Ier, après la bataille de Pultawa, en 1709, mourut en 1733. Stanislas fut de nouveau solennellement élu. Auguste III, fils du feu roi, sut gagner la faveur de l'empereur en garantissant la pragmatique-sanction, contre laquelle son père avait hautement protesté; garantie d'autant plus indiscrète, qu'il renonçait ainsi aux droits que son épouse, fille de l'empereur Joseph Ier, pouvait avoir sur la succession autrichienne. Mais il voulait être roi de Pologne. Charles VI fit faire une seconde élection en sa faveur; une armée russe l'appuya; il parvint au trône; et Stanislas, poursuivi, échappa de Dantzig, où il était assiégé, s'enfuit déguisé en matelot, et se déroba à travers mille dangers à ses ennemis. Il eût été facile à l'empereur de prévoir les suites de sa démarche. Louis XV avait épousé Marie Leczinska, fille de Stanislas. L'honneur lui imposait le devoir de venger son beau-père, et il devait frapper Charles VI, puisqu'il ne pouvait attaquer les Russes, trop éloignés. Il se ligua avec les rois d'Espagne et de Sardaigne, et déclara la guerre. L'empereur sollicita en vain les secours de l'Angleterre et de la Hollande. Il paya cher son imprudence dans les campagnes de 1734 et 1735. Le maréchal de Berwick s'empara de Trèves, mit l'électorat à contribution, traita de même celui de Mayence, investit Philippsbourg, et fut tué pendant le siége; mais la place fut prise. Villars fit la conquête du Milanez, et termina sa glorieuse carrière après la prise de Milan. Le maréchal de Coigni, qui le remplaça, attaqua sous les murs de Parme le comte de Merci à la tête d'une armée impériale, remporta la victoire, qui coûta la vie au général, gagna une second bataille à Guastalla; et le roi de Sardaigne chassa les Impériaux du Mantouan, les réduisit à se réfugier sur les terres de Venise; tandis que don Carlos et le général espagnol comte de Montemar, vainqueurs à Bitonto, les chassaient des royaumes de Naples et de Sicile.

Charles VI demanda la paix, à laquelle le ministère de France était heureusement disposé. Le traité se conclut à Vienne (1736) aux conditions suivantes: l'empereur céda à don Carlos le royaume des Deux-Siciles en échange des duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane. Il donna au roi de Sardaigne quelques places du Milanez, Tortone Novare et les Langues. Stanislas renonça à la couronne de Pologne en conservant le titre de roi, de grand-duc de Lithuanie, et la propriété de ses domaines patrimoniaux en Pologne. On lui donna les duchés de Lorraine et de Bar, pour être réunis, après sa mort, en toute souveraineté, à la couronne de France. La Toscane devait être donnée en échange à François, duc de Lorraine, qui obtint, la même année, la main de Marie-Thérèse; et Louis XV lui assura un revenu de trois millions cinq cent mille livres jusqu'à la mort de Jean-Gaston de Médicis, grand-duc de Florence. Elle arriva l'année suivante, et François entra en possession de la Toscane. Tous les préliminaires ci-dessus étaient la plupart exécutés, que le traité n'était pas signé. Un seul article en retarda la signature jusqu'en 1738: la garantie de la pragmatique-sanction, que Charles VI demandait à la France. Elle y consentit enfin.

Les Turcs, regardant comme une infraction

des traités les secours donnés à Auguste III, avaient repris les armes contre la Russie. Charles VI crut devoir secourir cette puissance en qualité d'allié, et quatre armées marchèrent contre les Ottomans. Mais Eugène manquait : il était mort l'année précédente. En deux campagnes (1737 et 1738), les Turcs reprirent toutes ses conquêtes, battirent les Impériaux en Bosnie, en Hongrie, emportèrent Nissa, Orsova, Méhadia, et investirent Belgrade; la prise de cette forteresse allait leur ouvrir les États héréditaires. L'empereur accepta la médiation que lui offrait la France. La paix se fit en 1739, dans le camp même des Turcs, devant Belgrade. On leur abandonna cette place, le royaume de Servie et la Valachie autrichienne : traité humiliant qui détruisait celui de Passarowitz, et dont le feld-maréchal comte de Wallis, et le comte de Neuperg, ministre plénipotentiaire de l'empereur, furent les victimes. La cour de Vienne crut sauver son honneur en les disgraciant : le premier pour s'être laissé vaincre, l'autre pour avoir outre-passé ses pouvoirs. Ils ne furent pas immolés seuls. Le général Daxat eut la tête tranchée à Belgrade, pour avoir mal défendu Nissa; les officiers de sa garnison furent pour la plupart condamnés à des peines infamantes. Le comte de Seckendorf, autre général, ne dut son salut qu'à la faveur des commissaires chargés d'instruire son procès.

Charles VI mourut l'année qui suivit le traité de Belgrade (1740). Dernier mâle de la maison d'Autriche, sa mort, semblable à celle de Charles II, roi d'Espagne, devait produire les mêmes effets, malgré sa pragmatique-sanction. A peine Marie-Thérèse, sa fille, eut-elle pris possession des États qu'il lui laissait, qu'une foule de princes, la plupart garants de la pragmatique-sanction, les lui contestèrent. Charles-Albert, électeur de Bavière, réclama les royaumes de Bohême et de Hongrie, en vertu du testament de l'empereur Ferdinand Ier, qui, au défaut d'héritiers mâles du sang autrichien, rendait ces deux couronnes réversibles à sa fille Anne, femme d'Albert V, duc de Bavière, ancêtre de Charles-Albert. Le roi de Pologne, Auguste III, prétendit à toute la succession du chef de sa femme, fille aînée de Joseph Ier, alléguant que la renonciation de sa femme, en jurant la pragmatique-sanction, était nulle comme extorquée ou incapable de détruire les droits de ses enfants. Le roi d'Espagne tirait des prétentions semblables de sa mère Marie-Thérèse, arrière-petite-fille de l'empereur Maximilien II. Le roi de Sardaigne formait aussi les siennes. Louis XV pouvait de même se mettre sur les rangs, puisqu'il descendait, par la femme de Louis XIII et par celle de Louis XIV, de la branche aînée d'Autriche. S'il parut d'abord peu ambitieux, ce ne fut pas lui qui fit le moins de mal à la fille de Charles VI. Marie-Thérèse opposa en vain aux prétendants et leur garantie et les droits de sa naissance. Sans argent et presque sans troupes, il ne lui restait de ressource que dans l'*affection* de ses sujets, qu'elle sut gagner par ses vertus. Elle brisa les fers des comtes de Wallis, de Seckendorf et de Neuperg; elle prêta aux Hongrois l'ancien serment par lequel il leur était permis, en cas de violation de leurs priviléges, de se défendre sans pouvoir être traités de rebelles, et par là elle se fit chérir de cette nation. Le plus dangereux de ses ennemis ne s'était pas encore montré.

Frédéric II, troisième roi de Prusse, venait de succéder, à l'âge de vingt-huit ans, à son père Frédéric-Guillaume, qui lui avait laissé un immense trésor et une armée nombreuse et bien disciplinée. Il réclama quelques duchés en Silésie, entra dans cette province deux mois après la mort de Charles VI, à la tête de trente mille hommes. Schweidnitz, Lignitz, tous les forts sur l'Oder furent emportés; Breslau même, la capitale, succomba : en peu de jours, il se vit maître de la plus grande partie de la Silésie. Au milieu de ses succès, il négociait avec la cour de Vienne (1741); et, tout en envahissant sa succession, il offrit à Marie-Thérèse de la défendre, au prix de la basse Silésie qu'il demandait : il lui offrit deux millions de florins, son alliance, celle de la Russie, de l'Angleterre, de la Hollande, et sa médiation pour asseoir sur le trône de l'empire François de Lorraine, son mari. La reine prit ces offres pour une injure : elle aima mieux se défendre. Frédéric s'attendait au refus; il le cherchait même, dans la certitude qu'il lui attirerait des alliés. Il rentra en Silésie pour y étendre ses conquêtes. Le comte de Neuperg reçut de la reine le commandement d'une armée pour faire tête au roi, tandis que le général comte de Braun s'opposerait au maréchal de Schwerin. Rien n'arrêta les armes prussiennes.

Léopold, prince d'Anhalt-Dessau, força Grand-Glogau après un siége long et meurtrier, et se joignit avec Schwerin au roi, qui était à la veille de livrer bataille au comte de Neuperg. Elle se donna près du village de Molwitz. Déjà la cavalerie prussienne était rompue, le bagage du roi pillé; le roi lui-même était au moment d'être fait prisonnier; tout paraissait désespéré. Schwerin soutint le combat, s'ébranla tout à coup avec l'infanterie, que soutenait un feu continuel, attaqua, renversa celle des Autrichiens, et remporta une victoire signalée, dont la prise de Brieg fut le fruit. Neuperg se contenta d'observer les mouvements du roi, de sauver Neiss, dont le monarque voulait former le siége, et bientôt les troupes autrichiennes abandonnèrent la Silésie à la merci des Prussiens, pour marcher contre d'autres ennemis.

Frédéric avait bien prévu que ses conquêtes irriteraient l'ambition des autres puissances. La France, qui avait garanti la pragmatique-sanction, était décidée à ne point rompre la paix; la reine de Hongrie faisait d'ailleurs tous ses efforts pour l'engager à la neutralité; et le cardinal de Fleuri, qui se sentait à la fin de ses jours, montrait de l'aversion pour la guerre. Mais le comte depuis maréchal duc de Belle-Isle, et son frère le chevalier de Belle-Isle, réussirent à croiser les vues du ministère, et à persuader que c'était le moment d'affaiblir la maison d'Autriche-Lorraine. Procurer la couronne de l'empire à l'électeur de Bavière avec une partie des États autrichiens, s'unir aux rois de Prusse et de Pologne, dépouiller Marie-Thérèse de plusieurs branches de son vaste héritage, tel était le plan pour l'exécution duquel le comte de Belle-Isle parcourût l'Allemagne. Le roi d'Espagne réclamait des prétentions sur le Milanez et sur les duchés de Parme et de Plaisance : son dessein était de former de tous ces États un établissement à don Philippe, frère de don Carlos, roi des Deux-Siciles. Le roi de Sardaigne revendiquait aussi le Milanez. La reine de Hongrie semblait perdue. Le roi de Prusse acheva la conquête de la Silésie, s'empara du comté de Glatz et de la Moravie, tandis que l'électeur de Bavière, créé lieutenant général de Louis XV, se rendit maître de Passau, pénétra jusqu'à Lintz, et menaça Vienne.

Il ne restait à Marie-Thérèse que la fuite pour échapper aux ennemis : elle se présenta aux Hongrois, tenant dans ses bras son fils Joseph, à peine âgé de quelques mois; elle les harangua en latin; elle leur peignit son état avec tant d'énergie, elle se livra avec tant de confiance à leur zèle, qu'elle leur arracha des larmes, et tous s'écrièrent, le sabre à la main : *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse.* La reine apprit bientôt que sa capitale était hors de danger. Une armée française avait joint l'électeur à Lintz. Il pouvait porter le coup décisif à la maison d'Autriche en faisant le siége de Vienne, qui n'eût pas résisté, ou en poursuivant Marie-Thérèse en Hongrie; il aima mieux laisser une faible garnison dans Lintz, et passer en Bohême, où il voulait se faire couronner. Prague fut prise par escalade; il y reçut la couronne de Bohême. La diète de Francfort, maîtrisée par le maréchal de Belle-Isle, l'élut empereur le 24 janvier 1742, deux mois après la prise de Prague. Il se rendit aussitôt à Francfort, y reçut la couronne, et se vit à la tête de l'empire, sous le nom de Charles VII.

CHARLES VII.

Marie-Thérèse avait perdu la moitié de ses États, et ses ennemis projetaient de lui enlever l'autre. Elle ne perdit pas courage. Les Hongrois prirent les armes; de l'Esclavonie et des bords de la Drave, accoururent des essaims de pandours, de talpaches, de hussards; elle eut des armées. L'Angleterre et la Hollande lui fournirent des secours en argent. On vit même les dames de Londres se cotiser et lui offrir cent mille livres sterling qu'elle refusa. D'un autre côté, la mésintelligence de ses ennemis lui rendit la supériorité. Kevenhuller, en présence du grand-duc, força la garnison de Lintz, chassa les alliés de l'Autriche, pénétra dans l'électorat de Bavière, dont il s'empara. Le prince Charles de Lorraine, frère du grand-duc, essuyait des revers en Bohême. N'ayant pu s'opposer à la prise d'Egra par le comte de Saxe, il fut bien plus malheureux en voulant empêcher le roi de Prusse d'opérer sa jonction avec les alliés pour achever la conquête de la Bohême. Il perdit la bataille de Czaslaw; et le prince de Lobkowitz se laissait battre dans le même temps, aux environs de Budweiss, par le maréchal de Belle-Isle. La Bohême entière allait tomber au pouvoir des vainqueurs. Marie-Thérèse ne vit de moyen de la sauver qu'en décidant à la paix Frédéric, avec lequel elle

négociait depuis quelque temps par l'entremise de l'Angleterre et de la Hollande. Par un traité signé à Breslau, elle céda au roi le comté de Glatz et la haute et basse Silésie, à la réserve de la principauté de Teschen et du duché de Troppau. A ce prix, Frédéric s'engagea à retirer ses troupes de la Bohême, et à garder une parfaite neutralité durant la guerre. En vain Belle-Isle s'efforça de le retenir dans l'alliance ; il n'écouta que son avantage : *J'ai*, répondit-il, *donné ma parole*. Dès lors les armées de la reine pressèrent de tous côtés les Français et les Bavarois. Belle-Isle, après avoir souffert toutes les horreurs de la famine dans Prague, assiégée par le prince de Lobkowitz, s'échappa, et sauva, par une retraite difficile, environ treize mille hommes. Tous les États héréditaires furent évacués. Les troupes de la reine s'échappèrent une seconde fois de la Bavière, et Charles VII se trouva de nouveau sans États.

Les Anglais s'étaient mis en marche pour venir au secours de Marie-Thérèse (1743). Leur armée, à laquelle s'était rendu le roi George II, avec le duc de Cumberland, son second fils, était dans l'électorat de Mayence. Le maréchal de Noailles l'y joignit avec l'armée française près d'Ettingen, lui coupa les vivres, et la réduisit à ne pouvoir échapper que par une bataille malheureuse. Le maréchal, dont les ordres furent mal exécutés, dut battre en retraite. On négociait la paix, l'empire se portait pour médiateur ; Charles VII offrait de renoncer à toutes ses prétentions sur les pays héréditaires, à condition que la reine lui restituerait la Bavière ; Louis XV désirait sincèrement la paix ; mais l'issue de la bataille d'Ettingen l'éloigna. Marie-Thérèse ayant recouvré ses Etats, maîtresse de ceux de l'électeur, dont elle déclarait nulle l'élection à l'empire, encouragée par les promesses des Anglais et des Hollandais, y était d'autant moins disposée que ses armes triomphaient en Italie. Le roi de Sardaigne, qu'elle avait détaché de la ligue, chassait les Espagnols de la Savoie, emportait avec les Autrichiens Modène et la Mirandole, tandis qu'une escadre anglaise, menaçant de bombarder Naples, contraignait don Carlos à retirer ses troupes de l'armée espagnole.

Jusqu'alors la guerre s'était faite sans déclaration. Louis XV la déclara enfin à Marie-Thérèse et à George II. La cour de Vienne eut d'abord lieu de regretter son opposition à la paix : Le prince de Lobkowitz et le comte de Braun furent battus à Vélétri par le duc de Modène et le roi de Naples. Une armée combinée de France et d'Espagne, sous la conduite de don Philippe et du prince de Conti, enleva pour la seconde fois la Savoie au roi de Sardaigne, tandis que Louis XV et le maréchal de Saxe faisaient des conquêtes rapides en Saxe. Si le prince Charles de Lorraine passa le Rhin et répandit la terreur et la désolation en Alsace et jusqu'en Lorraine, cette invasion fut suivie d'une prompte retraite, à l'approche des Français qui enlevèrent Fribourg. Le roi de Prusse se ligua de nouveau contre la reine de Hongrie ; il saisit l'instant où les forces autrichiennes, dispersées en Italie et sur le Rhin, laissaient la Bohême presque sans défense. Il fondit sur ce royaume, força Prague en dix jours, et fit prisonnière la garnison, composée de quinze mille hommes. Le prince Charles, malgré la précipitation de sa marche, n'arriva qu'après cette *conquête du* roi ; mais il eut la gloire, sans livrer de bataille, de lui faire évacuer Prague et toute la Bohême. Quoique renforcé par les troupes d'Auguste III, qui s'était réconcilié avec la reine, il évita d'accepter le combat que Frédéric ne cessait de lui présenter, et il parvint, par la seule habileté des marches et des manœuvres, à l'éloigner de la Bohême : il passa même l'Elbe en présence du monarque, et s'avança jusqu'en Silésie.

Charles VII mourut au mois de janvier 1745, à l'âge de 47 ans, accablé de maladies et de chagrins, et presque sans Etats. La paix semblait devoir être la suite naturelle de cet *événement* : Louis XV y était disposé ; mais la guerre continua, car les Anglais soudoyèrent tous les alliés. Mais ceux-ci ne furent pas heureux ; Gênes traita avec l'Espagne, et donna un libre passage aux troupes. Les Autrichiens et le roi de Sardaigne s'enfuirent devant les Français et les Espagnols, qui s'emparèrent de Milan, Parme, Plaisance, du Montferrat, du Tortonnais, etc. Le maréchal de Saxe gagna la bataille de Fontenoi sur les Anglais, les Hanovriens, les Hollandais et quelques Autrichiens, réunis sous le commandement du duc de Cumberland. Peu de jours après, Frédéric remporta une victoire éclatante sur le prince Charles. Le roi de France, offrant la paix à chacune de ses conquêtes, poursuivit avec une étonnante rapi-

dité ses avantages, et se rendit maître de toute la Flandre.

FRANÇOIS Ier.

C'est au milieu des triomphes de ses ennemis que Marie-Thérèse parvint à élever sur le trône impérial le grand-duc son mari. Ses troupes couvrirent Francfort, mirent les électeurs en sûreté contre un corps de Français qui était dans le voisinage, et François de Lorraine fut élu empereur. Le roi de Prusse et l'électeur palatin avaient rappelé leurs ambassadeurs de la diète électorale : ils protestèrent contre l'élection ; mais, comme elle était conforme aux lois de l'empire, elle n'en eut pas moins son effet. Frédéric se vengea par de nouveaux succès. Aux confins de la Silésie et de la Bohême, il battit le prince Charles, remporta une seconde victoire pareille à celle de Friedberg, chassa les Autrichiens de la Silésie, et envahit la Saxe. L'alliance de l'électeur, roi de Pologne, avec la cour de Vienne, fut le principal grief qu'il allégua. Le prince d'Anhalt gagna une bataille sur les Autrichiens et les Saxons aux portes de Dresde, et se rendit maître de Leipzig. Le roi arriva avec son corps d'armée, se présenta devant la capitale, et y entra le 18 décembre. Sept jours après il y signa un traité avec l'impératrice-reine et l'électeur. On lui ratifia la cession de la Silésie et du comté de Glatz ; Auguste s'engagea à lui payer un million d'écus ; tout ce qu'il accorda fut de reconnaître François Ier empereur.

Le traité imprévu de Dresde nuisit autant aux alliés qu'il fut favorable à la cour de Vienne. Marie-Thérèse fit passer en Italie les troupes dont elle n'avait plus besoin contre le roi de Prusse. Le roi de Sardaigne, au moment de signer un traité avec la France et l'Espagne, rompit les conférences, surprit Asti, et fit prisonniers sept mille Français qui ne s'attendaient pas à cette perfidie. Le général comte de Brown enleva Guastalla et Parme. Le prince de Lichtenstein battit devant Plaisance les Français et les Espagnols, et emporta la place. Les alliés, abattus par cette défaite, consternés de la mort de Philippe V, ne connaissant pas les dispositions de son successeur Ferdinand VI, se retirèrent et abandonnèrent leurs conquêtes. Les vainqueurs se présentèrent devant Gênes, qui leur ouvrit ses portes ; Brown pénétra jusqu'en Provence et en Dauphiné, où il porta le pillage et la consternation. Mais il fut bientôt forcé de quitter ces provinces, et l'on perdit Gênes, que l'on voulait opprimer et qui chassa les Autrichiens. Ceux-ci faisaient d'autres pertes dans les Pays-Bas, que la France acheva d'enlever. La Hollande fut envahie en 1747. Les Français, vainqueurs à Laufeld, prirent Berg-op-Zoom. D'autre part, le roi de Sardaigne gagnait la bataille meurtrière de l'Assiette sur le comte de Belle-Isle, frère du maréchal, qui voulait rentrer en Italie. Les Anglais, vaincus sur terre, dominaient sur mer et en Amérique. Les cours de Vienne et de Saint-James refusèrent encore la paix offerte par Louis XV (1748.) Mais lorsqu'on vit le maréchal de Saxe sur le point de prendre Maëstricht, les Hollandais, frappés de terreur, demandèrent la paix ; et avec eux leurs alliés. Les préliminaires en furent signés à Aix-la-Chapelle le 20 avril : les hostilités cessèrent ; et le traité définitif, signé le 18 octobre, fixa enfin les droits et les prétentions. Toutes les conquêtes furent restituées de part et d'autre. Le duc de Modène et la république de Gênes furent rétablis dans leurs Etats et dans leurs droits. On garantit au roi de Prusse la Silésie et le comté de Glatz, suivant la teneur des traités de Breslau et de Dresde. L'impératrice-reine céda à l'infant don Philippe les duchés de Parme et de Plaisance, pour lui et ses héritiers mâles, avec la clause de réversibilité à la maison d'Autriche, au défaut des derniers. Ainsi Marie-Thérèse ne perdit que de faibles parties de sa vaste succession.

Mais, dans cette paix, on n'avait pas tout prévu. Quelques contestations s'élevèrent entre la France et l'Angleterre au sujet des limites de l'Acadie : il n'en fallut pas davantage pour recommencer la guerre. George II, craignant pour son électorat de Hanovre, s'allia avec le roi de Prusse ; et cette alliance en produisit une autre, celle de la France et de la cour de Vienne. Elle était l'ouvrage du cardinal de Bernis. Les hostilités étaient déjà commencées ; les Français avaient pris Port-Mahon. Le roi de Prusse ne fut pas le moins frappé de l'alliance des maisons d'Autriche et de Bourbon (1756). La cour de Vienne avait encore dans son parti la Saxe, la Suède, la Russie, et une grande partie de l'empire. Frédéric envahit la Saxe, prit Leipzig, et entra dans Dresde ; l'é-

lecteur n'eut que le temps de s'évader. Le roi de Prusse s'avança ensuite vers la Bohême ; le feld-maréchal comte de Brown l'attendait aux frontières du royaume. La bataille de Lowositz, où la fortune ne se décida point, changea son projet : ne pouvant percer avec avantage, il rentra en Saxe, se présenta au camp de Pirna, et fit mettre bas les armes à dix-sept mille Saxons. L'impératrice animait tous ses alliés. Les cercles de l'empire, la France, la Suède, la Russie, se mirent en mouvement. Frédéric persista dans son projet d'envahir la Bohême, projet qui le mit à deux doigts de sa perte. Après avoir gagné, sous les murs de Prague, une bataille qui coûta la vie à Schwérin et à Brown, il en perdit une sanglante à Chotemitz, contre Daun, qui marchait au secours de Prague (1757) : dix mille Prussiens furent tués. Affaibli par cette perte, il évacua la Bohême, se retira en Saxe, et se vit au moment de tout perdre. Le prince de Soubise, après la prise de Wésel, lui avait déjà enlevé les duchés de Clèves et de Gueldre ; le maréchal d'Estrées, vainqueur du duc de Cumberland, qu'il avait réduit à poser les armes, était maître de l'électorat de Hanovre ; le prince de Soubise et le prince de Saxe-Hildburghausen, avec une armée de Français et d'Impériaux, marchaient vers le duché de Magdebourg ; les Russes et les Suédois envahissaient la Silésie d'un côté, les Autrichiens de l'autre ; un détachement des derniers pénétrait même jusqu'à Berlin, qu'il mettait à contribution. Frédéric ne désespéra pas. Les Russes abandonnèrent la Silésie ; les Suédois fuirent jusqu'à Stralsund, et les Autrichiens se sauvèrent de Berlin avec deux cent mille écus. Le roi de Prusse rassembla ses forces, marcha contre les Français et les Impériaux, remporta sur eux la victoire de Rosbach, et alla chercher d'autres succès à Lissa en Silésie. Les Autrichiens, maîtres de Breslau et de Schweidnitz, l'étaient de presque tout le pays. Après leur défaite, ils se replièrent en Bohême ; le vainqueur prit Breslau, fit prisonnière de guerre la garnison, composée de dix-sept mille hommes, et termina la campagne par la réduction de Lignitz.

En 1758, l'Allemagne se couvrit d'armées. Après quelques mois de repos, Frédéric se remit en marche, reprit Schweidnitz aux Autrichiens, pénétra en Moravie, et investit Olmutz, place forte dont la prise lui eût ouvert la Bohême et l'Autriche. Mais le maréchal de Daun le contraignit à lever le siége, le repoussa en Saxe, où il le suivit de près, favorisé par une diversion des Russes, qui assiégeaient Custrin, dans le Brandebourg. Frédéric se trouva encore dans une cruelle alternative : il fallait abandonner la Saxe, ou livrer ses États aux ennemis. Il redoubla d'activité. Pendant que le prince Henri, son frère, avec une partie des troupes, couvrait Dresde, que menaçait une armée d'Autrichiens et d'Impériaux commandée par Daun, il marcha avec l'autre contre les Russes, perdit le champ de bataille de Zorndorf, mais délivra Custrin, et revint en Saxe au secours de son frère, bloqué devant Dresde par le général autrichien. La bataille de Hoch-Kirchen, où il perdit dix mille hommes, avec tentes, bagages, munitions, artillerie, ne l'empêcha pas de délivrer Neiss assiégé par un corps d'Autrichiens ; et Daun, malgré sa brillante victoire, fut encore obligé d'abandonner le siége de Dresde.

D'autres événements s'accomplissaient en d'autres contrées de l'Allemagne. Le duc de Cumberland avait quitté le commandement de l'armée ; le prince Ferdinand de Brunswick l'avait remplacé. Il passa le Rhin, battit à Crevelt une armée française conduite par le comte de Clermont, fit des conquêtes, répandit la terreur jusque dans les Pays-Bas autrichiens, où il enleva Ruremonde, et fit des courses jusqu'aux portes de Louvain. Mais le prince de Soubise pénétra dans la Hesse, emportant les places les unes après les autres ; le comte de Broglie, à la tête de l'avant-garde, battit dix-huit mille Hessois à Sunderhausen, près de Cassel ; les Français entrèrent dans Minden, et l'électorat de Hanovre leur fut ouvert. Ferdinand quitta en hâte ses conquêtes pour arrêter celles de Soubise ; il fut battu à Lutzelberg ; et cependant les Français évacuèrent la Hesse, et allèrent prendre leurs quartiers d'hiver aux environs de Francfort-sur-le-Mein. On se battait de tous côtés sans avantages. Le prince Ferdinand, vaincu à Berghen, poursuivi jusque dans la Hesse par le comte alors maréchal de Broglie, prit sa revanche à Minden, et remporta une victoire qui obligea les Français à évacuer le pays. En 1760, Broglie rentra dans la Hesse, établit ses quartiers à Cassel, et s'y maintint jusqu'à la paix, malgré les efforts de Ferdinand et de son neveu le prince héréditaire de Bruns-

wick. Nous ne parlons ni de la victoire du premier à Filingshausen, ni de la tentative infructueuse du dernier sur Wésel, ni de plusieurs autres actions.

Les États de Frédéric étaient envahis par les Russes et les Autrichiens; la Saxe allait lui échapper, Leipzig et Torgau étaient déjà au pouvoir d'une armée qui menaçait Dresde. Vaincu près de Francfort par les généraux Soltikoff et Laudon, l'un Russe et l'autre Autrichien, ayant essuyé une perte énorme, il en éprouva une autre plus forte en voulant reprendre Dresde, qui avait succombé : Daun força dix-huit mille Prussiens dans un camp retranché près de Pirna, les fit prisonniers de guerre avec armes, bagages, munitions, etc. La campagne de 1760 ajouta encore à ces coups. Daun lui fit lever le siége; Laudon entra en Silésie, triompha du général Fouquet, qu'il fit prisonnier avec neuf mille hommes qui restaient de son armée, et se rendit maître de Glatz : pour comble d'infortune, un corps de Russes et d'Autrichiens emporta Berlin, fit la garnison prisonnière, et se fit payer des contributions exorbitantes. Mais Frédéric sauva sa capitale, et battit les Autrichiens près de Torgau. En 1761, la Poméranie prussienne, la Silésie et la Saxe furent inondées de Russes et d'Autrichiens. Frédéric fut réduit à s'enfermer dans un camp retranché : les Russes lui enlevèrent Colberg, et Laudon prit Schweidnitz d'assaut.

La fortune se lassa enfin de frapper. L'impératrice de Russie, Elisabeth, mourut au mois de janvier 1762; son neveu Pierre III, qui lui succéda, ordonna à ses troupes de se joindre aux Prussiens. Frédéric reprit la supériorité et poussa les Autrichiens; mais bientôt une nouvelle révolution le réduisit à ses propres forces. Pierre III fut déposé; sa femme, Catherine II, fut assise sur le trône des czars, et, sous prétexte de besoin, rappela les Russes de l'armée prussienne. Le monarque n'en suivit pas moins son projet de reprendre Schweidnitz; il y réussit après deux mois de tranchée ouverte. Dès lors il ne se passa plus rien d'important entre les armées ennemies. Les traités de Paris et d'Hubertsbourg terminèrent enfin sept années de destruction (1763). On confirma de nouveau au roi de Prusse la Silésie et le comté de Glatz; la France lui rendit ses États de Clèves et de Gueldre; elle restitua de même tout ce qui appartenait au roi d'Angleterre dans l'électorat de Hanovre, au landgrave de Hesse, au duc de Brunswick, et à d'autres membres de l'empire. En général, on rendit de tous les côtés les conquêtes et les prisonniers : personne ne gagna, à la réserve de l'Angleterre, qui acquit une immense étendue de pays en Amérique. L'année suivante (1764), l'archiduc Joseph fut élu roi des Romains. François Ier fut frappé d'apoplexie au milieu des fêtes qui se donnaient à Inspruck à l'occasion du mariage de l'archiduc Léopold, depuis grand-duc de Toscane, et plus tard empereur, avec Marie-Louise, infante d'Espagne. Joseph II succéda à son père en 1765. Marie-Thérèse vécut jusqu'en 1780. Désormais il n'y a généralement plus d'histoire générale de l'Empire. Si le nom est conservé, les divers États allemands sont définitivement distincts les uns des autres. Aussi renvoyons-nous, pour les détails, aux histoires particulières de chacun de ces États; nous ne donnons ici qu'un aperçu général de la masse des faits.

JOSEPH II.

(1765-1790.) — Joseph succéda à son père François Ier, dont les actions comme empereur n'offrent rien de remarquable. Mais son fils brûlait d'un désir d'autant plus vif d'apporter de grands changements, de transformer l'ancien en nouveau, et d'employer la grande puissance qu'il avait reçue de la nature à faire faire un grand pas à ses États. Seulement, tant que sa mère Marie-Thérèse vécut, c'est-à-dire jusqu'à l'an 1780, il fut enchaîné par ses volontés; car cette princesse habile et toujours active ne pouvait vivre sans prendre part au gouvernement, et ses devoirs de fils exigeaient qu'il préférât les volontés de sa mère aux siennes. Cependant, dans l'intervalle de son avénement jusqu'à 1780, survinrent plusieurs événements qui ont eu une grande influence sur les dix dernières années de son règne.

Premier partage de la Pologne, 1773. — Auguste III, mort en 1763, n'avait laissé qu'un petit-fils en bas âge, et, à cette occasion, la maison de Saxe perdit ce trône qu'elle possédait depuis soixante-six ans. Alors aussi la Russie et la Prusse se mêlèrent des affaires de Pologne; car ce peuple, auparavant fort et redouté, était devenu faible par ses dissensions et incapable de se soutenir par lui-même. Les

deux puissances exigèrent que la Pologne choisît pour roi un homme de sa nation, et dix mille Russes qui arrivèrent tout d'un coup sur Varsovie, avec autant de Prussiens qui se rassemblèrent sur la frontière, obtinrent que Stanislas Poniatowski fût placé sur le trône. Depuis lors il ne se tint plus de diète sur laquelle les étrangers n'exerçassent leur influence. Bientot après cet événement, eut lieu une guerre entre la Russie et la Turquie, dans laquelle la Moldavie et la Valachie furent conquises par les Russes, qui auraient fort désiré conserver ces conquêtes. Mais l'Autriche ne voulait en aucune façon y consentir, de peur que la Russie ne devînt trop puissante; et Frédéric II se trouvait aussi dans un grand embarras vis-à-vis de ces deux puissances, ne sachant comment il maintiendrait l'équilibre. Alors on trouva que le moyen le plus propre de sortir de cette position était de prendre sur le peuple qui était le moins en état de se défendre contre une telle violence, sur la Pologne, une portion de son territoire, afin que les trois autres États pussent s'en agrandir. On ne peut savoir précisément d'où vint cette pensée; mais il est facile de voir qu'elle sortait du génie de l'époque. Comme la sagesse d'alors ne fondait tous ses calculs que sur une mesure matérielle, ne concevait la force des États que par les milles carrés, le nombre des habitants, des soldats, et l'argent qu'ils possédaient, le fond de la politique était de diriger tous ses efforts vers l'agrandissement; rien ne semblait digne d'envie comme une acquisition qui pût bien arrondir un royaume, et toute considération d'équité et de raison devait céder devant cet impérieux principe. Un des grands États avait-il fait seul une pareille conquête, alors les autres accouraient suspendre à son hameçon l'équilibre européen. Ici donc, les trois royaumes qui touchaient la Pologne se partagèrent la proie proportionnellement, s'en agrandirent, et l'on crut ensuite avoir paré à tout danger. Ce système était devenu si superficiel, si misérable et si absurde, que l'on ne sentait pas que le juste équilibre et la sécurité durable pour tous ne pouvaient être fondés que sur un respect sacré pour la conservation des droits des peuples. Le démembrement de la Pologne fut l'anéantissement même de tout système d'équilibre, et le précurseur de ces grandes révolutions, de ces grands déchirements, de ces transformations, même de ces ambitions qui tendirent à un empire universel, et dont les secousses pendant vingt ans ont ébranlé l'Europe dans le plus profond de ses fondements. Le peuple polonais, pressé de trois côtés, fut obligé, en l'automne de l'année 1773, de consentir à ce que trois cents milles carrés fussent démembrés de sa propriété pour être partagés entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Guerre au sujet de la succession de Bavière, 1778. — Le prince électeur Maximilien-Joseph étant mort sans enfants, 1777, l'héritage de ses États et de son électorat appartenait à *l'électeur* palatin. Mais l'empereur Joseph voulut tirer profit de cet héritage à l'avantage de l'Autriche; il fit revivre d'anciens droits, se jeta tout à coup sur la Bavière avec son armée, et l'occupa. Alors le pacifique palatin Charles-Théodore, prévenu et mis en fuite, signa un accommodement par lequel il abandonnait à la maison d'Autriche les deux tiers de la Bavière pour en conserver le dernier tiers. La conduite de l'Autriche dans cette occasion, et la part qu'elle avait prise au démembrement de la Pologne, étaient d'autant plus inattendues, que c'était le seul des grands États qui se fût jusque-là abstenu d'un pareil abus de sa force. Mais le vertige du siècle avait triomphé de cette pacifique retenue de l'Autriche. — Il y eut de grands mouvements à cette occasion dans l'empire; Frédéric II surtout crut ne pas devoir rester oisif. Il prit parti contre l'Autriche, et fit des préparatifs en qualité de duc de Deux-Ponts, héritier de Charles-Théodore, qui protestait contre le traité fait par ce dernier prince, et demandait l'assistance du roi de Prusse. Le jeune empereur Joseph était trop bouillant pour n'en pas faire autant; il vint prendre position en Bohême, et là il attendait le roi si avantageusement placé, que les Prussiens, qui avaient déjà passé le sommet des montagnes, craignant de tout risquer dans une attaque, se retirèrent de la Bohême. Après quelques combats, peu importants du reste, entre les troupes légères, la paix fut signée à Teschen, le 13 mai 1779, par la médiation de la France et de la Russie, avant même la fin de la première année de la guerre. L'impératrice Marie-Thérèse ne partageait point la passion guerrière de son fils; elle lui demandait au contraire avec instance de se réconcilier et de faire la paix.

Et Frédéric, qui n'avait rien à gagner à cette guerre, y était assez disposé. Il était déjà courbé par la vieillesse, et avait l'œil trop clairvoyant pour ne pas voir que l'ancien esprit de l'armée, qui lui avait fait faire des prodiges dans la guerre de sept ans, avait presque entièrement disparu, bien que la discipline la plus sévère et que les punitions même outrées pour de petites fautes dans les formes fussent maintenues dans toute leur vigueur. Souvent même les administrations de l'armée étaient en fort mauvais état : mais c'était surtout celle des pourvoyeurs; car, dès le premier mois de la guerre, elle laissa l'armée souffrir de la disette pour les premiers besoins. Le roi sentit bientôt ce défaut, et cependant ne put en découvrir le principe; mais il en fut très-tourmenté. La paix lui était donc de beaucoup préférable à la guerre. Par le traité qui suivit, l'Autriche rendit à la maison palatine tous les États de Bavière, excepté le petit cercle de Burgau, et l'héritage en fut assuré au duc de Deux-Ponts.

L'empereur Joseph seul, 1780 à 1790. — Après la mort de Marie-Thérèse, l'empereur Joseph s'efforça, de toute l'impétuosité de son bouillant caractère, de mettre ses grands projets à exécution dans le plus court intervalle possible, et de donner aux différentes espèces de peuples répandus sur la surface de ses vastes États une seule et même forme de gouvernement, telle qu'il l'avait conçue dans sa tête. On aurait dit que sa manière d'être et de faire fût l'avant-coureur de cette révolution, la plus inouïe, qui a troublé l'Europe entière. D'ailleurs ce prince, de même que son siècle et le siècle suivant, purent voir par eux-mêmes leurs créations promptement jetées dans le néant, parce qu'ils s'étaient abusés jusqu'au point de croire qu'ils pouvaient changer dans le court espace d'une vie d'homme, ou même de quelques années, ce que la race humaine n'a opéré que par un lent enfantement à travers les siècles. Car cette présomption par laquelle on prétend changer en réalité les idées qu'on s'est faites, uniquement parce qu'elles sont possibles, quelles que soient d'ailleurs les oppositions qu'elles doivent rencontrer dans le cœur de l'homme, dans son amour et son attachement pour ce qui est habitude et pour ce qui vient des aïeux; cette présomption, dis-je, se trouvait au plus haut degré dans l'empereur Joseph, et c'est elle qui a entravé ses bonnes intentions. Il avait une volonté arrêtée pour la justice et le bien, pour le bonheur de ses États, pour les progrès et la liberté de l'intelligence; mais il négligea d'interroger sans prévention la nature humaine, et de s'instruire sur le caractère propre de chacun de ses peuples. Ce qu'il entreprit le plus souvent n'était point mesuré sur leur état actuel, et ce qui convenait à l'un d'eux ne pouvait s'adapter à un autre. Avec le sentiment de la générosité de ses intentions, Joseph II se modela sur Frédéric pour régner par lui-même; mais Frédéric s'occupa plutôt d'arrangements extérieurs, de l'administration de l'État, des progrès de l'industrie, de l'augmentation des revenus, et il n'entra que très-peu dans ce qui regarde la marche intellectuelle, qui suivit son cours particulier, quelquefois même tout à fait inconnu de lui; tandis que Joseph, par ses nouvelles dispositions, attaqua souvent l'endroit le plus sensible pour le peuple. Il voulait surtout la liberté de conscience et la liberté de penser; mais il ne remarquait pas que l'admission de ce principe dépendait d'une conviction intime qui ne peut être imposée, et n'existe réellement que lorsque la lumière a pénétré peu à peu jusqu'au fond du cœur.

Les plus grands obstacles que Joseph trouva pour ses innovations vinrent de la part de l'Église; car il voulut confisquer quantité de couvents et de maisons religieuses catholiques, et changer brusquement toute la constitution ecclésiastique; c'est-à-dire que ce qui aurait pu s'arranger de soi-même dans l'intervalle d'un demi-siècle, il voulut l'obtenir dans la première année de son gouvernement. Par cette confiscation des biens ecclésiastiques, plus d'un prince voisin, par exemple l'évêque de Passau et l'archevêque de Salzbourg, se trouvèrent lésés dans leurs droits, et ne manquèrent pas d'élever de grandes plaintes; de même aussi, dans plusieurs autres circonstances, beaucoup de princes crurent trouver dans l'empereur une espèce de mépris pour les constitutions de l'empire. Les appréhensions augmentèrent extrêmement quand on le vit, dans l'année 1785, ménager un traité d'échange avec le prince électeur palatin de Bavière, d'après lequel ce prince devait abandonner son pays à l'Autriche, et recevoir en revanche les Pays-Bas avec le titre de roi d'un nouveau royaume de Bourgogne; de cette façon tout le

sud de l'Allemagne aurait appartenu à l'Autriche. Le prince n'en était pas éloigné, et la France et la Russie y étaient consentantes dans le principe; mais Frédéric II vint encore une fois déconcerter ces plans, et réussit à en détourner la Russie. — Ces mouvements, occasionnés par les efforts de l'empereur Joseph, qui cherchait à donner à ses projets une prompte exécution, firent naître dans la tête du vieux roi de Prusse la pensée de décider les princes allemands à faire entre eux une alliance pour assurer le maintien de la constitution impériale, de même que déjà antérieurement on avait vu plusieurs membres de l'empire s'unir pour leur mutuelle défense. Tel devait être l'unique but de l'alliance, du moins d'après la parole même du roi; et elle fut arrêtée, en l'année 1785, entre la Prusse, la Saxe, le Hanovre, les ducs de Saxe, de Brunswick, de Mecklenbourg, de Deux-Ponts, le landgrave de Hesse et quelques autres princes; bientôt même l'électeur de Mayence s'y joignit encore. Cette alliance fut au fond une démarche moins ennemie que sévère; mais ce n'en était pas moins un reproche sensible fait à la maison d'Autriche au sujet des nouvelles entreprises de l'empereur; et c'était en même temps une leçon qui l'avertissait que la destination de la maison d'Autriche, parmi les peuples de l'Europe, était de maintenir ce qui existe, uniquement de protéger le droit, de présenter toujours un rempart à l'esprit de conquête, et d'être ainsi le tuteur de la liberté commune; mais que, pour peu qu'elle s'écartât de cette voie, elle perdait aussitôt la confiance publique. Du reste, cette alliance n'eut aucun résultat pour l'Allemagne, soit parce que Frédéric II mourut l'année suivante, soit parce que les successeurs de Joseph II revinrent heureusement aux anciens principes de leur maison, la modération et la sagesse; soit enfin parce que, dans les dix dernières années de ce siècle, il se passa en Europe des événements si inouïs, qu'ils firent oublier tout le reste, qui n'était plus que de la futilité en comparaison.

Mort de Frédéric II, 17 août 1786. — Cette alliance des princes fut le dernier acte public du grand Frédéric qui eût quelque importance; il mourut l'année suivante. Il resta toujours actif et entreprenant malgré sa vieillesse; mais il devint de plus en plus isolé, car tous les anciens compagnons de ses premières années étaient descendus au tombeau avant lui (Ziethen mourut au mois de janvier de l'année même de sa mort, âgé de 87 ans); et, d'un autre côté, le grand roi n'avait pas reçu du ciel le don de la paternité, le don par lequel l'homme semble revenir aux premiers sentiments de l'enfance et pour ainsi dire recommencer sa carrière; il ne pouvait se voir rajeuni et revivant dans sa postérité. D'ailleurs il n'avait pas au fond de son âme des sentiments convenables pour cet état, et sa nature était fort imparfaite sous ce rapport. — Son esprit se soutint presque intègre pendant soixante-quatorze ans, quoique son corps fût extrêmement affaibli. Le grand usage qu'il avait fait des fortes épices et des mets préparés à la manière française avait desséché tous les sucs de sa vie, et une grave hydropisie aggravait de plus en plus son état. Il devint plus mal dans l'été de 1786, et le 17 août il succomba. Il fut enterré à Potsdam, sous la chaire de l'église. — Quoique la nouvelle de cette mort, arrivée dans un âge si avancé, ne pût surprendre personne, elle causa cependant une émotion générale dans toute l'Europe. — Frédéric laissa à son successeur un royaume bien réglé, peuplé de six millions d'habitants, une forte armée et un trésor bien rempli; mais le plus beau trésor qu'il laissa fut le souvenir de ses héroïques et valeureuses actions, qui devait devenir plus tard pour son peuple un cri de réveil et d'encouragement.

Mort de Joseph II, le 20 février 1790. — L'empereur Joseph s'était engagé, en 1788, dans une guerre contre les Turcs qui ne lui rapporta pas tous les avantages qu'il s'était promis. Son armée souffrit des pertes considérables, surtout par la maladie, et bien qu'il s'y fût rendu en personne, ses armes ne furent pas heureuses; il manquait du sang-froid, du calme nécessaire à un grand général. — Dans ce même temps, la Hongrie commença à donner tout haut des marques de mécontentement, parce que Joseph traitait le peuple qui l'avait sauvé, lui et sa mère, sans aucune considération pour ses droits, ses mœurs et son langage. Mais, dans les Pays-Bas, il y eut une révolte ouverte; le clergé, le peuple, la noblesse, les villes, tous voyaient, dans les réformes trop précipitées de l'empereur, des attaques contre leurs anciens priviléges. Ils prirent les armes, et le 22 octobre 1789 les provinces du Brabant

se déclarèrent indépendantes dans une assemblée à Bréda. Presque toutes les villes prirent le parti des révoltés, qui avaient à leur tête un avocat, Van der Noot; et les employés autrichiens se virent forcés de prendre la fuite. C'était un avant-coureur des grands événements qui se préparaient en même temps en France. L'empereur Joseph mourut au milieu de ces agitations, dans sa quarante-neuvième année, le 20 février 1790. Il avait été fort ébranlé par les fatigues qu'il éprouva dans la guerre des Turcs; mais il fut encore plus accablé par la douleur de voir tant de projets manqués et la colère des peuples soulevée contre lui.

LÉOPOLD II.

(1790–92.) Comme Joseph II n'avait point laissé d'enfants, son frère Pierre-Léopold, jusqu'alors grand-duc de Toscane, lui succéda dans les États héréditaires d'Autriche. La tâche qui lui était imposée n'était rien moins que facile; car de tous les côtés régnait le mécontentement ou la révolte, partout il y avait des levées de boucliers ou des guerres. Il fallait la plus sage modération pour conduire heureusement le gouvernail à travers une pareille tourmente; mais Léopold possédait ce calme et cette sagesse. Les plus dangereuses innovations de son prédécesseur furent écartées, la Hongrie fut pacifiée, les Pays-Bas furent apaisés tant par la force des armes que par la confirmation de leurs droits et de leur constitution; enfin, l'année suivante, on fit aussi la paix avec les Turcs. Le 30 septembre 1790, l'héritier de la maison d'Autriche fut choisi pour empereur d'Allemagne, sous le nom de Léopold II. Il ne régna que deux ans, jusqu'au 1er mars 1792, et ce court règne finit au moment que commençait en Europe une époque pleine de difficultés et d'embarras.

Sous le règne de Louis XVI, qui avait épousé Marie-Antoinette, sœur de l'empereur Joseph II, les idées philosophiques, qui s'étaient répandues avec tant de rapidité en France durant le dix-huitième siècle, produisirent leurs fruits. L'ancien ordre de choses fut ébranlé jusque dans ses fondements, et le tiers état, agité par des idées nouvelles de liberté, porta de rudes coups à la noblesse et au clergé. Bientôt l'autorité royale elle-même ne fut plus respectée. Les états généraux du royaume, assemblés pour la dernière fois en 1789, se donnèrent le titre d'Assemblée constituante, et établirent pour la première fois, dans ce pays, le gouvernement représentatif. Une foule de nobles et d'ecclésiastiques, effrayés des actes de cette assemblée, émigrèrent, et cherchèrent à intéresser les princes étrangers, ceux d'Allemagne particulièrement, à leur cause, leur faisant sentir combien ils seraient eux-mêmes menacés, si les principes qui éclataient en France pénétraient parmi leurs peuples. La Prusse, accoutumée à une domination absolue, se déclara la première pour eux. En 1791, l'empereur Léopold II, successeur de Joseph II, son frère, et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume, eurent une entrevue à Pillnitz en Saxe, où se trouva aussi le comte d'Artois, le plus jeune des frères de Louis XVI, et y formèrent une alliance contre la révolution. Léopold avait reçu la soumission de la Belgique, abandonnée par l'Assemblée constituante de France. Il mourut en 1792, et eut pour successeur son fils François II. Les Français, pour détourner l'orage qui les menaçait, déclarèrent les premiers la guerre. Le duc de Brunswick passa le Rhin, et ne rencontra pas d'abord d'obstacles; mais la journée de Valmy le força à la retraite. Dumouriez battit bientôt après les alliés à Jemmapes, et la Convention nationale annonça solennellement qu'elle protégerait tous les peuples qui voudraient, comme la France, reconquérir la liberté et l'égalité. Heureux dans les Pays-Bas, les Français le furent également sur les bords du Rhin, où ils étaient commandés par Custine; Mayence tomba en leur pouvoir, et ils furent un instant maîtres de Francfort-sur-le-Mein. Dans la première de ces deux villes, les jacobins avaient un parti puissant. Le 17 mars 1793, il s'y réunit une convention nationale de l'Allemagne rhénane; mais, au mois de juin suivant, la place fut contrainte de se rendre aux Prussiens, malgré une vigoureuse défense. Dans les autres parties de l'Allemagne, les idées révolutionnaires gagnaient également un certain nombre de personnes des classes élevées, dont quelques-unes jouèrent un rôle dans les agitations dont la France fut le théâtre. Il y eut même, sur certains points, des soulèvements populaires et des conspirations qui furent sévèrement réprimés. Au milieu de ces inquiétudes, on s'occupa

du partage définitif de la Pologne, qui fut consommé en 1794.

La terreur régnait en France, et Louis XVI lui-même avait péri sur l'échafaud le 21 janvier 1793. Les rois conclurent dans le même temps la première grande coalition contre la révolution. L'Angleterre la dirigea, attaquant la France de tous côtés, sur mer et sur terre, au nord et au midi. L'Espagne et le Portugal agirent vers les Pyrénées; les princes d'Italie vers les Alpes; l'Autriche, la Prusse et l'empire germanique, ainsi que la Hollande, sur le Rhin. Enfin la Suède et la Russie entrèrent aussi dans la ligue, et formèrent comme une réserve. Le duc de Saxe-Cobourg commandait les principales forces de l'Autriche dans les Pays-Bas. Dumouriez traita secrètement avec lui, se laissa battre près de Nerwinde, et passa enfin aux Autrichiens. Cobourg, renforcé par les Anglais et les Hollandais sous les ordres du duc d'York, fit faute sur faute, et perdit tous ses avantages, malgré les sages avis du général autrichien Clairfait, qui battit à Famars les Français conduits par Dampierre. Houchard et Jourdan, à la tête des soldats à peine rassemblés, battirent, le premier les Anglais à Hondscote, le second les Autrichiens à Wattignies. La division se mit de bonne heure entre les coalisés; pourtant, après la conquête de Mayence, les Prussiens firent essuyer un échec à Moreau près de Pirmasens; puis ils restèrent inactifs. Les princes de l'empire ne bougèrent pas, et laissèrent à l'Autriche tout le fardeau de la guerre. Wurmser, général de François II, parvint pourtant à obtenir quelques troupes prussiennes et bavaroises, qui ne l'empêchèrent pas d'être vaincu à plusieurs reprises, et de perdre la rive gauche du Rhin. Dans les Pays-Bas, Jourdan remporta la victoire de Fleurus (1794) sur Cobourg, qu'il rejeta hors des Pays-Bas; puis il remonta le Rhin, et obtint de nouveaux succès. A la fin de cette même année, Pichegru soumit la Hollande, qui fut proclamée *république batave*, comme les Pays-Bas autrichiens avaient déjà été érigés en *république belge*.

Cependant le règne de la terreur avait cessé à Paris, et le parti modéré, qui arriva aux affaires, fit espérer une paix générale; et, pour en retirer les premiers avantages, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, négocia une paix particulière. Elle fut conclue à Bâle, le 5 avril 1795. Par un article secret, la Prusse assura à la France la possession de toute la rive gauche du Rhin, et la France garantit à la Prusse une grande compensation en Allemagne, aux dépens des petits Etats. Le Hanovre et Hesse-Cassel furent compris dans le traité et dans la ligne de démarcation que les Français ne devaient pas franchir. On laissa subsister la république batave, mais la Belgique fut incorporée à la France. Si l'Autriche continua la guerre, les princes de l'Allemagne méridionale étaient disposés à la paix, et l'Espagne elle-même traita avec la république. François II fut inébranlable. En 1796, l'archiduc *Charles*, son frère, prit le commandement des forces autrichiennes en Allemagne, et Beaulieu se mit à la tête de celles qui défendaient l'Italie. Les Français envoyèrent Jourdan sur le bas Rhin, Moreau sur le haut Rhin, et Bonaparte en Italie. Moreau soumit tout le cercle de Souabe, et le Wurtemberg fut contraint à céder solennellement à la France le comté de Montbéllard. Les autres États furent mis à contribution. L'archiduc se retira sur le Danube, d'où il pouvait en même temps observer Jourdan. Celui-ci avait passé le Rhin, pris Francfort, et forcé à une trêve les cercles de Franconie et de haute Saxe, ainsi que la Bavière. Mais l'archiduc franchit tout à coup le Danube près d'Ingolstadt, tomba sur Jourdan, et lui fit essuyer coup sur coup plusieurs défaites. Moreau, qui venait de vaincre Latour à Friedberg, vit son flanc gauche à découvert, et fut forcé à cette admirable retraite qui est peut-être son plus beau titre de gloire.

Bonaparte avait passé les Alpes dès *le mois* d'avril 1796. Il déploya une merveilleuse activité. Les victoires de Montenotte, de Millesimo, de Mondovi, signalèrent ses armes contre Beaulieu et le roi de Sardaigne. Celui-ci signa une trêve, et le général autrichien, qui *voulut en* vain défendre le Pô, fut encore une fois battu à Fombio. Bonaparte triompha également à Lodi, et entra dans Milan dès le 15 mai. Beaulieu se retira d'abord derrière le Mincio, puis dans le Tyrol. La Sardaigne fit la paix. Le pape et Naples la demandèrent également. Après de nouveaux succès, Bonaparte assiégea Mantoue, que Wurmser voulut délivrer. Les Français battirent d'abord Quasdanowich à Léonato, Wurmser à Castiglione, et les forcèrent tous deux à se replier sur le Tyrol. Wurmser revint,

mais les Autrichiens essuyèrent de nouvelles défaites à Roveredo, à Bassano. Wurmser se jeta dans Mantoue; Alvinzi, qui arriva pour le dégager, fournit à Bonaparte une nouvelle occasion de s'illustrer à Arcole. Davidowich, qui avait obtenu un léger succès à Rivoli, fut également repoussé. Alvinzi ayant de nouveau succombé à Rivoli, Wurmser rendit Mantoue.

Au commencement du printemps (1797), Bonaparte se dirigea, à travers les Alpes, sur Vienne même, tandis que Hoche recommençait les attaques sur le bas Rhin, et Moreau sur le haut Rhin. Le premier battit les Autrichiens près de Neuwied, le second près de Diersheim. Bonaparte était le plus proche et le plus dangereux. On lui opposa l'archiduc Charles. Celui-ci fit tout ce qu'il était possible de faire avec des troupes découragées et presque débandées. Le conquérant de l'Italie s'avança à marches forcées dans la Styrie, se dirigeant sur Vienne. Un autre corps d'armée, commandé par Joubert, avait pénétré dans le Tyrol, mais sans succès, et vint rejoindre Bonaparte près de Villach. Le général en chef français fit des propositions de paix pour arrêter l'effusion de sang; les négociations, commencées à Léoben, se continuèrent à Campo-Formio, où le traité fut signé, le 17 octobre 1797. Il assura la prépondérance en Europe à la France, en la laissant maîtresse de disposer à son gré de l'Italie et de toute la rive gauche du Rhin. L'empereur obtint Venise en dédommagement de la perte des Pays-Bas. La Prusse, irritée de n'avoir reçu aucune indemnité, fit en Allemagne même des usurpations à son profit. Frédéric-Guillaume II mourut bientôt après, laissant le trône de Prusse à Frédéric-Guillaume III. Gênes fut érigée en *république ligurienne*, et le Milanez en *république cisalpine*. Après ces succès, Bonaparte fit son expédition d'Egypte (1798).

Les difficultés relatives aux États d'Allemagne devaient être tranchées au congrès de Rastadt, où la république française députa Roberjot, Bonnier et Jean de Bry. Frédéric, duc de Wurtemberg, déjoua le projet de constituer une *république souabe*, que soutenait la France; pour arriver à son but, il fit de sages concessions à son pays (1797). Les Français ne se contentèrent pas d'occuper toutes les places fortes, particulièrement Mayence; ils rasèrent même, en pleine paix, la forteresse d'Ehrembreitstein, sur la rive droite du Rhin, en face de Cologne, qui jusqu'alors avait été imprenable, et dont ils s'emparèrent, et extorquèrent aux villes anséatiques une contribution de dix-huit millions de livres. Le parti allemand se releva encore une fois dans les Pays-Bas; toute la jeunesse prit les armes, en 1798, pour se soustraire à la conscription; mais cette levée de boucliers n'aboutit qu'à faire couler des flots de sang. Les Français divisèrent les pays du Rhin, que l'empire n'avait pas su défendre, en quatre départements : ceux de la Roer, avec Aix-la-Chapelle pour chef-lieu; du Mont-Tonnerre, avec Mayence pour chef-lieu; de la Sarre, avec Trèves pour chef-lieu; de Rhin-et-Moselle, avec Coblentz pour chef-lieu. Toute distinction de classes fut anéantie; la noblesse et les droits féodaux furent abolis, les dîmes supprimées, la plupart des fondations ecclésiastiques livrées au pillage. Le tour de la Suisse vint aussi; elle fut aussi révolutionnée. *Voyez* Suisse.

La Prusse restait tranquille spectatrice des événements, dans la persuasion qu'elle acquerrait de nouvelles forces par la paix, tandis que la guerre épuiserait les autres puissances. L'Autriche, au contraire, ne resta pas en repos, parce qu'elle était immédiatement menacée par l'occupation de la Suisse. Elle se hâta de faire une nouvelle coalition avec l'Angleterre et la Russie; occupa le pays des Grisons, pour mettre du moins à couvert les défilés de la Suisse orientale, bien qu'elle ne pût sauver le Saint-Gothard ni le Simplon; en même temps Mack fut envoyé à Naples pour diriger une levée en masse de l'Italie méridionale contre les Français; une armée russe se mit en mouvement sous les ordres de Suwarow, pour soutenir les Autrichiens; l'Angleterre prodigua l'argent. L'absence de Bonaparte relevait le courage des généraux alliés. A Vienne, le drapeau tricolore fut arraché par le peuple de l'hôtel du général Bernadotte, ambassadeur de la république; on le mit en pièces et on le brûla; les plénipotentiaires français à Rastadt furent assassinés; Jean de Bry échappa seul à la mort (28 avril 1799). Depuis un mois déjà les Français avaient recommencé les hostilités en Suisse sous Masséna, et en Souabe sous Jourdan. Le premier de ces généraux eut des succès importants; le second fut battu par l'archiduc Charles à Ostrach et à Stokach, mais on ne le poursuivit pas. L'archiduc opéra sa

jonction avec Hotze, qui avait repris les Grisons, triompha de Masséna à Zurich, et fit occuper les hauteurs du Saint-Gothard. Cependant Kray avait vaincu à Magnano le général français Schérer; d'autres armées alliées arrivèrent, principalement l'avant-garde des Russes avec Suwarow, qui défit Moreau à Cassano et à Marengo, Macdonald sur la Trébie, Joubert à Novi; ce dernier fut tué dans le combat. Mais les vainqueurs se divisèrent. Les Autrichiens, contre l'avis de Suwarow, voulurent prendre Mantoue et Alexandrie, et occuper la Toscane. Ils interdirent l'entrée de ses États au roi de Sardaigne, que Suwarow voulait rétablir; car ils prétendaient garder son royaume. Sur ces entrefaites, Suwarow reçut l'ordre de se réunir à une armée russe qui venait d'arriver sur le Rhin, et que commandait Korsakow, pendant que l'archiduc se laissait enlever de nouveau les défilés du Saint-Gothard par un coup de main du général Lecourbe; puis il quitta tout à coup le théâtre de la guerre pour descendre le Rhin, et soutenir l'expédition du duc d'York contre la Hollande; et Masséna remporta sur Korsakow la fameuse victoire de Zurich. En même temps l'Autrichien Hotze fut battu et tué à Schannis. Suwarow franchit le Saint-Gothard après plusieurs engagements meurtriers, obtint quelques succès, et n'arriva qu'avec la plus grande difficulté, et après des pertes considérables, dans la vallée du Rhin, où se termina son admirable marche. L'archiduc avait pris Philippsbourg et Manheim, mais n'avait pu empêcher le duc d'York d'être battu à Bergen par le général Brune; puis il se réunit à Korsakow et à Suwarow. Ce dernier proposait un plan d'attaque extrêmement hardi, que l'archiduc n'approuva pas, et la campagne fut terminée, parce que toutes les troupes russes furent tout à coup rappelées par le czar Paul I[er], qui ne voulait pas se sacrifier plus longtemps aux intérêts de l'Angleterre et de l'Autriche. L'arrière-garde de l'archiduc fut défaite par les Français dans plusieurs petites rencontres à Heidelberg et sur le Necker. D'autre part, Mélas remporta encore une victoire en Italie. A cette époque Bonaparte revint d'Égypte, fit le 18 brumaire, et fut proclamé premier consul.

L'année suivante (1800), Bonaparte commença une nouvelle campagne contre l'Autriche, déploya une incroyable rapidité, opéra le merveilleux passage du mont Saint-Bernard, et prit les Autrichiens en flanc, au moment où la famine venait de forcer Masséna à rendre Gênes. Quelques jours après, il remporta sur Mélas l'éclatante victoire de Marengo, et toute l'Italie retomba au pouvoir des Français. En même temps Moreau pénétrait en Allemagne, et battait Kray dans plusieurs actions, principalement à Stokach et à Moskirch, puis à Biberach et à Hochstaedt. Kray conclut un armistice que l'empereur ne ratifia pas. Il fut remplacé à la tête de l'armée par l'archiduc Jean, qui fut vaincu par Moreau à Hohenlinden. Une autre armée autrichienne, qui s'avançait en Italie, fut défaite par Brune sur le Mincio. L'Autriche alors se décida encore une fois à la paix, qui fut signée le 9 février 1801 à Lunéville. L'Angleterre signa enfin le traité d'Amiens l'année suivante (1802). Toute la rive gauche du Rhin fut cédée à la république française. Les petites républiques que la France avait créées autour d'elle, en Italie, en Suisse et en Hollande, furent rétablies et reconnues par les puissances alliées. La république cisalpine s'accrut des possessions du grand-duché de Toscane et du duc de Modène, qui devait recevoir une compensation en Allemagne. Bonaparte donna une nouvelle organisation à la république helvétique, en 1803, par l'*acte de médiation*. La même année, un recès de la députation de l'empire supprima les électorats ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne, parce que leurs possessions étaient situées sur la rive gauche du Rhin, et appartenaient par conséquent à la France. L'électeur de Mayence, transféré à Ratisbonne, conserva seul sa dignité. On supprima ensuite toutes les villes impériales, à l'exception de six, qui furent Lubeck, Hambourg, Brême, Francfort, Augsbourg et Nuremberg; on supprima également tous les évêchés et toutes les abbayes qui n'étaient pas encore sécularisés, et enfin les petits comtes et chevaliers immédiats, qui devinrent tous sujets des princes plus puissants. Les petits princes et l'ordre Teutonique subsistèrent seuls quelque temps encore, pour être bientôt engloutis à leur tour. La Prusse obtint les évêchés de Hildesheim et de Paderborn, une partie de celui de Munster, un grand nombre d'abbayes et de villes impériales en Westphalie et en Thuringe, principalement Erfurt; la Bavière reçut les évêchés de Wurtzbourg, de Bamberg, de

Freisingen, un grand nombre de petites villes, etc., et ferma tous les couvents. Le Hanovre eut Osnabruck; Baden eut le palatinat de la rive droite, et la majeure partie des évêchés de Constance, de Bâle, de Strasbourg et de Spire; le Wurtemberg, les deux Hesses (Cassel et Darmstadt) et Nassau obtinrent toutes les parties du territoire de Mayence, des villes impériales et des petites principautés qui leur étaient limitrophes. Le grand-duc de Toscane, frère de l'empereur, eut Saltzbourg; le Brisgau fut donné au duc de Modène. La dignité électorale fut accordée au nouveau duc de Saltzbourg, au landgrave de Hesse-Cassel, au duc de Wurtemberg et au margrave de Bade.

Le 18 mai 1804, Napoléon abolit la république, et se fit proclamer empereur héréditaire des Français; il se fit solennellement sacrer le 2 décembre de la même année. Le 15 mars 1805, il abolit également les républiques ligurienne et cisalpine, et se fit roi d'Italie en plaçant sur sa tête l'antique couronne de fer des Lombards. Il établit une distinction entre la France proprement dite et le *Grand Empire*. Ses conquêtes devaient successivement étendre cet empire sur toute l'Europe. L'Autriche ne pouvait rester indifférente à cet empire; de plus, elle avait été froissée en Italie par la conduite arbitraire de Napoléon; enfin celui-ci, à l'occasion de nouvelles discussions avec l'Angleterre, avait fait occuper le Hanovre, fait saisir le duc d'Enghien en pleine paix et sur un territoire neutre, et l'avait laissé fusiller. La Prusse laissa tout faire, parce qu'elle espérait obtenir le Hanovre pour prix de sa neutralité. Mais l'Autriche forma la troisième coalition avec l'Angleterre, la Russie et la Suède (1805). Napoléon surprit dans Ulm le général autrichien Mack, qui commit les fautes les plus impardonnables, et se rendit avec une garnison de soixante mille hommes. Poursuivant sa victoire avec rapidité, Napoléon fut maître de Vienne sans que les Autrichiens eussent eu le temps de fortifier Lintz ni aucun autre point sur sa route. Mais alors la grande armée russe, commandée par Kutusow, se montra en Moravie. Le nouveau czar, Alexandre Ier, s'y trouvait, et François II se joignit à lui avec les débris de ses troupes. Les deux empereurs furent battus à Austerlitz, non loin de Brünn, le 2 décembre 1805. L'Autriche fut obligée d'acheter au prix des plus grands sacrifices la paix qui fut conclue à Presbourg le 26 décembre.

Au commencement de la campagne, Napoléon avait forcé les électeurs Charles-Frédéric de Baden, Frédéric de Wurtemberg et Maximilien-Joseph de Bavière, à entrer dans l'alliance avec la France, et ils lui restèrent fidèles parce qu'ils pouvaient en tirer de grands avantages privés. Napoléon, pour se les attacher davantage encore, leur abandonna la meilleure part du fruit de la victoire. La Bavière fut érigée en royaume, et reçut aux dépens de la Prusse Anspach et Bayreuth, aux dépens de l'Autriche tout le Tyrol, le Vorarlberg, le margraviat de Burgau, les évêchés de Passau, de Trente et de Brixen, et de plus beaucoup de petites seigneuries. Le Wurtemberg devint également royaume, et reçut les seigneuries autrichiennes en Souabe. On donna à Baden le Brisgau et le titre de grand-duché. Napoléon prit pour lui Venise, qu'il réunit au royaume d'Italie, et, en échange de toutes ces pertes, on ne donna à l'Autriche que Saltzbourg. L'électeur de Saltzbourg fut envoyé, avec son titre, à Vurtzbourg. Toutes les petites républiques et les conquêtes dépendantes de l'empire de Napoléon furent transformées en royaumes et en principautés, qu'il donna à ses parents et à ses favoris. Son frère Joseph fut roi de Naples; son frère Louis, roi de Hollande; son beau-fils Eugène Beauharnais, vice-roi d'Italie; son beau-frère Murat, grand-duc de Berg; son premier aide de camp, Berthier, prince de Neufchâtel; son oncle, le cardinal Fesch, devait succéder à l'électorat de Mayence, transféré à Ratisbonne. Pour faire disparaître toute distinction de naissance, Napoléon amena des mariages entre sa famille et les plus anciennes maisons de l'Europe. Le prince Eugène épousa une princesse de Bavière, Jérôme Napoléon une princesse de Wurtemberg. Tous ces nouveaux princes étaient vassaux de l'empereur Napoléon, et soumis à son autorité suprême, en vertu d'une loi de famille. Tous faisaient partie du Grand Empire. La Suisse s'y rattachait également, et il ne fallait qu'un pas pour incorporer la moitié de l'empire germanique. Le 12 juillet 1806, seize princes de l'Allemagne occidentale conclurent, sur l'invitation de Napoléon, un traité en vertu duquel ils voulaient se détacher de l'empire germanique, former la *confédération du Rhin*, et placer celle-

ci sous la suzeraineté de l'empereur des Français. Le 1er août, Napoléon déclara lui-même que l'empire germanique avait cessé d'exister. François II se conforma à cette volonté. Les noms antiques disparurent. Le Saint-Empire romain devint simplement l'empire d'Autriche; les électeurs furent rois ou grands-ducs. Mais ces princes furent désormais souverains dans toute l'acception du mot, et ne dépendaient plus de la suzeraineté de l'empereur. Les petites principautés de Hohenlohe, Œttingen, Schwartzemberg, Latour et Taxis, Truchsess de Waldbourg, Furstenberg, Fugger, Leiningen, Hesse-Hombourg, Wied-Runkel, Orange-Fulda, que l'on avait ménagées jusqu'alors, devinrent sujettes des princes de la confédération du Rhin limitrophes. Des six villes impériales qui restaient, Augsbourg et Nuremberg échurent à la Bavière; Francfort fut donné comme grand-duché au vieil électeur de Mayence, qui fut transféré de Ratisbonne. Les anciennes villes anséatiques, Lubeck, Brême et Hambourg, conservèrent seules leur liberté. La confédération du Rhin fut organisée sur le pied de la république helvétique. Les seize princes qui la composaient devaient être complétement indépendants et souverains dans toutes les affaires intérieures; mais ils dépendaient de Napoléon, leur *protecteur*, pour tout ce qui regardait le dehors. Dans son ensemble, la confédération était une partie de l'empire français. Napoléon en nomma président, comme prince primat, le vieil électeur de Mayence, Dalberg, devenu grand-duc de Francfort. Dès lors pourtant on lui avait désigné pour successeur l'oncle de Napoléon, et plus tard le prince Eugène; de sorte que, dans l'avenir, toute la direction de la confédération se serait trouvée entre des mains françaises. A cette confédération appartenaient deux rois (ceux de Bavière et de Wurtemberg), quatre grands-ducs (ceux de Francfort, de Baden, de Darmstadt et de Berg), enfin dix princes (deux de Nassau, deux de Hohenzollern, deux de Salm, et ceux d'Aremberg, d'Isembourg, de Lichtenstein et de Leyen).

Les empiétements de Napoléon firent craindre à la Prusse qu'il ne voulût aussi restreindre sa puissance et son territoire, et quelques actes semblaient justifier cette appréhension. La Prusse déclara donc la guerre à la France; mais elle agit trop précipitamment, sans attendre l'arrivée des secours promis par la Russie, et en négligeant toutes les mesures de précaution. Le roi et la reine se rendirent en personne à l'armée, qui, après quelques actions secondaires, essuya la plus complète défaite à Iéna, où Napoléon remporta une de ses plus glorieuses victoires. Après avoir confisqué en chemin, à Leipzig, des marchandises anglaises pour une valeur de soixante millions, il entra à Berlin dès le 27 octobre. Toutes les forteresses de la Prusse se rendirent l'une après l'autre. Quelques tentatives de résistance furent facilement comprimées. On peut voir, à l'article PRUSSE, comment ce pays, au sein de l'infortune, se régénéra moralement, comment il reprit son énergie. La partie de la Pologne qui était échue à la Prusse fit naturellement défection. Dès qu'elle vit arriver les Français, elle les salua comme des libérateurs. Le roi s'était retiré, avec le reste de ses troupes, jusqu'à Kœnigsberg, où il fit sa jonction avec les Russes. Les batailles d'Eylau et de *Friedland* ajoutèrent encore à la gloire de Napoléon. La paix de Tilsitt (9 juillet 1807), honteuse pour la Prusse, et accordée, dit Napoléon, à la seule considération de l'empereur de Russie, mit fin à cette guerre. Des possessions prussiennes de la rive gauche de l'Elbe, du Hanovre, du Brunswick et de Hesse-Cassel (dont l'électeur restait neutre), Napoléon forma le nouveau royaume de Westphalie, qu'il donna à son frère Jérôme, et qui entra dans la confédération du Rhin. La Pologne ne fut pas relevée, mais on créa le grand-duché de Varsovie en faveur de l'électeur de Saxe, qui venait d'être fait roi. Dantzig fut reconnue comme *ville* libre, et dut recevoir une garnison française. Tout le district de Bialystok échut à la Russie, qui se prêta fort bien à partager avec Napoléon les dépouilles de la Prusse.

Maître de presque toute l'Europe, Napoléon voulut ruiner l'Angleterre, et il crut que le moyen le plus certain d'arriver à ce résultat était de fermer le continent au commerce anglais. Il défendit donc à tous les pays qui étaient directement ou indirectement en son pouvoir de recevoir aucunes marchandises anglaises, fit brûler toutes celles qui existaient déjà, et ordonna que l'on retînt comme prisonniers de guerre tous les Anglais qui se trouvaient sur le continent. Toute communication devait cesser entre l'Angleterre et l'Europe.

C'est ce qu'on appela le *système continental.* Il froissait tant d'intérêts et d'habitudes, que Napoléon fut obligé de recourir à la force pour le faire exécuter. En 1808, Joseph Napoléon devint roi d'Espagne; et, la même année, l'empereur des Français et l'empereur de Russie eurent une entrevue personnelle à Erfurt, où vinrent en foule les rois et les princes d'Allemagne, et qui fut célébrée par des fêtes brillantes. Là Napoléon et Alexandre se partagèrent la domination de l'Europe. La Russie se chargea de combattre les Turcs et les Suédois, alliés des Anglais, et on lui promit en récompense, d'un côté la Moldavie et la Valachie, de l'autre la Lithuanie. Quant à Napoléon, il devait conquérir l'Espagne et le Portugal. La Russie commença en effet une guerre victorieuse contre les Turcs. En Espagne, les Anglais soutinrent puissamment la résistance nationale, et prirent solidement position en Portugal.

Cependant l'esprit national se réveillait en Allemagne; le *Tugendbund*, ou la Société des Amis de la vertu, se forma (1808). Le but de cette association secrète était de préparer en silence une levée en masse de tous les Allemands contre Napoléon. Pendant que Napoléon combattait en Espagne, l'Autriche mit sur pied une armée de quatre cent mille hommes, dont le commandement fut donné (1809) aux archiducs Charles, Jean et Ferdinand. Le premier se dirigea vers le Rhin, le second vers l'Italie, le troisième vers la Pologne. Napoléon revint en toute hâte d'Espagne, se mit à la tête des troupes de la confédération du Rhin et d'un petit nombre de Français, battit les Autrichiens à Pfaffenhofen, Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne. L'archiduc Charles fut rejeté de côté vers la Bohême; Lintz, n'étant pas fortifié, ne put être défendu, Napoléon entra sans résistance dans Vienne, L'archiduc Charles arriva trop tard, mais fit essuyer un échec aux Français à Aspern. Après cette action, les deux armées, séparées par le Danube, restèrent six semaines en présence sans se mesurer. L'archiduc Jean était entré en Italie, et avait battu le vice-roi Eugène à Salice. Son entreprise, combinée avec le soulèvement des Tyroliens, qui éclata à cette époque, promettait les plus heureux résultats, lorsque les revers de Charles l'obligèrent de revenir sur ses pas. Il se dirigea vers la Hongrie; Eugène le suivit et le défit sur le Raab. L'archiduc Ferdinand avait pénétré jusqu'à Varsovie; mais les Polonais commandés par Poniatowski, et une armée russe que l'empereur Alexandre envoya au secours des Français, le contraignirent à battre en retraite, et envahirent la Gallicie. Napoléon, vainqueur à Wagram, accorda un armistice qui fut signé le 12 juillet à Znaym, et, après de longues négociations, la paix fut conclue à Vienne le 10 octobre. L'Autriche dut céder la Carniole, Trieste, la Croatie et la Dalmatie à Napoléon; Saltzbourg, Berchtolsgaden et les quartiers de l'Inn et de Hausrück à la Bavière; une partie de la Gallicie au grand-duché de Varsovie, et une autre à la Russie. A Schœnbrünn, le fils d'un pasteur, Frédéric Stabs, voulut assassiner Napoléon; dans les provinces cédées éclatèrent des révoltes qui ne purent être comprimées que par les armes; celle des Tyroliens, qui eurent pour chefs Hofer et Speckbacher, fut la plus dangereuse et la plus longue. Les Français, soutenus par les Bavarois, y mirent pourtant un terme. Hofer, qui s'était battu avec une rare bravoure, fut fait prisonnier et fusillé. En Prusse, en Hesse, dans le Brunswick, Schill, Damberg et le duc Guillaume de Brunswick prirent les armes, et essayèrent en vain de soulever les populations contre la domination française. Tout échoua, Les Anglais ne réussirent pas mieux dans une tentative sur l'île de Walchern. Pendant cette guerre, le roi de Wurtemberg mit un terme à l'existence de l'ordre Teutonique par la prise de Mergentheim, qui en était le chef-lieu.

En 1810, Napoléon réunit à la France la Hollande, dont il forma deux départements; puis il s'attribua la basse Saxe jusqu'à la Baltique, les principautés d'Oldenbourg, de Salm et d'Aremberg, les villes anséatiques de Hambourg, Brême et Lubeck, et une partie du royaume de Westphalie, pour les réunir à la France, sous prétexte d'empêcher la contrebande qui se faisait sur les côtes de ces pays; il fit brûler de plus toutes les marchandises anglaises que l'on trouva dans les grandes places de commerce; il détacha également quelques parties de l'Italie et de la Suisse pour en former des départements français. Le 2 avril de cette année, il épousa Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche, qui lui donna un fils, le roi de Rome, l'année suivante (1811).

Les Russes s'étaient étendus à l'est, comme les Français le faisaient à l'ouest, conforme

ment aux conventions d'Erfurt. Le général français Bernadotte était devenu roi de Suède. L'Espagne résistait toujours. Le système continental était à charge à Alexandre, qui leva toute prohibition, et fit alliance avec l'Angleterre. La Suède suivit son exemple. Napoléon saisit avec plaisir cette occasion d'attaquer la Russie. En 1812, il réunit une immense armée composée de troupes de tous les pays qui dépendaient de lui, et, après avoir réuni autour de lui à Dresde tous les princes allemands, il se mit en marche vers la Russie, à la tête de six cent mille hommes. Le récit de cette gigantesque expédition n'appartient pas à notre plan. (Voyez Russie.) Après de brillants succès, il essuya les revers les plus effroyables, et revint après avoir perdu presque toute son armée par le fer, par la faim, mais surtout par le froid le plus rigoureux que l'on eût senti depuis longtemps.

Le roi de Prusse, retiré à Breslau, déclara la guerre à la France, alla au-devant de l'empereur de Russie, et conclut avec lui, à Kalisch, une alliance offensive et défensive. Les Prussiens se levèrent en masse (1813). Napoléon eut en peu de temps réuni trois cent mille Français et les troupes de la confédération du Rhin. L'Autriche resta neutre. Un corps d'armée russe s'introduisit dans Hambourg, d'où il chassa les autorités françaises. Dærnberg et Hellwig obtenaient d'autres succès. La première armée russe, conduite par Wittgenstein, pénétra vers Magdebourg, et battit près de Mokern un corps de Français qui voulait retourner à Berlin. Mais les Prussiens entrèrent en Saxe sous le commandement de Blücher, et occupèrent Dresde. Blücher se réunit à Wittgenstein (l'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient dans le camp), et attaqua tout à coup près de Gross-Gorschen, non loin de Lutzen, l'armée de Napoléon, qui s'avançait à marches forcées sur Leipzig. Mais il fut obligé de battre en retraite; il eut également le dessous à Bautzen. Toute la plaine de Silésie fut ouverte aux Français, qui entrèrent dans Breslau; ils pouvaient revenir à Berlin, qui était à peine défendu; mais Napoléon n'osa pas profiter de ses avantages. On conclut un armistice, pendant lequel les deux partis se renforcèrent, mais surtout les alliés; deux jours après qu'il fut expiré, l'Autriche se déclara contre Napoléon.

Nous n'entrerons pas dans le détail des opérations militaires ni de tous les événements de cette guerre : l'armée française, presque toute composée de jeunes troupes, n'éprouva presque que des revers. La bataille de Leipzig, où ils furent abandonnés par ceux de leurs alliés qui leur étaient restés fidèles jusqu'alors, décida de leur sort. Les places les plus fortes, où ils tenaient encore garnison, capitulèrent successivement. Les alliés envahirent la France. Après la désastreuse campagne de 1814, ils entrèrent dans Paris; Napoléon signa son abdication à Fontainebleau, et se retira dans l'île d'Elbe, tandis que Louis XVIII était rétabli sur le trône des Bourbons. Par le traité conclu à Paris le 30 mai 1814, la France conserva tout ce qu'elle possédait en 1792, par conséquent aussi l'Alsace et la Lorraine. On ne lui imposa point de contributions, et les troupes alliées quittèrent aussitôt son territoire, et lui laissèrent disposer ses affaires intérieures selon sa volonté, sans que l'étranger s'en mêlât. On inséra au contraire dans ce traité, relativement à l'organisation de l'Allemagne, des articles dont l'exécution devait être garantie par la France.

Vers l'automne de cette même année s'ouvrit le congrès de Vienne, pour régler l'état de l'Europe. Mais il n'avait encore rien décidé lorsque Napoléon, parti de l'île d'Elbe, rentra dans Paris le 20 mars 1815. Les alliés reprirent les armes contre lui, et la journée de Waterloo mit un terme à sa fortune. Paris se rendit le 7 juin, après que le maréchal Davoust se fut retiré sur la Loire avec le reste de l'armée. La capitale cette fois fut traitée avec plus de sévérité que la première; il fallut qu'elle restituât tous les chefs-d'œuvre de l'art dont elle s'était emparée dans les pays conquis. Conformément aux dispositions du premier traité de paix, fait à Paris le 20 mai 1814, et du second, le 20 novembre 1815, on rendit à l'Allemagne toutes les provinces qui lui avaient appartenu avant la révolution, et qui en avaient été séparées par les guerres qui la suivirent. Alors elles furent partagées entre les membres de la nouvelle confédération germanique, dans le congrès de Vienne, qui était ouvert depuis le 1er novembre 1814; de sorte que chacun reprit en général ce qu'il avait eu dès l'origine, ou ce que la paix de Lunéville ou la confédération lui avait accordé.

Les États de la confédération étaient, au commencement, au nombre de trente-huit :

l'Autriche, la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade, la Hesse électorale, le grand-duché de Hesse, le Holstein qui appartient au roi de Danemark, le duché qui appartient au roi de Hollande comme duc de Luxembourg, le Brunswick, Mecklenbourg-Schwérin, Nassau, Saxe-Weimar, Saxe-Gotha, Saxe-Cobourg, Saxe-Meiningen, Saxe-Hildburghausen, Mecklenbourg-Strélitz, Oldenbourg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Dernbourg, Anhalt-Gœthen, Schwarztbourg-Sondershausen, Schwartzbourg-Budolstadt, Hohenzollern-Hechingen, Lichtenstein, Hohenzollern-Sigmaringen, Waldeck, Reuss (branche aînée), Reuss (branche cadette), Schauenbourg-Lippe; les villes libres de Lubeck, Brême, Hambourg; plus tard il y eut encore Hesse-Hombourg. La maison d'Autriche a repris le Tyrol, Saltzbourg et le quart de l'Inn; celle de Bavière règne sur tout son cercle et en Franconie; elle a aussi reçu des indemnités dans le palatinat du Rhin, et compte plus de trois millions de sujets. La maison de Wurtemberg règne en Souabe sur environ un million et demi de sujets, et est séparée par la Forêt-Noire du duché de Baden, qui s'étend tout le long du Rhin, depuis Bâle jusqu'au delà de Manheim, dans un pays très-fertile et magnifique. La principauté de Hesse-Darmstadt a beaucoup étendu ses anciennes limites pendant ces temps de confusion, et compte parmi ses villes Mayence, la plus forte de la confédération. Le roi de Prusse est celui qui compte parmi ses sujets le plus d'Allemands, environ onze millions. Ils lui ont été reconnus par les rois du grand congrès européen, parce qu'il abandonnait à la Russie la plus grande partie de ses provinces polonaises. Ses provinces s'étendent des frontières de l'est jusqu'à celles de l'ouest.

Quant au gouvernement de l'Allemagne, il devint une confédération d'Etats indépendants, dont voici les articles principaux : « Le but de l'alliance est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, avec l'indépendance et l'inviolabilité des États confédérés. Tous les membres de l'empire ont des droits égaux et semblables. Les intérêts généraux sont traités dans une diète qui siége à Francfort-sur-le-Mein, et dont l'Autriche a la présidence; cette diète est perpétuelle, et ne peut s'ajourner que pour quatre mois au plus, si les affaires le permettent. Elle doit s'occuper principalement de la confection des lois fondamentales de la confédération, et de ses dispositions organiques par rapport à ses relations intérieures, extérieures et militaires. Tous les membres de la confédération promettent de s'unir contre toute attaque, et, s'il y a une guerre, de n'entendre à aucun pourparler avec l'ennemi, de ne conclure aucune trêve, aucune paix en particulier; ils se réservent cependant le droit des alliances de toute espèce, mais c'est un devoir pour eux de n'en conclure aucune contraire à la sûreté de la patrie et aux intérêts d'un seul des membres. De même, ses membres ne peuvent se faire la guerre sous aucun prétexte; mais ils doivent porter leurs différends à la diète : celle-ci alors s'occupe de la contestation, l'arrange, et les parties doivent obéir à sa sentence. Dans tous les États de la confédération, ce sera une administration par le pays. Les différences de sectes chrétiennes n'en apporteront aucunes dans la jouissance des droits civils et politiques dans tous les pays de la confédération; mais comme il y a besoin d'une amélioration dans l'état civil de ceux qui professent le judaïsme, la diète de la confédération devra en conférer. Les sujets des princes allemands ont le droit de passer d'un pays dans un autre et d'y prendre un état civil ou un service militaire, si aucun engagement militaire ne les attache à leur patrie. La diète s'occupera de la confection de lois pour la liberté de la presse et sur la contrefaçon, aussi bien que pour le commerce et le négoce des États de la confédération. »

La diète de la confédération germanique, dont les séances commencèrent le 5 novembre 1816 à Francfort, rendit dès le principe à l'Allemagne un service, en déclarant que la confédération formait une puissance européenne, indépendante, avec le droit de faire la guerre, la paix et des alliances; en déclarant enfin que la langue allemande serait seule employée dans ses traités. Puis viennent les dispositions relatives à la défense générale. On a réglé le pied de paix et le pied de guerre de l'armée de la confédération, en quoi elle consiste, à qui et comment est donné le commandement, combien de places fortes elle doit avoir. L'armée de la confédération est composée de trois cent mille hommes; l'Autriche

en fournit quatre-vingt-quatorze mille ; la Prusse, soixante-dix-neuf mille ; la Bavière, trente-cinq mille ; le Wurtemberg, treize mille six cents ; le Hanovre, treize mille ; le royaume de Saxe, douze mille ; Bade, dix mille ; le grand-duché de Hesse, six mille ; la Hesse électorale, cinq mille quatre cents ; et les autres proportionnellement. Elle est commandée par un général en chef choisi par la diète. Il a des obligations envers elle et lui prête serment ; il reçoit d'elle son autorité et les ordres, et lui fait des rapports ; et, pour le représenter ou le remplacer dans le commandement en chef, la diète nomme en même temps un lieutenant-général. L'armée est partagée en dix corps, dont les généraux ne reçoivent d'ordre que du général en chef. De ces dix corps, l'Autriche en représente trois, la Prusse trois, la Bavière un, et les trois autres sont formés en commun sur les autres contingents fournis. Les places fortes de la confédération sont Mayence, Luxembourg et Landau. Quant à l'administration générale de la diète en temps de paix, il fallait établir comment les délibérations de l'alliance seraient sanctionnées ; comment, dans les contestations des membres entre eux, tout acte de violence serait écarté, la justice rendue et ses arrêts exécutés. Le moyen d'administrer la justice fut bientôt trouvé. Au lieu d'un tribunal commun, spécial, et qui aurait remplacé la chambre impériale et le conseil aulique, comme quelques voix le désiraient, la diète fut elle-même chargée de vider les contestations ; et, s'il fallait en venir à des voies sévères de justice, alors la décision serait renvoyée devant des hautes cours de justice, prononçant comme juges souverains pour les États particuliers. Le 29 septembre 1819 seulement, la diète donna un arrêté provisoire pour régler l'exécution des jugements. La diète, pour cette exécution, doit avoir à sa disposition la force armée de la confédération ; elle doit fixer aussi bien le nombre des troupes à placer comme garnisaires, que le lieu où elles doivent être placées ; et le retour de ces troupes ne se fait qu'après l'exécution parfaite et dans les formes de l'arrêté de la diète.

Quant aux autres articles principaux de l'acte de la confédération, le cours des événements a donné lieu, dans certains Etats, à des institutions telles qu'on avait droit de les attendre de la diète dès le principe. Mais beaucoup d'autres, quoique très-importantes, ont été éludées. L'article 13, qui portait que dans tous les États de la confédération il devait y avoir une constitution des états provinciaux, agita les esprits. Beaucoup d'hommes attendaient de là un ordre de choses tout nouveau, qui tout d'un coup ferait disparaître tous les besoins du peuple, toutes les fautes des gouvernants, sans penser aux difficultés qui résultent surtout du morcellement de l'Allemagne. Cependant presque tous les gouvernements de cette région, les uns plus tôt, les autres plus tard, étaient parvenus à remplir cette clause de la confédération, quand *éclata* en France la révolution de 1830. Le roi de Prusse, en mai 1815, le premier des princes allemands, et avant même que l'acte de la confédération l'eût exigé, fit à son peuple la promesse d'une constitution provinciale. Cependant l'exécution en devint très-difficile, et les travaux préparatoires se prolongèrent jusqu'à l'année 1823, que la constitution reçut force de loi. Mais le roi remit à plus tard *pour décider* quand une diète générale du royaume serait convoquée, et comment elle serait composée des états provinciaux. Ces états provinciaux sont en activité aujourd'hui sur tous les points de la monarchie. Ils donnent leur avis sur toutes les affaires importantes de la province, présentent au roi leurs idées, leurs désirs, et les soumettent à son examen et à sa décision. A cette constitution provinciale se rattache celle des subdivisions de chaque province, des cercles, des villes, des communes.

Le travail était plus facile dans les petits États d'Allemagne, dans ceux surtout qui ne sont pas composés d'éléments hétérogènes ; de sorte qu'ils purent de bonne heure mettre à exécution l'article 13 de l'acte d'alliance. Le grand-duc de Saxe-Weimar fut le premier qui, dès l'année 1816, donna à son pays les états provinciaux, et en 1817 ils reçurent l'approbation de la confédération. Le 27 mai 1828, le roi de Bavière, Maximilien-Joseph, donna une charte à son peuple. Les états du royaume se composent de deux chambres, la chambre des conseillers d'Etat, et la chambre des députés, élus par le peuple qu'ils représentent, et dont le nombre monte à cent huit. Dans le Wurtemberg, après plusieurs entreprises malheureuses sous le roi Frédéric et son successeur

Guillaume Ier, ce dernier prince convoqua une nouvelle assemblée des états (en 1819) qui devait s'occuper exclusivement des titres de l'ancienne administration, les examiner point par point avec ses plénipotentiaires, et les lui présenter ensuite pour y mettre le dernier sceau. Deux mois après, l'ouvrage fut présenté achevé au roi. Il signa le titre le 25 septembre, le renvoya aux plénipotentiaires des états, et reçut à son tour de la part de l'assemblée des états un second exemplaire signé de tous les membres. Le grand-duché de Bade reçut aussi sa constitution provinciale le 22 août 1818; celle de Hesse fut donnée en 1820, de même que celles de Nassau, de Saxe-Cobourg, Hildburghausen et Meiningen, des principautés de Schwartzbourg-Rudolstadt, Lippe-Detmold et Schaumbourg, Lichtenstein et Waldeck. Dans les Etats d'Autriche, du royaume de Saxe, dans le Mecklenbourg, et quelques autres pays encore plus petits, les états provinciaux furent mis en activité d'après les mêmes formes qu'ils avaient anciennement; mais, dans le Hanovre et dans le Brunswick, il y eut quelques changements.

Les grands ébranlements que l'année 1830 apporta dans les rapports sociaux, comme dans les plans des souverains de l'époque, n'ont pas été sans d'importantes influences sur les formes administratives des États d'Allemagne. Les troubles du Hanovre ne sont pas encore terminés au moment où nous écrivons. Dans le Brunswick, le duc Charles fut forcé de céder la place à son frère Guillaume. Dans l'électorat de Hesse, où l'on n'avait pu, malgré plusieurs tentatives, établir la représentation des états provinciaux, le prince Guillaume se vit obligé d'abandonner le timon des affaires en 1831, et de le remettre à son fils, le prince héréditaire, qui régna avec lui. Un changement semblable avait déjà eu lieu en 1830 dans le royaume de Saxe, où le roi Antoine, successeur du prince Frédéric-Auguste, avait nommé son neveu, le prince héritier Frédéric, pour régner avec lui sous le titre de coadjuteur, et pour l'aider à résoudre les cas difficiles. On reprit alors le projet de jeter les fondements d'une nouvelle constitution, qui fut heureusement mise en vigueur. Quelques autres États d'Allemagne plus petits suivirent cet exemple.

L'égalité des croyances chrétiennes, sous le rapport civil et politique, qui était proclamée comme principe dans l'acte d'alliance, est aujourd'hui appliquée dans tous les États de la confédération germanique. Aujourd'hui seulement le roi de Prusse est en désaccord avec la cour de Rome au sujet des archevêques de Cologne et de Posen. Les lois générales et uniformes promises sur la liberté de la presse n'ont pas encore été accordées. Le commerce et l'agriculture ont été puissamment encouragés.

Voici les changements qui sont survenus dans les principales familles régnantes depuis la chute de Napoléon : — dans le Wurtemberg, le roi Guillaume Ier a succédé au roi Frédéric en 1816 ; — en Bavière, Louis à Maximilien en 1825 ; — dans le royaume de Saxe, Antoine succéda à Frédéric-Auguste en 1827, et à Antoine, le roi Frédéric en 1836 ; — dans la Saxe-Weimar, l'archiduc Charles-Frédéric à Charles-Auguste en 1828 ; — dans le Hanovre, le roi Guillaume IV à George IV en 1830, et à Guillaume, le roi Ernest-Auguste en 1837 ; — en Autriche, Ferdinand Ier a succédé à François Ier en 1837.

FIN DU TOME CINQUIÈME ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME V.

LIVRE XXIV.

Le Teutschland sous les Hohenstaufen Friedrich Ier et Heinrich VI. — Triomphe des Lombards et de l'Église sur l'empereur Friedrich Ier. — Chute du duc Heinrich le Lion. — Ruine des dernières espérances fondées sur l'unité et la puissance de l'empire teutsch.

NOTES DU LIVRE XXIV.

LIVRE XXV.

Le Teutschland sous les empereurs et les rois Heinrich VI, Otto IV et Philippe. — Otto IV et Friedrich II. — Suite de la longue négligence des souverains à l'égard de l'empire. — Attitude et supériorité du pape à l'égard des rois et des princes de l'empire germanique. — Dernière lutte des Welfs et des Waiblingen dans le Teutschland.

NOTES DU LIVRE XXV.

LIVRE XXVI.

Le Teutschland au temps de Friedrich II. — Ruine complète du pouvoir royal. — Une liberté nouvelle surgit dans les villes. — Naissance de la souveraineté territoriale des princes.

NOTES DU LIVRE XXVI.

CONTINUATION DE L'HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Poitiers. — Imp. de F.-A. SAURIN.

